

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission de l'économie,
des finances et du budget

N° 46-2024

Papeete, le 14 JUIN 2024



RAPPORT

relatif à un projet de délibération de règlement du budget général pour l'année 2023,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances et du budget,

par Madame et Monsieur les représentants Elise VANAA et Heinui LE CAILL

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3270/PR du 6 juin 2024, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération de règlement du budget général pour l'année 2023.

I. LE CADRE JURIDIQUE DE L'ARRÊTÉ DES COMPTES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le présent projet de délibération constitue, avec le projet de délibération de reprise et d'affectation du résultat cumulé de la section de fonctionnement (*transmis par lettre n° 3271/PR du 6 juin 2024*), la dernière phase du cycle budgétaire : l'arrêté des comptes, soumis aux dispositions de la loi organique statutaire et la réglementation budgétaire de la Polynésie française.

➤ Dispositions de la loi organique statutaire

L'article 102 de la loi organique statutaire dispose que l'assemblée vote « *les comptes de la Polynésie française* ».

Conformément à l'article 185-8 de la loi organique statutaire : « *L'arrêté des comptes de la collectivité est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif présenté par le président de la Polynésie française après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.*

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. ».

➤ Dispositions de la réglementation budgétaire de la Polynésie française

L'article LP 31 de la loi du pays n° 2021-9 du 1^{er} février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française, rappelle l'objet de la délibération de règlement et fixe ses éléments constitutifs :

« *La délibération de règlement a pour objet, conformément à l'article 185-8 de la loi organique statutaire de la Polynésie française, d'arrêter les comptes de la Polynésie française.*

Elle est adoptée distinctement pour le budget général, les comptes spéciaux et les budgets annexes.

Elle arrête le montant définitif des recettes et des dépenses du budget auquel elle se rapporte, ainsi que le résultat budgétaire qui en découle.

Elle arrête le compte de gestion, constate la concordance des résultats entre le compte de gestion et le compte administratif et approuve le compte administratif. »

De plus, l'article LP 38 dispose que « *La délibération de règlement est adoptée au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice auquel elle se rapporte conformément à l'alinéa 1^{er} de l'article 185-8 de la loi organique statutaire de la Polynésie française. »*

Des documents spécifiques, imposés par l'article LP 42, accompagnent le présent projet de délibération. Les représentants à l'assemblée de la Polynésie française ont ainsi été destinataires :

↳ du **compte administratif** du budget général de l'exercice 2023, établi par l'ordonnateur ;

↳ du **compte de la gestion** 2023, établi par le comptable public ;

↳ des huit **états d'information** suivants :

- une annexe explicative du compte administratif, qui présente le budget primitif et son évolution en cours d'exercice, ainsi que le budget exécuté et ses écarts avec le budget modifié ;
- un rapport annuel de performance (RAP) ;
- un rapport annuel sur les participations de la collectivité au capital des sociétés privées et commerciales ;
- un rapport annuel sur les aides financières inférieures au seuil de transmission à la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée ;
- un état relatif aux dépenses imprévues ;
- un état de la dette du Pays ;
- un état du patrimoine ;
- un tableau relatif aux résultats budgétaires des autorités administratives indépendantes (Autorité polynésienne de la concurrence – APC).

Deux nouveaux états d'information, dits « complémentaires », accompagnent également le présent projet de délibération :

↳ un **tableau de bord des risques financiers des satellites** dans le budget de la Polynésie française ;

↳ une introduction du rapport sur **l'impact environnemental du budget** de la Polynésie française.

II. L'EXECUTION BUDGÉTAIRE

Pour de plus amples informations, l'annexe explicative du compte administratif (état d'information) fournit des développements sur le montant définitif des recettes et des dépenses constatées, des crédits ouverts en indiquant les écarts et les modifications de crédits demandés.

➤ Montants définitifs du budget général 2023

Pour l'année 2023, les montants définitifs des recettes et des dépenses du budget général sont arrêtés comme suit :

Section	Mouvements budgétaires		Mouvements réels		Écritures d'ordres	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	163 550 510 331	199 608 106 440	120 993 855 271	166 975 454 767	42 556 655 060	32 632 651 673
Investissement	55 616 348 047	33 710 948 280	52 421 238 333	20 591 835 179	3 195 109 714	13 119 113 101
TOTAL GÉNÉRAL	219 166 858 378	233 319 054 720	173 415 093 604	187 567 289 946	45 751 764 774	45 751 764 774

➤ Les résultats budgétaires s'élèvent donc à :

Résultat de fonctionnement	36 057 596 109
Résultat d'investissement (hors cpt 106 8)	- 21 905 399 767
Résultat global	14 152 196 342

Ainsi, les résultats budgétaires pour l'année 2023 sont un excédent de 36,058 milliards F CFP en section de fonctionnement et un déficit de 21,905 milliards F CFP en section d'investissement, pour un résultat global de 14,152 milliards F CFP.

Ce résultat, complété des montants d'opérations non budgétaires composés par les soldes de clôture du compte d'affectation spéciale « Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté » (FELP)¹ et de l'Établissement d'achats groupés² (EAG), ainsi que des excédents de fonctionnement capitalisés des années antérieures à 2023³ (compte 106 8), atteint 40,348 milliards F CFP.

Sont annexés au présent rapport le détail des recettes et dépenses par missions du budget général 2023 (*annexe I*) ainsi qu'un bilan des dépenses, par missions (*annexe II*).

III. LES RÉALISATIONS EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

A-. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

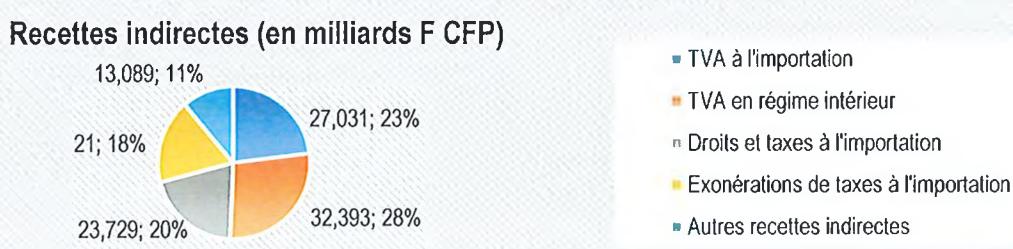
Les crédits votés, initialement à hauteur de 179,785 milliards F CFP au budget primitif (BP), s'établissent à 203,339 milliards F CFP au budget modifié (BM).

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2023 s'établissent à 199,608 milliards F CFP. Ils représentent une plus-value de 19,823 milliards F CFP (+ 11 %) par rapport au budget primitif et de 17,693 milliards F CFP par rapport au budget modifié, hors ligne budgétaire 002 « Résultat de fonctionnement reporté »⁴.

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement s'établit à 110 % du BM, hors ligne budgétaire 002 (soit 98 % du BM), et 111 % du BP.

Les recettes de fonctionnement sont principalement issues de la Mission 990 « Gestion fiscale » (80 %) qui totalisent 159,022 milliards F CFP, réparties entre :

- les recettes indirectes, pour 117,241 milliards F CFP dont notamment : le produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui atteint 59,424 milliards F CFP (51 % des recettes indirectes) ainsi que les droits à l'importation qui s'établissent à 23,729 milliards F CFP ;



- les recettes directes, pour 41,781 milliards F CFP dont notamment : les impôts et taxes sur le revenu qui atteignent 26,987 milliards F CFP, avec l'impôt sur les sociétés (IS) affichant un résultat de 12,401 milliards F CFP.

¹ Pour rappel, le FELP a été clôturé à l'issue de l'exécution des opérations comptables se rapportant à l'exercice 2022. Le solde comptable, établit à 5,658 milliards F CFP, constaté par [délibération n° 2023-12 APF du 22 juin 2023](#) de règlement des comptes d'affectation spéciale (CAS) pour l'année 2022, a été transféré au budget général de la Polynésie française par [délibération n° 2023-13 APF du 22 juin 2023](#) de reprise et d'affectation du résultat de la section de fonctionnement des CAS pour l'année 2022

² Pour rappel, l'EAG a été dissout en fin d'année 2021 ([arrêté n° 2971 CM du 21 décembre 2021](#) portant dissolution et mise en liquidation de l'établissement public à caractère industriel ou commercial dénommé « Établissements d'achats groupés »)

³ D'un montant de 20 542 846 710 F CFP (article 2 de la [délibération n° 2023-11 APF du 22 juin 2023](#) de reprise et d'affectation du résultat de la section de fonctionnement du budget général pour l'année 2022)

⁴ La ligne budgétaire 002 « résultat de fonctionnement reporté » du BM, d'un montant de 21 424 207 224 F CFP, ne fait pas l'objet d'émission de titre de recette mais participe à l'équilibre du budget.

Les recettes des missions autres que la gestion fiscale totalisent 40,586 milliards F CFP (20 % du total des recettes de fonctionnement), réparties entre les missions suivantes par ordre d'importance :

- Mission 991 « Gestion financière » : 28,148 milliards F CFP ;
- Mission 975 « Transports » : 2,094 milliards F CFP ;
- Mission 963 « Partenariat avec les collectivités » : 1,943 milliard F CFP ;
- Mission 970 « Santé » : 1,817 milliard F CFP ;
- Mission 962 « Personnel » : 1,726 milliard F CFP ;
- Mission 969 « Enseignement » : 0,915 milliard F CFP ;
- Mission 976 « Urbanisme, habitat et foncier » : 0,878 milliard F CFP ;
- Mission 965 « Développement des ressources propres » : 0,844 milliard F CFP ;
- Mission 961 « Moyens internes » : 0,571 milliard F CFP ;
- Mission 971 « Vie sociale » : 0,559 milliard F CFP ;
- Mission 974 « Réseaux et équipements structurants » : 0,513 milliard F CFP ;
- Mission 966 « Économie générale » : 0,280 milliard F CFP ;
- Mission 971 « Vie sociale » : 0,559 milliard F CFP ;
- Mission 960 « Pouvoirs publics » : 0,139 milliard F CFP ;
- Mission 967 « Travail et emploi » : 0,096 milliard F CFP ;
- Mission 973 « Environnement » : 0,040 milliard F CFP ;
- Mission 964 « Tourisme » : 0,011 milliard F CFP ;
- Mission 968 « Culture et patrimoine » : 0,008 milliard F CFP.

B-. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les crédits votés, initialement à hauteur de 179,785 milliards F CFP au BP, s'établissent à 203,339 milliards F CFP au BM.

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2023 s'établissent à 163,550 milliards F CFP. Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement s'établit alors à 95 % du BM, hors chapitres sans réalisation⁵ (soit 80 % du BM), et 91 % du BP.

Les dépenses les plus significatives apparaissent au sein des quatre missions suivantes :

- Mission 990 « Gestion fiscale », pour un montant de 33,549 milliards F CFP (21 % du total des dépenses) affichant un taux de réalisation de 94 % par rapport au BM (91 % du BP) ;
- Mission 962 « Personnel », pour un montant de 33,440 milliards F CFP (20 % du total des dépenses) affichant un taux de réalisation de 98 % par rapport au BM (101 % du BP) et marquée par une augmentation de 4 % (+ 1,163 milliard F CFP) par rapport à l'exercice précédent en raison des revalorisations salariales effectuées en 2023 (ANFA, fonction publique du Pays, SMIG, etc.) ;
- Mission 963 « Partenariat avec les collectivités », pour un montant de 23,316 milliards F CFP (14 % du total des dépenses) affichant un taux de réalisation de 97 % par rapport au BM (109 % du BP). À ce titre, la dotation du fonds intercommunal de péréquation (FIP) comptabilise 19,139 milliards F CFP et représente la principale dépense de cette mission (82 %) ;

⁵ Les chapitres sans réalisation 022 « Dépenses imprévues » et 023 « Virement à la section d'investissement » ne font pas l'objet d'émission de mandats mais participent à l'équilibre du budget.

- Mission 991 « Gestion financière », pour un montant de 19,783 milliards F CFP (12 % du total des dépenses) et affichant un taux de réalisation de 98 % par rapport au BM (114 % du BP). Les dotations aux amortissements totalisent 13,108 milliards F CFP et représente la principale dépense de cette mission (66 %).

Outre ces précédentes missions, les autres dépenses de fonctionnement les plus importantes en 2023 relèvent des missions suivantes :

- Mission 967 « Travail et emploi », qui affiche un montant de 8,211 milliards F CFP avec les aides à l'emploi et à la formation professionnelle pour la plus grande part (5,781 milliards F CFP) ;
- Mission 970 « Santé », pour un montant de 7,430 milliards F CFP, incluant notamment la dotation d'exploitation annuelle de 400 millions F CFP et la subvention exceptionnelle de 2,750 milliards F CFP accordée au Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)⁶ ;
- Mission 971 « Vie sociale », pour un montant de 5,110 milliards F CFP, dont la prise en charge par le Pays des transports scolaires (terrestres et maritimes quotidiens) représentent la plus importante dépense au sein de cette mission (1,589 milliards F CFP).

Les dépenses de fonctionnement et leur taux de réalisation par rapport au BM 2023 sont par, mission, les suivantes :

► Mission 960 « <i>Pouvoirs publics</i> »	4,534 milliards F CFP	(89,4 %)
► Mission 961 « <i>Moyens internes</i> »	902 millions F CFP	(67,2 %)
► Mission 962 « <i>Personnel</i> »	33,440 milliards F CFP	(98,5 %)
► Mission 963 « <i>Partenariat avec les collectivités</i> »	23,316 milliards F CFP	(97,3 %)
► Mission 964 « <i>Tourisme</i> »	2,142 milliards F CFP	(95,3 %)
► Mission 965 « <i>Développement des ressources propres</i> »	4,080 milliards F CFP	(91,6 %)
► Mission 966 « <i>Économie générale</i> »	4,567 milliards F CFP	(90,1 %)
► Mission 967 « <i>Travail et emploi</i> »	8,211 milliards F CFP	(88,6 %)
► Mission 968 « <i>Culture et patrimoine</i> »	1,220 milliard F CFP	(97,1 %)
► Mission 969 « <i>Enseignement</i> »	4,570 milliards F CFP	(95,8 %)
► Mission 970 « <i>Santé</i> »	7,430 milliards F CFP	(96,6 %)
► Mission 971 « <i>Vie sociale</i> »	5,110 milliards F CFP	(96,1 %)
► Mission 973 « <i>Environnement</i> »	811 millions F CFP	(88,3 %)
► Mission 974 « <i>Réseaux et équipements structurants</i> »	3,599 milliards F CFP	(84,1 %)
► Mission 975 « <i>Transports</i> »	3,198 milliards F CFP	(81,9 %)
► Mission 976 « <i>Urbanisme, habitat et foncier</i> »	3,088 milliards F CFP	(95,9 %)
► Mission 990 « <i>Gestion fiscale</i> »	33,549 milliards F CFP	(94,4 %)
► Mission 991 « <i>Gestion financière</i> »	19,784 milliards F CFP	(98,5 %)

⁶ Par [délibération n° 2023-2 APF](#) du 23 février 2023 relative à la modification n° 1 du budget général de la Polynésie française pour l'année 2023

IV. LES RÉALISATIONS EN SECTION D'INVESTISSEMENT

A-. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les crédits votés, initialement à hauteur de 50,943 milliards F CFP au BP, s'établissent à 110,423 milliards F CFP au BM. Cette hausse de 59,480 milliards F CFP s'explique notamment par les recettes reportées (29,233 milliards F CFP) et la couverture du besoin de financement de la section (20,543 milliards F CFP).

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2023 s'établissent à 54,254 milliards F CFP, représentant une moins-value de 25,542 milliards F CFP (soit - 32 %) par rapport au BM, hors ligne budgétaire et chapitres sans réalisation.

Le taux de réalisation des recettes d'investissement s'établit alors à 49 % du BM, hors chapitres sans réalisation (soit 68 % du BM), et 106,5 % du BP.

Les recettes de la Mission 951 « Gestion financière » représentent traditionnellement la part la plus importante des recettes d'investissement et s'élèvent à 45,997 milliards F CFP en 2023.

Ces recettes affichent un taux de réalisation de 89 % par rapport au BM (212 % du BP) et se caractérisent par :

- des engagements financiers, à hauteur de 12,638 milliards F CFP (recettes d'emprunts ; régularisation en écriture d'ordre ; remboursements liés à la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française à l'Office Polynésien de l'Habitat (OPH) et ceux relatifs aux avances et prêts octroyées à la Caisse de prévoyance sociale ainsi qu'aux sociétés Assainissement des eaux de Tahiti (AET) et S3P) ;
- l'autofinancement net, d'un montant de 33,359 milliards F CFP, comprenant les excédents de fonctionnement capitalisés du compte 106⁷ (20,543 milliards F CFP) et des recettes en écriture d'ordre (12,816 milliards F CFP).

Les recettes de la Mission 914 « Réseaux et équipements structurants », qui concentre les financements pérennes du 3^e instrument financier (3IF), totalisent 6,310 milliards F CFP et représentent 12 % du total des recettes. Elles affichent un taux de réalisation de 47 % par rapport au BM (124 % du BP) et proviennent principalement des programmes suivants :

- Réseau routier, pour 3,243 milliards F CFP, concernant les programmations liées au 3IF des exercices 2016 à 2023 : travaux routiers et d'assainissement sur Tahiti, travaux d'assainissement pluvial et de revêtement de la route sur plusieurs îles, déviation de certaines routes, etc. ;
- Ports et aéroports, à hauteur de 1,834 milliards F CFP, liées essentiellement à des projets du 3IF pour 1,221 milliard F CFP (balisage maritime, reconstruction de quai, travaux de reconstruction, etc.), au resurfaçage des pistes des aérodromes de Rangiroa (430 millions F CFP) et de Raiatea (125 millions F CFP) ainsi qu'à la rénovation et la modernisation du phare de Mahina (57 millions F CFP) ;
- Protection contre les eaux (aménagements de rivière et protection des berges), énergie (SWAC du CHPF) et postes, télécommunications et nouvelles technologies (Natitua Sud notamment) qui affichent un total des recettes de 1,233 milliard F CFP.

Les autres recettes les plus importantes en 2023, en dehors de celles liées aux précédentes missions, concernent principalement des partenariats financiers avec l'État :

- au titre du Contrat de développement et de transformation (CDT), à hauteur de 501 millions F CFP ;
- au titre de la dotation globale d'investissement (DGI) en faveur de l'éducation, totalisant 350 millions F CFP ;
- au titre du contrat de projets n° 2 (CdP 2), s'établissant à 319 millions F CFP.

D'autres dispositifs financiers de l'État totalisent 388 millions F CFP (abris de survie ; dans les domaines de l'agriculture, de l'informatique et de la construction).

⁷ Ce compte est constitué de la part des résultats excédentaires de la section de fonctionnement qui a été affectée au financement de la section d'investissement, par délibération n° 2023-11 APF du 22 juin 2023 relative à la modification n° 2 du budget général de la Polynésie française pour l'année 2023 formalisant le report des crédits de paiement

B-. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits votés, initialement à hauteur de 50,943 milliards F CFP au BP, s'établissent à 110,423 milliards F CFP au BM. Cette hausse de 59,480 milliards F CFP s'explique par le reliquat des crédits de paiement (CP) délégués restant à employer au terme de l'exercice 2022 (37,613 milliards F CFP) et par l'intégration du résultat d'investissement reporté de l'exercice antérieur (12,163 milliards F CFP).

Les montants définitifs constatés pour l'exercice 2023 s'établissent à 55,616 milliards F CFP, représentant une plus-value de 4,674 milliards F CFP (+ 9 %) par rapport au BP et une moins-value de 42,643 milliards F CFP (- 43 %) par rapport au BM, hors ligne budgétaire et chapitres sans réalisation.

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'établit alors à 57 % du BM, hors chapitres sans réalisation (soit 50 % du BM), et 109 % du BP. Le taux par rapport au BM s'explique par le report de CP de la gestion 2022 sur 2023, dont le montant de 37,613 milliards F CFP complète de manière importante les CP alloués au BP.

Les dépenses d'investissement proviennent principalement de quatre missions (soit près de 78 % du total des dépenses).

Les mandats de la **Mission 951 « Gestion financière »** s'élèvent à 18,128 milliards F CFP, représentant 33 % du total des dépenses et affichant un taux de réalisation de 98,3 % par rapport au BM (117 % du BP). Les dépenses de ce programme concernent :

- les engagements financiers, pour un montant de 18,128 milliards F CFP (remboursement en capital de la dette et réduction du PGE 2) ;
- l'autofinancement net, pour un montant de 2,892 milliards F CFP (il s'agit d'écritures d'ordre pour la neutralisation des amortissements, les cessions des équipements en faveur du CHPF et les subventions d'investissement reçues et transférées au compte de résultat) ;
- les opérations diverses et exceptionnelles, pour un montant de 519 millions F CFP (acquisition d'un ensemble foncier et écritures techniques d'annulations de titres et de régularisation des dépenses).

Les mandats de la **Mission 914 « Réseaux et équipements structurants »** totalisent 11,036 milliards F CFP, représentant 20 % du total des dépenses. Il s'agit traditionnellement de la mission qui concentre des moyens importants en investissement en raison de la nature des programmes concernés (réseaux routiers, ports et aéroports, etc.) et qui bénéficie des financements pérennes du 3IF.

Ces dépenses affichent un taux de réalisation de 49 % par rapport au BM (102 % du BP), expliqué par le report de CP important (9,940 milliards F CFP) venu compléter l'enveloppe des CP allouée à l'exercice 2023. Elles concernent les domaines suivants :

- Réseau routier, pour un montant de 4,754 milliards F CFP (opérations sur des autorisations de programme - AP de 2023, aménagements et travaux du réseau routier de la route territoriale de Tahiti, travaux d'assainissement pluvial, de renforcement et de bitumage à Bora Bora et Huahine) ;
- Ports et aéroports, pour un montant de 2,609 milliards F CFP, dont notamment les opérations de réfection de la surface des pistes des aérodromes de Raiatea et de Rangiroa⁸ et dans le cadre de l'AP 246.2022 « Débarcadère de Paopao » pour créer une marina pour les pêcheurs ;
- s'agissant des dépenses relevant des autres programmes au sein de cette mission, elles totalisent 3,673 milliards F CFP avec trois opérations principales ayant consommé le plus de CP (AP 431.2021 « subvention OPT – Natitua Sud – Phase 2 » ; AP 459-2021 « subvention Onati – Evolution du réseau satellite domestique », AP 311.2021 « aménagement de la rivière Nahoata – Tranche 2 »).

⁸ Conséquemment au transfert des aérodromes de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa par convention n° 31-20 du 10 septembre 2020.

L'article 4 stipule à cet effet que « L'État s'engage à contribuer au financement des opérations de resurfâge des pistes des aérodromes de Raiatea et de Rangiroa par le versement d'une subvention dans la limite de 3,5 millions d'euros pour Raiatea et de 4,5 millions d'euros pour Rangiroa, sous la forme d'une dotation spécifique distincte des autres dispositifs contractuels existants entre l'État et la Polynésie française. »

Les mandats de la Mission 916 « Urbanisme, foncier et habitat » totalisent 9,128 milliards F CFP, représentant 18 % du total des dépenses et affichant un taux de réalisation de 68 % par rapport au BM (140 % du BP). Ces dépenses concernent :

- les subventions, à hauteur de 9,128 milliards F CFP (en faveur de l'OPH pour 8,846 milliards F CFP et à aux opérateurs de logements sociaux agréés pour 291 millions F CFP) ;
- les aides et opérations diverses, pour un montant de 772 millions F CFP (aides à l'investissement des ménages, acquisitions immobilières, travaux de sécurisation de talus et opérations relatives au cadastre).

Les mandats de la Mission 905 « Développement des ressources propres » totalisent 4,110 milliards F CFP, représentant 7,4 % du total des dépenses et affichant un taux de réalisation de 44 % par rapport au BM (110 % du BP). Ces dépenses concernent principalement :

- l'agriculture et l'élevage, pour 2,575 milliards F CFP (réalisation d'ateliers d'agro-transformation dans certaines îles, réhabilitation de réseau hydraulique, subventions aux établissements) ;
- la pêche et l'aquaculture, à hauteur de 1,300 milliard F CFP (aménagement de la zone biomarine de Faratea, dispositifs d'aides à l'investissement, acquisition et installation de pontons flottants pour des coopératives) ;
- des travaux de réalisation de pistes forestières aux Marquises et aux Australes (63 millions F CFP), des travaux forestiers (59 millions F CFP) et la réfection du quai de l'antenne de la direction des ressources marines à Rangiroa (37 millions F CFP).

Les autres dépenses d'investissement les plus importantes en 2023, en dehors de celles liées aux précédentes missions, totalisent 12,442 milliards F CFP et sont relatives aux :

- subventions aux communes, à hauteur de 1,954 milliard F CFP (abris de survie, achats d'engins, assainissement en eau potable, etc.) ;
- projets concernant l'aménagement de la pointe Riri (852 millions F CFP) ainsi que la création et l'aménagement d'un espace scénographique Gauguin à Papeari (524 millions F CFP) ;
- subventions dans le domaine de la santé, pour 409 millions F CFP (Institut du cancer de Polynésie française et Institut Louis-Malardé), et travaux de construction pour 532 millions F CFP ;
- travaux de construction du bâtiment administratif A3 et d'un parking silo, à hauteur respectivement de 794 millions F CFP et de 101 millions F CFP ;
- aménagements et travaux divers des collèges et lycées, pour un montant de 445 millions F CFP.

Par mission, les dépenses d'investissement et taux de réalisation par rapport au BM sont les suivants :

► Mission 900 « Pouvoirs publics »	102,289 millions F CFP	(55,4 %)
► Mission 901 « Moyens internes »	2,417 milliards F CFP	(38,1 %)
► Mission 903 « Partenariat avec les collectivités »	2,517 milliards F CFP	(43,7 %)
► Mission 904 « Tourisme »	1,623 milliard F CFP	(21,5 %)
► Mission 905 « Développement des ressources propres »	4,110 milliards F CFP	(44,4 %)
► Mission 906 « Économie générale »	297 millions F CFP	(45,7 %)
► Mission 907 « Travail et emploi »	330 millions F CFP	(66,7 %)
► Mission 908 « Culture et patrimoine »	183 millions F CFP	(20,4 %)

► Mission 909 « <i>Enseignement</i> »	1,799 milliard F CFP	(58,0 %)
► Mission 910 « <i>Santé</i> »	1,887 milliard F CFP	(68,5 %)
► Mission 911 « <i>Vie sociale</i> »	1,070 milliard F CFP	(46,2 %)
► Mission 913 « <i>Environnement</i> »	63 millions F CFP	(16,4 %)
► Mission 914 « <i>Réseaux et équipements structurants</i> »	11,036 milliards F CFP	(49,3 %)
► Mission 915 « <i>Transports</i> »	152 millions F CFP	(11,2 %)
► Mission 916 « <i>Urbanisme, habitat et foncier</i> »	9,900 milliards F CFP	(67,8 %)
► Mission 951 : « <i>Gestion financière</i> »	18,128 milliards F CFP	(98,3 %)

* * * * *

Après pointage des comptes, il est constaté une concordance des résultats entre les écritures tenues par le comptable et celles tenues par l'ordonnateur pour le budget général de l'exercice 2023.

* * * * *

Examiné en commission le 14 juin 2024, le projet de délibération de règlement du budget général pour l'année 2023 a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission de l'économie, des finances et du budget propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LES RAPPORTEURS

Elise VANAA

Heinui LE CAILL

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - COMPTE ADMINISTRATIF PAR MISSIONS

SECTION DE FONCTIONNEMENT																				
MISSIONS / PROGRAMMES	BP 2023		Collectif n° 1		Collectif n° 2		Collectif n° 3		Collectif n° 4		TOTAL COLLECTIFS		BM 2023		CA 2023					
	TOTAUX	179 785 433 619	6 206 744 626	0	17 347 108 684	0	23 553 853 310	203 339 286 929	199 608 106 440	111,0%	98,2%	163 550 510 331	91,0%	80,4%	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	RÉALISATION BP	DÉPENSES	RÉALISATION BM
002 : RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ			5 660 972 781				15 763 234 443			21 424 207 224		21 424 207 224								
022 : DÉPENSES IMPRÉVUES		400 000 000														400 000 000				
023 : VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT		22 055 675 243					7 247 818 179		1 272 443 339		8 520 261 518		30 575 936 761							
960 : POUVOIRS PUBLICS	122 000 000	4 980 498 227	1 949 521				5 966 587	90 126 000			5 966 587	92 075 521	127 966 587	5 072 573 748	138 512 272	113,5%	108,2%	4 533 643 550	91,0%	89,4%
961 : MOYENS INTERNES	687 000 000	1 298 586 970	40 259 785				3 284 800					43 544 585	687 000 000	1 342 131 555	571 060 811	83,1%	83,1%	901 917 609	69,5%	67,2%
962 : PERSONNEL	1 339 676 436	33 152 420 747	50 000 000	774 295 991			13 490 769	24 844 769			63 490 769	799 140 760	1 403 167 205	33 951 561 507	1 725 916 565	128,8%	123,0%	33 440 100 534	100,9%	98,5%
963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS	1 306 522 899	21 410 729 123					2 557 209 973				2 557 209 973	1 306 522 899	23 967 939 096	1 943 392 444	148,7%	148,7%	23 316 047 861	108,9%	97,3%	
964 : TOURISME		2 240 059 750					6 777 800	6 777 800			6 777 800	6 777 800	2 246 837 550	11 359 589	n.c.	167,6%	2 141 680 608	95,6%	95,3%	
965 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	290 000 000	3 749 711 608		514 673			591 626 545	705 171 147			591 626 545	705 685 820	881 626 545	4 455 397 428	844 324 902	291,1%	95,8%	4 079 980 914	108,8%	91,6%
966 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE	177 000 000	3 364 719 179		244 192 363				1 510 000 000		-48 647 765		1 705 544 598	177 000 000	5 070 263 777	280 226 311	158,3%	158,3%	4 566 939 644	135,7%	90,1%
967 : TRAVAIL ET EMPLOI	25 690 752	7 561 814 987		1 402 820 473			300 329 633				1 703 150 106	25 690 752	9 264 965 093	96 199 723	374,5%	374,5%	8 210 573 219	108,6%	88,6%	
968 : CULTURE ET PATRIMOINE	1 241 951 072		1 710				329 633	15 050 000			329 633	15 051 710	329 633	1 257 002 782	8 486 058	n.c.	257,4%	1 220 162 058	98,2%	97,1%
969 : ENSEIGNEMENT	786 324 225	4 701 688 887		35 473 721			21 598 898	32 916 188			21 598 898	68 389 909	807 923 123	4 770 078 796	915 239 376	116,4%	113,3%	4 569 780 367	97,2%	95,8%
970 : SANTÉ	1 267 326 969	4 030 193 664	495 411 845	3 245 901 278			46 539 379	418 854 579			541 951 224	3 664 755 857	1 809 278 193	7 694 949 521	1 816 879 786	143,4%	100,4%	7 430 365 953	184,4%	96,6%
971 : VIE SOCIALE	514 494 391	5 048 196 437	360 000	67 758 964			-11 803 960	261 962 707		-60 000 000	-11 443 960	269 721 671	503 050 431	5 317 918 108	559 489 935	108,7%	111,2%	5 110 022 784	101,2%	96,1%
973 : ENVIRONNEMENT	48 000 000	918 113 164		640			500 000				500 640	48 000 000	918 613 804	40 357 744	84,1%	84,1%	810 855 852	88,3%	88,3%	
974 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	719 000 000	4 134 238 111		128 319			35 305 020	145 879 012			35 305 020	146 007 331	754 305 020	4 280 245 442	513 723 765	71,4%	68,1%	3 599 375 487	87,1%	84,1%
975 : TRANSPORTS	1 548 330 795	3 494 076 657		215 065 513			335 846 268	196 352 796			335 846 268	411 418 309	1 884 177 063	3 905 494 966	2 094 041 247	135,2%	111,1%	3 197 699 598	91,5%	81,9%
976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	721 000 000	2 053 810 264		161 403			166 400 000			1 000 000 000	1 166 561 403	721 000 000	3 220 371 667	878 308 884	121,8%	121,8%	3 088 142 460	150,4%	95,9%	
990 : GESTION FISCALE	141 530 000 000	36 538 342 380		2 220 272			600 000 000	593 500 000		-1 600 000 000	600 000 000	-1 004 279 728	142 130 000 000	35 534 062 652	159 022 183 281	112,4%	111,9%	33 549 495 769	91,8%	94,4%
991 : GESTION FINANCIÈRE	28 703 067 152	17 410 607 149		176 000 000			-61 802 698	3 070 131 101		-563 795 574	-61 802 698	2 682 335 527	28 641 264 454	20 092 942 676	28 148 403 747	98,1%	98,3%	19 783 726 064	113,6%	98,5%
SECTION D'INVESTISSEMENT																				
MISSIONS / PROGRAMMES	BP 2023		Collectif n° 1		Collectif n° 2		Collectif n° 3		Collectif n° 4		TOTAL COLLECTIFS		BM 2023		CA 2023					
	TOTAUX	50 942 814 495	42 852 029	49 775 990 786	8 388 772 406	1 272 443 339	59 480 058 560	59 480 058 560	110 422 873 055	110 422 873 055	54 253 794 990	106,5%	49,1%	55 616 348 047	109,2%	50,4%	RECETTES	RÉALISATION BP	DÉPENSES	RÉALISATION BM
001 : RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ				12 163 487 030						12 163 487 030										
020 : DÉPENSES IMPRÉVUES																				
021 : VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	22 055 675 243				7 247 818 179		1 272 443 339			8 520 261 518		30 575 936 761								
024 : PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS					51 219 000					51 219 000										
900 : POUVOIRS PUBLICS		100 000 000																		

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

900/960 : POUVOIRS PUBLICS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	5 080 498 227	5 080 498 227	4 980 498 227	100 000 000
Collectif n° 1	1 949 521	1 949 521	1 949 521	-
Collectif n° 2	81 527 573	81 527 573	-	81 527 573
Collectif n° 3	93 125 045	93 125 045	90 126 000	2 999 045
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	5 257 100 366	5 257 100 366	5 072 573 748	184 526 618
CA 2023	4 635 932 451	4 635 932 451	4 533 643 550	102 288 901
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	91,2%	91,2%	91,0%	102,3%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	88,2%	88,2%	89,4%	55,4%
901/961 : MOYENS INTERNES	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	4 841 713 660	4 841 713 660	1 298 586 970	3 543 126 690
Collectif n° 1	40 259 785	40 259 785	40 259 785	-
Collectif n° 2	2 734 166 582	2 734 166 582	-	2 734 166 582
Collectif n° 3	78 870 592	78 870 592	3 284 800	75 585 792
Collectif n° 4	-4 204 426	-4 204 426	-	-4 204 426
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	7 690 806 193	7 690 806 193	1 342 131 555	6 348 674 638
CA 2023	3 318 710 405	3 318 710 405	901 917 609	2 416 792 796
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	68,5%	68,5%	69,5%	68,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	43,2%	43,2%	67,2%	38,1%
902/962 : PERSONNEL	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	33 152 420 747	33 152 420 747	33 152 420 747	-
Collectif n° 1	774 295 991	774 295 991	774 295 991	-
Collectif n° 2	-	-	-	-
Collectif n° 3	24 844 769	24 844 769	24 844 769	-
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	33 951 561 507	33 951 561 507	33 951 561 507	-
CA 2023	33 440 100 534	33 440 100 534	33 440 100 534	-
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	100,9%	100,9%	100,9%	-
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	98,5%	98,5%	98,5%	-
903/963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	25 155 561 934	25 155 561 934	21 410 729 123	3 744 832 811
Collectif n° 1	-	-	-	-
Collectif n° 2	2 175 959 021	2 175 959 021	-	2 175 959 021
Collectif n° 3	2 392 343 293	2 392 343 293	2 557 209 973	-164 866 680
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	29 723 864 248	29 723 864 248	23 967 939 096	5 755 925 152
CA 2023	25 833 118 347	25 833 118 347	23 316 047 861	2 517 070 486
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	102,7%	102,7%	108,9%	67,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	86,9%	86,9%	97,3%	43,7%
904/964 : TOURISME	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	2 499 289 838	2 393 789 838	2 240 059 750	153 730 088
Collectif n° 1	-	-	-	-
Collectif n° 2	5 961 976 799	5 961 976 799	-	5 961 976 799
Collectif n° 3	1 437 339 541	1 437 339 541	6 777 800	1 430 561 741
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	9 898 606 178	9 793 106 178	2 246 837 550	7 546 268 628
CA 2023	3 764 901 230	3 764 901 230	2 141 680 608	1 623 220 622
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	150,6%	157,3%	95,6%	1055,9%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	38,0%	38,4%	95,3%	21,5%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

905/965 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	7 504 515 745	7 504 515 745	3 749 711 608	3 754 804 137
Collectif n° 1	514 673	514 673	514 673	-
Collectif n° 2	4 825 110 080	4 825 110 080	-	4 825 110 080
Collectif n° 3	1 379 228 918	1 379 228 918	705 171 147	674 057 771
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	13 709 369 416	13 709 369 416	4 455 397 428	9 253 971 988
CA 2023	8 190 375 127	8 190 375 127	4 079 980 914	4 110 394 213
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	109,1%	109,1%	108,8%	109,5%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	59,7%	59,7%	91,6%	44,4%

906/966 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	7 864 719 179	3 364 719 179	3 364 719 179	-
Collectif n° 1	244 192 363	244 192 363	244 192 363	-
Collectif n° 2	300 000 000	300 000 000	-	300 000 000
Collectif n° 3	1 860 000 000	1 860 000 000	1 510 000 000	350 000 000
Collectif n° 4	-48 647 765	-48 647 765	-48 647 765	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	10 220 263 777	5 720 263 777	5 070 263 777	650 000 000
CA 2023	4 863 938 752	4 863 938 752	4 566 939 644	296 999 108
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	61,8%	144,6%	135,7%	n.c.
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	47,6%	85,0%	90,1%	45,7%

907/967 : TRAVAIL ET EMPLOI	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	14 289 456 335	7 955 456 335	7 561 814 987	393 641 348
Collectif n° 1	1 402 820 473	1 402 820 473	1 402 820 473	-
Collectif n° 2	168 326 160	168 326 160	-	168 326 160
Collectif n° 3	233 527 078	233 527 078	300 329 633	-66 802 555
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	16 094 130 046	9 760 130 046	9 264 965 093	495 164 953
CA 2023	8 540 757 591	8 540 757 591	8 210 573 219	330 184 372
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	59,8%	107,4%	108,6%	83,9%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	53,1%	87,5%	88,6%	66,7%

908/968 : CULTURE ET PATRIMOINE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	1 526 601 072	1 526 601 072	1 241 951 072	284 650 000
Collectif n° 1	1 710	1 710	1 710	-
Collectif n° 2	598 773 121	598 773 121	-	598 773 121
Collectif n° 3	31 125 222	31 125 222	15 050 000	16 075 222
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	2 156 501 125	2 156 501 125	1 257 002 782	899 498 343
CA 2023	1 403 637 134	1 403 637 134	1 220 162 058	183 475 076
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	91,9%	91,9%	98,2%	64,5%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	65,1%	65,1%	97,1%	20,4%

909/969 : ENSEIGNEMENT	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	6 307 069 032	6 307 069 032	4 701 688 887	1 605 380 145
Collectif n° 1	35 473 721	35 473 721	35 473 721	-
Collectif n° 2	1 521 382 301	1 521 382 301	-	1 521 382 301
Collectif n° 3	10 092 038	10 092 038	32 916 188	-22 824 150
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	7 874 017 092	7 874 017 092	4 770 078 796	3 103 938 296
CA 2023	6 369 234 833	6 369 234 833	4 569 780 367	1 799 454 466
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	101,0%	101,0%	97,2%	112,1%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	80,9%	80,9%	95,8%	58,0%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

910/970 : SANTÉ	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	6 462 143 151	5 848 143 151	4 030 193 664	1 817 949 487
Collectif n° 1	3 245 901 278	3 245 901 278	3 245 901 278	-
Collectif n° 2	1 239 260 801	1 239 260 801	-	1 239 260 801
Collectif n° 3	1 862 409 135	1 862 409 135	418 854 579	1 443 554 556
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	12 809 714 365	12 195 714 365	7 694 949 521	4 500 764 844
CA 2023	9 318 225 677	9 318 225 677	7 430 365 953	1 887 859 724
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	144,2%	159,3%	184,4%	103,8%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	72,7%	76,4%	96,6%	41,9%

911/971 : VIE SOCIALE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	39 969 653 915	6 285 653 915	5 048 196 437	1 237 457 478
Collectif n° 1	67 758 964	67 758 964	67 758 964	-
Collectif n° 2	678 352 385	678 352 385	-	678 352 385
Collectif n° 3	660 911 189	660 911 189	261 962 707	398 948 482
Collectif n° 4	-60 000 000	-60 000 000	-60 000 000	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	41 316 676 453	7 632 676 453	5 317 918 108	2 314 758 345
CA 2023	6 180 015 046	6 180 015 046	5 110 022 784	1 069 992 262
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	15,5%	98,3%	101,2%	86,5%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	15,0%	81,0%	96,1%	46,2%

913/973 : ENVIRONNEMENT	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	1 278 226 901	1 278 226 901	918 113 164	360 113 737
Collectif n° 1	640	640	640	-
Collectif n° 2	313 805 230	313 805 230	-	313 805 230
Collectif n° 3	-290 787 042	-290 787 042	500 000	-291 287 042
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	1 301 245 729	1 301 245 729	918 613 804	382 631 925
CA 2023	873 460 785	873 460 785	810 855 852	62 604 933
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	68,3%	68,3%	88,3%	17,4%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	67,1%	67,1%	88,3%	16,4%

914/974 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	18 918 200 319	14 918 200 319	4 134 238 111	10 783 962 208
Collectif n° 1	42 980 348	42 980 348	128 319	42 852 029
Collectif n° 2	9 940 342 914	9 940 342 914	-	9 940 342 914
Collectif n° 3	1 660 579 944	1 660 579 944	145 879 012	1 514 700 932
Collectif n° 4	118 000 000	118 000 000	-	118 000 000
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	30 680 103 525	26 680 103 525	4 280 245 442	22 399 858 083
CA 2023	14 635 258 325	14 635 258 325	3 599 375 487	11 035 882 838
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	77,4%	98,1%	87,1%	102,3%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	47,7%	54,9%	84,1%	49,3%

915/975 : TRANSPORTS	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	5 243 304 180	4 033 304 180	3 494 076 657	539 227 523
Collectif n° 1	215 065 513	215 065 513	215 065 513	-
Collectif n° 2	665 058 626	665 058 626	-	665 058 626
Collectif n° 3	355 167 841	355 167 841	196 352 796	158 815 045
Collectif n° 4	-	-	-	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	6 478 596 160	5 268 596 160	3 905 494 966	1 363 101 194
CA 2023	3 349 760 054	3 349 760 054	3 197 699 598	152 060 456
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	63,9%	83,1%	91,5%	28,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	51,7%	63,6%	81,9%	11,2%

BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - BILAN DES DÉPENSES PAR MISSION

916/976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	9 165 784 183	9 165 784 183	2 053 810 264	7 111 973 919
Collectif n° 1	161 403	161 403	161 403	-
Collectif n° 2	6 408 462 163	6 408 462 163	-	6 408 462 163
Collectif n° 3	97 456 945	97 456 945	166 400 000	-68 943 055
Collectif n° 4	2 158 647 765	2 158 647 765	1 000 000 000	1 158 647 765
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	17 830 512 459	17 830 512 459	3 220 371 667	14 610 140 792
CA 2023	12 988 195 839	12 988 195 839	3 088 142 460	9 900 053 379
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	141,7%	141,7%	150,4%	139,2%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	72,8%	72,8%	95,9%	67,8%

950/990 : GESTION FISCALE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	36 563 342 380	36 538 342 380	36 538 342 380	-
Collectif n° 1	2 220 272	2 220 272	2 220 272	-
Collectif n° 2	-	-	-	-
Collectif n° 3	593 500 000	593 500 000	593 500 000	-
Collectif n° 4	-1 600 000 000	-1 600 000 000	-1 600 000 000	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	35 559 062 652	35 534 062 652	35 534 062 652	-
CA 2023	33 549 495 769	33 549 495 769	33 549 495 769	-
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	91,8%	91,8%	91,8%	
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	94,3%	94,4%	94,4%	

951/991 : GESTION FINANCIÈRE	TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
	TOTAL	B.G.	B.G.	B.G.
BP 2023	34 460 572 073	32 922 572 073	17 410 607 149	15 511 964 924
Collectif n° 1	176 000 000	176 000 000	176 000 000	-
Collectif n° 2	-	-	-	-
Collectif n° 3	6 008 328 403	6 008 328 403	3 070 131 101	2 938 197 302
Collectif n° 4	-563 795 574	-563 795 574	-563 795 574	-
Collectif n° 5	-	-	-	-
BM 2023	40 081 104 902	38 543 104 902	20 092 942 676	18 450 162 226
CA 2023	37 911 740 479	37 911 740 479	19 783 726 064	18 128 014 415
Taux de réalisation (par rapport au BP) ➔	110,0%	115,2%	113,6%	116,9%
Taux de réalisation (par rapport au BM) ➔	94,6%	98,4%	98,5%	98,3%

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DBF24201080DL-9

DÉLIBÉRATION N°

/APP

DU

de règlement du budget général pour l'année 2023

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2021-9 du 1^{er} février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2021-49 APF du 29 avril 2021 complétant la loi du pays n° 2021-9 du 1^{er} février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2022-97 APP du 8 décembre 2022 modifiée, relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2023 ;

Vu l'arrêté n° 809 CM du 6 juin 2024 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2024/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances et du budget ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- La présente délibération de règlement a pour objet d'arrêter les comptes du budget général de la Polynésie française pour 2023.

Elle arrête le compte de gestion, constate la concordance des résultats entre le compte de gestion et le compte administratif, et approuve le compte administratif.

Article 2.- Le compte de gestion transmis par le Payeur de la Polynésie française s'établit comme suit :

En recettes 2023	253 861 901 430	F CFP
<i>Section fonctionnement.....</i>	<i>199 608 106 440</i>	<i>F CFP</i>
<i>Section d'investissement (yc compte 106 8).....</i>	<i>54 253 794 990</i>	<i>F CFP</i>
 En dépenses 2023	 219 166 858 378	 F CFP
<i>Section de fonctionnement</i>	<i>163 550 510 331</i>	<i>F CFP</i>
<i>Section d'investissement.....</i>	<i>55 616 348 047</i>	<i>F CFP</i>
 Résultats 2023	 40 348 497 303	 F CFP
<i>Section de fonctionnement</i>	<i>41 726 768 605</i>	<i>F CFP</i>
<i>Section d'investissement</i>	<i>- 1 378 271 302</i>	<i>F CFP</i>
 <i>Dont opérations budgétaires 2023</i>	 <i>36 057 596 109</i>	 <i>F CFP</i>
<i> Section de fonctionnement.....</i>	<i>- 1 362 553 057</i>	<i>F CFP</i>
 <i>Dont opérations non budgétaires 2023</i>	 <i>10 945 747</i>	 <i>F CFP</i>
<i> Etablissement d'achats groupés - section de fonctionnement</i>	<i>5 658 226 749</i>	<i>F CFP</i>
<i> Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté - section de fonctionnement</i>	<i>sous total section de fonctionnement</i>	<i>5 669 172 496</i>
<i> Ecart de conversion des emprunts</i>	<i>- 5</i>	<i>F CFP</i>
<i> Etablissement d'achats groupés - section d'investissement</i>	<i>- 15 718 240</i>	<i>F CFP</i>
<i> sous total section d'investissement -</i>	<i>15 718 245</i>	<i>F CFP</i>

Le compte de gestion est arrêté.

Article 3.- Il est constaté la concordance des résultats entre le compte de gestion et le compte administratif.

Article 4.- Le compte administratif dressé par l'ordonnateur de la Polynésie française s'établit comme suit :

Résultat de fonctionnement 2023		
Recettes 2023	199 608 106 440	F CFP
Dépenses 2023	163 550 510 331	F CFP
TOTAL	36 057 596 109	F CFP
 Résultat d'investissement 2023	 	
Recettes 2023	33 710 948 280	F CFP
Dépenses 2023.....	55 616 348 047	F CFP
TOTAL -	21 905 399 767	F CFP
 Résultat 2023 (hors opérations non budgétaires et excédents de fonct capitalisés au 106 8)		
Section de fonctionnement	36 057 596 109	F CFP
Section d'investissement	- 21 905 399 767	F CFP
TOTAL	14 152 196 342	F CFP
 Opérations non budgétaires 2023		
Section de fonctionnement	5 669 172 496	F CFP
Section d'investissement	- 15 718 245	F CFP
TOTAL	5 653 454 251	F CFP
 Excédents de fonctionnement capitalisés (106 8) affectés au déficit invest antérieurs à 2023	20 542 846 710	F CFP
 Résultat 2023		
Section de fonctionnement	62 269 615 315	F CFP
Section d'investissement	- 21 921 118 012	F CFP
TOTAL	40 348 497 303	F CFP

Le compte administratif est approuvé.

Article 5.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Le Président,

Odette HOMAI

Antony GEROS

POLYNESIE FRANÇAISE

COMPTE ADMINISTRATIF

Budget général

EXERCICE 2023

SECTION DE FONCTIONNEMENT

ARTICLE

Résultat de fonctionnement reporté			Mission 002 (EN FRANCS CFP)			Page 2	
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	RECETTES		21 424 207 224				
	RECETTES DIRECTES		21 424 207 224				
	Résultat de fonctionnement reporté		21 424 207 224				
	RESULTAT		21 424 207 224				

ARTICLE

DÉPENSES IMPRÉVUES

Mission 022 (EN FRANCS CFP)

Page 4

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIÉES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	400 000 000	400 000 000				
	DEPENSES DIRECTES	400 000 000	400 000 000				
	Dépenses imprévues	400 000 000	400 000 000				
	R E S U L T A T	- 400 000 000	- 400 000 000				

ARTICLE

VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Mission 023 (EN FRANCS CFP)

Page 6

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	22 055 675 243	30 575 936 761				
	DEPENSES DIRECTES	22 055 675 243	30 575 936 761				
	Virement à la section d'investissement	22 055 675 243	30 575 936 761				
	R E S U L T A T	- 22 055 675 243	- 30 575 936 761				

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	POUVOIRS PUBLICS		Mission 960 (EN FRANCS CFP)			Page 8
		PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	
	D E P E N S E S	8 918 248 227	9 035 129 748	8 417 856 513	94,39	93,17	8 417 856 513
	DEPENSES DIRECTES	4 980 498 227	5 072 573 748	4 533 643 550	91,03	89,38	4 533 643 550
606	Achats non stockés de matières et fournitures	294 155 000	319 775 000	258 835 084	87,99	80,94	258 835 084
613	Locations	86 650 676	87 365 676	54 216 909	62,57	62,06	54 216 909
61352	Location de matériel informatique	47 388 183	47 388 183	42 852 552	90,43	90,43	42 852 552
614	Charges locatives et de copropriété	520 000	520 000	720 000	138,46	138,46	720 000
615	Entretien et réparations	82 942 100	84 542 100	70 586 479	85,10	83,49	70 586 479
616	Primes d'assurances	4 915 645	4 915 645	3 399 279	69,15	69,15	3 399 279
617	Etudes et recherches	11 200 000	11 200 000	11 869 600	105,98	105,98	11 869 600
618	Divers services extérieurs	38 288 398	49 158 794	32 390 003	84,59	65,89	32 390 003
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	212 011 849	227 415 849	150 585 543	71,03	66,22	150 585 543
623	Publicité, publications, relations publiques	90 201 596	93 401 596	36 605 698	40,58	39,19	36 605 698
624	Transports	58 601 310	59 704 310	29 688 982	50,66	49,73	29 688 982
625	Déplacements et missions	60 001 323	61 267 323	49 003 452	81,67	79,98	49 003 452
626	Frais postaux et frais de télécommunications	45 571 217	46 571 217	34 234 715	75,12	73,51	34 234 715
627	Services bancaires et assimilés	361 000	361 000	261 467	72,43	72,43	261 467
628	Divers - autres services extérieurs	76 636 223	79 594 223	68 840 552	89,83	86,49	68 840 552
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 586 891	2 586 891	2 377 009	91,89	91,89	2 377 009
64111	Rémunération brute	765 653 598	783 017 798	653 660 055	85,37	83,48	653 660 055
645	Charges sociales	191 413 402	198 855 202	162 316 305	84,80	81,63	162 316 305
647	Autres charges sociales			3 800			3 800
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit	9 300 000	9 800 000				
6531	Indemnités	138 500 000	138 500 000	124 796 260	90,11	90,11	124 796 260
6532	Frais de mission et de déplacement	30 200 000	30 200 000	20 185 505	66,84	66,84	20 185 505
6533	Cotisations et pensions de retraite	79 400 000	79 400 000	76 766 014	96,68	96,68	76 766 014
6534	Cotisations sociales	16 400 000	16 400 000	13 581 526	82,81	82,81	13 581 526
6553	Dotation de fonctionnement de l'apf	2 381 369 000	2 381 369 000	2 381 369 000	100,00	100,00	2 381 369 000
6554	Dotation de fonctionnement du cesec	98 160 816	98 160 816	98 160 816	100,00	100,00	98 160 816
6558	Autres contributions	42 600 000	42 600 000	31 642 301	74,28	74,28	31 642 301
656	Participations			11 138 416			11 138 416
657	Subventions			500 000			500 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	100 000 000	100 000 000	59 550 000	59,55	59,55	59 550 000
658	Charges diverses de gestion courante	15 450 000	18 450 000	18 474 899	119,58	100,13	18 474 899
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,proc..	20 000	53 125	4 837 244	24 186,22	9 105,40	4 837 244
672	Charges sur exercices antérieurs			30 006 402			30 006 402
673	Titres annulés			187 683			187 683
	DEPENSES INDIRECTES	3 937 750 000	3 962 556 000	3 884 212 963	98,64	98,02	3 884 212 963
960	Pouvoirs publics	957 067 000	981 873 000	806 522 264	84,27	82,14	806 522 264
962	Personnel	2 980 683 000	2 980 683 000	3 077 690 699	103,25	103,25	3 077 690 699
	R E C E T T E S	1 099 067 000	1 129 839 587	945 034 536	85,99	83,64	945 034 536
	RECETTES DIRECTES	122 000 000	127 966 587	138 512 272	113,53	108,24	138 512 272
629	Rr obtenu sur autres services extérieurs			229 615			229 615
641	Rémunérations du personnel			3 171 625			3 171 625
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit			2 212 649			2 212 649
701	Ventes de produits finis			51 845			51 845
7011	Produits de l'imprimerie officielle	120 000 000	120 000 000	95 489 375	79,57	79,57	95 489 375
7068	Autres prestations de services	2 000 000	2 000 000	5 916 200	295,81	295,81	5 916 200
708	Autres produits			4 095 246			4 095 246

REALISATIONS 2023 PAR PROGRAMME (EN FRANÇAIS)								MISSION	
GOUVERNEMENT	ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE	CONSEIL ECO, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	ADMINISTRATION GENERALE	RELATIONS EXTERIEURES	GOUVERNEMENT - PERSONNELS DE CABINET	COMMUNICATION			
96001	96002	96003	96005	96006	96007	96008			ARTICLE
76 126				933 920 10 686 498 3 876 288 284 224	120 000	5 610 800	899 901		74718 758 771 772 773 778
4 857 960					806 522 264				
					806 522 264				960 962
- 1 453 468 408	- 2 381 369 000	- 215 483 273	- 3 187 957 298	- 163 716 233	- 955 245	- 69 872 520			

POUVOIRS PUBLICS			Mission 960 (EN FRANCS CFP)				Page 10
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
74718	Autres participations de l'etat			5 966 587			
758	Divers - autres produits d'activité			120 000			120 000
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1 010 046			1 010 046
772	Produits sur exercices antérieurs			10 686 498			10 686 498
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			15 244 949			15 244 949
778	Autres produits exceptionnels			284 224			284 224
	RECETTES INDIRECTES	977 067 000	1 001 873 000	806 522 264	82,55	80,50	806 522 264
960	Pouvoirs publics	957 067 000	981 873 000	806 522 264	84,27	82,14	806 522 264
962	Personnel	20 000 000	20 000 000				
	RESULTAT	- 7 819 181 227	- 7 905 290 161	- 7 472 821 977	95,57	94,53	- 7 472 821 977

MOYENS INTERNES			Mission 961 (EN FRANCS CFP)				Page 12
MISSION/ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	2 877 527 970	2 921 072 555	2 706 218 375	94,05	92,64	2 698 333 933
	DEPENSES DIRECTES	1 298 586 970	1 342 131 555	901 917 609	69,45	67,20	894 033 167
606	Achats non stockés de matières et fournitures	118 986 995	118 986 995	107 728 484	90,54	90,54	104 252 914
613	Locations	10 849 883	10 849 883	5 045 952	46,51	46,51	5 045 952
61352	Location de matériel informatique	21 874 000	21 874 000	21 874 000	100,00	100,00	21 874 000
614	Charges locatives et de copropriété	7 500 344	7 616 106	8 063 942	107,51	105,88	8 063 942
615	Entretien et réparations	301 096 979	303 696 979	215 418 767	71,54	70,93	215 418 767
616	Primes d'assurances	4 682 971	4 682 971	242 298	5,17	5,17	242 298
617	Etudes et recherches	39 500 000	39 500 000	3 479 394	8,81	8,81	3 479 394
618	Divers services extérieurs	15 580 680	15 975 048	18 636 360	119,61	116,66	18 636 360
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	127 738 000	128 422 800	63 814 085	49,96	49,69	63 814 085
623	Publicité, publications, relations publiques	2 491 740	2 491 740	1 774 148	71,20	71,20	1 774 148
624	Transports	5 795 000	5 795 000	1 360 657	23,48	23,48	1 360 657
625	Déplacements et missions	7 143 780	7 143 780	2 891 685	40,48	40,48	2 891 685
626	Frais postaux et frais de télécommunications	182 817 090	182 817 090	163 823 315	89,61	89,61	163 823 315
627	Services bancaires et assimilés	65 000	65 000				
628	Divers - autres services extérieurs	162 619 508	163 937 249	100 193 289	61,61	61,12	100 193 289
648	Autres charges de personnel	1 000 000	1 000 000	564 500	56,45	56,45	564 500
658	Charges diverses de gestion courante	11 635 000	11 635 000	928 860	7,98	7,98	928 860
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,proc..	206 210 000	244 618 245	174 348 863	84,55	71,27	174 348 863
6588	Autres charges diverses de gestion courante		23 669	161 290		681,44	161 290
672	Charges sur exercices antérieurs			11 567 720			7 158 848
677	Travaux en régie (e/o)	71 000 000	71 000 000				
	DEPENSES INDIRECTES	1 578 941 000	1 578 941 000	1 804 300 766	114,27	114,27	1 804 300 766
962	Personnel	1 578 941 000	1 578 941 000	1 804 300 766	114,27	114,27	1 804 300 766
	R E C E T T E S	687 000 000	687 000 000	571 060 811	83,12	83,12	563 176 369
	RECETTES DIRECTES	687 000 000	687 000 000	571 060 811	83,12	83,12	563 176 369
629	Résultats obtenus sur autres services extérieurs			9 978			9 978
7064	Recouvrements des frais sofix	71 000 000	71 000 000	67 656 345	95,29	95,29	67 656 345
7082	Commissions	1 000 000	1 000 000				
70831	Location de matériel informatique	538 000 000	538 000 000	490 080 045	91,09	91,09	490 080 045
722	Immobilisations corporelles (e/o)	71 000 000	71 000 000	7 884 442	11,10	11,10	
74718	Autres participations de l'état	6 000 000	6 000 000				
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			2 218 233			2 218 233
772	Produits sur exercices antérieurs			325 000			325 000
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			2 886 768			2 886 768
	R E S U L T A T	- 2 190 527 970	- 2 234 072 555	- 2 135 157 564	97,47	95,57	- 2 135 157 564

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PERSONNEL		Mission 962 (EN FRANCS CFP)			Page 14
		PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
		DE PENSE S	35 813 203 881	37 312 066 641	34 095 543 339	95,20	91,38
	DEPENSES DIRECTES		33 152 420 747	33 951 561 507	33 440 100 534	100,87	98,49
606	Achats non stockés de matières et fournitures	16 994 820	16 994 820	20 176 452	118,72		20 176 452
613	Locations	63 247 684	63 247 684	58 176 700	91,98		58 176 700
61352	Location de matériel informatique	23 919 500	23 919 500	23 919 500	100,00		23 919 500
614	Charges locatives et de copropriété	4 915 200	4 915 200	4 720 338	96,04		4 720 338
615	Entretien et réparations	32 632 704	32 632 704	3 702 081	11,34		3 702 081
616	Primes d'assurances	495 650	495 650	89 652	18,09		89 652
618	Divers services extérieurs	57 339 940	57 339 940	48 206 922	84,07		48 206 922
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	131 729 481	131 729 481	111 126 607	84,36		111 126 607
623	Publicité, publications, relations publiques	2 915 000	2 915 000	268 794	9,22		268 794
624	Transports	48 712 541	48 712 541	45 995 951	94,42		45 222 221
625	Déplacements et missions	90 229 600	90 229 600	86 785 163	96,18		84 155 163
626	Frais postaux et frais de télécommunications	3 574 000	3 574 000	3 836 206	107,34		3 836 206
628	Divers - autres services extérieurs	40 854 634	40 854 634	69 352 303	169,75		69 352 303
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	15 991 580	15 991 580				
64111	Rémunération brute	24 602 614 133	25 214 948 782	20 805 856 685	84,57		20 805 856 685
64112	Indemnités pour travaux supplémentaires	214 250 000	214 250 000	160 445 481	74,89		160 445 481
6413	Personnel non titulaire	252 287 680	274 252 593	4 091 193 617	1621,64		3 961 675 170
645	Charges sociales	7 096 409 600	7 256 370 798	7 047 771 792	99,31		7 009 014 172
647	Autres charges sociales	35 312 000	35 312 000	19 143 926	54,21		19 143 926
648	Autres charges de personnel	54 000 000	54 000 000	60 409 571	111,87		60 409 571
672	Charges sur exercices antérieurs			278 676 167			276 011 069
673	Titres annulés			246 626			246 626
677	Travaux en régie (e/o)	363 995 000	368 875 000				
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct			500 000 000			500 000 000
	DEPENSES INDIRECTES		2 660 783 134	3 360 505 134	655 442 805	24,63	19,50
960	Pouvoirs publics	20 000 000	20 000 000				
962	Personnel	2 640 783 134	3 340 505 134	655 442 805	24,82	19,62	655 442 805
	RECETTES		32 729 090 046	33 513 598 806	32 472 021 952	99,21	96,89
	RECETTES DIRECTES		1 339 676 436	1 403 167 205	1 725 916 565	128,83	123,00
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			651 110			651 110
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			2 939 053			2 939 053
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	274 000 000	274 000 000	276 511 603	100,92		276 511 603
645	Charges sociales			872 445			872 445
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			113 848 920			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	363 995 000	368 875 000	59 546 459	16,36		16,14
74711	Participations de l'état - education	546 181 384	546 181 384	546 181 384	100,00		546 181 384
74718	Autres participations de l'état	155 500 052	164 110 821	164 110 821	105,54		164 110 821
772	Produits sur exercices antérieurs			720 000			720 000
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			378 101 065			378 101 065
778	Autres produits exceptionnels			132 433 705			132 433 705
781	Reprises amortissements et provisions		50 000 000	50 000 000		100,00	50 000 000
	RECETTES INDIRECTES		31 389 413 610	32 110 431 601	30 746 105 387	97,95	95,75
960	Pouvoirs publics	2 980 683 000	2 980 683 000	3 077 690 699	103,25	103,25	3 077 690 699
961	Movens internes	1 578 941 000	1 578 941 000	1 804 300 766	114,27	114,27	1 804 300 766
962	Personnel	2 640 783 134	3 340 505 134	655 442 805	24,82	19,62	655 442 805
963	Partenariat avec les "collectivités"	222 912 000	222 912 000	256 061 863	114,87	114,87	256 061 863

		PERSONNEL		Mission 962 (EN FRANCS CFP)			Page 16
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
964	Tourisme	211 205 000	211 205 000	218 654 320	103,53	103,53	218 654 320
965	Developpement des ressources propres	2 050 398 716	2 052 121 623	2 043 824 079	99,68	99,60	2 043 824 079
966	Economie generale	484 509 000	484 509 000	542 865 522	112,04	112,04	542 865 522
967	Travail et emploi	726 436 752	729 009 836	729 397 136	100,41	100,05	729 397 136
968	Culture et patrimoine	218 964 000	218 964 000	233 505 114	106,64	106,64	233 505 114
969	Enseignement	3 132 253 616	3 132 253 616	3 262 646 201	104,16	104,16	3 262 646 201
970	Sante	6 771 201 000	6 771 201 000	7 969 389 784	117,70	117,70	7 969 389 784
971	Vie sociale	1 657 118 000	1 657 118 000	1 757 521 002	106,06	106,06	1 757 521 002
973	Environnement	266 241 000	266 241 000	267 581 065	100,50	100,50	267 581 065
974	Reseaux et equipements structurants	2 841 808 000	2 841 808 000	2 841 520 349	99,99	99,99	2 841 520 349
975	Transports	2 674 160 480	2 691 160 480	2 742 306 213	102,55	101,90	2 742 306 213
976	Urbanisme, habitat et foncier	1 215 831 000	1 215 831 000	1 378 133 710	113,35	113,35	1 378 133 710
990	Gestion fiscale	821 969 000	821 969 000	932 641 092	113,46	113,46	932 641 092
991	Gestion financiere	893 998 912	893 998 912	32 623 667	3,65	3,65	32 623 667
	RESULTAT	- 3 084 113 835	- 3 798 467 835	- 1 623 521 387	52,64	42,74	- 1 622 571 871

PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"			Mission 963 (EN FRANCS CFP)				Page 18
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	21 633 641 123	24 190 851 096	23 572 109 724	108,96	97,44	23 571 691 498
	DEPENSES DIRECTES	21 410 729 123	23 967 939 096	23 316 047 861	108,90	97,28	23 315 629 635
606	Achats non stockés de matières et fournitures	84 971 587	84 971 587	27 960 044	32,91	32,91	27 960 044
613	Locations	3 030 000	3 030 000	36 171 487	1193,78	1193,78	36 171 487
61352	Location de matériel informatique	270 000	270 000	270 000	100,00	100,00	270 000
615	Entretien et réparations	25 059 720	30 059 720	26 874 836	107,24	89,40	26 874 836
616	Primes d'assurances	148 000	148 000	317 112	214,26	214,26	317 112
617	Etudes et recherches	3 450 000	3 450 000				
618	Divers services extérieurs	997 000	997 000	1 035 673	103,88	103,88	1 035 673
622	Rémunerations d'intermédiaires et honoraires	168 136 750	142 136 750	575 045	0,34	0,40	575 045
623	Publicité, publications, relations publiques	8 010 000	8 010 000	529 399	6,61	6,61	529 399
624	Transports	10 176 000	10 176 000	6 616 759	65,02	65,02	6 581 933
625	Déplacements et missions	10 186 667	10 186 667	10 446 023	102,55	102,55	10 062 623
626	Frais postaux et frais de télécommunications	1 430 800	1 430 800	2 400 115	167,75	167,75	2 400 115
628	Divers - autres services extérieurs	92 869 700	92 869 700	139 210 602	149,90	149,90	139 210 602
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés			71 462			71 462
652	Aides à caractère économique			456 740			456 740
65281	Continuité territoriale archipels	1 600 000 000	1 400 000 000	952 255 858	59,52	68,02	952 255 858
6552	Fonds intercommunal de péréquation	19 138 592 899	19 138 592 899	19 138 592 899	100,00	100,00	19 138 592 899
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	79 400 000	74 400 000				
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-periculture-pêch	4 000 000	4 000 000	4 000 000	100,00	100,00	4 000 000
658	Charges diverses de gestion courante			73 450			73 450
672	Charges sur exercices antérieurs			34 862 580			34 862 580
674352	Etablissement de teva	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100,00	100,00	150 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	30 000 000	30 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles			117 804			117 804
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct		2 783 209 973	2 783 209 973		100,00	2 783 209 973
	DEPENSES INDIRECTES	222 912 000	222 912 000	256 061 863	114,87	114,87	256 061 863
962	Personnel	222 912 000	222 912 000	256 061 863	114,87	114,87	256 061 863
	R E C E T T E S	1 306 522 899	1 306 522 899	1 943 392 444	148,75	148,75	1 942 974 218
	RECETTES DIRECTES	1 306 522 899	1 306 522 899	1 943 392 444	148,75	148,75	1 942 974 218
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			418 226			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	30 000 000	30 000 000				
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			666 451 319			666 451 319
781	Reprises amortissements et provisions	1 276 522 899	1 276 522 899	1 276 522 899	100,00	100,00	1 276 522 899
	R E S U L T A T	- 20 327 118 224	- 22 884 328 197	- 21 628 717 280	106,40	94,51	- 21 628 717 280

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	TOURISME		Mission 964 (EN FRANCS CFP)			Page 20
		PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	2 451 264 750	2 458 042 550	2 360 334 928	96,29	96,02	2 360 334 928
	DEPENSES DIRECTES	2 240 059 750	2 246 837 550	2 141 680 608	95,61	95,32	2 141 680 608
606	Achats non stockés de matières et fournitures	11 879 250	11 879 250	17 902 219	150,70	150,70	17 902 219
613	Locations	4 960 000	4 960 000	6 575 515	132,57	132,57	6 575 515
61352	Location de matériel informatique	5 120 500	5 120 500	5 120 500	100,00	100,00	5 120 500
614	Charges locatives et de copropriété	11 050 000	11 050 000	6 979 961	63,17	63,17	6 979 961
615	Entretien et réparations	221 000 000	221 000 000	122 791 796	55,56	55,56	122 791 796
616	Primes d'assurances	1 500 000	1 500 000	1 656 418	110,43	110,43	1 656 418
617	Etudes et recherches	800 000	800 000	10 565 600	1320,70	1320,70	10 565 600
618	Divers services extérieurs	250 000	250 000	686 142	274,46	274,46	686 142
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	35 700 000	35 700 000	45 592 987	127,71	127,71	45 592 987
623	Publicité, publications, relations publiques	1 500 000	1 500 000	2 725 497	181,70	181,70	2 725 497
624	Transports	5 500 000	5 500 000	2 404 907	43,73	43,73	2 404 907
625	Déplacements et missions	3 500 000	3 500 000	2 168 951	61,97	61,97	2 168 951
626	Frais postaux et frais de télécommunications	2 300 000	2 300 000	2 402 674	104,46	104,46	2 402 674
628	Divers - autres services extérieurs	115 000 000	115 000 000	87 232 453	75,85	75,85	87 232 453
652	Aides à caractère économique	30 000 000	36 777 800	44 042 800	146,81	119,75	44 042 800
6528	Autres aides à caractère économique	50 000 000	50 000 000				
657	Subventions			36 000 000			36 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	153 500 000	153 500 000	146 277 250	95,29	95,29	146 277 250
657451A	Gie tahiti tourisme	495 000 000	495 000 000	495 000 000	100,00	100,00	495 000 000
657458	Autres ass ou qrpt sect tourisme-periculture-pêch	1 500 000	1 500 000				
658	Charges diverses de gestion courante			407 892			407 892
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			151 800			151 800
672	Charges sur exercices antérieurs			10 520 246			10 520 246
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	1 090 000 000	1 090 000 000	1 094 475 000	100,41	100,41	1 094 475 000
	DEPENSES INDIRECTES	211 205 000	211 205 000	218 654 320	103,53	103,53	218 654 320
962	Personnel	211 205 000	211 205 000	218 654 320	103,53	103,53	218 654 320
	R E C E T T E S		6 777 800	11 359 589		167,60	11 359 589
	RECETTES DIRECTES		6 777 800	11 359 589		167,60	11 359 589
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			22 395			22 395
708	Autres produits			4 995			4 995
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			338 335			338 335
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)		6 777 800	10 949 917		161,56	10 949 917
778	Autres produits exceptionnels			43 947			43 947
	R E S U L T A T	- 2 451 264 750	- 2 451 264 750	- 2 348 975 339	95,83	95,83	- 2 348 975 339

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES			Mission 965 (EN FRANCS CFP)				Page 22
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	5 800 110 324	6 507 519 051	6 123 804 993	105,58	94,10	6 092 740 868
	DEPENSES DIRECTES	3 749 711 608	4 455 397 428	4 079 980 914	108,81	91,57	4 048 916 789
606	Achats non stockés de matières et fournitures	258 892 500	262 592 500	292 507 637	112,98	111,39	282 978 369
613	Locations	80 210 000	80 210 000	103 579 197	129,14	129,14	103 314 957
61352	Location de matériel informatique	41 158 393	41 158 393	44 044 297	107,01	107,01	44 044 297
614	Charges locatives et de copropriété			2 030 000			2 030 000
615	Entretien et réparations	97 052 000	98 252 000	62 522 825	64,42	63,64	62 522 825
616	Primes d'assurances	7 210 000	7 336 790	7 717 210	107,03	105,19	7 717 210
617	Etudes et recherches	202 170 000	241 382 491	151 954 741	75,16	62,95	151 954 741
618	Divers services extérieurs	14 460 000	15 147 883	15 826 690	109,45	104,48	15 826 690
622	Rémunerations d'intermédiaires et honoraires	298 018 715	308 818 715	189 374 647	63,54	61,32	189 374 647
623	Publicité, publications, relations publiques	72 400 000	88 300 000	70 359 435	97,18	79,68	70 359 435
624	Transports	38 500 000	39 250 000	46 370 192	120,44	118,14	38 886 946
625	Déplacements et missions	46 900 000	47 750 000	59 645 562	127,18	124,91	48 845 726
626	Frais postaux et frais de télécommunications	35 300 000	35 300 000	21 388 469	60,59	60,59	21 388 469
627	Services bancaires et assimilés			15 203			15 203
628	Divers - autres services extérieurs	343 140 000	257 640 000	234 192 993	68,25	90,90	234 192 993
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	200 000	200 000				
647	Autres charges sociales			44 148			44 148
651	Aides à la personne	1 000 000	1 000 000				
652	Aides à caractère économique	23 000 000	25 000 000	8 483 240	36,88	33,93	8 483 240
6523	Aides sectrs perliculture, pêche & aquaculture	32 500 000	32 500 000	95 389 856	293,51	293,51	95 389 856
6524	Aides aux secteurs de l'agriculture, élevage...	1 302 000 000	1 332 000 000	1 279 019 992	98,24	96,02	1 279 019 992
6558	Autres contributions	1 600 000	1 600 000	1 692 721	105,80	105,80	1 692 721
656	Participations			460 000			460 000
657	Subventions			15 348 249			15 348 249
657351	Chambre d'agriculture et de la pêche laoonaire	320 000 000	350 000 000	350 000 000	109,38	100,00	350 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	123 000 000	143 639 680	161 119 910	130,99	112,17	161 119 910
658	Charges diverses de gestion courante	4 000 000	39 000 000	4 141 583	103,54	10,62	4 141 583
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			719 265			719 265
672	Charges sur exercices antérieurs			26 932 852			23 945 317
674351	Vanille de tahiti	255 000 000	255 000 000	255 000 000	100,00	100,00	255 000 000
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	30 000 000	630 318 976	580 000 000	1933,33	92,02	580 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	122 000 000	122 000 000				100 000
678	Autres charges exceptionnelles			100 000			
	DEPENSES INDIRECTES	2 050 398 716	2 052 121 623	2 043 824 079	99,68	99,60	2 043 824 079
962	Personnel	2 050 398 716	2 052 121 623	2 043 824 079	99,68	99,60	2 043 824 079
	R E C E T T E S	290 000 000	881 626 545	844 324 902	291,15	95,77	813 260 777
	RECETTES DIRECTES	290 000 000	881 626 545	844 324 902	291,15	95,77	813 260 777
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			36			36
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			154 606			154 606
7021	Ventes de bétail	2 000 000	2 000 000	3 013 230	150,66	150,66	3 013 230
7022	Coupes de bois	16 000 000	16 000 000	11 493 245	71,83	71,83	11 493 245
7028	Autres produits	24 000 000	24 000 000	25 758 351	107,33	107,33	25 758 351
706	Prestations de services			87 824			87 824
7068	Autres prestations de services	41 000 000	41 000 000	49 418 377	120,53	120,53	49 418 377
707	Ventes de marchandises	1 000 000	1 000 000	590 000	59,00	59,00	590 000
708	Autres produits			13 820			13 820

REALISATIONS 2023 PAR PROGRAMME (EN FRANCS CFP)							MISSION		963	
AGRICULTURE ET ELEVAGE	FORETS	PECHE ET AQUACULTURE	PERLICULTURE	ARTISANAT	RESSOURCES MINIERES					
96501	96502	96503	96504	96505	96506					ARTICLE
4 341 023 18 279 075	295 740 598 390	7 549 897		3 579 952						721 722 74718 7478 758 7588 772 773 778
17 753 006 19 725 258 582 197 209	1 962 690 169 445	34 877 290 5 242 565 1 977 575 1 000 000	48 919 016 3 634 804 695 153	997 325						
- 3 498 563 318	- 282 949 976	- 879 174 343	- 432 031 799	- 186 760 655						

DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES			Mission 965 (EN FRANCS CFP)			Page 24	
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			4 636 763			
722	Immobilisations corporelles (e/o)			26 427 362	21,66	21,66	
74718	Autres participations de l'état	122 000 000	13 819 442	3 579 952		25,91	3 579 952
7478	Autres participations		35 799 523				
758	Divers - autres produits d'activité			48 919 016			48 919 016
7588	Autres-divers autres produits d'activité	84 000 000	84 000 000	52 630 296	62,66	62,66	52 630 296
772	Produits sur exercices antérieurs			30 565 317			30 565 317
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)		542 007 580	586 036 707		108,12	586 036 707
778	Autres produits exceptionnels			1 000 000			1 000 000
	RESULTAT	- 5 510 110 324	- 5 625 892 506	- 5 279 480 091	95,81	93,84	- 5 279 480 091

REGULATION	COMMERCE EXTERIEUR ET PROMOTION	DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES	REGULATION DES PRIX	TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT	PROPRIETE INDUSTRIELLE							
96601	96602	96603	96604	96605	96606							ARTICLE
3 324 966 252	101 937 631	601 655 120	998 129 340	45 000 000	38 116 823							
2 895 730 704	39 466 306	588 520 794	998 129 340	45 000 000	92 500							
10 356 455	894 131											606
1 701 805	455 808											613
8 144 500	483 679											61352
5 330 395	139 935											615
123 568	24 858											616
5 969 148	295 228											618
3 680 878	7 280 960											622
4 630 632	1 097 137											623
1 480 558	278 982											624
2 512 653	150 000											625
5 790 251	358 827											626
9 822 985	3 531 308	7 972 696	998 129 340		9 600							627
		428 324 900										628
		72 621 840										652
24 000 000												6527
200 000 000												6555
2 144 000 000	7 805 315											6556G
465 000 000												6556H
2 288 178		72 253 200										6573
211 812												657362
686 886	16 670 138	7 348 158			4 140							6574
					78 760							657458
429 235 548	62 471 325	13 134 326			38 024 323							
429 235 548	62 471 325	13 134 326			38 024 323							962
50 828 001	5 421 907	56 230 162		11 885 511	155 860 730							
50 828 001	5 421 907	56 230 162		11 885 511	155 860 730							
1 908	5 421 907											629
15 680 000												657
30 828 082												74718
4 318 011		56 230 162		11 885 511		142 202 607						754
						13 631 967						758
						26 156						772
												773
												778
- 3 274 138 251	- 96 515 724	- 545 424 958	- 998 129 340	- 33 114 489	- 117 743 907							

ECONOMIE GENERALE			Mission 966 (EN FRANCS CFP)				Page 26
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	3 849 228 179	5 554 772 777	5 109 805 166	132,75	91,99	5 109 805 166
	DEPENSES DIRECTES	3 364 719 179	5 070 263 777	4 566 939 644	135,73	90,07	4 566 939 644
606	Achats non stockés de matières et fournitures	8 639 110	8 639 110	11 250 586	130,23	130,23	11 250 586
613	Locations	2 400 270	2 400 270	2 157 613	89,89	89,89	2 157 613
61352	Location de matériel informatique	8 778 179	8 778 179	8 628 179	98,29	98,29	8 628 179
615	Entretien et réparations	5 700 000	5 700 000	5 470 330	95,97	95,97	5 470 330
616	Primes d'assurances	250 000	250 000	148 426	59,37	59,37	148 426
618	Divers services extérieurs	11 500 000	11 692 363	6 264 376	54,47	53,58	6 264 376
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	220 060 120	130 060 120	55 961 838	25,43	43,03	55 961 838
623	Publicité, publications, relations publiques	46 350 000	46 350 000	5 727 769	12,36	12,36	5 727 769
624	Transports	8 000 000	8 000 000	1 759 540	21,99	21,99	1 759 540
625	Déplacements et missions	7 500 000	7 500 000	2 662 653	35,50	35,50	2 662 653
626	Frais postaux et frais de télécommunications	6 000 000	6 000 000	6 149 078	102,48	102,48	6 149 078
627	Services bancaires et assimilés	40 000	40 000	9 600	24,00	24,00	9 600
628	Divers - autres services extérieurs	29 500 500	29 500 500	21 326 989	72,29	72,29	21 326 989
652	Aides à caractère économique	1 485 000 000	1 636 352 235	1 426 454 240	96,06	87,17	1 426 454 240
6527	Aides au secteur du logement....	130 000 000	130 000 000	72 621 840	55,86	55,86	72 621 840
6555	Dotation de fonctionnement de l'apc	24 000 000	24 000 000	24 000 000	100,00	100,00	24 000 000
6556G	Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures		200 000 000	200 000 000		100,00	200 000 000
6556H	Fonds de régulation des prix des hydrocarbures	700 000 000	2 144 000 000	2 144 000 000	306,29	100,00	2 144 000 000
6573	Subventions aux organismes publics	27 500 000	27 500 000	7 805 315	28,38	28,38	7 805 315
657362	Institut de la statistique	465 000 000	465 000 000	465 000 000	100,00	100,00	465 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	128 500 000	128 500 000	74 541 378	58,01	58,01	74 541 378
657458	Autres ass ou orpt sect tourisme-periculture-pêch	50 000 000	50 000 000				211 812
658	Charges diverses de gestion courante			211 812			211 812
666	Pertes de change	1 000	1 000	4 140	414,00	414,00	4 140
672	Charges sur exercices antérieurs			24 705 182			24 705 182
673	Titres annulés			78 760			78 760
	DEPENSES INDIRECTES	484 509 000	484 509 000	542 865 522	112,04	112,04	542 865 522
962	Personnel	484 509 000	484 509 000	542 865 522	112,04	112,04	542 865 522
	R E C E T T E S	177 000 000	177 000 000	280 226 311	158,32	158,32	280 226 311
	RECETTES DIRECTES	177 000 000	177 000 000	280 226 311	158,32	158,32	280 226 311
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			1 908			1 908
657	Subventions			5 421 907			5 421 907
74718	Autres participations de l'état	20 000 000	20 000 000				
754	Redevances perçues au titre propriété industrielle	157 000 000	157 000 000	142 202 607	90,57	90,57	142 202 607
758	Divers - autres produits d'activité			15 680 000			15 680 000
772	Produits sur exercices antérieurs			44 460 049			44 460 049
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			72 433 684			72 433 684
778	Autres produits exceptionnels			26 156			26 156
	R E S U L T A T	- 3 672 228 179	- 5 377 772 777	- 4 829 578 855	131,52	89,81	- 4 829 578 855

TRAVAIL ET EMPLOI			Mission 967 (EN FRANCS CFP)				Page 28
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	8 288 251 739	9 993 974 929	8 939 970 355	107,86	89,45	8 939 970 355
	DEPENSES DIRECTES	7 561 814 987	9 264 965 093	8 210 573 219	108,58	88,62	8 210 573 219
606	Achats non stockés de matières et fournitures	34 668 500	34 998 133	35 009 458	100,98	100,03	35 009 458
613	Locations	106 576 300	106 576 300	106 522 147	99,95	99,95	106 522 147
61352	Location de matériel informatique	5 793 592	5 793 592	5 793 592	100,00	100,00	5 793 592
614	Charges locatives et de copropriété	8 578 800	8 578 800	8 578 800	100,00	100,00	8 578 800
615	Entretien et réparations	24 878 387	24 878 387	24 119 095	96,95	96,95	24 119 095
616	Primes d'assurances	5 305 093	5 305 093	4 365 100	82,28	82,28	4 365 100
618	Divers services extérieurs	152 030 795	152 506 853	95 861 088	63,05	62,86	95 861 088
622	Rémunerations d'intermédiaires et honoraires	14 900 000	14 900 000	5 171 702	34,71	34,71	5 171 702
623	Publicité, publications, relations publiques	9 495 832	9 495 832	11 773 980	123,99	123,99	11 773 980
624	Transports	2 900 000	2 900 000	2 818 179	97,18	97,18	2 818 179
625	Déplacements et missions	2 500 000	2 500 000	4 024 029	160,96	160,96	4 024 029
626	Frais postaux et frais de télécommunications	17 582 800	17 582 800	15 028 056	85,47	85,47	15 028 056
628	Divers - autres services extérieurs	40 150 488	40 163 251	23 665 621	58,94	58,92	23 665 621
6513	Bourses	26 602 400	26 602 400	23 022 215	86,54	86,54	23 022 215
652	Aides à caractère économique	20 000 000	20 000 000	650 000	3,25	3,25	650 000
65212	Emploi et insertion professionnelle	5 200 000 000	6 900 000 000	5 780 669 301	111,17	83,78	5 780 669 301
6573	Subventions aux organismes publics	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	19 000 000
657321	Centre des métiers de la mer de pf (ex ifm-pc)	342 290 000	342 290 000	342 290 000	100,00	100,00	342 290 000
657322	Centre de formation professionnelle des adultes	1 080 250 000	1 080 250 000	1 080 250 000	100,00	100,00	1 080 250 000
657323	Etbs public enseignement, format° profs agricoles	198 000 000	198 000 000	198 000 000	100,00	100,00	198 000 000
657332	Centre hospitalier de polynésie française	36 000 000	36 000 000	36 000 000	100,00	100,00	36 000 000
657342	Centre des métiers d'art	157 000 000	157 000 000	157 000 000	100,00	100,00	157 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	35 000 000	35 000 000	30 000 000	85,71	85,71	30 000 000
657421	Syndicats de salariés	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	19 000 000
658	Charges diverses de gestion courante	1 778 000	1 778 000	162 450	9,14	9,14	162 450
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..		2 331 652	3 045 242		130,60	3 045 242
672	Charges sur exercices antérieurs			178 736 497			178 736 497
673	Titres annulés	1 534 000	1 534 000	16 667	1,09	1,09	16 667
	DEPENSES INDIRECTES	726 436 752	729 009 836	729 397 136	100,41	100,05	729 397 136
962	Personnel	726 436 752	729 009 836	729 397 136	100,41	100,05	729 397 136
	R E C E T T E S	25 690 752	26 020 385	96 199 723	374,45	369,71	96 199 723
	RECETTES DIRECTES	25 690 752	26 020 385	96 199 723	374,45	369,71	96 199 723
652	Aides à caractère économique			24 803 496			24 803 496
708	Autres produits			24 923			24 923
74718	Autres participations de l'état	12 690 752	13 020 385	13 020 385	102,60	100,00	13 020 385
7581	Amendes et confiscations non fiscales	13 000 000	13 000 000	14 316 750	110,13	110,13	14 316 750
772	Produits sur exercices antérieurs			6 180 842			6 180 842
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			37 853 327			37 853 327
	R E S U L T A T	- 8 262 560 987	- 9 967 954 544	- 8 843 770 632	107,03	88,72	- 8 843 770 632

CULTURE ET PATRIMOINE			Mission 968 (EN FRANCS CFP)				Page 30
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	1 460 915 072	1 475 966 782	1 453 667 172	99,50	98,49	1 453 667 172
	DEPENSES DIRECTES	1 241 951 072	1 257 002 782	1 220 162 058	98,25	97,07	1 220 162 058
606	Achats non stockés de matières et fournitures	11 207 500	11 207 500	9 891 214	88,26	88,26	9 891 214
613	Locations	1 500 000	1 500 000	536 590	35,77	35,77	536 590
61352	Location de matériel informatique	4 025 500	4 025 500	4 025 500	100,00	100,00	4 025 500
615	Entretien et réparations	26 600 000	26 600 000	15 965 333	60,02	60,02	15 965 333
616	Primes d'assurances	180 000	180 000	102 266	56,81	56,81	102 266
617	Etudes et recherches	3 400 000	3 400 000	16 447 991	483,76	483,76	16 447 991
618	Divers services extérieurs	300 000	300 000	375 254	125,08	125,08	375 254
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	75 464 229	77 964 229	22 678 313	30,05	29,09	22 678 313
623	Publicité, publications, relations publiques	3 030 000	3 030 000	9 166 619	302,53	302,53	9 166 619
624	Transports	9 550 000	9 400 000	2 133 919	22,34	22,70	2 133 919
625	Déplacements et missions	10 550 000	10 500 000	5 523 919	52,36	52,61	5 523 919
626	Frais postaux et frais de télécommunications	1 540 000	1 540 000	1 572 591	102,12	102,12	1 572 591
628	Divers - autres services extérieurs	4 900 000	4 901 710	54 463 071	1111,49	1111,10	54 463 071
651	Aides à la personne	2 000 000	2 000 000	2 100 241	105,01	105,01	2 100 241
6528	Autres aides à caractère économique	3 000 000	6 000 000	6 631 798	221,06	110,53	6 631 798
656	Participations			19 257 489			19 257 489
6573	Subventions aux organismes publics	131 200 000	131 700 000	500 000	0,38	0,38	500 000
657341	Conservatoire artistique	259 040 000	259 040 000	269 600 000	104,08	104,08	269 600 000
657343	Te fare tauhiti nui	417 660 000	426 910 000	530 421 483	127,00	124,25	530 421 483
657344	Musée de tahiti et des îles	157 000 000	157 000 000	180 000 000	114,65	114,65	180 000 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	119 803 843	119 803 843	67 648 500	56,47	56,47	67 648 500
658	Charges diverses de gestion courante			784 021			784 021
672	Charges sur exercices antérieurs			335 946			335 946
	DEPENSES INDIRECTES	218 964 000	218 964 000	233 505 114	106,64	106,64	233 505 114
962	Personnel	218 964 000	218 964 000	233 505 114	106,64	106,64	233 505 114
	R E C E T T E S			8 486 058			8 486 058
	RECETTES DIRECTES			8 486 058			8 486 058
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			12 065			12 065
708	Autres produits			236 136			236 136
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			57 534			57 534
772	Produits sur exercices antérieurs			295 103			295 103
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			7 885 220			7 885 220
	R E S U L T A T	- 1 460 915 072	- 1 475 966 782	- 1 445 181 114	98,92	97,91	- 1 445 181 114

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	SOUTIEN A L'ELEVE	PROMOTION LANGUES POLYNESIENNES, PLURILINGUISME...							
96901	96902	96903	96904	96905	96906							ARTICLE
1 979 059 732	2 678 820 526	1 052 466 170	177 254 920	1 862 161 351	82 663 869							
226 105 806	1 484 089 951	793 241 465	137 267 240	1 846 412 036	82 663 869							
30 775 644	31 452 693	689 436	118 343	3 552 477	1 016 621							606
10 083 812	5 613 546		638 185	1 763 622	252 630							613
21 801 000			1 047 500									61352
6 740 385	8 025 031		483 627									615
288 382			12 485									616
			101 493 837									617
3 771 515	20 849 196		297 500		393 682							618
72 431	635 348											622
446 114	2 333 912		314 456	18 740 837	14 356 879							623
41 732 847	36 323 334	696 696	865 383	240 502	933 123							624
62 067 683	33 268 900	6 941 115	928 818	155 988	1 100 678							625
10 017 423	12 161 859		263 244									626
25 921 263	20 118 802		607 428	15 558 961	18 212 746							628
				1 110 124 367								651
				40 238 439								6513
5 865 309	816 872 784	85 959 027			1 034 100							6514
	430 658 304	595 974 670		15 365 332	426 229 554							65511
	500 000				7 163 240							65512
	62 489 679	34 552 105	14 831 102	115 619 570								656
		67 000 000		111 889 541	2 342 170							6568
					21 738 000							657
					8 410 000							657313
					5 710 000							6574
												657441A
103 377	29 623											657441B
6 418 621	2 756 940	1 428 416	2 298 178									657441C
1 752 953 926	1 194 730 575	259 224 705	39 987 680	15 749 315								
1 752 953 926	1 194 730 575	259 224 705	39 987 680	15 749 315								962
44 383 611	478 615 235	260 299 292	1 387 711	129 973 009	580 518							
44 383 611	478 615 235	260 299 292	1 387 711	129 973 009	580 518							
42 427												629
	44 582 339			563 198								651
27 565 632	411 084 359	257 506 008	1 193 317	97 613 365								747
	622 708			4 378								74711
16 775 552	7 260 750											74718
	15 065 079	2 793 284	194 394	5 088 118								771
				26 703 950	580 518							772
												773
- 1 934 676 121	- 2 200 205 291	- 792 166 878	- 175 867 209	- 1 732 188 342	- 82 083 351							

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	ENSEIGNEMENT		Mission 969 (EN FRANCS CFP)			Page 32
		PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	7 833 942 503	7 902 332 412	7 832 426 568	99,98	99,12	7 832 426 568
	DEPENSES DIRECTES	4 701 688 887	4 770 078 796	4 569 780 367	97,19	95,80	4 569 780 367
606	Achats non stockés de matières et fournitures	60 041 035	60 041 035	67 605 214	112,60	112,60	67 605 214
613	Locations	6 730 000	6 730 000	18 351 795	272,69	272,69	18 351 795
61352	Location de matériel informatique	22 848 500	22 848 500	22 848 500	100,00	100,00	22 848 500
615	Entretien et réparations	18 417 700	18 417 700	15 249 043	82,80	82,80	15 249 043
616	Primes d'assurances	13 075 000	13 075 000	300 867	2,30	2,30	300 867
617	Etudes et recherches	126 000 000	126 000 000	101 493 837	80,55	80,55	101 493 837
618	Divers services extérieurs	27 986 069	58 913 064	25 311 893	90,44	42,96	25 311 893
622	Rémunerations d'intermédiaires et honoraires	23 400 000	23 400 000	707 779	3,02	3,02	707 779
623	Publicité, publications, relations publiques	28 250 000	28 764 361	36 192 198	128,11	125,82	36 192 198
624	Transports	87 018 693	85 018 693	80 791 885	92,84	95,03	80 791 885
625	Déplacements et missions	122 844 451	126 496 750	104 463 182	85,04	82,58	104 463 182
626	Frais postaux et frais de télécommunications	20 550 000	20 550 000	22 442 526	109,21	109,21	22 442 526
628	Divers - autres services extérieurs	135 678 689	142 364 594	80 419 200	59,27	56,49	80 419 200
651	Aides à la personne	23 000 000	23 000 000				
6513	Bourses	1 133 600 000	1 133 600 000	1 110 124 367	97,93	97,93	1 110 124 367
6514	Autres prestations	127 895 227	130 052 984	132 062 775	103,26	101,55	132 062 775
65511	Etablissements publics	1 412 847 454	1 412 847 454	1 412 847 454	100,00	100,00	1 412 847 454
65512	Etablissements privés	430 658 304	430 658 304	430 658 304	100,00	100,00	430 658 304
656	Participations			1 034 100			1 034 100
6568	Autres participations	450 000 000	450 000 000	441 594 886	98,13	98,13	441 594 886
657	Subventions			7 663 240			7 663 240
657313	Collèges et lycées publics	215 275 216	241 668 831	227 492 456	105,68	94,13	227 492 456
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	179 714 549	179 714 549	181 231 711	100,84	100,84	181 231 711
657441A	Académie tahitienne	21 738 000	21 738 000	21 738 000	100,00	100,00	21 738 000
657441B	Académie marquiseenne	8 410 000	8 410 000	8 410 000	100,00	100,00	8 410 000
657441C	Académie paumotu mangareva	5 710 000	5 710 000	5 710 000	100,00	100,00	5 710 000
658	Charges diverses de gestion courante			29 623			29 623
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..		58 977	103 377		175,28	103 377
672	Charges sur exercices antérieurs			12 902 155			12 902 155
	DEPENSES INDIRECTES	3 132 253 616	3 132 253 616	3 262 646 201	104,16	104,16	3 262 646 201
962	Personnel	3 132 253 616	3 132 253 616	3 262 646 201	104,16	104,16	3 262 646 201
	R E C E T T E S	786 324 225	807 923 123	915 239 376	116,39	113,28	915 239 376
	RECETTES DIRECTES	786 324 225	807 923 123	915 239 376	116,39	113,28	915 239 376
629	Rr obtenu sur autres services extérieurs			42 427			42 427
651	Aides à la personne			563 198			563 198
747	Participations			44 582 339			44 582 339
74711	Participations de l'état - education	776 324 225	794 701 166	794 962 681	102,40	100,03	794 962 681
74718	Autres participations de l'état	10 000 000	13 221 957	4 378	0,04	0,03	4 378
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			622 708			622 708
772	Produits sur exercices antérieurs			12 348 868			12 348 868
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			62 112 777			62 112 777
	R E S U L T A T	- 7 047 618 278	- 7 094 409 289	- 6 917 187 192	98,15	97,50	- 6 917 187 192

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	SANTE		Mission 970 (EN FRANCS CFP)			Page 34
		PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	10 801 394 664	14 466 150 521	15 399 755 737	142,57	106,45	15 396 111 821
	DEPENSES DIRECTES	4 030 193 664	7 694 949 521	7 430 365 953	184,37	96,56	7 426 722 037
602	Achats stockés - autres approvisionnements	510 250 000	510 250 000	517 801 292	101,48	101,48	517 801 292
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		495 411 845	495 411 845		100,00	495 411 845
606	Achats non stockés de matières et fournitures	457 007 437	457 007 437	414 893 670	90,78	90,78	413 806 205
613	Locations	52 330 000	52 330 000	150 914 629	288,39	288,39	150 914 629
61352	Location de matériel informatique	87 054 000	87 054 000	87 054 000	100,00	100,00	87 054 000
614	Charges locatives et de copropriété			894 883			894 883
615	Entretien et réparations	146 989 030	146 989 030	204 767 191	139,31	139,31	204 767 191
616	Primes d'assurances	3 396 000	3 396 000	3 002 890	88,42	88,42	3 002 890
617	Etudes et recherches	500 000	500 000				
618	Divers services extérieurs	71 678 899	71 699 901	36 597 874	51,06	51,04	36 597 874
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	463 955 000	741 270 200	289 083 608	62,31	39,00	289 083 608
623	Publicité, publications, relations publiques	10 235 000	10 697 464	3 218 032	31,44	30,08	3 218 032
624	Transports	236 283 493	286 283 493	144 843 003	61,30	50,59	144 221 070
625	Déplacements et missions	356 382 954	356 382 954	297 498 758	83,48	83,48	296 543 198
626	Frais postaux et frais de télécommunications	70 424 843	70 424 843	60 342 436	85,68	85,68	60 342 436
627	Services bancaires et assimilés	185 000	185 000	215 697	116,59	116,59	215 697
628	Divers - autres services extérieurs	254 332 510	300 877 856	285 581 677	112,29	94,92	285 581 677
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	16 000	16 000	253 941	1587,13	1587,13	253 941
641	Rémunérations du personnel			3 740 656			3 740 656
647	Autres charges sociales			58 400			58 400
648	Autres charges de personnel	4 000 000	4 000 000				
651	Aides à la personne	63 673 498	63 673 498	70 000 000	109,94	109,94	70 000 000
6568	Autres participations	33 000 000	33 000 000	31 967 382	96,87	96,87	31 967 382
657332	Centre hospitalier de polynésie française	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,00	100,00	400 000 000
6574	Sub. aux associa> & autres organismes droit privé	8 000 000	8 000 000				
658	Charges diverses de gestion courante	500 000	500 000	1 453 255	290,65	290,65	1 453 255
672	Charges sur exercices antérieurs			350 426 186			349 447 228
673	Titres annulés		45 000 000	45 199 648		100,44	45 199 648
674311	Institut louis malardé	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,00	100,00	400 000 000
674312	Institut du cancer	385 000 000	385 000 000	385 000 000	100,00	100,00	385 000 000
674338	Autres subv sectr social-solidarité-santé-environt		2 750 000 000	2 750 000 000		100,00	2 750 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	15 000 000	15 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles			145 000			145 000
	DEPENSES INDIRECTES	6 771 201 000	6 771 201 000	7 969 389 784	117,70	117,70	7 969 389 784
962	Personnel	6 771 201 000	6 771 201 000	7 969 389 784	117,70	117,70	7 969 389 784
	R E C E T T E S	1 267 326 969	1 809 278 193	1 816 879 786	143,36	100,42	1 813 235 870
	RECETTES DIRECTES	1 267 326 969	1 809 278 193	1 816 879 786	143,36	100,42	1 813 235 870
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		495 411 845	482 701 304		97,43	482 701 304
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			302 215			302 215
629	Rr obtenus sur autres services extérieurs			1 223 528			1 223 528
703	Redevances et recettes d'utilisation du domaine			960 000			960 000
706	Prestations de services			514 508			514 508
7063	Recettes des structures de soins	460 000 000	460 000 000	247 151 024	53,73	53,73	247 151 024
708	Autres produits			631 581			631 581
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			557 164			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	15 000 000	15 000 000	3 086 752	20,58	20,58	

PROTECTION DE L'ENFANCE	SOLIDARITE	COHESION SOCIALE	ACCES AU LOGEMENT	JEUNESSE	SPORTS							
97101	97102	97103	97104	97105	97106							ARTICLE
993 590 227	705 086 652	2 661 751 520	483 857 579	314 708 314	1 708 549 494							
495 407 544	484 528 083	2 010 256 880	479 446 923	141 359 005	1 499 024 349							
18 128 210	11 902 797	37 291 852			13 119 169							606
17 454 241	23 040 544	10 869 531		131 982	6 442 094							613
2 544 000		34 812 000			7 738 500							61352
		54 630			240 000							614
6 702 851	541 263	20 682 292			2 444 389							615
24 970		1 169 061			145 982							616
439 926		3 592 626	4 692 626	734 500	5 181 300							617
539 500		6 000 441		2 155 383	243 823							618
4 294 852	6 806 219	3 698 430		2 906 000	7 518 950							622
5 203 497	866 907	1 588 938 660		4 195 190	23 197 870							623
11 209 130	666 090	12 513 541		422 559	2 556 853							624
8 094 924	5 357 387	7 637 458		505 500	2 665 281							625
9 598 770	6 915 430	70 505 349		450 000	3 099 423							626
		531 862			9 869 552							628
	14 834 016											635
	7 195 507											6512
		37 696 629										6513
		3 096 779										6514
		119 722 237										6516
6 200 000		774 024			1 925 713							652
					300 000							6528
400 000 000	401 230 000				1 005 600 000							653
710 620		7 694 988	335 000 000	129 857 891	405 148 875							656
4 262 053	5 171 923	121 090			1 586 575							6568
		99 645 141	16 935 281									657333
		58 694 534										657334
												657348A
498 182 683	220 558 569	651 494 640	4 410 656	173 349 309	209 525 145							
498 182 683	220 558 569	651 494 640	4 410 656	173 349 309	209 525 145							962
1 341 186	1 566 441	359 189 512	1 689 813	18 856 972	176 846 011							
1 341 186	1 566 441	359 189 512	1 689 813	18 856 972	176 846 011							
						84 578						629
						2 000 000						657
						304						708
		350 063 484		18 201 199	162 326 969							74711
		2 480 000										74715
		520 000										752
1 341 186	1 566 441	6 126 028	1 689 813	655 773	12 434 160							772
												773
- 992 249 041	- 703 520 211	- 2 302 562 008	- 482 167 766	- 295 851 342	- 1 531 703 483							

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
		D E P E N S E S	6 705 314 437	6 975 036 108	102,42	98,46	6 867 543 786
D E P E N S E S D I R E C T E S		5 048 196 437	5 317 918 108	5 110 022 784	101,22	96,09	5 110 022 784
606	Achats non stockés de matières et fournitures	41 536 500	40 536 500	80 442 028	193,67	198,44	80 442 028
613	Locations	54 600 000	43 100 000	57 938 392	106,11	134,43	57 938 392
61352	Location de matériel informatique	45 094 500	45 094 500	45 094 500	100,00	100,00	45 094 500
614	Charges locatives et de copropriété	2 320 000	2 320 000	294 630	12,70	12,70	294 630
615	Entretien et réparations	30 500 000	27 000 000	30 370 795	99,58	112,48	30 370 795
616	Primes d'assurances	1 720 000	1 720 000	1 340 013	77,91	77,91	1 340 013
617	Etudes et recherches	2 000 000	2 000 000	14 201 052	710,05	710,05	14 201 052
618	Divers services extérieurs	45 400 000	32 468 494	8 839 573	19,47	27,23	8 839 573
622	Rémunerations d'intermédiaires et honoraires	111 657 500	63 157 500	14 662 880	13,13	23,22	14 662 880
623	Publicité, publications, relations publiques	92 900 000	89 400 000	45 826 872	49,33	51,26	45 826 872
624	Transports	1 761 337 591	1 764 720 288	1 597 988 476	90,73	90,55	1 597 988 476
625	Déplacements et missions	31 000 000	30 000 000	27 559 542	88,90	91,87	27 559 542
626	Frais postaux et frais de télécommunications	31 000 000	31 001 124	24 189 192	78,03	78,03	24 189 192
628	Divers - autres services extérieurs	89 460 000	79 460 000	97 339 101	108,81	122,50	97 339 101
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés			531 862			531 862
6512	Secours d'urgence	25 000 000	25 000 000	14 834 016	59,34	59,34	14 834 016
6513	Bourses	14 750 000	14 750 000				
6514	Autres prestations	10 000 000	10 000 000	7 195 507	71,96	71,96	7 195 507
6516	Mobilité des étudiants	44 000 000	44 000 000	37 696 629	85,67	85,67	37 696 629
652	Aides à caractère économique			3 096 779			3 096 779
6528	Autres aides à caractère économique	230 000 000	170 000 000	119 722 237	52,05	70,42	119 722 237
653	Indemnités, vacances, frais mission élus, mb instit			2 699 737			2 699 737
656	Participations			6 200 000			6 200 000
6568	Autres participations		18 000 000	300 000		1,67	300 000
657333	Institut d'insertion médico éducatif	401 230 000	401 230 000	401 230 000	100,00	100,00	401 230 000
657334	Fare tama hau	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,00	100,00	400 000 000
657348A	Institut de la jeunesse et des sports de la pf	680 000 000	1 005 600 000	1 005 600 000	147,88	100,00	1 005 600 000
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	894 490 346	969 159 702	877 701 754	98,12	90,56	877 701 754
658	Charges diverses de gestion courante	200 000	200 000	710 620	355,31	355,31	710 620
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			121 090			121 090
672	Charges sur exercices antérieurs			127 600 973			127 600 973
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	8 000 000	8 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles			58 694 534			58 694 534
D E P E N S E S I N D I R E C T E S		1 657 118 000	1 657 118 000	1 757 521 002	106,06	106,06	1 757 521 002
962	Personnel	1 657 118 000	1 657 118 000	1 757 521 002	106,06	106,06	1 757 521 002
R E C E T T E S		514 494 391	503 050 431	559 489 935	108,75	111,22	559 489 935
R E C E T T E S D I R E C T E S		514 494 391	503 050 431	559 489 935	108,75	111,22	559 489 935
629	Résultats obtenus sur autres services extérieurs			84 578			84 578
657	Subventions			2 000 000			2 000 000
708	Autres produits			304			304
74711	Participations de l'état - education	342 494 391	345 877 088	350 063 484	102,21	101,21	350 063 484
74715	Participations de l'état - jeunesse et sport	172 000 000	156 813 343	180 528 168	104,96	115,12	180 528 168
752	Revenus des immeubles		360 000	2 480 000			2 480 000
772	Produits sur exercices antérieurs			520 000			520 000
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			23 813 401			23 813 401
R E S U L T A T		- 6 190 820 046	- 6 471 985 677	- 6 308 053 851	101,89	97,47	- 6 308 053 851

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	ENVIRONNEMENT		Mission 973 (EN FRANCS CFP)			Page 40
		PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	
	D E P E N S E S	1 184 354 164	1 184 854 804	1 078 436 917	91,06	91,02	1 078 436 917
	DEPENSES DIRECTES	918 113 164	918 613 804	810 855 852	88,32	88,27	810 855 852
606	Achats non stockés de matières et fournitures	14 800 000	14 800 000	12 772 986	86,30	86,30	12 772 986
613	Locations	2 150 000	2 150 000	384 900	17,90	17,90	384 900
61352	Location de matériel informatique	4 319 401	4 319 401	4 319 401	100,00	100,00	4 319 401
615	Entretien et réparations	33 052 768	33 052 768	26 461 688	80,06	80,06	26 461 688
616	Primes d'assurances	500 000	500 000	308 388	61,68	61,68	308 388
617	Etudes et recherches	154 698 291	154 698 291	91 439 893	59,11	59,11	91 439 893
618	Divers services extérieurs			2 477 189			2 477 189
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	31 375 453	31 375 453	36 051 147	114,90	114,90	36 051 147
623	Publicité, publications, relations publiques	45 500 000	45 500 000	34 300 623	75,39	75,39	34 300 623
624	Transports	5 850 000	5 850 000	10 081 462	172,33	172,33	10 081 462
625	Déplacements et missions	6 200 000	6 200 000	5 292 364	85,36	85,36	5 292 364
626	Frais postaux et frais de télécommunications	3 797 000	3 797 640	2 143 194	56,44	56,43	2 143 194
628	Divers - autres services extérieurs	158 160 251	158 160 251	129 139 367	81,65	81,65	129 139 367
656	Participations			350 000			350 000
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)	431 630 000	431 630 000	351 706 161	81,48	81,48	351 706 161
6574	Sub. aux associat& autres organismes droit privé	25 000 000	25 000 000	18 167 720	72,67	72,67	18 167 720
658	Charges diverses de gestion courante	1 080 000	1 080 000	557 500	51,62	51,62	557 500
672	Charges sur exercices antérieurs			84 826 869			84 826 869
673	Titres annulés		500 000	75 000		15,00	75 000
	DEPENSES INDIRECTES	266 241 000	266 241 000	267 581 065	100,50	100,50	267 581 065
962	Personnel	266 241 000	266 241 000	267 581 065	100,50	100,50	267 581 065
	R E C E T T E S	48 000 000	48 000 000	40 357 744	84,08	84,08	40 357 744
	RECETTES DIRECTES	48 000 000	48 000 000	40 357 744	84,08	84,08	40 357 744
7033	Redevance sur les agrégats	32 000 000	32 000 000	17 172 782	53,66	53,66	17 172 782
747	Participations			11 344 987			11 344 987
7588	Autres-divers autres produits d'activité	16 000 000	16 000 000	8 529 649			8 529 649
762	Produits des autres immobilisations financières			2 400			2 400
772	Produits sur exercices antérieurs			2 709 426			2 709 426
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			598 500			598 500
778	Autres produits exceptionnels						
	R E S U L T A T	- 1 136 354 164	- 1 136 854 804	- 1 038 079 173	91,35	91,31	- 1 038 079 173

RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS			Mission 974 (EN FRANCS CFP)				Page 42
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	6 976 046 111	7 122 053 442	6 440 895 836	92,33	90,44	6 226 972 384
	DEPENSES DIRECTES	4 134 238 111	4 280 245 442	3 599 375 487	87,06	84,09	3 385 452 035
606	Achats non stockés de matières et fournitures	607 389 809	607 389 809	557 402 519	91,77	91,77	462 182 932
613	Locations	113 199 138	113 199 138	145 502 154	128,54	128,54	138 071 667
61352	Location de matériel informatique	64 047 780	64 047 780	45 547 780	71,12	71,12	45 547 780
614	Charges locatives et de copropriété			42 000			42 000
615	Entretien et réparations	259 778 349	259 778 349	318 314 262	122,53	122,53	318 314 262
616	Primes d'assurances	7 430 682	7 430 682	7 327 791	98,62	98,62	7 327 791
617	Etudes et recherches	6 227 770	6 227 770	1 039 010	16,68	16,68	1 039 010
618	Divers services extérieurs	55 210 900	55 339 219	33 698 562	61,04	60,89	33 698 562
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	121 877 486	171 877 486	120 132 039	98,57	69,89	120 132 039
623	Publicité, publications, relations publiques	6 400 450	6 400 450	12 791 400	199,85	199,85	12 791 400
624	Transports	54 635 224	54 635 224	53 795 249	98,46	98,46	23 130 887
625	Déplacements et missions	21 902 745	21 902 745	57 023 268	260,35	260,35	41 054 388
626	Frais postaux et frais de télécommunications	32 524 700	32 524 700	25 394 530	78,08	78,08	25 394 530
628	Divers - autres services extérieurs	16 088 547	16 088 547	51 899 259	322,59	322,59	51 079 259
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 224 531	1 224 531	804 763	65,72	65,72	804 763
647	Autres charges sociales			119 600			119 600
6525	Aides sectrs commerce, industrie, des entreprises	172 000 000	172 000 000	77 355 735	44,97	44,97	77 355 735
6573	Subventions aux organismes publics	26 000 000	26 000 000	6 776 550	26,06	26,06	6 776 550
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	6 900 000	6 900 000	8 361 572	121,18	121,18	8 361 572
658	Charges diverses de gestion courante			226 729			226 729
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		20 500 000	3 912 477		19,09	3 912 477
672	Charges sur exercices antérieurs			90 690 585			26 870 449
673	Titres annulés		13 379 012	17 277 545		129,14	17 277 545
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	100,00	100,00	1 000 000 000
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	900 000 000	962 000 000	962 000 000	106,89	100,00	962 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	660 000 000	660 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles	1 400 000	1 400 000	1 940 108	138,58	138,58	1 940 108
	DEPENSES INDIRECTES	2 841 808 000	2 841 808 000	2 841 520 349	99,99	99,99	2 841 520 349
962	Personnel	2 841 808 000	2 841 808 000	2 841 520 349	99,99	99,99	2 841 520 349
	R E C E T T E S	719 000 000	754 305 020	513 723 765	71,45	68,11	299 800 313
	RECETTES DIRECTES	719 000 000	754 305 020	513 723 765	71,45	68,11	299 800 313
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			7 320			7 320
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			231 511			231 511
652	Aides à caractère économique			18 763			18 763
7068	Autres prestations de services	23 000 000	23 000 000	23 013 088	100,06	100,06	23 013 088
721	Immobilisations incorporelles (e/o)			5 190 418			
722	Immobilisations corporelles (e/o)	660 000 000	660 000 000	208 733 034	31,63	31,63	
747	Participations			14 281 323			14 281 323
752	Revenus des immeubles			110 000 000			110 000 000
757	Redevances versées par les fermiers	10 000 000	10 000 000	10 201 352	102,01	102,01	10 201 352
758	Divers - autres produits d'activité			50 000			50 000
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			14 048 371			14 048 371
7711	Débits et pénalités perçus	26 000 000	26 000 000	14 398 185	55,38	55,38	14 398 185
772	Produits sur exercices antérieurs			50 127 036			50 127 036
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			63 423 364			63 423 364
778	Autres produits exceptionnels		35 305 020				

RESEAU ROUTIER	PORTS ET AEROPORTS	PROTECTION CONTRE LES EAUX	ENERGIE	POSTES, TELECOMS, NOUVELLES TECHNOLOGIES	MEDIAS							
97401	97402	97403	97404	97405	97406							ARTICLE
- 2 812 963 143	- 473 145 342	- 447 260 514	- 49 512 792	- 1 182 290 280	- 962 000 000							

RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

Mission 974 (EN FRANCS CFP)

Page 44

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	TRANSPORTS		Mission 975 (EN FRANCS CFP)			Page 46
		PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	
	D E P E N S E S	6 168 237 137	6 596 655 446	5 940 005 811	96,30	90,05	5 933 615 155
	DEPENSES DIRECTES	3 494 076 657	3 905 494 966	3 197 699 598	91,52	81,88	3 191 308 942
606	Achats non stockés de matières et fournitures	443 456 390	453 851 162	415 289 808	93,65	91,50	408 899 152
611	Prestations de services (délqt° miss° serv. pub)	1 138 000 000	1 138 000 000	1 137 418 918	99,95	99,95	1 137 418 918
613	Locations	97 028 612	97 028 612	85 942 484	88,57	88,57	85 942 484
61352	Location de matériel informatique	26 727 000	26 727 000	26 727 000	100,00	100,00	26 727 000
614	Charges locatives et de copropriété			433 104			433 104
615	Entretien et réparations	323 049 148	323 049 148	154 330 710	47,77	47,77	154 330 710
616	Primes d'assurances	34 665 017	34 821 086	26 917 462	77,65	77,30	26 917 462
617	Etudes et recherches	41 916 852	41 916 852	32 435 405	77,38	77,38	32 435 405
618	Divers services extérieurs	84 208 610	84 227 837	58 079 461	68,97	68,96	58 079 461
622	Rémunerations d'intermédiaires et honoraires	103 672 070	96 172 070	57 909 200	55,86	60,21	57 909 200
623	Publicité, publications, relations publiques	24 420 000	24 420 000	19 137 814	78,37	78,37	19 137 814
624	Transports	132 443 000	132 443 000	112 891 932	85,24	85,24	112 891 932
625	Déplacements et missions	266 137 290	266 137 290	267 715 737	100,59	100,59	267 715 737
626	Frais postaux et frais de télécommunications	24 185 916	24 185 916	21 070 462	87,12	87,12	21 070 462
628	Divers - autres services extérieurs	503 749 397	503 755 364	461 120 443	91,54	91,54	461 120 443
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 157 161	1 157 161	90 000	7,78	7,78	90 000
647	Autres charges sociales			23 000			23 000
6475	Médecine du travail	9 125 469	9 125 469	3 945 165	43,23	43,23	3 945 165
652	Aides à caractère économique	50 000 000	50 000 000	20 016 000	40,03	40,03	20 016 000
6556J	Fds continuité terr aérienne interinsulaire		200 000 000	200 000 000		100,00	200 000 000
656	Participations	2 386 634	2 386 634	2 386 635	100,00	100,00	2 386 635
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	6 200 000	6 200 000				8 643 977
658	Charges diverses de gestion courante	6 250 000	6 250 000	8 643 977	138,30	138,30	303 210
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			303 210			66 814 853
672	Charges sur exercices antérieurs			66 814 853			253 289
673	Titres annulés	200 000	200 000	253 289	126,64	126,64	13 663 049
674	Subventions exceptionnelles	700 000	700 000				3,89
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	143 198 091	351 540 365	13 663 049	9,54		1 831 086 545
677	Travaux en régie (e/o)	30 000 000	30 000 000				767 500
678	Autres charges exceptionnelles	1 200 000	1 200 000	4 140 480	345,04	345,04	2 742 306 213
	DEPENSES INDIRECTES	2 674 160 480	2 691 160 480	2 742 306 213	102,55	101,90	2 742 306 213
962	Personnel	2 674 160 480	2 691 160 480	2 742 306 213	102,55	101,90	2 742 306 213
	R E C E T T E S	1 548 330 795	1 884 177 063	2 094 041 247	135,25	111,14	2 087 650 591
	RECETTES DIRECTES	1 548 330 795	1 884 177 063	2 094 041 247	135,25	111,14	2 087 650 591
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			3 393			3 393
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			820 314			820 314
7031	Redevances aéroportuaires	61 000 000	61 000 000	119 087 536	195,23	195,23	119 087 536
706	Prestations de services			681 900			681 900
7061	Transports	70 000 000	70 000 000	80 106 622	114,44	114,44	80 106 622
708	Autres produits			1 252 381			1 252 381
70838	Autres locations diverses (autres qu'immeubles)	48 000 000	48 000 000	350 600	0,73	0,73	350 600
722	Immobilisations corporelles (e/o)	30 000 000	30 000 000	6 390 656	21,30	21,30	
74718	Autres participations de l'état	1 339 330 795	1 543 183 591	1 831 086 545	136,72	118,66	1 831 086 545
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			767 500			767 500
772	Produits sur exercices antérieurs			2 993 081			2 993 081
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)		131 993 472	50 500 719		38,26	50 500 719

TRANSPORTS

Mission 975 (EN FRANCS CFP)

Page 48

REALISATIONS 2020 PAR PROGRAMME (EN MILLIONS CHF)								MISSION	
URBANISME	GESTION DU DOMAINE PUBLIC	AFFAIRES FONCIERES	HABITAT						
97601	97602	97603	97604						ARTICLE
500 739 623	126 273 492	1 216 957 369	2 622 305 686						
107 867 598	2 537 566	426 185 058	2 551 552 238						
16 267 908		57 324 677	2 079 406						606
5 528 897		14 775 956	11 891 576						613
10 229 500		43 524 765	2 097 500						61352
		3 112 125	504 108						614
2 789 712		34 878 111	400 499						615
190 200		1 492 510	34 861						616
			2 218 687						617
1 714 423		2 195 840	1 266 285						618
		33 245 357							622
633 400		3 719 636	778 668						623
3 243 270		2 594 366	265 508						624
4 940 208		4 688 515	417 243						625
3 998 293		6 476 117	325 000						626
		417 877							627
7 677 408		113 676 007	4 886 813						628
		5 110 141							635
		78 381 882	539 585 640						6518
50 000 000									6527
202 903		635 550	527 336						6561
451 476		13 651 755	134 273 108						6581
	2 537 566	4 622 116	1 850 000 000						672
		1 661 755							673
392 872 025	123 735 926	790 772 311	70 753 448						674331
392 872 025	123 735 926	790 772 311	70 753 448						677
662 723	479 481 717	397 656 488	507 956						678
662 723	479 481 717	397 656 488	507 956						
31 245	379 285 016 100 196 701	9 085 225 000 242 292 367 100 114 824 2 323 336 8 403 136 44 288 740	463 579 44 377						619 629 7034 7038 7062 722 747 752 771 772 773
- 500 076 900	353 208 225	- 819 300 881	- 2 621 797 730						

URBANISME, HABITAT ET FONCIER			Mission 976 (EN FRANCS CFP)				Page 50
MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	3 269 641 264	4 436 202 667	4 466 276 170	136,60	100,68	4 466 276 170
	DEPENSES DIRECTES	2 053 810 264	3 220 371 667	3 088 142 460	150,36	95,89	3 088 142 460
606	Achats non stockés de matières et fournitures	47 734 581	47 734 581	75 671 991	158,53	158,53	75 671 991
613	Locations	21 152 240	21 152 240	32 196 429	152,21	152,21	32 196 429
61352	Location de matériel informatique	55 800 700	55 800 700	55 851 765	100,09	100,09	55 851 765
614	Charges locatives et de copropriété	4 469 500	4 469 500	3 616 233	80,91	80,91	3 616 233
615	Entretien et réparations	45 356 000	62 792 247	38 068 322	83,93	60,63	38 068 322
616	Primes d'assurances	2 259 009	2 259 009	1 717 571	76,03	76,03	1 717 571
617	Etudes et recherches	31 000 000	31 000 000	2 218 687	7,16	7,16	2 218 687
618	Divers services extérieurs	13 281 434	13 281 434	5 176 548	38,98	38,98	5 176 548
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	90 500 000	90 500 000	33 245 357	36,74	36,74	33 245 357
623	Publicité, publications, relations publiques	15 808 000	15 808 000	5 131 704	32,46	32,46	5 131 704
624	Transports	29 545 000	29 545 000	6 103 144	20,66	20,66	6 103 144
625	Déplacements et missions	32 570 000	32 570 000	10 045 966	30,84	30,84	10 045 966
626	Frais postaux et frais de télécommunications	19 000 000	19 000 000	10 799 410	56,84	56,84	10 799 410
627	Services bancaires et assimilés	500 000	500 000	417 877	83,58	83,58	417 877
628	Divers - autres services extérieurs	50 333 800	100 397 031	126 240 228	250,81	125,74	126 240 228
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	7 500 000	7 500 000	5 110 141	68,14	68,14	5 110 141
6518	Autres - aides à la personne	670 000 000	763 000 000	617 967 522	92,23	80,99	617 967 522
6527	Aides au secteur du logement....	2 000 000	2 000 000				
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100,00	100,00	50 000 000
658	Charges diverses de gestion courante			838 453			838 453
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..		61 925	527 336		851,57	527 336
672	Charges sur exercices antérieurs			148 376 339			148 376 339
673	Titres annulés	5 000 000	11 000 000	7 159 682	143,19	65,09	7 159 682
674331	Office polynésien de l'habitat	850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	217,65	100,00	1 850 000 000
677	Travaux en régie (e/o)	10 000 000	10 000 000				
678	Autres charges exceptionnelles			1 661 755			1 661 755
	DEPENSES INDIRECTES	1 215 831 000	1 215 831 000	1 378 133 710	113,35	113,35	1 378 133 710
962	Personnel	1 215 831 000	1 215 831 000	1 378 133 710	113,35	113,35	1 378 133 710
	R E C E T T E S	721 000 000	721 000 000	878 308 884	121,82	121,82	878 308 884
	RECETTES DIRECTES	721 000 000	721 000 000	878 308 884	121,82	121,82	878 308 884
619	Rrr obtenus sur services extérieurs			9 085			9 085
629	Rrr obtenus sur autres services extérieurs			256 245			256 245
7034	Redevance d'occupation du domaine public maritime	250 000 000	250 000 000	379 285 016	151,71	151,71	379 285 016
7038	Autres redevances & recettes d'utilisateur* domaine	80 000 000	80 000 000	100 196 701	125,25	125,25	100 196 701
7062	Reproduction de documents	191 000 000	191 000 000	242 292 367	126,85	126,85	242 292 367
722	Immobilisations corporelles (e/o)	10 000 000	10 000 000				
747	Participations			463 579			463 579
752	Revenus des immeubles	190 000 000	190 000 000	100 114 824	52,69	52,69	100 114 824
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			2 323 336			2 323 336
772	Produits sur exercices antérieurs			8 409 136			8 409 136
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			44 958 595			44 958 595
	R E S U L T A T	- 2 548 641 264	- 3 715 202 667	- 3 587 967 286	140,78	96,58	- 3 587 967 286

GESTION FISCALE

Mission 990 (EN FRANCS CFP)

Page 52

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
		D E P E N S E S	37 360 311 380	36 356 031 652	34 482 136 861	92,30	94,85	34 482 136 861
D E P E N S E S D I R E C T E S		36 538 342 380	35 534 062 652	33 549 495 769	91,82	94,42	33 549 495 769
606	Achats non stockés de matières et fournitures	21 355 500	21 355 500	19 244 118	90,11	90,11	19 244 118
613	Locations	183 000	183 000	4 474 766	2445,23	2445,23	4 474 766
61352	Location de matériel informatique	47 486 000	47 486 000	46 886 000	98,74	98,74	46 886 000
615	Entretien et réparations	8 115 880	8 115 880	7 699 995	94,88	94,88	7 699 995
616	Primes d'assurances	110 000	110 000	64 052	58,23	58,23	64 052
618	Divers services extérieurs	1 021 000	3 138 669	4 902 099	480,13	156,18	4 902 099
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	48 500 000	48 500 000	1 507 528	3,11	3,11	1 507 528
623	Publicité, publications, relations publiques	30 125 000	30 125 000	12 043 344	39,98	39,98	12 043 344
624	Transports	1 921 000	1 921 000	887 076	46,18	46,18	887 076
625	Déplacements et missions	5 300 000	5 300 000	2 654 770	50,09	50,09	2 654 770
626	Frais postaux et frais de télécommunications	23 250 000	23 250 000	16 006 856	68,85	68,85	16 006 856
627	Services bancaires et assimilés	5 000 000	5 000 000	1 749 315	34,99	34,99	1 749 315
628	Divers - autres services extérieurs	59 525 000	59 627 603	30 203 785	50,74	50,65	30 203 785
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 020 000 000	1 015 000 000	343 432 930	33,67	33,84	343 432 930
658	Charges diverses de gestion courante	725 000	725 000				
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences.procé..	725 000	725 000	82 761	11,42	11,42	82 761
6582	Restitution des crédits de tva	2 800 000 000	2 800 000 000	2 746 941 111	98,11	98,11	2 746 941 111
672	Charges sur exercices antérieurs			26 223 603			26 223 603
673	Titres annulés	2 865 000 000	1 763 500 000	980 524 318	34,22	55,60	980 524 318
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct	500 000 000					
7191	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(e/o)	21 000 000 000	21 000 000 000	21 000 000 000	100,00	100,00	21 000 000 000
7192	Exonérations de droits d'enregistrement (e/o)	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	100,00	100,00	2 600 000 000
7392	Crédit d'impôt de défiscalisation locale is (e/o)	4 700 000 000	5 200 000 000	5 090 458 413	108,31	97,89	5 090 458 413
7395	Crédit d'impôt de défiscalisation locale it (e/o)	800 000 000	900 000 000	613 508 929	76,69	68,17	613 508 929
D E P E N S E S I N D I R E C T E S		821 969 000	821 969 000	932 641 092	113,46	113,46	932 641 092
962	Personnel	821 969 000	821 969 000	932 641 092	113,46	113,46	932 641 092
R E C E T T E S		141 530 000 000	142 130 000 000	159 022 183 281	112,36	111,89	159 022 183 281
R E C E T T E S D I R E C T E S		141 530 000 000	142 130 000 000	159 022 183 281	112,36	111,89	159 022 183 281
706	Prestations de services			6 568 120			6 568 120
7111	Tva à l'importation	26 377 000 000	26 377 000 000	27 030 917 464	102,48	102,48	27 030 917 464
7112	Tva régime intérieur	27 542 000 000	27 542 000 000	32 392 853 985	117,61	117,61	32 392 853 985
712	Droits à l'importation			177 472 017			177 472 017
71211	Taxe de consommation sur les hydrocarbures	3 896 000 000	3 896 000 000	4 004 853 474	102,79	102,79	4 004 853 474
71212	Taxe intérieure sur les produits pétroliers	259 000 000	259 000 000	239 655 440	92,53	92,53	239 655 440
71213	Taxe spéciq. exceptionnelle s/certains carburant	1 102 000 000	1 102 000 000	1 100 323 700	99,85	99,85	1 100 323 700
71221	Taxe supplémentaire de solidarité ad valorem	39 000 000	39 000 000	41 615 340	106,71	106,71	41 615 340
71223	Taxe spécifique sur consommation boissons viniques	171 000 000	171 000 000	161 610 796	94,51	94,51	161 610 796
71224	Taxe de consommation s'autres boissons alcoolisées	68 000 000	68 000 000	60 754 846	89,35	89,35	60 754 846
71225	Taxe pour le développement du sport et de la jeunesse	502 000 000	502 000 000	443 700 504	88,39	88,39	443 700 504
71226	Droit spécifique spécial de cons° sur la bière	201 000 000	201 000 000	177 479 585	88,30	88,30	177 479 585
71251	Taxe spécifique arands travaux et routes	691 000 000	691 000 000	686 663 941	99,37	99,37	686 663 941
71261	Droits de douane	8 855 000 000	8 855 000 000	9 008 940 849	101,74	101,74	9 008 940 849
71262	Taxe pour l'environnement, l'agriculture et pêche	3 404 000 000	3 404 000 000	3 608 435 733	106,01	106,01	3 608 435 733
71263	Taxe de statistique	196 000 000	196 000 000	171 756 266	87,63	87,63	171 756 266
71271	Taxe forfaitaire postale	85 000 000	85 000 000	164 818 910	193,90	193,90	164 818 910
71272	Taxe forfaitaire voyageurs	49 000 000	49 000 000	93 339 744	190,49	190,49	93 339 744

GESTION FISCALE

Mission 990 (EN FRANCS CFP)

Page 54

MISSION/ ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
71281	Taxe de développement local	2 130 000 000	2 130 000 000	2 181 307 453	102,41	102,41	2 181 307 453
71283	Taxe spéciale spécifique de consommation	1 326 000 000	1 326 000 000	1 289 668 962	97,26	97,26	1 289 668 962
71284	Taxe de compensation s/ tabacs et alcools importés	109 000 000	109 000 000	116 204 582	106,61	106,61	116 204 582
713	Droits intérieurs de consommation			5 601 230			5 601 230
71332	Cps régime intérieur	3 000 000	3 000 000	5 952 802	198,43	198,43	5 952 802
71381	Taxe sur les conventions d'assurance	1 445 000 000	1 445 000 000	1 658 538 637	114,78	114,78	1 658 538 637
71384	Taxe sur les jeux	1 066 000 000	1 066 000 000	938 380 789	88,03	88,03	938 380 789
7141	Droits spécifiques sur les perles exportées	301 000 000	301 000 000	599 032 379	199,01	199,01	599 032 379
7151	Droits d'enregistrement	4 500 000 000	4 500 000 000	5 695 528 388	126,57	126,57	5 695 528 388
7152	Droit de timbre et de visa	521 000 000	521 000 000	692 861 200	132,99	132,99	692 861 200
7154	Taxe de publicité immobilière	180 000 000	180 000 000	298 180 425	165,66	165,66	298 180 425
7181	Amendes et confiscations - douanes	50 000 000	50 000 000	334 992 355	669,98	669,98	334 992 355
7182	Amendes et pénalités daf	35 000 000	35 000 000	49 193 968	140,55	140,55	49 193 968
7183	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(e/o)	21 000 000 000	21 000 000 000	21 000 000 000	100,00	100,00	21 000 000 000
7185	Exonérations de droits d'enregistrement (e/o)	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	100,00	100,00	2 600 000 000
731	Impôts et taxes sur le revenu			304 583 925			304 583 925
73111	Impôt sur le bénéfice des sociétés	9 310 000 000	9 310 000 000	12 401 151 242	133,20	133,20	12 401 151 242
73112	Crédit d'impôt de défiscalisation locale is (e/o)	4 700 000 000	5 200 000 000	5 090 458 413	108,31	97,89	5 090 458 413
73113	Contribution supplémentaire impôt bénéfice société	3 401 000 000	3 401 000 000	5 307 549 235	156,06	156,06	5 307 549 235
73114	Impôt sur les transactions	3 150 000 000	3 150 000 000	3 353 305 921	106,45	106,45	3 353 305 921
73115	Crédit d'impôt de défiscalisation locale it (e/o)	800 000 000	900 000 000	613 508 929	76,69	68,17	613 508 929
73116	Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	2 469 000 000	2 469 000 000	2 680 299 404	108,56	108,56	2 680 299 404
73123	Impôt forfaitaire s/les stés civiles de participat	20 000 000	20 000 000	19 800 000	99,00	99,00	19 800 000
73124	Impôt sur les plus-values immobilières	450 000 000	450 000 000	541 988 837	120,44	120,44	541 988 837
73126	Retenue à la source sur les revenus	1 284 000 000	1 284 000 000	1 828 487 122	142,41	142,41	1 828 487 122
73127	Impôt forfaitaire des très petites entreprises	166 000 000	166 000 000	171 002 761	103,01	103,01	171 002 761
73130	Taxe sur chiffre d'affaire des services télécom	470 000 000	470 000 000	378 781 869	80,59	80,59	378 781 869
7321	Taxe de mise en circulation	1 355 000 000	1 355 000 000	1 347 339 078	99,43	99,43	1 347 339 078
7322	Taxe d'environnement pour le recyclage véhicules	248 000 000	248 000 000	253 490 000	102,21	102,21	253 490 000
7331	Impôt foncier sur les propriétés bâties	3 073 000 000	3 073 000 000	3 252 458 335	105,84	105,84	3 252 458 335
7343	Redevance de promotion touristique	1 000 000 000	1 000 000 000	1 702 272 128	170,23	170,23	1 702 272 128
738	Autres impôts et taxes directs			92 400			92 400
7383	Taxe d'apprentissage	212 000 000	212 000 000	220 576 477	104,05	104,05	220 576 477
7386	Impôt forfaitaire sur les stations radioélectrique	130 000 000	130 000 000	130 647 000	100,50	100,50	130 647 000
7387	Amendes et pénalités - contributions	532 000 000	532 000 000	1 972 245 723	370,72	370,72	1 972 245 723
763	Intérêts des traites en douane	57 000 000	57 000 000	125 788 716	220,68	220,68	125 788 716
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			557 581			557 581
772	Produits sur exercices antérieurs			236 411 179			236 411 179
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)			700 261			700 261
778	Autres produits exceptionnels			51 482 861			51 482 861
	R E S U L T A T	104 169 688 620	105 773 968 348	124 540 046 420	119,55	117,74	124 540 046 420

GESTION FINANCIERE			Mission 991 (EN FRANCS CFP)				Page 56
MISSION/ARTICLE	LIBELLE	PREVISIONS PRIMITIVES 2023 (A)	PREVISIONS MODIFIEES 2023 (B)	REALISATIONS Mandats ou Titres y compris dépenses imprévues et cessions immobilisations (C)	% (C/A)	% (C/B)	REALISATIONS Hors travaux en régie
	D E P E N S E S	18 304 606 061	20 986 941 588	19 816 349 731	108,26	94,42	19 816 349 731
	DEPENSES DIRECTES	17 410 607 149	20 092 942 676	19 783 726 064	113,63	98,46	19 783 726 064
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	636 590 388	636 590 388	126 113 516	19,81	19,81	126 113 516
627	Services bancaires et assimilés			40 482 230			40 482 230
651	Aides à la personne	2 052 000	2 052 000	1 368 000	66,67	66,67	1 368 000
654	Pertes sur créances irrécouvrables			108 906 168			108 906 168
6556M	Fonds de la protection sociale universelle		2 756 000 000	2 756 000 000		100,00	2 756 000 000
661	Charges d'intérêts	4 000 000 000	3 736 204 426	3 388 056 669	84,70	90,68	3 388 056 669
666	Pertes de change	4 500 000	4 500 000	1 519 156	33,76	33,76	1 519 156
672	Charges sur exercices antérieurs			849 109			849 109
673	Titres annulés	35 000 000	35 000 000	91 830 551	262,37	262,37	91 830 551
678	Autres charges exceptionnelles			17 260 143			17 260 143
681	Dotat° amort. & aux provis° - charges de fct	12 689 564 761	12 779 322 862	13 108 116 116	103,30	102,57	13 108 116 116
686	Dotat° amortis. et provis° - charges financières	42 900 000	42 900 000	42 851 406	99,89	99,89	42 851 406
687	Dotat° amortissements & provis° - chard. exceptionn.		100 373 000	100 373 000		100,00	100 373 000
	DEPENSES INDIRECTES	893 998 912	893 998 912	32 623 667	3,65	3,65	32 623 667
962	Personnel	893 998 912	893 998 912	32 623 667	3,65	3,65	32 623 667
	R E C E T T E S	28 703 067 152	28 641 264 454	28 148 403 747	98,07	98,28	28 148 403 747
	RECETTES DIRECTES	28 703 067 152	28 641 264 454	28 148 403 747	98,07	98,28	28 148 403 747
629	Rr obtenus sur autres services extérieurs			89 499			89 499
661	Charges d'intérêts			22 365 026			22 365 026
708	Autres produits			794 300			794 300
7411	Dotation globale d'autonomie (dga)	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 923	100,00	100,00	10 805 727 923
7477	Participations du fonds européens & internationaux	715 980 000	715 980 000	715 990 453	100,00	100,00	715 990 453
758	Divers - autres produits d'activité			6 970 000			6 970 000
7581	Amendes et confiscations non fiscales	99 000 000	99 000 000	35 397 841	35,76	35,76	35 397 841
7588	Autres-divers autres produits d'activité	114 000 000	114 000 000	85 226 950	74,76	74,76	85 226 950
7611	Sociétés	250 000 000	250 000 000	394 576 325	157,83	157,83	394 576 325
7621	Pduits autres immo financières- encaissées échéanc	380 000 000	380 000 000	407 073 010	107,12	107,12	407 073 010
766	Gains de change	100 000	100 000	3 861	3,86	3,86	3 861
768	Autres produits financiers	14 927 634	14 927 634	17 035 209	114,12	114,12	17 035 209
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	4 000 000	4 000 000	9 871 435	246,79	246,79	9 871 435
772	Produits sur exercices antérieurs			68 787 824			68 787 824
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	600 000 000	600 000 000	146 300	0,02	0,02	146 300
7768	Neutralisation des amortissements	1 900 632 135	1 900 438 660	1 900 438 660	99,99	100,00	1 900 438 660
777	Quote-part sub. inv trsférées au cpte de résultat	1 053 134 698	991 525 475	991 525 475	94,15	100,00	991 525 475
778	Autres produits exceptionnels	1 600 000 000	1 600 000 000	1 520 818 895	95,05	95,05	1 520 818 895
7871	Reprises sur prov chas à venir pqe	11 165 564 761	11 165 564 761	11 165 564 761	100,00	100,00	11 165 564 761
	R E S U L T A T	10 398 461 091	7 654 322 866	8 332 054 016	80,13	108,85	8 332 054 016

BALANCE FONCTIONNELLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT - EXERCICE 2023

BUDGET GÉNÉRAL

Mission/ CSR(*1)/ LB(*2)	LIBELLE	TOTAL DEPENSES DIRECTES			%			TOTAL RECETTES DIRECTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL	BUDGET PRIMITIF (4)	BUDGET MODIFIE (5)	EMISSIONS Y COMPRIS PRODUITS DES CESSIONS (6)	(6)/(4)	(6)/(5)	TOTAL
		179 785 433 619	203 339 286 929	163 550 510 331	90,97	80,43	100,00	179 785 433 619	203 339 286 929	199 608 106 440	111,03	98,17	100,00
002	Résultat de fonctionnement reporté				0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	400 000 000	400 000 000		0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00
023	VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT	22 055 675 243	30 575 936 761		0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00
960	POUVOIRS PUBLICS	4 980 498 227	5 072 573 748	4 533 643 550	91,03	89,38	2,77	122 000 000	127 966 587	138 512 272	113,53	108,24	0,07
961	MOYENS INTERNES	1 298 586 970	1 342 131 555	901 917 609	69,45	67,20	0,55	687 000 000	687 000 000	571 060 811	83,12	83,12	0,29
962	PERSONNEL	33 152 420 747	33 951 561 507	33 440 100 534	100,87	98,49	20,45	1 339 676 436	1 403 167 205	1 725 916 565	128,83	123,00	0,86
963	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	21 410 729 123	23 967 939 096	23 316 047 861	108,90	97,28	14,26	1 306 522 899	1 306 522 899	1 943 392 444	148,75	148,75	0,97
964	TOURISME	2 240 059 750	2 246 837 550	2 141 680 608	95,61	95,32	1,31		6 777 800	11 359 589	0,00	167,60	0,01
965	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRIES	3 749 711 608	4 455 397 428	4 079 980 914	108,81	91,57	2,49	290 000 000	881 626 545	844 324 902	291,15	95,77	0,42
966	ECONOMIE GENERALE	3 364 719 179	5 070 263 777	4 566 939 644	135,73	90,07	2,79	177 000 000	177 000 000	280 226 311	158,32	158,32	0,14
967	TRAVAIL ET EMPLOI	7 561 814 987	9 264 965 093	8 210 573 219	108,58	88,62	5,02	25 690 752	26 020 385	96 199 723	374,45	369,71	0,05
968	CULTURE ET PATRIMOINE	1 241 951 072	1 257 002 782	1 220 162 058	98,25	97,07	0,75			8 486 058	0,00	0,00	0,00
969	ENSEIGNEMENT	4 701 688 887	4 770 078 796	4 569 780 367	97,19	95,80	2,79	786 324 225	807 923 123	915 239 376	116,39	113,28	0,46
970	SANTE	4 030 193 664	7 694 949 521	7 430 365 953	184,37	96,56	4,54	1 267 326 969	1 809 278 193	1 816 879 786	143,36	100,42	0,91
971	VIE SOCIALE	5 048 196 437	5 317 918 108	5 110 022 784	101,22	96,09	3,12	514 494 391	503 050 431	559 489 935	108,75	111,22	0,28
973	ENVIRONNEMENT	918 113 164	918 613 804	810 855 852	88,32	88,27	0,50	48 000 000	48 000 000	40 357 744	84,08	84,08	0,02
974	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	4 134 238 111	4 280 245 442	3 599 375 487	87,06	84,09	2,20	719 000 000	754 305 020	513 723 765	71,45	68,11	0,26
975	TRANSPORTS	3 494 076 657	3 905 494 966	3 197 699 598	91,52	81,88	1,96	1 548 330 795	1 884 177 063	2 094 041 247	135,25	111,14	1,05
976	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	2 053 810 264	3 220 371 667	3 088 142 460	150,36	95,89	1,89	721 000 000	721 000 000	878 308 884	121,82	121,82	0,44
990	GESTION FISCALE	36 538 342 380	35 534 062 652	33 549 495 769	91,82	94,42	20,51	141 530 000 000	142 130 000 000	159 022 183 281	112,36	111,89	79,67
991	GESTION FINANCIERE	17 410 607 149	20 092 942 676	19 783 726 064	113,63	98,46	12,10	28 703 067 152	28 641 264 454	28 148 403 747	98,07	98,28	14,10
	TOTAL GENERAL	179 785 433 619	203 339 286 929	163 550 510 331	90,97	80,43	100,00	179 785 433 619	203 339 286 929	199 608 106 440	111,03	98,17	100,00
	EXCEDENT SECTION FONCTIONNEMENT			36 057 596 109									

*1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 022,023

*2 - LB : Lignes budgétaires : 002

BALANCE FONCTIONNELLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT - EXERCICE 2023 - (après ventilation des dépenses indirectes)

BUDGET GÉNÉRAL

Mission / CSR(*1)/ LB(*2)	LIBELLE	TOTAL DEPENSES			%			TOTAL RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIÉ (2)	MANDATS Y COMPRIS DÉPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL	BUDGET PRIMITIF (4)	BUDGET MODIFIÉ (5)	EMISSIONS Y COMPRIS PRODUITS DES CESSIONS (6)	(6)/(4)	(6)/(5)	TOTAL
		212 151 914 229	236 451 591 530	195 103 137 982	91,96	82,51	100,00	212 151 914 229	236 451 591 530	231 160 734 091	108,96	97,76	100,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0			0,00	0,00	0,00		21 424 207 224		0,00	0,00	0,00
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	400 000 000	400 000 000		0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00
023	VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT	22 055 675 243	30 575 936 761		0,00	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00
960	POUVOIRS PUBLICS	8 918 248 227	9 035 129 748	8 417 856 513	94,39	93,17	4,31	1 099 067 000	1 129 839 587	945 034 536	85,99	83,64	0,41
961	MOYENS INTERNES	2 877 527 970	2 921 072 555	2 706 218 375	94,05	92,64	1,39	687 000 000	687 000 000	571 060 811	83,12	83,12	0,25
962	PERSONNEL	35 813 203 881	37 312 066 641	34 095 543 339	95,20	91,38	17,48	32 729 090 046	33 513 598 806	32 472 021 952	99,21	96,89	14,05
963	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	21 633 641 123	24 190 851 096	23 572 109 724	108,96	97,44	12,08	1 306 522 899	1 306 522 899	1 943 392 444	148,75	148,75	0,84
964	TOURISME	2 451 264 750	2 458 042 550	2 360 334 928	96,29	96,02	1,21		6 777 800	11 359 589	0,00	167,60	0,00
965	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	5 800 110 324	6 507 519 051	6 123 804 993	105,58	94,10	3,14	290 000 000	881 626 545	844 324 902	291,15	95,77	0,37
966	ECONOMIE GENERALE	3 849 228 179	5 554 772 777	5 109 805 166	132,75	91,99	2,62	177 000 000	177 000 000	280 226 311	158,32	158,32	0,12
967	TRAVAIL ET EMPLOI	8 288 251 739	9 993 974 929	8 939 970 355	107,86	89,45	4,58	25 690 752	26 020 385	96 199 723	374,45	369,71	0,04
968	CULTURE ET PATRIMOINE	1 460 915 072	1 475 966 782	1 453 667 172	99,50	98,49	0,75			8 486 058	0,00	0,00	0,00
969	ENSEIGNEMENT	7 833 942 503	7 902 332 412	7 832 426 568	99,98	99,12	4,01	786 324 225	807 923 123	915 239 376	116,39	113,28	0,40
970	SANTE	10 801 394 664	14 466 150 521	15 399 755 737	142,57	106,45	7,89	1 267 326 969	1 809 278 193	1 816 879 786	143,36	100,42	0,79
971	VIE SOCIALE	6 705 314 437	6 975 036 108	6 867 543 786	102,42	98,46	3,52	514 494 391	503 050 431	559 489 935	108,75	111,22	0,24
973	ENVIRONNEMENT	1 184 354 164	1 184 854 804	1 078 436 917	91,06	91,02	0,55	48 000 000	48 000 000	40 357 744	84,08	84,08	0,02
974	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	6 976 046 111	7 122 053 442	6 440 895 836	92,33	90,44	3,30	719 000 000	754 305 020	513 723 765	71,45	68,11	0,22
975	TRANSPORTS	6 168 237 137	6 596 655 446	5 940 005 811	96,30	90,05	3,04	1 548 330 795	1 884 177 063	2 094 041 247	135,25	111,14	0,91
976	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	3 269 641 264	4 436 202 667	4 466 276 170	136,60	100,68	2,29	721 000 000	721 000 000	878 308 884	121,82	121,82	0,38
990	GESTION FISCALE	37 360 311 380	36 356 031 652	34 482 136 861	92,30	94,85	17,67	141 530 000 000	142 130 000 000	159 022 183 281	112,36	111,89	68,79
991	GESTION FINANCIERE	18 304 606 061	20 986 941 588	19 816 349 731	108,26	94,42	10,16	28 703 067 152	28 641 264 454	28 148 403 747	98,07	98,28	12,18
	TOTAL GENERAL	212 151 914 229	236 451 591 530	195 103 137 982	91,96	82,51	100,00	212 151 914 229	236 451 591 530	231 160 734 091	108,96	97,76	100,00
	EXCEDENT SECTION FONCTIONNEMENT			36 057 596 109									

*1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 022,023

*2 - LB : Lignes budgétaires : 002

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRISES CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
0	Comptes de statistique		21 424 207 224	0		0,00	0,00
00	Résultat reporté		21 424 207 224	0		0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté		21 424 207 224	0		0,00	0,00
6	Comptes de charges	274 000 000	769 411 845	827 732 897	302,09	107,58	0,41
60	Achats et variation des stocks		495 411 845	483 036 663		97,50	0,24
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements		495 411 845	482 701 304		97,43	0,24
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats			335 359			0,00
61	Services extérieurs			660 195			0,00
619	RRR obtenus sur services extérieurs			660 195			0,00
62	Autres services extérieurs			6 095 327			0,00
629	RRR obtenus sur autres services extérieurs			6 095 327			0,00
64	Charges de personnel	274 000 000	274 000 000	280 555 673	102,39	102,39	0,14
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	274 000 000	274 000 000	279 683 228	102,07	102,07	0,14
645	Charges sociales			872 445			0,00
65	Autres charges d'activité			35 020 013			0,02
651	Aides à la personne			563 198			0,00
652	Aides à caractère économique			24 822 259			0,01
653	Indemnités,vacances,frais mission élus,mb instit			2 212 649			0,00
657	Subventions			7 421 907			0,00
66	Charges financières			22 365 026			0,01
661	Charges d'intérêts			22 365 026			0,01
7	Comptes de produits	179 511 433 619	181 145 667 860	198 780 373 543	110,73	109,74	99,59
70	Produits des scs du domaine et ventes diverses	2 031 000 000	2 031 000 000	1 973 988 787	97,19	97,19	0,99
7011	Produits de l'imprimerie officielle	120 000 000	120 000 000	95 541 220	79,62	79,62	0,05
7021	Ventes de bétail	2 000 000	2 000 000	3 013 230	150,66	150,66	0,00
7022	Coupes de bois	16 000 000	16 000 000	11 493 245	71,83	71,83	0,01
7028	Autres produits	24 000 000	24 000 000	25 758 351	107,33	107,33	0,01
7031	Redevances aéroportuaires	61 000 000	61 000 000	119 087 536	195,23	195,23	0,06
7033	Redevance sur les agrégats	32 000 000	32 000 000	17 172 782	53,66	53,66	0,01
7034	Redevance d'occupation du domaine public maritime	250 000 000	250 000 000	379 285 016	151,71	151,71	0,19
7038	Autres redevances & recettes d'utilisat° domaine	80 000 000	80 000 000	101 156 701	126,45	126,45	0,05
7061	Transports	70 000 000	70 000 000	80 273 042	114,68	114,68	0,04
7062	Reproduction de documents	191 000 000	191 000 000	242 806 875	127,12	127,12	0,12
7063	Recettes des structures de soins	460 000 000	460 000 000	247 666 504	53,84	53,84	0,12
7064	Recouvrements des frais SOFIX	71 000 000	71 000 000	74 224 465	104,54	104,54	0,04
7068	Autres prestations de services	66 000 000	66 000 000	78 435 489	118,84	118,84	0,04
707	Ventes de marchandises	1 000 000	1 000 000	590 000	59,00	59,00	0,00
708	Autres produits			2 157 463			0,00
7082	Commissions	1 000 000	1 000 000	819 223	81,92	81,92	0,00
70831	Location de matériel informatique	538 000 000	538 000 000	494 157 045	91,85	91,85	0,25
70838	Autres locations diverses (autres qu'immeubles)	48 000 000	48 000 000	350 600	0,73	0,73	0,00

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRISE CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
71	Impôts et taxes indirects	108 703 000 000	108 703 000 000	117 030 635 764	107,66	107,66	58,63
7111	TVA à l'importation	26 377 000 000	26 377 000 000	27 030 917 464	102,48	102,48	13,54
7112	TVA régime intérieur	27 542 000 000	27 542 000 000	32 392 853 985	117,61	117,61	16,23
712	Droits à l'importation			177 472 017		0,09	
71211	Taxe de consommation sur les hydrocarbures	3 896 000 000	3 896 000 000	4 004 853 474	102,79	102,79	2,01
71212	Taxe intérieure sur les produits pétroliers	259 000 000	259 000 000	239 655 440	92,53	92,53	0,12
71213	Taxe spéciq. exceptionnelle s/certains carburant	1 102 000 000	1 102 000 000	1 100 323 700	99,85	99,85	0,55
71221	Taxe supplémentaire de solidarité ad valorem	39 000 000	39 000 000	41 615 340	106,71	106,71	0,02
71223	Taxe spécifique sur consommation boissons viniques	171 000 000	171 000 000	161 610 796	94,51	94,51	0,08
71224	Taxe de consommation s'autres boissons alcoolisées	68 000 000	68 000 000	60 754 846	89,35	89,35	0,03
71225	Taxe pour le développement du sport et de la jeune	502 000 000	502 000 000	443 700 504	88,39	88,39	0,22
71226	Droit spécifique spécial de cons° sur la bière	201 000 000	201 000 000	177 479 585	88,30	88,30	0,09
71251	Taxe spécifique grands travaux et routes	691 000 000	691 000 000	686 663 941	99,37	99,37	0,34
71261	Droits de douane	8 855 000 000	8 855 000 000	9 008 940 849	101,74	101,74	4,51
71262	Taxe pour l'environnement, l'agriculture et pêche	3 404 000 000	3 404 000 000	3 608 435 733	106,01	106,01	1,81
71263	Taxe de statistique	196 000 000	196 000 000	171 756 266	87,63	87,63	0,09
71271	Taxe forfaitaire postale	85 000 000	85 000 000	164 818 910	193,90	193,90	0,08
71272	Taxe forfaitaire voyageurs	49 000 000	49 000 000	93 339 744	190,49	190,49	0,05
71281	Taxe de développement local	2 130 000 000	2 130 000 000	2 181 307 453	102,41	102,41	1,09
71283	Taxe spéciale spécifique de consommation	1 326 000 000	1 326 000 000	1 289 668 962	97,26	97,26	0,65
71284	Taxe de compensation s/ tabacs et alcools importés	109 000 000	109 000 000	116 204 582	106,61	106,61	0,06
713	Droits intérieurs de consommation			5 601 230		0,00	
71332	CPS régime intérieur	3 000 000	3 000 000	5 952 802	198,43	198,43	0,00
71381	Taxe sur les conventions d'assurance	1 445 000 000	1 445 000 000	1 658 538 637	114,78	114,78	0,83
71384	Taxe sur les jeux	1 066 000 000	1 066 000 000	938 380 789	88,03	88,03	0,47
7141	Droits spécifiques sur les perles exportées	301 000 000	301 000 000	599 032 379	199,01	199,01	0,30
7151	Droits d'enregistrement	4 500 000 000	4 500 000 000	5 695 528 388	126,57	126,57	2,85
7152	Droit de timbre et de visa	521 000 000	521 000 000	692 861 200	132,99	132,99	0,35
7154	Taxe de publicité immobilière	180 000 000	180 000 000	298 180 425	165,66	165,66	0,15
7181	Amendes et confiscations - Douanes	50 000 000	50 000 000	334 992 355	669,98	669,98	0,17
7182	Amendes et pénalités DAF	35 000 000	35 000 000	49 193 968	140,55	140,55	0,02
7183	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(E/O)	21 000 000 000	21 000 000 000	21 000 000 000	100,00	100,00	10,52
7185	Exonérations de droits d'enregistrement (E/O)	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	100,00	100,00	1,30
72	Travaux en régie (E/O)	1 301 995 000	1 306 875 000	436 720 196	33,54	33,42	0,22
721	Immobilisations incorporelles (E/O)			124 651 491			0,06
722	Immobilisations corporelles (E/O)	1 301 995 000	1 306 875 000	312 068 705	23,97	23,88	0,16
73	Impôts et taxes directs	32 770 000 000	33 370 000 000	41 570 038 799	126,85	124,57	20,83
731	Impôts et taxes sur le revenu			304 583 925			0,15
73111	Impôt sur le bénéfice des sociétés	9 310 000 000	9 310 000 000	12 401 151 242	133,20	133,20	6,21
73112	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IS (E/O)	4 700 000 000	5 200 000 000	5 090 458 413	108,31	97,89	2,55
73113	Contribution supplémentaire impôt bénéfice société	3 401 000 000	3 401 000 000	5 307 549 235	156,06	156,06	2,66
73114	Impôt sur les transactions	3 150 000 000	3 150 000 000	3 353 305 921	106,45	106,45	1,68

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRISES CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
73115	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IT (E/O)	800 000 000	900 000 000	613 508 929	76,69	68,17	0,31
73116	Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	2 469 000 000	2 469 000 000	2 680 299 404	108,56	108,56	1,34
73123	Impôt forfaitaire s/les stés civiles de participat	20 000 000	20 000 000	19 800 000	99,00	99,00	0,01
73124	Impôt sur les plus-values immobilières	450 000 000	450 000 000	541 988 837	120,44	120,44	0,27
73126	Retenue à la source sur les revenus	1 284 000 000	1 284 000 000	1 828 487 122	142,41	142,41	0,92
73127	Impôt forfaitaire des très petites entreprises	166 000 000	166 000 000	171 002 761	103,01	103,01	0,09
73130	Taxe sur chiffre d'affaire des services télécom	470 000 000	470 000 000	378 781 869	80,59	80,59	0,19
7321	Taxe de mise en circulation	1 355 000 000	1 355 000 000	1 347 339 078	99,43	99,43	0,67
7322	Taxe d'environnement pour le recyclage véhicules	248 000 000	248 000 000	253 490 000	102,21	102,21	0,13
7331	Impôt foncier sur les propriétés bâties	3 073 000 000	3 073 000 000	3 252 458 335	105,84	105,84	1,63
7343	Redevance de promotion touristique	1 000 000 000	1 000 000 000	1 702 272 128	170,23	170,23	0,85
738	Autres impôts et taxes directes			92 400		0,00	
7383	Taxe d'apprentissage	212 000 000	212 000 000	220 576 477	104,05	104,05	0,11
7386	Impôt forfaitaire sur les stations radioélectrique	130 000 000	130 000 000	130 647 000	100,50	100,50	0,07
7387	Amendes et pénalités - Contributions	532 000 000	532 000 000	1 972 245 723	370,72	370,72	0,99
74	Dotations et participations	15 399 556 492	15 724 269 559	16 019 760 175	104,03	101,88	8,03
7411	Dotation Globale d'Autonomie (DGA)	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 923	100,00	100,00	5,41
747	Participations			7 517 900		0,00	
74711	Participations de l'Etat - Education	1 665 000 000	1 686 759 638	1 691 207 549	101,57	100,26	0,85
74712	Participations de l'Etat - Santé	477 326 969	477 326 969	477 326 969	100,00	100,00	0,24
74715	Participations de l'Etat - Jeunesse et sport	172 000 000	156 813 343	180 528 168	104,96	115,12	0,09
74718	Autres participations de l'Etat	1 543 521 599	1 779 322 783	2 091 795 933	135,52	117,56	1,05
7476	Participations de la Caisse de prévoyance sociale	20 000 000	20 000 000	49 201 701	246,01	246,01	0,02
7477	Participations du Fonds européens & internationaux	715 980 000	715 980 000	715 990 453	100,00	100,00	0,36
7478	Autres participations			82 338 902		0,56	0,00
75	Autres produits d'activité	683 000 000	683 360 000	628 344 096	92,00	91,95	0,31
752	Revenus des immeubles	190 000 000	190 360 000	216 629 284	114,02	113,80	0,11
754	Redevances perçues au titre propriété industrielle	157 000 000	157 000 000	142 202 607	90,57	90,57	0,07
757	Redevances versées par les fermiers	10 000 000	10 000 000	10 201 352	102,01	102,01	0,01
7581	Amendes et confiscations non fiscales	112 000 000	112 000 000	114 363 607	102,11	102,11	0,06
7588	Autres-Divers autres produits d'activité	214 000 000	214 000 000	144 947 246	67,73	67,73	0,07
76	Produits financiers	702 027 634	702 027 634	953 006 770	135,75	135,75	0,48
7611	Sociétés	250 000 000	250 000 000	394 576 325	157,83	157,83	0,20
7621	Pduits autres immo financières- encaissées échéanc	380 000 000	380 000 000	415 602 659	109,37	109,37	0,21
763	Intérêts des traites en douane	57 000 000	57 000 000	125 788 716	220,68	220,68	0,06
766	Gains de change	100 000	100 000	3 861	3,86	3,86	0,00
768	Autres produits financiers	14 927 634	14 927 634	17 035 209	114,12	114,12	0,01
77	Produits exceptionnels	5 478 766 833	6 133 048 007	7 675 791 296	140,10	125,15	3,85
7711	Dédits et pénalités perçus	26 000 000	26 000 000	36 431 642	140,12	140,12	0,02
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	4 000 000	4 000 000	9 871 435	246,79	246,79	0,00
772	Produits sur exercices antérieurs	295 000 000	295 000 000	882 522 732	299,16	299,16	0,44

EXECUTION DES RECETTES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

MISSION/ LIGNE BUDGETAIRE/ ARTICLE	LIBELLE	RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	600 000 000	1 280 778 852	2 148 313 064	358,05	167,73	1,08
7768	Neutralisation des amortissements	1 900 632 135	1 900 438 660	1 900 438 660	99,99	100,00	0,95
777	Quote-part sub. inv trsférées au cpte de résultat	1 053 134 698	991 525 475	991 525 475	94,15	100,00	0,50
778	Autres produits exceptionnels	1 600 000 000	1 635 305 020	1 706 688 288	106,67	104,37	0,86
78	Reprises sur amortissements et provisions	12 442 087 660	12 492 087 660	12 492 087 660	100,40	100,00	6,26
781	Reprises amortissements et provisions	1 276 522 899	1 326 522 899	1 326 522 899	103,92	100,00	0,66
7871	Reprises sur prov chges à venir PGE	11 165 564 761	11 165 564 761	11 165 564 761	100,00	100,00	5,59
TOTAL GENERAL		179 785 433 619	203 339 286 929	199 608 106 440	111,03	98,17	100,00

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

Page 1

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
			BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
0	Comptes de statistique	22 455 675 243	30 975 936 761		0	0,00	0,00	0,00	0	0
02	Virement entre sections	22 455 675 243	30 975 936 761		0	0,00	0,00	0,00	0	0
022	Dépenses imprévues	400 000 000	400 000 000		0	0,00	0,00	0,00	0	0
023	Virement à la section d'investissement	22 055 675 243	30 575 936 761		0	0,00	0,00	0,00	0	0
6	Comptes de charges	128 229 758 376	142 663 350 168	134 246 542 989	104,69	94,10	82,08	437 669 712	133 808 873 277	
60	Achats et variation des stocks	3 043 966 514	3 578 422 764	3 437 796 649	112,94	96,07	2,10	115 702 546	3 322 094 103	
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	510 250 000	510 250 000	517 801 292	101,48	101,48	0,32	0	517 801 292	
6032	Variation des stocks des autres approvisionnements	0	495 411 845	495 411 845		100,00	0,30	0	495 411 845	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	2 533 716 514	2 572 760 919	2 424 583 512	95,69	94,24	1,48	115 702 546	2 308 880 966	
61	Services extérieurs	5 378 317 845	5 464 382 978	4 766 578 794	88,63	87,23	2,91	7 694 727	4 758 884 067	
611	Prestations de services (délgt° miss° serv. pub)	1 138 000 000	1 138 000 000	1 137 418 918	99,95	99,95	0,70	0	1 137 418 918	
613	Locations	706 797 803	696 012 803	868 687 659	122,90	124,81	0,53	7 694 727	860 992 932	
61352	Location de matériel informatique	511 705 728	511 705 728	490 857 066	95,93	95,93	0,30	0	490 857 066	
614	Charges locatives et de copropriété	39 353 844	39 469 606	36 373 891	92,43	92,16	0,02	0	36 373 891	
615	Entretien et réparations	1 682 220 765	1 706 557 012	1 342 713 548	79,82	78,68	0,82	0	1 342 713 548	
616	Primes d'assurances	87 843 067	88 125 926	59 016 795	67,18	66,97	0,04	0	59 016 795	
617	Etudes et recherches	622 862 913	662 075 404	437 145 210	70,18	66,03	0,27	0	437 145 210	
618	Divers services extérieurs	589 533 725	622 436 499	394 365 707	66,89	63,36	0,24	0	394 365 707	
62	Autres services extérieurs	9 682 935 934	9 955 215 785	7 310 599 631	75,50	73,43	4,47	71 135 773	7 239 463 858	
622	Rémunerations d'intermédiaires et honoraires	2 915 287 041	3 099 991 041	1 324 293 821	45,43	42,72	0,81	0	1 324 293 821	
623	Publicité, publications, relations publiques	490 032 618	506 609 443	307 573 326	62,77	60,71	0,19	0	307 573 326	
624	Transports	2 496 768 852	2 549 854 549	2 146 531 313	85,97	84,18	1,31	39 578 097	2 106 953 216	
625	Déplacements et missions	1 080 848 810	1 085 567 109	995 405 024	92,09	91,69	0,61	30 737 676	964 667 348	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	520 848 366	521 850 130	433 223 825	83,18	83,02	0,26	0	433 223 825	
627	Services bancaires et assimilés	6 151 000	6 151 000	43 151 389	701,53	701,53	0,03	0	43 151 389	
628	Divers - Autres services extérieurs	2 172 999 247	2 185 192 513	2 060 420 933	94,82	94,29	1,26	820 000	2 059 600 933	
63	Impôts, taxes et versements assimilés	28 676 163	28 676 163	9 239 178	32,22	32,22	0,01	0	9 239 178	
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	28 676 163	28 676 163	9 239 178	32,22	32,22	0,01	0	9 239 178	
64	Charges de personnel	33 226 065 882	34 045 132 642	33 009 296 701	99,35	96,96	20,18	168 276 067	32 841 020 634	
641	Rémunerations du personnel	0	0	3 740 656			0,00	0	3 740 656	
64111	Rémunération brute	25 368 267 731	25 997 966 580	21 459 516 740	84,59	82,54	13,12	0	21 459 516 740	

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

Page 2

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
			BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
64112	Indemnités pour travaux supplémentaires	214 250 000	214 250 000	160 445 481	74,89	74,89	0,10	0	160 445 481	
6413	Personnel non titulaire	252 287 680	274 252 593	4 091 193 617	1621,64	1491,76	2,50	129 518 447	3 961 675 170	
645	Charges sociales	7 287 823 002	7 455 226 000	7 210 088 097	98,93	96,71	4,41	38 757 620	7 171 330 477	
647	Autres charges sociales	35 312 000	35 312 000	19 392 874	54,92	54,92	0,01	0	19 392 874	
6475	Médecine du travail	9 125 469	9 125 469	3 945 165	43,23	43,23	0,00	0	3 945 165	
648	Autres charges de personnel	59 000 000	59 000 000	60 974 071	103,35	103,35	0,04	0	60 974 071	
65	Autres charges d'activité	50 209 603 186	57 112 361 222	53 611 591 828	106,78	93,87	32,78	0	53 611 591 828	
651	Aides à la personne	91 725 498	91 725 498	73 468 241	80,10	80,10	0,04	0	73 468 241	
6512	Secours d'urgence	25 000 000	25 000 000	14 834 016	59,34	59,34	0,01	0	14 834 016	
6513	Bourses	1 174 952 400	1 174 952 400	1 133 146 582	96,44	96,44	0,69	0	1 133 146 582	
6514	Autres prestations	137 895 227	140 052 984	139 258 282	100,99	99,43	0,09	0	139 258 282	
6516	Mobilité des étudiants	44 000 000	44 000 000	37 696 629	85,67	85,67	0,02	0	37 696 629	
6518	Autres - Aides à la personne	670 000 000	763 000 000	617 967 522	92,23	80,99	0,38	0	617 967 522	
652	Aides à caractère économique	1 608 000 000	1 768 130 035	1 503 199 799	93,48	85,02	0,92	0	1 503 199 799	
65212	Emploi et insertion professionnelle	5 200 000 000	6 900 000 000	5 780 669 301	111,17	83,78	3,53	0	5 780 669 301	
6523	Aides sectrs periculture, pêche & aquaculture	32 500 000	32 500 000	95 389 856	293,51	293,51	0,06	0	95 389 856	
6524	Aides aux secteurs de l'agriculture, élevage...	1 302 000 000	1 332 000 000	1 279 019 992	98,24	96,02	0,78	0	1 279 019 992	
6525	Aides sectrs commerce, industrie, des entreprises	172 000 000	172 000 000	77 355 735	44,97	44,97	0,05	0	77 355 735	
6527	Aides au secteur du logement,...	132 000 000	132 000 000	72 621 840	55,02	55,02	0,04	0	72 621 840	
6528	Autres aides à caractère économique	283 000 000	226 000 000	126 354 035	44,65	55,91	0,08	0	126 354 035	
65281	Continuité territoriale archipels	1 600 000 000	1 400 000 000	952 255 858	59,52	68,02	0,58	0	952 255 858	
653	Indemnités,vacations,frais mission élus,mb instit	9 300 000	9 800 000	2 699 737	29,03	27,55	0,00	0	2 699 737	
6531	Indemnités	138 500 000	138 500 000	124 796 260	90,11	90,11	0,08	0	124 796 260	
6532	Frais de mission et de déplacement	30 200 000	30 200 000	20 185 505	66,84	66,84	0,01	0	20 185 505	
6533	Cotisations et pensions de retraite	79 400 000	79 400 000	76 766 014	96,68	96,68	0,05	0	76 766 014	
6534	Cotisations sociales	16 400 000	16 400 000	13 581 526	82,81	82,81	0,01	0	13 581 526	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 020 000 000	1 015 000 000	452 339 098	44,35	44,57	0,28	0	452 339 098	
65511	Etablissements publics	1 412 847 454	1 412 847 454	1 412 847 454	100,00	100,00	0,86	0	1 412 847 454	
65512	Etablissements privés	430 658 304	430 658 304	430 658 304	100,00	100,00	0,26	0	430 658 304	
6552	Fonds intercommunal de péréquation	19 138 592 899	19 138 592 899	19 138 592 899	100,00	100,00	11,70	0	19 138 592 899	
6553	Dotation de fonctionnement de l'APF	2 381 369 000	2 381 369 000	2 381 369 000	100,00	100,00	1,46	0	2 381 369 000	

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

Page 3

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
			BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
6554	Dotation de fonctionnement du CESEC		98 160 816	98 160 816	98 160 816	100,00	100,00	0,06	0	98 160 816
6555	Dotation de fonctionnement de l'APC		24 000 000	24 000 000	24 000 000	100,00	100,00	0,01	0	24 000 000
6556G	Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures		0	200 000 000	200 000 000		100,00	0,12	0	200 000 000
6556H	Fonds de régulation des prix des hydrocarbures		700 000 000	2 144 000 000	2 144 000 000	306,29	100,00	1,31	0	2 144 000 000
6556J	Fds continuité terr aérienne interinsulaire		0	200 000 000	200 000 000		100,00	0,12	0	200 000 000
6556M	Fonds de la protection sociale universelle		0	2 756 000 000	2 756 000 000		100,00	1,69	0	2 756 000 000
6558	Autres contributions		44 200 000	44 200 000	33 335 022	75,42	75,42	0,02	0	33 335 022
656	Participations		2 386 634	2 386 634	40 826 640	1710,64	1710,64	0,02	0	40 826 640
6561	Organismes de regroupement (syndicat mixte entent)		481 630 000	481 630 000	401 706 161	83,41	83,41	0,25	0	401 706 161
6568	Autres participations		483 000 000	501 000 000	473 862 268	98,11	94,58	0,29	0	473 862 268
657	Subventions		0	0	59 511 489			0,04	0	59 511 489
6573	Subventions aux organismes publics		203 700 000	204 200 000	34 081 865	16,73	16,69	0,02	0	34 081 865
657313	Collèges et lycées publics		215 275 216	241 668 831	227 492 456	105,68	94,13	0,14	0	227 492 456
657321	Centre des métiers de la mer de PF (ex IFM-PC)		342 290 000	342 290 000	342 290 000	100,00	100,00	0,21	0	342 290 000
657322	Centre de formation professionnelle des adultes		1 080 250 000	1 080 250 000	1 080 250 000	100,00	100,00	0,66	0	1 080 250 000
657323	Etbs public enseignement, format° profes agricoles		198 000 000	198 000 000	198 000 000	100,00	100,00	0,12	0	198 000 000
657332	Centre hospitalier de Polynésie française		436 000 000	436 000 000	436 000 000	100,00	100,00	0,27	0	436 000 000
657333	Institut d'insertion médico éducatif		401 230 000	401 230 000	401 230 000	100,00	100,00	0,25	0	401 230 000
657334	Fare tama hau		400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,00	100,00	0,24	0	400 000 000
657341	Conservatoire artistique		259 040 000	259 040 000	269 600 000	104,08	104,08	0,16	0	269 600 000
657342	Centre des métiers d'art		157 000 000	157 000 000	157 000 000	100,00	100,00	0,10	0	157 000 000
657343	Te fare tauhiti nui		417 660 000	426 910 000	530 421 483	127,00	124,25	0,32	0	530 421 483
657344	Musée de Tahiti et des îles		157 000 000	157 000 000	180 000 000	114,65	114,65	0,11	0	180 000 000
657348A	Institut de la Jeunesse et des Sports de la Pf		680 000 000	1 005 600 000	1 005 600 000	147,88	100,00	0,61	0	1 005 600 000
657351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagunaire		320 000 000	350 000 000	350 000 000	109,38	100,00	0,21	0	350 000 000
657362	Institut de la statistique		465 000 000	465 000 000	465 000 000	100,00	100,00	0,28	0	465 000 000
6574	Sub. aux associat & autres organismes droit privé		1 859 508 738	1 949 817 774	1 624 599 795	87,37	83,32	0,99	0	1 624 599 795
657421	Syndicats de salariés		19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	0,01	0	19 000 000
657441A	Académie tahitienne		21 738 000	21 738 000	21 738 000	100,00	100,00	0,01	0	21 738 000
657441B	Académie marquiseenne		8 410 000	8 410 000	8 410 000	100,00	100,00	0,01	0	8 410 000
657441C	Académie paumotu mangareva		5 710 000	5 710 000	5 710 000	100,00	100,00	0,00	0	5 710 000

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

Page 4

MISSION / ARTICLE	LIBELLE		DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
			BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
657451A	GIE Tahiti tourisme	495 000 000	495 000 000	495 000 000	100,00	100,00	0,30	0	495 000 000	
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-periculture-pêch	55 500 000	55 500 000	4 000 000	7,21	7,21	0,00	0	4 000 000	
658	Charges diverses de gestion courante	41 618 000	79 618 000	37 645 124	90,45	47,28	0,02	0	37 645 124	
6581	Redevances pr concessions,brevets,licences,procé..	206 955 000	247 848 924	182 944 823	88,40	73,81	0,11	0	182 944 823	
6582	Restitution des crédits de TVA	2 800 000 000	2 800 000 000	2 746 941 111	98,11	98,11	1,68	0	2 746 941 111	
6588	Autres charges diverses de gestion courante	0	23 669	161 290	681,44	0,00	0	0	161 290	
66	Charges financières	4 004 501 000	3 740 705 426	3 389 579 965	84,64	90,61	2,07	0	3 389 579 965	
661	Charges d'intérêts	4 000 000 000	3 736 204 426	3 388 056 669	84,70	90,68	2,07	0	3 388 056 669	
666	Pertes de change	4 501 000	4 501 000	1 523 296	33,84	33,84	0,00	0	1 523 296	
67	Charges exceptionnelles	9 423 227 091	13 032 647 353	12 177 309 748	129,23	93,44	7,45	74 860 599	12 102 449 149	
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	20 500 000	5 207 842		25,40	0,00	0	5 207 842	
672	Charges sur exercices antérieurs	0	0	1 505 054 264		0,92	74 860 599	1 430 193 665		
673	Titres annulés	2 906 734 000	1 870 113 012	1 142 849 769	39,32	61,11	0,70	0	1 142 849 769	
674	Subventions exceptionnelles	700 000	700 000	0	0,00	0,00	0,00	0	0	
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	1 008 000 000	1 008 000 000	1 000 000 000	99,21	99,21	0,61	0	1 000 000 000	
674311	Institut Louis Malardé	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,00	100,00	0,24	0	400 000 000	
674312	Institut du cancer	385 000 000	385 000 000	385 000 000	100,00	100,00	0,24	0	385 000 000	
674331	Office polynésien de l'habitat	850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	217,65	100,00	1,13	0	1 850 000 000	
674338	Autres subv sectr social-solidarité-santé-environt	0	2 750 000 000	2 750 000 000		100,00	1,68	0	2 750 000 000	
674351	Vanille de Tahiti	255 000 000	255 000 000	255 000 000	100,00	100,00	0,16	0	255 000 000	
674352	Etablissement de Teva	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100,00	100,00	0,09	0	150 000 000	
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	2 163 198 091	3 033 859 341	2 650 138 049	122,51	87,35	1,62	0	2 650 138 049	
677	Travaux en régie (E/O)	1 301 995 000	1 306 875 000	0	0,00	0,00	0,00	0	0	
678	Autres charges exceptionnelles	2 600 000	2 600 000	84 059 824	3233,07	3233,07	0,05	0	84 059 824	
68	Dotations aux amortissements et provisions	13 232 464 761	15 705 805 835	16 534 550 495	124,95	105,28	10,11	0	16 534 550 495	
681	Dotat° amort. & aux provis° - Charges de fct	13 189 564 761	15 562 532 835	16 391 326 089	124,27	105,33	10,02	0	16 391 326 089	
686	Dotat° amortis. et provis° - Charges financières	42 900 000	42 900 000	42 851 406	99,89	99,89	0,03	0	42 851 406	
687	Dotat° amortissemts & provis° - Charg. exceptionnn.	0	100 373 000	100 373 000		100,00	0,06	0	100 373 000	
7	Comptes de produits	29 100 000 000	29 700 000 000	29 303 967 342	100,70	98,67	17,92	0	29 303 967 342	
71	Impôts et taxes indirects	23 600 000 000	23 600 000 000	23 600 000 000	100,00	100,00	14,43	0	23 600 000 000	

EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE (SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -

Page 5

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%			TRAVAUX EN REGIE (4)	REALISATIONS NETTES (5) = (3) - (4)
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL		
7191	Exonérations de droits et taxes à l'importat°(E/O)	21 000 000 000	21 000 000 000	21 000 000 000	100,00	100,00	12,84	0	21 000 000 000
7192	Exonérations de droits d'enregistrement (E/O)	2 600 000 000	2 600 000 000	2 600 000 000	100,00	100,00	1,59	0	2 600 000 000
73	Impôts et taxes directs	5 500 000 000	6 100 000 000	5 703 967 342	103,71	93,51	3,49	0	5 703 967 342
7392	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IS (E/O)	4 700 000 000	5 200 000 000	5 090 458 413	108,31	97,89	3,11	0	5 090 458 413
7395	Crédit d'impôt de défiscalisation locale IT (E/O)	800 000 000	900 000 000	613 508 929	76,69	68,17	0,38	0	613 508 929
TOTAL GENERAL		179 785 433 619	203 339 286 929	163 550 510 331	90,97	80,43	100,00	437 669 712	163 112 840 619

Nota : les mandats comptabilisés en TVR en section de fonctionnement s'élèvent à 437 669 712 FCFP, conformément au tableau ci-dessus.

Du fait de l'absence d'émission d'un ordre de versement (OR) à hauteur de 949 516 F CFP, les montants comptabilisés en investissement s'élèvent à 436 720 196 F CFP.

DETAIL DES COMPTES DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2023

Page 1

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES(3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
657	Subventions	8 197 311 954	8 679 364 605	8 314 935 088	101,43	95,80	46,83
6573	Subventions aux organismes publics	203 700 000	204 200 000				
657313	Collèges et lycées publics	215 275 216	241 668 831	238 655 696	110,86	98,75	1,34
657318	Autres sub. sect éducat°-enseignement-recherche			23 276 550		0,13	
657321	Centre des métiers de la mer de PF (ex IFM-PC)	342 290 000	342 290 000	342 290 000	100,00	100,00	1,93
657322	Centre de formation professionnelle des adultes	1 080 250 000	1 080 250 000	1 080 250 000	100,00	100,00	6,08
657323	Etbs public enseignement, format° profes agricoles	198 000 000	198 000 000	205 704 800	103,89	103,89	1,16
657332	Centre hospitalier de Polynésie française	436 000 000	436 000 000	436 000 000	100,00	100,00	2,46
657333	Institut d'insertion médico éducatif	401 230 000	401 230 000	401 230 000	100,00	100,00	2,26
657334	Fare tama hau	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,00	100,00	2,25
657341	Conservatoire artistique	259 040 000	259 040 000	269 600 000	104,08	104,08	1,52
657342	Centre des métiers d'art	157 000 000	157 000 000	157 000 000	100,00	100,00	0,88
657343	Te fare tauhiti nui	417 660 000	426 910 000	530 421 483	127,00	124,25	2,99
657344	Musée de Tahiti et des îles	157 000 000	157 000 000	180 000 000	114,65	114,65	1,01
657348A	Institut de la Jeunesse et des Sports de la Pf	680 000 000	1 005 600 000	1 027 600 000	151,12	102,19	5,79
657351	Chambre d'agriculture et de la pêche lagunaire	320 000 000	350 000 000	350 000 000	109,38	100,00	1,97
657362	Institut de la statistique	465 000 000	465 000 000	465 000 000	100,00	100,00	2,62
657368	Autres sub. sect économie-commerce-industrie-trans			7 805 315			0,04
6574	Sub. aux associat° & autres organismes droit privé	1 859 508 738	1 949 817 774				
657415	Manif, soutien & dvpt de la recherche			1 499 999			0,01
657418	Autres ass ou grpt sect éducat°-enseigne-recherche			119 164 199			0,67
657421	Syndicats de salariés	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100,00	100,00	0,11
657428	Autres ass ou grpt sect emploi-travail-format° pro			15 000 000			0,08
657434	Manif, soutien & dvpt de l'environnement			77 268 720			0,44
657438	Autres ass ou grpt sect social-solidarité-santé-en			449 000			0,00
657441A	Académie tahitienne	21 738 000	21 738 000	21 738 000	100,00	100,00	0,12
657441B	Académie marquiseen	8 410 000	8 410 000	8 410 000	100,00	100,00	0,05
657441C	Académie paumotu mangareva	5 710 000	5 710 000	5 710 000	100,00	100,00	0,03
657442	Manif, soutien & dvpt culturel			68 708 500			0,39
657443	Manif, soutien & dvpt de l'artisanat			42 256 360			0,24
657444A	Comité olympique de Polynésie française			86 624 588			0,49
657444B	Union polynésienne de la jeunesse			28 000 000			0,16
657444C	Clubs et associations			217 042 022			1,22
657444D	Fédérations, ligues et comités			193 340 156			1,09
657445	Manif, soutien & dvpt de la jeunesse			10 000 000			0,06
657451A	GIE Tahiti tourisme	495 000 000	495 000 000	495 000 000	100,00	100,00	2,79
657452	Manif, soutien & dvpt du tourisme			132 794 000			0,75
657455	Manif, soutien & dvpt de l'agriculture et élevage			185 863 550			1,05
657458	Autres ass ou grpt sect tourisme-perliculture-pêch	55 500 000	55 500 000	39 126 699	70,50	70,50	0,22
657462	Manif, soutien & dvpt de l'économie			72 253 200			0,41
657468	Autres ass ou grpt sect économie-commerce-industri			2 288 178			0,01

DETAIL DES COMPTES DE SUBVENTIONS - EXERCICE 2023

Page 2

MISSION /ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES(3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
65748	Autres sub. de fct aux organismes de droit privé		0	358 564 073			2,02
674	Subventions exceptionnelles	5 211 898 091	9 832 559 341	9 440 138 049	181,13	96,01	53,17
674	Subventions exceptionnelles	700 000	700 000				
6743	Subventions exceptionnelles aux organismes publics	1 008 000 000	1 008 000 000				
674311	Institut Louis Malardé	400 000 000	400 000 000	400 000 000	100,00	100,00	2,25
674312	Institut du cancer	385 000 000	385 000 000	385 000 000	100,00	100,00	2,17
674331	Office polynésien de l'habitat	850 000 000	1 850 000 000	1 850 000 000	217,65	100,00	10,42
674338	Autres subv sectr social-solidarité-santé-environt		2 750 000 000	2 750 000 000		100,00	15,49
674351	Vanille de Tahiti	255 000 000	255 000 000	255 000 000	100,00	100,00	1,44
674352	Etablissement de Teva	150 000 000	150 000 000	150 000 000	100,00	100,00	0,84
674381	Etablissement d'Aménagement et de Développement			1 000 000 000			5,63
6744	Sub. excep associat° & aut. organismes droit privé	2 163 198 091	3 033 859 341	2 650 138 049	122,51	87,35	14,93

**EXECUTION DES DEPENSES PAR NATURE DES TRAVAUX EN REGIE
(SECTION DE FONCTIONNEMENT) - EXERCICE 2023 -**

Page 1

MISSION / ARTICLE	LIBELLE	DEPENSES "Travaux en régie"			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIE (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES(3)	(3)/(1)	(3)/(2)	TOTAL
6	Comptes de charges	1 301 995 000	1 306 875 000	437 669 712	33,62	33,49	100,00
60	Achats et variation des stocks			115 702 546			26,44
606	Achats non stockés de matières et fournitures			111 634 746			25,51
60622	Carburants			3 967 800			0,91
60628	Autres fournitures non stockées			100 000			0,02
61	Services extérieurs			7 694 727			1,76
613	Locations			7 694 727			1,76
62	Autres services extérieurs			71 135 773			16,25
624	Transports			30 714 700			7,02
6241	Transports de biens			8 078 952			1,85
6247	Transports du personnel			41 230			0,01
62472	Domestiques			743 215			0,17
625	Déplacements et missions			29 738 830			6,79
6251	Voyages, déplacements et missions			998 846			0,23
628	Divers - Autres services extérieurs			820 000			0,19
64	Charges de personnel			168 276 067			38,45
6413	Personnel non titulaire			129 518 447			29,59
645	Charges sociales			38 757 620			8,86
67	Charges exceptionnelles	1 301 995 000	1 306 875 000	74 860 599	5,75	5,73	17,10
672	Charges sur exercices antérieurs			74 860 599			17,10
677	Travaux en régie (E/O)	1 301 995 000	1 306 875 000	0	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		1 301 995 000	1 306 875 000	437 669 712	33,62	33,49	100,00

Nota : les mandats comptabilisés en TVR en section de fonctionnement s'élèvent à 437 669 712 FCFP, conformément au tableau ci-dessus.

Du fait de l'absence d'émission d'un ordre deversement (OR) à hauteur de 949 516 F CFP, les montants comptabilisés en investissement s'élèvent à 436 720 196 F CFP.

SECTION D'INVESTISSEMENT

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIÉ (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT									
021	Virement de la section de fonctionnement	22 055 675 243	30 575 936 761	0	30 575 936 761	0,00	0,00		
	TOTAL MISSION	22 055 675 243	30 575 936 761	0	30 575 936 761	0,00	0,00		
	TOTAL DES RECETTES	22 055 675 243	30 575 936 761	0	30 575 936 761	0,00	0,00		
	RESULTAT MISSION 021			0					

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
024 - PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS									
024	Produits des cessions d'immobilisations		51 219 000	0	51 219 000	0,00	0,00		
	TOTAL MISSION		51 219 000	0	51 219 000	0,00	0,00		
	TOTAL DES RECETTES		51 219 000	0	51 219 000	0,00	0,00		
	RESULTAT MISSION 024			0					

MISSION 900 - POUVOIRS PUBLICS

PAGE 3

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90001 - GOUVERNEMENT									
1.2020	Acquisition de chapiteaux, tentes et structures du SMG	300 000 000	100 000 000	46 383 034	53 616 966	15,46	46,38	46 383 034	15,46
1.2022	Matériel technique PR - 2022	3 500 000	465 261		465 261			1 305 115	37,29
366.2022	Acquisition de matériel pour le SAS - Tupai - 2022	3 967 539	1 938 512	1 938 512		48,86	100,00	3 967 539	100,00
TOTAL DU PROGRAMME		307 467 539	102 403 773	48 321 546	54 082 227	15,72	47,19	51 655 688	16,80
90003 - CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL									
2.2022	Dotation globale d'investissement CESEC - 2022	10 000 000							
TOTAL DU PROGRAMME		10 000 000				0,00	0,00		0,00
90005 - ADMINISTRATION GENERALE									
5.2015	Mise aux normes ERP et aménagements bâtiment SPAA	146 000 000	47 069 888	32 765 457	14 304 431	22,44	69,61	127 765 042	87,51
424.2019	Amélioration des espaces d'accueil des services du Pays - Définition du progra	60 000 000						1 107 400	1,85
3.2022	Amélioration des espaces d'accueil des services du Pays - 2022	5 113 364	3 777 254	3 777 254		73,87	100,00	5 113 364	100,00
1.2023	Fare natira'a - Acquisition et installation de bornes de consultation	6 000 000	2 710 149	2 098 670	611 479	34,98	77,44	2 098 670	34,98
2.2023	Amélioration des espaces d'accueil des services du Pays - 2023	38 033 971	26 835 930	15 325 974	11 509 956	40,30	57,11	15 325 974	40,30
TOTAL DU PROGRAMME		255 147 335	80 393 221	53 967 355	26 425 866	21,15	67,13	151 410 450	59,34
TOTAL DES DEPENSES		572 614 874	182 796 994	102 288 901	80 508 093	17,86	55,96	203 066 138	35,46

RESULTAT MISSION 900

			- 102 288 901					
--	--	--	---------------	--	--	--	--	--

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90101 - FINANCES									
	TOTAL DU PROGRAMME					0,00	0,00		0,00
90102 - INFORMATIQUE									
10.2015	Applications informatiques de gestion de la fiscalité directe et indirecte (PAREO	365 897 817	101 458 645	41 716 638	59 742 007	11,40	41,12	146 848 118	40,13
13.2015	Développement du SIRH de l'administration	215 000 000	108 283 664		108 283 664				
33.2015	Equipements et développement de l'application informatique NATIRAA (FEI 201	177 715 362	67 808 903	67 808 903		38,16	100,00	177 693 687	99,99
35.2015	Projet de refonte du système d'information de la DTT UTARA'A	400 000 000	85 949 470	8 499 286	77 450 184	2,12	9,89	19 091 888	4,77
14.2016	E-administration - Transformation numérique de l'administration	38 778 291	1 618 139		1 618 139			37 160 152	95,83
288.2016	Application informatique - DGEE	10 000 000	1 000 000	957 000	43 000	9,57	95,70	2 489 280	24,89
289.2016	Logiciel de gestion en matière de transport maritime inter insulaire	180 000 000	34 361 844	6 384 960	27 976 884	3,55	18,58	71 954 712	39,97
10.2017	Transformation du SI financier - Etudes, pilotage, suivi et coordination	53 201 017	7 843 560	5 155 535	2 688 025	9,69	65,73	39 978 333	75,15
20.2017	Refonte de l'applicatif métier du SEFI et de son site internet	135 000 000	27 148 537	4 886 240	22 262 297	3,62	18,00	47 087 688	34,88
22.2017	Modernisation informatique des subventions DJS	34 922 780	13 179 616		13 179 616			20 350 170	58,27
24.2017	Gestion et suivi de la carrière des marins professionnels : Téléservice IHITAI	150 000 000	57 008 818	47 964 721	9 044 097	31,98	84,14	69 270 694	46,18
25.2017	Développement d'une nouvelle application 2.0 pour l'instruction des autorisation	66 072 334	29 832 502	5 367 170	24 465 332	8,12	17,99	37 443 575	56,67
369.2017	Industrialisation des échanges inter-applicatifs	25 672 420	3 611 830		3 611 830			22 060 590	85,93
377.2017	Développement des applicatifs du projet e-DSFE	89 943 760	44 184 400	2 143 200	42 041 200	2,38	4,85	2 902 560	3,23
7.2018	Refonte technique du site internet de la DGAE	1 276 900						1 186 500	92,92
13.2018	Migration vers une infrastructure de type Cloud 2018-2022	85 317 856	40 628 107	34 822 775	5 805 332	40,82	85,71	76 853 948	90,08
14.2018	Réseau très haut débit - Etudes et travaux tranche 1	305 000 000	117 716 673	958 092	116 758 581	0,31	0,81	26 928 725	8,83
15.2018	Schéma directeur stratégique informatique	25 000 000	21 074 041	17 491 454	3 582 587	69,97	83,00	19 833 013	79,33
5.2019	Développement du système d'information LEXPOL	150 000 000	58 590 700	16 429 400	42 161 300	10,95	28,04	95 838 700	63,89
14.2019	Numérisation et indexation des registres de la recette conservation des hypothè	21 765 880	15 172 111	5 637 007	9 535 104	25,90	37,15	10 225 582	46,98
15.2019	Evolution des applications du fichier généalogique	51 897 644	15 094 460	7 714 322	7 380 138	14,86	51,11	15 905 515	30,65
17.2019	Evolution informatique d'OTIA 2019-2021 - Version responsive (FEI 2019)	129 867 194						118 992 586	91,63
22.2019	Plateforme polynésienne du service public en ligne	200 000 000	36 575 318	21 253 106	15 322 212	10,63	58,11	57 998 059	29,00
26.2019	Acquisition de logiciels et de matériels informatiques pour l'espace numérique d	50 909 766	18 897 675	10 587 799	8 309 876	20,80	56,03	42 580 127	83,64
368.2019	Mise en place d'un Dossier Patient Informatisé (CdP 2 - 2020)	123 242 198	79 398 931	37 647 735	41 751 196	30,55	47,42	43 595 251	35,37
450.2019	Informatisation du SIO et dématérialisation du JOPF	15 000 000	5 137 400	2 403 547	2 733 853	16,02	46,79	12 266 147	81,77
6.2020	Système Intégré Ressources Humaines (SIRH)	4 000 000	1 172 971		1 172 971			2 277 338	56,93
33.2020	SDI - Migration des applications vers le Cloud	57 500 000	16 523 507	8 114 080	8 409 427	14,11	49,11	34 072 550	59,26
369.2020	Licences de logiciels SIG 2021-2023	85 000 000	27 207 636	27 207 636		32,01	100,00	81 145 582	95,47
8.2021	Etude et développement d'une application informatique de gestion de la comptab	113 249 924	16 655 167	5 553 672	11 101 495	4,90	33,35	14 627 548	12,92
9.2021	Outil informatique de collecte et de traitement de données statistiques et cartog	50 000 000	13 273 635	6 831 495	6 442 140	13,66	51,47	8 557 860	17,12
10.2021	Etude et développement d'une application informatique de gestion des titres de	66 352 280	1 535 699		1 535 699			5 771 200	8,70

MISSION 901 - MOYENS INTERNES

PAGE 5

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
14.2021	Equipement informatique "FENIX"	50 000 000	5 000 000	1 925 279	3 074 721	3,85	38,51	3 224 479	6,45
20.2021	Logiciel de gestion des escales de navires	152 861 900	59 608 000	53 945 200	5 662 800	35,29	90,50	80 251 600	52,50
25.2021	Site Internet - Tous services - 2021	8 216 679	3 719 520	2 397 420	1 322 100	29,18	64,46	6 894 579	83,91
26.2021	Equipement et aménagement des salles machines - 2021	3 135 033	346 305	346 305		11,05	100,00	3 135 033	100,00
27.2021	Plateforme SIG Web	55 649 900	21 032 553	13 845 701	7 186 852	24,88	65,83	35 004 798	62,90
28.2021	Applications informatiques - Tous services - 2021	13 543 429	612 187	612 187		4,52	100,00	10 890 066	80,41
33.2021	Application informatique de gestion des installations maritimes	40 000 000	17 800 000		17 800 000				
34.2021	Etudes et acquisitions d'outils de gestion du patrimoine et des opérations	20 000 000	8 052 062	2 352 080	5 699 982	11,76	29,21	8 300 018	41,50
374.2021	Développement du logiciel e-service de la biosécurité	18 000 000	4 000 000		4 000 000				
410.2021	Site Internet - promotion de la perle de culture de Tahiti	5 000 000	3 850 880		3 850 880			1 149 120	22,98
412.2021	Evolutions et modernisations de Polygf	72 000 000	19 687 500	7 954 603	11 732 897	11,05	40,40	8 267 103	11,48
4.2022	Site Internet - Tous services - 2022	15 000 000	11 920 182	1 048 761	10 871 421	6,99	8,80	1 048 761	6,99
5.2022	Applications informatiques - Tous services - 2022	16 000 000	11 043 811	10 466 971	576 840	65,42	94,78	14 635 877	91,47
6.2022	Urbanisation et évolutions de l'applicatif SBUD au sein du SI financier	60 000 000	30 122 114	1 979 950	28 142 164	3,30	6,57	2 480 579	4,13
7.2022	GED technique transversale	130 000 000	25 304 704	15 251 804	10 052 900	11,73	60,27	17 261 500	13,28
8.2022	Architecture transverse des systèmes d'informations	35 000 000	16 000 000	3 014 500	12 985 500	8,61	18,84	3 014 500	8,61
9.2022	Application de gestion du courrier transverse	30 000 000	6 426 765	4 183 334	2 243 431	13,94	65,09	4 183 334	13,94
10.2022	Evolutions CRM et acquisition nouvel autocom DICP	15 000 000	10 000 000		10 000 000				
11.2022	Evolution de Te Fenua (2022-2024)	80 000 000	34 196 800	20 784 314	13 412 486	25,98	60,78	21 787 514	27,23
12.2022	Sécurisation des systèmes d'informations - Tous services - 2022	11 000 000	3 138 401	3 138 401		28,53	100,00	10 650 001	96,82
14.2022	Applications informatiques pour la gestion des données de la DGAE	61 719 360	41 851 498	8 735 060	33 116 438	14,15	20,87	9 932 060	16,09
21.2022	Acquisition de logiciels et matériels informatiques pour l'espace numérique de la	40 000 000	19 870 308	15 340 133	4 530 175	38,35	77,20	25 520 175	63,80
317.2022	Informatique décisionnelle	110 000 000	19 333 100	5 362 179	13 970 921	4,87	27,74	6 029 079	5,48
318.2022	Logiciel pour le dédouanement - 2022	60 000 000	22 303 595	22 031 382	272 213	36,72	98,78	32 493 385	54,16
319.2022	Mise en place d'un annuaire d'authentification	80 000 000	55 000 000		55 000 000				
369.2022	Création Application Action sociale 5.0	5 000 000	5 000 000		5 000 000				
3.2023	Logiciels pour le dédouanement - 2023	60 000 000	14 994 889	1 074 430	13 920 459	1,79	7,17	1 074 430	1,79
4.2023	Etude et réalisation du Design System du Pays	30 000 000	10 000 000		10 000 000				
5.2023	Création d'un système d'information au service du tourisme	50 000 000	20 346 000	736 574	19 609 426	1,47	3,62	736 574	1,47
6.2023	Développement d'une application métier pour la gestion des installations classé	15 000 000							
7.2023	Acquisition de logiciels et matériels informatiques pour l'espace numérique de la	8 000 000	1 424 936		1 424 936				
8.2023	Acquisition et déploiement du logiciel de gestion du temps de travail et des absé	54 000 000	27 469 006		27 469 006				
9.2023	Applications informatiques - Tous services - 2023	25 000 000	25 000 000	8 221 170	16 778 830	32,88	32,88	8 221 170	32,88
10.2023	Mise en oeuvre du plan d'action sécurité de l'ANSSI	42 000 000	13 000 000	1 363 912	11 636 088	3,25	10,49	1 363 912	3,25

MISSION 901 - MOYENS INTERNES

PAGE 6

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
TOTAL DU PROGRAMME									
11.2023	Industrialisation des échanges interapplicatifs 2023-2025	30 000 000	8 000 000		8 000 000				
12.2023	Site Internet - Tous services - 2023	15 000 000	8 999 788	891 429	8 108 359	5,94	9,90	891 429	5,94
13.2023	Sécurisation des systèmes d'information - Tous services - 2023	15 000 000	11 527 659	4 797 551	6 730 108	31,98	41,62	4 797 551	31,98
14.2023	Audits de sécurité - Tous services - 2023	6 000 000							
15.2023	Etudes et développement du système d'information de la direction des affaires f	40 000 000	3 300 000	105 938	3 194 062	0,26	3,21	105 938	0,26
16.2023	Mise à jour du SDSI et achats progiciels	62 720 958	12 691 667	5 974 500	6 717 167	9,53	47,07	5 974 500	9,53
17.2023	Création d'un logiciel de gestion des données - TRAV	60 000 000	20 000 000		20 000 000				
375.2023	Acquisition des licences de logiciels SIG 2024 - 2026	105 000 000							
376.2023	Développement de la plateforme FM27	18 000 000	8 962 137		8 962 137				
377.2023	Cession du logiciel de dépistage des cancers à l'ICP (E/O)	14 796 140	14 796 140		14 796 140				
378.2023	Application de mise en réseau des ZPR	8 000 000	3 000 000		3 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		5 323 226 822	1 726 676 466	611 416 841	1 115 259 625	11,49	35,41	1 692 306 743	31,79
90103 - DOCUMENTATION									
375.2021	Archivage des dossiers traités par la DEQ	15 000 000	1 375 000		1 375 000				
TOTAL DU PROGRAMME		15 000 000	1 375 000		1 375 000	0,00	0,00		0,00
90104 - BATIMENTS DU PAYS									
7.2008	Relogement de la DTT	1 300 000 000	89 084 117	28 302 812	60 781 305	2,18	31,77	984 555 921	75,74
12.2014	Construction de la circonscription d'action sociale de Moorea - Maiao	35 298 290	27 344 536		27 344 536			5 298 290	15,01
34.2015	Etudes, travaux et aménagement des locaux de la DGEE	30 000 000	2 491 799	962 561	1 529 238	3,21	38,63	28 470 762	94,90
328.2015	Réhabilitation et remise aux normes de l'immeuble Toriri - CHSP	79 000 000	18 959 072	774 429	18 184 643	0,98	4,08	57 315 357	72,55
291.2016	Construction du bâtiment administratif A3 b - Travaux	4 688 109 853	1 547 243 022	794 866 715	752 376 307	16,95	51,37	2 065 860 666	44,07
19.2017	Travaux sur bâtiment DGAE	7 817 706						7 447 032	95,26
29.2017	Grosses réparations logement DEQ - Raiatea	15 000 000							
376.2017	Réhabilitation d'un fare OPH pour extension des bureaux de l'antenne DSFE de	20 000 000	19 632 750		19 632 750			367 250	1,84
22.2018	Construction et équipement de deux logements de fonction à Atuona - Travaux	88 094 205	14 655 035	8 634 982	6 020 053	9,80	58,92	82 074 152	93,17
39.2018	Réhabilitation climatisation centrale du bâtiment A2	20 000 000						7 882 922	39,41
42.2018	Logements de fonction MAKEMO - Etudes	15 000 000	8 885 470	1 511 640	7 373 830	10,08	17,01	3 271 321	21,81
440.2018	Construction du centre administratif de transit	800 000 000	5 638 050	609 395	5 028 655	0,08	10,81	87 196 209	10,90
441.2018	Construction d'un parking silo - Travaux	1 616 956 000	934 166 274	101 266 059	832 900 215	6,26	10,84	567 221 610	35,08
443.2018	Réhabilitation des locaux de la circonscription DSFE de Arue	47 000 000	5 348 941	4 538 779	810 162	9,66	84,85	46 189 838	98,28
6.2019	Construction d'une cité administrative à Tubuai - Circonscription des îles Austr	50 000 000	28 476 600	9 287 603	19 188 997	18,58	32,61	10 811 003	21,62
19.2019	Démolition de 3 logements et de 2 porcheries et construction d'un logement neu	118 000 000	25 763 066	454 398	25 308 668	0,39	1,76	41 265 420	34,97
30.2019	Construction et équipements de 3 logements de fonction à Huahine - Etudes	10 000 000	10 000 000		10 000 000				

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
33.2019	Regroupement des services de la DEQ sur le site de Tipaerui - Etudes	10 000 000	1 694 446	228 000	1 466 446	2,28	13,46	228 000	2,28
366.2019	Réhabilitation, construction et aménagement des bâtiments administratifs - Tarare	150 000 000	3 319 111	3 314 343	4 768	2,21	99,86	50 230 232	33,49
11.2020	Remplacement de la climatisation de la Présidence	276 000 000	115 789 135	5 347 433	110 441 702	1,94	4,62	5 347 433	1,94
12.2020	Construction d'un "Fare Vaa" Présidence	18 073 500	9 000 000		9 000 000			1 073 500	5,94
24.2020	Réaménagement des locaux du service du tourisme	15 000 000	4 775 300		4 775 300			5 500 000	36,67
25.2020	Travaux de remise aux normes de l'immeuble Te Fenua - Papeete (Fonds vert)	388 500 000	113 058 865	97 684 516	15 374 349	25,14	86,40	108 052 395	27,81
26.2020	Construction de bureaux à Opunohu - Antenne de Moorea	246 000 000	36 326 563	265 732	36 060 831	0,11	0,73	12 926 875	5,25
27.2020	Réhabilitation des bâtiments administratifs de la DAG - 2020	24 147 777	702 560	656 640	45 920	2,72	93,46	24 101 857	99,81
28.2020	Equipement solaire bâtiments administratifs et travaux divers DAG ISLV	40 500 000	10 328 522	9 954 716	373 806	24,58	96,38	40 045 569	98,88
47.2020	Reconstruction de 3 logements de fonction pour l'hôpital Louis Rollin - Taiohae	135 938 270	1 218 225	1 218 225		0,90	100,00	135 938 270	100,00
50.2020	Equipements techniques, matériels et mobiliers de jardin DGEE	7 000 000	2 487 520	819 108	1 668 412	11,70	32,93	5 331 588	76,17
51.2020	Sécurisation, travaux, aménagement des locaux et des accès - DGEE	48 000 000	25 126 742	8 128 200	16 998 542	16,93	32,35	17 501 458	36,46
54.2020	Mise en sécurité bâtiments A1/A2	10 000 000	3 687 754	1 898 906	1 788 848	18,99	51,49	5 784 018	57,84
3.2021	Raccordement des bâtiments du gouvernement au réseau collectif d'assainissement	14 000 000	638 970	638 970		4,56	100,00	13 711 355	97,94
6.2021	Mise en conformité de la sécurité incendie des bâtiments de la Présidence - Etudes	10 000 000	5 404 994		5 404 994			1 537 026	15,37
11.2021	Réalisation d'un nouveau bâtiment administratif de la DAG - Rurutu - Etudes et Travaux	15 000 000	395 111		395 111			632 800	4,22
12.2021	Extension du parking de la DAG Pirae - Travaux	60 000 000	15 902 626	2 877 643	13 024 983	4,80	18,10	40 226 294	67,04
15.2021	Travaux et aménagements de locaux - Tous services - 2021	139 854 445	3 921 491	3 921 491		2,80	100,00	139 826 136	99,98
38.2021	Etudes et travaux pour la réhabilitation des locaux administratifs de la DEQ	25 000 000	5 424 491	5 424 491		21,70	100,00	24 572 615	98,29
413.2021	Schéma directeur de l'immobilier des services	35 000 000	11 250 000	3 750 000	7 500 000	10,71	33,33	3 750 000	10,71
447.2021	Aménagement du guichet accueil de la direction de la construction et de l'aménagement	31 000 000	21 000 000		21 000 000				
448.2021	Reconstruction d'un local pour le comité du tourisme de Moorea Papetoai	60 000 000	9 766 203	6 279 185	3 487 018	10,47	64,30	16 512 982	27,52
15.2022	Réhabilitation du bâtiment de l'ancien gouvernement - Etudes	10 000 000	2 000 000		2 000 000			438 900	4,39
16.2022	Mise en sécurité incendie de la Présidence - Travaux	52 000 000	38 580 091		38 580 091				
17.2022	Travaux et aménagements centre administratif Marquises	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
18.2022	Grosses réparations ou reconstructions des logements de fonction DEQ	100 000 000	47 809 043	13 543 704	34 265 339	13,54	28,33	19 685 402	19,69
19.2022	Construction et équipement de 2 logements de fonction pour les infirmeries de Faaone	46 000 000	40 643 600	9 000 000	31 643 600	19,57	22,14	9 866 400	21,45
20.2022	Construction et équipement de 2 logements de fonction pour le centre médical de Rurutu	30 000 000	10 000 000		10 000 000				
25.2022	Construction de 2 logements de fonction au collège de Makemo - Travaux	130 000 000	49 908 591		49 908 591			91 409	0,07
26.2022	Aménagements et équipements des logements de fonction des établissements	15 000 000						8 805 638	58,70
27.2022	Travaux et aménagement de locaux - Tous services - 2022	105 000 000	21 384 994	21 266 783	118 211	20,25	99,45	44 047 435	41,95
28.2022	DGAE - Travaux sur bâtiment	37 989 044	32 259 745	3 275 805	28 983 940	8,62	10,15	4 413 150	11,62
320.2022	Etudes et travaux pour la réhabilitation des locaux administratifs de la DEQ	30 000 000	5 824 303	4 424 617	1 399 686	14,75	75,97	14 140 356	47,13
321.2022	Diagnostics amiante et plomb des bâtiments du Pays - 2022	5 000 000	1 339 500	1 339 500		26,79	100,00	1 988 007	39,76

MISSION 901 - MOYENS INTERNES

PAGE 8

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
322.2022	Travaux d'aménagement de bâtiments administratifs DAG - 2022	5 831 107	3 062 327	2 980 247	82 080	51,11	97,32	4 709 347	80,76
323.2022	Aménagement parking à l'entrée principale du bâtiment A2	50 000 000	39 960 000		39 960 000				
325.2022	Travaux d'aménagement locaux MGT - 2022	30 000 000	15 749 969	10 175 507	5 574 462	33,92	64,61	24 425 538	81,42
370.2022	Construction de l'espace santé à Mamao - Etudes - Phase 2	30 000 000	11 225 888		11 225 888				
18.2023	Travaux sur bâtiments administratifs de la DAG - 2023	30 000 000	23 744 811	3 633 845	20 110 966	12,11	15,30	3 633 845	12,11
19.2023	Travaux d'aménagement et de rénovation des centres administratifs - Marquise	7 388 000	7 388 000	5 077 505	2 310 495	68,73	68,73	5 077 505	68,73
20.2023	Travaux d'aménagement et de rénovation du centre administratif de Uturoa	10 000 000	10 000 000	1 720 475	8 279 525	17,20	17,20	1 720 475	17,20
21.2023	Logements de fonction - Travaux et équipements divers - 2023	25 000 000	16 819 565	1 431 248	15 388 317	5,72	8,51	1 431 248	5,72
22.2023	Désamiantage des logements de fonction de la direction de la santé - 2023	20 000 000	12 424 802	3 727 441	8 697 361	18,64	30,00	3 727 441	18,64
23.2023	Achat d'équipements, aménagement et travaux liés à l'amélioration des conditions de vie et de travail - 2023	6 000 000	6 000 000	1 877 091	4 122 909	31,28	31,28	1 877 091	31,28
24.2023	Etudes pour construction salle serveur + extension des salles 12 à 14 de la DGE	5 000 000	2 000 000		2 000 000				
25.2023	Aménagements et équipements des logements de fonction des établissements	20 000 000	7 389 764	2 520 227	4 869 537	12,60	34,10	2 520 227	12,60
26.2023	Travaux de sécurisation et mises aux normes des bâtiments DGEE	30 000 000	18 509 216		18 509 216				
27.2023	Réhabilitation des locaux administratifs de la DEQ	30 000 000	14 049 259	4 983 635	9 065 624	16,61	35,47	4 983 635	16,61
28.2023	Diagnostics amiante et plomb des bâtiments du Pays - 2023	5 000 000	4 000 000	2 947 470	1 052 530	58,95	73,69	2 947 470	58,95
29.2023	Travaux et aménagements de locaux - Tous services - 2023	90 000 000	75 937 278	25 756 576	50 180 702	28,62	33,92	25 756 576	28,62
379.2023	Travaux dans les locaux de la logistique et CAPL - DAG Pirae	86 000 000	4 000 000		4 000 000				
380.2023	Réhabilitation et mise aux normes accessibilité PMR du bâtiment central Ministère	30 000 000	25 000 000	288 150	24 711 850	0,96	1,15	288 150	0,96
381.2023	Construction et rénovation de logements - Marquises	30 000 000	15 000 000	10 553 207	4 446 793	35,18	70,35	10 553 207	35,18
382.2023	Extension du bâtiment administratif de l'hôpital de Taravao	15 000 000	7 512 500		7 512 500				
TOTAL DU PROGRAMME		11 825 498 197	3 718 430 607	1 234 140 005	2 484 290 602	10,44	33,19	4 845 186 608	40,97

90105 - ACHATS DE MATERIELS ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU

294.2016	Remplacement autocom bâtiments DEQ	15 000 000	4 671 364	4 649 923	21 441	31,00	99,54	14 378 559	95,86
13.2019	Matériel de transport - Tous services - 2019	110 830 510						108 855 668	98,22
372.2019	Renouvellement de la flotte de véhicules de liaison de la Direction de la santé -	45 670 406						45 641 412	99,94
23.2020	Matériel de transport - Tous services - 2020	180 110 161	26 539 442	21 456 004	5 083 438	11,91	80,85	174 643 989	96,97
48.2020	Matériels et outils informatiques nécessaires au développement des formations	4 621 572	390 312	390 312		8,45	100,00	4 621 572	100,00
49.2020	Renouvellement de la flotte de véhicules de liaison de la Direction de la santé -	28 484 254	15 048 699		15 048 699			13 435 555	47,17
16.2021	Lutte contre la fraude - DDI - 2021	13 998 809	4 242 294	3 088 260	1 154 034	22,06	72,80	12 844 775	91,76
18.2021	Matériel de transport - Tous services - 2021	148 655 767	44 150 484	41 348 715	2 801 769	27,82	93,65	134 791 659	90,67
31.2021	Matériel de bureau informatique ou connectable au réseau - Tous services - 20	13 531 189						13 173 152	97,35
29.2022	Matériel de transport - Tous services - 2022	140 000 000	19 769 407	16 707 690	3 061 717	11,93	84,51	19 956 832	14,25
30.2022	Matériel informatique PR - 2022	28 308 955	27 387 726	27 387 726		96,75	100,00	28 308 955	100,00
31.2022	Matériel de bureau informatique ou connectable au réseau - Tous services - 20	20 000 000	8 225 334	8 225 334		41,13	100,00	19 897 077	99,49

MISSION 901 - MOYENS INTERNES

PAGE 9

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
TOTAL DU PROGRAMME									
32.2022	Equipements informatiques, de reprographie ou autres connectables au réseau	160 000 000	3 090 271	3 090 271		1,93	100,00	63 427 595	39,64
33.2022	Mobilier de bureau - Tous services - 2022	20 000 000	2 037 143	1 686 077	351 066	8,43	82,77	7 600 211	38,00
34.2022	Achats de matériels pédagogiques DGEE - 2022	5 000 000	4 193 910	4 193 910		83,88	100,00	4 823 925	96,48
36.2022	Equipement et aménagement des salles machines - 2022	5 997 699	3 406 544	3 406 544		56,80	100,00	5 997 699	100,00
37.2022	Matériel de bureau et autres équipements - Tous services - 2022	30 000 000	3 211 783	3 211 783		10,71	100,00	15 399 743	51,33
38.2022	Matériels et équipements SMG - 2022	15 116 500	610 740	610 740		4,04	100,00	14 701 280	97,25
39.2022	Matériel d'impression et de reprographie - Tous services - 2022	451 400	451 400	451 400		100,00	100,00	451 400	100,00
324.2022	Mise en place du WIFI- Travaux et équipements	485 000 000	79 793 388	215 000	79 578 388	0,04	0,27	3 521 612	0,73
327.2022	Mobilité durable et exemplarité de l'administration en faveur de la transition énergie	160 000 000	156 549 300	145 405 999	11 143 301	90,88	92,88	147 571 399	92,23
371.2022	Lutte contre la fraude - DDI - 2022	10 196 508	6 638 400	6 638 400		65,10	100,00	9 589 007	94,04
30.2023	Lutte contre la fraude - DDI - 2023	18 000 000	5 346 150		5 346 150				
31.2023	Matériel informatique PR - 2023	11 000 000	6 255 344	3 095 325	3 160 019	28,14	49,48	3 095 325	28,14
32.2023	Matériel et équipements SMG - 2023	20 000 000	4 468 182	1 261 405	3 206 777	6,31	28,23	1 261 405	6,31
33.2023	Matériel de bureau informatique ou connectable au réseau - Tous services - 20	22 000 000	4 490 682	4 490 682		20,41	100,00	4 490 682	20,41
34.2023	Matériel de bureau et autres équipements - Tous services - 2023	30 000 000	29 124 742	27 329 074	1 795 668	91,10	93,83	27 329 074	91,10
35.2023	Matériel de transport - Tous services - 2023	140 000 000	129 251 480	123 314 301	5 937 179	88,08	95,41	123 314 301	88,08
36.2023	Achats de matériels pédagogiques DGEE - 2023	3 000 000	861 180	861 180		28,71	100,00	861 180	28,71
37.2023	Equipement informatique, de reprographie ou autres connectables au réseau -	190 000 000	178 900 252	111 246 686	67 653 566	58,55	62,18	111 246 686	58,55
38.2023	Mobilier de bureau - Tous services - 2023	20 000 000	6 000 000	4 828 928	1 171 072	24,14	80,48	4 828 928	24,14
39.2023	Equipement et aménagement des salles machines - 2023	10 000 000	2 644 281	2 644 281		26,44	100,00	2 644 281	26,44
TOTAL DU PROGRAMME		2 104 973 730	777 750 234	571 235 950	206 514 284	27,14	73,45	1 142 704 938	54,29
TOTAL DES DEPENSES		19 268 698 749	6 224 232 307	2 416 792 796	3 807 439 511	12,54	38,83	7 680 198 289	39,86

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
90102 - INFORMATIQUE									
131152	Contrat de projets n°2	9 421 675	25 176 371	726 279	24 450 092	7,71	2,88		
131181	Fonds exceptionnel d'investissement		41 432 006	44 035 947	- 2 603 941	0,00	106,28		
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et		14 796 140	0	14 796 140	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME		9 421 675	81 404 517	44 762 226	36 642 291	475,10	54,99		
90104 - BATIMENTS DU PAYS									
131152	Contrat de projets n°2		17 637 645	68 544 513	- 50 906 868	0,00	388,63		

MISSION 901 - MOYENS INTERNES

PAGE 10

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
<hr/>									
13116	Contrat de développement et de transformation		12 600 000	0	12 600 000	0,00	0,00		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat			22 248 438	- 22 248 438	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		30 237 645	90 792 951	- 60 555 306		300,26		
90105 - ACHATS DE MATERIELS ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU									
13116	Contrat de développement et de transformation		48 058 630	34 129 330	13 929 300	0,00	71,02		
	TOTAL DU PROGRAMME		48 058 630	34 129 330	13 929 300		71,02		
	TOTAL DES RECETTES	9 421 675	159 700 792	169 684 507	- 9 983 715	1801,00	106,25		
<hr/>									
RESULTAT MISSION 901				- 2 247 108 289					

MISSION 903 - PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"

PAGE 11

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90301 - PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES									
135.2001	Cession d'immeuble - Communes (E/O)	668 597 531	646 160 011		646 160 011			22 437 520	3,36
5.2012	Contribution au projet d'assainissement de la commune de Papeete (FED)	252 599 686	11 998 270		11 998 270			240 301 416	95,13
34.2016	Subventions aux communes - Acquisitions foncières - Programmation 2016	236 051 000						235 970 000	99,97
38.2016	Subventions aux communes (CdP 2 - 2016)	502 113 807						498 383 577	99,26
297.2016	Subventions aux communes (CRSD 2016-2022)	495 749 667	106 648 645	61 398 996	45 249 649	12,39	57,57	195 007 353	39,34
42.2017	Subventions aux communes - Bâtiments et aménagements divers - Programma	186 760 244	1 310 147		1 310 147			183 484 875	98,25
48.2017	Subventions aux communes - AEP - Programmation 2017	34 840 143	5 097 940	5 097 940		14,63	100,00	34 840 143	100,00
43.2018	Subventions aux communes - Bâtiments et aménagements divers - Programma	265 091 039						264 033 104	99,60
44.2018	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2018	447 371 189	12 736 223	8 736 223	4 000 000	1,95	68,59	443 371 189	99,11
45.2018	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2018	165 574 716	12 288 842	11 600 846	687 996	7,01	94,40	157 386 720	95,05
50.2018	Subventions aux communes - AEP - Programmation 2018	31 582 915	1 111 820		1 111 820			30 471 095	96,48
58.2018	Subventions aux communes - Programmation 2018 (CdP 2 - 2018)	614 334 354	30 422 167	20 146 172	10 275 995	3,28	66,22	440 257 944	71,66
34.2019	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	133 820 582	45 848 128	4 388 378	41 459 750	3,28	9,57	91 239 145	68,18
35.2019	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2019	139 052 592	29 951 610	1 609 482	28 342 128	1,16	5,37	110 710 464	79,62
36.2019	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2019	104 509 898	28 093 810	27 404 310	689 500	26,22	97,55	99 320 398	95,03
37.2019	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2019	102 313 800	30 812 075		30 812 075			71 501 725	69,88
38.2019	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	345 535 608	123 732 260	85 953 749	37 778 511	24,88	69,47	293 071 791	84,82
39.2019	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2019	12 000 000	6 000 000		6 000 000			6 000 000	50,00
40.2019	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2019	145 165 118	63 257 250	63 257 250		43,58	100,00	145 165 118	100,00
42.2019	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2019	57 636 490	37 912 915	17 656 200	20 256 715	30,63	46,57	37 221 413	64,58
43.2019	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	57 989 338	12 962 700	12 962 700		22,35	100,00	57 111 054	98,49
44.2019	Subventions aux communes - Programmation 2019 (CdP 2 - 2019)	540 346 382	167 382 809	135 972 145	31 410 664	25,16	81,23	446 720 680	82,67
55.2020	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	189 676 156	83 898 401	24 198 468	59 699 933	12,76	28,84	98 864 029	52,12
56.2020	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2020	161 626 804	48 949 351	42 353 990	6 595 361	26,20	86,53	124 821 239	77,23
57.2020	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2020	96 226 897	45 729 102	14 156 792	31 572 310	14,71	30,96	58 478 654	60,77
58.2020	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2020	54 776 876	21 910 750	21 910 750		40,00	100,00	49 299 188	90,00
59.2020	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	155 699 967	33 786 481	11 869 884	21 916 597	7,62	35,13	83 102 874	53,37
60.2020	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2020	29 478 100	4 988 941	2 008 291	2 980 650	6,81	40,25	24 211 741	82,13
61.2020	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2020	93 737 742	70 553 601	44 514 880	26 038 721	47,49	63,09	63 453 882	67,69
62.2020	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2020	208 035 628	47 787 484	31 362 838	16 424 646	15,08	65,63	185 999 272	89,41
63.2020	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2020	49 750 488	19 883 308		19 883 308			27 096 406	54,46
64.2020	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	18 267 928	9 999 520	7 200 200	2 799 320	39,41	72,01	15 468 608	84,68
65.2020	Subventions aux communes - Programmation 2020 (CdP 2 - 2020)	562 626 169	167 931 897	35 764 389	132 167 508	6,36	21,30	187 988 497	33,41
39.2021	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	242 585 304	105 239 493	36 818 422	68 421 071	15,18	34,99	58 979 574	24,31

MISSION 903 - PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"

PAGE 12

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
40.2021	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2021	162 836 267	20 956 127	5 956 127	15 000 000	3,66	28,42	86 448 338	53,09
41.2021	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2021	38 275 925	10 017 293		10 017 293			15 301 028	39,98
42.2021	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2021	158 497 667	7 500 000		7 500 000			79 248 834	50,00
43.2021	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	125 324 267	38 383 850	18 550 349	19 833 501	14,80	48,33	69 271 720	55,27
44.2021	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2021	77 698 845	36 959 719	16 029 855	20 929 864	20,63	43,37	42 420 221	54,60
45.2021	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2021	72 562 885	42 215 281	20 159 309	22 055 972	27,78	47,75	44 116 174	60,80
46.2021	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2021	345 035 276	184 721 953	149 429 583	35 292 370	43,31	80,89	212 138 636	61,48
47.2021	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2021	60 663 670	49 276 675	31 039 487	18 237 188	51,17	62,99	31 039 487	51,17
48.2021	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	81 214 896	60 149 854	51 268 170	8 881 684	63,13	85,23	54 802 170	67,48
49.2021	Subventions aux communes - AEP (CDT COM - 2021)	859 207 571	162 976 321	105 601 954	57 374 367	12,29	64,80	257 762 272	30,00
415.2021	Subventions aux communes des Tuamotu (CVT Abris - 2021)	649 681 241	138 668 275	120 826 261	17 842 014	18,60	87,13	267 894 368	41,23
40.2022	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	146 573 881	58 086 941	52 248 937	5 838 004	35,65	89,95	52 248 937	35,65
41.2022	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2022	159 297 174	79 648 587	57 905 974	21 742 613	36,35	72,70	57 905 974	36,35
42.2022	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2022	160 713 763	38 133 870	29 719 555	8 414 315	18,49	77,93	29 719 555	18,49
43.2022	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2022	83 863 853	38 325 826	38 325 825	1	45,70	100,00	38 325 825	45,70
44.2022	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	187 723 510	80 000 000	49 218 189	30 781 811	26,22	61,52	49 218 189	26,22
45.2022	Subventions aux communes - Gestion de l'eau - Programmation 2022	50 373 304	19 239 031	15 806 730	3 432 301	31,38	82,16	15 806 730	31,38
46.2022	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2022	131 013 056	40 961 940	33 240 440	7 721 500	25,37	81,15	33 240 440	25,37
47.2022	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2022	295 341 135	105 454 123	55 387 814	50 066 309	18,75	52,52	55 387 814	18,75
48.2022	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2022	47 564 679	37 554 125		37 554 125				
49.2022	Subventions aux communes - Police municipale et incendie & secours - Progra	63 808 867	25 021 573	23 904 694	1 116 879	37,46	95,54	23 904 694	37,46
51.2022	Subventions aux communes des Tuamotu (CVT Abris 2022)	608 014 670	135 021 332	135 021 332		22,21	100,00	135 021 332	22,21
372.2022	Subventions aux communes - TD (CDT COM - 2022)	110 744 622	22 548 053	20 785 973	1 762 080	18,77	92,19	33 223 387	30,00
373.2022	Subventions aux communes - AEU (CDT COM - 2022)	296 718 034	89 015 410	89 015 410		30,00	100,00	89 015 410	30,00
374.2022	Subventions aux communes - AEP (CDT COM - 2022)	466 359 908	139 907 972	105 784 998	34 122 974	22,68	75,61	105 784 998	22,68
403.2022	Subvention SECOSUD - Alimentation électrique du site des Jeux Olympiques 2	28 000 000	23 258 390	11 629 195	11 629 195	41,53	50,00	11 629 195	41,53
40.2023	Subventions aux communes - Acquisitions foncières, bâtiments et aménageme	296 587 668							
41.2023	Subventions aux communes - Sanitaire et social - Programmation 2023	243 318 994							
42.2023	Subventions aux communes - Voirie - Programmation 2023	206 728 888							
43.2023	Subventions aux communes - Cimetières - Programmation 2023	90 081 510							
44.2023	Subventions aux communes - Services publics de l'énergie électrique - Program	142 841 281							
45.2023	Subventions aux communes - AEP - Programmation 2023	31 463 752							
46.2023	Subventions aux communes - Transports - Programmation 2023	56 662 172							
47.2023	Subventions aux communes - Engins - Programmation 2023	287 722 829							

MISSION 903 - PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"

PAGE 13

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
48.2023	Subventions aux communes des Tuamotu (CVT Abris 2023)	620 000 000							
49.2023	Cessions immobilières à titre gratuit au profit de la commune de Punaauiia (E/O)	870 000 000	680 000 000		680 000 000				
50.2023	Subventions aux communes - Déchets - Programmation 2023	57 194 906							
51.2023	Subventions aux communes - Police municipale et incendie et secours - Progra	37 398 000							
52.2023	Subventions aux communes - Mise en oeuvre PSE - AEU - Programmation 20	4 000 000 000							
53.2023	Subventions aux communes (CDT COM - 2023)	881 000 000							
383.2023	Subventions aux communes AEP (CDT COM - 2023)	677 262 530	24 596 018		24 596 018				
384.2023	Subventions aux communes AEU (CDT COM - 2023)	203 737 470							
TOTAL DU PROGRAMME		21 570 633 124	4 422 984 490	1 965 199 456	2 457 785 034	9,11	44,43	6 972 646 416	32,32

90302 - PARTENARIAT AVEC LES ARCHIPELS

54.2023	Subventions pour le développement des archipels - 2023	10 000 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	10 000 000				0,00	0,00		0,00

90303 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS

64.2015	CARTO 2022 - modernisation des outils de production cartographique en Polyn	44 874 777	957 501	957 501		2,13	100,00	44 874 777	100,00
45.2016	Schéma d'aménagement général de la Polynésie française (CdP 2 - 2016)	110 000 000	14 728 232		14 728 232			95 271 768	86,61
64.2017	Elaboration des plans généraux d'aménagement	52 000 000	13 286 559	289 350	12 997 209	0,56	2,18	18 902 791	36,35
446.2018	Mise en application des Plans de Prévention des Risques (2018-2022)	100 000 000	30 186 184	5 166 739	25 019 445	5,17	17,12	74 980 555	74,98
47.2019	CARTO 2022 - Mise à jour et compléments des bases de données cartographiq	166 000 000	28 306 777	14 888 596	13 418 181	8,97	52,60	27 123 581	16,34
48.2019	Consolidation du réseau géodésique RGPF et extension du réseau de station G	150 000 000	47 000 000	1 045 335	45 954 665	0,70	2,22	6 472 288	4,31
72.2020	Modernisation des outils de partage des données d'urbanisme	1 830 650	380 250		380 250			1 450 400	79,23
55.2023	Elaboration des outils de prévention des risques naturels	110 000 000	51 166 667	14 350 853	36 815 814	13,05	28,05	14 350 853	13,05
56.2023	Acquisition LIDAR pour projets risques naturels	280 000 000	30 000 000	11 234 306	18 765 694	4,01	37,45	11 234 306	4,01
57.2023	Elaboration des plans d'aménagement	68 000 000	32 885 714		32 885 714				
58.2023	Capitalisation SEM Aménageur ensemblier de Polynésie française	25 000 000	25 000 000		25 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		1 107 705 427	273 897 884	47 932 680	225 965 204	4,33	17,50	294 661 319	26,60

90304 - PROJETS PILOTES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

65.2017	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de la	33 500 000	1 252 891	1 116 060	136 831	3,33	89,08	33 363 169	99,59
	TOTAL DU PROGRAMME	33 500 000	1 252 891	1 116 060	136 831	3,33	89,08	33 363 169	99,59

90305 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS A VOCATION COLLECTIVE

65.2015	Subvention G2P - Acquisitions immobilières - Tia Hura Village (Moorea)	100 000 000	34 376 559		34 376 559			34 376 560	34,38
68.2015	Subvention G2P - Acquisitions immobilières - Village Tahitiien	622 000 000	42 975 803	42 975 803		6,91	100,00	324 791 312	52,22
43.2016	Subvention EGAT - Modernisation, informatisation, sécurisation et équipement	25 000 000	2 500 000		2 500 000			22 500 000	90,00
384.2017	Subvention EGAT - Rénovation du réseau hydraulique et arrosage automatique	40 000 000							

MISSION 903 - PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"

PAGE 14

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
62.2018	Subvention G2P - Aménagements et équipements publics du Village Tahitien -	380 000 000	85 162 925	24 639 743	60 523 182	6,48	28,93	129 916 618	34,19
64.2018	Aménagements ex-hôpital Vaiami - Etudes	35 000 000	3 469 321		3 469 321			6 530 679	18,66
67.2018	Subvention EGAT - Amélioration du parcours de Golf	20 000 000	2 000 000		2 000 000			18 000 000	90,00
49.2019	Subvention EGAT - Réhabilitation et réaménagement du Club House	138 000 000	34 000 000	26 000 000	8 000 000	18,84	76,47	130 000 000	94,20
373.2019	Expropriation foncière Terre Aturona - Tatakoto	7 000 000	4 120 000	1 696 095	2 423 905	24,23	41,17	4 576 095	65,37
374.2019	Travaux et aménagements collectifs sur domaine du Pays - 2019	13 127 408	6 926 958	4 032 449	2 894 509	30,72	58,21	10 232 899	77,95
375.2019	Remise aux normes des abris de survie construits dans les Tuamotu Gambier	50 000 000						26 234 080	52,47
73.2020	Aménagements à vocation collective sur domaine du Pays - 2020	9 657 435	5 170 880		5 170 880			4 486 555	46,46
74.2020	Equipements et aménagements collectifs entrée Papeete - Terre Paofai	90 000 000	15 049 586	4 349 607	10 699 979	4,83	28,90	6 893 351	7,66
75.2020	Aménagement à vocation collective de Vaitepiha - Tautira (CDT - 2021)	274 180 144	227 713 010	145 253 557	82 459 453	52,98	63,79	168 921 308	61,61
51.2021	Aménagement à vocation collective Oututaihia	120 000 000	12 958 600		12 958 600				
53.2021	Aménagements à vocation collective sur domaine du Pays - 2021	18 422 140	332 880	310 992	21 888	1,69	93,42	18 309 852	99,39
54.2021	Aménagement à vocation collective Vaima	100 000 000	97 284 404	29 183	97 255 221	0,03	0,03	744 779	0,74
416.2021	Subvention G2P - Travaux d'assainissement pluvial - Village Tahitien	320 000 000	156 958 868		156 958 868			112 958 868	35,30
53.2022	Aménagements et matériels divers SPJP - 2022	11 371 335	97 321	97 321		0,86	100,00	11 371 335	100,00
54.2022	Subvention EGAT - Construction de sanitaires à destination des usagers du gol	38 000 000							
55.2022	Aménagements à vocation collective sur domaine du Pays - 2022	30 000 000	10 536 577		10 536 577			10 963 423	36,54
56.2022	Aménagement à vocation collective Terre Teravahine - Huahine	60 000 000	9 483 099	1 496 250	7 986 849	2,49	15,78	1 513 151	2,52
57.2022	Aménagements à vocation collective - Zone baie Phaeton	220 000 000	9 982 696		9 982 696			17 304	0,01
58.2022	Subvention EGAT - Construction sanitaires - Etudes	5 000 000	5 000 000		5 000 000				
59.2023	Subvention G2P - Travaux de terrassement et remblais - Village tahitien	880 000 000	132 000 000	131 435 135	564 865	14,94	99,57	131 435 135	14,94
60.2023	Aménagement à vocation collective zone de Vaiare - Moorea - Etudes	45 000 000							
61.2023	Aménagement à vocation collective sur domaine du Pays - 2023	40 000 000	39 079 077	37 964 858	1 114 219	94,91	97,15	37 964 858	94,91
62.2023	Acquisitions engins et équipements de chantiers SPJP - 2023	58 600 000	57 195 400	57 069 590	125 810	97,39	99,78	57 069 590	97,39
63.2023	Aménagements et matériels divers SPJP - 2023	61 000 000	53 608 036	25 471 707	28 136 329	41,76	47,51	25 471 707	41,76
372.2023	Acquisition de parcelles sur la commune de Moorea pour maintenir les accès à	3 327 256 122							
TOTAL DU PROGRAMME		7 138 614 584	1 047 982 000	502 822 290	545 159 710	7,04	47,98	1 295 279 459	18,14
TOTAL DES DEPENSES		29 860 453 135	5 746 117 265	2 517 070 486	3 229 046 779	8,43	43,80	8 595 950 363	28,79

MISSION 903 - PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"

PAGE 15

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90401 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES									
223.2007	Echange en vue d'aménagements touristiques (E/O)	4 980 000	4 980 000		4 980 000				
312.2013	Transfert de biens immobiliers au profit de TNAD - Village tahitien (E/O)	5 000 000 000	5 000 000 000		5 000 000 000				
62.2014	Aménagement éco-touristique du domaine d'Opunohu	70 000 000	2 608 984	2 372 583	236 401	3,39	90,94	69 763 599	99,66
72.2015	Aménagement du site de Vaiava - Punaauia	70 000 000	4 023 843	3 158 385	865 458	4,51	78,49	69 134 542	98,76
334.2015	Aménagement du site Vaitupa (CdP 2 - 2019)	910 934 750	195 732 338	68 432 872	127 299 466	7,51	34,96	780 700 534	85,70
335.2015	Aménagement du site Hotuareea	260 000 000						253 441 896	97,48
46.2016	Construction d'un écomusée "Fare Natura" - Opunohu (CdP 2 - 2016)	840 000 000	3 892 061	295 197	3 596 864	0,04	7,58	835 850 914	99,51
50.2016	Aménagement du jardin de Faaroa	150 000 000	27 698 627	6 919 358	20 779 269	4,61	24,98	129 220 731	86,15
66.2017	Travaux d'intervention sur le site des 3 cascades (intempéries de décembre 201	24 000 000						20 344 319	84,77
67.2017	Aménagement du littoral de Tatatua - Tautira - Etudes	14 000 000						3 457 800	24,70
68.2017	Construction d'une structure d'accueil et d'activités sur le domaine d'Opunohu -	5 000 000							
385.2017	Création d'un espace scénographique Gauguin sur le domaine du Motu Ovini à	200 000 000	19 921 855	19 610 815	311 040	9,81	98,44	193 670 885	96,84
387.2017	Aménagement de la pointe RIRI	460 000 000	306 620 761	164 451 997	142 168 764	35,75	53,63	193 864 649	42,14
74.2018	Aménagement d'un point de vue sur le site du belvédère de Faaroa - Raiatea	30 399 422						30 260 242	99,54
51.2019	Aménagement du jardin botanique Harrison Smith	35 305 100	900 000		900 000			305 100	0,86
426.2019	Aménagement du motu Puuru - Mataiea	200 000 000	18 713 581	159 600	18 553 981	0,08	0,85	11 231 518	5,62
76.2020	Travaux d'aménagement de l'accès aux cascades 2 et 3 du site des 3 cascades	81 000 000						79 599 675	98,27
80.2020	Aménagements extérieurs du site de Arahoho à Tiarei	35 000 000						12 452 600	35,58
56.2021	Aménagement du site de Vaiava - Punaauia (CDT - 2021)	181 000 000	86 668 191	83 364 656	3 303 535	46,06	96,19	177 696 465	98,17
376.2021	Aménagement maritime voirie et VRD de la pointe RIRI	1 345 000 000	1 029 925 484	687 227 753	342 697 731	51,10	66,73	729 096 483	54,21
61.2022	Aide au développement des logements chez l'habitant - 2022	70 000 000	30 000 000	15 000 000	15 000 000	21,43	50,00	35 000 000	50,00
62.2022	Création et aménagement d'un espace scénographique Gauguin sur le domaine	1 760 000 000	627 557 522	524 464 252	103 093 270	29,80	83,57	524 464 252	29,80
63.2022	Aménagement de sites touristiques - 2022	25 000 000						16 970 932	67,88
64.2022	Réhabilitation des sites touristiques - 2022	40 000 000	1 231 200	891 769	339 431	2,23	72,43	7 032 178	17,58
414.2022	Construction d'un fare potee sur le quai de Rotoava à Fakarava	40 000 000	12 000 000		12 000 000				
415.2022	Réhabilitation du site de Taharuu	20 000 000	20 000 000	3 899 322	16 100 678	19,50	19,50	3 899 322	19,50
64.2023	Réhabilitation sites touristiques - 2023	30 000 000	27 304 113	18 749 016	8 555 097	62,50	68,67	18 749 016	62,50
65.2023	Aménagement de sites touristiques - 2023	30 000 000	13 181 705	10 288 540	2 893 165	34,30	78,05	10 288 540	34,30
TOTAL DU PROGRAMME		11 931 619 272	7 432 960 265	1 609 286 115	5 823 674 150	13,49	21,65	4 206 496 192	35,26
90402 - AIDE ET REGULATION DU TOURISME									
55.2019	Kits bungalows - conception et réalisation des prototypes	175 000 000	79 511 903	216 744	79 295 159	0,12	0,27	20 704 841	11,83
60.2021	Aide au développement des logements chez l'habitant - 2021	3 182 200	1 107 763	1 107 763		34,81	100,00	2 698 863	84,81
66.2023	Aide au développement en faveur des pensions - 2023	50 000 000	30 000 000	12 610 000	17 390 000	25,22	42,03	12 610 000	25,22
TOTAL DU PROGRAMME		228 182 200	110 619 666	13 934 507	96 685 159	6,11	12,60	36 013 704	15,78

MISSION 904 - TOURISME

PAGE 17

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)	
	TOTAL DES DEPENSES		12 159 801 472	7 543 579 931	1 623 220 622	5 920 359 309	13,35	21,52	4 242 509 896	34,89

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
90401 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES									
131152	Contrat de projets n°2		82 558 853	4 867 257	77 691 596	0,00	5,90		
13116	Contrat de développement et de transformation		63 380 000	0	63 380 000	0,00	0,00		
13216	Contrat de développement et de transformation			61 728 233	- 61 728 233	0,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées		190 000 000	0	190 000 000	0,00	0,00		
211	Terrains		4 814 980 000	0	4 814 980 000	0,00	0,00		
2128	Autres agencements et aménagements de terrains			400 999	- 400 999	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		5 150 918 853	66 996 489	5 083 922 364		1,30		
	TOTAL DES RECETTES		5 150 918 853	66 996 489	5 083 922 364	0,00	1,30		
	RESULTAT MISSION 904			- 1 556 224 133					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90501 - AGRICULTURE ET ELEVAGE									
83.2015	Reconstruction de la station d'épuration - Abattoir de Papara - Etudes	18 000 000	7 199 775	4 462 912	2 736 863	24,79	61,99	12 914 707	71,75
306.2016	Structures d'abattage dans les îles autres que Tahiti - Etudes générales et unité	65 549 761	7 958 426	4 291 711	3 666 715	6,55	53,93	41 443 778	63,22
374.2016	Cession à titre gratuit de véhicules au profit de la SAEM Abattage de Tahiti (E/C)	13 925 566	1 859 558		1 859 558			12 066 008	86,65
392.2017	Réalisation d'ateliers d'agro transformation pour le développement de l'agriculture	721 419 025	365 935 989	308 292 752	57 643 237	42,73	84,25	408 164 823	56,58
393.2017	Subvention CAPL - Construction d'une nouvelle antenne à Afaahiti	60 000 000							
394.2017	Mises aux normes et réhabilitation de l'abattoir de Papara	95 000 000	12 121 141	3 477 832	8 643 309	3,66	28,69	54 452 085	57,32
396.2017	Développement de la filière uru - Aménagement de terrains, acquisition d'équipement	33 718 113	12 498 506	12 296 346	202 160	36,47	98,38	33 515 953	99,40
401.2017	Aides financières aux porteurs de projet en agriculture - IDV - 2017	26 989 396	1 314 617	1 314 617		4,87	100,00	26 989 396	100,00
406.2017	Acquisition et installation de matériels et d'équipements de l'abattoir de Papara	225 000 000	3 632 285	1 991 865	1 640 420	0,89	54,84	216 194 198	96,09
77.2018	Aménagements sur domaine Vaihuti - Raiatea	166 000 000	40 221 604	8 207 138	32 014 466	4,94	20,40	76 540 746	46,11
79.2018	Equipements de production d'auxiliaires de cultures et d'analyses qualitatives de	70 000 000	1 156 733	222 801	933 932	0,32	19,26	62 850 019	89,79
82.2018	Etudes et équipements pour le développement de la filière agriculture biologique	20 000 000	3 503 324		3 503 324			14 711 219	73,56
89.2018	Etudes et travaux sur lotissements agricoles - Domaine Boubée - Raiatea	139 000 000	14 517 021	13 512 617	1 004 404	9,72	93,08	84 894 030	61,07
97.2018	Plan de valorisation de la cocoteraie	127 705 411	37 788 973	8 406 757	29 382 216	6,58	22,25	98 323 195	76,99
102.2018	Subvention EVT - Travaux d'aménagement et de construction divers	30 500 000						15 250 000	50,00
105.2018	Acquisitions et installation de serres pilotes	65 000 000	19 840 694	19 678 174	162 520	30,27	99,18	64 837 480	99,75
106.2018	Création de hangar agro-alimentaires dans les îles - Etudes et travaux divers	111 327 296	30 554 580	22 442 324	8 112 256	20,16	73,45	63 332 175	56,89
71.2019	Aides financières aux porteurs de projets - ISLV - 2019	63 112 201	2 730 645	2 730 645		4,33	100,00	63 112 201	100,00
73.2019	Aides financières aux porteurs de projets - TG - 2019	56 216 784						41 216 784	73,32
74.2019	Aides financières aux porteurs de projets - MARQ - 2019	66 214 213	3 436 341		3 436 341			62 777 872	94,81
80.2019	Subvention CAPL - Acquisition de chapiteaux	42 307 452	21 153 726		21 153 726			21 153 726	50,00
87.2019	Subvention EPEFPA - Construction atelier pédagogique agroéquipement - Ferm	45 000 000						15 000 000	33,33
88.2019	Subvention EPEFPA - Aménagement de la station porcine de Opunohu	25 000 000	11 617 519		11 617 519			11 617 519	46,47
92.2019	Réhabilitation des captages et mise en place de compteurs - Marumarutua et T	150 000 000	31 768 839	30 538 462	1 230 377	20,36	96,13	148 242 535	98,83
93.2019	Aides financières aux porteurs de projets filière vanille - 2019	213 010 319	2 164 649	1 493 501	671 148	0,70	69,00	212 339 170	99,68
95.2019	Aménagement du domaine de Puunui - Vairao (FEI 2019)	450 000 000	101 894 114	1 612 200	100 281 914	0,36	1,58	26 196 759	5,82
96.2019	Réhabilitation du réseau hydraulique du domaine Ataha à Nuku Hiva (CdP 2 - 2	460 000 000	304 221 088	171 333 294	132 887 794	37,25	56,32	269 996 471	58,69
99.2019	Construction d'un centre technique des plants et semences de Ua Huka	14 814 420	5 969 888		5 969 888			5 956 000	40,20
100.2019	Unité de traitement des déchets de l'abattoir - Remplacements et nouveaux équ	187 000 000	84 618 453	47 545 750	37 072 703	25,43	56,19	80 736 724	43,17
381.2019	Subvention EVT - Aménagements et équipements du Fare Vanira de Huahine	10 000 000	5 000 000	5 000 000		50,00	100,00	10 000 000	100,00
382.2019	Subvention EVT - Création de locaux de préparation et de stockage d'intrants	40 000 000	20 000 000	20 000 000		50,00	100,00	20 000 000	50,00
427.2019	Aménagement sur domaine Hipu à Tahaa	65 000 000	2 000 000	1 846 800	153 200	2,84	92,34	18 004 074	27,70
102.2020	Aides financières aux porteurs de projet - Tuamotu Gambiers - 2020	73 446 092	2 745 428	1 794 028	951 400	2,44	65,35	67 199 355	91,49
103.2020	Aides financières aux porteurs de projet - Marquises - 2020	36 078 277	13 985 000	13 985 000		38,76	100,00	34 370 389	95,27

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 19

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
104.2020	Aides financières aux porteurs de projet Vanille - 2020	275 758 586	68 641 273	3 363 309	65 277 964	1,22	4,90	165 369 363	59,97
114.2020	Subvention CAPL - Conception et développement d'applications informatiques	8 000 000	4 000 000	4 000 000		50,00	100,00	4 000 000	50,00
115.2020	Création d'un abattoir à Nuku Hiva	795 000 000	12 032 149	4 153 211	7 878 938	0,52	34,52	4 831 857	0,61
117.2020	Acquisition et installation de serres pilotes - Appui au développement de filières	80 000 000	10 195 232	10 179 652	15 580	12,72	99,85	25 757 237	32,20
118.2020	Aménagement du domaine Faaroa - Développement de la filière élevage (porci)	78 000 000	15 006 520	9 064 716	5 941 804	11,62	60,41	9 064 716	11,62
121.2020	Création d'un abattoir à Raiatea	65 000 000	22 114 126	15 358 264	6 755 862	23,63	69,45	17 657 269	27,17
122.2020	Equipements , travaux et matériels de conditionnement et de stockage de produ	170 000 000	41 705 895	20 438 595	21 267 300	12,02	49,01	109 399 225	64,35
123.2020	Equipement, travaux et études divers pour actions agroécologiques spécifiques	13 000 000	490 240	163 609	326 631	1,26	33,37	1 730 069	13,31
124.2020	Equipement, travaux et études divers pour réseau de fermes pilotes (PROTEGE	30 000 000	9 281 205	5 419 295	3 861 910	18,06	58,39	22 081 390	73,60
125.2020	Construction de la station d'épuration de l'abattoir de Papara (CdP 2-2020)	250 000 000	143 453 609	106 892 666	36 560 943	42,76	74,51	144 055 724	57,62
132.2020	Aménagement et extension du domaine agricole de FAAROA	330 000 000	40 287 780	36 740 616	3 547 164	11,13	91,20	140 805 148	42,67
133.2020	Aménagements pistes et travaux divers - Domaine Aratao ISLV	54 000 000	7 549 464	7 542 240	7 224	13,97	99,90	44 582 210	82,56
136.2020	Aides financières aux porteurs de projet IDV - 2020	100 614 258	12 625 622	12 093 391	532 231	12,02	95,78	96 719 642	96,13
137.2020	Aides financières aux porteurs de projet ISLV - 2020	36 295 309	7 004 973	2 897 981	4 106 992	7,98	41,37	26 923 677	74,18
374.2020	Aménagement du domaine Atimaono "plateaux" - Travaux (CVT Agri 2020)	170 000 000	3 732 486		3 732 486			257 914	0,15
375.2020	Acquisition de matériels et équipements pour le traitement des filières d'agro-tra	4 073 814						4 072 375	99,96
376.2020	Etudes pour la réalisation d'ateliers d'agro-transformation pour le développeme	45 139 817	8 152 067	560 310	7 591 757	1,24	6,87	11 885 605	26,33
378.2020	Construction du bâtiment technique Agropol	30 000 000	9 546 654	429 307	9 117 347	1,43	4,50	12 024 999	40,08
62.2021	Hangar technique de la DAG - Nuku Hiva - Etudes	20 000 000						3 181 167	15,91
65.2021	Réhabilitation des bâtiments techniques de la DAG - Opunohu - Moorea	15 000 000	4 132 369	2 296 938	1 835 431	15,31	55,58	5 427 077	36,18
66.2021	Aménagement et valorisation du domaine Herbier à Hiva Oa - Etudes	130 000 000	11 771 034	3 199 657	8 571 377	2,46	27,18	26 855 398	20,66
68.2021	Aides financières aux porteurs de projet - IDV - 2021	246 750 597	57 272 489	27 311 298	29 961 191	11,07	47,69	174 968 808	70,91
69.2021	Développement des agents de lutte biologique - Etudes et équipements	35 000 000	24 196 105	14 156 050	10 040 055	40,45	58,51	14 156 050	40,45
70.2021	Construction du bâtiment IAA Papara	35 194 000	14 706 000	4 753 250	9 952 750	13,51	32,32	4 753 250	13,51
73.2021	Aménagement et valorisation des domaines agricoles - IDV - 2021	28 970 212	847 500	847 500		2,93	100,00	28 970 212	100,00
74.2021	Réhabilitation du réseau hydraulique du lotissement agricole Amo - Etudes	20 000 000	2 814 007		2 814 007			11 421 039	57,11
75.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Nuku Hiva	300 000 000	17 193 000		17 193 000				
76.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Hiva Oa	151 200 000	338 277		338 277				
77.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Ua Pou	144 000 000	5 000 000		5 000 000				
78.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Ua Huka	120 000 000	115 906		115 906				
79.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Huahine	65 000 000	53 104 006	39 728 683	13 375 323	61,12	74,81	46 935 027	72,21
80.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Raiatea	60 000 000	36 351 992	15 124 392	21 227 600	25,21	41,61	18 420 579	30,70
81.2021	Hangar de stockage de produits agricoles - Tahaa	83 000 000	22 666 992	3 633 408	19 033 584	4,38	16,03	6 446 016	7,77
84.2021	Réhabilitation et construction des bâtiments techniques - DAG ISLV	33 727 152	2 038 073	2 038 073		6,04	100,00	33 727 152	100,00

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 20

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)	
<hr/>										
85.2021	Zone de stockage tampon agro-alimentaire de Tahiti	30 000 000						17 950	0,06	
87.2021	Aides financières aux porteurs de projet ISLV - 2021	175 286 731	42 602 888	23 825 761	18 777 127	13,59	55,93	91 294 347	52,08	
88.2021	Subvention EPEFPA - Travaux et équipements du foyer/internat et salles de spc	10 000 000	5 000 000	5 000 000		50,00	100,00	10 000 000	100,00	
91.2021	Subvention EPEFPA - Aménagement et équipement d'un laboratoire	10 000 000								
92.2021	Subvention EPEFPA - Destruction de 2 hangars et construction d'un hangar	43 000 000						21 500 000	50,00	
93.2021	Subvention EPEFPA - Aménagement divers de la station porcine	15 000 000								
94.2021	Subvention EPEFPA - Rénovation et acquisition d'équipements pour l'atelier ag	10 000 000	5 000 000		5 000 000			5 000 000	50,00	
95.2021	Subvention EPEFPA - Mise en place de panneaux signalétiques	5 000 000						2 500 000	50,00	
96.2021	Subvention CAPL - Rénovation et aménagement des locaux (parcelle HB 54)	400 000 000	8 259 873		8 259 873					
97.2021	Subvention CAPL - Acquisition et installation de panneaux photovoltaïques	35 000 000								
98.2021	Subvention CAPL - Acquisition de matériels de transport et d'équipements logis	15 000 000	15 000 000	7 500 000	7 500 000	50,00	50,00	7 500 000	50,00	
99.2021	Subvention CAPL - Acquisition de structures de stockage et de transport	10 000 000								
100.2021	Subvention CAPL - Acquisition d'équipements de transformation	15 000 000	15 000 000	7 500 000	7 500 000	50,00	50,00	7 500 000	50,00	
101.2021	Subvention CAPL - Acquisition d'une station météo	2 000 000	1 000 000		1 000 000					
102.2021	Subvention CAPL - Acquérir ou développer une application GED de gestion éle	5 000 000								
103.2021	Aménagement agricole du domaine Vaihi - Nuku Hiva	35 000 000	7 182 000	7 182 000		20,52	100,00	10 652 532	30,44	
104.2021	Aménagement hydraulique des domaines Matavahi 1 et 2 - Tubuai	50 000 000	3 231 158		3 231 158			4 450 691	8,90	
106.2021	Hangar technique à la station d'élevage de Taravao - Aménagements et équipe	45 000 000						28 271 474	62,83	
107.2021	Installation des pâturages de la station d'élevage de Taravao - 2021	17 834 192	4 384 199	4 219 019	165 180	23,66	96,23	17 669 012	99,07	
109.2021	Subvention EVT - Aménagement du laboratoire de l'EVT - Travaux et équipem	14 000 000	7 000 000	7 000 000		50,00	100,00	14 000 000	100,00	
110.2021	Recensement général de l'agriculture (CVT AGRI - 2022)	175 000 000	133 018 368	126 807 684	6 210 684	72,46	95,33	144 637 782	82,65	
111.2021	Subvention EVT - Acquisition de matériel de transport - 2021	22 000 000	11 000 000	11 000 000		50,00	100,00	22 000 000	100,00	
113.2021	Aire d'Abattage Aménagée (AAA) à Huahine - Travaux et équipement	176 000 000	9 567 263	4 174 154	5 393 109	2,37	43,63	6 535 994	3,71	
114.2021	Etablissement de Traitement du Gibier (ETG) à Ua Huka - Travaux et équipeme	246 000 000	11 293 788	217 740	11 076 048	0,09	1,93	5 270 643	2,14	
115.2021	Etablissement de Traitement du Gibier (ETG) à Ua Pou - Travaux et équipemen	270 000 000	16 825 890	890 115	15 935 775	0,33	5,29	6 891 268	2,55	
117.2021	Aides financières aux porteurs de projet (SDA) - Tuamotu Gambier - 2021	97 160 553	29 981 129	16 602 920	13 378 209	17,09	55,38	68 621 791	70,63	
118.2021	Aides financières aux porteurs de projet (SDA) - Marquises - 2021	61 694 163	11 963 735	6 247 921	5 715 814	10,13	52,22	54 945 846	89,06	
119.2021	Aides financières aux porteurs de projet Vanille (SDA) - 2021	185 699 310	44 190 270	5 654 436	38 535 834	3,04	12,80	104 426 261	56,23	
121.2021	Acquisition et travaux d'implantation de serres maraîchères en kits fonctionnels	24 595 944	2 349 068	2 292 988		56 080	9,32	97,61	24 539 864	99,77
122.2021	Aménagement de surfaces agricoles (maraîchères, fruitières et vivrières) - TG -	50 000 000	29 221 099	23 500 921	5 720 178	47,00	80,42	38 018 171	76,04	
123.2021	Aménagement et valorisation du domaine Arnaud à Tumaraa - Raiatea	47 000 000	10 124 760	1 260 300	8 864 460	2,68	12,45	8 267 110	17,59	
124.2021	Régénération et valorisation de la cocoteraie - Aménagement, équipement et pl	300 000 000	173 460 327	146 442 990	27 017 337	48,81	84,42	176 576 426	58,86	
125.2021	Aménagement et valorisation du domaine Toovii à Nuku Hiva (CVT Agri - 2023)	100 170 518	10 913 790	3 949 530	6 964 260	3,94	36,19	7 030 650	7,02	
128.2021	Développement des filières maraîchères et vivrières aux TG - Systèmes de cult	15 000 000	112 534		112 534			13 623 323	90,82	

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 21

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
129.2021	Subvention EPEFPA - Construction d'une fosse à lisier	30 000 000							
130.2021	Subvention EPEFPA - Mission d'accompagnement à la modernisation de l'exploitation agricole	20 000 000						10 000 000	50,00
137.2021	Aménagement de la retenue collinaire de Metuarii et du réseau hydraulique - Etape 1	60 000 000	6 250 769	4 799 685	1 451 084	8,00	76,79	26 293 770	43,82
380.2021	Subvention EPEFPA - Acquisition et installation d'un co-composteur	6 697 530	3 348 765	3 348 765		50,00	100,00	6 697 530	100,00
417.2021	Aménagement de l'entrée du domaine d'Opunohu - Moorea	40 000 000	11 789 424	10 742 524	1 046 900	26,86	91,12	37 795 423	94,49
67.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Australes - 2022	19 203 066	18 143 728	10 887 650	7 256 078	56,70	60,01	10 887 650	56,70
68.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - TG - 2022	74 379 284	42 749 769	30 333 702	12 416 067	40,78	70,96	46 583 933	62,63
69.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Marquises - 2022	53 711 353	37 739 054	30 781 708	6 957 346	57,31	81,56	40 042 654	74,55
70.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Vanille - 2022	193 171 344	89 475 433	65 217 315	24 258 118	33,76	72,89	67 884 876	35,14
71.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - Filière bois - 2022	156 425 138	107 425 138	92 860 504	14 564 634	59,36	86,44	92 860 504	59,36
73.2022	Aménagement et valorisation des domaines agricoles - Marquises - 2022	4 118 820	1 610 820	1 610 820		39,11	100,00	4 118 820	100,00
76.2022	Création, aménagement et équipement des pépinières - 2022	9 188 004	873 340	873 340		9,51	100,00	9 187 276	99,99
77.2022	Aménagements, valorisations des domaines et lotissements ISLV - 2022	82 495 081	51 690 074	51 642 804	47 270	62,60	99,91	82 327 949	99,80
78.2022	Aménagement de pistes forestières ISLV - 2022	18 751 629	18 751 629	18 751 629		100,00	100,00	18 751 629	100,00
79.2022	Equipements forestiers et véhicules de chantier DAG - ISLV - 2022	11 204 839	10 449 405	10 437 705	11 700	93,15	99,89	11 193 139	99,90
80.2022	Equipements forestiers et véhicules de chantier pour la DAG - 2022	31 903 630	31 387 500	9 416 250	21 971 250	29,51	30,00	9 932 380	31,13
81.2022	Equipements agricoles et véhicules de chantier DAG - ISLV - 2022	37 020 589	25 520 114		25 520 114			11 000 475	29,71
82.2022	Aménagement des pépinières DAG - ISLV - 2022	9 911 543	5 706 846	5 682 486	24 360	57,33	99,57	9 887 183	99,75
84.2022	Aménagement des parcelles forestières privées - 2022	1 839 430	147 940	58 272	89 668	3,17	39,39	1 749 762	95,13
87.2022	Equipements agricoles et véhicules de chantier DAG Moorea - 2022	19 716 045	9 725 250	9 722 500	2 750	49,31	99,97	19 713 295	99,99
88.2022	Hangar technique de la DBS - Motu Uta - Aménagements et équipements techniques	70 000 000	11 045 456	2 700 800	8 344 656	3,86	24,45	3 765 666	5,38
89.2022	Equipements agricoles et véhicules de chantier DAG - 2022	18 733 066	2 106 852	2 106 852		11,25	100,00	18 733 066	100,00
90.2022	Matériels et équipement pour le hall technologique IAA - 2022	3 400 826	1 765 594	1 765 594		51,92	100,00	3 400 826	100,00
91.2022	Equipements d'analyses qualitatives des productions agricoles - 2022	18 607 001	5 194 116	4 485 903	708 213	24,11	86,37	17 895 921	96,18
92.2022	Développement des filières uru et vivrières, aménagement et équipements ISLV	10 137 547	700 000		700 000			9 437 547	93,09
94.2022	Développement des filières vivrières et uru, aménagement et équipements IDV	5 942 774	5 942 774	5 942 774		100,00	100,00	5 942 774	100,00
96.2022	Matériels et équipements pour le traitement des filières d'agro-transformation -	3 712 129	1 431 980	1 431 980		38,58	100,00	3 712 129	100,00
97.2022	Développement des filières uru et vivrières, aménagement et équipements Australie	4 897 956	1 291 768	1 291 768		26,37	100,00	4 897 956	100,00
98.2022	Subvention EPEFPA - Remise à niveau des bâtiments de l'exploitation agricole	35 000 000							
99.2022	Subvention CAPL - Acquisition de matériels d'agro-transformation	10 000 000	5 000 000		5 000 000				
100.2022	Subvention CAPL - Acquisition et installation de matériels de conditionnement d'aliments	30 000 000	2 000 000		2 000 000				
101.2022	Subvention CAPL - Acquisition de mobiliers et matériels informatiques	5 000 000	2 500 000		2 500 000				
102.2022	Subvention CAPL - Réhabilitation de l'antenne de Raiatea - Travaux et équipement	15 000 000							
103.2022	Subvention CAPL - Réhabilitation et réaménagement du local CAPL à Ua Pou	5 000 000	5 000 000	2 500 000	2 500 000	50,00	50,00	2 500 000	50,00

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 22

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
105.2022	Développement de la filière bois - Feuillus et résineux - 2022	5 666 273	1 596 000		1 596 000			4 070 273	71,83
106.2022	Aménagement et valorisation des domaines agricoles - IDV - 2022	33 917 398	31 243 029	31 243 029		92,12	100,00	33 817 398	99,71
107.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - IDV - 2022	247 616 480	86 107 128	47 231 875	38 875 253	19,07	54,85	91 624 747	37,00
108.2022	Aides financières aux porteurs de projets agricoles - ISLV - 2022	148 998 311	99 223 835	89 771 643	9 452 192	60,25	90,47	92 961 654	62,39
328.2022	Acquisition de matériels et d'équipements d'exploitation pour l'abattoir de Papar	15 000 000	2 340 337	462 633	1 877 704	3,08	19,77	8 298 581	55,32
329.2022	Subvention GDS-A - Acquisition de matériels, équipements et véhicules	20 000 000	3 834 727	3 834 727		19,17	100,00	3 834 727	19,17
330.2022	Subventions CAPL - Acquisition de matériels, engins et équipements agricoles	420 000 000	349 333 333	349 333 333		83,17	100,00	349 333 333	83,17
331.2022	Aménagement agricole - partenariat CAMCIM - Etudes et travaux	10 000 000							
332.2022	Abattoir public Papeiti Papara - Etudes	25 000 000	5 831 100		5 831 100				
375.2022	Réalisation d'un atelier d'agro-transformation sur la commune de Rurutu - Moe	114 000 000	30 000 000		30 000 000				
376.2022	Acquisition de chiens détecteurs de biosécurité	12 500 000	6 000 000	5 010 931	989 069	40,09	83,52	5 010 931	40,09
377.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Tubuai - Etudes et travaux	30 000 000	5 021 253	1 967 090	3 054 163	6,56	39,18	2 426 810	8,09
378.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Moorea - Etudes	25 000 000							
379.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Afaahiti - Etudes	25 000 000							
380.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Rimatara - Etudes et travaux	30 000 000	4 360 420	770 330	3 590 090	2,57	17,67	1 230 050	4,10
381.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Arue - Etudes	25 000 000							
382.2022	Réalisation d'ateliers d'agro-transformation - Rangiroa - Etudes	25 000 000							
383.2022	Equipements et matériels de conditionnement et de stockage de produits agro-a	100 000 000							
67.2023	Acquisition de reproducteurs pour la filière élevage	15 000 000	1 801 600		1 801 600				
68.2023	Installation et équipements d'unités de démonstration d'élevage en filière avicole	18 000 000	5 601 960	1 019 640	4 582 320	5,66	18,20	1 019 640	5,66
69.2023	Atelier mécanique DAG - Uturoa - Travaux	45 000 000	410 400	410 400		0,91	100,00	410 400	0,91
70.2023	Acquisitions d'équipements agricoles et véhicules de chantier DAG - ISLV - 202	49 000 000							
71.2023	Boxes de réception pour la diffusion de bovins reproducteurs dans les îles - Tra	12 000 000	2 880 210	1 443 785	1 436 425	12,03	50,13	1 443 785	12,03
72.2023	Acquisition de matériel et équipement d'élevage - 2023	15 000 000	2 724 973	2 053 953	671 020	13,69	75,38	2 053 953	13,69
73.2023	Aménagement et équipements des pépinières DAG - ISLV - 2023	32 000 000	14 299 396	8 086 481	6 212 915	25,27	56,55	8 086 481	25,27
74.2023	Aménagement et équipement de la filière élevage - Marquises - 2023	15 000 000	1 472 926	1 472 926		9,82	100,00	1 472 926	9,82
75.2023	Subvention EPEFPA - Création de nouvelles classes - Aménagements et équip	50 000 000							
76.2023	Subvention EPEFPA - Acquisition d'un véhicule technique	5 000 000	5 000 000	5 000 000		100,00	100,00	5 000 000	100,00
77.2023	Subvention EPEFPA - Equipements mécaniques et automatiques de l'exploitati	15 000 000							
78.2023	Subvention EPEFPA - Station de compostage - Equipements	20 000 000							
79.2023	Subvention CAPL - Acquisition de machines et engins agricoles	150 000 000							
80.2023	Subvention EVT - Acquisition de matériels techniques	60 000 000							
81.2023	Construction d'un centre technique des plants et semences de Ua Huka Marqui:	120 000 000	40 069 131		40 069 131				
82.2023	Création d'un abattoir à Raiatea - Travaux et équipements (CDT - 2023)	300 000 000	30 000 000		30 000 000				

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 23

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
TOTAL DU PROGRAMME									
83.2023	Aménagement du domaine Boubée-Barrier (CDT - 2023)	400 000 000	115 677 940	10 603 920	105 074 020	2,65	9,17	10 603 920	2,65
84.2023	Construction du bâtiment technique Agropol 3 (CDT - 2023)	296 400 000	85 591 428	59 000 476	26 590 952	19,91	68,93	59 000 476	19,91
85.2023	Réhabilitation du réseau hydraulique du lotissement agricole Amo - Travaux (CDT - 2023)	200 000 000	20 000 000		20 000 000				
86.2023	Réhabilitation du hangar technique de la DAG de Rurutu - Etudes	20 000 000							
87.2023	Equipements d'analyses qualitatives des productions agricoles - 2023	12 500 000	5 206 365	5 107 105	99 260	40,86	98,09	5 107 105	40,86
88.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipement - Tuamotu Gambier - 2	15 000 000			702 750				
89.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipements - ISLV - 2023	15 000 000	702 750		702 750				
90.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipements - Marquises - 2023	15 000 000							
91.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipements - Australes - 2023	15 000 000	6 965 454	5 043 454	1 922 000	33,62	72,41	5 043 454	33,62
92.2023	Filières uru et vivrières - Aménagement et équipements - IDV - 2023	15 000 000	11 312 048	11 109 048	203 000	74,06	98,21	11 109 048	74,06
93.2023	Filières d'agro-transformation - Matériels et équipements - 2023	60 000 000	3 500 000	3 384 292	115 708	5,64	96,69	3 384 292	5,64
94.2023	Aménagements, valorisations des domaines et lotissements ISLV - 2023	52 000 000	17 129 665	4 641 876	12 487 789	8,93	27,10	4 641 876	8,93
95.2023	Acquisition de matériels et d'équipements pour l'abattoir de Papara	50 000 000							
96.2023	Aménagement et valorisation du domaine Vaioa Tcheko à Nuku Hiva	10 000 000							
97.2023	Aides financières aux porteurs de projets - IDV - 2023	220 000 000	39 498 259	15 233 319	24 264 940	6,92	38,57	15 233 319	6,92
98.2023	Aides financières aux porteurs de projets - ISLV - 2023	150 000 000	30 581 147	8 434 886	22 146 261	5,62	27,58	8 434 886	5,62
99.2023	Aides financières aux porteurs de projets - Australes - 2023	50 000 000	12 000 000	4 385 297	7 614 703	8,77	36,54	4 385 297	8,77
100.2023	Aides financières aux porteurs de projets - Tuamotu Gambier - 2023	50 000 000	25 000 000	13 302 574	11 697 426	26,61	53,21	13 302 574	26,61
101.2023	Aides financières aux porteurs de projets - Marquises - 2023	50 000 000	12 000 000	497 571	11 502 429	1,00	4,15	497 571	1,00
102.2023	Aides financières aux porteurs de projets Vanille - 2023	270 000 000	39 207 888	13 258 233	25 949 655	4,91	33,82	13 258 233	4,91
103.2023	Aménagement et valorisation des domaines agricoles Australes - 2023	15 000 000							
104.2023	Aménagement et valorisation des domaines agricoles Marquises - 2023	15 000 000							
105.2023	Aménagement et valorisation des domaines agricoles IDV - 2023	15 000 000	14 905 448	14 905 448		99,37	100,00	14 905 448	99,37
106.2023	Aménagement et valorisation des domaines agricoles Tuamotu Gambier - 2023	15 000 000							
107.2023	Matériels et équipement pour le hall technologique IAA - 2023	10 000 000	3 529 977	3 524 225	5 752	35,24	99,84	3 524 225	35,24
108.2023	Développement de solutions biostimulantes en agroécologie - Etudes et équipe	25 000 000	8 000 000		8 000 000				
109.2023	Création, aménagement et équipement des pépinières - 2023	15 000 000	4 444 918	4 272 721	172 197	28,48	96,13	4 272 721	28,48
385.2023	Subvention CAPL - Acquisition de mobiliers, stands et équipements à caractère	50 000 000	30 000 000		30 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		16 196 266 568	4 180 626 683	2 575 342 967	1 605 283 716	15,90	61,60	5 888 614 988	36,36
90502 - FORETS									
109.2018	Développement de la filière pinus - 2018	6 555 383	1 556 599		1 556 599			4 998 784	76,25
142.2020	Station forestière et autoclave - Aménagements et équipements - Etudes	20 000 000						11 496 700	57,48
143.2020	Réhabilitation et mise aux normes du pont de la station forestière de Papeiti - P	35 000 000	4 242 573	4 242 573				4 499 272	12,86
144.2020	Développement de la filière bois - Feuillus et résineux - 2020	17 765 465						17 765 465	100,00

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 24

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
135.2021	Cartographie et outil de gestion des ressources forestières de la Polynésie française	15 000 000	14 707		14 707			7 338 788	48,93
136.2021	Développement de la filière bois - Feuillus et résineux - 2021	22 161 224	5 007 640		5 007 640			17 153 584	77,40
138.2021	Hangar forestier de la DAG - Raiatea - Travaux et équipements (CDT - 2021)	56 000 000	6 771 177	6 771 177		12,09	100,00	38 874 362	69,42
140.2021	Electrification du domaine Matavahi à Tubuai	15 000 000							
141.2021	Aides financières aux porteurs de projet de la filière Bois (SDA) - 2021	39 136 160	8 693 843	5 328 455	3 365 388	13,62	61,29	35 770 772	91,40
142.2021	Travaux de réalisation de pistes forestières à Nuku Hiva, Hiva Oa, Tubuai, Ruru	124 300 000	62 679 056	62 679 056		50,43	100,00	124 300 000	100,00
418.2021	Aménagements de la station forestière de la DAG à Papara (CDT - 2021)	145 000 000	9 093 595		9 093 595			4 948 838	3,41
419.2021	Acquisition d'un autoclave et mise aux normes de l'existant (CVT Agri - 2021)	181 275 352						54 648	0,03
75.2022	Travaux forestiers sur domaines - 2022	108 389 695	59 426 132	59 426 132		54,83	100,00	108 389 695	100,00
333.2022	Acquisitions d'autoclaves de traitement du bois pour les archipels	150 000 000	34 000 000	43 600	33 956 400	0,03	0,13	596 500	0,40
110.2023	Travaux sur massifs forestiers privés - 2023	40 000 000							
111.2023	Aides financières aux porteurs de projets filière bois - 2023	65 000 000	10 000 000		10 000 000				
112.2023	Développement de la filière bois - Feuillus et résineux - 2023	25 000 000	2 349 193	2 349 193		9,40	100,00	2 349 193	9,40
113.2023	Equipements forestiers et véhicules de chantier DAG - ISLV - 2023	20 000 000	4 475 000		4 475 000				
114.2023	Travaux sur domaines forestiers - 2023	75 000 000	39 622 743	29 887 883	9 734 860	39,85	75,43	29 887 883	39,85
115.2023	Equipements forestiers et véhicules de chantier pour la DAG - 2023	40 000 000	12 840 986	6 948 236	5 892 750	17,37	54,11	6 948 236	17,37
TOTAL DU PROGRAMME		1 200 583 279	260 773 244	177 676 305	83 096 939	14,80	68,13	415 372 720	34,60

90503 - PECHE ET AQUACULTURE

93.2015	Normalisation et extension du port de pêche de Papeete	151 000 000	53 235		53 235			146 717 137	97,16
96.2015	Extension du centre technique aquacole	405 000 000	48 388 272	15 392 281	32 995 991	3,80	31,81	91 548 431	22,60
61.2016	Maîtrise des coûts énergétiques des installations frigorifiques de la pêche artisanale	110 000 000	21 985 444	21 421 204	564 240	19,47	97,43	69 724 586	63,39
307.2016	Aménagement de la zone biomarine de Faratea	3 640 000 000	812 611 416	801 867 961	10 743 455	22,03	98,68	1 274 139 303	35,00
308.2016	Aménagement du Port de pêche de Papeete - Etudes	37 166 909	77 783		77 783			37 089 126	99,79
408.2017	Programme d'optimisation énergétique des navires de pêche en Polynésie française	38 000 000	6 175 276	5 724 318	450 958	15,06	92,70	15 573 667	40,98
411.2017	Acquisitions et installations de pontons - Coopératives de pêche de Arue et Vai	325 000 000	136 933 320	135 405 356	1 527 964	41,66	98,88	200 617 078	61,73
412.2017	Développement et acquisition de systèmes d'information de la DRMM	135 000 000	42 581 349	28 463 368	14 117 981	21,08	66,84	44 387 889	32,88
414.2017	Panneaux photovoltaïques port de pêche de Papeete - Etudes	2 741 602	158 200	158 200		5,77	100,00	2 741 602	100,00
417.2017	Fiabilisation des éclosseries VAIA du CTA - Vairao (CDT - 2022)	237 500 000	106 374 525	2 012 571	104 361 954	0,85	1,89	30 830 401	12,98
117.2018	Mise aux normes et optimisation des équipements du port de pêche de Papeete	37 000 000	133 463	133 453	10	0,36	99,99	29 672 825	80,20
119.2018	Unité polyvalente côtière DRMM - Etudes	9 000 000							
122.2018	Aménagement du site d'accueil des pêcheurs de Huahine	30 000 000	14 434 400	13 794 000	640 400	45,98	95,56	15 719 837	52,40
57.2019	Construction d'une 3ème salle larvaire - Eclosseries VAIA - Etudes	20 000 000	7 360 936	1 776 615	5 584 321	8,88	24,14	1 776 615	8,88
62.2019	Aides à la pêche lagunaire - 2019	148 111 661	1 543 964		1 543 964			146 567 697	98,96
63.2019	Aides à la pêche cotière et hauturière - 2019	94 730 618	584 448		584 448			94 146 170	99,38

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 25

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
84.2020	Evolution du système de traitement comptable de la DRM	6 000 000	6 000 000		6 000 000				
85.2020	Participation au capital de la S3P	35 000 000	30 000 000		30 000 000				
89.2020	Aides à la pêche lagonaire - 2020	147 910 434	20 504 286	7 960 469	12 543 817	5,38	38,82	133 162 401	90,03
90.2020	Aides à la pêche cotière et hauturière - 2020	64 863 445	5 637 086	491 800	5 145 286	0,76	8,72	59 718 159	92,07
96.2020	Extension du centre technique aquacole : bassins serres et traitement des eaux	20 000 000						4 340 801	21,70
371.2020	Cession à titre gratuit d'une machine à glace, silo, chambre froide au profit de la	678 099	678 099		678 099				
372.2020	Cession de souche de crevettes au profit du Pays (E/O)	3 000 000 000	3 000 000 000		3 000 000 000				
143.2021	Echanges fonciers - Zone biomarine (E/O)	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
147.2021	Aides à la pêche lagonaire- 2021	126 989 484	45 593 640	45 165 615	428 025	35,57	99,06	102 571 975	80,77
148.2021	Aides à la pêche cotière et hauturière - 2021	63 238 068	7 712 951	375 288	7 337 663	0,59	4,87	55 900 405	88,40
157.2021	Réhabilitation de la marina pour la pêche côtière de Vaipoopo à Punaauia - Tra	206 962 084	29 572 466	4 354 752	25 217 714	2,10	14,73	13 080 469	6,32
158.2021	Construction d'un bâtiment RD en aquaculture CTA Vairao - Etudes	30 000 000	3 500 000	2 972 745	527 255	9,91	84,94	2 972 745	9,91
420.2021	Aménagements site technique DRM à Aree	15 000 000	1 672 699		1 672 699				
109.2022	Aides à la pêche lagonaire - 2022	32 463 857	20 022 758	15 120 868	4 901 890	46,58	75,52	16 511 868	50,86
110.2022	Matériel technique secteur pêche - 2022	10 000 000	178 630	178 630		1,79	100,00	9 239 355	92,39
111.2022	Création de zones de pêche réglementées - 2022	30 000 000	6 553 671	6 553 671		21,85	100,00	8 065 113	26,88
112.2022	Matériel technique secteur aquacole - 2022	20 000 000	15 682 308	14 830 992	851 316	74,15	94,57	17 065 924	85,33
113.2022	Gestion de l'activité de la pêche côtière artisanale - Etudes	10 000 000							
114.2022	Equipements frigorifiques - 2022	2 808 291	2 808 291	2 808 291		100,00	100,00	2 808 291	100,00
116.2022	Dispositifs de concentration de poissons - 2022	60 000 000	34 877 939	34 082 356	795 583	56,80	97,72	40 775 169	67,96
118.2022	Aides à la pêche côtière et hauturière - 2022	69 315 823	28 673 983	23 347 748	5 326 235	33,68	81,42	63 989 588	92,32
334.2022	Subvention à la S3P : système de sécurité incendie	42 500 000							
384.2022	Subvention S3P - Mise en conformité et rénovation des tours à glace	20 000 000	20 000 000	10 000 000	10 000 000	50,00	50,00	10 000 000	50,00
116.2023	Accompagnement biomarine et Bioremédiation	30 000 000							
117.2023	Aides à la pêche lagonaire - 2023	40 000 000	14 184 177	3 631 978	10 552 199	9,08	25,61	3 631 978	9,08
118.2023	Aides à la pêche côtière et hauturière - 2023	80 000 000	55 000 000	50 523 676	4 476 324	63,15	91,86	50 523 676	63,15
119.2023	Acquisitions d'équipements frigorifiques - 2023	30 000 000	3 000 000		3 000 000				
120.2023	Dispositifs de concentration de poissons - 2023	60 000 000	23 000 000	15 202 974	7 797 026	25,34	66,10	15 202 974	25,34
121.2023	Matériel technique secteur pêche - 2023	10 000 000	4 922 765	4 922 765		49,23	100,00	4 922 765	49,23
122.2023	Matériel technique secteur aquacole - 2023	18 000 000	7 030 623	4 864 149	2 166 474	27,02	69,19	4 864 149	27,02
123.2023	Création de zones de pêche réglementées - 2023	30 000 000	15 000 000	7 294 007	7 705 993	24,31	48,63	7 294 007	24,31
124.2023	Aides aux professionnels secteur aquacole - 2023	40 000 000							
125.2023	Aménagement, équipement et travaux divers - Marinas - 2023	30 000 000	3 715 169	1 571 969	2 143 200	5,24	42,31	1 571 969	5,24
126.2023	Reconstruction d'une antenne technique DRM à Apooiti	64 000 000	2 900 000	2 625 843	274 157	4,10	90,55	2 625 843	4,10

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 26

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90504 - PERLICULTURE									
127.2023	Travaux de réhabilitation des tours à glace du port de pêche de Papeete	125 000 000	12 800 000	364 800	12 435 200	0,29	2,85	364 800	0,29
128.2023	Aménagement et sécurisation des sites affectés à la DRM - 2023	20 000 000	14 699 929	14 650 902	49 027	73,25	99,67	14 650 902	73,25
386.2023	Centre technique aquacole de Vairao - Poste de transformation haute tension	40 000 000	3 000 000	3 000 000					
TOTAL DU PROGRAMME		10 060 980 375	4 648 317 501	1 300 045 615	3 348 271 886	12,92	27,97	2 847 107 690	28,30
90505 - ARTISANAT									
132.2023	Aides à l'équipement des artisans traditionnels - 2023	5 000 000							
133.2023	Travaux d'aménagement du village de l'artisanat et des savoir-faire traditionnels	50 000 000	50 000 000	5 000 000	45 000 000	10,00	10,00	5 000 000	10,00
TOTAL DU PROGRAMME		55 000 000	50 000 000	5 000 000	45 000 000	9,09	10,00	5 000 000	9,09
90506 - RESSOURCES MINIERES									
	TOTAL DU PROGRAMME					0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES		27 918 207 733	9 220 817 029	4 110 394 213	5 110 422 816	14,72	44,58	9 279 828 754	33,24

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
90501 - AGRICULTURE ET ELEVAGE									
131152	Contrat de projets n°2	110 619 470	171 882 299	49 451 236	122 431 063	44,70	28,77		
13116	Contrat de développement et de transformation	100 750 000	100 750 000	62 460 000	38 290 000	62,00	62,00		
131181	Fonds exceptionnel d'investissement	13 188 960	13 188 960	0	13 188 960	0,00	0,00		
131184	Convention Agriculture	44 247 788	44 247 788	0	44 247 788	0,00	0,00		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		12 358 560	0	12 358 560	0,00	0,00		

MISSION 905 - DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

PAGE 27

MISSION 906 - ECONOMIE GENERALE

PAGE 28

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90603 - DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES									
342.2015	Subvention SOFIDEP PRE (Pret relance entreprises)	1 477 000 000	50 000 000		50 000 000			1 427 000 000	96,61
315.2016	Aides à la revitalisation des commerces de proximité - 2016 (PEI)	59 523 390						59 426 274	99,84
169.2021	Subvention SOFIDEP - Capital investissement	1 300 000 000	600 000 000	296 999 108	303 000 892	22,85	49,50	746 999 108	57,46
TOTAL DU PROGRAMME		2 836 523 390	650 000 000	296 999 108	353 000 892	10,47	45,69	2 233 425 382	78,74
TOTAL DES DEPENSES		2 836 523 390	650 000 000	296 999 108	353 000 892	10,47	45,69	2 233 425 382	78,74

RESULTAT MISSION 906			- 296 999 108						
----------------------	--	--	---------------	--	--	--	--	--	--

MISSION 907 - TRAVAIL ET EMPLOI

PAGE 29

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90703 - FORMATION PROFESSIONNELLE									
242.2012	Subvention au CMA - Travaux de réhabilitation des locaux et d'aménagement d	16 000 000	1 126 213		1 126 213			3 873 787	24,21
106.2019	Construction d'un centre de formation sanitaire et social - Etudes (Cdp 2 - 2019	80 000 000	66 641 348	20 290 303	46 351 045	25,36	30,45	32 415 695	40,52
387.2019	Réhabilitation, construction et aménagement du campus "Formations maritimes	531 650 000	229 874 288	209 870 965	20 003 323	39,48	91,30	465 996 677	87,65
429.2019	Subvention CMA - Relogement de l'établissement - Etudes	15 000 000							
148.2020	Subvention CFPA - Réhabilitation du centre de formation de Taravao	15 325 659	5 325 659	5 325 659		34,75	100,00	15 325 659	100,00
149.2020	Subvention CFPA - Construction de plateaux techniques Punaruu - Etudes	30 000 000	30 000 000		30 000 000				
170.2021	Subvention CMMPF - Acquisition matériel pédagogique du campus - Formation	180 000 000	72 000 000	72 000 000		40,00	100,00	90 000 000	50,00
23.2022	IFPS - Travaux et équipements divers - 2022	4 000 000							
123.2022	Subvention CFPA - Acquisition d'unités mobiles équipées pour la formation dan	130 000 000	65 000 000		65 000 000				
124.2022	Subvention CFPA - Acquisition de moyens destinés à la formation au permis de	18 197 445	18 197 445	18 197 445		100,00	100,00	18 197 445	100,00
416.2022	Subvention CMA - Acquisitions d'équipements pour la formation DNMADE	9 000 000	5 000 000	4 500 000	500 000	50,00	90,00	4 500 000	50,00
134.2023	IFPS - Travaux et équipements divers - 2023	2 000 000							
387.2023	Travaux de réhabilitation de l'Institut Mathilde Frebault en CFSS	680 000 000							
TOTAL DU PROGRAMME		1 711 173 104	493 164 953	330 184 372	162 980 581	19,30	66,95	630 309 263	36,83
TOTAL DES DEPENSES		1 711 173 104	493 164 953	330 184 372	162 980 581	19,30	66,95	630 309 263	36,83

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIÉ (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
90703 - FORMATION PROFESSIONNELLE									
131152	Contrat de projets n°2	29 487 322	29 487 322	3 865 166	25 622 156	13,11	13,11		
	TOTAL DU PROGRAMME	29 487 322	29 487 322	3 865 166	25 622 156	13,11	13,11		
TOTAL DES RECETTES		29 487 322	29 487 322	3 865 166	25 622 156	13,11	13,11		
RESULTAT MISSION 907				- 326 319 206					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90801 - CULTURE ET ART CONTEMPORAIN									
316.2016	Centre culturel (Etat-Culture)	3 834 613 000	264 668 311	3 807 600	260 860 711	0,10	1,44	262 956 565	6,86
175.2021	Subvention TFTN - Aménagement et acquisitions de matériels divers - 2021	68 000 000	31 301 223	25 040 978	6 260 245	36,82	80,00	61 739 755	90,79
422.2021	Extension du CAPF - Acquisition de la parcelle CZ 36 - DUP	2 000 000	2 000 000		2 000 000				
423.2021	Subv MTI - Ext du musée de Tahiti et des îles - Création d'une aile d'art moder	33 900 000	23 730 000		23 730 000			10 170 000	30,00
450.2021	Réalisation d'une sculpture pour le centre hospitalier de la Polynésie	4 500 000						4 200 000	93,33
125.2022	Subvention TFTN - Aménagement et acquisitions de matériels - 2022	50 000 000	25 000 000	25 000 000		50,00	100,00	50 000 000	100,00
126.2022	Subvention CAPF - Aménagements et acquisitions de matériels techniques et p	8 700 000	4 000 000	4 000 000		45,98	100,00	8 700 000	100,00
135.2023	Subvention TFTN - Aménagement divers - 2023	41 000 000	26 000 000		26 000 000				
136.2023	Subvention CAPF - Acquisition de matériels - 2023	3 500 000	3 500 000		3 500 000				
137.2023	Subvention TFTN - Acquisition de matériels - 2023	58 000 000	58 000 000		58 000 000				
138.2023	Subventions aux associations culturelles - 2023	5 000 000	1 000 000		1 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		4 109 213 000	439 199 534	57 848 578	381 350 956	1,41	13,17	397 766 320	9,68
90802 - PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS									
122.2017	Aménagement du site du paysage culturel Taputapuatea - Raiatea - phase 1 e	188 167 609	95 268 626	3 213 058	92 055 568	1,71	3,37	77 112 041	40,98
123.2017	Subvention MTI - Travaux de désamiantage	121 337 253	6 066 864		6 066 864			115 270 389	95,00
139.2018	Centre de mémoire des essais nucléaires - Travaux de déconstruction et étude	187 000 000	54 645 767	2 276 417	52 369 350	1,22	4,17	47 630 650	25,47
148.2018	Subvention MTI - Aménagement et rénovation du Musée de Tahiti et des îles -	545 527 522	51 026 376	26 026 376	25 000 000	4,77	51,01	520 527 522	95,42
118.2019	Construction et aménagements d'un centre de conservation et d'études	30 000 000	15 131 220	4 793 700	10 337 520	15,98	31,68	11 066 380	36,89
157.2020	Subvention MTI - Acquisition d'équipement multimédias et de mobiliers pour la	73 090 377	16 716 414	16 631 180	85 234	22,75	99,49	73 005 143	99,88
181.2021	Subvention MTI - Réaménagement extérieur du MTI	2 806 258	106 258	106 258		3,79	100,00	2 806 258	100,00
449.2021	Subvention d'investissement aux associations - 2021	3 359 490	167 974	167 974		5,00	100,00	3 359 490	100,00
127.2022	Aménagement et travaux divers sur sites culturels - 2022	15 996 898	11 483 590	11 483 590		71,79	100,00	15 996 898	100,00
128.2022	Subventions d'investissement aux associations - 2022	10 238 313	7 769 901	7 188 517	581 384	70,21	92,52	7 488 317	73,14
129.2022	Subvention MTI - Rénovation des coursives et des cheminements	30 000 000	15 000 000	12 282 461	2 717 539	40,94	81,88	27 282 461	90,94
130.2022	Subvention MTI - Réaménagement de l'espace quarantaine et des rangements	12 996 000	12 996 000	6 498 000	6 498 000	50,00	50,00	6 498 000	50,00
131.2022	Subvention MTI - Acquisition de divers équipements - 2022	2 390 646	211 698	211 698		8,86	100,00	2 390 646	100,00
132.2022	Acquisition de matériels divers pour sites culturels - 2022	9 150 980	8 900 000		8 900 000			250 980	2,74
135.2022	Acquisition de matériels et gestion archivistique - 2022.	10 500 000	5 230 421	5 089 921	140 500	48,48	97,31	5 089 921	48,48
137.2022	Subvention - Rénovation de la maison de la France libre	10 000 000							
139.2023	Aménagements et travaux divers - 2023	8 000 000	2 701 916	2 251 658	450 258	28,15	83,34	2 251 658	28,15
140.2023	Acquisition d'oeuvres d'art - 2023	8 000 000	7 035 000	1 869 000	5 166 000	23,36	26,57	1 869 000	23,36
141.2023	Subvention MTI - Acquisition de matériels - 2023	1 500 000	1 500 000	1 500 000		100,00	100,00	1 500 000	100,00
142.2023	Subvention MTI - Etudes et équipement en panneaux solaires pour la nouvelle	20 000 000	20 000 000	10 000 000	10 000 000	50,00	50,00	10 000 000	50,00
143.2023	Restauration, conservation et valorisation d'oeuvres - 2023	2 000 000	1 995 000	1 995 000		99,75	100,00	1 995 000	99,75

MISSION 908 - CULTURE ET PATRIMOINE

PAGE 31

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
144.2023	Construction d'un centre de conservation et d'étude - Travaux (CDT - 2023)	171 000 000	80 000 000		80 000 000				
145.2023	Aménagements et travaux divers sur sites culturels - 2023	15 000 000	12 041 690	12 041 690		80,28	100,00	12 041 690	80,28
146.2023	Numérisation des fonds archives - 2023	650 000							
	TOTAL DU PROGRAMME	1 478 711 346	425 994 715	125 626 498	300 368 217	8,50	29,49	945 432 444	63,94
	TOTAL DES DEPENSES	5 587 924 346	865 194 249	183 475 076	681 719 173	3,28	21,21	1 343 198 764	24,04

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
90801 - CULTURE ET ART CONTEMPORAIN									
204172	EP-Projets d'infrastructures			1 014 646	- 1 014 646	0,00	0,00		
20421	Pers privé-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			723 332	- 723 332	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME			1 737 978	- 1 737 978		0,00		
90802 - PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS									
13116	Contrat de développement et de transformation	40 000 000	40 000 000	0	40 000 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	40 000 000	40 000 000		0	40 000 000	0,00		
	TOTAL DES RECETTES	40 000 000	40 000 000	1 737 978	38 262 022	4,34	4,34		
	RESULTAT MISSION 908			- 181 737 098					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90901 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE									
189.2021	Equipements des CJA et CSP - 2021	7 465 319	1 213 561	341 341	872 220	4,57	28,13	6 593 099	88,32
138.2022	Equipements informatiques enseignement primaire - 2022	41 664 708	32 382 940	32 382 937	3	77,72	100,00	41 664 705	100,00
139.2022	Equipements des CJA et des CSP - 2022	4 921 879	4 054 765	3 136 690	918 075	63,73	77,36	4 003 804	81,35
147.2023	Equipements des CJA et des CSP - 2023	10 000 000							
148.2023	Construction d'un nouveau bâtiment au lycée de Bora Bora - Etudes	30 000 000	13 855 519		13 855 519				
149.2023	Equipements informatiques enseignement primaire - 2023	55 000 000	46 339 380	24 005 098	22 334 282	43,65	51,80	24 005 098	43,65
TOTAL DU PROGRAMME		149 051 906	97 846 165	59 866 066	37 980 099	40,16	61,18	76 266 706	51,17
90902 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE									
109.2009	Construction du lycée et collège de Bora Bora	2 600 000 000	11 464 595		11 464 595			2 584 369 770	99,40
111.2009	Construction du lycée de Moorea - Etudes (Etat Educ - 2019)	218 000 000	72 301 524	45 315 881	26 985 643	20,79	62,68	100 391 244	46,05
333.2014	Réhabilitation du Lycée Paul Gauguin (Etat Educ-2014)	180 000 000						176 954 322	98,31
122.2015	Matériel de transport des Collèges et Lycées - 2015	47 649 221						47 551 162	99,79
83.2016	Réhabilitation du collège de Taravao (Etat Educ-2017)	180 000 000	5 435 510	786 303	4 649 207	0,44	14,47	171 539 245	95,30
84.2016	Restructuration du Collège de Rangiroa (Etat Educ-2016)	217 000 000						209 752 560	96,66
85.2016	Réhabilitation du collège de Hao (Etat Educ-2016)	228 089 147	829 905		829 905			224 703 047	98,52
86.2016	Renovation du collège de Taunoa - Etudes et travaux (Etat Educ-2017)	112 000 000	1 186 914		1 186 914			109 178 918	97,48
87.2016	Restructuration du lycée professionnel d'Utuoa - Etudes et travaux (Etat Educ	150 000 000	4 523 685	2 310 926	2 212 759	1,54	51,09	143 524 345	95,68
88.2016	Restructuration du collège d'Afareaitu - Etudes et travaux (Etat Educ-2017)	74 000 000						71 553 029	96,69
96.2016	Aménagements et travaux divers des Collèges et Lycées - 2016	160 292 265						159 899 863	99,76
97.2016	Matériels de transport des Collèges et Lycées - 2016	31 647 600						31 642 708	99,98
320.2016	Construction du plateau sportif du collège d'Auona - Etudes et travaux (PEI)	230 000 000	36 068 400	24 151 614	11 916 786	10,50	66,96	218 083 214	94,82
321.2016	Extension de l'internat du lycée professionnel de Mahina (ANRU - 2017)	180 000 000						174 799 847	97,11
322.2016	Construction de l'internat du collège d'Auona (ANRU - 2017)	735 000 000	127 561 273	94 717 013	32 844 260	12,89	74,25	696 155 740	94,72
323.2016	Construction de l'internat de la cité scolaire de Faa'a (ANRU - 2017)	960 000 000	15 940 595	11 642 416	4 298 179	1,21	73,04	929 020 568	96,77
324.2016	Equipements exceptionnels des collèges et lycées (PEI)	99 965 940	773 364		773 364			99 192 576	99,23
325.2016	Collège de Rurutu - Rénovation de l'internat - Etudes et travaux (Etat Educ-20	110 000 000						102 953 882	93,59
326.2016	Construction du plateau sportif du collège de Hao - Etudes et travaux (PEI)	150 000 000	6 631 168		6 631 168			131 763 959	87,84
327.2016	Construction du plateau sportif du collège de Faaroa - Etudes et travaux	125 000 000	8 329 899	461 788	7 868 111	0,37	5,54	114 631 889	91,71
379.2016	Réhabilitation du bâtiment Van Bastolaer - Logements étudiants	515 000 000	10 766 913		10 766 913			502 307 360	97,54
131.2017	Matériel de transport des collèges et lycées - 2017	38 813 760						38 488 880	99,16
362.2017	Equipements des collèges et lycées (Intempéries IDV - 21 et 22 janvier 2017)	101 740 776						89 424 316	87,89
422.2017	Construction d'un bâtiment administratif au collège de Arue - Etudes	21 032 956	6 465 521	5 143 851	1 321 670	24,46	79,56	18 711 286	88,96
423.2017	Construction de 2 salles de classes au collège de Paea - Etudes et Travaux	60 000 000	1 754 933	253 667	1 501 266	0,42	14,45	58 498 734	97,50
424.2017	Construction d'un nouvel internat de la cité scolaire du Taaone - Etudes	35 000 000	8 514 256	5 023 122	3 491 134	14,35	59,00	27 508 866	78,60

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
 									
157.2018	Collège de Mataura - Restructuration Phase 3 - Etudes	40 000 000	9 174 685	1 665 269	7 509 416	4,16	18,15	31 918 177	79,80
158.2018	Lycée Paul Gauguin - Réhabilitation Phase 3 - Etudes	35 000 000	21 091 269		21 091 269			12 043 587	34,41
159.2018	Collège de Makemo - Rénovation - Etudes	45 000 000	17 623 296	1 874 359	15 748 937	4,17	10,64	13 606 525	30,24
160.2018	Collège de Paea - Réhabilitation - Etudes	18 000 000	5 862 618	723 900	5 138 718	4,02	12,35	4 861 282	27,01
161.2018	Collège de Arue - Réhabilitation - Etudes	15 000 000	1 168 162	1 107 102	61 060	7,38	94,77	8 252 065	55,01
170.2018	Collège de Arue - Réhabilitation - Travaux (Etat Educ-2018)	140 000 000	990 672	293 451	697 221	0,21	29,62	139 302 779	99,50
171.2018	Lycée Paul Gauguin - Réhabilitation Phase 3 - Travaux (Etat Educ-2018)	475 000 000	8 531 325	247 470	8 283 855	0,05	2,90	28 218 745	5,94
126.2019	Restructuration du collège de Nuku Hiva - Etudes (Etat-Educ 2019)	51 000 000	12 801 391	3 270 911	9 530 480	6,41	25,55	11 039 520	21,65
129.2019	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées - 2019	23 643 922	4 466 544		4 466 544			16 778 399	70,96
135.2019	Collège de Taravao - Réhabilitation des salles de cours 24 à 29	10 000 000						214 700	2,15
136.2019	Collège de Taravao - Primo équipements de la cuisine pédagogique	13 000 000	8 642 098	7 543 195	1 098 903	58,02	87,28	11 901 097	91,55
138.2019	Collège de Ua Pou - Reconstruction de l'ensemble restauration et cuisine péda	25 000 000	14 399 450	12 106 384	2 293 066	48,43	84,08	21 436 732	85,75
140.2019	Construction d'un plateau sportif couvert au Lycée Professionnel de Mahina - E	10 000 000	6 535 500	85 500	6 450 000	0,86	1,31	550 000	5,50
144.2019	Lycée de Papara - Extension de 2 salles de classes, CDI et salle polyvalente -	15 000 000							
149.2019	Collège de Rurutu - Restructuration tranche 1 et création d'un atelier ATRF	53 000 000	41 224 800	18 012 959	23 211 841	33,99	43,69	18 788 159	35,45
392.2019	Subvention DDEC - Travaux mise en conformité, rénovation et valorisation du C	150 000 000	135 000 000	135 000 000		90,00	100,00	150 000 000	100,00
433.2019	Subvention aux établissements scolaires du second degré pour l'installation de	428 350 000	186 342 448	60 435 000	125 907 448	14,11	32,43	186 047 353	43,43
169.2020	Aménagement et travaux des collèges et lycées - 2020	46 879 788	556 338	416 004	140 334	0,89	74,78	46 732 888	99,69
173.2020	Subvention lycée agricole protestant de Taravao	240 000 000	58 330 493	10 330 493	48 000 000	4,30	17,71	192 000 000	80,00
175.2020	Mise aux normes des réseaux informatiques des collèges et lycées	24 000 000	14 538 665	5 792 112	8 746 553	24,13	39,84	15 253 447	63,56
177.2020	Réhabilitation du collège de Mataura à Tubuai - Phase 3 (Etat Educ - 2020)	238 000 000	9 507 948	1 095 512	8 412 436	0,46	11,52	197 172 303	82,85
379.2020	Subvention DDEC - Rénovation collège St Anne - Atuona	325 000 000	55 336		55 336			32 500 000	10,00
190.2021	Construction du lycée de Moorea - Travaux	3 500 000 000							
191.2021	Rénovation totale des plafonds du lycée Paul Gauguin - Travaux	100 000 000	16 744 420		16 744 420			55 446	0,06
192.2021	Construction de l'internat du lycée Diadème (ANRU - 2022)	600 000 000	100 000 000	52 445	99 947 555	0,01	0,05	52 445	0,01
193.2021	Equipements des collèges et lycées (Etat-Educ 2021)	75 513 984						75 509 679	99,99
196.2021	Matériel de transport des collèges et lycées - 2021	55 261 536	13 090 000	10 340 000	2 750 000	18,71	78,99	52 511 536	95,02
197.2021	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées - 2021	142 718 903	2 229 470	1 037 320	1 192 150	0,73	46,53	140 577 553	98,50
198.2021	Equipements des internats - 2021	58 907 610	33 837 250	30 046 188	3 791 062	51,01	88,80	45 345 613	76,98
199.2021	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées (Etat-Educ 2021)	140 000 001	43 143		43 143			139 170 306	99,41
200.2021	Construction d'un bâtiment administratif au collège de Arue (Etat-Educ 2021)	250 000 000	121 482 685	93 474 742	28 007 943	37,39	76,94	221 992 057	88,80
384.2021	Subvention DDEC - Rénovation et revalorisation collège St Raphael RIKITEA	185 000 000	30 420 202		30 420 202			18 500 000	10,00
424.2021	Installation de la technologie LIFI dans les collèges et lycées	20 000 000	6 500 000	2 556 450	3 943 550	12,78	39,33	2 556 450	12,78
425.2021	Campus connecté Raiatea (CVT Campus)	50 000 000	1 982 024	1 280 624	701 400	2,56	64,61	15 306 369	30,61

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
451.2021	Réhabilitation du RDC du Lycée Paul Gauguin - Equipements	100 000 000							
452.2021	Création d'un espace Margaret's Place - Lycée Taravao - Etudes et travaux	15 000 000	110 402		110 402			13 410 415	89,40
453.2021	Campus des Métiers et des qualifications de l'hôtellerie et de la restauration - L	50 000 000							
140.2022	Equipements des collèges et lycées - 2022	148 617 444	112 165 999	106 284 683	5 881 316	71,52	94,76	139 239 103	93,69
141.2022	Matériel de transport des collèges et lycées - 2022	8 999 000	8 999 000	8 999 000		100,00	100,00	8 999 000	100,00
142.2022	Equipements informatiques des collèges et lycées - 2022	17 923 308	12 469 869	9 914 589	2 555 280	55,32	79,51	15 368 028	85,74
143.2022	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées -2022	150 000 000	33 088 495	28 801 812	4 286 683	19,20	87,04	133 516 715	89,01
144.2022	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées (Etat-Educ 2022)	300 000 000	104 371 468	77 655 742	26 715 726	25,89	74,40	273 284 274	91,09
145.2022	Equipements des internats - 2022	40 000 000	7 324 559	7 127 215	197 344	17,82	97,31	7 127 215	17,82
146.2022	Restructuration du collège de Paea - Phase 1 (Etat-Educ 2022)	180 000 000	26 798 000	2 659 261	24 138 739	1,48	9,92	2 659 261	1,48
147.2022	Construction des vestiaires et des sanitaires - Collège de Hao	15 000 000	4 500 000		4 500 000				
149.2022	Restructuration du lycée d'Uturoa - Phase 1	60 000 000	15 000 000		15 000 000				
150.2022	Construction du plateau sportif couvert du Collège de Huahine - Etudes et Trav	140 000 000	130 320 329	111 629 145	18 691 184	79,74	85,66	111 717 039	79,80
151.2022	Restructuration des ateliers - Lycée de Taravao	65 000 000	28 173 500		28 173 500			826 500	1,27
152.2022	Restructuration des ateliers - Collège de Paopao	15 000 000						8 790 084	58,60
153.2022	Equipements de sécurisation des établissements scolaires - 2022	6 978 531	6 978 531	6 978 531		100,00	100,00	6 978 531	100,00
154.2022	Reconstruction des cuisines - Collège de Ua Pou	420 000 000							
155.2022	Equipements des collèges et lycées (Etat-Educ 2022)	82 000 000	33 665 268	26 263 305	7 401 963	32,03	78,01	26 263 305	32,03
336.2022	Campus connecté Nuku Hiva (CVT Campus)	24 000 000	8 269 940	379 218	7 890 722	1,58	4,59	12 609 278	52,54
337.2022	Campus connecté Tubuai (CVT Campus)	24 000 000	15 167 585	2 716 106	12 451 479	11,32	17,91	2 716 106	11,32
338.2022	Campus connecté Teva I Uta (CVT Campus)	24 000 000	10 959 145	6 355 194	4 603 951	26,48	57,99	14 289 234	59,54
339.2022	Campus connecté Rangiroa (CVT Campus)	24 000 000	544 518	373 518	171 000	1,56	68,60	23 331 438	97,21
386.2022	Subvention d'équipements des collèges et lycées - 2022	4 183 270	4 183 270	2 967 130	1 216 140	70,93	70,93	2 967 130	70,93
150.2023	Construction du collège de Rangiroa aux normes abris de survie (CVT Abris - 2	40 000 000	15 000 000	564 300	14 435 700	1,41	3,76	564 300	1,41
151.2023	Equipements informatiques des collèges et lycées - 2023	100 000 000	89 647 538	67 059 726	22 587 812	67,06	74,80	67 059 726	67,06
152.2023	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées - 2023	185 000 000	100 000 000	82 827 022	17 172 978	44,77	82,83	82 827 022	44,77
153.2023	Aménagements et travaux divers des collèges et lycées (Etat-Educ 2023)	290 000 000	250 000 000	213 651 726	36 348 274	73,67	85,46	213 651 726	73,67
154.2023	Equipements des internats - 2023	30 000 000	5 886 578	5 841 462	45 116	19,47	99,23	5 841 462	19,47
155.2023	Acquisition de modulaires (Etat-Educ 2023)	98 000 000	3 000 000	2 935 500	64 500	3,00	97,85	2 935 500	3,00
156.2023	Relevés en 3D des bâtiments des collèges et lycées	20 000 000	5 000 000	946 200	4 053 800	4,73	18,92	946 200	4,73
157.2023	Equipements des collèges et lycées - 2023	65 000 000	46 286 592	33 733 974	12 552 618	51,90	72,88	33 733 974	51,90
158.2023	Equipements pour ouverture et adaptation de filière des lycées - 2023	42 000 000	11 665 624	5 735 603	5 930 021	13,66	49,17	5 735 603	13,66
159.2023	Equipements de la cuisine du collège de Ua Pou	65 000 000	15 000 000	45 255	14 954 745	0,07	0,30	45 255	0,07
160.2023	Subvention d'équipements des collèges et lycées - 2023	50 000 000	16 011 561	3 593 379	12 418 182	7,19	22,44	3 593 379	7,19

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
90901 - ENSEIGNEMENT									
161.2023	Matériel de transport des collèges et lycées - 2023	40 000 000	21 923 550	6 577 065	15 346 485	16,44	30,00	6 577 065	16,44
162.2023	Construction d'un nouveau bâtiment au collège de Taravao - Etudes	25 000 000							
163.2023	Rénovation du lycée d'Uturoa - Etudes	25 000 000	20 000 000	5 123 128	14 876 872	20,49	25,62	5 123 128	20,49
164.2023	Equipements des collèges et lycées (Etat-Educ 2023)	47 000 000	33 525 762	32 004 618	1 521 144	68,09	95,46	32 004 618	68,09
388.2023	Acquisition de matériel de vidéo surveillance pour les établissements publics du second degré	19 000 000	19 000 000		19 000 000				
389.2023	Acquisitions d'écrans tactiles pour les établissements publics du second degré	26 000 000	26 000 000	7 272 554	18 727 446	27,97	27,97	7 272 554	27,97
390.2023	Sécurisation des talus au collège d'Atuona	60 000 000	5 000 000	201 112	4 798 888	0,34	4,02	201 112	0,34
391.2023	Création du raccordement à l'assainissement collectif pour le LPG et Tipaerui -	15 000 000							
392.2023	Réfection étanchéité des toitures terrasses du collège de Hao	10 000 000							
TOTAL DU PROGRAMME		18 325 208 962	2 447 757 770	1 455 811 044	991 946 726	7,94	59,48	10 355 001 822	56,51
90903 - ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL									
120.2019	Subvention CPMFR - Constructions, aménagements et équipements de la MFR	148 000 000	34 000 000	15 000 000	19 000 000	10,14	44,12	119 000 000	80,41
121.2019	Subvention CPMFR - Réaménagement des locaux de la MFR de Tahaa	155 000 000	47 500 000	20 000 000	27 500 000	12,90	42,11	107 500 000	69,35
430.2019	Subvention CPMFR - Etudes relatives à la construction de la MFR Taiarapu ouest	14 170 200						7 085 100	50,00
184.2021	Subvention CPMFR - Rénovation, mises en conformité et équipements des locaux	20 000 000	10 000 000	10 000 000		50,00	100,00	20 000 000	100,00
186.2021	Subvention CPMFR - Réhabilitation de la MFR de Hao - Etudes	20 000 000	5 000 000		5 000 000			10 000 000	50,00
187.2021	Subvention CPMFR - Reconstruction de la MFREO des Australes - Etudes	35 000 000	10 000 000		10 000 000			11 085 300	31,67
335.2022	Subvention lycée hôtelier de Tahiti - Acquisition d'un food truck	10 000 000	9 628 940	4 814 470	4 814 470	48,14	50,00	4 814 470	48,14
387.2022	Subvention CPMFR - Acquisition d'équipements et véhicules de transport	31 000 000	15 500 000		15 500 000				
388.2022	Subvention CPMFR - Informatisation de la comptabilité du CPMFR et des MFR	10 000 000	5 000 000		5 000 000				
165.2023	Subvention CPMFR - Reconstruction, rénovation et équipement MFREO Papar	25 000 000	7 500 000		7 500 000				
166.2023	Subvention CPMFR - Acquisition de serres démonstration	50 000 000	20 000 000		20 000 000				
167.2023	Subvention CPMFR - Acquisition de véhicules de transport	17 000 000	8 500 000		8 500 000				
168.2023	Subvention CPMFR - Rénovation, aménagement et équipement MFREO Papar	25 000 000	8 000 000		8 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		560 170 200	180 628 940	49 814 470	130 814 470	8,89	27,58	279 484 870	49,89
90904 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE									
137.2017	Centre polynésien de recherche - INNOVENTOMO - Etudes (CdP 2 - 2016)	40 000 000	7 434 948		7 434 948			32 522 417	81,31
123.2019	Centre de recherche polynésien INNOVENTOMO - Travaux et équipements (C	575 070 558	98 966 728	67 426 433	31 540 295	11,72	68,13	543 530 263	94,52
431.2019	Subvention UPF - Construction du pôle de recherche - Travaux (CdP 2 - 2020	620 000 000	123 803 496	123 803 496		19,97	100,00	619 017 480	99,84
165.2020	Subvention CRIODE - Construction d'un centre d'hébergement international - T	102 000 000	50 578 948	32 827 183	17 751 765	32,18	64,90	71 007 058	69,61
166.2020	Subvention ILM - Etudes pour la réalisation du centre polynésien de recherche	8 000 000							
156.2022	Subvention en matériels aux organismes de recherche (CVT Rech - 2022)	19 100 000	9 553 461	2 387 828	7 165 633	12,50	24,99	11 934 367	62,48
157.2022	Subvention UPF - Restructuration et extension de la bibliothèque universitaire (	238 657 616	44 749 404		44 749 404				

MISSION 909 - ENSEIGNEMENT

PAGE 36

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
169.2023	Subvention CRIODE - Centre d'hébergement international - Equipements	10 000 000	5 000 000		5 000 000				
393.2023	Subvention ILM - Centre INNOVENTOMO - Travaux et équipements	100 000 000	28 000 000		28 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	1 712 828 174	368 086 985	226 444 940	141 642 045	13,22	61,52	1 278 011 585	74,61
90905 - SOUTIEN A L'ELEVE									
174.2018	Equipements et aménagements du local télé-enseignement	41 166 937	6 973 617	6 385 127	588 490	15,51	91,56	35 622 762	86,53
201.2021	Equipements d'aide à la scolarisation des élèves handicapés - 2021	3 644 493						2 132 493	58,51
158.2022	Equipements d'aide à la scolarisation et au suivi médical des élèves handicapés	2 578 151	1 132 819	1 132 819		43,94	100,00	2 578 151	100,00
	TOTAL DU PROGRAMME	47 389 581	8 106 436	7 517 946	588 490	15,86	92,74	40 333 406	85,11
	TOTAL DES DEPENSES	20 794 648 823	3 102 426 296	1 799 454 466	1 302 971 830	8,65	58,00	12 029 098 389	57,85

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
90902 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE									
13114	Education	394 305 047	608 962 873	349 563 943	259 398 930	88,65	57,40		
13116	Contrat de développement et de transformation	20 000 000	20 000 000	0	20 000 000	0,00	0,00		
131181	Fonds exceptionnel d'investissement		173 317 553	8 730 215	164 587 338	0,00	5,04		
131183	Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie			3 701 919	- 3 701 919	0,00	0,00		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat	7 500 000	44 115 565	78 508 353	- 34 392 788	1046,78	177,96		
	TOTAL DU PROGRAMME	421 805 047	846 395 991	440 504 430	405 891 561	104,43	52,04		
90904 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE									
131152	Contrat de projets n°2		54 821 046	156 969 387	- 102 148 341	0,00	286,33		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		9 546 532	0	9 546 532	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		64 367 578	156 969 387	- 92 601 809		243,86		
	TOTAL DES RECETTES	421 805 047	910 763 569	597 473 817	313 289 752	141,65	65,60		

RESULTAT MISSION 909				- 1 201 980 649					
----------------------	--	--	--	-----------------	--	--	--	--	--

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
91001 - OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE									
98.2016	Construction de la chapelle oecuménique du CHPF	120 000 000	259 564		259 564			111 415 167	92,85
331.2016	Reconstruction et extension des bâtiments des FSMM - Travaux et équipement	574 000 000	162 666 197	150 570 317	12 095 880	26,23	92,56	504 337 866	87,86
435.2017	Réhabilitation de l'hôpital d'Uturoa - Tranche 1	204 900 000	67 781 542	34 012 335	33 769 207	16,60	50,18	170 716 293	83,32
175.2018	Construction d'un nouvel hôpital de Taravao - Etudes (CdP 2 - 2020)	80 000 000	3 176 761		3 176 761			5 823 239	7,28
176.2018	Aménagement de box de chimiothérapie à l'hôpital de Taiohae - Travaux et équ	26 713 844	276 699	52 831	223 868	0,20	19,09	26 489 976	99,16
182.2018	Réhabilitation et construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin -	25 527 767						24 301 335	95,20
198.2018	Construction du CMS de Hitia'a O Te ra (CdP 2 - 2018)	360 500 000	125 872 947	84 033 948	41 838 999	23,31	66,76	115 471 132	32,03
201.2018	Construction et équipement du centre médical de Maupiti - Travaux (CdP 2 - 2	221 060 329	2 043 556	273 748	1 769 808	0,12	13,40	217 350 850	98,32
157.2019	Acquisition d'équipement en faveur de la prise en charge des patients atteints d'	59 259 500	127 300	9 000	118 300	0,02	7,07	59 141 200	99,80
158.2019	Acquisition de véhicules spécifiques pour la Direction de la Santé - 2019	36 862 937	7 693 339	2 508 460	5 184 879	6,80	32,61	31 678 058	85,93
160.2019	Acquisition de matériel médical - 2019	163 560 814	214 372		214 372			163 240 172	99,80
161.2019	Mise aux normes des stérilisateurs de la Direction de la Santé	54 537 661	207 838	47 764	160 074	0,09	22,98	54 377 587	99,71
170.2019	Subvention CHPF - Travaux et équipements en faveur du service oncologie (Or	212 000 000	24 679 192		24 679 192			105 959 255	49,98
394.2019	Rénovation des urgences de l'hôpital de Taravao	30 000 000	18 000 000	5 840 385	12 159 615	19,47	32,45	5 840 385	19,47
434.2019	Remplacement du réseau de traitement d'eau potable de l'hôpital de Taravao	57 000 000	31 103 494	30 356 827	746 667	53,26	97,60	56 253 333	98,69
455.2019	Subvention CHPF - Acquisition du TEP SCAN pour le service oncologie (CdP 2	335 120 690	2 110 344		2 110 344			134 048 276	40,00
194.2020	Bâtiment de l'institut du cancer de Polynésie française - Etudes préliminaires	30 000 000	22 718 288	22 580 265	138 023	75,27	99,39	29 861 977	99,54
195.2020	Création d'une base de données pour l'enregistrement des diplômes des profes	4 000 000	1 000 000		1 000 000				
197.2020	Renouvellement du matériel médical de la Direction de la santé - Tranche 1 (Cd	220 000 000	3 443 097	1 190 799	2 252 298	0,54	34,59	217 747 702	98,98
199.2020	Mise en place de panneaux solaires pour l'hôpital de Taiohae	20 000 000	8 872 458		8 872 458			1 127 542	5,64
201.2020	Création d'un programme pour la mise à jour de la liste des nomenclatures (CP	3 000 000	1 000 000		1 000 000				
204.2020	Acquisition de véhicules spécifiques pour la Direction de la santé - 2020	28 822 313	4 978 796		4 978 796			21 016 196	72,92
205.2020	Subvention CHPF - Acquisitions de matériels (CdP 2 - 2020)	440 000 000						439 241 380	99,83
206.2020	Création d'un programme pour la mise à jour de la liste des produits et prestatio	3 000 000	1 000 000		1 000 000				
381.2020	Travaux d'aménagement de la salle de scanner de l'hôpital Louis Rollin de Taiol	45 000 000	5 883 001	3 596 236	2 286 765	7,99	61,13	42 713 235	94,92
203.2021	Subvention au CHPF - Acquisition de logiciels et matériels informatiques - 2021	270 000 000	81 000 000		81 000 000			189 000 000	70,00
204.2021	Subvention au CHPF - Acquisition de matériels et mobiliers médicaux - 2021 -	325 000 000	130 000 000	130 000 000				227 500 000	70,00
205.2021	Subvention au CHPF - Acquisition de matériels et mobiliers médicaux (CDT - 2	490 000 000						134 400 000	27,43
207.2021	Travaux et équipements divers des structures de soins de la Direction de la san	81 845 085	1 578 959	1 498 959	80 000	1,83	94,93	81 765 085	99,90
208.2021	Construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin (CDT - 2021)	80 000 000	44 500 000	25 013 294	19 486 706	31,27	56,21	25 013 294	31,27
209.2021	Renouvellement du matériel médical de la Direction de la santé - Tranche 2	110 000 000	8 129 094	744 471	7 384 623	0,68	9,16	102 615 377	93,29
211.2021	Réhabilitation et remise aux normes des services d'hospitalisation de l'hôpital d'	210 000 000	105 219 767	31 020 848	74 198 919	14,77	29,48	77 098 343	36,71
385.2021	Réhabilitation du long séjour et SSR de l'hôpital de Taravao - Etudes	64 568 600	63 148 167	53 378 914	9 769 253	82,67	84,53	54 799 347	84,87
454.2021	Mise aux normes du Centre 15 - Etudes et travaux	750 000 000	128 597 360	3 253 351	125 344 009	0,43	2,53	4 505 956	0,60

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
455.2021	Reconstruction de l'infirmerie de Tiputa - Etudes (CVT Abris - 2021)	10 000 000	1 443 876	491 388	952 488	4,91	34,03	9 047 512	90,48
159.2022	Subvention CHPF - Renouvellement du parc automobile des ambulances et vét	103 800 000	60 000		60 000			31 140 000	30,00
160.2022	Réhabilitation du long séjour et SSR de l'hôpital de Taravao - Travaux - Tranch	136 000 000	63 600 000	3 421 343	60 178 657	2,52	5,38	3 421 343	2,52
161.2022	Construction d'un nouvel hôpital à Taravao - Etudes de conception	350 000 000							
162.2022	Reconstruction du dispensaire de Raiatea - Etudes	10 000 000	964 929		964 929			35 071	0,35
163.2022	Acquisition et équipements de constructions modulaires pour les structures de s	20 000 000	4 692 663	4 692 663		23,46	100,00	7 851 451	39,26
164.2022	Subdivision santé des Marquises - Travaux et équipements divers - 2022	40 000 000	327 414	188 392	139 022	0,47	57,54	5 328 645	13,32
165.2022	Hôpital de Taiohae - Travaux et équipements divers - 2022	50 000 000	21 677 947	17 545 007	4 132 940	35,09	80,93	36 012 881	72,03
166.2022	Hôpital d'Uturoa - Travaux et équipements divers - 2022	60 373 088	18 342 440	16 416 852	1 925 588	27,19	89,50	30 265 545	50,13
167.2022	Structures de soins de la direction de la santé - Travaux et équipements divers	52 449 166	19 583 905	16 927 252	2 656 653	32,27	86,43	49 087 175	93,59
168.2022	Acquisition de véhicules spécifiques pour la direction de la santé - 2022	13 000 000	3 594 500	3 594 500		27,65	100,00	7 109 797	54,69
169.2022	Reconstruction de l'infirmerie de Anaa (CVT Abris - 2022)	12 000 000	10 736 159	5 097 797	5 638 362	42,48	47,48	6 361 638	53,01
170.2022	Renouvellement du matériel médical de la direction de la santé - Tranche 3 (CD	350 000 000	137 725 550	136 879 235	846 315	39,11	99,39	339 153 685	96,90
171.2022	Dispositifs mobiles de prévention de santé primaire et de projection de l'offre de	60 000 000	50 031 925	18 246 100	31 785 825	30,41	36,47	28 214 175	47,02
172.2022	Renouvellement du matériel médical de la direction de la santé - Tranche 2 - P	43 000 000	1 297 263	525 672	771 591	1,22	40,52	42 006 691	97,69
340.2022	Subvention Fare Tama Hau - Acquisition de véhicules	7 000 000						6 510 000	93,00
341.2022	Subvention CHPF - Travaux de rénovation (phase 1)	350 000 000						105 000 000	30,00
389.2022	Réhabilitation de l'hôpital d'Uturoa - Tranche 2	55 000 000	40 000 000	8 606 553	31 393 447	15,65	21,52	8 606 553	15,65
390.2022	Subvention CHPF - Etude et travaux pour la remise à niveau de la station d'épu	70 000 000	7 990 000		7 990 000				
417.2022	Subvention CHPF - Construction du bâtiment de la médecine isotopique (IMOT	17 000 000	5 100 000		5 100 000				
418.2022	Subvention CHPF - Travaux de raccordement du bâtiment PSM au bâtiment CI	15 000 000	7 500 000		7 500 000				
170.2023	Subvention CHPF - Travaux divers d'extension du cadastre	70 000 000							
171.2023	Subvention CHPF - Rénovation et acquisition de logiciel pour le système d'infor	50 000 000	15 000 000		15 000 000				
172.2023	Subvention CHPF - Réhabilitation du CHPF - Etudes et audit technique et arch	20 000 000	4 925 269		4 925 269				
173.2023	Subvention CHPF - Acquisition de matériels et mobiliers médicaux (CDT - 2023	492 500 000	295 500 000		295 500 000				
174.2023	Subvention Fare Tama Hau - Acquisition d'un autocommutateur - 2023	2 000 000							
175.2023	Subvention Fare Tama Hau - Aménagement et acquisition de matériels et équip	35 970 000	10 291 000		10 291 000				
176.2023	Reconstruction de l'infirmerie de Tiputa - Travaux (CVT Abris - 2022)	630 000 000	165 452 488	116 513 475	48 939 013	18,49	70,42	116 513 475	18,49
177.2023	Subvention à l'ICPF - Acquisition de matériels spécifiques pour le laboratoire d'	120 000 000	120 000 000		120 000 000				
178.2023	Subvention au CHPF - Renouvellement du parc automobile des ambulances et	52 000 000	15 600 000		15 600 000				
179.2023	Subvention à l'ICPF - Construction d'un institut de cancérologie de PF - Etudes	235 000 000	81 000 000		81 000 000				
180.2023	Subdivision santé des Marquises - Travaux et équipements divers - 2023	28 500 000	22 467 048	8 003 570	14 463 478	28,08	35,62	8 003 570	28,08
181.2023	Hôpital de Taiohae - Travaux et équipements divers - 2023	22 300 000	19 763 129	6 281 247	13 481 882	28,17	31,78	6 281 247	28,17
182.2023	Hôpital d'Uturoa - Travaux et équipements divers - 2023	36 000 000	12 750 569	11 248 934	1 501 635	31,25	88,22	11 248 934	31,25

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
183.2023	Hôpital de Taravao - Travaux et équipements divers - 2023	20 000 000	9 398 998	8 696 492	702 506	43,48	92,53	8 696 492	43,48
184.2023	Structures de soins de la direction de la santé - Travaux et équipements divers	26 000 000	22 625 089	14 492 770	8 132 319	55,74	64,06	14 492 770	55,74
185.2023	Renouvellement du matériel médical de la direction de la santé - tranche 4 (CD	151 736 182	121 388 946	92 250 762	29 138 184	60,80	76,00	92 250 762	60,80
186.2023	Construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin - Travaux et équ	730 000 000	95 500 000		95 500 000				
187.2023	Réhabilitation du centre médical de Taha'a - Etudes et travaux	25 000 000	9 000 000		9 000 000				
373.2023	Etudes préalables pour l'extension du centre d'hémodialyse	80 000 000	931 714		931 714				
394.2023	Modernisation du centre de santé de Bora Bora	25 000 000	5 000 000	280 000	4 720 000	1,12	5,60	280 000	1,12
395.2023	Travaux câblage DPI - Hôpitaux de la direction de la santé	22 000 000	6 400 000		6 400 000				
396.2023	Acquisition d'un mammographe pour le centre médical de Atuona	30 000 000							
397.2023	Subvention au CHPF - Crédit d'un second centre lourd de dialyse - Etudes	80 000 000							
398.2023	Mise aux normes électriques de l'hôpital de Taiohae	45 000 000	23 000 000	1 372 950	21 627 050	3,05	5,97	1 372 950	3,05
399.2023	Mise aux normes stérilisation de l'hôpital de Taiohae	25 000 000	5 000 000		5 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		10 614 907 976	2 512 944 953	1 071 755 706	1 441 189 247	10,10	42,65	4 409 141 920	41,54

91002 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION

153.2014	Construction d'un pôle de santé mentale (PEI)	4 483 362 369	1 553 742 313	532 344 215	1 021 398 098	11,87	34,26	3 078 056 025	68,66
454.2018	Schéma directeur de la santé mentale	30 609 784	4 638 663	4 638 663		15,15	100,00	30 609 784	100,00
208.2020	Création d'un programme pour la mise à jour de la liste des substances vénérées	3 000 000	1 000 000		1 000 000				
426.2021	Subvention Fare Tama Hau	40 000 000	20 000 000		20 000 000			20 000 000	50,00
342.2022	Subvention ICPF - Laboratoire d'anatomo-cytologie mutualisé de PF - Tr	385 000 000	210 000 000	175 000 000	35 000 000	45,45	83,33	280 000 000	72,73
419.2022	Cession à titre gratuit de pédaliers au profit du Pays (E/O)	1 686 874	1 686 874		1 686 874				
188.2023	Subvention Fare Tama Hau - Acquisition de matériel et d'équipements de l'espace	5 000 000	5 000 000		5 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		4 948 659 027	1 796 067 850	711 982 878	1 084 084 972	14,39	39,64	3 408 665 809	68,88

91003 - VEILLE ET SECURITE SANITAIRES

470.2018	Subvention ILM - Mise en place d'un réseau de surveillance et de lutte anti-vec	45 000 000						23 500 000	52,22
154.2019	Subvention ILM - Mise en place d'un centre de ressources biologiques - bio-ba	60 000 000						15 659 633	26,10
155.2019	Subvention ILM - Etudes et travaux pour la rénovation des locaux de Papeete	45 000 000						17 016 814	37,82
156.2019	Subvention ILM - Installation de panneaux photovoltaïques sur ses bâtiments de	47 000 000						22 851 150	48,62
454.2019	Acquisitions de matériels et d'équipements (covid-19)	345 665 701	185 348	174 254	11 094	0,05	94,01	345 654 607	100,00
456.2019	Subvention ILM - Equipements en faveur de l'anatomo-cytologie (Onco 2	83 000 000	41 500 000		41 500 000			41 500 000	50,00
186.2020	Subvention ILM - Equipements et aménagement du laboratoire hygiène, bioséc	41 000 000	20 500 000	20 500 000		50,00	100,00	20 500 000	50,00
187.2020	Subvention ILM - Equipements et aménagement du laboratoire substances natu	34 000 000	17 000 000	17 000 000		50,00	100,00	34 000 000	100,00
189.2020	Réalisation d'une quarantaine animale	11 225 890	5 531 350		5 531 350			5 594 540	49,84
191.2020	Subvention ILM - Etudes et dépollution et acquisition équipements onco pour le	175 000 000	61 250 000	61 250 000		35,00	100,00	113 750 000	65,00

MISSION 910 - SANTE

PAGE 40

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
192.2020	Subvention ILM - Matériels de purification des ciguatoxines - CIGUAPROD	40 000 000	10 393 773	5 196 886	5 196 887	12,99	50,00	26 142 391	65,36
173.2022	Aménagement des locaux de la DBS - Aménagements et équipements techniques	4 000 000	4 000 000		4 000 000				
	TOTAL DU PROGRAMME	930 891 591	160 360 471	104 121 140	56 239 331	11,19	64,93	666 169 135	71,56
	TOTAL DES DEPENSES	16 494 458 594	4 469 373 274	1 887 859 724	2 581 513 550	11,45	42,24	8 483 976 864	51,44

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
91001 - OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE									
131152	Contrat de projets n°2	55 309 735	152 550 090	34 676 337	117 873 753	62,69	22,73		
13116	Contrat de développement et de transformation	138 858 542	276 044 436	211 701 655	64 342 781	152,46	76,69		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		20 210 261	109 748 637	- 89 538 376	0,00	543,03		
132188	Autres - Autres subventions de l'Etat	82 500 000	84 834 956	0	84 834 956	0,00	0,00		
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux			1 039 381	- 1 039 381	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	276 668 277	533 639 743	357 166 010	176 473 733	129,10	66,93		
91002 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION									
218	Autres immobilisations corporelles		1 686 874	0	1 686 874	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		1 686 874	0	1 686 874		0,00		
91003 - VEILLE ET SECURITE SANITAIRES									
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		41 524 166	0	41 524 166	0,00	0,00		
204171	EP-Biens mobiliers, matériel, études, batiments et installations			14 369 358	- 14 369 358	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		41 524 166	14 369 358	27 154 808		34,60		
	TOTAL DES RECETTES	276 668 277	576 850 783	371 535 368	205 315 415	134,29	64,41		

RESULTAT MISSION 910				- 1 516 324 356					
----------------------	--	--	--	-----------------	--	--	--	--	--

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
91101 - PROTECTION DE L'ENFANCE									
420.2022	Subvention Fare Tama Hau - Travaux de réfection et d'étanchéité des maisons	19 000 000	9 500 000	6 500 000	3 000 000	34,21	68,42	6 500 000	34,21
421.2022	Subvention Fare Tama Hau - Acquisition d'un logiciel de gestion des ressource	8 000 000	4 000 000	2 607 900	1 392 100	32,60	65,20	2 607 900	32,60
189.2023	Construction d'un institut thérapeutique éducatif et pédagogique - Tahiti - Etude	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		47 000 000	23 500 000	9 107 900	14 392 100	19,38	38,76	9 107 900	19,38
91102 - SOLIDARITE									
209.2018	Création d'un institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP) - Moorea	44 205 358	7 987 463	7 707 657	279 806	17,44	96,50	40 925 552	92,58
210.2018	Construction d'un centre adapté aux handicapés Huma Here no Raromatai - Ra	28 496 000	19 474 422		19 474 422			2 679 230	9,40
211.2018	Construction du centre adapté aux handicapés Taure'a Hau à Bora Bora - Etud	19 071 582	18 000 000	3 271 800	14 728 200	17,16	18,18	3 271 800	17,16
212.2018	Rénovation de l'immeuble Te Hotu	188 600 000	126 842 381	30 323 082	96 519 299	16,08	23,91	58 251 535	30,89
213.2018	Rénovation du Fare Matahiapo	25 312 433	16 038 722	238 844	15 799 878	0,94	1,49	9 512 555	37,58
214.2018	Construction d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) - Etud	450 000 000	235 583 141	3 045 964	232 537 177	0,68	1,29	28 693 664	6,38
398.2019	Construction d'un village communautaire (VC)	329 584 426	55 534 634		55 534 634			9 794 133	2,97
400.2019	Construction d'un centre de jour (CDJ)	165 307 200	90 960 350	26 296 113	64 664 237	15,91	28,91	28 335 763	17,14
211.2020	Travaux d'extension et d'aménagement des locaux de la circonscription des soli	33 517 598	16 016 073	15 344 960	671 113	45,78	95,81	32 846 485	98,00
174.2022	Réhabilitation et équipements de 4 logements pour les Matahiapo	40 000 000	20 076 161		20 076 161				
343.2022	Acquisition immobilière à titre gratuit d'une parcelle DN34 à Papeete (E/O)	13 743 883	13 743 883		13 743 883				
422.2022	Acquisition immobilière pour centre d'hébergement pour personnes vulnérables	200 000 000							
190.2023	Subventions social - 2023	10 000 000							
191.2023	Centre d'hébergement médico-éducatif pour adultes sur Tahiti - Etudes	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
374.2023	Subvention au conseil des femmes de Polynésie française - Centre Pu o te Hin	90 000 000	90 000 000	67 500 000	22 500 000	75,00	75,00	67 500 000	75,00
TOTAL DU PROGRAMME		1 657 838 480	720 257 230	153 728 420	566 528 810	9,27	21,34	281 810 717	17,00
91103 - COHESION SOCIALE									
291.2009	Réaménagement et mises aux normes des foyers d'étudiants en métropole	52 000 000	17 818 608		17 818 608			29 181 392	56,12
387.2021	Schéma directeur de l'organisation sociale et médico-sociale (FOM)	60 000 000	53 400 000	31 383 923	22 016 077	52,31	58,77	31 383 923	52,31
192.2023	Acquisition immobilière Taapuna Transit	150 000 000	150 000 000		150 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		262 000 000	221 218 608	31 383 923	189 834 685	11,98	14,19	60 565 315	23,12
91105 - JEUNESSE									
213.2020	Subvention aux associations de jeunesse - 2020	4 045 983						3 695 983	91,35
212.2021	Subvention aux associations de jeunesse - 2021	11 531 415						10 551 415	91,50
427.2021	Subvention IJSPF - Centre de vacances et de loisirs Vairao - Etudes préliminai	5 000 000	2 500 000		2 500 000			2 500 000	50,00
178.2022	Subvention aux associations de jeunesse - 2022	19 861 600	11 979 666	9 199 915	2 779 751	46,32	76,80	16 456 489	82,86
193.2023	Subvention IJSPF - Construction d'un palais des sports - Etudes	120 000 000	16 600 000	11 620 000	4 980 000	9,68	70,00	11 620 000	9,68
194.2023	Subventions jeunesse - 2023	10 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
195.2023	Subvention aux associations jeunesse - 2023	20 000 000	13 373 470	11 393 731	1 979 739	56,97	85,20	11 393 731	56,97
	TOTAL DU PROGRAMME	190 438 998	44 453 136	32 213 646	12 239 490	16,92	72,47	56 217 618	29,52
<hr/>									
91106 - SPORTS									
168.2014	Subvention IJSPF - Construction et aménagement d'un espace sportif couvert à	51 074 000	12 500 000	12 500 000		24,47	100,00	36 074 000	70,63
402.2019	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Afaahiti - Etudes	15 000 000	7 500 000	6 000 000	1 500 000	40,00	80,00	13 500 000	90,00
404.2019	Subvention IJSPF - Construction d'un pôle sportif de combat au complexe spor	57 840 000	14 836 000		14 836 000			43 004 000	74,35
217.2020	Subvention IJSPF - Installations sportives connexes au collège de Taravao - E	25 000 000	20 000 000	5 000 000	15 000 000	20,00	25,00	10 000 000	40,00
218.2020	Subvention IJSPF - Stade John Teariki - Etudes	5 000 000	2 500 000		2 500 000			2 500 000	50,00
220.2020	Subvention IJSPF - Centre aquatique de la Polynésie française - Etudes	29 985 018	14 992 509	11 994 007	2 998 502	40,00	80,00	26 986 516	90,00
223.2020	Subvention IJSPF - Aménagements et travaux divers - 2021	100 000 000	40 000 000	40 000 000		40,00	100,00	100 000 000	100,00
213.2021	Subvention aux associations sportives - 2021	29 395 711	1 761 518	1 434 865	326 653	4,88	81,46	28 330 576	96,38
216.2021	Subvention IJSPF - Acquisition de mobiliers, de matériel informatique, techniqu	50 000 000	10 000 000	10 000 000		20,00	100,00	50 000 000	100,00
217.2021	Subvention IJSPF - Tour d'arbitrage Surf à Teahupoo - JO 2024 - Etudes	27 000 000	17 000 000		17 000 000			10 000 000	37,04
218.2021	Subvention IJSPF - Centre aquatique de la Polynésie française - Etudes (CDT	220 000 000	124 000 000	64 000 000	60 000 000	29,09	51,61	144 000 000	65,45
219.2021	Subvention IJSPF - Stade John Teariki - Travaux	162 600 000	91 300 000	57 040 000	34 260 000	35,08	62,48	128 340 000	78,93
386.2021	Subvention IJSPF - Diagnostic des équipements sportifs de compétition en Poly	15 000 000	6 000 000		6 000 000			9 000 000	60,00
428.2021	Subvention IJSPF - Réhabilitation du terrain de football et piste d'athlétisme Pa	40 000 000	20 000 000	3 000 000	17 000 000	7,50	15,00	8 000 000	20,00
429.2021	Subvention IJSPF - Réalisation de quatre cours de squash à Fautaua - Etudes	5 000 000	2 500 000		2 500 000			2 500 000	50,00
179.2022	Subvention aux associations et fédérations sportives - 2022	36 099 490	27 723 514	26 118 336	1 605 178	72,35	94,21	30 697 336	85,04
180.2022	Subvention IJSPF - Construction d'un pôle sportif de combat au complexe spor	400 000 000	120 000 000	120 000 000		30,00	100,00	240 000 000	60,00
181.2022	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Pueu - Travaux (CDT - 2022)	164 154 700	90 000 000	90 000 000		54,83	100,00	135 000 000	82,24
183.2022	Subvention IJSPF - Complexe sportif de Afaahiti - Travaux (CDT - 2022)	99 000 000	71 280 000	39 600 000	31 680 000	40,00	55,56	59 400 000	60,00
344.2022	Subvention IJSPF - Réalisation de la base de vie des sportifs et staff JO 2024 -	20 000 000	8 750 000		8 750 000			1 250 000	6,25
345.2022	Subvention IJSPF - Viabilisation et aménagement du domaine Rose JO 2024 -	20 000 000	10 000 000	8 000 000	2 000 000	40,00	80,00	18 000 000	90,00
346.2022	Subvention IJSPF - Diagnostics des équipements sportifs de compétition en Po	40 000 000	20 000 000	8 000 000	12 000 000	20,00	40,00	18 000 000	45,00
391.2022	Subvention IJSPF - Viabilisation et aménagement du domaine Rose - JO 2024	260 000 000	78 000 000	77 000 000	1 000 000	29,62	98,72	77 000 000	29,62
392.2022	Subvention IJSPF - Réalisation de la base de vie des sportifs et staff - JO 2024	275 000 000	75 000 000	75 000 000		27,27	100,00	75 000 000	27,27
393.2022	Subvention IJSPF - Tour d'arbitrage Surf à Teahupoo - JO 2024 - Travaux (CD	325 000 000	227 500 000	157 500 000	70 000 000	48,46	69,23	157 500 000	48,46
196.2023	Subvention IJSPF - Etudes de faisabilité pour la réhabilitation des installations s	10 000 000	3 000 000		3 000 000				
197.2023	Subvention IJSPF - Construction d'une piste d'athlétisme - Etudes	40 000 000	6 000 000		6 000 000				
198.2023	Subventions sport - 2023	10 000 000							
199.2023	Subvention IJSPF - Acquisition de mobiliers, de matériel informatique, techniqu	40 000 000	12 000 000	12 000 000		30,00	100,00	12 000 000	30,00
200.2023	Subvention IJSPF - Réhabilitation d'une salle pour la pratique de l'haltérophilie	20 000 000	12 000 000		12 000 000				
201.2023	Subvention IJSPF - Construction d'une salle de badminton et tennis de table - E	40 000 000	20 000 000		20 000 000				

MISSION 911 - VIE SOCIALE

PAGE 43

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
202.2023	Subvention IJSPF - Travaux de réhabilitation du terrain de football et piste athlé	220 000 000	21 760 000		21 760 000				
203.2023	Subvention IJSPF - Travaux de démolition pour la construction du centre aquat	100 000 000							
204.2023	Subvention aux associations et fédérations sportives - 2023	80 000 000	44 000 000	19 371 165	24 628 835	24,21	44,03	19 371 165	24,21
400.2023	Subvention IJSPF - Aménagements et travaux divers - 2023	40 000 000	12 000 000		12 000 000				
401.2023	Subvention IJSPF - Acquisition d'équipements sportifs divers - 2023	40 000 000	12 000 000		12 000 000				
402.2023	Subvention IJSPF - Réhabilitation du terrain de football Punaruu	40 000 000	12 000 000		12 000 000				
403.2023	Acquisition de matériel pour l'installation de la cellule médicale et la subdivision	1 488 482	1 488 482		1 488 482				
404.2023	Subvention IJSPF - Jeux du Pacifique 2027 - Construction d'un terrain de squa	40 000 000							
405.2023	Subvention IJSPF - Réhabilitation du siège de l'IJSPF - Etudes	40 000 000	12 000 000		12 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		3 233 637 401	1 281 392 023	843 558 373	437 833 650	26,09	65,83	1 455 453 593	45,01
TOTAL DES DEPENSES		5 390 914 879	2 290 820 997	1 069 992 262	1 220 828 735	19,85	46,71	1 863 155 143	34,56

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
91301 - GESTION DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES									
338.2016	Schémas directeurs des rivières de Fautaua, Papenoo et Punaruu (cofin Etat ur	55 000 000	28 018 623	11 312 883	16 705 740	20,57	40,38	27 542 979	50,08
215.2018	Installation de sondes physico-chimiques dans les atolls de la Réserve Biosphère	50 000 000	6 900 561		6 900 561			28 099 439	56,20
456.2018	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de l'a	14 695 838	556 670		556 670			14 139 168	96,21
457.2018	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de l'a	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
458.2018	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de l'a	7 196 970	504 880		504 880			6 692 090	92,98
459.2018	Aménagements des espaces maritimes protégés de la Réserve Biosphère de l'a	10 049 633	2 656 136		2 656 136			7 393 497	73,57
226.2020	Acquisition d'une remorque pour le transport du navire Hotu ora	1 000 000	1 000 000		1 000 000				
221.2021	Subvention aux associations pour des projets environnementaux - 2021	3 210 322	750 000		750 000			2 460 322	76,64
388.2021	Fourniture de matériel pour la construction du hangar du navire Hotu Ora sur la	2 300 000	2 300 000		2 300 000				
185.2022	Subventions aux associations pour des projets environnementaux - 2022	5 000 000	210 000	182 362	27 638	3,65	86,84	812 362	16,25
205.2023	Aménagements des espaces maritimes protégés de la réserve biosphère de l'at	20 000 000							
206.2023	Construction et aménagement d'un observatoire de la biodiversité sur l'île de Ta	20 000 000							
207.2023	Subventions aux associations pour des projets environnementaux - 2023	5 000 000							
TOTAL DU PROGRAMME		203 452 763	52 896 870	11 495 245	41 401 625	5,65	21,73	87 139 857	42,83
91302 - PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS									
180.2019	Acquisition d'un broyeur déchiqueteur à métaux et véhicules	200 000 000	53 417 540	46 008 232	7 409 308	23,00	86,13	68 320 132	34,16
222.2021	Subvention SEM AET - Travaux de reconstruction de l'émissaire de Punaauia	1 866 000 000	263 309 245		263 309 245			253 012 955	13,56
223.2021	Acquisition de l'incinérateur pour déchets hospitaliers et démantèlement des équ	74 900 000	2 308 270		2 308 270			3 998 080	5,34
186.2022	Acquisition d'éco-digesteurs pour les services administratifs du Pays	8 000 000	5 700 000	5 101 456	598 544	63,77	89,50	5 101 456	63,77
187.2022	Remise en service du Centre d'Enfouissement Technique de Nivee	115 000 000							
TOTAL DU PROGRAMME		2 263 900 000	324 735 055	51 109 688	273 625 367	2,26	15,74	330 432 623	14,60
TOTAL DES DEPENSES		2 467 352 763	377 631 925	62 604 933	315 026 992	2,54	16,58	417 572 480	16,92

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIÉ (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
91301 - GESTION DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES									
13116	Contrat de développement et de transformation	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	0,00	0,00		
274	Prêts	17 948 211	17 948 211	0	17 948 211	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME	32 948 211	32 948 211	0	32 948 211	0,00	0,00		
91302 - PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS									
274	Prêts			17 948 211	- 17 948 211	0,00	0,00		

MISSION 913 - ENVIRONNEMENT

PAGE 45

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
	TOTAL DU PROGRAMME			17 948 211	- 17 948 211		0,00		
	TOTAL DES RECETTES	32 948 211	32 948 211	17 948 211	15 000 000	54,47	54,47		
	RESULTAT MISSION 913			- 44 656 722					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
91401 - RESEAU ROUTIER									
232.2007	Echanges "réseaux routiers" (E/O)	203 839 373	16 993 803		16 993 803			186 845 570	91,66
187.2010	Etudes raccordement routier Mission à Titioro	50 000 000						22 084 818	44,17
168.2013	Route des coteaux Faa'a - Etudes (3IF 2013)	150 000 000	3 736 340	2 188 800	1 547 540	1,46	58,58	32 151 927	21,43
191.2014	Mise à 2x2 voies de la RT2 Papeete - Arué - Tranche 2 (3IF 2014)	879 734 665	5 250 342		5 250 342			868 439 521	98,72
227.2014	Route de liaison baies Bourayne et Faauoo - Huahine - Etudes (3IF 2014)	31 000 000	9 985 443	4 498 357	5 487 086	14,51	45,05	21 519 383	69,42
230.2014	Etudes pour l'aménagement de la traversée de Mataiea (3IF 2014)	35 000 000	2 206 931		2 206 931			15 765 401	45,04
153.2016	Aménagement d'une "troisième voie mobile" entre le viaduc de la Punaruu et le	545 000 000	111 528 792		111 528 792			209 213 862	38,39
172.2016	Etudes pour la réalisation d'une liaison Titioro - Fare Ute (3IF 2016)	20 000 000	1 476 322		1 476 322			2 882 404	14,41
170.2017	Cession à titre gratuit par la commune de Pirae au profit du Pays (E/O)	170 000 000	170 000 000		170 000 000				
189.2017	Barreau de désenclavement du collège de Mahina - Etudes (3IF 2017)	30 000 000	18 422 438		18 422 438			2 326 676	7,76
190.2017	Aménagement de la traversée de Paea - Tr 1 (3IF 2017)	420 000 000	4 516 462	4 516 462		1,08	100,00	420 000 000	100,00
192.2017	Desserte du lycée Paul Gauguin et rénovation de l'avenue Destremau - Etudes	30 000 000						2 131 632	7,11
193.2017	Réaménagement de l'avenue Foch entre le carrefour du pont de l'EST et la cath	415 000 000	1 599 788	1 350 560	249 228	0,33	84,42	26 170 684	6,31
194.2017	Aménagement boulevard Pomare, du giratoire J. Chirac au giratoire de la base	400 000 000	32 936 355	1 105 633	31 830 722	0,28	3,36	368 169 278	92,04
195.2017	Aménagement du prolongement de la 3ème entrée Est de Papeete - Tr 1 (3IF 2	350 000 000	105 000 000	2 148 229	102 851 771	0,61	2,05	96 529 528	27,58
216.2017	Route traversière de Rikitea - Etudes (3IF 2017)	2 224 270	2 224 270	2 224 270			100,00	2 224 270	100,00
443.2017	Aménagement et travaux réseau routier RT divers - Marquises (Intempéries de	120 000 000	6 599 391		6 599 391			109 400 609	91,17
224.2018	Rénovation du viaduc de la Punaruu (3IF 2018)	250 000 000	124 776 673	117 858 965	6 917 708	47,14	94,46	166 655 992	66,66
233.2018	Travaux de recalibrage du dalot sous route de ceinture "Tavararo" - Etudes	17 000 000	71 163		71 163			7 698 269	45,28
235.2018	Travaux de recalibrage des dalots de traversée de la route de ceinture (pk 26.7)	6 908 770	2 065 965		2 065 965			3 942 805	57,07
238.2018	Reconstruction du pont de la rivière Vaihotoiti - Tahaa - Etudes	3 000 000	2 008 200		2 008 200			991 800	33,06
269.2018	Rénovation de la RT coté montagne dans le village de Mutuaura - Rimatara (3IF	25 000 000	14 120 342	14 090 681	29 661	56,36	99,79	24 970 339	99,88
271.2018	Agrandissement pont village de Ahurei - Rapa (3IF 2018)	20 000 000	18 894 571		18 894 571			1 105 429	5,53
272.2018	Bétonnage route entre villages Ahurei et Area + Cimetière vers Area - Rapa (3IF	30 000 000	20 238 685		20 238 685			9 761 315	32,54
273.2018	Bétonnage RT Marae Maunatoa vers pointe Hotuatau - tranche 3/5 Vaiuru - Ra	30 000 000	25 318 988	10 649 464	14 669 524	35,50	42,06	15 330 476	51,10
274.2018	Assainissement pluvial et revêtement chaussée RC Fare - Huahine - Tr 3 (3IF	400 000 000	47 420 221	31 500 000	15 920 221	7,88	66,43	374 579 779	93,64
292.2018	Reconstruction des ponts de Tefaoao - Arue - Etudes	10 000 000	6 199 700	2 399 700	3 800 000	24,00	38,71	3 337 600	33,38
296.2018	Reprise et renforcement de la sécurisation des talus du col de Toovii - Nuku Hiv	275 000 000	45 283 121	9 603 169	35 679 952	3,49	21,21	239 320 048	87,03
298.2018	Rénovation de la RT du carrefour de la route traversière vers la mairie annexe c	30 000 000	16 037 237		16 037 237			13 962 763	46,54
299.2018	Bétonnage de la RT entre Naairoa et Hauti - Rurutu (3IF 2018)	60 000 000	8 487 673		8 487 673			51 512 327	85,85
197.2019	Reconstruction du pont de la rivière Hamuta sur l'avenue du Général De Gaulle	450 000 000	9 979 422	5 993 431	3 985 991	1,33	60,06	443 014 009	98,45
207.2019	Réfection du pont sur la rivière Tipaerui de la RT6 - Papeete (3IF 2019)	40 000 000	5 106 700		5 106 700			393 300	0,98
208.2019	Assainissement pluvial et revêtement chaussée RC Tahaa (3IF 2019)	280 000 000	52 732 487	42 674 068	10 058 419	15,24	80,93	269 941 581	96,41
209.2019	Création du tracé routier de la route de développement économiques (RDE) - E	300 000 000	7 509 846	4 601 359	2 908 487	1,53	61,27	23 091 513	7,70

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 47

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
210.2019	Travaux d'assainissement et renforcement accotements RC Huahine (3IF 2019)	100 000 000	42 399 589	27 293 551	15 106 038	27,29	64,37	84 195 782	84,20
211.2019	Aménagement de la route de désenclavement du Fenua aihere - Etudes	30 000 000	4 583 450		4 583 450			10 257 768	34,19
213.2019	Reconstruction du pont de Vaiaua - Hitiaa - Etudes	15 000 000	3 935 663	2 060 175	1 875 488	13,73	52,35	13 124 512	87,50
214.2019	Protection contre la houle réseau routier RC Bora Bora (3IF 2019)	40 000 000	9 216 824	5 453 209	3 763 615	13,63	59,17	36 236 385	90,59
215.2019	Reconstruction de 2 ponceaux RC Huahine (3IF 2019)	70 000 000	39 958 478	39 958 478		57,08	100,00	70 000 000	100,00
217.2019	Rénovation RT coté littoral dans le village de Mutuaura - Rimatara (3IF 2019)	25 000 000	15 402 982		15 402 982			9 597 018	38,39
218.2019	Bétonnage RT entre Nairoa et Hauti, Paparai - Rurutu (3IF 2019)	30 000 000	3 354 144	2 969 590	384 554	9,90	88,53	29 615 446	98,72
219.2019	Rénovation du pont Vairani à Taahueia - Tubuai (3IF 2019)	20 000 000	7 963 633		7 963 633			12 036 367	60,18
220.2019	Rénovation du pont Tita à Mahu - Tubuai (3IF 2019)	20 000 000	1 915 719		1 915 719			18 084 281	90,42
227.2019	Bétonnage de la RT du marae Maunatoa vers la pointe Hotuatau - Tranche 3/5	30 000 000	7 485 430		7 485 430			22 514 570	75,05
228.2019	Bétonnage route entre villages Ahurei et Area - Rapa (3IF 2019)	30 000 000	17 697 646	4 417 500	13 280 146	14,73	24,96	16 719 854	55,73
231.2019	Assainissement, renforcement et revêtement chaussée RC Raiatea (3IF 2019)	290 000 000	6 053 880	4 039 598	2 014 282	1,39	66,73	282 185 497	97,31
233.2019	Bétonnage de route - Amanu (3IF 2019)	15 000 000	3 613 121	3 613 121		24,09	100,00	14 755 042	98,37
237.2019	Sécurisation du pont traversant le chenal - Marokau (3IF 2019)	24 552 874	809 400	809 400		3,30	100,00	24 552 874	100,00
238.2019	Mise au normes de l'éclairage public routier RC de Moorea - Etudes	20 000 000	14 971 787	7 696 909	7 274 878	38,48	51,41	12 725 122	63,63
240.2019	Aménagement de la traversée de Papara - Tranche 1 (3IF 2019)	250 000 000						225 520 676	90,21
241.2019	Bétonnage de route de l'aéroport vers le village de Rautini - Arutua (3IF 2019)	38 000 000	6 024 116	6 024 116		15,85	100,00	37 171 398	97,82
242.2019	Aménagement parking centre ville d'Uturoa (3IF 2019)	85 000 000	2 636 364	2 271 649	364 715	2,67	86,17	83 063 901	97,72
244.2019	Bétonnage de route Fatu Hiva - Travaux (3IF 2019)	30 000 000	8 111 779	3 262 784	4 848 995	10,88	40,22	25 151 005	83,84
245.2019	Bétonnage de route Hiva Oa - Travaux (3IF 2019)	275 000 000	1 000 000		1 000 000			270 956 792	98,53
247.2019	Aménagement du front de mer de Taiohae - Section 1 - Nuku Hiva - Travaux (	290 106 177	13 808 295	13 808 295		4,76	100,00	290 106 177	100,00
249.2019	Reconstruction du pont de Vaitahu - Tahuata - Etudes	15 000 000	2 216 045		2 216 045			1 134 339	7,56
258.2019	Réaménagement de l'avenue du général De Gaulle, de la cathédrale de PPT à l	30 000 000							
262.2019	Reconstruction d'un pont-radier - Fakahina - Etudes	10 000 000	7 000 000	2 950 235	4 049 765	29,50	42,15	2 950 235	29,50
443.2019	Aménagement de la route de Aneou à Hakahau - Ua Pou (3IF 2019)	350 000 000	30 760 687	30 574 897	185 790	8,74	99,40	339 150 777	96,90
239.2020	Aménagement RT - Tahuata	50 000 000	38 344 583		38 344 583			9 036 954	18,07
240.2020	Grosses réparations revêtement chaussée RT - Marquises	60 000 000	12 471 499	9 901 793	2 569 706	16,50	79,40	29 430 294	49,05
241.2020	Dispositifs de sécurité et glissières en abord des RT - Marquises (3IF 2020)	50 000 000	33 928 822	28 662 366	5 266 456	57,32	84,48	35 733 544	71,47
242.2020	Aménagement de la route territoriale - Ua Pou (3IF 2020)	150 000 000	36 179 070	2 201 232	33 977 838	1,47	6,08	114 982 047	76,65
244.2020	Reconstruction d'un pont - Front de mer de Hatiheu - Nuku Hiva - Etudes	15 000 000	5 300 000		5 300 000			1 146 950	7,65
249.2020	Aménagement de la route de Aiai - Tahaa (3IF 2020)	300 000 000	68 356 709	68 356 709		22,79	100,00	232 136 503	77,38
252.2020	Aménagement de la traversée de Papeari - Tranche 1 (3IF 2020)	450 000 000	53 092 952	47 798 650	5 294 302	10,62	90,03	444 705 698	98,82
254.2020	Construction d'un pont à Peva - Rurutu	5 000 000						1 381 240	27,62
257.2020	Acquisitions engins de chantier et véhicules poids lourds DEQ - 2020	225 683 049	50 994 099	50 793 401	200 698	22,51	99,61	225 482 351	99,91

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
267.2020	Diagnostics, suivis et études d'ouvrages d'art et des chaussées	20 000 000	10 495 200	3 691 615	6 803 585	18,46	35,17	11 196 415	55,98
270.2020	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Tahiti (3IF 2020)	308 494 033	96 431 035	92 134 224	4 296 811	29,87	95,54	303 951 245	98,53
272.2020	Bétonnages des routes territoriales - TG (3IF 2020)	50 000 000						41 743 713	83,49
389.2020	Déviation de route à Taiohae pour la création d'une hélistation (3IF 2020)	52 000 000	21 796 716	14 351 540	7 445 176	27,60	65,84	30 116 928	57,92
392.2020	Aménagement de la rue BOVIS à Papeete	40 000 000							
393.2020	Protection des berges de la rivière Tevhonu - Etudes	10 000 000	2 177 148		2 177 148				
395.2020	Etudes d'aménagement des infrastructures routières en vue des jeux olympique	30 000 000	1 877 370	25 270	1 852 100	0,08	1,35	19 997 900	66,66
226.2021	Etude pour l'aménagement de la traversée de Papara - Phase 3	20 000 000	2 000 000		2 000 000				
227.2021	Etudes pour la reconstruction du pont de la rivière Vaiaoa sur la RT1 PK 18	7 812 639	310 524	310 524		3,97	100,00	7 812 639	100,00
228.2021	Etudes pour la reconstruction du pont de la rivière Tepuna sur la RT1 PK 37,7	25 000 000	6 750 213	5 655 947	1 094 266	22,62	83,79	13 905 734	55,62
229.2021	Etudes pour la reconstruction du pont de la rivière Vaitupa sur la RT1 PK 24	25 000 000	5 526 995	1 878 277	3 648 718	7,51	33,98	8 351 282	33,41
230.2021	Etudes préliminaires de projets routiers - 2021	16 779 120	6 007 459	5 854 809	152 650	34,89	97,46	16 626 470	99,09
231.2021	Etudes du carrefour du Méridien sur la RT1	20 000 000	10 996 100	4 770 144	6 225 956	23,85	43,38	5 305 144	26,53
232.2021	Bétonnage route Aakapa - Nuku Hiva (3IF 2021)	30 000 000	5 849 969	5 849 969		19,50	100,00	29 837 670	99,46
233.2021	Bétonnage route Hakatao - Ua Pou (3IF 2021)	30 000 000	28 466 795		28 466 795			1 533 205	5,11
235.2021	Etudes de la déviation de la route au droit de l'hippodrome de Pirae et des amén	20 000 000	738 760		738 760				
236.2021	Etude pour reconstruction du pont de l'évêché des Marquises Vaikeu - Front de	25 000 000	11 744 612		11 744 612			855 388	3,42
238.2021	Aménagement et travaux divers du réseau routier des Marquises - 2021	19 981 697	1 854 599	1 396 949	457 650	6,99	75,32	19 524 047	97,71
240.2021	Reconstruction de 2 ponts (Apooiti et Tehurui) - Raiatea (3IF 2021)	80 000 000	5 626 400	912 000	4 714 400	1,14	16,21	1 185 600	1,48
241.2021	Reconstruction pont de Murifenua à Tahaa (3IF 2021)	60 000 000	1 487 000		1 487 000			513 000	0,86
243.2021	Assainissement pluvial le long des routes territoriales et travaux divers (3IF 202	80 000 000	45 576 970	19 522 233	26 054 737	24,40	42,83	53 804 710	67,26
244.2021	Bétonnage de route du village vers l'aéroport - Katiu (3IF 2021)	35 000 000	4 197 664	4 156 400	41 264	11,88	99,02	27 987 565	79,96
245.2021	Bétonnage de route du village vers l'aéroport - Pukarua (3IF 2021)	35 000 000	48 386		48 386			32 586 907	93,11
247.2021	Bétonnage de route du village vers l'aéroport - Kauhei	60 000 000	30 000 000	17 188 317	12 811 683	28,65	57,29	17 188 317	28,65
248.2021	Bétonnage de la route territoriale de Rikitea - Tranche 2 (3IF 2021)	300 000 000	44 063 051	44 063 051		14,69	100,00	300 000 000	100,00
249.2021	Bétonnage de la route territoriale de la pointe Hotuataua vers le village de Anator	30 000 000	30 000 000	750 000	29 250 000	2,50	2,50	750 000	2,50
250.2021	Bétonnage de la route territoriale de Ahurei vers Area - Rapa (3IF 2021)	30 000 000	30 000 000	8 641 360	21 358 640	28,80	28,80	8 641 360	28,80
252.2021	Reconstruction du pont de la rivière Vairua PK 52,8 sur la RT2 - Taiarapu Est (3	120 000 000	1 166 733	664 648	502 085	0,55	56,97	117 497 915	97,91
253.2021	Assainissement pluvial à l'amont de la RT dans Vaitape - Bora Bora (3IF 2021)	50 000 000	50 000 000	4 500 355	45 499 645	9,00	9,00	4 500 355	9,00
254.2021	Aménagement RT - Fatu Hiva (3IF 2021)	30 000 000	15 589 111	11 042 241	4 546 870	36,81	70,83	25 453 130	84,84
255.2021	Travaux assainissement et réfection chaussée RC Bora Bora (3IF 2021)	200 000 000	154 241 057	150 753 586	3 487 471	75,38	97,74	196 512 529	98,26
256.2021	Grosses réparations revêtement chaussée RC Huahine (3IF 2021)	60 000 000	1 497 018	1 497 018		2,50	100,00	60 000 000	100,00
257.2021	Assainissement, renforcement et revêtement chaussée RC Raiatea (3IF 2021)	400 000 000						395 570 000	98,89
258.2021	Définition et délimitation du domaine public routier sur les communes de Rimata	35 000 000	31 687 647	22 891 770	8 795 877	65,41	72,24	26 116 830	74,62

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
259.2021	Aménagement de la route territoriale entre l'échangeur d'Outumaoro et le rond point de Rangiroa	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
260.2021	Schéma directeur des liaisons à mobilité douce sur l'île de TAHITI	25 000 000	5 600 000		5 600 000				
261.2021	Bétonnage de la route entre le collège et l'aéroport - Rangiroa	90 000 000	12 324 968	9 764 089	2 560 879	10,85	79,22	57 804 576	64,23
263.2021	Aménagement de la traversée de Papeari - Tranche 2 (3IF 2021)	400 000 000	110 070 469	108 375 740	1 694 729	27,09	98,46	398 305 271	99,58
264.2021	Mise aux normes de la signalisation horizontale - RT de l'archipel de la société	100 000 000	4 588 776	4 588 776		4,59	100,00	100 000 000	100,00
266.2021	Rectification de virages sur la RT2 du PK 41,1 au PK 42,4 (3IF 2021)	400 000 000	196 473 729	25 456 968	171 016 761	6,36	12,96	222 169 669	55,54
267.2021	Rectification de virages sur la RT2 du PK 42,9 au PK 43,2 (3IF 2021)	500 000 000	114 828 192	38 000 619	76 827 573	7,60	33,09	89 044 061	17,81
269.2021	Reconstruction du pont de Papehue (3IF 2021)	150 000 000	20 099 163	20 099 163		13,40	100,00	149 750 000	99,83
270.2021	Etudes de la réfection des ouvrages d'eaux pluviales et des chaussées de la RT	50 000 000	12 576 231	10 420 573	2 155 658	20,84	82,86	27 844 342	55,69
271.2021	Acquisitions engins et véhicules de chantier DEQ - 2021	140 201 660	104 491 058	77 558 281	26 932 777	55,32	74,22	113 268 883	80,79
272.2021	Aménagement et travaux réseau routier RT1 - Tahiti - 2021 (3IF 2021)	300 000 000	1 018 578		1 018 578			296 859 048	98,95
273.2021	Acquisitions outillages et petits matériels d'atelier et de chantier DEQ - 2021	19 988 486	3 477 174	3 241 126	236 048	16,21	93,21	19 752 438	98,82
274.2021	Aménagement et travaux réseau routier RT2 - Tahiti - 2021 (3IF 2021)	300 000 000						292 469 401	97,49
275.2021	Aménagement et travaux réseau routier RT divers - Tahiti - 2021 (3IF 2021)	113 494 032						107 128 214	94,39
276.2021	Aménagement de cheminements piétons (3IF 2021)	29 000 000	26 852 498		26 852 498			2 147 502	7,41
278.2021	Travaux de reconstruction et de sécurisation des ouvrages pluviaux sous RT (3IF 2021)	80 000 000	13 714 974	6 274 041	7 440 933	7,84	45,75	72 559 067	90,70
304.2021	Protection en enrochements de la RT2 Faaripo du PK 14,6 au PK 19 (3IF 2021)	300 000 000	21 152 264	961 159	20 191 105	0,32	4,54	254 934 112	84,98
392.2021	Création et redimensionnement réseaux assainissement EP de la RC, zone villa	50 000 000	19 478 407	10 952 907	8 525 500	21,91	56,23	39 474 500	78,95
393.2021	Traversière Nunue / Anau de Bora Bora - Etudes	39 000 000	19 419 698	11 816 189	7 603 509	30,30	60,85	11 896 491	30,50
395.2021	Pont de Mahaena pour remplacer la passerelle existante - Etudes	20 000 000	15 142 068	8 241 447	6 900 621	41,21	54,43	9 599 379	48,00
396.2021	Aménagement de la route du mont Marau - Etudes	30 000 000	5 231 076	5 231 076		17,44	100,00	5 231 076	17,44
440.2021	Elargissement de la route du plateau de Taravao - Etudes	20 000 000	6 500 000	2 847 047	3 652 953	14,24	43,80	2 847 047	14,24
441.2021	Bétonnage de route sur l'atoll de Tureia (3IF 2021)	50 000 000	35 943 590	32 657 432	3 286 158	65,31	90,86	44 831 348	89,66
461.2021	Bétonnage de la route menant à l'église Sanito dans le village de Amanu	10 000 000	10 000 000	9 290 374	709 626	92,90	92,90	9 290 374	92,90
188.2022	Reconstructions de dalots sur RT1, RT2 et RT4 - Tahiti (3IF 2022)	160 000 000	117 062 627	23 543 137	93 519 490	14,71	20,11	41 179 910	25,74
189.2022	Reconstruction du pont de Vairaa - Tiarei - PK 23,2 sur la RT2 - Tahiti (3IF 2022)	145 000 000	90 000 000	47 806 941	42 193 059	32,97	53,12	47 806 941	32,97
190.2022	Reconstruction du pont Vainaenae - Papenoo - PK 18,8 sur la RT2 (3IF 2022)	100 000 000	31 403 219	26 054 106	5 349 113	26,05	82,97	94 650 887	94,65
191.2022	Construction d'une passerelle piétonne sur la rivière Titaviria à Papeari (3IF 2022)	100 000 000	70 083 601	31 312 586	38 771 015	31,31	44,68	31 378 985	31,38
192.2022	Assainissement pluvial et réfection de chaussée RC - Bora Bora (3IF 2022)	400 000 000	400 000 000	400 000 000		100,00	100,00	400 000 000	100,00
193.2022	Route de la vallée de Papenoo - Etudes	20 000 000						598 500	2,99
194.2022	Mise en oeuvre de dispositifs de retenue des RT (3IF 2022)	75 000 000	3 548 863	2 236 670	1 312 193	2,98	63,02	73 687 807	98,25
195.2022	Mise aux normes de la signalisation horizontale des RT (3IF 2022)	70 000 000	51 634 529	45 601 262	6 033 267	65,14	88,32	63 966 733	91,38
196.2022	Mise aux normes de la signalisation verticale des RT - Archipel de la Société (3IF 2022)	75 000 000	49 391 780	46 895 008	2 496 772	62,53	94,94	72 503 228	96,67
197.2022	Aménagement RT du PK 15 au PK 18 à Papetoai - Moorea (3IF 2022)	300 000 000	43 744 638	30 404 837	13 339 801	10,13	69,51	271 660 199	90,55

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 50

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
198.2022	Acquisitions engins et véhicules de chantier DEQ - 2022	200 000 000	192 973 292	76 462 706	116 510 586	38,23	39,62	77 749 356	38,87
199.2022	Acquisitions outillages et petits matériels d'atelier et de chantier DEQ - 2022	50 000 000	18 641 773	16 634 934	2 006 839	33,27	89,23	47 923 060	95,85
200.2022	Aménagement de la route de Temae - Tranche1 - Moorea (3IF 2022)	370 000 000	100 136 549	7 592 871	92 543 678	2,05	7,58	9 456 322	2,56
201.2022	Construction d'une passerelle piétonne sur le front de mer de Papeete (3IF 2022)	400 000 000							
202.2022	Mise aux normes de l'éclairage public routier RC de Moorea - Travaux	100 000 000	1 000 000	509 580	490 420	0,51	50,96	509 580	0,51
203.2022	Bétonnage de la route traversière Avera-Hauti - Tranche 2 - Rurutu (3IF 2022)	100 000 000	49 121 156		49 121 156				
206.2022	Aménagements et travaux divers - Réseau routier TG - 2022	11 222 026	2 204 000	2 204 000		19,64	100,00	11 222 026	100,00
208.2022	Assainissement pluvial et réfection de chaussée RC - Raiatea (3IF 2022)	200 000 000	9 307 158	8 023 333	1 283 825	4,01	86,21	198 716 175	99,36
209.2022	Reconstruction des ponts de Hane - Ua Huka - Etudes	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
210.2022	Sécurisation des talus du col de Toovii - Tranche 2 - Nuku Hiva (3IF 2022)	330 000 000	89 000 000	83 234 670	5 765 330	25,22	93,52	83 234 670	25,22
211.2022	Grosses réparations des locaux techniques DEQ - 2022	10 611 303	2 567 968	1 598 968	969 000	15,07	62,27	9 269 739	87,36
212.2022	Reconstruction du pont de la Socredo (Vaitu) à Taiohae - Nuku Hiva - Etudes	20 000 000	5 250 000		5 250 000				
213.2022	Sécurisation du col de Hatiheu - Nuku Hiva - Etudes	15 000 000	7 833 333		7 833 333				
214.2022	Bétonnage de la RT - Tahuata (3IF 2022)	100 000 000	60 000 000		60 000 000				
215.2022	Sécurisation du talus en aval de la RT à Tahauku - Hiva Oa (3IF 2022)	40 000 000	20 000 000		20 000 000				
216.2022	Sécurisation du talus de la RT à Hanapaaoa - Hiva Oa (3IF 2022)	35 000 000	15 000 000		15 000 000				
217.2022	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Marquises - 2022	10 000 000	6 122 220	6 122 220		61,22	100,00	8 751 469	87,51
218.2022	Aménagement et travaux réseau routier RT1 - Tahiti (3IF 2022)	400 000 000	6 163 177	6 163 177		1,54	100,00	399 483 428	99,87
220.2022	Aménagement et travaux réseau routier RT3 et RT4 - Tahiti (3IF 2022)	400 000 000						397 704 678	99,43
221.2022	Confortement et sécurisation des emprises routières et dépendances de Tahiti (	200 000 000	145 800 337	122 099 741	23 700 596	61,05	83,74	176 299 404	88,15
222.2022	Assainissement et travaux routiers RT divers - Tahiti (3IF 2022)	202 494 025	120 505 500	99 246 894	21 258 606	49,01	82,36	181 235 419	89,50
223.2022	Acquisition de la parcelle cadastrée commune de Moorea - Maiao AA n°44	15 000 000	15 000 000		15 000 000				
225.2022	Assainissement pluvial et revêtement chaussée RC - Huahine (3IF 2022)	350 000 000	319 799 917	297 568 523	22 231 394	85,02	93,05	327 768 606	93,65
226.2022	Schéma de circulation de l'agglomération urbaine de Papeete - Etudes	30 000 000							
227.2022	Schéma d'assainissement pluvial des RT de Taiarapu Ouest - Etudes	20 000 000	7 059 700	4 475 065	2 584 635	22,38	63,39	8 915 365	44,58
228.2022	Routes et ouvrages d'art - 2022 - Etudes	20 000 000	9 087 159	7 447 922	1 639 237	37,24	81,96	9 164 422	45,82
229.2022	Reconstruction du pont de la rivière Tevaitapua à Papenoo - Etudes	25 000 000	15 000 000	3 238 803	11 761 197	12,96	21,59	3 238 803	12,96
230.2022	Reconstruction de dalots PK 17 à 18 - RT 4 Teahupoo - Etudes	30 000 000	4 803 645	4 803 645		16,01	100,00	4 803 645	16,01
231.2022	Reconstruction du réseau d'éclairage du tunnel de Tiarei RT2	50 000 000	34 500 000	19 711 437	14 788 563	39,42	57,13	19 711 437	39,42
232.2022	Aménagements piétonniers du front de mer PK One à Papeete (3IF 2022)	100 000 000			13 555 123			51 444 877	68,59
233.2022	Aménagement d'un carrefour à feux sur l'avenue du chef Vairaatoa et du comm	75 000 000	13 555 123		13 555 123				
234.2022	Reconstruction de la passerelle piétonne à l'embouchure de la rivière Fauoro -	175 000 000	65 605 887	51 943 013	13 662 874	29,68	79,17	161 337 126	92,19
244.2022	Aménagement de la RT2 sur Mahina du PK 11 au PK 13 - Tranche 1 (3IF 2022)	450 000 000	419 193 602	255 578 079	163 615 523	56,80	60,97	286 353 519	63,63
248.2022	Reconstruction du pont de liaison au village de Takaroa - Etudes	20 000 000	19 784 694	9 205 574	10 579 120	46,03	46,53	9 420 880	47,10

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 51

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
347.2022	Reconstruction du pont de la rivière Teruvea - Pueu	120 000 000	96 774 754	76 927 034	19 847 720	64,11	79,49	100 152 280	83,46
349.2022	Sécurisation de la RT420 au droit du piton rocheux Te Tumu - Taiohae - Nuku	20 000 000	10 500 000	1 436 400	9 063 600	7,18	13,68	1 436 400	7,18
394.2022	Reconstruction OA route des Ananas et RT PK28 et PK33 - Etudes et travaux	30 000 000	20 000 000	4 602 180	15 397 820	15,34	23,01	4 602 180	15,34
395.2022	Réaménagement du belvédère de Moorea - Etudes	20 000 000	9 601 000	536 750	9 064 250	2,68	5,59	935 750	4,68
396.2022	Aménagement voiries et accès routiers - Domaine Rose - Teahupoo	450 000 000	253 000 000	173 150 757	79 849 243	38,48	68,44	173 150 757	38,48
397.2022	Route d'accès à l'abri - Travaux - Niau	19 771 876	3 762 153	3 762 153		19,03	100,00	19 771 876	100,00
423.2022	Acquisition à titre gratuit des emprises foncières de Papeete - Voiries (E/O)	380 000 000	380 000 000		380 000 000				
208.2023	Travaux d'aménagement de la RT, PK12 à PK15 à Maatea - Moorea (3IF 2023)	350 000 000	250 000 000		250 000 000				
209.2023	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Moorea - 2023	12 000 000	9 859 689		9 859 689				
210.2023	Bétonnage de route au village de Manihi (3IF 2023)	25 000 000	10 915 463	10 915 253	210	43,66	100,00	10 915 253	43,66
211.2023	Reconstruction du pont-radier menant au parc à poissons de Takapoto (3IF 2023)	60 000 000	59 886 000		59 886 000				
212.2023	Bétonnage de la route d'accès à l'aérodrome de Kaukura (3IF 2023)	33 000 000	33 000 000	12 543 618	20 456 382	38,01	38,01	12 543 618	38,01
213.2023	Bétonnage route - Rangiroa (3IF 2023)	35 000 000	35 000 000	9 850 919	25 149 081	28,15	28,15	9 850 919	28,15
214.2023	Bétonnage de la route d'accès au débarcadère de Makatea (3IF 2023)	30 000 000	15 000 000	390 912	14 609 088	1,30	2,61	390 912	1,30
215.2023	Bétonnage de la route d'accès au débarcadère de Anaa (3IF 2023)	25 000 000	25 000 000	16 995 821	8 004 179	67,98	67,98	16 995 821	67,98
216.2023	Bétonnage route - Mangareva (3IF 2023)	300 000 000	46 742 703		46 742 703				
217.2023	Acquisition à titre gratuit des voiries des rues Aia, Taiarapu, Tevaitai et Tevaiuta	35 000 000	35 000 000		35 000 000				
218.2023	Bétonnage de la route traversière Avera Hauti - Rurutu - Tranche 3 (3IF 2023)	100 000 000							
219.2023	Grosses réparations des locaux techniques DEQ - 2023	10 000 000	9 987 228	3 608 787	6 378 441	36,09	36,13	3 608 787	36,09
220.2023	Aménagement d'un exutoire des eaux pluviales au PK 13.1 de la RT1 - Punauau	100 000 000	50 000 000		50 000 000				
221.2023	Reconstruction de la passerelle piétonne sur la rivière Tefaahti à Mahaena	120 000 000							
222.2023	Aménagement de la RT3 au bas de la mairie de Taravao à Taiarapu Est - Etude	30 000 000							
223.2023	Réparations du pont de la Fautaua sur la RT7 à Papeete - Etudes	30 000 000	10 000 000		10 000 000				
224.2023	Reconstruction de deux dalots du PK17 au PK18 de la RT4 à Teahupoo (3IF 2023)	80 000 000	50 000 000	15 113 806	34 886 194	18,89	30,23	15 113 806	18,89
225.2023	Reconstruction du pont de Vaiaoa au PK18 de la RT1 à Punauauia (3IF 2023)	200 000 000	60 000 000	51 030 593	8 969 407	25,52	85,05	51 030 593	25,52
226.2023	Reconstruction du pont de Tepuna au PK 38 de la RT1 à Papara (3IF 2023)	250 000 000	60 000 000		60 000 000				
227.2023	Reconstruction du pont de Vaiaua au PK 36 de la RT2 à Hitiaa (3IF 2023)	400 000 000	100 000 000		100 000 000				
228.2023	Travaux routiers et assainissement RT1 et RT2 (3IF 2023)	300 000 000	300 000 000	199 803 873	100 196 127	66,60	66,60	199 803 873	66,60
229.2023	Travaux routiers et assainissement RT3 et RT4 (3IF 2023)	400 000 000	400 000 000	192 248 642	207 751 358	48,06	48,06	192 248 642	48,06
230.2023	Aménagement et travaux routiers RT divers (3IF 2023)	352 494 025	352 494 025	192 077 695	160 416 330	54,49	54,49	192 077 695	54,49
231.2023	Confortement et sécurisation des emprises routières et dépendances de Tahiti (	100 000 000	100 000 000	57 347 747	42 652 253	57,35	57,35	57 347 747	57,35
232.2023	Recalibrage du dalot au PK 53,3 de la RT1 à Papeari - Etudes	20 000 000							
233.2023	Réfection de l'assainissement pluvial de la RT4 à Taiarapu Ouest - Etudes	30 000 000							
234.2023	Réfection de l'assainissement pluvial des RT dans le village de Tautira - Etude	20 000 000							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
235.2023	Reconstruction du pont de Paepaeotia au PK 13 de la RT3 à Pueu - Etudes	30 000 000	11 000 000		11 000 000				
236.2023	Reconstruction de pont de Vaipoopoo au PK 10,7 de la RT3 à Pueu - Etudes	30 000 000	10 000 000		10 000 000				
237.2023	Route et ouvrages d'arts - 2023 - Etudes	20 000 000	10 000 000	8 537 812	1 462 188	42,69	85,38	8 537 812	42,69
238.2023	Aménagement de la route de Nahoata à Pirae - Etudes	20 000 000							
239.2023	Raccordement de la contre-allée quartier Manotahi à la RDP à Punaauia - Etud	20 000 000							
241.2023	Aménagement des cheminements piétonniers - Tahiti (3IF 2023)	100 000 000	50 000 000		50 000 000				
242.2023	Acquisition de ponts de secours	100 000 000	100 000 000		100 000 000				
243.2023	Aménagements et travaux divers - Réseau routier Tuamotu Gambier - 2023	20 000 000	10 000 000	4 383 719	5 616 281	21,92	43,84	4 383 719	21,92
244.2023	Reconstruction de chaussée entre Taipivai et col de Hatihau - Nuku Hiva - Trav	30 000 000	30 000 000		30 000 000				
245.2023	Acquisition engins et véhicules de chantier DEQ - 2023	300 000 000	245 276 218	398 617	244 877 601	0,13	0,16	398 617	0,13
246.2023	Acquisition outillages et petits matériels d'atelier et de chantier DEQ - 2023	50 000 000	49 939 681	15 501 370	34 438 311	31,00	31,04	15 501 370	31,00
247.2023	Construction d'un pont Make Make, front de mer de Atuona, Hiva Oa - Etudes	15 000 000	5 238 832		5 238 832				
248.2023	Sécurisation des talus de la RT entre Hanapaoao et Eiaone, Hiva Oa - Etudes	15 000 000	5 000 000		5 000 000				
249.2023	Reconstruction du pont de Vaitahu - Tahuata - Travaux (3IF 2023)	120 000 000	50 000 000		50 000 000				
250.2023	Aménagement et travaux divers du réseau routier des Marquises - 2023	10 000 000	9 957 091	3 345 172	6 611 919	33,45	33,60	3 345 172	33,45
251.2023	Sécurisation, glissières et signalisation des RT des Marquises - Travaux (3IF 20	50 000 000	40 000 000	5 316 874	34 683 126	10,63	13,29	5 316 874	10,63
252.2023	Bétonnage de la RT vers Hakatau - Ua Pou - Travaux (3IF 2023)	100 000 000	40 019 197		40 019 197				
253.2023	Aménagement des RT de Ua Pou - Etudes	30 000 000	4 592 705		4 592 705				
254.2023	Assainissement pluvial et réfection chaussée RC Raiatea - Travaux (3IF 2023)	200 000 000	200 000 000	16 865 622	183 134 378	8,43	8,43	16 865 622	8,43
255.2023	Assainissement pluvial et réfection chaussée RC Huahine - Travaux (3IF 2023)	300 000 000	300 000 000	116 392 564	183 607 436	38,80	38,80	116 392 564	38,80
256.2023	Assainissement pluvial et réfection chaussée RC Bora Bora - Travaux (3IF 2023)	150 000 000	150 000 000	67 367 490	82 632 510	44,91	44,91	67 367 490	44,91
257.2023	Aménagements et travaux divers - Réseau routier - ISLV - Travaux	16 000 000	16 000 000	3 266 846	12 733 154	20,42	20,42	3 266 846	20,42
258.2023	Aménagements et travaux divers - Réseaux routier Australes - 2023	10 000 000	9 011 248		9 011 248				
259.2023	Travaux de création de caniveau technique à Anapoto - Rimatara (3IF 2023)	30 000 000	30 000 000		30 000 000				
260.2023	Mise aux normes de la signalisation verticale des RT - Tous archipels (3IF 2023)	50 000 000	50 000 000	35 883 838	14 116 162	71,77	71,77	35 883 838	71,77
261.2023	Mise en oeuvre de dispositifs de retenue des RT - Tous archipels (3IF 2023)	100 000 000	100 000 000	83 285 658	16 714 342	83,29	83,29	83 285 658	83,29
262.2023	Mise aux normes de la signalisation horizontale des RT - Tous archipels (3IF 20	40 000 000	40 000 000	22 380 659	17 619 341	55,95	55,95	22 380 659	55,95
263.2023	Bétonnage RT - Fatu Hiva - Travaux (3IF 2023)	100 000 000	60 000 000		60 000 000				
264.2023	Reconstruction du pont de la rivière Omoa, Fatu Hiva -Etudes	15 000 000	5 000 000		5 000 000				
266.2023	Aménagement du front de mer de Taiohae - Tranche 2, Nuku Hiva - Etudes	25 000 000	20 000 000	862 410	19 137 590	3,45	4,31	862 410	3,45
267.2023	Etude de diagnostic et réfection des OA des RT de Moorea	30 000 000	2 500 000		2 500 000				
268.2023	Déviation route, hauteur de Piki Vehine à Taiohae - Nuku Hiva - Travaux (3IF 2	310 000 000	225 000 000	176 668 540	48 331 460	56,99	78,52	176 668 540	56,99
269.2023	Etude pour l'assainissement de la RT du PK1 Est et au PK 3 Ouest Moorea	10 000 000	4 500 000	1 858 200	2 641 800	18,58	41,29	1 858 200	18,58
406.2023	Etude de circulation dans la traversée de Mahina	20 000 000	10 000 000		10 000 000				

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 53

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
TOTAL DU PROGRAMME									
407.2023	Etudes de la prolongation de l'onde verte de l'avenue du Prince Hinoi jusqu'au g	20 000 000							
408.2023	Etudes de la mise en oeuvre d'une circulation piétonne et cycliste entre l'Uranie	20 000 000	10 000 000	1 513 181	8 486 819	7,57	15,13	1 513 181	7,57
	TOTAL DU PROGRAMME	28 111 394 100	10 206 945 316	4 754 491 274	5 452 454 042	16,91	46,58	16 374 531 781	58,25
91402 - PORTS ET AEROPORTS									
142.2008	Rénovation du débarcadère Nord de Tatakoto (3IF 2011)	228 223 296						190 814 246	83,61
322.2010	Echange ports et aéroport (E/O)	54 180 600	29 540 600		29 540 600			24 640 000	45,48
227.2013	Aérodrome de Hiva Oa - Reconstruction de la vigie (3IF 2013)	150 000 000	48 702 203	2 446 290	46 255 913	1,63	5,02	62 465 614	41,64
245.2013	Acquisition et installation matériels Météo Aérodromes du Pays	35 000 000						34 931 925	99,81
238.2017	Etudes préalables à la réalisation de nouveaux revêtements des aérodromes de	167 426 764						166 926 764	99,70
246.2017	Réhabilitation du débarcadère de Tepoto Nord - Etudes (3IF 2017)	37 000 000	6 809 070		6 809 070			13 325 597	36,02
252.2017	Réaménagement du débarcadère de Takapoto - Etudes (3IF 2017)	20 000 000	571 891	560 196	11 695	2,80	97,96	8 789 457	43,95
261.2017	Construction d'une marina à Tevaitoa - Raiatea - Tr 1 - Travaux (3IF 2017)	791 993 478	214 415 761	193 144 126	21 271 635	24,39	90,08	441 413 410	55,73
289.2017	Changement toiture aérogare Fangatau	16 000 000	1 044 431	1 044 431		6,53	100,00	14 317 435	89,48
290.2017	Changement toiture aérogare Nukutavake	16 500 000	637 556	637 556		3,86	100,00	16 436 589	99,62
450.2017	Reconstruction de l'aérogare de Maupiti	190 000 000	4 608 569	4 036 479	572 090	2,12	87,59	184 224 671	96,96
301.2018	Rénovation de l'aérogare de Puka Puka	16 500 000	15 105 413		15 105 413			1 394 587	8,45
303.2018	Renforcement du rivage de l'aérodrome de Raivavae	14 000 000						1 011 350	7,22
312.2018	Reconstruction du débarcadère de Niau - Etudes (3IF 2018)	30 000 000	17 741 755	13 631 366	4 110 389	45,44	76,83	25 589 611	85,30
313.2018	Réaménagement de la darse de Makatea - Travaux (3IF 2018)	282 000 000	66 714 403	4 344 108	62 370 295	1,54	6,51	219 629 705	77,88
323.2018	Aérodrome de Tikehau - Création d'un balisage lumineux et bâtiments technique	20 606 005	9 378 393	1 851 461	7 526 932	8,99	19,74	7 579 073	36,78
324.2018	Rénovation du débarcadère de Afareaitu - Etudes	15 000 000	3 389 725	2 205 900	1 183 825	14,71	65,08	4 316 175	28,77
325.2018	Réhabilitation du débarcadère de Maatea - Moorea - Etudes	15 000 000							
326.2018	Réhabilitation du débarcadère de Taipivai - Nuku Hiva - Etudes	15 000 000							
335.2018	Reconstruction de l'aérogare de Takapoto - Travaux (3IF 2018)	155 000 000	73 115 533	45 808 347	27 307 186	29,55	62,65	94 630 942	61,05
340.2018	Débarcadères de Aakapa et Hatiheu - Nuku Hiva - Etudes (3IF 2018)	20 000 000	8 075 444	1 526 966	6 548 478	7,63	18,91	11 132 856	55,66
346.2018	Construction d'un quai à Kaehei - Etudes	40 000 000	19 304 832	18 328 845	975 987	45,82	94,94	31 811 445	79,53
347.2018	Réfection des débarcadères Nord et Sud - Rimatara (3IF 2018)	447 000 000	12 316 600		12 316 600			433 542 876	96,99
349.2018	Aérodrome de Nukutavake - Mise aux normes CHEA et réfection de la piste	35 000 000	20 747 810	10 766 097	9 981 713	30,76	51,89	15 018 287	42,91
352.2018	Construction d'un débarcadère à Fakahina - Etudes	35 000 000	16 098 730	13 944 431	2 154 299	39,84	86,62	22 845 701	65,27
466.2018	Reconstruction du quai et des murs latéraux de Manihi - Travaux (3IF 2018)	210 000 000	1 635 301		1 635 301			178 648 792	85,07
186.2019	Rénovation de l'aérogare de Apataki	20 000 000	15 602 755	2 006 400	13 596 355	10,03	12,86	2 690 841	13,45
188.2019	Rénovation aérogare de Vahitahi - Etudes	10 000 000	7 650 814		7 650 814			1 568 356	15,68
266.2019	Reconstruction d'un débarcadère à Puamau - Hiva Oa - Etudes	25 000 000	1 000 000	164 406	835 594	0,66	16,44	164 406	0,66
269.2019	Construction d'un débarquement à Hane - Ua Huka - Etudes	30 000 000	604 893	599 394	5 499	2,00	99,09	21 915 602	73,05

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
270.2019	Réhabilitation du débarcadère de Anaa - Travaux (3IF 2019)	441 250 000	14 350 032		14 350 032			425 819 293	96,50
271.2019	Réaménagement du débarcadère de Hereheretue - Travaux (3IF 2019)	614 800 000	42 948 668	134 750	42 813 918	0,02	0,31	556 919 459	90,59
272.2019	Construction d'une marina à Moerai - Rurutu - Travaux (3IF 2019)	537 000 000	14 167 218	2 396 620	11 770 598	0,45	16,92	485 727 775	90,45
273.2019	Aérodrome de Arutua - Création d'un balisage lumineux - Etudes	15 000 000							
274.2019	Mise aux normes du balisage diurne et signalisation verticale des aérodromes -	92 017 299	16 369 160	11 896 335	4 472 825	12,93	72,68	87 544 474	95,14
275.2019	Aérodrome de Kaukura - Mises aux normes CHEA et rénovation de la piste, de	500 000 000	48 186 374	5 857 497	42 328 877	1,17	12,16	390 034 427	78,01
276.2019	Extension de l'aérogare de Tikehau - Etudes	10 000 000	6 543 077	312 460	6 230 617	3,12	4,78	1 866 963	18,67
277.2019	Aérodrome de Anaa - Création d'un balisage lumineux - Etudes	25 000 000	4 983 004	267 900	4 715 104	1,07	5,38	9 963 261	39,85
278.2019	Aérodrome de Takaroa - Mises aux normes CHEA, réfection de la piste et créati	30 000 000	9 212 560	1 436 897	7 775 663	4,79	15,60	22 224 337	74,08
279.2019	Aérodrome de Manihi - Mises aux normes CHEA, réfection de la piste et créatio	40 218 318	4 363 941	568 419	3 795 522	1,41	13,03	17 099 211	42,52
283.2019	Aménagement d'une marina et création d'un remblai à Avera - Raiatea	29 411 580	4 600 124	4 021 008	579 116	13,67	87,41	14 620 884	49,71
436.2019	Etudes - Construction diverses infrastructures aérodrome Moorea	20 000 000	11 718 861	3 248 234	8 470 627	16,24	27,72	7 650 774	38,25
437.2019	Etudes - Extension aérogare Fakarava	45 126 180	37 499 244	12 096 699	25 402 545	26,81	32,26	14 274 435	31,63
441.2019	Etudes - Reconstruction aérogare Tubuai	41 000 000	25 969 215		25 969 215			15 030 785	36,66
442.2019	Etudes de conception des aéroports internationaux de Nuku Hiva et de Rangiro	65 000 000	6 639 037	6 277 150	361 887	9,66	94,55	58 615 942	90,18
458.2019	Réhabilitation du quai de Tapuamu - Travaux - Tranche 1 (3IF 2019)	44 000 000	1 060 000	1 060 000		2,41	100,00	44 000 000	100,00
229.2020	Reconstruction de l'hélistation et construction d'un hangar à Taiohae	360 000 000	199 769 464	4 992 994	194 776 470	1,39	2,50	95 725 852	26,59
274.2020	Balisage maritime - 2020 (3IF 2020)	100 000 000	141 995	141 995		0,14	100,00	98 860 214	98,86
275.2020	Renforcement de la darse de Avera - Rurutu	50 000 000	14 909 903	96 468	14 813 435	0,19	0,65	2 136 257	4,27
276.2020	Construction du débarcadère de Anau - Bora Bora - Etudes et travaux Tranche	105 000 000	6 897 955	3 172 620	3 725 335	3,02	45,99	13 035 338	12,41
277.2020	Aménagement de la pointe portuaire de Tehoro - Teva I Uta - Travaux (3IF 202	315 000 000	14 778 386	761 149	14 017 237	0,24	5,15	300 982 763	95,55
281.2020	Reconstruction du quai de Farepiti - Bora Bora - Travaux - Tranche 1 (3IF 202	996 768 224	256 533 863	63 387 332	193 146 531	6,36	24,71	695 182 389	69,74
284.2020	Réhabilitation du quai de Tapuamu - Tahaa - Travaux - Tr2 (3IF 2020)	51 230 375	3 501 630	3 500 000	1 630	6,83	99,95	49 728 745	97,07
287.2020	Aménagement des ouvrages maritimes de Avatoru - Rangiroa - Travaux (3IF 2	326 000 000	19 510 998		19 510 998			298 989 002	91,71
288.2020	Reconstruction du débarcadère de Vahitahi - Nukutavake - Travaux (3IF 2020)	415 000 000	20 757 712	911 646	19 846 066	0,22	4,39	393 065 146	94,71
289.2020	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes - 2020	17 453 392	10 161 661	7 319 096	2 842 565	41,94	72,03	14 610 827	83,71
290.2020	Entretien du quai de Fare - Huahine	30 000 000						2 172 927	7,24
291.2020	Mise aux normes aérodrome de Rurutu - Etudes	30 000 000	10 000 000	3 779 100	6 220 900	12,60	37,79	7 197 754	23,99
294.2020	Rénovation de la darse de Hitia'a O Te Ra - Etudes et travaux (3IF 2020)	60 000 000	8 221 314	859 988	7 361 326	1,43	10,46	38 838 674	64,73
295.2020	Construction d'une cale de mise à l'eau à Papenoo - Travaux	150 074 230	2 887 058		2 887 058			144 687 172	96,41
296.2020	Construction d'une rampe de mise à l'eau sur les villages de Hanapaoao, Motuu	20 000 000	2 908 048		2 908 048			91 952	0,46
297.2020	Protection du débarcadère de Haakuti - Ua Pou - Etudes	25 000 000	1 500 000	170 548	1 329 452	0,68	11,37	486 948	1,95
385.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Bora Bora	4 500 000 000	29 500 000		29 500 000			4 470 500 000	99,34
386.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Raiatea (E	2 135 020 083	3 483 983		3 483 983			2 131 536 100	99,84

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 55

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
387.2020	Transfert de propriété à titre gratuit au profit du Pays - Aérodrome de Rangiroa	1 409 093 868	47 082 168		47 082 168			1 362 011 700	96,66
397.2020	Création d'un nouvel aérodrome sur l'atoll de Apataki - Etudes	30 000 000	4 044 802	85 000	3 959 802	0,28	2,10	2 040 198	6,80
225.2021	Installation et aménagement d'une centrale électrique à Huahine	19 000 000	11 535 817	1 077 300	10 458 517	5,67	9,34	1 077 300	5,67
282.2021	Construction du débarcadère et de la cale de Hane - Ua Huka - Travaux (3IF 2	570 000 000	185 123 530	161 066 498	24 057 032	28,26	87,00	208 942 968	36,66
283.2021	Etudes maritimes préalables - 2021	29 893 980	12 441 264	12 142 541	298 723	40,62	97,60	29 595 257	99,00
284.2021	Construction d'une marina à Taiohae - Nuku Hiva - Etudes	85 000 000	14 789 138	14 789 138		17,40	100,00	38 951 971	45,83
285.2021	Réhabilitation des darses de l'atoll de Reao - Etudes	30 000 000	13 189 352	9 015 135	4 174 217	30,05	68,35	11 560 781	38,54
287.2021	Aérodrome de AHE - Mise aux normes 3C et création d'un balisage lumineux (3	615 000 000	193 515 814	146 245 778	47 270 036	23,78	75,57	567 729 964	92,31
288.2021	Mise aux normes de l'aérodrome de Manihi (3IF 2021)	150 000 000	42 831 087	21 245 471	21 585 616	14,16	49,60	128 414 384	85,61
289.2021	Aérodrome de Nuku Hiva - Accès routier au quai et rénovation du balisage lumi	20 000 000	5 000 000		5 000 000				
290.2021	Création d'un balisage lumineux à Anaa (3IF 2021)	290 000 000	162 215 310	131 598 760	30 616 550	45,38	81,13	249 383 450	85,99
291.2021	Etudes préliminaires sur les aérodromes du Pays - 2021	13 452 513	1 901 180		1 901 180			11 551 333	85,87
292.2021	Aérodrome de Hiva Oa - Mise aux normes CHEA - Etudes	10 000 000	6 858 364	1 304 160	5 554 204	13,04	19,02	4 445 796	44,46
293.2021	Aménagement de la marina de Patio - Tahaa - Travaux (3IF 2021)	248 500 000	54 772 595	166 625	54 605 970	0,07	0,30	185 394 030	74,61
294.2021	Aménagement hydraulique pour la darse de Omoa - Fatu Hiva - Travaux (3IF 2	217 250 000	24 926 093	2 132 115	22 793 978	0,98	8,55	188 257 136	86,65
295.2021	Reconstruction des débarcadères de Napuka - Travaux (3IF 2021)	537 000 000	141 320 068	97 224 726	44 095 342	18,11	68,80	492 904 658	91,79
296.2021	Balisage maritime - 2021 (3IF 2021)	100 000 000	33 202 904	26 424 323	6 778 581	26,42	79,58	93 221 419	93,22
297.2021	Grosse réparation quai station d'avitaillement et quai marina de Avatoru - Rang	146 000 000	44 333 398	2 318 988	42 014 410	1,59	5,23	101 985 590	69,85
298.2021	Construction d'une marina à Fetuna - Raiatea - Travaux (3IF 2021)	290 000 000	68 284 094	15 509 027	52 775 067	5,35	22,71	226 246 976	78,02
314.2021	Reconstruction de l'aérogare de Rurutu - Etudes	30 000 000	23 048 925	11 960 392	11 088 533	39,87	51,89	11 960 392	39,87
315.2021	Aménagement et travaux divers de l'aérodrome de Bora Bora	297 055 900	201 968 636	23 236 247	178 732 389	7,82	11,50	42 197 611	14,21
316.2021	Aménagement et travaux divers de l'aérodrome de Raiatea	369 826 000	229 860 189	116 373 174	113 487 015	31,47	50,63	147 903 985	39,99
317.2021	Aménagement et travaux divers de l'aérodrome de Rangiroa	86 200 000	73 397 141	22 434 440	50 962 701	26,03	30,57	26 619 199	30,88
318.2021	Resurfaçage de la piste de Raiatea (Etat-Aéro)	437 590 000	395 890 000	109 386 061	286 503 939	25,00	27,63	151 086 061	34,53
319.2021	Resurfaçage de la piste de Rangiroa (Etat-Aéro)	721 000 000	610 808 000	550 109 881	60 698 119	76,30	90,06	603 709 881	83,73
320.2021	Construction hangar aéronef aérodrome de Moorea	409 284 909	254 516 394		254 516 394				
322.2021	Aménagement et travaux divers de mise aux normes de la plateforme aéroportu	25 000 000	1 808 000	1 808 000		7,23	100,00	10 409 768	41,64
323.2021	Construction du hangar aéronef de Nuku Hiva	24 000 000							
324.2021	Matériels et équipements d'entretien des aérodromes - 2021	32 969 075	8 816 600	8 816 600		26,74	100,00	31 851 375	96,61
325.2021	Reconstruction de l'aérogare de Tubuai	350 000 000	112 796 500	209 141	112 587 359	0,06	0,19	2 412 641	0,69
326.2021	Extension du parking de l'aérogare de Nuku Hiva	18 000 000	17 109 817	12 614 728	4 495 089	70,08	73,73	12 614 728	70,08
327.2021	Aménagement du site aéroportuaire de Maupiti	50 000 000	14 777 358		14 777 358			222 642	0,45
397.2021	Aménagement du site de surf de Papenoo - Etudes	40 000 000						4 248 800	10,62
398.2021	Mise en place des lignes de mouillage extérieures à Makatea	75 000 000	4 447 080		4 447 080			1 902 920	2,54

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
399.2021	Aménagement du terre-plein du port de Tahauku - Etudes	10 000 000						63 945	0,64
400.2021	Amélioration des infrastructures maritimes pour la desserte de Tubuai - Etudes	38 000 000	16 468 270	11 467 487	5 000 783	30,18	69,63	17 999 217	47,37
435.2021	Mise aux normes des services de navigation aérienne - 2022	15 000 000	8 023 996	286 533	7 737 463	1,91	3,57	4 013 739	26,76
436.2021	Aménagement et travaux locaux DAC	32 505 407	32 252 783	1 610 510	30 642 273	4,95	4,99	1 863 134	5,73
437.2021	Acquisition et installation de vigie mobile aérodrome Maupiti	19 000 000	7 427 528	3 534 637	3 892 891	18,60	47,59	15 107 109	79,51
438.2021	Rénovation de l'aérogare de Takaroa - Etudes	10 000 000	8 751 410	90 930	8 660 480	0,91	1,04	1 339 520	13,40
443.2021	Aménagement du quai du dispensaire de Maupiti	36 500 000							
205.2022	Protection littorale de la RT au droit de la plage Tavana - Tubuai	30 000 000	5 807 822		5 807 822				
235.2022	Aérodrome de Rarotonga - Mise aux normes CHEA au code 3C de la piste - Etude	20 000 000							
236.2022	Aérodrome de Napuka - Mise aux normes CHEA au code 3C de la piste - Etud	20 000 000							
237.2022	Aérodrome de Totegegie - Mise aux normes CHEA au code 3C de la piste et cr	30 000 000							
238.2022	Aérodrome de Ua Huka - Mise aux normes CHEA - Travaux	17 500 000	1 399 346	1 399 346		8,00	100,00	7 249 750	41,43
240.2022	Aéroport de dégagement international Rangiroa - Etudes conception	50 000 000	632 700	632 700		1,27	100,00	2 223 000	4,45
241.2022	Aéroport international Nuku Hiva - Etudes conception	75 000 000	42 727 410	1 288 100	41 439 310	1,72	3,01	3 451 250	4,60
242.2022	Aéroport international dédiés aux jets privés - Bora Bora - Etudes conception	43 000 000	632 700	632 700		1,47	100,00	2 223 000	5,17
243.2022	Etudes générales - Tous aérodromes - 2022	20 000 000	4 613 741	3 337 276	1 276 465	16,69	72,33	4 004 785	20,02
245.2022	Quai de Farepiti - Tranche 2 - Bora Bora (3IF 2022)	1 518 000 000	5 000 000		5 000 000				
246.2022	Débarcadère de Paopao - Moorea (3IF 2022)	233 500 000	210 010 867	200 192 383	9 818 484	85,74	95,32	223 681 516	95,80
249.2022	Aménagement des installations portuaires de Tiarapu Ouest - Tahiti (3IF 2022)	526 000 000	263 107 831	184 510 232	78 597 599	35,08	70,13	185 133 322	35,20
250.2022	Reconstruction du débarcadère de Fangatau - Etudes	33 000 000	8 702 440		8 702 440			1 714 227	5,19
251.2022	Reconstruction du débarcadère de Pukarua - Etudes	27 000 000	8 474 173	5 610 330	2 863 843	20,78	66,21	7 236 157	26,80
252.2022	Confortement de débarcadères Fakarava et Tikehau - Etudes	25 000 000	13 500 000	6 399 818	7 100 182	25,60	47,41	6 399 818	25,60
254.2022	Etudes maritimes préalables, diagnostics et faisabilité - 2022	55 000 000	11 634 795	9 552 030	2 082 765	17,37	82,10	24 650 804	44,82
255.2022	Balisage maritime 2022 (3IF 2022)	100 000 000	50 496 408	50 185 558	310 850	50,19	99,38	99 689 150	99,69
257.2022	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes Marquises - 2022	17 340 147	1 907 671	1 894 021	13 650	10,92	99,28	17 312 847	99,84
258.2022	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes TG - 2022	10 000 000	3 767 757	3 767 757		37,68	100,00	8 519 918	85,20
259.2022	Aménagements et travaux divers - Ouvrages maritimes ISLV - 2022	10 000 000	3 811 756	61 560	3 750 196	0,62	1,62	5 945 625	59,46
260.2022	Courantologie et d'agitation au droit du village de Paea - Etudes	10 000 000	4 500 000	4 143 900	356 100	41,44	92,09	4 143 900	41,44
261.2022	Aménagement du front de mer du village de Manihi et rénovation de la marina -	35 000 000	8 086 383	5 305 560	2 780 823	15,16	65,61	5 416 548	15,48
350.2022	Etudes préliminaires - Reconstruction de l'aérogare de Hiva Oa	5 000 000	4 412 313	4 412 313		88,25	100,00	4 902 570	98,05
351.2022	Mise aux normes de l'aérodrome de Hiva Oa - Travaux	60 000 000	50 000 000		50 000 000				
401.2022	Aménagement des aérogares et infrastructures d'aérodrome pour l'accueil des r	170 000 000	103 120 124	54 046 879	49 073 245	31,79	52,41	54 926 755	32,31
402.2022	Mise en sécurité du débarcadère de Hatiheu - Etudes	12 000 000	2 000 000	193 230	1 806 770	1,61	9,66	193 230	1,61
270.2023	Construction d'une nouvelle aérogare à Hiva Oa	100 000 000	60 000 000	497 800	59 502 200	0,50	0,83	497 800	0,50

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 57

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
271.2023	Réseau électrique et équipements techniques de l'aérogare de Maupiti	80 000 000	40 000 000	115 000	39 885 000	0,14	0,29	115 000	0,14
272.2023	Création d'un balisage lumineux et installations techniques - Aérodrome de Tikehau	370 000 000	100 000 000		100 000 000				
273.2023	Réfection du balisage lumineux et installations techniques - Aérodrome de Moorea	40 000 000							
274.2023	Réfection du balisage lumineux et installations techniques - Aérodrome de Hao	20 000 000	5 000 000		5 000 000				
275.2023	Mise aux normes 3C - Aérodrome de Kauhui - Etudes	30 000 000							
276.2023	Mise aux normes 3C - Aérodrome de Katiu (3IF 2023)	570 000 000	214 360 177		214 360 177				
277.2023	Etudes générales sur les aérodromes du pays - 2023	20 000 000	14 614 250	4 441 750	10 172 500	22,21	30,39	4 441 750	22,21
278.2023	Réhabilitation des installations portuaires de Apataki - Etudes	10 000 000							
279.2023	Construction d'un ponton d'accostage à Anaho, Nuku Hiva - Etudes	15 000 000	10 000 000		10 000 000				
280.2023	Mises aux normes des services de navigation aérienne - 2023	61 000 000	56 571 234	5 006 134	51 565 100	8,21	8,85	5 006 134	8,21
281.2023	Reconstruction de l'aérogare de Rurutu - Travaux	330 600 000	35 500 000		35 500 000				
282.2023	Renouvellement du balisage diurne des aérodromes	73 777 271	50 000 000		50 000 000				
283.2023	Construction et rénovation des clôtures des aérodromes	30 000 000	30 000 000		30 000 000				
284.2023	Acquisition et installation de vigie mobile aérodrome - Mataiva	27 400 000	27 400 000	5 229 599	22 170 401	19,09	19,09	5 229 599	19,09
285.2023	Déploiement des enregistreurs de la navigation aérienne	13 500 000	13 500 000		13 500 000				
286.2023	Aérodrome de Maupiti - Mise en conformité 2 C	106 000 000	2 223 000	2 223 000		2,10	100,00	2 223 000	2,10
287.2023	Construction et réhabilitation du siège social de la DAC	65 000 000	45 250 250		45 250 250				
288.2023	Etudes maritimes préalables diagnostic et faisabilité - 2023	50 000 000	4 044 360	4 006 860	37 500	8,01	99,07	4 006 860	8,01
289.2023	Balisage maritime 2023 (3IF 2023)	300 000 000	152 000 000	38 301 786	113 698 214	12,77	25,20	38 301 786	12,77
290.2023	Mise aux normes 3C y compris des installations techniques - Aérodrome de Takao	710 000 000	250 000 000		250 000 000				
291.2023	Création d'une vigie - Aérodrome de Tikehau - Etudes	20 000 000	10 000 000		10 000 000				
292.2023	Création d'une vigie - Aérodrome de Manihi - Etudes	20 000 000	1 500 000		1 500 000				
293.2023	Acquisition matériels maritime - 2023	80 000 000	72 000 000		72 000 000				
294.2023	Déplacement de la cale de mise à l'eau et rénovation de la marina du village - Huahine	20 000 000	4 000 000		4 000 000				
295.2023	Aménagement du port de Tahauku - Etudes	25 000 000	200 000		200 000				
296.2023	Aménagement d'une marina à Haapiti - Etudes	20 000 000	791 549		791 549				
297.2023	Reconstruction du quai de Raraka - Etudes	30 000 000							
298.2023	Aménagement du débarcadère de Parea - Huahine - Etudes	20 000 000							
299.2023	Rénovation et modernisation du phare de Mahina (FIM 2022)	159 000 000	42 852 029	4 222 185	38 629 844	2,66	9,85	4 222 185	2,66
302.2023	Reconstruction des débarcadères de Niau-Travaux (3IF2023)	450 000 000	127 000 000		127 000 000				
304.2023	Reconstruction débarcadère de Vaipae - Ua Huka - Travaux (3IF 2023)	195 000 000	49 000 000		49 000 000				
305.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - ISLV - 2023	25 000 000	1 000 000		1 000 000				
306.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - IDV - 2023	15 000 000							
307.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - Tuamotu Gambier - 2023	15 000 000	11 000 000	2 281 808	8 718 192	15,21	20,74	2 281 808	15,21

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 58

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
TOTAL DU PROGRAMME									
308.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - Marquises - 2023	15 000 000	5 400 000	1 869 975	3 530 025	12,47	34,63	1 869 975	12,47
309.2023	Aménagements et travaux divers maritimes - Australes - 2023	15 000 000	5 106 500		5 106 500				
310.2023	Construction de deux hangars sur le quai de Farepiti - Bora Bora (3IF 2023)	500 000 000	80 000 000		80 000 000				
311.2023	Extension de l'aérogare de Tikehau - Travaux (3IF 2023)	360 000 000	77 639 786		77 639 786				
320.2023	Protection des berges des aérodromes - Etudes	5 000 000	5 000 000		5 000 000				
409.2023	Indemnisation terre Paepaemoana cadastrée CE n°198 - Vaiare à Moorea	22 250 000	22 250 000	22 250 000		100,00	100,00	22 250 000	100,00
410.2023	Equipements divers pour traitement des espaces verts des aérodromes	10 000 000	10 000 000	8 648 550	1 351 450	86,49	86,49	8 648 550	86,49
TOTAL DU PROGRAMME		31 510 788 894	6 981 971 944	2 608 658 190	4 373 313 754	8,28	37,36	18 900 350 590	59,98
91403 - PROTECTION CONTRE LES EAUX									
346.2010	Echanges de parcelles destinées à la protection contre les eaux (E/O)	28 000 000	28 000 000		28 000 000				
297.2014	Réhabilitation des protections de la pointe Matira - Bora Bora (3IF 2014)	100 000 000	29 286 606		29 286 606			45 486 737	45,49
208.2016	Etudes d'aménagement - rivière Pipine et rivière Teura - Arue (3IF 2016)	27 500 000	4 844 423		4 844 423			15 839 282	57,60
276.2017	Assainissement rivière Nymphaea - Etudes	40 000 000	14 890 127	11 732 437	3 157 690	29,33	78,79	30 550 579	76,38
362.2018	Construction d'un mur de protection côté océan - Reao - Etudes (3IF 2018)	10 000 000	3 500 000	966 604	2 533 396	9,67	27,62	966 604	9,67
368.2018	Aménagement du secteur de la rivière Piafau et de l'exutoire St Hilaire - Etudes	15 000 000	172 041	64 047	107 994	0,43	37,23	13 892 006	92,61
372.2018	Diagnostic des ouvrages des eaux pluviales RC (pk12,5 et 13,3) - canal C16, d	10 000 000	5 064 862	692 427	4 372 435	6,92	13,67	5 627 565	56,28
373.2018	Reconstruction du pont de la rivière Nahoata sur la RT1 et Tranche 1 de l'amén.	587 721 633	2 219 443	2 219 443		0,38	100,00	587 721 633	100,00
294.2019	Diagnostic des bassins d'orage de Tamahana et Vaiaha - Tahiti	10 000 000	1 617 511	1 355 303	262 208	13,55	83,79	9 537 792	95,38
295.2019	Réalisation d'un bassin dégraveur en amont de la rivière Vaiami - Etudes	15 000 000							
300.2019	Confortement des berges de la rivière de Hanapaoao - Hiva Oa - Travaux (3IF	30 000 000	16 134 654	15 803 294	331 360	52,68	97,95	25 057 176	83,52
304.2019	Travaux d'aménagement de l'aval de la rivière Vaipoopoo (PK 9,6) et réalisation	220 000 000	42 868 573	41 119 275	1 749 298	18,69	95,92	173 893 025	79,04
305.2019	Etude contre l'érosion de la plage de Vairaharaha - Teva I Uta	19 000 000	2 616 851		2 616 851			14 082 407	74,12
280.2020	Protection du littoral le long de la RT6 en sortie de Ppt vers l'échangeur de Faa'	440 150 000	147 131 584	48 511 219	98 620 365	11,02	32,97	338 369 247	76,88
298.2020	Protection littorale de la route de ceinture dans le village de Taahueia - Tubuai	30 000 000							
299.2020	Aménagement de la rivière Nymphaea - Tranche 1 (3IF 2021)	330 000 000	40 321 779	9 292 777	31 029 002	2,82	23,05	86 970 998	26,35
301.2020	Protection des berges de rivière et de littoral sur Tahiti (3IF 2020)	200 000 000	14 581 098	9 397 818	5 183 280	4,70	64,45	193 898 867	96,95
309.2021	Protection des berges de rivières et du littoral sur Tahiti (3IF 2021)	200 000 000						196 048 655	98,02
311.2021	Aménagement de la rivière Nahoata - Tranche 2 (3IF 2021)	520 000 000	361 873 582	324 823 147	37 050 435	62,47	89,76	482 949 565	92,87
313.2021	Acquisitions foncières pour l'aménagement de la rivière Tiapa	17 000 000	14 532 000		14 532 000			468 000	2,75
401.2021	Agrandissement et protection de la place de la mairie de Tubuai - Etudes	15 000 000	6 963 135	3 861 864	3 101 271	25,75	55,46	6 898 729	45,99
444.2021	Réfection du bassin de Vaiaha - Faaa (3IF 2021)	140 000 000	76 817 480	38 626 838	38 190 642	27,59	50,28	101 809 358	72,72
262.2022	Réparations du canal C16 à Punaauiia (3IF 2022)	20 000 000	20 000 000		20 000 000				
263.2022	Réfection du canal de la rivière Tipaerui à Papeete (3IF 2022)	385 000 000	83 133 504	6 700 048	76 433 456	1,74	8,06	37 578 544	9,76
264.2022	Aménagement de la rivière Hamuta - Etudes	15 000 000	6 897 463	3 234 490	3 662 973	21,56	46,89	5 337 027	35,58

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
266.2022	Protection des berges de rivières et du littoral - Tahiti (3IF 2022)	130 000 000	24 135 515	18 400 330	5 735 185	14,15	76,24	124 264 815	95,59
267.2022	Assainissement du système de collecte et d'évacuation des eaux pluviales - Ma	75 000 000	20 000 000	620 160	19 379 840	0,83	3,10	620 160	0,83
269.2022	Protection des berges à Faaripo (dernière tranche) - Papenoo (3IF 2022)	400 000 000	195 000 000	95 786 754	99 213 246	23,95	49,12	95 786 754	23,95
312.2023	Protection des berges des rivières et du littoral de Tahiti (3IF 2023)	100 000 000	100 000 000	94 084 770	5 915 230	94,08	94,08	94 084 770	94,08
313.2023	Aménagement de la rivière Hamuta - Pirae - Tranche 1 (3IF 2023)	300 000 000	80 000 000		80 000 000				
314.2023	Modernisation et extension du réseau hydrographique - 2023	20 000 000	1 348 449	1 348 449		6,74	100,00	1 348 449	6,74
315.2023	Echange foncier commune de Faaone - Rivière Vaiovau (E/O)	6 210 000	6 210 000		6 210 000				
316.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux Moorea - 2023	10 000 000	9 685 400	741 000	8 944 400	7,41	7,65	741 000	7,41
317.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux Australes - 2023	10 000 000	7 207 358	1 107 400	6 099 958	11,07	15,36	1 107 400	11,07
318.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux - ISLV - Travaux	10 000 000	10 000 000		10 000 000				
319.2023	Calibrage et protection des berges, des rivières - Raiatea - Travaux (3IF 2023)	30 000 000	30 000 000	8 899 452	21 100 548	29,66	29,66	8 899 452	29,66
321.2023	Protections littorales du front de mer de Taiohae, Nuku Hiva - Etudes	20 000 000	6 500 000		6 500 000				
322.2023	Réhabilitation des berges de la rivière Patoa - Nuku Hiva - Travaux (3IF 2023)	30 000 000	25 000 000		25 000 000				
323.2023	Aménagement et travaux divers - Défense contre les eaux - Marquises - 2023	10 000 000							
324.2023	Protection du littoral, front de mer de Atuona - Hiva Oa - Travaux (3IF 2023)	20 000 000	18 000 000		18 000 000				
325.2023	Aménagements et travaux divers - Défense contre les eaux Tuamotu Gambier -	20 000 000	2 000 000		2 000 000				
411.2023	Acquisitions foncières pour l'aménagement de la rivière Taharu'u à Papara	50 000 000	34 000 000	33 796 800	203 200	67,59	99,40	33 796 800	67,59
412.2023	Protection des berges des rivières Tiirahi et Urihee à Tahiti - Calamité naturelle	100 000 000	100 000 000	43 337 758	56 662 242	43,34	43,34	43 337 758	43,34
413.2023	Cession à titre gratuit de matériel de mesure par Météo France au profit de la P	20 000 000	20 000 000		20 000 000				
414.2023	Etude du transport sédimentaire de Tahiti	10 000 000							
TOTAL DU PROGRAMME		4 795 581 633	1 612 553 438	816 523 904	796 029 534	17,03	50,64	2 776 971 154	57,91

91404 - ENERGIE

126.2012	SWAC du CHPF	3 800 000 000	45 840 684	2 002 785	43 837 899	0,05	4,37	3 756 162 101	98,85
168.2017	Energies renouvelables - Bâtiments du Pays (2017-2021)	23 300 000	3 269 289	2 798 157	471 132	12,01	85,59	16 941 412	72,71
377.2018	Subvention TEP - Liaison 90.000 volts (CdP 2 - 2018)	650 000 000	130 000 000	130 000 000		20,00	100,00	650 000 000	100,00
464.2018	Acquisition de moyen de production d'énergie électrique	35 000 000	118 684	118 684		0,34	100,00	20 334 648	58,10
408.2019	Mise aux normes des moyens de distribution électrique de Makemo	85 000 000	16 227 301	457 288	15 770 013	0,54	2,82	27 455 463	32,30
409.2019	Travaux d'extension du réseau de distribution électrique de Makemo	37 000 000	14 313 936		14 313 936			2 466 832	6,67
410.2019	Mise aux normes des moyens de production électrique de Makemo	8 000 000						4 444 424	55,56
432.2021	Donation terre TETAHUNA 2 - Maiao (E/O)	2 000 000	291 000		291 000			1 709 000	85,45
434.2021	Subvention TEP - Renouvellement de la liaison TEP 30 000 Volts et canalisatio	785 000 000	232 500 000	192 499 999	40 000 001	24,52	82,80	627 999 999	80,00
354.2022	Acquisition de moyens de production de secours mobiles	50 120 000	50 120 000		50 120 000				
TOTAL DU PROGRAMME		5 475 420 000	492 680 894	327 876 913	164 803 981	5,99	66,55	5 107 513 879	93,28

MISSION 914 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

PAGE 60

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
91406 - MEDIAS									
177.2014	Projet Bâtiment TOTEM "Pacific DigiPol" - études (FEI 2018)	70 589 500						27 103 673	38,40
383.2020	Subvention OPT - Natitua Sud - Phase 1 (FEI 2020)	1 032 995 227	206 599 045	206 599 045		20,00	100,00	1 032 995 227	100,00
430.2021	Subvention ONATI - FTTH 4 (FEI 2021)	214 797 136	107 398 568	107 398 568		50,00	100,00	214 797 136	100,00
431.2021	Subvention OPT - Natitua sud - Phase 2 (FEI 2021)	1 182 995 227	928 734 802	928 734 802		78,51	100,00	1 182 995 227	100,00
457.2021	Subvention ONATI - Modernisation du réseau de transmission hertzienne	322 000 000	257 600 000	161 000 000	96 600 000	50,00	62,50	161 000 000	50,00
458.2021	Subvention ONATI - Déploiement de la 4G dans les archipels éloignés	249 913 254	199 924 531	124 956 627	74 967 904	50,00	62,50	124 956 627	50,00
459.2021	Subvention ONATI - Evolution du réseau satellite domestique	1 049 000 000	493 737 636	493 737 636		47,07	100,00	1 018 237 636	97,07
460.2021	Subvention ONATI - Installation d'un câble sub-lagunaire au sud de la presqu'île de Tahiti - Travaux	11 525 000						8 399 650	72,88
271.2022	Subvention ONATI - Câble sub-lagonaire presqu'île de Tahiti - Travaux	148 832 630	104 182 841	29 766 526	74 416 315	20,00	28,57	29 766 526	20,00
404.2022	Subvention FARE RATA - SI commercial Niu Ura	92 000 000	92 000 000	64 400 000	27 600 000	70,00	70,00	64 400 000	70,00
405.2022	Subvention FARE RATA - Reconstruction et rénovation des bureaux de poste de l'île de Bora-Bora	71 046 000	71 046 000	49 732 200	21 313 800	70,00	70,00	49 732 200	70,00
406.2022	Subvention FARE RATA - Rénovation du bureau de poste de Bora-Bora	50 000 000	50 000 000	35 000 000	15 000 000	70,00	70,00	35 000 000	70,00
407.2022	Subvention FARE RATA - Reconstruction du bureau de poste d'Uturoa	150 000 000	150 000 000	105 000 000	45 000 000	70,00	70,00	105 000 000	70,00
408.2022	Subvention ONATI - Réseau très haut débit interservices publics de la Polynésie française	616 569 660	123 313 932	123 313 932		20,00	100,00	123 313 932	20,00
415.2023	Subvention ONATI - Déploiement d'un réseau de fibres optiques jusqu'à l'abonné	860 000 000	185 562 364		185 562 364				
TOTAL DU PROGRAMME		6 122 263 634	2 970 099 719	2 429 639 336	540 460 383	39,69	81,80	4 177 697 834	68,24
91401 - RESEAU ROUTIER									
13111	3ème Instrument financier - Etat		3 990 042 192	0	3 990 042 192	0,00	0,00		
13211	3ème Instrument financier - Etat	3 045 000 000	3 271 774 531	3 241 830 074	29 944 457	106,46	99,08		
2031	Frais d'études			2 345	- 2 345	0,00	0,00		
211	Terrains	35 000 000	601 993 803	0	601 993 803	0,00	0,00		
2151	Réseaux de voirie			992 731	- 992 731	0,00	0,00		
23151	Réseaux de voirie			441 792	- 441 792	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME		3 080 000 000	7 863 810 526	3 243 266 942	4 620 543 584	105,30	41,24		

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIÉ (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
91401 - RESEAU ROUTIER									
13111	3ème Instrument financier - Etat		3 990 042 192	0	3 990 042 192	0,00	0,00		
13211	3ème Instrument financier - Etat	3 045 000 000	3 271 774 531	3 241 830 074	29 944 457	106,46	99,08		
2031	Frais d'études			2 345	- 2 345	0,00	0,00		
211	Terrains	35 000 000	601 993 803	0	601 993 803	0,00	0,00		
2151	Réseaux de voirie			992 731	- 992 731	0,00	0,00		
23151	Réseaux de voirie			441 792	- 441 792	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME		3 080 000 000	7 863 810 526	3 243 266 942	4 620 543 584	105,30	41,24		

MISSION 314 - RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS									PAGE 61
MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIÉ (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
91402 - PORTS ET AEROPORTS									
13111	3ème Instrument financier - Etat	1 540 000 000	3 030 063 800	1 221 021 018	1 809 042 782	79,29	40,30		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat	48 998 000	971 977 199	612 028 639	359 948 560	1249,09	62,97		
2031	Frais d'études			63 543	- 63 543	0,00	0,00		
211	Terrains		109 606 751	0	109 606 751	0,00	0,00		
231318	Autres bâtiments publics			1 193 097	- 1 193 097	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME		1 588 998 000	4 111 647 750	1 834 306 297	2 277 341 453	115,44	44,61		
91403 - PROTECTION CONTRE LES EAUX									
13111	3ème Instrument financier - Etat		593 353 401	0	593 353 401	0,00	0,00		
13211	3ème Instrument financier - Etat	247 100 000	352 100 000	597 603 404	- 245 503 404	241,85	169,73		
211	Terrains	6 210 000	34 210 000	0	34 210 000	0,00	0,00		
215	Installations, matériel et outillage techniques		20 000 000	0	20 000 000	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME		253 310 000	999 663 401	597 603 404	402 059 997	235,92	59,78		
91404 - ENERGIE									
131183	Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie		22 972 040	0	22 972 040	0,00	0,00		
132183	Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie			191 975 189	- 191 975 189	0,00	0,00		
211	Terrains	291 000		0	291 000	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME		23 263 040	191 975 189	- 168 712 149		825,24			
91405 - POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES									
131181	Fonds exceptionnel d'investissement	168 872 053	323 672 053	443 142 662	- 119 470 609	262,41	136,91		
TOTAL DU PROGRAMME		168 872 053	323 672 053	443 142 662	- 119 470 609	262,41	136,91		
TOTAL DES RECETTES		5 091 180 053	13 322 056 770	6 310 294 494	7 011 762 276	123,95	47,37		

RESULTAT MISSION 914 - 4 725 588 344

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
91501 - TRANSPORTS TERRESTRES ET SECURITE ROUTIERE									
276.2010	Aménagement abris-bus sur le réseau de transport en commun	560 000 000	38 361 222		38 361 222			253 174 209	45,21
445.2019	Travaux d'aménagement du site de la fourrière automobile	200 000 000	4 000 000		4 000 000				
400.2020	Acquisition d'un bus-école	25 000 000							
401.2020	Aménagement de la gare routière d'Outumaoro - Punaauia	20 040 000							
402.2021	Réhabilitation de la gare routière de Papenoo	30 000 000	30 000 000	533 925	29 466 075	1,78	1,78	533 925	1,78
464.2021	Aménagement de la gare routière - Mairie Papeete - Etudes	15 000 000	15 000 000		15 000 000				
273.2022	Acquisition d'équipements de contrôle technique DTT - 2022	60 000 000							
274.2022	Travaux divers connexes aux infrastructures existantes de la DTT - 2022	13 000 000						6 316 854	48,59
327.2023	Implantation de deux parking-relais au service des transports publics	40 000 000	10 000 000		10 000 000				
328.2023	Installation de 50 stationnements mobiles, équipements et de service vélos	12 000 000	7 000 000		7 000 000				
329.2023	Travaux divers connexes aux infrastructures existantes de la DTT - 2023	20 000 000	15 433 300	2 933 300	12 500 000	14,67	19,01	2 933 300	14,67
330.2023	Programme de renouvellement global du parc d'arrêt de bus	60 000 000	30 000 000	314 122	29 685 878	0,52	1,05	314 122	0,52
331.2023	Aménagement des gares routières de Papeete et travaux connexes	100 000 000	50 000 000		50 000 000				
332.2023	Implantation d'aires de covoiturage au sein des communes de Tahiti	66 000 000	19 000 000		19 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		1 221 040 000	218 794 522	3 781 347	215 013 175	0,31	1,73	263 272 410	21,56
91502 - TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES									
459.2019	Subvention FEPSM - Acquisition vedette de sauvetage et d'assistance médicale	60 000 000	6 300 716		6 300 716			53 699 284	89,50
403.2021	Remplacement des navires de la flottille TN1 et TN8 - Etudes	30 000 000	1 632 458		1 632 458			4 367 542	14,56
275.2022	Acquisition de matériels et travaux pour les navires de la flottille administrative -	200 000 000	118 231 340	60 566 498	57 664 842	30,28	51,23	62 335 158	31,17
355.2022	Cession à titre gracieux du navire Te ata o hiva - Iles Marquises Sud (E/O)	127 500 000	127 500 000		127 500 000				
356.2022	Cession à titre gracieux du navire Iles du Nord - Marquises (E/O)	190 000 000	190 000 000		190 000 000				
333.2023	Acquisition matériels et travaux des navires de la flottille administrative - 2023	50 000 000	35 627 060	7 614 938	28 012 122	15,23	21,37	7 614 938	15,23
416.2023	Installation de mouillages écolo. Iles Marquises (Fonds Vert - 2023)	160 000 000	48 000 000		48 000 000				
417.2023	Installation de mouillages écolo. Taiarapu Ouest (Fonds Vert - 2023)	10 000 000	8 000 000		8 000 000				
418.2023	Installation de mouillage ecolo.- Raiatea et Tahaa (Fonds verts - 2023)	80 000 000	25 000 000	962 421	24 037 579	1,20	3,85	962 421	1,20
TOTAL DU PROGRAMME		907 500 000	560 291 574	69 143 857	491 147 717	7,62	12,34	128 979 343	14,21
91503 - TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE									
353.2016	Installation et équipement du laboratoire de la maintenance technique	15 000 000	1 089 528	807 300	282 228	5,38	74,10	9 002 424	60,02
279.2022	Achat et installation de sources d'alimentation électrique des aérogares	15 000 000							
334.2023	Acquisition d'équipements de la navigation aérienne	23 000 000	23 000 000	16 187 201	6 812 799	70,38	70,38	16 187 201	70,38
335.2023	Acquisition d'équipements énergie et balisage	8 000 000	8 000 000	1 505 655	6 494 345	18,82	18,82	1 505 655	18,82
336.2023	Acquisition et installation du système de transmission automatique des paramètres	54 900 000							
337.2023	Sécurisation du balisage et de l'installation haute tension de Hao	27 500 000	27 500 000		27 500 000				

MISSION 915 - TRANSPORTS

PAGE 63

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
338.2023	Sécurisation du balisage lumineux de Fakarava et Raivavae	27 400 000	27 400 000		27 400 000				
419.2023	Achats matériels d'exploitation aérodromes - 2023	68 761 900	68 761 900	6 831 327	61 930 573	9,93	9,93	6 831 327	9,93
		239 561 900	155 751 428	25 331 483	130 419 945	10,57	16,26	33 526 607	13,99
	91504 - SECURITE AEROPORTUAIRE (ETAT)								
299.2017	Clôtures péril animalier Huahine et Fakarava	99 752 931	5 082 291	5 082 291		5,09	100,00	99 461 717	99,71
385.2018	Clôtures péril animalier de l'aérodrome de Tikehau	109 270 507						93 270 507	85,36
386.2018	Changement de toiture des hangars SSLIA - Tureia et Totegegie	11 000 000	8 500 854		8 500 854			2 499 146	22,72
387.2018	Construction de hangars pour véhicule SPPA - Rurutu et Tubuai	13 902 109						13 894 982	99,95
388.2018	Construction et réhabilitation de hangars pour camions et vedettes SSLIA	34 600 000						4 579 200	13,23
390.2018	Construction de slipway pour vedettes SSLIA - Programmation 2018	3 947 717	2 048 966	1 641 600	407 366	41,58	80,12	2 483 450	62,91
319.2019	Acquisition de moteurs hors-bord	18 300 000	18 300 000	8 865 082	9 434 918	48,44	48,44	8 865 082	48,44
328.2021	Achats de véhicules techniques DAC - 2021	404 611 736	15 082 862		15 082 862			336 917 138	83,27
329.2021	Construction de hangars pour les véhicules SPPA de Fakarava, Huahine et Ua	45 000 000	26 786 922		26 786 922				
331.2021	Acquisition de véhicules techniques pour le SPPA	50 000 000	17 402 215	1 733 419	15 668 796	3,47	9,96	21 728 450	43,46
335.2021	Construction de clôtures adaptées d'aérodromes	81 392 413	55 907 819	9 125 990	46 781 829	11,21	16,32	25 218 171	30,98
336.2021	Acquisition de cuves de stockage - 2021	33 324 212	33 245 160	13 451 096	19 794 064	40,36	40,46	13 451 096	40,36
277.2022	Achats de véhicules techniques DAC - 2022	320 000 000	50 584 389		50 584 389			11 406 960	3,56
278.2022	Matériels d'exploitation SSLIA - 2022	4 862 676	1 658 796	1 658 796		34,11	100,00	4 296 120	88,35
280.2022	Acquisition de matériel garage DAC	6 130 000	5 410 809	121 590	5 289 219	1,98	2,25	840 781	13,72
282.2022	Hangars et abris SSLIA - Aménagements et travaux divers	60 000 000	36 142 351	6 108 367	30 033 984	10,18	16,90	6 108 367	10,18
339.2023	Construction et rénovation de slipway	33 158 150	33 158 150		33 158 150				
340.2023	Acquisition de cuves de stockages	23 000 000	23 000 000	89 596	22 910 404	0,39	0,39	89 596	0,39
341.2023	Achats de matériels SSLIA - 2023	13 000 000	7 499 661	4 558 183	2 941 478	35,06	60,78	4 558 183	35,06
342.2023	Achat de véhicules techniques DAC - 2023	350 000 000	35 000 000		35 000 000				
343.2023	Travaux de rénovation de la clôture de l'aérodrome de Huahine	48 415 660	31 433 394		31 433 394				
344.2023	Matériel d'exploitation SPRA	3 000 000	3 000 000	1 367 759	1 632 241	45,59	45,59	1 367 759	45,59
	TOTAL DU PROGRAMME	1 766 668 111	409 244 639	53 803 769	355 440 870	3,05	13,15	651 036 705	36,85
	TOTAL DES DEPENSES	4 134 770 011	1 344 082 163	152 060 456	1 192 021 707	3,68	11,31	1 076 815 065	26,04

MISSION 915 - TRANSPORTS

PAGE 64

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
131188	Autres - Autres subventions de l'Etat		55 278 800	16 752 000	38 526 800	0,00	30,30		
204	Subventions d'équipement versées		127 500 000	0	127 500 000	0,00	0,00		
218	Autres immobilisations corporelles		190 000 000	0	190 000 000	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		372 778 800	16 752 000	356 026 800		4,49		
	TOTAL DES RECETTES		372 778 800	16 752 000	356 026 800	0,00	4,49		
	RESULTAT MISSION 915			- 135 308 456					

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
91601 - URBANISME									
	TOTAL DU PROGRAMME					0,00	0,00		0,00
91602 - GESTION DU DOMAINE PUBLIC									
302.2017	Cadastre des remblais - Levés par drone et cartographie du trait de côte de la P	120 000 000	10 723 354		10 723 354			61 665 901	51,39
348.2019	Sécurisation des talus des biens domaniaux - 2019	11 154 676	4 788 000	4 788 000		42,92	100,00	10 569 526	94,75
404.2021	Création de zones de mouillages - 2021	18 440 420	8 499 319	8 446 534	52 785	45,80	99,38	17 541 975	95,13
	TOTAL DU PROGRAMME	149 595 096	24 010 673	13 234 534	10 776 139	8,85	55,12	89 777 402	60,01
91603 - AFFAIRES FONCIERES									
223.1995	Acquisition de terrains - Echange (E/O)	262 869 045						240 020 450	91,31
16.1998	Echange de terrains (E/O)	200 000 000						179 610 000	89,81
5.2003	Echange de terrains (E/O)	605 176 219	2 321 000		2 321 000			488 755 896	80,76
328.2010	Echange sans soulté immeuble OPT (E/O)	63 000 000	53 000 000		53 000 000				
291.2011	Echange sans soulté Lee Sang/PF (E/O)	283 350	120 000		120 000			163 350	57,65
197.2012	Echanges fonciers (E/O)	500 000 000	10 000 000		10 000 000				
284.2015	Echanges amiables d'entreprises foncières E/O	5 000 000	5 000 000		5 000 000				
285.2015	Echanges fonciers E/O	1 000 000 000	84 430 000		84 430 000			774 300 000	77,43
288.2015	Etudes cadastrales de la Polynésie française - Calage RGPF Phase 1	150 000 000	76 899 382	66 168 357	10 731 025	44,11	86,05	123 335 696	82,22
380.2015	Echanges d'entreprises foncières (E/O)	2 490 000	2 490 000		2 490 000				
227.2016	Actualisation topographique cadastrale 2016 - 2018	246 312 311	17 424 507		17 424 507			188 887 804	76,69
360.2016	Echange foncier parcelle AA 255 Taiohae - Nuku Hiva (E/O)	896 000	896 000		896 000				
310.2017	Echanges fonciers - Déviation de cours d'eau (E/O)	50 000 000	50 000 000		50 000 000				
311.2017	Cessions à titre gratuit au profit du Pays - 2017 (E/O)	363 306 420	334 033 000		334 033 000			29 273 420	8,06
430.2018	Sécurisation des talus des biens domaniaux - 2018	78 487 855	474 818		474 818			74 120 405	94,44
468.2018	Echange foncier Terre Herenave à Punaauia (E/O)	6 000 000	6 000 000		6 000 000				
469.2018	Echanges fonciers Terre Domaine Frédéric Bordes (E/O)	55 000 000	55 000 000		55 000 000				
349.2019	Etudes foncières cadastrales - 2019	2 938 000	2 938 000		2 938 000				
421.2019	Travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2019	10 925 152						10 281 052	94,10
339.2020	Couverture photo cadastrale 2020-2023	35 000 000	17 561 742	10 233 024	7 328 718	29,24	58,27	24 729 520	70,66
342.2020	Sécurisation talus R1015 - Faa'a	115 000 000	61 372 984	59 009 206	2 363 778	51,31	96,15	87 636 222	76,21
343.2020	Sécurisation talus BN10 - Punaauia	50 000 000	29 660 484	25 564 970	4 095 514	51,13	86,19	34 904 486	69,81
349.2020	Actualisation topographique cadastrale 2020-2022	73 000 000	6 000 000		6 000 000			26 501 007	36,30
407.2020	Aménagement et valorisation du domaine Atimaono - Etudes et travaux	120 000 000	48 969 786	17 628 451	31 341 335	14,69	36,00	18 735 851	15,61
414.2020	Acquisition terre Tefenuamahai - Rangiroa	68 250 000	45 960 001	45 853 558	106 443	67,18	99,77	45 853 558	67,18
343.2021	Travaux de sécurisation du talus H366 - Faa'a	50 000 000	500 000		500 000			485 900	0,97
344.2021	Travaux de sécurisation du talus AR2 - Uturoa	69 089 171							

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
346.2021	Sécurisation des talus des biens domaniaux - 2021	17 690 680	836 200	353 400	482 800	2,00	42,26	17 207 880	97,27
347.2021	Acquisition AB 89 Afareaitu - Moorea	56 190 777						56 119 377	99,87
349.2021	Cessions immobilières à titre gratuit au profit d'une entité publique - 2021 (E/O)	58 224 500	58 224 500		58 224 500				
351.2021	Acquisition terre Haupapa - Raiatea	20 535 000						20 517 033	99,91
352.2021	Acquisition terres attenantes domaine Faahue - Tahaa	16 000 006	1 000 006		1 000 006				
405.2021	Travaux de sécurisation des talus T577 T578 et T591 - Mahina	110 000 000	12 327 500	1 254 000	11 073 500	1,14	10,17	6 926 500	6,30
406.2021	Travaux de sécurisation du talus CO26-27 - Papeete	25 000 000	3 351 941	3 173 108	178 833	12,69	94,66	23 821 167	95,28
409.2021	Acquisition immobilière AC55 AC98 AD82 - Hitiaa	62 362 000						62 356 331	99,99
465.2021	Acquisition terre Ahurau à Tiopaopa - Paea	10 000 000	8 500 000		8 500 000				
467.2021	Echanges fonciers avec la commune de Papeete (E/O)	1 000 000 000	757 210 000		757 210 000				
283.2022	Acquisitions immobilières d'opportunité - 2022	250 000 000	178 927 203	92 843 438	86 083 765	37,14	51,89	141 104 648	56,44
284.2022	Cessions immobilières à titre gratuit au profit d'une entité publique - 2022 (E/O)	500 000 000	114 060 000		114 060 000				
285.2022	Sécurisation talus T636 - Mahina	55 000 000	2 500 000		2 500 000				
287.2022	Etudes et travaux sur biens du domaine public du Pays - 2022	34 372 416	194 622	194 622		0,57	100,00	34 367 416	99,99
288.2022	Etudes et travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2022	792 300	792 300	792 300		100,00	100,00	792 300	100,00
290.2022	Echanges fonciers - Terre Vairee à Avera Rurutu (E/O)	500 000	500 000		500 000				
357.2022	Subvention OPH - Acquisition Vaimeamea - Foncier	382 850 000	380 700 000	380 700 000		99,44	100,00	380 700 000	99,44
358.2022	Sécurisation du talus CW76 - Papeete	90 000 000	54 499 900	55 401	54 444 499	0,06	0,10	55 401	0,06
359.2022	Acquisitions immobilières à titre gratuit au profit du Pays - 2022 (E/O)	2 668 200	2 668 200	2 668 200		100,00	100,00	2 668 200	100,00
345.2023	Etudes foncières et actualisation cadastrales - 2023	5 000 000							
346.2023	Etudes et travaux sur biens du domaine privé du Pays - 2023	15 000 000	1 997 930	267 900	1 730 030	1,79	13,41	267 900	1,79
347.2023	Acquisitions immobilières d'opportunité - 2023	55 000 000	28 000 000	16 293 186	11 706 814	29,62	58,19	16 293 186	29,62
TOTAL DU PROGRAMME		6 950 209 402	2 517 342 006	723 053 121	1 794 288 885	10,40	28,72	3 110 791 956	44,76
<hr/>									
91604 - HABITAT									
138.1998	Cession d'immeuble - Autres tiers (E/O)	686 523 154	126 036 503		126 036 503			560 486 651	81,64
88.2000	Cession d' immeuble - OPH (E/O)	2 959 016 354	229 303 747		229 303 747			2 729 712 607	92,25
65.2002	Logemt soc - RHI TIMIONA	229 000 000	149 000 000		149 000 000			80 000 000	34,93
297.2011	Subvention OPH - Programme de Fare bois et AAHI - 2012 - 2014	1 142 414 031	7 808 419	7 808 419		0,68	100,00	1 142 406 036	100,00
384.2011	Subvention OPH - Habitat dispersé (CdP)	359 758 085	1 914 444	1 914 444		0,53	100,00	359 758 085	100,00
300.2015	Subvention OPH - Habitat dispersé dans les îles - Programme 2015	601 092 336	10 120 514	10 120 514		1,68	100,00	596 733 847	99,27
303.2015	Subvention OPH - AAHI Hors îles du vent - 2015	50 772 264						50 772 263	100,00
304.2015	Transfert de biens immo E/O - Habitat	593 036 270	424 568 880		424 568 880			168 467 390	28,41
308.2015	Subvention OPH - AAHI Iles du vent - 2015	154 080 276						153 951 783	99,92
385.2015	Logements sociaux étudiants - Outumaoro - Etudes et travaux (CdP 2 - 2017)	870 000 000	8 214 100	8 214 100		0,94	100,00	788 165 182	90,59

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
387.2015	Echanges amiables OPH - Nina Peata (E/O)	266 220	266 220		266 220				
388.2015	Transferts à l'OPH - RHI Timiona - Papeete Pirae (E/O)	240 000 000							
389.2015	Transfert à l'OPH - Terre Tutumaro Hirohi A173 Puka Puka (E/O)	4 000 000	4 000 000		4 000 000				
270.2016	Subvention OPH - Habitat dispersé hors îles du vent - Programme 2016	669 461 090	6 852 321	6 852 321		1,02	100,00	669 461 090	100,00
271.2016	Subvention OPH - Habitat dispersé îles du vent - Programme 2016	1 236 563 402	5 094 820	5 094 820		0,41	100,00	1 236 305 413	99,98
274.2016	Subvention OPH - Habitat dispersé - Tranche 1 (CdP 2 - 2015)	834 541 176	463 903 203	432 535 990	31 367 213	51,83	93,24	543 183 687	65,09
280.2016	Subvention OPH - Amoe 1 - Programmation 2016	55 930 000						31 765 214	56,79
281.2016	Subvention OPH - AAHI hors îles du vent - 2016	218 137 971	1 186 295	576 396	609 899	0,26	48,59	216 372 102	99,19
282.2016	Subvention OPH - AAHI îles du vent - 2016	265 488 303						265 431 059	99,98
357.2016	Subvention OPH - Etudes, travaux et rénovation de voiries et réseaux divers de	200 000 000	67 832 820	49 527 471	18 305 349	24,76	73,01	160 000 000	80,00
358.2016	Subvention OPH - Etudes et travaux de mise aux normes des stations d'épuration	200 000 000	18 246 243	18 246 243		9,12	100,00	138 581 228	69,29
363.2016	Cession à titre gratuit à l'OPH - Résidence Grand - Pirae (E/O)	939 099 690	75 127 984		75 127 984			863 971 706	92,00
364.2016	Cession à titre gratuit à l'OPH - Résidence Mariani - Faaone - Taiarapu-Est (E	395 372 792	8 662 910		8 662 910			386 709 882	97,81
369.2016	Etudes et réalisation d'un prototype de Fare en bois local	20 000 000							
316.2017	Subvention OPH - Habitat dispersé îles du vent - Programmation 2017	3 017 053 119	16 134 827	12 337 611	3 797 216	0,41	76,47	3 012 237 513	99,84
317.2017	Subvention OPH - Habitat dispersé hors îles du vent - Programmation 2017	3 106 190 556	18 987 633	18 987 633		0,61	100,00	3 100 728 504	99,82
318.2017	Subvention OPH - AAHI hors îles du vent - 2017	418 222 120	170 354	170 354		0,04	100,00	417 454 207	99,82
319.2017	Subvention OPH - AAHI îles du vent - 2017	641 824 096	63 315	63 315		0,01	100,00	640 919 465	99,86
320.2017	Subvention OPH - Voiries des lotissements OPH - 2017	200 000 000	31 471 419	11 181 316	20 290 103	5,59	35,53	71 181 316	35,59
321.2017	Subvention OPH - Construction de maisons de quartier dans les lotissements O	100 000 000	49 200 150	39 962 751	9 237 399	39,96	81,22	78 030 154	78,03
323.2017	Subvention OPH - Sécurisation des lotissements - Programme 2017	200 000 000	17 914 888	17 914 888		8,96	100,00	152 075 030	76,04
325.2017	Subvention OPH - Rénovation des réseaux et stations d'épuration - 2017	200 000 000						100 000 000	50,00
344.2017	Subvention OPH - RHI Hotuarea - Te Ana Mao Nuitere - Travaux (CdP 2 - 20	497 773 109						149 331 930	30,00
347.2017	Subvention OPH - RHI Hotuarea Est (CdP 2 - 2018)	907 462 185	24 405 230		24 405 230			214 638 656	23,65
354.2017	Subvention OPH - AAHI (intempéries de décembre 2015) (ex CAVC)	106 965 290	1 907 348	1 835 289	72 059	1,72	96,22	106 773 231	99,82
366.2017	Subvention OPH - Habitat dispersé (Intempéries 2017)	392 556 690	6 863 719		6 863 719			379 637 196	96,71
398.2018	Subvention OPH - Habitat dispersé - îles du Vent - 2018	2 457 780 302	18 238 997	13 382 658	4 856 339	0,54	73,37	2 451 611 136	99,75
399.2018	Subvention OPH - Habitat dispersé - Hors îles du Vent - 2018	727 736 043			9 557 374			727 636 041	99,99
404.2018	Subvention OPH - Village des pêcheurs Hotuarea - Etudes	30 000 000	9 557 374		9 557 374			14 926 015	49,75
411.2018	Subvention OPH - AAHI hors îles du vent - Programmation 2018	307 658 034						306 544 802	99,64
412.2018	Subvention OPH - AAHI îles du vent - Programmation 2018	508 371 032						506 197 667	99,57
425.2018	Subvention OPH - Acquisition de 4 maisons dans la résidence « Jardins de Pa	36 850 000						32 689 163	88,71
334.2019	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles à Fakarava - Phase travaux	44 000 000	885 424	885 424		2,01	100,00	32 085 424	72,92
341.2019	Subvention OPH - AAHI îles du vent - 2019	789 273 049	639 468	639 468		0,08	100,00	787 742 424	99,81

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
342.2019	Subvention OPH - AAHI hors Iles du Vent - 2019	509 137 026	13 711 854	11 604 889	2 106 965	2,28	84,63	506 853 485	99,55
343.2019	Subvention OPH - Habitat dispersé - Iles du Vent - 2019	2 254 197 533	24 481 954	12 046 189	12 435 765	0,53	49,20	2 119 537 096	94,03
344.2019	Subvention OPH - Habitat Dispersé - Hors Iles du Vent - 2019	2 478 737 121	44 013 744	39 568 827	4 444 917	1,60	89,90	2 282 539 378	92,08
446.2019	Subvention OPH - Constructions de logements - Domaine Vienot - Travaux (C	562 927 509	38 178 258	38 178 258		6,78	100,00	562 927 509	100,00
312.2020	Subvention OPH - RHI Timiona 2.2 - Travaux (CdP 2 - 2020)	921 240 000	276 372 000	276 372 000		30,00	100,00	736 992 000	80,00
313.2020	Subvention OPH - Construction de logements - Auehi 2 (CDT - 2021)	192 500 000	79 952 143	79 952 143		41,53	100,00	154 000 000	80,00
315.2020	Subvention OPH - Amoe 1 - Mahina - Travaux (CdP 2 - 2020)	724 379 000	144 875 800	144 875 800		20,00	100,00	724 379 000	100,00
316.2020	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles à Faaroa - Raiatea - Etudes	32 000 000						9 600 000	30,00
317.2020	Subvention OPH - AAHI Iles du Vent - Programmation 2020	623 249 138	47 662 509	43 912 326	3 750 183	7,05	92,13	614 935 610	98,67
318.2020	Subvention OPH - AAHI Hors Iles du Vent - Programmation 2020	898 434 218	4 254 042	4 055 354	198 688	0,45	95,33	871 531 266	97,01
319.2020	Subvention OPH - Habitat dispersé Iles du vent - Programmation 2020	1 429 137 089	16 199 828	10 290 519	5 909 309	0,72	63,52	1 259 779 269	88,15
320.2020	Subvention OPH - Habitat dispersé Hors Iles du Vent - Programmation 2020	986 847 279	57 081 271	52 481 543	4 599 728	5,32	91,94	841 842 555	85,31
321.2020	Subvention OPH - Titiro Iti - Papeete - Travaux (CDT - 2021)	309 714 448	90 146 588	90 146 588		29,11	100,00	309 714 448	100,00
323.2020	Subvention OPH - Mise en sécurité des talus des lotissements OPH - Program	100 000 000	16 607 116	16 607 116		16,61	100,00	96 607 116	96,61
324.2020	Subvention OPH - Remise en état des installations électriques des lotissements	55 000 000	10 632 687	10 632 687		19,33	100,00	54 632 687	99,33
325.2020	Subvention OPH - Remise en état des réseaux plomberie des lotissements OPH	190 000 000	18 502 836	18 185 058	317 778	9,57	98,28	34 685 058	18,26
326.2020	Subvention OPH - Gestion de maintenance du patrimoine OPH	150 000 000	22 781 059	9 797 326	12 983 733	6,53	43,01	39 797 326	26,53
327.2020	Subvention OPH - Aménagement du plateau Vaihiria - Travaux	100 000 000						97 403 314	97,40
329.2020	Subvention OPH - Etudes préalables acquisitions foncières - Programmation 2	20 000 000	9 610 832		9 610 832			10 389 168	51,95
330.2020	Subvention OPH - Construction de logements à Fautaua montagne - Pirae - D	8 000 000						5 914 300	73,93
331.2020	Subvention OPH - Réhabilitation du lotissement Tetauau - Etudes	13 000 000							
333.2020	Subvention OPH - Rénovation de la Cité Grand - Etudes	60 000 000						18 000 000	30,00
336.2020	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles - Terre Eugénie - Etudes	35 000 000						10 500 000	30,00
402.2020	Subvention OPH - ATIHIVA - Afaahiti - Travaux	1 642 000 000	246 778 445	246 778 445		15,03	100,00	739 378 445	45,03
403.2020	Subvention OPH - AHONU - Mahina - Travaux (CDT - 2022)	674 750 000	149 672 306	149 672 306		22,18	100,00	352 097 306	52,18
404.2020	Subvention OPH - Rénovation et extension des stations d'épuration ATIMA, TIM	100 000 000	20 000 000	20 000 000		20,00	100,00	100 000 000	100,00
355.2021	Aides à l'investissement des ménages - 2021	1 556 608 920	2 000 000		2 000 000			1 551 446 211	99,67
357.2021	Subvention OPH - Construction de logements - TEAVAAVA - Taiarapu Est - T	467 500 000	187 164 509	185 429 752	1 734 757	39,66	99,07	325 679 752	69,66
358.2021	Subvention OPH - Construction de logements - OROFERO - Paea - Travaux	2 200 000 000	113 653 248	113 653 248		5,17	100,00	773 653 248	35,17
359.2021	Subvention OPH - Viabilisation parcelles domaniales - Hatihau - Travaux	150 000 000							
360.2021	Subvention OPH - Réhabilitation - CHE OUTUMAORO - Punaauiia - Travaux (	448 269 690	127 067 422	113 734 793	13 332 629	25,37	89,51	248 215 700	55,37
361.2021	Subvention OPH - Habitat dispersé - IDV - 2021	2 789 633 707	334 295 646	326 887 451	7 408 195	11,72	97,78	2 420 125 455	86,75
362.2021	Subvention OPH - Habitat dispersé - HIDV - 2021	1 989 786 539	364 779 485	349 336 789	15 442 696	17,56	95,77	1 728 764 540	86,88
363.2021	Subvention OPH - AAHI - IDV - 2021	299 215 862	220 771 419	219 739 158	1 032 261	73,44	99,53	292 642 942	97,80

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
364.2021	Subvention OPH - AAHI - HIDV - 2021	199 950 425	40 167 608	31 835 839	8 331 769	15,92	79,26	188 652 608	94,35
367.2021	Subvention aux opérateurs de logements sociaux agréés - 2021	226 874 554	113 437 277	92 935 241	20 502 036	40,96	81,93	206 372 518	90,96
446.2021	Subvention OPH - Habitat dispersé IDV (CDT - 2021)	76 028 499	69 665 543	60 597 548	9 067 995	79,70	86,98	63 551 513	83,59
291.2022	Subvention OPH - Habitat dispersé IDV - 2022	2 440 000 000	1 395 691 884	1 395 044 837	647 047	57,17	99,95	2 024 770 446	82,98
292.2022	Subvention OPH - Habitat dispersé HIDV - 2022	2 574 743 721	1 351 751 016	1 306 858 241	44 892 775	50,76	96,68	2 198 704 305	85,40
293.2022	Subvention aux organismes privés de logement social agréés - 2022	491 211 132	286 579 906	197 722 581	88 857 325	40,25	68,99	276 672 101	56,32
294.2022	Subvention OPH - Etudes de viabilisation Marquises - 2022	60 000 000	3 500 000	2 743 714	756 286	4,57	78,39	20 743 714	34,57
295.2022	Subvention OPH - Réhabilitation Teiato	300 000 000							
296.2022	Subvention OPH - Voirie des lotissements OPH	160 000 000						48 000 000	30,00
297.2022	Subvention OPH - Rénovation structures des lotissements OPH - Etudes	55 000 000						16 500 000	30,00
298.2022	Subvention OPH - Diagnostic amiante et plomb - Etudes	55 000 000	16 331 732	16 017 009	314 723	29,12	98,07	32 517 009	59,12
299.2022	Subvention OPH - Viabilisation de 56 lots à Terre Eugénie - Travaux (CDT - 20	154 048 000						46 214 400	30,00
300.2022	Subvention OPH - Les hauts de Bonnefin - Etudes	60 000 000	18 000 000	18 000 000		30,00	100,00	18 000 000	30,00
301.2022	Subvention OPH - Aménagement du domaine Amoe - Etudes	100 000 000						30 000 000	30,00
303.2022	Subvention OPH - Acquisition parcelle M 605 (remblai RHI Hotuarea Est) à Faa	29 000 000						15 000 000	30,00
304.2022	Subvention OPH - CHE Outumaoro - Logements étudiants - Tranche 3 - Etud	50 000 000	25 000 000		25 000 000			15 000 000	30,00
305.2022	Subvention OPH - AAHI - IDV - 2022	364 000 000	350 474 072	349 067 111	1 406 961	95,90	99,60	349 067 111	95,90
306.2022	Subvention OPH - AAHI - HIDV - 2022	350 000 000	299 169 545	289 578 278	9 591 267	82,74	96,79	289 578 278	82,74
307.2022	Subvention OPH - Hotuarea Ouest - Etudes	215 000 000						64 500 000	30,00
308.2022	Aides à l'investissement des ménages - 2022	600 000 000	85 538 171	82 038 171	3 500 000	13,67	95,91	494 332 455	82,39
309.2022	Subvention OPH - Acquisition de mobilier pour le CHE d'Outumaoro	88 000 000	8 800 000	8 493 699	306 301	9,65	96,52	34 893 699	39,65
360.2022	Subvention OPH - Logements étudiants Popoto - Etudes	12 500 000	1 557 000	1 557 000		12,46	100,00	5 307 000	42,46
361.2022	Rachat parts sociales actionnaires privés - SAGEP	303 283	303 283	296 850	6 433	97,88	97,88	296 850	97,88
362.2022	Subvention OPH - Mamao Vallons - Etudes (CDT - 2023)	85 880 000	38 380 000		38 380 000				
363.2022	Subvention OPH - Domaine Ahnne - Etudes	30 000 000	9 000 000		9 000 000				
364.2022	Subvention OPH - Construction Elzea - Travaux	1 331 383 576						399 415 072	30,00
365.2022	Subvention OPH - Acquisition parcelle CK 11 (Manuhoe) à Papeete - Foncier	52 200 000							
410.2022	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles Atehui - Etudes	25 000 000	7 500 000	7 500 000		30,00	100,00	7 500 000	30,00
411.2022	Subvention OPH - Infrastructure Mamao Vallons - Etudes	100 000 000							
412.2022	Subvention OPH - Viabilisation de 28 lots à Faaroa - Travaux (CDT - 2023)	265 000 000	79 500 000	79 500 000		30,00	100,00	79 500 000	30,00
424.2022	Subvention OPH - Travaux de rénovation de la voirie du lotissement Nahoata	200 000 000	60 000 000	60 000 000		30,00	100,00	60 000 000	30,00
425.2022	Subvention OPH - Rénovation de la voirie à Fautaua Val	50 000 000							
348.2023	Subvention OPH - Viabilisation de parcelles (archipels de la Société - Australies	65 500 000	19 650 000		19 650 000				
349.2023	Subvention OPH - Village des Pêcheurs - Travaux	530 000 000							

MISSION 916 - URBANISME, HABITAT ET FONCIER

PAGE 70

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
<hr/>									
350.2023	Subvention OPH - Remise en état des installations électriques des lotissements	20 000 000	6 000 000	6 000 000		30,00	100,00	6 000 000	30,00
351.2023	Subvention OPH - Habitat dispersé IDV - 2023	1 500 000 000	873 557 964	873 533 325	24 639	58,24	100,00	873 533 325	58,24
352.2023	Subvention OPH - Habitat dispersé HIDV - 2023	950 000 000	533 571 647	533 318 426	253 221	56,14	99,95	533 318 426	56,14
353.2023	Subvention OPH - Reconstruction de la STEP Vaitavalava - Travaux (CDT - 2	90 000 000	57 000 000	41 999 250	15 000 750	46,67	73,68	41 999 250	46,67
354.2023	Subvention OPH - Réhabilitation Transit Bel Air - Etudes	20 000 000	6 000 000	6 000 000		30,00	100,00	6 000 000	30,00
355.2023	Subvention OPH - Sécurisation des garde-corps et marches - Etudes	20 000 000	6 000 000	6 000 000		30,00	100,00	6 000 000	30,00
356.2023	Subvention OPH - Sécurisation des talus Hakapehi - Travaux (CDT - 2022)	105 000 000	84 000 000	52 673 553	31 326 447	50,17	62,71	52 673 553	50,17
357.2023	Subvention OPH - Reconstruction STEP du lotissement Nahoata - Travaux (CD	50 000 000	32 500 000	15 000 000	17 500 000	30,00	46,15	15 000 000	30,00
358.2023	Subvention OPH - AAHI - IDV - 2023	300 000 000	40 000 000	39 888 175	111 825	13,30	99,72	39 888 175	13,30
359.2023	Subvention OPH - AAHI - HIDV - 2023	300 000 000	21 910 404	21 689 891	220 513	7,23	98,99	21 689 891	7,23
360.2023	Subvention OPH - Acquisition Domaine Terua - Foncier (CDT - 2023)	166 562 500	166 562 500		166 562 500				
361.2023	Subvention OPH - ATAHI - 2023	200 000 000							
362.2023	Subvention OPH - Acquisition foncière Terre Teahia	98 000 000							
363.2023	Subvention OPH - Acquisition foncière terre Mahutiaoro	300 000 000							
364.2023	Aides à l'investissement des ménages - 2023	400 000 000	400 000 000	325 686 995	74 313 005	81,42	81,42	325 686 995	81,42
365.2023	Subvention aux organismes privés de logement social agréés - 2023	630 000 000							
420.2023	Subvention OPH - Sécurisation des talus - Lotissements OPH	300 000 000							
421.2023	Acquisition des dernières parts SAGEP : CCISM-PAPEETE-CAPL	320 000	320 000		320 000				
423.2023	Acquisition d'un ensemble foncier sis à Punaauia	1 050 000 000	1 050 000 000		1 050 000 000				
TOTAL DU PROGRAMME		70 482 039 808	12 043 246 122	9 163 765 724	2 879 480 398	13,00	76,09	53 211 117 977	75,50
TOTAL DES DEPENSES		77 581 844 306	14 584 598 801	9 900 053 379	4 684 545 422	12,76	67,88	56 411 687 335	72,71

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIÉ (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
91603 - AFFAIRES FONCIERES									
1328	Autres subventions reçues			2 668 200	- 2 668 200	0,00	0,00		
211	Terrains		1 295 952 700	0	1 295 952 700	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME			1 295 952 700	2 668 200	1 293 284 500		0,21		
91604 - HABITAT									
204172	EP-Projets d'infrastructures			245 800 712	- 245 800 712	0,00	0,00		
20421	Pers privé-Biens mobiliers, matériel, études, bâtiments et installations			590 058	- 590 058	0,00	0,00		
20422	Pers privé-Projets d'infrastructures			6 236 666	- 6 236 666	0,00	0,00		

MISSION 916 - URBANISME, HABITAT ET FONCIER

PAGE 71

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIÉ (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
211	Terrains		1 107 966 244	0	1 107 966 244	0,00	0,00		
	TOTAL DU PROGRAMME		1 107 966 244	252 627 436	855 338 808		22,80		
	TOTAL DES RECETTES		2 403 918 944	255 295 636	2 148 623 308	0,00	10,62		
	RESULTAT MISSION 916			- 9 644 757 743					

MISSION 951 - GESTION FINANCIERE

PAGE 72

No AP	LIBELLE DEPENSE	A.P. VOTEES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (A)	CP délégués 2023 y compris dépenses imprévues (B)	CP mandatés 2023 y compris dépenses imprévues (C)	C.P. Reportés (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)	REAL. CUMULEES (E=somme des C)	% (E/A)
95101 - ENGAGEMENTS FINANCIERS									
366.2023	Remboursement de la dette du Pays - 2023	12 000 000 000	11 717 055 021	11 717 055 021		97,64	100,00	11 717 055 021	97,64
422.2023	Annulation partielle du titre - PGE2	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000		100,00	100,00	3 000 000 000	100,00
TOTAL DU PROGRAMME		15 000 000 000	14 717 055 021	14 717 055 021		98,11	100,00	14 717 055 021	98,11
95102 - AUTOFINANCEMENT NET									
367.2023	Neutralisation des amortissements - 2023 (E/O)	1 399 806 525	1 399 806 525	1 399 806 525		100,00	100,00	1 399 806 525	100,00
368.2023	Neutralisation des cessions d'équipements en faveur du CHPF - 2023 (E/O)	500 632 135	500 632 135	500 632 135		100,00	100,00	500 632 135	100,00
369.2023	Subvention d'investissement reçues et transférées au compte de résultat pour d	336 134 698	336 134 698	336 134 698		100,00	100,00	336 134 698	100,00
370.2023	Subvention d'investissement reçues et transférées au compte de résultat - 2023	655 390 777	655 390 777	655 390 777		100,00	100,00	655 390 777	100,00
TOTAL DU PROGRAMME		2 891 964 135	2 891 964 135	2 891 964 135		100,00	100,00	2 891 964 135	100,00
95103 - OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES									
448.2019	Crédits vendeurs - Acquisition Domaine Martin	1 125 000 000	375 000 000	375 000 000		33,33	100,00	1 125 000 000	100,00
371.2023	Annulations de titres - 2023	183 198 091	183 198 091	143 995 259	39 202 832	78,60	78,60	143 995 259	78,60
TOTAL DU PROGRAMME		1 308 198 091	558 198 091	518 995 259	39 202 832	39,67	92,98	1 268 995 259	97,00
TOTAL DES DEPENSES		19 200 162 226	18 167 217 247	18 128 014 415	39 202 832	94,42	99,78	18 878 014 415	98,32

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
95101 - ENGAGEMENTS FINANCIERS									
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	9 000 000 000	17 500 000 000	0	17 500 000 000	0,00	0,00		
1641	Emprunts en euros			12 209 785 255	-12 209 785 255	0,00	0,00		
267	Créances rattachées à des participations	26 992 445	26 992 445	0	26 992 445	0,00	0,00		
2671	Avance en compte courant d'associés			26 941 031	-26 941 031	0,00	0,00		
274	Prêts	359 334 186	359 334 186	359 334 186		100,00	100,00		
276	Autres créances immobilisées	42 194 949	615 458 158	0	615 458 158	0,00	0,00		
2761	Autres créances immobilisées			42 194 950	-42 194 950	0,00	0,00		
TOTAL DU PROGRAMME		9 428 521 580	18 501 784 789	12 638 255 422	5 863 529 367	134,04	68,31		
95102 - AUTOFINANCEMENT NET									
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		20 542 846 710	20 542 846 710		0,00	100,00		
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	12 223 000 000	12 161 197 302	0	12 161 197 302	0,00	0,00		
28031	Amortissements des frais d'études			135 438 923	-135 438 923	0,00	0,00		
2804	Subventions d'équipement versées			5 858 535 545	-5 858 535 545	0,00	0,00		

MISSION 951 - GESTION FINANCIERE

PAGE 73

MISSION / ARTICLE	LIBELLE RECETTE	BUDGET PRIMITIF (A)	BUDGET MODIFIE (B)	Réalisations 2023 (C)	ECARTS (D=B-C)	% (C/A)	% (C/B)		
<hr/>									
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et			136 275 867	- 136 275 867	0,00	0,00		
2808	Autres amortissements des immobilisations incorporelles			63 458 318	- 63 458 318	0,00	0,00		
281	Amortissements des immobilisations corporelles		612 000 000	0	612 000 000	0,00	0,00		
281311	Bâtiments administratifs			58 065 141	- 58 065 141	0,00	0,00		
281312	Bâtiments scolaires			567 666 329	- 567 666 329	0,00	0,00		
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux			386 436 575	- 386 436 575	0,00	0,00		
281314	Bâtiments culturels et sportifs			9 982 518	- 9 982 518	0,00	0,00		
281318	Autres bâtiments publics			742 608 159	- 742 608 159	0,00	0,00		
28132	Bâtiments privés			38 796	- 38 796	0,00	0,00		
28133	Ouvrages d'infrastructure			1 776 120 512	-1 776 120 512	0,00	0,00		
281351	Bâtiments publics			294 081 181	- 294 081 181	0,00	0,00		
281352	Bâtiments privés			190 036	- 190 036	0,00	0,00		
281353	Ouvrages d'infrastructure			244 944 439	- 244 944 439	0,00	0,00		
281358	Autres installations générales, agencements, aménagement des constructions			10 860 633	- 10 860 633	0,00	0,00		
28138	Autres constructions			22 624 402	- 22 624 402	0,00	0,00		
28153	Réseaux divers			418 909 325	- 418 909 325	0,00	0,00		
28157	Matériel et outillage techniques			982 190 712	- 982 190 712	0,00	0,00		
28182	Matériel de transport			347 334 221	- 347 334 221	0,00	0,00		
28183	Matériel informatique			229 417 657	- 229 417 657	0,00	0,00		
28184	Matériel et mobilier de bureau			62 421 669	- 62 421 669	0,00	0,00		
28185	Matériel de téléphonie			15 828 703	- 15 828 703	0,00	0,00		
28188	Divers - Autres immobilisations corporelles			409 686 455	- 409 686 455	0,00	0,00		
4817	Indemnités de renégociation de la dette	42 900 000	42 900 000	42 851 406	48 594	99,89	99,89		
TOTAL DU PROGRAMME		12 265 900 000	33 358 944 012	33 358 814 232	129 780	271,96	100,00		
TOTAL DES RECETTES		21 694 421 580	51 860 728 801	45 997 069 654	5 863 659 147	212,02	88,69		
<hr/>									
RESULTAT MISSION 951				27 869 055 239					

BALANCE PAR NATURE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT - EXERCICE 2023

BUDGET GÉNÉRAL

ARTICLE/ CSR (*1) / LB (*2)	LIBELLE	DEPENSES			% (3)/(1) (3)/(2) TOTAL de (3)		RECETTES			% (6)/(4) (6)/(5) TOTAL de (6)			
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIÉ (2)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (3)			BUDGET PRIMITIF (4)	BUDGET MODIFIÉ (5)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (6)				
001	Résultat d'inv reporté	0	12 163 487 030				0	0					
021	Virement de la section de fonctionnement	0	0				22 055 675 243	30 575 936 761					
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0				0	51 219 000					
1	Comptes de capitaux (fds propres, empr. et	15 328 766 833	18 328 864 358	18 128 014 415	118,26	98,90	32,59	15 263 559 461	53 098 461 929	40 642 318 024	266,27	76,54	74,91
10	Dotations, fonds divers et réserves		291 000					20 542 846 710	20 542 846 710			100,00	37,86
13	Subventions d'investissement	1 053 134 698	1 053 134 698	1 135 520 734	107,82	107,82	2,04	6 263 559 461	15 055 615 219	7 889 686 059	125,96	52,40	14,54
16	Emprunts et dettes assimilées	12 375 000 000	15 375 000 000	15 092 055 021	121,96	98,16	27,14	9 000 000 000	17 500 000 000	12 209 785 255	135,66	69,77	22,50
19	Différences sur réalisations d'immobilisations	1 900 632 135	1 900 438 660	1 900 438 660	99,99	100,00	3,42						
2	Comptes d'immobilisations	35 614 047 662	79 930 521 667	37 488 333 632	105,26	46,90	67,41	13 580 679 791	26 654 355 365	13 568 625 560	99,91	50,91	25,01
20	Immobilisations incorporelles	17 741 166 045	34 250 092 580	19 296 530 802	108,77	56,34	34,70		332 296 140	309 583 441		93,16	0,57
21	Immobilisations corporelles	14 824 483 094	38 081 198 562	7 526 197 020	50,77	19,76	13,53	911 210 000	12 529 128 923	1 393 730	0,15	0,01	0,00
23	Immobilisations en cours	3 023 398 523	7 603 607 242	10 665 308 960	352,76	140,27	19,18			38 113 895			0,07
26	Participat° et créances rattachées à des particip°	25 000 000	- 4 376 717	296 850	1,19	-6,78	0,00	26 992 445	26 992 445	26 941 031	99,81	99,81	0,05
27	Autres immobilisations financières							419 477 346	992 740 555	419 477 347	100,00	42,25	0,77
28	Amortissements des immobilisations							12 223 000 000	12 773 197 302	12 773 116 116	104,50	100,00	23,54
4	Comptes de tiers	0	0	0				42 900 000	42 900 000	42 851 406	99,89	99,89	0,08
48	Comptes de régularisation							42 900 000	42 900 000	42 851 406	99,89	99,89	0,08
	TOTAL GENERAL	50 942 814 495	110 422 873 055	55 616 348 047	109,17	50,37	100,00	50 942 814 495	110 422 873 055	54 253 794 990	106,50	49,13	100,00
	DEFICIT SECTION INVESTISSEMENT									1 362 553 057			

*1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 020,021,024

*2 - LB : Lignes budgétaires : 001

BALANCE FONCTIONNELLE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT - EXERCICE 2023

BUDGET GÉNÉRAL

MISSION / CSR (*1) / LB (*2)	LIBELLE	DEPENSES				%				RECETTES			%		
		BUDGET PRIMITIF (1)	BUDGET MODIFIÉ (2) BP + COL	CREDIT DELEGUE (3)	MANDATS Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES (4)	(4)/(1)	(4)/(2)	(4)/(3)	TOTAL de (4)	BUDGET PRIMITIF (5)	BUDGET MODIFIÉ (6)	EMISSIONS Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS (7)	(7)/(5)	(7)/(6)	TOTAL de (7)
001	Résultat d'inv reporté	0	12 163 487 030							0	0				
021	Virement de la section de fonctionnement	0	0							22 055 675 243	30 575 936 761				
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0							0	51 219 000				
900	Pouvoirs publics	100 000 000	184 526 618	182 796 994	102 288 901	102,29	55,43	55,96	0,18						
901	Moyens internes	3 543 126 690	6 348 674 638	6 224 232 307	2 416 792 796	68,21	38,07	38,83	4,35	9 421 675	159 700 792	169 684 507	1801,00	106,25	0,31
903	Partenariat avec les "collectivites"	3 744 832 811	5 755 925 152	5 746 117 265	2 517 070 486	67,21	43,73	43,80	4,53	901 255 869	1 438 181 054	86 918 110	9,64	6,04	0,16
904	Tourisme	153 730 088	7 546 268 628	7 543 579 931	1 623 220 622	1055,89	21,51	21,52	2,92		5 150 918 853	66 996 489		1,30	0,12
905	Developpement des ressources propres	3 754 804 137	9 253 971 988	9 220 817 029	4 110 394 213	109,47	44,42	44,58	7,39	385 271 218	3 478 959 512	335 723 560	87,14	9,65	0,62
906	Economie generale		650 000 000	650 000 000	296 999 108	45,69	45,69	0,53							
907	Travail et emploi	393 641 348	495 164 953	493 164 953	330 184 372	83,88	66,68	66,95	0,59	29 487 322	29 487 322	3 865 166	13,11	13,11	0,01
908	Culture et patrimoine	284 650 000	899 498 343	865 194 249	183 475 076	64,46	20,40	21,21	0,33	40 000 000	40 000 000	1 737 978	4,34	4,34	0,00
909	Enseignement	1 605 380 145	3 103 938 296	3 102 426 296	1 799 454 466	112,09	57,97	58,00	3,24	421 805 047	910 763 569	597 473 817	141,65	65,60	1,10
910	Sante	1 817 949 487	4 500 764 844	4 469 373 274	1 887 859 724	103,85	41,95	42,24	3,39	276 668 277	576 850 783	371 535 368	134,29	64,41	0,68
911	Vie sociale	1 237 457 478	2 314 758 345	2 290 820 997	1 069 992 262	86,47	46,22	46,71	1,92	4 680 000	18 423 883	22 500 000	480,77	122,12	0,04
913	Environnement	360 113 737	382 631 925	377 631 925	62 604 933	17,38	16,36	16,58	0,11	32 948 211	32 948 211	17 948 211	54,47	54,47	0,03
914	Reseaux et equipements structurants	10 783 962 208	22 399 858 083	22 367 759 576	11 035 882 838	102,34	49,27	49,34	19,84	5 091 180 053	13 322 056 770	6 310 294 494	123,95	47,37	11,63
915	Transports	539 227 523	1 363 101 194	1 344 082 163	152 060 456	28,20	11,16	11,31	0,27		372 778 800	16 752 000		4,49	0,03
916	Urbanisme, habitat et foncier	7 111 973 919	14 610 140 792	14 584 598 801	9 900 053 379	139,20	67,76	67,88	17,80		2 403 918 944	255 295 636		10,62	0,47
951	Gestion financiere	15 511 964 924	18 450 162 226	18 167 217 247	18 128 014 415	116,86	98,25	99,78	32,59	21 694 421 580	51 860 728 801	45 997 069 654	212,02	88,69	84,78
	TOTAL GENERAL	50 942 814 495	110 422 873 055	97 629 813 007	55 616 348 047	109,17	50,37	56,97	100,00	50 942 814 495	110 422 873 055	54 253 794 990	106,50	49,13	100,00
	DEFICIT SECTION INVESTISSEMENT											1 362 553 057			

*1 - CSR : Chapitres sans réalisation : 020,021,024

*2 - LB : Lignes budgétaires : 001

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF
EXERCICE 2023

ART	LIBELLES	MOUVEMENTS BUDGETAIRES			MOUVEMENTS REELS			MOUVEMENTS D'ORDRE					
		DEPENSES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES	%	RECETTES Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS	%	DEPENSES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES	%	RECETTES Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS	%	DEPENSES Y COMPRIS DEPENSES IMPREVUES	%	RECETTES Y COMPRIS CESSIONS IMMOBILISATIONS	%
	SECTION D'INVESTISSEMENT	55 616 348 047	100,00	33 710 948 280	100,00	52 421 238 333	100,00	20 591 835 179	100,00	3 195 109 714	90,60	13 119 113 101	100,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			0						0		0	
13	Subventions d'investissement	1 135 520 734	2,04	7 889 686 059	23,40	143 995 259	0,27	7 887 017 859	38,30	991 525 475	31,03	2 668 200	0,02
16	Emprunts et dettes assimilées	15 092 055 021	27,14	12 209 785 255	36,22	14 791 577 642	28,22	11 909 307 876	57,84	300 477 379	300 477 379	300 477 379	2,29
19	Défenses sur réalisations d'immobilisations	1 900 438 660	3,42							1 900 438 660	59,48	0	
20	Immobilisations incorporelles	19 296 530 802	34,70	309 583 441	0,92	19 296 530 802	36,81	309 583 441	1,50	0			
21	Immobilisations corporelles	7 526 197 020	13,53	1 393 730	0,00	7 523 528 820	14,35	1 393 730	0,01	2 668 200	0,08	0	
23	Immobilisations en cours	10 665 308 960	19,18	38 113 895	0,11	10 665 308 960	20,35	38 113 895	0,19	0		0	
26	Participations et créances rattachées à des participations	296 850	0,00	26 941 031	0,08	296 850	0,00	26 941 031	0,13	0		0	
27	Autres immobilisations financières			419 477 347	1,24			419 477 347	2,04				
28	Amortissement des immobilisations			12 773 116 116	37,89					12 773 116 116	97,36		
48	Comptes de régularisation			42 851 406	0,13					42 851 406	0,33		

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	163 550 510 331	100,00	199 608 106 440	100,00	120 993 855 271	100,00	166 975 454 767	100,00	42 556 655 060	100,00	32 632 651 673	100,00
60	Achats et variation des stocks	3 437 796 649	2,10	483 036 663	0,24	3 322 094 103	2,75	483 036 663	0,29	115 702 546	0,27		
61	Services extérieurs	4 766 578 794	2,91	660 195	0,00	4 758 884 067	3,93	660 195	0,00	7 694 727	0,02		
62	Autres services extérieurs	7 310 599 631	4,47	6 095 327	0,00	7 239 463 858	5,98	6 095 327	0,00	71 135 773	0,17		
63	Impôts, taxes et versements assimilés	9 239 178	0,01			9 239 178	0,01						
64	Charges de personnel	33 009 296 701	20,18	280 555 673	0,14	32 841 970 150	27,14	280 555 673	0,17	167 326 551	0,39		
65	Autres charges d'activité	53 611 591 828	32,78	35 020 013	0,02	53 611 591 828	44,31	35 020 013	0,02				
66	Charges financières	3 389 579 965	2,07	22 365 026	0,01	3 389 579 965	2,80	22 365 026	0,01				
67	Charges exceptionnelles	12 177 309 748	7,45			12 102 449 149	10,00						
68	Dotations aux amortissements et provisions	16 534 550 495	10,11			3 718 582 973	3,07						
70	Produits des services du domaine et ventes diverses			1 973 988 787	0,99			1 973 988 787	1,18				
71	Impôts et taxes indirects	23 600 000 000	14,43	117 030 635 764	58,63			93 430 635 764	55,95	23 600 000 000	55,46	23 600 000 000	72,32
72	Travaux en régie (E/O)			436 720 196	0,22					436 720 196		436 720 196	1,34
73	Impôts et taxes directes	5 703 967 342	3,49	41 570 038 799	20,83			35 866 071 457	21,48	5 703 967 342	13,40	5 703 967 342	17,48
74	Dotations et participations			16 019 760 175	8,03			16 019 760 175	9,59				
75	Autres produits d'activité			628 344 096	0,31			628 344 096	0,38				
76	Produits financiers			953 006 770	0,48			953 006 770	0,57				
77	Produits exceptionnels			7 675 791 296	3,85			4 783 827 161	2,86				
78	Reprises sur amortissements et provisions			12 492 087 660	6,26			12 492 087 660	7,48				

TOTAL GENERAL	219 166 858 378	233 319 054 720		173 415 093 604	187 567 289 946		45 751 764 774	45 751 764 774
Résultat de fonctionnement	36 057 596 109			45 981 599 496				
Résultat d'investissement (hors cpt 106 8)			21 905 399 767			31 829 403 154		
Résultat global	14 152 196 342			14 152 196 342				

	Investissement	Fonctionnement	Total
Résultat cumulé au 01/01/23	-12 163 487 030	41 967 053 934	29 803 566 904
Compte 106 8 - Excédents de fonctionnement capitalisés	20 542 846 710	-20 542 846 710	0
Résultat de l'exercice 2023 (hors cpt 106 8)	-21 905 399 767	36 057 596 109	14 152 196 342
Résultat cumulé au 31/12/23	-13 526 040 087	57 481 803 333	43 955 763 246

<i>Opérations non budgétaires :</i>			
Ecart de conversion des emprunts	-5		-5
EAG	-15 718 240	10 945 747	-4 772 493
FELP		5 658 226 749	5 658 226 749
Résultat cumulé au 31/12/23	-13 541 758 332	63 150 975 829	49 609 217 497



PAYS

COMPTE DE LA GESTION 2023

Présenté à la Chambre Territoriale des Comptes
par le comptable ayant exercé au cours de la gestion :

Monsieur Philippe HENROT du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	1021		7 110 845
	110		35 312 951 069
	12	29 643 778 573	
	1641		5
	2031		638 493 625
	2032		6 167 422
	205		3 164 000
	2050	466 765 617	
	20820	55 423 082	
	2115	18 150 000	
	2128	689 309 732	
	213120	457 967 806	
	213130	637 604 295	
	213180	399 215 297	23 352 105
	21330	2 370 959 521	
	213510	130 788 386	
	213530	535 065 487	
	2151	3 697 157 525	
	21530	6 536 466	
	21570		466 219 029
	21820	148 471 210	9 567 931
	21830	29 155 538	2 469 582 023
	21840	9 003 355	287 909 928
	21850	762 994	17 633 764

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	21880	1 506 078	625 200 749
	2312		3 221 191
	23121	4 042 452	
	23128	58 552 970	689 309 732
	23130		288 118 803
	231311	1 811 493	
	231312	11 060 893	101 017 953
	231313	65 046 147	637 604 295
	231314	121 810 925	
	231318	62 782 717	332 918 918
	23133	87 112 812	1 903 308 282
	231351	16 097 585	49 353 935
	231353	23 518 945	73 235 356
	23138	684 000	
	23150		955 666 891
	23151	99 912 922	3 691 112 669
	23153	48 373 686	3 474 632
	23157	14 061 830	
	23182		132 856 785
	23183		18 034 800
	23188	1 396 173	61 600
	232		143 246 506
	23205	11 397 373	313 596 336
	232082	16 998 124	54 572 757

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	2805		7 609 100
	281318		85 061 600
	281351		80 050 912
	28153		6 137 802
	28157	466 219 029	
	28182	9 567 931	15 614 425
	28183	2 469 582 023	9 624 947
	28184	287 909 928	8 121 313
	28185	17 633 764	762 994
	28188	625 200 749	802 665
Sous-Total		43 818 395 438	49 471 849 689
	4011		32 152 950
	4012		2 263 927 912
	4112004	760 252	
	4112008	127 296	
	4112009	399 382	
	4112010	745 078	
	4112011	86 074	
	4112012	544 224	
	4112013	1 468 868	
	4112014	3 861 383	
	4112015	4 287 763	
	4112016	3 611 055	
	4112017	6 546 037	

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
	4112018	13 339 617	
	4112019	18 641 993	
	4112020	13 585 873	
	4112021	24 092 764	
	4112022	33 591 499	
	4132323	3 499 063 443	
	451008	5 232 983 830	
	4661		392 757
	467302		165 674
	4712		513 780
	47121		402 667
	47141		
	47181	8 848 668	178 088
	4718323		929 802 300
	47288	431 838	
	4761		5
	47888	2	
Sous-Total		8 867 016 939	3 227 536 133
	3712	13 973 445	
Sous-Total		13 973 445	
TOTAL		52 699 385 822	52 699 385 822

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

OPERATIONS INTERNES (à l'initiative du comptable)

Sous-Chapitre	Article	Opé Int Débit	Opé Int Crédit
RECAPITULATIF			
Investissement		14 174 616 865	14 158 898 620
CI.110			35 312 951 069
CI.12		29 643 778 573	
CI.15			
CI.29			
CI.4		8 867 016 939	3 227 536 133
CI.5			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 001		12 163 487 030							
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 021						30 575 936 761			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 024						51 219 000			
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90001 2031			6 427 804		6 427 804				
90001 21880			41 893 742		41 893 742				
90001 23188									
90005 2031			3 135 000		3 135 000				
90005 213510			16 743 526		16 743 526				
90005 21530			5 594 936		5 594 936				
90005 21830			2 098 670		2 098 670				
90005 21840			2 368 765		2 368 765				
90005 21880			24 026 458		24 026 458				
TOTAL CHAPITRE : 900		184 526 618	102 288 901		102 288 901				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES				RECETTES					
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90102	131152						726 279		726 279
90102	131181						44 035 947		44 035 947
90102	2031		32 956 006		32 956 006				
90102	2050		158 708 387		158 708 387				
90102	2051								
90102	20820		21 088 836		21 088 836				
90102	213510		487 842		487 842				
90102	21570		537 940		537 940				
90102	21830		32 817 800		32 817 800				
90102	21840		5 243 564		5 243 564				
90102	21850		346 305		346 305				
90102	21880		1 382 082		1 382 082				
90102	231351		1 037 514		1 037 514				
90102	23205		280 597 306		280 597 306				
90102	232082		76 213 259		76 213 259				
90104	131152						68 544 513		68 544 513
90104	131188						22 248 438		22 248 438
90104	2031		33 743 413		33 743 413				
90104	2128		19 308 809		19 308 809				
90104	213110		15 720 325		15 720 325				
90104	213180		11 531 571		11 531 571				
90104	213510		32 381 604		32 381 604				
90104	21380		1 330 000		1 330 000				
90104	2151		2 045 134		2 045 134				
90104	21530		2 571 147		2 571 147				
90104	21570		1 096 839		1 096 839				
90104	21840		5 251 693		5 251 693				
90104	21850		226 481		226 481				
90104	21880		29 376 089		29 376 089				
90104	21881								
90104	23128		6 742 022		6 742 022				
90104	231311		847 442 261		847 442 261				
90104	231318		134 284 320		134 284 320				
90104	231351		90 783 967		90 783 967				
90104	23188		304 330		304 330				
90105	13116						34 129 330		34 129 330
90105	2050		6 918 660		6 918 660				
90105	213510		2 350 122		2 350 122				
90105	213580								

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
90105	21570		4 975 530		4 975 530				
90105	21820		304 867 310		304 867 310				
90105	21830		156 864 204		156 864 204				
90105	21840		10 237 959		10 237 959				
90105	21850		8 180 319		8 180 319				
90105	21880		76 841 846		76 841 846				
TOTAL CHAPITRE : 901		6 348 674 638	2 416 792 796		2 416 792 796	159 700 792	169 684 507		169 684 507
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
90301	131181								9 303 401
90301	204141		1 069 122 186		1 069 122 186				19 057 369
90301	204142		879 513 527		879 513 527				9 221 505
90301	204182		16 563 743		16 563 743				
90303	132152								5 523 402
90303	2031		47 792		47 792				
90303	2050		2 002 836		2 002 836				
90303	20820		36 746 848		36 746 848				
90303	232082		9 135 204		9 135 204				
90304	21880		1 116 060		1 116 060				
90305	13116								33 660 531
90305	2031		6 376 640		6 376 640				
90305	204172		225 050 681		225 050 681				10 151 902
90305	2111		1 696 095		1 696 095				
90305	2128		137 927 598		137 927 598				
90305	213510		824 900		824 900				
90305	213581		6 514 458		6 514 458				
90305	21380		1 700 802		1 700 802				
90305	21570		29 290 423		29 290 423				
90305	21820		35 345 500		35 345 500				
90305	21880		28 314 290		28 314 290				
90305	23128		29 469 911		29 469 911				
90305	23151		310 992		310 992				
TOTAL CHAPITRE : 903		5 755 925 152	2 517 070 486		2 517 070 486	1 438 181 054	86 918 110		86 918 110

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90401	131152						4 867 257		4 867 257
90401	13216						61 728 233		61 728 233
90401	2031		30 630 187		30 630 187				
90401	20422		15 000 000		15 000 000				
90401	2128		61 870 980		61 870 980				
90401	213180		33 936 776		33 936 776				
90401	213510		7 806 740		7 806 740				
90401	21530		7 950 074		7 950 074				
90401	21880		6 198 492		6 198 492				
90401	23128		267 905 273		267 905 273				
90401	231314		524 759 449		524 759 449				
90401	231318		191 238 215		191 238 215				
90401	23133		461 576 960		461 576 960				
90401	231358								
90401	23153		412 969		412 969				
90402	20422		13 717 763		13 717 763				
90402	204422								
90402	2050		216 744		216 744				
TOTAL CHAPITRE : 904		7 546 268 628	1 623 220 622		1 623 220 622	5 150 918 853	66 996 489		66 996 489

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
90501	131152						49 451 236		49 451 236
90501	13116						62 460 000		62 460 000
90501	13216						60 000 000		60 000 000
90501	132184						89 024 413		89 024 413
90501	2031		192 771 195		192 771 195				
90501	2032								
90501	204171		427 182 098		427 182 098				
90501	204182								
90501	20421		544 207 023		544 207 023				
90501	20422		1 138 789		1 138 789		1 352 005		1 352 005
90501	204421								
90501	2121		4 684 260		4 684 260				
90501	2128		98 449 448		98 449 448				
90501	213180		219 959 642		219 959 642				
90501	213510		9 930 968		9 930 968				
90501	21380								
90501	2141		165 300		165 300				
90501	2151		89 160 667		89 160 667				
90501	21530		57 129 576		57 129 576				
90501	21570		221 647 622		221 647 622				
90501	21571								
90501	21820		7 495 000		7 495 000				
90501	21830		2 796 358		2 796 358				
90501	21840		106 300		106 300				
90501	21880		154 139 185		154 139 185				
90501	23128		4 789 043		4 789 043				
90501	231318		344 838 897		344 838 897				
90501	231351		869 512		869 512				
90501	23138		14 600		14 600				
90501	23151		13 046 940		13 046 940				
90501	23153		177 240 363		177 240 363				
90501	23188		3 580 181		3 580 181				
90502	13116						5 656 753		5 656 753
90502	13216						31 339 528		31 339 528
90502	2031		5 699 195		5 699 195				
90502	20421		5 328 455		5 328 455				
90502	2128		942 042		942 042				
90502	2151		156 440 002		156 440 002				
90502	21530		501 420		501 420				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
90502	21570		7 123 591		7 123 591				
90502	23151		1 641 600		1 641 600				
90503	2031		6 492 326		6 492 326				
90503	20421		156 617 442		156 617 442				
90503	2050		8 025 676		8 025 676				
90503	2128		4 894 020		4 894 020				
90503	213180		133 453		133 453				
90503	21330		86 164 797		86 164 797				
90503	213510		14 180 022		14 180 022				
90503	21530		8 709 600		8 709 600				
90503	21570		78 762 198		78 762 198				
90503	21820		11 520 000		11 520 000				
90503	21880		26 866 314		26 866 314				
90503	231311		3 632 534		3 632 534				
90503	231318		800 009 404		800 009 404				
90503	23133		52 786 685		52 786 685				
90503	231351						35 439 625		35 439 625
90503	23138		17 404 852		17 404 852				
90503	23188		3 408 600		3 408 600				
90503	23205		20 437 692		20 437 692				
90504	20820		1 261 365		1 261 365				
90504	21570		4 304 013		4 304 013				
90504	21830		639 499		639 499				
90504	21880		8 662 648		8 662 648				
90504	23133		37 461 801		37 461 801				
90505	213510		5 000 000		5 000 000				
TOTAL CHAPITRE : 905		9 253 971 988	4 110 394 213		4 110 394 213	3 478 959 512	335 723 560		335 723 560
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
90603	20421		296 999 108		296 999 108				
TOTAL CHAPITRE : 906		650 000 000	296 999 108		296 999 108				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90703	131152				20 290 303		3 865 166		3 865 166
90703	2031		20 290 303		100 023 104				
90703	204171		100 023 104		209 870 965				
90703	231318		209 870 965						
TOTAL CHAPITRE : 907		495 164 953	330 184 372		330 184 372	29 487 322	3 865 166		3 865 166
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90801	2031		3 807 600		3 807 600				
90801	204171		54 040 978		54 040 978				
90801	204172						1 014 646		1 014 646
90801	20421						723 332		723 332
90802	2031		10 390 175		10 390 175				
90802	204171		34 947 136		34 947 136				
90802	204172		38 308 837		38 308 837				
90802	20421		7 356 491		7 356 491				
90802	2050		1 995 000		1 995 000				
90802	213580		15 049 090		15 049 090				
90802	21380		7 776 390		7 776 390				
90802	216		1 569 000		1 569 000				
90802	21840		4 335 601		4 335 601				
90802	21850		1 363 399		1 363 399				
90802	21880		2 478 379		2 478 379				
90802	231318		57 000		57 000				
TOTAL CHAPITRE : 908		899 498 343	183 475 076		183 475 076	40 000 000	1 737 978		1 737 978

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
90901	21570		10 507 449		10 507 449				
90901	21830		48 198 435		48 198 435				
90901	21840		112 900		112 900				
90901	21880		1 047 282		1 047 282				
90902	13114						349 563 943		349 563 943
90902	131181						8 730 215		8 730 215
90902	131183						3 701 919		3 701 919
90902	131188						78 508 353		78 508 353
90902	2031		17 623 743		17 623 743				
90902	20421		585 610		585 610				
90902	20422		156 290 493		156 290 493				
90902	20431		55 449 899		55 449 899				
90902	2128		54 107 518		54 107 518				
90902	213120		181 621 626		181 621 626				
90902	213510		174 123 900		174 123 900				
90902	21530		6 382 184		6 382 184				
90902	21570		86 649 357		86 649 357				
90902	21820		26 217 065		26 217 065				
90902	21830		89 854 020		89 854 020				
90902	21840		19 839 229		19 839 229				
90902	21850		3 604 375		3 604 375				
90902	21880		165 289 657		165 289 657				
90902	231312		409 768 517		409 768 517				
90902	231351		8 403 851		8 403 851				
90903	204181		10 000 000		10 000 000				
90903	204182		35 000 000		35 000 000				
90903	20431		4 814 470		4 814 470				
90903	204412						156 969 387		156 969 387
90904	131152								
90904	204171		2 387 828		2 387 828				
90904	204172		123 803 496		123 803 496				
90904	204182		32 827 183		32 827 183				
90904	231318		67 426 433		67 426 433				
90905	21570		1 132 819		1 132 819				
90905	21830		1 238 861		1 238 861				
90905	21880		5 146 266		5 146 266				
TOTAL CHAPITRE : 909		3 103 938 296	1 799 454 466		1 799 454 466	910 763 569	597 473 817		597 473 817

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
91001	131152						34 676 337		34 676 337
91001	13116						211 701 655		211 701 655
91001	131188						109 748 637		109 748 637
91001	2031		82 890 808		82 890 808				
91001	204171		130 000 000		130 000 000				
91001	2050		110 190		110 190				
91001	2111		4 209 159		4 209 159				
91001	2128		3 543 200		3 543 200				
91001	213110		46 350		46 350				
91001	213130		25 020 808		25 020 808				
91001	213180		147 745		147 745				
91001	213510		60 010 314		60 010 314				
91001	213580								
91001	21380								
91001	21530		405 391		405 391				
91001	21570		229 911 211		229 911 211				
91001	2180								
91001	21820		6 102 960		6 102 960				
91001	21840		7 095 622		7 095 622				
91001	21850		220 995		220 995				
91001	21880		83 626 988		83 626 988				
91001	23128		35 985 612		35 985 612				
91001	231313		375 586 052		375 586 052		1 039 381		1 039 381
91001	231351		19 256 238		19 256 238				
91001	23151		5 470 836		5 470 836				
91001	23188		2 115 227		2 115 227				
91002	2031		4 638 663		4 638 663				
91002	204172		175 000 000		175 000 000				
91002	231313		532 344 215		532 344 215				
91003	204171		103 946 886		103 946 886		14 369 358		14 369 358
91003	21570		174 254		174 254				
TOTAL CHAPITRE : 910		4 500 764 844	1 887 859 724		1 887 859 724	576 850 783	371 535 368		371 535 368

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
91101	204171		9 107 900		9 107 900				
91102	2031		31 006 477		31 006 477				
91102	20421		67 500 000		67 500 000				
91102	2128		5 941 252		5 941 252				
91102	213110		4 922 793		4 922 793				
91102	213130		15 802 588		15 802 588				
91102	213510		26 177 622		26 177 622				
91102	21530		524 889		524 889				
91102	21880		1 852 799		1 852 799				
91103	2031		31 383 923		31 383 923				
91105	204171		3 320 000		3 320 000				
91105	204172		8 300 000		8 300 000				
91105	20421		14 593 646		14 593 646				
91105	20422		6 000 000		6 000 000				
91106	132181								22 500 000
91106	204171		184 034 007		184 034 007				
91106	204172		612 600 000		612 600 000				
91106	20421		46 924 366		46 924 366				
TOTAL CHAPITRE : 911		2 314 758 345	1 069 992 262		1 069 992 262	18 423 883	22 500 000		22 500 000
Imputations		Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article								
91301	2031		11 433 710	120 827	11 312 883				
91301	20421		182 362		182 362				
91302	21570		51 109 688		51 109 688				
91302	274						17 948 211		17 948 211
TOTAL CHAPITRE : 913		382 631 925	62 725 760	120 827	62 604 933	32 948 211	17 948 211		17 948 211

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES					RECETTES				
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91401	13211				131 809 397				3 241 830 074
91401	2031		131 809 397		22 891 770				2 345
91401	20820		22 891 770		469 320				469 320
91401	2128		469 320		766 140				766 140
91401	213110		766 140		2 916 087				2 916 087
91401	213510		2 916 087		2 569 378 078				2 569 378 078
91401	2151		2 569 378 078		1 629 776				1 629 776
91401	21530		1 629 776		203 648 201				203 648 201
91401	21570		203 648 201		36 231 840				36 231 840
91401	21820		36 231 840		610 394				610 394
91401	21850		610 394		821 828				821 828
91401	21880		821 828						
91401	21881								
91401	23128				1 802 329				1 802 329
91401	231353				170 152				170 152
91401	23151		170 152		1 722 222 359				1 722 222 359
91401	23153		1 722 222 359		59 123 603				59 123 603
91402	13111								441 792
91402	131188								441 792
91402	2031				220 065 539	508 349	219 557 190		
91402	2032								63 543
91402	2111				58 705 000				58 705 000
91402	213110				4 199 434				4 199 434
91402	213180				37 158 902				37 158 902
91402	21330				8 429 800				8 429 800
91402	213510				5 017 183				5 017 183
91402	213530				26 186 773				26 186 773
91402	21570				85 027 861				85 027 861
91402	21830				656 253				656 253
91402	21850				207 005				207 005
91402	21880				10 757 597				10 757 597
91402	231318				63 829 481				63 829 481
91402	23133				1 627 376 679				1 627 376 679
91402	231351				153 614 061	11 292 514	142 321 547		142 321 547
91402	231353				313 108 835				313 108 835
91402	23153				264 014				264 014
91402	23157				5 842 500				5 842 500
91402	23205				12 136				12 136
91403	13211								597 603 404

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91403	2031		21 913 029		21 913 029				
91403	2111		17 228 400		17 228 400				
91403	2118		16 568 400		16 568 400				
91403	2128		178 489 774		178 489 774				
91403	2151		33 829 722		33 829 722				
91403	21570		1 348 449		1 348 449				
91403	23128		544 564 696		544 564 696				
91403	23151		2 581 434		2 581 434				
91404	132183						191 975 189		191 975 189
91404	2031		366 062		366 062				
91404	204182		322 499 999		322 499 999				
91404	21880		2 704 418		2 704 418				
91404	23153		2 306 434		2 306 434				
91405	131181				103 132 200				
91405	131188					103 132 200			
91405	204171					1 240 333 847			
91405	204172		1 240 333 847			46 000 000			
91405	20421					1 040 173 289			
91405	20422		1 040 173 289			98 693 221			
91406	20421		98 693 221						
TOTAL CHAPITRE : 914		22 399 858 083	11 047 683 701	11 800 863	11 035 882 838	13 322 056 770	6 310 294 494		6 310 294 494

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91501	2031		848 047		848 047				
91501	213580		2 933 300		2 933 300				
91502	131188				962 421				
91502	2031				962 421				
91502	21570		39 210 506		39 210 506				
91502	21820		18 991 877		18 991 877				
91502	21850		610 248		610 248				
91502	21880		9 368 805		9 368 805				
91502	21881								
91503	2031		54 000		54 000				
91503	21570		9 122 734		9 122 734				
91503	21830		415 394		415 394				
91503	21850		8 902 146		8 902 146				
91503	21880		6 837 209		6 837 209				
91504	2031		1 641 600		1 641 600				
91504	2128		5 082 291		5 082 291				
91504	213510		4 973 731		4 973 731				
91504	21530		741 000		741 000				
91504	21570		5 274 537		5 274 537				
91504	21820		8 865 082		8 865 082				
91504	21850		1 977 354		1 977 354				
91504	21880		16 122 184		16 122 184				
91504	23128		9 125 990		9 125 990				
TOTAL CHAPITRE : 915		1 363 101 194	152 060 456		152 060 456	372 778 800	16 752 000		16 752 000

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
91602	2128		4 788 000		4 788 000				
91602	21570		8 446 534		8 446 534				
91603	1328								
91603	2031		5 229 906		5 229 906				
91603	204172		380 700 000		380 700 000				
91603	2050		7 042 929		7 042 929				
91603	20820		52 728 839		52 728 839				
91603	2111		144 601 523		144 601 523				
91603	2115		13 056 859		13 056 859				
91603	2128		4 862 925		4 862 925				
91603	21530		13 628 670		13 628 670				
91603	21880		206 301		206 301				
91603	23128		84 365 556		84 365 556				
91603	232082		16 629 613		16 629 613				
91604	2031		8 214 100		8 214 100				
91604	204171		1 080 932 640		1 080 932 640				
91604	204172		7 375 939 146		7 375 939 146				
91604	20421		73 081 048		73 081 048				
91604	20422		625 301 940		625 301 940				
91604	261		296 850		296 850				
TOTAL CHAPITRE : 916		14 610 140 792	9 900 053 379		9 900 053 379	2 403 918 944	255 295 636		255 295 636

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES				RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
95101	1641		14 717 055 021	14 717 055 021		12 209 785 255		12 209 785 255
95101	2671					26 941 031		26 941 031
95101	274					359 334 186		359 334 186
95101	2761					42 194 950		42 194 950
95101	4817							
95102	1068					20 542 846 710		20 542 846 710
95102	13911		448 845 158	448 845 158				
95102	13914		59 460 522	59 460 522				
95102	139151		2 769 358	2 769 358				
95102	139152		115 663 956	115 663 956				
95102	13916		1 633 564	1 633 564				
95102	139181		1 768 617	1 768 617				
95102	139188		361 384 300	361 384 300				
95102	198		1 900 438 660	1 900 438 660				
95102	28031					135 438 923		135 438 923
95102	2804					5 858 535 545		5 858 535 545
95102	2805					136 275 867		136 275 867
95102	2808					63 458 318		63 458 318
95102	281311					58 065 141		58 065 141
95102	281312					567 666 329		567 666 329
95102	281313					386 436 575		386 436 575
95102	281314					9 982 518		9 982 518
95102	281318					742 608 159		742 608 159
95102	28132					38 796		38 796
95102	28133					1 776 120 512		1 776 120 512
95102	281351					294 081 181		294 081 181
95102	281352					190 036		190 036
95102	281353					244 944 439		244 944 439
95102	281358					10 860 633		10 860 633
95102	28138					22 624 402		22 624 402
95102	28153					418 909 325		418 909 325
95102	28157					982 190 712		982 190 712
95102	28182					347 334 221		347 334 221
95102	28183					229 417 657		229 417 657
95102	28184					62 421 669		62 421 669
95102	28185					15 828 703		15 828 703
95102	28188					409 686 455		409 686 455
95102	4817					42 851 406		42 851 406
95103	131188		143 198 091	143 198 091				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE INVESTISSEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
95103	132152		797 168		797 168				
95103	1681		375 000 000		375 000 000				
TOTAL CHAPITRE : 951		18 450 162 226	18 128 014 415		18 128 014 415	51 860 728 801	45 997 069 654		45 997 069 654
S-Total INVESTISSEMENT		110 422 873 055	55 628 269 737	11 921 690	55 616 348 047	110 422 873 055	54 253 794 990		54 253 794 990

TOTAL INVESTISSEMENT BUDGETAIRE + OPERATIONS INTERNES		RESULTAT	
TOTAL DEBIT	TOTAL CREDIT	DEFICIT	EXCEDENT
69 790 964 912	68 412 693 610	1 378 271 302	

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Impayations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 002					21 424 207 224			
Impayations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 022	300 000 000							
Impayations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 023	30 575 936 761							

COMpte DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96001	60611	30 568 456	8 066 179	22 502 277				
96001	60612	86 191 549	23 413 784	62 777 765				
96001	60621	522 560		522 560				
96001	60622	3 631 517	361 996	3 269 521				
96001	60623	13 497 704	374 732	13 122 972				
96001	60624	6 933 716	36 541	6 897 175				
96001	60626	3 428 160	4 746	3 423 414				
96001	60628	5 927 752	313 067	5 614 685				
96001	60631	263 665		263 665				
96001	60632	8 498 448	127 442	8 371 006				
96001	60634	407 646	8 900	398 746				
96001	60635	310 390		310 390				
96001	60638	6 020 755	424 008	5 596 747				
96001	60641	10 164 219	224 619	9 939 600				
96001	60642	3 451 484	853 718	2 597 766				
96001	60648	3 155		3 155				
96001	6066	23 023		23 023				
96001	6068	210 189		210 189				
96001	6132	11 443 760		11 443 760				
96001	61351	7 999 998	457 612	7 542 386				
96001	61352	15 180 000		15 180 000				
96001	61358	269 280		269 280				
96001	614	720 000		720 000				
96001	61521	82 650		82 650				
96001	61522	6 224 305	60 430	6 163 875				
96001	61528	159 965		159 965				
96001	615511	3 113 383	53 622	3 059 761				
96001	61552	72 255		72 255				
96001	61558	22 117 196	584 369	21 532 827				
96001	6161	656 784		656 784				
96001	6168	54 848		54 848				
96001	6182	102 903		102 903				
96001	6184	1 117 800	515 000	602 800				
96001	6185	6 938 463		6 938 463				
96001	62268	44 746 893	12 367 139	32 379 754				
96001	6227	99 393		99 393				
96001	6228	8 658 652	4 291 690	4 366 962				
96001	6231	1 316 373		1 316 373				
96001	6232	3 500 564	29 000	3 471 564				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96001	6233		527 434	527 434				
96001	6234		10 396 764	1 133 284	9 263 480			
96001	6236		1 184 323	19 325	1 164 998			
96001	6238		19 068 488	9 315 139	9 753 349			
96001	6241		1 473 003	609 570	863 433			
96001	62471		4 911 489		4 911 489			
96001	62472		3 375 405	394 204	2 981 201			
96001	6248		787 551		787 551			
96001	6251		10 997 382	288 205	10 709 177			
96001	6261		270 250	114 700	155 550			
96001	6262		23 156 076	5 950 338	17 205 738			
96001	6268		3 893 046	272 066	3 620 980			
96001	6288		5 581 241	982 128	4 599 113			
96001	629					229 615		229 615
96001	6453		88 859		88 859			
96001	65312		124 796 260		124 796 260			
96001	65322		22 189 571	2 004 066	20 185 505			
96001	6533		76 766 014		76 766 014			
96001	6534		13 581 526		13 581 526			
96001	6539					2 212 649		2 212 649
96001	657432		150 000	150 000				
96001	657434		59 550 000		59 550 000			
96001	657468		5 000 000	5 000 000				
96001	6581		20 469 671	1 994 772	18 474 899			
96001	672		12 344 770		12 344 770			
96001	7011					51 845		51 845
96001	7087					18 246		18 246
96001	7112							
96001	71332							
96001	7711					76 126		76 126
96001	773					4 857 960		4 857 960
96002	6553		2 381 369 000		2 381 369 000			
96003	6554		98 160 816		98 160 816			
96005	60611		4 261 838	2 614 168	1 647 670			
96005	60612		41 588 138	5 853 533	35 734 605			
96005	60618		207		207			
96005	60621		51 360	6 448	44 912			
96005	60622		8 934 775	1 195 282	7 739 493			
96005	60623		341 744	24 229	317 515			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96005	60624		9 108 583	304 659	8 803 924			
96005	60625		7 599		7 599			
96005	60626		2 383 254	255 551	2 127 703			
96005	60628		11 838 352	6 200	11 832 152			
96005	60631		849 736		849 736			
96005	60632		5 299 869	700 571	4 599 298			
96005	60633		646 525	177 997	468 528			
96005	60634		4 377 634	463 592	3 914 042			
96005	60635		11 180 820	285 393	10 895 427			
96005	60638		11 253 652	2 851 109	8 402 543			
96005	60641		9 962 672	564 718	9 397 954			
96005	60642		1 526 934	15 315	1 511 619			
96005	60648		29 327	29 327				
96005	6066		105 487		105 487			
96005	6068		157 473		157 473			
96005	6132		26 300 500	5 890 000	20 410 500			
96005	61351		13 417 119	828 526	12 588 593			
96005	61352		27 571 798	34 246	27 537 552			
96005	61358		1 890 055	59 665	1 830 390			
96005	61521		6 653 324	1 115 720	5 537 604			
96005	61522		18 795 577	349 754	18 445 823			
96005	61528		1 640 224		1 640 224			
96005	615511		3 897 389	21 557	3 875 832			
96005	61552		1 293 590	1 158 050	135 540			
96005	61558		11 990 980	2 418 277	9 572 703			
96005	6161		938 720		938 720			
96005	6168		1 707 577		1 707 577			
96005	617		10 369 600		10 369 600			
96005	6182		12 213 657	3 768 848	8 444 809			
96005	6184		15 243 295	1 667 720	13 575 575			
96005	6185		2 625 498		2 625 498			
96005	62261		10 400		10 400			
96005	62268		23 052 072	970 045	22 082 027			
96005	6227		13 466 913	31 736	13 435 177			
96005	6228		74 437 247	2 009 143	72 428 104			
96005	6231		465 669		465 669			
96005	6232		424 844		424 844			
96005	6234		298 244		298 244			
96005	6236		934 618	67 840	866 778			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96005	6238		8 115 588	1 551 233	6 564 355			
96005	6241		790 567	103 360	687 207			
96005	62471		690 368	97 117	593 251			
96005	62472		14 466 358	246 915	14 219 443			
96005	6248		43 828		43 828			
96005	6251		31 852 027	1 594 741	30 257 286			
96005	6255		397 500		397 500			
96005	6261		1 262 005	235 276	1 026 729			
96005	6262		10 506 870	1 470 768	9 036 102			
96005	6268		3 051 290	275 923	2 775 367			
96005	627		393 525	132 058	261 467			
96005	6281		25 403		25 403			
96005	6282		11 913		11 913			
96005	6283		11 927 512	934 256	10 993 256			
96005	6288		56 303 667	3 183 026	53 120 641			
96005	63512		1 128 878		1 128 878			
96005	63513		92 751		92 751			
96005	6354		4 500		4 500			
96005	6358		1 150 880		1 150 880			
96005	6478		3 800		3 800			
96005	6561		1 193 317		1 193 317			
96005	657318		500 000		500 000			
96005	6581		4 837 244		4 837 244			
96005	672		16 512 619		16 512 619			
96005	673		187 683		187 683			
96005	7011					95 530 340	40 965	95 489 375
96005	7068					5 916 200		5 916 200
96005	70831					4 077 000		4 077 000
96005	7112							
96005	71332							
96005	71381							
96005	7588					5 000	5 000	
96005	7711					933 920		933 920
96005	772					10 696 460	9 962	10 686 498
96005	773					3 876 288		3 876 288
96005	7788					284 224		284 224
96006	60611		8 375		8 375			
96006	60622		96 867		96 867			
96006	60624		196 308		196 308			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96006	60626		79 411	79 411				
96006	60628		4 520	4 520				
96006	60631		29 184	29 184				
96006	60632		909 453	909 453				
96006	60634		352 070	352 070				
96006	60638		108 945	108 945				
96006	60641		785 587	82 404	703 183			
96006	60642		127 830		127 830			
96006	61351		132 000		132 000			
96006	61558		174 959		174 959			
96006	6161		28 865		28 865			
96006	617	1 500 000		1 500 000				
96006	6184	60 000		60 000				
96006	62268	400 000		400 000				
96006	6232	85 949		85 949				
96006	6236	221 965		221 965				
96006	6238	210 807		210 807				
96006	6241	558 588		558 588				
96006	62471	3 838 935	549 717	3 289 218				
96006	62472	96 656		96 656				
96006	6251	7 266 749	90 000	7 176 749				
96006	6262	82 609		82 609				
96006	6288	6 500		6 500				
96006	6558	31 642 301		31 642 301				
96006	6562	9 945 099		9 945 099				
96006	672	546 579		546 579				
96006	7588					120 000		120 000
96007	641111	147 151 287		147 151 287				
96007	641113	418 453 285		418 453 285				
96007	641117	64 223 572		64 223 572				
96007	641118	23 831 911		23 831 911				
96007	6419						3 171 625	3 171 625
96007	64511	35 256 842		35 256 842				
96007	64513	104 082 334		104 082 334				
96007	64518	5 675 192		5 675 192				
96007	6453	17 213 078		17 213 078				
96007	672	372 433		372 433				
96007	773						5 610 800	5 610 800
96008	60622	47 277	13 934	33 343				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
96008	60624		94 559		94 559			
96008	60626		206 252		206 252			
96008	60632		471 429		471 429			
96008	60634		136 188		136 188			
96008	60638		134 900		134 900			
96008	60641		337 401		337 401			
96008	60642		402 323		402 323			
96008	61352		135 000		135 000			
96008	615511		27 189		27 189			
96008	61558		105 272		105 272			
96008	6161		12 485		12 485			
96008	6182		39 955		39 955			
96008	6228		6 029 452	645 726	5 383 726			
96008	6236		443 092		443 092			
96008	6238		1 526 797		1 526 797			
96008	62471		224 545		224 545			
96008	62472		432 572		432 572			
96008	6251		462 740		462 740			
96008	6262		387 229	55 589	331 640			
96008	6288		83 726		83 726			
96008	672		230 001		230 001			
96008	7112							
96008	773					899 901		899 901
TOTAL CHAPITRE : 960		5 072 573 748	4 661 441 203	127 797 653	4 533 643 550	127 966 587	138 568 199	55 927
								138 512 272

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96101	60611		325 834	58 921	266 913			
96101	60612		9 769 039	1 411 025	8 358 014			
96101	60622		108 219	5 912	102 307			
96101	60623		48 150		48 150			
96101	60624		630 908		630 908			
96101	60626		335 572	12 092	323 480			
96101	60628		208 086	11 776	196 310			
96101	60631		21 836		21 836			
96101	60632		948 593	151 379	797 214			
96101	60634		293 509	15 222	278 287			
96101	60635		50 760		50 760			
96101	60638		157 670		157 670			
96101	60641		2 055 547	748 449	1 307 098			
96101	60642		643 403	15 432	627 971			
96101	6066		68 662		68 662			
96101	61351		1 416 247	56 334	1 359 913			
96101	61352		21 874 000		21 874 000			
96101	614		3 337 963	161 138	3 176 825			
96101	61522		150 097		150 097			
96101	615511		18 087		18 087			
96101	61558		2 762 574	253 406	2 509 168			
96101	6161		43 240		43 240			
96101	6182		366 011		366 011			
96101	6185		2 035 380		2 035 380			
96101	6225		945 000		945 000			
96101	62268		13 381 146	150 000	13 231 146			
96101	6241		38 697	10 000	28 697			
96101	62471		400 376		400 376			
96101	62472		88 272		88 272			
96101	6251		2 080 088	435 000	1 645 088			
96101	6262		2 542 000	262 100	2 279 900			
96101	6268		51 420		51 420			
96101	6283		2 203 966	117 570	2 086 396			
96101	6288		4 230 822		4 230 822			
96101	672		3 569 753		3 569 753			
96101	773						605 173	605 173
96102	60612		26 033 781	4 724 487	21 309 294			
96102	60622		156 168	46 732	109 436			
96102	60624		516 160		516 160			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96102	60626		47 374	47 374				
96102	60628		411 737	394 388				
96102	60631		78 405	78 405				
96102	60632		1 472 915	1 472 915				
96102	60634		1 468 317	1 468 317				
96102	60635		339 509	339 509				
96102	60638		521 749	169 709	352 040			
96102	60641		172 124	21 288	150 836			
96102	60642		783 000		783 000			
96102	60648		1 584 424	378 224	1 206 200			
96102	6066		8 757		8 757			
96102	6068		123 540		123 540			
96102	61351		544 639	31 442	513 197			
96102	61358		1 683 010		1 683 010			
96102	614		4 887 117		4 887 117			
96102	61522		810 395		810 395			
96102	61528		77 032		77 032			
96102	615511		482 780		482 780			
96102	61558		148 216 500	19 890 859	128 325 641			
96102	6161		50 860		50 860			
96102	6168		148 198		148 198			
96102	617		2 188 800		2 188 800			
96102	6182		1 496 141	245 078	1 251 063			
96102	6184		13 292 000	617 000	12 675 000			
96102	6185		1 763 215		1 763 215			
96102	62268		34 154 278		34 154 278			
96102	6228		15 336 240	2 317 128	13 019 112			
96102	6231		255 035		255 035			
96102	6233		93 480		93 480			
96102	6236		28 728		28 728			
96102	6241		355 733	97 780	257 953			
96102	62458		29 745		29 745			
96102	62472		552 872	199 524	353 348			
96102	6251		894 197	463 500	430 697			
96102	6261		50 000		50 000			
96102	6262		4 341 679	345 326	3 996 353			
96102	6268		168 595 270	12 272 436	156 322 834			
96102	6281		53 699		53 699			
96102	6283		2 135 128	139 536	1 995 592			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96102	6288		62 641 078	8 411 780	54 229 298			
96102	629		224 423 940	52 195 315	172 228 625	9 978		9 978
96102	6581		161 290		161 290			
96102	6588		2 163 012		2 163 012			
96102	672							
96102	7064					68 095 795		67 656 345
96102	70831					490 080 045		490 080 045
96102	7711					1 059 640		1 059 640
96102	772					325 000		325 000
96102	773					1 951 900		1 951 900
96104	60611		1 176 644	172 606	1 004 038			
96104	60612		9 846 944	2 690 238	7 156 706			
96104	60621		37 344		37 344			
96104	60622		1 057 985	127 649	930 336			
96104	60624		1 190 409	9 785	1 180 624			
96104	60625							
96104	60626		19 115 167	575 872	18 539 295			
96104	60628		3 401 379		3 401 379			
96104	60631		2 436 664		2 436 664			
96104	60632		1 096 966	63 455	1 033 511			
96104	60634		224 502		224 502			
96104	60635		2 860 369		2 860 369			
96104	60638		13 003 664	695 536	12 308 128			
96104	60641		849 449		849 449			
96104	60642		478 038		478 038			
96104	6066		7 263		7 263			
96104	61351		1 489 832		1 489 832			
96104	61521		4 100 701		4 100 701			
96104	61522		56 130 018	7 066 229	49 063 789			
96104	61523		96 880		96 880			
96104	61528		7 131 993	44 460	7 087 533			
96104	615511		197 719	38 070	159 649			
96104	61552		176 540		176 540			
96104	61558		23 972 003	1 980 711	21 991 292			
96104	617		1 290 594		1 290 594			
96104	6182		650 462	153 677	496 785			
96104	6184		48 906		48 906			
96104	62268		1 504 850	119 700	1 385 150			
96104	6227		1 034 400		1 034 400			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)	
S-Chapitre	Article								
96104	6228		44 999	44 999					
96104	6231		1 345 905	1 345 905					
96104	6238		51 000	51 000					
96104	6241		19 186	19 186					
96104	62472		185 760	2 680	183 080				
96104	6251		1 021 531	205 631	815 900				
96104	6262		1 442 810	367 118	1 075 692				
96104	6268		79 300	6 100	73 200				
96104	6283		3 291 581	433 775	2 857 806				
96104	6288		34 107 525	463 280	33 644 245				
96104	6581		928 860		928 860				
96104	672		5 825 843		5 825 843				
96104	722					7 884 442		7 884 442	
96104	7711					604 637		604 637	
96104	773					320 920		320 920	
96105	60624		37 890		37 890				
96105	60628		211 358		211 358				
96105	60632		10 887 000	980 616	9 906 384				
96105	60634		1 660 096	207 090	1 453 006				
96105	60638		1 528 020	100 737	1 427 283				
96105	60641		16 941		16 941				
96105	60642		490 225		490 225				
96105	6066		142 000		142 000				
96105	61558		551 339	182 156	369 183				
96105	6268		116 709	92 793	23 916				
96105	6288		1 155 982	60 551	1 095 431				
96105	6481		564 500		564 500				
96105	6581		3 810 831	1 690 593	2 120 238				
96105	672		9 112		9 112				
96105	7711					553 956		553 956	
96105	773					8 775		8 775	
TOTAL CHAPITRE : 961		1 342 131 555	1 026 958 966	125 041 357	901 917 609	687 000 000	571 500 261	439 450	571 060 811

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96201	60611		349 761	31 608	318 153			
96201	60612		14 843 169	4 230 152	10 613 017			
96201	60622		249 254	57 314	191 940			
96201	60623		18 230		18 230			
96201	60624		1 178 983	186 098	992 885			
96201	60626		204 320		204 320			
96201	60628		94 235	13 999	80 236			
96201	60631		3 272		3 272			
96201	60632		2 714 555	2 114 070	600 485			
96201	60634		81 315		81 315			
96201	60638		482 344	174 621	307 723			
96201	60641		3 316 227	200 864	3 115 363			
96201	60642		3 802 823	171 240	3 631 583			
96201	60648		2 775		2 775			
96201	6068		15 155		15 155			
96201	6132		63 441 248	7 179 000	56 262 248			
96201	61351		2 142 395	245 943	1 896 452			
96201	61352		23 919 500		23 919 500			
96201	61358		18 000		18 000			
96201	614		5 268 563	548 225	4 720 338			
96201	61522		1 029 435		1 029 435			
96201	61528		274 708		274 708			
96201	615511		409 968	322 621	87 347			
96201	61558		2 500 292	189 701	2 310 591			
96201	6161		52 197		52 197			
96201	6168		37 455		37 455			
96201	6182		940 914		940 914			
96201	6184		57 790 773	14 723 688	43 067 085			
96201	6185		6 102 451	1 903 528	4 198 923			
96201	619						651 110	651 110
96201	62268		6 351 071	3 257 757	3 093 314			
96201	6227		1 742 004	128 346	1 613 658			
96201	6228		97 416 541	5 085 910	92 330 631			
96201	6231		214 854		214 854			
96201	6236		53 940		53 940			
96201	6241		308 665		308 665			
96201	62472		7 479 029	1 140 301	6 338 728			
96201	6251		13 140 275	3 437 175	9 703 100			
96201	6261		330 000		330 000			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96201	6262		3 588 321	488 594	3 099 727			
96201	6268		475 679	69 200	406 479			
96201	6283		6 844 487	537 116	6 307 371			
96201	6288		86 990 778	23 945 846	63 044 932			
96201	629						2 939 053	2 939 053
96201	641117		11 594 644	637 243	10 957 401			
96201	672		7 325 680		7 325 680			
96201	772						720 000	720 000
96201	773						5 845 058	5 845 058
96202	6227		14 089 004		14 089 004			
96202	62471		36 996 193	626 138	36 370 055			
96202	62472		3 240 817	262 314	2 978 503			
96202	6255		84 108 431	7 026 368	77 082 063			
96202	641111		16 081 951 321	6 661 008	16 075 290 313			
96202	641112		2 905 305 019	424 347	2 904 880 672			
96202	641113		107 091 984		107 091 984			
96202	641114		63 910 792		63 910 792			
96202	641115		507 601 065	10 304 649	497 296 416			
96202	641116		150 773 424		150 773 424			
96202	641117		656 383 163	168 920	656 214 243			
96202	641118		339 441 440		339 441 440			
96202	641121		125 708 222	3 266 902	122 441 320			
96202	641122		34 068 678	978 521	33 090 157			
96202	641125		4 277 757		4 277 757			
96202	641126		473 807		473 807			
96202	641127		100 596		100 596			
96202	641128		61 844		61 844			
96202	64131		3 633 257 842	13 920 939	3 619 336 903			
96202	64132		472 292 231	435 517	471 856 714			
96202	6419						276 913 188	401 585
96202	64511		4 619 195 785	1 789 278	4 617 406 507			276 511 603
96202	64512		821 094 252	248 058	820 846 194			
96202	64514		19 352 025		19 352 025			
96202	64515		18 794 030		18 794 030			
96202	64516		46 874 039		46 874 039			
96202	64517		1 176 778 661	2 137 525	1 174 641 136			
96202	64518		61 200 605		61 200 605			
96202	6453		196 126 373	1 500 553	194 625 820			
96202	6458		113 776 585	19 745 149	94 031 436			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)	
S-Chapitre	Article								
96202	6459					872 445		872 445	
96202	6475		20 484 406	1 340 480	19 143 926				
96202	6481		60 409 571		60 409 571				
96202	672		271 358 186	7 699	271 350 487				
96202	673		246 626		246 626				
96202	6815		500 000 000		500 000 000				
96202	721					113 848 920		113 848 920	
96202	722					59 546 459		59 546 459	
96202	74711					546 181 384		546 181 384	
96202	74718					164 110 821		164 110 821	
96202	773					372 428 583	172 576	372 256 007	
96202	7788					132 433 705		132 433 705	
96202	7815					50 000 000		50 000 000	
TOTAL CHAPITRE : 962		33 951 561 507	33 581 965 059	141 864 525	33 440 100 534	1 403 167 205	1 726 490 726	574 161	1 725 916 565

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
96301	60622		33 062	492	32 570			
96301	60624		252 155		252 155			
96301	60626		158 511		158 511			
96301	60632		351 111		351 111			
96301	60634		85 001		85 001			
96301	60638		100 599	57 000	43 599			
96301	60641		382 705	170 883	211 822			
96301	60642		284 949		284 949			
96301	6066		46 787		46 787			
96301	61351		878 776	80 394	798 382			
96301	61352		270 000		270 000			
96301	61522		118 000		118 000			
96301	615511		112 675		112 675			
96301	61558		32 114		32 114			
96301	6161		24 857		24 857			
96301	6182		915 673		915 673			
96301	6236		203 829		203 829			
96301	62471		449 796		449 796			
96301	62472		919 743	2 680	917 063			
96301	6251		1 594 710	3 045	1 591 665			
96301	6261		82 000		82 000			
96301	6262		79 000	7 900	71 100			
96301	6268		2 500		2 500			
96301	6281		1 909 308		1 909 308			
96301	6283		45 200		45 200			
96301	6552		19 138 592 899		19 138 592 899			
96301	672		1 028		1 028			
96301	6815		2 783 209 973		2 783 209 973			
96301	7815					1 276 522 899		1 276 522 899
96302	60611		109 325	32 595	76 730			
96302	60612		228 640	228 640				
96302	60622		302 454	2 969	299 485			
96302	60623		4 719		4 719			
96302	60624		473 026		473 026			
96302	60626		16 570		16 570			
96302	60628		33 650		33 650			
96302	60631		6 000		6 000			
96302	60632		877 335		877 335			
96302	60634		77 173		77 173			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96302	60635		185 320	185 320				
96302	60638		829 314	829 314				
96302	60641		636 496	636 496				
96302	60642		29 248	29 248				
96302	61351		224 731	52 651	172 080			
96302	61528		12 000		12 000			
96302	615511		33 098		33 098			
96302	61558		14 250		14 250			
96302	6161		49 940		49 940			
96302	6184		120 000		120 000			
96302	6234		190 600	164 000	26 600			
96302	6238		298 970		298 970			
96302	6241		71 936	5 600	66 336			
96302	62472		4 920 340	270 418	4 649 922			
96302	6251		2 199 840	253 380	1 946 460			
96302	6255		265 000	265 000				
96302	6261		61 687		61 687			
96302	6262		1 351 841	223 841	1 128 000			
96302	6268		1 037 820	85 200	952 620			
96302	6283		193 230	17 100	176 130			
96302	63512		71 462		71 462			
96302	65211		456 740		456 740			
96302	65281		1 766 814 846	814 558 988	952 255 858			
96302	672		34 851 952		34 851 952			
96302	773					664 598 949		664 598 949
96303	60611		102 208		102 208			
96303	60612		978 648		978 648			
96303	60641		54 644		54 644			
96303	6132		34 669 678		34 669 678			
96303	61351		587 933	278 617	309 316			
96303	61558		2 721 468	147 761	2 573 707			
96303	617		3 000 000	3 000 000				
96303	6182		66 229	66 229				
96303	62268		1 516 200	1 516 200				
96303	62471		367 816		367 816			
96303	62472		165 826		165 826			
96303	6251		998 120		998 120			
96303	6262		102 208		102 208			
96303	6281		48 000 000		48 000 000			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96303	6288		347 571		347 571			
96303	657458		8 000 000	4 000 000	4 000 000			
96303	65748		49 000 000	49 000 000				
96303	721							
96303	773							
96304	60622		891 000	891 000				
96304	60628		95 000	95 000				
96304	674352		150 000 000		150 000 000			
96305	60611		2 312 598	468 240	1 844 358			
96305	60612		8 857 504	640 609	8 216 895			
96305	60624		1 892 246		1 892 246			
96305	60626		2 548 620		2 548 620			
96305	60628		5 382 165		5 382 165			
96305	60631		67 433		67 433			
96305	60634		10 290		10 290			
96305	60635		316 040		316 040			
96305	60638		1 296 663		1 296 663			
96305	60641		80 313		80 313			
96305	60642		157 950		157 950			
96305	61351		222 031		222 031			
96305	61521		3 438 862	54 720	3 384 142			
96305	61522		7 971 302	233 595	7 737 707			
96305	61524		92 100		92 100			
96305	61528		6 011 926	315 528	5 696 398			
96305	615511		377 702		377 702			
96305	61552		868 338		868 338			
96305	61558		6 484 945	662 340	5 822 605			
96305	6168		242 315		242 315			
96305	62268		575 045		575 045			
96305	6251		6 207 285	297 507	5 909 778			
96305	6262		17 518	17 518				
96305	6282		59 628 843	4 596 138	55 032 705			
96305	6283		21 113 640	1 614 240	19 499 400			
96305	6288		14 999 218	798 930	14 200 288			
96305	6581		73 450		73 450			
96305	672		9 600		9 600			
96305	678		117 804		117 804			
TOTAL CHAPITRE : 963		23 967 939 096	24 201 224 809	885 176 948	23 316 047 861	1 306 522 899	1 943 392 444	1 943 392 444

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96401	60611		3 606 101	7 283	3 598 818			
96401	60612		2 622 779	250 448	2 372 331			
96401	60624		435 836		435 836			
96401	60626		702 829		702 829			
96401	60628		2 718 578		2 718 578			
96401	60631		60 679		60 679			
96401	60632		63 531		63 531			
96401	60635		174 922		174 922			
96401	60638		3 823 509		3 823 509			
96401	6096						22 395	22 395
96401	61351		452 153		452 153			
96401	61521		118 238 959	16 858 685	101 380 274			
96401	61522		8 427 352	47 605	8 379 747			
96401	61523		483 584		483 584			
96401	61524		13 385 422	2 888 190	10 497 232			
96401	61528		110 044		110 044			
96401	61558		452 316		452 316			
96401	6168		1 428 850		1 428 850			
96401	617		655 500		655 500			
96401	62268		2 536 530		2 536 530			
96401	6227		17 347		17 347			
96401	6231		523 735		523 735			
96401	6241		176 460	18 780	157 680			
96401	62472		1 064 809	5 080	1 059 729			
96401	6251		998 825	11 718	987 107			
96401	6282		25 569 407	1 344 041	24 225 366			
96401	6283		48 848 361	3 801 281	45 047 080			
96401	6288		15 865 800	212 100	15 653 700			
96401	6711		135 300		135 300			
96401	6718		16 500		16 500			
96401	672		9 319 436		9 319 436			
96401	7711						338 335	338 335
96401	773						6 361	6 361
96402	60612		1 297 766	13 179	1 284 587			
96402	60622		540 808	42 986	497 822			
96402	60624		234 955		234 955			
96402	60631		39 989		39 989			
96402	60632		362 273		362 273			
96402	60634		403 027		403 027			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96402	60635			193 096				
96402	60638			28 900				
96402	60641			906 537				
96402	6132			3 671 229				
96402	61351			2 668 640	216 507			
96402	61352			5 120 500				
96402	614			6 979 961				
96402	61522			598 209	26 357			
96402	615511			808 345	8 328			
96402	61558			116 730				
96402	6161			4 609				
96402	6168			222 959				
96402	617			9 910 100				
96402	6182			346 142				
96402	6184			340 000				
96402	62268			19 283 850	4 676 850			
96402	6228			4 880 100	1 299 600			
96402	6231			2 201 762				
96402	6241			29 426				
96402	62472			1 244 972	86 900			
96402	6251			1 214 862	33 018			
96402	6261			137 100	88 000			
96402	6262			2 263 938	176 444			
96402	6268			280 780	14 700			
96402	6283			1 507 485	102 900			
96402	6288			2 723 088	1 821 366			
96402	65218			700 000				
96402	6522			7 024 125	459 125			
96402	657348A			22 000 000				
96402	657452			14 000 000				
96402	6581			407 892				
96402	672			1 200 810				
96402	7087						4 995	4 995
96402	773						68 641	68 641
96402	7788						43 947	43 947
96403	6228			24 851 610				
96403	6522			61 777 800	25 000 000			
96403	657328			11 000 000	11 000 000			
96403	657451A			495 000 000				
				495 000 000				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96403	657452		120 463 000	1 669 000	118 794 000			
96403	657458		27 483 250		27 483 250			
96403	6744		1 149 475 000	55 000 000	1 094 475 000			
96403	773					10 874 915		10 874 915
TOTAL CHAPITRE : 964		2 246 837 550	2 268 861 079	127 180 471	2 141 680 608	6 777 800	11 359 589	11 359 589

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96501	60611		4 317 505	538 435	3 779 070			
96501	60612		33 918 929	3 862 831	30 056 098			
96501	60621		518 917		518 917			
96501	60622		19 234 684	1 414 364	17 820 320			
96501	60623		61 984		61 984			
96501	60624		19 486 983	2 565 937	16 921 046			
96501	60625		238 065		238 065			
96501	60626		12 020 204	129 331	11 890 873			
96501	60628		29 292 087	1 691 292	27 600 795			
96501	60631		3 063 299	91 889	2 971 410			
96501	60632		3 870 512		3 870 512			
96501	60634		685 249		685 249			
96501	60635		11 247 339	1 459 447	9 787 892			
96501	60638		16 618 770	3 685 269	12 933 501			
96501	60641		7 285 322	323 229	6 962 093			
96501	60642		2 969 766	156 952	2 812 814			
96501	6066		607 799	2 534	605 265			
96501	6096							
96501	6132		21 449 951		21 449 951			
96501	61351		8 989 793	851 000	8 138 793			
96501	61352		28 608 404		28 608 404			
96501	61358		661 957	133 900	528 057			
96501	61521		6 887 629	591 760	6 295 869			
96501	61522		2 181 901	1 637 885	544 016			
96501	61523		4 467 250		4 467 250			
96501	61524		248 600		248 600			
96501	61528		3 534 393	248 866	3 285 527			
96501	615511		5 713 211	1 138 634	4 574 577			
96501	615512		1 191 116		1 191 116			
96501	615518		894 927		894 927			
96501	61552		1 261 015		1 261 015			
96501	61558		15 616 186	4 143 067	11 473 119			
96501	6161		3 648 035	1 149 996	2 498 039			
96501	617		15 831 816	1 037 504	14 794 312			
96501	6182		854 156	104 413	749 743			
96501	6184		1 148 114	110 000	1 038 114			
96501	6185		7 067 698		7 067 698			
96501	62268		87 773 139	18 278 760	69 494 379			
96501	6228		11 896 235		11 896 235			

36

36

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96501	6231	681 255	399 000	282 255				
96501	6236	11 478 750	2 952 926	8 525 824				
96501	6238	5 995 043	2 063 526	3 931 517				
96501	6241	7 603 902	1 016 210	6 587 692				
96501	62458	684 220	684 220					
96501	6246	3 500		3 500				
96501	62471	2 858 425		2 858 425				
96501	62472	16 547 932	1 376 653	15 171 279				
96501	6248	67 935		67 935				
96501	6251	34 662 046	2 636 225	32 025 821				
96501	6255	115 000		115 000				
96501	6261	433 000	223 000	210 000				
96501	6262	12 548 864	1 788 270	10 760 594				
96501	6268	3 470 690	799 565	2 671 125				
96501	627	15 203		15 203				
96501	6283	6 998 486	425 450	6 573 036				
96501	6288	36 913 888	8 638 743	28 275 145				
96501	6354	6 000	6 000					
96501	65211	118 841	118 841					
96501	6524	1 382 111 494	103 091 502	1 279 019 992				
96501	6568	460 000		460 000				
96501	657323	7 704 800		7 704 800				
96501	657351	350 000 000		350 000 000				
96501	657445	1 413 000	1 413 000					
96501	657455	148 436 136	29 572 586	118 863 550				
96501	6581	175 309		175 309				
96501	6718	641 482		641 482				
96501	672	17 608 210		17 608 210				
96501	674351	255 000 000		255 000 000				
96501	6744	580 000 000		580 000 000				
96501	678	100 000		100 000				
96501	7021				3 013 230			3 013 230
96501	7028				11 697 256			11 697 256
96501	7068				49 503 790			49 418 377
96501	707				590 000			590 000
96501	7088				13 820			13 820
96501	7112							
96501	71332							
96501	721				4 341 023			4 341 023

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96501	722					18 279 075		18 279 075
96501	7588					17 753 006		17 753 006
96501	772					19 750 258		19 725 258
96501	773					582 197 209		582 197 209
96502	60611	66 380		66 380				
96502	60622	6 848 058	631 452	6 216 606				
96502	60624	5 042 826		5 042 826				
96502	60626	392 507		392 507				
96502	60628	32 943 007	473 396	32 469 611				
96502	60631	831 196		831 196				
96502	60632	59 380		59 380				
96502	60635	1 489 934		1 489 934				
96502	60638	1 743 862		1 743 862				
96502	60641	301 187		301 187				
96502	61358	13 000		13 000				
96502	61524	3 499 210	598 500	2 900 710				
96502	61528	1 525 189	93 930	1 431 259				
96502	615511	5 546 762	3 610 851	1 935 911				
96502	61552	1 186 382		1 186 382				
96502	61558	529 966		529 966				
96502	617	1 923 455	1 923 455					
96502	62268	11 463 979	2 601 091	8 862 888				
96502	6228	598 500		598 500				
96502	6231	62 417		62 417				
96502	6241	1 071 500	2 600	1 068 900				
96502	62472	837 059	7 280	829 779				
96502	6248	20 000		20 000				
96502	6251	2 073 818	118 042	1 955 776				
96502	6268	61 125	61 125					
96502	6283	20 000		20 000				
96502	6288	3 865 196		3 865 196				
96502	6581	147 888		147 888				
96502	672	1 878 881		1 878 881				
96502	7022					11 493 245		11 493 245
96502	721					295 740		295 740
96502	722					598 390		598 390
96502	772					1 962 690		1 962 690
96502	773					169 445		169 445
96503	60611	80 256	23 279	56 977				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96503	60612		29 249 647	4 462 000	24 787 647			
96503	60621		34 317		34 317			
96503	60622		7 193 621	356 480	6 837 141			
96503	60624		2 410 551	9 350	2 401 201			
96503	60626		5 805 089		5 805 089			
96503	60628		13 418 342	1 292 281	12 126 061			
96503	60631		257 895		257 895			
96503	60632		856 022		856 022			
96503	60634		785 996	664 000	121 996			
96503	60635		2 270 555		2 270 555			
96503	60638		6 306 170	90 848	6 215 322			
96503	60641		1 667 224	5 148	1 662 076			
96503	60642		123 529		123 529			
96503	6066		292 356		292 356			
96503	6132		49 999 201	2 950 750	47 048 451			
96503	61351		3 182 369	134 272	3 048 097			
96503	61352		13 592 393		13 592 393			
96503	61358		120 000		120 000			
96503	614		3 150 000	1 600 000	1 550 000			
96503	61521		2 300 973	195 966	2 105 007			
96503	61522		1 850 881	179 292	1 671 589			
96503	61528		138 890		138 890			
96503	615511		733 899		733 899			
96503	615512		1 023 553	280 797	742 756			
96503	615518		151 470		151 470			
96503	61552		364 550		364 550			
96503	61558		8 765 716	872 389	7 893 327			
96503	6161		191 846		191 846			
96503	6168		4 026 347		4 026 347			
96503	617		72 321 576	8 345 694	63 975 882			
96503	6182		481 586		481 586			
96503	6184		1 238 864		1 238 864			
96503	6185		1 283 981		1 283 981			
96503	62268		34 705 316		34 705 316			
96503	6228		76 234 197	19 598 033	56 636 164			
96503	6231		6 816 455	266 701	6 549 754			
96503	6234		212 000	212 000				
96503	6236		2 108 490	108 870	1 999 620			
96503	6238		6 222 996		6 222 996			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96503	6241		6 648 796	684 351	5 964 445			
96503	62471		1 636 457		1 636 457			
96503	62472		6 999 537	70 103	6 929 434			
96503	6251		19 807 541	703 956	19 103 585			
96503	6255		66 780		66 780			
96503	6261		383 146		383 146			
96503	6262		286 075	21 703	264 372			
96503	6268		1 224 692	182 601	1 042 091			
96503	6282		15 022 710	1 163 963	13 858 747			
96503	6283		3 512 068	240 733	3 271 335			
96503	6288		109 521 231	23 851 436	85 669 795			
96503	629							
96503	6475		4 600		4 600			
96503	6523		138 711 168	43 321 312	95 389 856			
96503	6558		1 692 721		1 692 721			
96503	657358		25 000 000	25 000 000				
96503	657444D		980 000	980 000				
96503	657458		7 643 449		7 643 449			
96503	6581		69 287	69 287				
96503	6588		276 624		276 624			
96503	6718		77 783		77 783			
96503	672		3 080 425		3 080 425			
96503	7028							
96503	722							
96503	7588							
96503	772							
96503	773							
96503	7788							
96504	60611		44 927		44 927			
96504	60612		12 809 986	1 881 099	10 928 887			
96504	60622		3 076 864	36 535	3 040 329			
96504	60624		2 193 452	135 500	2 057 952			
96504	60625		2 290		2 290			
96504	60626		184 557	8 892	175 665			
96504	60628		3 154 659	2 794	3 151 865			
96504	60631		196 676		196 676			
96504	60632		1 352 941	3 195	1 349 746			
96504	60634		633 132		633 132			
96504	60635		1 472 108	1 161 126	310 982			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96504	60638		5 137 814	170 064	4 967 750			
96504	60641		910 557	52 333	858 224			
96504	60642		325 095		325 095			
96504	6132	24 983 825		2 009 165	22 974 660			
96504	61351		27 120		27 120			
96504	61358		2 000		2 000			
96504	614	520 000		40 000	480 000			
96504	61522		227 106		227 106			
96504	615511		135 677		135 677			
96504	615512		291 860		291 860			
96504	61558	6 792 797		1 468 702	5 324 095			
96504	6161		37 455		37 455			
96504	6168		797 272		589 349			
96504	617	90 216 863		17 454 116	72 762 747			
96504	6182		1 316 230		675 538			
96504	6184		2 090 000		2 090 000			
96504	6185		1 121 007		1 121 007			
96504	62268		4 631 050		4 175 050			
96504	6228		90 400		90 400			
96504	6231		1 712 843		1 712 843			
96504	6236		332 990		332 990			
96504	6238		589 518		589 518			
96504	6241	2 561 904		83 514	2 478 390			
96504	62471		86 500		86 500			
96504	62472		2 500 057		2 460 313			
96504	6251		7 271 860		6 156 000			
96504	6261		706 182		587 139			
96504	6262		4 163 901		3 583 242			
96504	6268		426 958		420 858			
96504	6283		1 577 805		1 444 450			
96504	6288	91 768 270		8 407 672	83 360 598			
96504	6475		39 548		39 548			
96504	6581		398 454		358 324			
96504	672		533 818		533 818			
96504	7068					87 824		87 824
96504	7581					48 919 016		48 919 016
96504	772					3 634 804		3 634 804
96504	773					695 153		695 153
96505	60611		156 003	47 800	108 203			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
96505	60612		1 206 725	171 466	1 035 259			
96505	60622		48 538		48 538			
96505	60623		24 192		24 192			
96505	60624		56 078		56 078			
96505	60628		71 879		71 879			
96505	60632		957 692	524 080	433 612			
96505	60634		39 990		39 990			
96505	60635		53 100		53 100			
96505	60638		55 590		55 590			
96505	60641		543 499	166 957	376 542			
96505	60642		183 557		183 557			
96505	61351		158 844	6 300	152 544			
96505	61352		1 843 500		1 843 500			
96505	61358		94 348	17 824	76 524			
96505	61522		336 564		336 564			
96505	615511		200 155	109 284	90 871			
96505	61558		248 820	153 900	94 920			
96505	6161		44 912		44 912			
96505	6168		329 262		329 262			
96505	617		421 800		421 800			
96505	6182		50 000	50 000				
96505	6184		75 159		75 159			
96505	6185		5 000		5 000			
96505	62268		4 748 941	1 883 826	2 865 115			
96505	6227		50 600		50 600			
96505	6228		500 000	500 000				
96505	6231		1 426 828	411 152	1 015 676			
96505	6232		689 522	99 522	590 000			
96505	6233		27 443 487	90 000	27 353 487			
96505	6236		5 289 314	591 666	4 697 648			
96505	6238		8 629 726	2 136 836	6 492 890			
96505	6241		1 202		1 202			
96505	62472		205 941		205 941			
96505	6251		222 600		222 600			
96505	6261		105 272	24 000	81 272			
96505	6262		1 476 091	97 261	1 378 830			
96505	6268		5 800		5 800			
96505	6283		506 687		506 687			
96505	6288		9 201 754	1 853 750	7 348 004			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96505	629				8 483 240			460	460
96505	6522		8 483 240		8 483 240				
96505	657443		49 536 360	7 280 000	42 256 360				
96505	6588		4 181 418	997 980	3 183 438				
96505	672		3 831 518		3 831 518				
96505	74718						3 579 952		3 579 952
96505	773						997 325		997 325
TOTAL CHAPITRE : 965		4 455 397 428	4 484 061 060	404 080 146	4 079 980 914	881 626 545	844 435 315	110 413	844 324 902

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96601	60611		3 535 621	529 298	3 006 323			
96601	60612		3 760 068	627 034	3 133 034			
96601	60622		407 170	67 623	339 547			
96601	60624		523 192		523 192			
96601	60628		21 162		21 162			
96601	60632		437 353		437 353			
96601	60634		26 316		26 316			
96601	60635		57 161		57 161			
96601	60638		717 786		717 786			
96601	60641		1 806 766		1 806 766			
96601	60642		252 368		252 368			
96601	6066		25 547		25 547			
96601	6068		9 900		9 900			
96601	61351		2 002 765	300 960	1 701 805			
96601	61352		8 144 500		8 144 500			
96601	61522		655 094	219 450	435 644			
96601	61528		642 768		642 768			
96601	615511		98 120		98 120			
96601	61558		5 016 383	862 520	4 153 863			
96601	6161		6 408		6 408			
96601	6168		117 160		117 160			
96601	6182		2 293 193	777 446	1 515 747			
96601	6184		69 000		69 000			
96601	6185		8 768 803	4 384 402	4 384 401			
96601	6228		3 680 878		3 680 878			
96601	6231		3 351 947	171 000	3 180 947			
96601	6238		8 501 654	7 051 969	1 449 685			
96601	6241		11 324		11 324			
96601	62471		189 300		189 300			
96601	62472		1 279 934		1 279 934			
96601	6251		2 767 033	254 380	2 512 653			
96601	6261		3 956 680	40 100	3 916 580			
96601	6262		1 648 450	133 249	1 515 201			
96601	6268		358 470		358 470			
96601	6281		10 000		10 000			
96601	6283		5 418 881	286 481	5 132 400			
96601	6288		5 386 060	705 475	4 680 585			
96601	629					1 908		1 908
96601	6555		24 000 000		24 000 000			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96601	6556G	200 000 000		200 000 000				
96601	6556H	2 144 000 000		2 144 000 000				
96601	657362	465 000 000		465 000 000				
96601	657468	3 264 578	976 400	2 288 178				
96601	6581	211 812		211 812				
96601	6588	159 600	159 600					
96601	672	686 886		686 886				
96601	7581					15 680 000		15 680 000
96601	772					30 828 082		30 828 082
96601	773					4 318 011		4 318 011
96602	60624	34 267		34 267				
96602	60628	17 784		17 784				
96602	60632	152 160		152 160				
96602	60638	228 980		228 980				
96602	60641	448 201		448 201				
96602	60642	12 739		12 739				
96602	61351	455 808		455 808				
96602	61352	483 679		483 679				
96602	61528	23 940		23 940				
96602	61558	115 995		115 995				
96602	6161	24 858		24 858				
96602	6185	295 228		295 228				
96602	62268	6 551 360		6 551 360				
96602	6228	729 600		729 600				
96602	6231	1 097 137		1 097 137				
96602	6236	558 600	558 600					
96602	6241	101 028		101 028				
96602	62471	144 229		144 229				
96602	62472	33 725		33 725				
96602	6251	150 000		150 000				
96602	6262	381 814	28 787	353 027				
96602	6268	5 800		5 800				
96602	6283	379 003		379 003				
96602	6288	3 152 305		3 152 305				
96602	657368	7 805 315		7 805 315				
96602	65739					5 421 907		5 421 907
96602	657468	15 000 000	15 000 000					
96602	672	16 670 138		16 670 138				
96603	6288	7 972 696		7 972 696				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT

DEPENSES

RECETTES

Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96603	6525		501 102 800	72 777 900	428 324 900				
96603	6527		113 910 880	41 289 040	72 621 840				
96603	657368		15 000 000	15 000 000					
96603	657462		72 253 200		72 253 200				
96603	657468		11 813 968	11 813 968					
96603	672		7 348 158		7 348 158				
96603	6744		17 300 000	17 300 000					
96603	773						60 293 775	4 063 613	56 230 162
96604	65288		1 021 353 090	23 223 750	998 129 340				
96605	62268		73 219 009	28 219 009	45 000 000				
96605	773						11 885 511		11 885 511
96606	627		9 600		9 600				
96606	666		4 140		4 140				
96606	673		78 760		78 760				
96606	7541					7 050 746			7 050 746
96606	7542					7 088 307			7 088 307
96606	7546					128 170 954			128 063 554
96606	772					13 631 967			13 631 967
96606	7788					26 156			26 156
TOTAL CHAPITRE : 966		5 070 263 777	4 809 698 085	242 758 441	4 566 939 644	177 000 000	284 397 324	4 171 013	280 226 311

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96701	60612		5 155 654	955 654	4 200 000			
96701	60622		126 773	21 773	105 000			
96701	60624		487 168	18 855	468 313			
96701	60628		61 006		61 006			
96701	60631		23 980		23 980			
96701	60632		488 461	45 600	442 861			
96701	60635		515 928		515 928			
96701	60638		337 897	226 395	111 502			
96701	60641		732 737	6 235	726 502			
96701	60642		773 503		773 503			
96701	6132	26 386 800			26 386 800			
96701	61351	2 738 049		244 523	2 493 526			
96701	61352	4 035 000			4 035 000			
96701	614	2 401 200			2 401 200			
96701	61522	34 881			34 881			
96701	615511	115 015		19 820	95 195			
96701	61558	2 167 022		1 125 180	1 041 842			
96701	6161	79 818			79 818			
96701	6168	182 875			182 875			
96701	6182	1 931 923		486 577	1 445 346			
96701	6184	1 112 150			1 112 150			
96701	6185	405 720		327 500	78 220			
96701	6228	8 677 267		8 677 267				
96701	6236	861 958		592 800	269 158			
96701	6238	109 440			109 440			
96701	6241	42 915			42 915			
96701	62471	158 768			158 768			
96701	62472	740 502			740 502			
96701	6251	2 004 177			2 004 177			
96701	6261	40 392			40 392			
96701	6262	1 685 868		185 868	1 500 000			
96701	6268	5 800			5 800			
96701	6283	1 717 656			1 717 656			
96701	6288	4 021 146		752 140	3 269 006			
96701	657323	375 000		375 000				
96701	657421	21 747 678		2 747 678	19 000 000			
96701	65748	22 500 000		7 500 000	15 000 000			
96701	6581	162 450			162 450			
96701	672	192 628			192 628			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96701	7082					24 923		24 923
96701	74718					13 020 385		13 020 385
96701	7581					14 316 750		14 316 750
96701	772					6 180 842		6 180 842
96701	773					2 196 869		2 196 869
96702	60611	47 112	11 622	35 490				
96702	60612	10 045 168	8 315	10 036 853				
96702	60622	550 397	33 461	516 936				
96702	60623	546 037		546 037				
96702	60624	1 259 912		1 259 912				
96702	60626	34 440		34 440				
96702	60628	175 251		175 251				
96702	60632	1 614 721		1 614 721				
96702	60634	580 674		580 674				
96702	60635	34 160		34 160				
96702	60638	1 049 267		1 049 267				
96702	60641	2 366 060		2 366 060				
96702	60642	1 945 165		1 945 165				
96702	6066	78 320		78 320				
96702	6132	50 604 600		50 604 600				
96702	61351	6 972 387	424 348	6 548 039				
96702	614	4 761 900		4 761 900				
96702	61522	4 776 725	182 515	4 594 210				
96702	615511	320 251		320 251				
96702	61558	12 332 520		12 332 520				
96702	6161	117 273		117 273				
96702	6168	2 988 850		2 988 850				
96702	6182	36 310		36 310				
96702	6184	3 765 460		3 765 460				
96702	6185	1 154 245		1 154 245				
96702	62268	159 900		159 900				
96702	6231	9 430 334		9 430 334				
96702	6236	619 240		619 240				
96702	6238	294 714		294 714				
96702	6241	118 262	9 750	108 512				
96702	62472	1 521 978		1 521 978				
96702	6251	1 928 967	132 825	1 796 142				
96702	6261	1 469 200		1 469 200				
96702	6262	4 072 500		4 072 500				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96702	6268		4 057 500	4 057 500				
96702	6281		4 500	4 500				
96702	6282		3 446 167	3 446 167				
96702	6283		5 905 376	370 961	5 534 415			
96702	6288		6 682 551	482 118	6 200 433			
96702	65212		5 297 873 008		5 297 873 008			
96702	6529					23 960 676		23 960 676
96702	657428		1 950 768	1 950 768				
96702	6581		3 132 987	2 390 613	742 374			
96702	672		178 339 414		178 339 414			
96702	673		16 667		16 667			
96702	773					17 667 645	75 900	17 591 745
96703	60611		107 860		107 860			
96703	60612		5 037 022	1 732 808	3 304 214			
96703	60622		11 405	9 443	1 962			
96703	60623		287 072	110 322	176 750			
96703	60624		495 807		495 807			
96703	60631		49 980		49 980			
96703	60632		1 430 794		1 430 794			
96703	60634		121 877		121 877			
96703	60638		150 386	109 161	41 225			
96703	60641		471 098		471 098			
96703	60642		1 106 010		1 106 010			
96703	6132		19 506 300		19 506 300			
96703	61351		1 055 530	72 648	982 882			
96703	61352		1 758 592		1 758 592			
96703	614		1 415 700		1 415 700			
96703	61521		2 844 900	2 844 900				
96703	61522		2 037 650	379 242	1 658 408			
96703	615511		88 990		88 990			
96703	61558		4 634 518	681 720	3 952 798			
96703	6168		996 284		996 284			
96703	6184		88 092 657		88 092 657			
96703	6185		176 700		176 700			
96703	62268		2 176 611	2 176 611				
96703	6228		5 011 802		5 011 802			
96703	6231		1 171 127	120 033	1 051 094			
96703	6241		28 500		28 500			
96703	62472		254 922	37 918	217 004			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96703	6251		223 710	223 710				
96703	6261		568 257	244 110	324 147			
96703	6262		2 435 296	463 508	1 971 788			
96703	6268		2 083 000	496 271	1 586 729			
96703	6282		1 508 368	391 245	1 117 123			
96703	6283		898 046	108 795	789 251			
96703	6288		3 375 537	1 788 467	1 587 070			
96703	6513		23 022 215		23 022 215			
96703	65212		529 759 426	46 963 133	482 796 293			
96703	6523		650 000		650 000			
96703	6529					851 070	8 250	842 820
96703	657318		19 000 000		19 000 000			
96703	657321		342 290 000		342 290 000			
96703	657322		1 080 250 000		1 080 250 000			
96703	657323		198 000 000		198 000 000			
96703	657332		36 000 000		36 000 000			
96703	657342		157 000 000		157 000 000			
96703	657428		18 356 326	3 356 326	15 000 000			
96703	657438		2 100 000	2 100 000				
96703	6581		2 302 868		2 302 868			
96703	672		204 455		204 455			
96703	773					18 074 613	9 900	18 064 713
TOTAL CHAPITRE : 967		9 264 965 093	8 305 066 041	94 492 822	8 210 573 219	26 020 385	96 293 773	94 050
								96 199 723

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96801	60624			50 030				
96801	60628			3 900				
96801	60631			163 705				
96801	60632			240 116	152 710			
96801	60634			18 183				
96801	60638			804 752				
96801	60641			17 250				
96801	61351			45 180				
96801	61521			553 700				
96801	61522			270 522				
96801	61558			364 482				
96801	617			5 730 491				
96801	6182			11 800				
96801	62268			6 051 114	408 114			
96801	6228			2 043 182	312 634			
96801	6231			7 924				
96801	6236			3 563 760	2 385 000			
96801	6238			11 866 290	5 475 513			
96801	6241			87 488	87 488			
96801	6281			352 029	352 029			
96801	6288			16 327 678	144 288			
96801	6513			2 100 241				
96801	65288			7 967 798	1 336 000			
96801	6568			4 115 752				
96801	657318			500 000				
96801	657341			270 870 000	1 270 000			
96801	657343			548 171 483	17 750 000			
96801	657442			81 305 600	17 752 100			
96801	6581			498 300				
96801	672			32 200				
96801	773							
96802	60611			695 746	10 746			
96802	60612			1 850 988	145 988			
96802	60622			632 272	29 508			
96802	60624			564 985				
96802	60626			995 807				
96802	60628			500 580				
96802	60631			454 359				
96802	60632			302 211				
							809 410	809 410

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96802	60634		748 143	748 143				
96802	60635		296 009	296 009				
96802	60638		998 816	998 816				
96802	60641		932 818	40 504	892 314			
96802	61351		552 124	60 714	491 410			
96802	61352		4 025 500		4 025 500			
96802	61521		11 598 618		11 598 618			
96802	61522		888 364		888 364			
96802	615511		218 016		218 016			
96802	61558		2 239 825	168 194	2 071 631			
96802	6161		102 266		102 266			
96802	617		10 717 500		10 717 500			
96802	6182		363 454		363 454			
96802	62268		6 469 904	75 990	6 393 914			
96802	6228		9 240 851	330 000	8 910 851			
96802	6231		131 441		131 441			
96802	6236		1 367 769		1 367 769			
96802	6238		89 948		89 948			
96802	6241		288 993		288 993			
96802	62471		420 056		420 056			
96802	62472		1 462 049	37 179	1 424 870			
96802	6251		5 379 259	80 340	5 298 919			
96802	6255		225 000		225 000			
96802	6261		207 800		207 800			
96802	6262		1 188 287	89 700	1 098 587			
96802	6268		266 204		266 204			
96802	6281		89 499		89 499			
96802	6282		4 475 586	381 496	4 094 090			
96802	6283		2 525 268	113 548	2 411 720			
96802	6288		34 592 795	2 908 423	31 684 372			
96802	629					12 065		12 065
96802	6568		16 277 380	1 135 643	15 141 737			
96802	657344		195 800 000	15 800 000	180 000 000			
96802	657442		7 445 000	3 350 000	4 095 000			
96802	6581		285 721		285 721			
96802	672		303 746		303 746			
96802	7088					236 136		236 136
96802	7711					57 534		57 534
96802	772					295 103		295 103

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Imputations S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
96802	773						7 075 810		7 075 810
TOTAL CHAPITRE : 968		1 257 002 782	1 292 345 907	72 183 849	1 220 162 058		8 486 058		8 486 058

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96901	60611		1 912 455	12 455	1 900 000			
96901	60612		18 465 087	955 664	17 509 423			
96901	60621		76 500		76 500			
96901	60622		970 534	55 430	915 104			
96901	60623		730 550		730 550			
96901	60624		1 121 272		1 121 272			
96901	60626		130 014		130 014			
96901	60628		199 029		199 029			
96901	60631		312 512		312 512			
96901	60632		1 071 251	617 898	453 353			
96901	60635		593 441	163 800	429 641			
96901	60638		2 929 797	926 587	2 003 210			
96901	60641		3 972 678	269 287	3 703 391			
96901	60642		381 789	8 190	373 599			
96901	6067		1 153 583	235 537	918 046			
96901	6132		6 088 000	1 980 000	4 108 000			
96901	61351		7 148 185	1 172 373	5 975 812			
96901	61352		21 801 000		21 801 000			
96901	61521		175 440	12 720	162 720			
96901	61522		3 645 658	3 610 522	35 136			
96901	615511		132 244		132 244			
96901	61558		7 581 060	1 170 775	6 410 285			
96901	6161		288 382		288 382			
96901	6182		269 336		269 336			
96901	6184		2 511 163	427 064	2 084 099			
96901	6185		1 418 080		1 418 080			
96901	62268		163 031	163 031				
96901	6227		72 431		72 431			
96901	6231		533 254	248 600	284 654			
96901	6236		47 880	47 880				
96901	6238		161 460		161 460			
96901	6241		2 400 115	382 940	2 017 175			
96901	62451		144 715	81 115	63 600			
96901	62471		513 617		513 617			
96901	62472		42 189 614	3 051 159	39 138 455			
96901	6251		76 053 457	14 921 055	61 132 402			
96901	6255		2 295 502	1 360 221	935 281			
96901	6261		1 085 317	205 745	879 572			
96901	6262		3 735 354	1 741 283	1 994 071			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96901	6268		7 718 167	574 387	7 143 780			
96901	6283		10 008 550	827 048	9 181 502			
96901	6288		21 611 247	4 871 486	16 739 761			
96901	629						42 427	42 427
96901	6475		90 900	90 900				
96901	65142		7 878 729	2 013 420	5 865 309			
96901	657418		400 000	400 000				
96901	6581		103 377		103 377			
96901	672		6 418 621		6 418 621			
96901	74711						27 565 632	27 565 632
96901	773						16 775 552	16 775 552
96902	60611		5 602 377	1 102 377	4 500 000			
96902	60612		23 804 787	8 504 787	15 300 000			
96902	60622		119 008	36 600	82 408			
96902	60623		577 342		577 342			
96902	60624		905 509	216 371	689 138			
96902	60626		618 064	112 442	505 622			
96902	60628		407 207	47 220	359 987			
96902	60631		81 240		81 240			
96902	60632		649 864		649 864			
96902	60634		44 980		44 980			
96902	60635		340 617	12 225	328 392			
96902	60638		4 057 871	792 042	3 265 829			
96902	60641		3 767 490	545 170	3 222 320			
96902	60642		360 812		360 812			
96902	6067		1 484 759		1 484 759			
96902	6132		215 950		215 950			
96902	61351		7 423 754	2 026 158	5 397 596			
96902	61521		60 000		60 000			
96902	61522		6 861 540	1 868 492	4 993 048			
96902	61528		803 304		803 304			
96902	615511		145 687	10 722	134 965			
96902	61558		2 321 604	287 890	2 033 714			
96902	617		465 120	465 120				
96902	6182		1 737 864	130 970	1 606 894			
96902	6184		21 109 281	2 944 455	18 164 826			
96902	6185		1 421 795	344 319	1 077 476			
96902	62268		411 279		411 279			
96902	6227		242 680	18 611	224 069			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96902	6231		766 095	766 095				
96902	6236		1 592 537	54 720	1 537 817			
96902	6238		114 240	84 240	30 000			
96902	6241		1 241 516	271 618	969 898			
96902	62458		86 952		86 952			
96902	62471		6 157 442	185 935	5 971 507			
96902	62472		30 332 017	1 037 040	29 294 977			
96902	6251		40 368 589	7 099 689	33 268 900			
96902	6255		3 645 157	3 645 157				
96902	6262		9 971 859		9 971 859			
96902	6268		2 190 000		2 190 000			
96902	6283		7 075 950	483 000	6 592 950			
96902	6288		16 174 777	2 648 925	13 525 852			
96902	65511		816 872 784		816 872 784			
96902	65512		530 525 744	99 867 440	430 658 304			
96902	657313		184 857 434	122 367 755	62 489 679			
96902	657318		500 000		500 000			
96902	657418		1 250 000	1 250 000				
96902	6581		77 380	47 757	29 623			
96902	672		2 756 940		2 756 940			
96902	74711					411 084 359		411 084 359
96902	74718					44 582 339		44 582 339
96902	7711					622 708		622 708
96902	772					7 260 750		7 260 750
96902	773					15 065 079		15 065 079
96903	60638		689 436		689 436			
96903	61351		79 800	79 800				
96903	61558		374 342	374 342				
96903	6241		87 525		87 525			
96903	62471		201 910		201 910			
96903	62472		407 261		407 261			
96903	6251		7 918 929	977 814	6 941 115			
96903	65142		109 569 538	23 610 511	85 959 027			
96903	65511		595 974 670		595 974 670			
96903	657313		97 357 110	62 805 005	34 552 105			
96903	657455		73 700 000	6 700 000	67 000 000			
96903	672		1 428 416		1 428 416			
96903	74711					257 506 008		257 506 008
96903	773					2 793 284		2 793 284

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
96904	60622			16 621				
96904	60624			13 106				
96904	60632			25 935				
96904	60638			29 960				
96904	60641			32 721				
96904	61351			638 185				
96904	61352			1 047 500				
96904	615511			344 151				
96904	61558			145 327	5 851			
96904	6161			12 485				
96904	617			106 693 837	5 200 000			
96904	6185			297 500				
96904	6231			19 456				
96904	6238			295 000				
96904	6241			4 175				
96904	62471			167 159				
96904	62472			696 729	2 680			
96904	6251			1 123 212	194 394			
96904	6262			285 118	24 374			
96904	6268			2 500				
96904	6283			107 028	8 100			
96904	6288			508 500				
96904	6568			17 260 893	1 895 561			
96904	657313			20 816 969	5 985 867			
96904	74711							
96904	773							
96905	60626			155 036				
96905	60628			99 957				
96905	60635			57 134				
96905	60638			245 758				
96905	6067			1 200 592				
96905	6068			1 794 000				
96905	61351			1 930 404	166 782			
96905	6236			238 579				
96905	6238			18 502 258				
96905	6241			14 930				
96905	62472			225 572				
96905	6251			155 988				
96905	6288			25 261 459	9 702 498			
					15 558 961			
								1 193 317
								194 394
								1 193 317
								194 394

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
96905	6513		1 146 645 808	36 521 441	1 110 124 367			
96905	65142		15 911 145	389 188	15 521 957			
96905	65148		33 871 572	9 155 090	24 716 482			
96905	6519				426 229 554			
96905	6568		426 229 554				563 198	563 198
96905	657313		185 143 540	69 523 970	115 619 570			
96905	657418		128 724 541	18 537 500	110 187 041			
96905	65748		1 702 500		1 702 500			
96905	672		2 298 178		2 298 178			
96905	74711					97 613 365		97 613 365
96905	74718					4 378		4 378
96905	772					5 088 118		5 088 118
96905	773					27 947 796	1 243 846	26 703 950
96906	60626		69 000		69 000			
96906	60632		376 667		376 667			
96906	60638		37 500		37 500			
96906	60641		758 656	275 539	483 117			
96906	6067		50 337		50 337			
96906	61351		322 341	69 711	252 630			
96906	6182		393 682		393 682			
96906	6236		10 164 143	3 159 000	7 005 143			
96906	6238		7 351 736		7 351 736			
96906	6241		33 460		33 460			
96906	62471		161 459		161 459			
96906	62472		896 700	158 496	738 204			
96906	6251		1 473 484	372 806	1 100 678			
96906	6282		29 943		29 943			
96906	6288		26 687 563	8 504 760	18 182 803			
96906	6568		1 034 100		1 034 100			
96906	657313		11 819 840	4 656 600	7 163 240			
96906	657418		1 282 170		1 282 170			
96906	657441A		21 738 000		21 738 000			
96906	657441B		8 410 000		8 410 000			
96906	657441C		5 710 000		5 710 000			
96906	657442		3 050 000	1 990 000	1 060 000			
96906	773					580 518		580 518
TOTAL CHAPITRE : 969		4 770 078 796	5 141 935 866	572 155 499	4 569 780 367	807 923 123	916 483 222	915 239 376

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97001	60261		143 724 742	20 449 950	123 274 792			
97001	60262		113 244 853	9 424 311	103 820 542			
97001	60268		81 399 571	15 336 342	66 063 229			
97001	6032		141 776 987		141 776 987			
97001	60611		6 643 438	1 037 240	5 606 198			
97001	60612		192 181 983	29 302 805	162 879 178			
97001	60618		194 036	24 920	169 116			
97001	60621		2 548 986	151 200	2 397 786			
97001	60622		11 559 433	716 040	10 843 393			
97001	60623		10 535 474	254 036	10 281 438			
97001	60624		28 322 202	521 715	27 800 487			
97001	60626		13 547 714	1 054 626	12 493 088			
97001	60628		7 355 762	1 001 321	6 354 441			
97001	60631		3 418 920	31 996	3 386 924			
97001	60632		6 306 601	236 207	6 070 394			
97001	60633		12 617 713	764 200	11 853 513			
97001	60634		1 761 710		1 761 710			
97001	60635		6 108 209	321 435	5 786 774			
97001	60638		20 400 381	1 350 089	19 050 292			
97001	60641		17 989 347	2 700 327	15 289 020			
97001	60642		11 342 308	77 420	11 264 888			
97001	60648		1 073 018		1 073 018			
97001	6066		13 890		13 890			
97001	6068		819 900		819 900			
97001	6092							266 772
97001	6096							10 467
97001	6132		70 217 014	7 020 680	63 196 334			
97001	61351		96 281 474	17 694 719	78 586 755			
97001	61352		87 054 000		87 054 000			
97001	61358		700 260	27 000	673 260			
97001	614		1 015 859	120 976	894 883			
97001	61521		8 535 831	230 000	8 305 831			
97001	61522		37 742 564	1 956 515	35 786 049			
97001	61524		278 904		278 904			
97001	61528		59 404 708	10 364 683	49 040 025			
97001	615511		9 488 135		9 488 135			
97001	61552		87 782		87 782			
97001	61553		26 017 371	869 492	25 147 879			
97001	61558		47 357 670	1 348 118	46 009 552			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
97001	6168		936 473		936 473			
97001	6182		612 675		612 675			
97001	6184		44 954 707	13 669 863	31 284 844			
97001	6185		223 632		223 632			
97001	62261		229 409 404	25 014 943	204 394 461			
97001	62268		10 340 439	1 349 232	8 991 207			
97001	6228		26 964 859	6 910 101	20 054 758			
97001	6231		398 751		398 751			
97001	6233		30 452		30 452			
97001	6236		540 996		540 996			
97001	6241		69 452 566	17 045 694	52 406 872			
97001	62458		207 215	48 500	158 715			
97001	62471		1 383 686		1 383 686			
97001	62472		73 075 998	8 894 463	64 181 535			
97001	6248		35 292		35 292			
97001	6251		307 333 642	36 175 865	271 157 777			
97001	6255		7 009 500	923 500	6 086 000			
97001	6261		666 148	63 600	602 548			
97001	6262		49 549 450	7 914 665	41 634 785			
97001	6268		12 969 596	2 718 087	10 251 509			
97001	627		220 058	42 155	177 903			
97001	6281		467 116		467 116			
97001	6282		39 558 532	1 463 744	38 094 788			
97001	6283		48 733 882	3 123 742	45 610 140			
97001	6288		119 502 453	10 346 623	109 155 830			
97001	629					1 176 827		1 176 827
97001	63512		176 741		176 741			
97001	6354		60 700		60 700			
97001	641111		3 740 656		3 740 656			
97001	6475		58 400		58 400			
97001	65118		69 230 700		69 230 700			
97001	65158		4 150 906	4 150 906				
97001	6518		769 300		769 300			
97001	6568		34 690 912	2 723 530	31 967 382			
97001	657332		550 000 000	150 000 000	400 000 000			
97001	6581		1 389 529	132 354	1 257 175			
97001	672		150 581 715		150 581 715			
97001	673		5 648		5 648			
97001	674312		385 000 000		385 000 000			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97001	674338			2 750 000 000				
97001	678			145 000				
97001	7062					514 508		514 508
97001	7063					247 151 024		247 151 024
97001	7084					631 581		631 581
97001	7112							
97001	71332							
97001	721					557 164		557 164
97001	722					3 086 752		3 086 752
97001	74712					477 326 969		477 326 969
97001	74718					17 303 103		17 303 103
97001	7476					49 201 701		49 201 701
97001	752					4 034 460		4 034 460
97001	772					321 386 751		321 386 751
97001	773					80 639 744		80 639 744
97002	60261	176 326 157	5 301 547	171 024 610				
97002	60262	55 647 567	2 029 448	53 618 119				
97002	6032	353 634 858		353 634 858				
97002	60611	7 011 561	427 572	6 583 989				
97002	60612	19 736 885	1 628 385	18 108 500				
97002	60618	34 542		34 542				
97002	60621	32 188		32 188				
97002	60622	3 573 504	444 415	3 129 089				
97002	60623	83 571		83 571				
97002	60624	4 574 155	86 040	4 488 115				
97002	60625	52 260		52 260				
97002	60626	1 475 585		1 475 585				
97002	60628	1 293 846	54 000	1 239 846				
97002	60631	515 054		515 054				
97002	60632	1 998 745	344 659	1 654 086				
97002	60633	303 166	49 560	253 606				
97002	60634	314 589		314 589				
97002	60635	1 893 904	67 371	1 826 533				
97002	60638	860 759	62 472	798 287				
97002	60641	8 825 116	235 614	8 589 502				
97002	60642	1 076 611		1 076 611				
97002	60648	250 119		250 119				
97002	6068	922 950		922 950				
97002	6092					2 148		2 148

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97002	6132		1 765 680	1 765 680				
97002	61351		2 845 388	161 958	2 683 430			
97002	61358		20 000	20 000				
97002	61521		2 469 000		2 469 000			
97002	61522		6 893 244	743 386	6 149 858			
97002	61528		210 846	210 846				
97002	615511		2 554 930		2 554 930			
97002	61553		1 531 530		1 531 530			
97002	61558		5 077 561	1 468 065	3 609 496			
97002	6161		1 941 273		1 941 273			
97002	6182		318 628	37 495	281 133			
97002	6184		2 905	2 905				
97002	62261		13 178 400	803 000	12 375 400			
97002	62268		771 755	87 789	683 966			
97002	6227		9 648		9 648			
97002	6228		10 191 044	904 105	9 286 939			
97002	6231		150 682		150 682			
97002	6238		1 921 462		1 921 462			
97002	6241		15 351 174	926 106	14 425 068			
97002	62472		3 091 025	380 850	2 710 175			
97002	6248		20 000		20 000			
97002	6251		8 966 863	747 264	8 219 599			
97002	6261		2 245	2 245				
97002	6262		6 644 482	524 772	6 119 710			
97002	6268		184 703	12 200	172 503			
97002	6281		71 867	5 967	65 900			
97002	6282		3 511 579		3 511 579			
97002	6283		14 147 557	1 215 956	12 931 601			
97002	6288		17 093 467	6 625 362	10 468 105			
97002	6354		19 500	3 000	16 500			
97002	6581		196 080		196 080			
97002	672		10 174 898		10 174 898			
97002	674311		400 000 000		400 000 000			
97002	7038					960 000		960 000
97002	7112							
97002	71332							
97002	772					1 226 355		1 226 355
97002	773					6 318 086		6 318 086
97003	60611		421 494	81 112	340 382			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97003	60612		7 031 800	584 603	6 447 197			
97003	60618		1 300		1 300			
97003	60622		738 986	50 889	688 097			
97003	60623		252 367		252 367			
97003	60624		2 805 760		2 805 760			
97003	60626		309 278		309 278			
97003	60628		27 537 882	4 254 132	23 283 750			
97003	60631		133 405		133 405			
97003	60632		1 199 710		1 199 710			
97003	60634		186 278		186 278			
97003	60635		12 927 073	5 336 475	7 590 598			
97003	60638		2 149 413	19 640	2 129 773			
97003	60641		1 241 971		1 241 971			
97003	60642		1 564 272		1 564 272			
97003	6066		50 240		50 240			
97003	6067		43 122		43 122			
97003	6068		1 700		1 700			
97003	6092						22 828	22 828
97003	61351		4 183 969	214 799	3 969 170			
97003	61358		40 000		40 000			
97003	61522		10 535 193	110 954	10 424 239			
97003	615511		1 637 082	1 305	1 635 777			
97003	61558		2 248 204		2 248 204			
97003	6161		116 051		116 051			
97003	6168		9 093		9 093			
97003	6184		9 350 224	5 217 634	4 132 590			
97003	6185		63 000		63 000			
97003	62261		23 071 068	10 606 968	12 464 100			
97003	62268		27 105 555	9 953 984	17 151 571			
97003	6227		42 058		42 058			
97003	6228		3 629 500		3 629 500			
97003	6231		73 089		73 089			
97003	6236		102 600		102 600			
97003	6241		1 452 423	251 060	1 201 363			
97003	62471		1 953 028	670 314	1 282 714			
97003	62472		7 841 877	804 294	7 037 583			
97003	6251		16 606 532	4 751 150	11 855 382			
97003	6255		350 000	170 000	180 000			
97003	6261		577 000		577 000			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES				RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97003	6262		1 488 523	504 142	984 381			
97003	627		37 794		37 794			
97003	6283		5 010 950	290 778	4 720 172			
97003	6288		97 512 923	36 956 477	60 556 446			
97003	629					46 701		46 701
97003	672		189 669 573		189 669 573			
97003	673		45 194 000		45 194 000			
97003	678		5 000	5 000				
97003	7112							
97003	71332							
97003	7711				89 813			89 813
97003	772				87 077 293			87 077 293
97003	773				35 147 435			35 147 435
TOTAL CHAPITRE : 970		7 694 949 521	7 953 915 947	523 549 994	7 430 365 953	1 809 278 193	1 816 879 786	1 816 879 786

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES				RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97101	60611		1 726 731	458 663	1 268 068			
97101	60612		11 722 801	1 402 766	10 320 035			
97101	60622		79 337		79 337			
97101	60623		56 104		56 104			
97101	60624		559 927		559 927			
97101	60626		75 663		75 663			
97101	60628		613 600		613 600			
97101	60631		323 820		323 820			
97101	60632		943 074		943 074			
97101	60634		75 115		75 115			
97101	60635		660 470		660 470			
97101	60638		1 535 957		1 535 957			
97101	60641		1 074 904		1 074 904			
97101	60642		182 286		182 286			
97101	6068		359 850		359 850			
97101	6132		15 525 705		15 525 705			
97101	61351		1 946 595	77 000	1 869 595			
97101	61352		2 544 000		2 544 000			
97101	61358		58 941		58 941			
97101	61521		1 000 220		1 000 220			
97101	61522		1 970 780		1 970 780			
97101	615511		3 311 894		3 311 894			
97101	61558		419 957		419 957			
97101	6161		24 970		24 970			
97101	6182		509 854	69 928	439 926			
97101	62268		642 500	103 000	539 500			
97101	6236		20 000		20 000			
97101	6238		4 274 852		4 274 852			
97101	6241		290 218	21 470	268 748			
97101	62471		235 500		235 500			
97101	62472		4 777 029	77 780	4 699 249			
97101	6251		12 059 075	899 945	11 159 130			
97101	6255		50 000		50 000			
97101	6261		1 530		1 530			
97101	6262		10 079 554	2 135 000	7 944 554			
97101	6268		148 840		148 840			
97101	6283		980 331		980 331			
97101	6288		8 618 439		8 618 439			
97101	6568		6 200 000		6 200 000			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97101	657334		400 000 000	400 000 000				
97101	6588		710 620	710 620				
97101	672		4 262 053	4 262 053				
97101	773							
97102	60612		9 749 563	1 666 923	8 082 640			
97102	60622		462 762	30 000	432 762			
97102	60624		608 198		608 198			
97102	60626		26 448		26 448			
97102	60628		624 096		624 096			
97102	60632		773 536		773 536			
97102	60635		14 224		14 224			
97102	60638		787 328		787 328			
97102	60641		300 491		300 491			
97102	60642		121 960		121 960			
97102	6066		131 114		131 114			
97102	6132	19 686 372		19 686 372				
97102	61351	3 354 172		3 354 172				
97102	61522	426 085	153 900	272 185				
97102	61558	269 078		269 078				
97102	6236	689 676		689 676				
97102	6238	8 526 943	2 410 400	6 116 543				
97102	6241	38 560		38 560				
97102	62472	1 037 775	209 428	828 347				
97102	6251	575 700	89 610	486 090				
97102	6255	180 000		180 000				
97102	6261	855 000	255 000	600 000				
97102	6262	6 557 387	1 800 000	4 757 387				
97102	6288	6 915 430		6 915 430				
97102	6512	15 417 413	583 397	14 834 016				
97102	65141	7 195 507		7 195 507				
97102	657333	401 230 000		401 230 000				
97102	672	5 171 923		5 171 923				
97102	773					1 566 441		1 566 441
97103	60611	7 674	1 549	6 125				
97103	60612	5 654 812	962 574	4 692 238				
97103	60621	3 224		3 224				
97103	60622	4 835 913	491 463	4 344 450				
97103	60623	2 640		2 640				
97103	60624	3 115 425		3 115 425				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
97103	60626		380 444		380 444			
97103	60628		1 300 580	4 560	1 296 020			
97103	60631		208 513		208 513			
97103	60632		2 426 802	360 440	2 066 362			
97103	60634		577 321		577 321			
97103	60635		650 164		650 164			
97103	60638		1 206 056	66 290	1 139 766			
97103	60641		7 660 388	66 462	7 593 926			
97103	60642		1 404 976		1 404 976			
97103	6068		9 810 258		9 810 258			
97103	61351		11 502 907	633 376	10 869 531			
97103	61352		34 812 000		34 812 000			
97103	614		54 630		54 630			
97103	61521		6 058 685	359 384	5 699 301			
97103	61522		12 410 655	5 131 290	7 279 365			
97103	61528		22 625		22 625			
97103	615511		3 921 376	450 791	3 470 585			
97103	61558		5 952 168	1 741 752	4 210 416			
97103	6161		840 047		840 047			
97103	6168		329 014		329 014			
97103	617		3 592 626		3 592 626			
97103	6182		166 911	51 370	115 541			
97103	6184		2 118 060	2 118 060				
97103	6185		5 884 900		5 884 900			
97103	62268		10 913 890	7 215 460	3 698 430			
97103	6231		487 519		487 519			
97103	6236		396 720		396 720			
97103	6238		8 448 172	1 999 670	6 448 502			
97103	6241		92 762		92 762			
97103	62451		1 586 661 106	3 256 252	1 583 404 854			
97103	62471		445 008		445 008			
97103	62472		5 875 062	879 026	4 996 036			
97103	6251		13 535 176	1 371 635	12 163 541			
97103	6255		350 000		350 000			
97103	6262		6 975 852	25 537	6 950 315			
97103	6268		770 568	83 425	687 143			
97103	6282		13 210 663	165 221	13 045 442			
97103	6283		24 332 855	2 630 684	21 702 171			
97103	6288		36 572 736	815 000	35 757 736			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97103	63512		531 862	531 862				
97103	6516		39 001 917	1 305 288	37 696 629			
97103	65322		774 024		774 024			
97103	657412		3 847 494	3 847 494				
97103	657418		7 694 988		7 694 988			
97103	657431		15 266 412	15 266 412				
97103	6711		121 090		121 090			
97103	672		99 645 141		99 645 141			
97103	678		58 694 534		58 694 534			
97103	7112							
97103	71332							
97103	74711					350 063 484		350 063 484
97103	752					2 520 000		2 480 000
97103	772					520 000		520 000
97103	773					6 126 028		6 126 028
97104	617		4 692 626		4 692 626			
97104	6527		3 096 779		3 096 779			
97104	65281		711 170		711 170			
97104	65288		171 362 364	52 351 297	119 011 067			
97104	65748		485 000 000	150 000 000	335 000 000			
97104	672		16 935 281		16 935 281			
97104	773					1 689 813		1 689 813
97105	6132		36 000	8 000	28 000			
97105	61351		103 982		103 982			
97105	617		734 500		734 500			
97105	6184		174 000		174 000			
97105	6185		1 981 383		1 981 383			
97105	62268		1 378 000		1 378 000			
97105	6228		1 528 000		1 528 000			
97105	6231		4 682 618	2 337 698	2 344 920			
97105	6236		222 635	99 465	123 170			
97105	6238		3 027 840	1 300 740	1 727 100			
97105	6241		25 237		25 237			
97105	62471		163 000		163 000			
97105	62472		237 002	2 680	234 322			
97105	6251		505 500		505 500			
97105	6288		450 000		450 000			
97105	657444B		28 000 000		28 000 000			
97105	657444C		96 077 332	5 179 635	90 897 697			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97105	657444D		960 194	960 194				
97105	657445		12 000 000	2 000 000	10 000 000			
97105	74715					18 201 199		18 201 199
97105	773					655 773		655 773
97106	60611		718 044	141 232	576 812			
97106	60612		5 483 336	792 931	4 690 405			
97106	60622		331 241	43 284	287 957			
97106	60624		792 374	55 107	737 267			
97106	60626		189 800	56 000	133 800			
97106	60628		138 405		138 405			
97106	60632		1 308 543	55 178	1 253 365			
97106	60633		354 806		354 806			
97106	60634		356 300		356 300			
97106	60635		196 560		196 560			
97106	60638		1 118 247		1 118 247			
97106	60641		2 227 683	165 169	2 062 514			
97106	60642		615 645	5 054	610 591			
97106	6066		602 140		602 140			
97106	6132		11 916 140	6 466 640	5 449 500			
97106	61351		1 088 125	95 531	992 594			
97106	61352		7 738 500		7 738 500			
97106	614		1 560 000	1 320 000	240 000			
97106	61522		1 630 639		1 630 639			
97106	615511		269 764		269 764			
97106	61558		620 890	76 904	543 986			
97106	6161		145 982		145 982			
97106	617		5 757 000	575 700	5 181 300			
97106	6182		186 823		186 823			
97106	6184		262 700	205 700	57 000			
97106	6185		94 278	94 278				
97106	62268		6 098 220	379 620	5 718 600			
97106	6227		18 511	18 511				
97106	6228		2 297 850	497 500	1 800 350			
97106	6231		11 157 708	1 225 822	9 931 886			
97106	6232		192 000		192 000			
97106	6236		3 970 227	102 315	3 867 912			
97106	6238		9 206 072		9 206 072			
97106	6241		94 270		94 270			
97106	62458		298 117	8 040	290 077			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
97106	62471		611 386		611 386			
97106	62472		1 654 336	93 216	1 561 120			
97106	6251		2 665 281		2 665 281			
97106	6261		144 284	7 500	136 784			
97106	6262		3 275 309	520 849	2 754 460			
97106	6268		241 303	33 124	208 179			
97106	6281		561 125		561 125			
97106	6283		2 748 606	170 598	2 578 008			
97106	6288		11 537 035	4 806 616	6 730 419			
97106	629					84 578		84 578
97106	6513		1 500 000	1 500 000				
97106	6518		789 566	789 566				
97106	65288		45 107 398	45 107 398				
97106	65322		1 925 713		1 925 713			
97106	6568		1 000 000	700 000	300 000			
97106	657348A		1 005 600 000		1 005 600 000			
97106	657444A		86 624 588		86 624 588			
97106	657444C		147 795 552	21 651 227	126 144 325			
97106	657444D		235 365 193	42 985 231	192 379 962			
97106	65749					2 000 000		2 000 000
97106	672		1 586 575		1 586 575			
97106	7087					304		304
97106	74715					162 326 969		162 326 969
97106	773					12 434 160		12 434 160
TOTAL CHAPITRE : 971		5 317 918 108	5 517 792 815	407 770 031	5 110 022 784	503 050 431	559 529 935	40 000
								559 489 935

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97301	60611		199 872	603	199 269			
97301	60612		3 731 588	2 863	3 728 725			
97301	60618		21 322		21 322			
97301	60621		26 390		26 390			
97301	60622		856 744	48 328	808 416			
97301	60624		1 140 272		1 140 272			
97301	60626		933 935		933 935			
97301	60628		472 109	5 679	466 430			
97301	60631		307 512		307 512			
97301	60632		493 236	55 114	438 122			
97301	60634		372 460		372 460			
97301	60635		562 856	90 790	472 066			
97301	60638		1 216 354	115 560	1 100 794			
97301	60641		1 379 958	82 839	1 297 119			
97301	60642		112 512		112 512			
97301	6066		25 026		25 026			
97301	6068		567 450		567 450			
97301	6132		220 000		220 000			
97301	61351		301 200	210 900	90 300			
97301	61352		4 319 401		4 319 401			
97301	61358		74 600		74 600			
97301	61521		2 963 653		2 963 653			
97301	61522		2 796 645	227 463	2 569 182			
97301	61523		288 000		288 000			
97301	615511		408 208	3 272	404 936			
97301	615512		2 834 465		2 834 465			
97301	61558		6 204 770	271 687	5 933 083			
97301	6161		229 272	27 468	201 804			
97301	6168		132 775	26 191	106 584			
97301	617		87 764 893		87 764 893			
97301	6182		19 154		19 154			
97301	6184		1 443 900		1 443 900			
97301	6185		352 980	352 980				
97301	62261		713 702		713 702			
97301	62268		12 515 876		12 515 876			
97301	6228		13 461 000	456 000	13 005 000			
97301	6231		56 131		56 131			
97301	6234		44 974		44 974			
97301	6236		1 425 522		1 425 522			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations					Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)			
97301	6238		2 775 490		2 775 490			
97301	6241		533 990	112 522	421 468			
97301	62471		842 162		842 162			
97301	62472		7 463 838	671 566	6 792 272			
97301	6251		5 045 612	87 656	4 957 956			
97301	6261		199 500		199 500			
97301	6262		1 637 479	39 970	1 597 509			
97301	6268		346 185		346 185			
97301	6281		100 000		100 000			
97301	6282		12 662 664		12 662 664			
97301	6283		2 115 750		2 115 750			
97301	6288		53 552 153	182 066	53 370 087			
97301	6568		350 000		350 000			
97301	657434		18 480 395	761 675	17 718 720			
97301	657438		449 000		449 000			
97301	6581		557 500		557 500			
97301	672		4 468 227		4 468 227			
97301	673		75 000		75 000			
97301	7033					17 269 782		
97301	74718					3 827 087		
97301	7475					7 517 900		
97301	772					2 400		
97301	773					1 379 583		
97301	7788					598 500		
97302	60635		63 806		63 806			
97302	60638		691 360		691 360			
97302	61521		8 630 500		8 630 500			
97302	61522		2 940 465	253 112	2 687 353			
97302	615512		191 292	191 292				
97302	61558		150 516		150 516			
97302	617		4 974 600	1 299 600	3 675 000			
97302	6185		159 000		159 000			
97302	62268		2 678 922		2 678 922			
97302	6228		6 322 607		6 322 607			
97302	6231		3 808 520		3 808 520			
97302	6238		10 355 794	6 996 898	3 358 896			
97302	6241		1 805 850		1 805 850			
97302	62471		637 046	467 278	169 768			
97302	62472		194 286	144 344	49 942			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)	
S-Chapitre	Article								
97302	6251		334 408	334 408					
97302	6281		1 036 101	1 036 101					
97302	6288		74 078 245	13 707 179	60 371 066				
97302	6561		351 706 161		351 706 161				
97302	672		80 329 572		80 329 572				
97302	7621					8 529 649		8 529 649	
97302	773					1 329 843		1 329 843	
97303	6182		812 421		812 421				
97303	6184		42 714		42 714				
97303	62268		162 720		162 720				
97303	6228		652 320		652 320				
97303	6231		2 952 893		2 952 893				
97303	6236		1 778 333		1 778 333				
97303	6238		18 403 684	303 820	18 099 864				
97303	6288		519 800		519 800				
97303	672		29 070		29 070				
TOTAL CHAPITRE : 973		918 613 804	839 088 668	28 232 816	810 855 852	48 000 000	40 454 744	97 000	40 357 744

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97401	60611		18 340 107	3 077 682	15 262 425			
97401	60612		64 870 504	10 308 664	54 561 840			
97401	60621		306 776		306 776			
97401	60622		95 416 787	10 003 735	85 413 052			
97401	60623		287 162		287 162			
97401	60624		104 385 597	22 370 305	82 015 292			
97401	60625		116 864 914	10 775 568	106 089 346			
97401	60626		25 931 171	2 180 727	23 750 444			
97401	60628		20 681 829	4 768 813	15 913 016			
97401	60631		13 684 539	851 596	12 832 943			
97401	60632		6 549 568	968 150	5 581 418			
97401	60634		878 248	72 455	805 793			
97401	60635		38 693 412	6 625 066	32 068 346			
97401	60638		14 689 985	1 901 625	12 788 360			
97401	60641		6 642 697	556 993	6 085 704			
97401	60642		2 737 562	181 069	2 556 493			
97401	6066		481 176	45 767	435 409			
97401	6068		20 068		20 068			
97401	6096						7 320	7 320
97401	61351		20 515 609	2 706 442	17 809 167			
97401	61352		42 545 280		42 545 280			
97401	61358		420 925		420 925			
97401	61521		1 383 420		1 383 420			
97401	61522		2 536 904	1 239 270	1 297 634			
97401	61523		145 222 766	30 883 214	114 339 552			
97401	61528		10 519 625	2 017 337	8 502 288			
97401	615511		18 558 036	71 838	18 486 198			
97401	615518		4 571 345		4 571 345			
97401	61552		13 864 076	1 560 075	12 304 001			
97401	61558		14 425 079	1 374 107	13 050 972			
97401	6161		6 429 569		6 429 569			
97401	6168		143 092		143 092			
97401	617		2 051 558	1 332 508	719 050			
97401	6182		1 329 343	137 918	1 191 425			
97401	6184		12 256 538	8 428 300	3 828 238			
97401	62268		2 816 667	354 630	2 462 037			
97401	6227		43 479		43 479			
97401	6228		2 486 639		2 486 639			
97401	6231		3 877 603		3 877 603			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97401	6241		34 276 158	1 581 786	32 694 372			
97401	62471		254 899	254 899				
97401	62472		9 976 517	597 678	9 378 839			
97401	6251		48 012 943	4 290 534	43 722 409			
97401	6255		580 000		580 000			
97401	6261		391 750		391 750			
97401	6262		21 184 488	3 055 304	18 129 184			
97401	6268		3 367 977	470 892	2 897 085			
97401	6283		5 702 329	383 460	5 318 869			
97401	6288		36 346 576	867 226	35 479 350			
97401	629						228 907	228 907
97401	6354		133 500		133 500			
97401	6475		124 600	5 000	119 600			
97401	6581		1 509 832	1 408 959	100 873			
97401	6711		3 894 977		3 894 977			
97401	6718		17 500		17 500			
97401	672		75 577 663		75 577 663			
97401	673		15 185 413		15 185 413			
97401	678		219 429		219 429			
97401	721					285 044		285 044
97401	722					197 124 839		197 124 839
97401	7581					150 000		50 000
97401	7711					6 777 152		6 777 152
97401	772					289 728		289 728
97401	773					32 050 402		32 050 402
97402	60611		169 631	26 639	142 992			
97402	60612		5 203 861	470 897	4 732 964			
97402	60621		6 510		6 510			
97402	60622		1 175 195	257 256	917 939			
97402	60623		77 900		77 900			
97402	60624		2 033 608	173 267	1 860 341			
97402	60625		209 925	131 625	78 300			
97402	60626		3 531 296	996 336	2 534 960			
97402	60628		656 230		656 230			
97402	60631		362 222	41 652	320 570			
97402	60632		251 323		251 323			
97402	60634		49 938		49 938			
97402	60635		1 910 232		1 910 232			
97402	60638		14 789 799		14 789 799			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97402	60641		481 516	481 516				
97402	60642		94 776	94 776				
97402	6066		412 106	8 353	403 753			
97402	6132		5 584 419		5 584 419			
97402	61351		3 238 027	147 763	3 090 264			
97402	61521		880 000		880 000			
97402	61522		128 820		128 820			
97402	61528		2 970 770		2 970 770			
97402	615511		191 142		191 142			
97402	61552		244 712	130 496	114 216			
97402	61558		503 754	39 786	463 968			
97402	6168		706 935		706 935			
97402	6184		2 424 631		2 424 631			
97402	6227		50 511 909	15 843	50 496 066			
97402	6231		1 147 737		1 147 737			
97402	6232		28 760		28 760			
97402	6233		30 028		30 028			
97402	6238		124 300		124 300			
97402	6241		6 499 741	30 461	6 469 280			
97402	62472		4 177 369	342 000	3 835 369			
97402	6251		10 454 757		10 454 757			
97402	6262		2 652 930	214 375	2 438 555			
97402	6268		164 098	6 100	157 998			
97402	6283		1 142 850		1 142 850			
97402	6288		4 624 415	5 000	4 619 415			
97402	629					2 604		2 604
97402	672		2 630 588		2 630 588			
97402	673		99 070		99 070			
97402	721					4 905 374		4 905 374
97402	722					11 608 195		11 608 195
97402	7711					7 621 033		7 621 033
97402	773					247 040		247 040
97403	60611		300 000		300 000			
97403	60612		1 000 000		1 000 000			
97403	60622		20 606 100	8 134 600	12 471 500			
97403	60624		14 830 117	2 707 478	12 122 639			
97403	60625		999 719		999 719			
97403	60626		4 542 311	575 351	3 966 960			
97403	60628		1 158 935	5 000	1 153 935			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97403	60631		311 119	47 781	263 338			
97403	60635		1 168 669	1 093 292	75 377			
97403	60638		365 636		365 636			
97403	60641		598 953		598 953			
97403	6132		3 760 000	1 410 000	2 350 000			
97403	61351		115 109 202	21 592 577	93 516 625			
97403	61521		67 592 111	26 430 601	41 161 510			
97403	61523		100 312 485	21 575 110	78 737 375			
97403	61528		9 046 350	4 588 500	4 457 850			
97403	61552		919 539		919 539			
97403	61558		3 372 000	2 052 000	1 320 000			
97403	617		541 500	541 500				
97403	6184		1 650 000		1 650 000			
97403	6241		505 956	94 050	411 906			
97403	62472		499 846		499 846			
97403	6251		1 993 849		1 993 849			
97403	6288		4 109 948		4 109 948			
97403	672		3 929 850		3 929 850			
97403	678		1 720 679		1 720 679			
97403	7711							11 868 275
97403	773							21 072 735
97404	60611		196 073	42 912	153 161			
97404	60612		1 475 766	614 812	860 954			
97404	60622		36 737 915	2 709 150	34 028 765			
97404	60624		608 630		608 630			
97404	60626		49 226		49 226			
97404	60628		337 827	89 608	248 219			
97404	60632		316 867	81 282	235 585			
97404	60635		65 072		65 072			
97404	60638		479 903		479 903			
97404	60641		402 190	14 770	387 420			
97404	60642		49 739		49 739			
97404	6132		4 591 840		4 591 840			
97404	61351		2 538 914		2 538 914			
97404	61352		2 150 000		2 150 000			
97404	61521		25 000		25 000			
97404	61522		2 015 309		2 015 309			
97404	61523		1 803 503		1 803 503			
97404	61528		1 386 861		1 386 861			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97404	615511		426 934	426 934				
97404	61558		7 065 651	54 856	7 010 795			
97404	6161		35 710		35 710			
97404	617		319 960		319 960			
97404	6182		24 338 430	220 121	24 118 309			
97404	6184		312 888		312 888			
97404	6185		1 156 917	1 156 917				
97404	62268		55 916 050	24 887 826	31 028 224			
97404	6228		635 356		635 356			
97404	6231		520 369		520 369			
97404	6236		1 785 257		1 785 257			
97404	6238		4 886 618	125 400	4 761 218			
97404	6241		349 000	40 000	309 000			
97404	62472		151 437		151 437			
97404	6251		272 253		272 253			
97404	6261		112 400		112 400			
97404	6262		638 187		638 187			
97404	6268		77 161	14 661	62 500			
97404	6283		1 032 707	79 800	952 907			
97404	6288		294 920	19 000	275 920			
97404	6358		671 263		671 263			
97404	657318		3 938 727	1 162 177	2 776 550			
97404	657415		1 499 999		1 499 999			
97404	65748		9 741 047	2 879 474	6 861 573			
97404	6581		125 856		125 856			
97404	672		8 535 477		8 535 477			
97404	673		1 993 062		1 993 062			
97404	7068					26 583 065	3 569 977	23 013 088
97404	74718					14 281 323		14 281 323
97404	752					137 500 000	27 500 000	110 000 000
97404	757					10 201 352		10 201 352
97404	7711					2 180 096		2 180 096
97404	772					77 789 087	27 951 779	49 837 308
97404	773					1 965 437		1 965 437
97405	60611		24 292		24 292			
97405	60612		420 454	226 157	194 297			
97405	60622		24 679		24 679			
97405	60632		127 932		127 932			
97405	60638		233 236		233 236			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97405	60641		171 248	171 248				
97405	6066		58 174	58 174				
97405	6132		15 600 000	15 600 000				
97405	61352		852 500	852 500				
97405	614		42 000	42 000				
97405	61522		77 522	77 522				
97405	61558		287 738	287 738				
97405	6168		12 485	12 485				
97405	6182		173 071	173 071				
97405	62268		37 870 453	19 532 219	18 338 234			
97405	6228		14 642 004		14 642 004			
97405	6231		516 128		516 128			
97405	6241		45 200		45 200			
97405	6262		165 703	24 872	140 831			
97405	6268		486 880	60 840	426 040			
97405	6525		166 517 741	89 162 006	77 355 735			
97405	65288		645 515	645 515				
97405	6529					18 763		18 763
97405	657313		4 000 000		4 000 000			
97405	657446		15 000 000	15 000 000				
97405	672		17 007		17 007			
97405	674381		2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000			
97405	773					8 087 750		8 087 750
97406	6744		962 000 000		962 000 000			
TOTAL CHAPITRE : 974		4 380 245 442	4 989 815 143	1 390 439 656	3 599 375 487	754 305 020	572 845 521	59 121 756
								513 723 765

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97501	60611		555 461	80 000	475 461			
97501	60612		7 859 939	366 560	7 493 379			
97501	60622		670 449	81 127	589 322			
97501	60623		82 064		82 064			
97501	60624		465 512		465 512			
97501	60626		11 437 657		11 437 657			
97501	60628		288 366		288 366			
97501	60631		75 444		75 444			
97501	60632		557 400		557 400			
97501	60634		212 689		212 689			
97501	60635		124 872		124 872			
97501	60638		1 389 715	319 410	1 070 305			
97501	60641		3 526 076	203 619	3 322 457			
97501	60642		6 897 345		6 897 345			
97501	6068		81 900		81 900			
97501	611		1 421 766 659	284 347 741	1 137 418 918			
97501	6132		3 307 328		3 307 328			
97501	61351		1 801 768	67 179	1 734 589			
97501	61352		7 801 000		7 801 000			
97501	61521		7 674 285		7 674 285			
97501	61522		3 974 383	2 964	3 971 419			
97501	61528		156 338		156 338			
97501	615511		737 122		737 122			
97501	61558		959 994	108 626	851 368			
97501	6161		186 807		186 807			
97501	6168		389 659		389 659			
97501	617		6 685 200	2 513 700	4 171 500			
97501	6182		308 419	32 931	275 488			
97501	6184		490 500	490 500				
97501	6185		6 609 376		6 609 376			
97501	62268		5 951 825	1 915 200	4 036 625			
97501	6227		357 995	357 995				
97501	6228		1 824 000	684 000	1 140 000			
97501	6231		3 593 258	224 215	3 369 043			
97501	6236		709 823		709 823			
97501	6238		11 740 223	3 963 046	7 777 177			
97501	6241		488 153	34 458	453 695			
97501	62472		8 142 965	294 563	7 848 402			
97501	6251		7 936 912	383 470	7 553 442			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97501	6255		200 000	200 000				
97501	6261		40 790	12 790	28 000			
97501	6262		2 287 882	458 510	1 829 372			
97501	6268		5 800		5 800			
97501	6283		9 419 880	567 720	8 852 160			
97501	6288		5 999 781	891 311	5 108 470			
97501	629						69 000	69 000
97501	6475		23 000		23 000			
97501	6526		60 371 000	40 355 000	20 016 000			
97501	6581		664 619		664 619			
97501	672		2 585 446		2 585 446			
97501	7061						166 420	166 420
97501	7087						4 394	4 394
97501	722						2 933 300	2 933 300
97501	7711						737 500	737 500
97501	772						389 901	389 901
97501	773						31 354 485	31 354 485
97502	60611		2 298 441	219 561	2 078 880			
97502	60612		10 776 118		10 776 118			
97502	60621		206 231	60 940	145 291			
97502	60622		93 657 392	93 391	93 564 001			
97502	60624		19 280 433	804 620	18 475 813			
97502	60626		4 018 661	2 176 589	1 842 072			
97502	60628		4 053 795	29 370	4 024 425			
97502	60631		197 395		197 395			
97502	60632		590 266	217 066	373 200			
97502	60634		83 100		83 100			
97502	60635		5 597 908		5 597 908			
97502	60638		1 573 500		1 573 500			
97502	60641		1 861 303		1 861 303			
97502	60642		279 959		279 959			
97502	60648		82 374		82 374			
97502	6066		880 794		880 794			
97502	6132		33 999 014		33 999 014			
97502	61351		2 307 848	114 196	2 193 652			
97502	61352		5 694 500		5 694 500			
97502	61358		1 049 400		1 049 400			
97502	61522		1 739 003	438 158	1 300 845			
97502	615511		520 249	34 360	485 889			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97502	615512		14 586 981	18 846	14 568 135			
97502	61552		254 731		254 731			
97502	61558		2 850 954	58 727	2 792 227			
97502	6161		75 582		75 582			
97502	6168		19 624 177		19 624 177			
97502	6182		4 854 766	1 379 878	3 474 888			
97502	6184		4 714 000	700 000	4 014 000			
97502	62268		23 807 159	9 743 238	14 063 921			
97502	6228		3 348 254	612 666	2 735 588			
97502	6231		3 864 782		3 864 782			
97502	6236		544 169	78 909	465 260			
97502	6238		3 328 089	803 895	2 524 194			
97502	6241		589 336		589 336			
97502	62458		726 349		726 349			
97502	62471		404 377		404 377			
97502	62472		2 874 226	180 138	2 694 088			
97502	6251		2 169 669	135 247	2 034 422			
97502	6261		400 249	90 500	309 749			
97502	6262		3 828 937	260 688	3 568 249			
97502	6268		359 675		359 675			
97502	6281		20 287		20 287			
97502	6283		1 720 170	123 120	1 597 050			
97502	6288		63 163 930	2 413 180	60 750 750			
97502	6475		71 081		71 081			
97502	6568		2 386 635		2 386 635			
97502	6581		273 600		273 600			
97502	672		23 262 211		23 262 211			
97502	673		206 379		206 379			
97502	6744		560 000	560 000				
97502	678		4 140 480		4 140 480			
97502	7061					80 106 622		80 106 622
97502	7063					515 480		515 480
97502	70838					350 600		350 600
97502	7087					1 018 695		1 018 695
97502	74718					14 565 588		14 565 588
97502	772					2 418 687		2 418 687
97502	773					1 742 780		1 742 780
97503	60611		5 928 786	428 786	5 500 000			
97503	60612		2 512 343	112 343	2 400 000			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97503	60622		14 948 069	1 003 728	13 944 341			
97503	60623		4 140 018	43 044	4 096 974			
97503	60624		11 649 766	2 754 890	8 894 876			
97503	60626		17 289 248	177 977	17 111 271			
97503	60628		7 966 319	596 914	7 369 405			
97503	60631		3 660 529	55 222	3 605 307			
97503	60632		8 827 778	1 467 909	7 359 869			
97503	60634		2 499 043	2 231 358	267 685			
97503	60635		2 547 956	1 283 958	1 263 998			
97503	60638		11 441 786	520 898	10 920 888			
97503	60641		3 771 736	211 888	3 559 848			
97503	60642		3 604 879		3 604 879			
97503	6066		84 290		84 290			
97503	6096						3 393	3 393
97503	6132		7 680 000	1 920 000	5 760 000			
97503	61351		12 741 702	1 063 170	11 678 532			
97503	61352		13 231 500		13 231 500			
97503	61521		82 017 049	1 529 000	80 488 049			
97503	61522		5 025 405	1 235 883	3 789 522			
97503	61523		2 833 846		2 833 846			
97503	61552		783 387	655 484	127 903			
97503	61558		12 808 207	3 276 470	9 531 737			
97503	6168		3 792 363		3 792 363			
97503	617		27 793 905		27 793 905			
97503	6184		9 481 293	3 117 315	6 363 978			
97503	62268		25 164 570	4 915 680	20 248 890			
97503	6228		9 512 176		9 512 176			
97503	6231		269 073		269 073			
97503	6241		15 703 744	1 165 798	14 537 946			
97503	62471		842 392	104 820	737 572			
97503	62472		11 709 255	481 126	11 228 129			
97503	6251		40 799 652	1 110 230	39 689 422			
97503	6261		44 000		44 000			
97503	6262		1 120 286	97 669	1 022 617			
97503	6268		3 000		3 000			
97503	6282		3 825 400		3 825 400			
97503	6283		29 218 125	323 900	28 894 225			
97503	6288		397 752 109	53 942 832	343 809 277			
97503	629					52 740		52 740

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97503	6354		90 000	90 000				
97503	6556J		200 000 000	200 000 000				
97503	6711		303 210	303 210				
97503	672		38 515 169	38 515 169				
97503	673		46 910	46 910				
97503	6744		13 663 049	13 663 049				
97503	7031					119 087 536		119 087 536
97503	7087					229 292		229 292
97503	722					3 457 356		3 457 356
97503	74718					146 917 542		146 917 542
97503	7711					30 000		30 000
97503	772					184 493		184 493
97503	773					10 049 584		10 049 584
97504	60611		2 722 638	222 638	2 500 000			
97504	60612		32 099 840	4 099 840	28 000 000			
97504	60621		136 398	13 560	122 838			
97504	60622		22 103 328	294 033	21 809 295			
97504	60623		350 484		350 484			
97504	60624		63 971 376	19 477 814	44 493 562			
97504	60626		9 332 125	50 906	9 281 219			
97504	60628		20 622 096	145 335	20 476 761			
97504	60631		3 700 579		3 700 579			
97504	60632		477 202		477 202			
97504	60634		56 173		56 173			
97504	60635		8 478 751		8 478 751			
97504	60638		8 841 602	451 892	8 389 710			
97504	60641		1 876 671	737 500	1 139 171			
97504	60642		10 200		10 200			
97504	60648		81 595		81 595			
97504	6066		1 222 219	293 888	928 331			
97504	6132		21 806 426		21 806 426			
97504	61351		4 644 234	230 691	4 413 543			
97504	614		433 104		433 104			
97504	61522		320 190		320 190			
97504	615511		1 372 170		1 372 170			
97504	615512		60 000		60 000			
97504	615518		48 450		48 450			
97504	61552		1 345 592		1 345 592			
97504	61558		21 620 892		21 620 892			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97504	6161		2 625 338	2 625 338				
97504	6168		223 536	223 536				
97504	617		470 000	470 000				
97504	6184	37 508 277	663 246	36 845 031				
97504	6185		496 700	496 700				
97504	62268		6 172 000	6 172 000				
97504	6228		512 864	512 864				
97504	6231		158 462	158 462				
97504	6241	27 186 400	4 470 496	22 715 904				
97504	62471		10 348 498	10 348 498				
97504	62472		43 443 897	2 836 261	40 607 636			
97504	6251	225 198 475	8 295 024	216 903 451				
97504	6255		1 335 000	1 335 000				
97504	6262		15 412 582	3 312 582	12 100 000			
97504	6268		1 931 860	131 860	1 800 000			
97504	6281		678 401	678 401				
97504	6282		25 000	25 000				
97504	6283		4 266 997	283 530	3 983 467			
97504	6288		4 251 411	650 455	3 600 956			
97504	629					698 574		698 574
97504	6475		4 509 592	635 508	3 874 084			
97504	6581		7 705 758		7 705 758			
97504	672		2 452 027		2 452 027			
97504	74718					1 669 603 415		1 669 603 415
97504	773					7 353 870		7 353 870
TOTAL CHAPITRE : 975		3 905 494 966	3 691 466 731	493 767 133	3 197 699 598	1 884 177 063	2 094 041 247	2 094 041 247

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97601	60611		517 130	48 819	468 311			
97601	60612		6 897 730	207 608	6 690 122			
97601	60622		572 247	3 835	568 412			
97601	60623		399 455	101 457	297 998			
97601	60624		598 727		598 727			
97601	60626		57 367		57 367			
97601	60628		47 959		47 959			
97601	60631		84 700		84 700			
97601	60632		2 079 095		2 079 095			
97601	60634		101 791		101 791			
97601	60635		71 046		71 046			
97601	60638		2 009 968		2 009 968			
97601	60641		3 033 386		3 033 386			
97601	60642		159 026		159 026			
97601	6132		3 404 841	309 531	3 095 310			
97601	61351		2 678 089	244 502	2 433 587			
97601	61352		10 229 500		10 229 500			
97601	61522		442 279		442 279			
97601	615511		362 300		362 300			
97601	61558		2 366 495	381 362	1 985 133			
97601	6161		152 624		152 624			
97601	6168		37 576		37 576			
97601	6182		519 212		519 212			
97601	6184		1 582 562	387 351	1 195 211			
97601	6231		543 490		543 490			
97601	6236		89 910		89 910			
97601	6241		202 975	63 610	139 365			
97601	62472		3 474 809	370 904	3 103 905			
97601	6251		5 416 287	476 079	4 940 208			
97601	6261		2 301 580	472 972	1 828 608			
97601	6262		2 397 155	396 103	2 001 052			
97601	6268		186 641	18 008	168 633			
97601	6283		5 869 950	533 630	5 336 320			
97601	6288		2 343 588	2 500	2 341 088			
97601	629					31 245		31 245
97601	6561		50 000 000		50 000 000			
97601	6581		202 903		202 903			
97601	672		451 476		451 476			
97601	772					6 000		6 000

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97601	773					625 478		625 478
97602	673							
97602	7034			2 567 006	29 440	2 537 566		
97602	7038							
97603	60611			1 281 485	70 171	1 211 314		
97603	60612			32 431 131	4 284 705	28 146 426		
97603	60621			3 224		3 224		
97603	60622			852 069	110 000	742 069		
97603	60623			177 415	137 253	40 162		
97603	60624			2 674 727		2 674 727		
97603	60626			4 126 623	3 624 250	502 373		
97603	60628			661 242	101 790	559 452		
97603	60631			125 139		125 139		
97603	60632			6 137 912		6 137 912		
97603	60634			827 906		827 906		
97603	60635			307 178		307 178		
97603	60638			3 216 842		3 216 842		
97603	60641			8 586 373		8 586 373		
97603	60642			3 392 806	155 712	3 237 094		
97603	60648			270 270		270 270		
97603	6068			736 216		736 216		
97603	6132			8 171 225	11 456	8 159 769		
97603	61351			7 306 677	690 490	6 616 187		
97603	61352			43 524 765		43 524 765		
97603	614			3 112 125		3 112 125		
97603	61521			30 755 389	840 195	29 915 194		
97603	61522			1 786 291	1 076 142	710 149		
97603	61523			161 464	161 464			
97603	61528			1 285 753		1 285 753		
97603	615511			359 640	30 139	329 501		
97603	61558			4 690 730	2 053 216	2 637 514		
97603	6161			142 243		142 243		
97603	6168			1 350 267		1 350 267		
97603	6182			400 840		400 840		
97603	6184			1 795 000		1 795 000		
97603	619						9 085	9 085
97603	6225			322 364		322 364		
97603	62268			31 000 645	5 600 965	25 399 680		
97603	6227			8 039 471	4 413 950	3 625 521		

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
97603	6228		3 897 792	3 897 792				
97603	6231		1 349 218	969 158	380 060			
97603	6236		45 600	45 600				
97603	6238		4 153 869	814 293	3 339 576			
97603	6241		677 671	472 208	205 463			
97603	62471		504 605		504 605			
97603	62472		2 199 778	315 480	1 884 298			
97603	6251		4 688 515		4 688 515			
97603	6261		2 193 100	187 600	2 005 500			
97603	6262		4 595 950	394 737	4 201 213			
97603	6268		277 747	8 343	269 404			
97603	627		417 877		417 877			
97603	6281		20 520		20 520			
97603	6282		25 070 618	2 657 569	22 413 049			
97603	6283		18 446 814	1 307 934	17 138 880			
97603	6288		84 854 708	10 751 150	74 103 558			
97603	629					225 000		225 000
97603	63512		5 110 141		5 110 141			
97603	6518		317 931 905	239 550 023	78 381 882			
97603	6581		635 550		635 550			
97603	672		13 651 755		13 651 755			
97603	673		4 622 116		4 622 116			
97603	678		1 661 755		1 661 755			
97603	7062					242 307 617	15 250	242 292 367
97603	7112							
97603	71332							
97603	752					100 235 956	121 132	100 114 824
97603	7711					2 323 336		2 323 336
97603	772					8 404 136	1 000	8 403 136
97603	773					44 288 740		44 288 740
97604	60612		1 220 000		1 220 000			
97604	60622		69 451		69 451			
97604	60624		177 208		177 208			
97604	60628		40 546		40 546			
97604	60632		105 366		105 366			
97604	60638		176 529		176 529			
97604	60641		285 310		285 310			
97604	60642		4 996		4 996			
97604	6132		11 778 896	72 000	11 706 896			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)	
S-Chapitre	Article								
97604	61351		184 680		184 680				
97604	61352		2 118 020	20 520	2 097 500				
97604	614		504 108		504 108				
97604	61522		253 890		253 890				
97604	61558		168 074	21 465	146 609				
97604	6161		34 861		34 861				
97604	617		2 218 687		2 218 687				
97604	6182		1 306 778	40 493	1 266 285				
97604	62268		1 035 000	1 035 000					
97604	6231		42 714		42 714				
97604	6236		277 253		277 253				
97604	6238		458 701		458 701				
97604	62471		265 508		265 508				
97604	6251		417 243		417 243				
97604	6262		325 000		325 000				
97604	6283		1 468 940	115 433	1 353 507				
97604	6288		3 533 306		3 533 306				
97604	6518		539 585 640		539 585 640				
97604	6581		590 105	62 769	527 336				
97604	672		134 273 108		134 273 108				
97604	674331		1 850 000 000		1 850 000 000				
97604	7478					463 579		463 579	
97604	773					44 377		44 377	
TOTAL CHAPITRE : 976		3 220 371 667	3 374 393 844	286 251 384	3 088 142 460	721 000 000	879 310 926	1 002 042	878 308 884

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES				RECETTES				
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
99001	60611		1 384 346	56 468	1 327 878			
99001	60612		5 088 149	513 280	4 574 869			
99001	60622		18 397		18 397			
99001	60623		28 517		28 517			
99001	60624		479 366		479 366			
99001	60626		51 525		51 525			
99001	60628		20 310		20 310			
99001	60632		1 540 478		1 540 478			
99001	60634		590 800		590 800			
99001	60635		470 045		470 045			
99001	60638		558 172	152 309	405 863			
99001	60641		1 671 111		1 671 111			
99001	60642		796 626		796 626			
99001	6068		35 891		35 891			
99001	61351		1 987 156		1 987 156			
99001	61352		600 000		600 000			
99001	61358		15 000		15 000			
99001	61521		626 772		626 772			
99001	61522		2 462 628		2 462 628			
99001	61528		2 224 002		2 224 002			
99001	615511		31 607		31 607			
99001	61558		525 767	8 893	516 874			
99001	6161		64 052		64 052			
99001	6182		619 796	23 866	595 930			
99001	6184		51 200		51 200			
99001	6227		1 507 528		1 507 528			
99001	6231		605 210	296 400	308 810			
99001	6236		5 715 055	472 854	5 242 201			
99001	6238		329 733		329 733			
99001	6241		10 126		10 126			
99001	62471		525 176		525 176			
99001	62472		202 837	44 905	157 932			
99001	6251		2 007 780		2 007 780			
99001	6261		6 349 489		6 349 489			
99001	6262		1 749 578		1 749 578			
99001	6268		59 610		59 610			
99001	627		1 749 315		1 749 315			
99001	6281		1 054 614		1 054 614			
99001	6283		5 736 376		5 736 376			

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
99001	6288	24 758 751	2 347 698	22 411 053				
99001	6541	277 939 582		277 939 582				
99001	6581	281 787	199 026	82 761				
99001	6582	2 828 358 879	81 417 768	2 746 941 111				
99001	672	25 432 805		25 432 805				
99001	673	304 836 403	36 319 626	268 516 777				
99001	7064				6 611 725	43 605	6 568 120	
99001	7111				27 326 843 594	295 926 130	27 030 917 464	
99001	7112				32 453 772 153	60 918 168	32 392 853 985	
99001	71211				4 004 853 474		4 004 853 474	
99001	71212				241 433 701	1 778 261	239 655 440	
99001	71213				1 100 323 700		1 100 323 700	
99001	71221				41 805 897	190 557	41 615 340	
99001	71222				8 534 698		8 534 698	
99001	71223				161 750 300	139 504	161 610 796	
99001	71224				60 975 470	220 624	60 754 846	
99001	71225				443 702 338	1 834	443 700 504	
99001	71226				177 480 318	733	177 479 585	
99001	71232				135 558 048		135 558 048	
99001	71241				7 598 716		7 598 716	
99001	71251				694 405 513	7 741 572	686 663 941	
99001	71261				9 122 452 302	113 511 453	9 008 940 849	
99001	71262				3 643 797 432	35 361 699	3 608 435 733	
99001	71263				173 364 649	1 608 383	171 756 266	
99001	71271				165 054 627	235 717	164 818 910	
99001	71272				93 380 449	40 705	93 339 744	
99001	71281				2 213 049 902	31 742 449	2 181 307 453	
99001	71283				1 289 805 529	136 567	1 289 668 962	
99001	71284				116 611 016	406 434	116 204 582	
99001	71286				16 760 197		16 760 197	
99001	71287				9 020 358		9 020 358	
99001	71332				5 961 466	8 664	5 952 802	
99001	71381				1 658 538 637		1 658 538 637	
99001	71382				5 601 230		5 601 230	
99001	71384				938 380 789		938 380 789	
99001	7141				613 123 359	14 090 980	599 032 379	
99001	7151				5 696 416 494	888 106	5 695 528 388	
99001	7152				692 861 200		692 861 200	
99001	7154				298 294 825	114 400	298 180 425	

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
99001	7181					334 992 355		334 992 355
99001	7182					49 766 253	572 285	49 193 968
99001	7183					21 000 000 000		21 000 000 000
99001	7185					2 600 000 000		2 600 000 000
99001	7191		21 000 000 000	21 000 000 000				
99001	7192		2 600 000 000	2 600 000 000				
99001	763					125 788 716		125 788 716
99001	7711					557 581		557 581
99001	772					26 713 693	1 000 000	25 713 693
99001	773					199 027		199 027
99001	7788					51 482 861		51 482 861
99002	60611	879 299	45 949	833 350				
99002	60612	5 260 951	799 579	4 461 372				
99002	60622	22 673	1 586	21 087				
99002	60624	7 853		7 853				
99002	60626	55 300		55 300				
99002	60628	30 174		30 174				
99002	60632	235 155		235 155				
99002	60638	316 756		316 756				
99002	60641	1 271 395		1 271 395				
99002	61351	2 106 825	234 215	1 872 610				
99002	61352	46 886 000		46 886 000				
99002	61521	681 000		681 000				
99002	61522	124 900		124 900				
99002	61558	1 032 212		1 032 212				
99002	6182	5 390 648	2 095 679	3 294 969				
99002	6184	960 000		960 000				
99002	6231	293 800		293 800				
99002	6236	5 919 726	66 316	5 853 410				
99002	6238	15 390		15 390				
99002	62472	242 315	48 473	193 842				
99002	6251	646 990		646 990				
99002	6261	6 261 724	269 107	5 992 617				
99002	6262	2 072 095	270 201	1 801 894				
99002	6268	60 668	7 000	53 668				
99002	6283	856 970	409 560	447 410				
99002	6288	585 032	30 700	554 332				
99002	6541	98 701 191	33 207 843	65 493 348				
99002	672	790 798		790 798				

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
99002	673		712 507 541	500 000	712 007 541			
99002	73111					13 496 649 343	1 095 498 101	12 401 151 242
99002	73112					5 091 376 935	918 522	5 090 458 413
99002	73113					5 485 021 857	177 472 622	5 307 549 235
99002	73114					3 555 390 405	202 084 484	3 353 305 921
99002	73115					613 508 929		613 508 929
99002	73116					2 779 464 084	99 164 680	2 680 299 404
99002	73123					20 200 000	400 000	19 800 000
99002	73124					550 864 903	8 876 066	541 988 837
99002	73126					1 828 487 122		1 828 487 122
99002	73127					174 530 761	3 528 000	171 002 761
99002	73128					304 583 925		304 583 925
99002	73130					378 781 869		378 781 869
99002	7321					1 347 339 078		1 347 339 078
99002	7322					253 490 000		253 490 000
99002	7331					3 260 991 133	8 532 798	3 252 458 335
99002	7343					1 702 272 128		1 702 272 128
99002	7381					92 400		92 400
99002	7383					222 898 124	2 321 647	220 576 477
99002	7386					130 647 000		130 647 000
99002	7387					2 041 511 049	69 265 326	1 972 245 723
99002	7392		5 091 376 935	918 522	5 090 458 413			
99002	7395		613 508 929		613 508 929			
99002	772					210 697 486		210 697 486
99002	773					501 234		501 234
TOTAL CHAPITRE : 990		35 534 062 652	33 710 253 592	160 757 823	33 549 495 769	142 130 000 000	161 256 924 357	2 234 741 076
								159 022 183 281

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
S-Chapitre	Article							
99101	6228		7 041	7 041				
99101	627		153 741 386	113 365 156	40 376 230			
99101	65117		1 368 000		1 368 000			
99101	66111		3 314 504 787		3 314 504 787			
99101	66112		958 224 232	884 672 350	73 551 882			
99101	6619					22 365 026		22 365 026
99101	7588					85 226 950		85 226 950
99101	7611					4 124 069		4 124 069
99101	7621					407 073 010		407 073 010
99101	768					17 035 209		17 035 209
99101	773					146 300		146 300
99101	7788					1 475 049 086		1 475 049 086
99102	6811		12 773 116 116		12 773 116 116			
99102	6862		42 851 406		42 851 406			
99102	7768					1 900 438 660		1 900 438 660
99102	777					991 525 475		991 525 475
99103	6227		126 106 475		126 106 475			
99103	627		106 000		106 000			
99103	629					89 499		89 499
99103	6541		108 472 332		108 472 332			
99103	6542		433 836		433 836			
99103	6556M		2 756 000 000		2 756 000 000			
99103	666		1 519 156		1 519 156			
99103	672		849 109		849 109			
99103	673		91 830 551		91 830 551			
99103	678		17 260 143		17 260 143			
99103	6815		335 000 000		335 000 000			
99103	6878		100 373 000		100 373 000			
99103	7082					1 015 550		794 300
99103	7411					10 805 727 923		10 805 727 923
99103	7477					715 990 453		715 990 453
99103	7581					35 397 841		35 397 841
99103	7588					6 970 000		6 970 000
99103	7611					390 452 256		390 452 256
99103	766					3 861		3 861
99103	7714					9 871 435		9 871 435
99103	772					68 787 824		68 787 824
99103	7788					48 663 809		45 769 809
99103	7871					11 165 564 761		11 165 564 761

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

EXECUTION BUDGETAIRE FONCTIONNEMENT								
DEPENSES					RECETTES			
Imputations S-Chapitre	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)
TOTAL CHAPITRE : 991	20 092 942 676	20 781 763 570	998 037 506	19 783 726 064	28 641 264 454	28 151 518 997	3 115 250	28 148 403 747

TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT

DEPENSES				RECETTES				
Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Prévisions budgétaires	Titres émis	Réduction et annulations	Recettes (montant net)	Déficit Excédent
203 339 286 929	170 632 048 385	7 081 538 054	163 550 510 331	203 339 286 929	201 912 912 424	2 304 805 984	199 608 106 440	36 057 596 109

COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2023

	Autorisations budgétaires	Mandats Emis	Réductions et annulations	DEPENSES (montant net)	Opé.internes Débit		
TOTAL BUDGET	313 762 159 984	226 260 318 122	7 093 459 744	219 166 858 378	14 174 616 865		
	Prévisions budgétaires	Titres Emis	Réductions et annulations	RECETTES (montant net)	Opé.internes Crédit	Déficit	Excédent
TOTAL BUDGET	313 762 159 984	256 166 707 414	2 304 805 984	253 861 901 430	14 158 898 620		34 679 324 807

LE PAYEUR DE LA POLYNESIE FRANCAISE

22/03/2024
Le Payeur
de la Polynésie française
Philippe HENROT



Polynésie Française

Budget principal

RESULTATS CUMULES Exercice 2023

SUBDIVISION BUDGETAIRE		Résultats à la clôture de l'exercice précédent		Partie affectée à l'investissement	Résultats de l'exercice courant	Résultats cumulés
FONCTIONNEMENT						
Opérations budgétaires	Excédent	41 967 053 934			36 057 596 109	78 024 650 043
	Déficit					
Opérations non budgétaires	Excédent				5 669 172 496	5 669 172 496
	Déficit					
S/Total	Excédent	41 967 053 934			41 726 768 605	63 150 975 829
	Déficit			20 542 846 710		
INVESTISSEMENT						
Opérations budgétaires	Excédent					
	Déficit	12 163 487 030			1 362 553 057	13 526 040 087
Opérations non budgétaires	Excédent					
	Déficit				15 718 245	15 718 245
S/Total	Excédent				1 378 271 302	13 541 758 332
	Déficit	12 163 487 030				
Total	Excédent	29 803 566 904			40 348 497 303	49 609 217 497
	Déficit			20 542 846 710		

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** **Budget principal**

Page : 1/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** Budget principal

Page : 2/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23										
COMpte	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
132181		1 345 352 732		22 500 000				22 500 000		1 367 852 732
132182		98 810 013								98 810 013
132183		48 668 626			191 975 189					240 643 815
132184		30 225 378			89 024 413					119 249 791
132188		9 989 117 069								9 989 117 069
1326		1 848 515 979								1 848 515 979
1327		4 057 244								4 057 244
1328		253 392 662		2 668 200				2 668 200		256 060 862
13911	1 024 570 019		448 845 158				448 845 158			1 473 415 177
13914		298 489 804		59 460 522			59 460 522			357 950 326
139151		38 506 960		2 769 358			2 769 358			41 276 318
139152	124 323 790		115 663 956				115 663 956			239 987 746
13916		1 633 564					1 633 564			1 633 564
139181		1 768 617					1 768 617			1 768 617
139188	712 154 591		361 384 300				361 384 300			1 073 538 891
1511		2 570 289 457				635 000 000		635 000 000		3 205 289 457
1517		2 143 495 753				298 329 355		298 329 355		2 441 825 108
1518		483 560 000			50 000 000	200 000 000	50 000 000	200 000 000		633 560 000
155		298 329 355			298 329 355		298 329 355		0	0
156		11 165 564 761		11 165 564 761			11 165 564 761		0	0
158		1 591 569 096		1 276 522 899	2 783 209 973	1 276 522 899	2 783 209 973			3 098 256 170
1641		156 081 336 053	14 717 055 021	12 209 785 255	5		14 717 055 026	12 209 785 255		153 574 066 282
1681		375 000 000	375 000 000				375 000 000		0	0
1688		884 672 350		884 672 350		958 224 232	884 672 350	958 224 232		958 224 232
192	13 902 897 920									13 902 897 920
193		11 694 736 038								11 694 736 038
198	14 352 690 704		1 900 438 660				1 900 438 660			16 253 129 364

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 3/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
2031	6 193 160 046		922 849 061	695 064			638 493 625	922 849 061	639 188 689	6 476 820 418
2032	11 049 306						6 167 422		6 167 422	4 881 884
20411	154 533 553									154 533 553
20412	126 550 000									126 550 000
204121	21 017 056									21 017 056
20413	33 000 000									33 000 000
20414	11 148 628 704									11 148 628 704
204141	3 819 710 173		1 069 122 186	19 057 369			1 069 122 186		19 057 369	4 869 774 990
204142	10 197 553 741		879 513 527	9 221 505			879 513 527		9 221 505	11 067 845 763
20417	16 821 962 819									16 821 962 819
204171	19 392 793 042		2 233 054 777	14 369 358			2 233 054 777		14 369 358	21 611 478 461
204172	53 602 528 952		10 180 036 007	256 967 260			10 180 036 007		256 967 260	63 525 597 699
20418	54 390 804									54 390 804
204181	90 157 015		10 000 000				10 000 000			100 157 015
204182	2 134 751 569		406 890 925				406 890 925			2 541 642 494
2042	5 244 927 816									5 244 927 816
20421	9 752 582 821		1 358 068 772	3 665 395			1 358 068 772		3 665 395	11 106 986 198
20422	7 241 800 088		1 857 622 274	6 236 666			1 857 622 274		6 236 666	9 093 185 696
2043	430 273 828									430 273 828
20431	113 075 364		60 264 369				60 264 369			173 339 733
20441	2 031 129 023									2 031 129 023
204411	13 070 469									13 070 469
204412	2 853 531 035									2 853 531 035
20442	547 182 820									547 182 820
204421	14 838 699									14 838 699
204422	136 185 987									136 185 987
205	3 164 000						3 164 000		3 164 000	0

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** **Budget principal**

Page : 4/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23										
COMpte	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
2050	2 808 559 002		185 020 422		466 765 617		651 786 039		3 460 345 041	
20820	837 062 774		134 717 658		55 423 082		190 140 740		1 027 203 514	
20821	99 561 316								99 561 316	
20880	17 790 316								17 790 316	
2110	29 433 401 712								29 433 401 712	
2111	39 522 551 988		226 440 177				226 440 177		39 748 992 165	
2115	11 242 868 653		13 056 859		18 150 000		31 206 859		11 274 075 512	
2118	247 360		16 568 400				16 568 400		16 815 760	
2120	145 060 049								145 060 049	
2121	664 911 460		4 684 260				4 684 260		669 595 720	
2128	15 542 528 586		580 677 177	400 999	689 309 732		1 269 986 909	400 999	16 812 114 496	
2130	20 681 349 291								20 681 349 291	
21311	19 258 690								19 258 690	
213110	1 353 745 949		25 655 042				25 655 042		1 379 400 991	
213111	6 252 216 437								6 252 216 437	
213120	10 636 334 532		181 621 626		457 967 806		639 589 432		11 275 923 964	
213121	12 582 580 841								12 582 580 841	
213130	12 272 265 130		40 823 396		637 604 295		678 427 691		12 950 692 821	
213131	1 041 215 416								1 041 215 416	
213140	332 578 843								332 578 843	
213141	2 472 851 050								2 472 851 050	
21318	44 970 832								44 970 832	
213180	13 631 598 186		302 868 089		399 215 297	23 352 105	702 083 386	23 352 105	14 310 329 467	
213181	2 979 996 316								2 979 996 316	
21320	387 960								387 960	
21321	16 361 474								16 361 474	
21330	24 080 191 669		94 594 597		2 370 959 521		2 465 554 118		26 545 745 787	

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 5/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
21331	10 768 966 846								10 768 966 846	
213510	5 412 739 521		362 924 561		130 788 386		493 712 947		5 906 452 468	
213511	2 062 350 435								2 062 350 435	
213520	6 651 198								6 651 198	
213530	3 420 432 917		26 186 773		535 065 487		561 252 260		3 981 685 177	
213531	49 862 163								49 862 163	
213580	157 404 699		17 982 390				17 982 390		175 387 089	
213581	23 982 298		6 514 458				6 514 458		30 496 756	
21380	394 564 316		10 807 192				10 807 192		405 371 508	
21381	691 722 725								691 722 725	
2141	8 408 669		165 300				165 300		8 573 969	
2150	25 159 095 470								25 159 095 470	
2151	112 525 721 892		2 850 853 603	992 731	3 697 157 525		6 548 011 128	992 731	119 072 740 289	
2153	331 057 397								331 057 397	
21530	4 254 216 032		105 768 663		6 536 466		112 305 129		4 366 521 161	
21531	14 224 903 888								14 224 903 888	
2157	32 082 915								32 082 915	
21570	13 745 555 380		1 079 301 756				466 219 029	1 079 301 756	466 219 029	14 358 638 107
216	129 212 996		1 569 000					1 569 000		130 781 996
21820	5 789 562 676		455 636 634		148 471 210	9 567 931	604 107 844	9 567 931	6 384 102 589	
21830	3 870 181 704		335 579 494		29 155 538	2 469 582 023	364 735 032	2 469 582 023	1 765 334 713	
21840	1 304 217 688		54 591 633		9 003 355	287 909 928	63 594 988	287 909 928	1 079 902 748	
21850	307 025 806		26 249 021		762 994	17 633 764	27 012 015	17 633 764	316 404 057	
2188	1 319 758								1 319 758	
21880	6 702 776 514		705 076 919		1 506 078	625 200 749	706 582 997	625 200 749	6 784 158 762	
2312	409 261 448						3 221 191		3 221 191	406 040 257
23121	156 989				4 042 452			4 042 452		4 199 441

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** **Budget principal**

Page : 6/74

PPF / Paie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 7/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
248	1 039 130 689								1 039 130 689	
261	9 643 609 788		296 850		26 941 031		296 850		9 643 906 638	
2671	107 431 227				377 282 397				26 941 031	80 490 196
274	17 758 931 893								377 282 397	17 381 649 496
275	933 911									933 911
2761	662 719 027				42 194 950				42 194 950	620 524 077
28031	4 928 500 618				135 438 923				135 438 923	5 063 939 541
2804	29 847 061 829				5 858 535 545				5 858 535 545	35 705 597 374
2805	1 056 360 532				136 275 867		7 609 100		143 884 967	1 200 245 499
2808	322 518 158				63 458 318				63 458 318	385 976 476
28128	10 820 417									10 820 417
281311	602 307 003				58 065 141				58 065 141	660 372 144
281312	2 341 415 832				567 666 329				567 666 329	2 909 082 161
281313	2 713 288 846				386 436 575				386 436 575	3 099 725 421
281314	74 352 898				9 982 518				9 982 518	84 335 416
281318	3 625 536 578				742 608 159		85 061 600		827 669 759	4 453 206 337
28132	116 388				38 796				38 796	155 184
28133	8 058 819 361				1 776 120 512				1 776 120 512	9 834 939 873
281351	1 636 029 407				294 081 181		80 050 912		374 132 093	2 010 161 500
281352	1 263 362				190 036				190 036	1 453 398
281353	1 035 981 801				244 944 439				244 944 439	1 280 926 240
281358	59 552 632				10 860 633				10 860 633	70 413 265
28138	140 132 035				22 624 402				22 624 402	162 756 437
28151	599 963									599 963
28153	2 145 785 922				418 909 325		6 137 802		425 047 127	2 570 833 049
28157	9 049 179 179				982 190 712	466 219 029		466 219 029	982 190 712	9 565 150 862
28182	3 076 346 843				347 334 221	9 567 931	15 614 425	9 567 931	362 948 646	3 429 727 558

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 8/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
28183		3 168 353 758		229 417 657	2 469 582 023	9 624 947	2 469 582 023	239 042 604		937 814 339
28184		1 058 413 262		62 421 669	287 909 928	8 121 313	287 909 928	70 542 982		841 046 316
28185		313 099 068		15 828 703	17 633 764	762 994	17 633 764	16 591 697		312 057 001
28188		3 978 171 096		409 686 455	625 200 749	802 665	625 200 749	410 489 120		3 763 459 467
2931		20 456 444								20 456 444
296		500 000 000				100 373 000		100 373 000		600 373 000
3261	81 958 924				87 078 605	81 958 924	87 078 605	81 958 924	87 078 605	
3262	373 500 786				372 943 043	373 500 786	372 943 043	373 500 786	372 943 043	
3268	39 952 135				22 679 656	39 952 135	22 679 656	39 952 135	22 679 656	
3712	41 316 181				13 973 445		13 973 445		55 289 626	
397		10 000 000								10 000 000
TOTAL CI. 1 à 3	752 975 749 226	801 953 376 725	55 628 269 737	54 222 865 274	78 533 006 262	54 942 398 094	134 161 275 999	109 165 263 368	788 922 301 872	812 903 916 740

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 9/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4011					126 687 794 340	128 888 467 570	126 687 794 340	128 888 467 570		2 200 673 230
4012	2 176 990 561				4 559 319 064	2 382 328 503	4 559 319 064	2 382 328 503	0	0
40171	4 480 900				1 866 656	4 020 515	1 866 656	4 020 515		6 634 759
40172	11 042 104				167 374 699	163 661 378	167 374 699	163 661 378		7 328 783
40173	4 962 554				107 515 051	102 695 031	107 515 051	102 695 031		142 534
4041					53 504 382 266	55 625 958 384	53 504 382 266	55 625 958 384		2 121 576 118
4042	2 069 605 624				2 069 605 624		2 069 605 624		0	0
40471	290 657 473				67 922 338	161 128 335	67 922 338	161 128 335		383 863 470
40472	827 923 624				4 552 474 437	4 672 404 385	4 552 474 437	4 672 404 385		947 853 572
40473					39 536 304	39 536 304	39 536 304	39 536 304	0	0
40474					110 085	1 178 289	110 085	1 178 289		1 068 204
408	6 096 173 040				7 939 069 622	8 459 805 578	7 939 069 622	8 459 805 578		6 616 908 996
4099					47 041 707	47 041 707	47 041 707	47 041 707	0	0
4111993	5 151 800									5 151 800
4112000	41 099 859									41 099 859
4112001	5 504 456					18 973		18 973		5 485 483
4112002	8 753 798					191 760		191 760		8 562 038
4112003	45 471 061					968 512		968 512		44 502 549
4112004	12 686 032				760 252	228 723	760 252	228 723		13 217 561
4112005	10 145 707					56 257		56 257		10 089 450
4112006	27 956 141					142 359		142 359		27 813 782
4112007	36 545 511					871 877		871 877		35 673 634
4112008	72 059 390					127 296	4 149 287	127 296	4 149 287	68 037 399
4112009	46 359 496					399 382	2 239 167	399 382	2 239 167	44 519 711
4112010	81 621 980					745 078	680 185	745 078	680 185	81 686 873
4112011	74 493 527					86 074	1 112 861	86 074	1 112 861	73 466 740
4112012	29 995 015					544 224	1 435 438	544 224	1 435 438	29 103 801

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 10/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4112013	75 330 636				1 468 868	652 363	1 468 868	652 363	76 147 141	
4112014	143 772 210				3 861 383	5 091 545	3 861 383	5 091 545	142 542 048	
4112015	694 299 991				4 287 763	5 954 214	4 287 763	5 954 214	692 633 540	
4112016	4 731 391 500				3 611 055	5 904 820	3 611 055	5 904 820	4 729 097 735	
4112017	351 884 599				6 546 037	4 743 362	6 546 037	4 743 362	353 687 274	
4112018	881 492 845				13 339 617	776 263 751	13 339 617	776 263 751	118 568 711	
4112019	2 610 159 769				18 641 993	8 316 761	18 641 993	8 316 761	2 620 485 001	
4112020	3 884 963 779				13 585 873	12 879 694	13 585 873	12 879 694	3 885 669 958	
4112021	724 583 400				24 092 764	180 821 619	24 092 764	180 821 619	567 854 545	
4112022	16 013 487 336				33 591 499	7 967 665 428	33 591 499	7 967 665 428	8 079 413 407	
4112023					96 017 635 099	94 830 844 375	96 017 635 099	94 830 844 375	1 186 790 724	
4120000	63 884 404					155 803		155 803	63 728 601	
4120006	2 192 651					21 590		21 590	2 171 061	
4120012	169 858								169 858	
4120013		109 978								109 978
4120014	98 400								98 400	
4120015	1 014 200								1 014 200	
4120022	147 600								147 600	
4120024	70 000								70 000	
4120025	321 305								321 305	
4120029	81 735								81 735	
4120031	6 076								6 076	
4120033	126 000								126 000	
4120034	130 000								130 000	
4120035	10 462 317					285 777		285 777	10 176 540	
4120036	92 000								92 000	
4120038	985 600								985 600	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 11/74

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 12/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4120235	8 157 134					532 548		532 548	7 624 586	
4120236	23 569								23 569	
4120238	3 017 590								3 017 590	
4120247	1 852								1 852	
4120252	18 760								18 760	
4120254	141 000								141 000	
4120258	90 300								90 300	
4120300	62 314 688					693 302		693 302	61 621 386	
4120305	8 975 644								8 975 644	
4120306	1 962 176								1 962 176	
4120312	326 600								326 600	
4120314	14 880								14 880	
4120315	1 057 000								1 057 000	
4120324	12 000								12 000	
4120325	142 442								142 442	
4120329	434 725								434 725	
4120331	117 708								117 708	
4120333	195 600								195 600	
4120334	8 250								8 250	
4120335	7 680 686								7 680 686	
4120336	80 268								80 268	
4120338	3 650 834								3 650 834	
4120347	56 389								56 389	
4120352	19 500								19 500	
4120358	45 600								45 600	
4120400	94 382 027					465 108		465 108	93 916 919	
4120405	4 186 943					123 496		123 496	4 063 447	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 13/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4120406	927 688								927 688	
4120412	330 080								330 080	
4120415	300 880								300 880	
4120424	12 000								12 000	
4120425	138 801								138 801	
4120429	128 025								128 025	
4120431	146 666								146 666	
4120433	195 600								195 600	
4120434	201 540								201 540	
4120435	3 862 484								3 862 484	
4120436	35 800								35 800	
4120438	1 619 920								1 619 920	
4120447	92 920								92 920	
4120452	19 500								19 500	
4120453	5 000								5 000	
4120454	73 125								73 125	
4120458	22 800								22 800	
4120500	87 791 175					1 112 605		1 112 605	86 678 570	
4120505	6 640 087					148 862		148 862	6 491 225	
4120506	1 477 732					24 759		24 759	1 452 973	
4120512	361 400								361 400	
4120514	15 000								15 000	
4120515	355 880								355 880	
4120522	216 000								216 000	
4120525	790 552					1 750		1 750	788 802	
4120529	713 975						21 250		713 975	
4120531	146 666							21 250		125 416

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** **Budget principal**

Page : 14/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 15/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4120650	506 646								506 646	
4120652	26 374								26 374	
4120653	5 000								5 000	
4120658	319 499								319 499	
4120700	133 475 928					421 428		421 428	133 054 500	
4120705	11 898 315					978 486		978 486	10 919 829	
4120706	2 982 607					65 731		65 731	2 916 876	
4120712	1 280 902								1 280 902	
4120714	2 067 303								2 067 303	
4120715	522 780					37 800		37 800	484 980	
4120724	60 475					9 612		9 612	50 863	
4120725	1 249 903					23 300		23 300	1 226 603	
4120729	250 819								250 819	
4120731	18 451					6 486		6 486	11 965	
4120733	45 600								45 600	
4120734	25 563								25 563	
4120735	15 392 029					508 500		508 500	14 883 529	
4120736	111 164								111 164	
4120738	2 629 294					59 331		59 331	2 569 963	
4120745	2 964					2 964		2 964	0	0
4120747	148 503					600		600	147 903	
4120750	600 300								600 300	
4120752	34 500								34 500	
4120758	282 674								282 674	
4120800	201 808 840					3 644 944		3 644 944	198 163 896	
4120805	9 355 635					231 598		231 598	9 124 037	
4120806	3 180 882					110 550		110 550	3 070 332	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** **Budget principal**

Page : 16/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23										
COMpte	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4120812	1 006 368								1 006 368	
4120814	540 787								540 787	
4120815	1 745 351					37 800		37 800	1 707 551	
4120824	33 300					24 000		24 000	9 300	
4120825	477 526								477 526	
4120829	176 630								176 630	
4120833	5 700								5 700	
4120834	32 632								32 632	
4120835	14 954 225					682 989		682 989	14 271 236	
4120836	74 204								74 204	
4120838	3 647 021					79 750		79 750	3 567 271	
4120845	557 103					72 600		72 600	484 503	
4120847	167 325					900		900	166 425	
4120850	576 300								576 300	
4120852	61 050								61 050	
4120858	624 000								624 000	
4120900	292 770 885					4 981 313		4 981 313	287 789 572	
4120905	12 592 314					573 300		573 300	12 019 014	
4120906	4 917 001					175 395		175 395	4 741 606	
4120912	2 096 134					- 2 614		- 2 614	2 098 748	
4120914	619 987								619 987	
4120915	2 685 768								2 685 768	
4120922	8 500								8 500	
4120924	30 741								30 741	
4120925	691 450								691 450	
4120929	218 430								218 430	
4120933	446 004								446 004	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 17/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4120934	58 764					859 022			58 764	
4120935	22 046 552					55 294			21 187 530	
4120936	127 441					88 000			72 147	
4120938	12 776 596					900			12 688 596	
4120945	263 628								263 628	
4120947	203 336								202 436	
4120950	576 300								576 300	
4120952	62 424								62 424	
4120954	146 250								146 250	
4120958	646 822					46 590			600 232	
4121000	1 105 575 054					4 669 349			1 100 905 705	
4121005	55 507 479					154 938			55 352 541	
4121006	6 823 297					166 550			6 656 747	
4121012	3 847 169					80 341			3 766 828	
4121014	302 116								302 116	
4121015	6 177 820					130 520			6 047 300	
4121022	43 848					16 500			27 348	
4121024	114 694								114 694	
4121025	1 579 655					2 850			1 576 805	
4121029	652 534								652 534	
4121031	13 384								13 384	
4121033	1 858 289					10 249			1 848 040	
4121034	431 100								431 100	
4121035	27 543 759					1 034 778			26 508 981	
4121036	675 556					115 680			559 876	
4121038	15 123 410					203 146			14 920 264	
4121040	24 552					18 152			6 400	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 18/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121045	5 928					900		900	5 928	
4121047	172 275								171 375	
4121048	23 322								23 322	
4121050	600 900								600 900	
4121052	200 033					14 250		14 250	185 783	
4121058	195 452								195 452	
4121100	618 183 617					4 781 489		4 781 489	613 402 128	
4121105	25 018 266					1 401 940		1 401 940	23 616 326	
4121106	8 089 455					182 418		182 418	7 907 037	
4121112	6 926 845					50 142		50 142	6 876 703	
4121114	966 707								966 707	
4121115	3 313 610					168 680		168 680	3 144 930	
4121122	149 181					16 500		16 500	132 681	
4121124	273 745								273 745	
4121125	1 894 124					4 816		4 816	1 889 308	
4121129	7 034 507					20 706		20 706	7 013 801	
4121133	2 231 511					31 488		31 488	2 200 023	
4121134	35 019 240	226 370				511 726		511 726	34 507 514	
4121135	1 020 790					331 680		331 680	689 110	
4121138	6 875 789					220 488		220 488	6 655 301	
4121140	58 300					7 500		7 500	50 800	
4121145	5 928								5 928	
4121147	240 687					24 100		24 100	216 587	
4121148	44 100								44 100	
4121150	716 490					45 600		45 600	716 490	
4121152	758 833								713 233	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 19/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121158	307 586					10 666 143			307 586	
4121200	503 501 593					1 941 176			10 666 143	492 835 450
4121205	32 781 719					1 538 306			1 941 176	30 840 543
4121206	18 940 996					20 586			1 538 306	17 402 690
4121211	84 988					221 720			20 586	64 402
4121212	7 577 809					75 399			221 720	7 356 089
4121213	246 510					305 973			75 399	171 111
4121214	2 703 978					1 218 388			305 973	2 398 005
4121215	11 932 984					51 309			1 218 388	10 714 596
4121216	201 484					10 633			51 309	150 175
4121218	33 383					17 600			10 633	22 750
4121219	108 875					329 088			17 600	108 875
4121220	184 483					87 611			329 088	166 883
4121221	66 000					227 414			87 611	66 000
4121222	2 081 695					607 185			227 414	1 752 607
4121223	239 094					33 000			607 185	151 483
4121224	1 892 977					13 200			33 000	1 665 563
4121225	4 684 946					642 785			13 200	4 077 761
4121226	268 500					140 868			642 785	235 500
4121227	79 200					10 194			140 868	66 000
4121228		64 430				358 540				64 430
4121229	3 603 730					416 068			642 785	2 960 945
4121230	18 150									18 150
4121231	506 384								140 868	365 516
4121232	42 683								10 194	32 489
4121233	4 559 648								358 540	4 201 108
4121234	3 419 868								416 068	3 003 800

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 20/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121235	67 040 923					1 241 394		1 241 394	65 799 529	
4121236	6 433 970					788 372		788 372	5 645 598	
4121237	25 853								25 853	
4121238	13 457 784					1 254 313		1 254 313	12 203 471	
4121239	66 000					16 500		16 500	49 500	
4121240	993 128					110 387		110 387	882 741	
4121241	16 500								16 500	
4121242	66 270								66 270	
4121244	175 687					41 387		41 387	134 300	
4121245	1 837 460					191 773		191 773	1 645 687	
4121246	35 310					2 310		2 310	33 000	
4121247	2 686 110					290 446		290 446	2 395 664	
4121248	1 609 864					190 685		190 685	1 419 179	
4121249	111 210					61 710		61 710	49 500	
4121250	2 154 019					165 852		165 852	1 988 167	
4121251	89 955								89 955	
4121252	2 046 454					298 103		298 103	1 748 351	
4121253	345 612					39 946		39 946	305 666	
4121254	557 545					59 959		59 959	497 586	
4121255	66 000								66 000	
4121256	33 000					33 000		33 000	0	0
4121257	408 750					45 766		45 766	362 984	
4121258	2 008 259					279 565		279 565	1 728 694	
4121300	531 732 341					17 071 894		17 071 894	514 660 447	
4121302	3 246 366					512 599		512 599	2 733 767	
4121303	19 188 709					173 811 806		173 811 806		173 811 806
4121305						870 946		870 946	18 317 763	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 21/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 22/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121338	19 504 441					746 143		746 143	18 758 298	
4121339	67 932					16 500		16 500	51 432	
4121340	1 046 220					99 444		99 444	946 776	
4121341	21 120					4 620		4 620	16 500	
4121342	99 270								99 270	
4121343	31 200								31 200	
4121344	415 603					45 333		45 333	370 270	
4121345	2 067 537					147 106		147 106	1 920 431	
4121346	44 217								44 217	
4121347	5 781 652					352 172		352 172	5 429 480	
4121348	2 357 819					163 601		163 601	2 194 218	
4121349	216 490					31 495		31 495	184 995	
4121350	2 032 454					87 206		87 206	1 945 248	
4121351	87 300								87 300	
4121352	2 612 656					261 330		261 330	2 351 326	
4121353	379 083					51 425		51 425	327 658	
4121354	771 192					78 472		78 472	692 720	
4121355	66 000								66 000	
4121356	115 500					3 167		3 167	112 333	
4121357	260 590					68 073		68 073	192 517	
4121358	2 829 707					144 669		144 669	2 685 038	
4121400	470 701 440					24 249 914		24 249 914	446 451 526	
4121402	40 743 253					3 211 588		3 211 588	37 531 665	
4121403						70 558		70 558		70 558
4121406	17 352 139					1 049 005		1 049 005	16 303 134	
4121411	36 787					4 456		4 456	32 331	
4121412	4 604 456					523 988		523 988	4 080 468	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 23/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121413	170 358					17 356		17 356	153 002	
4121414	2 733 607					330 242		330 242	2 403 365	
4121415	12 237 249					913 007		913 007	11 324 242	
4121416	128 492					18 076		18 076	110 416	
4121417	2 962					2 880		2 880	82	
4121418	74 083					17 500		17 500	56 583	
4121419	178 349					121 474		121 474	56 875	
4121420	108 660					8 000		8 000	100 660	
4121421	45 617					13 367		13 367	32 250	
4121422	2 249 447					226 048		226 048	2 023 399	
4121423	74 880					26 880		26 880	48 000	
4121424	1 733 344					213 428		213 428	1 519 916	
4121425	6 581 320					431 349		431 349	6 149 971	
4121426	310 823					60 573		60 573	250 250	
4121427	100 500								100 500	
4121428	81 000								81 000	
4121429	7 502 190					904 237		904 237	6 597 953	
4121430	12 000								12 000	
4121431	319 445					38 003		38 003	281 442	
4121432	17 737								17 737	
4121433	4 421 966					312 420		312 420	4 109 546	
4121434	3 871 200					246 527		246 527	3 624 673	
4121435	75 143 884					1 634 731		1 634 731	73 509 153	
4121436	8 509 683					743 473		743 473	7 766 210	
4121437	41 300								41 300	
4121438	20 493 483					1 990 120		1 990 120	18 503 363	
4121439	36 000					12 000		12 000	24 000	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 24/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121440	707 550					48 259		48 259	659 291	
4121441	28 500					12 000		12 000	16 500	
4121442	36 270								36 270	
4121443	45 600								45 600	
4121444	297 417					43 471		43 471	253 946	
4121445	2 305 858					156 517		156 517	2 149 341	
4121446	36 000								36 000	
4121447	3 395 654					345 377		345 377	3 050 277	
4121448	1 925 619					129 891		129 891	1 795 728	
4121449	141 970					6 434		6 434	135 536	
4121450	1 873 968					90 331		90 331	1 783 637	
4121451	37 305								37 305	
4121452	2 287 620					295 231		295 231	1 992 389	
4121453	521 613					13 680		13 680	507 933	
4121454	794 760					66 768		66 768	727 992	
4121455	5 620					5 620		5 620	0	0
4121456	47 464					1 200		1 200	46 264	
4121457	120 466								120 466	
4121458	2 207 935					251 140		251 140	1 956 795	
4121500	407 029 301					24 112 132		24 112 132	382 917 169	
4121502	57 556 574					1 907 400		1 907 400	55 649 174	
4121503						42 588		42 588		42 588
4121506	20 138 918					1 890 547		1 890 547	18 248 371	
4121511	58 387					21 975		21 975	36 412	
4121512	5 885 236					488 066		488 066	5 397 170	
4121513	145 035					12 477		12 477	132 558	
4121514	5 551 886					492 085		492 085	5 059 801	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 25/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121515	17 463 761					962 319		962 319	16 501 442	
4121516	234 116					24 000		24 000	210 116	
4121518	60 883					11 750		11 750	49 133	
4121519	312 339					134 294		134 294	178 045	
4121520	125 520								125 520	
4121521	41 250								41 250	
4121522	3 236 065					245 092		245 092	2 990 973	
4121523	141 296					25 296		25 296	116 000	
4121524	1 907 470					211 181		211 181	1 696 289	
4121525	8 356 663					430 094		430 094	7 926 569	
4121526	272 285					22 385		22 385	249 900	
4121527	189 000					24 000		24 000	165 000	
4121528	148 080					12 000		12 000	136 080	
4121529	10 082 862					884 068		884 068	9 198 794	
4121530	12 000								12 000	
4121531	367 044					15 440		15 440	351 604	
4121532	30 862					13 125		13 125	17 737	
4121533	7 286 152					296 808		296 808	6 989 344	
4121534	4 681 461					273 428		273 428	4 408 033	
4121535	59 787 802					8 042 510		8 042 510	51 745 292	
4121536	10 459 302					347 033		347 033	10 112 269	
4121537	21 240								21 240	
4121538	25 916 780					1 218 586		1 218 586	24 698 194	
4121539	36 000					12 000		12 000	24 000	
4121540	1 208 200					122 305		122 305	1 085 895	
4121541	12 000								12 000	
4121542	24 495					225		225	24 270	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 26/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 27/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121618	172 883					11 750		11 750	161 133	
4121619	121 000					1 875		1 875	119 125	
4121620	77 612					55 852		55 852	21 760	
4121621	155 514					18 665		18 665	136 849	
4121622	3 337 663					255 468		255 468	3 082 195	
4121623	258 292					7 195		7 195	251 097	
4121624	1 952 113					279 451		279 451	1 672 662	
4121625	8 450 840					490 313		490 313	7 960 527	
4121626	272 763					29 000		29 000	243 763	
4121627	144 000					12 000		12 000	132 000	
4121628	126 480								126 480	
4121629	8 987 883					920 869		920 869	8 067 014	
4121631	565 172					41 160		41 160	524 012	
4121632	34 822					15 960		15 960	18 862	
4121633	5 176 269					231 290		231 290	4 944 979	
4121634	4 118 670					356 244		356 244	3 762 426	
4121635	60 891 077					3 168 575		3 168 575	57 722 502	
4121636	14 451 570					641 238		641 238	13 810 332	
4121637	54 840								54 840	
4121638	29 998 653					1 371 845		1 371 845	28 626 808	
4121639	60 000					36 000		36 000	24 000	
4121640	1 301 587					66 337		66 337	1 235 250	
4121641	24 000								24 000	
4121642	24 745					475		475	24 270	
4121643	30 480								30 480	
4121644	229 239					32 744		32 744	196 495	
4121645	2 205 025					340 559		340 559	1 864 466	

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 28/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121646	24 000					997 020			24 000	
4121647	5 654 804					178 991			997 020	4 657 784
4121648	2 644 518					45 172			178 991	2 465 527
4121649	200 550					128 008			45 172	155 378
4121650	2 129 849								128 008	2 001 841
4121651	39 022									39 022
4121652	3 915 740					422 472			422 472	3 493 268
4121653	259 410					18 413			18 413	240 997
4121654	1 130 361					64 015			64 015	1 066 346
4121655	12 000									12 000
4121656	48 000									48 000
4121657	394 472					39 491			39 491	354 981
4121658	3 854 108					375 738			375 738	3 478 370
4121700	273 168 832					20 462 764			20 462 764	252 706 068
4121702	27 951 997					1 848 515			1 848 515	26 103 482
4121703						56 213			56 213	56 213
4121706	19 944 942					1 195 709			1 195 709	18 749 233
4121711	48 817					21 975			21 975	26 842
4121712	4 969 712					368 043			368 043	4 601 669
4121713	98 864					1 856			1 856	97 008
4121714	7 487 043					364 946			364 946	7 122 097
4121715	17 288 240					1 058 386			1 058 386	16 229 854
4121716	284 098					56 625			56 625	227 473
4121717	40 932					3 732			3 732	37 200
4121718	60 883					5 500			5 500	55 383
4121719	146 875					1 875			1 875	145 000
4121720	66 522					44 762			44 762	21 760

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 29/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121721	187 877					20 375		20 375	167 502	
4121722	3 782 660					333 732		333 732	3 448 928	
4121723	200 250					18 250		18 250	182 000	
4121724	2 867 540					184 469		184 469	2 683 071	
4121725	8 822 817					512 181		512 181	8 310 636	
4121726	246 544					24 000		24 000	222 544	
4121727	227 401					23 312		23 312	204 089	
4121728	143 850								143 850	
4121729	10 285 337					1 273 246		1 273 246	9 012 091	
4121731	382 171					16 480		16 480	365 691	
4121732	61 529					17 107		17 107	44 422	
4121733	5 408 604					283 555		283 555	5 125 049	
4121734	4 792 362					852 529		852 529	3 939 833	
4121735	70 088 332					3 945 975		3 945 975	66 142 357	
4121736	9 022 105					584 362		584 362	8 437 743	
4121737	54 840								54 840	
4121738	24 084 002					1 191 842		1 191 842	22 892 160	
4121739	34 000					24 000		24 000	10 000	
4121740	1 137 651					68 720		68 720	1 068 931	
4121741	13 200								13 200	
4121742	25 035					495		495	24 540	
4121743	44 844					21 774		21 774	23 070	
4121744	357 634					58 852		58 852	298 782	
4121745	2 945 340					375 225		375 225	2 570 115	
4121746	29 760								29 760	
4121747	7 912 625					406 251		406 251	7 506 374	
4121748	2 569 350					217 749		217 749	2 351 601	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 30/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121749	191 922					32 983		32 983	158 939	
4121750	2 407 281					175 897		175 897	2 231 384	
4121751	47 250								47 250	
4121752	3 085 052					367 039		367 039	2 718 013	
4121753	194 377					28 816		28 816	165 561	
4121754	1 101 727					156 221		156 221	945 506	
4121755	12 000					12 000		12 000	12 000	
4121756	59 762					23 280		23 280	47 762	
4121757	242 012								218 732	
4121758	2 719 606					402 043		402 043	2 317 563	
4121800	348 889 819					33 978 434		33 978 434	314 911 385	
4121802	36 017 939					3 938 933		3 938 933	32 079 006	
4121803						91 920		91 920		91 920
4121806	17 817 647					881 628		881 628	16 936 019	
4121811	70 417					21 975		21 975	48 442	
4121812	5 646 046					529 627		529 627	5 116 419	
4121813	110 276					25 232		25 232	85 044	
4121814	8 581 315					481 575		481 575	8 099 740	
4121815	18 324 400					1 376 477		1 376 477	16 947 923	
4121816	239 920					38 353		38 353	201 567	
4121817	33 330								33 330	
4121818	120 883					5 500		5 500	115 383	
4121819	217 833					14 081		14 081	203 752	
4121820	77 520					49 743		49 743	27 777	
4121821	280 222					6 665		6 665	273 557	
4121822	3 432 560					443 405		443 405	2 989 155	
4121823	293 105					1 200		1 200	291 905	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 31/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 32/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121852	3 824 428					343 209		343 209	3 481 219	
4121853	202 800					19 368		19 368	183 432	
4121854	1 108 673					115 016		115 016	993 657	
4121855	12 000								12 000	
4121856	60 972					12 972		12 972	48 000	
4121857	421 207					77 280		77 280	343 927	
4121858	3 317 080					283 157		283 157	3 033 923	
4121900	378 308 818					139 331 286		139 331 286	238 977 532	
4121902	67 742 262					15 895 670		15 895 670	51 846 592	
4121903						879 275		879 275		879 275
4121906	16 930 641					1 625 825		1 625 825	15 304 816	
4121911	151 439					29 797		29 797	121 642	
4121912	5 371 619					686 131		686 131	4 685 488	
4121913	74 783					1 550		1 550	73 233	
4121914	9 041 942					1 018 702		1 018 702	8 023 240	
4121915	18 781 994					1 705 991		1 705 991	17 076 003	
4121916	532 114					34 428		34 428	497 686	
4121917	125 740					8		8	125 732	
4121918	52 583					5 500		5 500	47 083	
4121919	272 350					39 450		39 450	232 900	
4121920	231 360					84 325		84 325	147 035	
4121921	236 439					16 500		16 500	219 939	
4121922	4 748 888					688 124		688 124	4 060 764	
4121923	792 213					43 377		43 377	748 836	
4121924	3 793 520					373 919		373 919	3 419 601	
4121925	9 467 434					1 299 587		1 299 587	8 167 847	
4121926	451 603					140 896		140 896	310 707	

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 33/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121927	463 373					70 833		70 833	392 540	
4121928	190 000								190 000	
4121929	14 805 905					1 771 914		1 771 914	13 033 991	
4121931	809 288					83 778		83 778	725 510	
4121932	120 254					13 125		13 125	107 129	
4121933	6 554 044					1 008 003		1 008 003	5 546 041	
4121934	6 002 329					483 106		483 106	5 519 223	
4121935	46 067 983					5 574 554		5 574 554	40 493 429	
4121936	10 353 489					2 772 394		2 772 394	7 581 095	
4121937	113 640								113 640	
4121938	27 419 472					4 656 071		4 656 071	22 763 401	
4121939	45 600					23 906		23 906	21 694	
4121940	1 428 409					206 279		206 279	1 222 130	
4121942	36 990					720		720	36 270	
4121943	162 968					138 968		138 968	24 000	
4121944	574 663					61 572		61 572	513 091	
4121945	3 097 235					344 566		344 566	2 752 669	
4121946	64 800					1 200		1 200	63 600	
4121947	5 963 209					801 043		801 043	5 162 166	
4121948	4 172 069					332 536		332 536	3 839 533	
4121949	175 768					37 239		37 239	138 529	
4121950	2 691 838					509 536		509 536	2 182 302	
4121951	70 515								70 515	
4121952	4 130 347					466 664		466 664	3 663 683	
4121953	355 086					58 400		58 400	296 686	
4121954	1 417 263					136 834		136 834	1 280 429	
4121955	36 000					24 000		24 000	12 000	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 34/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4121956	133 200					63 600		63 600	69 600	
4121957	216 666					33 600		33 600	183 066	
4121958	3 579 189					504 821		504 821	3 074 368	
4122000	548 146 513					82 780 707		82 780 707	465 365 806	
4122002	99 061 438					15 935 614		15 935 614	83 125 824	
4122003						4 238 875		4 238 875		4 238 875
4122006	21 278 252					3 522 808		3 522 808	17 755 444	
4122011	121 724					37 912		37 912	83 812	
4122012	5 934 486					961 214		961 214	4 973 272	
4122013	78 186					1 337		1 337	76 849	
4122014	10 418 358					1 270 410		1 270 410	9 147 948	
4122015	23 697 539					5 030 163		5 030 163	18 667 376	
4122016	651 370					123 572		123 572	527 798	
4122017	251 452								251 452	
4122018	64 583					5 500		5 500	59 083	
4122019	290 150					104 717		104 717	185 433	
4122020	234 480					26 400		26 400	208 080	
4122021	232 089					51 750		51 750	180 339	
4122022	6 159 762					911 840		911 840	5 247 922	
4122023	804 062					155 290		155 290	648 772	
4122024	4 894 457					371 226		371 226	4 523 231	
4122025	9 691 075					1 518 785		1 518 785	8 172 290	
4122026	642 696					82 921		82 921	559 775	
4122027	246 664					58 760		58 760	187 904	
4122028	190 786					12 306		12 306	178 480	
4122029	17 186 162					2 948 303		2 948 303	14 237 859	
4122031	580 237					175 103 829	175 178 741	175 103 829	175 178 741	505 325

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 35/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4122032	169 004					105 435		105 435	63 569	
4122033	8 888 447					1 064 690		1 064 690	7 823 757	
4122034	6 292 659					710 297		710 297	5 582 362	
4122035	63 945 889					14 581 666		14 581 666	49 364 223	
4122036	13 245 492					3 729 043		3 729 043	9 516 449	
4122037	36 953					3 353		3 353	33 600	
4122038	43 476 270					6 618 542		6 618 542	36 857 728	
4122039	12 000					10 320		10 320	1 680	
4122040	1 722 928					372 479		372 479	1 350 449	
4122041	12 000								12 000	
4122042	101 070					450		450	100 620	
4122043	146 732					92 949		92 949	53 783	
4122044	399 792					66 634		66 634	333 158	
4122045	2 920 440					219 171		219 171	2 701 269	
4122046	13 596					13 596		13 596	0	0
4122047	6 948 488					1 214 317		1 214 317	5 734 171	
4122048	4 785 565					524 429		524 429	4 261 136	
4122049	296 134					49 168		49 168	246 966	
4122050	3 498 152					528 062		528 062	2 970 090	
4122051	137 265					1 515		1 515	135 750	
4122052	4 559 490					508 526		508 526	4 050 964	
4122053	358 058					35 389		35 389	322 669	
4122054	1 424 701					211 364		211 364	1 213 337	
4122055	22 524					22 524		22 524	0	0
4122056	115 200								115 200	
4122057	386 659					145 200		145 200	241 459	
4122058	5 248 613					564 523		564 523	4 684 090	

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4122100	716 673 280					124 876 023		124 876 023	591 797 257	
4122102	337 509 014					33 219 858		33 219 858	304 289 156	
4122103	110 561 665					2 537 356		2 537 356	108 024 309	
4122106	28 998 293					7 214 954		7 214 954	21 783 339	
4122111	158 324					22 350		22 350	135 974	
4122112	10 197 820					3 128 972		3 128 972	7 068 848	
4122113	168 753					22 455		22 455	146 298	
4122114	13 734 715					2 907 132		2 907 132	10 827 583	
4122115	32 221 574					5 915 279		5 915 279	26 306 295	
4122116	43 909					76 359		76 359		32 450
4122117	260 602								260 602	
4122118	155 500					12 000		12 000	143 500	
4122119	398 850					69 425		69 425	329 425	
4122120	304 297					17 017		17 017	287 280	
4122121	424 089					12 000		12 000	412 089	
4122122	6 528 792					674 837		674 837	5 853 955	
4122123	488 901					62 730		62 730	426 171	
4122124	5 487 151					323 943		323 943	5 163 208	
4122125	12 492 232					1 843 536		1 843 536	10 648 696	
4122126	575 640					157 640		157 640	418 000	
4122127	351 483					26 632		26 632	324 851	
4122128	130 465					804		804	129 661	
4122129	20 856 103					4 513 304		4 513 304	16 342 799	
4122130	62 738								62 738	
4122131	1 032 815					187 298		187 298	845 517	
4122132	187 727					56 760		56 760	130 967	
4122133	12 046 557					2 602 069		2 602 069	9 444 488	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 37/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4122134	9 077 026					940 705		940 705	8 136 321	
4122135	84 729 070					19 252 704		19 252 704	65 476 366	
4122136	14 123 832					3 983 608		3 983 608	10 140 224	
4122137	147 240								147 240	
4122138	58 748 972					11 662 618		11 662 618	47 086 354	
4122139	1 367 690					20 880		20 880	1 346 810	
4122140	1 952 547					353 107		353 107	1 599 440	
4122142		27 810				225		225		28 035
4122143	222 332					12 000		12 000	210 332	
4122144	394 379					11 345		11 345	383 034	
4122145	4 195 598					962 095		962 095	3 233 503	
4122146	36 000								36 000	
4122147	9 675 057					1 006 119		1 006 119	8 668 938	
4122148	7 083 086					1 693 401		1 693 401	5 389 685	
4122149	284 502					29 430		29 430	255 072	
4122150	4 292 038					536 224		536 224	3 755 814	
4122151		77 335								77 335
4122152	5 091 432					576 805		576 805	4 514 627	
4122153	635 374					25 648		25 648	609 726	
4122154	2 246 706					619 306		619 306	1 627 400	
4122155	32 000								32 000	
4122156	109 200					12 000		12 000	97 200	
4122157	714 280					70 791		70 791	643 489	
4122158	6 472 406					1 305 815		1 305 815	5 166 591	
4122200	2 027 474 807					382 618	1 173 677 006	382 618	1 173 677 006	854 180 419
4122202	359 522 672						277 999 162		277 999 162	81 523 510
4122203		54 570 238					35 814 648		35 814 648	90 384 886

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 38/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4122206	58 591 371					27 135 056		27 135 056	31 456 315	
4122211	202 427					122 347		122 347	80 080	
4122212	21 151 121					8 177 718		8 177 718	12 973 403	
4122213	821 569					261 759		261 759	559 810	
4122214	26 396 275					8 842 114		8 842 114	17 554 161	
4122215	232 814 349					13 607 887		13 607 887	219 206 462	
4122216		188 292 352				196 792		196 792		188 489 144
4122217	388 075					24 076		24 076	363 999	
4122218	232 762					14 400		14 400	218 362	
4122219	1 366 234					890 222		890 222	476 012	
4122220	330 698					23 600		23 600	307 098	
4122221	402 264					16 500		16 500	385 764	
4122222		86 209 050				3 207 640		3 207 640		89 416 690
4122223	934 836					92 320		92 320	842 516	
4122224	46 372 298				- 39 245 282	995 130	- 39 245 282	995 130	6 131 886	
4122225	20 270 391					6 225 119		6 225 119	14 045 272	
4122226	605 193					173 640		173 640	431 553	
4122227	644 501					202 297		202 297	442 204	
4122228	482 270					29 623		29 623	452 647	
4122229	42 877 846					17 089 914		17 089 914	25 787 932	
4122230	46 810					24 000		24 000	22 810	
4122231	1 932 997					308 387		308 387	1 624 610	
4122232	122 804					55 560		55 560	67 244	
4122233	17 877 407					5 389 766		5 389 766	12 487 641	
4122234	16 249 719					5 498 592		5 498 592	10 751 127	
4122235	204 566 765					121 079 977		121 079 977	83 486 788	
4122236	28 249 109					13 253 007		13 253 007	14 996 102	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 39/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4122237	236 880					101 640		101 640	135 240	
4122238	83 785 872					26 352 634		26 352 634	57 433 238	
4122239	56 713					132 187		132 187		75 474
4122240	3 728 679					569 495		569 495	3 159 184	
4122241	24 000								24 000	
4122242	153 897								153 897	
4122243	246 931					12 000		12 000	234 931	
4122244	751 277					218 654		218 654	532 623	
4122245	5 005 144					1 046 225		1 046 225	3 958 919	
4122246	130 080					12 000		12 000	118 080	
4122247	15 107 439					4 466 583		4 466 583	10 640 856	
4122248	8 665 237					2 286 323		2 286 323	6 378 914	
4122249	455 407					94 691		94 691	360 716	
4122250	6 459 721					1 676 952		1 676 952	4 782 769	
4122251	301 815					765		765	301 050	
4122252	7 631 012					1 652 393		1 652 393	5 978 619	
4122253	972 312					192 802		192 802	779 510	
4122254	4 024 174					1 264 895		1 264 895	2 759 279	
4122255	79 950					65 655		65 655	14 295	
4122256	211 920					58 885		58 885	153 035	
4122257	781 366					157 236		157 236	624 130	
4122258	10 823 566					2 506 831		2 506 831	8 316 735	
4122300					36 198 092 276	36 123 280 712	36 198 092 276	36 123 280 712	74 811 564	
4122301					187 440 175	187 440 175	187 440 175	187 440 175	0	0
4122302					4 563 177 554	2 580 191 926	4 563 177 554	2 580 191 926	1 982 985 628	
4122303					1 782 857 106	1 146 295 447	1 782 857 106	1 146 295 447	636 561 659	
4122306					676 366 255	617 858 771	676 366 255	617 858 771	58 507 484	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 40/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4122307			931 266 164		2 181 599 888		931 266 164	2 181 599 888		1 250 333 724
4122311			1 892 986		1 712 077		1 892 986	1 712 077		180 909
4122312			341 721 556		313 449 805		341 721 556	313 449 805		28 271 751
4122313			3 329 463		2 106 915		3 329 463	2 106 915		1 222 548
4122314			216 831 631		179 952 771		216 831 631	179 952 771		36 878 860
4122315			800 490 993		732 894 544		800 490 993	732 894 544		67 596 449
4122316			8 672 605		5 762 634		8 672 605	5 762 634		2 909 971
4122317			408 674		192 786		408 674	192 786		215 888
4122318			793 745		407 979		793 745	407 979		385 766
4122319			3 258 321		2 344 908		3 258 321	2 344 908		913 413
4122320			2 914 920		1 681 965		2 914 920	1 681 965		1 232 955
4122321			909 139		437 418		909 139	437 418		471 721
4122322			81 181 453		62 543 498		81 181 453	62 543 498		18 637 955
4122323			10 071 391		8 050 918		10 071 391	8 050 918		2 020 473
4122324			43 452 753		34 765 373		43 452 753	34 765 373		8 687 380
4122325			166 121 604		137 991 955		166 121 604	137 991 955		28 129 649
4122326			2 121 146		1 358 321		2 121 146	1 358 321		762 825
4122327			2 225 558		1 625 361		2 225 558	1 625 361		600 197
4122328			2 207 179		1 553 519		2 207 179	1 553 519		653 660
4122329			293 269 156		246 261 571		293 269 156	246 261 571		47 007 585
4122330			319 200		231 600		319 200	231 600		87 600
4122331			10 421 413		7 557 421		10 421 413	7 557 421		2 863 992
4122332			416 446		239 282		416 446	239 282		177 164
4122333			105 312 290		81 757 048		105 312 290	81 757 048		23 555 242
4122334			113 777 913		90 592 225		113 777 913	90 592 225		23 185 688
4122335			2 828 064 902		2 638 509 647		2 828 064 902	2 638 509 647		189 555 255
4122336			286 144 733		602 271 475		286 144 733	602 271 475		316 126 742

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 41/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4122337					411 876	263 066	411 876	263 066	148 810	
4122338					1 084 763 974	615 527 499	1 084 763 974	615 527 499	469 236 475	
4122339					1 561 257	1 174 991	1 561 257	1 174 991	386 266	
4122340					15 547 800	11 524 759	15 547 800	11 524 759	4 023 041	
4122341					72 000	60 000	72 000	60 000	12 000	
4122342					843 443	633 303	843 443	633 303	210 140	
4122343					2 020 689	1 727 892	2 020 689	1 727 892	292 797	
4122344					6 486 714	5 549 721	6 486 714	5 549 721	936 993	
4122345					30 406 501	23 696 502	30 406 501	23 696 502	6 709 999	
4122346					549 600	349 200	549 600	349 200	200 400	
4122347					144 129 205	124 827 614	144 129 205	124 827 614	19 301 591	
4122348					47 708 910	35 088 585	47 708 910	35 088 585	12 620 325	
4122349					1 052 400	451 156	1 052 400	451 156	601 244	
4122350					33 817 938	23 126 058	33 817 938	23 126 058	10 691 880	
4122351					437 896	186 366	437 896	186 366	251 530	
4122352					64 575 433	50 790 238	64 575 433	50 790 238	13 785 195	
4122353					6 986 549	6 213 326	6 986 549	6 213 326	773 223	
4122354					16 943 313	12 937 266	16 943 313	12 937 266	4 006 047	
4122355					465 042	352 747	465 042	352 747	112 295	
4122356					930 600	669 000	930 600	669 000	261 600	
4122357					3 960 310	2 741 493	3 960 310	2 741 493	1 218 817	
4122358					101 623 631	92 063 093	101 623 631	92 063 093	9 560 538	
4128500	646 600								646 600	
4128506	90 552								90 552	
4128535	151 680								151 680	
4128538	489 600								489 600	
4128600	1 821 354								1 821 354	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 42/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4128606	122 981								122 981	
4128635	164 720								164 720	
4128636	2 500								2 500	
4128638	707 104								707 104	
4128700	1 714 953								1 714 953	
4128706	158 756								158 756	
4128725	98 000								98 000	
4128735	98 000								98 000	
4128738	745 916								745 916	
4128800	3 875 465								3 875 465	
4128806	148 486								148 486	
4128825	98 000								98 000	
4128835	434 312								434 312	
4128836	39 375								39 375	
4128838	721 916								721 916	
4128858	116 664								116 664	
4128900	1 392 862								1 392 862	
4128906	136 404								136 404	
4128925	98 000								98 000	
4128934	107 089								107 089	
4128935	371 583								371 583	
4128938	88 096								88 096	
4128958	116 664								116 664	
4129000	5 115 993								5 115 993	
4129006	338 399								338 399	
4129012	98 000								98 000	
4129015	197 348								197 348	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 43/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4129025	98 000								98 000	
4129034	7 437								7 437	
4129035	1 683 020								1 683 020	
4129058	116 664								116 664	
4129100	5 972 962								5 972 962	
4129106	365 767								365 767	
4129112	98 000								98 000	
4129115	521 478								521 478	
4129124	26								26	
4129125	98 000								98 000	
4129134	7 437								7 437	
4129135	1 373 341								1 373 341	
4129136	92 000								92 000	
4129158	116 664								116 664	
4129200	18 705 929								18 705 929	
4129206	527 530								527 530	
4129212	98 000								98 000	
4129215	120 000								120 000	
4129224	25 500								25 500	
4129225	98 000								98 000	
4129234	650 187								650 187	
4129235	1 198 493								1 198 493	
4129236	298 833								298 833	
4129238	361 986								361 986	
4129258	116 664								116 664	
4129300	30 989 237								30 989 237	
4129306	644 431								644 431	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** **Budget principal**

Page : 44/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 45/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 46/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4129735	8 299 013								8 299 013	
4129738	488 400								488 400	
4129745	99 290								99 290	
4129748	10 000								10 000	
4129750	5 413								5 413	
4129758	6 600								6 600	
4129800	41 140 709						408 530		40 732 179	
4129806	1 662 146						19 697		1 642 449	
4129812	467 259								467 259	
4129815	1 165 769								1 165 769	
4129822	157 805								157 805	
4129825	306 000								306 000	
4129829	151 320								151 320	
4129835	7 592 526						133 616		7 458 910	
4129838	761 267								761 267	
4129845	99 290								99 290	
4129848	20 000								20 000	
4129858	483 134								483 134	
4129900	53 095 043						80 974		53 014 069	
4129905	4 883 081								4 883 081	
4129906	1 740 809						11 220		1 729 589	
4129912	148 692								148 692	
4129914	94 605								94 605	
4129915	934 800								934 800	
4129925	208 000								208 000	
4129929	79 335								79 335	
4129933	130 661								130 661	

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 47/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4129935	10 348 390					46 800		46 800	10 301 590	
4129938	982 400								982 400	
4129945	114 000								114 000	
4129948	20 000								20 000	
4129958	154 500								154 500	
4130600	2 487 924								2 487 924	
4130640	58 824								58 824	
4130700	23 234 374								23 234 374	
4130733	120 098								120 098	
4130800	10 963 069								10 963 069	
4130810	4 800								4 800	
4130820	2 400								2 400	
4130831	6 987 760								6 987 760	
4130832	1 941								1 941	
4130833	144 075								144 075	
4130841	100 500								100 500	
4130842	1 667 431								1 667 431	
4130900	832 248								832 248	
4130932	1 155								1 155	
4130933	26 430								26 430	
4130941	3 120								3 120	
4131000	20 153 246								20 153 246	
4131005	361 806								361 806	
4131032	14 071								14 071	
4131033	244 653								244 653	
4131036	47 551 150								47 551 150	
4131040	210 551								210 551	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 48/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 49/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4131623	21 074 590								21 074 590	
4131632	315								315	
4131633	992 460								992 460	
4131700	9 961 150								9 961 150	
4131723	17 198 569								17 198 569	
4131800	66 877 110								66 877 110	
4131820	117 710								117 710	
4131822	354 024								354 024	
4131823	474 783								474 783	
4131832	47 239								47 239	
4131833	2 625 277								2 625 277	
4131840	187 442								187 442	
4131900	257 643 983						578 089			258 222 072
4131920	16 783 404							578 089		16 783 404
4131922		18 168 086								18 168 086
4131923	212 880 830								212 880 830	
4131924	1 038 009								1 038 009	
4131932		12 218 591					45			12 218 636
4131933		25 366 448								25 366 448
4131940	8 962 882								8 962 882	
4132000	6 393 057 548						3 533 382			6 389 524 166
4132020	65 541 914									65 541 914
4132022	1 929 274						3 538			1 925 736
4132023	1 900 641 117								1 900 641 117	
4132024	72 214 025								72 214 025	
4132032		57 013 666					20 207			57 033 873
4132033	43 183 113							66 795		43 116 318

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 50/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4132040	62 944 341					48 906 512			62 944 341	
4132100	5 316 696 434					39			5 267 789 922	
4132120	164 341 107					2 916			164 341 068	
4132122		18 410 497				333				18 413 413
4132123	912 527 930					83			912 527 597	
4132124	36 223 685					52 717			36 223 602	
4132132		21 294 379				- 213 390 660				21 347 096
4132133		323 934 786								110 544 126
4132140	145 980 672								145 980 672	
4132200	30 323 858 444					19 781 784 211			19 781 784 211	10 542 074 233
4132220	151 985 769					130 484 183	169 911 963	130 484 183	169 911 963	112 557 989
4132222	31 309 790					14 443 965	31 992 554	14 443 965	31 992 554	13 761 201
4132223	1 458 940 531					883 953 383	1 602 364 695	883 953 383	1 602 364 695	740 529 219
4132224	9 401 720					87 518 272	68 437 232	87 518 272	68 437 232	28 482 760
4132225	64 979 410					383 206 347	309 259 057	383 206 347	309 259 057	138 926 700
4132232	3 781 511					2 571 822	5 447 151	2 571 822	5 447 151	906 182
4132233	818 642 530					233 035 606	551 855 142	233 035 606	551 855 142	499 822 994
4132240	91 298 055					45 929 285	58 306 427	45 929 285	58 306 427	78 920 913
4132300						51 965 394 133	37 156 143 548	51 965 394 133	37 156 143 548	14 809 250 585
4132301						334	334	334	334	0
4132302						463 739 647	463 739 647	463 739 647	463 739 647	0
4132320						1 381 415 545	995 250 916	1 381 415 545	995 250 916	386 164 629
4132322						222 030 006	160 433 461	222 030 006	160 433 461	61 596 545
4132323						5 178 592 917	1 819 533 969	5 178 592 917	1 819 533 969	3 359 058 948
4132324						481 510 665	327 701 309	481 510 665	327 701 309	153 809 356
4132325						11 822 112 307	8 685 606 613	11 822 112 307	8 685 606 613	3 136 505 694
4132332						35 645 714	24 426 851	35 645 714	24 426 851	11 218 863

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 51/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4132333					2 530 739 780	1 828 953 491	2 530 739 780	1 828 953 491	701 786 289	
4132340					656 058 348	550 972 976	656 058 348	550 972 976	105 085 372	
4139400	471 900								471 900	
4139600	552 926								552 926	
4139633	277 099								277 099	
4140200	7 646 221					641 140		641 140	7 005 081	
4140300	10 715 532					9 083 437		9 083 437	1 632 095	
4140400	26 114 588					2 252 745		2 252 745	23 861 843	
4140500	6 989 673					1 201 526		1 201 526	5 788 147	
4140509	3 211 335					857 365		857 365	3 211 335	
4140600	56 013 291								55 155 926	
4140607	590 847								590 847	
4140609	390 266								390 266	
4140700	63 931 649					9 661 083		9 661 083	54 270 566	
4140707	583 291								583 291	
4140709	327 463								327 463	
4140800	87 117 086					8 768 705		8 768 705	78 348 381	
4140807	2 244 674					1 632 000		1 632 000	612 674	
4140900	103 978 524					14 874 006		14 874 006	89 104 518	
4140907	1 588 218					920 447		920 447	667 771	
4140909	84 000								84 000	
4141000	241 621 832					19 824 431		19 824 431	221 797 401	
4141007	5 201 531					172 698		172 698	5 028 833	
4141009	45 600								45 600	
4141100	114 875 585					10 602 777		10 602 777	104 272 808	
4141107	11 669 425								11 669 425	
4141200	193 139 858					25 509 802		25 509 802	167 630 056	

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 52/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4141207	9 016 744					34 012		34 012	8 982 732	
4141300	276 871 732					39 418 368		39 418 368	237 453 364	
4141307	3 365 083					116 812		116 812	3 248 271	
4141308	948 710					204 941		204 941	743 769	
4141400	191 045 983					49 259 898		49 259 898	141 786 085	
4141408	4 990 301								4 990 301	
4141500	325 979 019					27 056 849		27 056 849	298 922 170	
4141508	1 897 583					163 556		163 556	1 734 027	
4141600	143 513 969					25 592 909		25 592 909	117 921 060	
4141606	14 817 606								14 817 606	
4141608	2 748 908					74 125		74 125	2 674 783	
4141700	165 894 113					27 061 881		27 061 881	138 832 232	
4141706	79 650 000								79 650 000	
4141708	3 816 461					437 780		437 780	3 378 681	
4141800	219 435 212					14 948 646		14 948 646	204 486 566	
4141808	4 401 252					288 456		288 456	4 112 796	
4141900	240 263 364					35 308 453		35 308 453	204 954 911	
4141908	3 042 579					781 085		781 085	2 261 494	
4142000	350 215 320					39 626 987		39 626 987	310 588 333	
4142008	12 535 040					2 085 426		2 085 426	10 449 614	
4142100	585 882 251					108 745 575		108 745 575	477 136 676	
4142108	63 845 462					16 736 809		16 736 809	47 108 653	
4142200	816 457 131					252 319 485		252 319 485	564 137 646	
4142208	41 559 586				11 517 881	18 272 039	11 517 881	18 272 039	34 805 428	
4142214	5 542 478					1 480 480		1 480 480	4 061 998	
4142300					41 581 688 703	40 654 571 379	41 581 688 703	40 654 571 379	927 117 324	
4142308					6 750	6 750	6 750	6 750	0	0

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 53/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4142311					2 912 592	960 190	2 912 592	960 190	1 952 402	
4142314					236 400 434	45 837 957	236 400 434	45 837 957	190 562 477	
4142332					13 695 170	18 980 289	13 695 170	18 980 289		5 285 119
4142334					152 612 280	232 202 640	152 612 280	232 202 640		79 590 360
4142355					2 303 208	2 977 063	2 303 208	2 977 063		673 855
4142358					5 615 324	9 123 709	5 615 324	9 123 709		3 508 385
4142360					5 810 805	7 920 378	5 810 805	7 920 378		2 109 573
4142365						5 677 799		5 677 799		5 677 799
4142374					1 307 034	2 065 359	1 307 034	2 065 359		758 325
4150100	432 421								432 421	
4150200	1 765 938								1 765 938	
4150300	5 126 040								5 126 040	
4150400	4 576 990								4 576 990	
4150500	5 328 760								5 328 760	
4150600	2 377 688								2 377 688	
4150700	2 064 807					111 735		111 735	1 953 072	
4150800	1 879 078					8 265		8 265	1 870 813	
4150900	807 332								807 332	
4151000	5 062								5 062	
4151100	1 817 319								1 817 319	
4151200	4 157 408					21 845		21 845	4 135 563	
4151300	4 376 326					3 572		3 572	4 372 754	
4151400	19 606 379					2 264		2 264	19 604 115	
4151500	9 919 462					12 448		12 448	9 907 014	
4151600	20 679 866					2 340 697		2 340 697	18 339 169	
4151700	28 284 108					435 052		435 052	27 849 056	
4151800	21 450 420					3 144 934		3 144 934	18 305 486	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 54/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4151900	51 274 820					4 088 306		4 088 306	47 186 514	
4152000	3 986 125					422 165		422 165	3 563 960	
4152100	6 033 112					1 724 596		1 724 596	4 308 516	
4152200	200 185 487					110 070 059		110 070 059	90 115 428	
4152300					7 332 595 892	7 186 661 179	7 332 595 892	7 186 661 179	145 934 713	
4171	1 480 164 387				7 143 633 245	6 520 942 421	7 143 633 245	6 520 942 421	2 102 855 211	
418					874 673 592		874 673 592		874 673 592	
4211					23 264 879 114	23 452 516 828	23 264 879 114	23 452 516 828		187 637 714
4212		145 899 920			163 769 880		163 769 880		17 869 960	
427					74 234 223	74 234 223	74 234 223	74 234 223	0	0
429		5 606 512			21 680 008	8 342 704	21 680 008	8 342 704	7 730 792	
431		46 024 759			879 746 065	833 721 306	879 746 065	833 721 306	0	0
4311					9 120 561 375	9 180 553 624	9 120 561 375	9 180 553 624		59 992 249
4371					334 553 229	334 567 029	334 553 229	334 567 029		13 800
4372		533 230			533 230		533 230		0	0
4412022	96 727 971					91 953 451		91 953 451	4 774 520	
4412023					20 007 042 615	19 511 093 638	20 007 042 615	19 511 093 638	495 948 977	
444		27 284 665			20 559 476	34 351 981	20 559 476	34 351 981		41 077 170
4462015	1 570 220								1 570 220	
4462018	34 286								34 286	
4462019	1 290 588								1 290 588	
4462020	13 335								13 335	
4462021	298 722								298 722	
4462022	311 849 311					311 718 581		311 718 581	130 730	
4462023					1 828 427 901	1 448 954 812	1 828 427 901	1 448 954 812	379 473 089	
451002		2 405 415 868			3 106 010 872	2 586 911 690	3 106 010 872	2 586 911 690		1 886 316 686
451003		421 772 016			1 768 202 618	1 365 162 858	1 768 202 618	1 365 162 858		18 732 256

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 55/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
451005		209 672 622			34 795 523	114 128 691	34 795 523	114 128 691		289 005 790
451006		375 226 988			126 460 395	108 188 050	126 460 395	108 188 050		356 954 643
451008		5 232 983 830			5 232 983 830		5 232 983 830		0	0
451009		6 281 720 122			1 475 049 086	1 708 116 598	1 475 049 086	1 708 116 598		6 514 787 634
451010		1 027 589 060			421 189 553	647 123 288	421 189 553	647 123 288		1 253 522 795
451011		316 389 102			1 194 655 833	1 037 327 100	1 194 655 833	1 037 327 100		159 060 369
451012		1 471 297 239			3 129 940 852	3 774 155 331	3 129 940 852	3 774 155 331		2 115 511 718
451014		2 379 738 635			41 225 390 217	42 612 891 400	41 225 390 217	42 612 891 400		3 767 239 818
4571	3 251 393 809				73 356 353 322	76 975 886 987	73 356 353 322	76 975 886 987		368 139 856
4572	406 058 563				7 378 280 895	7 906 999 079	7 378 280 895	7 906 999 079		122 659 621
461	121 000					121 000		121 000	0	0
46481		196 546 786								196 546 786
46482		28 163 049								28 163 049
46483		38 472			130 272 413	130 272 413	130 272 413	130 272 413		38 472
46484		3 308 891			6 041 747	6 584 122	6 041 747	6 584 122		3 851 266
46485		1 120 000								1 120 000
4661		17 286 807			224 333 969	221 037 706	224 333 969	221 037 706		13 990 544
46621		434 074 373			1 065 363 625	1 390 134 266	1 065 363 625	1 390 134 266		758 845 014
46622		89 025 989			216 103 482	212 776 206	216 103 482	212 776 206		85 698 713
4663		23 887 184			74 931 442	108 119 055	74 931 442	108 119 055		57 074 797
4664		1 112 389			384 837	404 628	384 837	404 628		19 791
467111		110 878 364			1 891 586	1 892 986	1 891 586	1 892 986		1 113 789
467112		2 202 812			330 302 026	341 721 556	330 302 026	341 721 556		122 297 894
467113		263 163 964			771 046 511	800 490 993	771 046 511	800 490 993		264 085 0
467116		6 661 795			6 625 426	8 672 605	6 625 426	8 672 605		8 708 974
467117		1 131 135			215 082	408 674	215 082	408 674		1 324 727

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 56/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
467118		1 222 099			810 539	793 745	810 539	793 745		1 205 305
467119		3 747 708			3 959 397	3 258 321	3 959 397	3 258 321		3 046 632
467120		2 133 205			2 035 980	2 914 920	2 035 980	2 914 920		3 012 145
467121		2 128 736			613 501	909 139	613 501	909 139		2 424 374
467122		54 170 751			71 029 561	81 181 453	71 029 561	81 181 453		64 322 643
467123		4 985 682			8 377 910	10 071 391	8 377 910	10 071 391		6 679 163
467125		116 186 580			153 068 206	166 121 604	153 068 206	166 121 604		129 239 978
467126		4 172 412			2 132 947	2 121 146	2 132 947	2 121 146		4 160 611
467127		2 826 104			1 869 575	2 225 558	1 869 575	2 225 558		3 182 087
467129		174 498 919			280 006 585	293 269 156	280 006 585	293 269 156		187 761 490
467130		217 698			255 600	319 200	255 600	319 200		281 298
467131		8 216 384			8 623 733	10 421 413	8 623 733	10 421 413		10 014 064
467132		849 592			536 564	416 446	536 564	416 446		729 474
467133		90 840 570			93 974 624	105 312 290	93 974 624	105 312 290		102 178 236
467134		72 501 624			103 417 801	113 777 913	103 417 801	113 777 913		82 861 736
467135		1 134 578 483			2 820 362 746	2 828 064 902	2 820 362 746	2 828 064 902		1 142 280 639
467136		137 254 097			270 643 554	286 144 733	270 643 554	286 144 733		152 755 276
467137		791 026			368 059	411 876	368 059	411 876		834 843
467138		452 198 051			1 033 447 858	1 084 763 974	1 033 447 858	1 084 763 974		503 514 167
467139		2 026 516			1 551 337	1 561 257	1 551 337	1 561 257		2 036 436
467140		16 761 211			13 810 345	15 547 800	13 810 345	15 547 800		18 498 666
467141		163 320			76 620	72 000	76 620	72 000		158 700
467142		773 365			779 686	843 443	779 686	843 443		837 122
467143		976 687			2 010 006	2 020 689	2 010 006	2 020 689		987 370
467144		4 483 861			6 314 905	6 486 714	6 314 905	6 486 714		4 655 670
467146		500 403			404 946	549 600	404 946	549 600		645 057
467147		75 557 759			134 825 885	144 129 205	134 825 885	144 129 205		84 861 079

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 57/74

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 58/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit	
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit			
467520		501 695 757			1 165 162 918	1 511 899 728	1 165 162 918	1 511 899 728		848 432 567	
467522		7 799 755			192 432 469	236 473 971	192 432 469	236 473 971		51 841 257	
467523		5 011 971 355			892 794 707	2 563 482 857	892 794 707	2 563 482 857		6 682 659 505	
467524		179 252 706			396 138 624	529 783 655	396 138 624	529 783 655		312 897 737	
467525		64 979 410			8 790 769 318	12 001 222 302	8 790 769 318	12 001 222 302		3 275 432 394	
467531		6 987 760								6 987 760	
467532	81 714 950				32 544 758	38 217 536	32 544 758	38 217 536	76 042 172		
467533		755 493 175			2 381 523 798	2 763 775 386	2 381 523 798	2 763 775 386		1 137 744 763	
467536		121 053 311								121 053 311	
467606		94 467 606								94 467 606	
467607		37 932 898			2 875 969		2 875 969			35 056 929	
467608		141 839 861			27 526 336	2 610 409	27 526 336	2 610 409		116 923 934	
467609		4 058 664								4 058 664	
467611		5 542 478			960 190	2 912 592	960 190	2 912 592		1 952 402	
467614					47 318 437	233 790 025	47 318 437	233 790 025		192 014 066	
467734						302 987		302 987		302 987	
467755						346 866		346 866		346 866	
47111		124 633 581			47 891 084 680	47 923 771 519	47 891 084 680	47 923 771 519		157 320 420	
47113		72 256 285				152 245 474	89 660 349	152 245 474	89 660 349		9 671 160
4712		7 134 562					543 780		543 780		7 678 342
47121		4 324 548				125 798 914	137 602 456	125 798 914	137 602 456		16 128 090
47122		2 099 231				3 752 338	7 040 515	3 752 338	7 040 515		5 387 408
47131		6 790 247				381 002 267	381 002 267	381 002 267	381 002 267	0	0
47133		251 836 256				29 626 767	30 453 850	29 626 767	30 453 850		7 617 330
47134		288 418 696				21 547 950 927	21 327 013 598	21 547 950 927	21 327 013 598		30 898 927
47141						47 441 450 741	43 859 021 796	47 441 450 741	43 859 021 796	3 294 010 249	
47142						241 179 978	241 179 978	241 179 978	241 179 978	0	0

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 59/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
47143		30 125			71 703 126 515	68 369 185 281	71 703 126 515	68 369 185 281		30 125
47151		47 002 543 629			52 000		52 000			43 668 602 395
47152		52 000							0	0
47153		160 448 403			14 276 440	19 502 328	14 276 440	19 502 328		165 674 291
47154		24 897 592			3 436 754	22 706 945	3 436 754	22 706 945		44 167 783
47155		25 564 492			2 154 840	27 246 920	2 154 840	27 246 920		50 656 572
47156		57 146 898			5 275 822	3 030 151	5 275 822	3 030 151		54 901 227
47181		491 819 338			19 626 587 949	19 378 672 223	19 626 587 949	19 378 672 223		243 903 612
47182		43 968 687			45 130 472	166 080 698	45 130 472	166 080 698		164 918 913
47183		231 914 422			431 750 764	318 278 706	431 750 764	318 278 706		118 442 364
4718323		2 351 117			1 821 744 159	1 821 744 159	1 821 744 159	1 821 744 159	0	0
47184					1 387 964	1 387 964	1 387 964	1 387 964		2 351 117
471841					2 476 313 529	2 476 313 529	2 476 313 529	2 476 313 529	0	0
47188					355 423 012	373 105 198	355 423 012	373 105 198		17 682 186
47211		36 555 110			34 637 382	36 004 858	34 637 382	36 004 858		35 187 634
4722		460 446			2 096 505	2 094 033	2 096 505	2 094 033		462 918
47281					2 366 542 987	2 326 565 068	2 366 542 987	2 326 565 068		39 977 919
47282		53 298 063			342 228 642	332 454 757	342 228 642	332 454 757		63 071 948
47283		796 991 677			6 292 416 075	6 292 219 836	6 292 416 075	6 292 219 836		797 187 916
47286		15 195 660								15 195 660
47288		57 426 175			55 259 106	60 766 175	55 259 106	60 766 175		51 919 106
472881					2 264 327 912	2 264 327 912	2 264 327 912	2 264 327 912	0	0
4761		10				5		5		15
4762		40							40	
4781					29 250	29 250	29 250	29 250	0	0
47888		493			441	365	441	365		417
4817		42 851 405			42 851 406					1

PPF / Paerie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 60/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
486	49 682 237				65 572 647	49 682 237	65 572 647	49 682 237	65 572 647	
487		160 000			160 000		160 000		0	0
496		10 946 494 147								10 946 494 147
51142	18 958 176				6 523 615 689	6 430 791 635	6 523 615 689	6 430 791 635	111 782 230	
51173	7 413 677				109 087 814	96 952 066	109 087 814	96 952 066	19 549 425	
51174					12 434 850	12 434 850	12 434 850	12 434 850	0	0
5132019		519 512			248 119	453 628	248 119	453 628		725 021
515	42 659 448 896				238 462 920 834	223 063 923 230	238 462 920 834	223 063 923 230	58 058 446 500	
5192		1 311 919 929			1 311 919 929		1 311 919 929		0	0
5193	6 300 000 000					484 000 000		484 000 000	5 816 000 000	
5411	15 860 000				116 309 955	116 941 955	116 309 955	116 941 955	15 228 000	
5412	149 000				5 000	10 000	5 000	10 000	144 000	
5511	16 994 630								16 994 630	
552	149 000 000				517 933 393	517 933 393	517 933 393	517 933 393	149 000 000	
58									0	0
TOTAL CI. 4 à 5	155 554 042 607	106 576 415 108	0	42 851 406	1 178 138 595 429	1 167 034 160 545	1 178 138 595 429	1 167 077 011 951	171 142 215 963	111 103 004 986

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : **BP1** **Budget principal**

Page : 61/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23										
COMpte	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
60261			320 050 899	25 751 497			320 050 899	25 751 497	294 299 402	
60262			168 892 420	11 453 759			168 892 420	11 453 759	157 438 661	
60268			81 399 571	15 336 342			81 399 571	15 336 342	66 063 229	
6032			495 411 845	482 701 304			495 411 845	482 701 304	12 710 541	
60611			110 713 885	20 195 208			110 713 885	20 195 208	90 518 677	
60612			779 971 572	125 112 036			779 971 572	125 112 036	654 859 536	
60618			251 407	24 920			251 407	24 920	226 487	
60621			4 510 925	232 148			4 510 925	232 148	4 278 777	
60622			364 598 002	29 955 795			364 598 002	29 955 795	334 642 207	
60623			32 610 895	1 045 073			32 610 895	1 045 073	31 565 822	
60624			320 902 105	52 434 332			320 902 105	52 434 332	268 467 773	
60625			118 374 772	10 907 193			118 374 772	10 907 193	107 467 579	
60626			146 992 135	11 991 688			146 992 135	11 991 688	135 000 447	
60628			206 594 570	15 020 896			206 594 570	15 020 896	191 573 674	
60631			36 400 595	1 120 136			36 400 595	1 120 136	35 280 459	
60632			91 086 147	9 267 021			91 086 147	9 267 021	81 819 126	
60633			13 922 210	991 757			13 922 210	991 757	12 930 453	
60634			22 204 769	3 662 617			22 204 769	3 662 617	18 542 152	
60635			116 551 119	17 900 378			116 551 119	17 900 378	98 650 741	
60638			171 480 380	15 433 271			171 480 380	15 433 271	156 047 109	
60641			130 614 949	8 672 808			130 614 949	8 672 808	121 942 141	
60642			55 061 024	1 640 102			55 061 024	1 640 102	53 420 922	
60648			3 377 057	407 551			3 377 057	407 551	2 969 506	
6066			5 367 170	350 542			5 367 170	350 542	5 016 628	
6067			3 932 393	235 537			3 932 393	235 537	3 696 856	
6068			15 666 440				15 666 440		15 666 440	
6092				291 748				291 748		291 748

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 62/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
6096				43 611				43 611		43 611
611			1 421 766 659	284 347 741			1 421 766 659	284 347 741	1 137 418 918	
6132			577 811 942	37 227 222			577 811 942	37 227 222	540 584 720	
61351			374 667 675	54 037 123			374 667 675	54 037 123	320 630 552	
61352			491 511 832	54 766			491 511 832	54 766	491 457 066	
61358			7 130 776	258 389			7 130 776	258 389	6 872 387	
614			40 164 230	3 790 339			40 164 230	3 790 339	36 373 891	
61521			378 228 671	51 063 651			378 228 671	51 063 651	327 165 020	
61522			222 255 370	28 430 405			222 255 370	28 430 405	193 824 965	
61523			255 669 778	52 619 788			255 669 778	52 619 788	203 049 990	
61524			17 504 236	3 486 690			17 504 236	3 486 690	14 017 546	
61528			109 314 254	17 884 150			109 314 254	17 884 150	91 430 104	
615511			67 421 102	5 925 214			67 421 102	5 925 214	61 495 888	
615512			20 179 267	490 935			20 179 267	490 935	19 688 332	
615518			5 666 192				5 666 192		5 666 192	
61552			22 722 489	3 504 105			22 722 489	3 504 105	19 218 384	
61553			27 548 901	869 492			27 548 901	869 492	26 679 409	
61558			432 437 862	51 960 144			432 437 862	51 960 144	380 477 718	
6161			19 460 676	1 177 464			19 460 676	1 177 464	18 283 212	
6168			40 967 697	234 114			40 967 697	234 114	40 733 583	
617			480 834 107	43 688 897			480 834 107	43 688 897	437 145 210	
6182			68 745 390	10 513 609			68 745 390	10 513 609	58 231 781	
6184			340 800 721	56 005 801			340 800 721	56 005 801	284 794 920	
6185			59 902 930	8 563 924			59 902 930	8 563 924	51 339 006	
619				660 195				660 195		660 195
6225			1 267 364				1 267 364		1 267 364	
62261			266 382 974	36 424 911			266 382 974	36 424 911	229 958 063	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 63/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
62268			648 368 814	164 393 966			648 368 814	164 393 966	483 974 848	
6227			217 451 846	4 984 992			217 451 846	4 984 992	212 466 854	
6228			452 271 059	55 644 367			452 271 059	55 644 367	396 626 692	
6231			74 081 601	6 669 779			74 081 601	6 669 779	67 411 822	
6232			4 921 639	128 522			4 921 639	128 522	4 793 117	
6233			28 124 881	90 000			28 124 881	90 000	28 034 881	
6234			11 142 582	1 509 284			11 142 582	1 509 284	9 633 298	
6236			65 528 007	11 404 086			65 528 007	11 404 086	54 123 921	
6238			189 972 905	46 396 618			189 972 905	46 396 618	143 576 287	
6241			201 841 306	29 693 280			201 841 306	29 693 280	172 148 026	
62451			1 586 805 821	3 337 367			1 586 805 821	3 337 367	1 583 468 454	
62458			2 032 598	740 760			2 032 598	740 760	1 291 838	
6246			3 500				3 500		3 500	
62471			79 991 111	2 956 218			79 991 111	2 956 218	77 034 893	
62472			337 708 439	26 098 443			337 708 439	26 098 443	311 609 996	
6248			974 606				974 606		974 606	
6251			1 002 156 415	94 534 015			1 002 156 415	94 534 015	907 622 400	
6255			101 172 870	13 390 246			101 172 870	13 390 246	87 782 624	
6261			31 689 077	2 705 288			31 689 077	2 705 288	28 983 789	
6262			238 380 385	36 470 174			238 380 385	36 470 174	201 910 211	
6268			221 102 832	18 773 007			221 102 832	18 773 007	202 329 825	
627			156 690 758	113 539 369			156 690 758	113 539 369	43 151 389	
6281			54 454 469	1 394 097			54 454 469	1 394 097	53 060 372	
6282			207 557 393	12 188 417			207 557 393	12 188 417	195 368 976	
6283			327 713 433	22 255 090			327 713 433	22 255 090	305 458 343	
6288			1 767 032 805	260 499 563			1 767 032 805	260 499 563	1 506 533 242	
629				6 095 327					6 095 327	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 64/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
63512			7 019 084				7 019 084		7 019 084	
63513			92 751				92 751		92 751	
6354			314 200	9 000			314 200		305 200	
6358			1 822 143				1 822 143		1 822 143	
641111			16 232 843 264	6 661 008			16 232 843 264	6 661 008	16 226 182 256	
641112			2 905 305 019	424 347			2 905 305 019	424 347	2 904 880 672	
641113			525 545 269				525 545 269		525 545 269	
641114			63 910 792				63 910 792		63 910 792	
641115			507 601 065	10 304 649			507 601 065	10 304 649	497 296 416	
641116			150 773 424				150 773 424		150 773 424	
641117			732 201 379	806 163			732 201 379	806 163	731 395 216	
641118			363 273 351				363 273 351		363 273 351	
641121			125 708 222	3 266 902			125 708 222	3 266 902	122 441 320	
641122			34 068 678	978 521			34 068 678	978 521	33 090 157	
641125			4 277 757				4 277 757		4 277 757	
641126			473 807				473 807		473 807	
641127			100 596				100 596		100 596	
641128			61 844				61 844		61 844	
64131			3 633 257 842	13 920 939			3 633 257 842	13 920 939	3 619 336 903	
64132			472 292 231	435 517			472 292 231	435 517	471 856 714	
6419			401 585	280 084 813			401 585	280 084 813		279 683 228
64511			4 654 452 627	1 789 278			4 654 452 627	1 789 278	4 652 663 349	
64512			821 094 252	248 058			821 094 252	248 058	820 846 194	
64513			104 082 334				104 082 334		104 082 334	
64514			19 352 025				19 352 025		19 352 025	
64515			18 794 030				18 794 030		18 794 030	
64516			46 874 039				46 874 039		46 874 039	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 65/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
64517			1 176 778 661	2 137 525			1 176 778 661	2 137 525	1 174 641 136	
64518			66 875 797				66 875 797		66 875 797	
6453			213 428 310	1 500 553			213 428 310	1 500 553	211 927 757	
6458			113 776 585	19 745 149			113 776 585	19 745 149	94 031 436	
6459				872 445				872 445		
6475			25 406 127	2 071 888			25 406 127	2 071 888	23 334 239	
6478			3 800				3 800		3 800	
6481			60 974 071				60 974 071		60 974 071	
65117			1 368 000				1 368 000		1 368 000	
65118			69 230 700				69 230 700		69 230 700	
6512			15 417 413	583 397			15 417 413	583 397	14 834 016	
6513			1 173 268 264	38 021 441			1 173 268 264	38 021 441	1 135 246 823	
65141			7 195 507				7 195 507		7 195 507	
65142			133 359 412	26 013 119			133 359 412	26 013 119	107 346 293	
65148			33 871 572	9 155 090			33 871 572	9 155 090	24 716 482	
65158			4 150 906	4 150 906			4 150 906	4 150 906	0	0
6516			39 001 917	1 305 288			39 001 917	1 305 288	37 696 629	
6518			859 076 411	240 339 589			859 076 411	240 339 589	618 736 822	
6519				563 198				563 198		
65211			575 581	118 841			575 581	118 841	456 740	
65212			5 827 632 434	46 963 133			5 827 632 434	46 963 133	5 780 669 301	
65218			700 000				700 000		700 000	
6522			77 285 165	25 459 125			77 285 165	25 459 125	51 826 040	
6523			139 361 168	43 321 312			139 361 168	43 321 312	96 039 856	
6524			1 382 111 494	103 091 502			1 382 111 494	103 091 502	1 279 019 992	
6525			667 620 541	161 939 906			667 620 541	161 939 906	505 680 635	
6526			60 371 000	40 355 000			60 371 000	40 355 000	20 016 000	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 66/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
6527			117 007 659	41 289 040			117 007 659	41 289 040	75 718 619	
65281			1 767 526 016	814 558 988			1 767 526 016	814 558 988	952 967 028	
65288			1 246 436 165	122 663 960			1 246 436 165	122 663 960	1 123 772 205	
6529			8 250	24 830 509			8 250	24 830 509		24 822 259
65312			124 796 260				124 796 260		124 796 260	
65322			24 889 308	2 004 066			24 889 308	2 004 066	22 885 242	
6533			76 766 014				76 766 014		76 766 014	
6534			13 581 526				13 581 526		13 581 526	
6539				2 212 649				2 212 649		2 212 649
6541			485 113 105	33 207 843			485 113 105	33 207 843	451 905 262	
6542			433 836				433 836		433 836	
65511			1 412 847 454				1 412 847 454		1 412 847 454	
65512			530 525 744	99 867 440			530 525 744	99 867 440	430 658 304	
6552			19 138 592 899				19 138 592 899		19 138 592 899	
6553			2 381 369 000				2 381 369 000		2 381 369 000	
6554			98 160 816				98 160 816		98 160 816	
6555			24 000 000				24 000 000		24 000 000	
6556G			200 000 000				200 000 000		200 000 000	
6556H			2 144 000 000				2 144 000 000		2 144 000 000	
6556J			200 000 000				200 000 000		200 000 000	
6556M			2 756 000 000				2 756 000 000		2 756 000 000	
6558			33 335 022				33 335 022		33 335 022	
6561			402 899 478				402 899 478		402 899 478	
6562			9 945 099				9 945 099		9 945 099	
6568			510 005 226	6 454 734			510 005 226	6 454 734	503 550 492	
657313			503 994 893	265 339 197			503 994 893	265 339 197	238 655 696	
657318			24 438 727	1 162 177			24 438 727	1 162 177	23 276 550	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 67/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
657321			342 290 000				342 290 000		342 290 000	
657322			1 080 250 000				1 080 250 000		1 080 250 000	
657323			206 079 800	375 000			206 079 800	375 000	205 704 800	
657328			11 000 000	11 000 000			11 000 000	11 000 000	0	0
657332			586 000 000	150 000 000			586 000 000	150 000 000	436 000 000	
657333			401 230 000				401 230 000		401 230 000	
657334			400 000 000				400 000 000		400 000 000	
657341			270 870 000	1 270 000			270 870 000	1 270 000	269 600 000	
657342			157 000 000				157 000 000		157 000 000	
657343			548 171 483	17 750 000			548 171 483	17 750 000	530 421 483	
657344			195 800 000	15 800 000			195 800 000	15 800 000	180 000 000	
657348A			1 027 600 000				1 027 600 000		1 027 600 000	
657351			350 000 000				350 000 000		350 000 000	
657358			25 000 000	25 000 000			25 000 000	25 000 000	0	0
657362			465 000 000				465 000 000		465 000 000	
657368			22 805 315	15 000 000			22 805 315	15 000 000	7 805 315	
65739				5 421 907				5 421 907		5 421 907
657412			3 847 494	3 847 494			3 847 494	3 847 494	0	0
657415			1 499 999				1 499 999		1 499 999	
657418			139 351 699	20 187 500			139 351 699	20 187 500	119 164 199	
657421			21 747 678	2 747 678			21 747 678	2 747 678	19 000 000	
657428			20 307 094	5 307 094			20 307 094	5 307 094	15 000 000	
657431			15 266 412	15 266 412			15 266 412	15 266 412	0	0
657432			150 000	150 000			150 000	150 000	0	0
657434			78 030 395	761 675			78 030 395	761 675	77 268 720	
657438			2 549 000	2 100 000			2 549 000	2 100 000	449 000	
657441A			21 738 000				21 738 000		21 738 000	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 68/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
657441B			8 410 000				8 410 000		8 410 000	
657441C			5 710 000				5 710 000		5 710 000	
657442			91 800 600	23 092 100			91 800 600	23 092 100	68 708 500	
657443			49 536 360	7 280 000			49 536 360	7 280 000	42 256 360	
657444A			86 624 588				86 624 588		86 624 588	
657444B			28 000 000				28 000 000		28 000 000	
657444C			243 872 884	26 830 862			243 872 884	26 830 862	217 042 022	
657444D			237 305 387	43 965 231			237 305 387	43 965 231	193 340 156	
657445			13 413 000	3 413 000			13 413 000	3 413 000	10 000 000	
657446			15 000 000	15 000 000			15 000 000	15 000 000	0	0
657451A			495 000 000				495 000 000		495 000 000	
657452			134 463 000	1 669 000			134 463 000	1 669 000	132 794 000	
657455			222 136 136	36 272 586			222 136 136	36 272 586	185 863 550	
657458			43 126 699	4 000 000			43 126 699	4 000 000	39 126 699	
657462			72 253 200				72 253 200		72 253 200	
657468			35 078 546	32 790 368			35 078 546	32 790 368	2 288 178	
65748			567 943 547	209 379 474			567 943 547	209 379 474	358 564 073	
65749				2 000 000				2 000 000		2 000 000
6581			276 650 840	60 231 575			276 650 840	60 231 575	216 419 265	
6582			2 828 358 879	81 417 768			2 828 358 879	81 417 768	2 746 941 111	
6588			5 489 552	1 157 580			5 489 552	1 157 580	4 331 972	
66111			3 314 504 787				3 314 504 787		3 314 504 787	
66112			958 224 232	884 672 350			958 224 232	884 672 350	73 551 882	
6619				22 365 026				22 365 026		22 365 026
666			1 523 296				1 523 296		1 523 296	
6711			4 454 577				4 454 577		4 454 577	
6718			753 265				753 265		753 265	

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 69/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE					SOLDE		
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
672			1 505 061 963	7 699			1 505 061 963	7 699	1 505 054 264	
673			1 179 698 835	36 849 066			1 179 698 835	36 849 066	1 142 849 769	
674311			400 000 000				400 000 000		400 000 000	
674312			385 000 000				385 000 000		385 000 000	
674331			1 850 000 000				1 850 000 000		1 850 000 000	
674338			2 750 000 000				2 750 000 000		2 750 000 000	
674351			255 000 000				255 000 000		255 000 000	
674352			150 000 000				150 000 000		150 000 000	
674381			2 000 000 000	1 000 000 000			2 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	
6744			2 722 998 049	72 860 000			2 722 998 049	72 860 000	2 650 138 049	
678			84 064 824	5 000			84 064 824	5 000	84 059 824	
6811			12 773 116 116				12 773 116 116		12 773 116 116	
6815			3 618 209 973				3 618 209 973		3 618 209 973	
6862			42 851 406				42 851 406		42 851 406	
6878			100 373 000				100 373 000		100 373 000	
7011			40 965	95 582 185			40 965	95 582 185		95 541 220
7021				3 013 230				3 013 230		3 013 230
7022				11 493 245				11 493 245		11 493 245
7028				25 758 351				25 758 351		25 758 351
7031				119 087 536				119 087 536		119 087 536
7033			97 000	17 269 782			97 000	17 269 782		17 172 782
7034			728 815	380 013 831			728 815	380 013 831		379 285 016
7038			135 845	101 292 546			135 845	101 292 546		101 156 701
7061				80 273 042				80 273 042		80 273 042
7062			15 250	242 822 125			15 250	242 822 125		242 806 875
7063				247 666 504				247 666 504		247 666 504
7064			483 055	74 707 520			483 055	74 707 520		74 224 465

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 70/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
7068			3 655 390	82 090 879			3 655 390	82 090 879		78 435 489
707				590 000				590 000		590 000
7082			221 250	1 040 473			221 250	1 040 473		819 223
70831				494 157 045				494 157 045		494 157 045
70838				350 600				350 600		350 600
7084				631 581				631 581		631 581
7087				1 275 926				1 275 926		1 275 926
7088				249 956				249 956		249 956
7111			295 926 130	27 326 843 594			295 926 130	27 326 843 594		27 030 917 464
7112			60 918 168	32 453 772 153			60 918 168	32 453 772 153		32 392 853 985
71211				4 004 853 474				4 004 853 474		4 004 853 474
71212			1 778 261	241 433 701			1 778 261	241 433 701		239 655 440
71213				1 100 323 700				1 100 323 700		1 100 323 700
71221			190 557	41 805 897			190 557	41 805 897		41 615 340
71222				8 534 698				8 534 698		8 534 698
71223			139 504	161 750 300			139 504	161 750 300		161 610 796
71224			220 624	60 975 470			220 624	60 975 470		60 754 846
71225			1 834	443 702 338			1 834	443 702 338		443 700 504
71226			733	177 480 318			733	177 480 318		177 479 585
71232				135 558 048				135 558 048		135 558 048
71241				7 598 716				7 598 716		7 598 716
71251			7 741 572	694 405 513			7 741 572	694 405 513		686 663 941
71261			113 511 453	9 122 452 302			113 511 453	9 122 452 302		9 008 940 849
71262			35 361 699	3 643 797 432			35 361 699	3 643 797 432		3 608 435 733
71263			1 608 383	173 364 649			1 608 383	173 364 649		171 756 266
71271			235 717	165 054 627			235 717	165 054 627		164 818 910
71272			40 705	93 380 449			40 705	93 380 449		93 339 744

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 71/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
71281			31 742 449	2 213 049 902			31 742 449	2 213 049 902		2 181 307 453
71283			136 567	1 289 805 529			136 567	1 289 805 529		1 289 668 962
71284			406 434	116 611 016			406 434	116 611 016		116 204 582
71286				16 760 197				16 760 197		16 760 197
71287				9 020 358				9 020 358		9 020 358
71332			8 664	5 961 466			8 664	5 961 466		5 952 802
71381				1 658 538 637				1 658 538 637		1 658 538 637
71382				5 601 230				5 601 230		5 601 230
71384				938 380 789				938 380 789		938 380 789
7141			14 090 980	613 123 359			14 090 980	613 123 359		599 032 379
7151			888 106	5 696 416 494			888 106	5 696 416 494		5 695 528 388
7152				692 861 200				692 861 200		692 861 200
7154			114 400	298 294 825			114 400	298 294 825		298 180 425
7181				334 992 355				334 992 355		334 992 355
7182			572 285	49 766 253			572 285	49 766 253		49 193 968
7183				21 000 000 000				21 000 000 000		21 000 000 000
7185				2 600 000 000				2 600 000 000		2 600 000 000
7191			21 000 000 000				21 000 000 000		21 000 000 000	
7192			2 600 000 000				2 600 000 000		2 600 000 000	
721				124 651 491				124 651 491		124 651 491
722				312 068 705				312 068 705		312 068 705
73111			1 095 498 101	13 496 649 343			1 095 498 101	13 496 649 343		12 401 151 242
73112				918 522	5 091 376 935			918 522	5 091 376 935	5 090 458 413
73113				177 472 622	5 485 021 857			177 472 622	5 485 021 857	5 307 549 235
73114				202 084 484	3 555 390 405			202 084 484	3 555 390 405	3 353 305 921
73115					613 508 929				613 508 929	613 508 929
73116				99 164 680	2 779 464 084			99 164 680	2 779 464 084	2 680 299 404

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 72/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
73123			400 000	20 200 000			400 000	20 200 000		19 800 000
73124			8 876 066	550 864 903			8 876 066	550 864 903		541 988 837
73126				1 828 487 122				1 828 487 122		1 828 487 122
73127			3 528 000	174 530 761			3 528 000	174 530 761		171 002 761
73128				304 583 925				304 583 925		304 583 925
73130				378 781 869				378 781 869		378 781 869
7321				1 347 339 078				1 347 339 078		1 347 339 078
7322				253 490 000				253 490 000		253 490 000
7331			8 532 798	3 260 991 133			8 532 798	3 260 991 133		3 252 458 335
7343				1 702 272 128				1 702 272 128		1 702 272 128
7381				92 400				92 400		92 400
7383			2 321 647	222 898 124			2 321 647	222 898 124		220 576 477
7386				130 647 000				130 647 000		130 647 000
7387			69 265 326	2 041 511 049			69 265 326	2 041 511 049		1 972 245 723
7392			5 091 376 935	918 522			5 091 376 935	918 522	5 090 458 413	
7395			613 508 929				613 508 929		613 508 929	
7411				10 805 727 923				10 805 727 923		10 805 727 923
74711				1 691 207 549				1 691 207 549		1 691 207 549
74712				477 326 969				477 326 969		477 326 969
74715				180 528 168				180 528 168		180 528 168
74718				2 091 795 933				2 091 795 933		2 091 795 933
7475				7 517 900				7 517 900		7 517 900
7476				49 201 701				49 201 701		49 201 701
7477				715 990 453				715 990 453		715 990 453
7478				463 579				463 579		463 579
752			27 661 132	244 290 416			27 661 132	244 290 416		216 629 284
7541				7 050 746				7 050 746		7 050 746

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 73/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
7542				7 088 307				7 088 307		7 088 307
7546			107 400	128 170 954			107 400	128 170 954		128 063 554
757				10 201 352				10 201 352		10 201 352
7581			100 000	114 463 607			100 000	114 463 607		114 363 607
7588			5 000	144 952 246			5 000	144 952 246		144 947 246
7611				394 576 325				394 576 325		394 576 325
7621				415 602 659				415 602 659		415 602 659
763				125 788 716				125 788 716		125 788 716
766				3 861				3 861		3 861
768				17 035 209				17 035 209		17 035 209
7711				36 431 642				36 431 642		36 431 642
7714				9 871 435				9 871 435		9 871 435
772			28 987 741	911 510 473			28 987 741	911 510 473		882 522 732
773			5 565 835	2 153 878 899			5 565 835	2 153 878 899		2 148 313 064
7768				1 900 438 660				1 900 438 660		1 900 438 660
777				991 525 475				991 525 475		991 525 475
7788			2 894 000	1 709 582 288			2 894 000	1 709 582 288		1 706 688 288
7815				1 326 522 899				1 326 522 899		1 326 522 899
7871				11 165 564 761				11 165 564 761		11 165 564 761
TOTAL CI. 6 à 7	0	0	172 936 854 369	208 994 450 478	0	0	172 936 854 369	208 994 450 478	163 067 809 027	199 125 405 136

PPF / Paierie de la Polynésie Française

Organisme : PF Polynésie Française

Exercice : 2023

Ucg : BP1 Budget principal

Page : 74/74

BALANCE DES COMPTES AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l' année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
TOTAL CI. 0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	908 529 791 833	908 529 791 833	228 565 124 106	263 260 167 158	1 256 671 601 691	1 221 976 558 639	1 485 236 725 797	1 485 236 725 797	1 123 132 326 862	1 123 132 326 862

Paierie de la Polynésie Française : PF 2023 BP1

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
204% Subventions d'équipement versées	163 721 230 662	35 705 597 374	128 015 633 288	116 129 113 549
?03%,205%,2 Autres immobilisations incorporelles	11 086 602 489	6 650 161 516	4 436 440 973	3 662 967 452
232% Immobilisations incorporelles en cours	1 992 272 889		1 992 272 889	2 072 267 781
<u>Immobilisations corporelles</u>				
1) En toute propriété				
211%, 212% Terrains	98 100 055 414	10 820 417	98 089 234 997	96 540 749 391
213% Constructions	136 964 806 545	24 567 527 376	112 397 279 169	111 097 783 591
214%, 2814 Constructions sur sol d'autrui	8 573 969		8 573 969	8 408 669
2150,2151,21 Réseaux et install.voirie, réseaux divers	163 154 318 205	2 571 433 012	160 582 885 193	154 348 608 794
216 Oeuvres d'art	130 781 996		130 781 996	129 212 996
?157%, 218% Autres immobilisations corporelles	30 721 943 649	18 849 255 543	11 872 688 106	11 109 159 235
231%, 238 Immobilisations en cours	120 391 492 194	20 456 444	120 371 035 750	118 409 896 187
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
24% Immob.mises en concession ou à disposition et immob.affectée	1 039 130 689		1 039 130 689	1 039 130 689
217 2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
3) Reçues au titre d'une affectation				
221, 222 Terrains				
223 Constructions				
224 Constructions sur sol d'autrui				
225 Réseaux et install.voirie, réseaux divers				
226 Oeuvres d'art				
227 Autres immobilisations corporelles				

Paierie de la Polynésie Française : PF 2023 BP1

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Immobilisations financières</u>				
261,267% Participations et créances rattachées à des participations	9 724 396 834	600 373 000	9 124 023 834	9 251 041 015
271, 272 Autres titres immobilisés				
274 Prêts	17 381 649 496		17 381 649 496	17 758 931 893
275, 276 Autres créances	621 457 988		621 457 988	663 652 938
TOTAL 1	755 038 713 019	88 975 624 682	666 063 088 337	642 220 924 180
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks en cours</u>				
31 Production				
32%, 37% Autres stocks	537 990 930	10 000 000	527 990 930	526 728 026
<u>Créances d'exploitation : Clients</u>				
411% Redevables : Produits divers	22 941 300 764	10 946 494 147	11 994 806 617	19 662 715 691
412% Redevables : Impôts	13 845 197 891		13 845 197 891	14 461 863 793
413% Redevables : Douane	50 583 891 317		50 583 891 317	48 497 404 601
4171 Redevables : Traites reçues Douane	2 102 855 211		2 102 855 211	1 480 164 387
414%,415%,4 Autres : Autres	6 067 703 625		6 067 703 625	4 901 951 324
416 Créances irrécouvrables admises par le juge des comptes				
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
441%,44312, Créances sur l'Etat et les collectivités publiques	883 534 467		883 534 467	411 784 433
4541% Opérations pour le compte de tiers (créances)				
409%,4287,4 Autres créances	7 730 792		7 730 792	- 5 606 512

Paierie de la Polynésie Française : PF 2023 BP1

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
4250% Autres créances				
<u>Créances diverses</u>				
50% Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
5111% Valeurs à l'encaissement	131 331 655		131 331 655	26 371 853
5115 Compte au Trésor	58 058 446 500		58 058 446 500	42 659 448 896
5187 Intérêts courus à recevoir				
5193 Lignes de trésorerie	5 816 000 000		5 816 000 000	6 300 000 000
54% Régies, agents spéciaux, administrateurs de legs	15 372 000		15 372 000	16 009 000
55% Avances de trésorerie	165 994 630		165 994 630	165 994 630
486 Charges constatées d'avance	65 572 647		65 572 647	49 682 237
TOTAL 2	161 222 922 429	10 956 494 147	150 266 428 282	139 154 512 359
COMPTES DE REGULARISATION				
<u>Comptes de régularisation</u>				
481% Charges à répartir sur plusieurs exercices	- 1		- 1	42 851 405
169 Primes de remboursement des obligations				
472% Dépenses à classer et à régulariser	1 003 003 101		1 003 003 101	959 927 131
476% Ecarts de conversion - Actif	25		25	30
TOTAL 3	1 003 003 125		1 003 003 125	1 002 778 566
TOTAL GENERAL	917 264 638 573	99 932 118 829	817 332 519 744	782 378 215 105

Paierie de la Polynésie Française : PF 2023 BP1

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
<u>FONDS INTERNES</u>		
1021,1025% Dotations	18 069 051 658	18 061 940 813
1027 Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	2 107 000 000	2 107 000 000
106% Réserves	360 575 755 246	340 032 908 536
-198 Neutralisation des amortissements	- 16 253 129 364	- 14 352 690 704
Report à nouveau		
110 Report à nouveau - Solde créiteur	27 093 379 720	12 323 275 361
119 Report à nouveau - Solde débiteur		
12 Résultat de l'exercice et intégration d'établissements cloturés	36 057 596 109	29 643 778 573
|31%,(-139% Subventions transférables	19 047 285 907	16 596 515 857
192 Différences sur réalisations d'immobilisations	- 13 902 897 920	- 13 902 897 920
193 Autres différences-Apurement au 01/01/2007	11 694 736 038	11 694 736 038
<u>AUTRES FONDS</u>		
132% Subventions non transférables	118 230 291 601	113 926 896 326
229 Droits de l'affectant		
TOTAL 1	562 719 068 995	516 131 462 880
PROVISIONS		
151% Provisions pour risques	6 280 674 565	5 197 345 210
155 Provisions pour remboursement des emprunts obligataires		298 329 355
156 Provisions pour charges à venir		11 165 564 761
158 Provisions pour charges	3 098 256 170	1 591 569 096
TOTAL 2	9 378 930 735	18 252 808 422

Paierie de la Polynésie Française : PF 2023 BP1

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
	NET	NET
DETTES		
<u>Dettes Financières</u>		
163 Emprunts obligataires		
164%, 168% Autres emprunts	154 532 290 514	157 341 008 403
165 Dépôts et cautionnements reçus		
5186,5191,51 Crédits de trésorerie		1 311 919 929
<u>Dettes diverses</u>		
401%,408 Fournisseurs et comptes rattachés	8 831 688 302	8 293 649 159
421%,427,42 Dettes fiscales et sociales	229 773 803	192 457 909
44321 Dettes envers les collectivités publiques (opérations pariculières)		
444 Opérations p/c de la Communauté Européenne	41 077 170	27 284 665
4542% Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
19,461,463% Autres dettes	1 145 348 432	793 330 551
69,279,404% Fournisseurs d'immobilisations	3 454 361 364	3 188 186 721
513% Ordres de paiement	725 021	519 512
487 Produits constatés d'avance		160 000
<u>Comptes de liaison avec les Comptes Spéciaux</u>		
451001 CAVC Compte d'Aide aux Victimes des Calamités		
451002 FRPH Fonds de Régulation des Prix des Hydrocarbures	1 886 316 686	2 405 415 868
451003 FPPH Fonds de Peréquation des Prix des Hydrocarbures	18 732 256	421 772 016
451004 FSPPP Fonds de Stabilisation des Prix des Prod. de Première		
451005 FIPTH Fonds d'Insert.Professionnelle des Travailleurs Handicapés	289 005 790	209 672 622
451006 FDTC Fonds de Développement du Tourisme de Croisière	356 954 643	375 226 988
451007 FADES Fonds p/Amortissement du DEficit Social		

Paierie de la Polynésie Française : PF 2023 BP1

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
	NET	NET
<u>Comptes de liaison avec les Comptes Spéciaux</u>		
451008 FELP FONDS POUR L'EMPLOI		5 232 983 830
451009 FGD FONDS DE GARANTIE DE LA DETTE	6 514 787 634	6 281 720 122
451010 FPPS Fonds de Prevention Sanitaire et Sociale	1 253 522 795	1 027 589 060
451011 FTA Fonds continuité Territoriale Aérienne interinsulaire	159 060 369	316 389 102
451012 FSE Fonds solidarité dans le domaine de l'électricité	2 115 511 718	1 471 297 239
451013 FPA Fonds pour la promotion de l'expression artistique		
451014 FPU Fonds de la protection sociale universelle	3 767 239 818	2 379 738 635
<u>Comptes de liaison avec les receveurs particuliers</u>		
4571 Receveur des Impôts	368 139 856	- 3 251 393 809
4572 Receveur-Conservateur des Hypothèques	122 659 621	- 406 058 563
<u>Opérations p/c.divers organismes et collectivités</u>		
4671% Impôts - Communes de la réunion comptable de la TIVAA	3 056 394 488	2 853 050 169
4672% Impôts - Communes de la réunion comptable de la TISLV	322 902 711	296 515 608
4673% Impôts - Autres bénéficiaires	2 108 679 289	1 288 886 802
4674% Douane - Etablissements publics gérés par la TREP	380 645 674	292 481 823
4675% Douane - Autres bénéficiaires	12 361 556 176	6 568 067 333
4676% Recette des Impôts - Autres bénéficiaires	444 473 601	283 841 507
4677% Redevances touristiques pour Bora Bora et Papeete	649 853	
TOTAL 3	203 762 497 584	199 195 713 201
COMPTES DE REGULARISATION		

Paierie de la Polynésie Française : PF 2023 BP1

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
	NET	NET
473 Dépenses à l'étranger en instance de règlement		
471%, 478% Recettes à classer ou à régulariser	41 472 022 430	48 798 230 602
477% Ecarts de conversion Passif		
TOTAL 4	41 472 022 430	48 798 230 602
TOTAL GENERAL	817 332 519 744	782 378 215 105

VALEURS INACTIVES

PF Polynésie Française

EXERCICE 2023

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
COMPTE	INTITULE	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteur	Créditeur
8612		1 452 585 181	5 994 669 564	7 447 254 745		5 967 090 358	5 967 090 358	1 480 164 387	
8621		989 133 450	691 595 200	1 680 728 650		481 256 650	481 256 650	1 199 472 000	
8631			481 256 650	481 256 650	989 133 450	565 000 000	1 554 133 450		1 072 876 800
8632			5 960 613 610	5 960 613 610	1 452 585 181	6 114 788 016	7 567 373 197		1 606 759 587
TOTAL		2 441 718 631	13 128 135 024	15 569 853 655	2 441 718 631	13 128 135 024	15 569 853 655	2 679 636 387	2 679 636 387

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96001 / 60611 /	22 502 277	8 066 179	0	30 568 456	0
Total Article 60611	22 502 277	8 066 179	0	30 568 456	0
96001 / 60612 /	62 777 765	23 413 784	0	86 191 549	0
Total Article 60612	62 777 765	23 413 784	0	86 191 549	0
96001 / 60621 /	522 560	0	0	522 560	0
Total Article 60621	522 560	0	0	522 560	0
96001 / 60622 /	3 269 521	361 996	0	3 631 517	0
Total Article 60622	3 269 521	361 996	0	3 631 517	0
96001 / 60623 /	13 122 972	374 732	0	13 497 704	0
Total Article 60623	13 122 972	374 732	0	13 497 704	0
96001 / 60624 /	6 897 175	36 541	0	6 933 716	0
Total Article 60624	6 897 175	36 541	0	6 933 716	0
96001 / 60626 /	3 423 414	4 746	0	3 428 160	0
Total Article 60626	3 423 414	4 746	0	3 428 160	0
96001 / 60628 /	5 614 685	313 067	0	5 927 752	0
Total Article 60628	5 614 685	313 067	0	5 927 752	0
96001 / 60631 /	263 665	0	0	263 665	0
Total Article 60631	263 665	0	0	263 665	0
96001 / 60632 /	8 371 006	127 442	0	8 498 448	0
Total Article 60632	8 371 006	127 442	0	8 498 448	0
96001 / 60634 /	398 746	8 900	0	407 646	0
Total Article 60634	398 746	8 900	0	407 646	0
96001 / 60635 /	310 390	0	0	310 390	0
Total Article 60635	310 390	0	0	310 390	0
96001 / 60638 /	5 596 747	424 008	0	6 020 755	0
Total Article 60638	5 596 747	424 008	0	6 020 755	0
96001 / 60641 /	9 939 600	224 619	0	10 164 219	0
Total Article 60641	9 939 600	224 619	0	10 164 219	0
96001 / 60642 /	2 597 766	853 718	0	3 451 484	0
Total Article 60642	2 597 766	853 718	0	3 451 484	0
96001 / 60648 /	3 155	0	0	3 155	0
Total Article 60648	3 155	0	0	3 155	0
96001 / 6066 /	23 023	0	0	23 023	0
Total Article 6066	23 023	0	0	23 023	0
96001 / 6068 /	210 189	0	0	210 189	0
Total Article 6068	210 189	0	0	210 189	0
96001 / 6132 /	11 443 760	0	0	11 443 760	0
Total Article 6132	11 443 760	0	0	11 443 760	0
96001 / 61351 /	7 542 386	457 612	0	7 999 998	0
Total Article 61351	7 542 386	457 612	0	7 999 998	0
96001 / 61352 /	15 180 000	0	0	15 180 000	0
	15 180 000	0	0	15 180 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61352					
96001 / 61358 /	269 280	0	0	269 280	0
Total Article 61358	269 280	0	0	269 280	0
96001 / 614 /	720 000	0	0	720 000	0
Total Article 614	720 000	0	0	720 000	0
96001 / 61521 /	82 650	0	0	82 650	0
Total Article 61521	82 650	0	0	82 650	0
96001 / 61522 /	6 163 875	60 430	0	6 224 305	0
Total Article 61522	6 163 875	60 430	0	6 224 305	0
96001 / 61528 /	159 965	0	0	159 965	0
Total Article 61528	159 965	0	0	159 965	0
96001 / 615511 /	3 059 761	53 622	0	3 113 383	0
Total Article 615511	3 059 761	53 622	0	3 113 383	0
96001 / 61552 /	72 255	0	0	72 255	0
Total Article 61552	72 255	0	0	72 255	0
96001 / 61558 /	21 532 827	584 369	0	22 117 196	0
Total Article 61558	21 532 827	584 369	0	22 117 196	0
96001 / 6161 /	656 784	0	0	656 784	0
Total Article 6161	656 784	0	0	656 784	0
96001 / 6168 /	54 848	0	0	54 848	0
Total Article 6168	54 848	0	0	54 848	0
96001 / 6182 /	102 903	0	0	102 903	0
Total Article 6182	102 903	0	0	102 903	0
96001 / 6184 /	602 800	515 000	0	1 117 800	0
Total Article 6184	602 800	515 000	0	1 117 800	0
96001 / 6185 /	6 938 463	0	0	6 938 463	0
Total Article 6185	6 938 463	0	0	6 938 463	0
96001 / 62268 /	32 379 754	12 367 139	0	44 746 893	0
Total Article 62268	32 379 754	12 367 139	0	44 746 893	0
96001 / 6227 /	99 393	0	0	99 393	0
Total Article 6227	99 393	0	0	99 393	0
96001 / 6228 /	4 366 962	4 291 690	0	8 658 652	0
Total Article 6228	4 366 962	4 291 690	0	8 658 652	0
96001 / 6231 /	1 316 373	0	0	1 316 373	0
Total Article 6231	1 316 373	0	0	1 316 373	0
96001 / 6232 /	3 471 564	29 000	0	3 500 564	0
Total Article 6232	3 471 564	29 000	0	3 500 564	0
96001 / 6233 /	527 434	0	0	527 434	0
Total Article 6233	527 434	0	0	527 434	0
96001 / 6234 /	9 263 480	1 133 284	0	10 396 764	0
Total Article 6234	9 263 480	1 133 284	0	10 396 764	0
96001 / 6236 /	1 164 998	19 325	0	1 184 323	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6236	1 164 998	19 325	0	1 184 323	0
96001 / 6238 /	9 753 349	9 315 139	0	19 068 488	0
Total Article 6238	9 753 349	9 315 139	0	19 068 488	0
96001 / 6241 /	863 433	609 570	0	1 473 003	0
Total Article 6241	863 433	609 570	0	1 473 003	0
96001 / 62471 /	4 911 489	0	0	4 911 489	0
Total Article 62471	4 911 489	0	0	4 911 489	0
96001 / 62472 /	2 981 201	394 204	0	3 375 405	0
Total Article 62472	2 981 201	394 204	0	3 375 405	0
96001 / 6248 /	787 551	0	0	787 551	0
Total Article 6248	787 551	0	0	787 551	0
96001 / 6251 /	10 709 177	288 205	0	10 997 382	0
Total Article 6251	10 709 177	288 205	0	10 997 382	0
96001 / 6261 /	155 550	114 700	0	270 250	0
Total Article 6261	155 550	114 700	0	270 250	0
96001 / 6262 /	17 205 738	5 950 338	0	23 156 076	0
Total Article 6262	17 205 738	5 950 338	0	23 156 076	0
96001 / 6268 /	3 620 980	272 066	0	3 893 046	0
Total Article 6268	3 620 980	272 066	0	3 893 046	0
96001 / 6288 /	4 599 113	982 128	0	5 581 241	0
Total Article 6288	4 599 113	982 128	0	5 581 241	0
96001 / 6453 /	88 859	0	0	88 859	0
Total Article 6453	88 859	0	0	88 859	0
96001 / 65312 /	124 796 260	0	0	124 796 260	0
Total Article 65312	124 796 260	0	0	124 796 260	0
96001 / 65322 /	20 185 505	2 004 066	0	22 189 571	0
Total Article 65322	20 185 505	2 004 066	0	22 189 571	0
96001 / 6533 /	76 766 014	0	0	76 766 014	0
Total Article 6533	76 766 014	0	0	76 766 014	0
96001 / 6534 /	13 581 526	0	0	13 581 526	0
Total Article 6534	13 581 526	0	0	13 581 526	0
96001 / 657432 /	0	150 000	0	150 000	0
Total Article 657432	0	150 000	0	150 000	0
96001 / 657434 /	59 550 000	0	0	59 550 000	0
Total Article 657434	59 550 000	0	0	59 550 000	0
96001 / 657468 /	0	5 000 000	0	5 000 000	0
Total Article 657468	0	5 000 000	0	5 000 000	0
96001 / 6581 /	18 474 899	1 994 772	0	20 469 671	0
Total Article 6581	18 474 899	1 994 772	0	20 469 671	0
96001 / 672 /	12 344 770	0	0	12 344 770	0
Total Article 672	12 344 770	0	0	12 344 770	0
96001	654 392 585	80 796 391	0	735 188 976	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96002 / 6553 /	2 381 369 000	0	0	2 381 369 000	0
Total Article 6553	2 381 369 000	0	0	2 381 369 000	0
96002	2 381 369 000	0	0	2 381 369 000	0
96003 / 6554 /	98 160 816	0	0	98 160 816	0
Total Article 6554	98 160 816	0	0	98 160 816	0
96003	98 160 816	0	0	98 160 816	0
96005 / 60611 /	1 647 670	2 614 168	0	4 261 838	0
Total Article 60611	1 647 670	2 614 168	0	4 261 838	0
96005 / 60612 /	35 734 605	5 853 533	0	41 588 138	0
Total Article 60612	35 734 605	5 853 533	0	41 588 138	0
96005 / 60618 /	207	0	0	207	0
Total Article 60618	207	0	0	207	0
96005 / 60621 /	44 912	6 448	0	51 360	0
Total Article 60621	44 912	6 448	0	51 360	0
96005 / 60622 /	7 739 493	1 195 282	0	8 934 775	0
Total Article 60622	7 739 493	1 195 282	0	8 934 775	0
96005 / 60623 /	317 515	24 229	0	341 744	0
Total Article 60623	317 515	24 229	0	341 744	0
96005 / 60624 /	8 803 924	304 659	0	9 108 583	0
Total Article 60624	8 803 924	304 659	0	9 108 583	0
96005 / 60625 /	7 599	0	0	7 599	0
Total Article 60625	7 599	0	0	7 599	0
96005 / 60626 /	2 127 703	255 551	0	2 383 254	0
Total Article 60626	2 127 703	255 551	0	2 383 254	0
96005 / 60628 /	11 832 152	6 200	0	11 838 352	0
Total Article 60628	11 832 152	6 200	0	11 838 352	0
96005 / 60631 /	849 736	0	0	849 736	0
Total Article 60631	849 736	0	0	849 736	0
96005 / 60632 /	4 599 298	700 571	0	5 299 869	0
Total Article 60632	4 599 298	700 571	0	5 299 869	0
96005 / 60633 /	468 528	177 997	0	646 525	0
Total Article 60633	468 528	177 997	0	646 525	0
96005 / 60634 /	3 914 042	463 592	0	4 377 634	0
Total Article 60634	3 914 042	463 592	0	4 377 634	0
96005 / 60635 /	10 895 427	285 393	0	11 180 820	0
Total Article 60635	10 895 427	285 393	0	11 180 820	0
96005 / 60638 /	8 402 543	2 851 109	0	11 253 652	0
Total Article 60638	8 402 543	2 851 109	0	11 253 652	0
96005 / 60641 /	9 397 954	564 718	0	9 962 672	0
Total Article 60641	9 397 954	564 718	0	9 962 672	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96005 / 60642 /	1 511 619	15 315	0	1 526 934	0
Total Article 60642	1 511 619	15 315	0	1 526 934	0
96005 / 60648 /	0	29 327	0	29 327	0
Total Article 60648	0	29 327	0	29 327	0
96005 / 6066 /	105 487	0	0	105 487	0
Total Article 6066	105 487	0	0	105 487	0
96005 / 6068 /	157 473	0	0	157 473	0
Total Article 6068	157 473	0	0	157 473	0
96005 / 6132 /	20 410 500	5 890 000	0	26 300 500	0
Total Article 6132	20 410 500	5 890 000	0	26 300 500	0
96005 / 61351 /	12 588 593	828 526	0	13 417 119	0
Total Article 61351	12 588 593	828 526	0	13 417 119	0
96005 / 61352 /	27 537 552	34 246	0	27 571 798	0
Total Article 61352	27 537 552	34 246	0	27 571 798	0
96005 / 61358 /	1 830 390	59 665	0	1 890 055	0
Total Article 61358	1 830 390	59 665	0	1 890 055	0
96005 / 61521 /	5 537 604	1 115 720	0	6 653 324	0
Total Article 61521	5 537 604	1 115 720	0	6 653 324	0
96005 / 61522 /	18 445 823	349 754	0	18 795 577	0
Total Article 61522	18 445 823	349 754	0	18 795 577	0
96005 / 61528 /	1 640 224	0	0	1 640 224	0
Total Article 61528	1 640 224	0	0	1 640 224	0
96005 / 615511 /	3 875 832	21 557	0	3 897 389	0
Total Article 615511	3 875 832	21 557	0	3 897 389	0
96005 / 61552 /	135 540	1 158 050	0	1 293 590	0
Total Article 61552	135 540	1 158 050	0	1 293 590	0
96005 / 61558 /	9 572 703	2 418 277	0	11 990 980	0
Total Article 61558	9 572 703	2 418 277	0	11 990 980	0
96005 / 6161 /	938 720	0	0	938 720	0
Total Article 6161	938 720	0	0	938 720	0
96005 / 6168 /	1 707 577	0	0	1 707 577	0
Total Article 6168	1 707 577	0	0	1 707 577	0
96005 / 617 /	10 369 600	0	0	10 369 600	0
Total Article 617	10 369 600	0	0	10 369 600	0
96005 / 6182 /	11 097 888	1 115 769	2 653 079	9 560 578	0
Total Article 6182	11 097 888	1 115 769	2 653 079	9 560 578	0
96005 / 6184 /	13 575 575	1 667 720	0	15 243 295	0
Total Article 6184	13 575 575	1 667 720	0	15 243 295	0
96005 / 6185 /	2 625 498	0	0	2 625 498	0
Total Article 6185	2 625 498	0	0	2 625 498	0
96005 / 62261 /	10 400	0	0	10 400	0
	10 400	0	0	10 400	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62261					
96005 / 62268 /	22 082 027	970 045	0	23 052 072	0
Total Article 62268	22 082 027	970 045	0	23 052 072	0
96005 / 6227 /	13 435 177	31 736	0	13 466 913	0
Total Article 6227	13 435 177	31 736	0	13 466 913	0
96005 / 6228 /	72 428 104	2 009 143	0	74 437 247	0
Total Article 6228	72 428 104	2 009 143	0	74 437 247	0
96005 / 6231 /	465 669	0	0	465 669	0
Total Article 6231	465 669	0	0	465 669	0
96005 / 6232 /	424 844	0	0	424 844	0
Total Article 6232	424 844	0	0	424 844	0
96005 / 6234 /	298 244	0	0	298 244	0
Total Article 6234	298 244	0	0	298 244	0
96005 / 6236 /	866 778	67 840	0	934 618	0
Total Article 6236	866 778	67 840	0	934 618	0
96005 / 6238 /	6 564 355	1 551 233	0	8 115 588	0
Total Article 6238	6 564 355	1 551 233	0	8 115 588	0
96005 / 6241 /	687 207	103 360	0	790 567	0
Total Article 6241	687 207	103 360	0	790 567	0
96005 / 62471 /	593 251	97 117	0	690 368	0
Total Article 62471	593 251	97 117	0	690 368	0
96005 / 62472 /	14 219 443	246 915	0	14 466 358	0
Total Article 62472	14 219 443	246 915	0	14 466 358	0
96005 / 6248 /	43 828	0	0	43 828	0
Total Article 6248	43 828	0	0	43 828	0
96005 / 6251 /	30 257 286	1 594 741	0	31 852 027	0
Total Article 6251	30 257 286	1 594 741	0	31 852 027	0
96005 / 6255 /	397 500	0	0	397 500	0
Total Article 6255	397 500	0	0	397 500	0
96005 / 6261 /	1 026 729	235 276	0	1 262 005	0
Total Article 6261	1 026 729	235 276	0	1 262 005	0
96005 / 6262 /	9 036 102	1 470 768	0	10 506 870	0
Total Article 6262	9 036 102	1 470 768	0	10 506 870	0
96005 / 6268 /	2 775 367	275 923	0	3 051 290	0
Total Article 6268	2 775 367	275 923	0	3 051 290	0
96005 / 627 /	261 467	132 058	0	393 525	0
Total Article 627	261 467	132 058	0	393 525	0
96005 / 6281 /	25 403	0	0	25 403	0
Total Article 6281	25 403	0	0	25 403	0
96005 / 6282 /	11 913	0	0	11 913	0
Total Article 6282	11 913	0	0	11 913	0
96005 / 6283 /	10 993 256	934 256	0	11 927 512	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6283	10 993 256	934 256	0	11 927 512	0
96005 / 6288 /	53 120 641	3 183 026	0	56 303 667	0
Total Article 6288	53 120 641	3 183 026	0	56 303 667	0
96005 / 63512 /	1 128 878	0	0	1 128 878	0
Total Article 63512	1 128 878	0	0	1 128 878	0
96005 / 63513 /	92 751	0	0	92 751	0
Total Article 63513	92 751	0	0	92 751	0
96005 / 6354 /	4 500	0	0	4 500	0
Total Article 6354	4 500	0	0	4 500	0
96005 / 6358 /	1 150 880	0	0	1 150 880	0
Total Article 6358	1 150 880	0	0	1 150 880	0
96005 / 6478 /	3 800	0	0	3 800	0
Total Article 6478	3 800	0	0	3 800	0
96005 / 6561 /	1 193 317	0	0	1 193 317	0
Total Article 6561	1 193 317	0	0	1 193 317	0
96005 / 657318 /	500 000	0	0	500 000	0
Total Article 657318	500 000	0	0	500 000	0
96005 / 6581 /	4 837 244	0	0	4 837 244	0
Total Article 6581	4 837 244	0	0	4 837 244	0
96005 / 672 /	16 512 619	0	0	16 512 619	0
Total Article 672	16 512 619	0	0	16 512 619	0
96005 / 673 /	187 683	0	0	187 683	0
Total Article 673	187 683	0	0	187 683	0
96005	516 084 169	42 910 813	2 653 079	556 341 903	0
96006 / 60611 /	8 375	0	0	8 375	0
Total Article 60611	8 375	0	0	8 375	0
96006 / 60622 /	96 867	0	0	96 867	0
Total Article 60622	96 867	0	0	96 867	0
96006 / 60624 /	196 308	0	0	196 308	0
Total Article 60624	196 308	0	0	196 308	0
96006 / 60626 /	79 411	0	0	79 411	0
Total Article 60626	79 411	0	0	79 411	0
96006 / 60628 /	4 520	0	0	4 520	0
Total Article 60628	4 520	0	0	4 520	0
96006 / 60631 /	29 184	0	0	29 184	0
Total Article 60631	29 184	0	0	29 184	0
96006 / 60632 /	909 453	0	0	909 453	0
Total Article 60632	909 453	0	0	909 453	0
96006 / 60634 /	352 070	0	0	352 070	0
Total Article 60634	352 070	0	0	352 070	0
96006 / 60638 /	108 945	0	0	108 945	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60638	108 945	0	0	108 945	0
96006 / 60641 /	703 183	82 404	0	785 587	0
Total Article 60641	703 183	82 404	0	785 587	0
96006 / 60642 /	127 830	0	0	127 830	0
Total Article 60642	127 830	0	0	127 830	0
96006 / 61351 /	132 000	0	0	132 000	0
Total Article 61351	132 000	0	0	132 000	0
96006 / 61558 /	174 959	0	0	174 959	0
Total Article 61558	174 959	0	0	174 959	0
96006 / 6161 /	28 865	0	0	28 865	0
Total Article 6161	28 865	0	0	28 865	0
96006 / 617 /	1 500 000	0	0	1 500 000	0
Total Article 617	1 500 000	0	0	1 500 000	0
96006 / 6184 /	60 000	0	0	60 000	0
Total Article 6184	60 000	0	0	60 000	0
96006 / 62268 /	400 000	0	0	400 000	0
Total Article 62268	400 000	0	0	400 000	0
96006 / 6232 /	85 949	0	0	85 949	0
Total Article 6232	85 949	0	0	85 949	0
96006 / 6236 /	221 965	0	0	221 965	0
Total Article 6236	221 965	0	0	221 965	0
96006 / 6238 /	210 807	0	0	210 807	0
Total Article 6238	210 807	0	0	210 807	0
96006 / 6241 /	558 588	0	0	558 588	0
Total Article 6241	558 588	0	0	558 588	0
96006 / 62471 /	3 289 218	549 717	0	3 838 935	0
Total Article 62471	3 289 218	549 717	0	3 838 935	0
96006 / 62472 /	96 656	0	0	96 656	0
Total Article 62472	96 656	0	0	96 656	0
96006 / 6251 /	7 176 749	90 000	0	7 266 749	0
Total Article 6251	7 176 749	90 000	0	7 266 749	0
96006 / 6262 /	82 609	0	0	82 609	0
Total Article 6262	82 609	0	0	82 609	0
96006 / 6288 /	6 500	0	0	6 500	0
Total Article 6288	6 500	0	0	6 500	0
96006 / 6558 /	31 642 301	0	0	31 642 301	0
Total Article 6558	31 642 301	0	0	31 642 301	0
96006 / 6562 /	9 945 099	0	0	9 945 099	0
Total Article 6562	9 945 099	0	0	9 945 099	0
96006 / 672 /	546 579	0	0	546 579	0
Total Article 672	546 579	0	0	546 579	0
96006	58 774 990	722 121	0	59 497 111	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96007 / 641111 /	147 151 287	0	0	147 151 287	0
Total Article 641111	147 151 287	0	0	147 151 287	0
96007 / 641113 /	418 453 285	0	0	418 453 285	0
Total Article 641113	418 453 285	0	0	418 453 285	0
96007 / 641117 /	64 223 572	0	0	64 223 572	0
Total Article 641117	64 223 572	0	0	64 223 572	0
96007 / 641118 /	23 831 911	0	0	23 831 911	0
Total Article 641118	23 831 911	0	0	23 831 911	0
96007 / 64511 /	35 256 842	0	0	35 256 842	0
Total Article 64511	35 256 842	0	0	35 256 842	0
96007 / 64513 /	104 082 334	0	0	104 082 334	0
Total Article 64513	104 082 334	0	0	104 082 334	0
96007 / 64518 /	5 675 192	0	0	5 675 192	0
Total Article 64518	5 675 192	0	0	5 675 192	0
96007 / 6453 /	17 213 078	0	0	17 213 078	0
Total Article 6453	17 213 078	0	0	17 213 078	0
96007 / 672 /	372 433	0	0	372 433	0
Total Article 672	372 433	0	0	372 433	0
96007	816 259 934	0	0	816 259 934	0
96008 / 60622 /	33 343	13 934	0	47 277	0
Total Article 60622	33 343	13 934	0	47 277	0
96008 / 60624 /	94 559	0	0	94 559	0
Total Article 60624	94 559	0	0	94 559	0
96008 / 60626 /	206 252	0	0	206 252	0
Total Article 60626	206 252	0	0	206 252	0
96008 / 60632 /	471 429	0	0	471 429	0
Total Article 60632	471 429	0	0	471 429	0
96008 / 60634 /	136 188	0	0	136 188	0
Total Article 60634	136 188	0	0	136 188	0
96008 / 60638 /	134 900	0	0	134 900	0
Total Article 60638	134 900	0	0	134 900	0
96008 / 60641 /	337 401	0	0	337 401	0
Total Article 60641	337 401	0	0	337 401	0
96008 / 60642 /	402 323	0	0	402 323	0
Total Article 60642	402 323	0	0	402 323	0
96008 / 61352 /	135 000	0	0	135 000	0
Total Article 61352	135 000	0	0	135 000	0
96008 / 615511 /	27 189	0	0	27 189	0
Total Article 615511	27 189	0	0	27 189	0
96008 / 61558 /	105 272	0	0	105 272	0
Total Article 61558	105 272	0	0	105 272	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96008 / 6161 /	12 485	0	0	12 485	0
Total Article 6161	12 485	0	0	12 485	0
96008 / 6182 /	39 955	0	0	39 955	0
Total Article 6182	39 955	0	0	39 955	0
96008 / 6228 /	5 383 726	645 726	0	6 029 452	0
Total Article 6228	5 383 726	645 726	0	6 029 452	0
96008 / 6236 /	443 092	0	0	443 092	0
Total Article 6236	443 092	0	0	443 092	0
96008 / 6238 /	1 526 797	0	0	1 526 797	0
Total Article 6238	1 526 797	0	0	1 526 797	0
96008 / 62471 /	224 545	0	0	224 545	0
Total Article 62471	224 545	0	0	224 545	0
96008 / 62472 /	432 572	0	0	432 572	0
Total Article 62472	432 572	0	0	432 572	0
96008 / 6251 /	462 740	0	0	462 740	0
Total Article 6251	462 740	0	0	462 740	0
96008 / 6262 /	331 640	55 589	0	387 229	0
Total Article 6262	331 640	55 589	0	387 229	0
96008 / 6288 /	83 726	0	0	83 726	0
Total Article 6288	83 726	0	0	83 726	0
96008 / 672 /	230 001	0	0	230 001	0
Total Article 672	230 001	0	0	230 001	0
96008	11 255 135	715 249	0	11 970 384	0
TOTAL MISSION 960	4 536 296 629	125 144 574	2 653 079	4 658 788 124	0
96101 / 60611 /	266 913	58 921	0	325 834	0
Total Article 60611	266 913	58 921	0	325 834	0
96101 / 60612 /	8 358 014	1 411 025	0	9 769 039	0
Total Article 60612	8 358 014	1 411 025	0	9 769 039	0
96101 / 60622 /	102 307	5 912	0	108 219	0
Total Article 60622	102 307	5 912	0	108 219	0
96101 / 60623 /	48 150	0	0	48 150	0
Total Article 60623	48 150	0	0	48 150	0
96101 / 60624 /	630 908	0	0	630 908	0
Total Article 60624	630 908	0	0	630 908	0
96101 / 60626 /	323 480	12 092	0	335 572	0
Total Article 60626	323 480	12 092	0	335 572	0
96101 / 60628 /	196 310	11 776	0	208 086	0
Total Article 60628	196 310	11 776	0	208 086	0
96101 / 60631 /	21 836	0	0	21 836	0
Total Article 60631	21 836	0	0	21 836	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96101 / 60632 /	797 214	151 379	0	948 593	0
Total Article 60632	797 214	151 379	0	948 593	0
96101 / 60634 /	278 287	15 222	0	293 509	0
Total Article 60634	278 287	15 222	0	293 509	0
96101 / 60635 /	50 760	0	0	50 760	0
Total Article 60635	50 760	0	0	50 760	0
96101 / 60638 /	157 670	0	0	157 670	0
Total Article 60638	157 670	0	0	157 670	0
96101 / 60641 /	1 307 098	748 449	0	2 055 547	0
Total Article 60641	1 307 098	748 449	0	2 055 547	0
96101 / 60642 /	627 971	15 432	0	643 403	0
Total Article 60642	627 971	15 432	0	643 403	0
96101 / 6066 /	68 662	0	0	68 662	0
Total Article 6066	68 662	0	0	68 662	0
96101 / 61351 /	1 359 913	56 334	0	1 416 247	0
Total Article 61351	1 359 913	56 334	0	1 416 247	0
96101 / 61352 /	21 874 000	0	0	21 874 000	0
Total Article 61352	21 874 000	0	0	21 874 000	0
96101 / 614 /	3 337 963	0	161 138	3 176 825	0
Total Article 614	3 337 963	0	161 138	3 176 825	0
96101 / 61522 /	150 097	0	0	150 097	0
Total Article 61522	150 097	0	0	150 097	0
96101 / 615511 /	18 087	0	0	18 087	0
Total Article 615511	18 087	0	0	18 087	0
96101 / 61558 /	2 509 168	253 406	0	2 762 574	0
Total Article 61558	2 509 168	253 406	0	2 762 574	0
96101 / 6161 /	43 240	0	0	43 240	0
Total Article 6161	43 240	0	0	43 240	0
96101 / 6182 /	366 011	0	0	366 011	0
Total Article 6182	366 011	0	0	366 011	0
96101 / 6185 /	2 035 380	0	0	2 035 380	0
Total Article 6185	2 035 380	0	0	2 035 380	0
96101 / 6225 /	945 000	0	0	945 000	0
Total Article 6225	945 000	0	0	945 000	0
96101 / 62268 /	13 231 146	150 000	0	13 381 146	0
Total Article 62268	13 231 146	150 000	0	13 381 146	0
96101 / 6241 /	28 697	10 000	0	38 697	0
Total Article 6241	28 697	10 000	0	38 697	0
96101 / 62471 /	400 376	0	0	400 376	0
Total Article 62471	400 376	0	0	400 376	0
96101 / 62472 /	88 272	0	0	88 272	0
	88 272	0	0	88 272	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472					
96101 / 6251 /	1 645 088	435 000	0	2 080 088	0
Total Article 6251	1 645 088	435 000	0	2 080 088	0
96101 / 6262 /	2 279 900	262 100	0	2 542 000	0
Total Article 6262	2 279 900	262 100	0	2 542 000	0
96101 / 6268 /	51 420	0	0	51 420	0
Total Article 6268	51 420	0	0	51 420	0
96101 / 6283 /	2 086 396	117 570	0	2 203 966	0
Total Article 6283	2 086 396	117 570	0	2 203 966	0
96101 / 6288 /	4 230 822	0	0	4 230 822	0
Total Article 6288	4 230 822	0	0	4 230 822	0
96101 / 672 /	3 569 753	0	0	3 569 753	0
Total Article 672	3 569 753	0	0	3 569 753	0
96101	73 486 309	3 714 618	161 138	77 039 789	0
96102 / 60612 /	21 309 294	4 724 487	0	26 033 781	0
Total Article 60612	21 309 294	4 724 487	0	26 033 781	0
96102 / 60622 /	109 436	46 732	0	156 168	0
Total Article 60622	109 436	46 732	0	156 168	0
96102 / 60624 /	516 160	0	0	516 160	0
Total Article 60624	516 160	0	0	516 160	0
96102 / 60626 /	47 374	0	0	47 374	0
Total Article 60626	47 374	0	0	47 374	0
96102 / 60628 /	394 388	17 349	0	411 737	0
Total Article 60628	394 388	17 349	0	411 737	0
96102 / 60631 /	78 405	0	0	78 405	0
Total Article 60631	78 405	0	0	78 405	0
96102 / 60632 /	1 472 915	0	0	1 472 915	0
Total Article 60632	1 472 915	0	0	1 472 915	0
96102 / 60634 /	1 468 317	0	0	1 468 317	0
Total Article 60634	1 468 317	0	0	1 468 317	0
96102 / 60635 /	339 509	0	0	339 509	0
Total Article 60635	339 509	0	0	339 509	0
96102 / 60638 /	352 040	169 709	0	521 749	0
Total Article 60638	352 040	169 709	0	521 749	0
96102 / 60641 /	150 836	21 288	0	172 124	0
Total Article 60641	150 836	21 288	0	172 124	0
96102 / 60642 /	783 000	0	0	783 000	0
Total Article 60642	783 000	0	0	783 000	0
96102 / 60648 /	1 206 200	378 224	0	1 584 424	0
Total Article 60648	1 206 200	378 224	0	1 584 424	0
96102 / 6066 /	8 757	0	0	8 757	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6066	8 757	0	0	8 757	0
96102 / 6068 /	123 540	0	0	123 540	0
Total Article 6068	123 540	0	0	123 540	0
96102 / 61351 /	513 197	31 442	0	544 639	0
Total Article 61351	513 197	31 442	0	544 639	0
96102 / 61358 /	1 683 010	0	0	1 683 010	0
Total Article 61358	1 683 010	0	0	1 683 010	0
96102 / 614 /	4 887 117	0	0	4 887 117	0
Total Article 614	4 887 117	0	0	4 887 117	0
96102 / 61522 /	810 395	0	0	810 395	0
Total Article 61522	810 395	0	0	810 395	0
96102 / 61528 /	77 032	0	0	77 032	0
Total Article 61528	77 032	0	0	77 032	0
96102 / 615511 /	482 780	0	0	482 780	0
Total Article 615511	482 780	0	0	482 780	0
96102 / 61558 /	128 325 641	19 890 859	0	148 216 500	0
Total Article 61558	128 325 641	19 890 859	0	148 216 500	0
96102 / 6161 /	50 860	0	0	50 860	0
Total Article 6161	50 860	0	0	50 860	0
96102 / 6168 /	148 198	0	0	148 198	0
Total Article 6168	148 198	0	0	148 198	0
96102 / 617 /	2 188 800	0	0	2 188 800	0
Total Article 617	2 188 800	0	0	2 188 800	0
96102 / 6182 /	1 496 141	0	245 078	1 251 063	0
Total Article 6182	1 496 141	0	245 078	1 251 063	0
96102 / 6184 /	12 675 000	617 000	0	13 292 000	0
Total Article 6184	12 675 000	617 000	0	13 292 000	0
96102 / 6185 /	1 763 215	0	0	1 763 215	0
Total Article 6185	1 763 215	0	0	1 763 215	0
96102 / 62268 /	34 154 278	0	0	34 154 278	0
Total Article 62268	34 154 278	0	0	34 154 278	0
96102 / 6228 /	13 019 112	2 317 128	0	15 336 240	0
Total Article 6228	13 019 112	2 317 128	0	15 336 240	0
96102 / 6231 /	255 035	0	0	255 035	0
Total Article 6231	255 035	0	0	255 035	0
96102 / 6233 /	93 480	0	0	93 480	0
Total Article 6233	93 480	0	0	93 480	0
96102 / 6236 /	28 728	0	0	28 728	0
Total Article 6236	28 728	0	0	28 728	0
96102 / 6241 /	257 953	97 780	0	355 733	0
Total Article 6241	257 953	97 780	0	355 733	0
96102 / 62458 /	29 745	0	0	29 745	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62458	29 745	0	0	29 745	0
96102 / 62472 /	353 348	199 524	0	552 872	0
Total Article 62472	353 348	199 524	0	552 872	0
96102 / 6251 /	430 697	463 500	0	894 197	0
Total Article 6251	430 697	463 500	0	894 197	0
96102 / 6261 /	0	50 000	0	50 000	0
Total Article 6261	0	50 000	0	50 000	0
96102 / 6262 /	3 996 353	345 326	0	4 341 679	0
Total Article 6262	3 996 353	345 326	0	4 341 679	0
96102 / 6268 /	156 322 834	12 272 436	0	168 595 270	0
Total Article 6268	156 322 834	12 272 436	0	168 595 270	0
96102 / 6281 /	53 699	0	0	53 699	0
Total Article 6281	53 699	0	0	53 699	0
96102 / 6283 /	1 995 592	139 536	0	2 135 128	0
Total Article 6283	1 995 592	139 536	0	2 135 128	0
96102 / 6288 /	54 327 124	8 313 186	97 826	62 542 484	0
Total Article 6288	54 327 124	8 313 186	97 826	62 542 484	0
96102 / 6581 /	224 014 349	409 591	51 785 724	172 638 216	0
Total Article 6581	224 014 349	409 591	51 785 724	172 638 216	0
96102 / 6588 /	161 290	0	0	161 290	0
Total Article 6588	161 290	0	0	161 290	0
96102 / 672 /	2 163 012	0	0	2 163 012	0
Total Article 672	2 163 012	0	0	2 163 012	0
96102	675 118 186	50 505 097	52 128 628	673 494 655	0
96104 / 60611 /	1 004 038	172 606	0	1 176 644	0
Total Article 60611	1 004 038	172 606	0	1 176 644	0
96104 / 60612 /	7 156 706	2 690 238	0	9 846 944	0
Total Article 60612	7 156 706	2 690 238	0	9 846 944	0
96104 / 60621 /	37 344	0	0	37 344	0
Total Article 60621	37 344	0	0	37 344	0
96104 / 60622 /	930 336	127 649	0	1 057 985	0
Total Article 60622	930 336	127 649	0	1 057 985	0
96104 / 60624 /	1 180 624	9 785	0	1 190 409	0
Total Article 60624	1 180 624	9 785	0	1 190 409	0
Total Article 60625	0	0	0	0	0
96104 / 60626 /	18 539 295	575 872	0	19 115 167	0
Total Article 60626	18 539 295	575 872	0	19 115 167	0
96104 / 60628 /	3 401 379	0	0	3 401 379	0
Total Article 60628	3 401 379	0	0	3 401 379	0
96104 / 60631 /	2 436 664	0	0	2 436 664	0
Total Article 60631	2 436 664	0	0	2 436 664	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96104 / 60632 /	1 033 511	63 455	0	1 096 966	0
Total Article 60632	1 033 511	63 455	0	1 096 966	0
96104 / 60634 /	224 502	0	0	224 502	0
Total Article 60634	224 502	0	0	224 502	0
96104 / 60635 /	2 860 369	0	0	2 860 369	0
Total Article 60635	2 860 369	0	0	2 860 369	0
96104 / 60638 /	12 308 128	695 536	0	13 003 664	0
Total Article 60638	12 308 128	695 536	0	13 003 664	0
96104 / 60641 /	849 449	0	0	849 449	0
Total Article 60641	849 449	0	0	849 449	0
96104 / 60642 /	478 038	0	0	478 038	0
Total Article 60642	478 038	0	0	478 038	0
96104 / 6066 /	7 263	0	0	7 263	0
Total Article 6066	7 263	0	0	7 263	0
96104 / 61351 /	1 489 832	0	0	1 489 832	0
Total Article 61351	1 489 832	0	0	1 489 832	0
96104 / 61521 /	4 100 701	0	0	4 100 701	0
Total Article 61521	4 100 701	0	0	4 100 701	0
96104 / 61522 /	49 063 789	7 066 229	0	56 130 018	0
Total Article 61522	49 063 789	7 066 229	0	56 130 018	0
96104 / 61523 /	96 880	0	0	96 880	0
Total Article 61523	96 880	0	0	96 880	0
96104 / 61528 /	7 087 533	44 460	0	7 131 993	0
Total Article 61528	7 087 533	44 460	0	7 131 993	0
96104 / 615511 /	159 649	38 070	0	197 719	0
Total Article 615511	159 649	38 070	0	197 719	0
96104 / 61552 /	176 540	0	0	176 540	0
Total Article 61552	176 540	0	0	176 540	0
96104 / 61558 /	21 991 292	1 980 711	0	23 972 003	0
Total Article 61558	21 991 292	1 980 711	0	23 972 003	0
96104 / 617 /	1 290 594	0	0	1 290 594	0
Total Article 617	1 290 594	0	0	1 290 594	0
96104 / 6182 /	650 462	0	153 677	496 785	0
Total Article 6182	650 462	0	153 677	496 785	0
96104 / 6184 /	48 906	0	0	48 906	0
Total Article 6184	48 906	0	0	48 906	0
96104 / 62268 /	1 385 150	119 700	0	1 504 850	0
Total Article 62268	1 385 150	119 700	0	1 504 850	0
96104 / 6227 /	1 034 400	0	0	1 034 400	0
Total Article 6227	1 034 400	0	0	1 034 400	0
96104 / 6228 /	44 999	0	0	44 999	0
	44 999	0	0	44 999	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6228					
96104 / 6231 /	1 345 905	0	0	1 345 905	0
Total Article 6231	1 345 905	0	0	1 345 905	0
96104 / 6238 /	51 000	0	0	51 000	0
Total Article 6238	51 000	0	0	51 000	0
96104 / 6241 /	19 186	0	0	19 186	0
Total Article 6241	19 186	0	0	19 186	0
96104 / 62472 /	183 080	2 680	0	185 760	0
Total Article 62472	183 080	2 680	0	185 760	0
96104 / 6251 /	815 900	205 631	0	1 021 531	0
Total Article 6251	815 900	205 631	0	1 021 531	0
96104 / 6262 /	1 075 692	367 118	0	1 442 810	0
Total Article 6262	1 075 692	367 118	0	1 442 810	0
96104 / 6268 /	73 200	6 100	0	79 300	0
Total Article 6268	73 200	6 100	0	79 300	0
96104 / 6283 /	2 857 806	433 775	0	3 291 581	0
Total Article 6283	2 857 806	433 775	0	3 291 581	0
96104 / 6288 /	33 644 245	463 280	0	34 107 525	0
Total Article 6288	33 644 245	463 280	0	34 107 525	0
96104 / 6581 /	928 860	0	0	928 860	0
Total Article 6581	928 860	0	0	928 860	0
96104 / 672 /	5 825 843	0	0	5 825 843	0
Total Article 672	5 825 843	0	0	5 825 843	0
96104	187 889 090	15 062 895	153 677	202 798 308	0
96105 / 60624 /	37 890	0	0	37 890	0
Total Article 60624	37 890	0	0	37 890	0
96105 / 60628 /	211 358	0	0	211 358	0
Total Article 60628	211 358	0	0	211 358	0
96105 / 60632 /	9 906 384	980 616	0	10 887 000	0
Total Article 60632	9 906 384	980 616	0	10 887 000	0
96105 / 60634 /	1 453 006	207 090	0	1 660 096	0
Total Article 60634	1 453 006	207 090	0	1 660 096	0
96105 / 60638 /	1 427 283	100 737	0	1 528 020	0
Total Article 60638	1 427 283	100 737	0	1 528 020	0
96105 / 60641 /	16 941	0	0	16 941	0
Total Article 60641	16 941	0	0	16 941	0
96105 / 60642 /	490 225	0	0	490 225	0
Total Article 60642	490 225	0	0	490 225	0
96105 / 6066 /	142 000	0	0	142 000	0
Total Article 6066	142 000	0	0	142 000	0
96105 / 61558 /	369 183	182 156	0	551 339	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61558	369 183	182 156	0	551 339	0
96105 / 6268 /	116 709	0	92 793	23 916	0
Total Article 6268	116 709	0	92 793	23 916	0
96105 / 6288 /	1 155 982	0	60 551	1 095 431	0
Total Article 6288	1 155 982	0	60 551	1 095 431	0
96105 / 6481 /	564 500	0	0	564 500	0
Total Article 6481	564 500	0	0	564 500	0
96105 / 6581 /	3 810 831	0	1 690 593	2 120 238	0
Total Article 6581	3 810 831	0	1 690 593	2 120 238	0
96105 / 672 /	9 112	0	0	9 112	0
Total Article 672	9 112	0	0	9 112	0
96105	19 711 404	1 470 599	1 843 937	19 338 066	0
TOTAL MISSION 961	956 204 989	70 753 209	54 287 380	972 670 818	0
96201 / 60611 /	318 153	31 608	0	349 761	0
Total Article 60611	318 153	31 608	0	349 761	0
96201 / 60612 /	10 613 017	4 230 152	0	14 843 169	0
Total Article 60612	10 613 017	4 230 152	0	14 843 169	0
96201 / 60622 /	191 940	57 314	0	249 254	0
Total Article 60622	191 940	57 314	0	249 254	0
96201 / 60623 /	18 230	0	0	18 230	0
Total Article 60623	18 230	0	0	18 230	0
96201 / 60624 /	992 885	186 098	0	1 178 983	0
Total Article 60624	992 885	186 098	0	1 178 983	0
96201 / 60626 /	204 320	0	0	204 320	0
Total Article 60626	204 320	0	0	204 320	0
96201 / 60628 /	80 236	13 999	0	94 235	0
Total Article 60628	80 236	13 999	0	94 235	0
96201 / 60631 /	3 272	0	0	3 272	0
Total Article 60631	3 272	0	0	3 272	0
96201 / 60632 /	600 485	2 114 070	0	2 714 555	0
Total Article 60632	600 485	2 114 070	0	2 714 555	0
96201 / 60634 /	81 315	0	0	81 315	0
Total Article 60634	81 315	0	0	81 315	0
96201 / 60638 /	307 723	174 621	0	482 344	0
Total Article 60638	307 723	174 621	0	482 344	0
96201 / 60641 /	3 115 363	200 864	0	3 316 227	0
Total Article 60641	3 115 363	200 864	0	3 316 227	0
96201 / 60642 /	3 631 583	171 240	0	3 802 823	0
Total Article 60642	3 631 583	171 240	0	3 802 823	0
96201 / 60648 /	2 775	0	0	2 775	0
Total Article 60648	2 775	0	0	2 775	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96201 / 6068 /	15 155	0	0	15 155	0
Total Article 6068	15 155	0	0	15 155	0
96201 / 6132 /	56 262 248	7 179 000	0	63 441 248	0
Total Article 6132	56 262 248	7 179 000	0	63 441 248	0
96201 / 61351 /	1 896 452	245 943	0	2 142 395	0
Total Article 61351	1 896 452	245 943	0	2 142 395	0
96201 / 61352 /	23 919 500	0	0	23 919 500	0
Total Article 61352	23 919 500	0	0	23 919 500	0
96201 / 61358 /	18 000	0	0	18 000	0
Total Article 61358	18 000	0	0	18 000	0
96201 / 614 /	4 720 338	548 225	0	5 268 563	0
Total Article 614	4 720 338	548 225	0	5 268 563	0
96201 / 61522 /	1 029 435	0	0	1 029 435	0
Total Article 61522	1 029 435	0	0	1 029 435	0
96201 / 61528 /	274 708	0	0	274 708	0
Total Article 61528	274 708	0	0	274 708	0
96201 / 615511 /	87 347	322 621	0	409 968	0
Total Article 615511	87 347	322 621	0	409 968	0
96201 / 61558 /	2 310 591	189 701	0	2 500 292	0
Total Article 61558	2 310 591	189 701	0	2 500 292	0
96201 / 6161 /	52 197	0	0	52 197	0
Total Article 6161	52 197	0	0	52 197	0
96201 / 6168 /	37 455	0	0	37 455	0
Total Article 6168	37 455	0	0	37 455	0
96201 / 6182 /	940 914	0	0	940 914	0
Total Article 6182	940 914	0	0	940 914	0
96201 / 6184 /	43 067 085	14 723 688	0	57 790 773	0
Total Article 6184	43 067 085	14 723 688	0	57 790 773	0
96201 / 6185 /	4 198 923	1 903 528	0	6 102 451	0
Total Article 6185	4 198 923	1 903 528	0	6 102 451	0
96201 / 62268 /	3 093 314	3 257 757	0	6 351 071	0
Total Article 62268	3 093 314	3 257 757	0	6 351 071	0
96201 / 6227 /	1 613 658	128 346	0	1 742 004	0
Total Article 6227	1 613 658	128 346	0	1 742 004	0
96201 / 6228 /	92 330 631	5 085 910	0	97 416 541	0
Total Article 6228	92 330 631	5 085 910	0	97 416 541	0
96201 / 6231 /	214 854	0	0	214 854	0
Total Article 6231	214 854	0	0	214 854	0
96201 / 6236 /	53 940	0	0	53 940	0
Total Article 6236	53 940	0	0	53 940	0
96201 / 6241 /	308 665	0	0	308 665	0
	308 665	0	0	308 665	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6241					
96201 / 62472 /	6 338 728	1 140 301	0	7 479 029	0
Total Article 62472	6 338 728	1 140 301	0	7 479 029	0
96201 / 6251 /	9 703 100	3 278 175	0	12 981 275	0
Total Article 6251	9 703 100	3 278 175	0	12 981 275	0
96201 / 6261 /	330 000	0	0	330 000	0
Total Article 6261	330 000	0	0	330 000	0
96201 / 6262 /	3 099 727	488 594	0	3 588 321	0
Total Article 6262	3 099 727	488 594	0	3 588 321	0
96201 / 6268 /	406 479	69 200	0	475 679	0
Total Article 6268	406 479	69 200	0	475 679	0
96201 / 6283 /	6 307 371	537 116	0	6 844 487	0
Total Article 6283	6 307 371	537 116	0	6 844 487	0
96201 / 6288 /	63 044 932	23 945 846	0	86 990 778	0
Total Article 6288	63 044 932	23 945 846	0	86 990 778	0
96201 / 641117 /	10 957 401	637 243	0	11 594 644	0
Total Article 641117	10 957 401	637 243	0	11 594 644	0
96201 / 672 /	7 325 680	0	0	7 325 680	0
Total Article 672	7 325 680	0	0	7 325 680	0
96201	364 120 125	70 861 160	0	434 981 285	0
96202 / 6227 /	14 089 004	0	0	14 089 004	0
Total Article 6227	14 089 004	0	0	14 089 004	0
96202 / 62471 /	36 370 055	626 138	0	36 996 193	0
Total Article 62471	36 370 055	626 138	0	36 996 193	0
96202 / 62472 /	2 978 503	262 314	0	3 240 817	0
Total Article 62472	2 978 503	262 314	0	3 240 817	0
96202 / 6255 /	77 082 063	7 026 368	0	84 108 431	0
Total Article 6255	77 082 063	7 026 368	0	84 108 431	0
96202 / 641111 /	16 075 290 313	6 661 008	0	16 081 951 321	0
Total Article 641111	16 075 290 313	6 661 008	0	16 081 951 321	0
96202 / 641112 /	2 904 880 672	424 347	0	2 905 305 019	0
Total Article 641112	2 904 880 672	424 347	0	2 905 305 019	0
96202 / 641113 /	107 091 984	0	0	107 091 984	0
Total Article 641113	107 091 984	0	0	107 091 984	0
96202 / 641114 /	63 910 792	0	0	63 910 792	0
Total Article 641114	63 910 792	0	0	63 910 792	0
96202 / 641115 /	497 296 416	10 304 649	0	507 601 065	0
Total Article 641115	497 296 416	10 304 649	0	507 601 065	0
96202 / 641116 /	150 773 424	0	0	150 773 424	0
Total Article 641116	150 773 424	0	0	150 773 424	0
96202 / 641117 /	656 214 243	168 920	0	656 383 163	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 641117	656 214 243	168 920	0	656 383 163	0
96202 / 641118 /	339 441 440	0	0	339 441 440	0
Total Article 641118	339 441 440	0	0	339 441 440	0
96202 / 641121 /	122 441 320	3 266 902	0	125 708 222	0
Total Article 641121	122 441 320	3 266 902	0	125 708 222	0
96202 / 641122 /	33 090 157	978 521	0	34 068 678	0
Total Article 641122	33 090 157	978 521	0	34 068 678	0
96202 / 641125 /	4 277 757	0	0	4 277 757	0
Total Article 641125	4 277 757	0	0	4 277 757	0
96202 / 641126 /	473 807	0	0	473 807	0
Total Article 641126	473 807	0	0	473 807	0
96202 / 641127 /	100 596	0	0	100 596	0
Total Article 641127	100 596	0	0	100 596	0
96202 / 641128 /	61 844	0	0	61 844	0
Total Article 641128	61 844	0	0	61 844	0
96202 / 64131 /	3 619 336 903	13 920 939	0	3 633 257 842	0
Total Article 64131	3 619 336 903	13 920 939	0	3 633 257 842	0
96202 / 64132 /	471 856 714	435 517	0	472 292 231	0
Total Article 64132	471 856 714	435 517	0	472 292 231	0
96202 / 64511 /	4 617 406 507	1 789 278	0	4 619 195 785	0
Total Article 64511	4 617 406 507	1 789 278	0	4 619 195 785	0
96202 / 64512 /	820 846 194	248 058	0	821 094 252	0
Total Article 64512	820 846 194	248 058	0	821 094 252	0
96202 / 64514 /	19 352 025	0	0	19 352 025	0
Total Article 64514	19 352 025	0	0	19 352 025	0
96202 / 64515 /	18 794 030	0	0	18 794 030	0
Total Article 64515	18 794 030	0	0	18 794 030	0
96202 / 64516 /	46 874 039	0	0	46 874 039	0
Total Article 64516	46 874 039	0	0	46 874 039	0
96202 / 64517 /	1 174 641 136	2 137 525	0	1 176 778 661	0
Total Article 64517	1 174 641 136	2 137 525	0	1 176 778 661	0
96202 / 64518 /	61 200 605	0	0	61 200 605	0
Total Article 64518	61 200 605	0	0	61 200 605	0
96202 / 6453 /	194 625 820	1 500 553	0	196 126 373	0
Total Article 6453	194 625 820	1 500 553	0	196 126 373	0
96202 / 6458 /	94 031 436	19 745 149	0	113 776 585	0
Total Article 6458	94 031 436	19 745 149	0	113 776 585	0
96202 / 6475 /	19 143 926	1 340 480	0	20 484 406	0
Total Article 6475	19 143 926	1 340 480	0	20 484 406	0
96202 / 6481 /	60 409 571	0	0	60 409 571	0
Total Article 6481	60 409 571	0	0	60 409 571	0
96202 / 672 /	271 350 487	0	0	271 350 487	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 672	271 350 487	0	0	271 350 487	0
96202 / 673 /	246 626	0	0	246 626	0
Total Article 673	246 626	0	0	246 626	0
96202 / 6815 /	500 000 000	0	0	500 000 000	0
Total Article 6815	500 000 000	0	0	500 000 000	0
96202	33 075 980 409	70 836 666	0	33 146 817 075	0
TOTAL MISSION 962	33 440 100 534	141 697 826	0	33 581 798 360	0
96301 / 60622 /	32 570	492	0	33 062	0
Total Article 60622	32 570	492	0	33 062	0
96301 / 60624 /	252 155	0	0	252 155	0
Total Article 60624	252 155	0	0	252 155	0
96301 / 60626 /	158 511	0	0	158 511	0
Total Article 60626	158 511	0	0	158 511	0
96301 / 60632 /	351 111	0	0	351 111	0
Total Article 60632	351 111	0	0	351 111	0
96301 / 60634 /	85 001	0	0	85 001	0
Total Article 60634	85 001	0	0	85 001	0
96301 / 60638 /	43 599	57 000	0	100 599	0
Total Article 60638	43 599	57 000	0	100 599	0
96301 / 60641 /	211 822	170 883	0	382 705	0
Total Article 60641	211 822	170 883	0	382 705	0
96301 / 60642 /	284 949	0	0	284 949	0
Total Article 60642	284 949	0	0	284 949	0
96301 / 6066 /	46 787	0	0	46 787	0
Total Article 6066	46 787	0	0	46 787	0
96301 / 61351 /	798 382	80 394	0	878 776	0
Total Article 61351	798 382	80 394	0	878 776	0
96301 / 61352 /	270 000	0	0	270 000	0
Total Article 61352	270 000	0	0	270 000	0
96301 / 61522 /	118 000	0	0	118 000	0
Total Article 61522	118 000	0	0	118 000	0
96301 / 615511 /	112 675	0	0	112 675	0
Total Article 615511	112 675	0	0	112 675	0
96301 / 61558 /	32 114	0	0	32 114	0
Total Article 61558	32 114	0	0	32 114	0
96301 / 6161 /	24 857	0	0	24 857	0
Total Article 6161	24 857	0	0	24 857	0
96301 / 6182 /	915 673	0	0	915 673	0
Total Article 6182	915 673	0	0	915 673	0
96301 / 6236 /	203 829	0	0	203 829	0
Total Article 6236	203 829	0	0	203 829	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96301 / 62471 /	449 796	0	0	449 796	0
Total Article 62471	449 796	0	0	449 796	0
96301 / 62472 /	917 063	2 680	0	919 743	0
Total Article 62472	917 063	2 680	0	919 743	0
96301 / 6251 /	1 591 665	3 045	0	1 594 710	0
Total Article 6251	1 591 665	3 045	0	1 594 710	0
96301 / 6261 /	82 000	0	0	82 000	0
Total Article 6261	82 000	0	0	82 000	0
96301 / 6262 /	71 100	7 900	0	79 000	0
Total Article 6262	71 100	7 900	0	79 000	0
96301 / 6268 /	2 500	0	0	2 500	0
Total Article 6268	2 500	0	0	2 500	0
96301 / 6281 /	1 909 308	0	0	1 909 308	0
Total Article 6281	1 909 308	0	0	1 909 308	0
96301 / 6283 /	45 200	0	0	45 200	0
Total Article 6283	45 200	0	0	45 200	0
96301 / 6552 /	19 138 592 899	0	0	19 138 592 899	0
Total Article 6552	19 138 592 899	0	0	19 138 592 899	0
96301 / 672 /	1 028	0	0	1 028	0
Total Article 672	1 028	0	0	1 028	0
96301 / 6815 /	2 783 209 973	0	0	2 783 209 973	0
Total Article 6815	2 783 209 973	0	0	2 783 209 973	0
96301	21 930 814 567	322 394	0	21 931 136 961	0
96302 / 60611 /	76 730	32 595	0	109 325	0
Total Article 60611	76 730	32 595	0	109 325	0
96302 / 60612 /	0	228 640	0	228 640	0
Total Article 60612	0	228 640	0	228 640	0
96302 / 60622 /	299 485	2 969	0	302 454	0
Total Article 60622	299 485	2 969	0	302 454	0
96302 / 60623 /	4 719	0	0	4 719	0
Total Article 60623	4 719	0	0	4 719	0
96302 / 60624 /	473 026	0	0	473 026	0
Total Article 60624	473 026	0	0	473 026	0
96302 / 60626 /	16 570	0	0	16 570	0
Total Article 60626	16 570	0	0	16 570	0
96302 / 60628 /	33 650	0	0	33 650	0
Total Article 60628	33 650	0	0	33 650	0
96302 / 60631 /	6 000	0	0	6 000	0
Total Article 60631	6 000	0	0	6 000	0
96302 / 60632 /	877 335	0	0	877 335	0
Total Article 60632	877 335	0	0	877 335	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96302 / 60634 /	77 173	0	0	77 173	0
Total Article 60634	77 173	0	0	77 173	0
96302 / 60635 /	185 320	0	0	185 320	0
Total Article 60635	185 320	0	0	185 320	0
96302 / 60638 /	829 314	0	0	829 314	0
Total Article 60638	829 314	0	0	829 314	0
96302 / 60641 /	636 496	0	0	636 496	0
Total Article 60641	636 496	0	0	636 496	0
96302 / 60642 /	29 248	0	0	29 248	0
Total Article 60642	29 248	0	0	29 248	0
96302 / 61351 /	172 080	52 651	0	224 731	0
Total Article 61351	172 080	52 651	0	224 731	0
96302 / 61528 /	12 000	0	0	12 000	0
Total Article 61528	12 000	0	0	12 000	0
96302 / 615511 /	33 098	0	0	33 098	0
Total Article 615511	33 098	0	0	33 098	0
96302 / 61558 /	14 250	0	0	14 250	0
Total Article 61558	14 250	0	0	14 250	0
96302 / 6161 /	49 940	0	0	49 940	0
Total Article 6161	49 940	0	0	49 940	0
96302 / 6184 /	120 000	0	0	120 000	0
Total Article 6184	120 000	0	0	120 000	0
96302 / 6234 /	26 600	164 000	0	190 600	0
Total Article 6234	26 600	164 000	0	190 600	0
96302 / 6238 /	298 970	0	0	298 970	0
Total Article 6238	298 970	0	0	298 970	0
96302 / 6241 /	66 336	5 600	0	71 936	0
Total Article 6241	66 336	5 600	0	71 936	0
96302 / 62472 /	4 649 922	270 418	0	4 920 340	0
Total Article 62472	4 649 922	270 418	0	4 920 340	0
96302 / 6251 /	1 946 460	253 380	0	2 199 840	0
Total Article 6251	1 946 460	253 380	0	2 199 840	0
96302 / 6255 /	0	265 000	0	265 000	0
Total Article 6255	0	265 000	0	265 000	0
96302 / 6261 /	61 687	0	0	61 687	0
Total Article 6261	61 687	0	0	61 687	0
96302 / 6262 /	1 128 000	223 841	0	1 351 841	0
Total Article 6262	1 128 000	223 841	0	1 351 841	0
96302 / 6268 /	952 620	85 200	0	1 037 820	0
Total Article 6268	952 620	85 200	0	1 037 820	0
96302 / 6283 /	176 130	17 100	0	193 230	0
	176 130	17 100	0	193 230	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6283					
96302 / 63512 /	71 462	0	0	71 462	0
Total Article 63512	71 462	0	0	71 462	0
96302 / 65211 /	456 740	0	0	456 740	0
Total Article 65211	456 740	0	0	456 740	0
96302 / 65281 /	952 255 858	814 558 988	0	1 766 814 846	0
Total Article 65281	952 255 858	814 558 988	0	1 766 814 846	0
96302 / 672 /	34 851 952	0	0	34 851 952	0
Total Article 672	34 851 952	0	0	34 851 952	0
96302	1 000 889 171	816 160 382	0	1 817 049 553	0
96303 / 60611 /	102 208	0	0	102 208	0
Total Article 60611	102 208	0	0	102 208	0
96303 / 60612 /	978 648	0	0	978 648	0
Total Article 60612	978 648	0	0	978 648	0
96303 / 60641 /	54 644	0	0	54 644	0
Total Article 60641	54 644	0	0	54 644	0
96303 / 6132 /	34 669 678	0	0	34 669 678	0
Total Article 6132	34 669 678	0	0	34 669 678	0
96303 / 61351 /	309 316	278 617	0	587 933	0
Total Article 61351	309 316	278 617	0	587 933	0
96303 / 61558 /	2 573 707	147 761	0	2 721 468	0
Total Article 61558	2 573 707	147 761	0	2 721 468	0
96303 / 617 /	0	3 000 000	0	3 000 000	0
Total Article 617	0	3 000 000	0	3 000 000	0
96303 / 6182 /	0	66 229	0	66 229	0
Total Article 6182	0	66 229	0	66 229	0
96303 / 62268 /	0	1 516 200	0	1 516 200	0
Total Article 62268	0	1 516 200	0	1 516 200	0
96303 / 62471 /	367 816	0	0	367 816	0
Total Article 62471	367 816	0	0	367 816	0
96303 / 62472 /	165 826	0	0	165 826	0
Total Article 62472	165 826	0	0	165 826	0
96303 / 6251 /	998 120	0	0	998 120	0
Total Article 6251	998 120	0	0	998 120	0
96303 / 6262 /	102 208	0	0	102 208	0
Total Article 6262	102 208	0	0	102 208	0
96303 / 6281 /	48 000 000	0	0	48 000 000	0
Total Article 6281	48 000 000	0	0	48 000 000	0
96303 / 6288 /	347 571	0	0	347 571	0
Total Article 6288	347 571	0	0	347 571	0
96303 / 657458 /	4 000 000	4 000 000	0	8 000 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657458	4 000 000	4 000 000	0	8 000 000	0
96303 / 65748 /	0	49 000 000	0	49 000 000	0
Total Article 65748	0	49 000 000	0	49 000 000	0
96303	92 669 742	58 008 807	0	150 678 549	0
96304 / 60622 /	0	891 000	0	891 000	0
Total Article 60622	0	891 000	0	891 000	0
96304 / 60628 /	0	95 000	0	95 000	0
Total Article 60628	0	95 000	0	95 000	0
96304 / 674352 /	150 000 000	0	0	150 000 000	0
Total Article 674352	150 000 000	0	0	150 000 000	0
96304	150 000 000	986 000	0	150 986 000	0
96305 / 60611 /	1 844 358	468 240	0	2 312 598	0
Total Article 60611	1 844 358	468 240	0	2 312 598	0
96305 / 60612 /	8 216 895	640 609	0	8 857 504	0
Total Article 60612	8 216 895	640 609	0	8 857 504	0
96305 / 60624 /	1 892 246	0	0	1 892 246	0
Total Article 60624	1 892 246	0	0	1 892 246	0
96305 / 60626 /	2 548 620	0	0	2 548 620	0
Total Article 60626	2 548 620	0	0	2 548 620	0
96305 / 60628 /	5 382 165	0	0	5 382 165	0
Total Article 60628	5 382 165	0	0	5 382 165	0
96305 / 60631 /	67 433	0	0	67 433	0
Total Article 60631	67 433	0	0	67 433	0
96305 / 60634 /	10 290	0	0	10 290	0
Total Article 60634	10 290	0	0	10 290	0
96305 / 60635 /	316 040	0	0	316 040	0
Total Article 60635	316 040	0	0	316 040	0
96305 / 60638 /	1 296 663	0	0	1 296 663	0
Total Article 60638	1 296 663	0	0	1 296 663	0
96305 / 60641 /	80 313	0	0	80 313	0
Total Article 60641	80 313	0	0	80 313	0
96305 / 60642 /	157 950	0	0	157 950	0
Total Article 60642	157 950	0	0	157 950	0
96305 / 61351 /	222 031	0	0	222 031	0
Total Article 61351	222 031	0	0	222 031	0
96305 / 61521 /	3 384 142	54 720	0	3 438 862	0
Total Article 61521	3 384 142	54 720	0	3 438 862	0
96305 / 61522 /	7 737 707	233 595	0	7 971 302	0
Total Article 61522	7 737 707	233 595	0	7 971 302	0
96305 / 61524 /	92 100	0	0	92 100	0
Total Article 61524	92 100	0	0	92 100	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96305 / 61528 /	5 696 398	315 528	0	6 011 926	0
Total Article 61528	5 696 398	315 528	0	6 011 926	0
96305 / 615511 /	377 702	0	0	377 702	0
Total Article 615511	377 702	0	0	377 702	0
96305 / 61552 /	868 338	0	0	868 338	0
Total Article 61552	868 338	0	0	868 338	0
96305 / 61558 /	5 822 605	662 340	0	6 484 945	0
Total Article 61558	5 822 605	662 340	0	6 484 945	0
96305 / 6168 /	242 315	0	0	242 315	0
Total Article 6168	242 315	0	0	242 315	0
96305 / 62268 /	575 045	0	0	575 045	0
Total Article 62268	575 045	0	0	575 045	0
96305 / 6251 /	5 909 778	297 507	0	6 207 285	0
Total Article 6251	5 909 778	297 507	0	6 207 285	0
96305 / 6262 /	0	17 518	0	17 518	0
Total Article 6262	0	17 518	0	17 518	0
96305 / 6282 /	55 032 705	4 596 138	0	59 628 843	0
Total Article 6282	55 032 705	4 596 138	0	59 628 843	0
96305 / 6283 /	19 499 400	1 614 240	0	21 113 640	0
Total Article 6283	19 499 400	1 614 240	0	21 113 640	0
96305 / 6288 /	14 200 288	798 930	0	14 999 218	0
Total Article 6288	14 200 288	798 930	0	14 999 218	0
96305 / 6581 /	73 450	0	0	73 450	0
Total Article 6581	73 450	0	0	73 450	0
96305 / 672 /	9 600	0	0	9 600	0
Total Article 672	9 600	0	0	9 600	0
96305 / 678 /	117 804	0	0	117 804	0
Total Article 678	117 804	0	0	117 804	0
96305	141 674 381	9 699 365	0	151 373 746	0
TOTAL MISSION 963	23 316 047 861	885 176 948	0	24 201 224 809	0
96401 / 60611 /	3 598 818	7 283	0	3 606 101	0
Total Article 60611	3 598 818	7 283	0	3 606 101	0
96401 / 60612 /	2 372 331	250 448	0	2 622 779	0
Total Article 60612	2 372 331	250 448	0	2 622 779	0
96401 / 60624 /	435 836	0	0	435 836	0
Total Article 60624	435 836	0	0	435 836	0
96401 / 60626 /	702 829	0	0	702 829	0
Total Article 60626	702 829	0	0	702 829	0
96401 / 60628 /	2 718 578	0	0	2 718 578	0
Total Article 60628	2 718 578	0	0	2 718 578	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96401 / 60631 /	60 679	0	0	60 679	0
Total Article 60631	60 679	0	0	60 679	0
96401 / 60632 /	63 531	0	0	63 531	0
Total Article 60632	63 531	0	0	63 531	0
96401 / 60635 /	174 922	0	0	174 922	0
Total Article 60635	174 922	0	0	174 922	0
96401 / 60638 /	3 823 509	0	0	3 823 509	0
Total Article 60638	3 823 509	0	0	3 823 509	0
96401 / 61351 /	452 153	0	0	452 153	0
Total Article 61351	452 153	0	0	452 153	0
96401 / 61521 /	101 380 274	16 858 685	0	118 238 959	0
Total Article 61521	101 380 274	16 858 685	0	118 238 959	0
96401 / 61522 /	8 379 747	47 605	0	8 427 352	0
Total Article 61522	8 379 747	47 605	0	8 427 352	0
96401 / 61523 /	483 584	0	0	483 584	0
Total Article 61523	483 584	0	0	483 584	0
96401 / 61524 /	10 497 232	2 888 190	0	13 385 422	0
Total Article 61524	10 497 232	2 888 190	0	13 385 422	0
96401 / 61528 /	110 044	0	0	110 044	0
Total Article 61528	110 044	0	0	110 044	0
96401 / 61558 /	452 316	0	0	452 316	0
Total Article 61558	452 316	0	0	452 316	0
96401 / 6168 /	1 428 850	0	0	1 428 850	0
Total Article 6168	1 428 850	0	0	1 428 850	0
96401 / 617 /	655 500	0	0	655 500	0
Total Article 617	655 500	0	0	655 500	0
96401 / 62268 /	2 536 530	0	0	2 536 530	0
Total Article 62268	2 536 530	0	0	2 536 530	0
96401 / 6227 /	17 347	0	0	17 347	0
Total Article 6227	17 347	0	0	17 347	0
96401 / 6231 /	523 735	0	0	523 735	0
Total Article 6231	523 735	0	0	523 735	0
96401 / 6241 /	157 680	18 780	0	176 460	0
Total Article 6241	157 680	18 780	0	176 460	0
96401 / 62472 /	1 059 729	5 080	0	1 064 809	0
Total Article 62472	1 059 729	5 080	0	1 064 809	0
96401 / 6251 /	987 107	11 718	0	998 825	0
Total Article 6251	987 107	11 718	0	998 825	0
96401 / 6282 /	24 225 366	1 344 041	0	25 569 407	0
Total Article 6282	24 225 366	1 344 041	0	25 569 407	0
96401 / 6283 /	45 047 080	3 801 281	0	48 848 361	0
	45 047 080	3 801 281	0	48 848 361	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6283					
96401 / 6288 /	15 653 700	212 100	0	15 865 800	0
Total Article 6288	15 653 700	212 100	0	15 865 800	0
96401 / 6711 /	135 300	0	0	135 300	0
Total Article 6711	135 300	0	0	135 300	0
96401 / 6718 /	16 500	0	0	16 500	0
Total Article 6718	16 500	0	0	16 500	0
96401 / 672 /	9 319 436	0	0	9 319 436	0
Total Article 672	9 319 436	0	0	9 319 436	0
96401	237 470 243	25 445 211	0	262 915 454	0
96402 / 60612 /	1 284 587	13 179	0	1 297 766	0
Total Article 60612	1 284 587	13 179	0	1 297 766	0
96402 / 60622 /	497 822	42 986	0	540 808	0
Total Article 60622	497 822	42 986	0	540 808	0
96402 / 60624 /	234 955	0	0	234 955	0
Total Article 60624	234 955	0	0	234 955	0
96402 / 60631 /	39 989	0	0	39 989	0
Total Article 60631	39 989	0	0	39 989	0
96402 / 60632 /	362 273	0	0	362 273	0
Total Article 60632	362 273	0	0	362 273	0
96402 / 60634 /	403 027	0	0	403 027	0
Total Article 60634	403 027	0	0	403 027	0
96402 / 60635 /	193 096	0	0	193 096	0
Total Article 60635	193 096	0	0	193 096	0
96402 / 60638 /	28 900	0	0	28 900	0
Total Article 60638	28 900	0	0	28 900	0
96402 / 60641 /	906 537	0	0	906 537	0
Total Article 60641	906 537	0	0	906 537	0
96402 / 6132 /	3 671 229	0	0	3 671 229	0
Total Article 6132	3 671 229	0	0	3 671 229	0
96402 / 61351 /	2 452 133	216 507	0	2 668 640	0
Total Article 61351	2 452 133	216 507	0	2 668 640	0
96402 / 61352 /	5 120 500	0	0	5 120 500	0
Total Article 61352	5 120 500	0	0	5 120 500	0
96402 / 614 /	6 979 961	0	0	6 979 961	0
Total Article 614	6 979 961	0	0	6 979 961	0
96402 / 61522 /	571 852	26 357	0	598 209	0
Total Article 61522	571 852	26 357	0	598 209	0
96402 / 615511 /	800 017	8 328	0	808 345	0
Total Article 615511	800 017	8 328	0	808 345	0
96402 / 61558 /	116 730	0	0	116 730	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61558	116 730	0	0	116 730	0
96402 / 6161 /	4 609	0	0	4 609	0
Total Article 6161	4 609	0	0	4 609	0
96402 / 6168 /	222 959	0	0	222 959	0
Total Article 6168	222 959	0	0	222 959	0
96402 / 617 /	9 910 100	0	0	9 910 100	0
Total Article 617	9 910 100	0	0	9 910 100	0
96402 / 6182 /	346 142	0	0	346 142	0
Total Article 6182	346 142	0	0	346 142	0
96402 / 6184 /	340 000	0	0	340 000	0
Total Article 6184	340 000	0	0	340 000	0
96402 / 62268 /	14 607 000	4 676 850	0	19 283 850	0
Total Article 62268	14 607 000	4 676 850	0	19 283 850	0
96402 / 6228 /	3 580 500	1 299 600	0	4 880 100	0
Total Article 6228	3 580 500	1 299 600	0	4 880 100	0
96402 / 6231 /	2 201 762	0	0	2 201 762	0
Total Article 6231	2 201 762	0	0	2 201 762	0
96402 / 6241 /	29 426	0	0	29 426	0
Total Article 6241	29 426	0	0	29 426	0
96402 / 62472 /	1 158 072	86 900	0	1 244 972	0
Total Article 62472	1 158 072	86 900	0	1 244 972	0
96402 / 6251 /	1 181 844	33 018	0	1 214 862	0
Total Article 6251	1 181 844	33 018	0	1 214 862	0
96402 / 6261 /	49 100	88 000	0	137 100	0
Total Article 6261	49 100	88 000	0	137 100	0
96402 / 6262 /	2 087 494	176 444	0	2 263 938	0
Total Article 6262	2 087 494	176 444	0	2 263 938	0
96402 / 6268 /	266 080	14 700	0	280 780	0
Total Article 6268	266 080	14 700	0	280 780	0
96402 / 6283 /	1 404 585	102 900	0	1 507 485	0
Total Article 6283	1 404 585	102 900	0	1 507 485	0
96402 / 6288 /	901 722	1 821 366	0	2 723 088	0
Total Article 6288	901 722	1 821 366	0	2 723 088	0
96402 / 65218 /	700 000	0	0	700 000	0
Total Article 65218	700 000	0	0	700 000	0
96402 / 6522 /	6 565 000	459 125	0	7 024 125	0
Total Article 6522	6 565 000	459 125	0	7 024 125	0
96402 / 657348A /	22 000 000	0	0	22 000 000	0
Total Article 657348A	22 000 000	0	0	22 000 000	0
96402 / 657452 /	14 000 000	0	0	14 000 000	0
Total Article 657452	14 000 000	0	0	14 000 000	0
96402 / 6581 /	407 892	0	0	407 892	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6581	407 892	0	0	407 892	0
96402 / 672 /	1 200 810	0	0	1 200 810	0
Total Article 672	1 200 810	0	0	1 200 810	0
96402	106 828 705	9 066 260	0	115 894 965	0
96403 / 6228 /	24 851 610	0	0	24 851 610	0
Total Article 6228	24 851 610	0	0	24 851 610	0
96403 / 6522 /	36 777 800	25 000 000	0	61 777 800	0
Total Article 6522	36 777 800	25 000 000	0	61 777 800	0
96403 / 657328 /	0	11 000 000	0	11 000 000	0
Total Article 657328	0	11 000 000	0	11 000 000	0
96403 / 657451A /	495 000 000	0	0	495 000 000	0
Total Article 657451A	495 000 000	0	0	495 000 000	0
96403 / 657452 /	118 794 000	1 669 000	0	120 463 000	0
Total Article 657452	118 794 000	1 669 000	0	120 463 000	0
96403 / 657458 /	27 483 250	0	0	27 483 250	0
Total Article 657458	27 483 250	0	0	27 483 250	0
96403 / 6744 /	1 094 475 000	55 000 000	0	1 149 475 000	0
Total Article 6744	1 094 475 000	55 000 000	0	1 149 475 000	0
96403	1 797 381 660	92 669 000	0	1 890 050 660	0
TOTAL MISSION 964	2 141 680 608	127 180 471	0	2 268 861 079	0
96501 / 60611 /	3 779 070	538 435	0	4 317 505	0
Total Article 60611	3 779 070	538 435	0	4 317 505	0
96501 / 60612 /	30 056 098	3 862 831	0	33 918 929	0
Total Article 60612	30 056 098	3 862 831	0	33 918 929	0
96501 / 60621 /	518 917	0	0	518 917	0
Total Article 60621	518 917	0	0	518 917	0
96501 / 60622 /	17 820 320	1 414 364	0	19 234 684	0
Total Article 60622	17 820 320	1 414 364	0	19 234 684	0
96501 / 60623 /	61 984	0	0	61 984	0
Total Article 60623	61 984	0	0	61 984	0
96501 / 60624 /	16 921 046	2 565 937	0	19 486 983	0
Total Article 60624	16 921 046	2 565 937	0	19 486 983	0
96501 / 60625 /	238 065	0	0	238 065	0
Total Article 60625	238 065	0	0	238 065	0
96501 / 60626 /	11 890 873	129 331	0	12 020 204	0
Total Article 60626	11 890 873	129 331	0	12 020 204	0
96501 / 60628 /	27 600 795	1 691 292	0	29 292 087	0
Total Article 60628	27 600 795	1 691 292	0	29 292 087	0
96501 / 60631 /	2 971 410	91 889	0	3 063 299	0
Total Article 60631	2 971 410	91 889	0	3 063 299	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96501 / 60632 /	3 870 512	0	0	3 870 512	0
Total Article 60632	3 870 512	0	0	3 870 512	0
96501 / 60634 /	685 249	0	0	685 249	0
Total Article 60634	685 249	0	0	685 249	0
96501 / 60635 /	9 787 892	1 459 447	0	11 247 339	0
Total Article 60635	9 787 892	1 459 447	0	11 247 339	0
96501 / 60638 /	12 933 501	3 685 269	0	16 618 770	0
Total Article 60638	12 933 501	3 685 269	0	16 618 770	0
96501 / 60641 /	6 962 093	323 229	0	7 285 322	0
Total Article 60641	6 962 093	323 229	0	7 285 322	0
96501 / 60642 /	2 812 814	156 952	0	2 969 766	0
Total Article 60642	2 812 814	156 952	0	2 969 766	0
96501 / 6066 /	605 265	2 534	0	607 799	0
Total Article 6066	605 265	2 534	0	607 799	0
96501 / 6132 /	21 449 951	0	0	21 449 951	0
Total Article 6132	21 449 951	0	0	21 449 951	0
96501 / 61351 /	8 138 793	851 000	0	8 989 793	0
Total Article 61351	8 138 793	851 000	0	8 989 793	0
96501 / 61352 /	28 608 404	0	0	28 608 404	0
Total Article 61352	28 608 404	0	0	28 608 404	0
96501 / 61358 /	528 057	133 900	0	661 957	0
Total Article 61358	528 057	133 900	0	661 957	0
96501 / 61521 /	6 295 869	591 760	0	6 887 629	0
Total Article 61521	6 295 869	591 760	0	6 887 629	0
96501 / 61522 /	544 016	1 637 885	0	2 181 901	0
Total Article 61522	544 016	1 637 885	0	2 181 901	0
96501 / 61523 /	4 467 250	0	0	4 467 250	0
Total Article 61523	4 467 250	0	0	4 467 250	0
96501 / 61524 /	248 600	0	0	248 600	0
Total Article 61524	248 600	0	0	248 600	0
96501 / 61528 /	3 285 527	248 866	0	3 534 393	0
Total Article 61528	3 285 527	248 866	0	3 534 393	0
96501 / 615511 /	4 574 577	1 138 634	0	5 713 211	0
Total Article 615511	4 574 577	1 138 634	0	5 713 211	0
96501 / 615512 /	1 191 116	0	0	1 191 116	0
Total Article 615512	1 191 116	0	0	1 191 116	0
96501 / 615518 /	894 927	0	0	894 927	0
Total Article 615518	894 927	0	0	894 927	0
96501 / 61552 /	1 261 015	0	0	1 261 015	0
Total Article 61552	1 261 015	0	0	1 261 015	0
96501 / 61558 /	11 473 119	4 143 067	0	15 616 186	0
	11 473 119	4 143 067	0	15 616 186	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61558					
96501 / 6161 /	2 498 039	1 149 996	0	3 648 035	0
Total Article 6161	2 498 039	1 149 996	0	3 648 035	0
96501 / 617 /	14 794 312	1 037 504	0	15 831 816	0
Total Article 617	14 794 312	1 037 504	0	15 831 816	0
96501 / 6182 /	749 743	104 413	0	854 156	0
Total Article 6182	749 743	104 413	0	854 156	0
96501 / 6184 /	1 038 114	110 000	0	1 148 114	0
Total Article 6184	1 038 114	110 000	0	1 148 114	0
96501 / 6185 /	7 067 698	0	0	7 067 698	0
Total Article 6185	7 067 698	0	0	7 067 698	0
96501 / 62268 /	69 494 379	18 278 760	0	87 773 139	0
Total Article 62268	69 494 379	18 278 760	0	87 773 139	0
96501 / 6228 /	11 896 235	0	0	11 896 235	0
Total Article 6228	11 896 235	0	0	11 896 235	0
96501 / 6231 /	282 255	399 000	0	681 255	0
Total Article 6231	282 255	399 000	0	681 255	0
96501 / 6236 /	8 525 824	2 952 926	0	11 478 750	0
Total Article 6236	8 525 824	2 952 926	0	11 478 750	0
96501 / 6238 /	3 931 517	2 063 526	0	5 995 043	0
Total Article 6238	3 931 517	2 063 526	0	5 995 043	0
96501 / 6241 /	6 587 692	1 016 210	0	7 603 902	0
Total Article 6241	6 587 692	1 016 210	0	7 603 902	0
96501 / 62458 /	0	684 220	0	684 220	0
Total Article 62458	0	684 220	0	684 220	0
96501 / 6246 /	3 500	0	0	3 500	0
Total Article 6246	3 500	0	0	3 500	0
96501 / 62471 /	2 858 425	0	0	2 858 425	0
Total Article 62471	2 858 425	0	0	2 858 425	0
96501 / 62472 /	15 171 279	1 376 653	0	16 547 932	0
Total Article 62472	15 171 279	1 376 653	0	16 547 932	0
96501 / 6248 /	67 935	0	0	67 935	0
Total Article 6248	67 935	0	0	67 935	0
96501 / 6251 /	32 025 821	2 636 225	0	34 662 046	0
Total Article 6251	32 025 821	2 636 225	0	34 662 046	0
96501 / 6255 /	115 000	0	0	115 000	0
Total Article 6255	115 000	0	0	115 000	0
96501 / 6261 /	210 000	223 000	0	433 000	0
Total Article 6261	210 000	223 000	0	433 000	0
96501 / 6262 /	10 760 594	1 788 270	0	12 548 864	0
Total Article 6262	10 760 594	1 788 270	0	12 548 864	0
96501 / 6268 /	2 671 125	799 565	0	3 470 690	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6268	2 671 125	799 565	0	3 470 690	0
96501 / 627 /	15 203	0	0	15 203	0
Total Article 627	15 203	0	0	15 203	0
96501 / 6283 /	6 573 036	425 450	0	6 998 486	0
Total Article 6283	6 573 036	425 450	0	6 998 486	0
96501 / 6288 /	28 275 145	8 638 743	0	36 913 888	0
Total Article 6288	28 275 145	8 638 743	0	36 913 888	0
96501 / 6354 /	0	6 000	0	6 000	0
Total Article 6354	0	6 000	0	6 000	0
96501 / 65211 /	0	118 841	0	118 841	0
Total Article 65211	0	118 841	0	118 841	0
96501 / 6524 /	1 279 019 992	103 091 502	0	1 382 111 494	0
Total Article 6524	1 279 019 992	103 091 502	0	1 382 111 494	0
96501 / 6568 /	460 000	0	0	460 000	0
Total Article 6568	460 000	0	0	460 000	0
96501 / 657323 /	7 704 800	0	0	7 704 800	0
Total Article 657323	7 704 800	0	0	7 704 800	0
96501 / 657351 /	350 000 000	0	0	350 000 000	0
Total Article 657351	350 000 000	0	0	350 000 000	0
96501 / 657445 /	0	1 413 000	0	1 413 000	0
Total Article 657445	0	1 413 000	0	1 413 000	0
96501 / 657455 /	118 863 550	29 572 586	0	148 436 136	0
Total Article 657455	118 863 550	29 572 586	0	148 436 136	0
96501 / 6581 /	175 309	0	0	175 309	0
Total Article 6581	175 309	0	0	175 309	0
96501 / 6718 /	641 482	0	0	641 482	0
Total Article 6718	641 482	0	0	641 482	0
96501 / 672 /	17 608 210	0	0	17 608 210	0
Total Article 672	17 608 210	0	0	17 608 210	0
96501 / 674351 /	255 000 000	0	0	255 000 000	0
Total Article 674351	255 000 000	0	0	255 000 000	0
96501 / 6744 /	580 000 000	0	0	580 000 000	0
Total Article 6744	580 000 000	0	0	580 000 000	0
96501 / 678 /	100 000	0	0	100 000	0
Total Article 678	100 000	0	0	100 000	0
96501	3 077 663 339	202 553 012	0	3 280 216 351	0
96502 / 60611 /	66 380	0	0	66 380	0
Total Article 60611	66 380	0	0	66 380	0
96502 / 60622 /	6 216 606	631 452	0	6 848 058	0
Total Article 60622	6 216 606	631 452	0	6 848 058	0
96502 / 60624 /	5 042 826	0	0	5 042 826	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60624	5 042 826	0	0	5 042 826	0
96502 / 60626 /	392 507	0	0	392 507	0
Total Article 60626	392 507	0	0	392 507	0
96502 / 60628 /	32 469 611	473 396	0	32 943 007	0
Total Article 60628	32 469 611	473 396	0	32 943 007	0
96502 / 60631 /	831 196	0	0	831 196	0
Total Article 60631	831 196	0	0	831 196	0
96502 / 60632 /	59 380	0	0	59 380	0
Total Article 60632	59 380	0	0	59 380	0
96502 / 60635 /	1 489 934	0	0	1 489 934	0
Total Article 60635	1 489 934	0	0	1 489 934	0
96502 / 60638 /	1 743 862	0	0	1 743 862	0
Total Article 60638	1 743 862	0	0	1 743 862	0
96502 / 60641 /	301 187	0	0	301 187	0
Total Article 60641	301 187	0	0	301 187	0
96502 / 61358 /	13 000	0	0	13 000	0
Total Article 61358	13 000	0	0	13 000	0
96502 / 61524 /	2 900 710	598 500	0	3 499 210	0
Total Article 61524	2 900 710	598 500	0	3 499 210	0
96502 / 61528 /	1 431 259	93 930	0	1 525 189	0
Total Article 61528	1 431 259	93 930	0	1 525 189	0
96502 / 615511 /	1 935 911	3 610 851	0	5 546 762	0
Total Article 615511	1 935 911	3 610 851	0	5 546 762	0
96502 / 61552 /	1 186 382	0	0	1 186 382	0
Total Article 61552	1 186 382	0	0	1 186 382	0
96502 / 61558 /	529 966	0	0	529 966	0
Total Article 61558	529 966	0	0	529 966	0
96502 / 617 /	0	1 923 455	0	1 923 455	0
Total Article 617	0	1 923 455	0	1 923 455	0
96502 / 62268 /	8 862 888	2 601 091	0	11 463 979	0
Total Article 62268	8 862 888	2 601 091	0	11 463 979	0
96502 / 6228 /	598 500	0	0	598 500	0
Total Article 6228	598 500	0	0	598 500	0
96502 / 6231 /	62 417	0	0	62 417	0
Total Article 6231	62 417	0	0	62 417	0
96502 / 6241 /	1 068 900	2 600	0	1 071 500	0
Total Article 6241	1 068 900	2 600	0	1 071 500	0
96502 / 62472 /	829 779	7 280	0	837 059	0
Total Article 62472	829 779	7 280	0	837 059	0
96502 / 6248 /	20 000	0	0	20 000	0
Total Article 6248	20 000	0	0	20 000	0
96502 / 6251 /	1 955 776	118 042	0	2 073 818	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6251	1 955 776	118 042	0	2 073 818	0
96502 / 6268 /	0	61 125	0	61 125	0
Total Article 6268	0	61 125	0	61 125	0
96502 / 6283 /	20 000	0	0	20 000	0
Total Article 6283	20 000	0	0	20 000	0
96502 / 6288 /	3 865 196	0	0	3 865 196	0
Total Article 6288	3 865 196	0	0	3 865 196	0
96502 / 6581 /	147 888	0	0	147 888	0
Total Article 6581	147 888	0	0	147 888	0
96502 / 672 /	1 878 881	0	0	1 878 881	0
Total Article 672	1 878 881	0	0	1 878 881	0
96502	75 920 942	10 121 722	0	86 042 664	0
96503 / 60611 /	56 977	23 279	0	80 256	0
Total Article 60611	56 977	23 279	0	80 256	0
96503 / 60612 /	24 787 647	4 462 000	0	29 249 647	0
Total Article 60612	24 787 647	4 462 000	0	29 249 647	0
96503 / 60621 /	34 317	0	0	34 317	0
Total Article 60621	34 317	0	0	34 317	0
96503 / 60622 /	6 837 141	356 480	0	7 193 621	0
Total Article 60622	6 837 141	356 480	0	7 193 621	0
96503 / 60624 /	2 401 201	9 350	0	2 410 551	0
Total Article 60624	2 401 201	9 350	0	2 410 551	0
96503 / 60626 /	5 805 089	0	0	5 805 089	0
Total Article 60626	5 805 089	0	0	5 805 089	0
96503 / 60628 /	12 126 061	1 292 281	0	13 418 342	0
Total Article 60628	12 126 061	1 292 281	0	13 418 342	0
96503 / 60631 /	257 895	0	0	257 895	0
Total Article 60631	257 895	0	0	257 895	0
96503 / 60632 /	856 022	0	0	856 022	0
Total Article 60632	856 022	0	0	856 022	0
96503 / 60634 /	121 996	664 000	0	785 996	0
Total Article 60634	121 996	664 000	0	785 996	0
96503 / 60635 /	2 270 555	0	0	2 270 555	0
Total Article 60635	2 270 555	0	0	2 270 555	0
96503 / 60638 /	6 215 322	90 848	0	6 306 170	0
Total Article 60638	6 215 322	90 848	0	6 306 170	0
96503 / 60641 /	1 662 076	5 148	0	1 667 224	0
Total Article 60641	1 662 076	5 148	0	1 667 224	0
96503 / 60642 /	123 529	0	0	123 529	0
Total Article 60642	123 529	0	0	123 529	0
96503 / 6066 /	292 356	0	0	292 356	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6066	292 356	0	0	292 356	0
96503 / 6132 /	47 048 451	2 950 750	0	49 999 201	0
Total Article 6132	47 048 451	2 950 750	0	49 999 201	0
96503 / 61351 /	3 048 097	134 272	0	3 182 369	0
Total Article 61351	3 048 097	134 272	0	3 182 369	0
96503 / 61352 /	13 592 393	0	0	13 592 393	0
Total Article 61352	13 592 393	0	0	13 592 393	0
96503 / 61358 /	120 000	0	0	120 000	0
Total Article 61358	120 000	0	0	120 000	0
96503 / 614 /	1 550 000	1 600 000	0	3 150 000	0
Total Article 614	1 550 000	1 600 000	0	3 150 000	0
96503 / 61521 /	2 105 007	195 966	0	2 300 973	0
Total Article 61521	2 105 007	195 966	0	2 300 973	0
96503 / 61522 /	1 671 589	179 292	0	1 850 881	0
Total Article 61522	1 671 589	179 292	0	1 850 881	0
96503 / 61528 /	138 890	0	0	138 890	0
Total Article 61528	138 890	0	0	138 890	0
96503 / 615511 /	733 899	0	0	733 899	0
Total Article 615511	733 899	0	0	733 899	0
96503 / 615512 /	742 756	280 797	0	1 023 553	0
Total Article 615512	742 756	280 797	0	1 023 553	0
96503 / 615518 /	151 470	0	0	151 470	0
Total Article 615518	151 470	0	0	151 470	0
96503 / 61552 /	364 550	0	0	364 550	0
Total Article 61552	364 550	0	0	364 550	0
96503 / 61558 /	7 893 327	872 389	0	8 765 716	0
Total Article 61558	7 893 327	872 389	0	8 765 716	0
96503 / 6161 /	191 846	0	0	191 846	0
Total Article 6161	191 846	0	0	191 846	0
96503 / 6168 /	4 026 347	0	0	4 026 347	0
Total Article 6168	4 026 347	0	0	4 026 347	0
96503 / 617 /	63 975 882	8 345 694	0	72 321 576	0
Total Article 617	63 975 882	8 345 694	0	72 321 576	0
96503 / 6182 /	481 586	0	0	481 586	0
Total Article 6182	481 586	0	0	481 586	0
96503 / 6184 /	1 238 864	0	0	1 238 864	0
Total Article 6184	1 238 864	0	0	1 238 864	0
96503 / 6185 /	1 283 981	0	0	1 283 981	0
Total Article 6185	1 283 981	0	0	1 283 981	0
96503 / 62268 /	34 705 316	0	0	34 705 316	0
Total Article 62268	34 705 316	0	0	34 705 316	0
96503 / 6228 /	56 636 164	19 598 033	0	76 234 197	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6228	56 636 164	19 598 033	0	76 234 197	0
96503 / 6231 /	6 549 754	266 701	0	6 816 455	0
Total Article 6231	6 549 754	266 701	0	6 816 455	0
96503 / 6234 /	0	212 000	0	212 000	0
Total Article 6234	0	212 000	0	212 000	0
96503 / 6236 /	1 999 620	108 870	0	2 108 490	0
Total Article 6236	1 999 620	108 870	0	2 108 490	0
96503 / 6238 /	6 222 996	0	0	6 222 996	0
Total Article 6238	6 222 996	0	0	6 222 996	0
96503 / 6241 /	5 964 445	684 351	0	6 648 796	0
Total Article 6241	5 964 445	684 351	0	6 648 796	0
96503 / 62471 /	1 636 457	0	0	1 636 457	0
Total Article 62471	1 636 457	0	0	1 636 457	0
96503 / 62472 /	6 929 434	70 103	0	6 999 537	0
Total Article 62472	6 929 434	70 103	0	6 999 537	0
96503 / 6251 /	19 103 585	703 956	0	19 807 541	0
Total Article 6251	19 103 585	703 956	0	19 807 541	0
96503 / 6255 /	66 780	0	0	66 780	0
Total Article 6255	66 780	0	0	66 780	0
96503 / 6261 /	383 146	0	0	383 146	0
Total Article 6261	383 146	0	0	383 146	0
96503 / 6262 /	264 372	21 703	0	286 075	0
Total Article 6262	264 372	21 703	0	286 075	0
96503 / 6268 /	1 042 946	181 746	855	1 223 837	0
Total Article 6268	1 042 946	181 746	855	1 223 837	0
96503 / 6282 /	13 858 747	1 163 963	0	15 022 710	0
Total Article 6282	13 858 747	1 163 963	0	15 022 710	0
96503 / 6283 /	3 271 335	240 733	0	3 512 068	0
Total Article 6283	3 271 335	240 733	0	3 512 068	0
96503 / 6288 /	85 669 795	23 851 436	0	109 521 231	0
Total Article 6288	85 669 795	23 851 436	0	109 521 231	0
96503 / 6475 /	4 600	0	0	4 600	0
Total Article 6475	4 600	0	0	4 600	0
96503 / 6523 /	95 389 856	43 321 312	0	138 711 168	0
Total Article 6523	95 389 856	43 321 312	0	138 711 168	0
96503 / 6558 /	1 692 721	0	0	1 692 721	0
Total Article 6558	1 692 721	0	0	1 692 721	0
96503 / 657358 /	0	25 000 000	0	25 000 000	0
Total Article 657358	0	25 000 000	0	25 000 000	0
96503 / 657444D /	0	980 000	0	980 000	0
Total Article 657444D	0	980 000	0	980 000	0
96503 / 657458 /	7 643 449	0	0	7 643 449	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657458	7 643 449	0	0	7 643 449	0
96503 / 6581 /	0	69 287	0	69 287	0
Total Article 6581	0	69 287	0	69 287	0
96503 / 6588 /	276 624	0	0	276 624	0
Total Article 6588	276 624	0	0	276 624	0
96503 / 6718 /	77 783	0	0	77 783	0
Total Article 6718	77 783	0	0	77 783	0
96503 / 672 /	3 080 425	0	0	3 080 425	0
Total Article 672	3 080 425	0	0	3 080 425	0
96503	566 677 469	137 936 740	855	704 613 354	0
96504 / 60611 /	44 927	0	0	44 927	0
Total Article 60611	44 927	0	0	44 927	0
96504 / 60612 /	10 928 887	1 881 099	0	12 809 986	0
Total Article 60612	10 928 887	1 881 099	0	12 809 986	0
96504 / 60622 /	3 040 329	36 535	0	3 076 864	0
Total Article 60622	3 040 329	36 535	0	3 076 864	0
96504 / 60624 /	2 057 952	135 500	0	2 193 452	0
Total Article 60624	2 057 952	135 500	0	2 193 452	0
96504 / 60625 /	2 290	0	0	2 290	0
Total Article 60625	2 290	0	0	2 290	0
96504 / 60626 /	175 665	8 892	0	184 557	0
Total Article 60626	175 665	8 892	0	184 557	0
96504 / 60628 /	3 151 865	2 794	0	3 154 659	0
Total Article 60628	3 151 865	2 794	0	3 154 659	0
96504 / 60631 /	196 676	0	0	196 676	0
Total Article 60631	196 676	0	0	196 676	0
96504 / 60632 /	1 349 746	3 195	0	1 352 941	0
Total Article 60632	1 349 746	3 195	0	1 352 941	0
96504 / 60634 /	633 132	0	0	633 132	0
Total Article 60634	633 132	0	0	633 132	0
96504 / 60635 /	310 982	1 161 126	0	1 472 108	0
Total Article 60635	310 982	1 161 126	0	1 472 108	0
96504 / 60638 /	4 967 750	170 064	0	5 137 814	0
Total Article 60638	4 967 750	170 064	0	5 137 814	0
96504 / 60641 /	858 224	52 333	0	910 557	0
Total Article 60641	858 224	52 333	0	910 557	0
96504 / 60642 /	325 095	0	0	325 095	0
Total Article 60642	325 095	0	0	325 095	0
96504 / 6132 /	22 974 660	2 009 165	0	24 983 825	0
Total Article 6132	22 974 660	2 009 165	0	24 983 825	0
96504 / 61351 /	27 120	0	0	27 120	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61351	27 120	0	0	27 120	0
96504 / 61358 /	2 000	0	0	2 000	0
Total Article 61358	2 000	0	0	2 000	0
96504 / 614 /	480 000	40 000	0	520 000	0
Total Article 614	480 000	40 000	0	520 000	0
96504 / 61522 /	227 106	0	0	227 106	0
Total Article 61522	227 106	0	0	227 106	0
96504 / 615511 /	135 677	0	0	135 677	0
Total Article 615511	135 677	0	0	135 677	0
96504 / 615512 /	291 860	0	0	291 860	0
Total Article 615512	291 860	0	0	291 860	0
96504 / 61558 /	5 351 183	1 441 614	27 088	6 765 709	0
Total Article 61558	5 351 183	1 441 614	27 088	6 765 709	0
96504 / 6161 /	37 455	0	0	37 455	0
Total Article 6161	37 455	0	0	37 455	0
96504 / 6168 /	797 272	0	207 923	589 349	0
Total Article 6168	797 272	0	207 923	589 349	0
96504 / 617 /	72 762 747	17 454 116	0	90 216 863	0
Total Article 617	72 762 747	17 454 116	0	90 216 863	0
96504 / 6182 /	1 316 230	0	640 692	675 538	0
Total Article 6182	1 316 230	0	640 692	675 538	0
96504 / 6184 /	2 090 000	0	0	2 090 000	0
Total Article 6184	2 090 000	0	0	2 090 000	0
96504 / 6185 /	1 121 007	0	0	1 121 007	0
Total Article 6185	1 121 007	0	0	1 121 007	0
96504 / 62268 /	4 175 050	456 000	0	4 631 050	0
Total Article 62268	4 175 050	456 000	0	4 631 050	0
96504 / 6228 /	90 400	0	0	90 400	0
Total Article 6228	90 400	0	0	90 400	0
96504 / 6231 /	1 712 843	0	0	1 712 843	0
Total Article 6231	1 712 843	0	0	1 712 843	0
96504 / 6236 /	332 990	0	0	332 990	0
Total Article 6236	332 990	0	0	332 990	0
96504 / 6238 /	589 518	0	0	589 518	0
Total Article 6238	589 518	0	0	589 518	0
96504 / 6241 /	2 478 390	83 514	0	2 561 904	0
Total Article 6241	2 478 390	83 514	0	2 561 904	0
96504 / 62471 /	86 500	0	0	86 500	0
Total Article 62471	86 500	0	0	86 500	0
96504 / 62472 /	2 460 313	39 744	0	2 500 057	0
Total Article 62472	2 460 313	39 744	0	2 500 057	0
96504 / 6251 /	6 156 000	1 115 860	0	7 271 860	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6251	6 156 000	1 115 860	0	7 271 860	0
96504 / 6261 /	587 139	119 043	0	706 182	0
Total Article 6261	587 139	119 043	0	706 182	0
96504 / 6262 /	3 583 242	580 659	0	4 163 901	0
Total Article 6262	3 583 242	580 659	0	4 163 901	0
96504 / 6268 /	420 858	6 100	0	426 958	0
Total Article 6268	420 858	6 100	0	426 958	0
96504 / 6283 /	1 444 450	133 355	0	1 577 805	0
Total Article 6283	1 444 450	133 355	0	1 577 805	0
96504 / 6288 /	83 360 598	8 407 672	0	91 768 270	0
Total Article 6288	83 360 598	8 407 672	0	91 768 270	0
96504 / 6475 /	39 548	0	0	39 548	0
Total Article 6475	39 548	0	0	39 548	0
96504 / 6581 /	358 324	40 130	0	398 454	0
Total Article 6581	358 324	40 130	0	398 454	0
96504 / 672 /	533 818	0	0	533 818	0
Total Article 672	533 818	0	0	533 818	0
96504	244 067 818	35 378 510	875 703	278 570 625	0
96505 / 60611 /	108 203	47 800	0	156 003	0
Total Article 60611	108 203	47 800	0	156 003	0
96505 / 60612 /	1 035 259	171 466	0	1 206 725	0
Total Article 60612	1 035 259	171 466	0	1 206 725	0
96505 / 60622 /	48 538	0	0	48 538	0
Total Article 60622	48 538	0	0	48 538	0
96505 / 60623 /	24 192	0	0	24 192	0
Total Article 60623	24 192	0	0	24 192	0
96505 / 60624 /	56 078	0	0	56 078	0
Total Article 60624	56 078	0	0	56 078	0
96505 / 60628 /	71 879	0	0	71 879	0
Total Article 60628	71 879	0	0	71 879	0
96505 / 60632 /	433 612	524 080	0	957 692	0
Total Article 60632	433 612	524 080	0	957 692	0
96505 / 60634 /	39 990	0	0	39 990	0
Total Article 60634	39 990	0	0	39 990	0
96505 / 60635 /	53 100	0	0	53 100	0
Total Article 60635	53 100	0	0	53 100	0
96505 / 60638 /	55 590	0	0	55 590	0
Total Article 60638	55 590	0	0	55 590	0
96505 / 60641 /	376 542	166 957	0	543 499	0
Total Article 60641	376 542	166 957	0	543 499	0
96505 / 60642 /	183 557	0	0	183 557	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60642	183 557	0	0	183 557	0
96505 / 61351 /	152 544	6 300	0	158 844	0
Total Article 61351	152 544	6 300	0	158 844	0
96505 / 61352 /	1 843 500	0	0	1 843 500	0
Total Article 61352	1 843 500	0	0	1 843 500	0
96505 / 61358 /	76 524	17 824	0	94 348	0
Total Article 61358	76 524	17 824	0	94 348	0
96505 / 61522 /	336 564	0	0	336 564	0
Total Article 61522	336 564	0	0	336 564	0
96505 / 615511 /	90 871	109 284	0	200 155	0
Total Article 615511	90 871	109 284	0	200 155	0
96505 / 61558 /	94 920	153 900	0	248 820	0
Total Article 61558	94 920	153 900	0	248 820	0
96505 / 6161 /	44 912	0	0	44 912	0
Total Article 6161	44 912	0	0	44 912	0
96505 / 6168 /	329 262	0	0	329 262	0
Total Article 6168	329 262	0	0	329 262	0
96505 / 617 /	421 800	0	0	421 800	0
Total Article 617	421 800	0	0	421 800	0
96505 / 6182 /	0	50 000	0	50 000	0
Total Article 6182	0	50 000	0	50 000	0
96505 / 6184 /	75 159	0	0	75 159	0
Total Article 6184	75 159	0	0	75 159	0
96505 / 6185 /	5 000	0	0	5 000	0
Total Article 6185	5 000	0	0	5 000	0
96505 / 62268 /	2 865 115	1 883 826	0	4 748 941	0
Total Article 62268	2 865 115	1 883 826	0	4 748 941	0
96505 / 6227 /	50 600	0	0	50 600	0
Total Article 6227	50 600	0	0	50 600	0
96505 / 6228 /	0	500 000	0	500 000	0
Total Article 6228	0	500 000	0	500 000	0
96505 / 6231 /	1 015 676	411 152	0	1 426 828	0
Total Article 6231	1 015 676	411 152	0	1 426 828	0
96505 / 6232 /	590 000	99 522	0	689 522	0
Total Article 6232	590 000	99 522	0	689 522	0
96505 / 6233 /	27 353 487	90 000	0	27 443 487	0
Total Article 6233	27 353 487	90 000	0	27 443 487	0
96505 / 6236 /	4 697 648	591 666	0	5 289 314	0
Total Article 6236	4 697 648	591 666	0	5 289 314	0
96505 / 6238 /	6 492 890	2 136 836	0	8 629 726	0
Total Article 6238	6 492 890	2 136 836	0	8 629 726	0
96505 / 6241 /	1 202	0	0	1 202	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6241	1 202	0	0	1 202	0
96505 / 62472 /	205 941	0	0	205 941	0
Total Article 62472	205 941	0	0	205 941	0
96505 / 6251 /	222 600	0	0	222 600	0
Total Article 6251	222 600	0	0	222 600	0
96505 / 6261 /	81 272	24 000	0	105 272	0
Total Article 6261	81 272	24 000	0	105 272	0
96505 / 6262 /	1 378 830	97 261	0	1 476 091	0
Total Article 6262	1 378 830	97 261	0	1 476 091	0
96505 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	5 800	0	0	5 800	0
96505 / 6283 /	506 687	0	0	506 687	0
Total Article 6283	506 687	0	0	506 687	0
96505 / 6288 /	7 348 004	1 853 750	0	9 201 754	0
Total Article 6288	7 348 004	1 853 750	0	9 201 754	0
96505 / 6522 /	8 483 240	0	0	8 483 240	0
Total Article 6522	8 483 240	0	0	8 483 240	0
96505 / 657443 /	42 256 360	7 280 000	0	49 536 360	0
Total Article 657443	42 256 360	7 280 000	0	49 536 360	0
96505 / 6588 /	3 183 438	997 980	0	4 181 418	0
Total Article 6588	3 183 438	997 980	0	4 181 418	0
96505 / 672 /	3 831 518	0	0	3 831 518	0
Total Article 672	3 831 518	0	0	3 831 518	0
96505	116 527 904	17 213 604	0	133 741 508	0
TOTAL MISSION 965	4 080 857 472	403 203 588	876 558	4 483 184 502	0
96601 / 60611 /	3 006 323	529 298	0	3 535 621	0
Total Article 60611	3 006 323	529 298	0	3 535 621	0
96601 / 60612 /	3 133 034	627 034	0	3 760 068	0
Total Article 60612	3 133 034	627 034	0	3 760 068	0
96601 / 60622 /	339 547	67 623	0	407 170	0
Total Article 60622	339 547	67 623	0	407 170	0
96601 / 60624 /	523 192	0	0	523 192	0
Total Article 60624	523 192	0	0	523 192	0
96601 / 60628 /	21 162	0	0	21 162	0
Total Article 60628	21 162	0	0	21 162	0
96601 / 60632 /	437 353	0	0	437 353	0
Total Article 60632	437 353	0	0	437 353	0
96601 / 60634 /	26 316	0	0	26 316	0
Total Article 60634	26 316	0	0	26 316	0
96601 / 60635 /	57 161	0	0	57 161	0
Total Article 60635	57 161	0	0	57 161	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96601 / 60638 /	717 786	0	0	717 786	0
Total Article 60638	717 786	0	0	717 786	0
96601 / 60641 /	1 806 766	0	0	1 806 766	0
Total Article 60641	1 806 766	0	0	1 806 766	0
96601 / 60642 /	252 368	0	0	252 368	0
Total Article 60642	252 368	0	0	252 368	0
96601 / 6066 /	25 547	0	0	25 547	0
Total Article 6066	25 547	0	0	25 547	0
96601 / 6068 /	9 900	0	0	9 900	0
Total Article 6068	9 900	0	0	9 900	0
96601 / 61351 /	1 701 805	300 960	0	2 002 765	0
Total Article 61351	1 701 805	300 960	0	2 002 765	0
96601 / 61352 /	8 144 500	0	0	8 144 500	0
Total Article 61352	8 144 500	0	0	8 144 500	0
96601 / 61522 /	435 644	219 450	0	655 094	0
Total Article 61522	435 644	219 450	0	655 094	0
96601 / 61528 /	642 768	0	0	642 768	0
Total Article 61528	642 768	0	0	642 768	0
96601 / 615511 /	98 120	0	0	98 120	0
Total Article 615511	98 120	0	0	98 120	0
96601 / 61558 /	4 153 863	862 520	0	5 016 383	0
Total Article 61558	4 153 863	862 520	0	5 016 383	0
96601 / 6161 /	6 408	0	0	6 408	0
Total Article 6161	6 408	0	0	6 408	0
96601 / 6168 /	117 160	0	0	117 160	0
Total Article 6168	117 160	0	0	117 160	0
96601 / 6182 /	2 293 193	0	777 446	1 515 747	0
Total Article 6182	2 293 193	0	777 446	1 515 747	0
96601 / 6184 /	69 000	0	0	69 000	0
Total Article 6184	69 000	0	0	69 000	0
96601 / 6185 /	4 384 401	4 384 402	0	8 768 803	0
Total Article 6185	4 384 401	4 384 402	0	8 768 803	0
96601 / 6228 /	3 680 878	0	0	3 680 878	0
Total Article 6228	3 680 878	0	0	3 680 878	0
96601 / 6231 /	3 180 947	171 000	0	3 351 947	0
Total Article 6231	3 180 947	171 000	0	3 351 947	0
96601 / 6238 /	1 449 685	7 051 969	0	8 501 654	0
Total Article 6238	1 449 685	7 051 969	0	8 501 654	0
96601 / 6241 /	11 324	0	0	11 324	0
Total Article 6241	11 324	0	0	11 324	0
96601 / 62471 /	189 300	0	0	189 300	0
	189 300	0	0	189 300	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62471					
96601 / 62472 /	1 279 934	0	0	1 279 934	0
Total Article 62472	1 279 934	0	0	1 279 934	0
96601 / 6251 /	2 512 653	254 380	0	2 767 033	0
Total Article 6251	2 512 653	254 380	0	2 767 033	0
96601 / 6261 /	3 916 580	40 100	0	3 956 680	0
Total Article 6261	3 916 580	40 100	0	3 956 680	0
96601 / 6262 /	1 515 201	133 249	0	1 648 450	0
Total Article 6262	1 515 201	133 249	0	1 648 450	0
96601 / 6268 /	358 470	0	0	358 470	0
Total Article 6268	358 470	0	0	358 470	0
96601 / 6281 /	10 000	0	0	10 000	0
Total Article 6281	10 000	0	0	10 000	0
96601 / 6283 /	5 132 400	286 481	0	5 418 881	0
Total Article 6283	5 132 400	286 481	0	5 418 881	0
96601 / 6288 /	4 680 585	705 475	0	5 386 060	0
Total Article 6288	4 680 585	705 475	0	5 386 060	0
96601 / 6555 /	24 000 000	0	0	24 000 000	0
Total Article 6555	24 000 000	0	0	24 000 000	0
96601 / 6556G /	200 000 000	0	0	200 000 000	0
Total Article 6556G	200 000 000	0	0	200 000 000	0
96601 / 6556H /	2 144 000 000	0	0	2 144 000 000	0
Total Article 6556H	2 144 000 000	0	0	2 144 000 000	0
96601 / 657362 /	465 000 000	0	0	465 000 000	0
Total Article 657362	465 000 000	0	0	465 000 000	0
96601 / 657468 /	2 288 178	976 400	0	3 264 578	0
Total Article 657468	2 288 178	976 400	0	3 264 578	0
96601 / 6581 /	211 812	0	0	211 812	0
Total Article 6581	211 812	0	0	211 812	0
96601 / 6588 /	0	159 600	0	159 600	0
Total Article 6588	0	159 600	0	159 600	0
96601 / 672 /	686 886	0	0	686 886	0
Total Article 672	686 886	0	0	686 886	0
96601	2 896 508 150	16 769 941	777 446	2 912 500 645	0
96602 / 60624 /	34 267	0	0	34 267	0
Total Article 60624	34 267	0	0	34 267	0
96602 / 60628 /	17 784	0	0	17 784	0
Total Article 60628	17 784	0	0	17 784	0
96602 / 60632 /	152 160	0	0	152 160	0
Total Article 60632	152 160	0	0	152 160	0
96602 / 60638 /	228 980	0	0	228 980	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60638	228 980	0	0	228 980	0
96602 / 60641 /	448 201	0	0	448 201	0
Total Article 60641	448 201	0	0	448 201	0
96602 / 60642 /	12 739	0	0	12 739	0
Total Article 60642	12 739	0	0	12 739	0
96602 / 61351 /	455 808	0	0	455 808	0
Total Article 61351	455 808	0	0	455 808	0
96602 / 61352 /	483 679	0	0	483 679	0
Total Article 61352	483 679	0	0	483 679	0
96602 / 61528 /	23 940	0	0	23 940	0
Total Article 61528	23 940	0	0	23 940	0
96602 / 61558 /	115 995	0	0	115 995	0
Total Article 61558	115 995	0	0	115 995	0
96602 / 6161 /	24 858	0	0	24 858	0
Total Article 6161	24 858	0	0	24 858	0
96602 / 6185 /	295 228	0	0	295 228	0
Total Article 6185	295 228	0	0	295 228	0
96602 / 62268 /	6 551 360	0	0	6 551 360	0
Total Article 62268	6 551 360	0	0	6 551 360	0
96602 / 6228 /	729 600	0	0	729 600	0
Total Article 6228	729 600	0	0	729 600	0
96602 / 6231 /	1 097 137	0	0	1 097 137	0
Total Article 6231	1 097 137	0	0	1 097 137	0
96602 / 6236 /	0	558 600	0	558 600	0
Total Article 6236	0	558 600	0	558 600	0
96602 / 6241 /	101 028	0	0	101 028	0
Total Article 6241	101 028	0	0	101 028	0
96602 / 62471 /	144 229	0	0	144 229	0
Total Article 62471	144 229	0	0	144 229	0
96602 / 62472 /	33 725	0	0	33 725	0
Total Article 62472	33 725	0	0	33 725	0
96602 / 6251 /	150 000	0	0	150 000	0
Total Article 6251	150 000	0	0	150 000	0
96602 / 6262 /	353 027	28 787	0	381 814	0
Total Article 6262	353 027	28 787	0	381 814	0
96602 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	5 800	0	0	5 800	0
96602 / 6283 /	379 003	0	0	379 003	0
Total Article 6283	379 003	0	0	379 003	0
96602 / 6288 /	3 152 305	0	0	3 152 305	0
Total Article 6288	3 152 305	0	0	3 152 305	0
96602 / 657368 /	7 805 315	0	0	7 805 315	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657368	7 805 315	0	0	7 805 315	0
96602 / 657468 /	0	15 000 000	0	15 000 000	0
Total Article 657468	0	15 000 000	0	15 000 000	0
96602 / 672 /	16 670 138	0	0	16 670 138	0
Total Article 672	16 670 138	0	0	16 670 138	0
96602	39 466 306	15 587 387	0	55 053 693	0
96603 / 6288 /	7 972 696	0	0	7 972 696	0
Total Article 6288	7 972 696	0	0	7 972 696	0
96603 / 6525 /	428 324 900	72 777 900	0	501 102 800	0
Total Article 6525	428 324 900	72 777 900	0	501 102 800	0
96603 / 6527 /	72 621 840	41 289 040	0	113 910 880	0
Total Article 6527	72 621 840	41 289 040	0	113 910 880	0
96603 / 657368 /	0	15 000 000	0	15 000 000	0
Total Article 657368	0	15 000 000	0	15 000 000	0
96603 / 657462 /	72 253 200	0	0	72 253 200	0
Total Article 657462	72 253 200	0	0	72 253 200	0
96603 / 657468 /	0	11 813 968	0	11 813 968	0
Total Article 657468	0	11 813 968	0	11 813 968	0
96603 / 672 /	7 348 158	0	0	7 348 158	0
Total Article 672	7 348 158	0	0	7 348 158	0
96603 / 6744 /	0	17 300 000	0	17 300 000	0
Total Article 6744	0	17 300 000	0	17 300 000	0
96603	588 520 794	158 180 908	0	746 701 702	0
96604 / 65288 /	998 129 340	23 223 750	0	1 021 353 090	0
Total Article 65288	998 129 340	23 223 750	0	1 021 353 090	0
96604	998 129 340	23 223 750	0	1 021 353 090	0
96605 / 62268 /	45 000 000	28 219 009	0	73 219 009	0
Total Article 62268	45 000 000	28 219 009	0	73 219 009	0
96605	45 000 000	28 219 009	0	73 219 009	0
96606 / 627 /	9 600	0	0	9 600	0
Total Article 627	9 600	0	0	9 600	0
96606 / 666 /	4 140	0	0	4 140	0
Total Article 666	4 140	0	0	4 140	0
96606 / 673 /	78 760	0	0	78 760	0
Total Article 673	78 760	0	0	78 760	0
96606	92 500	0	0	92 500	0
TOTAL MISSION 966	4 567 717 090	241 980 995	777 446	4 808 920 639	0
96701 / 60612 /	4 200 000	955 654	0	5 155 654	0
	4 200 000	955 654	0	5 155 654	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60612					
96701 / 60622 /	105 000	21 773	0	126 773	0
Total Article 60622	105 000	21 773	0	126 773	0
96701 / 60624 /	468 313	18 855	0	487 168	0
Total Article 60624	468 313	18 855	0	487 168	0
96701 / 60628 /	61 006	0	0	61 006	0
Total Article 60628	61 006	0	0	61 006	0
96701 / 60631 /	23 980	0	0	23 980	0
Total Article 60631	23 980	0	0	23 980	0
96701 / 60632 /	442 861	45 600	0	488 461	0
Total Article 60632	442 861	45 600	0	488 461	0
96701 / 60635 /	515 928	0	0	515 928	0
Total Article 60635	515 928	0	0	515 928	0
96701 / 60638 /	111 502	226 395	0	337 897	0
Total Article 60638	111 502	226 395	0	337 897	0
96701 / 60641 /	726 502	6 235	0	732 737	0
Total Article 60641	726 502	6 235	0	732 737	0
96701 / 60642 /	773 503	0	0	773 503	0
Total Article 60642	773 503	0	0	773 503	0
96701 / 6132 /	26 386 800	0	0	26 386 800	0
Total Article 6132	26 386 800	0	0	26 386 800	0
96701 / 61351 /	2 493 526	244 523	0	2 738 049	0
Total Article 61351	2 493 526	244 523	0	2 738 049	0
96701 / 61352 /	4 035 000	0	0	4 035 000	0
Total Article 61352	4 035 000	0	0	4 035 000	0
96701 / 614 /	2 401 200	0	0	2 401 200	0
Total Article 614	2 401 200	0	0	2 401 200	0
96701 / 61522 /	34 881	0	0	34 881	0
Total Article 61522	34 881	0	0	34 881	0
96701 / 615511 /	95 195	19 820	0	115 015	0
Total Article 615511	95 195	19 820	0	115 015	0
96701 / 61558 /	1 041 842	1 125 180	0	2 167 022	0
Total Article 61558	1 041 842	1 125 180	0	2 167 022	0
96701 / 6161 /	79 818	0	0	79 818	0
Total Article 6161	79 818	0	0	79 818	0
96701 / 6168 /	182 875	0	0	182 875	0
Total Article 6168	182 875	0	0	182 875	0
96701 / 6182 /	1 931 923	0	486 577	1 445 346	0
Total Article 6182	1 931 923	0	486 577	1 445 346	0
96701 / 6184 /	1 112 150	0	0	1 112 150	0
Total Article 6184	1 112 150	0	0	1 112 150	0
96701 / 6185 /	78 220	327 500	0	405 720	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6185	78 220	327 500	0	405 720	0
96701 / 6228 /	0	8 677 267	0	8 677 267	0
Total Article 6228	0	8 677 267	0	8 677 267	0
96701 / 6236 /	269 158	592 800	0	861 958	0
Total Article 6236	269 158	592 800	0	861 958	0
96701 / 6238 /	109 440	0	0	109 440	0
Total Article 6238	109 440	0	0	109 440	0
96701 / 6241 /	42 915	0	0	42 915	0
Total Article 6241	42 915	0	0	42 915	0
96701 / 62471 /	158 768	0	0	158 768	0
Total Article 62471	158 768	0	0	158 768	0
96701 / 62472 /	740 502	0	0	740 502	0
Total Article 62472	740 502	0	0	740 502	0
96701 / 6251 /	2 004 177	0	0	2 004 177	0
Total Article 6251	2 004 177	0	0	2 004 177	0
96701 / 6261 /	40 392	0	0	40 392	0
Total Article 6261	40 392	0	0	40 392	0
96701 / 6262 /	1 500 000	185 868	0	1 685 868	0
Total Article 6262	1 500 000	185 868	0	1 685 868	0
96701 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	5 800	0	0	5 800	0
96701 / 6283 /	1 717 656	0	0	1 717 656	0
Total Article 6283	1 717 656	0	0	1 717 656	0
96701 / 6288 /	3 269 006	752 140	0	4 021 146	0
Total Article 6288	3 269 006	752 140	0	4 021 146	0
96701 / 657323 /	0	375 000	0	375 000	0
Total Article 657323	0	375 000	0	375 000	0
96701 / 657421 /	19 000 000	2 747 678	0	21 747 678	0
Total Article 657421	19 000 000	2 747 678	0	21 747 678	0
96701 / 65748 /	15 000 000	7 500 000	0	22 500 000	0
Total Article 65748	15 000 000	7 500 000	0	22 500 000	0
96701 / 6581 /	162 450	0	0	162 450	0
Total Article 6581	162 450	0	0	162 450	0
96701 / 672 /	192 628	0	0	192 628	0
Total Article 672	192 628	0	0	192 628	0
96701	91 514 917	23 822 288	486 577	114 850 628	0
96702 / 60611 /	35 490	11 622	0	47 112	0
Total Article 60611	35 490	11 622	0	47 112	0
96702 / 60612 /	10 036 853	8 315	0	10 045 168	0
Total Article 60612	10 036 853	8 315	0	10 045 168	0
96702 / 60622 /	516 936	33 461	0	550 397	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60622	516 936	33 461	0	550 397	0
96702 / 60623 /	546 037	0	0	546 037	0
Total Article 60623	546 037	0	0	546 037	0
96702 / 60624 /	1 259 912	0	0	1 259 912	0
Total Article 60624	1 259 912	0	0	1 259 912	0
96702 / 60626 /	34 440	0	0	34 440	0
Total Article 60626	34 440	0	0	34 440	0
96702 / 60628 /	175 251	0	0	175 251	0
Total Article 60628	175 251	0	0	175 251	0
96702 / 60632 /	1 614 721	0	0	1 614 721	0
Total Article 60632	1 614 721	0	0	1 614 721	0
96702 / 60634 /	580 674	0	0	580 674	0
Total Article 60634	580 674	0	0	580 674	0
96702 / 60635 /	34 160	0	0	34 160	0
Total Article 60635	34 160	0	0	34 160	0
96702 / 60638 /	1 049 267	0	0	1 049 267	0
Total Article 60638	1 049 267	0	0	1 049 267	0
96702 / 60641 /	2 366 060	0	0	2 366 060	0
Total Article 60641	2 366 060	0	0	2 366 060	0
96702 / 60642 /	1 945 165	0	0	1 945 165	0
Total Article 60642	1 945 165	0	0	1 945 165	0
96702 / 6066 /	78 320	0	0	78 320	0
Total Article 6066	78 320	0	0	78 320	0
96702 / 6132 /	50 604 600	0	0	50 604 600	0
Total Article 6132	50 604 600	0	0	50 604 600	0
96702 / 61351 /	6 548 039	424 348	0	6 972 387	0
Total Article 61351	6 548 039	424 348	0	6 972 387	0
96702 / 614 /	4 761 900	0	0	4 761 900	0
Total Article 614	4 761 900	0	0	4 761 900	0
96702 / 61522 /	4 594 210	182 515	0	4 776 725	0
Total Article 61522	4 594 210	182 515	0	4 776 725	0
96702 / 615511 /	320 251	0	0	320 251	0
Total Article 615511	320 251	0	0	320 251	0
96702 / 61558 /	12 332 520	0	0	12 332 520	0
Total Article 61558	12 332 520	0	0	12 332 520	0
96702 / 6161 /	117 273	0	0	117 273	0
Total Article 6161	117 273	0	0	117 273	0
96702 / 6168 /	2 988 850	0	0	2 988 850	0
Total Article 6168	2 988 850	0	0	2 988 850	0
96702 / 6182 /	36 310	0	0	36 310	0
Total Article 6182	36 310	0	0	36 310	0
96702 / 6184 /	3 765 460	0	0	3 765 460	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6184	3 765 460	0	0	3 765 460	0
96702 / 6185 /	1 154 245	0	0	1 154 245	0
Total Article 6185	1 154 245	0	0	1 154 245	0
96702 / 62268 /	159 900	0	0	159 900	0
Total Article 62268	159 900	0	0	159 900	0
96702 / 6231 /	9 430 334	0	0	9 430 334	0
Total Article 6231	9 430 334	0	0	9 430 334	0
96702 / 6236 /	619 240	0	0	619 240	0
Total Article 6236	619 240	0	0	619 240	0
96702 / 6238 /	294 714	0	0	294 714	0
Total Article 6238	294 714	0	0	294 714	0
96702 / 6241 /	108 512	9 750	0	118 262	0
Total Article 6241	108 512	9 750	0	118 262	0
96702 / 62472 /	1 521 978	0	0	1 521 978	0
Total Article 62472	1 521 978	0	0	1 521 978	0
96702 / 6251 /	1 796 142	132 825	0	1 928 967	0
Total Article 6251	1 796 142	132 825	0	1 928 967	0
96702 / 6261 /	1 469 200	0	0	1 469 200	0
Total Article 6261	1 469 200	0	0	1 469 200	0
96702 / 6262 /	4 072 500	0	0	4 072 500	0
Total Article 6262	4 072 500	0	0	4 072 500	0
96702 / 6268 /	4 057 500	0	0	4 057 500	0
Total Article 6268	4 057 500	0	0	4 057 500	0
96702 / 6281 /	4 500	0	0	4 500	0
Total Article 6281	4 500	0	0	4 500	0
96702 / 6282 /	3 446 167	0	0	3 446 167	0
Total Article 6282	3 446 167	0	0	3 446 167	0
96702 / 6283 /	5 534 415	370 961	0	5 905 376	0
Total Article 6283	5 534 415	370 961	0	5 905 376	0
96702 / 6288 /	6 216 851	465 700	16 418	6 666 133	0
Total Article 6288	6 216 851	465 700	16 418	6 666 133	0
96702 / 65212 /	5 297 873 008	0	0	5 297 873 008	0
Total Article 65212	5 297 873 008	0	0	5 297 873 008	0
96702 / 657428 /	0	1 950 768	0	1 950 768	0
Total Article 657428	0	1 950 768	0	1 950 768	0
96702 / 6581 /	3 132 987	0	2 390 613	742 374	0
Total Article 6581	3 132 987	0	2 390 613	742 374	0
96702 / 672 /	178 339 414	0	0	178 339 414	0
Total Article 672	178 339 414	0	0	178 339 414	0
96702 / 673 /	16 667	0	0	16 667	0
Total Article 673	16 667	0	0	16 667	0
96702	5 625 590 973	3 590 265	2 407 031	5 626 774 207	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96703 / 60611 /	107 860	0	0	107 860	0
Total Article 60611	107 860	0	0	107 860	0
96703 / 60612 /	3 304 214	1 732 808	0	5 037 022	0
Total Article 60612	3 304 214	1 732 808	0	5 037 022	0
96703 / 60622 /	1 962	9 443	0	11 405	0
Total Article 60622	1 962	9 443	0	11 405	0
96703 / 60623 /	176 750	110 322	0	287 072	0
Total Article 60623	176 750	110 322	0	287 072	0
96703 / 60624 /	495 807	0	0	495 807	0
Total Article 60624	495 807	0	0	495 807	0
96703 / 60631 /	49 980	0	0	49 980	0
Total Article 60631	49 980	0	0	49 980	0
96703 / 60632 /	1 430 794	0	0	1 430 794	0
Total Article 60632	1 430 794	0	0	1 430 794	0
96703 / 60634 /	121 877	0	0	121 877	0
Total Article 60634	121 877	0	0	121 877	0
96703 / 60638 /	41 225	109 161	0	150 386	0
Total Article 60638	41 225	109 161	0	150 386	0
96703 / 60641 /	471 098	0	0	471 098	0
Total Article 60641	471 098	0	0	471 098	0
96703 / 60642 /	1 106 010	0	0	1 106 010	0
Total Article 60642	1 106 010	0	0	1 106 010	0
96703 / 6132 /	19 506 300	0	0	19 506 300	0
Total Article 6132	19 506 300	0	0	19 506 300	0
96703 / 61351 /	982 882	72 648	0	1 055 530	0
Total Article 61351	982 882	72 648	0	1 055 530	0
96703 / 61352 /	1 758 592	0	0	1 758 592	0
Total Article 61352	1 758 592	0	0	1 758 592	0
96703 / 614 /	1 415 700	0	0	1 415 700	0
Total Article 614	1 415 700	0	0	1 415 700	0
96703 / 61521 /	0	2 844 900	0	2 844 900	0
Total Article 61521	0	2 844 900	0	2 844 900	0
96703 / 61522 /	1 658 408	379 242	0	2 037 650	0
Total Article 61522	1 658 408	379 242	0	2 037 650	0
96703 / 615511 /	88 990	0	0	88 990	0
Total Article 615511	88 990	0	0	88 990	0
96703 / 61558 /	3 952 798	681 720	0	4 634 518	0
Total Article 61558	3 952 798	681 720	0	4 634 518	0
96703 / 6168 /	996 284	0	0	996 284	0
Total Article 6168	996 284	0	0	996 284	0
96703 / 6184 /	88 092 657	0	0	88 092 657	0
	88 092 657	0	0	88 092 657	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6184					
96703 / 6185 /	176 700	0	0	176 700	0
Total Article 6185	176 700	0	0	176 700	0
96703 / 62268 /	0	2 176 611	0	2 176 611	0
Total Article 62268	0	2 176 611	0	2 176 611	0
96703 / 6228 /	5 011 802	0	0	5 011 802	0
Total Article 6228	5 011 802	0	0	5 011 802	0
96703 / 6231 /	1 051 094	120 033	0	1 171 127	0
Total Article 6231	1 051 094	120 033	0	1 171 127	0
96703 / 6241 /	28 500	0	0	28 500	0
Total Article 6241	28 500	0	0	28 500	0
96703 / 62472 /	217 004	37 918	0	254 922	0
Total Article 62472	217 004	37 918	0	254 922	0
96703 / 6251 /	223 710	0	0	223 710	0
Total Article 6251	223 710	0	0	223 710	0
96703 / 6261 /	324 147	244 110	0	568 257	0
Total Article 6261	324 147	244 110	0	568 257	0
96703 / 6262 /	1 971 788	463 508	0	2 435 296	0
Total Article 6262	1 971 788	463 508	0	2 435 296	0
96703 / 6268 /	1 586 729	496 271	0	2 083 000	0
Total Article 6268	1 586 729	496 271	0	2 083 000	0
96703 / 6282 /	1 117 123	391 245	0	1 508 368	0
Total Article 6282	1 117 123	391 245	0	1 508 368	0
96703 / 6283 /	789 251	108 795	0	898 046	0
Total Article 6283	789 251	108 795	0	898 046	0
96703 / 6288 /	1 587 070	1 788 467	0	3 375 537	0
Total Article 6288	1 587 070	1 788 467	0	3 375 537	0
96703 / 6513 /	23 022 215	0	0	23 022 215	0
Total Article 6513	23 022 215	0	0	23 022 215	0
96703 / 65212 /	482 796 293	46 963 133	0	529 759 426	0
Total Article 65212	482 796 293	46 963 133	0	529 759 426	0
96703 / 6523 /	650 000	0	0	650 000	0
Total Article 6523	650 000	0	0	650 000	0
96703 / 657318 /	19 000 000	0	0	19 000 000	0
Total Article 657318	19 000 000	0	0	19 000 000	0
96703 / 657321 /	342 290 000	0	0	342 290 000	0
Total Article 657321	342 290 000	0	0	342 290 000	0
96703 / 657322 /	1 080 250 000	0	0	1 080 250 000	0
Total Article 657322	1 080 250 000	0	0	1 080 250 000	0
96703 / 657323 /	198 000 000	0	0	198 000 000	0
Total Article 657323	198 000 000	0	0	198 000 000	0
96703 / 657322 /	36 000 000	0	0	36 000 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657332	36 000 000	0	0	36 000 000	0
96703 / 657342 /	157 000 000	0	0	157 000 000	0
Total Article 657342	157 000 000	0	0	157 000 000	0
96703 / 657428 /	15 000 000	3 356 326	0	18 356 326	0
Total Article 657428	15 000 000	3 356 326	0	18 356 326	0
96703 / 657438 /	0	2 100 000	0	2 100 000	0
Total Article 657438	0	2 100 000	0	2 100 000	0
96703 / 6581 /	2 302 868	0	0	2 302 868	0
Total Article 6581	2 302 868	0	0	2 302 868	0
96703 / 672 /	204 455	0	0	204 455	0
Total Article 672	204 455	0	0	204 455	0
96703	2 496 360 937	64 186 661	0	2 560 547 598	0
TOTAL MISSION 967	8 213 466 827	91 599 214	2 893 608	8 302 172 433	0
96801 / 60624 /	50 030	0	0	50 030	0
Total Article 60624	50 030	0	0	50 030	0
96801 / 60628 /	3 900	0	0	3 900	0
Total Article 60628	3 900	0	0	3 900	0
96801 / 60631 /	163 705	0	0	163 705	0
Total Article 60631	163 705	0	0	163 705	0
96801 / 60632 /	87 406	152 710	0	240 116	0
Total Article 60632	87 406	152 710	0	240 116	0
96801 / 60634 /	18 183	0	0	18 183	0
Total Article 60634	18 183	0	0	18 183	0
96801 / 60638 /	804 752	0	0	804 752	0
Total Article 60638	804 752	0	0	804 752	0
96801 / 60641 /	17 250	0	0	17 250	0
Total Article 60641	17 250	0	0	17 250	0
96801 / 61351 /	45 180	0	0	45 180	0
Total Article 61351	45 180	0	0	45 180	0
96801 / 61521 /	553 700	0	0	553 700	0
Total Article 61521	553 700	0	0	553 700	0
96801 / 61522 /	270 522	0	0	270 522	0
Total Article 61522	270 522	0	0	270 522	0
96801 / 61558 /	364 482	0	0	364 482	0
Total Article 61558	364 482	0	0	364 482	0
96801 / 617 /	5 730 491	0	0	5 730 491	0
Total Article 617	5 730 491	0	0	5 730 491	0
96801 / 6182 /	11 800	0	0	11 800	0
Total Article 6182	11 800	0	0	11 800	0
96801 / 62268 /	5 643 000	408 114	0	6 051 114	0
Total Article 62268	5 643 000	408 114	0	6 051 114	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96801 / 6228 /	1 730 548	312 634	0	2 043 182	0
Total Article 6228	1 730 548	312 634	0	2 043 182	0
96801 / 6231 /	7 924	0	0	7 924	0
Total Article 6231	7 924	0	0	7 924	0
96801 / 6236 /	1 178 760	2 385 000	0	3 563 760	0
Total Article 6236	1 178 760	2 385 000	0	3 563 760	0
96801 / 6238 /	6 390 777	5 475 513	0	11 866 290	0
Total Article 6238	6 390 777	5 475 513	0	11 866 290	0
96801 / 6241 /	0	87 488	0	87 488	0
Total Article 6241	0	87 488	0	87 488	0
96801 / 6281 /	0	352 029	0	352 029	0
Total Article 6281	0	352 029	0	352 029	0
96801 / 6288 /	16 183 390	144 288	0	16 327 678	0
Total Article 6288	16 183 390	144 288	0	16 327 678	0
96801 / 6513 /	2 100 241	0	0	2 100 241	0
Total Article 6513	2 100 241	0	0	2 100 241	0
96801 / 65288 /	6 631 798	1 336 000	0	7 967 798	0
Total Article 65288	6 631 798	1 336 000	0	7 967 798	0
96801 / 6568 /	4 115 752	0	0	4 115 752	0
Total Article 6568	4 115 752	0	0	4 115 752	0
96801 / 657318 /	500 000	0	0	500 000	0
Total Article 657318	500 000	0	0	500 000	0
96801 / 657341 /	269 600 000	1 270 000	0	270 870 000	0
Total Article 657341	269 600 000	1 270 000	0	270 870 000	0
96801 / 657343 /	530 421 483	17 750 000	0	548 171 483	0
Total Article 657343	530 421 483	17 750 000	0	548 171 483	0
96801 / 657442 /	63 553 500	17 752 100	0	81 305 600	0
Total Article 657442	63 553 500	17 752 100	0	81 305 600	0
96801 / 6581 /	498 300	0	0	498 300	0
Total Article 6581	498 300	0	0	498 300	0
96801 / 672 /	32 200	0	0	32 200	0
Total Article 672	32 200	0	0	32 200	0
96801	916 709 074	47 425 876	0	964 134 950	0
96802 / 60611 /	685 000	10 746	0	695 746	0
Total Article 60611	685 000	10 746	0	695 746	0
96802 / 60612 /	1 705 000	145 988	0	1 850 988	0
Total Article 60612	1 705 000	145 988	0	1 850 988	0
96802 / 60622 /	602 764	29 508	0	632 272	0
Total Article 60622	602 764	29 508	0	632 272	0
96802 / 60624 /	564 985	0	0	564 985	0
Total Article 60624	564 985	0	0	564 985	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96802 / 60626 /	995 807	0	0	995 807	0
Total Article 60626	995 807	0	0	995 807	0
96802 / 60628 /	500 580	0	0	500 580	0
Total Article 60628	500 580	0	0	500 580	0
96802 / 60631 /	454 359	0	0	454 359	0
Total Article 60631	454 359	0	0	454 359	0
96802 / 60632 /	302 211	0	0	302 211	0
Total Article 60632	302 211	0	0	302 211	0
96802 / 60634 /	748 143	0	0	748 143	0
Total Article 60634	748 143	0	0	748 143	0
96802 / 60635 /	296 009	0	0	296 009	0
Total Article 60635	296 009	0	0	296 009	0
96802 / 60638 /	998 816	0	0	998 816	0
Total Article 60638	998 816	0	0	998 816	0
96802 / 60641 /	892 314	40 504	0	932 818	0
Total Article 60641	892 314	40 504	0	932 818	0
96802 / 61351 /	491 410	60 714	0	552 124	0
Total Article 61351	491 410	60 714	0	552 124	0
96802 / 61352 /	4 025 500	0	0	4 025 500	0
Total Article 61352	4 025 500	0	0	4 025 500	0
96802 / 61521 /	11 598 618	0	0	11 598 618	0
Total Article 61521	11 598 618	0	0	11 598 618	0
96802 / 61522 /	888 364	0	0	888 364	0
Total Article 61522	888 364	0	0	888 364	0
96802 / 615511 /	218 016	0	0	218 016	0
Total Article 615511	218 016	0	0	218 016	0
96802 / 61558 /	2 071 631	168 194	0	2 239 825	0
Total Article 61558	2 071 631	168 194	0	2 239 825	0
96802 / 6161 /	102 266	0	0	102 266	0
Total Article 6161	102 266	0	0	102 266	0
96802 / 617 /	10 717 500	0	0	10 717 500	0
Total Article 617	10 717 500	0	0	10 717 500	0
96802 / 6182 /	363 454	0	0	363 454	0
Total Article 6182	363 454	0	0	363 454	0
96802 / 62268 /	6 393 914	75 990	0	6 469 904	0
Total Article 62268	6 393 914	75 990	0	6 469 904	0
96802 / 6228 /	8 910 851	330 000	0	9 240 851	0
Total Article 6228	8 910 851	330 000	0	9 240 851	0
96802 / 6231 /	131 441	0	0	131 441	0
Total Article 6231	131 441	0	0	131 441	0
96802 / 6236 /	1 367 769	0	0	1 367 769	0
	1 367 769	0	0	1 367 769	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6236					
96802 / 6238 /	89 948	0	0	89 948	0
Total Article 6238	89 948	0	0	89 948	0
96802 / 6241 /	288 993	0	0	288 993	0
Total Article 6241	288 993	0	0	288 993	0
96802 / 62471 /	420 056	0	0	420 056	0
Total Article 62471	420 056	0	0	420 056	0
96802 / 62472 /	1 424 870	37 179	0	1 462 049	0
Total Article 62472	1 424 870	37 179	0	1 462 049	0
96802 / 6251 /	5 298 919	80 340	0	5 379 259	0
Total Article 6251	5 298 919	80 340	0	5 379 259	0
96802 / 6255 /	225 000	0	0	225 000	0
Total Article 6255	225 000	0	0	225 000	0
96802 / 6261 /	207 800	0	0	207 800	0
Total Article 6261	207 800	0	0	207 800	0
96802 / 6262 /	1 098 587	89 700	0	1 188 287	0
Total Article 6262	1 098 587	89 700	0	1 188 287	0
96802 / 6268 /	266 204	0	0	266 204	0
Total Article 6268	266 204	0	0	266 204	0
96802 / 6281 /	89 499	0	0	89 499	0
Total Article 6281	89 499	0	0	89 499	0
96802 / 6282 /	4 094 090	381 496	0	4 475 586	0
Total Article 6282	4 094 090	381 496	0	4 475 586	0
96802 / 6283 /	2 411 720	113 548	0	2 525 268	0
Total Article 6283	2 411 720	113 548	0	2 525 268	0
96802 / 6288 /	31 685 176	2 907 619	804	34 591 991	0
Total Article 6288	31 685 176	2 907 619	804	34 591 991	0
96802 / 6568 /	15 141 737	1 135 643	0	16 277 380	0
Total Article 6568	15 141 737	1 135 643	0	16 277 380	0
96802 / 657344 /	180 000 000	15 800 000	0	195 800 000	0
Total Article 657344	180 000 000	15 800 000	0	195 800 000	0
96802 / 657442 /	4 095 000	3 350 000	0	7 445 000	0
Total Article 657442	4 095 000	3 350 000	0	7 445 000	0
96802 / 6581 /	285 721	0	0	285 721	0
Total Article 6581	285 721	0	0	285 721	0
96802 / 672 /	303 746	0	0	303 746	0
Total Article 672	303 746	0	0	303 746	0
96802	303 453 788	24 757 169	804	328 210 153	0
TOTAL MISSION 968	1 220 162 862	72 183 045	804	1 292 345 103	0
96901 / 60611 /	1 900 000	12 455	0	1 912 455	0
Total Article 60611	1 900 000	12 455	0	1 912 455	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96901 / 60612 /	17 509 423	955 664	0	18 465 087	0
Total Article 60612	17 509 423	955 664	0	18 465 087	0
96901 / 60621 /	76 500	0	0	76 500	0
Total Article 60621	76 500	0	0	76 500	0
96901 / 60622 /	915 104	55 430	0	970 534	0
Total Article 60622	915 104	55 430	0	970 534	0
96901 / 60623 /	730 550	0	0	730 550	0
Total Article 60623	730 550	0	0	730 550	0
96901 / 60624 /	1 121 272	0	0	1 121 272	0
Total Article 60624	1 121 272	0	0	1 121 272	0
96901 / 60626 /	130 014	0	0	130 014	0
Total Article 60626	130 014	0	0	130 014	0
96901 / 60628 /	199 029	0	0	199 029	0
Total Article 60628	199 029	0	0	199 029	0
96901 / 60631 /	312 512	0	0	312 512	0
Total Article 60631	312 512	0	0	312 512	0
96901 / 60632 /	453 353	617 898	0	1 071 251	0
Total Article 60632	453 353	617 898	0	1 071 251	0
96901 / 60635 /	429 641	163 800	0	593 441	0
Total Article 60635	429 641	163 800	0	593 441	0
96901 / 60638 /	2 003 210	926 587	0	2 929 797	0
Total Article 60638	2 003 210	926 587	0	2 929 797	0
96901 / 60641 /	3 703 391	269 287	0	3 972 678	0
Total Article 60641	3 703 391	269 287	0	3 972 678	0
96901 / 60642 /	373 599	8 190	0	381 789	0
Total Article 60642	373 599	8 190	0	381 789	0
96901 / 6067 /	918 046	235 537	0	1 153 583	0
Total Article 6067	918 046	235 537	0	1 153 583	0
96901 / 6132 /	4 108 000	1 980 000	0	6 088 000	0
Total Article 6132	4 108 000	1 980 000	0	6 088 000	0
96901 / 61351 /	5 975 812	1 172 373	0	7 148 185	0
Total Article 61351	5 975 812	1 172 373	0	7 148 185	0
96901 / 61352 /	21 801 000	0	0	21 801 000	0
Total Article 61352	21 801 000	0	0	21 801 000	0
96901 / 61521 /	162 720	12 720	0	175 440	0
Total Article 61521	162 720	12 720	0	175 440	0
96901 / 61522 /	35 136	3 610 522	0	3 645 658	0
Total Article 61522	35 136	3 610 522	0	3 645 658	0
96901 / 615511 /	132 244	0	0	132 244	0
Total Article 615511	132 244	0	0	132 244	0
96901 / 61558 /	6 410 285	1 170 775	0	7 581 060	0
	6 410 285	1 170 775	0	7 581 060	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61558					
96901 / 6161 /	288 382	0	0	288 382	0
Total Article 6161	288 382	0	0	288 382	0
96901 / 6182 /	269 336	0	0	269 336	0
Total Article 6182	269 336	0	0	269 336	0
96901 / 6184 /	2 084 099	427 064	0	2 511 163	0
Total Article 6184	2 084 099	427 064	0	2 511 163	0
96901 / 6185 /	1 418 080	0	0	1 418 080	0
Total Article 6185	1 418 080	0	0	1 418 080	0
96901 / 62268 /	0	163 031	0	163 031	0
Total Article 62268	0	163 031	0	163 031	0
96901 / 6227 /	72 431	0	0	72 431	0
Total Article 6227	72 431	0	0	72 431	0
96901 / 6231 /	284 654	248 600	0	533 254	0
Total Article 6231	284 654	248 600	0	533 254	0
96901 / 6236 /	0	47 880	0	47 880	0
Total Article 6236	0	47 880	0	47 880	0
96901 / 6238 /	161 460	0	0	161 460	0
Total Article 6238	161 460	0	0	161 460	0
96901 / 6241 /	2 017 175	382 940	0	2 400 115	0
Total Article 6241	2 017 175	382 940	0	2 400 115	0
96901 / 62451 /	63 600	81 115	0	144 715	0
Total Article 62451	63 600	81 115	0	144 715	0
96901 / 62471 /	513 617	0	0	513 617	0
Total Article 62471	513 617	0	0	513 617	0
96901 / 62472 /	39 138 455	3 051 159	0	42 189 614	0
Total Article 62472	39 138 455	3 051 159	0	42 189 614	0
96901 / 6251 /	61 132 402	14 921 055	0	76 053 457	0
Total Article 6251	61 132 402	14 921 055	0	76 053 457	0
96901 / 6255 /	935 281	1 360 221	0	2 295 502	0
Total Article 6255	935 281	1 360 221	0	2 295 502	0
96901 / 6261 /	879 572	205 745	0	1 085 317	0
Total Article 6261	879 572	205 745	0	1 085 317	0
96901 / 6262 /	1 994 071	1 741 283	0	3 735 354	0
Total Article 6262	1 994 071	1 741 283	0	3 735 354	0
96901 / 6268 /	7 143 780	574 387	0	7 718 167	0
Total Article 6268	7 143 780	574 387	0	7 718 167	0
96901 / 6283 /	9 181 502	827 048	0	10 008 550	0
Total Article 6283	9 181 502	827 048	0	10 008 550	0
96901 / 6288 /	16 739 761	4 871 486	0	21 611 247	0
Total Article 6288	16 739 761	4 871 486	0	21 611 247	0
96901 / 6475 /	0	90 900	0	90 900	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6475	0	90 900	0	90 900	0
96901 / 65142 /	5 865 309	2 013 420	0	7 878 729	0
Total Article 65142	5 865 309	2 013 420	0	7 878 729	0
96901 / 657418 /	0	400 000	0	400 000	0
Total Article 657418	0	400 000	0	400 000	0
96901 / 6581 /	103 377	0	0	103 377	0
Total Article 6581	103 377	0	0	103 377	0
96901 / 672 /	6 418 621	0	0	6 418 621	0
Total Article 672	6 418 621	0	0	6 418 621	0
96901	226 105 806	42 598 572	0	268 704 378	0
96902 / 60611 /	4 500 000	1 102 377	0	5 602 377	0
Total Article 60611	4 500 000	1 102 377	0	5 602 377	0
96902 / 60612 /	15 300 000	8 504 787	0	23 804 787	0
Total Article 60612	15 300 000	8 504 787	0	23 804 787	0
96902 / 60622 /	82 408	36 600	0	119 008	0
Total Article 60622	82 408	36 600	0	119 008	0
96902 / 60623 /	577 342	0	0	577 342	0
Total Article 60623	577 342	0	0	577 342	0
96902 / 60624 /	689 138	216 371	0	905 509	0
Total Article 60624	689 138	216 371	0	905 509	0
96902 / 60626 /	505 622	112 442	0	618 064	0
Total Article 60626	505 622	112 442	0	618 064	0
96902 / 60628 /	359 987	47 220	0	407 207	0
Total Article 60628	359 987	47 220	0	407 207	0
96902 / 60631 /	81 240	0	0	81 240	0
Total Article 60631	81 240	0	0	81 240	0
96902 / 60632 /	649 864	0	0	649 864	0
Total Article 60632	649 864	0	0	649 864	0
96902 / 60634 /	44 980	0	0	44 980	0
Total Article 60634	44 980	0	0	44 980	0
96902 / 60635 /	328 392	12 225	0	340 617	0
Total Article 60635	328 392	12 225	0	340 617	0
96902 / 60638 /	3 265 829	792 042	0	4 057 871	0
Total Article 60638	3 265 829	792 042	0	4 057 871	0
96902 / 60641 /	3 222 320	545 170	0	3 767 490	0
Total Article 60641	3 222 320	545 170	0	3 767 490	0
96902 / 60642 /	360 812	0	0	360 812	0
Total Article 60642	360 812	0	0	360 812	0
96902 / 6067 /	1 484 759	0	0	1 484 759	0
Total Article 6067	1 484 759	0	0	1 484 759	0
96902 / 6132 /	215 950	0	0	215 950	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6132	215 950	0	0	215 950	0
96902 / 61351 /	5 397 596	2 026 158	0	7 423 754	0
Total Article 61351	5 397 596	2 026 158	0	7 423 754	0
96902 / 61521 /	60 000	0	0	60 000	0
Total Article 61521	60 000	0	0	60 000	0
96902 / 61522 /	4 993 048	1 868 492	0	6 861 540	0
Total Article 61522	4 993 048	1 868 492	0	6 861 540	0
96902 / 61528 /	803 304	0	0	803 304	0
Total Article 61528	803 304	0	0	803 304	0
96902 / 615511 /	134 965	10 722	0	145 687	0
Total Article 615511	134 965	10 722	0	145 687	0
96902 / 61558 /	2 033 714	287 890	0	2 321 604	0
Total Article 61558	2 033 714	287 890	0	2 321 604	0
96902 / 617 /	0	465 120	0	465 120	0
Total Article 617	0	465 120	0	465 120	0
96902 / 6182 /	1 737 864	0	130 970	1 606 894	0
Total Article 6182	1 737 864	0	130 970	1 606 894	0
96902 / 6184 /	18 164 826	2 944 455	0	21 109 281	0
Total Article 6184	18 164 826	2 944 455	0	21 109 281	0
96902 / 6185 /	1 077 476	344 319	0	1 421 795	0
Total Article 6185	1 077 476	344 319	0	1 421 795	0
96902 / 62268 /	411 279	0	0	411 279	0
Total Article 62268	411 279	0	0	411 279	0
96902 / 6227 /	224 069	18 611	0	242 680	0
Total Article 6227	224 069	18 611	0	242 680	0
96902 / 6231 /	766 095	0	0	766 095	0
Total Article 6231	766 095	0	0	766 095	0
96902 / 6236 /	1 537 817	54 720	0	1 592 537	0
Total Article 6236	1 537 817	54 720	0	1 592 537	0
96902 / 6238 /	30 000	84 240	0	114 240	0
Total Article 6238	30 000	84 240	0	114 240	0
96902 / 6241 /	969 898	271 618	0	1 241 516	0
Total Article 6241	969 898	271 618	0	1 241 516	0
96902 / 62458 /	86 952	0	0	86 952	0
Total Article 62458	86 952	0	0	86 952	0
96902 / 62471 /	5 971 507	185 935	0	6 157 442	0
Total Article 62471	5 971 507	185 935	0	6 157 442	0
96902 / 62472 /	29 294 977	1 037 040	0	30 332 017	0
Total Article 62472	29 294 977	1 037 040	0	30 332 017	0
96902 / 6251 /	33 268 900	7 099 689	0	40 368 589	0
Total Article 6251	33 268 900	7 099 689	0	40 368 589	0
96902 / 6255 /	0	3 645 157	0	3 645 157	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6255	0	3 645 157	0	3 645 157	0
96902 / 6262 /	9 971 859	0	0	9 971 859	0
Total Article 6262	9 971 859	0	0	9 971 859	0
96902 / 6268 /	2 190 000	0	0	2 190 000	0
Total Article 6268	2 190 000	0	0	2 190 000	0
96902 / 6283 /	6 592 950	483 000	0	7 075 950	0
Total Article 6283	6 592 950	483 000	0	7 075 950	0
96902 / 6288 /	13 525 852	2 648 925	0	16 174 777	0
Total Article 6288	13 525 852	2 648 925	0	16 174 777	0
96902 / 65511 /	816 872 784	0	0	816 872 784	0
Total Article 65511	816 872 784	0	0	816 872 784	0
96902 / 65512 /	430 658 304	99 867 440	0	530 525 744	0
Total Article 65512	430 658 304	99 867 440	0	530 525 744	0
96902 / 657313 /	62 489 679	122 367 755	0	184 857 434	0
Total Article 657313	62 489 679	122 367 755	0	184 857 434	0
96902 / 657318 /	500 000	0	0	500 000	0
Total Article 657318	500 000	0	0	500 000	0
96902 / 657418 /	0	1 250 000	0	1 250 000	0
Total Article 657418	0	1 250 000	0	1 250 000	0
96902 / 6581 /	77 380	0	47 757	29 623	0
Total Article 6581	77 380	0	47 757	29 623	0
96902 / 672 /	2 756 940	0	0	2 756 940	0
Total Article 672	2 756 940	0	0	2 756 940	0
96902	1 484 268 678	258 330 520	178 727	1 742 420 471	0
96903 / 60638 /	689 436	0	0	689 436	0
Total Article 60638	689 436	0	0	689 436	0
96903 / 61351 /	0	79 800	0	79 800	0
Total Article 61351	0	79 800	0	79 800	0
96903 / 61558 /	0	374 342	0	374 342	0
Total Article 61558	0	374 342	0	374 342	0
96903 / 6241 /	87 525	0	0	87 525	0
Total Article 6241	87 525	0	0	87 525	0
96903 / 62471 /	201 910	0	0	201 910	0
Total Article 62471	201 910	0	0	201 910	0
96903 / 62472 /	407 261	0	0	407 261	0
Total Article 62472	407 261	0	0	407 261	0
96903 / 6251 /	6 941 115	977 814	0	7 918 929	0
Total Article 6251	6 941 115	977 814	0	7 918 929	0
96903 / 65142 /	85 959 027	23 610 511	0	109 569 538	0
Total Article 65142	85 959 027	23 610 511	0	109 569 538	0
96903 / 65511 /	595 974 670	0	0	595 974 670	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 65511	595 974 670	0	0	595 974 670	0
96903 / 657313 /	34 552 105	62 805 005	0	97 357 110	0
Total Article 657313	34 552 105	62 805 005	0	97 357 110	0
96903 / 657455 /	67 000 000	6 700 000	0	73 700 000	0
Total Article 657455	67 000 000	6 700 000	0	73 700 000	0
96903 / 672 /	1 428 416	0	0	1 428 416	0
Total Article 672	1 428 416	0	0	1 428 416	0
96903	793 241 465	94 547 472	0	887 788 937	0
96904 / 60622 /	16 621	0	0	16 621	0
Total Article 60622	16 621	0	0	16 621	0
96904 / 60624 /	13 106	0	0	13 106	0
Total Article 60624	13 106	0	0	13 106	0
96904 / 60632 /	25 935	0	0	25 935	0
Total Article 60632	25 935	0	0	25 935	0
96904 / 60638 /	29 960	0	0	29 960	0
Total Article 60638	29 960	0	0	29 960	0
96904 / 60641 /	32 721	0	0	32 721	0
Total Article 60641	32 721	0	0	32 721	0
96904 / 61351 /	638 185	0	0	638 185	0
Total Article 61351	638 185	0	0	638 185	0
96904 / 61352 /	1 047 500	0	0	1 047 500	0
Total Article 61352	1 047 500	0	0	1 047 500	0
96904 / 615511 /	344 151	0	0	344 151	0
Total Article 615511	344 151	0	0	344 151	0
96904 / 61558 /	139 476	5 851	0	145 327	0
Total Article 61558	139 476	5 851	0	145 327	0
96904 / 6161 /	12 485	0	0	12 485	0
Total Article 6161	12 485	0	0	12 485	0
96904 / 617 /	101 493 837	5 200 000	0	106 693 837	0
Total Article 617	101 493 837	5 200 000	0	106 693 837	0
96904 / 6185 /	297 500	0	0	297 500	0
Total Article 6185	297 500	0	0	297 500	0
96904 / 6231 /	19 456	0	0	19 456	0
Total Article 6231	19 456	0	0	19 456	0
96904 / 6238 /	295 000	0	0	295 000	0
Total Article 6238	295 000	0	0	295 000	0
96904 / 6241 /	4 175	0	0	4 175	0
Total Article 6241	4 175	0	0	4 175	0
96904 / 62471 /	167 159	0	0	167 159	0
Total Article 62471	167 159	0	0	167 159	0
96904 / 62472 /	694 049	2 680	0	696 729	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472	694 049	2 680	0	696 729	0
96904 / 6251 /	928 818	194 394	0	1 123 212	0
Total Article 6251	928 818	194 394	0	1 123 212	0
96904 / 6262 /	260 744	24 374	0	285 118	0
Total Article 6262	260 744	24 374	0	285 118	0
96904 / 6268 /	2 500	0	0	2 500	0
Total Article 6268	2 500	0	0	2 500	0
96904 / 6283 /	98 928	8 100	0	107 028	0
Total Article 6283	98 928	8 100	0	107 028	0
96904 / 6288 /	508 500	0	0	508 500	0
Total Article 6288	508 500	0	0	508 500	0
96904 / 6568 /	15 365 332	1 895 561	0	17 260 893	0
Total Article 6568	15 365 332	1 895 561	0	17 260 893	0
96904 / 657313 /	14 831 102	5 985 867	0	20 816 969	0
Total Article 657313	14 831 102	5 985 867	0	20 816 969	0
96904	137 267 240	13 316 827	0	150 584 067	0
96905 / 60626 /	155 036	0	0	155 036	0
Total Article 60626	155 036	0	0	155 036	0
96905 / 60628 /	99 957	0	0	99 957	0
Total Article 60628	99 957	0	0	99 957	0
96905 / 60635 /	57 134	0	0	57 134	0
Total Article 60635	57 134	0	0	57 134	0
96905 / 60638 /	245 758	0	0	245 758	0
Total Article 60638	245 758	0	0	245 758	0
96905 / 6067 /	1 200 592	0	0	1 200 592	0
Total Article 6067	1 200 592	0	0	1 200 592	0
96905 / 6068 /	1 794 000	0	0	1 794 000	0
Total Article 6068	1 794 000	0	0	1 794 000	0
96905 / 61351 /	1 763 622	166 782	0	1 930 404	0
Total Article 61351	1 763 622	166 782	0	1 930 404	0
96905 / 6236 /	238 579	0	0	238 579	0
Total Article 6236	238 579	0	0	238 579	0
96905 / 6238 /	18 502 258	0	0	18 502 258	0
Total Article 6238	18 502 258	0	0	18 502 258	0
96905 / 6241 /	14 930	0	0	14 930	0
Total Article 6241	14 930	0	0	14 930	0
96905 / 62472 /	225 572	0	0	225 572	0
Total Article 62472	225 572	0	0	225 572	0
96905 / 6251 /	155 988	0	0	155 988	0
Total Article 6251	155 988	0	0	155 988	0
96905 / 6288 /	15 558 961	9 702 498	0	25 261 459	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6288	15 558 961	9 702 498	0	25 261 459	0
96905 / 6513 /	1 110 124 367	36 521 441	0	1 146 645 808	0
Total Article 6513	1 110 124 367	36 521 441	0	1 146 645 808	0
96905 / 65142 /	15 521 957	389 188	0	15 911 145	0
Total Article 65142	15 521 957	389 188	0	15 911 145	0
96905 / 65148 /	24 716 482	9 155 090	0	33 871 572	0
Total Article 65148	24 716 482	9 155 090	0	33 871 572	0
96905 / 6568 /	426 229 554	0	0	426 229 554	0
Total Article 6568	426 229 554	0	0	426 229 554	0
96905 / 657313 /	115 619 570	69 523 970	0	185 143 540	0
Total Article 657313	115 619 570	69 523 970	0	185 143 540	0
96905 / 657418 /	110 187 041	18 537 500	0	128 724 541	0
Total Article 657418	110 187 041	18 537 500	0	128 724 541	0
96905 / 65748 /	1 702 500	0	0	1 702 500	0
Total Article 65748	1 702 500	0	0	1 702 500	0
96905 / 672 /	2 298 178	0	0	2 298 178	0
Total Article 672	2 298 178	0	0	2 298 178	0
96905	1 846 412 036	143 996 469	0	1 990 408 505	0
96906 / 60626 /	69 000	0	0	69 000	0
Total Article 60626	69 000	0	0	69 000	0
96906 / 60632 /	376 667	0	0	376 667	0
Total Article 60632	376 667	0	0	376 667	0
96906 / 60638 /	37 500	0	0	37 500	0
Total Article 60638	37 500	0	0	37 500	0
96906 / 60641 /	483 117	275 539	0	758 656	0
Total Article 60641	483 117	275 539	0	758 656	0
96906 / 6067 /	50 337	0	0	50 337	0
Total Article 6067	50 337	0	0	50 337	0
96906 / 61351 /	252 630	69 711	0	322 341	0
Total Article 61351	252 630	69 711	0	322 341	0
96906 / 6182 /	393 682	0	0	393 682	0
Total Article 6182	393 682	0	0	393 682	0
96906 / 6236 /	7 005 143	3 159 000	0	10 164 143	0
Total Article 6236	7 005 143	3 159 000	0	10 164 143	0
96906 / 6238 /	7 351 736	0	0	7 351 736	0
Total Article 6238	7 351 736	0	0	7 351 736	0
96906 / 6241 /	33 460	0	0	33 460	0
Total Article 6241	33 460	0	0	33 460	0
96906 / 62471 /	161 459	0	0	161 459	0
Total Article 62471	161 459	0	0	161 459	0
96906 / 62472 /	738 204	158 496	0	896 700	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472	738 204	158 496	0	896 700	0
96906 / 6251 /	1 100 678	372 806	0	1 473 484	0
Total Article 6251	1 100 678	372 806	0	1 473 484	0
96906 / 6282 /	29 943	0	0	29 943	0
Total Article 6282	29 943	0	0	29 943	0
96906 / 6288 /	18 182 803	8 504 760	0	26 687 563	0
Total Article 6288	18 182 803	8 504 760	0	26 687 563	0
96906 / 6568 /	1 034 100	0	0	1 034 100	0
Total Article 6568	1 034 100	0	0	1 034 100	0
96906 / 657313 /	7 163 240	4 656 600	0	11 819 840	0
Total Article 657313	7 163 240	4 656 600	0	11 819 840	0
96906 / 657418 /	1 282 170	0	0	1 282 170	0
Total Article 657418	1 282 170	0	0	1 282 170	0
96906 / 657441A /	21 738 000	0	0	21 738 000	0
Total Article 657441A	21 738 000	0	0	21 738 000	0
96906 / 657441B /	8 410 000	0	0	8 410 000	0
Total Article 657441B	8 410 000	0	0	8 410 000	0
96906 / 657441C /	5 710 000	0	0	5 710 000	0
Total Article 657441C	5 710 000	0	0	5 710 000	0
96906 / 657442 /	1 060 000	1 990 000	0	3 050 000	0
Total Article 657442	1 060 000	1 990 000	0	3 050 000	0
96906	82 663 869	19 186 912	0	101 850 781	0
TOTAL MISSION 969	4 569 959 094	571 976 772	178 727	5 141 757 139	0
97001 / 60261 /	123 274 792	20 449 950	0	143 724 742	0
Total Article 60261	123 274 792	20 449 950	0	143 724 742	0
97001 / 60262 /	103 820 542	9 424 311	0	113 244 853	0
Total Article 60262	103 820 542	9 424 311	0	113 244 853	0
97001 / 60268 /	66 063 229	15 336 342	0	81 399 571	0
Total Article 60268	66 063 229	15 336 342	0	81 399 571	0
97001 / 6032 /	141 776 987	0	0	141 776 987	0
Total Article 6032	141 776 987	0	0	141 776 987	0
97001 / 60611 /	5 606 198	1 035 720	0	6 641 918	0
Total Article 60611	5 606 198	1 035 720	0	6 641 918	0
97001 / 60612 /	162 879 178	29 302 805	0	192 181 983	0
Total Article 60612	162 879 178	29 302 805	0	192 181 983	0
97001 / 60618 /	169 116	24 920	0	194 036	0
Total Article 60618	169 116	24 920	0	194 036	0
97001 / 60621 /	2 397 786	151 200	0	2 548 986	0
Total Article 60621	2 397 786	151 200	0	2 548 986	0
97001 / 60622 /	10 843 393	716 040	0	11 559 433	0
Total Article 60622	10 843 393	716 040	0	11 559 433	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97001 / 60623 /	10 281 438	254 036	0	10 535 474	0
Total Article 60623	10 281 438	254 036	0	10 535 474	0
97001 / 60624 /	27 800 487	521 715	0	28 322 202	0
Total Article 60624	27 800 487	521 715	0	28 322 202	0
97001 / 60626 /	12 493 088	1 054 626	0	13 547 714	0
Total Article 60626	12 493 088	1 054 626	0	13 547 714	0
97001 / 60628 /	6 354 441	950 833	0	7 305 274	0
Total Article 60628	6 354 441	950 833	0	7 305 274	0
97001 / 60631 /	3 386 924	31 996	0	3 418 920	0
Total Article 60631	3 386 924	31 996	0	3 418 920	0
97001 / 60632 /	6 070 394	236 207	0	6 306 601	0
Total Article 60632	6 070 394	236 207	0	6 306 601	0
97001 / 60633 /	11 853 513	764 200	0	12 617 713	0
Total Article 60633	11 853 513	764 200	0	12 617 713	0
97001 / 60634 /	1 761 710	0	0	1 761 710	0
Total Article 60634	1 761 710	0	0	1 761 710	0
97001 / 60635 /	5 786 774	321 435	0	6 108 209	0
Total Article 60635	5 786 774	321 435	0	6 108 209	0
97001 / 60638 /	19 050 292	1 350 089	0	20 400 381	0
Total Article 60638	19 050 292	1 350 089	0	20 400 381	0
97001 / 60641 /	15 289 020	2 700 327	0	17 989 347	0
Total Article 60641	15 289 020	2 700 327	0	17 989 347	0
97001 / 60642 /	11 264 888	77 420	0	11 342 308	0
Total Article 60642	11 264 888	77 420	0	11 342 308	0
97001 / 60648 /	1 073 018	0	0	1 073 018	0
Total Article 60648	1 073 018	0	0	1 073 018	0
97001 / 6066 /	13 890	0	0	13 890	0
Total Article 6066	13 890	0	0	13 890	0
97001 / 6068 /	819 900	0	0	819 900	0
Total Article 6068	819 900	0	0	819 900	0
97001 / 6132 /	63 196 334	7 020 680	0	70 217 014	0
Total Article 6132	63 196 334	7 020 680	0	70 217 014	0
97001 / 61351 /	78 586 755	17 694 719	0	96 281 474	0
Total Article 61351	78 586 755	17 694 719	0	96 281 474	0
97001 / 61352 /	87 054 000	0	0	87 054 000	0
Total Article 61352	87 054 000	0	0	87 054 000	0
97001 / 61358 /	673 260	27 000	0	700 260	0
Total Article 61358	673 260	27 000	0	700 260	0
97001 / 614 /	894 883	120 976	0	1 015 859	0
Total Article 614	894 883	120 976	0	1 015 859	0
97001 / 61521 /	8 305 831	230 000	0	8 535 831	0
	8 305 831	230 000	0	8 535 831	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61521					
97001 / 61522 /	35 786 049	1 956 515	0	37 742 564	0
Total Article 61522	35 786 049	1 956 515	0	37 742 564	0
97001 / 61524 /	278 904	0	0	278 904	0
Total Article 61524	278 904	0	0	278 904	0
97001 / 61528 /	49 040 025	10 364 683	0	59 404 708	0
Total Article 61528	49 040 025	10 364 683	0	59 404 708	0
97001 / 615511 /	9 488 135	0	0	9 488 135	0
Total Article 615511	9 488 135	0	0	9 488 135	0
97001 / 61552 /	87 782	0	0	87 782	0
Total Article 61552	87 782	0	0	87 782	0
97001 / 61553 /	25 147 879	869 492	0	26 017 371	0
Total Article 61553	25 147 879	869 492	0	26 017 371	0
97001 / 61558 /	46 009 552	1 348 118	0	47 357 670	0
Total Article 61558	46 009 552	1 348 118	0	47 357 670	0
97001 / 6168 /	936 473	0	0	936 473	0
Total Article 6168	936 473	0	0	936 473	0
97001 / 6182 /	612 675	0	0	612 675	0
Total Article 6182	612 675	0	0	612 675	0
97001 / 6184 /	31 284 844	13 669 863	0	44 954 707	0
Total Article 6184	31 284 844	13 669 863	0	44 954 707	0
97001 / 6185 /	223 632	0	0	223 632	0
Total Article 6185	223 632	0	0	223 632	0
97001 / 62261 /	204 394 461	25 014 943	0	229 409 404	0
Total Article 62261	204 394 461	25 014 943	0	229 409 404	0
97001 / 62268 /	8 991 207	1 349 232	0	10 340 439	0
Total Article 62268	8 991 207	1 349 232	0	10 340 439	0
97001 / 6228 /	20 054 758	6 910 101	0	26 964 859	0
Total Article 6228	20 054 758	6 910 101	0	26 964 859	0
97001 / 6231 /	398 751	0	0	398 751	0
Total Article 6231	398 751	0	0	398 751	0
97001 / 6233 /	30 452	0	0	30 452	0
Total Article 6233	30 452	0	0	30 452	0
97001 / 6236 /	540 996	0	0	540 996	0
Total Article 6236	540 996	0	0	540 996	0
97001 / 6241 /	52 406 872	17 045 084	0	69 451 956	0
Total Article 6241	52 406 872	17 045 084	0	69 451 956	0
97001 / 62458 /	158 715	48 500	0	207 215	0
Total Article 62458	158 715	48 500	0	207 215	0
97001 / 62471 /	1 383 686	0	0	1 383 686	0
Total Article 62471	1 383 686	0	0	1 383 686	0
97001 / 62472 /	64 181 535	8 894 463	0	73 075 998	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472	64 181 535	8 894 463	0	73 075 998	0
97001 / 6248 /	35 292	0	0	35 292	0
Total Article 6248	35 292	0	0	35 292	0
97001 / 6251 /	271 157 777	36 175 865	0	307 333 642	0
Total Article 6251	271 157 777	36 175 865	0	307 333 642	0
97001 / 6255 /	6 086 000	923 500	0	7 009 500	0
Total Article 6255	6 086 000	923 500	0	7 009 500	0
97001 / 6261 /	602 548	63 600	0	666 148	0
Total Article 6261	602 548	63 600	0	666 148	0
97001 / 6262 /	41 634 785	7 914 665	0	49 549 450	0
Total Article 6262	41 634 785	7 914 665	0	49 549 450	0
97001 / 6268 /	10 251 509	2 718 087	0	12 969 596	0
Total Article 6268	10 251 509	2 718 087	0	12 969 596	0
97001 / 627 /	177 903	42 155	0	220 058	0
Total Article 627	177 903	42 155	0	220 058	0
97001 / 6281 /	467 116	0	0	467 116	0
Total Article 6281	467 116	0	0	467 116	0
97001 / 6282 /	38 094 788	1 463 744	0	39 558 532	0
Total Article 6282	38 094 788	1 463 744	0	39 558 532	0
97001 / 6283 /	45 610 140	3 123 742	0	48 733 882	0
Total Article 6283	45 610 140	3 123 742	0	48 733 882	0
97001 / 6288 /	109 155 830	10 346 623	0	119 502 453	0
Total Article 6288	109 155 830	10 346 623	0	119 502 453	0
97001 / 63512 /	176 741	0	0	176 741	0
Total Article 63512	176 741	0	0	176 741	0
97001 / 6354 /	60 700	0	0	60 700	0
Total Article 6354	60 700	0	0	60 700	0
97001 / 641111 /	3 740 656	0	0	3 740 656	0
Total Article 641111	3 740 656	0	0	3 740 656	0
97001 / 6475 /	58 400	0	0	58 400	0
Total Article 6475	58 400	0	0	58 400	0
97001 / 65118 /	69 230 700	0	0	69 230 700	0
Total Article 65118	69 230 700	0	0	69 230 700	0
97001 / 65158 /	0	4 150 906	0	4 150 906	0
Total Article 65158	0	4 150 906	0	4 150 906	0
97001 / 6518 /	769 300	0	0	769 300	0
Total Article 6518	769 300	0	0	769 300	0
97001 / 6568 /	31 967 382	2 723 530	0	34 690 912	0
Total Article 6568	31 967 382	2 723 530	0	34 690 912	0
97001 / 657332 /	400 000 000	150 000 000	0	550 000 000	0
Total Article 657332	400 000 000	150 000 000	0	550 000 000	0
97001 / 6581 /	1 257 175	132 354	0	1 389 529	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6581	1 257 175	132 354	0	1 389 529	0
97001 / 672 /	150 581 715	0	0	150 581 715	0
Total Article 672	150 581 715	0	0	150 581 715	0
97001 / 673 /	5 648	0	0	5 648	0
Total Article 673	5 648	0	0	5 648	0
97001 / 674312 /	385 000 000	0	0	385 000 000	0
Total Article 674312	385 000 000	0	0	385 000 000	0
97001 / 674338 /	2 750 000 000	0	0	2 750 000 000	0
Total Article 674338	2 750 000 000	0	0	2 750 000 000	0
97001 / 678 /	145 000	0	0	145 000	0
Total Article 678	145 000	0	0	145 000	0
97001	5 856 546 549	417 047 312	0	6 273 593 861	0
97002 / 60261 /	171 024 610	5 301 547	0	176 326 157	0
Total Article 60261	171 024 610	5 301 547	0	176 326 157	0
97002 / 60262 /	53 618 119	2 029 448	0	55 647 567	0
Total Article 60262	53 618 119	2 029 448	0	55 647 567	0
97002 / 6032 /	353 634 858	0	0	353 634 858	0
Total Article 6032	353 634 858	0	0	353 634 858	0
97002 / 60611 /	6 583 989	427 572	0	7 011 561	0
Total Article 60611	6 583 989	427 572	0	7 011 561	0
97002 / 60612 /	18 108 500	1 628 385	0	19 736 885	0
Total Article 60612	18 108 500	1 628 385	0	19 736 885	0
97002 / 60618 /	34 542	0	0	34 542	0
Total Article 60618	34 542	0	0	34 542	0
97002 / 60621 /	32 188	0	0	32 188	0
Total Article 60621	32 188	0	0	32 188	0
97002 / 60622 /	3 129 089	444 415	0	3 573 504	0
Total Article 60622	3 129 089	444 415	0	3 573 504	0
97002 / 60623 /	83 571	0	0	83 571	0
Total Article 60623	83 571	0	0	83 571	0
97002 / 60624 /	4 488 115	86 040	0	4 574 155	0
Total Article 60624	4 488 115	86 040	0	4 574 155	0
97002 / 60625 /	52 260	0	0	52 260	0
Total Article 60625	52 260	0	0	52 260	0
97002 / 60626 /	1 475 585	0	0	1 475 585	0
Total Article 60626	1 475 585	0	0	1 475 585	0
97002 / 60628 /	1 239 846	54 000	0	1 293 846	0
Total Article 60628	1 239 846	54 000	0	1 293 846	0
97002 / 60631 /	515 054	0	0	515 054	0
Total Article 60631	515 054	0	0	515 054	0
97002 / 60632 /	1 654 086	344 659	0	1 998 745	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60632	1 654 086	344 659	0	1 998 745	0
97002 / 60633 /	253 606	49 560	0	303 166	0
Total Article 60633	253 606	49 560	0	303 166	0
97002 / 60634 /	314 589	0	0	314 589	0
Total Article 60634	314 589	0	0	314 589	0
97002 / 60635 /	1 826 533	67 371	0	1 893 904	0
Total Article 60635	1 826 533	67 371	0	1 893 904	0
97002 / 60638 /	798 287	62 472	0	860 759	0
Total Article 60638	798 287	62 472	0	860 759	0
97002 / 60641 /	8 589 502	235 614	0	8 825 116	0
Total Article 60641	8 589 502	235 614	0	8 825 116	0
97002 / 60642 /	1 076 611	0	0	1 076 611	0
Total Article 60642	1 076 611	0	0	1 076 611	0
97002 / 60648 /	250 119	0	0	250 119	0
Total Article 60648	250 119	0	0	250 119	0
97002 / 6068 /	922 950	0	0	922 950	0
Total Article 6068	922 950	0	0	922 950	0
97002 / 6132 /	1 765 680	0	0	1 765 680	0
Total Article 6132	1 765 680	0	0	1 765 680	0
97002 / 61351 /	2 683 430	161 958	0	2 845 388	0
Total Article 61351	2 683 430	161 958	0	2 845 388	0
97002 / 61358 /	0	20 000	0	20 000	0
Total Article 61358	0	20 000	0	20 000	0
97002 / 61521 /	2 469 000	0	0	2 469 000	0
Total Article 61521	2 469 000	0	0	2 469 000	0
97002 / 61522 /	6 149 858	743 386	0	6 893 244	0
Total Article 61522	6 149 858	743 386	0	6 893 244	0
97002 / 61528 /	0	210 846	0	210 846	0
Total Article 61528	0	210 846	0	210 846	0
97002 / 615511 /	2 554 930	0	0	2 554 930	0
Total Article 615511	2 554 930	0	0	2 554 930	0
97002 / 61553 /	1 531 530	0	0	1 531 530	0
Total Article 61553	1 531 530	0	0	1 531 530	0
97002 / 61558 /	3 609 496	1 468 065	0	5 077 561	0
Total Article 61558	3 609 496	1 468 065	0	5 077 561	0
97002 / 6161 /	1 941 273	0	0	1 941 273	0
Total Article 6161	1 941 273	0	0	1 941 273	0
97002 / 6182 /	288 293	30 335	7 160	311 468	0
Total Article 6182	288 293	30 335	7 160	311 468	0
97002 / 6184 /	0	2 905	0	2 905	0
Total Article 6184	0	2 905	0	2 905	0
97002 / 62261 /	12 375 400	803 000	0	13 178 400	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62261	12 375 400	803 000	0	13 178 400	0
97002 / 62268 /	683 966	87 789	0	771 755	0
Total Article 62268	683 966	87 789	0	771 755	0
97002 / 6227 /	9 648	0	0	9 648	0
Total Article 6227	9 648	0	0	9 648	0
97002 / 6228 /	9 286 939	904 105	0	10 191 044	0
Total Article 6228	9 286 939	904 105	0	10 191 044	0
97002 / 6231 /	150 682	0	0	150 682	0
Total Article 6231	150 682	0	0	150 682	0
97002 / 6238 /	1 921 462	0	0	1 921 462	0
Total Article 6238	1 921 462	0	0	1 921 462	0
97002 / 6241 /	14 425 068	926 106	0	15 351 174	0
Total Article 6241	14 425 068	926 106	0	15 351 174	0
97002 / 62472 /	2 710 175	380 850	0	3 091 025	0
Total Article 62472	2 710 175	380 850	0	3 091 025	0
97002 / 6248 /	20 000	0	0	20 000	0
Total Article 6248	20 000	0	0	20 000	0
97002 / 6251 /	8 219 599	747 264	0	8 966 863	0
Total Article 6251	8 219 599	747 264	0	8 966 863	0
97002 / 6261 /	0	2 245	0	2 245	0
Total Article 6261	0	2 245	0	2 245	0
97002 / 6262 /	6 119 710	524 772	0	6 644 482	0
Total Article 6262	6 119 710	524 772	0	6 644 482	0
97002 / 6268 /	172 503	12 200	0	184 703	0
Total Article 6268	172 503	12 200	0	184 703	0
97002 / 6281 /	71 867	0	5 967	65 900	0
Total Article 6281	71 867	0	5 967	65 900	0
97002 / 6282 /	3 511 579	0	0	3 511 579	0
Total Article 6282	3 511 579	0	0	3 511 579	0
97002 / 6283 /	12 931 601	1 215 956	0	14 147 557	0
Total Article 6283	12 931 601	1 215 956	0	14 147 557	0
97002 / 6288 /	10 468 105	6 625 362	0	17 093 467	0
Total Article 6288	10 468 105	6 625 362	0	17 093 467	0
97002 / 6354 /	16 500	3 000	0	19 500	0
Total Article 6354	16 500	3 000	0	19 500	0
97002 / 6581 /	196 080	0	0	196 080	0
Total Article 6581	196 080	0	0	196 080	0
97002 / 672 /	10 174 898	0	0	10 174 898	0
Total Article 672	10 174 898	0	0	10 174 898	0
97002 / 674311 /	400 000 000	0	0	400 000 000	0
Total Article 674311	400 000 000	0	0	400 000 000	0
97002	1 146 165 881	25 601 227	13 127	1 171 753 981	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97003 / 60611 /	340 382	81 112	0	421 494	0
Total Article 60611	340 382	81 112	0	421 494	0
97003 / 60612 /	6 447 197	584 603	0	7 031 800	0
Total Article 60612	6 447 197	584 603	0	7 031 800	0
97003 / 60618 /	1 300	0	0	1 300	0
Total Article 60618	1 300	0	0	1 300	0
97003 / 60622 /	688 097	50 889	0	738 986	0
Total Article 60622	688 097	50 889	0	738 986	0
97003 / 60623 /	252 367	0	0	252 367	0
Total Article 60623	252 367	0	0	252 367	0
97003 / 60624 /	2 805 760	0	0	2 805 760	0
Total Article 60624	2 805 760	0	0	2 805 760	0
97003 / 60626 /	309 278	0	0	309 278	0
Total Article 60626	309 278	0	0	309 278	0
97003 / 60628 /	23 283 750	4 254 132	0	27 537 882	0
Total Article 60628	23 283 750	4 254 132	0	27 537 882	0
97003 / 60631 /	133 405	0	0	133 405	0
Total Article 60631	133 405	0	0	133 405	0
97003 / 60632 /	1 199 710	0	0	1 199 710	0
Total Article 60632	1 199 710	0	0	1 199 710	0
97003 / 60634 /	186 278	0	0	186 278	0
Total Article 60634	186 278	0	0	186 278	0
97003 / 60635 /	7 590 598	5 336 475	0	12 927 073	0
Total Article 60635	7 590 598	5 336 475	0	12 927 073	0
97003 / 60638 /	2 129 773	19 640	0	2 149 413	0
Total Article 60638	2 129 773	19 640	0	2 149 413	0
97003 / 60641 /	1 241 971	0	0	1 241 971	0
Total Article 60641	1 241 971	0	0	1 241 971	0
97003 / 60642 /	1 564 272	0	0	1 564 272	0
Total Article 60642	1 564 272	0	0	1 564 272	0
97003 / 6066 /	50 240	0	0	50 240	0
Total Article 6066	50 240	0	0	50 240	0
97003 / 6067 /	43 122	0	0	43 122	0
Total Article 6067	43 122	0	0	43 122	0
97003 / 6068 /	1 700	0	0	1 700	0
Total Article 6068	1 700	0	0	1 700	0
97003 / 61351 /	3 969 170	214 799	0	4 183 969	0
Total Article 61351	3 969 170	214 799	0	4 183 969	0
97003 / 61358 /	40 000	0	0	40 000	0
Total Article 61358	40 000	0	0	40 000	0
97003 / 61522 /	10 424 239	110 954	0	10 535 193	0
	10 424 239	110 954	0	10 535 193	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61522					
97003 / 615511 /	1 635 777	1 305	0	1 637 082	0
Total Article 615511	1 635 777	1 305	0	1 637 082	0
97003 / 61558 /	2 248 204	0	0	2 248 204	0
Total Article 61558	2 248 204	0	0	2 248 204	0
97003 / 6161 /	116 051	0	0	116 051	0
Total Article 6161	116 051	0	0	116 051	0
97003 / 6168 /	9 093	0	0	9 093	0
Total Article 6168	9 093	0	0	9 093	0
97003 / 6184 /	4 132 590	5 217 634	0	9 350 224	0
Total Article 6184	4 132 590	5 217 634	0	9 350 224	0
97003 / 6185 /	63 000	0	0	63 000	0
Total Article 6185	63 000	0	0	63 000	0
97003 / 62261 /	12 464 100	10 606 968	0	23 071 068	0
Total Article 62261	12 464 100	10 606 968	0	23 071 068	0
97003 / 62268 /	17 151 571	9 953 984	0	27 105 555	0
Total Article 62268	17 151 571	9 953 984	0	27 105 555	0
97003 / 6227 /	42 058	0	0	42 058	0
Total Article 6227	42 058	0	0	42 058	0
97003 / 6228 /	3 629 500	0	0	3 629 500	0
Total Article 6228	3 629 500	0	0	3 629 500	0
97003 / 6231 /	73 089	0	0	73 089	0
Total Article 6231	73 089	0	0	73 089	0
97003 / 6236 /	102 600	0	0	102 600	0
Total Article 6236	102 600	0	0	102 600	0
97003 / 6241 /	1 201 363	251 060	0	1 452 423	0
Total Article 6241	1 201 363	251 060	0	1 452 423	0
97003 / 62471 /	1 282 714	670 314	0	1 953 028	0
Total Article 62471	1 282 714	670 314	0	1 953 028	0
97003 / 62472 /	7 037 583	804 294	0	7 841 877	0
Total Article 62472	7 037 583	804 294	0	7 841 877	0
97003 / 6251 /	11 855 382	4 751 150	0	16 606 532	0
Total Article 6251	11 855 382	4 751 150	0	16 606 532	0
97003 / 6255 /	180 000	170 000	0	350 000	0
Total Article 6255	180 000	170 000	0	350 000	0
97003 / 6261 /	577 000	0	0	577 000	0
Total Article 6261	577 000	0	0	577 000	0
97003 / 6262 /	984 381	504 142	0	1 488 523	0
Total Article 6262	984 381	504 142	0	1 488 523	0
97003 / 627 /	37 794	0	0	37 794	0
Total Article 627	37 794	0	0	37 794	0
97003 / 6283 /	4 720 172	290 778	0	5 010 950	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6283	4 720 172	290 778	0	5 010 950	0
97003 / 6288 /	60 556 446	36 956 477	0	97 512 923	0
Total Article 6288	60 556 446	36 956 477	0	97 512 923	0
97003 / 672 /	189 669 573	0	0	189 669 573	0
Total Article 672	189 669 573	0	0	189 669 573	0
97003 / 673 /	45 194 000	0	0	45 194 000	0
Total Article 673	45 194 000	0	0	45 194 000	0
97003 / 678 /	0	5 000	0	5 000	0
Total Article 678	0	5 000	0	5 000	0
97003	427 666 650	80 835 710	0	508 502 360	0
TOTAL MISSION 970	7 430 379 080	523 484 249	13 127	7 953 850 202	0
97101 / 60611 /	1 268 068	458 663	0	1 726 731	0
Total Article 60611	1 268 068	458 663	0	1 726 731	0
97101 / 60612 /	10 320 035	1 402 766	0	11 722 801	0
Total Article 60612	10 320 035	1 402 766	0	11 722 801	0
97101 / 60622 /	79 337	0	0	79 337	0
Total Article 60622	79 337	0	0	79 337	0
97101 / 60623 /	56 104	0	0	56 104	0
Total Article 60623	56 104	0	0	56 104	0
97101 / 60624 /	559 927	0	0	559 927	0
Total Article 60624	559 927	0	0	559 927	0
97101 / 60626 /	75 663	0	0	75 663	0
Total Article 60626	75 663	0	0	75 663	0
97101 / 60628 /	613 600	0	0	613 600	0
Total Article 60628	613 600	0	0	613 600	0
97101 / 60631 /	323 820	0	0	323 820	0
Total Article 60631	323 820	0	0	323 820	0
97101 / 60632 /	943 074	0	0	943 074	0
Total Article 60632	943 074	0	0	943 074	0
97101 / 60634 /	75 115	0	0	75 115	0
Total Article 60634	75 115	0	0	75 115	0
97101 / 60635 /	660 470	0	0	660 470	0
Total Article 60635	660 470	0	0	660 470	0
97101 / 60638 /	1 535 957	0	0	1 535 957	0
Total Article 60638	1 535 957	0	0	1 535 957	0
97101 / 60641 /	1 074 904	0	0	1 074 904	0
Total Article 60641	1 074 904	0	0	1 074 904	0
97101 / 60642 /	182 286	0	0	182 286	0
Total Article 60642	182 286	0	0	182 286	0
97101 / 6068 /	359 850	0	0	359 850	0
Total Article 6068	359 850	0	0	359 850	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97101 / 6132 /	15 525 705	0	0	15 525 705	0
Total Article 6132	15 525 705	0	0	15 525 705	0
97101 / 61351 /	1 869 595	77 000	0	1 946 595	0
Total Article 61351	1 869 595	77 000	0	1 946 595	0
97101 / 61352 /	2 544 000	0	0	2 544 000	0
Total Article 61352	2 544 000	0	0	2 544 000	0
97101 / 61358 /	58 941	0	0	58 941	0
Total Article 61358	58 941	0	0	58 941	0
97101 / 61521 /	1 000 220	0	0	1 000 220	0
Total Article 61521	1 000 220	0	0	1 000 220	0
97101 / 61522 /	1 970 780	0	0	1 970 780	0
Total Article 61522	1 970 780	0	0	1 970 780	0
97101 / 615511 /	3 311 894	0	0	3 311 894	0
Total Article 615511	3 311 894	0	0	3 311 894	0
97101 / 61558 /	419 957	0	0	419 957	0
Total Article 61558	419 957	0	0	419 957	0
97101 / 6161 /	24 970	0	0	24 970	0
Total Article 6161	24 970	0	0	24 970	0
97101 / 6182 /	460 928	48 926	21 002	488 852	0
Total Article 6182	460 928	48 926	21 002	488 852	0
97101 / 62268 /	539 500	103 000	0	642 500	0
Total Article 62268	539 500	103 000	0	642 500	0
97101 / 6236 /	20 000	0	0	20 000	0
Total Article 6236	20 000	0	0	20 000	0
97101 / 6238 /	4 274 852	0	0	4 274 852	0
Total Article 6238	4 274 852	0	0	4 274 852	0
97101 / 6241 /	268 748	21 470	0	290 218	0
Total Article 6241	268 748	21 470	0	290 218	0
97101 / 62471 /	235 500	0	0	235 500	0
Total Article 62471	235 500	0	0	235 500	0
97101 / 62472 /	4 699 249	77 780	0	4 777 029	0
Total Article 62472	4 699 249	77 780	0	4 777 029	0
97101 / 6251 /	11 159 130	899 945	0	12 059 075	0
Total Article 6251	11 159 130	899 945	0	12 059 075	0
97101 / 6255 /	50 000	0	0	50 000	0
Total Article 6255	50 000	0	0	50 000	0
97101 / 6261 /	1 530	0	0	1 530	0
Total Article 6261	1 530	0	0	1 530	0
97101 / 6262 /	7 944 554	2 135 000	0	10 079 554	0
Total Article 6262	7 944 554	2 135 000	0	10 079 554	0
97101 / 6268 /	148 840	0	0	148 840	0
	148 840	0	0	148 840	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6268					
97101 / 6283 /	980 331	0	0	980 331	0
Total Article 6283	980 331	0	0	980 331	0
97101 / 6288 /	8 618 439	0	0	8 618 439	0
Total Article 6288	8 618 439	0	0	8 618 439	0
97101 / 6568 /	6 200 000	0	0	6 200 000	0
Total Article 6568	6 200 000	0	0	6 200 000	0
97101 / 657334 /	400 000 000	0	0	400 000 000	0
Total Article 657334	400 000 000	0	0	400 000 000	0
97101 / 6588 /	710 620	0	0	710 620	0
Total Article 6588	710 620	0	0	710 620	0
97101 / 672 /	4 262 053	0	0	4 262 053	0
Total Article 672	4 262 053	0	0	4 262 053	0
97101	495 428 546	5 224 550	21 002	500 632 094	0
97102 / 60612 /	8 082 640	1 666 923	0	9 749 563	0
Total Article 60612	8 082 640	1 666 923	0	9 749 563	0
97102 / 60622 /	432 762	30 000	0	462 762	0
Total Article 60622	432 762	30 000	0	462 762	0
97102 / 60624 /	608 198	0	0	608 198	0
Total Article 60624	608 198	0	0	608 198	0
97102 / 60626 /	26 448	0	0	26 448	0
Total Article 60626	26 448	0	0	26 448	0
97102 / 60628 /	624 096	0	0	624 096	0
Total Article 60628	624 096	0	0	624 096	0
97102 / 60632 /	773 536	0	0	773 536	0
Total Article 60632	773 536	0	0	773 536	0
97102 / 60635 /	14 224	0	0	14 224	0
Total Article 60635	14 224	0	0	14 224	0
97102 / 60638 /	787 328	0	0	787 328	0
Total Article 60638	787 328	0	0	787 328	0
97102 / 60641 /	300 491	0	0	300 491	0
Total Article 60641	300 491	0	0	300 491	0
97102 / 60642 /	121 960	0	0	121 960	0
Total Article 60642	121 960	0	0	121 960	0
97102 / 6066 /	131 114	0	0	131 114	0
Total Article 6066	131 114	0	0	131 114	0
97102 / 6132 /	19 686 372	0	0	19 686 372	0
Total Article 6132	19 686 372	0	0	19 686 372	0
97102 / 61351 /	3 354 172	0	0	3 354 172	0
Total Article 61351	3 354 172	0	0	3 354 172	0
97102 / 61522 /	272 185	153 900	0	426 085	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61522	272 185	153 900	0	426 085	0
97102 / 61558 /	269 078	0	0	269 078	0
Total Article 61558	269 078	0	0	269 078	0
97102 / 6236 /	689 676	0	0	689 676	0
Total Article 6236	689 676	0	0	689 676	0
97102 / 6238 /	6 116 543	2 410 400	0	8 526 943	0
Total Article 6238	6 116 543	2 410 400	0	8 526 943	0
97102 / 6241 /	38 560	0	0	38 560	0
Total Article 6241	38 560	0	0	38 560	0
97102 / 62472 /	828 347	209 428	0	1 037 775	0
Total Article 62472	828 347	209 428	0	1 037 775	0
97102 / 6251 /	486 090	89 610	0	575 700	0
Total Article 6251	486 090	89 610	0	575 700	0
97102 / 6255 /	180 000	0	0	180 000	0
Total Article 6255	180 000	0	0	180 000	0
97102 / 6261 /	600 000	255 000	0	855 000	0
Total Article 6261	600 000	255 000	0	855 000	0
97102 / 6262 /	4 757 387	1 800 000	0	6 557 387	0
Total Article 6262	4 757 387	1 800 000	0	6 557 387	0
97102 / 6288 /	6 915 430	0	0	6 915 430	0
Total Article 6288	6 915 430	0	0	6 915 430	0
97102 / 6512 /	14 834 016	583 397	0	15 417 413	0
Total Article 6512	14 834 016	583 397	0	15 417 413	0
97102 / 65141 /	7 195 507	0	0	7 195 507	0
Total Article 65141	7 195 507	0	0	7 195 507	0
97102 / 657333 /	401 230 000	0	0	401 230 000	0
Total Article 657333	401 230 000	0	0	401 230 000	0
97102 / 672 /	5 171 923	0	0	5 171 923	0
Total Article 672	5 171 923	0	0	5 171 923	0
97102	484 528 083	7 198 658	0	491 726 741	0
97103 / 60611 /	6 125	1 549	0	7 674	0
Total Article 60611	6 125	1 549	0	7 674	0
97103 / 60612 /	4 692 238	962 574	0	5 654 812	0
Total Article 60612	4 692 238	962 574	0	5 654 812	0
97103 / 60621 /	3 224	0	0	3 224	0
Total Article 60621	3 224	0	0	3 224	0
97103 / 60622 /	4 344 450	491 463	0	4 835 913	0
Total Article 60622	4 344 450	491 463	0	4 835 913	0
97103 / 60623 /	2 640	0	0	2 640	0
Total Article 60623	2 640	0	0	2 640	0
97103 / 60624 /	3 115 425	0	0	3 115 425	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60624	3 115 425	0	0	3 115 425	0
97103 / 60626 /	380 444	0	0	380 444	0
Total Article 60626	380 444	0	0	380 444	0
97103 / 60628 /	1 296 020	4 560	0	1 300 580	0
Total Article 60628	1 296 020	4 560	0	1 300 580	0
97103 / 60631 /	208 513	0	0	208 513	0
Total Article 60631	208 513	0	0	208 513	0
97103 / 60632 /	2 066 362	360 440	0	2 426 802	0
Total Article 60632	2 066 362	360 440	0	2 426 802	0
97103 / 60634 /	577 321	0	0	577 321	0
Total Article 60634	577 321	0	0	577 321	0
97103 / 60635 /	650 164	0	0	650 164	0
Total Article 60635	650 164	0	0	650 164	0
97103 / 60638 /	1 139 766	66 290	0	1 206 056	0
Total Article 60638	1 139 766	66 290	0	1 206 056	0
97103 / 60641 /	7 593 926	66 462	0	7 660 388	0
Total Article 60641	7 593 926	66 462	0	7 660 388	0
97103 / 60642 /	1 404 976	0	0	1 404 976	0
Total Article 60642	1 404 976	0	0	1 404 976	0
97103 / 6068 /	9 810 258	0	0	9 810 258	0
Total Article 6068	9 810 258	0	0	9 810 258	0
97103 / 61351 /	10 869 531	633 376	0	11 502 907	0
Total Article 61351	10 869 531	633 376	0	11 502 907	0
97103 / 61352 /	34 812 000	0	0	34 812 000	0
Total Article 61352	34 812 000	0	0	34 812 000	0
97103 / 614 /	54 630	0	0	54 630	0
Total Article 614	54 630	0	0	54 630	0
97103 / 61521 /	5 699 301	359 384	0	6 058 685	0
Total Article 61521	5 699 301	359 384	0	6 058 685	0
97103 / 61522 /	7 279 365	5 131 290	0	12 410 655	0
Total Article 61522	7 279 365	5 131 290	0	12 410 655	0
97103 / 61528 /	22 625	0	0	22 625	0
Total Article 61528	22 625	0	0	22 625	0
97103 / 615511 /	3 470 585	450 791	0	3 921 376	0
Total Article 615511	3 470 585	450 791	0	3 921 376	0
97103 / 61558 /	4 210 416	1 741 752	0	5 952 168	0
Total Article 61558	4 210 416	1 741 752	0	5 952 168	0
97103 / 6161 /	840 047	0	0	840 047	0
Total Article 6161	840 047	0	0	840 047	0
97103 / 6168 /	329 014	0	0	329 014	0
Total Article 6168	329 014	0	0	329 014	0
97103 / 617 /	3 592 626	0	0	3 592 626	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 617	3 592 626	0	0	3 592 626	0
97103 / 6182 /	119 775	47 136	4 234	162 677	0
Total Article 6182	119 775	47 136	4 234	162 677	0
97103 / 6184 /	0	2 118 060	0	2 118 060	0
Total Article 6184	0	2 118 060	0	2 118 060	0
97103 / 6185 /	5 884 900	0	0	5 884 900	0
Total Article 6185	5 884 900	0	0	5 884 900	0
97103 / 62268 /	3 698 430	7 215 460	0	10 913 890	0
Total Article 62268	3 698 430	7 215 460	0	10 913 890	0
97103 / 6231 /	487 519	0	0	487 519	0
Total Article 6231	487 519	0	0	487 519	0
97103 / 6236 /	396 720	0	0	396 720	0
Total Article 6236	396 720	0	0	396 720	0
97103 / 6238 /	6 448 502	1 999 670	0	8 448 172	0
Total Article 6238	6 448 502	1 999 670	0	8 448 172	0
97103 / 6241 /	92 762	0	0	92 762	0
Total Article 6241	92 762	0	0	92 762	0
97103 / 62451 /	1 583 404 854	3 256 252	0	1 586 661 106	0
Total Article 62451	1 583 404 854	3 256 252	0	1 586 661 106	0
97103 / 62471 /	445 008	0	0	445 008	0
Total Article 62471	445 008	0	0	445 008	0
97103 / 62472 /	4 996 036	879 026	0	5 875 062	0
Total Article 62472	4 996 036	879 026	0	5 875 062	0
97103 / 6251 /	12 163 541	1 371 635	0	13 535 176	0
Total Article 6251	12 163 541	1 371 635	0	13 535 176	0
97103 / 6255 /	350 000	0	0	350 000	0
Total Article 6255	350 000	0	0	350 000	0
97103 / 6262 /	6 950 315	25 537	0	6 975 852	0
Total Article 6262	6 950 315	25 537	0	6 975 852	0
97103 / 6268 /	687 143	83 425	0	770 568	0
Total Article 6268	687 143	83 425	0	770 568	0
97103 / 6282 /	13 045 442	165 221	0	13 210 663	0
Total Article 6282	13 045 442	165 221	0	13 210 663	0
97103 / 6283 /	21 702 171	2 630 684	0	24 332 855	0
Total Article 6283	21 702 171	2 630 684	0	24 332 855	0
97103 / 6288 /	35 757 736	815 000	0	36 572 736	0
Total Article 6288	35 757 736	815 000	0	36 572 736	0
97103 / 63512 /	531 862	0	0	531 862	0
Total Article 63512	531 862	0	0	531 862	0
97103 / 6516 /	37 696 629	1 305 288	0	39 001 917	0
Total Article 6516	37 696 629	1 305 288	0	39 001 917	0
97103 / 65322 /	774 024	0	0	774 024	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 65322	774 024	0	0	774 024	0
97103 / 657412 /	0	3 847 494	0	3 847 494	0
Total Article 657412	0	3 847 494	0	3 847 494	0
97103 / 657418 /	7 694 988	0	0	7 694 988	0
Total Article 657418	7 694 988	0	0	7 694 988	0
97103 / 657431 /	0	15 266 412	0	15 266 412	0
Total Article 657431	0	15 266 412	0	15 266 412	0
97103 / 6711 /	121 090	0	0	121 090	0
Total Article 6711	121 090	0	0	121 090	0
97103 / 672 /	99 645 141	0	0	99 645 141	0
Total Article 672	99 645 141	0	0	99 645 141	0
97103 / 678 /	58 694 534	0	0	58 694 534	0
Total Article 678	58 694 534	0	0	58 694 534	0
97103	2 010 261 114	51 296 231	4 234	2 061 553 111	0
97104 / 617 /	4 692 626	0	0	4 692 626	0
Total Article 617	4 692 626	0	0	4 692 626	0
97104 / 6527 /	3 096 779	0	0	3 096 779	0
Total Article 6527	3 096 779	0	0	3 096 779	0
97104 / 65281 /	711 170	0	0	711 170	0
Total Article 65281	711 170	0	0	711 170	0
97104 / 65288 /	119 011 067	52 351 297	0	171 362 364	0
Total Article 65288	119 011 067	52 351 297	0	171 362 364	0
97104 / 65748 /	335 000 000	150 000 000	0	485 000 000	0
Total Article 65748	335 000 000	150 000 000	0	485 000 000	0
97104 / 672 /	16 935 281	0	0	16 935 281	0
Total Article 672	16 935 281	0	0	16 935 281	0
97104	479 446 923	202 351 297	0	681 798 220	0
97105 / 6132 /	28 000	8 000	0	36 000	0
Total Article 6132	28 000	8 000	0	36 000	0
97105 / 61351 /	103 982	0	0	103 982	0
Total Article 61351	103 982	0	0	103 982	0
97105 / 617 /	734 500	0	0	734 500	0
Total Article 617	734 500	0	0	734 500	0
97105 / 6184 /	174 000	0	0	174 000	0
Total Article 6184	174 000	0	0	174 000	0
97105 / 6185 /	1 981 383	0	0	1 981 383	0
Total Article 6185	1 981 383	0	0	1 981 383	0
97105 / 62268 /	1 378 000	0	0	1 378 000	0
Total Article 62268	1 378 000	0	0	1 378 000	0
97105 / 6228 /	1 528 000	0	0	1 528 000	0
Total Article 6228	1 528 000	0	0	1 528 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97105 / 6231 /	2 344 920	2 337 698	0	4 682 618	0
Total Article 6231	2 344 920	2 337 698	0	4 682 618	0
97105 / 6236 /	123 170	99 465	0	222 635	0
Total Article 6236	123 170	99 465	0	222 635	0
97105 / 6238 /	1 727 100	1 300 740	0	3 027 840	0
Total Article 6238	1 727 100	1 300 740	0	3 027 840	0
97105 / 6241 /	25 237	0	0	25 237	0
Total Article 6241	25 237	0	0	25 237	0
97105 / 62471 /	163 000	0	0	163 000	0
Total Article 62471	163 000	0	0	163 000	0
97105 / 62472 /	234 322	2 680	0	237 002	0
Total Article 62472	234 322	2 680	0	237 002	0
97105 / 6251 /	505 500	0	0	505 500	0
Total Article 6251	505 500	0	0	505 500	0
97105 / 6288 /	450 000	0	0	450 000	0
Total Article 6288	450 000	0	0	450 000	0
97105 / 657444B /	28 000 000	0	0	28 000 000	0
Total Article 657444B	28 000 000	0	0	28 000 000	0
97105 / 657444C /	90 897 697	5 179 635	0	96 077 332	0
Total Article 657444C	90 897 697	5 179 635	0	96 077 332	0
97105 / 657444D /	960 194	0	0	960 194	0
Total Article 657444D	960 194	0	0	960 194	0
97105 / 657445 /	10 000 000	2 000 000	0	12 000 000	0
Total Article 657445	10 000 000	2 000 000	0	12 000 000	0
97105	141 359 005	10 928 218	0	152 287 223	0
97106 / 60611 /	576 812	141 232	0	718 044	0
Total Article 60611	576 812	141 232	0	718 044	0
97106 / 60612 /	4 690 405	792 931	0	5 483 336	0
Total Article 60612	4 690 405	792 931	0	5 483 336	0
97106 / 60622 /	287 957	43 284	0	331 241	0
Total Article 60622	287 957	43 284	0	331 241	0
97106 / 60624 /	737 267	55 107	0	792 374	0
Total Article 60624	737 267	55 107	0	792 374	0
97106 / 60626 /	133 800	56 000	0	189 800	0
Total Article 60626	133 800	56 000	0	189 800	0
97106 / 60628 /	138 405	0	0	138 405	0
Total Article 60628	138 405	0	0	138 405	0
97106 / 60632 /	1 253 365	55 178	0	1 308 543	0
Total Article 60632	1 253 365	55 178	0	1 308 543	0
97106 / 60633 /	354 806	0	0	354 806	0
Total Article 60633	354 806	0	0	354 806	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97106 / 60634 /	356 300	0	0	356 300	0
Total Article 60634	356 300	0	0	356 300	0
97106 / 60635 /	196 560	0	0	196 560	0
Total Article 60635	196 560	0	0	196 560	0
97106 / 60638 /	1 118 247	0	0	1 118 247	0
Total Article 60638	1 118 247	0	0	1 118 247	0
97106 / 60641 /	2 062 514	165 169	0	2 227 683	0
Total Article 60641	2 062 514	165 169	0	2 227 683	0
97106 / 60642 /	610 591	5 054	0	615 645	0
Total Article 60642	610 591	5 054	0	615 645	0
97106 / 6066 /	602 140	0	0	602 140	0
Total Article 6066	602 140	0	0	602 140	0
97106 / 6132 /	5 449 500	6 466 640	0	11 916 140	0
Total Article 6132	5 449 500	6 466 640	0	11 916 140	0
97106 / 61351 /	992 594	95 531	0	1 088 125	0
Total Article 61351	992 594	95 531	0	1 088 125	0
97106 / 61352 /	7 738 500	0	0	7 738 500	0
Total Article 61352	7 738 500	0	0	7 738 500	0
97106 / 614 /	240 000	1 320 000	0	1 560 000	0
Total Article 614	240 000	1 320 000	0	1 560 000	0
97106 / 61522 /	1 630 639	0	0	1 630 639	0
Total Article 61522	1 630 639	0	0	1 630 639	0
97106 / 615511 /	269 764	0	0	269 764	0
Total Article 615511	269 764	0	0	269 764	0
97106 / 61558 /	543 986	76 904	0	620 890	0
Total Article 61558	543 986	76 904	0	620 890	0
97106 / 6161 /	145 982	0	0	145 982	0
Total Article 6161	145 982	0	0	145 982	0
97106 / 617 /	5 181 300	575 700	0	5 757 000	0
Total Article 617	5 181 300	575 700	0	5 757 000	0
97106 / 6182 /	186 823	0	0	186 823	0
Total Article 6182	186 823	0	0	186 823	0
97106 / 6184 /	57 000	205 700	0	262 700	0
Total Article 6184	57 000	205 700	0	262 700	0
97106 / 6185 /	0	94 278	0	94 278	0
Total Article 6185	0	94 278	0	94 278	0
97106 / 62268 /	5 718 600	379 620	0	6 098 220	0
Total Article 62268	5 718 600	379 620	0	6 098 220	0
97106 / 6227 /	0	18 511	0	18 511	0
Total Article 6227	0	18 511	0	18 511	0
97106 / 6228 /	1 800 350	497 500	0	2 297 850	0
		497 500	0	2 297 850	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6228					
97106 / 6231 /	9 931 886	1 225 822	0	11 157 708	0
Total Article 6231	9 931 886	1 225 822	0	11 157 708	0
97106 / 6232 /	192 000	0	0	192 000	0
Total Article 6232	192 000	0	0	192 000	0
97106 / 6236 /	3 867 912	102 315	0	3 970 227	0
Total Article 6236	3 867 912	102 315	0	3 970 227	0
97106 / 6238 /	9 206 072	0	0	9 206 072	0
Total Article 6238	9 206 072	0	0	9 206 072	0
97106 / 6241 /	94 270	0	0	94 270	0
Total Article 6241	94 270	0	0	94 270	0
97106 / 62458 /	290 077	8 040	0	298 117	0
Total Article 62458	290 077	8 040	0	298 117	0
97106 / 62471 /	611 386	0	0	611 386	0
Total Article 62471	611 386	0	0	611 386	0
97106 / 62472 /	1 561 120	93 216	0	1 654 336	0
Total Article 62472	1 561 120	93 216	0	1 654 336	0
97106 / 6251 /	2 665 281	0	0	2 665 281	0
Total Article 6251	2 665 281	0	0	2 665 281	0
97106 / 6261 /	136 784	7 500	0	144 284	0
Total Article 6261	136 784	7 500	0	144 284	0
97106 / 6262 /	2 754 460	520 849	0	3 275 309	0
Total Article 6262	2 754 460	520 849	0	3 275 309	0
97106 / 6268 /	209 303	32 000	1 124	240 179	0
Total Article 6268	209 303	32 000	1 124	240 179	0
97106 / 6281 /	561 125	0	0	561 125	0
Total Article 6281	561 125	0	0	561 125	0
97106 / 6283 /	2 578 008	170 598	0	2 748 606	0
Total Article 6283	2 578 008	170 598	0	2 748 606	0
97106 / 6288 /	6 752 316	4 784 719	21 897	11 515 138	0
Total Article 6288	6 752 316	4 784 719	21 897	11 515 138	0
97106 / 6513 /	0	1 500 000	0	1 500 000	0
Total Article 6513	0	1 500 000	0	1 500 000	0
97106 / 6518 /	0	789 566	0	789 566	0
Total Article 6518	0	789 566	0	789 566	0
97106 / 65288 /	0	45 107 398	0	45 107 398	0
Total Article 65288	0	45 107 398	0	45 107 398	0
97106 / 65322 /	1 925 713	0	0	1 925 713	0
Total Article 65322	1 925 713	0	0	1 925 713	0
97106 / 6568 /	300 000	700 000	0	1 000 000	0
Total Article 6568	300 000	700 000	0	1 000 000	0
97106 / 657348A /	1 005 600 000	0	0	1 005 600 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 657348A	1 005 600 000	0	0	1 005 600 000	0
97106 / 657444A /	86 624 588	0	0	86 624 588	0
Total Article 657444A	86 624 588	0	0	86 624 588	0
97106 / 657444C /	126 144 325	21 651 227	0	147 795 552	0
Total Article 657444C	126 144 325	21 651 227	0	147 795 552	0
97106 / 657444D /	192 379 962	42 985 231	0	235 365 193	0
Total Article 657444D	192 379 962	42 985 231	0	235 365 193	0
97106 / 672 /	1 586 575	0	0	1 586 575	0
Total Article 672	1 586 575	0	0	1 586 575	0
97106	1 499 047 370	130 722 820	23 021	1 629 747 169	0
TOTAL MISSION 971	5 110 071 041	407 721 774	48 257	5 517 744 558	0
97301 / 60611 /	199 269	603	0	199 872	0
Total Article 60611	199 269	603	0	199 872	0
97301 / 60612 /	3 728 725	2 863	0	3 731 588	0
Total Article 60612	3 728 725	2 863	0	3 731 588	0
97301 / 60618 /	21 322	0	0	21 322	0
Total Article 60618	21 322	0	0	21 322	0
97301 / 60621 /	26 390	0	0	26 390	0
Total Article 60621	26 390	0	0	26 390	0
97301 / 60622 /	808 416	48 328	0	856 744	0
Total Article 60622	808 416	48 328	0	856 744	0
97301 / 60624 /	1 140 272	0	0	1 140 272	0
Total Article 60624	1 140 272	0	0	1 140 272	0
97301 / 60626 /	933 935	0	0	933 935	0
Total Article 60626	933 935	0	0	933 935	0
97301 / 60628 /	466 430	5 679	0	472 109	0
Total Article 60628	466 430	5 679	0	472 109	0
97301 / 60631 /	307 512	0	0	307 512	0
Total Article 60631	307 512	0	0	307 512	0
97301 / 60632 /	438 122	55 114	0	493 236	0
Total Article 60632	438 122	55 114	0	493 236	0
97301 / 60634 /	372 460	0	0	372 460	0
Total Article 60634	372 460	0	0	372 460	0
97301 / 60635 /	472 066	90 790	0	562 856	0
Total Article 60635	472 066	90 790	0	562 856	0
97301 / 60638 /	1 100 794	115 560	0	1 216 354	0
Total Article 60638	1 100 794	115 560	0	1 216 354	0
97301 / 60641 /	1 297 119	82 839	0	1 379 958	0
Total Article 60641	1 297 119	82 839	0	1 379 958	0
97301 / 60642 /	112 512	0	0	112 512	0
Total Article 60642	112 512	0	0	112 512	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97301 / 6066 /	25 026	0	0	25 026	0
Total Article 6066	25 026	0	0	25 026	0
97301 / 6068 /	567 450	0	0	567 450	0
Total Article 6068	567 450	0	0	567 450	0
97301 / 6132 /	220 000	0	0	220 000	0
Total Article 6132	220 000	0	0	220 000	0
97301 / 61351 /	90 300	210 900	0	301 200	0
Total Article 61351	90 300	210 900	0	301 200	0
97301 / 61352 /	4 319 401	0	0	4 319 401	0
Total Article 61352	4 319 401	0	0	4 319 401	0
97301 / 61358 /	74 600	0	0	74 600	0
Total Article 61358	74 600	0	0	74 600	0
97301 / 61521 /	2 963 653	0	0	2 963 653	0
Total Article 61521	2 963 653	0	0	2 963 653	0
97301 / 61522 /	2 569 182	227 463	0	2 796 645	0
Total Article 61522	2 569 182	227 463	0	2 796 645	0
97301 / 61523 /	288 000	0	0	288 000	0
Total Article 61523	288 000	0	0	288 000	0
97301 / 615511 /	404 936	3 272	0	408 208	0
Total Article 615511	404 936	3 272	0	408 208	0
97301 / 615512 /	2 834 465	0	0	2 834 465	0
Total Article 615512	2 834 465	0	0	2 834 465	0
97301 / 61558 /	5 933 083	271 687	0	6 204 770	0
Total Article 61558	5 933 083	271 687	0	6 204 770	0
97301 / 6161 /	229 272	0	27 468	201 804	0
Total Article 6161	229 272	0	27 468	201 804	0
97301 / 6168 /	132 775	0	26 191	106 584	0
Total Article 6168	132 775	0	26 191	106 584	0
97301 / 617 /	87 764 893	0	0	87 764 893	0
Total Article 617	87 764 893	0	0	87 764 893	0
97301 / 6182 /	19 154	0	0	19 154	0
Total Article 6182	19 154	0	0	19 154	0
97301 / 6184 /	1 443 900	0	0	1 443 900	0
Total Article 6184	1 443 900	0	0	1 443 900	0
97301 / 6185 /	0	352 980	0	352 980	0
Total Article 6185	0	352 980	0	352 980	0
97301 / 62261 /	713 702	0	0	713 702	0
Total Article 62261	713 702	0	0	713 702	0
97301 / 62268 /	12 515 876	0	0	12 515 876	0
Total Article 62268	12 515 876	0	0	12 515 876	0
97301 / 6228 /	13 005 000	456 000	0	13 461 000	0
	13 005 000	456 000	0	13 461 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6228					
97301 / 6231 /	56 131	0	0	56 131	0
Total Article 6231	56 131	0	0	56 131	0
97301 / 6234 /	44 974	0	0	44 974	0
Total Article 6234	44 974	0	0	44 974	0
97301 / 6236 /	1 425 522	0	0	1 425 522	0
Total Article 6236	1 425 522	0	0	1 425 522	0
97301 / 6238 /	2 775 490	0	0	2 775 490	0
Total Article 6238	2 775 490	0	0	2 775 490	0
97301 / 6241 /	421 468	112 522	0	533 990	0
Total Article 6241	421 468	112 522	0	533 990	0
97301 / 62471 /	842 162	0	0	842 162	0
Total Article 62471	842 162	0	0	842 162	0
97301 / 62472 /	6 792 272	671 566	0	7 463 838	0
Total Article 62472	6 792 272	671 566	0	7 463 838	0
97301 / 6251 /	4 957 956	87 656	0	5 045 612	0
Total Article 6251	4 957 956	87 656	0	5 045 612	0
97301 / 6261 /	199 500	0	0	199 500	0
Total Article 6261	199 500	0	0	199 500	0
97301 / 6262 /	1 597 794	39 685	285	1 637 194	0
Total Article 6262	1 597 794	39 685	285	1 637 194	0
97301 / 6268 /	346 185	0	0	346 185	0
Total Article 6268	346 185	0	0	346 185	0
97301 / 6281 /	100 000	0	0	100 000	0
Total Article 6281	100 000	0	0	100 000	0
97301 / 6282 /	12 662 664	0	0	12 662 664	0
Total Article 6282	12 662 664	0	0	12 662 664	0
97301 / 6283 /	2 115 750	0	0	2 115 750	0
Total Article 6283	2 115 750	0	0	2 115 750	0
97301 / 6288 /	53 370 087	182 066	0	53 552 153	0
Total Article 6288	53 370 087	182 066	0	53 552 153	0
97301 / 6568 /	350 000	0	0	350 000	0
Total Article 6568	350 000	0	0	350 000	0
97301 / 657434 /	17 718 720	761 675	0	18 480 395	0
Total Article 657434	17 718 720	761 675	0	18 480 395	0
97301 / 657438 /	449 000	0	0	449 000	0
Total Article 657438	449 000	0	0	449 000	0
97301 / 6581 /	557 500	0	0	557 500	0
Total Article 6581	557 500	0	0	557 500	0
97301 / 672 /	4 468 227	0	0	4 468 227	0
Total Article 672	4 468 227	0	0	4 468 227	0
97301 / 673 /	75 000	0	0	75 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES					Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)		
Total Article 673	75 000	0	0	75 000		0
97301	258 866 414	3 779 248	53 944	262 591 718		0
97302 / 60635 /	63 806	0	0	63 806		0
Total Article 60635	63 806	0	0	63 806		0
97302 / 60638 /	691 360	0	0	691 360		0
Total Article 60638	691 360	0	0	691 360		0
97302 / 61521 /	8 630 500	0	0	8 630 500		0
Total Article 61521	8 630 500	0	0	8 630 500		0
97302 / 61522 /	2 687 353	253 112	0	2 940 465		0
Total Article 61522	2 687 353	253 112	0	2 940 465		0
97302 / 615512 /	0	191 292	0	191 292		0
Total Article 615512	0	191 292	0	191 292		0
97302 / 61558 /	150 516	0	0	150 516		0
Total Article 61558	150 516	0	0	150 516		0
97302 / 617 /	3 675 000	1 299 600	0	4 974 600		0
Total Article 617	3 675 000	1 299 600	0	4 974 600		0
97302 / 6185 /	159 000	0	0	159 000		0
Total Article 6185	159 000	0	0	159 000		0
97302 / 62268 /	2 678 922	0	0	2 678 922		0
Total Article 62268	2 678 922	0	0	2 678 922		0
97302 / 6228 /	6 322 607	0	0	6 322 607		0
Total Article 6228	6 322 607	0	0	6 322 607		0
97302 / 6231 /	3 808 520	0	0	3 808 520		0
Total Article 6231	3 808 520	0	0	3 808 520		0
97302 / 6238 /	3 358 896	6 996 898	0	10 355 794		0
Total Article 6238	3 358 896	6 996 898	0	10 355 794		0
97302 / 6241 /	1 805 850	0	0	1 805 850		0
Total Article 6241	1 805 850	0	0	1 805 850		0
97302 / 62471 /	169 768	467 278	0	637 046		0
Total Article 62471	169 768	467 278	0	637 046		0
97302 / 62472 /	49 942	144 344	0	194 286		0
Total Article 62472	49 942	144 344	0	194 286		0
97302 / 6251 /	334 408	0	0	334 408		0
Total Article 6251	334 408	0	0	334 408		0
97302 / 6281 /	0	1 036 101	0	1 036 101		0
Total Article 6281	0	1 036 101	0	1 036 101		0
97302 / 6288 /	60 371 066	13 707 179	0	74 078 245		0
Total Article 6288	60 371 066	13 707 179	0	74 078 245		0
97302 / 6561 /	351 706 161	0	0	351 706 161		0
Total Article 6561	351 706 161	0	0	351 706 161		0
97302 / 672 /	80 329 572	0	0	80 329 572		0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 672	80 329 572	0	0	80 329 572	0
97302	526 993 247	24 095 804	0	551 089 051	0
97303 / 6182 /	812 421	0	0	812 421	0
Total Article 6182	812 421	0	0	812 421	0
97303 / 6184 /	42 714	0	0	42 714	0
Total Article 6184	42 714	0	0	42 714	0
97303 / 62268 /	162 720	0	0	162 720	0
Total Article 62268	162 720	0	0	162 720	0
97303 / 6228 /	652 320	0	0	652 320	0
Total Article 6228	652 320	0	0	652 320	0
97303 / 6231 /	2 952 893	0	0	2 952 893	0
Total Article 6231	2 952 893	0	0	2 952 893	0
97303 / 6236 /	1 778 333	0	0	1 778 333	0
Total Article 6236	1 778 333	0	0	1 778 333	0
97303 / 6238 /	18 099 864	303 820	0	18 403 684	0
Total Article 6238	18 099 864	303 820	0	18 403 684	0
97303 / 6288 /	519 800	0	0	519 800	0
Total Article 6288	519 800	0	0	519 800	0
97303 / 672 /	29 070	0	0	29 070	0
Total Article 672	29 070	0	0	29 070	0
97303	25 050 135	303 820	0	25 353 955	0
TOTAL MISSION 973	810 909 796	28 178 872	53 944	839 034 724	0
97401 / 60611 /	15 262 425	3 077 682	0	18 340 107	0
Total Article 60611	15 262 425	3 077 682	0	18 340 107	0
97401 / 60612 /	54 561 840	10 308 664	0	64 870 504	0
Total Article 60612	54 561 840	10 308 664	0	64 870 504	0
97401 / 60621 /	306 776	0	0	306 776	0
Total Article 60621	306 776	0	0	306 776	0
97401 / 60622 /	85 413 052	10 003 735	0	95 416 787	0
Total Article 60622	85 413 052	10 003 735	0	95 416 787	0
97401 / 60623 /	287 162	0	0	287 162	0
Total Article 60623	287 162	0	0	287 162	0
97401 / 60624 /	82 015 292	22 370 305	0	104 385 597	0
Total Article 60624	82 015 292	22 370 305	0	104 385 597	0
97401 / 60625 /	106 089 346	10 775 568	0	116 864 914	0
Total Article 60625	106 089 346	10 775 568	0	116 864 914	0
97401 / 60626 /	23 750 444	2 180 727	0	25 931 171	0
Total Article 60626	23 750 444	2 180 727	0	25 931 171	0
97401 / 60628 /	15 913 016	4 768 813	0	20 681 829	0
Total Article 60628	15 913 016	4 768 813	0	20 681 829	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97401 / 60631 /	12 832 943	851 596	0	13 684 539	0
Total Article 60631	12 832 943	851 596	0	13 684 539	0
97401 / 60632 /	5 581 418	968 150	0	6 549 568	0
Total Article 60632	5 581 418	968 150	0	6 549 568	0
97401 / 60634 /	805 793	72 455	0	878 248	0
Total Article 60634	805 793	72 455	0	878 248	0
97401 / 60635 /	32 068 346	6 625 066	0	38 693 412	0
Total Article 60635	32 068 346	6 625 066	0	38 693 412	0
97401 / 60638 /	12 788 360	1 901 625	0	14 689 985	0
Total Article 60638	12 788 360	1 901 625	0	14 689 985	0
97401 / 60641 /	6 085 704	556 993	0	6 642 697	0
Total Article 60641	6 085 704	556 993	0	6 642 697	0
97401 / 60642 /	2 556 493	181 069	0	2 737 562	0
Total Article 60642	2 556 493	181 069	0	2 737 562	0
97401 / 6066 /	435 409	45 767	0	481 176	0
Total Article 6066	435 409	45 767	0	481 176	0
97401 / 6068 /	20 068	0	0	20 068	0
Total Article 6068	20 068	0	0	20 068	0
97401 / 61351 /	17 809 167	2 706 442	0	20 515 609	0
Total Article 61351	17 809 167	2 706 442	0	20 515 609	0
97401 / 61352 /	42 545 280	0	0	42 545 280	0
Total Article 61352	42 545 280	0	0	42 545 280	0
97401 / 61358 /	420 925	0	0	420 925	0
Total Article 61358	420 925	0	0	420 925	0
97401 / 61521 /	1 383 420	0	0	1 383 420	0
Total Article 61521	1 383 420	0	0	1 383 420	0
97401 / 61522 /	1 297 634	1 239 270	0	2 536 904	0
Total Article 61522	1 297 634	1 239 270	0	2 536 904	0
97401 / 61523 /	114 339 552	30 883 214	0	145 222 766	0
Total Article 61523	114 339 552	30 883 214	0	145 222 766	0
97401 / 61528 /	8 502 288	2 017 337	0	10 519 625	0
Total Article 61528	8 502 288	2 017 337	0	10 519 625	0
97401 / 615511 /	18 486 198	71 838	0	18 558 036	0
Total Article 615511	18 486 198	71 838	0	18 558 036	0
97401 / 615518 /	4 571 345	0	0	4 571 345	0
Total Article 615518	4 571 345	0	0	4 571 345	0
97401 / 61552 /	12 304 001	1 560 075	0	13 864 076	0
Total Article 61552	12 304 001	1 560 075	0	13 864 076	0
97401 / 61558 /	13 050 972	1 374 107	0	14 425 079	0
Total Article 61558	13 050 972	1 374 107	0	14 425 079	0
97401 / 6161 /	6 429 569	0	0	6 429 569	0
	6 429 569	0	0	6 429 569	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6161					
97401 / 6168 /	143 092	0	0	143 092	0
Total Article 6168	143 092	0	0	143 092	0
97401 / 617 /	719 050	1 332 508	0	2 051 558	0
Total Article 617	719 050	1 332 508	0	2 051 558	0
97401 / 6182 /	1 329 343	0	137 918	1 191 425	0
Total Article 6182	1 329 343	0	137 918	1 191 425	0
97401 / 6184 /	3 828 238	8 428 300	0	12 256 538	0
Total Article 6184	3 828 238	8 428 300	0	12 256 538	0
97401 / 62268 /	2 462 037	354 630	0	2 816 667	0
Total Article 62268	2 462 037	354 630	0	2 816 667	0
97401 / 6227 /	43 479	0	0	43 479	0
Total Article 6227	43 479	0	0	43 479	0
97401 / 6228 /	2 486 639	0	0	2 486 639	0
Total Article 6228	2 486 639	0	0	2 486 639	0
97401 / 6231 /	3 877 603	0	0	3 877 603	0
Total Article 6231	3 877 603	0	0	3 877 603	0
97401 / 6241 /	32 694 372	1 581 786	0	34 276 158	0
Total Article 6241	32 694 372	1 581 786	0	34 276 158	0
97401 / 62471 /	0	254 899	0	254 899	0
Total Article 62471	0	254 899	0	254 899	0
97401 / 62472 /	9 378 839	597 678	0	9 976 517	0
Total Article 62472	9 378 839	597 678	0	9 976 517	0
97401 / 6251 /	43 722 409	4 290 534	0	48 012 943	0
Total Article 6251	43 722 409	4 290 534	0	48 012 943	0
97401 / 6255 /	580 000	0	0	580 000	0
Total Article 6255	580 000	0	0	580 000	0
97401 / 6261 /	391 750	0	0	391 750	0
Total Article 6261	391 750	0	0	391 750	0
97401 / 6262 /	18 129 184	3 055 304	0	21 184 488	0
Total Article 6262	18 129 184	3 055 304	0	21 184 488	0
97401 / 6268 /	2 897 085	470 892	0	3 367 977	0
Total Article 6268	2 897 085	470 892	0	3 367 977	0
97401 / 6283 /	5 318 869	383 460	0	5 702 329	0
Total Article 6283	5 318 869	383 460	0	5 702 329	0
97401 / 6288 /	35 479 350	867 226	0	36 346 576	0
Total Article 6288	35 479 350	867 226	0	36 346 576	0
97401 / 6354 /	133 500	0	0	133 500	0
Total Article 6354	133 500	0	0	133 500	0
97401 / 6475 /	119 600	5 000	0	124 600	0
Total Article 6475	119 600	5 000	0	124 600	0
97401 / 6581 /	186 252	1 323 580	85 379	1 424 453	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6581	186 252	1 323 580	85 379	1 424 453	0
97401 / 6711 /	3 894 977	0	0	3 894 977	0
Total Article 6711	3 894 977	0	0	3 894 977	0
97401 / 6718 /	17 500	0	0	17 500	0
Total Article 6718	17 500	0	0	17 500	0
97401 / 672 /	75 577 663	0	0	75 577 663	0
Total Article 672	75 577 663	0	0	75 577 663	0
97401 / 673 /	15 185 413	0	0	15 185 413	0
Total Article 673	15 185 413	0	0	15 185 413	0
97401 / 678 /	219 429	0	0	219 429	0
Total Article 678	219 429	0	0	219 429	0
97401	956 729 911	137 486 295	223 297	1 093 992 909	0
97402 / 60611 /	142 992	26 639	0	169 631	0
Total Article 60611	142 992	26 639	0	169 631	0
97402 / 60612 /	4 732 964	470 897	0	5 203 861	0
Total Article 60612	4 732 964	470 897	0	5 203 861	0
97402 / 60621 /	6 510	0	0	6 510	0
Total Article 60621	6 510	0	0	6 510	0
97402 / 60622 /	917 939	257 256	0	1 175 195	0
Total Article 60622	917 939	257 256	0	1 175 195	0
97402 / 60623 /	77 900	0	0	77 900	0
Total Article 60623	77 900	0	0	77 900	0
97402 / 60624 /	1 860 341	173 267	0	2 033 608	0
Total Article 60624	1 860 341	173 267	0	2 033 608	0
97402 / 60625 /	78 300	131 625	0	209 925	0
Total Article 60625	78 300	131 625	0	209 925	0
97402 / 60626 /	2 534 960	996 336	0	3 531 296	0
Total Article 60626	2 534 960	996 336	0	3 531 296	0
97402 / 60628 /	656 230	0	0	656 230	0
Total Article 60628	656 230	0	0	656 230	0
97402 / 60631 /	320 570	41 652	0	362 222	0
Total Article 60631	320 570	41 652	0	362 222	0
97402 / 60632 /	251 323	0	0	251 323	0
Total Article 60632	251 323	0	0	251 323	0
97402 / 60634 /	49 938	0	0	49 938	0
Total Article 60634	49 938	0	0	49 938	0
97402 / 60635 /	1 910 232	0	0	1 910 232	0
Total Article 60635	1 910 232	0	0	1 910 232	0
97402 / 60638 /	14 789 799	0	0	14 789 799	0
Total Article 60638	14 789 799	0	0	14 789 799	0
97402 / 60641 /	481 516	0	0	481 516	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60641	481 516	0	0	481 516	0
97402 / 60642 /	94 776	0	0	94 776	0
Total Article 60642	94 776	0	0	94 776	0
97402 / 6066 /	403 753	8 353	0	412 106	0
Total Article 6066	403 753	8 353	0	412 106	0
97402 / 6132 /	5 584 419	0	0	5 584 419	0
Total Article 6132	5 584 419	0	0	5 584 419	0
97402 / 61351 /	3 090 264	147 763	0	3 238 027	0
Total Article 61351	3 090 264	147 763	0	3 238 027	0
97402 / 61521 /	880 000	0	0	880 000	0
Total Article 61521	880 000	0	0	880 000	0
97402 / 61522 /	128 820	0	0	128 820	0
Total Article 61522	128 820	0	0	128 820	0
97402 / 61528 /	2 970 770	0	0	2 970 770	0
Total Article 61528	2 970 770	0	0	2 970 770	0
97402 / 615511 /	191 142	0	0	191 142	0
Total Article 615511	191 142	0	0	191 142	0
97402 / 61552 /	114 216	130 496	0	244 712	0
Total Article 61552	114 216	130 496	0	244 712	0
97402 / 61558 /	463 968	39 786	0	503 754	0
Total Article 61558	463 968	39 786	0	503 754	0
97402 / 6168 /	706 935	0	0	706 935	0
Total Article 6168	706 935	0	0	706 935	0
97402 / 6184 /	2 424 631	0	0	2 424 631	0
Total Article 6184	2 424 631	0	0	2 424 631	0
97402 / 6227 /	50 496 066	15 843	0	50 511 909	0
Total Article 6227	50 496 066	15 843	0	50 511 909	0
97402 / 6231 /	1 147 737	0	0	1 147 737	0
Total Article 6231	1 147 737	0	0	1 147 737	0
97402 / 6232 /	28 760	0	0	28 760	0
Total Article 6232	28 760	0	0	28 760	0
97402 / 6233 /	30 028	0	0	30 028	0
Total Article 6233	30 028	0	0	30 028	0
97402 / 6238 /	124 300	0	0	124 300	0
Total Article 6238	124 300	0	0	124 300	0
97402 / 6241 /	6 469 280	30 461	0	6 499 741	0
Total Article 6241	6 469 280	30 461	0	6 499 741	0
97402 / 62472 /	3 835 369	342 000	0	4 177 369	0
Total Article 62472	3 835 369	342 000	0	4 177 369	0
97402 / 6251 /	10 454 757	0	0	10 454 757	0
Total Article 6251	10 454 757	0	0	10 454 757	0
97402 / 6262 /	2 438 555	214 375	0	2 652 930	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6262	2 438 555	214 375	0	2 652 930	0
97402 / 6268 /	157 998	6 100	0	164 098	0
Total Article 6268	157 998	6 100	0	164 098	0
97402 / 6283 /	1 142 850	0	0	1 142 850	0
Total Article 6283	1 142 850	0	0	1 142 850	0
97402 / 6288 /	4 619 415	5 000	0	4 624 415	0
Total Article 6288	4 619 415	5 000	0	4 624 415	0
97402 / 672 /	2 630 588	0	0	2 630 588	0
Total Article 672	2 630 588	0	0	2 630 588	0
97402 / 673 /	99 070	0	0	99 070	0
Total Article 673	99 070	0	0	99 070	0
97402	129 539 981	3 037 849	0	132 577 830	0
97403 / 60611 /	300 000	0	0	300 000	0
Total Article 60611	300 000	0	0	300 000	0
97403 / 60612 /	1 000 000	0	0	1 000 000	0
Total Article 60612	1 000 000	0	0	1 000 000	0
97403 / 60622 /	12 471 500	8 134 600	0	20 606 100	0
Total Article 60622	12 471 500	8 134 600	0	20 606 100	0
97403 / 60624 /	12 122 639	2 707 478	0	14 830 117	0
Total Article 60624	12 122 639	2 707 478	0	14 830 117	0
97403 / 60625 /	999 719	0	0	999 719	0
Total Article 60625	999 719	0	0	999 719	0
97403 / 60626 /	3 966 960	575 351	0	4 542 311	0
Total Article 60626	3 966 960	575 351	0	4 542 311	0
97403 / 60628 /	1 153 935	5 000	0	1 158 935	0
Total Article 60628	1 153 935	5 000	0	1 158 935	0
97403 / 60631 /	263 338	47 781	0	311 119	0
Total Article 60631	263 338	47 781	0	311 119	0
97403 / 60635 /	75 377	1 093 292	0	1 168 669	0
Total Article 60635	75 377	1 093 292	0	1 168 669	0
97403 / 60638 /	365 636	0	0	365 636	0
Total Article 60638	365 636	0	0	365 636	0
97403 / 60641 /	598 953	0	0	598 953	0
Total Article 60641	598 953	0	0	598 953	0
97403 / 6132 /	2 350 000	1 410 000	0	3 760 000	0
Total Article 6132	2 350 000	1 410 000	0	3 760 000	0
97403 / 61351 /	93 516 625	21 592 577	0	115 109 202	0
Total Article 61351	93 516 625	21 592 577	0	115 109 202	0
97403 / 61521 /	41 161 510	26 430 601	0	67 592 111	0
Total Article 61521	41 161 510	26 430 601	0	67 592 111	0
97403 / 61523 /	78 737 375	21 575 110	0	100 312 485	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61523	78 737 375	21 575 110	0	100 312 485	0
97403 / 61528 /	4 457 850	4 588 500	0	9 046 350	0
Total Article 61528	4 457 850	4 588 500	0	9 046 350	0
97403 / 61552 /	919 539	0	0	919 539	0
Total Article 61552	919 539	0	0	919 539	0
97403 / 61558 /	1 320 000	2 052 000	0	3 372 000	0
Total Article 61558	1 320 000	2 052 000	0	3 372 000	0
97403 / 617 /	0	541 500	0	541 500	0
Total Article 617	0	541 500	0	541 500	0
97403 / 6184 /	1 650 000	0	0	1 650 000	0
Total Article 6184	1 650 000	0	0	1 650 000	0
97403 / 6241 /	411 906	94 050	0	505 956	0
Total Article 6241	411 906	94 050	0	505 956	0
97403 / 62472 /	499 846	0	0	499 846	0
Total Article 62472	499 846	0	0	499 846	0
97403 / 6251 /	1 993 849	0	0	1 993 849	0
Total Article 6251	1 993 849	0	0	1 993 849	0
97403 / 6288 /	4 109 948	0	0	4 109 948	0
Total Article 6288	4 109 948	0	0	4 109 948	0
97403 / 672 /	3 929 850	0	0	3 929 850	0
Total Article 672	3 929 850	0	0	3 929 850	0
97403 / 678 /	1 720 679	0	0	1 720 679	0
Total Article 678	1 720 679	0	0	1 720 679	0
97403	270 097 034	90 847 840	0	360 944 874	0
97404 / 60611 /	153 161	42 912	0	196 073	0
Total Article 60611	153 161	42 912	0	196 073	0
97404 / 60612 /	860 954	614 812	0	1 475 766	0
Total Article 60612	860 954	614 812	0	1 475 766	0
97404 / 60622 /	34 028 765	2 709 150	0	36 737 915	0
Total Article 60622	34 028 765	2 709 150	0	36 737 915	0
97404 / 60624 /	608 630	0	0	608 630	0
Total Article 60624	608 630	0	0	608 630	0
97404 / 60626 /	49 226	0	0	49 226	0
Total Article 60626	49 226	0	0	49 226	0
97404 / 60628 /	248 219	89 608	0	337 827	0
Total Article 60628	248 219	89 608	0	337 827	0
97404 / 60632 /	235 585	81 282	0	316 867	0
Total Article 60632	235 585	81 282	0	316 867	0
97404 / 60635 /	65 072	0	0	65 072	0
Total Article 60635	65 072	0	0	65 072	0
97404 / 60638 /	479 903	0	0	479 903	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60638	479 903	0	0	479 903	0
97404 / 60641 /	387 420	14 770	0	402 190	0
Total Article 60641	387 420	14 770	0	402 190	0
97404 / 60642 /	49 739	0	0	49 739	0
Total Article 60642	49 739	0	0	49 739	0
97404 / 6132 /	4 591 840	0	0	4 591 840	0
Total Article 6132	4 591 840	0	0	4 591 840	0
97404 / 61351 /	2 538 914	0	0	2 538 914	0
Total Article 61351	2 538 914	0	0	2 538 914	0
97404 / 61352 /	2 150 000	0	0	2 150 000	0
Total Article 61352	2 150 000	0	0	2 150 000	0
97404 / 61521 /	25 000	0	0	25 000	0
Total Article 61521	25 000	0	0	25 000	0
97404 / 61522 /	2 015 309	0	0	2 015 309	0
Total Article 61522	2 015 309	0	0	2 015 309	0
97404 / 61523 /	1 803 503	0	0	1 803 503	0
Total Article 61523	1 803 503	0	0	1 803 503	0
97404 / 61528 /	1 386 861	0	0	1 386 861	0
Total Article 61528	1 386 861	0	0	1 386 861	0
97404 / 615511 /	426 934	0	0	426 934	0
Total Article 615511	426 934	0	0	426 934	0
97404 / 61558 /	7 010 795	54 856	0	7 065 651	0
Total Article 61558	7 010 795	54 856	0	7 065 651	0
97404 / 6161 /	35 710	0	0	35 710	0
Total Article 6161	35 710	0	0	35 710	0
97404 / 617 /	319 960	0	0	319 960	0
Total Article 617	319 960	0	0	319 960	0
97404 / 6182 /	24 118 309	220 121	0	24 338 430	0
Total Article 6182	24 118 309	220 121	0	24 338 430	0
97404 / 6184 /	312 888	0	0	312 888	0
Total Article 6184	312 888	0	0	312 888	0
97404 / 6185 /	0	1 156 917	0	1 156 917	0
Total Article 6185	0	1 156 917	0	1 156 917	0
97404 / 62268 /	31 028 224	24 887 826	0	55 916 050	0
Total Article 62268	31 028 224	24 887 826	0	55 916 050	0
97404 / 6228 /	635 356	0	0	635 356	0
Total Article 6228	635 356	0	0	635 356	0
97404 / 6231 /	520 369	0	0	520 369	0
Total Article 6231	520 369	0	0	520 369	0
97404 / 6236 /	1 785 257	0	0	1 785 257	0
Total Article 6236	1 785 257	0	0	1 785 257	0
97404 / 6238 /	4 761 218	125 400	0	4 886 618	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6238	4 761 218	125 400	0	4 886 618	0
97404 / 6241 /	309 000	40 000	0	349 000	0
Total Article 6241	309 000	40 000	0	349 000	0
97404 / 62472 /	151 437	0	0	151 437	0
Total Article 62472	151 437	0	0	151 437	0
97404 / 6251 /	272 253	0	0	272 253	0
Total Article 6251	272 253	0	0	272 253	0
97404 / 6261 /	112 400	0	0	112 400	0
Total Article 6261	112 400	0	0	112 400	0
97404 / 6262 /	638 187	0	0	638 187	0
Total Article 6262	638 187	0	0	638 187	0
97404 / 6268 /	62 500	14 661	0	77 161	0
Total Article 6268	62 500	14 661	0	77 161	0
97404 / 6283 /	952 907	79 800	0	1 032 707	0
Total Article 6283	952 907	79 800	0	1 032 707	0
97404 / 6288 /	275 920	19 000	0	294 920	0
Total Article 6288	275 920	19 000	0	294 920	0
97404 / 6358 /	671 263	0	0	671 263	0
Total Article 6358	671 263	0	0	671 263	0
97404 / 657318 /	2 776 550	1 162 177	0	3 938 727	0
Total Article 657318	2 776 550	1 162 177	0	3 938 727	0
97404 / 657415 /	1 499 999	0	0	1 499 999	0
Total Article 657415	1 499 999	0	0	1 499 999	0
97404 / 65748 /	6 861 573	2 879 474	0	9 741 047	0
Total Article 65748	6 861 573	2 879 474	0	9 741 047	0
97404 / 6581 /	125 856	0	0	125 856	0
Total Article 6581	125 856	0	0	125 856	0
97404 / 672 /	8 535 477	0	0	8 535 477	0
Total Article 672	8 535 477	0	0	8 535 477	0
97404 / 673 /	1 993 062	0	0	1 993 062	0
Total Article 673	1 993 062	0	0	1 993 062	0
97404	147 871 505	34 192 766	0	182 064 271	0
97405 / 60611 /	24 292	0	0	24 292	0
Total Article 60611	24 292	0	0	24 292	0
97405 / 60612 /	194 297	226 157	0	420 454	0
Total Article 60612	194 297	226 157	0	420 454	0
97405 / 60622 /	24 679	0	0	24 679	0
Total Article 60622	24 679	0	0	24 679	0
97405 / 60632 /	127 932	0	0	127 932	0
Total Article 60632	127 932	0	0	127 932	0
97405 / 60638 /	233 236	0	0	233 236	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60638	233 236	0	0	233 236	0
97405 / 60641 /	171 248	0	0	171 248	0
Total Article 60641	171 248	0	0	171 248	0
97405 / 6066 /	58 174	0	0	58 174	0
Total Article 6066	58 174	0	0	58 174	0
97405 / 6132 /	15 600 000	0	0	15 600 000	0
Total Article 6132	15 600 000	0	0	15 600 000	0
97405 / 61352 /	852 500	0	0	852 500	0
Total Article 61352	852 500	0	0	852 500	0
97405 / 614 /	42 000	0	0	42 000	0
Total Article 614	42 000	0	0	42 000	0
97405 / 61522 /	77 522	0	0	77 522	0
Total Article 61522	77 522	0	0	77 522	0
97405 / 61558 /	287 738	0	0	287 738	0
Total Article 61558	287 738	0	0	287 738	0
97405 / 6168 /	12 485	0	0	12 485	0
Total Article 6168	12 485	0	0	12 485	0
97405 / 6182 /	173 071	0	0	173 071	0
Total Article 6182	173 071	0	0	173 071	0
97405 / 62268 /	18 338 234	19 532 219	0	37 870 453	0
Total Article 62268	18 338 234	19 532 219	0	37 870 453	0
97405 / 6228 /	14 642 004	0	0	14 642 004	0
Total Article 6228	14 642 004	0	0	14 642 004	0
97405 / 6231 /	516 128	0	0	516 128	0
Total Article 6231	516 128	0	0	516 128	0
97405 / 6241 /	45 200	0	0	45 200	0
Total Article 6241	45 200	0	0	45 200	0
97405 / 6262 /	140 831	24 872	0	165 703	0
Total Article 6262	140 831	24 872	0	165 703	0
97405 / 6268 /	426 040	60 840	0	486 880	0
Total Article 6268	426 040	60 840	0	486 880	0
97405 / 6525 /	77 355 735	89 162 006	0	166 517 741	0
Total Article 6525	77 355 735	89 162 006	0	166 517 741	0
97405 / 65288 /	0	645 515	0	645 515	0
Total Article 65288	0	645 515	0	645 515	0
97405 / 657313 /	4 000 000	0	0	4 000 000	0
Total Article 657313	4 000 000	0	0	4 000 000	0
97405 / 657446 /	0	15 000 000	0	15 000 000	0
Total Article 657446	0	15 000 000	0	15 000 000	0
97405 / 672 /	17 007	0	0	17 007	0
Total Article 672	17 007	0	0	17 007	0
97405 / 674381 /	1 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 674381	1 000 000 000	1 000 000 000	0	2 000 000 000	0
97405	1 133 360 353	1 124 651 609	0	2 258 011 962	0
97406 / 6744 /	962 000 000	0	0	962 000 000	0
Total Article 6744	962 000 000	0	0	962 000 000	0
97406	962 000 000	0	0	962 000 000	0
TOTAL MISSION 974	3 599 598 784	1 390 216 359	223 297	4 989 591 846	0
97501 / 60611 /	475 461	80 000	0	555 461	0
Total Article 60611	475 461	80 000	0	555 461	0
97501 / 60612 /	7 493 379	366 560	0	7 859 939	0
Total Article 60612	7 493 379	366 560	0	7 859 939	0
97501 / 60622 /	589 322	81 127	0	670 449	0
Total Article 60622	589 322	81 127	0	670 449	0
97501 / 60623 /	82 064	0	0	82 064	0
Total Article 60623	82 064	0	0	82 064	0
97501 / 60624 /	465 512	0	0	465 512	0
Total Article 60624	465 512	0	0	465 512	0
97501 / 60626 /	11 437 657	0	0	11 437 657	0
Total Article 60626	11 437 657	0	0	11 437 657	0
97501 / 60628 /	288 366	0	0	288 366	0
Total Article 60628	288 366	0	0	288 366	0
97501 / 60631 /	75 444	0	0	75 444	0
Total Article 60631	75 444	0	0	75 444	0
97501 / 60632 /	557 400	0	0	557 400	0
Total Article 60632	557 400	0	0	557 400	0
97501 / 60634 /	212 689	0	0	212 689	0
Total Article 60634	212 689	0	0	212 689	0
97501 / 60635 /	124 872	0	0	124 872	0
Total Article 60635	124 872	0	0	124 872	0
97501 / 60638 /	1 070 305	319 410	0	1 389 715	0
Total Article 60638	1 070 305	319 410	0	1 389 715	0
97501 / 60641 /	3 322 457	203 619	0	3 526 076	0
Total Article 60641	3 322 457	203 619	0	3 526 076	0
97501 / 60642 /	6 897 345	0	0	6 897 345	0
Total Article 60642	6 897 345	0	0	6 897 345	0
97501 / 6068 /	81 900	0	0	81 900	0
Total Article 6068	81 900	0	0	81 900	0
97501 / 6111 /	1 137 418 918	284 347 741	0	1 421 766 659	0
Total Article 6111	1 137 418 918	284 347 741	0	1 421 766 659	0
97501 / 6132 /	3 307 328	0	0	3 307 328	0
Total Article 6132	3 307 328	0	0	3 307 328	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97501 / 61351 /	1 734 589	67 179	0	1 801 768	0
Total Article 61351	1 734 589	67 179	0	1 801 768	0
97501 / 61352 /	7 801 000	0	0	7 801 000	0
Total Article 61352	7 801 000	0	0	7 801 000	0
97501 / 61521 /	7 674 285	0	0	7 674 285	0
Total Article 61521	7 674 285	0	0	7 674 285	0
97501 / 61522 /	3 971 419	2 964	0	3 974 383	0
Total Article 61522	3 971 419	2 964	0	3 974 383	0
97501 / 61528 /	156 338	0	0	156 338	0
Total Article 61528	156 338	0	0	156 338	0
97501 / 615511 /	737 122	0	0	737 122	0
Total Article 615511	737 122	0	0	737 122	0
97501 / 61558 /	851 368	108 626	0	959 994	0
Total Article 61558	851 368	108 626	0	959 994	0
97501 / 6161 /	186 807	0	0	186 807	0
Total Article 6161	186 807	0	0	186 807	0
97501 / 6168 /	389 659	0	0	389 659	0
Total Article 6168	389 659	0	0	389 659	0
97501 / 617 /	4 171 500	2 513 700	0	6 685 200	0
Total Article 617	4 171 500	2 513 700	0	6 685 200	0
97501 / 6182 /	308 419	0	32 931	275 488	0
Total Article 6182	308 419	0	32 931	275 488	0
97501 / 6184 /	0	490 500	0	490 500	0
Total Article 6184	0	490 500	0	490 500	0
97501 / 6185 /	6 609 376	0	0	6 609 376	0
Total Article 6185	6 609 376	0	0	6 609 376	0
97501 / 62268 /	4 036 625	1 915 200	0	5 951 825	0
Total Article 62268	4 036 625	1 915 200	0	5 951 825	0
97501 / 6227 /	0	357 995	0	357 995	0
Total Article 6227	0	357 995	0	357 995	0
97501 / 6228 /	1 140 000	684 000	0	1 824 000	0
Total Article 6228	1 140 000	684 000	0	1 824 000	0
97501 / 6231 /	3 369 043	224 215	0	3 593 258	0
Total Article 6231	3 369 043	224 215	0	3 593 258	0
97501 / 6236 /	709 823	0	0	709 823	0
Total Article 6236	709 823	0	0	709 823	0
97501 / 6238 /	7 777 177	3 963 046	0	11 740 223	0
Total Article 6238	7 777 177	3 963 046	0	11 740 223	0
97501 / 6241 /	453 695	34 458	0	488 153	0
Total Article 6241	453 695	34 458	0	488 153	0
97501 / 62472 /	7 848 402	294 563	0	8 142 965	0
	7 848 402	294 563	0	8 142 965	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472					
97501 / 6251 /	7 553 442	383 470	0	7 936 912	0
Total Article 6251	7 553 442	383 470	0	7 936 912	0
97501 / 6255 /	200 000	0	0	200 000	0
Total Article 6255	200 000	0	0	200 000	0
97501 / 6261 /	28 000	12 790	0	40 790	0
Total Article 6261	28 000	12 790	0	40 790	0
97501 / 6262 /	1 829 372	458 510	0	2 287 882	0
Total Article 6262	1 829 372	458 510	0	2 287 882	0
97501 / 6268 /	5 800	0	0	5 800	0
Total Article 6268	5 800	0	0	5 800	0
97501 / 6283 /	8 852 160	567 720	0	9 419 880	0
Total Article 6283	8 852 160	567 720	0	9 419 880	0
97501 / 6288 /	5 108 470	891 311	0	5 999 781	0
Total Article 6288	5 108 470	891 311	0	5 999 781	0
97501 / 6475 /	23 000	0	0	23 000	0
Total Article 6475	23 000	0	0	23 000	0
97501 / 6526 /	20 016 000	40 355 000	0	60 371 000	0
Total Article 6526	20 016 000	40 355 000	0	60 371 000	0
97501 / 6581 /	664 619	0	0	664 619	0
Total Article 6581	664 619	0	0	664 619	0
97501 / 672 /	2 585 446	0	0	2 585 446	0
Total Article 672	2 585 446	0	0	2 585 446	0
97501	1 280 693 375	338 723 704	32 931	1 619 384 148	0
97502 / 60611 /	2 078 880	219 561	0	2 298 441	0
Total Article 60611	2 078 880	219 561	0	2 298 441	0
97502 / 60612 /	10 776 118	0	0	10 776 118	0
Total Article 60612	10 776 118	0	0	10 776 118	0
97502 / 60621 /	145 291	60 940	0	206 231	0
Total Article 60621	145 291	60 940	0	206 231	0
97502 / 60622 /	93 564 001	93 391	0	93 657 392	0
Total Article 60622	93 564 001	93 391	0	93 657 392	0
97502 / 60624 /	18 475 813	804 620	0	19 280 433	0
Total Article 60624	18 475 813	804 620	0	19 280 433	0
97502 / 60626 /	1 842 072	2 176 589	0	4 018 661	0
Total Article 60626	1 842 072	2 176 589	0	4 018 661	0
97502 / 60628 /	4 024 425	29 370	0	4 053 795	0
Total Article 60628	4 024 425	29 370	0	4 053 795	0
97502 / 60631 /	197 395	0	0	197 395	0
Total Article 60631	197 395	0	0	197 395	0
97502 / 60632 /	373 200	217 066	0	590 266	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60632	373 200	217 066	0	590 266	0
97502 / 60634 /	83 100	0	0	83 100	0
Total Article 60634	83 100	0	0	83 100	0
97502 / 60635 /	5 597 908	0	0	5 597 908	0
Total Article 60635	5 597 908	0	0	5 597 908	0
97502 / 60638 /	1 573 500	0	0	1 573 500	0
Total Article 60638	1 573 500	0	0	1 573 500	0
97502 / 60641 /	1 861 303	0	0	1 861 303	0
Total Article 60641	1 861 303	0	0	1 861 303	0
97502 / 60642 /	279 959	0	0	279 959	0
Total Article 60642	279 959	0	0	279 959	0
97502 / 60648 /	82 374	0	0	82 374	0
Total Article 60648	82 374	0	0	82 374	0
97502 / 6066 /	880 794	0	0	880 794	0
Total Article 6066	880 794	0	0	880 794	0
97502 / 6132 /	33 999 014	0	0	33 999 014	0
Total Article 6132	33 999 014	0	0	33 999 014	0
97502 / 61351 /	2 193 652	114 196	0	2 307 848	0
Total Article 61351	2 193 652	114 196	0	2 307 848	0
97502 / 61352 /	5 694 500	0	0	5 694 500	0
Total Article 61352	5 694 500	0	0	5 694 500	0
97502 / 61358 /	1 049 400	0	0	1 049 400	0
Total Article 61358	1 049 400	0	0	1 049 400	0
97502 / 61522 /	1 300 845	438 158	0	1 739 003	0
Total Article 61522	1 300 845	438 158	0	1 739 003	0
97502 / 615511 /	485 889	34 360	0	520 249	0
Total Article 615511	485 889	34 360	0	520 249	0
97502 / 615512 /	14 568 135	18 846	0	14 586 981	0
Total Article 615512	14 568 135	18 846	0	14 586 981	0
97502 / 61552 /	254 731	0	0	254 731	0
Total Article 61552	254 731	0	0	254 731	0
97502 / 61558 /	2 792 227	58 727	0	2 850 954	0
Total Article 61558	2 792 227	58 727	0	2 850 954	0
97502 / 6161 /	75 582	0	0	75 582	0
Total Article 6161	75 582	0	0	75 582	0
97502 / 6168 /	19 624 177	0	0	19 624 177	0
Total Article 6168	19 624 177	0	0	19 624 177	0
97502 / 6182 /	3 486 766	1 368 000	11 878	4 842 888	0
Total Article 6182	3 486 766	1 368 000	11 878	4 842 888	0
97502 / 6184 /	4 014 000	700 000	0	4 714 000	0
Total Article 6184	4 014 000	700 000	0	4 714 000	0
97502 / 62268 /	14 063 921	9 743 238	0	23 807 159	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62268	14 063 921	9 743 238	0	23 807 159	0
97502 / 6228 /	2 735 588	612 666	0	3 348 254	0
Total Article 6228	2 735 588	612 666	0	3 348 254	0
97502 / 6231 /	3 864 782	0	0	3 864 782	0
Total Article 6231	3 864 782	0	0	3 864 782	0
97502 / 6236 /	465 260	78 909	0	544 169	0
Total Article 6236	465 260	78 909	0	544 169	0
97502 / 6238 /	2 524 194	803 895	0	3 328 089	0
Total Article 6238	2 524 194	803 895	0	3 328 089	0
97502 / 6241 /	589 336	0	0	589 336	0
Total Article 6241	589 336	0	0	589 336	0
97502 / 62458 /	726 349	0	0	726 349	0
Total Article 62458	726 349	0	0	726 349	0
97502 / 62471 /	404 377	0	0	404 377	0
Total Article 62471	404 377	0	0	404 377	0
97502 / 62472 /	2 694 088	180 138	0	2 874 226	0
Total Article 62472	2 694 088	180 138	0	2 874 226	0
97502 / 6251 /	2 034 422	135 247	0	2 169 669	0
Total Article 6251	2 034 422	135 247	0	2 169 669	0
97502 / 6261 /	309 749	90 500	0	400 249	0
Total Article 6261	309 749	90 500	0	400 249	0
97502 / 6262 /	3 568 249	260 688	0	3 828 937	0
Total Article 6262	3 568 249	260 688	0	3 828 937	0
97502 / 6268 /	359 675	0	0	359 675	0
Total Article 6268	359 675	0	0	359 675	0
97502 / 6281 /	20 287	0	0	20 287	0
Total Article 6281	20 287	0	0	20 287	0
97502 / 6283 /	1 597 050	123 120	0	1 720 170	0
Total Article 6283	1 597 050	123 120	0	1 720 170	0
97502 / 6288 /	61 886 190	1 277 740	1 135 440	62 028 490	0
Total Article 6288	61 886 190	1 277 740	1 135 440	62 028 490	0
97502 / 6475 /	71 081	0	0	71 081	0
Total Article 6475	71 081	0	0	71 081	0
97502 / 6568 /	2 386 635	0	0	2 386 635	0
Total Article 6568	2 386 635	0	0	2 386 635	0
97502 / 6581 /	273 600	0	0	273 600	0
Total Article 6581	273 600	0	0	273 600	0
97502 / 672 /	23 262 211	0	0	23 262 211	0
Total Article 672	23 262 211	0	0	23 262 211	0
97502 / 673 /	206 379	0	0	206 379	0
Total Article 673	206 379	0	0	206 379	0
97502 / 6744 /	0	560 000	0	560 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6744	0	560 000	0	560 000	0
97502 / 678 /	4 140 480	0	0	4 140 480	0
Total Article 678	4 140 480	0	0	4 140 480	0
97502	359 558 954	20 199 965	1 147 318	378 611 601	0
97503 / 60611 /	5 500 000	428 786	0	5 928 786	0
Total Article 60611	5 500 000	428 786	0	5 928 786	0
97503 / 60612 /	2 400 000	112 343	0	2 512 343	0
Total Article 60612	2 400 000	112 343	0	2 512 343	0
97503 / 60622 /	13 944 341	1 003 728	0	14 948 069	0
Total Article 60622	13 944 341	1 003 728	0	14 948 069	0
97503 / 60623 /	4 096 974	43 044	0	4 140 018	0
Total Article 60623	4 096 974	43 044	0	4 140 018	0
97503 / 60624 /	8 894 876	2 754 890	0	11 649 766	0
Total Article 60624	8 894 876	2 754 890	0	11 649 766	0
97503 / 60626 /	17 111 271	177 977	0	17 289 248	0
Total Article 60626	17 111 271	177 977	0	17 289 248	0
97503 / 60628 /	7 369 405	596 914	0	7 966 319	0
Total Article 60628	7 369 405	596 914	0	7 966 319	0
97503 / 60631 /	3 605 307	55 222	0	3 660 529	0
Total Article 60631	3 605 307	55 222	0	3 660 529	0
97503 / 60632 /	7 359 869	1 467 909	0	8 827 778	0
Total Article 60632	7 359 869	1 467 909	0	8 827 778	0
97503 / 60634 /	267 685	2 231 358	0	2 499 043	0
Total Article 60634	267 685	2 231 358	0	2 499 043	0
97503 / 60635 /	1 263 998	1 283 958	0	2 547 956	0
Total Article 60635	1 263 998	1 283 958	0	2 547 956	0
97503 / 60638 /	10 920 888	520 898	0	11 441 786	0
Total Article 60638	10 920 888	520 898	0	11 441 786	0
97503 / 60641 /	3 559 848	211 888	0	3 771 736	0
Total Article 60641	3 559 848	211 888	0	3 771 736	0
97503 / 60642 /	3 604 879	0	0	3 604 879	0
Total Article 60642	3 604 879	0	0	3 604 879	0
97503 / 6066 /	84 290	0	0	84 290	0
Total Article 6066	84 290	0	0	84 290	0
97503 / 6132 /	5 760 000	1 920 000	0	7 680 000	0
Total Article 6132	5 760 000	1 920 000	0	7 680 000	0
97503 / 61351 /	11 678 532	1 063 170	0	12 741 702	0
Total Article 61351	11 678 532	1 063 170	0	12 741 702	0
97503 / 61352 /	13 231 500	0	0	13 231 500	0
Total Article 61352	13 231 500	0	0	13 231 500	0
97503 / 61521 /	80 488 049	1 529 000	0	82 017 049	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 61521	80 488 049	1 529 000	0	82 017 049	0
97503 / 61522 /	3 789 522	1 235 883	0	5 025 405	0
Total Article 61522	3 789 522	1 235 883	0	5 025 405	0
97503 / 61523 /	2 833 846	0	0	2 833 846	0
Total Article 61523	2 833 846	0	0	2 833 846	0
97503 / 61552 /	127 903	655 484	0	783 387	0
Total Article 61552	127 903	655 484	0	783 387	0
97503 / 61558 /	9 531 737	3 276 470	0	12 808 207	0
Total Article 61558	9 531 737	3 276 470	0	12 808 207	0
97503 / 6168 /	3 792 363	0	0	3 792 363	0
Total Article 6168	3 792 363	0	0	3 792 363	0
97503 / 617 /	27 793 905	0	0	27 793 905	0
Total Article 617	27 793 905	0	0	27 793 905	0
97503 / 6184 /	6 363 978	3 117 315	0	9 481 293	0
Total Article 6184	6 363 978	3 117 315	0	9 481 293	0
97503 / 62268 /	20 248 890	4 915 680	0	25 164 570	0
Total Article 62268	20 248 890	4 915 680	0	25 164 570	0
97503 / 6228 /	9 512 176	0	0	9 512 176	0
Total Article 6228	9 512 176	0	0	9 512 176	0
97503 / 6231 /	269 073	0	0	269 073	0
Total Article 6231	269 073	0	0	269 073	0
97503 / 6241 /	14 537 946	1 165 798	0	15 703 744	0
Total Article 6241	14 537 946	1 165 798	0	15 703 744	0
97503 / 62471 /	737 572	104 820	0	842 392	0
Total Article 62471	737 572	104 820	0	842 392	0
97503 / 62472 /	11 228 129	481 126	0	11 709 255	0
Total Article 62472	11 228 129	481 126	0	11 709 255	0
97503 / 6251 /	39 689 422	1 110 230	0	40 799 652	0
Total Article 6251	39 689 422	1 110 230	0	40 799 652	0
97503 / 6261 /	44 000	0	0	44 000	0
Total Article 6261	44 000	0	0	44 000	0
97503 / 6262 /	1 022 617	97 669	0	1 120 286	0
Total Article 6262	1 022 617	97 669	0	1 120 286	0
97503 / 6268 /	3 000	0	0	3 000	0
Total Article 6268	3 000	0	0	3 000	0
97503 / 6282 /	3 825 400	0	0	3 825 400	0
Total Article 6282	3 825 400	0	0	3 825 400	0
97503 / 6283 /	28 894 225	323 900	0	29 218 125	0
Total Article 6283	28 894 225	323 900	0	29 218 125	0
97503 / 6288 /	343 809 277	53 942 832	0	397 752 109	0
Total Article 6288	343 809 277	53 942 832	0	397 752 109	0
97503 / 6354 /	90 000	0	0	90 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6354	90 000	0	0	90 000	0
97503 / 6556J /	200 000 000	0	0	200 000 000	0
Total Article 6556J	200 000 000	0	0	200 000 000	0
97503 / 6711 /	303 210	0	0	303 210	0
Total Article 6711	303 210	0	0	303 210	0
97503 / 672 /	38 515 169	0	0	38 515 169	0
Total Article 672	38 515 169	0	0	38 515 169	0
97503 / 673 /	46 910	0	0	46 910	0
Total Article 673	46 910	0	0	46 910	0
97503 / 6744 /	13 663 049	0	0	13 663 049	0
Total Article 6744	13 663 049	0	0	13 663 049	0
97503	981 815 031	85 828 292	0	1 067 643 323	0
97504 / 60611 /	2 500 000	222 638	0	2 722 638	0
Total Article 60611	2 500 000	222 638	0	2 722 638	0
97504 / 60612 /	28 000 000	4 099 840	0	32 099 840	0
Total Article 60612	28 000 000	4 099 840	0	32 099 840	0
97504 / 60621 /	122 838	13 560	0	136 398	0
Total Article 60621	122 838	13 560	0	136 398	0
97504 / 60622 /	21 809 295	294 033	0	22 103 328	0
Total Article 60622	21 809 295	294 033	0	22 103 328	0
97504 / 60623 /	350 484	0	0	350 484	0
Total Article 60623	350 484	0	0	350 484	0
97504 / 60624 /	44 493 562	19 477 814	0	63 971 376	0
Total Article 60624	44 493 562	19 477 814	0	63 971 376	0
97504 / 60626 /	9 281 219	50 906	0	9 332 125	0
Total Article 60626	9 281 219	50 906	0	9 332 125	0
97504 / 60628 /	20 476 761	145 335	0	20 622 096	0
Total Article 60628	20 476 761	145 335	0	20 622 096	0
97504 / 60631 /	3 700 579	0	0	3 700 579	0
Total Article 60631	3 700 579	0	0	3 700 579	0
97504 / 60632 /	477 202	0	0	477 202	0
Total Article 60632	477 202	0	0	477 202	0
97504 / 60634 /	56 173	0	0	56 173	0
Total Article 60634	56 173	0	0	56 173	0
97504 / 60635 /	8 478 751	0	0	8 478 751	0
Total Article 60635	8 478 751	0	0	8 478 751	0
97504 / 60638 /	8 389 710	451 892	0	8 841 602	0
Total Article 60638	8 389 710	451 892	0	8 841 602	0
97504 / 60641 /	1 139 171	737 500	0	1 876 671	0
Total Article 60641	1 139 171	737 500	0	1 876 671	0
97504 / 60642 /	10 200	0	0	10 200	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 60642	10 200	0	0	10 200	0
97504 / 60648 /	81 595	0	0	81 595	0
Total Article 60648	81 595	0	0	81 595	0
97504 / 6066 /	928 331	293 888	0	1 222 219	0
Total Article 6066	928 331	293 888	0	1 222 219	0
97504 / 6132 /	21 806 426	0	0	21 806 426	0
Total Article 6132	21 806 426	0	0	21 806 426	0
97504 / 61351 /	4 413 543	230 691	0	4 644 234	0
Total Article 61351	4 413 543	230 691	0	4 644 234	0
97504 / 614 /	433 104	0	0	433 104	0
Total Article 614	433 104	0	0	433 104	0
97504 / 61522 /	320 190	0	0	320 190	0
Total Article 61522	320 190	0	0	320 190	0
97504 / 615511 /	1 372 170	0	0	1 372 170	0
Total Article 615511	1 372 170	0	0	1 372 170	0
97504 / 615512 /	60 000	0	0	60 000	0
Total Article 615512	60 000	0	0	60 000	0
97504 / 615518 /	48 450	0	0	48 450	0
Total Article 615518	48 450	0	0	48 450	0
97504 / 61552 /	1 345 592	0	0	1 345 592	0
Total Article 61552	1 345 592	0	0	1 345 592	0
97504 / 61558 /	21 620 892	0	0	21 620 892	0
Total Article 61558	21 620 892	0	0	21 620 892	0
97504 / 6161 /	2 625 338	0	0	2 625 338	0
Total Article 6161	2 625 338	0	0	2 625 338	0
97504 / 6168 /	223 536	0	0	223 536	0
Total Article 6168	223 536	0	0	223 536	0
97504 / 617 /	470 000	0	0	470 000	0
Total Article 617	470 000	0	0	470 000	0
97504 / 6184 /	36 845 031	663 246	0	37 508 277	0
Total Article 6184	36 845 031	663 246	0	37 508 277	0
97504 / 6185 /	496 700	0	0	496 700	0
Total Article 6185	496 700	0	0	496 700	0
97504 / 62268 /	6 172 000	0	0	6 172 000	0
Total Article 62268	6 172 000	0	0	6 172 000	0
97504 / 6228 /	0	512 864	0	512 864	0
Total Article 6228	0	512 864	0	512 864	0
97504 / 6231 /	158 462	0	0	158 462	0
Total Article 6231	158 462	0	0	158 462	0
97504 / 6241 /	22 715 904	4 470 496	0	27 186 400	0
Total Article 6241	22 715 904	4 470 496	0	27 186 400	0
97504 / 62471 /	10 348 498	0	0	10 348 498	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62471	10 348 498	0	0	10 348 498	0
97504 / 62472 /	40 607 636	2 836 261	0	43 443 897	0
Total Article 62472	40 607 636	2 836 261	0	43 443 897	0
97504 / 6251 /	216 903 451	8 295 024	0	225 198 475	0
Total Article 6251	216 903 451	8 295 024	0	225 198 475	0
97504 / 6255 /	1 335 000	0	0	1 335 000	0
Total Article 6255	1 335 000	0	0	1 335 000	0
97504 / 6262 /	12 100 000	3 312 582	0	15 412 582	0
Total Article 6262	12 100 000	3 312 582	0	15 412 582	0
97504 / 6268 /	1 800 000	131 860	0	1 931 860	0
Total Article 6268	1 800 000	131 860	0	1 931 860	0
97504 / 6281 /	678 401	0	0	678 401	0
Total Article 6281	678 401	0	0	678 401	0
97504 / 6282 /	0	25 000	0	25 000	0
Total Article 6282	0	25 000	0	25 000	0
97504 / 6283 /	3 983 467	283 530	0	4 266 997	0
Total Article 6283	3 983 467	283 530	0	4 266 997	0
97504 / 6288 /	3 600 956	650 455	0	4 251 411	0
Total Article 6288	3 600 956	650 455	0	4 251 411	0
97504 / 6475 /	3 874 084	635 508	0	4 509 592	0
Total Article 6475	3 874 084	635 508	0	4 509 592	0
97504 / 6581 /	7 705 758	0	0	7 705 758	0
Total Article 6581	7 705 758	0	0	7 705 758	0
97504 / 672 /	2 452 027	0	0	2 452 027	0
Total Article 672	2 452 027	0	0	2 452 027	0
97504	576 812 487	47 834 923	0	624 647 410	0
TOTAL MISSION 975	3 198 879 847	492 586 884	1 180 249	3 690 286 482	0
97601 / 60611 /	468 311	48 819	0	517 130	0
Total Article 60611	468 311	48 819	0	517 130	0
97601 / 60612 /	6 690 122	207 608	0	6 897 730	0
Total Article 60612	6 690 122	207 608	0	6 897 730	0
97601 / 60622 /	568 412	3 835	0	572 247	0
Total Article 60622	568 412	3 835	0	572 247	0
97601 / 60623 /	297 998	101 457	0	399 455	0
Total Article 60623	297 998	101 457	0	399 455	0
97601 / 60624 /	598 727	0	0	598 727	0
Total Article 60624	598 727	0	0	598 727	0
97601 / 60626 /	57 367	0	0	57 367	0
Total Article 60626	57 367	0	0	57 367	0
97601 / 60628 /	47 959	0	0	47 959	0
Total Article 60628	47 959	0	0	47 959	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97601 / 60631 /	84 700	0	0	84 700	0
Total Article 60631	84 700	0	0	84 700	0
97601 / 60632 /	2 079 095	0	0	2 079 095	0
Total Article 60632	2 079 095	0	0	2 079 095	0
97601 / 60634 /	101 791	0	0	101 791	0
Total Article 60634	101 791	0	0	101 791	0
97601 / 60635 /	71 046	0	0	71 046	0
Total Article 60635	71 046	0	0	71 046	0
97601 / 60638 /	2 009 968	0	0	2 009 968	0
Total Article 60638	2 009 968	0	0	2 009 968	0
97601 / 60641 /	3 033 386	0	0	3 033 386	0
Total Article 60641	3 033 386	0	0	3 033 386	0
97601 / 60642 /	159 026	0	0	159 026	0
Total Article 60642	159 026	0	0	159 026	0
97601 / 6132 /	3 095 310	309 531	0	3 404 841	0
Total Article 6132	3 095 310	309 531	0	3 404 841	0
97601 / 61351 /	2 433 587	244 502	0	2 678 089	0
Total Article 61351	2 433 587	244 502	0	2 678 089	0
97601 / 61352 /	10 229 500	0	0	10 229 500	0
Total Article 61352	10 229 500	0	0	10 229 500	0
97601 / 61522 /	442 279	0	0	442 279	0
Total Article 61522	442 279	0	0	442 279	0
97601 / 615511 /	362 300	0	0	362 300	0
Total Article 615511	362 300	0	0	362 300	0
97601 / 61558 /	1 985 133	381 362	0	2 366 495	0
Total Article 61558	1 985 133	381 362	0	2 366 495	0
97601 / 6161 /	152 624	0	0	152 624	0
Total Article 6161	152 624	0	0	152 624	0
97601 / 6168 /	37 576	0	0	37 576	0
Total Article 6168	37 576	0	0	37 576	0
97601 / 6182 /	519 212	0	0	519 212	0
Total Article 6182	519 212	0	0	519 212	0
97601 / 6184 /	1 195 211	387 351	0	1 582 562	0
Total Article 6184	1 195 211	387 351	0	1 582 562	0
97601 / 6231 /	543 490	0	0	543 490	0
Total Article 6231	543 490	0	0	543 490	0
97601 / 6236 /	89 910	0	0	89 910	0
Total Article 6236	89 910	0	0	89 910	0
97601 / 6241 /	139 365	63 610	0	202 975	0
Total Article 6241	139 365	63 610	0	202 975	0
97601 / 62472 /	3 103 905	370 904	0	3 474 809	0
		3 103 905	370 904	0	3 474 809

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 62472					
97601 / 6251 /	4 940 208	476 079	0	5 416 287	0
Total Article 6251	4 940 208	476 079	0	5 416 287	0
97601 / 6261 /	1 828 608	472 972	0	2 301 580	0
Total Article 6261	1 828 608	472 972	0	2 301 580	0
97601 / 6262 /	2 001 052	396 103	0	2 397 155	0
Total Article 6262	2 001 052	396 103	0	2 397 155	0
97601 / 6268 /	168 633	18 008	0	186 641	0
Total Article 6268	168 633	18 008	0	186 641	0
97601 / 6283 /	5 336 320	533 630	0	5 869 950	0
Total Article 6283	5 336 320	533 630	0	5 869 950	0
97601 / 6288 /	2 341 088	2 500	0	2 343 588	0
Total Article 6288	2 341 088	2 500	0	2 343 588	0
97601 / 6561 /	50 000 000	0	0	50 000 000	0
Total Article 6561	50 000 000	0	0	50 000 000	0
97601 / 6581 /	202 903	0	0	202 903	0
Total Article 6581	202 903	0	0	202 903	0
97601 / 672 /	451 476	0	0	451 476	0
Total Article 672	451 476	0	0	451 476	0
97601	107 867 598	4 018 271	0	111 885 869	0
97602 / 673 /	2 537 566	29 440	0	2 567 006	0
Total Article 673	2 537 566	29 440	0	2 567 006	0
97602	2 537 566	29 440	0	2 567 006	0
97603 / 60611 /	1 211 314	70 171	0	1 281 485	0
Total Article 60611	1 211 314	70 171	0	1 281 485	0
97603 / 60612 /	28 146 426	4 284 705	0	32 431 131	0
Total Article 60612	28 146 426	4 284 705	0	32 431 131	0
97603 / 60621 /	3 224	0	0	3 224	0
Total Article 60621	3 224	0	0	3 224	0
97603 / 60622 /	742 069	110 000	0	852 069	0
Total Article 60622	742 069	110 000	0	852 069	0
97603 / 60623 /	40 162	137 253	0	177 415	0
Total Article 60623	40 162	137 253	0	177 415	0
97603 / 60624 /	2 674 727	0	0	2 674 727	0
Total Article 60624	2 674 727	0	0	2 674 727	0
97603 / 60626 /	502 373	3 624 250	0	4 126 623	0
Total Article 60626	502 373	3 624 250	0	4 126 623	0
97603 / 60628 /	559 452	101 790	0	661 242	0
Total Article 60628	559 452	101 790	0	661 242	0
97603 / 60631 /	125 139	0	0	125 139	0
Total Article 60631	125 139	0	0	125 139	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97603 / 60632 /	6 137 912	0	0	6 137 912	0
Total Article 60632	6 137 912	0	0	6 137 912	0
97603 / 60634 /	827 906	0	0	827 906	0
Total Article 60634	827 906	0	0	827 906	0
97603 / 60635 /	307 178	0	0	307 178	0
Total Article 60635	307 178	0	0	307 178	0
97603 / 60638 /	3 216 842	0	0	3 216 842	0
Total Article 60638	3 216 842	0	0	3 216 842	0
97603 / 60641 /	8 586 373	0	0	8 586 373	0
Total Article 60641	8 586 373	0	0	8 586 373	0
97603 / 60642 /	3 237 094	155 712	0	3 392 806	0
Total Article 60642	3 237 094	155 712	0	3 392 806	0
97603 / 60648 /	270 270	0	0	270 270	0
Total Article 60648	270 270	0	0	270 270	0
97603 / 6068 /	736 216	0	0	736 216	0
Total Article 6068	736 216	0	0	736 216	0
97603 / 6132 /	8 159 769	11 456	0	8 171 225	0
Total Article 6132	8 159 769	11 456	0	8 171 225	0
97603 / 61351 /	6 628 619	678 058	12 432	7 294 245	0
Total Article 61351	6 628 619	678 058	12 432	7 294 245	0
97603 / 61352 /	43 524 765	0	0	43 524 765	0
Total Article 61352	43 524 765	0	0	43 524 765	0
97603 / 614 /	3 112 125	0	0	3 112 125	0
Total Article 614	3 112 125	0	0	3 112 125	0
97603 / 61521 /	29 915 194	840 195	0	30 755 389	0
Total Article 61521	29 915 194	840 195	0	30 755 389	0
97603 / 61522 /	710 149	1 076 142	0	1 786 291	0
Total Article 61522	710 149	1 076 142	0	1 786 291	0
97603 / 61523 /	0	161 464	0	161 464	0
Total Article 61523	0	161 464	0	161 464	0
97603 / 61528 /	1 285 753	0	0	1 285 753	0
Total Article 61528	1 285 753	0	0	1 285 753	0
97603 / 615511 /	329 501	30 139	0	359 640	0
Total Article 615511	329 501	30 139	0	359 640	0
97603 / 61558 /	2 685 843	2 004 887	48 329	4 642 401	0
Total Article 61558	2 685 843	2 004 887	48 329	4 642 401	0
97603 / 6161 /	142 243	0	0	142 243	0
Total Article 6161	142 243	0	0	142 243	0
97603 / 6168 /	1 350 267	0	0	1 350 267	0
Total Article 6168	1 350 267	0	0	1 350 267	0
97603 / 6182 /	400 840	0	0	400 840	0
	400 840	0	0	400 840	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6182					
97603 / 6184 /	1 795 000	0	0	1 795 000	0
Total Article 6184	1 795 000	0	0	1 795 000	0
97603 / 6225 /	322 364	0	0	322 364	0
Total Article 6225	322 364	0	0	322 364	0
97603 / 62268 /	25 399 680	5 600 965	0	31 000 645	0
Total Article 62268	25 399 680	5 600 965	0	31 000 645	0
97603 / 6227 /	3 625 521	4 413 950	0	8 039 471	0
Total Article 6227	3 625 521	4 413 950	0	8 039 471	0
97603 / 6228 /	3 897 792	0	0	3 897 792	0
Total Article 6228	3 897 792	0	0	3 897 792	0
97603 / 6231 /	380 060	969 158	0	1 349 218	0
Total Article 6231	380 060	969 158	0	1 349 218	0
97603 / 6236 /	0	45 600	0	45 600	0
Total Article 6236	0	45 600	0	45 600	0
97603 / 6238 /	3 339 576	814 293	0	4 153 869	0
Total Article 6238	3 339 576	814 293	0	4 153 869	0
97603 / 6241 /	205 463	472 208	0	677 671	0
Total Article 6241	205 463	472 208	0	677 671	0
97603 / 62471 /	504 605	0	0	504 605	0
Total Article 62471	504 605	0	0	504 605	0
97603 / 62472 /	1 884 298	315 480	0	2 199 778	0
Total Article 62472	1 884 298	315 480	0	2 199 778	0
97603 / 6251 /	4 688 515	0	0	4 688 515	0
Total Article 6251	4 688 515	0	0	4 688 515	0
97603 / 6261 /	2 005 500	187 600	0	2 193 100	0
Total Article 6261	2 005 500	187 600	0	2 193 100	0
97603 / 6262 /	4 201 213	394 737	0	4 595 950	0
Total Article 6262	4 201 213	394 737	0	4 595 950	0
97603 / 6268 /	269 404	8 343	0	277 747	0
Total Article 6268	269 404	8 343	0	277 747	0
97603 / 627 /	417 877	0	0	417 877	0
Total Article 627	417 877	0	0	417 877	0
97603 / 6281 /	20 520	0	0	20 520	0
Total Article 6281	20 520	0	0	20 520	0
97603 / 6282 /	22 413 049	2 657 569	0	25 070 618	0
Total Article 6282	22 413 049	2 657 569	0	25 070 618	0
97603 / 6283 /	17 138 880	1 307 934	0	18 446 814	0
Total Article 6283	17 138 880	1 307 934	0	18 446 814	0
97603 / 6288 /	74 103 558	10 751 150	0	84 854 708	0
Total Article 6288	74 103 558	10 751 150	0	84 854 708	0
97603 / 63512 /	5 110 141	0	0	5 110 141	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 63512	5 110 141	0	0	5 110 141	0
97603 / 6518 /	78 381 882	239 550 023	0	317 931 905	0
Total Article 6518	78 381 882	239 550 023	0	317 931 905	0
97603 / 6581 /	635 550	0	0	635 550	0
Total Article 6581	635 550	0	0	635 550	0
97603 / 672 /	13 651 755	0	0	13 651 755	0
Total Article 672	13 651 755	0	0	13 651 755	0
97603 / 673 /	4 622 116	0	0	4 622 116	0
Total Article 673	4 622 116	0	0	4 622 116	0
97603 / 678 /	1 661 755	0	0	1 661 755	0
Total Article 678	1 661 755	0	0	1 661 755	0
97603	426 245 819	280 775 232	60 761	706 960 290	0
97604 / 60612 /	1 220 000	0	0	1 220 000	0
Total Article 60612	1 220 000	0	0	1 220 000	0
97604 / 60622 /	69 451	0	0	69 451	0
Total Article 60622	69 451	0	0	69 451	0
97604 / 60624 /	177 208	0	0	177 208	0
Total Article 60624	177 208	0	0	177 208	0
97604 / 60628 /	40 546	0	0	40 546	0
Total Article 60628	40 546	0	0	40 546	0
97604 / 60632 /	105 366	0	0	105 366	0
Total Article 60632	105 366	0	0	105 366	0
97604 / 60638 /	176 529	0	0	176 529	0
Total Article 60638	176 529	0	0	176 529	0
97604 / 60641 /	285 310	0	0	285 310	0
Total Article 60641	285 310	0	0	285 310	0
97604 / 60642 /	4 996	0	0	4 996	0
Total Article 60642	4 996	0	0	4 996	0
97604 / 6132 /	11 706 896	72 000	0	11 778 896	0
Total Article 6132	11 706 896	72 000	0	11 778 896	0
97604 / 61351 /	184 680	0	0	184 680	0
Total Article 61351	184 680	0	0	184 680	0
97604 / 61352 /	2 097 500	20 520	0	2 118 020	0
Total Article 61352	2 097 500	20 520	0	2 118 020	0
97604 / 614 /	504 108	0	0	504 108	0
Total Article 614	504 108	0	0	504 108	0
97604 / 61522 /	253 890	0	0	253 890	0
Total Article 61522	253 890	0	0	253 890	0
97604 / 61558 /	146 609	21 465	0	168 074	0
Total Article 61558	146 609	21 465	0	168 074	0
97604 / 6161 /	34 861	0	0	34 861	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6161	34 861	0	0	34 861	0
97604 / 617 /	2 218 687	0	0	2 218 687	0
Total Article 617	2 218 687	0	0	2 218 687	0
97604 / 6182 /	1 306 778	0	40 493	1 266 285	0
Total Article 6182	1 306 778	0	40 493	1 266 285	0
97604 / 62268 /	0	1 035 000	0	1 035 000	0
Total Article 62268	0	1 035 000	0	1 035 000	0
97604 / 6231 /	42 714	0	0	42 714	0
Total Article 6231	42 714	0	0	42 714	0
97604 / 6236 /	277 253	0	0	277 253	0
Total Article 6236	277 253	0	0	277 253	0
97604 / 6238 /	458 701	0	0	458 701	0
Total Article 6238	458 701	0	0	458 701	0
97604 / 62471 /	265 508	0	0	265 508	0
Total Article 62471	265 508	0	0	265 508	0
97604 / 6251 /	417 243	0	0	417 243	0
Total Article 6251	417 243	0	0	417 243	0
97604 / 6262 /	325 000	0	0	325 000	0
Total Article 6262	325 000	0	0	325 000	0
97604 / 6283 /	1 353 507	115 433	0	1 468 940	0
Total Article 6283	1 353 507	115 433	0	1 468 940	0
97604 / 6288 /	3 533 306	0	0	3 533 306	0
Total Article 6288	3 533 306	0	0	3 533 306	0
97604 / 6518 /	539 585 640	0	0	539 585 640	0
Total Article 6518	539 585 640	0	0	539 585 640	0
97604 / 6581 /	590 105	0	62 769	527 336	0
Total Article 6581	590 105	0	62 769	527 336	0
97604 / 672 /	134 273 108	0	0	134 273 108	0
Total Article 672	134 273 108	0	0	134 273 108	0
97604 / 674331 /	1 850 000 000	0	0	1 850 000 000	0
Total Article 674331	1 850 000 000	0	0	1 850 000 000	0
97604	2 551 655 500	1 264 418	103 262	2 552 816 656	0
TOTAL MISSION 976	3 088 306 483	286 087 361	164 023	3 374 229 821	0
99001 / 60611 /	1 327 878	56 468	0	1 384 346	0
Total Article 60611	1 327 878	56 468	0	1 384 346	0
99001 / 60612 /	4 574 869	513 280	0	5 088 149	0
Total Article 60612	4 574 869	513 280	0	5 088 149	0
99001 / 60622 /	18 397	0	0	18 397	0
Total Article 60622	18 397	0	0	18 397	0
99001 / 60623 /	28 517	0	0	28 517	0
Total Article 60623	28 517	0	0	28 517	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
99001 / 60624 /	479 366	0	0	479 366	0
Total Article 60624	479 366	0	0	479 366	0
99001 / 60626 /	51 525	0	0	51 525	0
Total Article 60626	51 525	0	0	51 525	0
99001 / 60628 /	20 310	0	0	20 310	0
Total Article 60628	20 310	0	0	20 310	0
99001 / 60632 /	1 540 478	0	0	1 540 478	0
Total Article 60632	1 540 478	0	0	1 540 478	0
99001 / 60634 /	590 800	0	0	590 800	0
Total Article 60634	590 800	0	0	590 800	0
99001 / 60635 /	470 045	0	0	470 045	0
Total Article 60635	470 045	0	0	470 045	0
99001 / 60638 /	405 863	152 309	0	558 172	0
Total Article 60638	405 863	152 309	0	558 172	0
99001 / 60641 /	1 671 111	0	0	1 671 111	0
Total Article 60641	1 671 111	0	0	1 671 111	0
99001 / 60642 /	796 626	0	0	796 626	0
Total Article 60642	796 626	0	0	796 626	0
99001 / 6068 /	35 891	0	0	35 891	0
Total Article 6068	35 891	0	0	35 891	0
99001 / 61351 /	1 987 156	0	0	1 987 156	0
Total Article 61351	1 987 156	0	0	1 987 156	0
99001 / 61352 /	600 000	0	0	600 000	0
Total Article 61352	600 000	0	0	600 000	0
99001 / 61358 /	15 000	0	0	15 000	0
Total Article 61358	15 000	0	0	15 000	0
99001 / 61521 /	626 772	0	0	626 772	0
Total Article 61521	626 772	0	0	626 772	0
99001 / 61522 /	2 462 628	0	0	2 462 628	0
Total Article 61522	2 462 628	0	0	2 462 628	0
99001 / 61528 /	2 224 002	0	0	2 224 002	0
Total Article 61528	2 224 002	0	0	2 224 002	0
99001 / 615511 /	31 607	0	0	31 607	0
Total Article 615511	31 607	0	0	31 607	0
99001 / 61558 /	516 874	8 893	0	525 767	0
Total Article 61558	516 874	8 893	0	525 767	0
99001 / 6161 /	64 052	0	0	64 052	0
Total Article 6161	64 052	0	0	64 052	0
99001 / 6182 /	619 796	0	23 866	595 930	0
Total Article 6182	619 796	0	23 866	595 930	0
99001 / 6184 /	51 200	0	0	51 200	0
	51 200	0	0	51 200	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6184					
99001 / 6227 /	1 507 528	0	0	1 507 528	0
Total Article 6227	1 507 528	0	0	1 507 528	0
99001 / 6231 /	308 810	296 400	0	605 210	0
Total Article 6231	308 810	296 400	0	605 210	0
99001 / 6236 /	5 242 201	472 854	0	5 715 055	0
Total Article 6236	5 242 201	472 854	0	5 715 055	0
99001 / 6238 /	329 733	0	0	329 733	0
Total Article 6238	329 733	0	0	329 733	0
99001 / 6241 /	10 126	0	0	10 126	0
Total Article 6241	10 126	0	0	10 126	0
99001 / 62471 /	525 176	0	0	525 176	0
Total Article 62471	525 176	0	0	525 176	0
99001 / 62472 /	157 932	44 905	0	202 837	0
Total Article 62472	157 932	44 905	0	202 837	0
99001 / 6251 /	2 007 780	0	0	2 007 780	0
Total Article 6251	2 007 780	0	0	2 007 780	0
99001 / 6261 /	6 349 489	0	0	6 349 489	0
Total Article 6261	6 349 489	0	0	6 349 489	0
99001 / 6262 /	1 749 578	0	0	1 749 578	0
Total Article 6262	1 749 578	0	0	1 749 578	0
99001 / 6268 /	59 610	0	0	59 610	0
Total Article 6268	59 610	0	0	59 610	0
99001 / 627 /	1 749 315	0	0	1 749 315	0
Total Article 627	1 749 315	0	0	1 749 315	0
99001 / 6281 /	1 054 614	0	0	1 054 614	0
Total Article 6281	1 054 614	0	0	1 054 614	0
99001 / 6283 /	5 736 376	0	0	5 736 376	0
Total Article 6283	5 736 376	0	0	5 736 376	0
99001 / 6288 /	22 513 656	2 245 095	102 603	24 656 148	0
Total Article 6288	22 513 656	2 245 095	102 603	24 656 148	0
99001 / 6541 /	277 939 582	0	0	277 939 582	0
Total Article 6541	277 939 582	0	0	277 939 582	0
99001 / 6581 /	82 761	199 026	0	281 787	0
Total Article 6581	82 761	199 026	0	281 787	0
99001 / 6582 /	2 746 941 111	81 417 768	0	2 828 358 879	0
Total Article 6582	2 746 941 111	81 417 768	0	2 828 358 879	0
99001 / 672 /	25 432 805	0	0	25 432 805	0
Total Article 672	25 432 805	0	0	25 432 805	0
99001 / 673 /	268 516 777	2 338 216	0	270 854 993	0
Total Article 673	268 516 777	2 338 216	0	270 854 993	0
99001 / 7191 /	21 000 000 000	0	0	21 000 000 000	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 7191	21 000 000 000	0	0	21 000 000 000	0
99001 / 7192 /	2 600 000 000	0	0	2 600 000 000	0
Total Article 7192	2 600 000 000	0	0	2 600 000 000	0
99001	26 989 425 723	87 745 214	126 469	27 077 044 468	0
99002 / 60611 /	833 350	45 949	0	879 299	0
Total Article 60611	833 350	45 949	0	879 299	0
99002 / 60612 /	4 461 372	799 579	0	5 260 951	0
Total Article 60612	4 461 372	799 579	0	5 260 951	0
99002 / 60622 /	21 087	1 586	0	22 673	0
Total Article 60622	21 087	1 586	0	22 673	0
99002 / 60624 /	7 853	0	0	7 853	0
Total Article 60624	7 853	0	0	7 853	0
99002 / 60626 /	55 300	0	0	55 300	0
Total Article 60626	55 300	0	0	55 300	0
99002 / 60628 /	30 174	0	0	30 174	0
Total Article 60628	30 174	0	0	30 174	0
99002 / 60632 /	235 155	0	0	235 155	0
Total Article 60632	235 155	0	0	235 155	0
99002 / 60638 /	316 756	0	0	316 756	0
Total Article 60638	316 756	0	0	316 756	0
99002 / 60641 /	1 271 395	0	0	1 271 395	0
Total Article 60641	1 271 395	0	0	1 271 395	0
99002 / 61351 /	1 872 610	234 215	0	2 106 825	0
Total Article 61351	1 872 610	234 215	0	2 106 825	0
99002 / 61352 /	46 886 000	0	0	46 886 000	0
Total Article 61352	46 886 000	0	0	46 886 000	0
99002 / 61521 /	681 000	0	0	681 000	0
Total Article 61521	681 000	0	0	681 000	0
99002 / 61522 /	124 900	0	0	124 900	0
Total Article 61522	124 900	0	0	124 900	0
99002 / 61558 /	1 032 212	0	0	1 032 212	0
Total Article 61558	1 032 212	0	0	1 032 212	0
99002 / 6182 /	5 390 648	0	2 095 679	3 294 969	0
Total Article 6182	5 390 648	0	2 095 679	3 294 969	0
99002 / 6184 /	960 000	0	0	960 000	0
Total Article 6184	960 000	0	0	960 000	0
99002 / 6231 /	293 800	0	0	293 800	0
Total Article 6231	293 800	0	0	293 800	0
99002 / 6236 /	5 853 410	66 316	0	5 919 726	0
Total Article 6236	5 853 410	66 316	0	5 919 726	0
99002 / 6238 /	15 390	0	0	15 390	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 6238	15 390	0	0	15 390	0
99002 / 62472 /	193 842	48 473	0	242 315	0
Total Article 62472	193 842	48 473	0	242 315	0
99002 / 6251 /	646 990	0	0	646 990	0
Total Article 6251	646 990	0	0	646 990	0
99002 / 6261 /	5 992 617	269 107	0	6 261 724	0
Total Article 6261	5 992 617	269 107	0	6 261 724	0
99002 / 6262 /	1 801 894	270 201	0	2 072 095	0
Total Article 6262	1 801 894	270 201	0	2 072 095	0
99002 / 6268 /	53 668	7 000	0	60 668	0
Total Article 6268	53 668	7 000	0	60 668	0
99002 / 6283 /	447 410	409 560	0	856 970	0
Total Article 6283	447 410	409 560	0	856 970	0
99002 / 6288 /	554 332	30 700	0	585 032	0
Total Article 6288	554 332	30 700	0	585 032	0
99002 / 6541 /	65 493 348	33 207 843	0	98 701 191	0
Total Article 6541	65 493 348	33 207 843	0	98 701 191	0
99002 / 672 /	790 798	0	0	790 798	0
Total Article 672	790 798	0	0	790 798	0
99002 / 673 /	712 007 541	500 000	0	712 507 541	0
Total Article 673	712 007 541	500 000	0	712 507 541	0
99002 / 7392 /	5 090 458 413	0	0	5 090 458 413	0
Total Article 7392	5 090 458 413	0	0	5 090 458 413	0
99002 / 7395 /	613 508 929	0	0	613 508 929	0
Total Article 7395	613 508 929	0	0	613 508 929	0
99002	6 562 292 194	35 890 529	2 095 679	6 596 087 044	0
TOTAL MISSION 990	33 551 717 917	123 635 743	2 222 148	33 673 131 512	0
99101 / 6228 /	7 041	0	0	7 041	0
Total Article 6228	7 041	0	0	7 041	0
99101 / 627 /	40 376 230	113 365 156	0	153 741 386	0
Total Article 627	40 376 230	113 365 156	0	153 741 386	0
99101 / 65117 /	1 368 000	0	0	1 368 000	0
Total Article 65117	1 368 000	0	0	1 368 000	0
99101 / 66111 /	2 429 832 437	884 672 350	0	3 314 504 787	0
Total Article 66111	2 429 832 437	884 672 350	0	3 314 504 787	0
99101 / 66112 /	958 224 232	0	0	958 224 232	0
Total Article 66112	958 224 232	0	0	958 224 232	0
99101	3 429 807 940	998 037 506	0	4 427 845 446	0
99102 / 6811 /	12 773 116 116	0	0	12 773 116 116	0
Total Article 6811	12 773 116 116	0	0	12 773 116 116	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 01:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
99102 / 6862 /	42 851 406	0	0	42 851 406	0
Total Article 6862	42 851 406	0	0	42 851 406	0
99102	12 815 967 522	0	0	12 815 967 522	0
99103 / 6227 /	126 106 475	0	0	126 106 475	0
Total Article 6227	126 106 475	0	0	126 106 475	0
99103 / 627 /	106 000	0	0	106 000	0
Total Article 627	106 000	0	0	106 000	0
99103 / 6541 /	108 472 332	0	0	108 472 332	0
Total Article 6541	108 472 332	0	0	108 472 332	0
99103 / 6542 /	433 836	0	0	433 836	0
Total Article 6542	433 836	0	0	433 836	0
99103 / 6556M /	2 756 000 000	0	0	2 756 000 000	0
Total Article 6556M	2 756 000 000	0	0	2 756 000 000	0
99103 / 666 /	1 519 156	0	0	1 519 156	0
Total Article 666	1 519 156	0	0	1 519 156	0
99103 / 672 /	849 109	0	0	849 109	0
Total Article 672	849 109	0	0	849 109	0
99103 / 673 /	91 830 551	0	0	91 830 551	0
Total Article 673	91 830 551	0	0	91 830 551	0
99103 / 678 /	17 260 143	0	0	17 260 143	0
Total Article 678	17 260 143	0	0	17 260 143	0
99103 / 6815 /	335 000 000	0	0	335 000 000	0
Total Article 6815	335 000 000	0	0	335 000 000	0
99103 / 6878 /	100 373 000	0	0	100 373 000	0
Total Article 6878	100 373 000	0	0	100 373 000	0
99103	3 537 950 602	0	0	3 537 950 602	0
TOTAL MISSION 991	19 783 726 064	998 037 506	0	20 781 763 570	0
TOTAL GENERAL	163 616 082 978	6 980 845 390	65 572 647	170 531 355 721	0
Hors dna/rna (1 - 3)	163 550 510 331				

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96001 / 629 /	229 615	0	0	229 615	0
Total Article 629	229 615	0	0	229 615	0
96001 / 6539 /	2 212 649	0	0	2 212 649	0
Total Article 6539	2 212 649	0	0	2 212 649	0
96001 / 7011 /	51 845	0	0	51 845	0
Total Article 7011	51 845	0	0	51 845	0
96001 / 7087 /	18 246	0	0	18 246	0
Total Article 7087	18 246	0	0	18 246	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
96001 / 7711 /	76 126	0	0	76 126	0
Total Article 7711	76 126	0	0	76 126	0
96001 / 773 /	4 857 960	0	0	4 857 960	0
Total Article 773	4 857 960	0	0	4 857 960	0
96001	7 446 441	0	0	7 446 441	0
96005 / 7011 /	95 489 375	0	0	95 489 375	0
Total Article 7011	95 489 375	0	0	95 489 375	0
96005 / 7068 /	5 916 200	0	0	5 916 200	0
Total Article 7068	5 916 200	0	0	5 916 200	0
96005 / 70831 /	4 077 000	0	0	4 077 000	0
Total Article 70831	4 077 000	0	0	4 077 000	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
Total Article 71381	0	0	0	0	0
Total Article 7588	0	0	0	0	0
96005 / 7711 /	933 920	0	0	933 920	0
Total Article 7711	933 920	0	0	933 920	0
96005 / 772 /	10 686 498	0	0	10 686 498	0
Total Article 772	10 686 498	0	0	10 686 498	0
96005 / 773 /	3 876 288	0	0	3 876 288	0
Total Article 773	3 876 288	0	0	3 876 288	0
96005 / 7788 /	284 224	0	0	284 224	0
Total Article 7788	284 224	0	0	284 224	0
96005	121 263 505	0	0	121 263 505	0
96006 / 7588 /	120 000	0	0	120 000	0
Total Article 7588	120 000	0	0	120 000	0
96006	120 000	0	0	120 000	0
96007 / 6419 /	3 171 625	0	0	3 171 625	0
Total Article 6419	3 171 625	0	0	3 171 625	0
96007 / 773 /	5 610 800	0	0	5 610 800	0
Total Article 773	5 610 800	0	0	5 610 800	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96007	8 782 425	0	0	8 782 425	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
96008 / 773 /	899 901	0	0	899 901	0
Total Article 773	899 901	0	0	899 901	0
96008	899 901	0	0	899 901	0
TOTAL MISSION 960	138 512 272	0	0	138 512 272	0
96101 / 773 /	605 173	0	0	605 173	0
Total Article 773	605 173	0	0	605 173	0
96101	605 173	0	0	605 173	0
96102 / 629 /	9 978	0	0	9 978	0
Total Article 629	9 978	0	0	9 978	0
96102 / 7064 /	67 656 345	0	0	67 656 345	0
Total Article 7064	67 656 345	0	0	67 656 345	0
96102 / 70831 /	490 080 045	0	0	490 080 045	0
Total Article 70831	490 080 045	0	0	490 080 045	0
96102 / 7711 /	1 059 640	0	0	1 059 640	0
Total Article 7711	1 059 640	0	0	1 059 640	0
96102 / 772 /	325 000	0	0	325 000	0
Total Article 772	325 000	0	0	325 000	0
96102 / 773 /	1 951 900	0	0	1 951 900	0
Total Article 773	1 951 900	0	0	1 951 900	0
96102	561 082 908	0	0	561 082 908	0
96104 / 722 /	7 884 442	0	0	7 884 442	0
Total Article 722	7 884 442	0	0	7 884 442	0
96104 / 7711 /	604 637	0	0	604 637	0
Total Article 7711	604 637	0	0	604 637	0
96104 / 773 /	320 920	0	0	320 920	0
Total Article 773	320 920	0	0	320 920	0
96104	8 809 999	0	0	8 809 999	0
96105 / 7711 /	553 956	0	0	553 956	0
Total Article 7711	553 956	0	0	553 956	0
96105 / 773 /	8 775	0	0	8 775	0
Total Article 773	8 775	0	0	8 775	0
96105	562 731	0	0	562 731	0
TOTAL MISSION 961	571 060 811	0	0	571 060 811	0
96201 / 619 /	651 110	0	0	651 110	0
Total Article 619	651 110	0	0	651 110	0
96201 / 629 /	2 939 053	0	0	2 939 053	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 629	2 939 053	0	0	2 939 053	0
96201 / 772 /	720 000	0	0	720 000	0
Total Article 772	720 000	0	0	720 000	0
96201 / 773 /	5 845 058	0	0	5 845 058	0
Total Article 773	5 845 058	0	0	5 845 058	0
96201	10 155 221	0	0	10 155 221	0
96202 / 6419 /	276 511 603	0	0	276 511 603	0
Total Article 6419	276 511 603	0	0	276 511 603	0
96202 / 6459 /	872 445	0	0	872 445	0
Total Article 6459	872 445	0	0	872 445	0
96202 / 721 /	113 848 920	0	0	113 848 920	0
Total Article 721	113 848 920	0	0	113 848 920	0
96202 / 722 /	59 546 459	0	0	59 546 459	0
Total Article 722	59 546 459	0	0	59 546 459	0
96202 / 74711 /	546 181 384	0	0	546 181 384	0
Total Article 74711	546 181 384	0	0	546 181 384	0
96202 / 74718 /	164 110 821	0	0	164 110 821	0
Total Article 74718	164 110 821	0	0	164 110 821	0
96202 / 773 /	372 256 007	0	0	372 256 007	0
Total Article 773	372 256 007	0	0	372 256 007	0
96202 / 7788 /	132 433 705	0	0	132 433 705	0
Total Article 7788	132 433 705	0	0	132 433 705	0
96202 / 7815 /	50 000 000	0	0	50 000 000	0
Total Article 7815	50 000 000	0	0	50 000 000	0
96202	1 715 761 344	0	0	1 715 761 344	0
TOTAL MISSION 962	1 725 916 565	0	0	1 725 916 565	0
96301 / 7815 /	1 276 522 899	0	0	1 276 522 899	0
Total Article 7815	1 276 522 899	0	0	1 276 522 899	0
96301	1 276 522 899	0	0	1 276 522 899	0
96302 / 773 /	664 598 949	0	0	664 598 949	0
Total Article 773	664 598 949	0	0	664 598 949	0
96302	664 598 949	0	0	664 598 949	0
96303 / 721 /	418 226	0	0	418 226	0
Total Article 721	418 226	0	0	418 226	0
96303 / 773 /	1 852 370	0	0	1 852 370	0
Total Article 773	1 852 370	0	0	1 852 370	0
96303	2 270 596	0	0	2 270 596	0
TOTAL MISSION 963	1 943 392 444	0	0	1 943 392 444	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96401 / 6096 /	22 395	0	0	22 395	0
Total Article 6096	22 395	0	0	22 395	0
96401 / 7711 /	338 335	0	0	338 335	0
Total Article 7711	338 335	0	0	338 335	0
96401 / 773 /	6 361	0	0	6 361	0
Total Article 773	6 361	0	0	6 361	0
96401	367 091	0	0	367 091	0
96402 / 7087 /	4 995	0	0	4 995	0
Total Article 7087	4 995	0	0	4 995	0
96402 / 773 /	68 641	0	0	68 641	0
Total Article 773	68 641	0	0	68 641	0
96402 / 7788 /	43 947	0	0	43 947	0
Total Article 7788	43 947	0	0	43 947	0
96402	117 583	0	0	117 583	0
96403 / 773 /	10 874 915	0	0	10 874 915	0
Total Article 773	10 874 915	0	0	10 874 915	0
96403	10 874 915	0	0	10 874 915	0
TOTAL MISSION 964	11 359 589	0	0	11 359 589	0
96501 / 6096 /	36	0	0	36	0
Total Article 6096	36	0	0	36	0
96501 / 7021 /	3 013 230	0	0	3 013 230	0
Total Article 7021	3 013 230	0	0	3 013 230	0
96501 / 7028 /	11 697 256	0	0	11 697 256	0
Total Article 7028	11 697 256	0	0	11 697 256	0
96501 / 7068 /	49 418 377	0	0	49 418 377	0
Total Article 7068	49 418 377	0	0	49 418 377	0
96501 / 707 /	590 000	0	0	590 000	0
Total Article 707	590 000	0	0	590 000	0
96501 / 7088 /	13 820	0	0	13 820	0
Total Article 7088	13 820	0	0	13 820	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
96501 / 721 /	4 341 023	0	0	4 341 023	0
Total Article 721	4 341 023	0	0	4 341 023	0
96501 / 722 /	18 279 075	0	0	18 279 075	0
Total Article 722	18 279 075	0	0	18 279 075	0
96501 / 7588 /	17 753 006	0	0	17 753 006	0
Total Article 7588	17 753 006	0	0	17 753 006	0
96501 / 772 /	19 725 258	0	0	19 725 258	0
Total Article 772	19 725 258	0	0	19 725 258	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96501 / 773 /	582 197 209	0	0	582 197 209	0
Total Article 773	582 197 209	0	0	582 197 209	0
96501	707 028 290	0	0	707 028 290	0
96502 / 7022 /	11 493 245	0	0	11 493 245	0
Total Article 7022	11 493 245	0	0	11 493 245	0
96502 / 721 /	295 740	0	0	295 740	0
Total Article 721	295 740	0	0	295 740	0
96502 / 722 /	598 390	0	0	598 390	0
Total Article 722	598 390	0	0	598 390	0
96502 / 772 /	1 962 690	0	0	1 962 690	0
Total Article 772	1 962 690	0	0	1 962 690	0
96502 / 773 /	169 445	0	0	169 445	0
Total Article 773	169 445	0	0	169 445	0
96502	14 519 510	0	0	14 519 510	0
96503 / 629 /	154 146	0	0	154 146	0
Total Article 629	154 146	0	0	154 146	0
96503 / 7028 /	14 061 095	0	0	14 061 095	0
Total Article 7028	14 061 095	0	0	14 061 095	0
96503 / 722 /	7 549 897	0	0	7 549 897	0
Total Article 722	7 549 897	0	0	7 549 897	0
96503 / 7588 /	34 877 290	0	0	34 877 290	0
Total Article 7588	34 877 290	0	0	34 877 290	0
96503 / 772 /	5 242 565	0	0	5 242 565	0
Total Article 772	5 242 565	0	0	5 242 565	0
96503 / 773 /	1 977 575	0	0	1 977 575	0
Total Article 773	1 977 575	0	0	1 977 575	0
96503 / 7788 /	1 000 000	0	0	1 000 000	0
Total Article 7788	1 000 000	0	0	1 000 000	0
96503	64 862 568	0	0	64 862 568	0
96504 / 7068 /	87 824	0	0	87 824	0
Total Article 7068	87 824	0	0	87 824	0
96504 / 7581 /	48 919 016	0	0	48 919 016	0
Total Article 7581	48 919 016	0	0	48 919 016	0
96504 / 772 /	3 634 804	0	0	3 634 804	0
Total Article 772	3 634 804	0	0	3 634 804	0
96504 / 773 /	695 153	0	0	695 153	0
Total Article 773	695 153	0	0	695 153	0
96504	53 336 797	0	0	53 336 797	0
96505 / 629 /	460	0	0	460	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF

Exercice : 2023

Budget : BP1

Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 629	460	0	0	460	0
96505 / 74718 /	3 579 952	0	0	3 579 952	0
Total Article 74718	3 579 952	0	0	3 579 952	0
96505 / 773 /	997 325	0	0	997 325	0
Total Article 773	997 325	0	0	997 325	0
96505	4 577 737	0	0	4 577 737	0
TOTAL MISSION 965	844 324 902	0	0	844 324 902	0
96601 / 629 /	1 908	0	0	1 908	0
Total Article 629	1 908	0	0	1 908	0
96601 / 7581 /	15 680 000	0	0	15 680 000	0
Total Article 7581	15 680 000	0	0	15 680 000	0
96601 / 772 /	30 828 082	0	0	30 828 082	0
Total Article 772	30 828 082	0	0	30 828 082	0
96601 / 773 /	4 318 011	0	0	4 318 011	0
Total Article 773	4 318 011	0	0	4 318 011	0
96601	50 828 001	0	0	50 828 001	0
96602 / 65739 /	5 421 907	0	0	5 421 907	0
Total Article 65739	5 421 907	0	0	5 421 907	0
96602	5 421 907	0	0	5 421 907	0
96603 / 773 /	56 230 162	0	0	56 230 162	0
Total Article 773	56 230 162	0	0	56 230 162	0
96603	56 230 162	0	0	56 230 162	0
96605 / 773 /	11 885 511	0	0	11 885 511	0
Total Article 773	11 885 511	0	0	11 885 511	0
96605	11 885 511	0	0	11 885 511	0
96606 / 7541 /	7 050 746	0	0	7 050 746	0
Total Article 7541	7 050 746	0	0	7 050 746	0
96606 / 7542 /	7 088 307	0	0	7 088 307	0
Total Article 7542	7 088 307	0	0	7 088 307	0
96606 / 7546 /	128 063 554	0	0	128 063 554	0
Total Article 7546	128 063 554	0	0	128 063 554	0
96606 / 772 /	13 631 967	0	0	13 631 967	0
Total Article 772	13 631 967	0	0	13 631 967	0
96606 / 7788 /	26 156	0	0	26 156	0
Total Article 7788	26 156	0	0	26 156	0
96606	155 860 730	0	0	155 860 730	0
TOTAL MISSION 966	280 226 311	0	0	280 226 311	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
96701 / 7082 /	24 923	0	0	24 923	0
Total Article 7082	24 923	0	0	24 923	0
96701 / 74718 /	13 020 385	0	0	13 020 385	0
Total Article 74718	13 020 385	0	0	13 020 385	0
96701 / 7581 /	14 316 750	0	0	14 316 750	0
Total Article 7581	14 316 750	0	0	14 316 750	0
96701 / 772 /	6 180 842	0	0	6 180 842	0
Total Article 772	6 180 842	0	0	6 180 842	0
96701 / 773 /	2 196 869	0	0	2 196 869	0
Total Article 773	2 196 869	0	0	2 196 869	0
96701	35 739 769	0	0	35 739 769	0
96702 / 6529 /	23 960 676	0	0	23 960 676	0
Total Article 6529	23 960 676	0	0	23 960 676	0
96702 / 773 /	17 591 745	0	0	17 591 745	0
Total Article 773	17 591 745	0	0	17 591 745	0
96702	41 552 421	0	0	41 552 421	0
96703 / 6529 /	842 820	0	0	842 820	0
Total Article 6529	842 820	0	0	842 820	0
96703 / 773 /	18 064 713	0	0	18 064 713	0
Total Article 773	18 064 713	0	0	18 064 713	0
96703	18 907 533	0	0	18 907 533	0
TOTAL MISSION 967	96 199 723	0	0	96 199 723	0
96801 / 773 /	809 410	0	0	809 410	0
Total Article 773	809 410	0	0	809 410	0
96801	809 410	0	0	809 410	0
96802 / 629 /	12 065	0	0	12 065	0
Total Article 629	12 065	0	0	12 065	0
96802 / 7088 /	236 136	0	0	236 136	0
Total Article 7088	236 136	0	0	236 136	0
96802 / 7711 /	57 534	0	0	57 534	0
Total Article 7711	57 534	0	0	57 534	0
96802 / 772 /	295 103	0	0	295 103	0
Total Article 772	295 103	0	0	295 103	0
96802 / 773 /	7 075 810	0	0	7 075 810	0
Total Article 773	7 075 810	0	0	7 075 810	0
96802	7 676 648	0	0	7 676 648	0
TOTAL MISSION 968	8 486 058	0	0	8 486 058	0
96901 / 629 /	42 427	0	0	42 427	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 629	42 427	0	0	42 427	0
96901 / 74711 /	27 565 632	0	0	27 565 632	0
Total Article 74711	27 565 632	0	0	27 565 632	0
96901 / 773 /	16 775 552	0	0	16 775 552	0
Total Article 773	16 775 552	0	0	16 775 552	0
96901	44 383 611	0	0	44 383 611	0
96902 / 74711 /	411 084 359	0	0	411 084 359	0
Total Article 74711	411 084 359	0	0	411 084 359	0
96902 / 74718 /	44 582 339	0	0	44 582 339	0
Total Article 74718	44 582 339	0	0	44 582 339	0
96902 / 7711 /	622 708	0	0	622 708	0
Total Article 7711	622 708	0	0	622 708	0
96902 / 772 /	7 260 750	0	0	7 260 750	0
Total Article 772	7 260 750	0	0	7 260 750	0
96902 / 773 /	15 065 079	0	0	15 065 079	0
Total Article 773	15 065 079	0	0	15 065 079	0
96902	478 615 235	0	0	478 615 235	0
96903 / 74711 /	257 506 008	0	0	257 506 008	0
Total Article 74711	257 506 008	0	0	257 506 008	0
96903 / 773 /	2 793 284	0	0	2 793 284	0
Total Article 773	2 793 284	0	0	2 793 284	0
96903	260 299 292	0	0	260 299 292	0
96904 / 74711 /	1 193 317	0	0	1 193 317	0
Total Article 74711	1 193 317	0	0	1 193 317	0
96904 / 773 /	194 394	0	0	194 394	0
Total Article 773	194 394	0	0	194 394	0
96904	1 387 711	0	0	1 387 711	0
96905 / 6519 /	563 198	0	0	563 198	0
Total Article 6519	563 198	0	0	563 198	0
96905 / 74711 /	97 613 365	0	0	97 613 365	0
Total Article 74711	97 613 365	0	0	97 613 365	0
96905 / 74718 /	4 378	0	0	4 378	0
Total Article 74718	4 378	0	0	4 378	0
96905 / 772 /	5 088 118	0	0	5 088 118	0
Total Article 772	5 088 118	0	0	5 088 118	0
96905 / 773 /	26 703 950	0	0	26 703 950	0
Total Article 773	26 703 950	0	0	26 703 950	0
96905	129 973 009	0	0	129 973 009	0
96906 / 773 /	580 518	0	0	580 518	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 773	580 518	0	0	580 518	0
96906	580 518	0	0	580 518	0
TOTAL MISSION 969	915 239 376	0	0	915 239 376	0
97001 / 6032 /	128 362 204	0	0	128 362 204	0
Total Article 6032	128 362 204	0	0	128 362 204	0
97001 / 6092 /	266 772	0	0	266 772	0
Total Article 6092	266 772	0	0	266 772	0
97001 / 6096 /	10 467	0	0	10 467	0
Total Article 6096	10 467	0	0	10 467	0
97001 / 629 /	1 176 827	0	0	1 176 827	0
Total Article 629	1 176 827	0	0	1 176 827	0
97001 / 7062 /	514 508	0	0	514 508	0
Total Article 7062	514 508	0	0	514 508	0
97001 / 7063 /	247 151 024	0	0	247 151 024	0
Total Article 7063	247 151 024	0	0	247 151 024	0
97001 / 7084 /	631 581	0	0	631 581	0
Total Article 7084	631 581	0	0	631 581	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
97001 / 721 /	557 164	0	0	557 164	0
Total Article 721	557 164	0	0	557 164	0
97001 / 722 /	3 086 752	0	0	3 086 752	0
Total Article 722	3 086 752	0	0	3 086 752	0
97001 / 74712 /	477 326 969	0	0	477 326 969	0
Total Article 74712	477 326 969	0	0	477 326 969	0
97001 / 74718 /	17 303 103	0	0	17 303 103	0
Total Article 74718	17 303 103	0	0	17 303 103	0
97001 / 7476 /	49 201 701	0	0	49 201 701	0
Total Article 7476	49 201 701	0	0	49 201 701	0
97001 / 752 /	4 034 460	0	0	4 034 460	0
Total Article 752	4 034 460	0	0	4 034 460	0
97001 / 772 /	321 386 751	0	0	321 386 751	0
Total Article 772	321 386 751	0	0	321 386 751	0
97001 / 773 /	80 639 744	0	0	80 639 744	0
Total Article 773	80 639 744	0	0	80 639 744	0
97001	1 331 650 027	0	0	1 331 650 027	0
97002 / 6032 /	354 339 100	0	0	354 339 100	0
Total Article 6032	354 339 100	0	0	354 339 100	0
97002 / 6092 /	2 148	0	0	2 148	0
Total Article 6092	2 148	0	0	2 148	0
97002 / 7038 /	960 000	0	0	960 000	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 7038	960 000	0	0	960 000	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
97002 / 772 /	1 226 355	0	0	1 226 355	0
Total Article 772	1 226 355	0	0	1 226 355	0
97002 / 773 /	6 318 086	0	0	6 318 086	0
Total Article 773	6 318 086	0	0	6 318 086	0
97002	362 845 689	0	0	362 845 689	0
97003 / 6092 /	22 828	0	0	22 828	0
Total Article 6092	22 828	0	0	22 828	0
97003 / 629 /	46 701	0	0	46 701	0
Total Article 629	46 701	0	0	46 701	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
97003 / 7711 /	89 813	0	0	89 813	0
Total Article 7711	89 813	0	0	89 813	0
97003 / 772 /	87 077 293	0	0	87 077 293	0
Total Article 772	87 077 293	0	0	87 077 293	0
97003 / 773 /	35 147 435	0	0	35 147 435	0
Total Article 773	35 147 435	0	0	35 147 435	0
97003	122 384 070	0	0	122 384 070	0
TOTAL MISSION 970	1 816 879 786	0	0	1 816 879 786	0
97101 / 773 /	1 341 186	0	0	1 341 186	0
Total Article 773	1 341 186	0	0	1 341 186	0
97101	1 341 186	0	0	1 341 186	0
97102 / 773 /	1 566 441	0	0	1 566 441	0
Total Article 773	1 566 441	0	0	1 566 441	0
97102	1 566 441	0	0	1 566 441	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
97103 / 74711 /	350 063 484	0	0	350 063 484	0
Total Article 74711	350 063 484	0	0	350 063 484	0
97103 / 752 /	2 480 000	0	0	2 480 000	0
Total Article 752	2 480 000	0	0	2 480 000	0
97103 / 772 /	520 000	0	0	520 000	0
Total Article 772	520 000	0	0	520 000	0
97103 / 773 /	6 126 028	0	0	6 126 028	0
Total Article 773	6 126 028	0	0	6 126 028	0
97103	359 189 512	0	0	359 189 512	0
97104 / 773 /	1 689 813	0	0	1 689 813	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 773	1 689 813	0	0	1 689 813	0
97104	1 689 813	0	0	1 689 813	0
97105 / 74715 /	18 201 199	0	0	18 201 199	0
Total Article 74715	18 201 199	0	0	18 201 199	0
97105 / 773 /	655 773	0	0	655 773	0
Total Article 773	655 773	0	0	655 773	0
97105	18 856 972	0	0	18 856 972	0
97106 / 629 /	84 578	0	0	84 578	0
Total Article 629	84 578	0	0	84 578	0
97106 / 65749 /	2 000 000	0	0	2 000 000	0
Total Article 65749	2 000 000	0	0	2 000 000	0
97106 / 7087 /	304	0	0	304	0
Total Article 7087	304	0	0	304	0
97106 / 74715 /	162 326 969	0	0	162 326 969	0
Total Article 74715	162 326 969	0	0	162 326 969	0
97106 / 773 /	12 434 160	0	0	12 434 160	0
Total Article 773	12 434 160	0	0	12 434 160	0
97106	176 846 011	0	0	176 846 011	0
TOTAL MISSION 971	559 489 935	0	0	559 489 935	0
97301 / 7033 /	17 172 782	0	0	17 172 782	0
Total Article 7033	17 172 782	0	0	17 172 782	0
97301 / 74718 /	3 827 087	0	0	3 827 087	0
Total Article 74718	3 827 087	0	0	3 827 087	0
97301 / 7475 /	7 517 900	0	0	7 517 900	0
Total Article 7475	7 517 900	0	0	7 517 900	0
97301 / 772 /	2 400	0	0	2 400	0
Total Article 772	2 400	0	0	2 400	0
97301 / 773 /	1 379 583	0	0	1 379 583	0
Total Article 773	1 379 583	0	0	1 379 583	0
97301 / 7788 /	598 500	0	0	598 500	0
Total Article 7788	598 500	0	0	598 500	0
97301	30 498 252	0	0	30 498 252	0
97302 / 7621 /	8 529 649	0	0	8 529 649	0
Total Article 7621	8 529 649	0	0	8 529 649	0
97302 / 773 /	1 329 843	0	0	1 329 843	0
Total Article 773	1 329 843	0	0	1 329 843	0
97302	9 859 492	0	0	9 859 492	0
TOTAL MISSION 973	40 357 744	0	0	40 357 744	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF

Exercice : 2023

Budget : BP1

Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
97401 / 6096 /	7 320	0	0	7 320	0
Total Article 6096	7 320	0	0	7 320	0
97401 / 629 /	228 907	0	0	228 907	0
Total Article 629	228 907	0	0	228 907	0
97401 / 721 /	285 044	0	0	285 044	0
Total Article 721	285 044	0	0	285 044	0
97401 / 722 /	197 124 839	0	0	197 124 839	0
Total Article 722	197 124 839	0	0	197 124 839	0
97401 / 7581 /	50 000	0	0	50 000	0
Total Article 7581	50 000	0	0	50 000	0
97401 / 7711 /	6 777 152	0	0	6 777 152	0
Total Article 7711	6 777 152	0	0	6 777 152	0
97401 / 772 /	289 728	0	0	289 728	0
Total Article 772	289 728	0	0	289 728	0
97401 / 773 /	32 050 402	0	0	32 050 402	0
Total Article 773	32 050 402	0	0	32 050 402	0
97401	236 813 392	0	0	236 813 392	0
97402 / 629 /	2 604	0	0	2 604	0
Total Article 629	2 604	0	0	2 604	0
97402 / 721 /	4 905 374	0	0	4 905 374	0
Total Article 721	4 905 374	0	0	4 905 374	0
97402 / 722 /	11 608 195	0	0	11 608 195	0
Total Article 722	11 608 195	0	0	11 608 195	0
97402 / 7711 /	7 621 033	0	0	7 621 033	0
Total Article 7711	7 621 033	0	0	7 621 033	0
97402 / 773 /	247 040	0	0	247 040	0
Total Article 773	247 040	0	0	247 040	0
97402	24 384 246	0	0	24 384 246	0
97403 / 7711 /	11 868 275	0	0	11 868 275	0
Total Article 7711	11 868 275	0	0	11 868 275	0
97403 / 773 /	21 072 735	0	0	21 072 735	0
Total Article 773	21 072 735	0	0	21 072 735	0
97403	32 941 010	0	0	32 941 010	0
97404 / 7068 /	23 013 088	0	0	23 013 088	0
Total Article 7068	23 013 088	0	0	23 013 088	0
97404 / 74718 /	14 281 323	0	0	14 281 323	0
Total Article 74718	14 281 323	0	0	14 281 323	0
97404 / 752 /	110 000 000	0	0	110 000 000	0
Total Article 752	110 000 000	0	0	110 000 000	0
97404 / 757 /	10 201 352	0	0	10 201 352	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 757	10 201 352	0	0	10 201 352	0
97404 / 7711 /	2 180 096	0	0	2 180 096	0
Total Article 7711	2 180 096	0	0	2 180 096	0
97404 / 772 /	49 837 308	0	0	49 837 308	0
Total Article 772	49 837 308	0	0	49 837 308	0
97404 / 773 /	1 965 437	0	0	1 965 437	0
Total Article 773	1 965 437	0	0	1 965 437	0
97404	211 478 604	0	0	211 478 604	0
97405 / 6529 /	18 763	0	0	18 763	0
Total Article 6529	18 763	0	0	18 763	0
97405 / 773 /	8 087 750	0	0	8 087 750	0
Total Article 773	8 087 750	0	0	8 087 750	0
97405	8 106 513	0	0	8 106 513	0
TOTAL MISSION 974	513 723 765	0	0	513 723 765	0
97501 / 629 /	69 000	0	0	69 000	0
Total Article 629	69 000	0	0	69 000	0
97501 / 7061 /	166 420	0	0	166 420	0
Total Article 7061	166 420	0	0	166 420	0
97501 / 7087 /	4 394	0	0	4 394	0
Total Article 7087	4 394	0	0	4 394	0
97501 / 722 /	2 933 300	0	0	2 933 300	0
Total Article 722	2 933 300	0	0	2 933 300	0
97501 / 7711 /	737 500	0	0	737 500	0
Total Article 7711	737 500	0	0	737 500	0
97501 / 772 /	389 901	0	0	389 901	0
Total Article 772	389 901	0	0	389 901	0
97501 / 773 /	31 354 485	0	0	31 354 485	0
Total Article 773	31 354 485	0	0	31 354 485	0
97501	35 655 000	0	0	35 655 000	0
97502 / 7061 /	80 106 622	0	0	80 106 622	0
Total Article 7061	80 106 622	0	0	80 106 622	0
97502 / 7063 /	515 480	0	0	515 480	0
Total Article 7063	515 480	0	0	515 480	0
97502 / 70838 /	350 600	0	0	350 600	0
Total Article 70838	350 600	0	0	350 600	0
97502 / 7087 /	1 018 695	0	0	1 018 695	0
Total Article 7087	1 018 695	0	0	1 018 695	0
97502 / 74718 /	14 565 588	0	0	14 565 588	0
Total Article 74718	14 565 588	0	0	14 565 588	0
97502 / 772 /	2 418 687	0	0	2 418 687	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 772	2 418 687	0	0	2 418 687	0
97502 / 773 /	1 742 780	0	0	1 742 780	0
Total Article 773	1 742 780	0	0	1 742 780	0
97502	100 718 452	0	0	100 718 452	0
97503 / 6096 /	3 393	0	0	3 393	0
Total Article 6096	3 393	0	0	3 393	0
97503 / 629 /	52 740	0	0	52 740	0
Total Article 629	52 740	0	0	52 740	0
97503 / 7031 /	119 087 536	0	0	119 087 536	0
Total Article 7031	119 087 536	0	0	119 087 536	0
97503 / 7087 /	229 292	0	0	229 292	0
Total Article 7087	229 292	0	0	229 292	0
97503 / 722 /	3 457 356	0	0	3 457 356	0
Total Article 722	3 457 356	0	0	3 457 356	0
97503 / 74718 /	146 917 542	0	0	146 917 542	0
Total Article 74718	146 917 542	0	0	146 917 542	0
97503 / 7711 /	30 000	0	0	30 000	0
Total Article 7711	30 000	0	0	30 000	0
97503 / 772 /	184 493	0	0	184 493	0
Total Article 772	184 493	0	0	184 493	0
97503 / 773 /	10 049 584	0	0	10 049 584	0
Total Article 773	10 049 584	0	0	10 049 584	0
97503	280 011 936	0	0	280 011 936	0
97504 / 629 /	698 574	0	0	698 574	0
Total Article 629	698 574	0	0	698 574	0
97504 / 74718 /	1 669 603 415	0	0	1 669 603 415	0
Total Article 74718	1 669 603 415	0	0	1 669 603 415	0
97504 / 773 /	7 353 870	0	0	7 353 870	0
Total Article 773	7 353 870	0	0	7 353 870	0
97504	1 677 655 859	0	0	1 677 655 859	0
TOTAL MISSION 975	2 094 041 247	0	0	2 094 041 247	0
97601 / 629 /	31 245	0	0	31 245	0
Total Article 629	31 245	0	0	31 245	0
97601 / 772 /	6 000	0	0	6 000	0
Total Article 772	6 000	0	0	6 000	0
97601 / 773 /	625 478	0	0	625 478	0
Total Article 773	625 478	0	0	625 478	0
97601	662 723	0	0	662 723	0
97602 / 7034 /	379 285 016	0	0	379 285 016	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF

Exercice : 2023

Budget : BP1

Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 7034	379 285 016	0	0	379 285 016	0
97602 / 7038 /	100 196 701	0	0	100 196 701	0
Total Article 7038	100 196 701	0	0	100 196 701	0
97602	479 481 717	0	0	479 481 717	0
97603 / 619 /	9 085	0	0	9 085	0
Total Article 619	9 085	0	0	9 085	0
97603 / 629 /	225 000	0	0	225 000	0
Total Article 629	225 000	0	0	225 000	0
97603 / 7062 /	242 292 367	0	0	242 292 367	0
Total Article 7062	242 292 367	0	0	242 292 367	0
Total Article 7112	0	0	0	0	0
Total Article 71332	0	0	0	0	0
97603 / 752 /	100 114 824	0	0	100 114 824	0
Total Article 752	100 114 824	0	0	100 114 824	0
97603 / 7711 /	2 323 336	0	0	2 323 336	0
Total Article 7711	2 323 336	0	0	2 323 336	0
97603 / 772 /	8 403 136	0	0	8 403 136	0
Total Article 772	8 403 136	0	0	8 403 136	0
97603 / 773 /	44 288 740	0	0	44 288 740	0
Total Article 773	44 288 740	0	0	44 288 740	0
97603	397 656 488	0	0	397 656 488	0
97604 / 7478 /	463 579	0	0	463 579	0
Total Article 7478	463 579	0	0	463 579	0
97604 / 773 /	44 377	0	0	44 377	0
Total Article 773	44 377	0	0	44 377	0
97604	507 956	0	0	507 956	0
TOTAL MISSION 976	878 308 884	0	0	878 308 884	0
99001 / 7064 /	6 568 120	0	0	6 568 120	0
Total Article 7064	6 568 120	0	0	6 568 120	0
99001 / 7111 /	27 030 917 464	0	0	27 030 917 464	0
Total Article 7111	27 030 917 464	0	0	27 030 917 464	0
99001 / 7112 /	32 392 853 985	0	0	32 392 853 985	0
Total Article 7112	32 392 853 985	0	0	32 392 853 985	0
99001 / 71211 /	4 004 853 474	0	0	4 004 853 474	0
Total Article 71211	4 004 853 474	0	0	4 004 853 474	0
99001 / 71212 /	239 655 440	0	0	239 655 440	0
Total Article 71212	239 655 440	0	0	239 655 440	0
99001 / 71213 /	1 100 323 700	0	0	1 100 323 700	0
Total Article 71213	1 100 323 700	0	0	1 100 323 700	0
99001 / 71221 /	41 615 340	0	0	41 615 340	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 71221	41 615 340	0	0	41 615 340	0
99001 / 71222 /	8 534 698	0	0	8 534 698	0
Total Article 71222	8 534 698	0	0	8 534 698	0
99001 / 71223 /	161 610 796	0	0	161 610 796	0
Total Article 71223	161 610 796	0	0	161 610 796	0
99001 / 71224 /	60 754 846	0	0	60 754 846	0
Total Article 71224	60 754 846	0	0	60 754 846	0
99001 / 71225 /	443 700 504	0	0	443 700 504	0
Total Article 71225	443 700 504	0	0	443 700 504	0
99001 / 71226 /	177 479 585	0	0	177 479 585	0
Total Article 71226	177 479 585	0	0	177 479 585	0
99001 / 71232 /	135 558 048	0	0	135 558 048	0
Total Article 71232	135 558 048	0	0	135 558 048	0
99001 / 71241 /	7 598 716	0	0	7 598 716	0
Total Article 71241	7 598 716	0	0	7 598 716	0
99001 / 71251 /	686 663 941	0	0	686 663 941	0
Total Article 71251	686 663 941	0	0	686 663 941	0
99001 / 71261 /	9 008 940 849	0	0	9 008 940 849	0
Total Article 71261	9 008 940 849	0	0	9 008 940 849	0
99001 / 71262 /	3 608 435 733	0	0	3 608 435 733	0
Total Article 71262	3 608 435 733	0	0	3 608 435 733	0
99001 / 71263 /	171 756 266	0	0	171 756 266	0
Total Article 71263	171 756 266	0	0	171 756 266	0
99001 / 71271 /	164 818 910	0	0	164 818 910	0
Total Article 71271	164 818 910	0	0	164 818 910	0
99001 / 71272 /	93 339 744	0	0	93 339 744	0
Total Article 71272	93 339 744	0	0	93 339 744	0
99001 / 71281 /	2 181 307 453	0	0	2 181 307 453	0
Total Article 71281	2 181 307 453	0	0	2 181 307 453	0
99001 / 71283 /	1 289 668 962	0	0	1 289 668 962	0
Total Article 71283	1 289 668 962	0	0	1 289 668 962	0
99001 / 71284 /	116 204 582	0	0	116 204 582	0
Total Article 71284	116 204 582	0	0	116 204 582	0
99001 / 71286 /	16 760 197	0	0	16 760 197	0
Total Article 71286	16 760 197	0	0	16 760 197	0
99001 / 71287 /	9 020 358	0	0	9 020 358	0
Total Article 71287	9 020 358	0	0	9 020 358	0
99001 / 71332 /	5 952 802	0	0	5 952 802	0
Total Article 71332	5 952 802	0	0	5 952 802	0
99001 / 71381 /	1 658 538 637	0	0	1 658 538 637	0
Total Article 71381	1 658 538 637	0	0	1 658 538 637	0
99001 / 71382 /	5 601 230	0	0	5 601 230	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 71382	5 601 230	0	0	5 601 230	0
99001 / 71384 /	938 380 789	0	0	938 380 789	0
Total Article 71384	938 380 789	0	0	938 380 789	0
99001 / 7141 /	599 032 379	0	0	599 032 379	0
Total Article 7141	599 032 379	0	0	599 032 379	0
99001 / 7151 /	5 695 528 388	0	0	5 695 528 388	0
Total Article 7151	5 695 528 388	0	0	5 695 528 388	0
99001 / 7152 /	692 861 200	0	0	692 861 200	0
Total Article 7152	692 861 200	0	0	692 861 200	0
99001 / 7154 /	298 180 425	0	0	298 180 425	0
Total Article 7154	298 180 425	0	0	298 180 425	0
99001 / 7181 /	334 992 355	0	0	334 992 355	0
Total Article 7181	334 992 355	0	0	334 992 355	0
99001 / 7182 /	49 193 968	0	0	49 193 968	0
Total Article 7182	49 193 968	0	0	49 193 968	0
99001 / 7183 /	21 000 000 000	0	0	21 000 000 000	0
Total Article 7183	21 000 000 000	0	0	21 000 000 000	0
99001 / 7185 /	2 600 000 000	0	0	2 600 000 000	0
Total Article 7185	2 600 000 000	0	0	2 600 000 000	0
99001 / 763 /	125 788 716	0	0	125 788 716	0
Total Article 763	125 788 716	0	0	125 788 716	0
99001 / 7711 /	557 581	0	0	557 581	0
Total Article 7711	557 581	0	0	557 581	0
99001 / 772 /	25 713 693	0	0	25 713 693	0
Total Article 772	25 713 693	0	0	25 713 693	0
99001 / 773 /	199 027	0	0	199 027	0
Total Article 773	199 027	0	0	199 027	0
99001 / 7788 /	51 482 861	0	0	51 482 861	0
Total Article 7788	51 482 861	0	0	51 482 861	0
99001	117 240 945 762	0	0	117 240 945 762	0
99002 / 73111 /	12 401 151 242	0	0	12 401 151 242	0
Total Article 73111	12 401 151 242	0	0	12 401 151 242	0
99002 / 73112 /	5 090 458 413	0	0	5 090 458 413	0
Total Article 73112	5 090 458 413	0	0	5 090 458 413	0
99002 / 73113 /	5 307 549 235	0	0	5 307 549 235	0
Total Article 73113	5 307 549 235	0	0	5 307 549 235	0
99002 / 73114 /	3 353 305 921	0	0	3 353 305 921	0
Total Article 73114	3 353 305 921	0	0	3 353 305 921	0
99002 / 73115 /	613 508 929	0	0	613 508 929	0
Total Article 73115	613 508 929	0	0	613 508 929	0
99002 / 73116 /	2 680 299 404	0	0	2 680 299 404	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF
 Exercice : 2023
 Budget : BP1
 Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 73116	2 680 299 404	0	0	2 680 299 404	0
99002 / 73123 /	19 800 000	0	0	19 800 000	0
Total Article 73123	19 800 000	0	0	19 800 000	0
99002 / 73124 /	541 988 837	0	0	541 988 837	0
Total Article 73124	541 988 837	0	0	541 988 837	0
99002 / 73126 /	1 828 487 122	0	0	1 828 487 122	0
Total Article 73126	1 828 487 122	0	0	1 828 487 122	0
99002 / 73127 /	171 002 761	0	0	171 002 761	0
Total Article 73127	171 002 761	0	0	171 002 761	0
99002 / 73128 /	304 583 925	0	0	304 583 925	0
Total Article 73128	304 583 925	0	0	304 583 925	0
99002 / 73130 /	378 781 869	0	0	378 781 869	0
Total Article 73130	378 781 869	0	0	378 781 869	0
99002 / 7321 /	1 347 339 078	0	0	1 347 339 078	0
Total Article 7321	1 347 339 078	0	0	1 347 339 078	0
99002 / 7322 /	253 490 000	0	0	253 490 000	0
Total Article 7322	253 490 000	0	0	253 490 000	0
99002 / 7331 /	3 252 458 335	0	0	3 252 458 335	0
Total Article 7331	3 252 458 335	0	0	3 252 458 335	0
99002 / 7343 /	1 702 272 128	0	0	1 702 272 128	0
Total Article 7343	1 702 272 128	0	0	1 702 272 128	0
99002 / 7381 /	92 400	0	0	92 400	0
Total Article 7381	92 400	0	0	92 400	0
99002 / 7383 /	220 576 477	0	0	220 576 477	0
Total Article 7383	220 576 477	0	0	220 576 477	0
99002 / 7386 /	130 647 000	0	0	130 647 000	0
Total Article 7386	130 647 000	0	0	130 647 000	0
99002 / 7387 /	1 972 245 723	0	0	1 972 245 723	0
Total Article 7387	1 972 245 723	0	0	1 972 245 723	0
99002 / 772 /	210 697 486	0	0	210 697 486	0
Total Article 772	210 697 486	0	0	210 697 486	0
99002 / 773 /	501 234	0	0	501 234	0
Total Article 773	501 234	0	0	501 234	0
99002	41 781 237 519	0	0	41 781 237 519	0
TOTAL MISSION 990	159 022 183 281	0	0	159 022 183 281	0
99101 / 6619 /	22 365 026	0	0	22 365 026	0
Total Article 6619	22 365 026	0	0	22 365 026	0
99101 / 7588 /	85 226 950	0	0	85 226 950	0
Total Article 7588	85 226 950	0	0	85 226 950	0
99101 / 7611 /	4 124 069	0	0	4 124 069	0
Total Article 7611	4 124 069	0	0	4 124 069	0

ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF

Exercice : 2023

Budget : BP1

Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
99101 / 7621 /	407 073 010	0	0	407 073 010	0
Total Article 7621	407 073 010	0	0	407 073 010	0
99101 / 768 /	17 035 209	0	0	17 035 209	0
Total Article 768	17 035 209	0	0	17 035 209	0
99101 / 773 /	146 300	0	0	146 300	0
Total Article 773	146 300	0	0	146 300	0
99101 / 7788 /	1 475 049 086	0	0	1 475 049 086	0
Total Article 7788	1 475 049 086	0	0	1 475 049 086	0
99101	2 011 019 650	0	0	2 011 019 650	0
99102 / 7768 /	1 900 438 660	0	0	1 900 438 660	0
Total Article 7768	1 900 438 660	0	0	1 900 438 660	0
99102 / 777 /	991 525 475	0	0	991 525 475	0
Total Article 777	991 525 475	0	0	991 525 475	0
99102	2 891 964 135	0	0	2 891 964 135	0
99103 / 629 /	89 499	0	0	89 499	0
Total Article 629	89 499	0	0	89 499	0
99103 / 7082 /	794 300	0	0	794 300	0
Total Article 7082	794 300	0	0	794 300	0
99103 / 7411 /	10 805 727 923	0	0	10 805 727 923	0
Total Article 7411	10 805 727 923	0	0	10 805 727 923	0
99103 / 7477 /	715 990 453	0	0	715 990 453	0
Total Article 7477	715 990 453	0	0	715 990 453	0
99103 / 7581 /	35 397 841	0	0	35 397 841	0
Total Article 7581	35 397 841	0	0	35 397 841	0
99103 / 7588 /	6 970 000	0	0	6 970 000	0
Total Article 7588	6 970 000	0	0	6 970 000	0
99103 / 7611 /	390 452 256	0	0	390 452 256	0
Total Article 7611	390 452 256	0	0	390 452 256	0
99103 / 766 /	3 861	0	0	3 861	0
Total Article 766	3 861	0	0	3 861	0
99103 / 7714 /	9 871 435	0	0	9 871 435	0
Total Article 7714	9 871 435	0	0	9 871 435	0
99103 / 772 /	68 787 824	0	0	68 787 824	0
Total Article 772	68 787 824	0	0	68 787 824	0
99103 / 7788 /	45 769 809	0	0	45 769 809	0
Total Article 7788	45 769 809	0	0	45 769 809	0
99103 / 7871 /	11 165 564 761	0	0	11 165 564 761	0
Total Article 7871	11 165 564 761	0	0	11 165 564 761	0
99103	23 245 419 962	0	0	23 245 419 962	0
TOTAL MISSION 991	28 148 403 747	0	0	28 148 403 747	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN FONCTIONNEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Organisme : PF
Exercice : 2023
Budget : BP1
Edité le : 26/02/2024 04:46 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart $(5 = 1 + 2 - 3 - 4)$
TOTAL GENERAL	199 608 106 440	0	0	199 608 106 440	0
Hors dna/rna (1 - 3)	199 608 106 440				

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90001 / 2031 /	6 427 804	0	0	6 427 804	0
Total Article 2031	6 427 804	0	0	6 427 804	0
90001 / 21880 /	41 893 742	0	0	41 893 742	0
Total Article 21880	41 893 742	0	0	41 893 742	0
Total Article 23188	0	0	0	0	0
90001	48 321 546	0	0	48 321 546	0
90005 / 2031 /	3 135 000	0	0	3 135 000	0
Total Article 2031	3 135 000	0	0	3 135 000	0
90005 / 213510 /	16 743 526	0	0	16 743 526	0
Total Article 213510	16 743 526	0	0	16 743 526	0
90005 / 21530 /	5 594 936	0	0	5 594 936	0
Total Article 21530	5 594 936	0	0	5 594 936	0
90005 / 21830 /	2 098 670	0	0	2 098 670	0
Total Article 21830	2 098 670	0	0	2 098 670	0
90005 / 21840 /	2 368 765	0	0	2 368 765	0
Total Article 21840	2 368 765	0	0	2 368 765	0
90005 / 21880 /	24 026 458	0	0	24 026 458	0
Total Article 21880	24 026 458	0	0	24 026 458	0
90005	53 967 355	0	0	53 967 355	0
TOTAL MISSION 900	102 288 901	0	0	102 288 901	0
90102 / 2031 /	32 956 006	0	0	32 956 006	0
Total Article 2031	32 956 006	0	0	32 956 006	0
90102 / 2050 /	158 708 387	0	0	158 708 387	0
Total Article 2050	158 708 387	0	0	158 708 387	0
Total Article 2051	0	0	0	0	0
90102 / 20820 /	21 088 836	0	0	21 088 836	0
Total Article 20820	21 088 836	0	0	21 088 836	0
90102 / 213510 /	487 842	0	0	487 842	0
Total Article 213510	487 842	0	0	487 842	0
90102 / 21570 /	537 940	0	0	537 940	0
Total Article 21570	537 940	0	0	537 940	0
90102 / 21830 /	32 817 800	0	0	32 817 800	0
Total Article 21830	32 817 800	0	0	32 817 800	0
90102 / 21840 /	5 243 564	0	0	5 243 564	0
Total Article 21840	5 243 564	0	0	5 243 564	0
90102 / 21850 /	346 305	0	0	346 305	0
Total Article 21850	346 305	0	0	346 305	0
90102 / 21880 /	1 382 082	0	0	1 382 082	0
Total Article 21880	1 382 082	0	0	1 382 082	0
90102 / 231351 /	1 037 514	0	0	1 037 514	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 231351	1 037 514	0	0	1 037 514	0
90102 / 23205 /	280 597 306	0	0	280 597 306	0
Total Article 23205	280 597 306	0	0	280 597 306	0
90102 / 232082 /	76 213 259	0	0	76 213 259	0
Total Article 232082	76 213 259	0	0	76 213 259	0
90102	611 416 841	0	0	611 416 841	0
90104 / 2031 /	33 743 413	0	0	33 743 413	0
Total Article 2031	33 743 413	0	0	33 743 413	0
90104 / 2128 /	19 308 809	0	0	19 308 809	0
Total Article 2128	19 308 809	0	0	19 308 809	0
90104 / 213110 /	15 720 325	0	0	15 720 325	0
Total Article 213110	15 720 325	0	0	15 720 325	0
90104 / 213180 /	11 531 571	0	0	11 531 571	0
Total Article 213180	11 531 571	0	0	11 531 571	0
90104 / 213510 /	32 381 604	0	0	32 381 604	0
Total Article 213510	32 381 604	0	0	32 381 604	0
90104 / 21380 /	1 330 000	0	0	1 330 000	0
Total Article 21380	1 330 000	0	0	1 330 000	0
90104 / 2151 /	2 045 134	0	0	2 045 134	0
Total Article 2151	2 045 134	0	0	2 045 134	0
90104 / 21530 /	2 571 147	0	0	2 571 147	0
Total Article 21530	2 571 147	0	0	2 571 147	0
90104 / 21570 /	1 096 839	0	0	1 096 839	0
Total Article 21570	1 096 839	0	0	1 096 839	0
90104 / 21840 /	5 251 693	0	0	5 251 693	0
Total Article 21840	5 251 693	0	0	5 251 693	0
90104 / 21850 /	226 481	0	0	226 481	0
Total Article 21850	226 481	0	0	226 481	0
90104 / 21880 /	29 376 089	0	0	29 376 089	0
Total Article 21880	29 376 089	0	0	29 376 089	0
Total Article 21881	0	0	0	0	0
90104 / 23128 /	6 742 022	0	0	6 742 022	0
Total Article 23128	6 742 022	0	0	6 742 022	0
90104 / 231311 /	847 442 261	0	0	847 442 261	0
Total Article 231311	847 442 261	0	0	847 442 261	0
90104 / 231318 /	134 284 320	0	0	134 284 320	0
Total Article 231318	134 284 320	0	0	134 284 320	0
90104 / 231351 /	90 783 967	0	0	90 783 967	0
Total Article 231351	90 783 967	0	0	90 783 967	0
90104 / 23188 /	304 330	0	0	304 330	0
Total Article 23188	304 330	0	0	304 330	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90104	1 234 140 005	0	0	1 234 140 005	0
90105 / 2050 /	6 918 660	0	0	6 918 660	0
Total Article 2050	6 918 660	0	0	6 918 660	0
90105 / 213510 /	2 350 122	0	0	2 350 122	0
Total Article 213510	2 350 122	0	0	2 350 122	0
Total Article 213580	0	0	0	0	0
90105 / 21570 /	4 975 530	0	0	4 975 530	0
Total Article 21570	4 975 530	0	0	4 975 530	0
90105 / 21820 /	304 867 310	0	0	304 867 310	0
Total Article 21820	304 867 310	0	0	304 867 310	0
90105 / 21830 /	156 864 204	0	0	156 864 204	0
Total Article 21830	156 864 204	0	0	156 864 204	0
90105 / 21840 /	10 237 959	0	0	10 237 959	0
Total Article 21840	10 237 959	0	0	10 237 959	0
90105 / 21850 /	8 180 319	0	0	8 180 319	0
Total Article 21850	8 180 319	0	0	8 180 319	0
90105 / 21880 /	76 841 846	0	0	76 841 846	0
Total Article 21880	76 841 846	0	0	76 841 846	0
90105	571 235 950	0	0	571 235 950	0
TOTAL MISSION 901	2 416 792 796	0	0	2 416 792 796	0
90301 / 204141 /	1 069 122 186	0	0	1 069 122 186	0
Total Article 204141	1 069 122 186	0	0	1 069 122 186	0
90301 / 204142 /	879 513 527	0	0	879 513 527	0
Total Article 204142	879 513 527	0	0	879 513 527	0
90301 / 204182 /	16 563 743	0	0	16 563 743	0
Total Article 204182	16 563 743	0	0	16 563 743	0
90301	1 965 199 456	0	0	1 965 199 456	0
90303 / 2031 /	47 792	0	0	47 792	0
Total Article 2031	47 792	0	0	47 792	0
90303 / 2050 /	2 002 836	0	0	2 002 836	0
Total Article 2050	2 002 836	0	0	2 002 836	0
90303 / 20820 /	36 746 848	0	0	36 746 848	0
Total Article 20820	36 746 848	0	0	36 746 848	0
90303 / 232082 /	9 135 204	0	0	9 135 204	0
Total Article 232082	9 135 204	0	0	9 135 204	0
90303	47 932 680	0	0	47 932 680	0
90304 / 21880 /	1 116 060	0	0	1 116 060	0
Total Article 21880	1 116 060	0	0	1 116 060	0
90304	1 116 060	0	0	1 116 060	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90305 / 2031 /	6 376 640	0	0	6 376 640	0
Total Article 2031	6 376 640	0	0	6 376 640	0
90305 / 204172 /	225 050 681	0	0	225 050 681	0
Total Article 204172	225 050 681	0	0	225 050 681	0
90305 / 2111 /	1 696 095	0	0	1 696 095	0
Total Article 2111	1 696 095	0	0	1 696 095	0
90305 / 2128 /	137 927 598	0	0	137 927 598	0
Total Article 2128	137 927 598	0	0	137 927 598	0
90305 / 213510 /	824 900	0	0	824 900	0
Total Article 213510	824 900	0	0	824 900	0
90305 / 213581 /	6 514 458	0	0	6 514 458	0
Total Article 213581	6 514 458	0	0	6 514 458	0
90305 / 21380 /	1 700 802	0	0	1 700 802	0
Total Article 21380	1 700 802	0	0	1 700 802	0
90305 / 21570 /	29 290 423	0	0	29 290 423	0
Total Article 21570	29 290 423	0	0	29 290 423	0
90305 / 21820 /	35 345 500	0	0	35 345 500	0
Total Article 21820	35 345 500	0	0	35 345 500	0
90305 / 21880 /	28 314 290	0	0	28 314 290	0
Total Article 21880	28 314 290	0	0	28 314 290	0
90305 / 23128 /	29 469 911	0	0	29 469 911	0
Total Article 23128	29 469 911	0	0	29 469 911	0
90305 / 23151 /	310 992	0	0	310 992	0
Total Article 23151	310 992	0	0	310 992	0
90305	502 822 290	0	0	502 822 290	0
TOTAL MISSION 903	2 517 070 486	0	0	2 517 070 486	0
90401 / 2031 /	30 630 187	0	0	30 630 187	0
Total Article 2031	30 630 187	0	0	30 630 187	0
90401 / 20422 /	15 000 000	0	0	15 000 000	0
Total Article 20422	15 000 000	0	0	15 000 000	0
90401 / 2128 /	61 870 980	0	0	61 870 980	0
Total Article 2128	61 870 980	0	0	61 870 980	0
90401 / 213180 /	33 936 776	0	0	33 936 776	0
Total Article 213180	33 936 776	0	0	33 936 776	0
90401 / 213510 /	7 806 740	0	0	7 806 740	0
Total Article 213510	7 806 740	0	0	7 806 740	0
90401 / 21530 /	7 950 074	0	0	7 950 074	0
Total Article 21530	7 950 074	0	0	7 950 074	0
90401 / 21880 /	6 198 492	0	0	6 198 492	0
Total Article 21880	6 198 492	0	0	6 198 492	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90401 / 23128 /	267 905 273	0	0	267 905 273	0
Total Article 23128	267 905 273	0	0	267 905 273	0
90401 / 231314 /	524 759 449	0	0	524 759 449	0
Total Article 231314	524 759 449	0	0	524 759 449	0
90401 / 231318 /	191 238 215	0	0	191 238 215	0
Total Article 231318	191 238 215	0	0	191 238 215	0
90401 / 23133 /	461 576 960	0	0	461 576 960	0
Total Article 23133	461 576 960	0	0	461 576 960	0
Total Article 231358	0	0	0	0	0
90401 / 23153 /	412 969	0	0	412 969	0
Total Article 23153	412 969	0	0	412 969	0
90401	1 609 286 115	0	0	1 609 286 115	0
90402 / 20422 /	13 717 763	0	0	13 717 763	0
Total Article 20422	13 717 763	0	0	13 717 763	0
Total Article 204422	0	0	0	0	0
90402 / 2050 /	216 744	0	0	216 744	0
Total Article 2050	216 744	0	0	216 744	0
90402	13 934 507	0	0	13 934 507	0
TOTAL MISSION 904	1 623 220 622	0	0	1 623 220 622	0
90501 / 2031 /	192 771 195	0	0	192 771 195	0
Total Article 2031	192 771 195	0	0	192 771 195	0
Total Article 2032	0	0	0	0	0
90501 / 204171 /	427 182 098	0	0	427 182 098	0
Total Article 204171	427 182 098	0	0	427 182 098	0
Total Article 204182	0	0	0	0	0
90501 / 20421 /	544 207 023	0	0	544 207 023	0
Total Article 20421	544 207 023	0	0	544 207 023	0
90501 / 20422 /	1 138 789	0	0	1 138 789	0
Total Article 20422	1 138 789	0	0	1 138 789	0
Total Article 204421	0	0	0	0	0
90501 / 2121 /	4 684 260	0	0	4 684 260	0
Total Article 2121	4 684 260	0	0	4 684 260	0
90501 / 2128 /	98 449 448	0	0	98 449 448	0
Total Article 2128	98 449 448	0	0	98 449 448	0
90501 / 213180 /	219 959 642	0	0	219 959 642	0
Total Article 213180	219 959 642	0	0	219 959 642	0
90501 / 213510 /	9 930 968	0	0	9 930 968	0
Total Article 213510	9 930 968	0	0	9 930 968	0
Total Article 21380	0	0	0	0	0
90501 / 2141 /	165 300	0	0	165 300	0
Total Article 2141	165 300	0	0	165 300	0

ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR

Organisme : PF

Exercice : 2023

Budget : BP1

Edité le : 26/02/2024 01:10 PM

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90501 / 2151 /	89 160 667	0	0	89 160 667	0
Total Article 2151	89 160 667	0	0	89 160 667	0
90501 / 21530 /	57 129 576	0	0	57 129 576	0
Total Article 21530	57 129 576	0	0	57 129 576	0
90501 / 21570 /	221 647 622	0	0	221 647 622	0
Total Article 21570	221 647 622	0	0	221 647 622	0
Total Article 21571	0	0	0	0	0
90501 / 21820 /	7 495 000	0	0	7 495 000	0
Total Article 21820	7 495 000	0	0	7 495 000	0
90501 / 21830 /	2 796 358	0	0	2 796 358	0
Total Article 21830	2 796 358	0	0	2 796 358	0
90501 / 21840 /	106 300	0	0	106 300	0
Total Article 21840	106 300	0	0	106 300	0
90501 / 21880 /	154 139 185	0	0	154 139 185	0
Total Article 21880	154 139 185	0	0	154 139 185	0
90501 / 23128 /	4 789 043	0	0	4 789 043	0
Total Article 23128	4 789 043	0	0	4 789 043	0
90501 / 231318 /	344 838 897	0	0	344 838 897	0
Total Article 231318	344 838 897	0	0	344 838 897	0
90501 / 231351 /	869 512	0	0	869 512	0
Total Article 231351	869 512	0	0	869 512	0
90501 / 23138 /	14 600	0	0	14 600	0
Total Article 23138	14 600	0	0	14 600	0
90501 / 23151 /	13 046 940	0	0	13 046 940	0
Total Article 23151	13 046 940	0	0	13 046 940	0
90501 / 23153 /	177 240 363	0	0	177 240 363	0
Total Article 23153	177 240 363	0	0	177 240 363	0
90501 / 23188 /	3 580 181	0	0	3 580 181	0
Total Article 23188	3 580 181	0	0	3 580 181	0
90501	2 575 342 967	0	0	2 575 342 967	0
90502 / 2031 /	5 699 195	0	0	5 699 195	0
Total Article 2031	5 699 195	0	0	5 699 195	0
90502 / 20421 /	5 328 455	0	0	5 328 455	0
Total Article 20421	5 328 455	0	0	5 328 455	0
90502 / 2128 /	942 042	0	0	942 042	0
Total Article 2128	942 042	0	0	942 042	0
90502 / 2151 /	156 440 002	0	0	156 440 002	0
Total Article 2151	156 440 002	0	0	156 440 002	0
90502 / 21530 /	501 420	0	0	501 420	0
Total Article 21530	501 420	0	0	501 420	0
90502 / 21570 /	7 123 591	0	0	7 123 591	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 21570	7 123 591	0	0	7 123 591	0
90502 / 23151 /	1 641 600	0	0	1 641 600	0
Total Article 23151	1 641 600	0	0	1 641 600	0
90502	177 676 305	0	0	177 676 305	0
90503 / 2031 /	6 492 326	0	0	6 492 326	0
Total Article 2031	6 492 326	0	0	6 492 326	0
90503 / 20421 /	156 617 442	0	0	156 617 442	0
Total Article 20421	156 617 442	0	0	156 617 442	0
90503 / 2050 /	8 025 676	0	0	8 025 676	0
Total Article 2050	8 025 676	0	0	8 025 676	0
90503 / 2128 /	4 894 020	0	0	4 894 020	0
Total Article 2128	4 894 020	0	0	4 894 020	0
90503 / 213180 /	133 453	0	0	133 453	0
Total Article 213180	133 453	0	0	133 453	0
90503 / 21330 /	86 164 797	0	0	86 164 797	0
Total Article 21330	86 164 797	0	0	86 164 797	0
90503 / 213510 /	14 180 022	0	0	14 180 022	0
Total Article 213510	14 180 022	0	0	14 180 022	0
90503 / 21530 /	8 709 600	0	0	8 709 600	0
Total Article 21530	8 709 600	0	0	8 709 600	0
90503 / 21570 /	78 762 198	0	0	78 762 198	0
Total Article 21570	78 762 198	0	0	78 762 198	0
90503 / 21820 /	11 520 000	0	0	11 520 000	0
Total Article 21820	11 520 000	0	0	11 520 000	0
90503 / 21880 /	26 866 314	0	0	26 866 314	0
Total Article 21880	26 866 314	0	0	26 866 314	0
90503 / 231311 /	3 632 534	0	0	3 632 534	0
Total Article 231311	3 632 534	0	0	3 632 534	0
90503 / 231318 /	800 009 404	0	0	800 009 404	0
Total Article 231318	800 009 404	0	0	800 009 404	0
90503 / 23133 /	52 786 685	0	0	52 786 685	0
Total Article 23133	52 786 685	0	0	52 786 685	0
90503 / 23138 /	17 404 852	0	0	17 404 852	0
Total Article 23138	17 404 852	0	0	17 404 852	0
90503 / 23188 /	3 408 600	0	0	3 408 600	0
Total Article 23188	3 408 600	0	0	3 408 600	0
90503 / 23205 /	20 437 692	0	0	20 437 692	0
Total Article 23205	20 437 692	0	0	20 437 692	0
90503	1 300 045 615	0	0	1 300 045 615	0
90504 / 20820 /	1 261 365	0	0	1 261 365	0
Total Article 20820	1 261 365	0	0	1 261 365	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90504 / 21570 /	4 304 013	0	0	4 304 013	0
Total Article 21570	4 304 013	0	0	4 304 013	0
90504 / 21830 /	639 499	0	0	639 499	0
Total Article 21830	639 499	0	0	639 499	0
90504 / 21880 /	8 662 648	0	0	8 662 648	0
Total Article 21880	8 662 648	0	0	8 662 648	0
90504 / 23133 /	37 461 801	0	0	37 461 801	0
Total Article 23133	37 461 801	0	0	37 461 801	0
90504	52 329 326	0	0	52 329 326	0
90505 / 213510 /	5 000 000	0	0	5 000 000	0
Total Article 213510	5 000 000	0	0	5 000 000	0
90505	5 000 000	0	0	5 000 000	0
TOTAL MISSION 905	4 110 394 213	0	0	4 110 394 213	0
90603 / 20421 /	296 999 108	0	0	296 999 108	0
Total Article 20421	296 999 108	0	0	296 999 108	0
90603	296 999 108	0	0	296 999 108	0
TOTAL MISSION 906	296 999 108	0	0	296 999 108	0
90703 / 2031 /	20 290 303	0	0	20 290 303	0
Total Article 2031	20 290 303	0	0	20 290 303	0
90703 / 204171 /	100 023 104	0	0	100 023 104	0
Total Article 204171	100 023 104	0	0	100 023 104	0
90703 / 231318 /	209 870 965	0	0	209 870 965	0
Total Article 231318	209 870 965	0	0	209 870 965	0
90703	330 184 372	0	0	330 184 372	0
TOTAL MISSION 907	330 184 372	0	0	330 184 372	0
90801 / 2031 /	3 807 600	0	0	3 807 600	0
Total Article 2031	3 807 600	0	0	3 807 600	0
90801 / 204171 /	54 040 978	0	0	54 040 978	0
Total Article 204171	54 040 978	0	0	54 040 978	0
90801	57 848 578	0	0	57 848 578	0
90802 / 2031 /	10 390 175	0	0	10 390 175	0
Total Article 2031	10 390 175	0	0	10 390 175	0
90802 / 204171 /	34 947 136	0	0	34 947 136	0
Total Article 204171	34 947 136	0	0	34 947 136	0
90802 / 204172 /	38 308 837	0	0	38 308 837	0
Total Article 204172	38 308 837	0	0	38 308 837	0
90802 / 20421 /	7 356 491	0	0	7 356 491	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 20421	7 356 491	0	0	7 356 491	0
90802 / 2050 /	1 995 000	0	0	1 995 000	0
Total Article 2050	1 995 000	0	0	1 995 000	0
90802 / 213580 /	15 049 090	0	0	15 049 090	0
Total Article 213580	15 049 090	0	0	15 049 090	0
90802 / 21380 /	7 776 390	0	0	7 776 390	0
Total Article 21380	7 776 390	0	0	7 776 390	0
90802 / 216 /	1 569 000	0	0	1 569 000	0
Total Article 216	1 569 000	0	0	1 569 000	0
90802 / 21840 /	4 335 601	0	0	4 335 601	0
Total Article 21840	4 335 601	0	0	4 335 601	0
90802 / 21850 /	1 363 399	0	0	1 363 399	0
Total Article 21850	1 363 399	0	0	1 363 399	0
90802 / 21880 /	2 478 379	0	0	2 478 379	0
Total Article 21880	2 478 379	0	0	2 478 379	0
90802 / 231318 /	57 000	0	0	57 000	0
Total Article 231318	57 000	0	0	57 000	0
Total Article 23138	0	0	0	0	0
90802	125 626 498	0	0	125 626 498	0
TOTAL MISSION 908	183 475 076	0	0	183 475 076	0
90901 / 21570 /	10 507 449	0	0	10 507 449	0
Total Article 21570	10 507 449	0	0	10 507 449	0
90901 / 21830 /	48 198 435	0	0	48 198 435	0
Total Article 21830	48 198 435	0	0	48 198 435	0
90901 / 21840 /	112 900	0	0	112 900	0
Total Article 21840	112 900	0	0	112 900	0
90901 / 21880 /	1 047 282	0	0	1 047 282	0
Total Article 21880	1 047 282	0	0	1 047 282	0
90901	59 866 066	0	0	59 866 066	0
90902 / 2031 /	17 623 743	0	0	17 623 743	0
Total Article 2031	17 623 743	0	0	17 623 743	0
90902 / 20421 /	585 610	0	0	585 610	0
Total Article 20421	585 610	0	0	585 610	0
90902 / 20422 /	156 290 493	0	0	156 290 493	0
Total Article 20422	156 290 493	0	0	156 290 493	0
90902 / 20431 /	55 449 899	0	0	55 449 899	0
Total Article 20431	55 449 899	0	0	55 449 899	0
90902 / 2128 /	54 107 518	0	0	54 107 518	0
Total Article 2128	54 107 518	0	0	54 107 518	0
90902 / 213120 /	181 621 626	0	0	181 621 626	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 213120	181 621 626	0	0	181 621 626	0
90902 / 213510 /	174 123 900	0	0	174 123 900	0
Total Article 213510	174 123 900	0	0	174 123 900	0
90902 / 21530 /	6 382 184	0	0	6 382 184	0
Total Article 21530	6 382 184	0	0	6 382 184	0
90902 / 21570 /	86 649 357	0	0	86 649 357	0
Total Article 21570	86 649 357	0	0	86 649 357	0
90902 / 21820 /	26 217 065	0	0	26 217 065	0
Total Article 21820	26 217 065	0	0	26 217 065	0
90902 / 21830 /	89 854 020	0	0	89 854 020	0
Total Article 21830	89 854 020	0	0	89 854 020	0
90902 / 21840 /	19 839 229	0	0	19 839 229	0
Total Article 21840	19 839 229	0	0	19 839 229	0
90902 / 21850 /	3 604 375	0	0	3 604 375	0
Total Article 21850	3 604 375	0	0	3 604 375	0
90902 / 21880 /	165 289 657	0	0	165 289 657	0
Total Article 21880	165 289 657	0	0	165 289 657	0
90902 / 231312 /	409 768 517	0	0	409 768 517	0
Total Article 231312	409 768 517	0	0	409 768 517	0
90902 / 231351 /	8 403 851	0	0	8 403 851	0
Total Article 231351	8 403 851	0	0	8 403 851	0
90902	1 455 811 044	0	0	1 455 811 044	0
90903 / 204181 /	10 000 000	0	0	10 000 000	0
Total Article 204181	10 000 000	0	0	10 000 000	0
90903 / 204182 /	35 000 000	0	0	35 000 000	0
Total Article 204182	35 000 000	0	0	35 000 000	0
90903 / 20431 /	4 814 470	0	0	4 814 470	0
Total Article 20431	4 814 470	0	0	4 814 470	0
Total Article 204412	0	0	0	0	0
90903	49 814 470	0	0	49 814 470	0
90904 / 204171 /	2 387 828	0	0	2 387 828	0
Total Article 204171	2 387 828	0	0	2 387 828	0
90904 / 204172 /	123 803 496	0	0	123 803 496	0
Total Article 204172	123 803 496	0	0	123 803 496	0
90904 / 204182 /	32 827 183	0	0	32 827 183	0
Total Article 204182	32 827 183	0	0	32 827 183	0
90904 / 231318 /	67 426 433	0	0	67 426 433	0
Total Article 231318	67 426 433	0	0	67 426 433	0
90904	226 444 940	0	0	226 444 940	0
90905 / 21570 /	1 132 819	0	0	1 132 819	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 21570	1 132 819	0	0	1 132 819	0
90905 / 21830 /	1 238 861	0	0	1 238 861	0
Total Article 21830	1 238 861	0	0	1 238 861	0
90905 / 21880 /	5 146 266	0	0	5 146 266	0
Total Article 21880	5 146 266	0	0	5 146 266	0
90905	7 517 946	0	0	7 517 946	0
TOTAL MISSION 909	1 799 454 466	0	0	1 799 454 466	0
91001 / 2031 /	82 890 808	0	0	82 890 808	0
Total Article 2031	82 890 808	0	0	82 890 808	0
91001 / 204171 /	130 000 000	0	0	130 000 000	0
Total Article 204171	130 000 000	0	0	130 000 000	0
91001 / 2050 /	110 190	0	0	110 190	0
Total Article 2050	110 190	0	0	110 190	0
91001 / 2111 /	4 209 159	0	0	4 209 159	0
Total Article 2111	4 209 159	0	0	4 209 159	0
91001 / 2128 /	3 543 200	0	0	3 543 200	0
Total Article 2128	3 543 200	0	0	3 543 200	0
91001 / 213110 /	46 350	0	0	46 350	0
Total Article 213110	46 350	0	0	46 350	0
91001 / 213130 /	25 020 808	0	0	25 020 808	0
Total Article 213130	25 020 808	0	0	25 020 808	0
91001 / 213180 /	147 745	0	0	147 745	0
Total Article 213180	147 745	0	0	147 745	0
91001 / 213510 /	60 010 314	0	0	60 010 314	0
Total Article 213510	60 010 314	0	0	60 010 314	0
Total Article 213580	0	0	0	0	0
Total Article 21380	0	0	0	0	0
91001 / 21530 /	405 391	0	0	405 391	0
Total Article 21530	405 391	0	0	405 391	0
91001 / 21570 /	229 911 211	0	0	229 911 211	0
Total Article 21570	229 911 211	0	0	229 911 211	0
Total Article 2180	0	0	0	0	0
91001 / 21820 /	6 102 960	0	0	6 102 960	0
Total Article 21820	6 102 960	0	0	6 102 960	0
91001 / 21840 /	7 095 622	0	0	7 095 622	0
Total Article 21840	7 095 622	0	0	7 095 622	0
91001 / 21850 /	220 995	0	0	220 995	0
Total Article 21850	220 995	0	0	220 995	0
91001 / 21880 /	83 626 988	0	0	83 626 988	0
Total Article 21880	83 626 988	0	0	83 626 988	0
91001 / 23128 /	35 985 612	0	0	35 985 612	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 23128	35 985 612	0	0	35 985 612	0
91001 / 231313 /	375 586 052	0	0	375 586 052	0
Total Article 231313	375 586 052	0	0	375 586 052	0
91001 / 231351 /	19 256 238	0	0	19 256 238	0
Total Article 231351	19 256 238	0	0	19 256 238	0
91001 / 23151 /	5 470 836	0	0	5 470 836	0
Total Article 23151	5 470 836	0	0	5 470 836	0
91001 / 23188 /	2 115 227	0	0	2 115 227	0
Total Article 23188	2 115 227	0	0	2 115 227	0
91001	1 071 755 706	0	0	1 071 755 706	0
91002 / 2031 /	4 638 663	0	0	4 638 663	0
Total Article 2031	4 638 663	0	0	4 638 663	0
91002 / 204172 /	175 000 000	0	0	175 000 000	0
Total Article 204172	175 000 000	0	0	175 000 000	0
91002 / 231313 /	532 344 215	0	0	532 344 215	0
Total Article 231313	532 344 215	0	0	532 344 215	0
91002	711 982 878	0	0	711 982 878	0
91003 / 204171 /	103 946 886	0	0	103 946 886	0
Total Article 204171	103 946 886	0	0	103 946 886	0
91003 / 21570 /	174 254	0	0	174 254	0
Total Article 21570	174 254	0	0	174 254	0
91003	104 121 140	0	0	104 121 140	0
TOTAL MISSION 910	1 887 859 724	0	0	1 887 859 724	0
91101 / 204171 /	9 107 900	0	0	9 107 900	0
Total Article 204171	9 107 900	0	0	9 107 900	0
91101	9 107 900	0	0	9 107 900	0
91102 / 2031 /	31 006 477	0	0	31 006 477	0
Total Article 2031	31 006 477	0	0	31 006 477	0
91102 / 20421 /	67 500 000	0	0	67 500 000	0
Total Article 20421	67 500 000	0	0	67 500 000	0
91102 / 2128 /	5 941 252	0	0	5 941 252	0
Total Article 2128	5 941 252	0	0	5 941 252	0
91102 / 213110 /	4 922 793	0	0	4 922 793	0
Total Article 213110	4 922 793	0	0	4 922 793	0
91102 / 213130 /	15 802 588	0	0	15 802 588	0
Total Article 213130	15 802 588	0	0	15 802 588	0
91102 / 213510 /	26 177 622	0	0	26 177 622	0
Total Article 213510	26 177 622	0	0	26 177 622	0
91102 / 21530 /	524 889	0	0	524 889	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 21530	524 889	0	0	524 889	0
91102 / 21880 /	1 852 799	0	0	1 852 799	0
Total Article 21880	1 852 799	0	0	1 852 799	0
91102	153 728 420	0	0	153 728 420	0
91103 / 2031 /	31 383 923	0	0	31 383 923	0
Total Article 2031	31 383 923	0	0	31 383 923	0
91103	31 383 923	0	0	31 383 923	0
91105 / 204171 /	3 320 000	0	0	3 320 000	0
Total Article 204171	3 320 000	0	0	3 320 000	0
91105 / 204172 /	8 300 000	0	0	8 300 000	0
Total Article 204172	8 300 000	0	0	8 300 000	0
91105 / 20421 /	14 593 646	0	0	14 593 646	0
Total Article 20421	14 593 646	0	0	14 593 646	0
91105 / 20422 /	6 000 000	0	0	6 000 000	0
Total Article 20422	6 000 000	0	0	6 000 000	0
91105	32 213 646	0	0	32 213 646	0
91106 / 204171 /	184 034 007	0	0	184 034 007	0
Total Article 204171	184 034 007	0	0	184 034 007	0
91106 / 204172 /	612 600 000	0	0	612 600 000	0
Total Article 204172	612 600 000	0	0	612 600 000	0
91106 / 20421 /	46 924 366	0	0	46 924 366	0
Total Article 20421	46 924 366	0	0	46 924 366	0
91106	843 558 373	0	0	843 558 373	0
TOTAL MISSION 911	1 069 992 262	0	0	1 069 992 262	0
91301 / 2031 /	11 312 883	0	0	11 312 883	0
Total Article 2031	11 312 883	0	0	11 312 883	0
91301 / 20421 /	182 362	0	0	182 362	0
Total Article 20421	182 362	0	0	182 362	0
91301	11 495 245	0	0	11 495 245	0
91302 / 21570 /	51 109 688	0	0	51 109 688	0
Total Article 21570	51 109 688	0	0	51 109 688	0
91302	51 109 688	0	0	51 109 688	0
TOTAL MISSION 913	62 604 933	0	0	62 604 933	0
91401 / 2031 /	131 809 397	0	0	131 809 397	0
Total Article 2031	131 809 397	0	0	131 809 397	0
91401 / 20820 /	22 891 770	0	0	22 891 770	0
Total Article 20820	22 891 770	0	0	22 891 770	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91401 / 2128 /	469 320	0	0	469 320	0
Total Article 2128	469 320	0	0	469 320	0
91401 / 213110 /	766 140	0	0	766 140	0
Total Article 213110	766 140	0	0	766 140	0
91401 / 213510 /	2 916 087	0	0	2 916 087	0
Total Article 213510	2 916 087	0	0	2 916 087	0
91401 / 2151 /	2 569 378 078	0	0	2 569 378 078	0
Total Article 2151	2 569 378 078	0	0	2 569 378 078	0
91401 / 21530 /	1 629 776	0	0	1 629 776	0
Total Article 21530	1 629 776	0	0	1 629 776	0
91401 / 21570 /	203 648 201	0	0	203 648 201	0
Total Article 21570	203 648 201	0	0	203 648 201	0
91401 / 21820 /	36 231 840	0	0	36 231 840	0
Total Article 21820	36 231 840	0	0	36 231 840	0
91401 / 21850 /	610 394	0	0	610 394	0
Total Article 21850	610 394	0	0	610 394	0
91401 / 21880 /	821 828	0	0	821 828	0
Total Article 21880	821 828	0	0	821 828	0
Total Article 21881	0	0	0	0	0
91401 / 23128 /	1 802 329	0	0	1 802 329	0
Total Article 23128	1 802 329	0	0	1 802 329	0
91401 / 231353 /	170 152	0	0	170 152	0
Total Article 231353	170 152	0	0	170 152	0
91401 / 23151 /	1 722 222 359	0	0	1 722 222 359	0
Total Article 23151	1 722 222 359	0	0	1 722 222 359	0
91401 / 23153 /	59 123 603	0	0	59 123 603	0
Total Article 23153	59 123 603	0	0	59 123 603	0
91401	4 754 491 274	0	0	4 754 491 274	0
91402 / 2031 /	219 557 190	0	0	219 557 190	0
Total Article 2031	219 557 190	0	0	219 557 190	0
Total Article 2032	0	0	0	0	0
91402 / 2111 /	58 705 000	0	0	58 705 000	0
Total Article 2111	58 705 000	0	0	58 705 000	0
91402 / 213110 /	4 199 434	0	0	4 199 434	0
Total Article 213110	4 199 434	0	0	4 199 434	0
91402 / 213180 /	37 158 902	0	0	37 158 902	0
Total Article 213180	37 158 902	0	0	37 158 902	0
91402 / 21330 /	8 429 800	0	0	8 429 800	0
Total Article 21330	8 429 800	0	0	8 429 800	0
91402 / 213510 /	5 017 183	0	0	5 017 183	0
Total Article 213510	5 017 183	0	0	5 017 183	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91402 / 213530 /	26 186 773	0	0	26 186 773	0
Total Article 213530	26 186 773	0	0	26 186 773	0
91402 / 21570 /	85 027 861	0	0	85 027 861	0
Total Article 21570	85 027 861	0	0	85 027 861	0
91402 / 21830 /	656 253	0	0	656 253	0
Total Article 21830	656 253	0	0	656 253	0
91402 / 21850 /	207 005	0	0	207 005	0
Total Article 21850	207 005	0	0	207 005	0
91402 / 21880 /	10 757 597	0	0	10 757 597	0
Total Article 21880	10 757 597	0	0	10 757 597	0
91402 / 231318 /	63 829 481	0	0	63 829 481	0
Total Article 231318	63 829 481	0	0	63 829 481	0
91402 / 23133 /	1 627 376 679	0	0	1 627 376 679	0
Total Article 23133	1 627 376 679	0	0	1 627 376 679	0
91402 / 231351 /	142 321 547	0	0	142 321 547	0
Total Article 231351	142 321 547	0	0	142 321 547	0
91402 / 231353 /	313 108 835	0	0	313 108 835	0
Total Article 231353	313 108 835	0	0	313 108 835	0
91402 / 23153 /	264 014	0	0	264 014	0
Total Article 23153	264 014	0	0	264 014	0
91402 / 23157 /	5 842 500	0	0	5 842 500	0
Total Article 23157	5 842 500	0	0	5 842 500	0
91402 / 23205 /	12 136	0	0	12 136	0
Total Article 23205	12 136	0	0	12 136	0
91402	2 608 658 190	0	0	2 608 658 190	0
91403 / 2031 /	21 913 029	0	0	21 913 029	0
Total Article 2031	21 913 029	0	0	21 913 029	0
91403 / 2111 /	17 228 400	0	0	17 228 400	0
Total Article 2111	17 228 400	0	0	17 228 400	0
91403 / 2118 /	16 568 400	0	0	16 568 400	0
Total Article 2118	16 568 400	0	0	16 568 400	0
91403 / 2128 /	178 489 774	0	0	178 489 774	0
Total Article 2128	178 489 774	0	0	178 489 774	0
91403 / 2151 /	33 829 722	0	0	33 829 722	0
Total Article 2151	33 829 722	0	0	33 829 722	0
91403 / 21570 /	1 348 449	0	0	1 348 449	0
Total Article 21570	1 348 449	0	0	1 348 449	0
91403 / 23128 /	544 564 696	0	0	544 564 696	0
Total Article 23128	544 564 696	0	0	544 564 696	0
91403 / 23151 /	2 581 434	0	0	2 581 434	0
Total Article 23151	2 581 434	0	0	2 581 434	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91403	816 523 904	0	0	816 523 904	0
91404 / 2031 /	366 062	0	0	366 062	0
Total Article 2031	366 062	0	0	366 062	0
91404 / 204182 /	322 499 999	0	0	322 499 999	0
Total Article 204182	322 499 999	0	0	322 499 999	0
91404 / 21880 /	2 704 418	0	0	2 704 418	0
Total Article 21880	2 704 418	0	0	2 704 418	0
91404 / 23153 /	2 306 434	0	0	2 306 434	0
Total Article 23153	2 306 434	0	0	2 306 434	0
91404	327 876 913	0	0	327 876 913	0
91405 / 204171 /	103 132 200	0	0	103 132 200	0
Total Article 204171	103 132 200	0	0	103 132 200	0
91405 / 204172 /	1 240 333 847	0	0	1 240 333 847	0
Total Article 204172	1 240 333 847	0	0	1 240 333 847	0
91405 / 20421 /	46 000 000	0	0	46 000 000	0
Total Article 20421	46 000 000	0	0	46 000 000	0
91405 / 20422 /	1 040 173 289	0	0	1 040 173 289	0
Total Article 20422	1 040 173 289	0	0	1 040 173 289	0
91405	2 429 639 336	0	0	2 429 639 336	0
91406 / 20421 /	98 693 221	0	0	98 693 221	0
Total Article 20421	98 693 221	0	0	98 693 221	0
91406	98 693 221	0	0	98 693 221	0
TOTAL MISSION 914	11 035 882 838	0	0	11 035 882 838	0
91501 / 2031 /	848 047	0	0	848 047	0
Total Article 2031	848 047	0	0	848 047	0
91501 / 213580 /	2 933 300	0	0	2 933 300	0
Total Article 213580	2 933 300	0	0	2 933 300	0
91501	3 781 347	0	0	3 781 347	0
91502 / 2031 /	962 421	0	0	962 421	0
Total Article 2031	962 421	0	0	962 421	0
91502 / 21570 /	39 210 506	0	0	39 210 506	0
Total Article 21570	39 210 506	0	0	39 210 506	0
91502 / 21820 /	18 991 877	0	0	18 991 877	0
Total Article 21820	18 991 877	0	0	18 991 877	0
91502 / 21850 /	610 248	0	0	610 248	0
Total Article 21850	610 248	0	0	610 248	0
91502 / 21880 /	9 368 805	0	0	9 368 805	0
Total Article 21880	9 368 805	0	0	9 368 805	0
Total Article 21881	0	0	0	0	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91502	69 143 857	0	0	69 143 857	0
91503 / 2031 /	54 000	0	0	54 000	0
Total Article 2031	54 000	0	0	54 000	0
91503 / 21570 /	9 122 734	0	0	9 122 734	0
Total Article 21570	9 122 734	0	0	9 122 734	0
91503 / 21830 /	415 394	0	0	415 394	0
Total Article 21830	415 394	0	0	415 394	0
91503 / 21850 /	8 902 146	0	0	8 902 146	0
Total Article 21850	8 902 146	0	0	8 902 146	0
91503 / 21880 /	6 837 209	0	0	6 837 209	0
Total Article 21880	6 837 209	0	0	6 837 209	0
91503	25 331 483	0	0	25 331 483	0
91504 / 2031 /	1 641 600	0	0	1 641 600	0
Total Article 2031	1 641 600	0	0	1 641 600	0
91504 / 2128 /	5 082 291	0	0	5 082 291	0
Total Article 2128	5 082 291	0	0	5 082 291	0
91504 / 213510 /	4 973 731	0	0	4 973 731	0
Total Article 213510	4 973 731	0	0	4 973 731	0
91504 / 21530 /	741 000	0	0	741 000	0
Total Article 21530	741 000	0	0	741 000	0
91504 / 21570 /	5 274 537	0	0	5 274 537	0
Total Article 21570	5 274 537	0	0	5 274 537	0
91504 / 21820 /	8 865 082	0	0	8 865 082	0
Total Article 21820	8 865 082	0	0	8 865 082	0
91504 / 21850 /	1 977 354	0	0	1 977 354	0
Total Article 21850	1 977 354	0	0	1 977 354	0
91504 / 21880 /	16 122 184	0	0	16 122 184	0
Total Article 21880	16 122 184	0	0	16 122 184	0
91504 / 23128 /	9 125 990	0	0	9 125 990	0
Total Article 23128	9 125 990	0	0	9 125 990	0
91504	53 803 769	0	0	53 803 769	0
TOTAL MISSION 915	152 060 456	0	0	152 060 456	0
91602 / 2128 /	4 788 000	0	0	4 788 000	0
Total Article 2128	4 788 000	0	0	4 788 000	0
91602 / 21570 /	8 446 534	0	0	8 446 534	0
Total Article 21570	8 446 534	0	0	8 446 534	0
91602	13 234 534	0	0	13 234 534	0
91603 / 2031 /	5 229 906	0	0	5 229 906	0
Total Article 2031	5 229 906	0	0	5 229 906	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91603 / 204172 /	380 700 000	0	0	380 700 000	0
Total Article 204172	380 700 000	0	0	380 700 000	0
91603 / 2050 /	7 042 929	0	0	7 042 929	0
Total Article 2050	7 042 929	0	0	7 042 929	0
91603 / 20820 /	52 728 839	0	0	52 728 839	0
Total Article 20820	52 728 839	0	0	52 728 839	0
91603 / 2111 /	144 601 523	0	0	144 601 523	0
Total Article 2111	144 601 523	0	0	144 601 523	0
91603 / 2115 /	13 056 859	0	0	13 056 859	0
Total Article 2115	13 056 859	0	0	13 056 859	0
91603 / 2128 /	4 862 925	0	0	4 862 925	0
Total Article 2128	4 862 925	0	0	4 862 925	0
91603 / 21530 /	13 628 670	0	0	13 628 670	0
Total Article 21530	13 628 670	0	0	13 628 670	0
91603 / 21880 /	206 301	0	0	206 301	0
Total Article 21880	206 301	0	0	206 301	0
91603 / 23128 /	84 365 556	0	0	84 365 556	0
Total Article 23128	84 365 556	0	0	84 365 556	0
91603 / 232082 /	16 629 613	0	0	16 629 613	0
Total Article 232082	16 629 613	0	0	16 629 613	0
91603	723 053 121	0	0	723 053 121	0
91604 / 2031 /	8 214 100	0	0	8 214 100	0
Total Article 2031	8 214 100	0	0	8 214 100	0
91604 / 204171 /	1 080 932 640	0	0	1 080 932 640	0
Total Article 204171	1 080 932 640	0	0	1 080 932 640	0
91604 / 204172 /	7 375 939 146	0	0	7 375 939 146	0
Total Article 204172	7 375 939 146	0	0	7 375 939 146	0
91604 / 20421 /	73 081 048	0	0	73 081 048	0
Total Article 20421	73 081 048	0	0	73 081 048	0
91604 / 20422 /	625 301 940	0	0	625 301 940	0
Total Article 20422	625 301 940	0	0	625 301 940	0
91604 / 261 /	296 850	0	0	296 850	0
Total Article 261	296 850	0	0	296 850	0
91604	9 163 765 724	0	0	9 163 765 724	0
TOTAL MISSION 916	9 900 053 379	0	0	9 900 053 379	0
95101 / 1641 /	14 717 055 021	0	0	14 717 055 021	0
Total Article 1641	14 717 055 021	0	0	14 717 055 021	0
95101	14 717 055 021	0	0	14 717 055 021	0
95102 / 13911 /	448 845 158	0	0	448 845 158	0

**ETAT COMPARATIF DES DEPENSES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	DEPENSES				
	Ordonnateur (1)	CAP (2)	DNA (CCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
Total Article 13911	448 845 158	0	0	448 845 158	0
95102 / 13914 /	59 460 522	0	0	59 460 522	0
Total Article 13914	59 460 522	0	0	59 460 522	0
95102 / 139151 /	2 769 358	0	0	2 769 358	0
Total Article 139151	2 769 358	0	0	2 769 358	0
95102 / 139152 /	115 663 956	0	0	115 663 956	0
Total Article 139152	115 663 956	0	0	115 663 956	0
95102 / 13916 /	1 633 564	0	0	1 633 564	0
Total Article 13916	1 633 564	0	0	1 633 564	0
95102 / 139181 /	1 768 617	0	0	1 768 617	0
Total Article 139181	1 768 617	0	0	1 768 617	0
95102 / 139188 /	361 384 300	0	0	361 384 300	0
Total Article 139188	361 384 300	0	0	361 384 300	0
95102 / 198 /	1 900 438 660	0	0	1 900 438 660	0
Total Article 198	1 900 438 660	0	0	1 900 438 660	0
95102	2 891 964 135	0	0	2 891 964 135	0
95103 / 131188 /	143 198 091	0	0	143 198 091	0
Total Article 131188	143 198 091	0	0	143 198 091	0
95103 / 132152 /	797 168	0	0	797 168	0
Total Article 132152	797 168	0	0	797 168	0
95103 / 1681 /	375 000 000	0	0	375 000 000	0
Total Article 1681	375 000 000	0	0	375 000 000	0
95103	518 995 259	0	0	518 995 259	0
TOTAL MISSION 951	18 128 014 415	0	0	18 128 014 415	0
TOTAL GENERAL	55 616 348 047	0	0	55 616 348 047	0
Hors dna/rna (1 - 3)	55 616 348 047				

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90102 / 131152 /	726 279	0	0	726 279	0
Total Article 131152	726 279	0	0	726 279	0
90102 / 131181 /	44 035 947	0	0	44 035 947	0
Total Article 131181	44 035 947	0	0	44 035 947	0
90102	44 762 226	0	0	44 762 226	0
90104 / 131152 /	68 544 513	0	0	68 544 513	0
Total Article 131152	68 544 513	0	0	68 544 513	0
90104 / 131188 /	22 248 438	0	0	22 248 438	0
Total Article 131188	22 248 438	0	0	22 248 438	0
90104	90 792 951	0	0	90 792 951	0
90105 / 13116 /	34 129 330	0	0	34 129 330	0
Total Article 13116	34 129 330	0	0	34 129 330	0
90105	34 129 330	0	0	34 129 330	0
TOTAL MISSION 901	169 684 507	0	0	169 684 507	0
90301 / 131181 /	9 303 401	0	0	9 303 401	0
Total Article 131181	9 303 401	0	0	9 303 401	0
90301 / 204141 /	19 057 369	0	0	19 057 369	0
Total Article 204141	19 057 369	0	0	19 057 369	0
90301 / 204142 /	9 221 505	0	0	9 221 505	0
Total Article 204142	9 221 505	0	0	9 221 505	0
90301	37 582 275	0	0	37 582 275	0
90303 / 132152 /	5 523 402	0	0	5 523 402	0
Total Article 132152	5 523 402	0	0	5 523 402	0
90303	5 523 402	0	0	5 523 402	0
90305 / 13116 /	33 660 531	0	0	33 660 531	0
Total Article 13116	33 660 531	0	0	33 660 531	0
90305 / 204172 /	10 151 902	0	0	10 151 902	0
Total Article 204172	10 151 902	0	0	10 151 902	0
90305	43 812 433	0	0	43 812 433	0
TOTAL MISSION 903	86 918 110	0	0	86 918 110	0
90401 / 131152 /	4 867 257	0	0	4 867 257	0
Total Article 131152	4 867 257	0	0	4 867 257	0
90401 / 13216 /	61 728 233	0	0	61 728 233	0
Total Article 13216	61 728 233	0	0	61 728 233	0
90401 / 2128 /	400 999	0	0	400 999	0
Total Article 2128	400 999	0	0	400 999	0
90401	66 996 489	0	0	66 996 489	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
TOTAL MISSION 904	66 996 489	0	0	66 996 489	0
90501 / 131152 /	49 451 236	0	0	49 451 236	0
Total Article 131152	49 451 236	0	0	49 451 236	0
90501 / 13116 /	62 460 000	0	0	62 460 000	0
Total Article 13116	62 460 000	0	0	62 460 000	0
90501 / 13216 /	60 000 000	0	0	60 000 000	0
Total Article 13216	60 000 000	0	0	60 000 000	0
90501 / 132184 /	89 024 413	0	0	89 024 413	0
Total Article 132184	89 024 413	0	0	89 024 413	0
90501 / 20421 /	1 352 005	0	0	1 352 005	0
Total Article 20421	1 352 005	0	0	1 352 005	0
90501	262 287 654	0	0	262 287 654	0
90502 / 13116 /	5 656 753	0	0	5 656 753	0
Total Article 13116	5 656 753	0	0	5 656 753	0
90502 / 13216 /	31 339 528	0	0	31 339 528	0
Total Article 13216	31 339 528	0	0	31 339 528	0
90502	36 996 281	0	0	36 996 281	0
90503 / 20421 /	1 000 000	0	0	1 000 000	0
Total Article 20421	1 000 000	0	0	1 000 000	0
90503 / 231351 /	35 439 625	0	0	35 439 625	0
Total Article 231351	35 439 625	0	0	35 439 625	0
90503	36 439 625	0	0	36 439 625	0
TOTAL MISSION 905	335 723 560	0	0	335 723 560	0
90703 / 131152 /	3 865 166	0	0	3 865 166	0
Total Article 131152	3 865 166	0	0	3 865 166	0
90703	3 865 166	0	0	3 865 166	0
TOTAL MISSION 907	3 865 166	0	0	3 865 166	0
90801 / 204172 /	1 014 646	0	0	1 014 646	0
Total Article 204172	1 014 646	0	0	1 014 646	0
90801 / 20421 /	723 332	0	0	723 332	0
Total Article 20421	723 332	0	0	723 332	0
90801	1 737 978	0	0	1 737 978	0
TOTAL MISSION 908	1 737 978	0	0	1 737 978	0
90902 / 13114 /	349 563 943	0	0	349 563 943	0
Total Article 13114	349 563 943	0	0	349 563 943	0
90902 / 131181 /	8 730 215	0	0	8 730 215	0
Total Article 131181	8 730 215	0	0	8 730 215	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
90902 / 131183 /	3 701 919	0	0	3 701 919	0
Total Article 131183	3 701 919	0	0	3 701 919	0
90902 / 131188 /	78 508 353	0	0	78 508 353	0
Total Article 131188	78 508 353	0	0	78 508 353	0
90902	440 504 430	0	0	440 504 430	0
90904 / 131152 /	156 969 387	0	0	156 969 387	0
Total Article 131152	156 969 387	0	0	156 969 387	0
90904	156 969 387	0	0	156 969 387	0
TOTAL MISSION 909	597 473 817	0	0	597 473 817	0
91001 / 131152 /	34 676 337	0	0	34 676 337	0
Total Article 131152	34 676 337	0	0	34 676 337	0
91001 / 13116 /	211 701 655	0	0	211 701 655	0
Total Article 13116	211 701 655	0	0	211 701 655	0
91001 / 131188 /	109 748 637	0	0	109 748 637	0
Total Article 131188	109 748 637	0	0	109 748 637	0
91001 / 231313 /	1 039 381	0	0	1 039 381	0
Total Article 231313	1 039 381	0	0	1 039 381	0
91001	357 166 010	0	0	357 166 010	0
91003 / 204171 /	14 369 358	0	0	14 369 358	0
Total Article 204171	14 369 358	0	0	14 369 358	0
91003	14 369 358	0	0	14 369 358	0
TOTAL MISSION 910	371 535 368	0	0	371 535 368	0
91106 / 132181 /	22 500 000	0	0	22 500 000	0
Total Article 132181	22 500 000	0	0	22 500 000	0
91106	22 500 000	0	0	22 500 000	0
TOTAL MISSION 911	22 500 000	0	0	22 500 000	0
91302 / 274 /	17 948 211	0	0	17 948 211	0
Total Article 274	17 948 211	0	0	17 948 211	0
91302	17 948 211	0	0	17 948 211	0
TOTAL MISSION 913	17 948 211	0	0	17 948 211	0
91401 / 13211 /	3 241 830 074	0	0	3 241 830 074	0
Total Article 13211	3 241 830 074	0	0	3 241 830 074	0
91401 / 2031 /	2 345	0	0	2 345	0
Total Article 2031	2 345	0	0	2 345	0
91401 / 2151 /	992 731	0	0	992 731	0
Total Article 2151	992 731	0	0	992 731	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
91401 / 23151 /	441 792	0	0	441 792	0
Total Article 23151	441 792	0	0	441 792	0
91401	3 243 266 942	0	0	3 243 266 942	0
91402 / 13111 /	1 221 021 018	0	0	1 221 021 018	0
Total Article 13111	1 221 021 018	0	0	1 221 021 018	0
91402 / 131188 /	612 028 639	0	0	612 028 639	0
Total Article 131188	612 028 639	0	0	612 028 639	0
91402 / 2031 /	63 543	0	0	63 543	0
Total Article 2031	63 543	0	0	63 543	0
91402 / 231318 /	1 193 097	0	0	1 193 097	0
Total Article 231318	1 193 097	0	0	1 193 097	0
91402	1 834 306 297	0	0	1 834 306 297	0
91403 / 13211 /	597 603 404	0	0	597 603 404	0
Total Article 13211	597 603 404	0	0	597 603 404	0
91403	597 603 404	0	0	597 603 404	0
91404 / 132183 /	191 975 189	0	0	191 975 189	0
Total Article 132183	191 975 189	0	0	191 975 189	0
91404	191 975 189	0	0	191 975 189	0
91405 / 131181 /	443 142 662	0	0	443 142 662	0
Total Article 131181	443 142 662	0	0	443 142 662	0
Total Article 131188	0	0	0	0	0
91405	443 142 662	0	0	443 142 662	0
TOTAL MISSION 914	6 310 294 494	0	0	6 310 294 494	0
91502 / 131188 /	16 752 000	0	0	16 752 000	0
Total Article 131188	16 752 000	0	0	16 752 000	0
91502	16 752 000	0	0	16 752 000	0
TOTAL MISSION 915	16 752 000	0	0	16 752 000	0
91603 / 1328 /	2 668 200	0	0	2 668 200	0
Total Article 1328	2 668 200	0	0	2 668 200	0
91603	2 668 200	0	0	2 668 200	0
91604 / 204172 /	245 800 712	0	0	245 800 712	0
Total Article 204172	245 800 712	0	0	245 800 712	0
91604 / 20421 /	590 058	0	0	590 058	0
Total Article 20421	590 058	0	0	590 058	0
91604 / 20422 /	6 236 666	0	0	6 236 666	0
Total Article 20422	6 236 666	0	0	6 236 666	0
91604	252 627 436	0	0	252 627 436	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
TOTAL MISSION 916	255 295 636	0	0	255 295 636	0
95101 / 1641 /	12 209 785 255	0	0	12 209 785 255	0
Total Article 1641	12 209 785 255	0	0	12 209 785 255	0
95101 / 2671 /	26 941 031	0	0	26 941 031	0
Total Article 2671	26 941 031	0	0	26 941 031	0
95101 / 274 /	359 334 186	0	0	359 334 186	0
Total Article 274	359 334 186	0	0	359 334 186	0
95101 / 2761 /	42 194 950	0	0	42 194 950	0
Total Article 2761	42 194 950	0	0	42 194 950	0
95101	12 638 255 422	0	0	12 638 255 422	0
95102 / 1068 /	20 542 846 710	0	0	20 542 846 710	0
Total Article 1068	20 542 846 710	0	0	20 542 846 710	0
95102 / 28031 /	135 438 923	0	0	135 438 923	0
Total Article 28031	135 438 923	0	0	135 438 923	0
95102 / 2804 /	5 858 535 545	0	0	5 858 535 545	0
Total Article 2804	5 858 535 545	0	0	5 858 535 545	0
95102 / 2805 /	136 275 867	0	0	136 275 867	0
Total Article 2805	136 275 867	0	0	136 275 867	0
95102 / 2808 /	63 458 318	0	0	63 458 318	0
Total Article 2808	63 458 318	0	0	63 458 318	0
95102 / 281311 /	58 065 141	0	0	58 065 141	0
Total Article 281311	58 065 141	0	0	58 065 141	0
95102 / 281312 /	567 666 329	0	0	567 666 329	0
Total Article 281312	567 666 329	0	0	567 666 329	0
95102 / 281313 /	386 436 575	0	0	386 436 575	0
Total Article 281313	386 436 575	0	0	386 436 575	0
95102 / 281314 /	9 982 518	0	0	9 982 518	0
Total Article 281314	9 982 518	0	0	9 982 518	0
95102 / 281318 /	742 608 159	0	0	742 608 159	0
Total Article 281318	742 608 159	0	0	742 608 159	0
95102 / 28132 /	38 796	0	0	38 796	0
Total Article 28132	38 796	0	0	38 796	0
95102 / 28133 /	1 776 120 512	0	0	1 776 120 512	0
Total Article 28133	1 776 120 512	0	0	1 776 120 512	0
95102 / 281351 /	294 081 181	0	0	294 081 181	0
Total Article 281351	294 081 181	0	0	294 081 181	0
95102 / 281352 /	190 036	0	0	190 036	0
Total Article 281352	190 036	0	0	190 036	0
95102 / 281353 /	244 944 439	0	0	244 944 439	0
Total Article 281353	244 944 439	0	0	244 944 439	0

**ETAT COMPARATIF DES RECETTES EN INVESTISSEMENT ENTRE
L'ORDONNATEUR ET LE PAYEUR**

Imputation Programme / Article/Sous-Article	RECETTES				
	Ordonnateur (1)	PAR (2)	RNA (PCA) (3)	Trésor (4)	Ecart (5 = 1 + 2 - 3 - 4)
95102 / 281358 /	10 860 633	0	0	10 860 633	0
Total Article 281358	10 860 633	0	0	10 860 633	0
95102 / 28138 /	22 624 402	0	0	22 624 402	0
Total Article 28138	22 624 402	0	0	22 624 402	0
95102 / 28153 /	418 909 325	0	0	418 909 325	0
Total Article 28153	418 909 325	0	0	418 909 325	0
95102 / 28157 /	982 190 712	0	0	982 190 712	0
Total Article 28157	982 190 712	0	0	982 190 712	0
95102 / 28182 /	347 334 221	0	0	347 334 221	0
Total Article 28182	347 334 221	0	0	347 334 221	0
95102 / 28183 /	229 417 657	0	0	229 417 657	0
Total Article 28183	229 417 657	0	0	229 417 657	0
95102 / 28184 /	62 421 669	0	0	62 421 669	0
Total Article 28184	62 421 669	0	0	62 421 669	0
95102 / 28185 /	15 828 703	0	0	15 828 703	0
Total Article 28185	15 828 703	0	0	15 828 703	0
95102 / 28188 /	409 686 455	0	0	409 686 455	0
Total Article 28188	409 686 455	0	0	409 686 455	0
95102 / 4817 /	42 851 406	0	0	42 851 406	0
Total Article 4817	42 851 406	0	0	42 851 406	0
95102	33 358 814 232	0	0	33 358 814 232	0
TOTAL MISSION 951	45 997 069 654	0	0	45 997 069 654	0

TOTAL GENERAL	54 253 794 990	0	0	54 253 794 990	0
Hors dna/rna (1 - 3)	54 253 794 990				

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et les dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE pendant l'année 2023 et qu'il n'en existe aucun autre à sa connaissance.

22/01/2024

A Papeete le

*Le Payeur
de la Polynésie française*

Le Payeur de la Polynésie Française **Philippe HENROT**



Vu et vérifié par le Comptable centralisateur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats et que le solde du compte 515 "Compte au Trésor" est conforme au solde dans ses écritures.

*Pour l'Administrateur général
des Finances Publiques*

A Papeete le

30 AVR. 2024

*La responsable de la division Pilotage
du réseau de recouvrement*

*Inspection divisionnaire
des Finances Publiques*

Anna-Sophie LOCQUEGNIES-GOUPI L'Administrateur Général des Finances Publiques

Vu par le Président de la Polynésie Française, Ordonnateur, qui certifie que le présent compte, dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le par l'organe délibérant.

A Papeete le

Vu et mis en état d'examen par le Comptable centralisateur. Fiche d'observation jointe (1).

A Papeete le

L'Administrateur Général des Finances Publiques

(1) Mention à rayer éventuellement

POLYNESIE FRANCAISE



ETATS D'INFORMATION

ACCOMPAGNANT LA DELIBERATION DE REGLEMENT DU
BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE

2023

SOMMAIRE

Annexe explicative
Rapport annuel de performance
Rapport annuel relatif aux participations de la Polynésie française au capital de sociétés et autres structures
Rapport annuel relatif aux aides financières inférieures au seuil de transmission à la CCBF
Etat relatif aux dépenses imprévues
Etat de la dette
Etat du patrimoine
Etat relatif aux autorités administratives indépendantes

ANNEXE EXPLICATIVE

Les dispositions de l'article LP 42 de la loi du Pays n° 2021-9 du 1^{er} février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française, prévoient l'établissement d'« *une annexe explicative du compte administratif développant le montant définitif des recettes et des dépenses constatées, des crédits ouverts en indiquant les écarts et les modifications de crédits demandés* ».

Cette annexe a ainsi vocation à présenter le budget primitif (BP 2023) et son évolution en cours d'exercice (BM 2023), ainsi que le budget exécuté (CA 2023) et ses écarts avec le budget modifié (BM 2023).

I – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1 – Les recettes de fonctionnement

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des recettes de fonctionnement se présente par missions comme suit (*en millions F CFP*) :

Mission ou ligne budgétaire		BP 2023	BM 2023	BM-BP	% BM-BP	CA 2023	CA-BM	% CA-BM
960	Pouvoirs publics	122	128	6	5%	139	11	108%
961	Moyens internes	687	687	0	0%	571	-116	83%
962	Personnel	1 340	1 403	63	5%	1 726	323	123%
963	Partenariat avec les collectivités	1 307	1 307	0	0%	1 943	637	149%
964	Tourisme	0	6 7778	7		11	5	0%
965	Développement des ressources propres	290	882	592	204%	844	-37	96%
966	Economie générale	177	177	0	0%	280	103	158%
967	Travail et emploi	26	26	0	1%	96	70	370%
968	Culture et patrimoine	0	0	0		8	8	0%
969	Enseignement	786	808	22	3%	915	107	113%
970	Santé	1 267	1 809	542	43%	1 817	8	100%
971	Vie sociale	514	503	-11	-2%	559	56	111%
973	Environnement	48	48	0	0%	40	-8	84%
974	Réseaux et équipements structurants	719	754	35	5%	514	-241	68%
975	Transports	1 548	1 884	336	22%	2 094	210	111%
976	Urbanisme, habitat et foncier	721	721	0	0%	878	157	122%
990	Gestion fiscale	141 530	142 130	600	0%	159 022	16 892	112%
991	Gestion financière	28 703	28 641	-62	0%	28 148	-493	98%
Total des recettes de fonctionnement hors 002		179 785	181 915	2 130	1%	199 608	17 693	110%
002	Résultat de fonctionnement reporté		21 424	21 424			- 21 424	
Total des recettes de fonctionnement		179 785	203 339	23 554	13%	199 608	- 3 731	98%

ANNEXE EXPLICATIVE

A – Les recettes inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les recettes prévisionnelles votées pour l'exercice 2023, initialement à hauteur de 179,785 milliards F CFP au budget primitif (BP), s'établissent à 203,339 milliards F CFP en budget modifié (BM).

Outre la reprise du résultat de fonctionnement reporté de la gestion 2022 d'un montant particulièrement important de 21,424 milliards F CFP, l'augmentation du budget général de 23,554 milliards F CFP s'explique principalement par :

→ au sein de la mission 990 « gestion fiscale » : + 600 millions F CFP

Un supplément de crédits d'impôts de défiscalisation (E/O) a été inscrit à hauteur de 600 millions F CFP, répartis en crédits d'impôts de défiscalisation à l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IS) pour 500 millions F CFP, et en crédits d'impôts de défiscalisation à l'impôt sur les transactions (IT) pour 100 millions F CFP. Dès lors, les enveloppes relatives aux crédits d'impôts de défiscalisation à l'IS et à l'IT s'élèvent respectivement, à 5,200 milliards F CFP, et 900 millions F CFP.

→ au sein de la mission 965 « développement des ressources propres » : + 592 millions F CFP

Cette augmentation est expliquée essentiellement par le remboursement des trop-perçus sur la gestion du dispositif de soutien qui encadre la production et la commercialisation du coprah, soit 437 millions F CFP au titre du mandat de gestion 2022 et 105 millions F CFP au titre de la subvention d'équilibre.

Ainsi, une convention de mandat désigne l'Huilerie de Tahiti comme mandataire pour l'achat de la totalité du coprah produit en Polynésie française aux prix réglementés par l'arrêté n° 24/CM du 15 janvier 1993 modifié fixant les prix du coprah sur le territoire. En 2022, ce sont 1,120 milliard F CFP qui ont été mandatés par la collectivité alors que l'Huilerie n'a acheté que 683 millions F CFP de coprah.

En contrepartie, une subvention d'équilibre est versée à l'Huilerie de Tahiti pour compenser le déficit lié à l'exploitation de l'usine, les différentes charges supportées étant supérieures au produit des ventes d'huile brute de coprah, tourteaux et huile raffinée. Il s'agit d'une aide qui est essentiellement calculée sur la base de la différence entre le prix d'achat réglementé et le cours mondial de revente du coprah. En 2022, une subvention d'équilibre a été versée à l'huilerie à hauteur de 596 millions F CFP, alors que les coûts réels ne s'élèvent qu'à 491 millions F CFP.

→ au sein de la mission 970 « santé » : + 542 millions F CFP

Cette augmentation concerne notamment le stock de médicaments de la pharmacie d'approvisionnement et des hôpitaux périphériques, dont la variation constatée est valorisée à 495 millions F CFP à fin 2022. Son inscription est établie en recette comme en dépense.

De plus, une recette de 46 millions F CFP est inscrite au titre du dispositif Projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes (PROTEGE), de renforcement de la sécurité des services écosystémiques en préservant la biodiversité, en partenariat avec le Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Il s'inscrit dans un programme de

ANNEXE EXPLICATIVE

chiens détecteurs à l'arrivée des vols internationaux, et s'est traduit par des travaux d'aménagement d'un chenil au sein de l'aéroport international de Tahiti Faa'a.

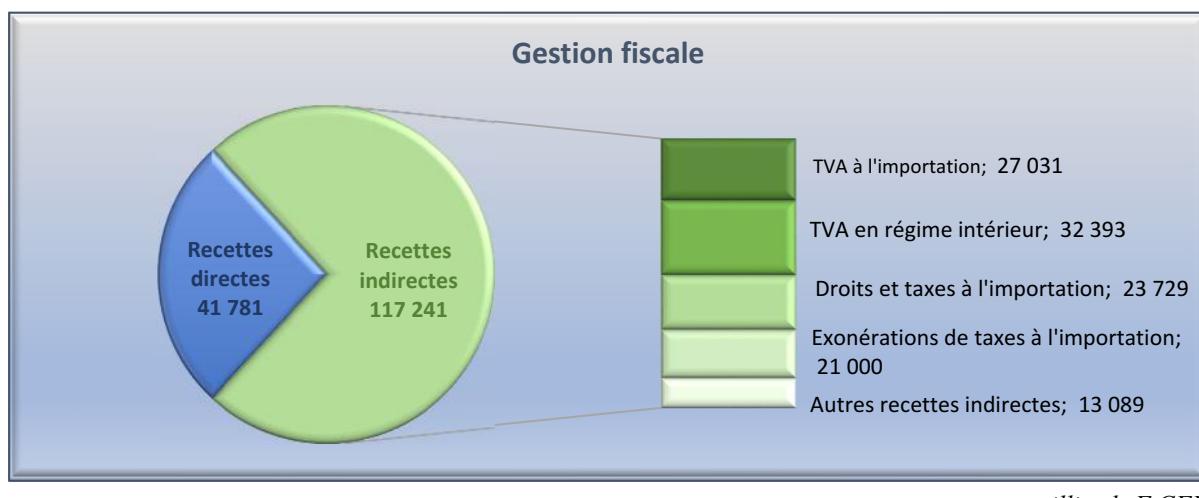
B – Les recettes exécutées, et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 199,608 milliards F CFP, ce qui représente une plus-value de 19,823 milliards F CFP (+11 %) par rapport au BP, et de 17,693 milliards F CFP (+10 %) par rapport au BM (hors résultat de fonctionnement reporté)¹. Ces bonnes performances sont marquées par les rendements exceptionnels de plusieurs recettes qui ont atteint des niveaux records en 2023.

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement s'établit à 110 % du budget modifié hors affectation du résultat de fonctionnement reporté (soit 98 % du budget modifié).

a – Les recettes de la mission 990 « gestion fiscale »

A la mission « gestion fiscale » sont imputées plus des trois quarts (80 %) des recettes de fonctionnement. En 2023, ces recettes totalisent 159,022 milliards F CFP, et dépassent de 16,892 milliards F CFP (+12 %) leur inscription budgétaire.



RECETTES INDIRECTES »» 117,241 milliards F CFP

Le produit de la fiscalité indirecte s'établit à 117,241 milliards F CFP, dont les principales composantes sont présentées comme suit :

Taxe sur la valeur ajoutée

¹ La ligne budgétaire 002 « résultat de fonctionnement reporté » ne fait pas l'objet d'émission de titre de recette, mais participe à l'équilibre du budget. La déduire du BM paraît dès lors plus significatif pour toute comparaison en termes de réalisations.

ANNEXE EXPLICATIVE

Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) représente plus de la moitié (51 %) des recettes indirectes. Il culmine à un niveau jamais atteint de 59,424 milliards F CFP.

Le rendement de la TVA à l'importation affiche un record de 27,031 milliards F CFP du fait de l'effet combiné d'une consommation soutenue et de l'inflation, qui a engendré un niveau général des prix à la consommation supérieur de 3,3 % par rapport à l'exercice 2022.

La recette de TVA en régime intérieur, quant à elle, franchit un cap en dépassant la barre des 30 milliards F CFP, pour s'établir à 32,393 milliards F CFP, contre 27 milliards F CFP en moyenne sur les cinq dernières années.

Droits à l'importation

Le rendement des droits à l'importation, à l'instar de la TVA, culmine à 23,729 milliards F CFP, compte tenu du maintien de la consommation intérieure malgré un contexte de prix élevés.

Le produit des droits de douane ainsi que de la taxe pour l'environnement, l'agriculture et la pêche s'établissent respectivement à 9,009 milliards F CFP, et 3,608 milliards F CFP. Ces deux recettes représentent plus de la moitié (53 %) des droits à l'importation.

Les taxes sur les hydrocarbures affichent un rendement élevé de 5,345 milliards F CFP. En effet, la croissance économique en 2023 s'est accompagnée d'une forte demande en pétrole.

Droits à l'exportation

Le droit spécifique sur les perles exportées (DSPE) enregistre un produit de 599 millions F CFP du fait d'une demande internationale accrue de perles. La vente des perles à l'export a explosé en 2023, Hong Kong, restant le premier importateur. La recette atteint son plus haut niveau depuis la dernière décennie. Sur l'exercice 2023, les exportations de perles brutes ont quasiment doublé (+99 %) en poids, alors que leur valeur est multipliée par 281 %, en passant de 6 milliards F CFP à plus de 16 milliards F CFP.

Droits de timbre et d'enregistrement

Les droits d'enregistrement affichent un produit inédit de 5,696 milliards F CFP. Cette recette est d'autant plus remarquable qu'une baisse des recettes avait été envisagée au regard des dispositions de l'article LP 5 de la loi du pays n° 2022-42 du 13 décembre 2022 en faveur du pouvoir d'achat, de l'activité économique et d'une meilleure lisibilité de la réglementation. Celle-ci a relevé l'assiette des droits d'enregistrement de +5 millions F CFP à +10 millions F CFP. De même, le taux d'exonération en faveur de primo-acquéreurs est passé de 9 % à 8 %.

Exonérations (E/O)

Les exonérations de droits et taxes à l'importation sont exécutées à hauteur de 21 milliards F CFP. Ce montant correspond à un reliquat de 7,918 milliards F CFP d'exonérations douanières au titre de l'exercice 2022, et à 13,082 milliards F CFP de crédits d'exonérations douanières sur l'exercice 2023. Le montant des exonérations douanières de l'exercice 2023 s'élève à 21,865 milliards F CFP, un complément de 8,782 milliards F CFP sera ainsi inscrit en premier collectif budgétaire 2024.

Les exonérations de droits d'enregistrement totalisent 2,600 milliards F CFP.

ANNEXE EXPLICATIVE

RECETTES DIRECTES »» 41,781 milliards F CFP

En 2023, le produit de la fiscalité directe enregistre un rendement de 41,781 milliards F CFP, dont les principales taxes sont présentées telles que suit :

Impôts et taxes sur le revenu

La totalité des impôts et taxes sur le revenu affiche des performances exceptionnelles pour atteindre une recette globale de 26,987 milliards F CFP.

L'IS s'établit à 12,401 milliards F CFP et plafonne au titre du meilleur rendement obtenu sur les deux dernières décennies.

Dans le même temps, le rendement de la contribution supplémentaire à l'IS (CSIS) affiche un résultat exceptionnel de 5,308 milliards F CFP, et plafonne également à un niveau record.

Par ailleurs, les rendements des impôts suivants culminent eux aussi à des sommets jamais atteints :

- l'impôt sur les transactions ➔ 3,353 milliards F CFP,
- l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ➔ 2,680 milliards F CFP,
- la retenue à la source des non-résidents ➔ 1,828 milliard F CFP,
- et l'impôt forfaitaire sur les très petites entreprises ➔ 171 millions F CFP.

Une recette de contribution de solidarité territoriale sur les traitements (CST) est pour la première fois titrée sur le budget général, s'agissant d'un droit constaté avant la clôture du compte d'affectation spéciale fonds pour l'emploi et lutte contre la pauvreté (FELP) mais encaissé après sa clôture, pour un montant de 305 millions F CFP.

Divers impôts directs

La recette d'impôt foncier atteint elle aussi un niveau record, de l'ordre de 3,252 milliards F CFP.

Le rendement de la redevance de promotion touristique (RPT) s'établit à 1,702 milliard F CFP, et enregistre également un niveau inédit. Cette forte progression est d'autant plus remarquable que le taux de RPT a diminué au terme du premier trimestre de l'année. En effet, depuis le 1^{er} avril 2023, la possibilité est donnée aux communes sur lesquelles sont installés des hôtels, de voter des centimes additionnels. Cette modification réglementaire réduit le taux de RPT de 5 % à 3,5 %.

La Polynésie française a, en 2023, accueilli près de 262 000 touristes, un effectif record dans l'histoire du tourisme polynésien. Ces touristes ont consommé 4 125 940 nuitées touristiques, soit une hausse de 11 % sur un an et de 17 % par rapport à la même période en 2019.

Le produit des amendes et pénalités affiche une recette exceptionnelle de 1,972 milliard F CFP. Elle s'explique essentiellement par une campagne ciblée sur le respect des dates de dépôt des déclarations de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers des exercices 2019 à 2022. Le résultat de ce contrôle a conduit à l'application des majorations de dépôt tardif et des intérêts de retard.

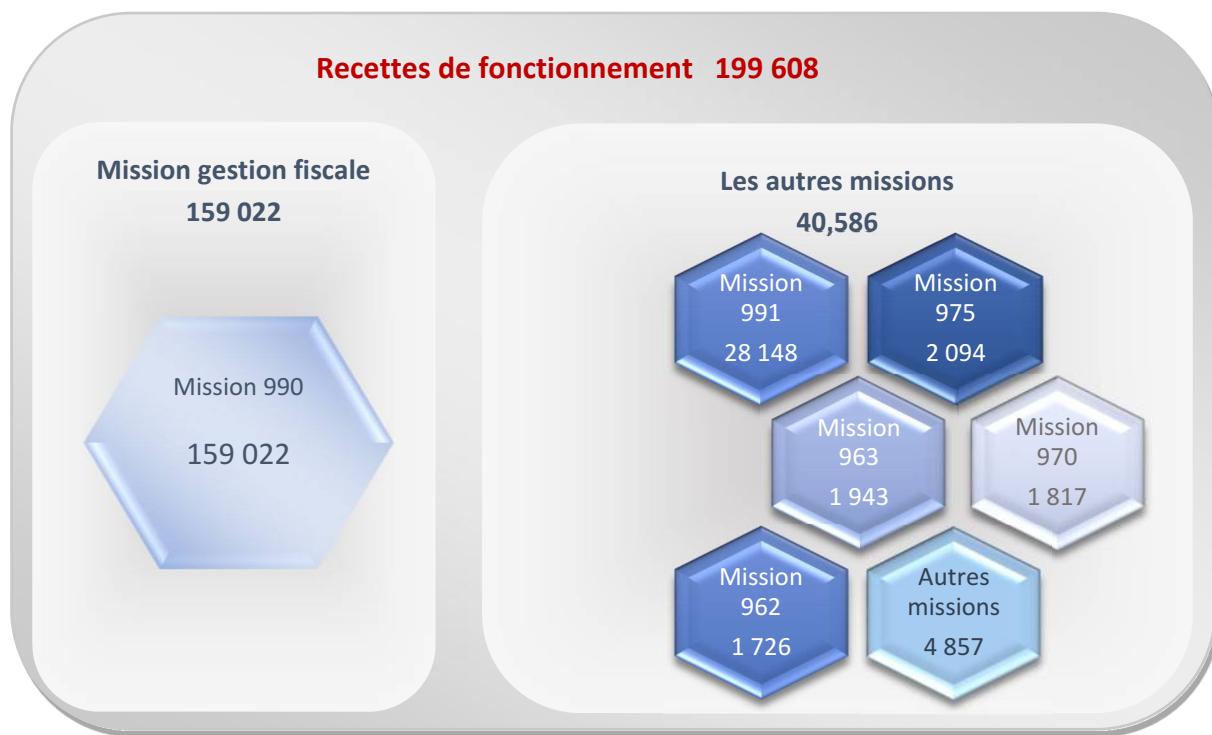
ANNEXE EXPLICATIVE

Ces compléments d'imposition s'expliquent principalement par une confusion du fait générateur de la liquidation de cet impôt entre celui de la Métropole et celui de la Polynésie française. En Polynésie française, le fait générateur est la mise en distribution des dividendes, par décision d'assemblée générale, et celui de la Métropole est la mise en paiement.

Ainsi, au lieu de déposer les déclarations d'IRCM dans le mois qui suit l'assemblée générale décidant de la distribution de dividendes de l'année N-1 (au plus tard le 30/07 de l'année N), les sociétés le font en même temps que leurs déclarations de résultats de l'exercice N, soit au plus tard le 30/04 de l'année N+1, d'où les majorations de 10% appliquées et les intérêts de retard par exercice repris.

b – Les autres recettes

Les recettes des missions autres que la gestion fiscale totalisent 40,586 milliards F CFP, ce qui représente 20 % du total des recettes de fonctionnement. Elles sont réparties de la manière suivante, en millions F CFP, et seront présentées par ordre d'importance :



MISSION 991 « GESTION FINANCIERE »

Les recettes de la mission 991 totalisent 28,148 milliards F CFP. Ses principales recettes sont détaillées ci-après.

■■■ La dotation globale d'autonomie, mise en place depuis 2011 en substitution à d'anciens dispositifs au titre de la dette nucléaire, est fixée depuis l'exercice 2016 à hauteur de 10,806 milliards F CFP.

ANNEXE EXPLICATIVE

■■■ Dans le cadre de la politique sectorielle de l'eau, la Commission Européenne a versé une 1^{ère} tranche de 716 millions F CFP du programme européen d'appui à la gestion durable de l'eau en Polynésie française. Cinq années de mise en œuvre (2023-2027) sont prévues pour ce programme qui vient ainsi soutenir la Politique de l'eau de la Polynésie française – Cap 2030 adoptée par l'Assemblée de la Polynésie française (APF) le 17 juin 2021. L'enveloppe totale attendue s'élève à 3,7 milliards F CFP.

■■■ Les produits de participations des sociétés atteignent 395 millions F CFP, dont notamment 186 millions F CFP de dividendes de la société Coder Marama Nui, 128 millions F CFP de dividendes de la banque SOCREDO, 42 millions F CFP de la société Aéroport de Tahiti, ainsi que 35 millions F CFP de la société Air Tahiti.

■■■ Au titre des produits des autres immobilisations financières figurent les intérêts du prêt de 9,599 milliards F CFP accordé en 2020 à la Caisse de prévoyance sociale (384 millions F CFP), les intérêts liés à la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française en 2014 pour un contrat signé par l'office polynésien de l'habitat (OPH) avec la banque Dexia (23 millions F CFP), ainsi que le remboursement de l'avance en compte courant accordée à Fenua ma, transformée en prêt en 2017, d'un montant de 300 millions F CFP, jusqu'au terme des 30 échéances semestrielles prévu en 2033 (9 millions F CFP).

■■■ Les écritures de neutralisation de la dotation aux amortissements et de subventions d'investissement transférées au compte de résultat représentent, respectivement, 1,900 milliard F CFP, et 992 millions F CFP.

■■■ Les produits exceptionnels totalisent 1,521 milliard F CFP, du fait notamment du versement du compte d'affectation spéciale fonds de l'investissement et de garantie de la dette (FIGD) de 1,475 milliard F CFP pour la prise en charge de l'annuité de l'emprunt exceptionnel garanti par l'Etat (PGE n°1), conformément aux engagements de la collectivité.

■■■ Le solde de la reprise sur la provision constituée en vue du financement des actions du plan de relance à la suite de l'obtention du prêt garanti par l'Etat (pour lequel l'Etat a accepté son imputation en section de fonctionnement) est comptabilisé à hauteur de 11,166 milliards F CFP.

MISSION 975 « TRANSPORT »

Les recettes de la mission 975 totalisent 2,094 milliards F CFP, les principales sont détaillées ci-après.

■■■ Au titre de la sécurité aéroportuaire, la participation de l'Etat s'établit à 1,670 milliard F CFP en 2023 et atteint un niveau record depuis sa mise en place en 2011, à l'instar de la redevance de la promotion touristique.

■■■ La compensation financière relative au transfert des aérodromes de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa totalise 147 millions F CFP, et celle relative au transfert des compétences d'une partie du service des affaires maritimes est de 5 millions F CFP (sur un total de 49 millions F CFP, le reliquat émerge à la mission 962 « Personnel »).

■■■ Les autres participations de l'Etat concernent le financement pour la résorption des épaves de navires abandonnés (6 millions F CFP), et la subvention relative à une étude du besoin et étude juridico-économique de la faisabilité d'une liaison maritime intra-archipel aux Tuamotu de l'Ouest avec un navire à propulsion bas-carbone (3 millions F CFP).

ANNEXE EXPLICATIVE

■■■ Par ailleurs, le rendement des redevances aéroportuaires s'établit à 119 millions F CFP, et atteint ce faisant, la 2^{ème} meilleure performance sur la dernière décennie.

MISSION 963 « PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES »

Les recettes de la mission 963 sont comptabilisées à hauteur de 1,943 milliard F CFP, du fait notamment de la reprise de la provision (1,277 milliard F CFP) constituée au titre de la régularisation de l'assiette du FIP 2021. Au titre de l'exercice 2021, la participation du Pays au FIP totalise donc 17,132 milliards F CFP (soit 15,855 milliards F CFP calculés selon le BP 2021 + 1,277 milliard F CFP de rattrapage).

Le solde est constitué de charges à payer non soldées, dont notamment 665 millions F CFP au titre du dispositif de continuité territoriale des archipels (prise en charge du fret maritime inter-îles de certaines marchandises).

MISSION 970 « SANTE »

Les recettes de la mission 970 totalisent 1,817 milliard F CFP, les principales sont détaillées ci-après.

■■■ L'annulation du stock final de médicaments est valorisée à 483 millions F CFP pour l'exercice 2023, dont 419 millions F CFP de la pharmacie d'approvisionnement de la direction de la santé, et 64 millions F CFP des hôpitaux périphériques (Moorea, Taravao, Taiohae, et Uturoa).

■■■ Au titre de la convention relative au soutien de l'État à la politique de santé en Polynésie française pour la période 2021-2023, le dernier versement de 4 millions € (477 millions F CFP) a été comptabilisé. Cette enveloppe est destinée à financer des dépenses de fonctionnement (à l'exception des EVASAN), pour les mises à niveau entreprises par la collectivité en matière d'offre de soins (notamment pour les îles éloignées), la formation des acteurs de santé, et le développement de la recherche locale.

■■■ Les produits sur exercices antérieurs (410 millions F CFP) concernent les recettes de structures de soin (320 millions F CFP), la taxe pour contribuer aux frais de surveillance sanitaire (45 millions F CFP), et le versement de la recette du PROE relative à l'aménagement d'un chenil pour accueillir les équipes cynophiles de Polynésie française à l'aéroport international de Tahiti-Faaa (42 millions F CFP).

■■■ Les recettes des structures de soins totalisent 247 millions F CFP. Cette recette, qui avoisinait le milliard F CFP jusqu'en 2020, s'établit désormais autour de 600 millions F CFP, somme retraitée des produits sur exercices antérieurs, conformément à une modification réglementaire de la prise en charge par la Caisse de prévoyance sociale (CPS) de ces dépenses.

■■■ Les mandats annulés sur exercices antérieurs représentent une somme de 122 millions F CFP, expliqué de manière quasi-exclusive par les charges à payer non soldées.

■■■ Dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens entre la CPS et la Polynésie française relatif au réseau de consultations spécialisées avancées dans les îles pour l'exercice 2022, la CPS a versé la somme de 25 millions F CFP. En outre, au titre du fonds de santé publique, fondé sur le principe de la participation de la CPS à des actions de santé publique, 24 millions F CFP ont été perçus.

ANNEXE EXPLICATIVE

MISSION 962 « PERSONNEL »

Les recettes de la mission 962 totalisent 1,726 milliard F CFP, les principales sont détaillées ci-après.

- Les dotations de l'Etat représentent 710 millions F CFP, elles sont dues au titre de la rémunération des agents exerçant des fonctions de surveillance dans les établissements publics d'enseignement du second degré (546 millions F CFP), de la compensation financière relative au transfert des compétences de l'inspection du travail (70 millions F CFP), d'une partie du service des affaires maritimes (34 millions F CFP) et du soutien pour le développement de l'agriculture (60 millions F CFP).
- Les sommes réglées par la CPS au titre des remboursements d'indemnités journalières pour arrêts maladies ou arrêts de travail, ainsi que les cotisations patronales et salariales y afférentes, s'établissent à 694 millions F CFP, répartis sur les articles 6419 (212 millions F CFP), 773 (350 millions F CFP), et 778 (132 millions F CFP).
- Les salaires des personnels émargeant sur des opérations de travaux en régie (E/O) sont évalués à 173 millions F CFP.

AUTRES MISSIONS

Les recettes des autres missions totalisent 4,857 milliards F CFP, les principales sont détaillées ci-après, par ordre d'importance.

Mission 969 « enseignement »

Les recettes de la mission 969 totalisent 915 millions F CFP, les principales sont des dotations de l'Etat, telles que détaillées ci-après.

- La dotation de l'Etat en matière d'éducation s'élève à 795 millions F CFP. Elle est complétée des 546 millions F CFP précédemment énoncés au sein de la mission 962, ainsi que de 350 millions F CFP pour le financement des transports scolaires (mission 971), pour totaliser 1,691 milliard F CFP de recette concernant la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'Etat.

- Dans le cadre du projet « campus connectés du programme d'investissements d'avenir (PIA) » relatif au déploiement de cinq campus connectés, soit un par archipel, une recette de 45 millions F CFP a été perçue.

- Le reliquat de 76 millions F CFP comprend pour l'essentiel des mandats annulés (63 millions F CFP, dont 52 millions F CFP de charges à payer à annuler).

Mission 976 « urbanisme, habitat et foncier »

Les recettes de la mission 976 totalisent 878 millions F CFP, les principales sont des redevances domaniales, telles que détaillées ci-après.

- Les redevances d'occupation du domaine public maritime s'établissent à 379 millions F CFP, dont une part importante (269 millions F CFP) de restes à recouvrer qui explique ce niveau de recette record inédit.

ANNEXE EXPLICATIVE

■■■ Les recettes issues de la reproduction de documents totalisent 242 millions F CFP, et concernent pour l'essentiel des extraits de documents cadastraux. Ces recettes ont connu un bond à compter de l'exercice 2020, et ne cessent de progresser chaque année. Cette progression des recettes est facilitée par la mise en ligne via l'applicatif Otia qui permet de consulter des données cadastrales, et donne la possibilité de commander à distance des documents cadastraux.

■■■ Les autres redevances et recettes d'utilisation du domaine, et les revenus des immeubles totalisent 200 millions F CFP, à raison de 100 millions F CFP chacune.

Mission 965 « développement des ressources propres »

Les recettes de la mission 965 totalisent 844 millions F CFP.

■■■ Il s'agit principalement du trop perçu de l'Huilerie de Tahiti sur le résultat de la gestion 2022 d'un montant de 542 millions F CFP. La société est engagée par le mandat de gestion à acheter la totalité du coprah produit et à rembourser la différence entre les prix réglementaires du coprah et son cours international. Les montants de trop perçus sont arrêtés à 437 millions F CFP au titre du mandat de gestion et 105 millions F CFP au titre de la subvention d'équilibre.

■■■ Les autres recettes concernent des prestations du service en charge de la biosécurité, notamment des services d'arraisonnement d'aéronefs ou de navires, de désinsectisation, de fumigation ou désinfection (63 millions F CFP), des contraventions de grandes voiries et des frais de remise en état du domaine public issues de jugements contentieux (53 millions F CFP), les programmes de contrats de service avec la Communauté du pacifique Sud (53 millions F CFP), les ventes de plantes, de post larves de crevettes (35 millions F CFP), des charges à payer à annuler (38 millions F CFP).

LES ECARTS ENTRE LES REALISATIONS (CA) ET LES PREVISIONS (BM)

Les recettes de fonctionnement (199,608 milliards F CFP) dépassent de 17,693 milliards F CFP (+10 %) leur prévision budgétaire (181,915 milliards F CFP), hors ligne budgétaire « 002 résultat de fonctionnement reporté ». Les écarts les plus importants entre le CA et le BM, en valeur absolue, concernent la mission 990.

MISSION 990 « GESTION FISCALE »

+ 16,892 milliards F CFP

Les recettes de la mission 990 totalisent 159,022 milliards F CFP, et dépassent de 16,892 milliards F CFP (+12 %) leur inscription budgétaire (142,130 milliards F CFP).

■■■ Les impôts et taxes indirects expliquent pour 55 % de cet écart. En effet, leur rendement enregistre 117,241 milliards F CFP, et dépasse de 8,481 milliards F CFP leur inscription budgétaire (108,760 milliards F CFP).

Les plus importants contributeurs sont la TVA (+5,505 milliards F CFP) et les droits d'enregistrement (+1,196 milliard F CFP), qui atteignent en 2023 des recettes records.

■■■ Les impôts et taxes directs totalisent 41,781 milliards F CFP, et dépassent ainsi de 8,411 milliards F CFP leur inscription budgétaire (33,370 milliards F CFP).

ANNEXE EXPLICATIVE

Cette bonne performance est essentiellement expliquée par l’impôt sur le bénéfice des sociétés (IS) et la contribution supplémentaire à l’IS (+4,998 milliards F CFP), ainsi que les amendes et pénalités (+1,440 milliard F CFP).

LES HAUSSES AU SEIN DES AUTRES MISSIONS

 + 1,695 milliard F CFP

Certaines recettes des autres missions enregistrent une augmentation globale de 1,695 milliard F CFP, dont les principales sont détaillées comme suit.

- Les recettes de la mission 963 totalisent 1,943 milliard F CFP, et dépassent de 637 millions F CFP leur inscription budgétaire (1,307 milliard F CFP). Cette plus-value est expliquée par les charges à payées non soldées (665 millions F CFP au titre du dispositif de continuité territoriale des archipels).
- Les recettes de la mission 962 totalisent 1,726 milliard F CFP, et dépassent de 323 millions F CFP leur inscription budgétaire (1,403 milliard F CFP) du fait des remboursements d’indemnités journalières pour arrêts maladies ou arrêts de travail.
- Les recettes de la mission 975 totalisent 2,094 milliards F CFP, et dépassent de 210 millions F CFP leur inscription budgétaire (1,884 milliard F CFP) du fait des recettes relatives à la sécurité aéroportuaire.

2 – Les dépenses de fonctionnement

Au titre de l’exercice 2023, l’exécution des dépenses de fonctionnement se présente par missions comme suit (*en millions F CFP*) :

Mission ou ligne budgétaire		BP 2023	BM 2023	BM-BP	% BM-BP	CA 2023	CA-BM	% CA / BM	
960	Pouvoirs publics	4 980	5 073	92	2%	4 534	-539	89%	
961	Moyens internes	1 299	1 342	44	3%	902	-440	67%	
962	Personnel	33 152	33 952	799	2%	33 440	-511	98%	
963	Partenariat avec les collectivités	21 411	23 968	2 557	12%	23 316	-652	97%	
964	Tourisme	2 240	2 247	7	0%	2 142	-105	0%	
965	Développement des ressources propres	3 750	4 455	706	19%	4 080	-375	92%	
966	Economie générale	3 365	5 070	1 706	51%	4 567	-503	90%	
967	Travail et emploi	7 562	9 265	1 703	23%	8 211	-1 054	89%	
968	Culture et patrimoine	1 242	1 257	15	1%	1 220	-37	0%	
969	Enseignement	4 702	4 770	68	1%	4 570	-200	96%	
970	Santé	4 030	7 695	3 665	91%	7 430	-265	97%	
971	Vie sociale	5 048	5 318	270	5%	5 110	-208	96%	
973	Environnement	918	919	1	0%	811	-108	88%	
974	Réseaux et équipements structurants	4 134	4 280	146	4%	3 599	-681	84%	
975	Transports	3 494	3 905	411	12%	3 198	-708	82%	
976	Urbanisme, habitat et foncier	2 054	3 220	1 167	57%	3 088	-132	96%	
990	Gestion fiscale	36 538	35 534	-1 004	-3%	33 549	-1 985	94%	
991	Gestion financière	17 411	20 093	2 682	15%	19 784	-309	98%	
Total des dépenses de fonctionnement hors CSR		157 330	172 363	15 034	10%	163 551	-	8 813	95%
022	Dépenses imprévues	400	400	-	0%	0	400	0%	
023	Virement à la section d’investissement	22 056	30 576	8 520	39%	0	30 576	0%	
Total des dépenses de fonctionnement		179 785	203 339	23 554	13%	163 551	-	39 789	80%

ANNEXE EXPLICATIVE

A – Les dépenses inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les crédits votés, initialement à hauteur de 179,785 milliards F CFP au budget primitif, s'établissent à 203,339 milliards F CFP en budget modifié.

Cette augmentation de 23,554 milliards F CFP s'explique notamment, par :

→ au sein de la mission 970 « santé » : une subvention exceptionnelle de 2,750 milliards F CFP s'ajoute à la somme de 400 millions F CFP accordés au centre hospitalier de Polynésie française (CHPF) au budget primitif. Ce complément couvre le report à nouveau déficitaire et le déficit structurel de l'établissement pour l'exercice 2023. Il garantit les financements des projets visant à améliorer la qualité et la sécurité des soins.

En outre, l'annulation du stock final de médicaments de la pharmacie d'approvisionnement et des hôpitaux périphériques, est valorisée à 495 millions F CFP pour l'exercice 2023.

Enfin, 320 millions F CFP viennent abonder le budget de la direction de la santé pour lui permettre de régler des factures de laboratoire dues à l'institut Malardé (240 millions F CFP) et de transport des médicaments (80 millions F CFP).

→ au sein de la mission 991 « gestion financière » : pour compenser la suppression de la contribution pour la solidarité à compter du 1^{er} octobre 2023, une subvention de 2,580 milliards F CFP a été versée au fonds de la protection sociale universelle (FPSU). Ce montant est complété par un versement de 176 millions F CFP au titre de la régularisation du prélèvement sur le résultat de fonctionnement reporté, en raison des réalisations de recettes 2022 inférieures au niveau anticipé au budget primitif.

→ au sein de la mission 963 « partenariat avec les collectivités » : une provision d'un montant de 2,783 milliards F CFP complète la dotation au fonds intercommunal de péréquation FIP au titre de l'exercice 2022. Pour 2022, la prévision budgétaire au titre du versement au FIP était de 16,466 milliards F CFP, hors rattrapage. Compte tenu du niveau des recettes fiscales qui ont atteint 105,599 milliards F CFP, un complément de 2,783 milliards F CFP sera à verser au FIP en 2024.

→ au sein de la mission 966 « économie générale » : une subvention complémentaire de 1,2 milliard F CFP au FRPH évite la hausse du prix de l'électricité sur la fin de l'année 2023. Elle permet un retour à l'équilibre financier de la concession de service public de fourniture de l'électricité en passant par une baisse du prix du gazole destiné à EDT pour l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique sur Tahiti.

De plus, les prévisions de recettes de péréquation étant inférieures aux prévisions budgétaires, une subvention de 200 millions F CFP au fonds de péréquation du prix des hydrocarbures (FPPH) est nécessaire pour maintenir le coût du carburant dans les îles au même prix que sur Tahiti.

Enfin, les estimations de dépenses concernant le marché de la farine montrent un besoin de 200 millions F CFP pour éviter la rupture.

→ au sein de la mission 967 « travail et emploi » : les aides à l'emploi bénéficient d'une enveloppe complémentaire de 1,4 milliard F CFP. Le budget des aides à l'emploi comprend pour partie la poursuite des contrats engagés en 2022, à hauteur de 3,9 milliards F CFP. Le

ANNEXE EXPLICATIVE

solde de 2,7 milliards F CFP permet de financer les mesures d'aide à l'emploi, de maintien de l'emploi et des projets relatifs à l'amélioration de l'insertion professionnelle sur les nouveaux contrats de l'exercice 2023.

Par ailleurs, 300 millions F CFP sont accordés pour financer la mise en œuvre de 1 500 stages-CAE dont l'attribution a été interrompue en janvier 2023. Mais ces nouveaux contrats sont accompagnés d'un véritable projet d'insertion professionnelle dans les secteurs prioritaires visés par le gouvernement. Le public concerné est un public sans expérience professionnelle et sans diplôme.

B – Les dépenses exécutées et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 163,551 milliards F CFP, ce qui représente un taux de réalisation des dépenses de fonctionnement de 95 % du budget modifié hors chapitres sans réalisation² (soit 80 % du budget modifié).

Les quatre missions dont les dépenses sont les plus significatives sont ci-après présentées, s'agissant des missions 990, 962, 963 et 991, qui, hors singularité de 2020 liée à la gestion de la crise Covid, représentent traditionnellement plus de la majorité (67 % en 2023) des crédits de fonctionnement. Quant aux autres dépenses caractéristiques, elles seront présentées par ordre décroissant d'importance.

a – Les dépenses de la mission 990 « gestion fiscale »

Les mandats de la mission 990 totalisent 33,549 milliards F CFP, ce qui représente 21 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de 94 % par rapport à leur inscription budgétaire (35,534 milliards F CFP).

La plupart des dépenses relevant de cette mission sont des dépenses d'ordre technique, précédemment détaillées en recettes.

■■■ Les exonérations de droits et taxes à l'importation (E/O) représentent la principale dépense de la mission 990. Elles sont exécutées à hauteur de leur inscription budgétaire, soit 21 milliards F CFP, et représentent 63 % des dépenses de cette mission.

■■■ Les crédits d'impôt de défiscalisation locale (E/O) totalisent 5,704 milliards F CFP, dont 5,090 milliards F CFP au titre de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IS) et 614 millions F CFP au titre de l'impôt sur les transactions (IT).

■■■ Les restitutions de crédits de TVA s'établissent à 2,747 milliards F CFP. Elles sont calculées par différence entre la TVA collectée sur les opérations imposables (ventes, prestations de services, etc.) et celle déductible sur les achats, charges et immobilisations. Lorsque la TVA à déduire est supérieure à celle perçue, l'entreprise bénéficie d'un crédit de TVA, et peut en solliciter le remboursement.

■■■ Les exonérations de droits d'enregistrement (E/O) sont exécutées à hauteur de 2,600 milliards F CFP, dont 710 millions F CFP concernent des restes à comptabiliser au titre de l'exercice 2021.

² Les chapitres sans réalisation (CSR) 022 « dépenses imprévues » et 023 « virement à la section d'investissement ne font pas l'objet d'émission de mandats, mais participent à l'équilibre du budget. Les déduire du budget paraît dès lors plus significatif pour toute comparaison en termes de réalisations.

ANNEXE EXPLICATIVE

b – Les dépenses de la mission 962 « personnel »

Les mandats de la mission 962 totalisent 33,440 milliards F CFP, ce qui représente 20 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de 98 % par rapport à leur inscription budgétaire (33,952 milliards F CFP).

Les dépenses de personnel augmentent telles que suit :

- »» 2021 : +5 %, soit +1,544 milliard F CFP,
- »» 2022 : +2 %, soit +733 millions F CFP,
- »» 2023 : +4 %, soit +1,164 milliard F CFP.

En 2023, la hausse s'explique par les revalorisations salariales ci-dessous rappelées :

- la revalorisation des taux des cotisations de la Caisse de prévoyance sociale ;
- la revalorisation du barème des ANFA de catégorie 5 (CC5) suite à l'augmentation de plus de 2 points de l'indice des prix à la consommation ;
- la hausse de la valeur du point d'indice des fonctionnaires relevant de la fonction publique du Pays (FPT) à 1060 ;
- la revalorisation annuelle du barème des marins affiliés à l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) ;
- le relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à 169 155 F CFP.

De plus, 120 millions F CFP ont été versés aux collaborateurs de cabinet, au titre de leurs fin de fonctions.

Au sein de la mission 962 « personnel », le programme 962 01 « ressources humaines » totalise 364 millions F CFP afin de prendre en charge les frais de formation professionnelle du personnel de l'administration, des indemnités compensatrices pour formation des agents de la DGEE, ainsi que les frais relatifs à l'organisation des concours administratifs.

Quant au programme 962 02 « rémunération et charges », il enregistre une dépense de 33,076 milliards F CFP, dédiée à la rémunération des agents de l'administration du Pays.

c – Les dépenses de la mission 963 « partenariat avec les collectivités »

Les mandats de la mission 963 totalisent 23,316 milliards F CFP, ce qui représente 14 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de 97 % par rapport à leur inscription budgétaire (23,968 milliards F CFP).

 La dotation au fonds intercommunal de péréquation (FIP) comptabilise un montant très important de 19,139 milliards F CFP, ce qui constitue la principale (82 %) dépense de cette mission. Elle enregistre une augmentation de 4,055 milliards F CFP (+27 %) par rapport à l'exercice 2022, justifiée comme suit :

- la forte dégradation des recettes fiscales en année Covid justifie l'ajustement négatif effectué en 2022 au titre de l'assiette définitive du FIP 2020 pour 1,382 milliard F CFP⁽¹⁾
- la hausse des recettes fiscales en 2021 induit un ajustement positif de 1,277⁽²⁾ milliard F CFP en 2023 au titre de l'assiette définitive du FIP 2021

ANNEXE EXPLICATIVE

- une hausse de 8,212 milliards F CFP du produit des recettes fiscales entraînent une augmentation de 1,396 milliard F CFP⁽¹⁾⁻⁽³⁾ du calcul du FIP

FIP	17% BP	Régul° N-2	Versement
2021	15 855	277	16 132
2022	16 466 ⁽³⁾	-1 382 ⁽¹⁾	15 084
2023	17 862 ⁽⁴⁾	1 277 ⁽²⁾	19 139

→ Par ailleurs, une provision d'un montant de 2,783 milliards F CFP vient compléter la dotation au FIP en 2024 au titre du rattrapage de l'exercice 2022. En effet, l'assiette définitive du FIP 2022 dépasse de 16,372 milliards F CFP son assiette initiale calculée sur le budget primitif de 2022, un rattrapage à hauteur de 17 % (soit 2,783 milliards F CFP) est opéré dès l'exercice 2023. Son versement au FIP s'effectuera en 2024.

→ Le dispositif de la continuité territoriale des archipels totalise 952 millions F CFP sur un budget alloué de 1,4 milliard F CFP. Pour rappel, à travers ce dispositif mis en place afin de favoriser le développement économique et social des îles autres que Tahiti, la collectivité prend en charge le fret maritime inter-îles de certaines marchandises. Initialement limitée au coprah, aux PPN et aux eaux embouteillées, la prise en charge du fret s'est par la suite appliquée aux matériaux de construction, aux produits agricoles, artisanaux, et quelques produits agricoles transformés.

d – Les dépenses de la mission 991 « gestion financière »

Les mandats de la mission 991 totalisent 19,784 milliards F CFP, ce qui représente 12 % du total des dépenses de fonctionnement. Ils affichent un taux de réalisation de 98 % par rapport à leur inscription budgétaire (20,093 milliards F CFP).

→ Les dotations aux amortissements et aux provisions affichent 13,108 milliards F CFP, et constituent la plus importante (66 %) dépense de cette mission.

Conformément aux règles d'amortissement applicables aux actifs de la collectivité, la dotation aux amortissements s'élève à 9,881 milliards F CFP (hors écritures d'ordre de neutralisation). Cette charge de fonctionnement obligatoire, devient une recette d'investissement et augmente la capacité d'autofinancement de la collectivité.

Les écritures relatives à la neutralisation des amortissements (E/O) totalisent 1,901 milliard F CFP, dont 1,400 milliard F CFP au titre des actifs de la collectivité, et 501 millions F CFP au titre des cessions des équipements en faveur du CHPF. Les subventions d'investissement reçues et transférées au compte de résultat enregistrent 991 millions F CFP, dont 336 millions F CFP au titre d'immobilisations reçues gratuitement.

→ Les charges d'intérêts sont comptabilisées à hauteur de 3,388 milliards F CFP, en hausse de 263 millions F CFP. La charge de la dette continue sa progression justifiée par la forte

ANNEXE EXPLICATIVE

augmentation de l'encours de la dette engendrée par la contractualisation des deux PGE en 2020 et 2021.

e – Les autres dépenses

Les autres dépenses les plus importantes en 2023, relevant des missions autres que les quatre précédemment présentées sont identifiées telles que suit :

MISSION 967 « TRAVAIL ET EMPLOI »

Les mandats de la mission 967 totalisent 8,211 milliards F CFP, et présentent un taux de réalisation de 89 % par rapport à leur inscription budgétaire (9,265 milliards F CFP).

Les aides à l'emploi et à la formation professionnelle totalisent 5,781 milliards F CFP. Les mesures de type stagiaire (convention d'accès à l'emploi, corps volontaire au développement, stage pour travailleur handicapé...) constituent la plus importante dépense, soit 3,312 milliards F CFP. Les autres mesures relèvent d'aides directes à l'emploi, telles que l'insertion par la création et la reprise d'activité (ICRA), l'aide au contrat de travail (ACT), l'apprentissage (APX et APP), le titeti ohipa, Enfin, les aides à la formation professionnelle (formation des demandeurs d'emploi, formation d'apprenti, formation de plongeur professionnel, ...) totalisent 483 millions F CFP.

MISSION 970 « SANTE »

Les mandats de la mission 970 totalisent 7,430 milliards F CFP, et présentent un taux de réalisation de 97 % par rapport à leur inscription budgétaire (9,265 milliards F CFP).

Outre la dotation d'exploitation annuelle de 400 millions F CFP en faveur du CHPF, une subvention de 2,750 milliards F CFP lui a été accordée. Cette subvention exceptionnelle a été obtenue à la suite d'une grève du personnel du CHPF, lequel avait dénoncé le manque de moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, au mois de janvier.

Les dotations d'exploitation versées aux autres établissements totalisent 785 millions F CFP, répartis en 400 millions F CFP en faveur de l'institut Louis Malardé (ILM) et 385 millions F CFP au profit de l'institut du cancer (IC). La dotation d'exploitation à l'ILM est complétée de 238 millions F CFP pour les prestations de service d'analyses de biologie médicale pour les missions de veille sanitaire.

MISSION 971 « VIE SOCIALE »

Les mandats de la mission 971 totalisent 5,110 milliards F CFP et présentent un taux de réalisation de 96 % par rapport à leur inscription budgétaire (5,318 milliards F CFP).

Les frais de transport scolaire représentent la plus importante (1,589 milliard F CFP) dépense au sein de cette mission. Il s'agit de la prise en charge par la collectivité des transports terrestres et maritimes quotidiens des élèves de Tahiti et Moorea, ainsi que des transports inter-îles aériens

ANNEXE EXPLICATIVE

ou maritimes mensuels ou trimestriels des élèves scolarisés dans un archipel ou une île autre que celle de leur résidence.

Les dotations aux établissements totalisent 1,807 milliard F CFP, répartis en 1,006 milliard F CFP pour l'institut de la jeunesse et des sports (IJSPF), 401 millions F CFP pour l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME) et 400 millions F CFP pour le fare tama hau. La dotation à l'IJSPF a fortement augmenté (1 milliard F CFP contre environ 600 millions F CFP ces deux dernières années), afin de prendre en compte le financement des actions liées à l'organisation des Jeux olympiques de surf 2024 à Teahupoo, ainsi que des Jeux du Pacifique 2027.

LES ECARTS ENTRE LES REALISATIONS (CA) ET LES PREVISIONS (BM)

Les dépenses de fonctionnement (163,551 milliards F CFP) sont inférieures de 8,813 milliards F CFP (-5 %) à leur prévision budgétaire hors ligne budgétaire (172,363 milliards F CFP).

Les écarts les plus importants entre le CA et le BM, en valeur absolue, concernent les missions 990, 967 et 963.

MISSION 990 « GESTION FISCALE »

-1,985 milliard F CFP

Les dépenses de la mission 990 totalisent 33,549 milliards F CFP, et sont inférieures de 1,985 milliard F CFP (-6 %) à leur inscription budgétaire (35,534 milliards F CFP).

■■■ Les dépenses en atténuation de recettes les plus importantes concernent les titres annulés (dégrèvements sur exercices antérieurs, remboursements de droits et taxes, ...) qui enregistrent un manque à réaliser de 783 millions F CFP et les pertes sur créances irrécouvrables inférieures de 672 millions F CFP à leurs inscriptions budgétaires.

■■■ Les crédits de défiscalisation locale (E/O) enregistrent des manques à réaliser de 286 millions F CFP s'agissant de l'IT et de 110 millions F CFP s'agissant de l'IS.

MISSION 967 « TRAVAIL ET EMPLOI »

-1,054 milliard F CFP

Les dépenses de la mission 967 totalisent 8,211 milliards F CFP, et sont inférieures de 1,054 milliard F CFP (-11 %) à leur inscription budgétaire (9,265 milliards F CFP).

■■■ Les aides à l'emploi et à la formation professionnelle expliquent essentiellement ce manque à réaliser. Ainsi, l'inscription complémentaire de 1,700 milliard F CFP (dont 1,400 milliard F CFP afin d'atteindre la prévision de 6,600 milliards F CFP de dépenses prévisionnelles en premier collectif budgétaire, et 300 millions F CFP pour la mise en œuvre d'environ 1200 stages de type contrats d'accès à l'emploi, en troisième collectif budgétaire) semble avoir été trop optimiste.

MISSION 963 « PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES »

-652 millions F CFP

Les dépenses de la mission 963 totalisent 23,316 milliards F CFP et sont inférieures de 652 millions F CFP (-3 %) à leur inscription budgétaire (23,968 milliards F CFP).

ANNEXE EXPLICATIVE

■■■ Le dispositif de continuité territoriale des archipels enregistre un manque à réaliser de 448 millions F CFP par rapport à son inscription budgétaire modifiée, sachant que celle-ci avait déjà été amputée de 200 millions F CFP au regard de son inscription au budget primitif.

■■■ Les autres contributeurs à cette moindre dépense en comparaison des inscriptions budgétaires sont relatifs à des dépenses de fonctionnement courant (article 606) et des prestations de services (article 622), pour un total de 199 millions F CFP.

II – LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1 – Les recettes d'investissement

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des recettes d'investissement se présente par missions comme suit (*en millions F CFP*) :

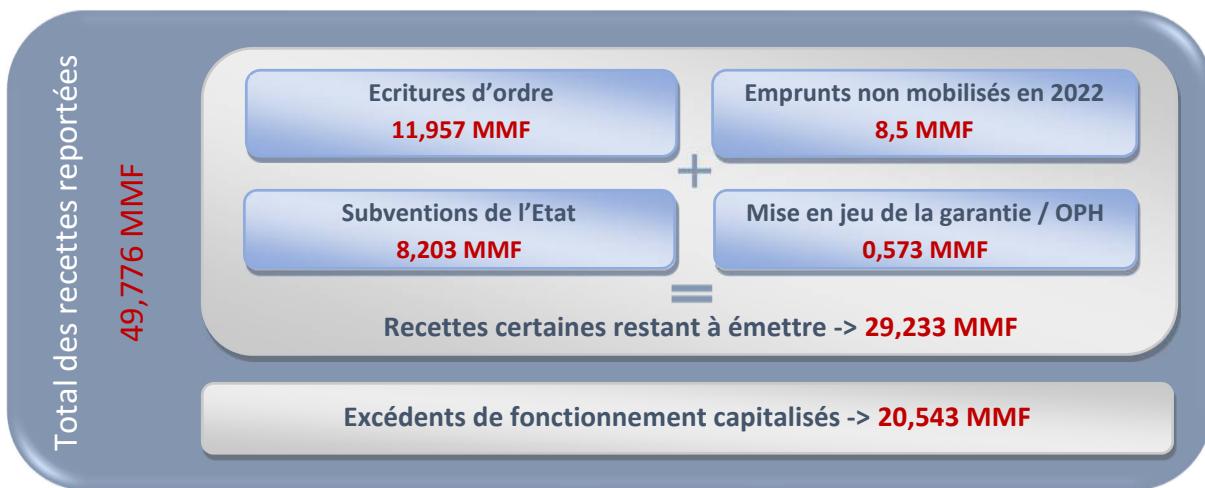
Mission ou ligne budgétaire	BP 2023	BM 2023	BM-BP	% BM-BP	CA 2023	CA-BM	% CA / BM
901 Moyens internes	9	160	150	1595%	170	10	106%
903 Partenariat avec les collectivités	901	1 438	537	60%	87	-1 351	6%
904 Tourisme	0	5 151	5 151	0%	67	-5 084	1%
905 Développement des ressources propres	385	3 479	3 094	803%	336	-3 143	10%
907 Travail et emploi	29	29	0	0%	4	-26	
908 Culture et patrimoine	40	40	0		2	-38	4%
909 Enseignement	422	911	489	116%	597	-313	66%
910 Santé	277	577	300	108%	372	-205	64%
911 Vie sociale	5	18	14		23	4	122%
913 Environnement	33	33	0	0%	18	-15	54%
914 Réseaux et équipements structurants	5 091	13 322	8 231	162%	6 310	-7 012	47%
915 Transports	0	373	373		17	-356	4%
916 Urbanisme, habitat et foncier	0	2 404	2 404	0%	255	-2 149	11%
951 Gestion financière	21 694	51 861	30 166	139%	45 997	-5 864	89%
Total des recettes d'investissement hors 021 et CSR	28 887	79 796	50 909	176%	54 254	-25 542	68%
021 Virement de la section de fonctionnement	22 056	30 576	8 520	39%		-30 576	0%
024 Produit des cessions d'immobilisations	0	51	51	0%		-51	0%
Total des recettes d'investissement	50 943	110 423	59 480	117%	54 254	-56 169	49%

A – Les recettes inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les crédits votés, initialement à hauteur de 50,943 milliards F CFP au budget primitif, s'établissent à 110,423 milliards F CFP en budget modifié.

Cette hausse de 59,480 milliards F CFP s'explique à 84 % par, les recettes reportées (29,233 milliards F CFP) et le besoin de financement de la section d'investissement (20,543 milliards F CFP).

ANNEXE EXPLICATIVE



→ Les écritures d'ordre totalisent 11,957 milliards F CFP, et concernent pour la plupart des échanges de terrains ou des transferts de terrains à destination de l'établissement grands projets de polynésie (G2P), des communes, de l'office polynésien de l'habitat (OPH). Les recettes les plus importantes concernent les opérations de :

- transfert des terrains du Mahana beach à G2P (4,810 milliards F CFP) ;
- cession par l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) des droits et savoir-faire relatif aux travaux réalisés depuis plus de 40 ans sur la souche de crevettes bleues (3 milliards F CFP).

→ Les emprunts non mobilisés totalisent 8,5 milliards F CFP, et concernent des emprunts contractés en 2022 :

- ▶ Agence française de développement (AFD) : 4 milliards F CFP,
- ▶ Banque de Polynésie : 2 milliards F CFP,
- ▶ Banque de Tahiti : 1,5 milliard F CFP,
- ▶ Banque Socredo : 1 milliard F CFP.

→ Les subventions de l'Etat enregistrent 8,203 milliards F CFP, dont près des trois quarts au titre du dispositif du troisième instrument financier (3IF), soit 6,031 milliards F CFP, et 929 millions F CFP au titre du financement du resurfaçage des pistes des aérodromes de Raiatea et de Rangiroa, suite au transfert de ces deux aérodromes en 2020.

→ La mise en jeu de la garantie de la Polynésie française : l'OPH s'était engagé en 2006 dans une opération comprenant la réalisation de deux programmes de logements (Teiato et Teueue), financés par un prêt garanti par la collectivité. Suite à des défaillances de l'OPH, l'établissement bancaire a mis en jeu la garantie accordée par la collectivité à hauteur du capital restant dû de 825 millions F CFP. Au 31 décembre 2023, il subsiste un solde de 573 millions F CFP à rembourser par l'OPH.

B – Les recettes exécutées et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 54,254 milliards F CFP, ce qui représente une moins-value de 25,542 milliards F CFP (-32 %) par rapport au BM (hors ligne budgétaire et CSR).

ANNEXE EXPLICATIVE

Le taux de réalisation des recettes d'investissement s'établit à 49 % du budget modifié (soit 68 % du budget modifié hors ligne budgétaire et CSR).

a – Les recettes de la mission 951 « gestion financière »

Les recettes de la mission 951 représentent traditionnellement la part la plus importante des recettes d'investissement, soit 85 % en 2023.

Elles sont exécutées à hauteur de 45,997 milliards F CFP, ce qui représente un taux de réalisation de 89 % par rapport à leur inscription budgétaire (51,861 milliards F CFP).

LES ENGAGEMENTS FINANCIERS »» 12,638 milliards F CFP

- La recette d'emprunts s'établit à 11,909 milliards F CFP, et comprend :
 - »» la mobilisation des soldes des emprunts contractés en 2022 pour 8,500 milliards F CFP détaillés précédemment ;
 - »» la mobilisation des premières tranches des emprunts contractés en 2023 auprès des banques locales pour 500 millions F CFP chacune ;
 - »» la mobilisation de l'emprunt contracté auprès de l'AFD en 2023 pour 1,909 milliard F CFP.
- Par ailleurs, 300 millions F CFP comptabilisés en E/O concernent une régularisation dans la répartition de montant entre deux tranches de crédit d'un emprunt en cours de mobilisation.
- Enfin, les remboursements liés à la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française à l'OPH s'élèvent à 42 millions F CFP, et ceux relatifs aux avances et prêts octroyés par la collectivité totalisent 386 millions F CFP, dont :
 - »» 359 millions F CFP au titre du prêt n° 1 accordé à la caisse de prévoyance sociale (CPS) dans le cadre du plan de sauvegarde et d'urgence consécutivement à la crise covid ;
 - »» 23 millions F CFP au titre de l'avance en compte courant, d'un montant de 219 millions F CFP, accordée à la société Assainissement des eaux de Tahiti (AET) qui avait, en 2013, été transformée en prêt remboursable en 15 ans ;
 - »» 4 millions F CFP au titre de l'avance en compte courant transformée en prêt, à hauteur de 50 millions F CFP, accordée à la société S3P en 2013.

L'AUTOFINANCEMENT NET »» 33,359 milliards F CFP

■■■ Les excédents de fonctionnement capitalisés (compte 106 8) affichent 20,543 milliards F CFP. Ce compte est constitué de la part des résultats excédentaires de la section de fonctionnement qui a été affectée par *délibération n° 2023-11 APF du 22 juin 2023 relative à la modification n° 2 du budget général de la Polynésie française pour l'année 2023 formalisant le report des crédits de paiement*, au financement de la section d'investissement.

■■■ Par ailleurs, les recettes en E/O totalisent 12,816 milliards F CFP, dont 12,773 milliards F CFP d'autofinancement net, et 43 millions F CFP d'indemnités de renégociation de la dette

ANNEXE EXPLICATIVE

dans le cadre du réaménagement de la dette structurée contractée en 2013 et en 2014 auprès de la banque dénommée société de financement local (SFIL).

b – Les recettes de la mission 914 « réseaux et équipements structurants »

Les recettes de la mission 914 totalisent 6,310 milliards F CFP, ce qui représente 12 % du total des recettes d'investissement. Cette mission concentre les financements prévus du 3IF.

Les recettes affichent un taux de réalisation minime de 38 % par rapport à leur inscription budgétaire (12,957 milliards F CFP). La faiblesse de ce taux est liée au report des recettes du 3IF qui sont venues presque tripler (+285 %) leur inscription budgétaire.

RESEAU ROUTIER »» 3,243 milliards F CFP

Les recettes du réseau routier représentent un peu plus de la moitié (51 %) des recettes de la mission 914. Elles s'établissent à 3,243 milliards F CFP.

Elles correspondent aux programmations 3IF des exercices 2016 à 2023 détaillés comme suit :

»» programmation 2023 : 604 millions F CFP, dont notamment les travaux routiers et les travaux d'assainissement sur Tahiti, la déviation de la route, à hauteur de Piki Vehine à Taiohae (Nuku Hiva), les travaux d'aménagement de la route du PK 12 au PK 14,5 à Maatea (Moorea), et l'assainissement pluvial et la réfection de la chaussée à Huahine ;

»» programmation 2022 : 1,246 milliard F CFP, dont notamment les aménagements et travaux sur le réseau routier de Tahiti, l'assainissement pluvial et le revêtement de la chaussée de la route à Huahine, l'assainissement pluvial et la réfection de la chaussée à Huahine, l'aménagement de la route du PK 15 au PK 18 à Papetoai (Moorea), l'assainissement pluvial et la réfection de la chaussée à Bora Bora, la sécurisation des talus du col de Toovii (Nuku Hiva) ;

»» programmation 2021 : 636 millions F CFP, dont notamment l'assainissement, le renforcement et le revêtement de la chaussée de la route à Raiatea, le bétonnage de la route de Rikitea, la rectification du virage du PK 41,1 au PK 42,4, et la reconstruction du pont de Papehue à Paea ;

»» programmation 2020 : 117 millions F CFP, au titre de l'aménagement de la route de Aiai (Tahaa), de la déviation de la route à Taiohae pour la création d'une hélistation, et le bétonnage des routes aux Tuamotu Gambier ;

»» programmation 2019 : 287 millions F CFP, dont notamment l'aménagement de la traversée de Papara, l'aménagement du front de mer de Taiohae, et la reconstruction de deux ponceaux à Huahine ;

»» programmation 2018 : 131 millions F CFP, dont notamment le confortement et la sécurisation des emprises routières et dépendances de Tahiti, l'assainissement pluvial et le revêtement de la chaussée à Huahine ;

»» programmation 2017 : 182 millions F CFP, au titre du confortement et de la sécurisation des emprises routières et dépendances de Tahiti, ainsi que de l'aménagement de la traversée de Paea ;

ANNEXE EXPLICATIVE

»» programmation 2016 : 38 millions F CFP au titre de l'aménagement des cheminements piétons aux abords des routes de Tahiti.

PORTS ET AEROPORTS »» 1,834 milliard F CFP

Les recettes de ce programme affichent 1,834 milliard F CFP, dont les trois plus importantes concernent :

»» le 3IF pour 1,221 milliard F CFP répartis tels que suit :

- ▶ programmation 2023 : 63 millions F CFP au titre du balisage maritime répartis sur plusieurs îles ;
- ▶ programmation 2022 : 370 millions F CFP au titre des travaux de reconstruction du quai de Farepiti à Bora Bora, de la construction du débarcadère à Paopao (Moorea) et du balisage maritime ;
- ▶ programmation 2021 : 529 millions F CFP dont notamment la mise aux normes 3C et la création d'un balisage lumineux à Ahe et les travaux de reconstruction des débarcadères de Napuka ;
- ▶ programmation 2020 : 119 millions F CFP dont notamment l'aménagement de la pointe portuaire de Tehoro à Teva i Uta et le balisage maritime ;
- ▶ programmation 2019 : 57 millions F CFP au titre de la réhabilitation du débarcadère de Anaa ;
- ▶ programmation 2018 : 83 millions F CFP au titre de la reconstruction de l'aérogare de Takapoto, les études relatives à la réalisation de nouveaux revêtements des aérodromes de la Polynésie française, et les études de reconstruction du débarcadère de Niau ;

»» le resurfaçage de la piste de l'aérodrome de Rangiroa pour 430 millions F CFP et celle de Raiatea pour 125 millions F CFP ;

»» la rénovation et la modernisation du phare de Mahina : 57 millions F CFP.

LES AUTRES PROGRAMMES »» 1,233 milliard F CFP

»» Les recettes du programme protection contre les eaux affichent 598 millions F CFP dans le cadre du 3IF au titre des programmations de 2018 à 2023. Les recettes les plus importantes concernent les financements des opérations suivantes :

- ▶ la reconstruction du pont de la rivière de Nahoata pour 155 millions F CFP ;
- ▶ l'aménagement de la rivière de Nahoata afin de recalibrer et d'en protéger les berges pour 138 millions F CFP ;
- ▶ la protection des berges à Faaripo, dont le littoral est régulièrement soumis à la houle, à Papenoo pour 84 millions F CFP.

»» Au sein du programme énergie, 192 millions F CFP correspondent à la participation de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) dans le cadre des travaux relatifs au SWAC du CHPF.

ANNEXE EXPLICATIVE

»» S'agissant des postes, télécommunications et nouvelles technologies, le fonds exceptionnel d'investissement (FEI) a versé un montant global de 443 millions F CFP dont :

- ▶ 288 millions F CFP relatifs à la mise en place du système de communication à haut débit par câbles sous-marins à fibre optique reliant Tahiti à Tubuai et Rurutu. Natitua Sud permettra aux usagers des îles de l'archipel des Australes d'accéder au très haut débit et aux mêmes offres de services qu'à Tahiti.
- ▶ 155 millions F CFP pour le déploiement d'un réseau de fibres optiques jusqu'à l'abonné.

c – Les autres recettes

Les autres recettes les plus importantes en 2023, relevant des missions autres que les deux précédemment présentées, sont principalement des recettes issues de partenariats financiers avec l'Etat identifiées telles que suit :

→ La recette de l'Etat au titre du contrat de développement et de transformation (CDT) enregistre 501 millions F CFP répartis sur les cinq missions suivantes :

»» mission 901 : 34 millions F CFP pour le verdissement du parc automobile et le déploiement de bornes de recharge pour les véhicules électriques ;

»» mission 903 : 34 millions F CFP pour l'aménagement à vocation collective de la parcelle bordant la rivière de Vaitepiha à Tautira ;

»» mission 904 : 62 millions F CFP pour l'aménagement de la plage de Vaiava à Punaauia qui consiste en la construction d'un fare pote'e, l'aménagement d'espaces de détente avec des tables de pique-nique, la réhabilitation des sanitaires et douches, ... ;

»» mission 905 : 159 millions F CFP dont notamment l'aménagement d'un lotissement de 50 lots agricoles sur le domaine Boubée-Barrier à Raiatea, la construction d'un bâtiment Agropol 3, bâtiment qui abritera la quarantaine végétale et la réserve stratégique de semence maraîchère, à Papara, et les travaux de réalisation de quatre pistes forestières à Tubuai, Rurutu, Nuku Hiva et Hiva Oa ;

»» mission 910 : 212 millions F CFP, dont notamment la construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital Louis Rollin qui abritera un laboratoire d'analyses médicales, un secteur de consultation mixte public et privé, un dispensaire, à Taiohae, et le renouvellement du matériel médical de la direction de la santé ;

→ La recette de l'Etat relative à la dotation globale d'investissement (DGI) en faveur de l'éducation (mission 909) totalise 350 millions F CFP. Outre les aménagements, travaux et équipements divers des collèges et lycées, elle participe au financement de :

»» la construction d'un bâtiment administratif au collège de Arue. Les travaux consistent en la construction d'un nouveau bâtiment à vocation administrative, pédagogique et médico-sociale, comprenant les ensembles suivants : une vie scolaire, un centre de documentation et d'information, un pôle administratif, une infirmerie, un local technique informatique, et un ensemble de sanitaires ;

»» la restructuration du collège de Mataura à Tubuai. L'opération concerne la rénovation de l'internat des garçons, la reconstruction d'un atelier dédié aux agents de l'établissement, la

ANNEXE EXPLICATIVE

reconstruction de la lingerie avec étendoir à l'air libre et le remplacement du tableau général basse tension et le déplacement au plus près du transfo-cabine ;

»» l'acquisition de modulaires pour installer des classes afin de pallier la défaillance du bâtiment Rai au collège de Taravao.

→ La recette de l'Etat relative au contrat de projets n°2 (CdP 2) s'établit à 319 millions F CFP, dont près de la moitié (49 %) concerne le domaine de l'enseignement (mission 909). Il s'agit de la construction du pôle de recherche sur le campus de l'université (UPF) et de la construction d'un centre d'hébergement international en appui à la station d'écologie expérimentale d'attractivité internationale sur les domaines d'études du centre de recherches insulaires et observatoire de l'environnement (CRIODE).

»» Les plus importantes opérations financées par le CdP 2 relevant des autres missions sont présentées telles qui suit :

- ▶ 62 millions F CFP pour la reconstruction et l'extension des bâtiments des formations sanitaires de Moorea-Maiao (FSMM), englobant l'hôpital, le dispensaire, les centres de prévention, l'hygiène dentaire et le bâtiment administratif ;
- ▶ 31 millions F CFP pour la construction de la nouvelle station d'épuration de l'abattoir de Papara.

→ Les autres dispositifs financiers de l'Etat totalisent 388 millions F CFP, et concernent les mesures suivantes :

»» abris de survie : 98 millions F CFP pour la reconstruction de l'infirmérie de Tiputa aux normes des abris de survie ;

»» agriculture : 89 millions F CFP pour le recensement général de l'agriculture, la réhabilitation des captages et la mise en place de compteurs sur les domaines Marumarutua et sur le plateau de Taravao, la réhabilitation du réseau hydraulique du domaine de Ataha, et la création d'un réseau hydraulique et incendie sur le plateau de Toovi ;

»» FEI : 85 millions F CFP pour notamment la réalisation et l'amélioration des applications informatiques pour la gestion foncière de la Polynésie française NATIRA'A et OTI'A,

»» la construction de la tour d'arbitrage de surf à Teahupo'o : 37 millions F CFP ;

»» agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) : 79 millions F CFP pour la construction de l'internat du collège d'Atuona.

2 – Les dépenses d'investissement

Au titre de l'exercice 2023, l'exécution des dépenses d'investissement se présente par missions comme suit (*en millions F CFP*) :

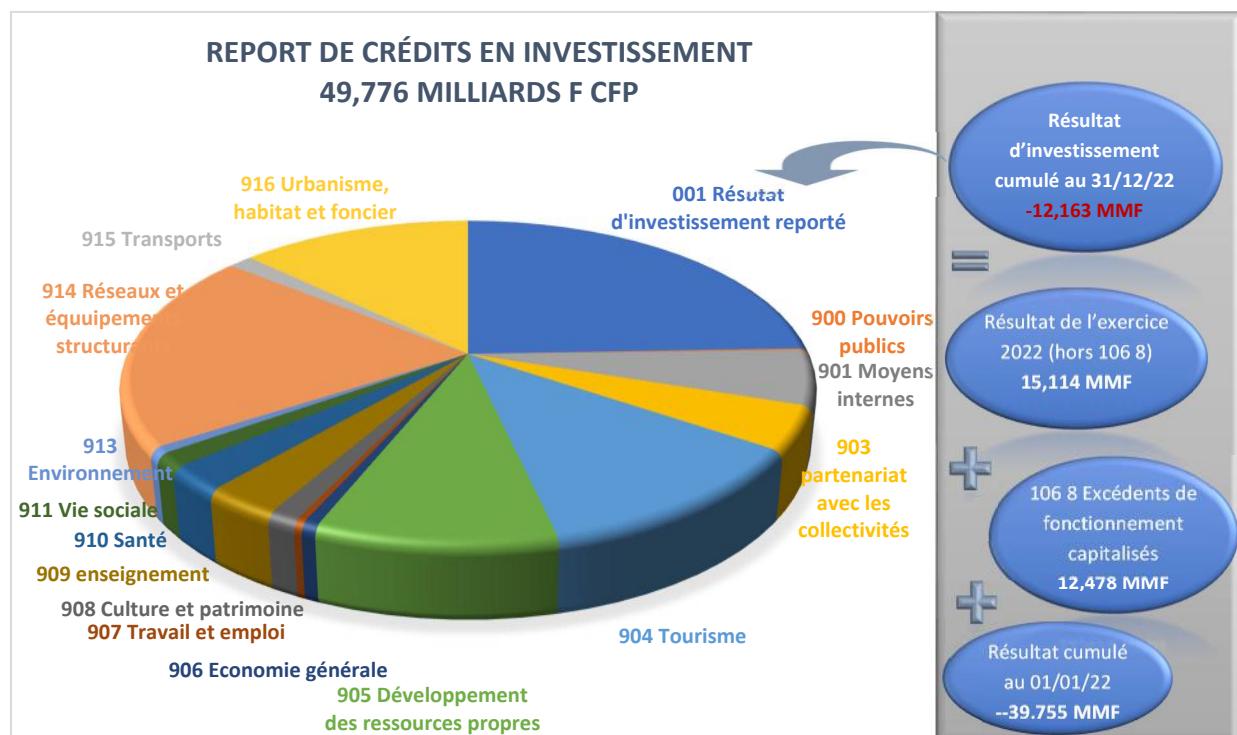
ANNEXE EXPLICATIVE

Mission ou ligne budgétaire		BP 2023	BM 2023	BM-BP	% BM-BP	CA 2023	CA-BM	% CA / BM
900	Pouvoirs publics	100	185	85	85%	102	-82	55%
901	Moyens internes	3 543	6 349	2 806	79%	2 417	-3 932	38%
903	Partenariat avec les collectivités	3 745	5 756	2 011	54%	2 517	-3 239	44%
904	Tourisme	154	7 546	7 393	4809%	1 623	-5 923	22%
905	Développement des ressources propres	3 755	9 254	5 499	146%	4 110	-5 144	44%
906	Economie générale	0	650	650		297	-353	ND
907	Travail et emploi	394	495	102	26%	330	-165	67%
908	Culture et patrimoine	285	899	615	216%	183	-716	20%
909	Enseignement	1 605	3 104	1 499	93%	1 799	-1 304	58%
910	Santé	1 818	4 501	2 683	148%	1 888	-2 613	42%
911	Vie sociale	1 237	2 315	1 077	87%	1 070	-1 245	46%
913	Environnement	360	383	23	6%	63	-320	16%
914	Réseaux et équipements structurants	10 784	22 400	11 616	108%	11 036	-11 364	49%
915	Transports	539	1 363	824	153%	152	-1 211	11%
916	Urbanisme, habitat et foncier	7 112	14 610	7 498	105%	9 900	-4 710	68%
951	Gestion financière	15 512	18 450	2 938	19%	18 128	-322	98%
Total des dépenses d'investissement hors 001 et CSR		50 943	98 259	47 317	93%	55 616	- 42 643	57%
001	Résultat d'investissement reporté		12 163	12 163			-12 163	
Total des dépenses d'investissement		50 943	110 423	59 480	117%	55 616	- 54 807	50%

A – Les dépenses inscrites au budget primitif et leur évolution en cours d'exercice

Les crédits votés, initialement à hauteur de 50,943 milliards F CFP au budget primitif, s'établissent à 110,423 milliards F CFP en budget modifié.

Cette augmentation de 59,480 milliards F CFP s'explique à 84 % par le reliquat des crédits de paiement délégués restant à employer au terme de l'exercice 2022 (37,613 milliards F CFP), et par l'intégration du résultat d'investissement reporté de l'exercice antérieur (12,163 milliards F CFP).



ANNEXE EXPLICATIVE

→ Le reliquat des crédits de paiement délégués restant à employer au terme de l'exercice 2022 totalise 37,613 milliards F CFP. Hors dette et écritures d'ordre, le montant des crédits de paiement reportés s'établit à 25,655 milliards F CFP.

→ Le résultat d'investissement cumulé au 31/12/2022 et reporté sur la gestion 2023 s'élève à 12,163 milliards F CFP.

B – Les dépenses exécutées et leur écart par rapport au budget modifié

Les montants définitifs constatés s'établissent à 55,616 milliards F CFP, ce qui représente une plus-value de 4,674 milliards F CFP (+9 %) par rapport au BP, et une moins-value de 42,643 milliards F CFP (-43 %) par rapport au BM (hors ligne budgétaire).

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'établit à 50 % du budget modifié (soit 57 % du budget modifié hors ligne budgétaire). La faiblesse de réalisation est expliquée par le report de CP de la gestion 2022 sur 2023, dont le montant de 37,613 milliards F CFP vient compléter de manière importante le montant des CP alloués au BP 2023 (50,943 milliards F CFP).

Plus des trois-quarts (78 %) des dépenses d'investissement relèvent des quatre missions 951 « gestion financière », 914 « réseaux et équipements structurants », et 916 « urbanisme, habitat et foncier » et 905 « développement des ressources propres » qui sont présentées telles que suit :

a – Les dépenses de la mission 951 « gestion financière »

Les mandats de la mission 951 s'élèvent à 18,128 milliards F CFP, ce qui représente le tiers du total des dépenses d'investissement.

Elles affichent un taux de réalisation remarquable de 100 % par rapport à leur inscription budgétaire (18,450 milliards F CFP).

LES ENGAGEMENTS FINANCIERS ➞ 18,128 milliards F CFP

Les dépenses de ce programme s'établissent à 18,128 milliards F CFP, ainsi qu'il suit :

- » le remboursement en capital de la dette s'élève à 11,417 milliards F CFP,
- » une réduction de 3 milliards F CFP du second prêt garanti par l'Etat (PGE 2) compte tenu de l'importante baisse des mesures du plan de relance financées par cet emprunt spécifique.

AUTOFINANCEMENT NET ➞ 2,892 milliards F CFP

Les dépenses de ce programme affichent 2,892 milliards F CFP.

Tel qu'indiqué précédemment (en recette d'investissement), les écritures relatives à la neutralisation des amortissements (E/O) totalisent 1,901 milliard F CFP, dont 1,400 milliard F CFP au titre des actifs de la collectivité, et 501 millions F CFP au titre des cessions des équipements en faveur du centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF). Les subventions

ANNEXE EXPLICATIVE

d'investissement reçues et transférées au compte de résultat enregistrent 991 millions F CFP, dont 336 millions F CFP au titre d'immobilisations reçues gratuitement.

OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES »» 519 millions F CFP

Les opérations diverses ou exceptionnelles s'élèvent à 519 millions F CFP :

»» Le projet d'acquisition d'un ensemble foncier dépendant du "domaine Martin" d'une superficie totale de 5 937 183 m², sis commune de Taputapuatea à Raiatea a fait l'objet du règlement de la dernière tranche pour un montant de 375 millions F CFP.

»» Des écritures techniques d'annulations de titres et de régularisation de dépenses pour le compte de tiers totalisent 144 millions F CFP.

b – Les dépenses de la mission 914 « réseaux et équipements structurants »

Les mandats de la mission 914 totalisent 11,036 milliards F CFP, ce qui représente 20 % du total des dépenses d'investissement. Il s'agit traditionnellement de la mission qui concentre des moyens en investissement très importants du fait de la nature des programmes concernés (réseaux routiers, ports et aéroports, etc.). Elle bénéficie par ailleurs des financements pérennes du 3IF.

Elles affichent un taux de réalisation de 49 % par rapport à leur inscription budgétaire (22,400 milliards F CFP), du fait du report de CP important (9,940 milliards F CFP) venu compléter l'enveloppe des CP allouée à l'exercice 2023.

RESEAU ROUTIER »» 4,754 milliards F CFP

L'allocation des crédits au sein de la mission 914 se répartit principalement dans le domaine du réseau routier, doté en 2023 de 10,207 milliards F CFP.

»» Au titre des opérations ayant consommé les moyens les plus importants en CP se trouvent les opérations génériques millésimées en 2023 (AP 228.2023, 229.2023, 230.2023) des travaux routiers et assainissement (392 millions F CFP) répartis en 200 millions F CFP pour la RT1 (Papeete - Faaa - Taravao par l'Ouest) et la RT2 (Papeete - Pirae – Taravao par l'Est), et 192 millions F CFP pour la RT3 (Taravao – Tautira) et la RT4 (Taravao – Teahupoo), et les aménagements et travaux routiers divers (192 millions F CFP).

»» Par ailleurs, 698 millions F CFP ont été dépensés au titre des AP 192.2022 et 225.2022, s'agissant de l'assainissement pluvial et la réfection de la chaussée à Bora Bora pour l'une et à Huahine pour l'autre. Les opérations consistent en des travaux d'assainissement pluvial, de renforcement de corps de chaussée et de bitumage de la route de ceinture sur ces deux îles.

PORTS ET AEROPORTS »» 2,609 milliards F CFP

Les dépenses de ce programme affichent 2,609 milliards F CFP, au titre duquel se distinguent :

»» Les dépenses de resurfaçage des deux aérodromes transférés par l'Etat à la collectivité en 2020, l'AP 318.2021 et l'AP 319.2021 « resurfaçage de la piste Raiatea » et « resurfaçage de la piste de Rangiroa » pour respectivement 109 millions F CFP et 550 millions F CFP. Ces

ANNEXE EXPLICATIVE

deux opérations font suite à la convention relative au transfert des aérodromes de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa signée en septembre 2020 qui prévoyait, en plus d'une dotation financière versée chaque année en compensation des charges liées au transfert de compétence, une contribution exceptionnelle de l'Etat au financement des opérations de réfection de la surface des pistes des aérodromes de Raiatea et de Rangiroa.

»» De plus, 200 millions F CFP de CP ont été consommés au titre de l'AP 246.2022 « débarcadère de Paopao ». L'opération a pour objectif de créer une marina pour les pêcheurs et de remettre en sécurité la cale de mise à l'eau du site qui est fortement dégradée.

LES AUTRES PROGRAMMES »» 3,673 milliards F CFP

Les dépenses relevant des autres programmes de la mission 914 totalisent 3,673 milliards F CFP. Les trois opérations qui ont consommé le plus de CP en 2023 sont les suivantes :

»» AP 431.2021 « subvention OPT – Natitua Sud – Phase 2 », au sein du programme 914 05 « postes, télécommunications, nouvelles technologies » : 929 millions F CFP. L'opération consiste à raccorder par un système de communication à haut débit par câbles sous-marins à fibre optique Tahiti à Tubuai avec une liaison sur l'île de Rurutu. La phase 2 porte sur la pose et la réalisation des tests du système de câble sous-marin.

»» AP 459.2021 « subvention ONATI - Evolution du réseau satellite domestique », au sein de la mission 914 05 « postes, télécommunications et nouvelles technologies » : 493 millions F CFP. Les habitants des archipels des Australes utilisent encore le réseau satellitaire pour communiquer et accéder à internet. Aussi, dans une démarche de lutte contre la fracture numérique et afin d'améliorer le service de tous les polynésiens, cette opération permet d'harmoniser les conditions d'accès à l'internet haut débit des populations et des entreprises des îles les plus éloignées telles que Rurutu, Tubuai, Rikitea, ainsi que toutes les autres îles non connectées par le câble, en doublant les débits auxquels ces dernières auront accès.

»» AP 311.2021 « aménagement de la rivière Nahoata - Tranche 2 », au sein de la mission 914 03 « protection contre les eaux » : 324 millions F CFP. L'opération consiste à recalibrer et protéger les berges de la rivière Nahoata.

c – Les dépenses de la mission 916 « urbanisme, foncier et habitat »

Les mandats de la mission 916 totalisent 9,900 milliards F CFP, ce qui représente 18 % du total des dépenses d'investissement.

Ils affichent un taux de réalisation de 68 % par rapport à leur inscription budgétaire (14,610 milliards F CFP), du fait du report de CP important (6,408 milliards F CFP) venu compléter l'enveloppe des CP allouée à l'exercice 2023.

Les dépenses de la mission 916 étant concentrées au sein du programme 916 04 « habitat », l'analyse des mandats est présentée par nature de dépenses, et non par programme.

LES SUBVENTIONS »» 9,128 milliards F CFP

Les AP de subventions représentent 92 % des dépenses de la mission 916.

»» Sur les 9,128 milliards F CFP de subvention, un montant de 8,846 milliards F CFP est dédié à l'OPH :

ANNEXE EXPLICATIVE

- 5,461 milliards F CFP en faveur des aides financières en habitat dispersé ;
- 2,115 milliards F CFP au titre des logements sociaux, dont :
 - ▶ L'acquisition foncière pour un montant de 381 millions F CFP de Vaimeamea, sis à Afaahiti pour la construction de 60 logements ;
 - ▶ La construction de la résidence Timiona 2.2 (276 millions F CFP) dans la vallée de Titioro, qui consiste à réaliser 68 logements collectifs ventilés en 15 modules de 4 logements et un module de 8 logements, sur une superficie totale de 5,9 hectares. Les futures habitations sont destinées à la location simple pour les familles disposant d'un revenu inférieur à 2 SMIG ;
 - ▶ La construction de logements Teavaava (185 millions F CFP) dans la commune de Tautira, qui comprendra 32 logements répartis en 8 logements de type F3, 16 F4 et 8 F5. Ces logements sont également destinés à la location simple pour des familles dont le revenu ne dépasse pas 2 SMIG.
- et 1,269 milliard F CFP pour les aides à l'amélioration de l'habitat individuel.
 - »» Le reliquat concerne deux subventions aux opérateurs de logements sociaux agréés, pour un total de 291 millions F CFP.

LES AIDES ET OPERATIONS DIVERSES »» 772 millions F CFP

Les aides et opérations diverses totalisent 772 millions F CFP, elles se décomposent ainsi qu'il suit :

»» Le dispositif d'aide à l'investissement des ménages (AIM) a coûté 425 millions F CFP en 2023. Elle permet de faciliter l'acquisition, la construction, les travaux d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale. Cette aide est ouverte à toute personne physique majeure, mais aussi aux SCI (sociétés civiles immobilières). Pour en bénéficier, la situation du foyer est prise en compte. L'AIM est octroyée en fonction du revenu moyen mensuel. Un coup de pouce qui est reconduit chaque année depuis sa mise en place en 2014.

»» Les dépenses relatives aux opérations diverses enregistrent 346 millions F CFP, et concernent principalement des acquisitions immobilières (158 millions F CFP), des travaux de sécurisation de talus (94 millions F CFP), et des opérations relatives au cadastre (76 millions F CFP).

d – Les dépenses de la mission 905 « développement des ressources propres »

Les mandats de la mission 905 totalisent 4,110 milliards F CFP, ce qui représente 7 % du total des dépenses d'investissement.

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement s'établit à 44 % du budget modifié. La faiblesse de réalisation est expliquée par le report de CP de la gestion 2022 sur 2023, dont le montant de 4,825 milliards F CFP est supérieur au montant des CP alloués au BP 2023 (3,755 milliards F CFP).

ANNEXE EXPLICATIVE

AGRICULTURE ET ELEVAGE »» 2,575 milliards F CFP

Les dépenses sont majoritairement (65 %) effectuées au sein du programme 905 01 « agriculture et élevage » qui sont exécutées à hauteur de 2,575 milliards F CFP. Au titre des opérations les plus importantes figurent :

»» La réalisation d'ateliers d'agro-transformation dans les sites de Huahine, Tahaa, Taputapuatea, et Mataiea, pour le développement de l'agriculture, a fait l'objet d'un règlement de 308 millions F CFP ;

»» La réhabilitation du réseau hydraulique du domaine Ataha à Nuku Hiva (171 millions F CFP) vise à garantir une alimentation pérenne en eau aux exploitants installés sur les parcelles du lotissement agricole de « terre déserte » louée à des agriculteurs ;

»» Les subventions aux établissements totalisent 427 millions F CFP en faveur de :

- ▶ La chambre de l'agriculture et de la pêche lagunaire CAPL (371 millions F CFP) pour notamment l'acquisition de machines agricoles mises à disposition aux professionnels par l'intermédiaire des communes ;
- ▶ L'établissement vanille de Tahiti EVT (43 millions F CFP) pour notamment la création de locaux de préparation et de stockage d'intrants et l'acquisition de matériel de transport ;
- ▶ L'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles EPEFPA (13 millions F CFP) pour des travaux et équipements du foyer, l'acquisition d'un véhicule technique et l'acquisition d'un co-composteur.

PECHE ET AQUACULTURE »» 1,300 milliard F CFP

Les dépenses de ce programme (1,300 milliard F CFP) représentent 32 % du total des dépenses de la mission 905.

»» L'aménagement de la zone biomarine de Faratea (802 millions F CFP), baptisée Aruhotu. Le lotissement aquacole devrait accueillir sept projets pour faire de la crevetticulture, du rori, des huîtres et une écloserie, sur une parcelle de 33 hectares.

»» Les dispositifs d'aides à la pêche lagunaire, côtière et hauturière atteignent 147 millions F CFP en 2023. Il s'agit d'aides à l'investissement (achat de bateau de pêche, achat de pièces pour le bateau de pêche, équipement frigorifique et photovoltaïque...) pour lesquelles la collectivité participe à hauteur d'un certain pourcentage du montant de l'achat, avec toutefois un montant plafond défini.

»» L'acquisition et l'installation de pontons flottants pour les coopératives de pêche de Arue et de Vaitupa ont nécessité 135 millions F CFP. La nouvelle structure est composée de six pontons flottants, offrant 34 places supplémentaires à Vaitupa.

LES AUTRES PROGRAMMES »» 235 millions F CFP

Les principales dépenses relevant des programmes 905 02 « forêts », 905 04 « perliculture » et 905 05 « artisanat » totalisent 235 millions F CFP. Les trois opérations les plus importantes sont les travaux de réalisation de pistes forestières à Nuku Hiva, Hiva Oa, Tubuai et Rurutu (63 millions F CFP), les travaux forestiers sur domaine (59 millions F CFP), et la réfection du quai de l'antenne de la direction des ressources marines à Rangiroa (37 millions F CFP).

ANNEXE EXPLICATIVE

e – Les dépenses des autres missions

Les dépenses des missions autres que 951, 914, 916 et 905 précédemment présentées, totalisent 12,442 milliards F CFP.

»» Les subventions aux communes (mission 903) totalisent 1,954 milliard F CFP réparties principalement sur des dépenses relatives aux abris de survie (256 millions F CFP), d'achats d'engins (236 millions F CFP), d'assainissement en eau potable (216 million F CFP), de service public de l'énergie électrique (166 millions F CFP), de transports (161 millions F CFP), de sanitaire et social (116 millions F CFP), de police (95 millions F CFP), d'assainissement en eau usée (89 millions F CFP), de voirie (82 millions F CFP).

»» Les deux projets phares du secteur du tourisme (mission 904) concernent l'aménagement de la pointe Riri (852 millions F CFP) ainsi que la création et l'aménagement d'un espace scénographique Gauguin sur le domaine du Motu Ovini à Papeari (524 millions F CFP).

»» Les subventions dans le domaine de la santé (mission 910) totalisent 409 millions F CFP, dont 175 millions F CFP en faveur de l'institut du cancer, 130 millions F CFP pour le CHPF et 104 millions F CFP pour l'ILM. Ces dépenses sont complétées par la construction du pôle de santé mentale (532 millions F CFP), et les travaux de construction, reconstruction et réhabilitation de structures de santé.

»» La construction du bâtiment administratif A3 (mission 901) et la construction d'un parking silo ont nécessité, respectivement 794 millions F CFP et 101 millions F CFP. Ce bâtiment construit à la place de l'ancien immeuble Juventin, à l'angle de l'avenue Pouvana'a et de l'avenue du Commandant Destreméau, est destiné à accueillir plusieurs services administratifs. Le nouvel immeuble, un R+6, offrira 5 500 m² de surface de bureaux avec des places de parking en sous-sol. Pour compléter l'offre de parking, 100 places du futur parking en silo, seront réservées aux utilisateurs du bâtiment A3.

»» Les aménagements et travaux divers des collèges et lycées (mission 909) totalisent 445 millions F CFP et viennent compléter les crédits dédiés à la construction d'internat, de pôle de recherche, de plateau sportif et autre infrastructure dans le secteur de l'enseignement (576 millions F CFP).

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

POUR L'EXERCICE

2023

Table des matières

PREFACE	6
LE GUIDE DE LECTURE	7
L'EXECUTION DU BUDGET 2023 EN QUELQUES CHIFFRES	10
1. MISSION 900/960 : POUVOIRS PUBLICS	13
1.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	14
1.2 PROGRAMME 900 01/960 01 : GOUVERNEMENT	15
1.3 PROGRAMME 900 02/960 02 : ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE	16
1.4 PROGRAMME 900 03/960 03 : CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL	16
1.5 PROGRAMME 900 05/960 05 : ADMINISTRATION GENERALE.....	16
1.6 PROGRAMME 900 06/960 06 : RELATIONS EXTERIEURES	47
1.7 PROGRAMME 900 07/960 07 : GOUVERNEMENT-PERSONNELS DE CABINET.....	52
1.8 PROGRAMME 900 08/960 08 : COMMUNICATION.....	53
2. MISSION 901/961 : MOYENS INTERNES	56
2.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	57
2.2 PROGRAMME 901 01/961 01 : FINANCES	57
2.3 PROGRAMME 901 02/961 02 : INFORMATIQUE	62
2.4 PROGRAMME 901 03/961 03 : DOCUMENTATION.....	65
2.5 PROGRAMME 901 04/961 04 : BATIMENTS DU PAYS	65
2.6 PROGRAMME 901 05/961 05 : ACHAT DE MATERIELS ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU	66
3. MISSION 902/962 : PERSONNEL	68
3.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	69
3.2 PROGRAMME 902 01/962 01 : RESSOURCES HUMAINES	69
3.3 PROGRAMME 902 02/962 02 : REMUNERATION ET CHARGES	73
4. MISSION 903/963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES	74
4.1 REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	75
4.2 PROGRAMME 903 01/963 01 : PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES.....	75
4.3 PROGRAMME 903 02/963 02 : PARTENARIAT AVEC LES ARCHIPELS	80
4.4 PROGRAMME 903 03/963 03 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS.....	81
4.5 PROGRAMME 903 04/963 04 : PROJETS PILOTES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	85
4.6 PROGRAMME 903 05/963 05 : EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT A VOCATION COLLECTIVE	85
5. MISSION 904/964 : TOURISME	89

5.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	90
5.2	PROGRAMME 904 01/964 01 : EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	90
5.3	PROGRAMME 904 02/964 02 : AIDES ET REGULATION DU TOURISME.....	93
5.4	PROGRAMME 904 03/964 03 : ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME	98
6.	MISSION 905/965 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	104
6.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	105
6.2	PROGRAMMES 905 01/965 01 : AGRICULTURE ET ELEVAGE	107
6.3	PROGRAMMES 905 02/965 02 : FORETS.....	132
6.4	PROGRAMME 905 03/965 03 : PECHÉ ET AQUACULTURE.....	134
6.5	PROGRAMME 905 04/965 04 : PERLICULTURE	137
6.6	PROGRAMME 905 05/965 05 : ARTISANAT	139
6.7	PROGRAMME 905 06/965 06 : RESSOURCES MINIERES	143
7.	MISSION 906/966 : ECONOMIE GENERALE	148
7.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	149
7.2	PROGRAMME 906 01/966 01 : REGULATION.....	149
7.3	PROGRAMME 906 02/966 02 : COMMERCE EXTERIEUR ET PROMOTION.....	154
7.4	PROGRAMME 906 03/966 03 : DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES	160
7.5	PROGRAMME 906 04/966 04 : REGULATION DES PRIX	162
7.6	PROGRAMME 906 05/966 05 : TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT	163
7.7	PROGRAMME 906 06/966 06 : PROPRIETE INDUSTRIELLE	164
8.	MISSION 907/967 : TRAVAIL ET EMPLOI	166
8.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	167
8.2	PROGRAMME 907 01/967 01 : TRAVAIL	167
8.3	PROGRAMME 907 02/967 02 : EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE	174
8.4	PROGRAMME 907 03/967 03 : FORMATION PROFESSIONNELLE	177
9.	MISSION 908/968 : CULTURE ET PATRIMOINE	195
9.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	196
9.2	PROGRAMME 908 01/968 01 : CULTURE ET ARTS CONTEMPORAINS.....	196
9.3	PROGRAMME 908 02/968 02 : PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS	205
10.	MISSION 909/969 : ENSEIGNEMENT	212
10.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	213
10.2	PROGRAMME 909 01/969 01 : ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	214
10.3	PROGRAMME 909 02/969 02 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	216
10.4	PROGRAMME 909 03/969 03 : ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	221

10.5	PROGRAMME 909 04/969 04 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE.....	229
10.6	PROGRAMME 909 05/969 05 : SOUTIEN A L'ELEVE	233
10.7	PROGRAMME 909 06/969 06 : PROMOTION LANGUES POLYNESIENNES ET PLURILINGUISME	237
11.	MISSION 910/970 : SANTE	244
11.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	245
11.2	PROGRAMME 910 01/970 01 : OFFRE DE SANTE – MEDECINE CURATIVE	245
11.3	PROGRAMME 910 02/970 02 : SANTE PUBLIQUE – PREVENTION	263
11.4	PROGRAMME 910 03/970 03 : VEILLE ET SECURITE SANITAIRE	273
12.	MISSION 911/971 : VIE SOCIALE	288
12.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	289
12.2	PROGRAMME 911 01/971 01 : PROTECTION DE L'ENFANCE	290
12.3	PROGRAMME 911 02/971 02 : SOLIDARITE	298
12.4	PROGRAMME 911 03/971 03 : COHESION SOCIALE	306
12.5	PROGRAMME 911 04/971 04 : ACCES AU LOGEMENT	310
12.6	PROGRAMME 911 05/971 05 : JEUNESSE.....	310
12.7	PROGRAMME 911 06/971 06 : SPORTS	314
13.	MISSION 913/973 : ENVIRONNEMENT	320
13.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	321
13.2	PROGRAMME 913 01/973 01 : GESTION DE LA BIODIVERSITE ET DES RESSOURCES NATURELLES	321
13.3	PROGRAMME 913 02/973 02 : PREVENTION ET DES POLLUTIONS.....	325
13.4	PROGRAMME 913 03/973 03 : CONNAISSANCE ET EDUCATION	327
14.	MISSION 914/974 : RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	329
14.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	330
14.2	PROGRAMME 914 01/974 01 : RESEAU ROUTIER	331
14.3	PROGRAMME 914 02/974 02 : PORTS ET AEROPORTS	334
14.4	PROGRAMME 914 03/974 03 : PROTECTION CONTRE LES EAUX	339
14.5	PROGRAMME 914 04/974 04 : ENERGIE	340
14.6	PROGRAMME 914 05/974 05 : POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES	346
14.7	PROGRAMME 914 06/974 06 : MEDIAS	362
15.	MISSION 915/975 : TRANSPORTS	365
15.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	366
15.2	PROGRAMME 915 01/975 01 : TRANSPORTS TERRESTRES ET SECURITE ROUTIERE	366
15.3	PROGRAMME 915 02/975 02 : TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES	370
15.4	PROGRAMME 915 03/975 03 : TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE.....	376

15.5	PROGRAMME 915 04/975 04 : SECURITE AEROPORTUAIRE.....	380
16.	MISSION 916/976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	386
16.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	387
16.2	PROGRAMME 916 01/976 01 : URBANISME	387
16.3	PROGRAMME 916 02/976 02 : GESTION DU DOMAINE PUBLIC.....	389
16.4	PROGRAMME 916 03/976 03 : AFFAIRES FONCIERES	389
16.5	PROGRAMME 916 04/976 04 : HABITAT	393
17.	MISSION 950/990 : GESTION FISCALE	403
17.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	404
17.2	PROGRAMME 950 01/990 01 : FISCALITE INDIRECTE.....	404
17.3	PROGRAMME 950 02/990 02 : FISCALITE DIRECTE.....	408
18.	MISSION 951/991 : GESTION FINANCIERE	414
18.1	REVUE DE LA POLITIQUE GENERALE DE LA MISSION.....	415
18.2	PROGRAMME 951 01/991 01 : ENGAGEMENTS FINANCIERS	415
18.3	PROGRAMME 951 02/991 02 : AUTOFINANCEMENT NET	416
18.4	PROGRAMME 951 03/991 03 : OPERATIONS DIVERSES ET EXCEPTIONNELLES.....	416

Préface

L'article LP 42 de la loi du pays¹ relative au régime budgétaire de la Polynésie française a consacré le **rapport annuel de performance** (RAP) en tant qu'**état d'information** annexé au projet de délibération de règlement du budget général, pour compter de l'exercice 2022.

A ce titre, l'édition du **RAP 2023** a été adaptée pour se conformer au projet de délibération. Ce nouveau canevas a ainsi pour double objectif de participer d'une part, à une **présentation ergonomique** de l'exécution du budget au moyen de fiches synthétiques générales puis de fiches « chapeau » par mission priorisant les données significatives et d'autre part, à une mise en perspective plus cohérente des réalisations budgétaires et des politiques publiques.

Conçu pour mieux rendre compte de la **performance de l'action publique**, le RAP résulte ainsi des contributions proposées par les différents ministères compétents au titre de chacune des 18 missions composant la nomenclature budgétaire et comptable de la Polynésie française.

Aussi, le RAP décline d'une part la revue des grandes lignes de **politique générale** du gouvernement par mission et d'autre part le bilan des **orientations stratégiques**, au sein de chaque programme², l'analyse des résultats obtenus au regard des **objectifs** fixées et valorisés par des **indicateurs** associés définis dans le PAP 2023.

Il s'inscrit enfin dans une **démarche de transparence** des finances publiques, en apportant une lecture qualitative du projet de délibération de règlement du budget général. En l'occurrence, il permet aux élus et à tout citoyen d'apprécier les moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions concourant à l'atteinte des objectifs de politique sectorielle, tout en répondant à l'exigence constitutionnelle³ d'information des citoyens, des usagers et des contribuables sur l'emploi des deniers publics.

¹ Loi du Pays n° 2021-9 du 1^{er} février 2021.

² 77 programmes découlent des 18 missions précitées.

³ La mesure de la performance de la gestion publique répond en effet à un impératif démocratique, reconnu par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 en ses articles 14 et 15 : « *tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.* ». Par ailleurs, « *la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.* ».

Le guide de lecture

En liminaire, rappelons qu'au titre de l'article LP 11 de la loi du pays n°2021-9, « les crédits ouverts par la délibération budgétaire sont spécialisés par mission. Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Les programmes affichent le découpage des actions concourant à la réalisation d'une mission ».

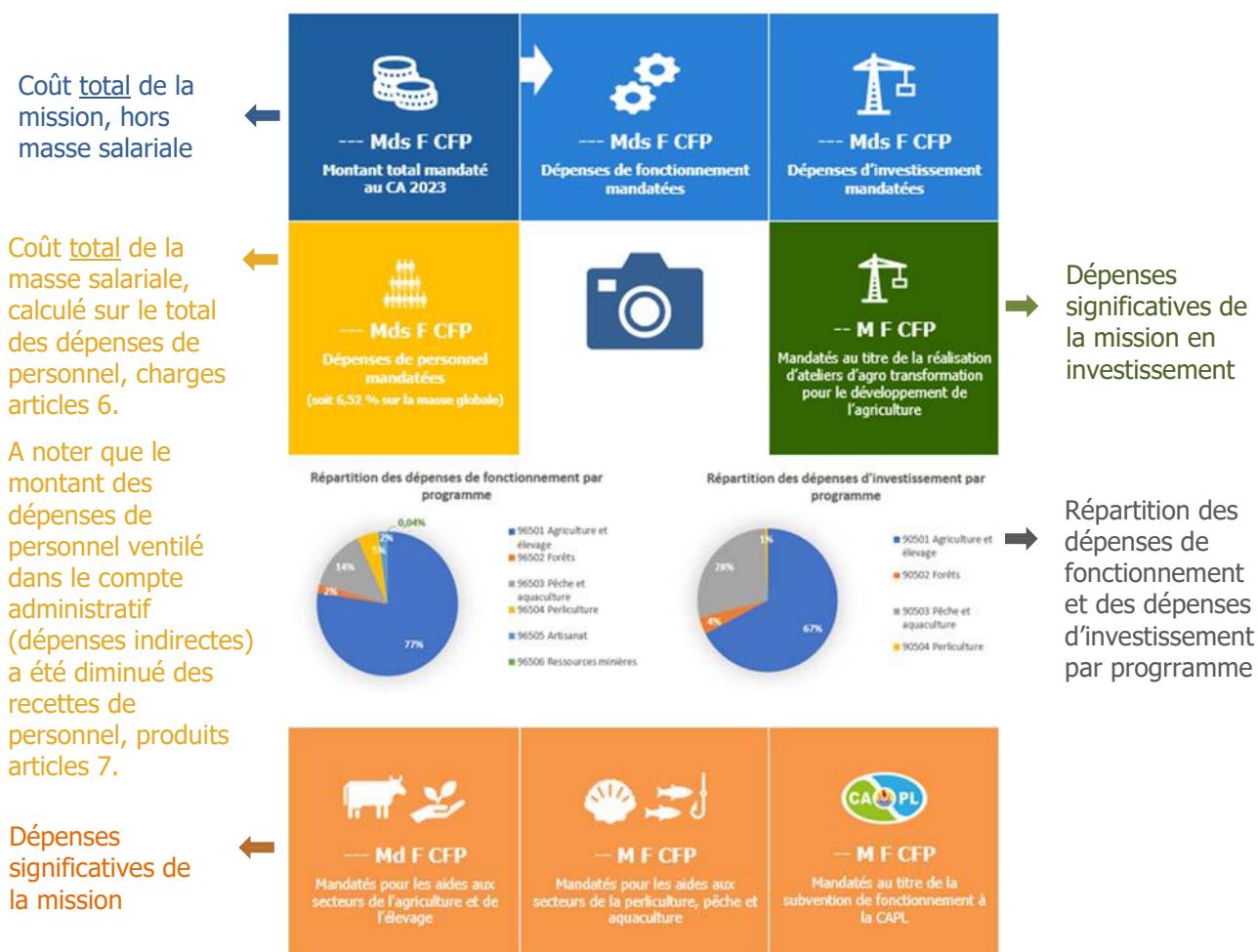
Ainsi, le budget est voté par mission, au même titre que le compte administratif. Ces missions se déclinant en programmes constituent la trame servant d'ossature du PAP et du RAP. Afin de mieux appréhender le présent état d'information, l'exemple ci-dessous explique l'articulation entre la mission « développement des ressources propres » et l'un de ses programmes, celui de la « perliculture ».

Enfin, avant de découvrir chacune de ses missions, est présenté en amont du RAP un triptyque en 3 volets (recettes, dépenses et comptes d'affectation spéciale - CAS). Il schématisé le budget général et celui des CAS en mettant en avant certains montants clés identifiables dans la délibération de règlement et/ou dans le compte administratif.

6. MISSION DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

La mission développement des ressources propres rassemble les programmes : agriculture et élevage, forêts, pêche et aquaculture, **perliculture**, artisanat et ressources minières.

Chaque mission est introduite par une fiche « chapeau » spécifique qui illustre les principaux moyens budgétaires dédiés envisagés au titre du prochain exercice.



6.1 Revue de la politique générale de la mission

Avant de développer le bilan de chacun des programmes concourant à la mission, une synthèse préalable de la réalisation des grands axes prioritaires du gouvernement permet d'apporter un point de situation d'ensemble de la politique publique de la mission.

6.5 Programme 905 04/965 04 : perliculture

6.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Présentée de manière synthétique, l'analyse qualitative des résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé, à la lumière des principaux événements intervenus (faits marquants, nouvelles orientations engagées dans les différents collectifs budgétaires, etc.).

6.5.2 Bilan des réformes

Ce bilan permet de rendre compte de l'avancée des principales réformes du programme visant in fine une amélioration de l'action publique dans son administration, sa gestion et ses relations, avec notamment ses administrés (par exemple, au moyen de mesures de modernisation, de simplification, d'optimisation de la réglementation, ...).

6.5.3 Bilan des objectifs de performance

L'analyse des résultats obtenus au regard des objectifs fixés au PAP 2023 et valorisés par des indicateurs associés (cf. tableau d'objectif). L'analyse se fonde sur l'évolution de ces derniers.

Objectif n°1 – Libellé de l'objectif ...

Objectif n° 1 - xxxx								
Description de l'objectif	Unité	A	B	C	D	E	F	G
		2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - yyyyvvv	T							
Indicateur 1.1 - zzzzzzzz	XFP							

Sources des données :
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir de ...
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de ...
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

A partir des résultats obtenus et valorisés, l'analyse des écarts constatés par rapport aux prévisions et cibles est présentée en mettant en exergue :

- Le niveau d'atteinte de l'objectif (atteint, en amélioration, absence d'amélioration) ;
- Le rythme de réalisation des actions (satisfaisant, insuffisant) au regard des moyens engagés et à ce titre, une évaluation de la performance budgétaire pour atteindre cet objectif ;
- Les éventuels phénomènes intervenus appréciés de leur caractère ponctuel ou récurrent ;
- Les pistes d'amélioration envisagées pour les orientations stratégiques pour le prochain exercice, et le cas échéant les incidences les plus immédiates et prévisibles sur 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le bilan donne également une appréciation globale sur :

- Les effets de levier des actions retenues (poursuite de l'action, modifications des actions, voire abandon) ;
- La pertinence des indicateurs définis (à poursuivre, à modifier, à remplacer ou à créer) ;
- Le contexte du secteur (favorable à l'atteinte de l'objectif, négatif, anticipation difficile).

6.5.4 Crédits par action

Le tableau financier par actions ci-après recense uniquement les actions identifiées lors de l'élaboration du PAP 2023, concourant à l'atteinte des objectifs. Il présente l'exécution des crédits sollicités au budget 2023 (crédits mandatés) en 3 colonnes :

- Fonctionnement : présente l'exécution des crédits de fonctionnement alloués à une action identifiée en section de fonctionnement ;
- Investissement : présente l'exécution des crédits d'investissement (CP mandatés) alloués à une action identifiée en section d'investissement ;
- Total : établit le montant total exécuté au budget en fonctionnement et en investissement.

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 905/965 04 - PERLICULTURE	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
Programme « suivi de la qualité du milieu »	0	0	0
Programme « gestion des déchets de la perliculture »			0
Programme de recherche sur l'huître perlière			0
Renouvellement des machines à rayons X de la DRM			0

6.5.5 Bilan des comptes spéciaux

Les crédits budgétaires alloués aux comptes spéciaux sont retracés dans un tableau récapitulant les moyens budgétaires exécutés (extrait du compte administratif). Le cas échéant, les données sont appréciées suivant le même canevas à savoir, par la présentation synthétique des objectifs et indicateurs de performance en décrivant les principales actions et moyens financiers consommés ainsi que les effets constatés.

6.5.6 Bilan des dépenses fiscales

Certaines mesures prises en termes de dépenses fiscales (défiscalisation, crédits d'impôts, exonérations, ...) contribuent également à la réalisation du programme. Le cas échéant, sera précisé un descriptif sommaire quant au volume financier réalisé, aux opérations supportées et aux objectifs recherchés dans le cadre des dispositifs mis en œuvre.

6.5.7 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

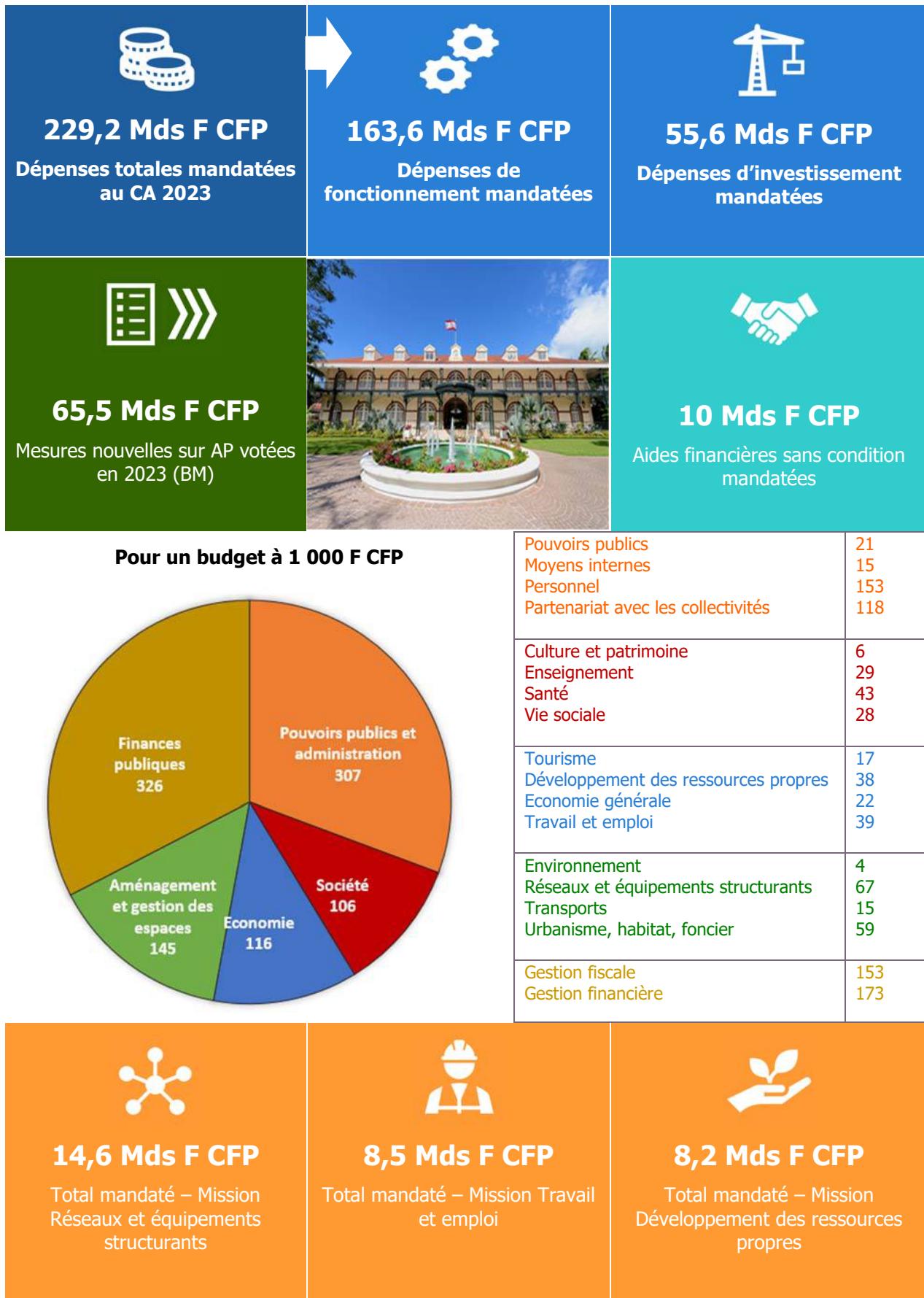
Afin de gagner en exhaustivité, une dernière rubrique est consacrée aux principaux opérateurs publics ou parapublics (établissements publics, EPIC, SEM, GIE, ...) participant à la réalisation du programme. Elle établit un point de situation des axes ou orientations stratégiques défini(e)s fixés dans le PAP 2023, éventuellement complétés du bilan des objectifs et indicateurs voire des principales actions réalisées. Enfin, la précision des moyens financiers alloués aux dits opérateurs permet in fine d'appréhender les dépenses globales prévues au titre de la mission.

L'exécution du budget 2023 en quelques chiffres

RECETTES

		
253,86 Mds F CFP Recettes totales titrées au CA 2023	199,61 Mds F CFP Recettes de fonctionnement titrées	 54,25 Mds F CFP Recettes d'investissement titrées
		
159 Mds F CFP Recettes de fonctionnement de la mission Gestion fiscale titrées	117,2 Mds F CFP Recettes fiscales indirectes titrées	 41,8 Mds F CFP Recettes fiscales directes titrées
		
	dont 59,4 Mds F CFP TVA	dont 3,25 Mds F CFP <i>Impôt foncier sur les propriétés bâties</i>
		
46 Mds F CFP Recettes d'investissement de la mission Gestion financière titrées	dont 33,36 Mds F CFP Recettes titrées au programme Autofinancement net	12,2 Mds F CFP Recettes titrées issues des emprunts
		
10,8 Mds F CFP Dotation globale d'autonomie (DGA)	794 M F CFP Participation de l'Etat au budget de fonctionnement de la mission Enseignement	5 Mds F CFP 3IF au budget d'investissement de la mission Réseaux et équipements structurants

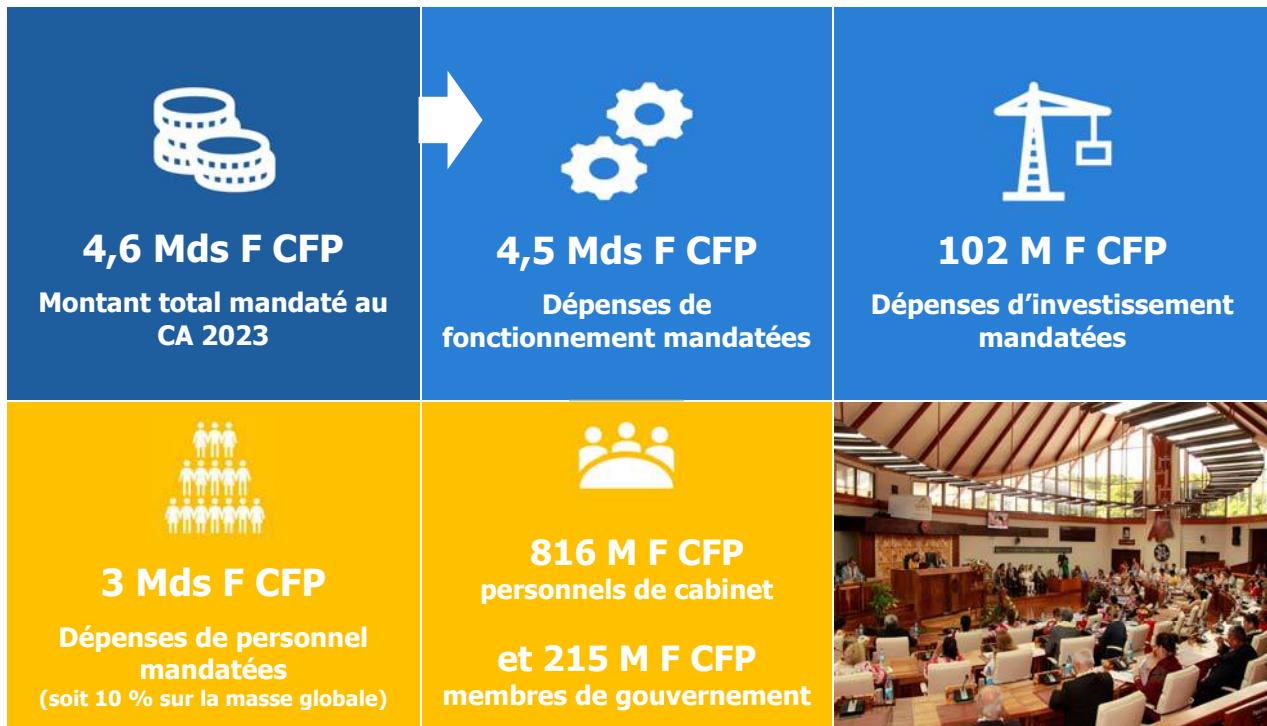
DEPENSES



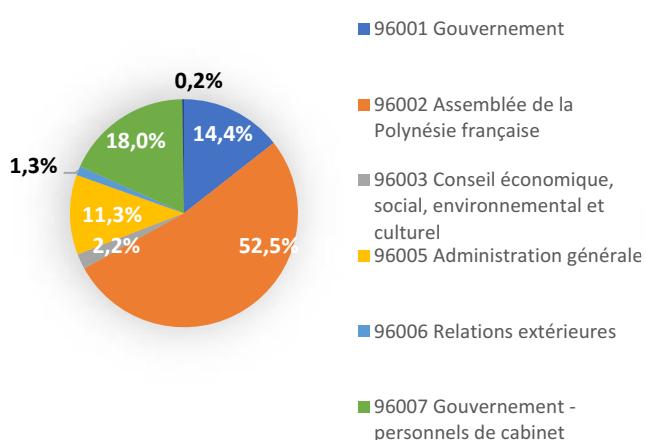
COMPTES D'AFFECTIONATION SPECIALE

FRPH  3,46 Mds F CFP <ul style="list-style-type: none"> ➤ 3,46 Mds F CFP Economie générale ➤ 0,35 M F CFP Gestion fiscale 	FPPH  1,3 Md F CFP <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1,3 Mds F CFP Economie générale ➤ 2 M F CFP Gestion fiscale 	FIPTH  0,9 M F CFP Travail et Emploi
FDTA  33 M F CFP en fonctionnement 88,25 M F CFP en investissement (CP) Tourisme	FIGD  1,48 Md F CFP Gestion financière	FCTAI  1,29 Md F CFP Transports
FPSU  41,1 Mds F CFP <ul style="list-style-type: none"> ➤ 6,7 Mds F CFP Travail et emploi ➤ 34,36 Mds F CFP Vie sociale (RNS & RSPF) ➤ 2,3 M F CFP <i>Gestion fiscale</i> 	FPSS  530,63 M F CFP en fonctionnement <ul style="list-style-type: none"> ➤ 484,2 M F CFP Santé ➤ 45,9 M F CFP Vie sociale ➤ 0,5 M F CFP Gestion fiscale ➤ 40 M F CFP <i>Virement section investissement</i> 12,6 M F CFP en investissement (CP)	FSDE  2,57 Mds F CFP Réseaux et équipements structurants (Energie) Fonds pour la promotion de l'expression artistique <i>Non doté au BP 2023</i> 
		Fonds intergénérationnel en faveur de la protection de l'environnement <i>Non doté au BP 2023</i> 

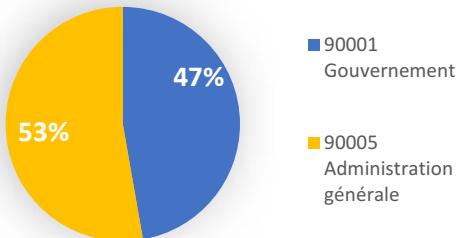
1. MISSION 900/960 : POUVOIRS PUBLICS



Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



1.1 Revue de la politique générale de la mission

- Au titre du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN) :

L'exigence de vérité sur les activités du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) et leurs conséquences sanitaires, environnementales et sociétales a gagné la société polynésienne tout entière depuis les années 2000 : rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée de Polynésie française en 2006, rapport de la délégation polynésienne des états généraux de l'Outre-mer en 2009, etc.

L'objectif des pouvoirs publics polynésiens est, à cet égard, et dès lors toutes tendances politiques confondues, de tendre vers une pleine reconnaissance par l'Etat du fait nucléaire et la juste réparation.

- Au titre des affaires internationales, européennes et du pacifique (DAIEP) :

L'année 2023 s'est partagée entre continuité et fixation de certains nouveaux objectifs.

La continuité s'est tout d'abord manifestée dans les relations avec l'Union européenne avec laquelle le dialogue politique et technique perdure à travers l'Association de Pays et territoires d'Outremer (OCTA), composée des 13 PTOM associés à l'Union européenne.

Il s'agit ainsi de continuer les processus de programmation ou d'exécution des programmes déjà en cours pour la période 2021-2027 :

Les Programmes	Coût en F CFP	Coût en Euros	Objet :
Programme territorial	3,7 milliards de F.CFP	31,1 millions EUR	en soutien à la politique sectorielle de l'eau de la Polynésie française au titre de la coopération bilatérale
Programme régional	4,3 milliards de F CFP	36 millions EUR	pour le bleuissement et le verdissement des systèmes alimentaires des 3 PTOM du Pacifique (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna)
Coopération intrarégionale	137 millions de F CFP	1,15 million EUR	pour des actions de coopération entre la Polynésie française et un pays non-PTOM du Pacifique

La mise en œuvre des programmes financés par le 11ème Fonds européen de développement (FED) a également continué, notamment :

- Le programme régional PROTEGE jusqu'en 2024 ;
- Et le programme thématique Green Overseas jusqu'en 2027.

Enfin, la Polynésie française qui est également éligible à des programmes européens dits « horizontaux », a continué d'exploiter certains programmes (ex. ERASMUS, BEST LIFE) tandis que l'analyse de l'accès à d'autres encore inutilisés (EU4Health, Horizon Europe) a débuté.

La continuité s'est également incarnée dans les relations avec le Pacifique. Cependant, la présence particulièrement marquée du Président de la Polynésie française sur la scène internationale durant le second semestre 2023 a témoigné d'une volonté marquée de mieux faire entendre la voix de la Polynésie française et d'intensifier les coopérations régionales.

Sous la bannière du Forum des îles du Pacifique (FIP), il a ainsi participé au premier sommet « Corée – Îles du Pacifique » du 28 mai au 1^{er} juin, à Séoul, au second sommet entre les Etats-Unis d'Amérique et le Forum, les 25 et 26 septembre 2023, à Washington D.C., et au 53^{ème} sommet du Forum aux Iles Cook, du 6 au 10 novembre. Il a également présidé la réunion du Groupe des dirigeants polynésiens, instance de dialogue politique entre 9 pays polynésiens.

Il a en outre accompagné le Président de la République française durant son déplacement au Vanuatu et en Papouasie Nouvelle-Guinée en juillet, témoignant ainsi de l'importance d'inclure la Polynésie française dans les discussions des stratégies de l'indo-Pacifique.

Un nouvel objectif est celui d'un dialogue ouvert et constructif avec la Puissance administrante sur la mise en œuvre et les étapes du processus d'autodétermination et du processus de décolonisation, sous l'égide des Nations Unies.

Au titre de la traduction et de l'interprétariat

Les efforts de simplification et de modernisation ont été poursuivis en 2023.

Des actions visant à « Faire simple » ont été étendues ou aménagées. A ce titre, des engagements visant à faciliter l'expérience et le parcours des usagers et/ou des agents ont été réalisés en 2023.

La modernisation s'appuie notamment sur la dématérialisation des démarches et procédures que le service de la traduction et de l'interprétariat (STI) a mises en place.

En parallèle, un parcours « de personne-à-personne » (au guichet) reste toujours possible pour les personnes qui le souhaitent, et pour lequel un accueil professionnel et bienveillant est mis en œuvre.

Enfin, le STI joue pleinement son rôle de pôle de compétence en langues étrangères et en *reο tahiti*, de par son cœur de métier constitué des traductions (écrites) et interprétations (orales) qu'il fournit, en contribuant notamment à l'affichage bilingue dans l'espace public. En outre, il accompagne des projets, comme le projet *Pū Mahara* (Centre de la mémoire des essais nucléaires), en lui faisant bénéficier de son expertise et de son conseil sur le plan linguistique.

1.2 Programme 900 01/960 01 : gouvernement

Ce programme accueille les crédits nécessaires au fonctionnement de la Présidence de la Polynésie française et des ministères, notamment au titre de la fonction de représentation du Président.

Les indemnités servies aux membres de gouvernement :

Les indemnités servies aux membres du gouvernement, logées au programme 960 01, sont encadrées par la délibération n° 84-1018 AT modifiée, l'arrêté n° 28 CM du 02 juillet 2004 modifié puis par les articles 73 et 87 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée qui précisent que :

- Le gouvernement peut comprendre de 7 à 10 ministres, sans prendre en compte le Président et le Vice-président ;
- L'indemnité mensuelle est plafonnée à l'indice 760 du traitement brut des agents de la fonction publique du Pays ;
- En cas de cessation de fonctions, le membre du gouvernement bénéficie d'un mois d'indemnité mensuelle, sauf application de l'article 78 de la loi organique ou en cas de reprise d'une activité rémunérée.

Sur l'ensemble de l'année 2023, les dépenses liées au versement des indemnités gouvernementales, indemnités et frais de déplacement compris, se sont élevées à 237,3 millions F CFP contre 248,7 millions F CFP en 2022. Une baisse de 11,4 millions F CFP due à la diminution de 22,6 millions F CFP des frais de déplacement des membres du gouvernement entre les deux années.

A l'inverse, le montant des indemnités versées a augmenté de 10,5 millions F CFP du fait du maintien durant un mois de l'indemnité mensuelle aux membres du précédent gouvernement n'ayant pas repris d'activité rémunérée après les élections territoriales. En outre, le montant des indemnités mensuelles a également été relevé à la faveur de la revalorisation de la valeur du point d'indice FPT de 30 points en mars 2023.

Récapitulatif des indemnités versées aux membres du gouvernement de 2021 à 2023

Détail des articles servant au paiement d'indemnités et frais au profit des membres du gouvernement					Coût total des sommes versées aux membres du gouvernement
653 12	653 22	653 3	653 4		
<i>Indemnité mensuelle</i>	<i>Frais de déplacement</i>	<i>Cotisations AXA et pension de retraite des anciens élus</i>	<i>Cotisations sociales (CPS)</i>		
2021	112 990 855	23 336 077	79 436 896	13 376 274	229 140 102
2022	114 328 932	44 821 985	76 346 313	13 218 208	248 715 438
2023	124 796 260	22 189 571	76 766 014	13 581 526	237 333 371
Ecart 2023/2022	10 467 328	-	22 632 414	419 701	363 318 - 11 382 067
Ecart 2022/2021	1 338 077		21 485 908	-	3 090 583 - 158 066 19 575 336

1.3 Programme 900 02/960 02 : Assemblée de la Polynésie française

Ce programme comptabilise les dotations versées à l'Assemblée de la Polynésie française.

1.4 Programme 900 03/960 03 : Conseil économique, social, environnemental et culturel

Les crédits budgétaires du programme sont dédiés à la dotation du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française. Ils sont alloués conformément aux dispositions réglementaires en la matière pour garantir le bon fonctionnement de l'institution et permettre au CESEC de remplir ses missions.

1.5 Programme 900 05/960 05 : administration générale

1.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan des circonscriptions administratives :

Consolider la proximité de l'administration avec les usagers de l'archipel et offrir ainsi un service public minimum de proximité sur chaque île habitée de l'archipel, renforcer les actions de coordination avec les subdivisions déconcentrées, favoriser le développement de l'archipel et améliorer les relations avec l'institution communale ont été les objectifs poursuivis par les circonscriptions administratives.

Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN) :

Le suivi des conséquences des essais nucléaires est piloté, dans sa mise en œuvre, par la DSCEN en charge de proposer et d'animer la politique publique en la matière.

A terme, les services et leurs tutelles doivent porter à leurs niveaux et dans leurs domaines de compétence respectifs les actions relatives à ce suivi en les inscrivant dans leurs programmes de politiques publiques et en les mettant en œuvre, à l'instar des réalisations du ministère de l'éducation et de son programme *Enseigner le fait nucléaire* déployé depuis 2018.

En 2023, les partenariats intersectoriels et transdisciplinaires ont été poursuivis et enrichis. Outre l'équipe « *enseigner le fait nucléaire* » on peut citer la délégation polynésienne à la recherche, le musée de Tahiti et des îles, l'institut du cancer Tiurai, le service de la traduction et de l'interprétariat, la direction de la santé et son centre de suivi médical (voir tableau d'objectifs).

Par ailleurs, si tout le monde s'accorde depuis longtemps sur l'idée de suivre les conséquences des essais nucléaires, en revanche les évaluations proprement dites restent insatisfaisantes d'où la nécessité d'impulser des recherches et d'assurer une veille scientifique. Pour ce faire des échanges soutenus sont entretenus avec la maison des sciences de l'Homme du Pacifique, l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, l'université de la Polynésie française, le département de suivi des centres d'expérimentations atomiques, le ministère national de la culture via la mission aux affaires culturelles auprès du haut-commissaire, ...

Afin de rendre l'information plus accessible et en préparation du futur centre de mémoire, un corpus documentaire est en cours de développement. Une bibliothèque physique de référence a été constituée par le classement des ouvrages et supports déjà détenus par le service et son enrichissement par l'acquisition de dizaines de nouveaux titres. Un premier recensement des gisements documentaires disponibles en Polynésie française a été effectué. Des pages sur deux réseaux sociaux, régulièrement alimentées en information, ont été ouvertes. Un catalogue et une bibliothèque numériques sont en cours de déploiement et pourront être mis en ligne en 2024.

Bilan du secrétariat général du gouvernement (SGG) :

Pour la réalisation des objectifs définis infra, il avait été prévu de mettre en œuvre pour 2023 les actions suivantes :

1. Au titre de l'objectif n°1 :

- Permettre la préparation des dossiers en Conseil des ministres au sein de la plateforme GEDA 2 ;
- Permettre de créer dans GEDA 2 les arrêtés relatifs aux ressources humaines initiés par des services autres que la DGRH ;

- Permettre de créer dans GEDA 2 les arrêtés initiés par les circonscriptions administratives pour le compte d'autres services administratifs ;
 - Mettre en place le visa électronique du CDE et de la DGRH au sein de la plateforme GEDA 2.
2. Au titre de l'objectif n°2 :
- Mise à jour de la réglementation sur les sociétés d'économie mixte ;
 - Réglementation sur les sociétés publiques locales ;
 - Réglementation sur les sociétés d'économie mixte à opération unique.
3. Au titre de l'objectif n°3 :
- Lancement de la dématérialisation du Journal officiel de la Polynésie française, avec le 1er journal entièrement numérique : le Journal des débats de l'Assemblée ;
 - Poursuite de l'amélioration de la lisibilité des textes sur le site Lexpol, avec l'interopérabilité vers les outils de codification des différents services ;
 - Mise en conformité progressive de certaines rubriques avec le RGPD, en fonction des recommandations de l'audit mené par le DPO du Pays ;
 - Mettre à disposition du public un Journal officiel de la propriété industrielle numérique.
4. Au titre de l'objectif n°4 :
- Poursuivre le déploiement du workflow dématérialisé pour le traitement du contentieux du Pays ;
 - Déploiement progressif du référentiel des infractions pénales.
5. Au titre de l'objectif n°5 :
- Mise à jour des cahiers des clauses administratives générales ;
 - Création d'un cahier des clauses administratives générales en matière de prestation intellectuelles ;
 - Finalisation du chantier sur la création d'un bulletin officiel des annonces des marchés publics.

Bilan des moyens généraux (SMG) :

Le service s'est attaché à moderniser le parc logistique des chapiteaux, tentes et structures servant dans le cadre des évènements institutionnels.

Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

L'année 2023 a été marquée par la poursuite de réalisations notables :

- La modernisation a progressé, dans le sens de la simplification des procédures administratives et d'une accessibilité améliorée, notamment via la dématérialisation (téléservice, signature électronique, paiement en ligne) ;
- La base de données lexicale en *reо tahiti* (lexique) s'est enrichie et consolidée de nouveaux termes ;
- La promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme s'est poursuivie via l'élaboration/l'évolution d'outils linguistiques : mise à disposition d'un clavier *mā'ohi* pour PC sous Windows, développement en cours d'un clavier *mā'ohi* mobile adossé à la base de termes du lexique Reo visant à promouvoir un usage correct du *reо tahiti* à l'écrit. Par ailleurs, l'affichage bilingue continue de s'étendre dans l'espace public physique (signalétique, affiches, panneaux, etc.) ou virtuel (sites internet, banderoles de messages défilants, etc.), grâce notamment aux traductions en *reо tahiti* effectuées par le STI.

Bilan de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA)

La politique de modernisation de l'administration, un des trois axes du programme du gouvernement, a pour ambition d'offrir à ses usagers un service public performant tout en veillant à la qualité de vie au travail de ses agents. L'effort s'est mobilisé sur les actions à mettre en œuvre à partir d'un programme de modernisation ajusté à partir de 3 objectifs :

- Objectif n°1 : offrir un service public bienveillant et efficace (physique ou digital) ;
- Objectif n°2 : s'assurer d'un fonctionnement performant du service public ;

- Objectif n°3 : optimiser l'organisation générale du service public.

Le changement de gouvernement s'est accompagné de nouvelles orientations stratégiques en matière de transformations administratives :

Faatura > Diffuser une gouvernance qui nous rassemble : juste, responsable et solidaire

- Objectif n°1 : Doter les entités publiques d'une organisation et d'un système de gestion performants ;
- Objectif n°2 : Déployer la démarche qualité dans les entités publiques ;
- Objectif n°3 : Renforcer le travail collaboratif dans la mise en œuvre des politiques publiques.

FAAORA > Déployer un service public qui nous ressemble : proche, simple et communautaire

- Objectif n° 4 : Améliorer l'accessibilité à des services publics de qualité.

1.5.2 Bilan des réformes

Outre l'encouragement ou l'accompagnement des réformes des entités publiques polynésiennes, la direction de la modernisation et des réformes de l'administration a poursuivi le pilotage des réformes pour :

- Favoriser une dynamique de transformation en encourageant l'utilisation de nouveaux modes de relation, de management ou de résolution de problèmes à partir des techniques favorisant l'intelligence collective ;
- Une action partagée des institutions polynésiennes autour de l'innovation publique ;
- Améliorer la performance du service public avec l'instauration d'une démarche qualité et l'engagement vers la maîtrise des risques ;
- Améliorer la qualité des espaces d'accueil des usagers ;
- Développer des espaces de services publics de proximité avec les communes ou les acteurs de terrain ;
- Etendre les horaires d'ouverture des guichets d'accueil tout en favorisant des horaires de travail améliorés et le télétravail ;
- Optimiser la gestion immobilière et l'espace administratif des entités du Pays ;
- Refondre les régimes indemnitaire pour plus d'équité entre les agents et une transparence accrue dans l'utilisation des fonds publics ;
- Susciter les démarches dématérialisées et l'accès à l'information numérique de qualité.

Au 31 décembre 2023, l'Administration de la Polynésie française compte 51 services administratifs, 1 autorité indépendante et 58 établissements publics (13 à caractère administratif, 9 à caractère industriel et commercial et 35 d'enseignement). En outre, 47 missions font l'objet d'une délégation de service public, dont 33 pour les disciplines sportives.

Les projets et actions visent à inscrire les services et les établissements dans un mode d'exécution de leurs missions définitivement tourné vers l'usager. Si de nombreuses entités se sont mobilisées et se mobilisent pour des actions de simplification ou d'amélioration de leur fonctionnement, une grande partie méconnait encore les besoins et attentes réels de leurs usagers et partenaires.

Ce constat éloquent marque la nécessité d'ouverture et de révision d'un fonctionnement en mode « autocentré » de l'administration, facteur pénalisant pour toute démarche globale de modernisation. Il convient également de souligner la limitation imposée par des fonctions supports encore fragiles mais dont le renforcement est engagé.

Les efforts initiés depuis 2016 pour inscrire la Collectivité dans une démarche d'innovation publique et constituer une communauté d'innovateurs publics polynésiens se sont renforcés pour encourager le développement des méthodes et l'utilisation des outils innovants dans la gestion des services publics et l'élaboration des politiques publiques, non limités aux services du Pays. Cette démarche mobilisant tous les partenaires publics en Polynésie est rare et très favorablement remarquée au niveau régional et national.

1.5.3 Bilan des objectifs de performance

- ✚ Bilan du développement du territoire via les circonscriptions administratives des archipels (CAU, CISL, CMQ, CTG) :

Objectif n°1 : Animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées

Objectif n°1 - Animer et coordonner les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 - Australes : Coordonner l'action publique des subdivisions par des réunions d'animation et de coordination	Nb	13	6	12	12	4	12	12
Indicateur 1.2 - Tuamotu-Gambier : Coordonner l'action publique des services administratifs par des réunions d'animation et de coordination	Nb	7	7	10	7	7	10	10
Indicateur 1.3 - îles-sous-le-Vent : Nombre de réunions de coordination avec les subdivisions déconcentrées (sectoriels et transversaux) animées par le Tavana hau	Nb	17	5	10	20	12	24	25
Indicateur 1.4 - îles-sous-le-Vent : Nombre de rencontres et de déplacements avec les subdivisions déconcentrées dans le cadre du suivi de chantiers et des îles Sous-le-Vent	Nb	5	10	8	8	8	8	8
Indicateur 1.5 - Marquises : Réunions et commissions tenues	Nb		18	20	20	34	8	
Indicateur 1.6 - Marquises : Avis rendus	Nb			80		39	2	
Indicateur 1.7 - Marquises : Actions communes menées	Nb			15	2	14	10	

Sources des données :
 CAU, CTG, CISL, CMQ (Rapport d'activité)
 Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de réunions tenues avec les subdivisions de l'archipel
 Indicateur 1.3- indicateur calculé à partir du nombre de réunions tenues avec les subdivisions déconcentrées autour d'actions communes, de sujets transversaux et d'action publique
 Indicateur 1.4- indicateur calculé à partir du nombre de rencontres et de déplacements avec les services techniques concernés relatifs au suivi de grands chantiers ou de projets de développement du Pays
 Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombre de réunions des commissions organisées avec les subdivisions déconcentrées
 Indicateur 1.6 - indicateur calculé à partir du nombre d'avis rendus à la demande des subdivisions déconcentrées
 Indicateur 1.7 - indicateur calculé à partir du nombre des actions communes menées avec les subdivisions déconcentrées et autres services

- *Commentaire et analyse des résultats*

- ✚ Circonscription des Australes (CAU) :

Durant l'année 2023, les quatre réunions de coordination ont permis d'étudier les dossiers importants de l'archipel et d'assurer la coordination des déplacements des subdivisionnaires.

- ✚ Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

L'objectif révisé à juin 2023 n'a pas pu être atteint en raison de l'indisponibilité des subdivisionnaires (*tournées administratives, formations de management délocalisées à Raiatea et période de pic d'activité de la clôture budgétaire*). Cette action n'a eu aucun impact financier car les réunions se sont tenues sur Raiatea.

- ✚ Circonscription des îles Marquises (CMQ) :

En 2023, les 34 réunions et commissions tenues ou auxquelles le Tavana Hau ou son représentant a participé, portaient principalement sur la sous-commission de sécurité (DCA), la commission des installations classées (DIREN), la commission d'agrément des comités du tourisme Marquises (SDT), le conseil d'établissement du collège de Taiohae, la Commission de Développement des Marquises (DEQ, DCA, DAF, DAG, CMQ).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- ✚ Circonscription des Australes (CAU) :

En 2024, la CAU souhaite maintenir et renforcer la tenue des réunions de coordination qui permettent de maintenir un lien transversal entre les différents services, qui naturellement ont tendance à n'avoir d'échanges qu'avec les directions basées sur Tahiti. Ces réunions permettront de renforcer la cohésion et apporter plus de cohérence dans les actions de l'administration au sein de l'archipel.

- ✚ Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

Une fréquence de réunions de coordination sera proposée à l'ensemble des subdivisions en 2023 (*1 tous les 2 mois*) et autant que de besoin pour traiter les dossiers communs et les projets intéressant les ISLV.

Objectif n°2 : Consolider la proximité de l'administration avec les usagers des archipels

Objectif n°2 (Australes) - Consolider la proximité de l'administration avec les usagers des archipels								
Assurer un service public minimum dans chaque île de l'archipel par l'organisation et la coordination de deux tournées administratives par an								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1- Nb de tournées administratives / an (1 île touchée par tournée)	Nb	7	4	7	5	5	7	7
Indicateur 1.2- Nombre de services qui participent aux tournées administratives	Nb	4 à 8	3	4 à 8	4 à 8	1 à 2	4 à 8	4 à 8
<u>Sources des données :</u> <i>Base de données de la CAU (voir rapport d'activités)</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de tournées du Tavana hau</i> <i>Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre de service représenté par au moins un agent lors de la tournée du Tavana hau</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats de la CAU*

En 2023, les agents du bureau de développement de la CAU ont assuré des permanences de réception de la population sur les îles de Rimatara et Raivavae. Pour Tubuai et Rurutu, l'accueil est permanent en raison de présence physique dans les bureaux de la CAU.

Une 1^{ère} tournée s'est faite en février 2023 sur Raivavae et une 2^{ème} en septembre et une dernière en novembre 2023. Pour Rimatara, deux tournées ont été réalisées en septembre puis novembre 2023.

Sur Rapa, la mission de deux semaines qui était prévue durant la période de vacances scolaires d'octobre 2023 n'a pas pu se tenir faute de places disponibles sur les dessertes maritimes vers l'île.

Bien que nous n'ayons pas été en mesure d'assurer cette année une présence simultanée de l'ensemble des services déconcentrés, chaque service a pu s'organiser, selon ses disponibilités, pour se rendre dans chaque île de l'archipel et être au plus près de la population.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La CAU prévoit une mission sur RAPA au second semestre 2024.

Objectif n°2 (Tuamotu) - Consolider la proximité de l'administration avec les usagers de l'archipel								
Il s'agit de consolider la proximité de l'administration avec les usagers de l'archipel, d'assurer une présence minimum dans les 44 atolls habités des Tuamotu Gambier en donnant la priorité aux 10 atolls uniquement accessibles par voie maritime								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Toucher au moins 28 atolls par voie aérienne par an (sur 34 accessibles)	nb	31	31	32	32	30	34	34
Indicateur 1.2 - Toucher au moins 5 atolls par voie maritime par an (sur 10 accessibles)	nb	5	5	8	6	6	8	10
Indicateur 1.3 - Faire participer un maximum de services aux tournées administratives (selon la capacité de transport, plancher : 7 services)	nb SVC nb ETAB	7 7	10 10	9 8	9 8	9 11	9 8	10 10
<u>Sources des données :</u> <i>Statistiques CTG (tableau de suivi des missions)</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats de la CTG*

Il s'agit de consolider la proximité de notre administration avec les usagers de l'archipel, d'assurer une présence minimum dans les 44 îles habitées des Tuamotu Gambier en donnant la priorité aux 10 atolls uniquement accessibles par voie maritime.

Cet objectif a été atteint en 2023 sur la base des indicateurs retenus soit :

- 11 tournées administratives (sur les 12 prévues initialement) ;
- et 3 déplacements spécifiques sur Rangiroa, Fakarava et Hao ont été effectués.

A l'occasion de nos tournées administratives :

- 30 îles ont été touchées par voie aérienne ;
- 6 atolls sont accessibles uniquement par voie maritime ;
- 20 services et organismes du Pays et de l'Etat ont, à l'occasion, été associés (*9 services administratifs du Pays, 3 établissements publics, 6 services administratifs de l'Etat, 1 syndicat, 1 association*).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2024 la CTG prévoit de réaliser 11 tournées administratives et 3 déplacements spécifiques.

Objectif n°2 (CISL) - Consolider la proximité de l'administration avec les usagers des archipels								
Assurer un service public de proximité minimum dans chaque île ainsi que dans les communes des îles Sous-le-Vent par l'organisation et la coordination de tournées administratives								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1- Nombre de tournée administrative dans les communes	Nb	6	10	10	10	10	12	12
Indicateur 2.2- Nombre d'île par an touchée par une tournée administrative	Nb	4	4	5	5	4	Pas inscrit	Pas inscrit
Indicateur 2.3- Nombre d'entités qui participent (services du Pays et autres entités)	Nb	8 à 15	7 à 14	10 à 12	10 à 12	10 à 16	10 à 12	10 à 12

Sources des données : CISL

Mode de calcul des indicateurs:

Indicateur 1.1- indicateur calculé à partir du nombre de tournée administrative dans les communes et communes associées y compris celles de Raiatea (3)

Indicateur 1.2- indicateur calculé à partir du nombre d'île par an touchée par une tournée administrative

Indicateur 1.3- indicateur calculé à partir du nombre de services du Pays et autres entités (EPA, EPIC et partenaires) représentés par au moins un agent à chaque tournée administrative

▪ Commentaire et analyse des résultats de la CISL

Les tournées administratives ont démarré dès le mois de février jusqu'à la date d'entrée en période de réserve de l'administration relative aux élections du Président de la PF, et ont repris au mois de septembre. Au total, 10 tournées administratives ont été réalisées, dont deux par île (*Tahaa, Huahine, Bora Bora et une dans les communes associées de Fefuna, Opoa, Tevaitoa, Avera*). Les délégations composées de 10 à 16 agents de l'administration menées par le Tavana hau pi. se sont rendues au plus près des usagers pour les accompagner dans leurs démarches, à l'exception de Maupiti qui reste l'île la moins accessible et la destination la plus onéreuse de par la durée de séjour minimum dépendant de la fréquence des dessertes aérienne et/ou maritime et des exigences du Tavana qui souhaite que la délégation reste 2 jours au lieu d'une journée sur l'île pour l'accueil de sa population. Les 2 tournées envisagées en juin et novembre n'ont pu se tenir (*faute de places disponibles et suffisantes sur la liaison aérienne*).

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

La priorité est de se rendre sur Maupiti dès que possible et *a minima* au moins une fois en 2024 et au mieux deux. La logistique reste importante pour déplacer une délégation de 10 à 15 agents de différents services administratifs vers cette population éloignée. Si le déplacement aérien n'est pas retenu, un 2^{ème} scénario a été étudié pour s'y rendre par voie maritime. Cette option est plus coûteuse et nécessite de passer 2 nuits à Bora Bora et 2 à Maupiti. Le coût du déplacement par agent estimé en 2023 avoisine les 108 000 F CFP.

Objectif n°2 (Marquises) - Consolider la proximité de l'administration avec les usagers des archipels								
La proximité avec les usagers est l'objetif principal de la circonscription des îles Marquises.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1- Touchers sur les îles de Ua Huka, Tahuata et Fatu Iva	nb		3	12		10		
Indicateur 2.2- Tournées dans les vallées de Nuku-Hiva, Ua Pou et Hiva Oa	nb		17	20	10	23	18	
Indicateur 2.3- Usagers réceptionnés	nb		5 500	5 000		3 554		

Sources des données :

Statistiques CMQ

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1- indicateur calculé à partir du nombre de tournées administratives effectuées sur les îles de Ua Huka, Tahuata et Fatu Iva

Indicateur 1.2- indicateur calculé à partir du nombre de tournées administratives effectuées par les agents dans les vallées des îles de Nuku-Hiva, Hiva Oa et Ua Pou

Indicateur 1.3- indicateur calculé à partir du nombre d'usagers reçus au bureau et lors des tournées par les agents de la circonscription

Autres commentaires :

▪ Commentaire et analyse des résultats de la CMQ

Sur les 12 déplacements prévus en 2023 dans les îles dépourvues de représentation permanente, la circonscription des îles Marquises (CMQ) a effectué 11 touchés sur les îles de Ua Huka (6), Tahuata (3) et Fatu Iva (2).

23 tournées ont été réalisées dans les vallées de Nuku-Hiva, Ua Pou et Hiva Oa sur les 20 tournées prévues :

- 7 tournées sur Nuku-Hiva :
 - 4 sur Taipivai ;
 - 3 sur Hatiheu / Aakapa.
- 10 tournées sur Ua Pou :
 - 5 sur Hakatao/Hohoi ;
 - 5 sur Hakamaii/ Haakuti/Hakahetau.
- 6 tournées sur Hiva Oa :
 - 3 Puamau/Nahoe ;

- 1 Puamau/Hanaiapa ;
- 1 Puamau/Hanapaoa.

Au cours de ces tournées, 185 individus ont été accueillis, avec une moyenne de 8 usagers par tournée.

L'antenne de Ua Pou a organisé 10 de ces tournées, attirant plus de la moitié (54%) des usagers (101 au total, soit en moyenne 10,1 par tournée). D'autres services tels que la CPS, la DSFE ou la DAG ont participé aux tournées organisées par l'antenne d'Atuona, ce qui a permis de capter un nombre plus important d'usagers.

Enfin, la CMQ a reçu 3 554 usagers sur les 5 000 estimés en 2023, atteignant ainsi 71,8% de l'objectif visé. Avant 2023, les missions réalisées pour le SEFI représentaient 75% du nombre total d'usagers accueillis. Cependant, en raison de la période de réserve électorale (*élections territoriales de mars 2023*), des conditions d'attribution plus strictes et de la sectorisation des mesures d'aide à l'emploi du SEFI, l'activité de la circonscription pour ce service a considérablement diminué.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Des recrutements sont envisagés en 2024, notamment à l'antenne de Hiva Oa, pour renforcer nos équipes et être plus disponibles pour répondre aux attentes de la population à l'occasion de nos différentes tournées programmées.

Une communication plus efficace et une meilleure anticipation et préparation des tournées dans nos vallées devrait nécessairement améliorer le ratio du nombre d'usagers reçus par tournée pour un meilleur accompagnement et suivi des usagers.

Des actions de communication et d'information auprès des usagers seront également menées afin d'améliorer la visibilité sur les dispositifs existants et sur les démarches réalisables auprès de la circonscription.

Objectif n°3 : Représentation renforcée du Président de la Polynésie française et du Gouvernement dans les archipels

Objectif n°3 - Représentation renforcée du Président de la Polynésie française et du Gouvernement dans les archipels								
Participer aux commissions, comités et autres conseils d'établissement, aux cérémonies officielles.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - (Australes) : Participation aux commissions & comités	%	100%	50%	100%	100%	86%	100%	100%
Indicateur 2.2 - (Australes) : Participation au congrès des Maires	oui/ non	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
Indicateur 2.3 - (Australes) : Représentation du Gouvernement aux cérémonies officielles et événements	%	73%	25%	100%	100%	100%	100%	100%
Indicateur 2.4 - (Australes) : Construction d'une citée administrative regroupant l'ensemble des subdivisions, avec création d'un guichet unique pour les administrés	Etapes	En suspens	Attribution du marché et esquisse terminée	Etudes	Etudes	Etudes	Etudes et vérifications	Démarrage des travaux
Indicateur 2.5 - (ISLV) : Participation aux commissions et comités	Nb	32	53	22	24	46	25	28
Indicateur 2.6 - (ISLV) : Représentation du Gouvernement aux cérémonies officielles	Nb	8	19	15	10	16	15	18
Indicateur 2.7 - (Marquises) : Participations aux événements, réunions et entretiens sur Tahiti	Nb		2	15	6	7	15	
Indicateur 2.8 - (Marquises) : Participations aux événements, réunions et entretiens sur l'archipel	Nb		15	15	10	24	30	
<u>Sources des données :</u>								
Base de données de la CAU								
Statistiques internes CISL								
Agenda du Tavana hau des Marquises								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de commission et conseil auquel le Tavana hau est membre ou Président, et auxquels il a assisté ou a été représenté,								
Indicateur 2.2 - indicateur représentant la présence ou non de l'administrateur au congrès des communes								
Indicateur 2.3 - Indicateur calculé à partir du nombre de cérémonies officielles auquel le Tavana hau ou son représentant a assisté								
Indicateur 2.4 - Phases du projet								
Indicateur 2.5- indicateur calculé à partir du nombre de commissions, comités et CE auquel le Tavana hau est membre ou Président, et auxquels il assiste ou se fait représenter								
Indicateur 2.6- indicateur calculé à partir du nombre de cérémonies auxquelles le Tavana hau (ou son représentant) est officiellement convié pour représenter le service, le Gouvernement et le Président								
Indicateur 2.7- indicateur calculé à partir du nombre de participation du Tavana hau ou de son représentant à divers événements, réunions et entretiens sur Tahiti								
Indicateur 2.8- indicateur calculé à partir du nombre de participation du Tavana hau ou de son représentant aux événements, réunions et entretiens dans l'archipel								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

-  Circonscription des Australes (CAU) :

Une représentation renforcée du Président :	Développement
Participation aux commissions et comités :	<p>Le Tavana hau, représenté par le Secrétaire général, a été présent à six (6) conseils d'établissements sur les sept (7) tenus en 2023.</p> <p>Par ailleurs, un déplacement a été réalisé à Raivavae du 20 au 24 février 2023 pour assister à la sous-commission de sécurité.</p>
Participation au congrès des Maires :	Le congrès des maires s'est tenu du 19 au 22 septembre 2023 à Teahupo'o, l'occasion pour Le Tavana hau des Australes de rencontrer tous les partenaires institutionnels communaux.
Représentation du Gouvernement aux cérémonies officielles et évènements :	En 2023, le Tavana hau a répondu présent à 40% d'invitations auxquelles il a été convié. C'est l'occasion d'assoir la présence de l'archipel sur Tahiti et de marquer l'engagement du gouvernement dans sa volonté de renforcer la proximité avec les usagers de l'archipel des Australes.
Construction d'une cité administrative regroupant l'ensemble des subdivisions, avec création d'un guichet unique pour les administrés :	<p>Afin de proposer un service public plus simple, plus accessible et moderne, et renforcer la mission de coordination des actions dans l'archipel, les études du projet de construction de la cité administrative se sont poursuivies en 2023.</p> <p>La phase d'esquisse a été validée en septembre 2023.</p> <p>La fin d'année 2023 a permis de lancer la plupart des marchés inhérents au projet.</p> <p>L'année 2024 prévoit la phase d'avant-projet, la phase projet, et le lancement prévisionnel des appels d'offre.</p>

✚ Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

L'activité du service pour l'année 2023 a été perturbée par la période de réserve de l'administration dans le cadre des élections et de mise en place du nouveau Président et du gouvernement (délégations de signatures, directives, etc...). On constate tout de même une augmentation des participations aux diverses commissions par le Tavana hau pi. ou son représentant, une majorité d'entre elles étant organisée sur Raiatea et certaines s'étant tenues en distanciel. On note une difficulté particulière à participer aux commissions des installations classées (CIC) ou commission unique du domaine public de la pêche (CUDPP) à Papeete, l'invitation parvenant 2 à 4 jours avant la commission, délai insuffisant pour le circuit de validation du déplacement du Tavana hau par la Présidence. Concernant les conseils d'établissement, l'arrêté n°732/CM du 17 juin 1987 ne prévoit pas que le Tavana hau qui en est membre de droit puisse être représenté. Il ne peut donc assister qu'à un nombre limité de conseils, ces derniers étant régulièrement organisés aux mêmes dates.

✚ Circonscription des îles Marquises (CMQ) :

La participation au congrès des maires à Teahupo'o, la mise en place du dispositif "Fare Ora" au sein de l'archipel des Marquises, l'audition de la commission d'enquête APF relative à la gestion du COVID-19 ont constitué l'essentiel des rencontres sur Tahiti.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

✚ Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

Pour pallier les difficultés rencontrées, il est envisagé de solliciter le calendrier des diverses commissions dès le début d'année et de relancer le ministère de l'Education pour envisager la modification de texte relatif aux conseils d'établissement.

✚ Circonscription des îles Marquises (CMQ) :

Pour 2024, l'accent sera mis sur un renforcement de la collaboration Etat/Pays au sein de l'archipel et sur la tenue de réunions de travail régulières avec le cabinet de la Présidence et les différents ministères du gouvernement pour l'avancement de dossiers propres à la circonscription des îles Marquises ou à l'archipel.

Objectif n°4 : Accompagner au développement de l'archipel

Objectif n°4 - Accompagner au développement de l'archipel								
Poursuivre les activités de conseil, d'orientation et de soutien des porteurs de projets privés, associatifs ou communaux.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - (Marquises) : Mise à jour des fiches îles et des fiches communes	Nb		6	13	6	6	6	
Indicateur 4.2 - (Marquises) : Participations aux réunions communales et communautaires	Nb		4	11	2	4	8	
Indicateur 4.3 - (Marquises) : Actions communes menées	Nb		3	6	2	14	10	
Indicateur 4.4 - (Australes) : Fiches îles mises à jour (sur 5)	Nb	5	5	5	5	5	5	5
Indicateur 4.5 - (Australes) : Nombre de communes rencontrées pour conseils et orientation (5)	Nb	4	4	5	4	4	5	5
Indicateur 4.6 - (Australes) : % d'usagers reçus et accompagnés dans leurs demandes, ou démarches administratives	%	Tubuai 55% Rurutu 55% Rimatara 15% Raivavae 15% Rapa 15%	Tubuai 47% Rurutu 26% Rimatara 3% Raivavae 13% Rapa 0%	Tubuai 55% Rurutu 55% Rimatara 15% Raivavae 15% Rapa 0%	Tubuai 55% Rurutu 55% Rimatara 15% Raivavae 15% Rapa 0%	37%	Tubuai 55% Rurutu 55% Rimatara 15% Raivavae 15% Rapa 15%	Tubuai 55% Rurutu 55% Rimatara 15% Raivavae 15% Rapa 15%
Indicateur 4.7 - (Australes) : Un site internet informe les citoyens via une newsletter et des publications (nombre de publications)	Nb de newsletter	Non	3	4	1	1	4	4
Indicateur 4.8 - (Tuamotu-Gambier) : Fiches atolls mises à jour (44 atolls)	Nb	36	36	44	44	44	44	44
Indicateur 4.9 - (Tuamotu-Gambier) : Taux d'usagers reçus pour conseils et orientations (plancher = 10%)	%	10%	15%	10%	10%	11%	10%	10%
Indicateur 4.10 - (Tuamotu-Gambier) : Taux de Tavana reçus pour conseils et orientations (plancher = 90%)	%	100%	93%	91%	100%	86%	100%	100%
Indicateur 4.11 - (CISL) : Nombre de porteurs de projet et d'usagers reçus et accompagnés dans leurs demandes	Nb	1 989	1 946	2 000	2 200	4 250	2 300	2 400
Indicateur 4.12 - (CISL) : Nombre de rencontres et de déplacements avec les élus, les représentants du Pays, de l'Etat sur des projets des îles Sous-le Vent et sur des problématiques	Nb	15	8	10	12	35	14	15
Sources des données :								
Statistiques de la circonscription des îles Marquises								
Base de données de la CAU								
Statistiques de la CTG (tableaux de bord activités, Fiches mises sur Net.pf, agenda CTG)								
Base de données de la CISL								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 4.1 - (Marquises) : indicateur calculé à partir du nombre des fiches archipel, îles et communes mises à jour								
Indicateur 4.2 - (Marquises) : indicateur calculé à partir du nombre de participation du Tavana Hau ou de son représentant aux réunions du conseil communautaire (CODIM) et des conseils municipaux								
Indicateur 4.3 - (Marquises) : indicateur calculé à partir du nombre d'actions menées pour le compte de la Délégation pour le développement des communes (DDC) et avec les communes								
Indicateur 4.4 - (Australes) : indicateur calculé à partir du nombre de fiches mises à jour								
Indicateur 4.5 - (Australes) : indicateur calculé à partir du nombre de maire ou élus et agents communaux rencontrés lors d'un entretien, pour accompagnement et suivi des projets communaux								
Indicateur 4.6 - (Australes) : Nb d'usagers reçus / Nb total d'administrés								
Indicateur 4.7 - (Australes) : Nombre de newsletter publiées dans l'année								
Indicateur 4.9 - (Tuamotu-Gambier) : Nb d'usagers reçus / Nb total d'administrés								
Indicateur 4.10 - (Tuamotu-Gambier) : Nombre de tavana reçus / Nb total de tavana								
Indicateur 4.11 - (CISL) : indicateur calculé à partir du nombre de porteurs de projet et d'usagers reçus et accompagnés dans leurs démarches administratives								
Indicateur 4.12 - (CISL) : indicateur calculé à partir du nombre de rencontres et de déplacement avec les élus les représentants du Pays, de l'Etat sur des projets des îles Sous-le Vent et sur des problématiques								
Autres commentaires :								

▪ Commentaire et analyse des résultats

✚ Circonscription des îles Marquises (CMQ) :

En mars 2023, les fiches des îles des six communes des Marquises ont été mises à jour. Le Tavana Hau ou son représentant a assisté aux quatre sessions du conseil communautaire de la CODIM en tant que représentant du Pays. À cette occasion, divers projets du Pays tels que le dispositif "Fare Ora" et le logiciel de gestion des navires de la DPAM ont été présentés aux six maires des Marquises. De plus, des discussions ont eu lieu avec tous les subdivisionnaires du Pays au sujet de :

- La problématique de la pénurie de logements pour le personnel médical de l'hôpital Louis ROLLIN ;
- La construction de Fare OPH (DSP/DCA/CMQ) ;
- La préparation du Matavaa (DSP, DEQ, DCA, CMQ, Comothée, État et commune de Nuku Hiva).

✚ Circonscription des Australes (CAU) :

Les fiches des îles ont été régulièrement actualisées en tenant compte des données et des statistiques reçues de l'archipel.

Sur le reste des indicateurs, il est important de rappeler que :

Lors de chaque tournée et missions dans les îles, une rencontre est systématiquement organisée avec le maire, afin de lui exposer les motifs de la mission et d'échanger sur les différents projets de la commune.

Un total de 2 497 entretiens avec les usagers a été mené à travers l'archipel dans le but de fournir des conseils, des orientations et un soutien aux porteurs de projets locaux. Cela représente une augmentation de 36 % par rapport à l'année.

Pendant les permanences organisées dans les mairies, les principales interrogations des administrés concernaient les dispositifs liés à l'emploi tels que le C.A.E. et le S.I.T.H. De plus, ils s'intéressaient aux procédures de création d'entreprise, notamment l'I.C.R.A. Certains administrés cherchaient également des informations sur les démarches d'ouverture ou de modification d'une patente auprès de la C.C.I.S.M.

En 2023, lors des missions, 52 personnes ont été conseillées sur Rimatara et 57 sur Raivavae, totalisant ainsi 109 personnes au cours de l'année.

Tubuai compte en 2023, 1 350 personnes reçues pour un accompagnement des démarches administratives, et Rurutu compte en 2023, 1 038 personnes.

Quant à Tubuai et Rurutu, la réception du public est quotidienne en raison du siège de la CAU à Tubuai et de l'antenne présente sur Rurutu. En 2023, l'antenne de Tubuai a accueilli 1 350 personnes pour les accompagner dans leurs démarches administratives, tandis que celle de Rurutu a reçu 1 038 personnes.

Concernant l'information des citoyens via internet, faute de posséder un site web dédié, les newsletters et les publications sont diffusées via le site internet de la présidence.

► Circonscription des Tuamotu Gambier (CTG) :

En 2023, s'agissant du taux d'activité de la CTG en matière de conseils et d'orientations, et de soutien aux porteurs de projets privés, associatifs ou communaux, les objectifs ont été atteints.

► Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

On observe une augmentation très significative du nombre de porteurs de projet et d'usagers reçus et accompagnés tous secteurs confondus en 2023 (+2 550) par rapport à 2022. Une montée en puissance de l'activité de la cellule de développement, notamment suite à l'exécution d'une mission temporaire de la DTT (délivrance de permis, cartes grise et autres) et une communication améliorée par la proximité avec les usagers.

La Tavana hau *pi*. a pu participer à de nombreuses rencontres portant sur des projets concernant les ISLV tels que le projet Fare Ora, le projet de Rahui et ZPR et sur des problématiques particulières. Ces réunions se sont tenues à Raiatea et à Tahiti.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

► Circonscription des îles Marquises (CMQ) :

Pour l'année 2024, il est essentiel de maintenir l'engagement de la circonscription dans le renforcement des relations entre les communes et au niveau communautaire. De plus, il est important d'augmenter le nombre d'actions communes menées avec les subdivisions pour renforcer davantage cette cohésion d'équipes. Cette démarche bénéficierait d'une expansion vers un éventail plus large d'initiatives communes, garantissant ainsi la cohérence de l'action publique du Pays au sein de l'archipel.

► Circonscription des Australes (CAU) :

2024, mettra l'accent sur Rapa et renforcera sa communication via les réseaux sociaux.

► Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

Il s'agira de maintenir la fréquence des tournées administratives en délégation multidisciplinaire pour :

- Réaliser avec les agents de développement de la CISL une tournée multisectorielle par île ;
- Organiser des examens professionnels « attestation de qualification professionnelle (AQP) pour la conduite des taxis dans les îles autres que Raiatea.

Objectif n°5 : Participer à l'amélioration du service public de la Polynésie française dans l'archipel

Objectif n°5 - Participer à l'amélioration du service public de la Polynésie française dans l'archipel								
Exécuter les conventions de représentations existantes et les actualiser si nécessaire. Mettre en place de nouvelles représentations de services centraux absents dans l'archipel et définir des procédures spécifiques à ces services.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 5.1 - (CISL) : Nombre de conventions de représentation (Services représentés par la CISL)	Nb	8	9	10	9	9	10	11
Indicateur 5.2 - (CISL) : Nombre de rencontres et de déplacements réalisés dans le cadre de représentation (mise à jour, cadrage, feuille de route annuelle, négociation de nouvelle convention)	Nb	Pas inscrit	10	4	7	6	10	11
Indicateur 5.3 - (CISL) : Fiches de procédure établies par les services représentés et par la CISL	Nb	24	24	26	25	24	26	27
Indicateur 5.4 - (CTG) : Nombre de conventions actives, relevant des délibérations n°2000 132 APF du 09/11/2000 et n°2001-72 APF du 5 juillet 2001 (à modifier au préalable)	Nb	7	8	10	9	7	11	11
Indicateur 5.5 - (CTG) : Guides de procédures mis à jour par les services représentés	Nb	0	1	10	2	2	11	11
Indicateur 5.6 - (Marquises) : Conventions de représentation	Nb	10	10	11	10	10	10	
Indicateur 5.7 - (Marquises) : Dossiers instruits	Nb		512	500	212	200	500	
Indicateur 5.8 - (Marquises) : Actions menées	Nb		6	10	10	10	20	

Sources des données : CISL
CISL, CTG et rapport d'activité de la CMQ
Mode de calcul des indicateurs :

- Indicateur 5.1- indicateur calculé à partir du nombre de conventions de représentation effectives des services centraux
- Indicateur 5.2 - nombre de rencontres et de déplacements réalisés dans le cadre de représentation des services centraux (mise à jour, cadrage, feuille de route annuelle, négociation de nouvelle convention)
- Indicateur 5.3- indicateur calculé à partir du nombre de fiches de procédure établies par les services représentés par convention et par la CISL à harmoniser
- Indicateur 5.4- données brutes
- Indicateur 5.5- données brutes
- Indicateur 5.6- indicateur calculé à partir du nombre de conventions de représentation officialisées entre la Circonscription et les administrations centrales
- Indicateur 5.7- indicateur calculé à partir de nombre de dossiers instruits par la Circonscription pour le compte des administrations centrales représentées
- Indicateur 5.8- indicateur calculé à partir de nombre d'actions menées pour le compte des administrations centrales représentées

Autres commentaires :

▪ Commentaire et analyse des résultats

✚ Circonscription des Tuamotu Gambier (CTG) :

La réflexion débutée en 2019 tend vers la simplification des textes réglementaires et la mise à jour des guides de procédures qui régissent la déconcentration administrative dans l'archipel.

✚ Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

Le nombre de conventions de représentation des services centraux n'a pas évolué. Une convention a été actualisée (DGAE) et une est en cours de révision (Artisanat). Le projet de convention entamé en 2022 avec la DPDJ n'a pour l'instant pas abouti.

✚ Circonscription des îles Marquises (CMQ) :

La convention de représentation avec la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM) n'a pas pu être finalisée.

Pour 2023, le nombre de dossiers instruits et finalisés par la circonscription pour le compte des services représentés est très inférieur aux objectifs fixés en raison de la forte baisse d'activité qu'a connu la circonscription notamment pour le compte du SEFI. En effet en raison de la période de réserve électorale avant (*élections territoriales en mai 2023*), le durcissement des conditions d'attribution et la sectorisation des mesures d'aide à l'emploi le nombre de dossier traités par la circonscription est de 60% inférieur à l'objectif fixé et représente seulement 200 dossiers traités. Les dossiers de MAE représentaient en 2022 75% de l'activité de la circonscription (384 dossiers MAE traités en 2022 contre 77 en 2023 ; - 85%).

Enfin, l'objectif affiché du nombre d'actions menées pour le compte des administrations centrales représentées est largement dépassé (+ 50%) grâce à l'organisation de 7 réunions d'informations (mesures d'aide à l'emploi du SEFI, subventions DJS...), 4 examens AQP et 4 tables rondes à l'occasion de la visite gouvernementale de décembre 2023.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

✚ Circonscription des îles Sous-le-Vent (CISL) :

La convention de représentation avec la direction des transports terrestres fera l'objet de rencontres et de réunions de cadrage en présentiel et en distanciel pour redéfinir les objectifs, les missions et améliorer le partenariat avec la CISL.

Celle liée à la direction de la culture qui a des bureaux sur Raiatea devrait être abrogée.

Circonscription des îles Marquises (CMQ) :

Le nombre de conventions de représentation s'établira, fin 2024, au nombre de 11 avec la finalisation de la convention avec la DPAM.

Quant au nombre de dossiers instruits, il s'élève à 200 dossiers traités en 2023, loin des 512 traités en 2022. Cette situation s'explique notamment par le gel des conventions d'accès à l'emploi (CAE) du SEFI à partir de décembre 2023. Bien qu'un nouveau dispositif soit envisagé pour le mois de juin 2024, la circonscription prévoit de concentrer son action sur d'autres services et activités d'ici là.

Pour 2024, la circonscription a pour ambition d'améliorer, renforcer, accentuer les actions menées pour le compte des administrations centrales dans les îles en améliorant notamment la communication sur l'étendue de ses missions.

Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN) :

Objectif n°1 : Obtenir l'implication des services du Pays et autres partenaires publics concernés par le suivi des conséquences des essais nucléaires

Objectif n°1 - Obtenir l'implication des services du pays et autres partenaires publics concernés par le suivi des conséquences des essais nucléaires							
Obtenir que chaque service métier concerné intègre totalement l'aspect "suivi des conséquences des essais nucléaires " dans son domaine de compétences propres							
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision (PAP 2023)	2023 Réalisé	2024 et + Cible	
Indicateur 1 - Nombre de services ou de partenaires ayant engagé des actions en lien avec les conséquences des essais nucléaires	Nb	2	2	3	3	4	
Sources des données : <i>lettres et documents de pilotage, PAP</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.- indicateur calculé à partir du nombre lettre de mission ou documents produits par les entités partenaires</i> Autres commentaires :							

- Commentaire et analyse des résultats*

Voir le 1.5.1 bilan des orientations stratégiques.

Bilan de l'assistance et de la sécurité (SAS) :

Objectif n°1 - Elever le niveau de compétences générales et professionnelles des agents

Objectif n° 1 - Elever le niveau de compétences générales et professionnelles des agents								
Elever le niveau de compétences générales et professionnelles des agents par l'obtention du certificat de qualification professionnelle (CQP) d'agent de prévention et de sécurité (APS)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Nombre d'agents détenant le CQP APS	T	0	8	36	7	6	10	40
Sources des données : Service d'accueil et de sécurité Autres commentaires : <i>Le coût d'une formation au CQP APS est de 165 000 FCFP par agent, Sur la place, trois organismes sont agréés. Par année, chaque prestataire propose 4 périodes de formation de 12 candidats par session.</i>								

- Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2022, l'accent a été mis sur l'obtention du Certificat de qualification professionnelle d'agent de prévention et de sécurité (CQP APS) pour améliorer les compétences des agents opérationnels. Cependant, au fur et à mesure de l'expérience, les conditions d'accès à cette formation se sont avérées très contraignantes pour ces agents. Par conséquent, il a été jugé nécessaire de réduire considérablement nos prévisions pour l'année 2023, passant de 36 à seulement 7 agents formés. Ainsi, 6 agents ont suivi la formation et ont obtenu leur CQP APS. Depuis octobre 2022, date à laquelle nos 2 premiers agents ont obtenu leur autorisation de formation, le SAS compte désormais 14 agents qualifiés. En outre, 7 agents ont été récemment recrutés, portant ainsi le nombre total d'agents qualifiés à 21.

En sus, des formations spécifiques et complémentaires ont été mises en place telles que le secours aux personnes (*prévention et secours civique de niveau 1 PSC1/ secourisme*), la sécurité incendie (*1^{er} niveau du service de sécurité incendie et d'assistance aux personnes SSIAP 1, 2^{ème} niveau du service de sécurité incendie et d'assistance aux personnes SSIAP 2 et lutte contre le feu*) et le port du harnais en milieu périlleux permettant ainsi à nos agents du pavoiement d'intervenir en sécurité au clocher de la Présidence où flotte le drapeau du Fenua.

L'axe de formation CQP APS sera poursuivi pour approcher au mieux les objectifs visés en 2024 et plus. Il en sera de même pour les formations spécifiques et complémentaires.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Depuis 2021, le partenariat avec le CFPA offre une véritable opportunité à chaque participant d'acquérir des compétences générales et les fondamentaux en termes de compréhension, de communication et de traitement de l'information, renforçant ainsi leur capacité à s'adapter aux exigences du métier. Il leur permet également d'apprehender de manière plus sereine les procédures en termes d'évolution de carrière. Les réussites aux derniers concours et examens professionnels de l'administration sont la preuve des résultats concrets à savoir 17 lauréats en B et C.

C'est ainsi que pour l'année 2023, 90 agents ont bénéficié de 868 heures de formation. Pour l'année 2024, cet effort sera poursuivi à hauteur de 735 heures de formation professionnelle dispensée par le CFPA.

Par ailleurs, nous envisageons aussi de procéder à des transformations de postes budgétaires pour relever le niveau de ces postes.

Bilan du secrétariat général du gouvernement (SGG) :

Le Secrétariat général du gouvernement (SGG) a pour mission principale d'assister le Président et le gouvernement de la Polynésie française dans l'exercice de leurs attributions et dans la coordination du travail gouvernemental.

Dans l'exercice de sa mission, le SGG veille au bon déroulement des travaux en Conseil des ministres (CM) et en conseil interministériel, ainsi que des procédures législatives et réglementaires.

La majeure partie de ces dossiers est préparée sur une plateforme de travail collaboratif développée sur Lexpol, dénommée GEDA.

La formation des services de l'administration à son utilisation a permis de développer la production en *workflow* des projets de dossiers à soumettre en conseil des ministres sur cette plateforme. Depuis le dernier trimestre 2022, l'accès à la plateforme GEDA a été étendu à l'ensemble des établissements publics. Ainsi, dès le premier trimestre 2023, c'est toute l'administration du pays qui utilise cet espace de travail pour produire ses projets d'actes en Conseil des ministres.

Conseil des ministres (CM) : quelques chiffres	2021	2022	2023
Nombre de dossiers examinés en conseil des ministres	3 225	3 440	3 001
Nombre de dossiers CM traités dans le workflow	2 595	2 918	2 671
Nombre d'arrêtés pris en conseil des ministres	3 125	2 940	2 523
% des arrêtés CM traités dans le workflow	83 %	99,3 %	100 %

Depuis 2019, une nouvelle application « GEDA 2 » a été mise en production.

Il s'agit d'une avancée majeure dans la production des actes du Pays (*éditeur d'acte en ligne en lieu et place de fichiers Word, travail en équipe, information en temps réel sur la situation de l'acte, production en masse d'arrêtés, interopérabilité avec les applications « métier » des services, archivage numérique des dossiers, accès au JOPF, etc.*).

Son déploiement est progressif. Initialement consacrée aux arrêtés PR et ministériels, elle a été étendue en 2022 à la production des conventions et des circulaires, en 2023 aux certificats administratifs de la DGRH et aux arrêtés RH (*ceux préparés par les référents RH des services*). Depuis juin 2023, les circonscriptions administratives ont également la possibilité de préparer les actes pour les services qu'elles représentent. Cette fonctionnalité n'est pas mise en œuvre par les services représentés.

Au 31 décembre 2023, on dénombre 83% des arrêtés du Président et des ministres traités via ce *workflow*. Le solde est constitué d'actes de la DGRH réalisés hors plateforme. Cette situation devrait disparaître dès que Sedit Web2 pourra générer les actes dans Lexpol GEDA. L'objectif visé à l'horizon 2024 étant un traitement à 100%.

Trois services, la DJS, la DICP et la DGAE réalisent déjà des dossiers en conseil des ministres au sein de cette application. Pour la DJS et la DGAE c'est leur application métier qui adresse les données à Lexpol GEDA pour générer la totalité des pièces du dossier en conseil des ministres. L'application « GEDA 2 » sera étendue à l'ensemble de l'administration vers la fin du 1er trimestre 2024. L'objectif visé à l'horizon 2024 est un traitement à 100% des dossiers en conseil des ministres.

Enfin, à la fin du 1^{er} trimestre 2024, le service doit mettre en production le visa dématérialisé des actes au sein de Lexpol GEDA. Cette innovation devrait grandement simplifier l'action de l'administration.

Pour atteindre l'objectif d'une **transformation numérique**, la qualité des actes de l'administration de la Polynésie française qui sont préparés avec la plateforme de travail GEDA LEXPOL doivent atteindre une qualité de forme. Ainsi, la Polynésie française doit se doter d'un **référentiel orthotypographique** compatible avec les besoins liés au processus de composition du JO 100% numérique, dont la nouvelle chaîne de publication dématérialisée doit se concrétiser en 2024. La rédaction de cette charte orthotypographique est assurée par le SGG avec la collaboration du Service de l'imprimerie officiel (SIO). Pour établir un document applicable dès la rédaction d'un acte sur un ordinateur et compatible avec la vision de l'orthotypographie liée à la culture de l'imprimerie, le travail a été mené au troisième trimestre 2023 et a fait l'objet de plusieurs réunions entre le SGG et le SIO pour établir un référentiel qui devra être applicable d'ici mars 2024 par voie de circulaire. Certaines corrections seront intégrées directement dans l'application GEDA et permettront la correction automatique par le biais d'un convertisseur pour la publication numérique du JO.

En ce qui concerne les chantiers confiés au service par le Président du Pays au titre de ses missions d'assistance dans la direction de l'action gouvernementale, la marge d'action du SGG est limitée. Seules l'élaboration des projets, leur conception ou l'organisation du travail interservices peuvent dépendre du service.

Le service assure également l'archivage des actes du gouvernement : tous les actes réglementaires et administratifs et les courriers des membres du gouvernement sont archivés, au regard de leur intérêt majeur pour l'histoire du pays. Au terme d'une année de préparation, le Plan de récolelement 1984 – 2005 et le Tableau de gestion et de tri des archives 2005-2023 ont été transmis en décembre 2023 au SPAA. Dès que les plans auront été validés par arrêté, il sera possible au SGG de procéder au versement des collections institutionnelles, pour archivage définitif, au SPAA.

Objectif n°1 : Soutenir efficacement le Président de la Polynésie française dans l'exercice de l'action du gouvernement du Pays

Objectif n°1 - Soutenir efficacement le Président de la Polynésie française dans l'exercice de l'action du gouvernement du Pays								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de dossiers CM traités en Workflow sur Lexpol GEDA	%	80,50%	85%	100%	100%	89%	SO	SO
Indicateur 1.2 - Taux de dossiers Ar PR/Min traités en Workflow sur Lexpol GEDA	%	65%	84%	100%	85%	83%	100%	100%
Indicateur 1.3 - Traitement des dossiers relevant de la coordination du travail gouvernemental	%	30%	0%	100%	100%	100%	SO	100%

Sources des données :
Données statistiques issues de GEDCOM, logiciel de gestion des actes du Conseil des Ministres.

Mode de calcul des indicateurs :

- Indicateur 1.1 - nb de dossiers CM traités en Workflow au cours d'une année / nb total de dossiers passés au cours d'une année
- Indicateur 1.2 - nb d'arrêtés PR/Min traités en Workflow au cours d'une année / nb total d'arrêtés PR/Min
- Indicateur 1.3 - nb de dossiers traités par le SGG relevant de la coordination du travail gouvernemental (15 mesures issues de la réforme statutaire) / nb total de dossiers relevant de la coordination du travail gouvernemental confiés au SGG

Autres commentaires :

Plateforme collaborative Lexpol GEDA (Conseil des ministres) :

- En 2019 : 2 144 dossiers CM en workflow sur 2 909 dossiers présentés en Conseil des Ministres. Le % des arrêtés CM issus du workflow représente 67%.
- En 2020 : 1 845 dossiers CM en workflow sur un total de 2 576 dossiers examinés en Conseil des Ministres. Le % des arrêtés CM issus du workflow est de 68%.
- En 2021 : 2 595 dossiers CM en workflow sur un total de 3 225 dossiers examinés en Conseil des Ministres. Le % des arrêtés CM issus du workflow est de 83%.

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Sont intégrés au marché à bons de commande n°2857 du 30 avril 2019 d'une enveloppe globale de 30 millions F CFP pour l'année 2023, les actions relatives à :

- L'extension de la plateforme « GEDA 2 » aux actes relatifs aux ressources humaines (arrêtés, certificats, ...)
- Et des arrêtés initiés par les circonscriptions administratives pour le compte d'autres services administratifs a été réalisé en 2023 pour un montant en investissement/fonctionnement de 1 322 400 F CFP ;

Les actions supplémentaires suivantes et non prévues au PAP ont été réalisées en 2023 :

- Création d'un module permettant la préparation des arrêtés de composition du gouvernement et l'automatisation de la mise à jour de l'arborescence administrative pour un investissement de 1 755 600 F CFP.
- Quant à la gestion de la bibliothèque et des archives, celle-ci a été réalisée à coût neutre.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les actions suivantes prévues sur 2023, sont reportées sur l'exercice 2024 :

- La formalisation des échanges bidirectionnels des documents et métadonnées de manière dématérialisée entre le SGG et l'APF pour un montant prévisionnel de 1 596 000 F CFP ;
- La préparation des dossiers en conseil des ministres au sein de la plateforme « GEDA 2 » pour un montant prévisionnel de 2 395 600 F CFP ;
- La mise en place d'un visa électronique du CDE et de la DGRH notamment au sein de la plateforme « GEDA 2 » pour un montant prévisionnel de 2 373 000 F CFP.

Objectif n°2 : Offrir une expertise de qualité au gouvernement du Pays

Le SGG assure également un rôle de conseil et l'expertise juridiques auprès du gouvernement de la Polynésie française. A ce titre, le SGG est chargé de :

- Procéder au contrôle juridique des textes présentés au CM, ou soumis pour avis ;
- Traiter toute question de droit ou procéder à toute étude juridique sollicitée par le Président de la Polynésie française, le conseil des ministres ou un ministre du gouvernement ;
- Participer à l'élaboration des textes relevant de la compétence de la Polynésie française, se prononcer sur la nature des actes à adopter et conseiller dans le choix des procédures ;
- Proposer, le cas échéant, à l'autorité compétente les réformes réglementaires jugées nécessaires.

Depuis 2019, le bureau travaille sous la direction du secrétaire général adjoint du gouvernement à la mise en œuvre des dispositifs issus de la réforme statutaire. En 2022, une loi du pays n° 2022-1 du 11 janvier est venue moderniser le régime des sociétés d'économie mixte (SEM). En 2023, les réglementations préparées par le SGG sur les sociétés d'économie mixte à opération unique (SEMOp), sur les sociétés publiques locales ainsi que sur les statuts types des Sociétés d'économie mixte ont été adoptées par le Pays⁴.

En matière de procédure civile, le SGG a travaillé à la mise en place du solde bancaire insaisissable pour le secteur public⁵ ainsi que sur les notifications des jugements en matière gracieuses⁶.

Enfin, un des axes de la performance consiste en la digitalisation et la modernisation des outils et processus du bureau. En 2015, la démarche entreprise a consisté à créer les outils métiers nécessaires au fonctionnement du bureau. En 2023, deux recueils ont vu le jour : le recueil du droit disciplinaire dans la fonction publique polynésienne ainsi que le recueil sur les délégations de service public.

Objectif n°2 - Offrir une expertise de qualité au gouvernement du Pays								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1-Taux d'effectivité du suivi des prises de positions du SGG	%	68%	70%	70%	62%	62%	70%	70%
Indicateur 2.2 - Réalisation des travaux commandés par les pouvoirs publics dans les délais	%	41%	53%	70%	70%	70%	70%	70%
Sources des données :								
Données statistiques issues du rapport annuel d'activité de la CEI								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 2.1 - nb de dossier suivi / nb total de dossier								
Indicateur 2.2 - nb de dossier rendu dans les délais / nb total de dossier								
Autres commentaires :								
Le taux 2.1 mesure les cas où les recommandations du SGG ont été suivies en matière d'analyse.								
Le taux 2.2 mesure les cas où le SGG a rendu son analyse dont des délais calculé fonction de la complexité du dossier (7 jours pour un dossier simple, 15 jours pour un dossier moyen, 30 jours pour un dossier difficile, 90 jours pour un dossier complexe)								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Aucun investissement n'a été nécessaire pour 2023 en ce qui concerne la réalisation des actions relevant de cet objectif.

⁴ cf. respectivement la loi du pays n° 2023-8, la loi du pays 2023-24 du 3 mars 2023 et la délibération n° 2023-56 APF du 12 octobre 2023.

⁵ cf. texte adopté n° 2023-21 LP/APF du 15/12/2023.

⁶ cf. délibération n° 2023-62 APF du 09/11/2023.

Objectif n°3 : Améliorer l'accès à l'information légale et administrative

Le SGG se doit de garantir l'accès au droit eu égard aux missions qui lui incombent :

- Recueil et la diffusion des normes juridiques de la Polynésie française ;
- Elaboration et mise à jour les bases de données juridiques généralistes de la Polynésie française ;
- Coordination de la codification de la réglementation du pays et l'établissement des recueils de textes;
- Enregistrement, notification, diffusion, transmission et conservation des actes du pays ;
- Direction de la publication au Journal officiel de la Polynésie française.

Pour ce faire, le SGG s'est doté d'un système d'information - dénommé « Lexpol » qui comporte aujourd'hui plusieurs niveaux d'informations :

- Une information de base, constituée par tous les actes publiés dans la partie officielle du Journal officiel de la Polynésie française depuis 1901. Il s'agit du cœur de Lexpol depuis sa création en 2005 ;
- Des liens hypertextes manuels permettant d'enrichir l'information de base, afin de faciliter la recherche et d'améliorer l'accès au droit (rubriques Gouvernement, annuaire administratif, budgets, textes modifiés, ...) ;
- Les annonces légales et les marchés publics publiés dans la partie non-officielle du Journal officiel de la Polynésie française ;
- Des fonds documentaires qui viennent compléter l'information proposée sur Lexpol : des fonds publics (décisions de justice, rapports publics, ...) et des fonds réservés à l'usage de l'administration, accessibles aux agents autorisés (avis, notes et contentieux).

Le site <http://lexpol.cloud.pdf> reçoit près d'un million de visiteurs par an. La fréquentation est étroitement liée à la mise à jour du site LEXPOL : dès la parution du Journal officiel (2/semaine), le site est largement consulté sur les nouveaux textes officiels et les nouvelles annonces légales.

Dans le cadre du marché à bons de commande n°2857 du 30 avril 2019, le SGG a ouvert plusieurs nouvelles rubriques et s'est doté d'outils de pilotage. Pour 2023, le principal axe de développement reste l'amélioration de l'accès à l'information économique et à la réglementation.

1. Dématérialisation du Journal officiel de la Polynésie française

Tout au long de l'année 2023, plusieurs projets ont été menés afin de mettre en place rapidement les premières étapes de la transition vers un Journal officiel 100% numérique et l'arrêt de son impression d'ici 2025.

Le projet entraînera une profonde réorganisation des processus métier de la chaîne de publication des journaux officiels et l'optimisation de la chaîne de production des actes administratifs à publier, avec une évolution progressive vers la signature électronique des actes. Une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage a donc été commandée, pour aider le SGG à définir et lancer le projet et à coordonner la démarche de changement du SGG et du SIO.

La chaîne de publication doit évoluer vers le 100% numérique, tout en maintenant pendant près de 2 ans un Journal officiel au format papier (*c'est à dire une chaîne de production non numérique, assurée avec des outils de PAO*). La priorité a été de faire migrer l'éditeur de textes sur une application web. Désormais, toutes les nouvelles fonctionnalités nécessaires au JO numérique sont développées sur le nouvel éditeur.

Le 7 septembre 2023, la première étape de la dématérialisation du Journal officiel de la Polynésie française a été lancée, avec la publication du Journal officiel Propriété industrielle 100% numérique (JOPI). Le JOPI publie entre 800 et 1 200 titres par semaine, avec pour corollaire une réduction de 28% du nombre de pages du JOPI 'papier'. Ce projet innovant a été mené en étroite collaboration avec le département Propriété industrielle de la Direction générale des affaires économiques. Il a nécessité de modifier les outils de publication et d'édition, de créer de nouvelles pages Lexpol, d'organiser les notifications par mail aux abonnés et de mettre en place une solution technique permettant d'authentifier le JOPI (*par calcul de l'empreinte numérique du fichier PDF intégral*).

2. L'accès au droit en *re o mā'ohi*

Pour améliorer l'accès à l'information légale et réglementaire, le service a travaillé au lancement, courant 2024, d'une nouvelle version du site Lexpol en *re o mā'ohi*. Le 19 juillet 2023, le conseil des ministres a pris acte du projet, présenté dans la communication n° 91 PR du 18 juillet 2023 « Accès au droit en *re o mā'ohi* sur le site Lexpol ». Les mois suivants ont été consacrés à finaliser l'expression des besoins, pour lancer les développements informatiques nécessaires à ce projet innovant, préparer la mise en place du comité d'experts chargé d'élaborer le référentiel juridique en *re o mā'ohi*, demander la création de 3 postes budgétaires. Le

recrutement du chef de projet a été autorisé en décembre 2023 et devrait commencer ses travaux en avril 2024.

3. La modernisation de Lexpol-Textes

Le projet « Modernisation de l'outil de recherche » lancé en 2022, s'est poursuivi en 2023 par la mise en place d'un affichage par pertinence. En effet, avec le développement de la recherche plein texte et multi-fonds, une recherche peut donner plusieurs centaines de résultats. Il a donc été mis en place un premier système de réorganisation des résultats par type (Statut, codes, textes consolidés, textes, ...), avec, à l'intérieur de chaque type, un ordre de présentation lié au score de chaque résultat, avec un repère visuel sur le texte ayant le meilleur score. La mise au point du score a demandé de nombreux allers-retours jusqu'au résultat final. La nouvelle présentation des résultats a été ouverte au public le 3 octobre 2023.

4. La plateforme des contrôles des juridictions financières

Ce projet vise à faciliter le travail intergouvernemental en créant une plateforme qui permettra aux ministères de suivre leurs dossiers, à chaque étape : 1) pendant le contrôle des juridictions financières (volet Contrôles), puis 2) pendant 4 ans (volet Plans d'action).

Cette plateforme, qui sera coanimée par le SGG et la DMRA, a nécessité pour le SGG un important travail d'ingénierie de projet, pour assurer une bonne coordination des différents outils.

En 2022, la première phase de prestations avait permis la livraison du premier module « Contrôles ». En 2023, la 2^{ème} phase de travaux a permis la création de l'interface Utilisateur et le module « Plans d'actions ». En fin d'année 2023, une 3^{ème} phase de travaux a été lancée, qui devrait permettre la mise en production de ce nouvel outil collaboratif en mars 2024.

5. La sécurisation des données personnelles des usagers

Garantir l'accès à l'information légale et administrative, c'est aussi garantir la sécurité des données personnelles des usagers tant sur le système d'information du SGG dénommé Lexpol qu'au niveau du Journal officiel de la Polynésie française.

La protection des données personnelles des usagers du service public est une priorité du service public.

Dans le cadre de son activité, le SGG utilise un système d'information dénommé Lexpol créé par arrêté n° 345/CM du 8 juin 2005. Ce système est en premier lieu un site d'information donnant notamment accès à tous les actes et aux annonces légales publiés au *Journal officiel de la Polynésie française*. Il gère plusieurs plateformes de travail permettant la création de l'ensemble des actes officiels de la Polynésie française ou le traitement des contentieux du Pays.

La gestion de ce système d'information met en jeu plusieurs données personnelles. Une démarche de mise en conformité a ainsi été initiée.

Concernant le Journal officiel de la Polynésie française dont le SGG assure la Direction de publication, le service constate que plusieurs actes individuels sont publiés au *Journal officiel de la Polynésie française*. Afin de rationaliser la publication de ce type d'actes, des travaux seront menés avec le délégué à la protection des données personnelles du Pays en vue d'en modifier les règles de publication conformément au principe de minimisation. Il est également prévu de permettre aux administrations concernées de gérer les modalités de publication de ces données dans la plateforme de publication de Lexpol.

A cet effet, pour fiabiliser et sécuriser l'utilisation de la plate-forme de travail et d'information des usagers LEXPOL (privés et publics), des actions ont été concrétisées en 2023 concernant la politique de protection des données personnelles.

L'une des actions a consisté à la gestion des comptes sur Lexpol (privés et publics) qui ont été sécurisés conformément aux préconisations du RGPD.

En 2023, un audit du système d'information du SGG au regard du RGPD a été réalisé avec l'aide de la déléguée à la protection des données de l'administration de la Polynésie française et d'un bureau de consultant (TNP) il a été possible d'atteindre plusieurs objectifs :

- a) Sessions de sensibilisation des agents du SGG au RGPD ;
- b) Traitement consolidé du registre
- c) Analyses d'impacts relatives à la protection des données (AIPD) :
 - o AIPD de gestion du courrier de la Polynésie française établie ;
 - o AIPD de gestion du contentieux établie ;

- Mise à jour du périmètre de l'AIPD pour intégrer la gestion du contentieux pénal au périmètre ;
- AIPD de cheminement des actes officiels établie ;
- d) Conformité du site internet public : Audit du site <http://lexpol.cloud.pdf> et établissement des recommandations de mise en conformité ;
- e) Points de collecte des données et mentions d'information des personnes concernées ;
- f) Contrats de sous-traitance de données.

Objectif n°3 - Améliorer l'accès à l'information légale et administrative								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 -Nombre de visite "lexpol.cloud.pdf"	Nb	1 039 000	457 047	950 000	NA	775 198	1 000 000	1 000 000
Indicateur 3.2.1. -Nombre de vues sur le site "lexpol.cloud.pdf" <i>sous-indicateur 3.2.1-1 - Nombre de vues sur le site "lexpol.cloud.pdf" PUBLIC</i> <i>sous-indicateur 3.2.1-2 - Nombre de vues sur le site "lexpol.cloud.pdf" EXTRANET</i>	Nb Nb Nb	3 008 386 3 001 169 7 217	1 198 083 1 195 723 2 360	2 900 000 2 400 000 5 000	NA NA NA	621 360 573 543 47 817	3 000 000 2 450 000 5 500	3 000 000 2 450 000 5 500
Indicateur 3.2.2. - Nombre d'abonnés au sommaire JO	Nb	9 695	9 695	9 800	12 226	15 963	20 000	20 000
Indicateur 3.3.1. -Nombre de vues sur le site "lexpol.cloud.pdf" <i>sous-indicateur 3.3.1-1 - Nombre de vues sur le site "lexpol.cloud.pdf" PUBLIC</i> <i>sous-indicateur 3.3.1-2 - Nombre de vues sur le site "lexpol.cloud.pdf" EXTRANET</i>	Nb Nb Nb	1 421 965 1 415 474 6 491	574 597 572 140 2 457	1 300 000 1 400 000 5 000	NA NA NA	NA 1 993 104 NA	1 500 000 1 500 000 5 000	1 500 000 1 500 000 5 000
Indicateur 3.3.2 - Nombre d'abonnés au sommaire Marchés publics	Nb	10 812	10 812	10 900	NA	17 053	20 000	20 000
Sources des données :								
<i>Données statistiques issues de Lexpol</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 3.1.1 - Le nombre total de visiteurs sur le site LEXPOL (consultation à partir d'un fixe ou sur mobile)</i>								
<i>Indicateur 3.2.1 - Le nombre total de documents juridiques téléchargés (Textes du Pays, de l'Etat et des communes, statut, textes consolidés)</i>								
<i>Sous indicateur 3.1.2.1 - Le nombre de documents téléchargés en mode non connecté</i>								
<i>Sous indicateur 3.1.2.2 - Le nombre de documents téléchargés en mode connecté</i>								
<i>Indicateur 3.2.2 - Le nombre total d'abonnés au sommaire du JOPF</i>								
<i>Indicateur 3.3.1 - Le nombre total de documents d'informations administratives et juridiques téléchargés (annonces, marchés publics, et toutes autres rubriques d'informations administratives et juridiques du site)</i>								
<i>Sous indicateur 3.3.1.1 - Le nombre de documents téléchargés en mode non connecté</i>								
<i>Sous indicateur 3.3.1.2 - Le nombre de documents téléchargés en mode connecté</i>								
<i>Indicateur 3.3.2 - Le nombre total d'abonnés au sommaire des marchés publics</i>								
Autres commentaires :								
<i>Le nombre de visites est en constante augmentation du à l'enrichissement permanent du site lexpol et à la mise en place de nouvelles rubriques dont celle des marchés publics. Le nombre de visiteurs sur le site a évolué avec la mise en place depuis août 2018 d'un outil permettant à tous acheteurs publics de faire leur demande de publication directement sur le site.</i>								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Sont intégrés au marché à bons de commande n° 2857 du 30 avril 2019 d'une enveloppe globale de 30 millions F CFP pour l'année 2023, les actions relatives à :

- La dématérialisation du Journal officiel de la Polynésie française avec publication du JOPI 100% numérique pour un montant de 2 576 400 F CFP ;
- L'accès au droit en *reο mā'ohi* n'est qu'au stade de l'expression de besoin pour 2023 ;
- La modernisation de Lexpol-Textes pour un montant de 421 800 F CFP ;
- La plateforme des contrôles des juridictions financières pour un montant de 3 428 000 F CFP.

La sécurisation des données personnelles des usagers n'a pas donné lieu à des investissements.

Il est à noter que les développements Lexpol nécessitent des prestations d'hébergement et de maintenance du système. Ces prestations s'élèvent à 22 058 568 F CFP.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de pouvoir mettre en production le journal officiel numérique en 2024, un projet de création d'une cellule des journaux officiels au sein du SGG a été initié dès 2023. L'objectif est de cibler avec le service de l'imprimerie officiels les ressources en correcteur et agent de saisie nécessaires pour la mise en place de ce bureau qui doit être créé en 2024 et qui nécessitera la modification de l'arrêté 381 CM du 23 juin 2005 portant organisation du secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française. Ce bureau des journaux officiels devra être établi dans les locaux de la présidence et fonctionner complètement d'ici la fin de l'année 2024. Il sera composé de correcteurs et d'agents de saisie, qui sont actuellement affectés au SIO. L'effectif est estimé à terme de 8 agents du SIO : 4 correcteurs (dont 3 CEAPF) et 4 agents de saisie (dont 1 CEAPF).

L'accès au droit en *reο mā'ohi* sur Lexpol n'est qu'au stade de l'expression de besoin pour 2023 et sera lancé pour 2024.

Enfin, le lancement de la dématérialisation du JOPF, avec le 1er journal entièrement numérique : le Journal des débats de l'Assemblée pour un montant de 1 431 600 F CFP sera lancé en 2024.

Objectif n°4 : Défendre et protéger efficacement les intérêts du Pays

1. L'activité contentieuse

Le SGG a la charge de coordonner la défense de la Polynésie française dans toutes les affaires portées devant les juridictions des ordres administratif et judiciaire, à l'exception des contentieux avec les agents de droit privé de l'administration (*traités par la direction générale des ressources humaines*) et ceux relatifs à la matière foncière devant les juridictions judiciaires (*traités par la direction des affaires foncières*).

Pour assurer ses missions, il doit notamment :

- Veiller au respect des délais et des conditions de traitement des contentieux ;
- Contrôler la cohérence des écritures (requêtes, mémoires, conclusions, ...) préparées par les services techniques de la Polynésie française ;
- Le cas échéant, rédiger lesdites écritures ;
- Représenter la Polynésie française à la barre des juridictions ;
- Proposer le recours à la transaction ou la collaboration d'avocats pour certains dossiers ;
- Traiter les dossiers relatifs aux contraventions de grande voirie (CGV) ;
- Coordonner le traitement des dossiers relatifs au contrôle de légalité ;
- Rédiger des études juridiques sur des points particuliers ;
- Coordonner la saisine pour avis du tribunal administratif de la Polynésie française ou du Conseil d'Etat.

L'accomplissement de ces missions engendre obligatoirement des dépenses correspondant aux frais d'huissiers, nécessaires à l'accomplissement de certains actes de procédure (*assignations, significations, ...*) et aux frais d'avocats auxquels la Polynésie française est tenue d'avoir recours devant certaines juridictions (*Cour Administratives d'Appel et Hautes Juridictions judiciaires et administratives*).

Par ailleurs, l'activité contentieuse vise à contester les prétentions des requérants dirigées contre la collectivité et, s'agissant des recours indemnitaire, à limiter le montant global des condamnations susceptibles d'être ainsi prononcées.

1. Le déploiement d'un référentiel pénal

Le projet « Référentiel pénal » vise à apporter une assistance aux services du Pays et aux professionnels du droit en matière pénale, en répertoriant toutes les infractions prévues et réprimées par la réglementation polynésienne, afin d'améliorer leur mise en application par les autorités (*et, accessoirement, aider au recouvrement des amendes*).

En 2022, la 1^{ère} itération a permis la livraison de la création d'un outil sur Lexpol-extranet. La 2^{ème} itération, livrée début 2023, a amélioré l'interface d'identification des dispositions répressives, ainsi que la création d'une Fiche infraction et sa mise à jour. La 3^{ème} itération a permis la préouverture de l'interface Utilisateurs sur le site Lexpol, la présentation à un représentant de la cour d'appel en avril 2023 et le lancement de tests en juin 2023 avec des services bêtatesteurs.

A ce jour, le projet a été suspendu jusqu'à la reprise des discussions avec la Justice sur le partage des fiches NATINF déjà réalisées et les modalités de mise à jour.

Objectif n°4 - Défendre et protéger efficacement les intérêts du Pays								
Améliorer la prévision et le pilotage des dépenses de contentieux								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - Taux de condamnation pécuniaire de la Polynésie française	%	14,20%	4,00%	10%	3,71%	26%	10%	10%
Indicateur 4.2 - Taux de couverture du logiciel COBALT	%	SO	SO	SO	SO	SO	SO	SO
Sources des données : <i>Indicateurs 4.1 : données extraits de COBALT.</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 4.1 - Cet indicateur mesure le pourcentage des condamnations du pays par rapport au montant total des réclamations à l'encontre du pays.</i> <i>Indicateur 4.2 - Taux de couverture du logiciel COBALT. Services bénéficiant du workflow / Services du pays</i>								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Sont intégrés au marché à bons de commande n°2857 du 30 avril 2019 précité, l'action relative au déploiement progressif d'un référentiel pénal qui s'établit à 513 000 F CFP d'investissement.

Le « taux de condamnation pécuniaire de la Polynésie française » a significativement augmenté en 2023 eu égard notamment :

- à la fixation par la Cour d'appel de Papeete de l'indemnité d'éviction de l'EURL Général Import (pour un montant de 179 946 982 F CFP) ;
- à l'indemnisation par la Cour Administrative d'Appel de Paris de propriétaires au titre des travaux d'aménagements de la rivière Taharu'u réalisés sur leur parcelle (pour un montant de 133 481 660 F CFP).

Pour 2023, le SGG estime :

- à 12 920 332 F CFP le montant des dépenses correspondant aux frais d'huissiers et d'avocats ;
- et à 9 039 322 959 F CFP de risques contentieux dans le cadre de recours indemnitaires. Une grande part de ce montant découle cependant d'un contentieux de masse initié par plusieurs centaines d'enseignants du premier degré, et où les risques de condamnation du Pays sont « négligeables ».

Les **risques de condamnation pouvant être regardés comme « réels »** portent sur une somme évaluée à **1 129 237 883 F CFP**.

Objectif n°5 : Produire et mettre à disposition les informations légales et administratives sur la commande publique et en faciliter l'accès

Depuis la création de la direction de la commande publique (DCO), l'ensemble des chantiers réglementaires et stratégiques sont dévolus à ce service.

Aussi, les actions suivantes prévues en 2023 ont été transférées à ce service :

- Mise à jour des cahiers des clauses administratives générales ;
- Création d'un cahier des clauses administratives générales en matière de prestation intellectuelles ;
- Finalisation du chantier sur la création d'un bulletin officiel des annonces des marchés publics.

En 2022, l'espace « marchés publics de Lexpol » continue d'être enrichi. Il est aujourd'hui possible de publier des annonces concernant des délégations de service public. De plus, 100% des annonces sont traités par l'outil de saisie en ligne.

Le SGG continue d'assurer une mission d'accompagnement des acheteurs publics, par la rédaction de supports pédagogiques diffusés sur l'espace et par une assistance aux usagers de la passerelle de publication dématérialisée des avis de marchés sur LEXPOL.

L'accompagnement des acheteurs publics et des candidats potentiels à l'attribution des marchés, utilisateurs et usagers de l'outil d'aide à la rédaction des avis de marchés publics et de délégations de service public, et de la passerelle de publication dématérialisées de ceux-ci au JOPF, est une activité qui demeure non négligeable compte tenu d'un taux d'utilisation de ces services égal à 100%.

Soixante sollicitations ont ainsi encore été reçues en 2023 dans le cadre de la fonction support à l'utilisation de ces fonctionnalités. Elles se ventilent principalement entre des demandes d'assistance juridico-pratiques (*modalités et conséquences du renseignement des rubriques qui composent les avis d'appels public à la concurrence*) et le signalement d'incidents techniques, lesquels requièrent, le plus souvent, le concours du prestataire informatique afin de résoudre les dysfonctionnements constatés.

Objectif n°5 - Produire et mettre à disposition les informations légales et administratives sur la commande publique et en faciliter l'accès								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 5.1 : Assistance utilisateurs/passerelle de publication des avis de marché	Nb	NC	79	SO	SO	60	80	80
Indicateur 5.2 : Nb de supports pédagogiques mises à disposition sur Lexpol	Nb	5	4	5	5	5	5	5
Indicateur 5.3 : Nombre de vues sur la page Marchés publics	Nb	496 497	303 268	300 000	471 379	471 379	500 000	500 000
Indicateur 5.4 : Nombre de CAO	Nb	43	34	40	31	31	40	40
Sources des données : Statistique interne Lexpol								

■ *Commentaire et analyse des résultats*

Les actions menées dans le cadre de cet objectif n'ont pas nécessité de dépenses d'investissement.

Bilan de l'imprimerie officielle (SIO) :

Objectif n°1 : Améliorer la qualité des services rendus par le service de l'imprimerie officielle

Objectif n° 1 - Améliorer la qualité des services rendus par le service de l'imprimerie officielle								
Répondre aux attentes des usagers en matière d'accueil, d'accompagnement dans les démarches et de dématérialisation.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2022	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - % de création des procédures permettant aux usagers d'effectuer les démarches	%	20%	20%	100%	20%	20%	50%	100%
Indicateur 1.2 - % d'annonces judiciaires et légales publiées via le téléservice 'ARERE'	%		85%	95%		85%	95%	95%
Sources des données : <i>Enquête de satisfaction des usagers (mails, boîte à suggestions, ...)</i> <i>Recueil de textes réglementaires et législatifs relatifs à la publication des annonces judiciaires et légales</i> <i>Tableaux de bords du service de l'imprimerie officielle (SIO)</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 : % de procédures réalisées par rapport à la cible. Le nombre total de procédures à formaliser dédiées à accompagner les usagers dans leur démarche, conformément à la directive n° 538/PR du 27/01/17 relative au chantier des "procédures", est établi à 19.</i> <i>Indicateur 1.2 : Nombre d'annonces judiciaires et légales mises en ligne via le téléservice directement par les usagers eux-mêmes / nombre total d'annonces déposées.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le téléservice de publication des annonces judiciaires et légales, baptisé « 'Arere », a connu deux améliorations majeures en 2023 :

- Le site est tout d'abord passé en affichage optimisé pour les smartphones (« web responsive design ») en janvier 2023. Cela permet aux usagers de faire l'ensemble d'une démarche depuis son smartphone. Par exemple, pour rédiger l'annonce de création d'une association loi de 1901, publication qui est obligatoire mais gratuite, l'usager peut photographier le récépissé du Haut-commissariat, le charger sur « 'Arere », puis rédiger son annonce avec son smartphone. De même, pour régler des droits d'insertion pour une inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS), l'usager peut très facilement effectuer cette démarche depuis son smartphone avant de se rendre à la chambre de commerce (CCISM) ;
- La 2^{ème} amélioration consiste en la mise en place d'une attestation de publication dématérialisée, qui se substitue dans la majorité des cas à l'exemplaire papier certifié du JOPF. La démarche concerne de nombreux usagers du monde économique. Opérationnel fin août 2023, ce service gratuit permet un double gain de temps aussi bien pour l'usager qui obtient son attestation le jour même de la parution au JOPF et gratuitement, comme pour le service dont l'activité était chronophage.

Par ailleurs, la sécurité informatique du téléservice « 'Arere » a été renforcée. Dans le cadre du processus d'homologation, un test d'intrusion (« *pentest* ») a été réalisé en juillet 2023 par une entreprise spécialisée en cybersécurité pour rechercher les éventuelles failles de sécurité et d'obtenir des pistes d'amélioration. Des correctifs ont été appliqués pour sécuriser davantage l'outil.

Le chantier de création des procédures est une nouvelle fois repoussé du fait des évolutions de 2023 et celles à venir. Deux flyers, mis à jour lors des variations de tarifs, donnent d'ores et déjà la marche à suivre pour utiliser le téléservice « 'Arere ». Les usagers sont également accompagnés via la plateforme d'assistance du téléservice, intégrée à l'assistance du site Lexpol.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le projet de Journal officiel entièrement numérique, mené par le SGG et débuté en 2023 va impacter le téléservice « 'Arere ». En effet, certaines adaptations devront être apportées pour permettre la mise en place d'un Journal officiel des annonces judiciaires et légales et des marchés publics (JOAM) entièrement dématérialisé. Cette modernisation va faciliter davantage les démarches des nombreux utilisateurs du service. Le SIO devra en outre adapter son fonctionnement à l'évolution programmée et très attendue du système de RCS, qui devrait être transféré du Tribunal mixte de commerce vers une structure privée de type Infogreffé, à compter de la fin d'année 2024.

Objectif n°2 : Améliorer l'efficience du service de l'imprimerie officielle

Objectif n° 2 - Améliorer l'efficience du service de l'imprimerie officielle								
Mettre en place des outils modernes pour la production des Journaux officiels et la gestion commerciale, générateurs d'économies et optimisant l'activité, dans un environnement conformes aux exigences QHSE en vigueur.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2022	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - % de réalisation des travaux relatifs à la remise aux normes électriques du bâtiment, qui reçoit du public	%			75%		100%	/	/
Indicateur 2.2 - % de numéros normaux du Journal officiel produits par le procédé de presse numérique	Nb		69	104		104	/	/
Indicateur 2.3- % de réalisation des travaux relatifs à la mise en place du logiciel de gestion commerciale	%		100%	100%		100%	/	/
Sources des données :								
<i>Rapports de vérification électrique (situation initiale : rapport du 20/06/2021)</i>								
<i>Tableaux de bords du service de l'imprimerie officielle (SIO)</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 : jalons fixés : 25% = devis signé ; 50% = travaux débutés ; 75% = travaux en cours ; 100% = travaux achevés et nouvelle visite de vérification effectuée.</i>								
<i>Indicateur 2.2 : nombre de numéros normaux du JOPF tirés en presse numérique / nombre total de numéros normaux du JOPF imprimés (104 numéros par an).</i>								
<i>Indicateur 2.3 : jalons fixés : 25% : bon commande lancé - 50% : logiciel acquis -75 % : en cours de déploiement - 100 % : déployé.</i>								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La dernière tranche des travaux de mise en conformité électrique a été achevée au 2^{ème} semestre 2023. Les anciens câblages et matériels datant des années 60 ont été remplacés par des équipements aux normes.

La location de la presse numérique a confirmé sa pertinence, sa rentabilité et ses gains élevés en production (en temps comme en coût). Le SIO a limité en 2023 les travaux *offset* à des productions ciblées comme les cartes grises, les blocs d'ordonnance ou les tickets de cantine. Les frais de maintenance préventive très importants pour l'insoleuse Suprasetter auprès de la société Heidelberg basée en Nouvelle-Zélande, ont ainsi pu être arrêtés générant une économie d'environ 3 millions de francs. La disponibilité de ce matériel n'est plus vitale dès lors que le SIO dispose de deux moyens de production numériques redondants pour imprimer le JOPF.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La version papier du JOPF est appelée à disparaître totalement en 2025. L'impression du JOPF, qui dimensionne l'organisation du SIO depuis l'origine du service, va donc s'arrêter définitivement.

Il est donc nécessaire de s'interroger sur la poursuite des activités d'impression du service, uniquement réalisées au profit de la sphère publique.

Bilan des moyens généraux (SMG) :

Parallèlement à ses activités de mise à disposition des structures dans le cadre des évènements institutionnels du Pays, le service des moyens généraux a été sollicité pour collaborer à l'évènement des Jeux Olympiques de surf en juillet 2024 par la mise à disposition des infrastructures mobiles conformes aux normes de sécurité techniques et internationales.

Cette collaboration, compte tenue de la vétusté des infrastructures du parc logistique du SMG a nécessité le renouvellement des structures pour un montant en investissement de 133 millions F CFP.

Objectif n°1 : Renouvellement du parc logistique du gouvernement

Objectif n° 1 – Renouveler le parc logistique du gouvernement								
Acquisition, modernisation et préservation du parc de chapiteaux, tentes et structures								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Taux de couverture des jours d'événement sur l'année	%	60%	60%	140%	167%	97%	100%	100%
Indicateur 1.2 – Nombre de formation de "technicien compétent en CTS"	Nb	6	6	10	7	7	13	19
Sources des données :								
<i>Statistiques du SMG</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jours d'événement couvert par les CTS du service sur l'année (formule = jours d'événement couvert / 365 jours)</i>								
<i>Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir des agents formés "technicien compétent en CTS"</i>								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour l'exercice 2023, un agent de la cellule chapiteaux, tentes et structures (CTS) a pu bénéficier de la formation « techniciens compétents en CTS » qui permet de répondre aux normes pour le montage des équipements du service, ce qui porte à 7 le nombre d'agents du CTS formés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le taux de couverture des jours d'évènements sur l'année a été réajusté suite à la restitution des chapiteaux de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL). Toutefois, l'activité reste soutenue au vu des nombreuses demandes de structures par les usagers.

 Bilan de la traduction et de l'interprétariat (STI)

Objectif n°1 : La dématérialisation pour un meilleur service aux usagers

Côté usager

En collaboration avec la direction du système d'information (DSI), le télé service Tūrama a été mis en place et permet de déposer en ligne une demande de traduction. L'objectif final est de permettre une dématérialisation complète de la procédure, abolissant ainsi les distances géographiques, via la signature numérique et le paiement dématérialisé en ligne.

Aussi, une refonte complète de ce téléservice a été co-construite par le STI via Mes Démarches, avec un prestataire DMRA/DSI, offrant une meilleure interaction entre l'usager et le service, pour l'instruction de sa demande de traduction. Le taux d'adoption est bon en 2023 avec près de 40% des demandes arrivées via le téléservice Tūrama-Mes Démarches (cible de 600 demandes dématérialisées dépassée avec 623 demandes). Ce chiffre est en recul par rapport à 2022 (61%), certainement du fait que la nouvelle mouture requiert une inscription initiale, mais qui facilite ensuite la gestion de toute nouvelle demande par le même usager (principe du « Dites-le nous une fois »). Un temps d'adaptation semble nécessaire.

Côté agent

La dématérialisation concerne également les procédures en interne : back-office Tūrama et outils collaboratifs partagés en réseau. Suite à une formation du chef de service, la suite collaborative Microsoft 365 a également été déployée au sein du STI, au bénéfice de ses agents et de ses usagers. Résultat : collaboration accrue, transparence, efficacité, réduction des délais.

En parallèle, l'accueil physique et « humain » reste valorisé et entretenu pour les usagers n'ayant pas accès aux technologies de l'information et de la communication, et ce dans une démarche d'inclusion.

L'activité de traduction est dépendante de la conjoncture générale et la production annuelle moyenne du service. Elle suit le rebond de 2022 avec 5 235 pages de traduction (cible révisée à : 4 600) et 152 heures d'interprétariat, toutes langues confondues.

Objectif n° 1 - La dématérialisation pour un meilleur service aux usagers								
Renforcer l'interprétation certifiée / Faciliter les demandes de traduction								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1-Nombre de demandes de traductions	Nb	987	1 875	1 700	—	1 587	1 700	1 700
Indicateur 1.2 - Nombre de pages traduites	Nb	3 779	4 674	4 300	4 600	5 235	4 600	4 700
Indicateur 1.3 - Nombre de demandes de traductions via le téléservice Tūrama	Nb	459	1 141	600	—	623	650	650
Indicateur 1.4 - Part des paiements effectués de manière dématérialisée	%	—	—	0	24%	29%	35%	50%
Indicateur 1.5 - Part des demandes traitées impliquant au moins un élément de dématérialisation (téléservice, paiement dématérialisé, signature électronique)	%	—	—	0	35%	36%	40%	50%
Sources des données :								
Données statistiques du STI								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - Indicateur calculé à partir du tableau de bord du STI								
Indicateur 1.2 - Indicateur calculé à partir du tableau de bord du STI								
Indicateur 1.3 - Indicateur calculé à partir du compteur intégré de la plate-forme Tūrama								
Indicateur 1.4 - Nouvel indicateur calculé à partir de la régie de recettes								
Autres commentaires :								
1.1- 1.2 La reprise de l'activité générale du Pays se répercute sur le niveau d'activité du STI.								
1.3 - Le téléservice Tūrama évolue via Mes Démarches. La signature numérique de documents est opérationnelle et le paiement en ligne aussi, connaissant une utilisation croissante, et améliorant ainsi la qualité du service rendu à l'usager.								
1.4 - Paiements par virement sur le compte public DFT du STI ou en ligne via PayZen sur le compte Socrédo du STI.								
La crise sanitaire a permis d'expérimenter des procédures de travail à distance qui ont pu être formalisées ensuite et ont mis en exergue le bien-fondé des évolutions de dématérialisation évoquées plus haut.								

- *Commentaire et analyse des résultats*
 - Action n°1 relative à finaliser la refonte du téléservice de dépôt de demande de traduction en ligne (Tūrama) :

Les agents du STI, qui ont co-construit l'outil ont ensuite été sensibilisés et formés au fonctionnement pratique de ce nouvel outil en 2023. Cela permet, côté STI, un suivi plus efficace de l'instruction des demandes et une gestion automatisée des questions RGPD et, côté usager, d'avoir un lien et un suivi personnalisés avec l'agent qui instruit son dossier.
 - Action n°2 relative à promouvoir l'interprétation dématérialisée via des plateformes de visioconférence adaptées :

La reprise des voyages internationaux et des rencontres de personne à personne a donné un coup de frein à ce type de traduction orale dématérialisée. Elle reste néanmoins utile en cas de souci de logistique, de transport ou de coûts.
 - Action n°3 relative à proposer une interface bilingue pour Tūrama :

L'interface du téléservice Tūrama du STI dans sa nouvelle version basée sur Mes Démarches est aujourd'hui bilingue français/*re o tahiti* (formulaire, messagerie, courriels et notifications automatiques, etc.)
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*
 - Action n°1 : La DFIP État permet aujourd'hui de recevoir des paiements par carte bancaire sur un compte public DFT via un TPE. Cette fonctionnalité devrait être étendue au paiement en ligne. Cela permettra, à terme, de se passer des opérateurs bancaires privés (en l'occurrence ici, la Socredo), en adéquation avec la volonté de « Faire simple » ;
 - Action n°2 : Poursuivre l'information et la promotion relative à cette possibilité encore mal connue, même si les rencontres et réunions en face à face sont à nouveau privilégiées ;
 - Action n°3 : Mes Démarches est un portail vers diverses démarches dématérialisées, dont Tūrama. Il conviendrait d'étudier l'opportunité et, le cas échéant, la faisabilité d'une version en *re o tahiti* de cette partie « générique » de Mes Démarches.

Objectif n°2 : Consolidation des références lexicales (termes et néologismes) en *re o Tahiti*

Il s'agit ici de consolider et enrichir la base des termes en *re o tahiti*, langue vivante et qui évolue selon les besoins et les exigences du monde moderne.

Au fil de ses traductions, le STI contribue à enrichir et à faire vivre le *re o tahiti*.

Objectif n° 2 - Consolidation des références lexicales (termes et néologismes) en <i>re o tahiti</i>								
Renforcer la production de bases de références lexicales (lexiques) et en assurer la diffusion / Renforcer la traduction et l'interprétation certifiée								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de termes nouveaux proposés pour la base des termes du lexique	STI Usag	80	104	120	–	110	130	150
Indicateur 2.2 - Volume de traductions/interprétations en <i>re o mā'ohi</i>	Pages Hrs	906 4	701 5	750 10	–	990 7	775 10	800 10
Sources des données :								
Données statistiques du STI								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 2.1 - Indicateur calculé à partir du nombre de termes créés et répertoriés au fil des traductions effectuées par le STI								
Indicateur 2.2 - Indicateur calculé à partir du tableau de bord du STI								
Autres commentaires :								
2.1 Dépend fortement de la technicité et de la modernité des textes à traduire reçus par le STI. Des réserves ayant été émises quant à la modération des usagers, l'idée de leur participation a été abandonnée.								
2.2 - Traductions soutenues en traduction en <i>re o tahiti</i> liée à la reprise de l'activité générale. Timide reprise des interprétariats en <i>re o tahiti</i> .								

- *Commentaire et analyse des résultats*
 - Action n°1 relative à alimenter la base de données terminologiques avec des propositions de nouveaux termes :

Le STI, au fil de ses traductions, est source de propositions pour des nouveaux termes en *re o tahiti*. Il a été sollicité en milieu d'année 2023 pour deux projets majeurs, impulsés par la Vice-présidence : la traduction en *re o tahiti* des intitulés de postes des agents sous tutelle de la Vice-présidence et la traduction du statut d'autonomie de la Polynésie française, ce qui a contribué à dépasser la cible (120). Au total, ce sont plus de 500 propositions de termes qui ont été faites.
 - Action n°2 relative à promouvoir la traduction et l'interprétariat en *re o tahiti* : promouvoir l'utilisation des langues polynésiennes dans la communication (bilinguisme) :

La cible (750 pages) a été dépassée avec 990 pages traduites depuis/vers le *re o tahiti*. Pour ce qui est du nombre d'heures d'interprétariat depuis/vers le *re o tahiti* (essentiellement pour les

hommes de loi : notaires, avocats...), la cible (10 heures) n'a pas été atteinte avec 7 heures d'interprétariat en *reo*. En revanche, si l'on prend en compte les sessions de jury d'exams/concours impliquant le *reo tahiti* en 2023, qui participent aussi à la réalisation de cet objectif, l'objectif est dépassé avec plus d'une centaine d'heures au total.

- Action n°3 relative à participer en tant que pôle d'expertise terminologique au projet de centre de la mémoire des essais nucléaires (*Pū Mahara*), dans sa dimension linguistique :

La démarche voulue par la Délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN) n'est pas forcément ou systématiquement celle d'une rédaction initiale en français suivie ensuite d'une traduction en *reo*. Une approche via une explication des concepts et leur expression en *reo tahiti* est aussi valorisée. Le STI a un agent missionné qui offre son expertise linguistique dans le cadre de ce projet.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

- Action n°1 : Une co-construction des usagers impliquant des propositions émanant du public (nouveaux termes, corrections de coquilles) avait été un temps envisagé, mais l'animation et la modération d'un tel forum nécessite des ressources que le STI n'a pas. Une solution serait éventuellement de passer via des emplois aidés (CAE, CVD, apprentis, etc.) pour évaluer, sur le terrain, la charge de travail que cela représente effectivement, et voir l'intérêt, la pertinence et la viabilité du dispositif. Mais, ces emplois aidés étant par définition temporaire, se poserait inévitablement la question de la pérennité du dispositif ;
- Action n°2 : La reprise de l'activité économique devrait relancer les demandes d'interprétariat en *reo Tahiti* pour les hommes et femmes de loi. Par ailleurs, avec la nouvelle cadence des concours et examens administratifs, cet objectif devrait être plus facilement atteint à l'avenir ;
- Action n°3 : L'agent missionné auprès du comité *Pū Mahara* pourrait participer, au-delà des questions linguistiques, à l'explication de concepts culturels qui pourraient apporter des éléments intéressants à la conception du *Pū Mahara* (au niveau de l'architecture et de l'aménagement d'espaces à l'extérieur avec l'explication de l'agora tahitienne par exemple).

Objectif n°3 : Promotion de l'usage du *reo Tahiti* au sein de l'administration, auprès du public et au niveau régional

Cette promotion passe par la création et la mise à disposition du public d'outils (lexiques, bases de données, applications Web = *Reo.pf* – ou mobiles = *Reo*) qui contribuent à renforcer l'usage des différentes langues en Polynésie française. L'objectif ici est d'inciter à un usage différencié des langues respectives afin d'éviter tout mélange et ainsi promouvoir leur usage correct.

Cela repose aussi sur une systématisation de l'affichage bilingue dans l'espace public et administratif (physique et virtuel) afin d'encourager l'usage des langues polynésiennes et d'accroître leur visibilité (immersion).

Au final, il s'agit de promouvoir les langues polynésiennes auprès des divers groupes qui forment la population du Pays, mais aussi auprès des visiteurs. Au sein du Pays, ces langues contribuent à la cohésion et à l'inclusion. A l'extérieur, elles peuvent constituer un atout en termes d'image, de communication et d'attractivité, en tant que composante de notre *Mana*.

Ces outils contribuent à faire rayonner le *reo* au niveau local, mais aussi dans la région et à l'international.

Objectif n° 3 - Promotion du <i>reо tahiti</i> au sein de l'administration, auprès du public et au niveau régional								
Faire rayonner le <i>reо tahiti</i>								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 – Nombre de lexiques mis en circulation	Nb	56	49	50	60	49	60	60
Indicateur 3.2 – Nombre d'utilisateurs actifs de l'application mobile REO (iOS et Android) et utilisations mensuelles (iOS et Android confondus)	Nb	4 300 107 000	8 350 107 000	10 000 107 000	–	10 000 107 000	10 000 107 000	10 000 107 000
Indicateur 3.3 - Nombre de recherches sur l'appli mobile REO (Android et iOS)	Nb	53 000	55 000	55 000	–	55 000	55 000	55 000
Indicateur 3.4 - Nombre de visites sur le site Internet REO (Lexique trilingue en mode connecté)	Nb	200	380	300	–	290	350	500
Indicateur 3.5 - Nombre de sites, installations ou formulaires bénéficiant de l'affichage bilingue	Nb	–	–	–		461		–
Indicateur 3.6 - Nombre d'installations du clavier mobile via l'application Reo	Nb	–	–	5 000	–	–	5 000	7500
Sources des données :								
<i>Données statistiques du STI</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 3.1 - Indicateur calculé à partir du livre de comptes de la régie de recettes du STI</i>								
<i>Indicateur 3.2 - Indicateur calculé à partir des statistiques tirées des tableaux de bord Google et Apple.</i>								
<i>Indicateur 3.3 - Indicateur calculé à partir des statistiques tirées des tableaux de bord Google et Apple</i>								
<i>Indicateur 3.4 - Indicateur communiqué par le webmaster du site Reo.pdf</i>								
<i>Indicateur 3.5 - Indicateur qui pourra être remonté depuis le futur Conseil des Langues et Cultures Polynésiennes.</i>								
<i>Indicateur 3.6 - Indicateur communiqué par le concepteur du clavier mobile. En attente de la finalisation du clavier par le prestataire.</i>								
Autres commentaires :								
<i>3.1 - Après un vif succès de la version papier à sa sortie, la mise en service des versions numériques du lexique trilingue en 2021 (applis mobiles et site Web) a entraîné une baisse du nombre de lexiques papier mis en circulation.</i>								
<i>3.2 - Nouvel indicateur permettant de mieux rendre compte de l'adhésion et de l'utilisation faite par les usagers de l'application mobile. Il y a moins d'utilisateurs, mais une activité soutenue (cf. indicateur suivant).</i>								
<i>3.3 - Nouvel indicateur permettant de mieux rendre compte de l'adhésion et de l'utilisation faite par les usagers de l'application mobile. En moyenne sur 2021 : 99 recherches quotidiennes pour Android et 47 pour iOS.</i>								
<i>3.4 - Sa fréquentation est faible côté usagers. Cela peut s'expliquer par la concurrence de Reo en version mobile, qui ne nécessite pas de connexion, ou par les modes de consommation plus axés vers le mobile. Reo.pdf se révèle, après quelques années, être plus un outil de back-office et de construction que de consultation/recherche.</i>								
<i>3.5 - Un chantier d'affichage bilingue concernant l'espace public physique (sites, installations, institutions, etc.) ou virtuel (sites web, formulaires, etc.) est en cours.</i>								
<i>3.6 - Un clavier mobile dédié Reo avec fonction d'auto-complétion (correcteur orthographique) adossé à la base terminologique Reo est en cours de finalisation.</i>								

Indicateur 3.5 – Il s'agit des panneaux d'affichages physiques (DRM, DPAM, culture, tourisme), des sites internet ou téléservices (DPAM, Ihitai, etc.), ou des campagnes par affiches, des expositions, des messages radio ou TV (santé par ex.), des règlements divers (TFTN, Heiva, etc.).

Indicateur 3.6 - Ce chantier a été retardé en raison d'un défaut de respect des échéances par le prestataire.

▪ Commentaire et analyse des résultats

- Action n°1 relative à promouvoir les lexiques (bilingues et trilingues) sous leurs diverses formes (papier et numérique) :

La cible révisée (de 50 à 60 exemplaires) n'a pas été atteinte avec 49 lexiques papier mis en circulation en 2023. Ce chiffre est toutefois honorable face aux déclinaisons numériques du lexique papier. A noter que ces lexiques papier sont également achetés par un public étranger, issu principalement du monde de la danse.

Pour ce qui est des lexiques mobiles Reo, le nombre d'utilisateurs réguliers est stable autour de 10 000, mais son utilisation est élevée (100 000 utilisations mensuelles).

- Action n°2 : animer et suivre un site Internet et mettre à disposition des outils permettant la mise à jour des bases de termes du lexique (REO) et de promouvoir l'écosystème applicatif REO :

Le site Reo.pdf a été lancé en même temps que l'application mobile Reo trilingue. Il permet l'ajout et/ou la correction de nouvelles fiches lexicales pour des nouveaux termes (back office STI). Il offre également la possibilité de construire des lexiques numériques pour les autres langues polynésiennes. Sa fréquentation est faible côté usagers. Cela peut s'expliquer par la concurrence de Reo en version mobile, qui ne nécessite pas de connexion, ou par les modes de consommation/usage plus axés vers le mobile. Reo.pdf s'affirme au fil du temps, plus comme un outil de back-office et de construction que de consultation. Il constitue néanmoins un outil incontournable pour faire bénéficier aux usagers d'une base de données terminologique à jour.

- Action n°3 relative à proposer des développements autour de l'écosystème applicatif REO :

La livraison du clavier mobile dédié au *reо tahiti*, avec fonction d'auto-complétion et correcteur orthographique adossé à la base lexicale de Reo a pris du retard. La conclusion de ce projet est prévue pour 2024. L'objectif est de normaliser la graphie et l'orthographe sur des supports numériques à forte utilisation, notamment chez les jeunes.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

- Action n°1 : Pour les lexiques papier, un niveau moyen a été atteint. Des réimpressions au fil de l'eau se font en fonction des besoins. Pour les applications mobiles, la sortie d'un clavier dédié au *reо* devrait soutenir voire développer leur utilisation ;

- Action n°2 : Améliorer la promotion de l'outil numérique Reo.pf auprès des entités ou personnes ressources en charge de la promotion des autres langues polynésiennes, et auprès des usagers, pour la consultation ;
- Action n°3 : Après le clavier pour mobile, d'autres extensions sont possibles autour de la plateforme applicative Reo.

Bilan de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA)

Objectif n°1 : Offrir un service public bienveillant et efficace (physique ou digital)

Objectif n°1 - Offrir un service public bienveillant et efficace (physique ou digital)									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Taux de services avec un accueil physique amélioré	%	16%	20%	25%		20%	-	51%	
Indicateur 1.2 - Taux de services avec un accueil téléphonique amélioré	%	16%	20%	25%		20%	-	51%	
Indicateur 1.3 - Nombre de visites ou recherches effectuées via Portail NET	Nb	4 000	4 000	6 000		7 400	8 000	10 000	
Indicateur 1.4 - Evolution du nombre de visiteurs physiques dans un service avant/après lancement de son téléservice	%	-0,3	-30%	-30%		-30%	-	-60%	

Sources des données :

Données statistiques de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - interrogation des services des agents ayant bénéficié d'une formation spécifique à l'accueil

Indicateur 1.2 - interrogation des services des agents ayant bénéficié d'une formation spécifique à l'accueil

Indicateur 1.3 - Nombre de connexions moyennes par mois

▪ Commentaire et analyse des résultats

A partir du point zéro d'évaluation statistique en 2019, les résultats de la nouvelle étude de la perception, de la représentation et de la satisfaction des usagers du service public pour un point à date en septembre 2022 ont été présentés à la conférence annuelle du service public de mars 2023.

La transformation de l'accueil physique dans les services administratifs, première traduction concrète de qualité pour les usagers, s'est poursuivie par 12 évaluations ergonomiques à Tahiti. Le référentiel des espaces d'accueil a pu être finalisé.

La DSFE a pu améliorer ses espaces d'accueil au siège et dans les antennes de Papeete, Faa'a, Punaauia et Taravao par la subdélégation de 18 245 143 F CFP. De même, la DPAM pour un dispositif de gestion de file d'attente et la DGAE pour son espace d'accueil ont été accompagnées dans leurs démarches.

Au 31 décembre, 34 bornes de mesure de la satisfaction à chaud équipent les services et établissements à Tahiti et à Uturoa.

Mes Démarches, la plateforme de dématérialisation des démarches administratives poursuit son développement en lien avec la plateforme nationale Démarches simplifiées. Son hébergement et l'infogérance doivent être externalisés à la demande de la DSI, la procédure de marché est en cours pour un stockage sécurisé.

La dématérialisation progresse : 35 entités sont engagées avec 53 nouvelles démarches dématérialisées en 2023 soit au 31 décembre 2023, 172 formulaires publiés et 51 578 dossiers déposés. En 2023, l'Assemblée de la Polynésie française et le Syndicat mixte du contrat de ville peuvent dorénavant utiliser cet outil.

Le schéma directeur de l'immobilier des services administratifs inscrit au plan de relance a enfin été engagé par la première phase d'état des lieux sur les espaces de bureaux basés dans la zone urbaine.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

L'analyse des résultats de l'enquête de satisfaction des usagers montre des marges de progrès attendues dans la qualité de service, les délais de traitement et la gestion des plaintes et des réclamations pour laquelle le déploiement d'un outil numérique est prévu en 2024.

A partir de l'évaluation des bornes de satisfaction menée en 2023, une évolution est envisagée début 2024 après une co-construction avec les entités d'accueil. Les mesures d'amélioration de l'accueil, outre la poursuite des formations menées par la DGRH, vont être concentrées sur les espaces de proximité Fare Ora.

La dématérialisation des démarches doit être renforcée et accrue avec un objectif de 70% en fin d'année. Par ailleurs, la nouvelle version de la plateforme Net.pf est prévue.

Objectif n°2 : S'assurer d'un fonctionnement performant du service public

Objectif n°2 - S'assurer d'un fonctionnement performant du service public								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taux de schémas et guides élaborés dont interservices	%	30%	30%	50%		ND	-	80%
Indicateur 2.2 - Taux de procédures appliquées /auditées	%	ND	50%	50%		ND	-	80%
Indicateur 2.3 - Taux de recommandations suivies	%	ND	68,60%	70%		67%	-	85%
Indicateur 2.4 - Taux de dispositifs de contrôle interne opérationnels	%	ND	20%	30%		8%	-	80%
Indicateur 2.5 - Entités dotées d'une unité de contrôle interne et d'audit interne pour les EP	Nb %	5 22%	6 26%	8 35%	6 26%	6 26%	-	80%
Indicateur 2.6 - Support juridique du label élaboré		0	0	1	0	0	1	1

Sources des données :
Données statistiques de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - concerne les services sélectionnés pour l'exercice
Indicateur 2.2 - taux établi à partir des services et établissements sélectionnés dans le cadre du PPI
Indicateur 2.4 - taux établi sur les services et établissements ayant requis la mise en place des dispositifs en question
Indicateur 2.5 - Nombre de services ayant un élément chargé du contrôle interne dans leur organisation
Indicateur 2.5 - Nombre d'EP ayant un élément chargé du contrôle interne ou de l'audit interne dans leur organisation / Nombre total d'EP

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le réseau des correspondants qualité est actif avec 97 agents mobilisés dont 30% ont suivi la totalité du parcours de formation. La tenue d'ateliers de travail sur la démarche qualité et son approche par la gestion des processus s'est poursuivie et 7 services et 1 EPA ont sollicité un accompagnement. Les établissements publics à caractère industriel et commercial ont été invités à rejoindre la démarche.

Certains établissements et services se sont emparés de la démarche et ont engagé son application. A ce jour, 23 cartographies des processus sont élaborées mais seules 6 sont validées.

L'élaboration du label qualité a un taux d'avancement de 60%. Depuis sa réunion de lancement en juin 2023 les ateliers ont réuni les correspondants et une consultation citoyenne en ligne a recueilli 400 réponses.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'élaboration du référentiel du futur label qualité du service public polynésien se poursuit avec des focus groupe associant les usagers et les agents. Sa livraison est prévue pour fin avril 2024.

Objectif n°3 : Optimiser l'organisation générale du service public

Objectif n°3 - Optimiser l'organisation générale du service public								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de doublons éliminés / doublons identifiés	%	0	-30%	-50%		0		-80%
Indicateur 3.2 - Taux de services réorganisés	%	6%	30%	50%		14%		90%
Indicateur 3.3 - Taux de réductions de commissions	%	ND	-10%	-20%		0		-30%
Indicateur 3.4 - Taux de services accompagnés / évalués	%	2%	6%	15%		0		50%
Indicateur 3.5 - Recommandations suivies	%	ND	61%	75%		67%		90%
Indicateur 3.6 - Nombre de Fare natira'a déployés	Nb	-	1	3		3		10
Indicateur 3.6 - Nombre de personnes connectées à Honouira	Nb	-	2 000	5000		6 500		11 000

Sources des données :
Données statistiques de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - cartographie des missions des services et établissements
Indicateur 3.2 - parmi les services et établissements sélectionnés

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les espaces de services publics de proximité *Fare natira'a*, ouverts fin 2022 avec *Fare Rata* dans les agences postales de Papara et Tiarei, ont poursuivi leurs activités d'information et d'accompagnement aux démarches administratives. Ainsi, ce sont 3 678 usagers qui ont fréquenté ces espaces en 2 mois.

Les orientations du Gouvernement ont permis une évolution du dispositif et son élargissement à la prise en compte de l'ensemble des besoins des citoyens, notamment en matière de santé et de bien-être avec les *Fare*

Ora dont le déploiement s'effectue avec les communes volontaires. Au 31 décembre, 21 communes ont signé une lettre d'intention et 7 ont fait part de leur intérêt pour le dispositif. Le recensement des moyens des activités et des besoins est en cours. Un espace de démarche a été ouvert le 28 novembre à Taravao et permet le test de l'utilisation de bornes numériques tactiles. En outre, un prototype de borne numérique a été réalisé.

Pour améliorer la communication interne et faciliter les échanges et disposer d'une banque d'information unique et commune, l'espace numérique de travail, intranet de l'Administration, Honouira poursuit son déploiement. Au 31 décembre, 6 507 comptes sont ouverts dont 1 000 invités et 337 communautés sont actives.

La démarche d'innovation publique et le partenariat interinstitutions (Etat et organismes nationaux, Pays et des établissements, Communes via CGF et SPCPF, APF, CESCE, CPS) se sont encore renforcés en 2023. Le diplôme universitaire « Transformer et manager par l'innovation » au sein de l'Université du Pacifique, élaboré par les partenaires, est en cours avec 15 étudiants. Des sollicitations pour présenter la démarche se multiplient tant au niveau des organismes nationaux que des médias spécialisés. L'année 2023 compte 30 actions de facilitation soit une augmentation de 50% par rapport à 2022, dont 25 pour le compte d'entités du Pays et 40% pour l'élaboration de stratégies ou de politiques publiques. Elles ont mobilisé 80 facilitateurs. Les compétences des facilitateurs sont maintenues et renforcées avec 4 formations concernant 92 facilitateurs. La semaine de l'innovation publique s'est tenue en 2023 (16 au 20 octobre) sur le thème de " Transformons nos pratiques ! " de management, numériques et écoresponsables dont les conférences et les ateliers ont réuni 948 personnes. Le prix de l'innovation publique a mobilisé 20 candidats autour des catégories innovation numérique, innovation écoresponsable et initiative innovante. Le prix coup de cœur des 875 votes du public ont plébiscité Ihitai.gov.pf - Le portail du marin de la DPAM.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il est prévu de déployer 10 Fare Ora en 2024, après l'adaptation réglementaire nécessaire pour des conventions de mandat aux communes et l'appel d'offre pour les bornes numériques.

Il est également prévu d'augmenter le niveau d'utilisation de Honouira.

En matière d'innovation publique, l'intégration de deux partenaires est envisagée et les facilitations devraient encore augmenter, 10 mensuelles dès le début d'année sont déjà programmées. De nouvelles formations de facilitateurs au « *lego serious play* » et au « *serious game* » sont prévues en 2023. En outre, la fin de formation de 10 facilitateurs par une immersion en métropole, élaborée en partenariat avec la Direction de la transformation publique de l'Etat et des laboratoires d'innovation publique, est programmée pour la seconde quinzaine de novembre.

Bilan de la commande publique (DCO)

Objectif n°1 : Transformation numérique de la commande publique

Objectif n°1 - Transformation numérique de la commande publique								
La transformation numérique de la commande publique permet de sécuriser la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics des services de la Polynésie française et des établissements publics. Cette transformation numérique simplifie la soumission des candidatures et des offres des opérateurs économiques.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Mise en œuvre de l'application de gestion de la commande publique	%			50%		30%	70%	100%
Indicateur 1.1 - Dématerrialisation des procédures de passation des marchés publics	%			10%		10%	50%	100%
Sources des données : <i>Observatoire de la commande publique</i> <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'entité utilisant l'application de gestion de la commande publique Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre de marché ayant fait l'objet d'une dématérialisation de la procédure de passation <i>Autres commentaires :</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 – Acquisition d'une application de gestion des marchés publics.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en mai 2023, dans le cadre d'un groupement de commandes associant la Polynésie française et certains de ses établissements publics, en vue de la mise à disposition, en mode Software as a Service (SaaS), d'un logiciel de gestion des marchés publics et l'exécution de prestations de services associées.

Cette procédure ayant été déclarée infructueuse au motif que les offres reçues étaient irrégulières ou inappropriées, une seconde consultation, a été lancée en septembre 2023 dans le cadre d'une procédure

négociée et a conduit à retenir l'offre d'un groupement d'opérateurs économiques associant un éditeur national et une entreprise polynésienne.

Action n°2 – Parangonnage des solutions de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics

La démarche de parangonnage a été initiée en fin d'année 2023. Une visio-conférence avec le responsable du système d'information de la Direction des achats du patrimoine et des moyens (DAPM) de la Nouvelle-Calédonie sur la plateforme de dématérialisation des procédures «marchespublics.nc », existante depuis 2013, a permis de collecter de précieuses informations sur les conditions techniques, réglementaires et financières nécessaires au déploiement d'une solution similaire en Polynésie française.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le déploiement de la solution de gestion des marchés publics dans l'ensemble des ministères et des services de l'administration est programmée tout au long de l'année 2024.

La démarche de parangonnage de la plateforme calédonienne doit être complétée par du sourçage auprès des éditeurs nationaux de « profils acheteurs », plateformes de dématérialisation des procédures de marchés publics. Une consultation pour la mise à disposition d'une telle solution sera lancée au premier semestre 2024.

En parallèle, un projet de loi du pays sur la dématérialisation des procédures de marchés publics sera présenté à l'Assemblée de la Polynésie française pour rendre obligatoire la dématérialisation des procédures d'appels d'offres à compter du 1^{er} janvier 2025.

Objectif n°2 : Evaluation de cinq années d'application du code polynésien

Objectif n° 2 - Evaluation et évolution du code polynésien de la commande publique								
Faire un bilan de l'application du Code polynésien des marchés publics, cinq ans après son entrée en vigueur et recenser les demandes d'ajustement								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Evolution du code polynésien des marchés publics				Réalisé		Non réalisé	Abandonné	
Sources des données : <i>Observatoire de la commande publique</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - indicateur positionné en fonction de l'adoption d'un LP modificative du CPMP et adoption des arrêtés CM</i> Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 - Organisation de tables rondes avec les parties prenantes au code polynésien des marchés publics pour une évaluation de sa mise en œuvre et engager un processus d'évolution afin de simplifier l'accès à la commande publique, dynamiser l'environnement économique en poursuivant les objectifs de développement durable de la Polynésie française.

Bien que des échanges réguliers avec les organisations patronales se soient tenus tout au long de l'année 2023 pour aborder les évolutions du cadre réglementaire de la commande publique, cette action n'a pas été mise en œuvre.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cette action ne sera pas poursuivie en 2024.

Objectif n°3 : Elaboration de la politique des achats du Pays et définition des orientations stratégiques

Objectif n° 3 - Elaboration de la politique des achats du Pays et définition des orientations stratégiques								
Mieux connaître la consistance des achats dans les dépenses publiques								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Elaboration des orientations stratégiques et de la politique achats				Réalisé		Non réalisé	réalisé	
Sources des données : <i>Observatoire de la commande publique</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - indicateur positionné en fonction de l'adoption des orientations stratégiques et de la politique achats</i> Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action °1 - Organisation d'une étude quantitative et qualitative du portefeuille achats du Pays.

La réalisation de cette étude de qualification du portefeuille achats du Pays doit permettre d'établir les orientations stratégiques de la politique d'achats. Une consultation a été engagée en procédure adaptée en septembre 2023.

L'analyse des offres a mis en évidence la nécessité de redéfinir le besoin et la stratégie d'achat (forme du marché, phasage technique des prestations, délais d'exécution), et conséquemment, de déclarer sans suite cette procédure.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réalisation de cette étude est à nouveau programmée au plan annuel de performance 2024.

1.5.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
900/960 05 - ADMINISTRATION GENERALE	183 232 944	103 499 656	286 193 849
<i>Au titre de l'imprimerie officielle</i>			0
Création des procédures permettant aux usagers d'effectuer les démarches	0		0
Téléservice 'ARERE de publication des annonces judiciaires et légales	1 918 280	2 403 547	4 321 827
Mise aux normes électriques du bâtiment	1 981 310		1 981 310
Utilisation de la presse numérique pour l'impression du Journal officiel de la PF	3 955 382		3 955 382
Mise en place du logiciel de gestion commerciale	959 140		959 140
<i>Au titre de l'accueil et de la sécurité</i>			0
Elever le niveau général de compétences générales et professionnelles des agents			0
Organisation de trois formations en matière de sécurité et de sûreté	7 083 480		7 083 480
<i>Au titre des circonscriptions administratives</i>			0
Affirmer le rôle du Tavana hau	1 079 268		1 079 268
Etablir un partenariat avec les communes de l'archipel			0
Déplacement au congrès des maires et représentation du gouvernement aux évènements de l'archipel	225 886		225 886
Construction d'une cité administrative		9 287 603	9 287 603
Tournées administratives dans les communes	141 377		141 377
Participation du Tavana hau aux commission, comités et conseils d'établissement	337 656		337 656
Représentation du Gouvernement et du Président aux cérémonies officielles	148 128		
Déplacement avec les élus, représentants du Pays sur des projets des ISLV	196 040		
Déplacement dans le cadre des conventions de représentation des services centraux	194 583		
Organisation de tournées administratives dans l'archipel des TG (avion, catamaran, indemnités)	10 338 075		10 338 075
<i>Au titre des moyens généraux</i>			0
Acquisition de chapiteaux, tentes et structures (CTS)		39 955 230	39 955 230
Formation de six agents "techniciens compétents en CTS"	698 036		698 036
<i>Au titre du secrétariat général du gouvernement</i>			0
Contentieux (honoraires, huissiers, condamnations, transport...)	29 850 328		29 850 328
Prestations d'exploitation, d'intégration, d'hébergement, et de maintenance du système d'information LEXPOL	22 058 568	16 429 400	38 487 968
<i>Au titre de la modernisation et des réformes de l'administration</i>			0
Offrir un service public bienveillant et efficace (physique ou digital)			0
Projet accueil bienveillant et efficace dans les services administratifs	1 285 100	6 146 019	7 431 119
Améliorer l'accès à l'information de qualité - Site Internet et renforcer Net.pf	10 640 004	23 429 187	34 069 191
Adaptater les horaires d'ouverture			0
Elaborer le schéma directeur de l'immobilier des services		3 750 000	3 750 000
S'assurer d'un fonctionnement performant du service public	6 474 658		6 474 658
Soutenir la création des dispositifs de maîtrise des risques			0
Créer un label qualité du service public polynésien	3 146 400		3 146 400
Optimiser l'organisation générale du service public			0
Expérimenter les Fare natira'a - Espaces de service public de proximité	12 029 685	2 098 670	14 128 355
Poursuivre le déploiement de Honouira	61 750 770		61 750 770
Favoriser la mobilisation des équipes par les actions de facilitation et d'innovation publique	5 370 000		5 370 000
<i>Au titre de la traduction et de l'interprétariat</i>			0
Développements autour de l'environnement applicatif Reo : clavier mobile Reo (sur 2 exercices)	1 176 290		1 176 290
Promouvoir les lexiques sous leurs diverses formes (réimpressions, le cas échéant)	194 500		194 500
			0



Le tableau ci-dessus récapitule les principales actions déployées en 2023 présentées ci-dessous pour chacun des objectifs identifiés pour un montant total de 136 120 493 F CFP.



Aucune des 4 actions inscrites au PAP 2023 n'a pu être réalisée en 2023 en fonctionnement :

- 25 millions F CFP pour l'acquisition de l'application de gestion de la commande publique. Le marché a été engagé en fonctionnement seulement en janvier 2024 pour couvrir la phase d'initialisation, minimum du marché à bons de commande (14 millions F CFP) ;
- 1,65 millions F CFP pour une démarche de parangonnage avec la Nouvelle-Calédonie sur leur plateforme de dématérialisation des procédures de passation. Un déplacement en Nouvelle-Calédonie avait été initialement prévu ce qui explique le montant inscrit au PAP 2023. Néanmoins, cette démarche a été faite en visio le 6 décembre 2023 avec la DSi de Calédonie, ne générant donc aucun frais de déplacement ;
- 1 million F CFP pour l'organisation des tables rondes sur le code polynésien des marchés publics (avec les entreprises d'une part et les acheteurs d'autre part). Cet évènement n'a pas été organisé ;
- 8 millions F CFP pour la réalisation d'une étude de qualification et de quantification du portefeuille achat du Pays. Une procédure adaptée a été lancée en octobre 2023, qui a été déclarée sans suite car elle nécessitait une redéfinition du besoin. Ce projet a été de nouveau inscrit au PAP 2024.

1.5.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

STI

Les principaux opérateurs sont :

- Le STI et la DSi, en tant que respectivement maître d'ouvrage et assistant à maître d'ouvrage (AMO) pour les projets numériques ;
- La DSCEN et le STI, en tant que respectivement maître d'ouvrage et référent reo tahiti auprès de l'équipe projet Pū Mahara ;
- La DMRA, en tant qu'AMO sur les aspects techniques et juridiques liés au RGPD, notamment ;
- La DFIP et la Paierie pour la création et la gestion du compte bancaire public (DFT) du STI ;
- Des opérateurs économiques du secteur privé (prestataires) pour les aspects techniques (programmation informatique, saisie) ;
- Enfin, des organismes bancaires ou monétiques : banque Socredo, OSB pour les paiements en ligne et la certification de la signature numérique implémentée par le STI.

DMRA

L'ensemble des acteurs publics : ministères, services administratifs dont les services chargés d'une fonction support, établissements publics, sociétés, groupements, mais aussi les partenaires institutionnels polynésiens (APF, CESEC, SPCPf, CGF, CPS, UPF,) et extérieurs au niveau national (DITP, DINUM, ...) ou régionaux (Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, ...).

1.6 Programme 900 06/960 06 : relations extérieures

1.6.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2023 a été marquée au niveau mondial par des catastrophes naturelles en Turquie, en Syrie et au Maroc, le couronnement de Charles III, le nouveau roi du Royaume-Uni et du Commonwealth, l'évolution démographique de l'Inde devenu le pays plus peuplé du monde avec une population estimée à 1,4286 milliard d'habitants, l'enlisement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'adhésion de la Finlande à l'OTAN et la guerre au Proche-Orient, à Gaza, entre Israël et le Hamas.

Après six mois consécutifs de records entre juin et novembre, l'observatoire européen Copernicus a prévenu que l'année 2023 était la plus chaude de l'histoire dans le monde. Ces températures sont accompagnées de sécheresses synonymes de famines, d'incendies dévastateurs ou d'ouragans renforcés. Le Canada a ainsi connu cette année une saison de feux de forêt historiques, avec plus de 18 millions d'hectares brûlés et 200 000 personnes déplacées. Des incendies à Hawaï en août ont quasiment rasé la ville touristique de Lahaina sur Maui. La Grèce a été durement touchée par des incendies pendant l'été dont le plus grand jamais répertorié dans l'Union européenne. Ces phénomènes ont incité la conclusion à la COP28 à Dubaï d'un accord portant sur la sortie progressive des énergies fossiles et la création d'un Fonds pour les pertes et dommages.

À la suite des élections territoriales d'avril 2023 et au changement de gouvernance, la Polynésie française a été représentée en juin à la session plénière du Comité spécial des Vingt-Quatre (C24) et est intervenue à la Quatrième commission de l'Assemblée générale en octobre, en portant la voix du nouveau gouvernement en faveur d'un **dialogue ouvert et constructif avec la Puissance administrante** sur la mise en œuvre et les étapes du **processus d'autodétermination et du processus de décolonisation**, sous l'égide des Nations Unies. Ce dialogue a été initié lors de la Quatrième commission, l'Etat étant présent et prenant la parole sur la « Question de la Polynésie française », mettant ainsi fin à 10 années de « politique de la chaise vide ».

Les travaux sur les objectifs de développement durable (ODD) en Polynésie française ont été repris en vue de la rédaction d'un bilan de suivi pour l'année 2023 et pour l'adossement progressif du budget du Pays sur les ODD.

Des travaux préparatoires ont également été initiés pour l'adhésion de la Polynésie française au Programme des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en tant qu'observateur ou membre associé.

Des travaux préparatoires ont également été initiés pour l'ouverture de représentations de la Polynésie française en Nouvelle-Calédonie, à Fidji et au Canada.

Au plan régional, le Forum des îles du Pacifique (FIP) a réussi à maintenir sa cohésion avec le retour de Kiribati grâce aux accords de Suva adoptés en février 2023 lors d'une retraite spéciale des Dirigeants, engendrant certaines réformes structurelles :

- d'une part, la nomination du prochain Secrétaire général du Forum en la personne de Baron Waqa, ancien président de Nauru, sur la base d'une rotation entre les 3 sous-zones géographiques (Micronésie, Mélanésie et Polynésie) ;
- d'autre part, la fonction de Commissaire à l'Océan Pacifique sera dissociée de celle de Secrétaire général du Forum, et le siège sera à Palau. Enfin, un bureau du secrétariat du Forum sera créé à Kiribati.

Le 29 mars 2023, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la résolution 77/276 présentée par le Vanuatu, demandant à la Cour internationale de justice un avis consultatif sur les obligations des Etats en matière de changement climatique. La soumission des contributions écrites des Etats et organisations régionales, dont le FIP et la CPS, a été repoussée en 2024.

Peu après son élection, le nouveau Président de la Polynésie française a participé au premier sommet « Corée – îles du Pacifique » du 28 mai au 1^{er} juin. La Corée, qui fait partie des Partenaires du Dialogue du Forum, cherchait notamment des soutiens pour sa candidature à l'organisation de l'Exposition universelle de 2030 à Busan. La présence particulièrement marquée du nouveau Président de la Polynésie française sur la scène régionale et internationale depuis son élection a témoigné d'une volonté marquée de mieux faire entendre la voix de la Polynésie française à l'international et renforcer les coopérations internationales.

Le Président de la Polynésie française a également accompagné le Président de la République française durant son déplacement au Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée en juillet, témoignant ainsi de l'importance d'inclure notre Pays dans les discussions des stratégies de l'indo-Pacifique.

Les inquiétudes de la Polynésie française quant au rejet des eaux « traitées » de Fukushima, au Japon, débuté en août, ont été notamment exprimées durant la réunion des ministres des affaires étrangères du Forum.

Le second sommet entre les Etats-Unis d'Amérique et le Forum des îles du Pacifique (FIP), les 25 et 26 septembre 2023 s'est tenu directement à la Maison Blanche, à Washington D.C., témoignant de l'intérêt continu et croissant que suscite la région Pacifique, au confluent de l'indo-Pacifique et des routes de la soie. Le Président de la Polynésie française a pu également rencontrer de nombreuses entreprises américaines, dont **l'entreprise Google**.

La Polynésie française a continué à être un membre très actif dans tous les comités de hauts-fonctionnaires du Forum. Elle a par exemple co-présidé, avec Tuvalu, toutes les réunions du groupe de travail sur le changement climatique et les catastrophes naturelles, afin d'identifier les actions collectives régionales pour le plan de mise en œuvre de la stratégie 2050. Elle a également fait partie du comité de sélection au poste de « *Engagement adviser – International Partnership* », favorisant les candidatures des agents bilingues anglais-français.

La Polynésie française a participé à la première Réunion des femmes dirigeantes du FIP en présentiel à Suva, en septembre. Cette réunion qui fait désormais partie de l'agenda du Forum témoigne de la reconnaissance de l'importance de l'égalité entre hommes et femmes et de l'inclusion sociale.

La Polynésie française a également participé au Talanoa de haut Niveau, Réunion des ministres de l'environnement organisée par le PROE, à Samoa. L'importance de signer et de ratifier le traité sur la diversité biologique marine des zones situées au-delà des juridictions nationales (BBNJ), et de faire avancer les négociations intergouvernementales sur le traité pour lutter contre la pollution par les matières plastiques a été notamment mise en exergue.

La participation de la Polynésie française aux travaux de gouvernance de la communauté du Pacifique (CPS) est également très active. En tant qu'ancienne présidente du Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA), la Polynésie française continue de faire partie de la direction (« troika ») de comités, dont par exemple, avec les Iles Salomon et Samoa, celui en charge de l'évaluation des états de service du Directeur général et du renouvellement de son contrat. Stuart Minchin a été renouvelé. La Polynésie française a été représentée à la 13^{ème} Conférence de la CPS en octobre, à Nouméa, par le ministre de l'agriculture et des ressources marines. Cette conférence se réunit tous les deux ans.

Le 53^{ème} Sommet du Forum des îles du Pacifique aux Iles Cook, du 6 au 10 novembre, a été très chargé. Le **débat sur l'exploitation minière en eau profonde a été ouvert**. Le Président de la Polynésie française a indiqué qu'il n'était favorable qu'à la recherche marine scientifique, et non à l'exploration ayant pour objectif direct et unique l'exploitation des fonds marins, qui doit être repoussée. Le Plan de mise en œuvre 2023-2030 de la Stratégie 2050 a également été adopté, et la nomination de Baron Waqa confirmée. Celui-ci devrait prendre ses fonctions courant mai 2024.

L'intérêt mondial pour la région Pacifique s'y est manifesté par une présence particulièrement importante de nombreux Etats souhaitant devenir Partenaires du Dialogue du Forum, à l'image de l'Arabie Saoudite par exemple. Le Président y a également rencontré le ministre des affaires étrangères de Singapour.

Le Président de la Polynésie française a également présidé la Réunion du Groupe des Dirigeants Polynésiens, instance de dialogue politique entre 9 pays polynésiens.

Enfin, l'avenant n°1 à la convention cadre de partenariat de 2019 en faveur du développement économique, social et culturel entre la Polynésie française et le territoire des îles Wallis et Futuna a également été signé aux îles Cook, le 6 novembre.

En 2023, nos relations avec l'Union européenne ont continué à s'exercer au travers d'un dialogue politique et technique continu dans un contexte marqué pour l'Association de Pays et territoires d'Outremer (OCTA), composée des 13 PTOM associés à l'Union européenne, par une longue phase de régularisation de sa situation vis-à-vis de la législation belge applicable aux associations. Les difficultés financières rencontrées, suite au retrait de la subvention de fonctionnement de la Commission européenne en 2023 ont conduit l'OCTA à repenser sa stratégie en lançant des ateliers de travail, conformément à la demande de la Conférence ministérielle extraordinaire du 30 juin 2023. Les résultats de ces travaux seront soumis à la validation de la Conférence ministérielle de février 2024.

S'agissant de la mise en œuvre du Fonds européen de développement (FED) et du programme du 10^{ème} FED territorial relatif à l'assainissement de Papeete, la phase dite de clôture de 2 ans, entamée depuis avril 2021, a été mise à profit pour lancer l'évaluation finale. Cette dernière, lancée le 28 septembre 2022 s'est achevée en juin 2023 par la validation du rapport final. Il ressort du rapport que les objectifs poursuivis ont été atteints. Toutefois la clôture administrative du programme interviendra définitivement dès que le contentieux lancé par l'entreprise JL Polynésie, qui conteste son décompte final, sera éteint.

Dans le cadre du 11^{ème} FED territorial qui est venu en soutien à l'industrie touristique polynésienne au travers d'un appui budgétaire, l'Union européenne a rempli tous ses engagements financiers pour un montant total de 3,6 milliards F CFP (30,8 millions d'euros). La phase de clôture entamée depuis le 18 février 2022 a été mise à profit pour lancer l'évaluation finale de l'appui budgétaire de l'Union européenne à la stratégie 2015-2020 du tourisme polynésien. Cette dernière a été officiellement lancée en novembre 2023 avec pour objectif de faire (i) une analyse globale et indépendante de la performance de la mise en œuvre de la stratégie depuis son adoption et (ii) un retour sur les principaux enseignements tirés, conclusions et recommandations connexes (notamment les aspects de pilotage de la stratégie) afin d'améliorer le ou les programmes d'appui budgétaire actuels et futurs. Une mission de terrain est prévue en janvier 2024 et la production du rapport final attendue en février 2024.

S'agissant du nouvel instrument de coopération territoriale, l'Union européenne et la Polynésie française ont signé le 27 février 2023 la convention de financement du « Programme européen d'appui à la gestion durable de l'eau en Polynésie française » permettant ainsi à la Polynésie française de bénéficier d'un appui budgétaire d'un montant total de 3,7 milliards de F CFP (31,1 millions d'euros). La période d'exécution de ladite convention est de 84 mois (7 ans) et prendra fin le 27 février 2030. La durée de la période de mise en œuvre est fixée à

60 mois (5 ans) et celle de la phase de clôture à 24 mois (2 ans). En août 2023 se sont tenus les COPILs de la politique de l'eau (PdE) et de la réforme de la gestion des finances publiques (RGFP) qui ont validé les progrès réalisés en 2022 et 2023. Au vu des progrès engrangés, la Polynésie française a ainsi pu obtenir le décaissement de la 1^{ère} tranche de la convention de financement, soit un montant de 716 millions F CFP.

Dans le cadre de la mise en œuvre du 11^{ème} FED régional et du Projet régional océanien des territoires pour la Gestion durable des écosystèmes (PROTEGE), le 6^{ème} COPIL s'est tenu le 16 mai 2023, pour la première fois depuis le lancement du programme en juillet 2019, à Wallis et Futuna. A ainsi été présenté l'avancement des activités et les perspectives à 15 mois de la fin opérationnelle du programme fixée au 30 septembre 2024. Le prochain et dernier COPIL se tiendra à Nouméa en juillet 2024. A noter la tenue de deux ateliers régionaux de capitalisation en Polynésie française :

- L'atelier ATERCAP sur l'aquaculture insulaire tropicale, du 06 au 10 mars 2023 ;
- L'atelier sur la durabilité ses systèmes alimentaires dans le Pacifique, du 02 au 06 octobre 2023.

S'agissant du 11^{ème} FED Thématique qui concerne 25 PTOM (actuels et anciens de l'UE), l'objectif central de ce programme est de leur fournir un appui technique adapté dans les domaines de 1) la résilience au changement climatique et 2) la transition vers une énergie à faible émission de carbone. Deux modalités de mise en œuvre sont proposées, à savoir la Facilité GO et les communautés GO. Pour sa facilité GO la Polynésie française a orienté l'enveloppe de 31 millions F CFP qui lui a été allouée sur un projet de projection à 30 ans du recul du trait de côte sur 4 atolls ciblés des Tuamotu. Portée par le MSF et la DCA, la mise en œuvre est prévue en 2024. L'objectif est d'adapter les stratégies d'aménagements côtiers au recul du trait de côte en intégrant d'une part les aménagements existants (et leurs conséquences, positives ou négatives) et d'autre part les impacts du changement climatique (élévation du niveau marin mais aussi évènements cycloniques majeurs).

Le programme intrarégional de la nouvelle décision d'association outre-mer (DAO) du 5 octobre 2021 prévoit une dotation régionale allouée au financement des stratégies et des priorités de la coopération intrarégionale, d'une enveloppe totale de 1,7 milliard F CFP, soit 15 millions €, à partager de manière égalitaire entre les 13 Pays et Territoires d'Outre-mer associés de l'Union européenne.

De fait, cette dotation de 137 millions F CFP, soit 1,1 million € représente une belle opportunité pour promouvoir l'intégration de la Polynésie française dans le Pacifique via des projets de coopération avec des Etats ou territoires voisins ACP ou non ACP tels que la Nouvelle-Zélande, l'Australie, Fidji. Les modalités de mise en œuvre au regard de la stratégie Gateway de l'Union européenne restent à définir.

Ce bilan témoigne de la continuité de nombreuses actions avec l'Union européenne, d'un renforcement de l'intégration régionale à travers la coopération multilatérale et bilatérale, et d'un changement des relations sur la scène onusienne dans le cadre du Dialogue avec la puissance administrante.

1.6.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Promouvoir l'intégration, la capacité d'influence et le statut d'autonomie de la Polynésie française dans le bassin Pacifique, l'Asie-Pacifique, auprès de l'Union européenne et de l'ONU par des relations renforcées et coordonnées

Objectif n° 1 : Promouvoir l'intégration, la capacité d'influence et le statut d'autonomie de la Polynésie française dans le bassin Pacifique, l'Asie-Pacifique, auprès de l'Union européenne et de l'ONU par des relations renforcées et coordonnées								
La Polynésie française est présente dans le bassin Pacifique et à l'ONU. Les relations de la Polynésie française avec l'Union européenne et les Pays et territoires d'outre-mer associés sont développées et coordonnées.								
Indicateur 1.1 - Nombre de missions de représentation au sein des organisations internationales et régionales, auprès d'Etats et Territoires du bassin Pacifique et auprès de l'Union européenne.								
Nb	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.2 - Nombre de correspondances diplomatiques	Nb	19	20	40	40	40	–	–
Indicateur 1.3 - Nombre des sommets ou réunions de haut-niveau dans lesquelles participe le Président de la Polynésie française	Nb	10	13	4	13	17	18	23
Sources des données : <i>Données statistiques de la DAIE et rapport d'activité du service</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - nombre d'ordres de mission</i> <i>Indicateur 1.2 - numéro de courrier sur mata'ara</i> <i>Indicateur 1.3 - communiqué de presse de la Présidence</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La reprise progressive des rotations aériennes a permis de se rapprocher de l'objectif en reprenant les missions, et les déplacements du Président ou de ses représentants aux réunions de haut niveau hors Polynésie.

Concernant les missions de la DAIEP, outre les 32 missions hors Polynésie, il y a eu 5 missions en Polynésie.

Le Président de la Polynésie française a participé à 6 réunions de haut niveau en personne, et s'est fait représenter 11 fois.

L'objectif atteint de correspondances diplomatiques écrites illustre aussi le dynamisme des échanges.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'indicateur 1.1 a été scindé en juin 2023 entre le nouvel objectif 1 renommé « Renforcer l'engagement de la Polynésie française sur la scène régionale et internationale au plus haut niveau, pour son développement économique et social », relevant des affaires internationales et du Pacifique incluant également les missions nécessaires à l'instruction de l'ouverture de Représentations de la Polynésie française dans le monde et d'adhésions à des organisations internationales, et l' objectif 3 renommé « Améliorer l'accès aux financements de l'Union européenne (UE) contribuant au développement socio-économique de la Polynésie française en collaboration avec l'Union Européenne et les partenaires de mise en œuvre de la coopération UE-PTOM » relevant des affaires européennes incluant les missions du correspondant européen redéployé à Paris, du PAP 2024. D'où le nombre plus important de missions visé à partir de 2024.

Le nombre de missions reste cependant un indicateur quantitatif. Il faudrait lui substituer ou lui ajouter un indicateur qualitatif permettant de juger de la qualité des missions.

L'indicateur 1.2, dont l'objectif a été atteint, n'a pas été repris dans le PAP 2024.

L'indicateur 1.3 a été scindé en juin 2023 entre les nouveaux objectifs 1 et 3 du PAP 2024, incluant les événements de haut niveau où le Président est représenté et les événements de haut niveau organisés en Polynésie française. D'où le nombre plus important de participations visé à partir de 2024.

Objectif n°2 : Conseiller les autorités de la Polynésie française par une veille permanente au niveau international et européen, et améliorer notre connectivité avec l'étranger par la mise en œuvre de projets de coopération et la promotion des échanges entre personnes

Objectif n° 2 : Conseiller les autorités de la Polynésie française par une veille permanente au niveau international et européen, et améliorer notre connectivité avec l'étranger par la mise en œuvre de projets de coopération et par la promotion des échanges entre personnes								
Veille permanente de l'actualité et des initiatives régionales Pacifique et de l'Union européenne pouvant intéresser la Polynésie française, notamment en matière de protection, bonne gestion et résilience de ressources naturelles migratoires et endémiques, du changement climatique et d'autonomie énergétique.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 2.1- Nombre d'accords ou conventions internationales de coopération bilatérale OU multilatérale signées	Nb	4	0	2	2	2	10	20
Indicateur 2.2- Nombre des projets et actions de coopération en cours de mise en œuvre	Nb	20	31	25	25	38	31	40

Sources des données :

Données statistiques de la DAIE et rapport d'activité du service

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - convention ou accords enregistrée par le BC

Indicateur 2.2. - projets et actions repérées dans les rapports de mise en œuvre

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les objectifs ont été atteints.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A partir de 2024, l'objectif inclut les signatures d'un accord-cadre avec la Nouvelle-Calédonie et de conventions d'application avec Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie.

Le calcul des projets et actions de coopération doit être affiné afin de se limiter aux actions uniquement.

Objectif n°3 : Contribuer au développement socio-économique de la Polynésie française avec le soutien de l'Union européenne et en collaboration avec les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM)

Objectif n°3 - Contribuer au développement socio-économique de la Polynésie française avec le soutien de l'Union européenne et en collaboration avec les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM)								
Organiser et/ou coordonner la préparation, la mise en œuvre et le suivi des programmes européens auxquels la Polynésie française participe (obligation contractuelle).								
Assurer la visibilité du partenariat UE-PF (obligation contractuelle).								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de financement de programmes / activités sollicités auprès de la Commission européenne	%	100%	100%	90%	100%	83%	100%	100%
Indicateur 3.2 - Rapport Annuel d'Exécution (RAE) validé en comité de suivi PF-Etat-UE avant le mois d'octobre	O/N	OUI	NON	OUI	OUI	NON	OUI	OUI
Indicateur 3.3 - Nombre de newsletters publiées	Nb	2	0	2	2	0	-	-
<u>Sources des données :</u> <i>Données statistiques de la DAIE, rapport d'activité du service et RAE</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 3.1 - ratio du nombre de demandes de financement de programmes / activités sur le nombre de financements accordés par la Commission européenne.</i> <i>Indicateur 3.2 - date de la réunion du comité de suivi PF-Etat-UE à Papeete</i> <i>Indicateur 3.3 - publications sur le site internet de la daie</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour le taux de financement, 3 contrats de service ont été soumis le 31 décembre 2023, expliquant le taux de financement à 100% n'a pas été atteint.

Malgré la volonté de rédiger un rapport annuel d'exécution, qui n'est plus obligatoire, et de reprendre les newsletters européennes et internationales (objectifs de développement durable), la DAIEP a fait face à de nombreux mouvements de personnel (départs en cabinets ministériels et de nombreux recrutements temporaires qui n'ont pas tous aboutis) rendant ces rédactions difficiles.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Combler le manque en ressources humaines au sein du BAE-DAIEP est nécessaire pour maintenir un taux de financement proche de 100% et rédiger les prochains RAE.

L'indicateur 3.3 ne sera pas repris dans le PAP 2024 car outre les problèmes de charge importante de travail pour une équipe réduite, le site internet de la DAIE est bloqué depuis fin 2023. D'autres formes de communication seront privilégiées, dont l'organisation d'ateliers de rencontres.

1.6.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
900/960 06 - RELATIONS EXTERIEURES	58 228 411	0	58 228 411
Contributions aux organisations régionales et européennes (OCTA)	41 587 400		41 587 400
Déplacements à l'étranger	11 253 211		11 253 211
Organisation des évènements régionaux et internationaux à Papeete	518 721		518 721
Veille, conseil et mise en œuvre des projets de coopération (fonctionnement de la structure)	4 869 079		4 869 079
Actions de communication à déployer sur le partenariat entre la Polynésie française et l'Union européenne	0		0

1.7 Programme 900 07/960 07 : gouvernement-personnels de cabinet

Les rémunérations versées aux collaborateurs de cabinets ministériels (Programme 960 07) :

La loi organique statutaire (LOS) encadre le dispositif des emplois dits « de cabinet » par un mécanisme à double entrée comprenant :

- La fixation d'un nombre maximum de collaborateurs à 150 (cf. délibération n°2012-9 APF du 29 mars 2012) ;
- Et la fixation d'une limite, en pourcentage, de crédits budgétaires pour ces emplois à hauteur de 3% du programme 962 02, depuis 2014 (cf. article 86 de la LOS).

La délibération n°2009-78 APF du 29 octobre 2009 et l'arrêté n°2156 CM du 23 novembre 2009 modifié viennent quant à eux fixer le régime applicable à ces collaborateurs.

Evolution des dépenses de cabinet (Programme 96007)
par rapport aux dépenses du personnel administratif (Programme 96202)

PROGRAMME	ETAPE (*)	2021	2022	2023
96007	BP	908 201 000	957 067 000	977 067 000
	CA	787 656 482	830 494 298	816 259 934
96202	BP	30 273 379 908	31 902 217 967	32 729 090 046
	CA	31 285 350 873	31 911 657 664	33 075 980 409
% 96007 / 96202	BP	3,00%	3,00%	2,99%
	CA	2,52%	2,60%	2,47%
Taux réglementaire		3,00%	3,00%	3,00%

(*) sources : budgets primitifs et comptes administratifs votés APF

L'effectif des cabinets ministériels est en baisse (-10) par rapport à 2022 pour atteindre 41 collaborateurs au 31 décembre 2023, hors personnel du service des moyens généraux mis en service.

Le montant des rémunérations versées pour l'exercice 2023 enregistre également une baisse de -14,234 millions F CFP par rapport aux dépenses mandatées en 2022 et s'élève à 816,260 millions F CFP.

1.8 Programme 900 08/960 08 : communication

1.8.1 Bilan des orientations stratégiques

La stratégie établie en 2023 était de rendre l'information institutionnelle accessible à tous. Les élections territoriales passées, une visibilité accrue de l'action gouvernementale au moyen notamment de vidéos sur les réseaux sociaux a rendue l'exercice possible. Une proximité qui a eu pour résultat de lutter contre la désinformation et les fake news et permis une communication institutionnelle adaptée.

1.8.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Améliorer la visibilité de l'action du Président et du gouvernement sur les réseaux sociaux

Objectif n° 1 - améliorer la visibilité sur les réseaux sociaux								
Être présent sur les principaux réseaux sociaux								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 - Présence sur les réseaux sociaux	O/N	O	O	O	O	O	O	O
indicateur 1.1.1 - Présence sur Facebook	O/N	O	O	O	O	O	O	O
indicateur 1.1.2 - Présence sur Instagram	O/N	O	O	O	O	O	O	O
indicateur 1.1.3 - Présence sur Twitter	O/N	O	O	O	O	O	O	O
indicateur 1.1.4 - Présence sur Youtube	O/N	N	N	O	O	O	O	O
indicateur 1.1.5 - Présence sur LinkedIn	O/N	N	N	O	O	O	O	O
Indicateur 1.1 - Statistiques	Nb	12 031	15 000	30 000	20 466	27 546	34 230	35 000
indicateur 1.1.1 - Nombre d'abonnés sur Facebook	Nb	11 395	15 000	30 000	18 304	24 219	30 000	35 000
indicateur 1.1.2 - Nombre d'abonnés sur Instagram	Nb	456			1 810	1 999	2 500	3 500
indicateur 1.1.3 - Nombre d'abonnés sur Twitter	Nb	180			14	129	300	350
indicateur 1.1.4 - Nombre d'abonnés sur Youtube	Nb				328	428	530	600
indicateur 1.1.5 - Nombre d'abonnés sur LinkedIn	Nb				10	771	900	1 300
Sources des données :								
bilan d'activité du service de la communication								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir de la présence effective sur les réseaux sociaux								
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'abonnés aux différents réseaux sociaux identifiés et utilisés par la présidence - Tik Tok cible jeunes nécessite une approche spécifique								
Autres commentaires :								
En 2023, la fréquentation accrue du site tient compte de la progression moyenne entre 2020 et 2021, 2021 et 2022 avec une marge supplémentaire liée au fait que 2023 a été une année électorale.								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les réseaux sociaux sont devenus une composante essentielle de la communication et conditionnent une part importante de la visibilité donnée aux actions du Président et du gouvernement. Le recrutement d'un Community manager a permis de répondre à cet objectif.

Objectif n°2 : Refondre et moderniser le site internet de la présidence pour en améliorer la navigation et la lisibilité

Objectif n° 2 - Refondre et moderniser le site internet de la présidence									
Améliorer la navigation, la lisibilité, le référencement et l'attractivité du site									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 2.1 - consultation du site, nombre de sessions ouvertes	Nb	294 000	311 000	400 000	320 000	330 000	450 000		
Sources des données : <i>rapport d'activité du service de la communication & statistiques GA</i>									
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir des statistiques de fréquentation du site internet de la présidence (données issues du référencement Google Analytics)</i>									
Autres commentaires : <i>Les chiffres de 2023 sont une estimation calculée par le Service Communication suite à une défaillance de la plateforme Google ANALYTICS au 1er juillet 2023 qui a cessé de fonctionner. Nous avons à présent migré sur la nouvelle plateforme Google ANALYTICS 4, aidé par le service informatique, les prochaines données seront disponibles.</i>									

- *Commentaire et analyse des résultats*

Une convention de prestation pour la création d'un site et d'une application mobile porte d'accès au site internet de la présidence avait été établie avant le changement de gouvernement. A la prise de fonction du nouveau gouvernement, cette convention a été annulée en raison de son coût (cf. convention n°3616/PR/OM du 04 mai 2023 d'un montant de 4 469 370 TTC).

Objectif n°3 : Créer une application mobile

Objectif n° 3 - créer une application mobile donnant accès au site internet									
Créer une application porte d'entrée du site internet (donnant accès via le mobile et les tablettes aux actualités mises en ligne,et à toutes les offres de service en ligne.)									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 3.1 - fréquentation du site	Nb	néant	en projet	Non abouti	Non abouti	Non abouti	en projet	NR*	
Indicateur 3.2 - nombre de téléchargement de l'application	Nb	néant	en projet	Non réalisé	Non réalisé	Non réalisé	en projet	NR*	
Sources des données : <i>non encore disponibles : Google Analytics + Appstore + Google Play</i>									
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 3.1- indicateur calculé à partir des statistiques de fréquentation du site fournis par Google Analytics lorsque l'application sera opérationnelle</i>									
<i>Indicateur 3.2- indicateur calculé à partir des données fournies par les opérateurs de téléchargement Appstore + Google Play</i>									
Autres commentaires : <i>La consultation en vue de créer l'application sera lancée fin 2024, lorsque la nouvelle architecture du site internet sera achevée et validée.</i>									

- *Commentaire et analyse des résultats*

La création d'une application sensée indiquer la mise en ligne sur le site et les réseaux sociaux de la présidence (Facebook, Instagrame, Twitter, LinkedIn) d'informations, de notifications, de newsletter, de vidéos, de parution Lexpol, discours et événements n'a pas pu être réalisée.

Objectif n°4 : Optimiser les relations avec les médias par un traitement plus rapide de leurs demandes

Objectif n° 4 - Améliorer la présence dans les médias									
De manière générale améliorer le traitement qualitatif de l'information servie aux médias, et améliorer la relation avec les médias en facilitant leur travail et leurs demandes.									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 4.1 - nombre de communiqués et de conférence de presse	Nbre	1375	NC*	NC*		889	900		
Indicateur 4.2 - taux de reprise dans les médias	%	NC*	en cours	opérationnel		–			
Sources des données : <i>statistiques du service de la communication</i>									
<i>* NC : Non encore Connues</i>									
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 4.1 - indicateur calculé à partir des statistiques du service de la communication sur le nombre de communiqués et de conférence de presse servies aux médias</i>									
<i>Indicateur 4.2 - indicateur calculé à partir du recensement effectué par le service de la communication sur le taux de reprise dans les médias (articles, reportages TV, reportages radio, invitations en plateau TV et</i>									
<i>Autres commentaires :</i> <i>Les statistiques sur le taux de reprises des médias sont en cours de collecte. Les données ne seront connues que pour 2024</i>									

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le Service de la communication a réorienté sa stratégie en privilégiant les publications sur les réseaux sociaux tout en maintenant la qualité de ses relations avec les médias. Par ailleurs, le traitement rapide des demandes de la presse écrite, Tv et radio demeure une priorité.

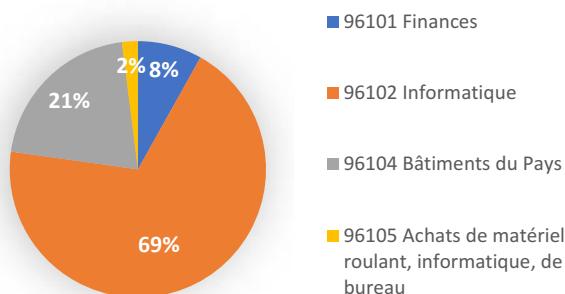
1.8.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
900/960 08 - COMMUNICATION	11 023 051	0	11 023 051
<i>Fonctionnement du service</i>	2 465 853		2 465 853
<i>Prestation pour un interprète des signes et relations publiques et autres</i>	2 053 615		2 053 615
<i>Déplacements en Polynésie relatifs à l'agenda du Président et du gouvernement</i>	814 457		814 457
<i>Mission à Suva pour le Forum</i>	305 400		305 400
<i>Prestation pour la traduction en "Reo tahiti" des communiqués en Conseil des ministres</i>	3 906 806		3 906 806
<i>Prolongation de la convention pour la réalisation de la Newsletter mensuelle</i>	1 476 920		1 476 920

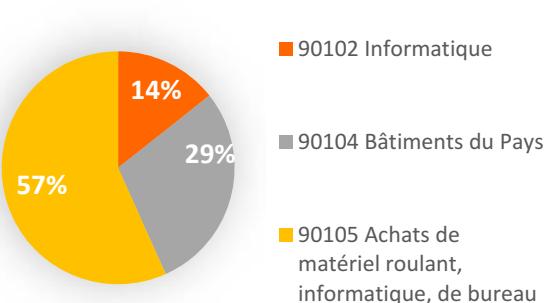
2. MISSION 901/961 : MOYENS INTERNES

 <p>4,84 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>1,3 Md F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>3,54 Mds F CFP Budget d'investissement mandatées</p>
 <p>1,8 Md F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 5,9 % sur la masse globale)</p>		 <p>123,3 M F CFP Mandatés au titre du matériel de transport – tous services</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



 <p>1,2 Mds F CFP Mandatées pour le programme bâtiments du Pays</p>	 <p>160,8 M F CFP Mandatées pour l'entretien des équipements informatiques</p>	 <p>174,3 M F CFP Mandatées pour les redevances informatiques (brevets, licences)</p>
---	--	---

2.1 Revue de la politique générale de la mission

La réforme de la gestion des finances publiques

Engagé pour la période 2018-2027, le plan stratégique de réforme du système de la gestion des finances publiques de la Polynésie française (RGFP) regroupe et structure l'ensemble des actions concourant à moderniser et fiabiliser les finances publiques en Polynésie française.

L'année 2023 a été consacrée à la poursuite de la mise en œuvre du plan d'action n°2 de la réforme (2021-2024), mais aussi et surtout à sa réévaluation, à la lumière notamment de l'évaluation du système de gestion des finances publiques de la Polynésie française, réalisée selon la méthodologie internationale PEFA (Public expenditure & financial accountability) en 2022.

- ✿ Au titre du système d'information (DSI) :

Les actions de la direction du système d'information (DSI) s'inscrivent dans les orientations de la **stratégie triennale 2022-2024**. L'année 2023 est une année de lancement des actions qui ont été préparées en 2022.

2.2 Programme 901 01/961 01 : finances

2.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Révision à mi-parcours du plan d'actions n° 2 de la RGFP (2021-2024)

Le « Plan d'actions n°2 de la RGFP révisé et prolongé d'une année (2021-2025) », approuvé par le conseil des ministres le 13 septembre 2023 comporte désormais 106 fiches-actions.

L'état d'avancement au 31 décembre 2023 des fiches actions du PA 2 révisé fait apparaître un taux global de réalisation de 38%, comme suit :

N°	Thématische	% avancement	Nb FA
GT1	Mise en oeuvre des actions "Implémentation de la PBT"	23%	11
GT2	Mise en oeuvre des actions "Code des Finances Publiques"	45%	18
GT3	Mise en oeuvre des actions "Politique achat"	45%	16
GT4	Mise en oeuvre des actions "Patrimoine"	20%	8
GT5	Mise en oeuvre des actions "Satellites"	8%	5
GT6	Mise en oeuvre des actions "SI financier"	35%	13
GT7	Mise en oeuvre des actions "Mobilisation des ressources budgétaires"	30%	11
GT8	Mise en oeuvre des actions "Audits et contrôles internes"	35%	5
GT9	Mise en oeuvre des actions "Contrôle externe"	85%	2
GT10	Mise en oeuvre des actions "Exécution budgétaire"	41%	9
GT11	Mise en oeuvre des actions "Diffusion statistiques budget"	20%	1
GT12	Mise en oeuvre des actions "Régulation budgétaire"	69%	6
GT13	Mise en oeuvre des actions "Trésorerie"	100%	1
Toutes thématiques confondues		38%	106

2.2.2 Bilan des réformes

Plan de transformation du système d'informations financier (SI financier)

Le plan stratégique de réforme du système de gestion des finances publiques du Pays (RGFP) consacre un volet important au développement de notre système d'information (SI) financier, d'un bout à l'autre de la chaîne comptable, tant sur le plan des recettes que sur celui des dépenses.

Au-delà des adaptations fonctionnelles inhérentes aux évolutions réglementaires programmées par la RGFP, les objectifs intrinsèquement visés concernent la digitalisation, l'interopérabilité et le pilotage par la data.

Le plan d'actions n°2 de la RGFP comprend ainsi un certain nombre de mesures et de projets visant :

- D'une part, à poursuivre le développement des applicatifs métiers des services d'assiette, à moderniser les logiciels budgétaires et comptables existants ainsi qu'à mettre en œuvre de nouvelles applications ou extensions dans les domaines de la commande publique (portail achat), de la performance des politiques publiques (PAP/RAP) ou encore de la programmation budgétaire triennale (PBT) ;
- Et d'autre part, à réaliser l'urbanisation de l'ensemble du système, en l'équipant d'une solution décisionnelle transverse appropriée ainsi que des outils afférents à la dématérialisation, à la gestion et à la signature électronique des documents ainsi qu'au partage des référentiels.

En outre, le Pays ayant décidé d'adopter la solution comptable (SIICLOM) que la direction générale des finances publiques (Etat) a prévu de réaliser et de mettre progressivement (à partir du 1er janvier 2025) à disposition des postes comptables des trois collectivités outre-mer du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Wallis & Futuna et Polynésie française), une évolution idoine de son système d'information « ordonnateur-comptable » actuel (application PolyGF) doit être mise en œuvre.

L'ensemble de ces projets constitue le plan de transformation/digitalisation du SI financier du Pays, dont l'étude de cadrage « haut-niveau » pour la période 2023-2025 a été approuvée par son comité de pilotage (COPIL SI Financier) le 17 février 2023.

Ainsi, le plan de transformation / digitalisation SI financier de la Polynésie française concerne les applicatifs existants suivants :

- FENIX, direction des douanes, prestataire ATOS : dédouanement des marchandises ;
- Suite Finance RCH (ATEA, MIRIA, RECETTE, QUITTANCIER, OODOO), recette conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières : gestion des recettes fiscales et non fiscales concernées ;
- PAREO (FISC & RAR et ses applications connexes : OINI, Mes impôts), direction des impôts et des contributions : gestion des impôts et des droits et taxes de la recette des impôts ;
- SEDIT MARIANNE (-> SEDIT WEB2), direction générale des ressources humaines : SI RH ;
- SBUD, direction du budget et des finances : préparation et suivi du budget ;
- POLYGF, direction du budget et des finances et paierie : gestion de la comptabilité publique (ordonnateur-payeur), ainsi que la gestion comptable et physique du patrimoine.

Il présente également trois chantiers transverses menés par la direction des systèmes d'information (DSI) du Pays :

- Dématérialisation ;
- Interopérabilité ;
- Outil décisionnel et référentiel(s) partagé(s) ;
- Il comporte enfin nouveaux applicatifs :
 - o SI Achat / solution de gestion des marchés publics (aide à la rédaction, passation, exécution, paiement) par la direction de la commande publique ;
 - o Projet SIICLOM susvisé, nouveau SI comptable devant remplacer, à terme, le module payeur de Poly GF.

Le code des finances publiques

Plusieurs chantiers réglementaires afférents au code des finances publiques ont été lancés.

- Le projet de délibération comptable : ce projet ambitieux (200 articles) refond entièrement la partie comptable de la délibération n° 95-205 qui sera à terme totalement abrogée.
- Projet de loi du pays sur la responsabilité des comptables publics : l'année 2023, dans la continuité de l'avis du Conseil d'Etat du 23 novembre 2022 reconnaissant la compétence normative du Pays en matière de responsabilité financière des gestionnaires publics, a été consacrée à l'identification de l'ensemble des réformes à mener à court et moyen terme.
- Projet de loi du pays relatif à la prescription des créances et des dettes de la Polynésie française
- Projet de loi du pays sur le dépôt et le placement des fonds libres : un projet de loi du pays a été préparé en 2023 afin de mettre œuvre la compétence de la Polynésie pour placer les « fonds libres » en valeurs d'Etat ou en valeurs garanties par l'Etat. Ce projet qui initialement s'inspire du cadre légal prévu pour les collectivités locales devrait évoluer en 2024 afin de permettre au Pays de gérer de manière active sa trésorerie. Des réflexions sont en cours avec les autorités nationales et un avis au Conseil d'Etat devra intervenir afin de clarifier la compétence de la Polynésie pour déroger à la gratuité

- des fonds déposés au Trésor (aux fins de placement sur des comptes à terme ou des comptes rémunérés ouvert auprès du Trésor ou de banques) ;
- Projet de loi du pays sur les outils de recouvrement des créances publiques.

La fiabilisation comptable du patrimoine

Plusieurs chantiers ont été initiés pour tenter de fiabiliser comptablement le patrimoine du Pays.

- Le chantier afférent au toilettage dans l'inventaire comptable des biens mobiliers : le toilettage a abouti à la sortie comptable de biens mobiliers immobilisés amortis en intégralité pour certains depuis plus de 15 ans pour un montant total de 3,8 milliards F CFP. Ce travail a concerné le matériel informatique et les immobilisations égales ou inférieures à 180 000 F CFP. Au total, ce sont 9 502 accessoires qui ont été sortis comptablement. Les autres catégories sont en cours de traitement et le chantier devrait s'échelonner sur plusieurs exercices ;
- Les recensements des immeubles démolis : ce chantier relatif aux immeubles démolis a été lancé en 2022. Il vise à identifier les immeubles détruits afin de conforter les données comptables y afférentes, de passer les écritures comptables de sortie définitive de ces immeubles du patrimoine comptable, ce qui conduira à ajuster l'état de l'actif tenu par le payeur ;
- La fiabilisation des données relatives aux frais d'études imputés en section d'investissement : ce chantier vise à assurer la passation des écritures de transport de l'article 203 au compte d'immobilisation définitif dès lors que les études auraient donné lieu à la réalisation d'une immobilisation ;
- Les démarches en vue de fiabiliser le compte 24 - Immobilisations affectées, concédées, affermées ou mises à disposition au profit d'entités publiques tierces.

2.2.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan du budget et des finances (DBF)

Objectif n°1 - Mettre en place des dispositifs permettant de traduire dans le budget les priorités de politiques publiques à moyen terme, réalistes et sincères

Objectif n°1 - Mettre en place des dispositifs permettant de traduire dans le budget les priorités de politiques publiques à moyen terme, réalistes et sincères								
Mise en œuvre du plan d'actions n°2 relatif au plan stratégique de réforme du système de gestion des finances publiques de la PF maîtrisé par la DBF								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux d'avancement global des actions réalisées au PA n°2	%	9%	19%	65%	40%	38%	70%	95%
Indicateur 1.2 - Taux d'avancement des actions réalisées au PA n°2 de la DBF	%	10%	20%	63%	40%	52%	70%	92%
Sous-Indicateur 1.2.1 - Mise en œuvre des actions relative à la l'implémentation de la PBT (Taux d'avancement)	%	3%	9%	65%	30%	23%	60%	95%
Sous-Indicateur 1.2.2 - Mise en œuvre des actions "code des finances publiques" (Taux d'avancement)	%	10%	21%	85%	65%	45%	85%	95%
Sous-Indicateur 1.2.3 - Mise en œuvre des actions relative à la gestion du patrimoine réalisées (Taux d'avancement)	%	8%	22%	45%	45%	20%	65%	85%
Sous-Indicateur 1.2.4 - Mise en œuvre des actions relative aux SI financiers réalisées	%	20%	22%	65%	35%	35%	60%	85%
Sous-Indicateur 1.2.5 - Mise en œuvre des autres actions PA2	%	9%	19%	55%	40%	63%	70%	98%
<i>Sources des données : DBF</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs :</i>								
<i>Indicateur 1.1/1.2 et ses sous-indicateurs - Taux d'avancement des actions</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Le bilan du plan d'actions n°2 de la RGFP sur lequel sont assis les différents indicateurs, a conclu à la nécessité de le réviser pour permet l'atteinte des objectifs fixés.

Les propositions formulées ont visé au global, au titre des 99 fiches actions ou sous-actions prévues initialement au PA2 (2021-2024) :

- La suppression de 12 fiches-actions, soit considérées comme non pertinentes ou obsolètes, voire non réalisables, soit à repousser dans le cadre du prochain plan d'actions (PA3) ;
- La modification de 16 fiches-actions, afin d'ajuster leur contenu, voire leur libellé ou de préciser les objectifs et les résultats à atteindre ;

- Et l'ajout de 19 nouvelles fiches-actions, certaines pour mieux satisfaire les objectifs globaux poursuivis, d'autres résultant de la scission nécessaire de fiches-actions existantes (celles-ci présentant des objectifs et des résultats à dissocier).

Il a également été proposé de prolonger d'un an la durée du PA2, compte tenu des retards enregistrés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ces propositions ont été présentées au COTECH de la RGFP le 11 juillet 2023, puis validées par le COPIL de la RGFP le 23 août 2023. Le présent « Plan d'actions n°2 de la RGFP révisé (2021-2025) », approuvé par le Conseil des ministres le 13 septembre 2023, comporte ainsi 106 fiches-actions.

Objectif n°2 - Mettre en place des indicateurs de suivi de la performance financière au sein de la DBF

Objectif n°2 - Mettre en place des indicateurs de suivi de la performance financière au sein de la DBF								
Identifier des indicateurs de performance ou de suivi de l'activité de la DBF et analyser les éventuels écarts/différences par rapport à aux situations précédentes ou un référentiel								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Indice de mesure de la qualité des comptes locaux (IQCL)	Indice	87%	93%	> 80%	93,00%	***	94,00%	> 95%
Indicateur 2.2 - Délai de mandatement (à réception pièces dépenses par DBF)	Nb de jours	entre 3 et 7	5	< 10 jours	<14 jours	6,5 jours	<10 jours	< 10 jours
Indicateur 2.3 - Part de l'annuité de la dette sur les recettes réelles de fonctionnement	Taux	9,07%	11,64%	< 13 %	10,09%	8,87%	<13%	< 13%
Sources des données :								
<i>DBF</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - Indicateur calculé à partir des éléments transmis par la Paierie.</i>								
<i>Indicateur 1.2 - Indicateur calculé à partir des éléments extraits de PolyGF.</i>								
<i>Indicateur 1.3 - Indicateur calculé à partir du suivi de la dette effectuée par la DBF.</i>								
Autres commentaires :								
<i>L'indice de mesure de la qualité des comptes locaux (IQCL) 2023 n'a pas encore été communiqué par la paierie.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'indice de mesure de la qualité des comptes, désormais Indicateur de pilotage comptable (IPC) calculé par la paierie n'a pas encore été remis à la Polynésie française. Il est fourni en général en milieu d'année. Il ne devrait pas diminuer par rapport à 2023.

S'agissant du délai de mandatement qui est décompté à compter de la réception des dossiers par la DBF, il est nettement en dessous du délai de 14 jours tel que révisé à juin 2023 puisqu'il est de 6,5 jours. Il est cependant supérieur à 2022 qui était alors à 5 jours. L'augmentation de ce délai est principalement dû aux difficultés rencontrées sur le traitement financier des marchés publics par les services liquidateurs.

Enfin, concernant l'indicateur 2.3 qui est le ratio annuité de la dette/recettes réelles de fonctionnement, il redescend en 2023 au niveau de 2021 après avoir augmenté en 2022, suite au remboursement in fine de 4,8 milliards F CFP de l'emprunt obligataire contracté en 2014.

	2 021	2 022	2 023
Rembst du Capital	11 740 144 731	14 866 810 119	11 416 577 642
Intérêt	2 748 500 896	3 125 485 735	3 388 056 669
Annuité (A)	14 488 645 627	17 992 295 854	14 804 634 311

Recettes réelles FCT (B)	159 784 213 705	154 609 554 529	166 975 454 767
Ratio (A)/(B)	9,07%	11,64%	8,87%

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Un accompagnement renforcé des comptables des services administratifs sur le traitement des marchés publics sera mené en 2024.

Bilan du contrôle des dépenses engagées (CDE)

Objectif n°1 : Simplification des procédures de contrôle de l'engagement des dépenses

Objectif n°1 - Simplification des procédures de contrôle de l'engagement des dépenses								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de kits d'auto-contrôle réalisés et déployés	Nb	8	30	12	12	6	12	12
Indicateur 1.2 - Dématérialisation du cachet réglementaire du CDE pour le recrutement des agents non titulaires	%		10%	50%	50%	90%	100%	100%
Sources des données : CDE Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - comptabilisation annuelle des kits d'auto-contrôle réalisés et déployés sur une plateforme</i> <i>Indicateur 1.2 - taux de réalisation du projet</i> Autres commentaires : <i>Il n'y a pas d'historique car il s'agit d'un plan d'actions démarré en 2021</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2023 a été marquée par le projet de dématérialisation du cachet réglementaire du CDE, démarré l'année précédente.

Ce projet a finalement été mené en deux volets :

- Le premier a concerné la dématérialisation du visa CDE dans un outil dédié à la gestion des « workflow » (ELISE). Cet outil a fait l'objet d'une phase de test incluant la DSI et la Direction de la santé, en leur qualité de services dépensiers, le CDE et la DBF. Le test a concerné l'élaboration et l'exécution financière d'un bon de commande (hors paiement). Il a fait l'objet d'une évaluation en septembre 2023, le CDE ayant indiqué, pour ce qui le concerne, que l'outil n'était pas satisfaisant (pièce contrôlée modifiable, interopérabilité insatisfaisante, traçabilité difficilement exploitable, tableaux de reporting manquants...). Le projet a, semble-t-il, été abandonné ;
- Le second concerne la dématérialisation du visa CDE via LEXPOL. A l'origine appliquée aux seules dépenses de personnel, ce projet a été généralisé à l'ensemble des actes générés sur la plateforme. La collaboration entre le SGG et le CDE a été active tout au long de l'année. La réglementation a été modifiée le 27 décembre 2023 (JOPF du 29 décembre 2023) pour assurer juridiquement ce cachet dématérialisé CDE, et l'uniformiser avec le cachet physique, maintenu pour tous les actes qui ne sont pas concernés par l'outil LEXPOL. C'est l'objet de l'arrêté n° 2486/CM du 27 décembre 2023 relatif à la présentation, l'identification, la dématérialisation et l'utilisation des cachets réglementaires du contrôle des dépenses engagées.

Il est prévu que cette dématérialisation soit opérationnelle au mois de mars 2024. Le CDE n'identifie plus aucune action à mener pour sa part dans ce projet.

Par ailleurs, 6 kits d'autocontrôle ont été validés. Il s'agit en grande majorité de kits relatifs aux actes de personnel, dont la rédaction a nécessité de tenir compte de l'évolution de la mission de contrôle de la cellule CDE-Rémunération voulue par le projet « API RH » porté par la DGRH. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2024, le CDE n'engage plus comptablement les dépenses de personnel et ne réalise plus les transferts de crédits relatifs à ces dépenses. La reprise de ces activités par la DGRH a conduit le CDE à procéder à un accompagnement important de ce service, au travers notamment, mais pas seulement, de ces kits d'auto-contrôle. Outre cet objectif d'accompagnement, ces kits ont permis de rationnaliser la liste des pièces transmises au CDE dans le cadre du contrôle préalable à l'engagement.

D'autres actions de simplification ont été menées par le CDE durant l'année :

- En matière de dépenses de personnel, ont été élaborées puis diffusées à la DGRH deux nomenclatures des dépenses de personnel, telles qu'elles sont prévues par la réglementation. La première est relative aux actes de personnel qui doivent faire l'objet d'un visa préalable du CDE car créant une dépense nouvelle ou en augmentant une ancienne, la seconde a trait aux actes de personnel qui sont transmises au CDE à titre d'information, pour sa comptabilité des emplois. Les actes qui n'y figurent pas ne sont donc plus transmis au CDE. En définitive, ces nomenclatures permettent d'y voir plus clair dans la procédure à suivre pour l'ensemble des actes de personnel, et mettent fin à une pratique tendant à transmettre au CDE l'ensemble des actes de personnel, fluidifiant ainsi le traitement de ces actes ;
- Un modèle de bon de commande a été construit et diffusé par circulaire n° 1812/MEF du 15 décembre 2023, en collaboration avec la DCO et la DBF. Ce modèle, applicable à la Polynésie française et à ses établissements publics administratifs, a pour objet d'éviter les différents écueils observés lors du

- contrôle de ces bons de commande, mais aussi de faciliter la tâche des rédacteurs de ce document, largement utilisé au sein de l'administration polynésienne ;
- La mise en œuvre des formations spécifiques à l'extérieur de la Polynésie française au bénéfice des agents de l'administration (ex : formation obligatoire des pompiers d'aérodrome) est laborieuse, d'une part en raison de la méconnaissance des dispositions réglementaires et mécanismes comptables à mettre en œuvre et d'autre part, en raison des multiples intervenants dans le processus de validation.

Afin de fluidifier l'instruction des demandes et réduire le délai de traitement des dossiers, la procédure administrative a été simplifiée, tant au niveau des modalités de contrôle que des pièces justificatives à produire. Ainsi, le contrôle de la DGRH se limite à l'appréciation du besoin en formation exprimé tandis que le contrôle du CDE couvre la régularité de la dépense au point de vue comptable.

A cet effet, le CDE a formalisé un modèle d'arrêté standard via lexpol, à disposition de l'ensemble des ministères et services sur simple demande, en poursuivant sa démarche de rationalisation des pièces à fournir à l'appui d'une demande de prise en charge, annexée au modèle d'arrêté sur lexpol.

Pour permettre de réduire les délais de traitement des dossiers soumis au contrôle de l'engagement , une note interne relative au contrôle des erreurs formelles présentes dans ces actes a été adoptée et diffusée aux agents du service, cette note ayant été préalablement discutée avec le SGG pour valider la distinction à réaliser entre les erreurs non substantielles, qui ne nécessitent pas de renvois aux services rédacteurs, et les erreurs substantielles, qui doivent être corrigées avant leur adoption. Cette note a aussi permis d'harmoniser les contrôles réalisés à cet égard au sein du service

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La simplification des procédures ayant été identifiée comme constituant un objectif majeur, il a été décidé de confier la direction de tous les chantiers qui y sont relatifs au contrôleur adjoint des dépenses engagées.

2.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
901 01/961 01 - FINANCES	4 542 088	5 155 535	9 697 623
<i>Au titre du contrôle des dépenses engagées</i>			
<i>Actions relatives à la simplification des procédures de contrôle de l'engagement des dépenses</i>			0
<i>Au titre de la direction du budget et es finances</i>			0
<i>Transformation du SI financier</i>		5 155 535	5 155 535
<i>Création du Code des finances publiques</i>	4 542 088		4 542 088
			0

2.3 Programme 901 02/961 02 : informatique

2.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Les actions ont été adaptées aux orientations du nouveau gouvernement qui conduisent à recentrer les actions sur quelques actions :

- Internalisation des datacenters ;
- Poursuite du déploiement de la suite collaborative Microsoft Office 365.

Le déploiement du Wifi professionnel a été suspendu et le déploiement du réseau très haut débit a été réorienté.

2.3.2 Bilan des réformes

La stratégie n'a pas changé mais des ajustements ont été opérés en fonction des nouvelles orientations.

2.3.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan du système d'information (DSI)

Objectif n°1 : Déployer le réseau très haut débit (RTHD) dans l'administration

Objectif n°1 – Déployer le réseau très haut débit (RTHD) dans l'administration								
Cet indicateur permet de mesurer l'avancement du déploiement du réseau très haut débit dans les sites de l'administration. Le nombre de sites de l'administration à raccorder au RTHD est estimé à 320 (estimation sur la base de l'étude ON-X & SEBAN, novembre 2020). La cible est d'atteindre le raccordement de tous les sites en 2025.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Nombre de sites raccordés au réseau très haut débit	Nb	80	100	140		110		320
Sources des données : <i>Tableau de bord du SIPF</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - Nombre cumulé de sites de l'administration reliés en RTHD à la plateforme du Pays</i> Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le déploiement du réseau très haut débit a été fortement ralenti 2023. En l'absence de suite au plan de relance 2021-2023, la poursuite de l'action a reposé sur le budget annuel de la DSI. Cette action sera revue dans le contexte de l'internalisation des datacenters.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le suivi de la convention 12/2022 Etat-Pays-Onati est maintenu. La convention est signée pour une durée de 36 mois. La DSI suit l'exécution de la convention pour le Pays. Les échanges entre les parties permettent de poursuivre l'éligibilité de tous les sites des services publics du Pays. La fin des actions relevant de cette convention est prévue en 2025.

Objectif n°2 : Equiper les services du wifi professionnel

Objectif n°2 – Equiper les services du Wifi professionnel								
Cet indicateur mesure la modernisation des réseaux dans les services administratifs en parallèle au déploiement du RTHD. En même temps que le déploiement du Wifi professionnel, les équipements réseaux des services sont mis aux normes du RTHD. Le nombre de sites éligibles au Wifi professionnel est estimé à 220. La cible est d'équiper tous les services en 2025.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Sites de l'administration équipés du Wifi professionnel	Nb	NA	9	50		9		220
Sources des données : <i>Tableau de bord SIPF</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - Nombre cumulé de sites équipés du Wifi professionnel</i> Autres commentaires : <i>Le nombre de sites éligible au Wifi professionnel est estimé à 220.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les premières actions de ce chantier ont conduit à déployer le Wifi professionnel à la DSI (site pilote) et dans les ministères et la VP en 2022. Ces actions concernent 250 utilisateurs.

Le marché public d'études des sites, pour généraliser l'opération en 2023, a été lancé au premier trimestre 2023. Dans le cadre des orientations fixées par le nouveau gouvernement, cette action a été suspendue.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le déploiement du Wifi professionnel se fera dorénavant au cas par cas, en fonction des besoins et après arbitrages.

Objectif n°3 : Déployer l'usage de la suite collaborative Microsoft Office 365

Objectif n°3 – Déployer l'usage de la suite collaborative Microsoft Office 365								
Le déploiement du RTHD permet de développer l'usage des nouveaux services. L'usage de la suite collaborative Office 365, initiée à l'occasion de la crise Covid-19 pour assurer la continuité de service de l'administration, doit maintenant être généralisé. L'objectif est de déployer la suite à tous les agents des services administratifs en 2024.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Nombre de licences d'Office 365 déployées	Nb	1300	1600	2500		3000		3500
Sources des données : <i>Tableau de bord SIPF</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - Nombre cumulé de compte Office 365 affectés aux agents</i> Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Des nouvelles licences ont été acquises en 2023 pour poursuivre le déploiement de la suite collaborative. L'extension du déploiement conduit à prendre en compte des règles de sécurité importante pour les comptes des agents de l'administration et la sécurisation des postes.

En parallèle à cette action, une prestation d'assistance de Microsoft France Service a été lancée pour sécuriser l'annuaire et la gestion des postes dans l'écosystème Microsoft.

L'abonnement a un service de sauvegarde d'Office 365 n'a pas été réalisé en 2023, le renforcement des procédures de sauvegardes des infrastructures et des données hébergées en interne ayant été privilégié. Ce chantier sera lancé ultérieurement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2024, il est prévu de lancer un accord d'entreprise avec Microsoft pour gérer toutes les licences de l'administration dans un même contrat.

Bilan des impôts et des contributions publiques (DICP)

Objectif n°1 : Porter l'ambition numérique de réformer les systèmes d'informations fiscaux

Le Pays s'attache à moderniser son administration, tant sur le plan organisationnel que sur le plan des technologies numériques. L'essor de l'e-administration constitue à la fois une des priorités de l'action publique du Pays et une attente forte de la part de nos concitoyens. A cet égard, la Polynésie française peut se féliciter d'avoir amorcé sa révolution numérique et être fière de proposer à ses administrés ses e-services publics portés par le portail des services publics, monadministration.pf. Celui-ci est enrichi depuis 2017 du téléservice fiscal authentifié, O'INI e-services, qui permet aux usagers-clients de déclarer en ligne la taxe sur la valeur ajoutée et éventuellement d'en demander le remboursement de crédit, sans avoir à se déplacer à la direction des impôts et des contributions publiques. Depuis, l'offre de service s'est enrichie en 2022 de la télédéclaration de la contribution de solidarité territoriale des salariés laquelle est également possible via 'O'INI e-services.

En janvier 2023, le téléservice fiscal MES IMPÔTS a été mis en ligne avec son adhésion dématérialisée, cette nouvelle offre permet aux contribuables de connaître leurs situations au regard des impôts et taxes gérés par la DICP (échéances, déclarations, paiements), de déposer leurs déclarations, de suivre le paiement de leurs impôts à la Paierie de la Polynésie française et d'éditer leurs avis d'imposition.

Avec ce premier service usant de l'interopérabilité des applicatifs métiers (DICP/Paierie), la poursuite de la transformation digitale demeure une priorité de l'action publique.

Depuis août 2023, un formulaire de contact est venu compléter le téléservices fiscal MES IMPÔTS. Cette nouvelle fonctionnalité permet de répondre aux questions des usagers et de les aiguiller sur les démarches à effectuer, en privilégiant l'utilisation de nos téléservices.

Objectif n°1 - Porter l'ambition numérique et réformer les systèmes d'information fiscaux								
Proposer des e-services aux usagers-clients et obtenir des gains de productivité, d'efficacité et d'efficience								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IM.26 – Déploiement du chantier de refonte des applications informatiques de la DICP et des téléprocédures (*)	%	18,18	27,27	36	33,33	33,33	45	54
Sources des données :								
<i>Contrôle de gestion de la DICP</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs :</i>								
<i>> Indicateur IM.26 - Déploiement du chantier de refonte des applications informatiques de la DICP et des télé-procédures : Cet indicateur mesure l'avancée du déploiement du chantier de refonte des applications de la DICP en vue principalement d'aboutir aux téléservices. Le chantier s'appuie sur la modernisation des applicatifs de gestion fiscale et de recouvrement de la DICP à savoir FISC et RAR et proposera des innovations majeures à destination de l'usager-client dans le programme baptisé PAREO-f (programme d'assiette, de recouvrement et d'e-services des obligations – fiscales).</i>								
<i>Appréhendé dans sa globalité et faisant suite à la réorientation du schéma directeur de l'informatique des administrations financières actée courant 2017, le programme PAREO-f se compose de 11 projets distincts se déclinant comme suit :</i>								
<i>- O'INI V1 (télédéclaration de TVA) ;</i>								
<i>- O'INI V2 (CSTS et mandatement) ;</i>								
<i>- O'INI V3 (télépaiement, IT et IS) ;</i>								
<i>- expérimentation décisionnelle ;</i>								
<i>- O'INI V4 (compte fiscal en ligne) ;</i>								
<i>- O'INI V5 (mise à jour de situation, téléréclamation, messagerie sécurisée, prise de rendez-vous en ligne(déjà proposé sur le site internet de la DICP))</i>								
<i>- refonte de la gestion du recouvrement ;</i>								
<i>- refonte de la gestion fiscale ;</i>								
<i>- module décisionnel complet ;</i>								
<i>- Natif-f ;</i>								
<i>- Dématerrialisation des ATD.</i>								
<i>La feuille de route de PAREO-f prévoit une fin de réalisation en 2024 sous réserve de mise à disposition des ressources nécessaires.</i>								
<i>Cet indicateur comprend au dénominateur, le nombre de projets PAREO-f mis en production et au numérateur, le nombre total de projets dans le périmètre de PAREO-f.</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								
<i>Cet indicateur a été réactualisé en 2017 compte tenu de la réorientation du schéma directeur de l'informatique des administrations financières et du lancement en 2017 du nouveau programme de refonte des applicatifs de gestion fiscale et de recouvrement baptisée PAREO-f, programme d'assiette, de recouvrement et d'e-services des obligations – fiscales. Les résultats de 2015 à 2016 concernent le SDIAF.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2023 pour la DICP a été marquée par plusieurs évolutions informatiques.

Le téléservice 'O'INI a été réécrit : il est devenu une brique du téléservices MES IMPÔTS.

Ce dernier, mis en service fin 2022, intègre dorénavant la télédéclaration en sus du compte fiscal en ligne.

Un formulaire de contact intégré à MES IMPÔTS a également vu le jour en août 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Certaines évolutions du chantier de refonte des applicatifs informatiques sont attendues pour les années à venir notamment le télépaiement, l'intégration de l'impôt foncier et l'intégration de la défiscalisation au téléservices MES IMPÔTS.

2.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
901 02/961 02 - INFORMATIQUE	262 620 754	45 162 155	307 782 909
Au titre du système d'information			0
Abonnements des liaisons	155 083 397	0	155 083 397
Acquisition des nouveaux matériels réseaux	0	3 445 517	3 445 517
Travaux et équipements du WiFi professionnel	0	0	0
Abonnement des licences Microsoft Office 365	98 920 612	0	98 920 612
Abonnement à un logiciel de sauvegarde des données stockées dans Microsoft Office 365	0	0	0
Prestations d'assistance pour sécuriser Microsoft Office 365	644 049	0	644 049
Au titre des impôts et des contributions publiques			0
Réaliser les projets informatiques de généralisation de la télédéclaration, de télépaiement et de mandatement des comptables		41 716 638	41 716 638
Au titre des affaires économiques			0
Développement du logiciel de gestion des marchés (cf programme 96603 - développement des entreprises)	7 972 696		7 972 696
			0

2.4 Programme 901 03/961 03 : documentation

2.5 Programme 901 04/961 04 : bâtiments du pays

2.5.1 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Mise à niveau du parc immobilier du gouvernement – quartier Broche

Objectif n°1 – Mettre à niveau le parc immobilier du gouvernement - quartier Broche								
Réhabilitation, reconfiguration et réorganisation du quartier Broche, de certains bâtiments occupés par les ministères ainsi que certains services supports de la Présidence								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 – Taux de la superficie des bâtiments aux normes (incendie, électrique, eaux)	%	10%	10%	30%	30%	20%	30%	100%
<u>Sources des données :</u> Statistiques du SMG								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 1.1 - Indicateur permettant d'indiquer paramétriquement l'évolution de la mise aux normes des bâtiments affectés au SMG et calculé selon la formule suivante : Avec SNK = surfaces mises aux normes du bâtiment "k" en m ² / Avec Sk = surface totale du bâtiment "k" en m ²								
<u>Autres commentaires :</u> Evaluation de ces indicateurs démarrant à compter de 2022								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les travaux de réhabilitation des bâtiments de la Présidence, quartier Broche ont portés essentiellement sur :

- Les travaux de raccordement au réseau collectif d'assainissement des eaux usées ;
- La pose des points d'ancrages sur la toiture ;
- L'achat et la pose de 8 climatiseurs.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les actions correctrices révisées en juin 2023 n'ont pas évolué au regard des indicateurs 1.2 et 1.3. Elles sont donc abandonnées.

Une convention a été passée avec l'établissement public des Grands projets de Polynésie (G2P) pour le remplacement de la climatisation de la Présidence.

Objectif n°2 : Amélioration de la prévention incendie au sein du parc immobilier du gouvernement

Objectif n°2 - Améliorer la prévention des risques au sein du parc immobilier du gouvernement								
Anticipation des risques, préparation aux crises et mise aux normes des bâtiments								
-								
Indicateur 2.1 – Taux de respect de l'obligation de la réalisation des contrôles périodiques	Unité %	2021 Réalisé Non connu	2022 Réalisé 25%	2023 Prévision PAP 2023 35%	2023 Révisé à 06/2023 35%	2023 Réalisé 35%	2024 Prévision PAP 2024 40%	2025 et + Cible 100%
<small>Sources des données : Statistiques du SMG</small> <small>Mode de calcul des indicateurs :</small> <small>Indicateur 2.1 - indicateur permettant de suivre le respect de l'obligation de la réalisation des contrôles périodiques et calculé selon la formule suivante :</small> <small>Autres commentaires : Evaluation de ces indicateurs démarrant à compter de 2022</small>								
<small>NB de contrôles obligatoires réalisés</small> <small>NB d'NB de contrôles obligatoires</small>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La mission de direction et de suivi d'études pour la mise en sécurité incendie de la Présidence a été confiée par convention, à l'établissement public des Grands projets de Polynésie (G2P). Cette mission porte sur les aspects tant administratifs et financiers que techniques de l'opération pour une mise en œuvre en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Par manque de moyen humain possédant les compétences techniques pouvant répondre à cet objectif, l'indicateur 2.2 permettant de suivre le taux d'audit et de maîtrise de sécurité des locaux occupés est écarté.

2.6 Programme 901 05/961 05 : achat de matériels roulant, informatique, de bureau

2.6.1 Bilan des orientations stratégiques

Un marché d'externalisation de la téléassistance et de l'assistance de proximité composé de quatre lots a été lancé en 2023. Seul le lot portant sur la téléassistance a été attribué. Les lots d'assistance de proximité sur les Îles-du-vent, les Îles Sous-le-Vent et les Marquises ont été infructueux.

Un audit de la fonction support a été demandé à la DMRA pour renforcer la qualité des processus de gestion du parc.

2.6.2 Bilan des réformes

L'équipement en poste fixes à la place d'ordinateurs portables a été priorisé.

2.6.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Développer l'usage en mobilité

Objectif n°1 - Développer l'usage en mobilité								
Cet indicateur permet de mesurer l'équipement en ordinateurs portables des agents de l'administration pour favoriser les usages en mobilité. L'objectif est d'avoir la moitié du parc (2000 machines) en portables.								
Indicateur 1.1 - Nombre de machine remplacée dans l'année	Unité Nb	2021 Réalisé 1 050	2022 Réalisé 654	2023 Prévision PAP 2023 1 500	2023 Révisé à 06/2023 1 250	2023 Réalisé 155	2024 Prévision PAP 2024 1 850	2025 et + Cible 2 000
<small>Sources des données :</small> <small>Logiciel de gestion du parc du SI (GLPI)</small> <small>Mode de calcul des indicateurs :</small> <small>Indicateur 1.1 - l'indicateur est calculé à partir du nombre d'ordinateurs portables déployés dans l'année enregistrées dans le logiciel de gestion de parc</small> <small>Autres commentaires :</small>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, sur les 350 ordinateurs portables acquis, seuls 155 ont été déployés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cet indicateur sera modifié pour prendre en compte les nouvelles orientations.

Objectif n°2 : Piloter le parc informatique

Objectif n°2 - Piloter le parc informatique								
<i>Cet indicateur mesure le niveau de centralisation de la gestion du parc informatique de l'administration dans un logiciel de management de parc (MDM). L'objectif est de gérer la totalité du parc en 2025.</i>								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de machine remplacée dans l'année	Nb	NA	NA			874	5 000	5 000
Sources des données : <i>Logiciel de gestion du parc du SI (GLPI)</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - l'indicateur est calculé à partir du nombre de nouvelles machines déployées dans l'année enregistrées dans le logiciel de gestion de parc</i>								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le logiciel MDM (mobile device management) avait été identifié pour centraliser la gestion du parc, pour les postes fixes, portables et tablettes.

Parallèlement, une prestation avec Microsoft Service France a été passée pour accompagner la DSI à la mise en place de l'annuaire Microsoft (AD) pour gérer les identités de tous les comptes Office 365 de l'administration. Dans l'écosystème Microsoft, la gestion des identités (AD) et du parc (InTune, logiciel MDM) sont de plus en plus interconnectés. Cette prestation avec Microsoft France Service, financée en investissement, couvre le besoin que nous avions identifié en fonctionnement à hauteur de 10 millions F CFP. Le budget de fonctionnement pour le MDM n'a donc pas été utilisé.

L'action progresse mais le financement est différent.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La gestion du parc pourra être complétée par les logiciels Microsoft, si un contrat d'entreprise avec l'éditeur abouti.

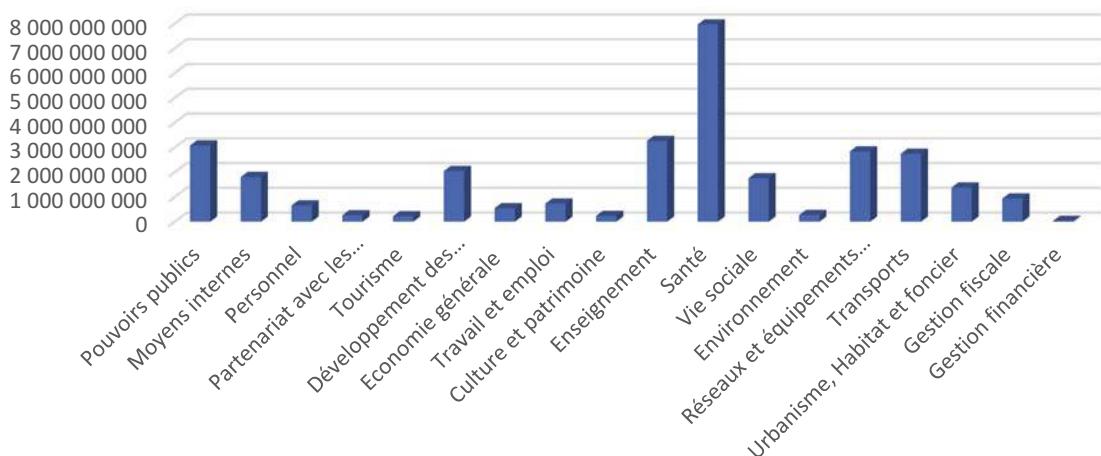
2.6.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
901 05/961 05 - ACHATS MATERIEL ROULANT, INFORMATIQUE, DE BUREAU	0	62 679 198	62 679 198
Acquisition d'ordinateurs portables		62 679 198	62 679 198
Prestation d'assistance à l'administration du logiciel MDM	0	0	0

3. MISSION 902/962 : PERSONNEL

 33,4 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023	 33,1 Mds F CFP Coût total de dépenses de personnel (rémunération et charges)	 et 364 M F CFP Coût de la gestion des ressources humaines
	Financement via des recettes indirectes 30,7 Mds F CFP (Total du coût de la masse salariale toutes missions confondues)	Et 816 M F CFP Personnel de cabinets et 215 M F CFP Membres de gouvernement

Répartition des crédits dédiés au personnel par mission



 655 M F CFP Coût de la masse salariale de la mission (soit 2,13 % sur la masse globale)	 25,1 Mds F CFP Rémunération brute	 7 Mds F CFP Charges sociales (toutes caisses confondues)
 5 649 Postes budgétaires du Pays au 31/12/2023	 dont 5 162 Postes pourvus au 31/12/2023	 4 779 Postes budgétaires de l'Etat pourvus dans l'administration du Pays au 31/12/2023

3.1 Revue de la politique générale de la mission

La mission « personnel » comprend les programmes ressources humaines et rémunération et charges. Ces moyens couvrent les dépenses relatives à la gestion des ressources humaines de l'administration.

Les ressources humaines et leur management constituent un levier majeur de la performance du service public. Dans un contexte où les évolutions techniques, technologiques, juridiques, économiques et sanitaires sont permanentes, l'administration doit répondre à une triple exigence de qualité, de transparence et de réactivité.

Selon le bilan social de l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 2022, les effectifs globaux contribuant à l'activité des services et établissements publics administratifs se chiffrent à 8 628 dont 5 084 fonctionnaires titulaires de la fonction publique de la Polynésie française. Le coût total de la masse salariale de 2022 des services était de 32 milliards F CFP.

La réalisation des objectifs relevant du PAP 2023 traduit la volonté de mettre en place une gestion optimale de ses ressources humaines, dans un esprit d'efficacité et d'efficience du service public.

3.2 Programme 902 01/962 01 : ressources humaines

3.2.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2023 constitue une année charnière en matière d'orientation stratégique de la politique RH. En effet, la mise en œuvre du plan de réforme stratégique du management RH a permis d'ajuster et d'enrichir la vision stratégique de la politique RH.

Ce plan stratégique, présenté au conseil interministériel du 18 octobre 2022, vise à augmenter la performance collective et individuelle des agents et à accompagner les transformations de notre organisation de travail, dans le but d'atteindre les objectifs et priorités gouvernementales. L'objectif est de tendre vers un management des ressources humaines qui soit davantage prospectif, inclusif et qui permette l'optimisation et l'efficience globale de l'administration de la Polynésie française.

Pour rappel, les éléments de contexte et les orientations stratégiques du programme sont les suivants :

- ▶ **Promouvoir le développement des compétences individuelles** dans une démarche de responsabilité et de reconnaissance du travail accompli, qui s'attache à améliorer les processus RH, que ce soit en matière de recrutement, de formation, d'avancement et de santé au travail ;
- ▶ **Accompagner les transformations de notre organisation de travail dans une démarche de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC)** : un objectif qui tend à offrir un environnement idéal et propice pour mieux gérer les ressources humaines du Pays, sur le plan réglementaire, technologique, structurel et fonctionnel.

Durant l'année 2023, les chantiers ont été organisés autour de ces deux orientations. Par exemple, la refonte et la dématérialisation du dispositif de recrutement des ANT et de la mobilité interne, la poursuite du développement du SIRH, la dématérialisation du processus de concours, la vulgarisation et la communication des dispositions relatives à la fonction publique du Pays ou encore la mise en place du bureau du pilotage de la masse salariale.

Enfin, l'année 2024 verra l'introduction de nouveaux indicateurs et la suppression des indicateurs actuellement en place.

3.2.2 Bilan des réformes

En 2023, les travaux réglementaires ont permis l'adoption des textes suivants :

Lois du pays :

1. Loi du pays n° 2023-25 du 3 mars 2023 portant dispositions diverses en matière de recrutement des agents non titulaires de la fonction publique de la Polynésie française ;
2. Loi du pays n° 2023-35 du 8 décembre 2023 portant dispositions diverses en matière de promotion interne ;

3. Loi du pays n° 2023-36 du 8 décembre 2023 portant dispositions diverses en matière de ressources humaines au sein de la fonction publique de la Polynésie française.

Délibérations :

1. Délibération n° 2023-8 APF du 9 mars 2023 portant modification de la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;
2. Délibération n° 2023-1 APF du 17 janvier 2023 modifiant la délibération n° 2009-38 APF du 23 juillet 2009 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de vie scolaire de la fonction publique de la Polynésie française ;
3. Délibération n° 2023-60 APF du 26 octobre 2023 portant modalités diverses en matière de recrutement des agents publics occupant des emplois fonctionnels, des membres de cabinet du Président de la Polynésie française, des ministres du gouvernement de la Polynésie française et du président de l'assemblée de la Polynésie française ;
4. Délibération n° 2023-55 APF du 28 septembre 2023 portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxièmes grades des cadres d'emplois de catégorie D ;
5. Délibération n° 2023-59 APF du 26 octobre 2023 portant objectivation et dépolitisation des recrutements en catégorie D dans la fonction publique de la Polynésie française ;
6. Délibération n° 2023-61 APF du 26 octobre 2023 relative au régime applicable aux fonctionnaires détachés au sein de la fonction publique de la Polynésie française.

3.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Promouvoir le développement des compétences individuelles dans une démarche de bien-être, de responsabilité et de reconnaissance du travail accompli

Objectif n°1 - Promouvoir le développement des compétences individuelles dans une démarche de bien-être, de responsabilité et de reconnaissance du travail accompli								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 : Nb de lauréats aux concours	Nb	65	350	290	350	374		
Indicateur 1.2 : Nb d'agents ayant bénéficié d'une mobilité (intra et extra-service)	Nb	intra: 1158 extra: 96	intra: 800 extra: 110	intra: 900 extra: 110	Données non reçues à la date de rédaction	Données non reçues à la date de rédaction		
Indicateur 1.3 : Nombre d'agents formés	Nb	842	1600	1800	900	988		
Indicateur 1.4 : Nb d'agents ayant bénéficié d'un avancement de grade	Nb	177	160	150	250	298		
Indicateur 1.5 : Ecart entre le taux d'emploi réglementaire et le taux atteint en matière de recrutement des travailleurs handicapés (TH)	%	obligatoire: 2% atteint: 1,46%	obligatoire: 2% atteint: 1,56%	obligatoire: 2% visé: 1,8%	obligatoire: 2% visé: 1,9%	obligatoire: 2% atteint: 1,92%		
<i>Sources des données :</i> <i>Documentations relatives à la gestion RH, tableaux de suivi de la DGRH, rapports d'activité, audits et contrôle interne, entretiens avec les agents de la DGRH, analyse des procédures, bilan social annuel de l'administration de Mode de calcul des indicateurs :</i>								
<i>Indicateur 1.1 – Nombre de lauréats aux concours externe et interne sur liste principale et liste complémentaire</i> <i>Indicateur 1.2 – Nombre d'agents ayant bénéficié d'une mobilité intra-service et extra-service - les données relatives à la mobilité intra-service sont basées sur des sources déclaratives des organismes.</i> <i>Indicateur 1.3 : Nombre d'agents formés dans le cadre des formations relevant du budget de formation de la DGRH et des formations spécifiques organisées sur le budget des services administratifs (formation continue, formation d'adaptation initiale, formation spécifique, formation transversale)</i> <i>Indicateur 1.4 – Nombre d'agents inscrits au tableau d'avancement entre le 1er janvier et le 31 décembre, au titre de l'année en cours et/ou des années précédentes selon le calendrier des travaux d'avancement.</i> <i>Indicateur 1.5– Deux taux sont indiqués : le taux d'emploi réglementaire à atteindre et le taux réel de recrutement des TH</i> <i>Autres commentaires :</i> <i>Dans le cadre d'une mobilité extra-service, l'agent mute dans un nouvel organisme relevant de l'administration polynésienne. Dans le cadre d'une mobilité intra-service, l'agent émerge dans le même service ou établissement.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 1.1 : En 2023, l'activité dans la gestion des **concours** est particulièrement soutenue, afin de finaliser le plan de recrutement 2020-2023, impacté par la période de COVID-19.

Au 1^{er} semestre 2023, 3 concours ouverts au titre de l'année 2022 ont été finalisés avec les affectations des lauréats stagiaires. À la fin de l'année 2023, 100% des concours prévus ont été ouverts (11 concours) et organisés jusqu'au forum d'affectation des lauréats. Enfin, les concours ont permis le recrutement de 374 lauréats, en stage pour au plus une année.

Indicateur 1.2 : (données non reçues à la date de rédaction).

Indicateur 1.3 : L'offre de **formation** a été réalisée à 60% en 2023, contre 70% en 2022. L'exécution du plan de formation 2023 a permis la réalisation de 1 886 actions de formation (1 886 en 2022) au bénéfice de 988 agents (1 022 en 2021). On relève l'organisation de 2 sessions de parcours d'adaptation et d'intégration, à l'attention des attachés d'administration et des ingénieurs.

Indicateur 1.4 : Dans le cadre des travaux **d'avancement d'échelon et de grade**, ce sont 2 472 actes qui ont été officialisés au cours de l'année 2023. Il s'agit plus précisément de 2 150 actes d'avancement d'échelon dont 1 129 actes d'avancement de l'année 2023 et 1 021 actes portant modification d'un avancement d'échelon. On compte également parmi ces actes, 298 actes individuels portant promotion.

Dans le cadre des campagnes de promotions aux grades supérieurs, ce sont 17 examens professionnels, dont 7 au titre de 2022 et 10 au titre de 2023, qui ont été organisés en 2023, et 4 examens qui seront clôturés en 2024 et 1 en 2025. 8 examens ne nécessitaient pas d'ouverture ni d'organisation au motif qu'aucun poste n'était ouvert à la promotion.

Indicateur 1.6 : Le taux d'emploi des travailleurs reconnus handicapés au sein des services était de 1,85% au 31/12/2022. Les effectifs arrêtés au 31/12/2023 ne seront connus définitivement qu'au 31 mars 2024. Néanmoins, une estimation peut être effectuée en prenant en compte l'effectif connu au 31 décembre 2022, auquel s'ajoute la nomination de fonctionnaires stagiaires en 2023 (10). Ainsi, les 122 travailleurs handicapés recensés dans l'administration de la Polynésie française représentent environ 1,92% de l'effectif total, soit un taux inférieur au taux minimal requis de 2%.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En matière de **formation**, l'objectif pour 2023 est de professionnaliser les formateurs en mettant en place un parcours de formation, de poursuivre les travaux de refonte de la réglementation et de s'équiper d'un outil de gestion dématérialisée de la formation.

En matière de **concours**, il est prévu la poursuite du chantier de dématérialisation des travaux, et plus particulièrement des phases de correction et d'épreuves d'admission.

Le taux d'inscription aux **examens professionnels** en 2023 est en augmentation, soit +23,2% par rapport à l'année précédente. Un taux qui résulte notamment de l'amélioration de la transparence en matière d'évolution de carrière.

En termes **d'avancement d'échelon et de grade**, la cellule qui y est dédiée s'inscrit dans une démarche anticipative et s'est fixée pour objectif une officialisation de 100% des actes prévus en année N. L'optimisation des procédures est en cours.

Au cours de l'année 2023, une mission d'experts de l'Union européenne du programme TAIEX a eu lieu en février, ainsi qu'un déplacement d'une délégation en Belgique. L'objectif de ce programme, financé par l'UE, était de partager des expériences et des expertises sur les sujets du recrutement et de l'évolution de carrière au sein de l'administration de la Polynésie française. Les conclusions de ces échanges ont débouché sur des préconisations en termes de modernisation et d'optimisation du statut de la fonction publique de la Polynésie française.

La **mobilité** est un levier d'évolution de carrière encore sous-exploité. Aussi, l'année 2023 a vu le démarrage des travaux réglementaires avec la mobilité géographique visant à renforcer l'attractivité du dispositif et garantir une administration compétente et proche des usagers. Par ailleurs, l'acquisition du logiciel Aravihi a permis de moderniser la gestion des mutations et facilitera les échanges entre les agents et les services d'accueil.

Pour 2023, un plan d'actions visant à renforcer le **recrutement des TRH** a été déployé en fin du premier semestre avec une sensibilisation renforcée des services et des EPA et une coordination élargie à l'ensemble des acteurs entourant le monde du handicap.

Objectif n°2 : Accompagner les transformations de notre organisation de travail dans une démarche de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC)

Objectif n°2 - Accompagner les transformations de notre organisation de travail dans une démarche de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 : Nombre de LP promulguées modifiant le statut de la fonction publique de PF	Nb	2	3	3	1	3		
Indicateur 2.2 : Nombre de délibérations modifiant le statut de la fonction publique de PF	Nb	3	15	15	4	6		
Indicateur 2.3 : Nombre d'entités administratives disposant de l'outil e-Sedit Web2	Nb	5	5	10	5	5		
Indicateur 2.4: Nombre d'agents formés à l'outil e-Sedit Web2	Nb	35	35	120	70	70		
Indicateur 2.5 : Nombre d'outils complémentaires et interopérables acquis	Nb	1	1	2	2	2		

Sources des données :

DGRH

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 – Nombre de lois du Pays promulguées au cours de l'année modifiant le statut de la FPPF. Ne sont donc pas compris les lois de Pays en préparation ou adoptées.

Indicateur 2.2 – Nombre de délibérations adoptées au cours de l'année modifiant le statut de la FPPF. Sont exclues donc les délibérations en cours de préparation ou d'adoption.

Indicateur 2.3 – Nombre d'entités disposant de l'outil e-Sedit web 2, y compris les EPA.

Indicateur 2.4 – Nombre d'agents ayant été formées au cours de l'année à l'outil e-Sedit Web 2 (budget DGRH)

Indicateur 2.5 : Nb d'outils complémentaires et interopérables acquis

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 2.1 à 2.2 : À la fin de l'année 2023, 9 projets de texte sont entrés en vigueur, soit 3 lois du pays et 6 délibérations.

L'activité réglementaire a été en diminution pour l'année 2023 si l'on comptabilise les 9 projets de texte entrés en vigueur durant l'année en cours. Toutefois, elle s'est accompagnée de plusieurs projets qui n'ont pas abouti et qui pourtant nécessitent que l'équipe soit mobilisée pour entamer le projet. En effet, des textes nécessaires et fondateurs n'ont pas abouti comme celui sur la réforme de la procédure disciplinaire, de la réforme du système des élections des représentants du personnel aux CAP et aux CTP par l'instauration d'une élection par la voie électronique, de la compensation de l'augmentation du SMIG par la création d'une indemnité différentielle pour les catégories D notamment, ou encore de la création d'une indemnité au profit des agents de la DBF devant migrer vers la DGRH.

Indicateurs 2.3 et 2.4 : Au cours de l'année 2023, le projet Sedit Web 2 a démarré. Le marché négocié avec l'éditeur Berger-Levrault a été signé comme prévu en mars 2023 pour une mise en production effective prévisionnelle en avril 2024. La recette a été validée au 31 décembre 2024 sous condition de la bonne marche du double run de la paie de janvier 2024. Les agents participant au projet ont été formés en 2023, et le reste des utilisateurs seront formés pendant la phase de déploiement en 2024.

Indicateur 2.5 : L'outil de pilotage de la masse salariale Noria RH a été implanté. Son interopérabilité est en cours de finalisation pour recevoir de façon automatique et sécurisée les données de paie. Nous avons de plus acquis les webservices de l'application Sedit, afin de rendre Sedit Web 2 et Lexpol interopérables, générant ainsi automatiquement les arrêtés à partir des données saisies dans Sedit Web 2, évitant une double saisie. Cela permet d'assurer la continuité d'une gestion dématérialisée des actes.

L'acquisition d'une application complémentaire et relative au recrutement dénommée 'Aravihi a été engagée au 1^{er} semestre 2023. L'année 2023 a été consacrée à la finalisation du paramétrage, aux formations des utilisateurs et à l'homologation de la plateforme. 'Aravihi a été lancé en ligne en mai 2023 pour la partie « recrutement », puis en septembre pour la mobilité des fonctionnaires. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du pilotage de la masse salariale au sein de la DGRH, un outil dénommé Noria RH a été acquis et paramétré tout au long de l'année 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La refonte du statut : En 2023, les travaux réglementaires ont été planifiés selon un calendrier trimestriel ambitieux. Ainsi, sous réserve de lancer la procédure d'urgence, le conseil supérieur de la fonction publique (CSFP) tiendra au moins 2 réunions, soit une par semestre. À chaque réunion du CSFP, la présentation de 5 projets de texte est prévue, garantissant ainsi un total d'au moins 10 projets de texte pour l'année 2024.

En matière de **SIRH**, des travaux de fiabilisation de la donnée ont été menés afin de faciliter la migration vers Sedit Web 2 et d'adapter son paramétrage. Le développement d'une interopérabilité entre API-RH et le Webservice Lexpol a été réalisé afin d'assurer la continuité d'une gestion dématérialisée des actes. Concomitamment, la migration des missions de la paie à la DGRH a été juridiquement actée au cours de l'année 2023, conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le déploiement du téléservice 'Aravihi et de ses trois modules (recrutement et mobilité) au sein de l'administration a été progressivement réalisé en 2023.

3.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
902/962 01 - RESSOURCES HUMAINES	222 834 317	0	222 834 317
<i>Le développement d'un management stratégique RH fondée sur la GPEEC</i>			0
<i>Mise en œuvre de la formation professionnelle continue</i>	64 909 694		64 909 694
<i>Organisation de conférence annuel RRH</i>			0
<i>Mise en place de sessions de formation dispensées par des formateurs occasionnels de la PF</i>	934 800		934 800
<i>Organisation des concours et examens professionnels</i>	110 700 075		110 700 075
<i>Mise en place de pénalités visant à favoriser le recrutement de TRH</i>			0
<i>La réforme du statut de la fonction publique dans un esprit de simplification</i>			0
<i>Veille juridique de la RH locale, nationale et internationale (Lexis nexis) (plusieurs services)</i>	5 192 129		5 192 129
<i>Mise à jour et Reprographie des statuts de la fonction publique de la PF</i>			0
<i>Travaux de réforme des statuts</i>			0
<i>Le développement du SIRH comme pivot de la modernisation du management RH</i>			0
<i>Migration Sedit vers Sedit-Marianne Web 2 (SA + EPA) + accompagnement</i>			0
<i>Licences SA</i>	13 331 725		13 331 725
<i>Développements complémentaires SA</i>			
<i>Autres projets</i>	27 765 894		27 765 894
<i>Credits du 969 02</i>			
<i>Continuité de la médecine professionnelle et préventive à l'égard des agents de la fonction publique</i>	19 002 160		19 002 160
<i>Gestion de l'avancement et des promotions internes des agents de la fonction publique</i>			0

74% du budget de fonctionnement a été dépensé au cours de l'année 2023. Le retard dans la signature du marché pour l'acquisition du logiciel Sedit Web 2, ainsi que sa prévision de mise en production effective en avril 2024, impliquent que les paiements doivent être effectués en 2024. Ce retard est également attribuable à la non-utilisation du budget d'investissement.

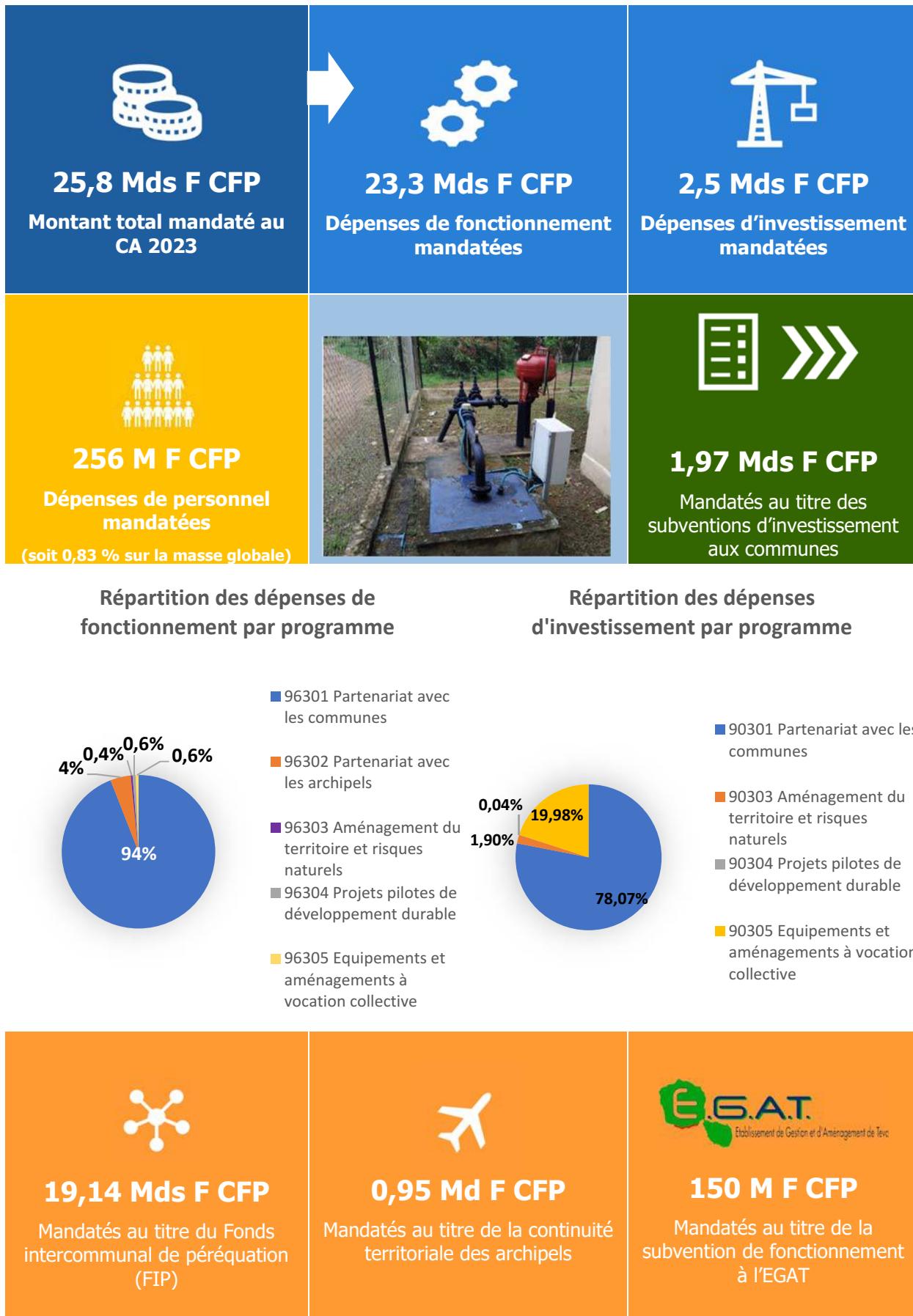
3.3 Programme 902 02/962 02 : rémunération et charges

902/962 Personnel en milliers de F CFP	BP 2023	BM 2023 (A)	Réalisations 2023 (B)	Rappel réal. 2022 (C)	Ecarts		Ratios	
					A-B	B-C	B/A	(B)/Tot. Budget
Investissement								
902 01 Ress. humaines					-	-	-	-
902 02 Rémunération et charges					-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement								
962 01 Ress. humaines	423 331	437 963	364 120	199 284	73 843	164 836	83,14	0,27
Autres	423 331	437 963	364 120	199 284	73 843	164 836	83,14	0,27
962 02 Rémunération et charges	32 729 090	33 513 599	33 075 980	31 911 658	437 618	1 164 323	98,69	24,56
Personnel	32 729 090	33 513 599	33 075 980	31 911 658	437 618	1 164 323	98,69	24,56
Total	33 152 421	33 951 562	33 440 101	32 110 942	511 461	1 329 159	98,49	24,83
TOTAL par mission/programme								
962 01 Ress. humaines	423 331	437 963	364 120	199 284	73 843	164 836	83,14	0,27
962 02 Rémunération et charges	32 729 090	33 513 599	33 075 980	31 911 658	437 618	1 164 323	98,69	24,56
Total	33 152 421	33 951 562	33 440 101	32 110 942	511 461	1 329 159	98,49	24,83
PM								
960 07 Personnel cabinet	977 067	1 001 873	816 260	830 494	185 613	-14 234	81,47	0,61

Hors écriture d'ordre, la mission « Personnel » (902/962) représente 24,83% des dépenses totales de l'exercice, soit 33,440 milliards F CFP contre 32,111 milliards F CFP en 2022.

Il est important de noter que la mission « Personnel » comprend, depuis 2021, les dépenses de personnel non permanent engagé pour une durée supérieure ou égale à 1 an selon le mécanisme des travaux en régie. Depuis 2022, cette mission comprend également celles générées par le recrutement en travaux en régie de personnel non permanent engagé par la direction de l'équipement pour une durée inférieure à 1 an.

4. MISSION 903/963 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITES



4.1 Revue de la politique générale de la mission

Au titre des grands travaux (G2P)

L'établissement public industriel et commercial « Grands projets de Polynésie » est le principal outil à disposition de la collectivité pour mener une politique générale de grands travaux. Ainsi, il s'est vu confier la conception et la réalisation du pôle de santé mentale Jean Prince, du projet d'aménagement touristique à Outumaoro appelé « Le Village Tahitien » et du lotissement aquacole Aruhotu. Ces projets sont toujours en cours mais annoncent d'importants retards.

Toutefois, dans le cadre du projet du « Village Tahitien », les six lots réservés aux parties privées pour des constructions touristiques ont pu faire l'objet de promesses de bail.

Au titre de l'aménagement (DCA)

Cette mission rassemble les programmes partenariaux avec les communes, les partenariats avec les archipels dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la gestion des risques naturels. Le code de l'aménagement de la Polynésie française règlememente les sujets d'aménagement des territoires, qui se définissent au travers de documents d'urbanisme que sont le schéma d'aménagement général de la Polynésie française (SAGE), les plans généraux d'aménagements (PGA), les plans de prévention des risques naturels (PPR). Cette politique d'aménagement du territoire s'appuie sur des données cartographiques dont les mises à jour permettent de conduire et planifier les équipements structurants et les aménagements nécessaires au développement du Pays.

Au titre des affaires économiques (DGAE)

Les partenariats avec les collectivités ont été renforcés pour contrebalancer la perte d'activité économique liée à la crise sanitaire mondiale qui affecte de nombreux secteurs.

Pour que l'éloignement ne soit pas un handicap au développement, le Pays a poursuivi et élargi sa politique de prise en charge des dépenses nécessaires pour assurer la continuité territoriale tant au niveau économique que sociale.

Au titre de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)

Le programme mis en place (constructions de vestiaires et arrosage automatique des greens) a pour principaux objectifs l'amélioration de l'offre de services aux usagers et le retour aux normes internationales du parcours. Ces objectifs convergent vers le même but, l'accroissement de l'activité commerciale de l'établissement pour une meilleure rentabilité.

Ces objectifs complètent les actions engagées concrètement depuis 2019 ayant visé à :

- L'amélioration des conditions d'exploitation du golf ;
- La démocratisation de la pratique du golf.

4.2 Programme 903 01/963 01 : partenariat avec les communes

4.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Dans le prolongement de l'année précédente, 2023 a essuyé des perturbations du marché économique, notamment, en raison des hausses substantielles de coûts doublées de difficultés d'approvisionnement en matériaux et d'acheminements d'équipements en provenance de l'extérieur.

Elle fut aussi marquée par les élections territoriales et un renouvellement de la composition de l'Assemblée de Polynésie française et par suite, du gouvernement.

De manière générale, ce contexte politique a donc également induit de facto, une période d'installation et de mise en place de l'ensemble des acteurs de la mise en œuvre des politiques publiques. Cet évènement s'est donc conjugué à une nécessaire mobilisation en termes de réflexion et d'adaptation pour prise en compte d'orientations générales ou stratégiques repensées.

En dépit de ce contexte particulier, il convient de relever que les principaux axes stratégiques prévus pour 2023 ont été maintenus voire déployés sans difficulté particulière.

Ainsi, on rappellera notamment le maintien de l'impulsion budgétaire majeure qui avait été introduite par la création d'une autorisation de programme à hauteur de 4 milliards F CFP pour déclencher, par effet levier, une dynamique de renforcement de la mise en œuvre de la Politique de l'eau de la Polynésie française, plus particulièrement en matière d'assainissement des eaux usées.

En parallèle de cette mesure exceptionnelle, les moyens financiers annuels alloués jusqu'avant 2023 au développement des communes (budget annuel de la DDC, moyens mis sur les contrats partenariaux dédiés aux investissements communaux...) n'ont subi aucune diminution en 2023.

Ainsi, la continuité de la politique de soutien par le Pays des investissements communaux a été assurée.

Plus particulièrement, les premières orientations politiques qui ont concerné le monde communal ont conduit au lancement de deux chantiers d'importance :

- Le lancement du chantier communément appelé « Fare Ora » avec les communes qui le souhaitent, pour conjuguer les moyens du Pays et desdites collectivités en termes d'accès unique et simplifié à différents services publics au sein des territoires dits de proximité (facilitation des démarches administratives, accès communautaire en matière d'infrastructures de santé ou de sport et autres missions d'ordre communautaire etc.). Notons que ce chantier est assis, au plan juridique, sur la mise en œuvre de la loi du pays n°2023-23 du 3 mars 2023 laquelle fixe les principes généraux de mise en œuvre de l'article 55 de la loi organique modifiée n° 2004-192 du 27 février 2004, et sur un projet de modification de la loi du pays n°2020-34 du 8 octobre 2020 relative aux relations entre l'administration de la Polynésie française et ses usagers.

Ce chantier est piloté par le ministère de la Fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle.

- La possibilité d'une **reprise d'une partie de la compétence de gestion des déchets par le Pays** a donné lieu à des échanges entre le Président, son gouvernement et les maires, à l'occasion du congrès annuel des communes organisé par le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPF) à Teahupo'o au mois de septembre 2023.

Il s'agit là aussi d'un chantier d'envergure qui a démarré dès 2023, sous l'égide du Président du Pays, en lien avec la Vice-Présidence en charge du portefeuille de l'environnement, associant les services de la DDC et de la direction de l'environnement (DIREN) mais également ceux du SPCPF partenaire central.

L'expertise technique de l'Agence française pour le développement (AFD) et de l'ADEME ont également accompagné le Pays dans les réflexions et premières études d'état des lieux en cours.

4.2.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Une politique volontariste de soutien des investissements communaux

Objectif n°1 - Une politique volontariste de soutien des investissements communaux								
Maintenir le niveau élevé de participation du pays aux investissements communaux								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision (PAP 2023)	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Montant des octrois financiers du pays au profit des projets communaux (tous dispositifs confondus)	F CFP	3 031 852 949	3 625 242 208	6 150 000 000	2 295 000 000	2 715 851 340	5 420 000 000	2 500 000 000
Indicateur 1.2 - Taux de participation du pays aux investissements communaux	%	49,53%	50%	45%	45,00%	28,00%	65%	45%
Sources des données :								
Tableaux de bord annuels DDC - Subcom - FBO								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - montant des octrois financiers d'investissement accordés par arrêtés du CM au 31 décembre de l'année cible - tous dispositifs confondus (DDC, CRSD, CDP, CDT, Abris).								
Indicateur 1.2- le taux de participation du Pays aux investissements communaux est obtenu par le montant des subventions validées en CM sur année cible rapporté au coût total TTC des opérations financées.								
Autres commentaires :								
Indicateur existant sur les années précédentes mais dont le mode de calcul a été modifié. En effet, tous les octrois par le CM sont désormais comptabilisés quel que soit le dispositif concerné (financement exclusif DDC ou convention Etat - Pays - communes). Les données par année sont actualisées en conséquence.								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La politique volontariste d'aide au développement des communes est principalement assise sur l'ensemble des octrois validés par décision du Conseil des ministres entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de chaque année (*Indicateur 1.1*) tous dispositifs confondus. Par souci de fiabilité, cette donnée ne comprend que les financements ayant fait l'objet d'un arrêté d'octroi par le Conseil des ministres au 31 décembre 2023.

L'ensemble des participations financières du Pays ont porté le montant total des octrois sur 2023, dédiées au développement des communes à **2 715 851 340 F CFP** se décomposant comme suit :

1. interventions directes de la DDC : 1 195 844 491 F CFP ;
2. contrat de redynamisation des sites de défense (CRSD) : 59 610 549 F CFP ;
3. contrat de développement et de transformation pour la Polynésie française (2021 – 2023) relatif au financement des projets d'investissements communaux (CDT) : 881 000 000 F CFP ;
4. convention relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des Tuamotu-Gambier (Polynésie Française) en cas de survenance d'un événement météorologique majeur (2021 – 2025) : 579 396 300 F CFP.

Pour rappel, les réalisations particulièrement élevées en 2021 et 2022 s'expliquent comme suit :

- d'une part, la fin, depuis le 31 décembre 2020, du contrat de projets Etat – Polynésie française relatif au financement de projets d'investissements communaux (2015 - 2020) conjuguée à une programmation très tardive (comité de pilotage de programmation réuni fin 2020) ont donné lieu à l'officialisation des octrois par le Conseil des ministres seulement en 2021 ;
- d'autre part, le lancement en 2021 des deux nouvelles conventions (CDT 2021 – 2023 et convention des abris 2021-2025) a conduit à une concentration sur 2022 des arrêtés d'octroi correspondant aux deux programmations de 2021 et de 2022 du CDT et partie de la programmation au titre de 2021 des projets d'abris (arrêtés d'octroi officialisés en 2022).

Sur un autre plan, le réalisé de 2021 a été exceptionnellement élevé puisque les octrois au titre de la DDC cumulent ceux de la session unique d'août 2020 (*année exceptionnelle en raison des élections municipales ayant conduit à la suppression de la session de février 2020 - arrêtés d'octroi officialisés en 2021*), concentrant à elle-seule plus d'un (1) milliard F CFP. S'y ajoutent les octrois issus de la session de février 2021 (arrêtés officialisés la même année), estimés également à 1 milliard F CFP, auxquels il convient, enfin, d'ajouter les octrois au titre des dispositifs partenariaux (CDP 2020 et abris 2021).

La prévision de réalisation initiale pour 2023 était importante (6,150 milliards F CFP) car elle incluait, outre les dispositifs reconduits en 2023 (Abris, CDT, DDC), la mise en œuvre de notre orientation budgétaire exceptionnelle prévue en matière d'assainissement des eaux usées (cf. développement ci-après de l'objectif 2). Il s'agit ici des 4 milliards qui avaient été inscrits sur l'autorisation de programme (AP) 52.2023 émergeant au budget de la DDC et intitulée « Subventions aux communes – Mise en œuvre PSE – AEU – Programmation 2023 ».

Finalement, un seul dossier a été déposé au titre de la session d'août 2023 de la DDC. Il s'agit du dossier porté par les communes de Papeete, Pirae et Arue au sein de la communauté de communes Teporionu'u créée depuis octobre 2023. La demande à la DDC s'établissant à un total de 2,719 milliards F CFP.

L'octroi par le Conseil des ministres sera officialisé en 2024 (la programmation étant intervenue fin 2023).

C'est donc un chiffre à reporter plutôt sur les prévisions de 2024, par ailleurs révisées en conséquence.

In fine l'indicateur 1.1 de 2023, tel que réalisé, reflète un rythme normalisé et exempt d'éléments exceptionnels vécus en 2021 et 2022.

Pour ce qui concerne l'indicateur 1.2, le taux réalisé de 28% est exceptionnellement faible au regard des prévisions. Cela se justifie surtout par une participation du Pays et de l'Etat, au titre de la programmation 2023 du contrat de développement et de transformation (CDT), au projet d'assainissement porté par Papeete Pirae et Arue (1^{ère} tranche des travaux d'assainissement collectif) limitée à un taux réduit. En effet, cette première tranche de travaux représente un coût total de plus de 4,465 milliards F CFP (hors TVA). Ce montant augmente à due concurrence la base de calcul càd le montant total des investissements communaux tels que soutenus tandis que le taux de participation via le CDT a été réduit au reliquat disponible (après satisfaction priorisée des autres demandes de financement des communes) soit un taux de participation de près de 10%.

En revanche, la prévision de 2024 pour cet indicateur 1.2 sera exceptionnellement relevée à 65% pour tenir compte de l'officialisation en 2024 de l'arrêté d'octroi de la participation du Pays sur fonds propres (via DDC) à la même opération d'assainissement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'année 2024 devrait être marquée par des prévisions de réalisations des indicateurs 1.1 et 1.2 plus élevées que les années précédentes comme exposé ci-dessus.

Elle constituera également une année particulière de renouvellement de la convention Etat et Pays dite contrat de développement et de transformation (CDT 2024 – 2027) pour son volet dédié exclusivement aux investissements communaux en matière de services publics environnementaux.

Objectif n°2 : Soutenir la mise en œuvre par les communes et les groupements de communes de leurs compétences environnementales

Objectif n°2 - Soutenir la mise en œuvre par les communes et les groupements de communes de leurs compétences environnementales								
Concentrer une part essentielle des octrois financiers du pays au financement des investissements communaux dédiés aux services publics environnementaux (AEP AEU DECHETS)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision (PAP 2023)	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision (PAP 2024)	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Montant des octrois financiers accordés par le conseil des ministres au profit des projets d'investissement communaux en matière de compétence environnementale (AEP AEU et DECHETS)	M FCP	747	1 844	4 237	961	961	3 700	1 000
Sources des données : Serveurs comptables - tableaux de bord & application informatique DDC - conventions Etat - pays - communes Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 2.1- montant des octrois financiers accordés par arrêtés du conseil des ministres au 31 décembre de l'année cible (tous dispositifs confondus côté DDC CDP CDT) Autres commentaires : Objectif et indicateurs nouveaux								

- Commentaire et analyse des résultats

Les investissements des communes et groupements de communes auront concentré en 2023 près d'un milliard F CFP de financements octroyés par arrêté du Conseil des ministres. Cette enveloppe provient pour une très grande part, soit 881 millions F CFP, du dispositif financier du contrat de développement et de transformation 2021 – 2023 dont ce sera la dernière programmation, le dispositif ayant pris fin le 31 décembre 2023.

La Polynésie française intervient en direct via la DDC, pour des opérations de moindre envergure et de moindre coût à hauteur de près de 81 millions F CFP en 2023 sur les 3 volets confondus (AEP, AEU et déchets).

Des moyens importants renforcés à partir de 2023 en matière d'assainissement :

Considérant ces enjeux environnementaux et le retard constaté en matière d'assainissement, conjugué à l'insuffisance des enveloppes disponibles de l'Etat et du Pays, il y a lieu de rappeler plusieurs mesures phare de concentration de moyens :

1. La création exceptionnelle d'une autorisation de programme (AP) dédiée aux projets d'assainissement des eaux usées portés par les communes et groupement de communes, en fonds propres, sur le budget de la collectivité, via le service de la Délégation pour le développement des communes (DDC) ; sur une enveloppe de programmation à hauteur de 4 milliards F CFP, uniquement sur 2023, une seule demande de financement a été déposée : la première tranche de travaux d'assainissement collectif de Papeete, Pirae et Arue (communauté de communes Teporionu'u créée en octobre 2023).

Cet accompagnement financier du Pays, au profit des communes, visait l'instauration d'une forte impulsion en matière d'assainissement des eaux usées et a marqué fortement la politique volontariste du Pays en matière environnementale.

D'un coût total de 4,465 milliards F CFP HT, ce projet d'envergure, permet de réaliser des enjeux urbains conséquents en termes de raccordements. Ainsi, il a pu bénéficier, d'un engagement financier direct du Pays (via la DDC) de plus de 2,7 milliards F CFP, en complément :

- de la participation de l'Office Française pour la Biodiversité (OFB) à concurrence de 446,5 millions F CFP ;
- des parts de l'Etat et du Pays sur le CDT 2021 -2023 à concurrence de 407 millions F CFP soit 203,7 millions F CFP chacun, reliquat disponible après avoir priorisé tous les autres projets communaux en matière de services publics environnementaux déposés au titre de la programmation CDT de 2023, instruits favorablement ;
- des fonds propres communaux à concurrence de 893 millions F CFP.

Au total, la Polynésie française aura engagé, en matière d'assainissement, au titre des programmations de 2023 (tous dispositifs confondus), près de 3 milliards F CFP aux côtés des participations de l'Etat (OFB et CDT 2023) à concurrence de plus de 650 millions F CFP.

2. La mobilisation exceptionnelle, sur 2024 et 2025, à concurrence d'un milliard F CFP par année, et sur la proposition des élus communaux du comité des finances locales (CFL) du fond intercommunal de péréquation (FIP), pour soutenir la Politique de l'eau de la Polynésie française, et notamment par le concours financier au profit d'opérations d'investissement en matière d'eau potable ou d'assainissement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En termes de prévisions, l'indicateur est estimé à 3,7 milliards F CFP et comprend, outre, l'officialisation par le conseil des ministres des 2,7 milliards F CFP au profit de l'opérations d'assainissement de Papeete, Pirae et Arue (programmation 2023), des enveloppes prévisionnelles dédiées au nouveau contrat de développement et de transformation 2024 – 2027 (programmation de 2024) estimées à environ 880 millions F CFP et enfin, les enveloppes des octrois sur fonds propres du Pays via la DDC pour les 3 volets (AEP AEU Déchets) estimées à 120 millions F CFP.

La réalisation de ces prévisions sur les deux indicateurs dépendra, d'une part, du dépôt effectif des demandes de financement attendues et d'autre part, de la date de tenue du premier comité de pilotage de programmation lui-même dépendant de la date de signature du nouveau CDT dédié aux investissements des communes et groupements de communes.

Objectif n°3 : Protéger les populations les plus vulnérables en cas de survenance d'évènement météorologique majeur

Objectif n°3 - Protéger les populations les plus vulnérables en cas de survenance d'évènement météorologique majeur								
Participer à la construction de bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des Tuamotu en cas de survenance d'un évènement météorologique majeur (2021 - 2025)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1- Niveau d'engagement de l'enveloppe contractuelle du pays	M FCFP	225,23	678,3	1250	1258	1257,695	1876	3019
Indicateur 3.2- Nombre cible de personnes protégées par opération de travaux engagée financièrement (octroi par le Conseil des ministres)	HAB	534	1298	2224	2227	2227	3254	3761
Sources des données : <i>Convention des abris Etat - Pays - communes - serveurs comptables et tableaux de bord DDC</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 3.1- Montant, cumulé d'année en année, des financements octroyés par décision du conseil des ministres, à rapporter au montant contractualisé de 3,019 milliards XPF (part Pays) prévue au contrat pour sa durée de 2021 à 2025</i>								
<i>Indicateur 3.2- Nombre, cumulé d'année en année, de personnes protégées telles que ciblées par les opérations de travaux (hors études) dont le financement (part pays) est validé par le Conseil des ministres, à rapporter à l'objectif de 8 595 de personnes couvertes résultant de la convention Etat - pays - communes en 2025</i>								
Autres commentaires : <i>Objectif et indicateurs nouveaux, convention officialisée en 2021. Pas de données sur les exercices antérieurs.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Point notable très positif de 2023 : les octrois de l'année concernent exclusivement des opérations de travaux sur les communes de Arutua (mairie abri), de Fakarava – Kauehi (mairie et salle polyvalente), Tureia (maire abri) et enfin, Hao (mairie abri).

Cette programmation de travaux importante illustre le cadencement dynamique des programmations depuis le démarrage de la convention en 2021 avec les premiers financements dédiés aux études préalables à ces travaux.

Par effet, à mi-chemin de la durée de cette dernière, on peut noter en 2023 :

- S'agissant de l'indicateur 3.1, une augmentation très élevée du niveau d'engagement (en cumulé) des enveloppes prévues au contrat, de 85% entre 2022 et 2023. Le niveau d'engagement des crédits mobilisés est donc satisfaisant. Les communes font l'objet d'un suivi particulier des services de l'Etat en termes d'ingénierie et de maîtrise d'œuvre (DIP) ;
- S'agissant de l'indicateur 3.2, une même tendance haussière en nombre d'habitants couverts par les projets de constructions soutenus (opérations d'études financées non prises en compte). Cette couverture aura augmenté en 2023 de près de 72% par rapport à 2022.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les prévisions de 2024 comprennent notamment des opérations de travaux priorisées et susceptibles de faire l'objet de demandes de financement au titre de 2024. En plus de ces opérations, est d'ores et déjà prise en compte une opération programmée fin 2023 au bénéfice de la commune de Hikueru (école abri) pour laquelle l'arrêté d'octroi par le Conseil des ministres sera officialisé début 2024.

Toutefois, la réalisation des prévisions de 2024 pour les deux indicateurs dépendra, d'une part, du dépôt effectif des demandes de financement attendues et d'autre part, de la date de tenue du comité de pilotage de programmation. En effet, celui-ci se tient généralement lors du dernier trimestre, décalant d'autant l'officialisation des arrêtés d'octroi par le Conseil des ministres sur l'année suivante.

Un autre facteur contextuel est lié aux difficultés résultant de l'éloignement et de l'isolement de certains atolls pouvant avoir pour conséquence, sur certaines opérations, des surcoûts et/ou des difficultés d'acheminement et pour les mêmes motifs, donner lieu également à une insuffisance d'offres de la part des entreprises. En

effet, celles disposant de la capacité à proposer des offres sont très peu nombreuses et sont par ailleurs déjà mobilisées sur les premiers chantiers programmés.

Les capacités en trésorerie des communes constituent également un point d'alerte à prendre en considération.

Un certain nombre d'entre elles font appel à des financements et des avances de trésorerie de l'Agence française pour le développement (AFD), partenaire incontournable sur ces projets.

Le suivi et l'accompagnement offerts par les services de l'Etat et du Pays demeureront essentiels.

4.2.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 903/963 01 - PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
Subventions aux communes tous dispositifs confondus <i>dont subventions au profit des communes en matière environnementale (473 762 272)</i> <i>dont subventions au profit des communes-Convention "abris de survie" (73 252 458)</i>	0	1 901 942 206	1 901 942 206
		1 901 942 206	1 901 942 206
		0	0
		0	0

4.3 Programme 903 02/963 02 : partenariat avec les archipels

Le bilan des circonscriptions administratives se trouve dans le programme 960 05 « administration générale ».

4.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Le dispositif de prise en charge du fret vise d'une part à éviter que le coût du fret maritime interinsulaire ne vienne renchérir le prix des produits de première nécessité, de l'eau, de certains produits nécessaires au développement économique des îles et aux ménages (matériaux de construction, intrants agricole, certains PGC). D'autre part, il vise également à gommer le coût du fret de certains produits expédiés depuis les îles (produits agricoles, certains produits agricoles transformés, artisanat) vers Tahiti de façon à améliorer leur compétitivité par rapport aux biens produits à Tahiti.

Le dispositif consiste en une prise en charge à 100% du fret (sauf pour les citernes de récupération des eaux de pluie où il est plafonné à 50%) et remplit donc pleinement ses objectifs. Néanmoins, le dispositif est complexe et certains armateurs refusent d'y contribuer en refusant de charger les marchandises dont le fret serait pris en charge par la Polynésie française. En l'absence d'obligations en ce sens dans leur licence d'exploitation, le Pays ne peut pas contraindre les armateurs à participer au dispositif, de ce fait certaines îles et usagers ont des difficultés à accéder au dispositif.

4.3.2 Bilan des réformes

Une grande réforme des arrêtés d'application de la réglementation sur la prise en charge du fret a été menée en 2023 et a conduit à l'adoption d'un nouvel arrêté (arrêté n°1586 CM du 13 septembre 2023) et à l'abrogation des anciennes dispositions.

Cet arrêté s'est inscrit dans une logique de simplification pour les armateurs et les usagers, et de rationalisation de l'action de l'administration en :

- Fusionnant au sein d'un seul et unique arrêté des dispositions autrefois reprises dans 5 arrêtés différents, afin d'harmoniser les modalités de prise en charge (et notamment les pièces à fournir) et de rendre le dispositif plus lisible ;
- Modernisant ou adaptant certaines dispositions difficiles à mettre en œuvre ou contraire au principe de continuité et de lutte contre le désenclavement des îles éloignées (par la prise en charge du tronçon Tahiti vers les îles en cas de marchandises en transit par exemple) ;
- Améliorant le contrôle de l'administration, en permettant à la Direction générale des affaires économiques de solliciter auprès de l'armateur, du chargeur ou du destinataire toute information ou document permettant de justifier l'éligibilité du transport au dispositif ;
- Etendant le dispositif à de nouveaux produits, notamment en matière agricole, aquacole et artisanale, ou à de nouveaux bénéficiaires (la CAPL pour l'organisation de la foire agricole ou la commercialisation d'engrais de poissons par exemple).

4.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Atténuer les disparités tarifaires entre les îles et Tahiti

Objectif n°1 - Atténuer les disparités tarifaires entre les îles et Tahiti								
Neutraliser les coûts de transport maritime inter-îles de certaines marchandises.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Montant du fret pris en charge	millions F CFP	993	1 211	1 211				1 211
indicateur 1.2 - Economie réalisée par le consommateur sur l'achat d'un kilo de riz PPN grâce à la prise en charge du fret	%							
ISLV (hors Maupiti)	%	2,5	2,0	2,1	2,1	2,2	2,5	2,5
Maupiti	%	4,5	3,6	3,8	3,8	3,9	4,0	4,4
AUSTRALES	%	11,3	8,4	8,9	9,5	9,7	10,0	11,0
MARQUISES	%	13,5	9,9	10,5	11,3	11,6	12,0	13,0
TUAMOTU (hors Gambier) (moyenne)	%	12,9	9,5	10,1	10,7	11,0	11,5	9,9
GAMBIER	%	14,8	10,8	11,4	18,5	12,7	20,0	14,3

Sources des données : Données DGAE.
Mode de calcul des indicateurs :
sur la base d'un prix moyen d'un kilo de riz PPN à 118F en 2020, 122 F en 2021 et 145 en 2022 et du prix réglementaire du fret des PPN, en fonction de la destination, prévu à l'arrêté n° 767 CM du 20 juin 2021 modifié et rapporté au kilo
Autres commentaires :
L'inflation importante sur le prix des produits rend la part du fret moindre dans le cout total, d'où la diminution des indicateurs,
Une augmentation du prix du fret de 6% maximum environ devrait intervenir d'ici fin 2022.
Les montants annuels 1.1 comprennent des paiements au titre d'exercices antérieurs (art. 672 comptable).

- Commentaire et analyse des résultats

On observe une baisse du prix moyen du kilo de riz PPN, de ce fait, la part du fret sur le cout total du produit augmente (le prix moyen du paquet est passé de 147 F CFP en 2022 à 145 F CFP en 2023). Cela démontre que le dispositif joue son rôle de lutte contre l'éloignement des îles et les disparités économiques.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution

Une évolution de la délibération est envisagée en 2024 afin de renforcer et de moderniser les moyens de contrôle de l'administration mais également d'ouvrir la possibilité au Conseil des ministres de prendre en charge le fret de la pêche lagonaire. Cette réforme s'inscrit dans une démarche interministérielle impliquant le ministre du secteur primaire (direction des ressources marines, chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire, direction de la biosécurité) et le ministre de la santé (direction de la santé), en soutien du travail piloté par le ministre de l'économie.

4.3.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
903/963 02 - PARTENARIAT AVEC LES ARCHIPELS	987 544 429	0	987 544 429
Circonscriptions administratives			
Cf. programme 960 05 - Administration générale			0
Affaires économiques			
Prise en charge du fret maritime	987 544 429		987 544 429

4.3.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

La DPAM concourt à ce programme en permettant le développement d'un module sous REVATUA destiné à faciliter le paiement du fret pris en charge.

4.4 Programme 903 03/963 03 : aménagement du territoire et risques naturels

4.4.1 Bilan des orientations stratégiques

- Bilan des ressources marines

Les lagons sont soumis à des pressions croissantes, soit anthropiques (pêche, pollution et urbanisation), soit naturelles (réchauffement climatique et acidification de l'océan), et leur sauvegarde passe par la protection de l'habitat et de l'écosystème présents.

La multiplication des demandes de création de Zones de pêche réglementée (ZPR) de la part des communautés et des communes témoignent d'une prise de conscience croissante de la nécessité d'une gestion responsable et collective des ressources marines.

Bilan de l'aménagement (DCA)

Le PAP de 2023 orientait les missions de la Direction de la construction et de l'aménagement (DCA) vers la mise en œuvre de documents de planification tels que le SAGE, les PGA, les PPR afin de garantir l'adaptation de notre territoire aux effets du changement climatique.

C'est notamment la déclinaison des 6 principes du SAGE qui permettent de définir la démarche stratégique territoriale qui a été enclenchée depuis 2020, lors de l'application du SAGE.

1. Favoriser le rayonnement régional et mondial du Fenua à partir de sa capitale renouvelée et de polarités secondaires ;
2. Favoriser un développement équilibré de ses cinq archipels fondés sur leurs spécificités ou atouts propres, pour que chaque habitant puisse y réaliser l'essentiel de son parcours de vie ;
3. Organiser un meilleur fonctionnement des archipels basé sur des liaisons renforcées entre la capitale et les pôles secondaires ;
4. Aménager le Fenua pour le rendre plus habitable tout en préservant son environnement exceptionnellement riche mais demeure fragile ;
5. Renforcer la cohésion sociale et culturelle de la société polynésienne ;
6. Préparer le Fenua aux impacts du changement climatique, afin de réduire sa vulnérabilité et améliorer sa résilience face aux catastrophes naturelles.

4.4.2 Bilan des réformes

Bilan des ressources marines

En Polynésie française, seul le PGEM de Moorea mis en place en 2004 subsiste à ce jour. Malgré des difficultés à le faire accepter pendant les premières années, le PGEM est aujourd'hui largement reconnu par la population de Moorea. La commune de Moorea-Maiao et la DRM ont engagé des moyens importants dans la sensibilisation, la communication et le contrôle des activités sur l'eau.

Le PGEM de Moorea a été révisé en 2021 après un processus de 6 ans de concertation avec la population locale. Néanmoins, des dernières modifications apportées avant l'adoption du texte de révision, il en a résulté un mécontentement d'une partie de la population, entraînant un retard dans la diffusion auprès du grand public.

Le PGEM est désormais présenté sous la forme d'un rapport de présentation des objectifs, des orientations stratégiques et des vocations des zones. Il appartient ainsi à chaque service administratif, dans son secteur d'activité, de prendre les réglementations pour faire appliquer le PGEM ou délivrer les actes individuels dans le respect du PGEM.

Concernant la DRM, le projet de création d'une zone de pêche réglementée (ZPR) sur l'ensemble du lagon de Moorea, travaillé avec les pêcheurs concomitamment aux travaux de révision du PGEM, a été finalisé par un classement en septembre 2022. Ainsi, le lagon de Moorea a fait l'objet d'un zonage et de règles de pêche spécifique à chaque zone. Le suivi de la ZPR est assuré par le comité de gestion de la ZPR et par le comité de pêche de chaque commune associée.

Bilan de l'aménagement (DCA)

L'année 2023 a vu la signature d'une étude juridique pour la mise en place du nouveau titre 8 du code de l'aménagement de Polynésie française traitant des schémas de gestion des risques naturels (SGRN). Toutefois ce SGRN n'entrera en vigueur qu'en 2024. L'acquisition des données LIDAR a permis d'apporter une meilleure connaissance et exploitation des données recueillies, permettant ainsi la mise à jour des modélisations de surcote marine des îles Sous-le-Vent.

Les travaux de révision des PGA débutés en 2022 ont été poursuivis sur 2023 avec également le lancement d'études pour l'élaboration de PGA pour les communes n'en disposant pas. Le partenariat instauré avec l'agence d'aménagement 'Ōpuia, a été maintenu et se poursuivra de façon plus soutenue sur 2024. Les

partenariats prévus lors du PAP 2023 avec l'IGED n'ont pas été conclus et ne sont pas retenus pour l'année 2024.

La mission de prestation intellectuelle pour la constitution d'un aménageur ensemblier a elle aussi été abandonnée au niveau de la DCA. Le portage d'une telle action sera revu au niveau ministériel.

4.4.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan des ressources marines

Objectif n°1 – Nouveau plan de gestion des espaces maritimes de Moorea

L'année 2023 a été une année charnière consacrée à la diffusion des nouvelles règles du PGEM révisé auprès de la population et des visiteurs de Moorea.

Objectif n° 1 - Mise en œuvre du Plan de gestion des espaces maritimes de Moorea révisé								
Contrôle des pêches								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de balises installées ou entretenues	Nb	0	52	20	100	52	100	100
Indicateur 1.2 - Réalisation du suivi écologique annuel	Nb	1	1	1	1	0	1	1

Sources des données :
DRM, Police municipale
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Nombre de balises installées
Indicateur 1.2 - Nombres de suivi commandés par la DRM
Autres commentaires :

- Commentaire et analyse des résultats

La ZPR de Moorea est particulièrement complexe à comprendre en raison de la multitude de zone et de la variété des règles de pêche adoptées. Un livret illustré reprenant l'ensemble des règles de pêche a été réalisé par la DRM et remis à la commune de Moorea-Maiao afin de le diffuser auprès des pêcheurs et de la population en général.

Un marché de balisage a également été lancé pour mettre en place bouées et espars dans le lagon afin de délimiter les zones de pêche réglementées et informer des règles in situ. Le marché a été attribué pour un montant maximal de 17 millions F CFP et les travaux sont prévu pour le 1^{er} trimestre 2024.

Bilan de l'aménagement (DCA)

Objectif n°1 : Organiser l'aménagement du territoire conformément aux recommandations du schéma d'aménagement général (SAGE) de la Polynésie française

Objectif - Organiser l'aménagement du territoire								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Objectif spécifique 1 - Assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du SAGE								
indicateur 1.1 - Evaluation annuelle du SAGE produite	Agence OPUA en place	Evaluation du SAGE	Evaluation annuelle du SAGE	Evaluation annuelle du SAGE	Evaluation annuelle du SAGE	Evaluation annuelle du SAGE	Evaluation annuelle du SAGE à 5 ans	
Objectif spécifique 2 - Améliorer la connaissance et la réglementation afférente aux risques naturels								
indicateur 2.1 Réglementation sur PPR remodelée	nouvel outil défini	Nouvelle réglementation PPR projet de loi de pays rédigé	Déploiement par archipel de la nouvelle réglementation (DIRN et SGRN)	Déploiement par archipel de la nouvelle réglementation (DIRN et SGRN)	Déploiement par archipel de la nouvelle réglementation (DIRN et SGRN)	Déploiement par archipel de la nouvelle réglementation (DIRN et SGRN)	Nouvelle réglementation PPR approuvée	
Objectif spécifique 3 - Assurer la gestion des plans généraux d'aménagement (PGA) avec une assistance technique aux communes et disposer pour ce faire d'une cartographie de référence								
Indicateur 3.1 - Nombre de PGA approuvés	Nb	16 + 1 PAD	16 + 1 PAD	16 + 1 PAD	16 + 1 PAD	16 + 1 PAD	18 + 1 PAD	30 (en 2027)
Objectif spécifique 4 - Crédit d'un opérateur aménageur ensemblier								
Indicateur 4.1 - Mise en place de l'opérateur aménageur ensemblier	missions de configuration	Finalisation de la création juridique	mise en œuvre du capital social		Opération abandonnée, portage de l'opération à redéfinir		L'opérateur est opérationnel	

Sources des données :
DCA
Mode de calcul des indicateurs : travaux réalisés ou prévus(2022 et +)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Concernant l'objectif spécifique n°1 :

L'évaluation du SAGE est menée de façon annuelle par l'agence 'Ōpua et se poursuivra en 2024. L'objectif a été atteint avec la remise au 1^{er} semestre 2023 de cette évaluation.

Pour garantir la tenue de cet objectif en 2024, l'embauche d'un agent dédié, au sein de l'agence 'Ōpua est primordiale dans la mesure où le turn-over que connaît l'agence laisse une place vacante au poste de chargée d'étude pour l'évaluation du SAGE. Il est à noter qu'en 2025, une évaluation devra être conduite par un organisme externe qui devra être missionné par la DCA en 2024.

Concernant l'objectif spécifique n°2 :

Il ressort de l'année 2023 une forte dynamique pour le développement de projets ayant trait aux risques naturels pour améliorer leur connaissance ou encore pour mettre en œuvre le nouvel outil de gestion des risques naturels. Toutefois, les SGRN combinés aux Atlas des aléas naturels n'ont pas encore été adoptés comme prévu dans le PAP 2023. L'objectif n'a ainsi pas été atteint en totalité. Ceci est dû aux variations en termes de ressources humaines qu'a connues la cellule en charge de cet objectif. Les objectifs de déploiement de la nouvelle réglementation en matière de gestion des risques naturels initialement prévus pour 2023 seront déployés en 2024 avec une équipe dédiée opérationnelle.

L'acquisition des données par LIDAR s'est quant à elle poursuivie et a permis d'apporter une meilleure connaissance du relief des îles identifiées, permettant ainsi la mise à jour des modélisations de surcote marine sur l'archipel de la Société.

Concernant l'objectif spécifique n°3 :

Il s'inscrit dans le prolongement de l'adoption du SAGE, qui impose aux communes de plus de 1 000 habitants de se doter d'un PGA compatible avec le SAGE. Sur les 48 communes de Polynésie, 31 comptent plus de 1 000 habitants, et parmi ces communes, 16 sont dotées d'un PGA. L'objectif tel qu'imaginé dans le PAP de 2023 est atteint.

En 2023, 2 nouveaux projets d'élaboration et révision de PGA ont également été lancés de façon officielle (couvrant au total 7 communes) : la révision du PGA de Uturoa et l'élaboration du PGA des îles Marquises. Ces 2 nouveaux PGA portent le nombre de PGA en cours d'études à 13 (12 PGA et 1 PAD).

<i>6 plans en cours d'élaboration</i>	<i>7 PGA en cours de révision</i>
Arue (PGA)	Hiva Oa (PGA)
Faa'a (PGA)	Nuku Hiva (PGA)
Fatu Hiva (PGA)	Papeete (PGA)
Punaauia (PAD de la Punaruu)	Pirae (PGA)
Tahuata (PGA)	Punaauia (PGA)
Ua Huka (PGA)	Ua Pou (PGA)
	Uturoa (PGA)

Concernant l'objectif spécifique n°4 :

Cet objectif n'a pas été atteint car l'opération a été abandonnée en raison du fait qu'elle n'entre pas dans le champ de compétence de la DCA.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans le cadre de l'objectif spécifique n°3, les faibles ressources humaines de la DCA ne lui permettront pas d'atteindre les objectifs à l'horizon 2026. De ce fait en considérant que les objectifs du SAGE sont poursuivis, il conviendra de renforcer l'équipe en charge de l'élaboration des PGA soit :

- Par le recrutement d'une équipe qualifiée et formée, ayant la connaissance des spécificités du territoire polynésien ;
- Par le renforcement du partenariat avec l'agence OPUA qui devra notamment pouvoir consolider son pôle planification.

Les changements relatifs à l'objectif spécifique n°4 sont issus d'un recentrage des activités de la DCA. La mission de prestation intellectuelle pour la constitution d'un aménageur ensemblier sera portée par le gouvernement avec un portage ministériel.

4.4.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
903/963 03 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RISQUES NATURELS	54 890 420	31 041 248	85 931 668
<i>Au titre des ressources marines</i>			0
<i>Mise en œuvre du Plan de gestion des espaces maritimes de Moorea révisé</i>	6 472 194		6 472 194
<i>Au titre de l'aménagement</i>			0
<i>Cotisation et subvention agence d'aménagement et développement durable Opua et partenariat IGEDD</i>	48 000 000	0	48 000 000
<i>Acquisition de données cartographiques LIDAR</i>	0	11 234 306	11 234 306
<i>Prévention des risques naturels</i>	128 876	19 806 942	19 935 818
<i>Révision et création des PGA</i>	289 350	0	289 350
<i>Prise de capital dans la création d'un opérateur aménageur ensemblier</i>	0	0	0

4.4.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

L'agence 'Opua a été créée suite à l'adoption du SAGE en 2020, pour poursuivre dans une dynamique partenariale les travaux du SAGE et assurer le suivi de sa mise en œuvre.

Par convention n° 6958/MEA du 14 septembre 2022 la Polynésie française, en qualité de membre, l'agence 'Opua a défini les objectifs et les obligations de l'association « Agence d'aménagement et de développement durable des territoires de Polynésie française ». La DCA a établi cette convention dans le cadre du financement pluriannuel de l'activité générale de l'agence au titre des années 2022, 2023 et 2024. Outre les 48 millions F CFP de cotisation pour 2023 établis à la section fonctionnement du budget de la DCA, une subvention au programme 96 303, article 6574, centre de travail 773-F DCA correspondant au plan d'action de l'agence à hauteur de 72 millions F CFP a été accordée à l'agence, mais ne sera versée en 2024 que sur validation du bilan d'activités 2023 et du bilan moral de 2022 par l'AG de l'association.

L'existence même de l'agence 'Opua confère à celle-ci un caractère indispensable à l'atteinte des objectifs spécifiques n°1 et 3 définis précédemment, notamment en jouant le rôle de maître d'œuvre pour l'élaboration du PGA de Faa'a et de Moorea, ainsi qu'en fournissant assistance et suivi opérationnels pour les PGA portés par la DCA (DCA maître d'œuvre).

4.5 Programme 903 04/963 04 : projets pilotes de développement durable

4.6 Programme 903 05/963 05 : équipements et aménagement à vocation collective

4.6.1 Bilan des orientations stratégiques

✚ Bilan des grands travaux (G2P)

En 2023, l'établissement grands projets de Polynésie (G2P) a reçu le renouvellement de sa certification AFNOR ISO 9001 dans le cadre de la démarche qualité dans laquelle l'établissement s'était engagé pour mettre en œuvre sa politique stratégique. Cette politique stratégique s'établit sur 3 grands axes :

- Être exemplaire dans la maîtrise des opérations :
 - Respecter les budgets ;
 - Respecter les plannings des opérations ;
 - Faire respecter les règles d'hygiène, de sécurité et d'environnement sur les chantiers.
- Être au service des parties prenantes :
 - Véhiculer nos valeurs : intégrité, performance, sens de l'intérêt général et bien-être au travail ;
 - Etablir des relations de confiance avec les maîtres d'ouvrage ;
 - Valoriser et développer les compétences internes ;
 - Promouvoir les bonnes pratiques auprès des maîtres d'ouvrages et des entreprises.

- Être un acteur public du développement durable du Fenua :
 - Communiquer notre charte « chantier responsable » ;
 - Sourcer et développer les partenariats avec les acteurs RSE polynésiens.

Le chantier de fiabilisation comptable du patrimoine lancé en 2021 se poursuit en 2023 et devrait être finalisé en 2024.

L'objectif du label RSE est toujours en ligne de mire avec des démarches au sein même de nos opérations de travaux (déplacement des anguilles sur le site de Faratea dans le cadre de la construction du lotissement aquacole). Il est également à souligner la prise en compte de matériaux locaux afin de mettre en valeur les filières locales (bois notamment).

De même, sur le plan managérial, mise en valeur des compétences internes par le développement des RETEX sur les opérations entre les chargés d'opérations de manière à éviter et progresser sur le plan technique. Il faut également signaler un effort de communication inter cellule pour une meilleure compréhension des missions des cellules support (comptabilité notamment).

Bilan de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)

La rénovation du club house, une des contributions à l'objectif d'amélioration de l'offre de services, s'est terminée début 2023. Le club house a donc été ouvert le 1^{er} février 2023.

4.6.2 Bilan des objectifs de performance

Bilan des grands travaux (G2P)

Dans le but d'établir un réseau performant sur le plan des sujets transversaux inter EPIC, il a été créé un réseau des EPIC nommé pour le moment, le CLUB EPIC, réunissant l'ensemble des établissements publics industriels et commerciaux du Pays. Une première réunion a eu lieu le 23 novembre 2023 avec pour objectif de permettre un échange des outils, des savoir-faire et des pratiques inter -EPIC.

Les thèmes abordés sont aussi variés que la gestion des outils des pièces administratives, des pièces comptables ou des marchés, de l'engagement social et de l'ancrage territorial, de la minimisation de l'empreinte environnementale, de la promotion du bien-être au travail, de la responsabilité économique locale, de la transition écologique, énergétique et innovation, de la gestion humaine (grille salariale, gestion des contrats, évolution de carrière, plan de formation, inclusion sociale et égalité au travail)

Le but à terme serait de mutualiser les besoins afin le cas échéant de réduire le coût dans le cadre de dépenses communes.

Bilan de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)

Objectif n°1 - Améliorer les prestations et services proposés aux usagers

Objectif n°1 - Améliorer les prestations et services proposés aux usagers								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'anonnés	Nb	458	465	480		490	500	510
Indicateur 1.1 - Recettes	Millions F CFP	70	79	80		83	89,5	90
Sources des données :								
<i>Etats financiers et projection EGAT</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - Données brutes</i>								
<i>Indicateur 1.2 - Données brutes</i>								
Autres commentaires :								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Les actions mises en œuvre depuis 2019 ont permis un accroissement du nombre d'abonnés qui passe de 305 à près de 500 en 2023 soit une progression de près de 64% en 5 ans. Sur la même période, le chiffre d'affaires bondit de 42% passant de 59 millions F CFP à 84 millions F CFP.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les 2 opérations portant sur la construction d'un local vestiaires et l'installation d'un arrosage automatique des greens sont reportées sur 2024.

4.6.3 Crédits par action

		Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS		Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
903/963 05 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS A VOCATION COLLECTIVE		150 000 000	131 435 135	281 435 135
EGAT				0
Compléter l'offre de service aux usagers en construisant un local de vestiaires /sanitaires réservé aux golfeurs (60 millions en subvention et 5 millions en fonds propre)				0
Améliorer la qualité du parcours afin de revenir à un standing international en installant un arrosage automatique des greens (15 millions en fonds propre)				0
Dotation annuelle		150 000 000		150 000 000
G2P				0
Subvention à G2P - Terrassement et viabilisation LVT - zone nord			131 435 135	131 435 135

4.6.4 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Grands projets de Polynésie (G2P)

L'opération intitulée « Village tahitien » (LVT) consistant en la création d'une zone touristique importante sur la zone littorale d'Outumaoro à Punaauia qui s'étend depuis la pointe Taata jusqu'à la marina Taina, a nécessité un financement en investissement à compter de 2022.

Cette zone est traversée par de nombreux collecteurs d'eaux pluviales et fluviales posant des problèmes d'inondations et de pollutions du lagon, qui doivent être résolus pour rendre la zone touristiquement attractive.

Afin de préserver la qualité des eaux de baignade au droit de la future plage qui sera créée, il est prévu de réaliser un nouvel ouvrage au pied de la RT1 (*dalot Drive-in*) raccordé à la Nymphéa, de supprimer tous les rejets existants au droit de la future plage et de terrasser les futures parcelles avec une pente (pente 1%) et des fossés (pente 0,3%) orientés vers les futurs réseaux de collecte des eaux pluviales.

Le Pays a contribué au financement des travaux d'assainissement pluvial et de terrassements et remblais.

1. Les travaux d'assainissement pluvial

Le nouvel ouvrage d'assainissement pluvial récupérera les rejets existants provenant de l'ensemble des zones Nord extérieures au projet.

Le futur dalot doit être réalisé en deux phases :

- Phase 1 : linéaire de dalot d'environ 315 ml (entre le dalot drive-in et l'entrée actuelle du parc Vairai) ;
- Phase 2 : raccordement au canal de la Nymphéa (environ 130 ml) et au rejet du drive-in (environ 35 ml).

La première phase des travaux du dalot de Bel air s'est achevée en avril 2023. Le marché n'est cependant toujours pas soldé car il reste au titulaire du marché de travaux de fournir les attestations l'élimination des déchets amiantés découverts au cours de chantier. Ces éléments sont attendus courant 2024. La poursuite des travaux de la phase 2 est conditionnée par les travaux de modification du tracé de la Nymphéa pilotés par la Direction de l'équipement (DEQ). Les études sur les travaux du dalot de Bel Air phase 2 sont actuellement suspendues et aucune consultation n'a été lancée.

La subvention prévue par arrêté n° 699 /CM du 17 mai 2022 ne concerne que la phase 1 de la réalisation du dalot pour un montant de 225 917 736 F CFP pour un montant estimatif de l'opération à hauteur de 228 250 073 F CFP.

A ce jour, les dépenses mandatées s'élèvent à 80 % du montant total de la subvention allouée pour la phase 1.

2. Les travaux de terrassement

Ces travaux qui devaient débuter fin 2023 n'ont pas pu être lancés en raison de la problématique des parcelles occupées illégalement et de la volonté du gouvernement de réfléchir sur la suite à donner au projet.

Les dépenses effectuées jusqu'à présent concernent des prestations géotechniques.

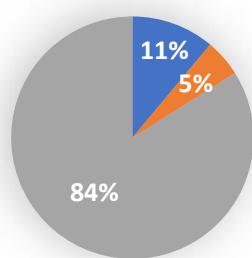
Les lauréats de l'appel à projets de 2022 ont été sélectionnés le 14 février 2023, des promesses de bail ont été signées avec les lauréats de chaque lot en mars 2023. Cependant, le gouvernement souhaite réétudier le projet.

La subvention attribuée par arrêté n° 649/CM du 13 avril 2023 a été versée par le Pays à hauteur de 131 435 135 F CFP correspondant l'avance, soit 16% du montant.

5. MISSION 904/964 : TOURISME

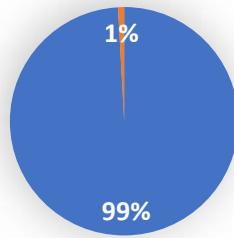
 <p>3,76 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>2,14 Mds F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>1,6 Md F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>218,7 M F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 0,71% sur la masse globale)</p>		 <p>12,6 M F CFP Mandatés au titre de l'aide au développement en faveur des pensions (investissement)</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 96401 Equipements et aménagements touristiques
- 90402 Aides et régulation du tourisme
- 96403 Animation et promotion du tourisme

Répartition des dépenses d'investissement par programme



- 90401 Equipements et aménagements touristiques
- 90402 Aides et régulation du tourisme

 <p>1,59 Md F CFP Mandatés au titre des subventions de fonctionnement au GIE Tahiti Tourisme</p>	 <p>50 M F CFP Mandatés au titre du dispositif Titeti 'Ai'a</p>	 <p>FDTC 33 M F CFP en fonctionnement 88,25 M F CFP en investissement (CP)</p>
--	---	--

5.1 Revue de la politique générale de la mission

L'année 2023 est la première année de mise en œuvre de la stratégie de développement touristique Fāri'ira'a Manihini « l'accueil qui nous ressemble et nous rassemble » (FM 27).

Par arrêté n° 185 CM du 2 février 2023 modifié, les organes de gouvernance de la stratégie FM 27 ont été mis en place. Ils comptent un comité de pilotage (COPIL), un observatoire du tourisme (ODT), un collège du tourisme durable (CTD), des commissions techniques sectorielles tourisme (CTST) et une équipe technique dédiée à l'animation, la coordination et au suivi du déploiement de la stratégie.

Cette stratégie, tournée vers un tourisme inclusif et durable, a donc démarré par la réalisation de bilans et études, préalables indispensables à toutes actions en lien avec le caractère durable du secteur.

Un bilan carbone a été lancé afin d'évaluer la contribution du tourisme dans les émissions des gaz à effet de serre de la Polynésie française. Cette étude permettra d'estimer la part du tourisme dans les émissions territoriales annuelles de la Polynésie et conduira à proposer des leviers d'atténuation.

Il a été également procédé à une évaluation de la destination Polynésie française selon des critères de durabilité. Il s'agit des critères mondiaux du tourisme durable pour les destinations, établis par le Global Sustainable Tourism Office (GSTC). Ces critères couvrent quatre piliers de développement : gestion durable, durabilité socio-économique, durabilité culturelle et durabilité environnementale.

La trajectoire donnée à la stratégie FM 27 s'est particulièrement affichée lors de la semaine du tourisme durable, au cours de laquelle une série d'évènements ont été organisés en Polynésie française : le sommet du tourisme durable, le conseil des ministres du tourisme du Pacifique, le conseil d'administration de la South Pacific Tourism Organisation (SPTO), organisation intergouvernementale composée de 18 États membres. Cette Organisation s'est engagée à promouvoir les îles du Pacifique en tant que destination touristique, mettant l'accent sur l'accessibilité et la diversité culturelle. Ces évènements ont contribué à la sensibilisation des acteurs du tourisme et des partenaires régionaux au tourisme durable et au renforcement des liens au niveau régional.

Un tourisme inclusif demande également une prise en compte de la population dans le développement touristique. Il a donc été lancée une étude portant sur la perception des résidents à l'égard du tourisme.

Cette étude est d'autant plus nécessaire que les chiffres du tourisme sont très importants en 2023. La barre symbolique des 250 000 touristes a été dépassée pour la première fois depuis 2000 avec une fréquentation record de 261 000 touristes (terrestres et flottants), portée principalement par deux clientèles (US et France) pour 72%. Si l'on rajoute les excursionnistes (navires transpacifiques) on atteint les 304 000 visiteurs.

5.2 Programme 904 01/964 01 : équipements et aménagements touristiques

5.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Les éléments du contexte et les orientations stratégiques du programme sont présentés en page 84 du PAP 2023.

Le service du tourisme a poursuivi sa démarche inclusive au travers de ses relations contractuelles avec des associations d'insertion professionnelle de personnes en difficulté ou en situation de handicap. Les appels à candidature pour les occupations des sites touristiques en vue de vente de produits alimentaires ont été lancés et les autorisations ont été octroyées en tenant compte des circuits courts d'approvisionnement et des produits équilibrés et de qualité, proposés.

La réflexion sur les modes de gestion les plus pertinents des sites touristiques s'est poursuivie et des études économiques ont été faites pour analyser la viabilité économique des modes de gestion envisagés pour les porteurs de projets.

Le service du tourisme s'oriente vers une politique de dynamisation des sites touristiques qui bénéficiera à la population et aux touristes, tout en contribuant à diminuer les dépenses de fonctionnement (entretien, maintenance et surveillance) du Pays.

5.2.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Développer l'éco-tourisme et les activités terrestres par l'aménagement de sites d'intérêt touristique

Objectif n° 1 - Développer l'éco-tourisme et les activités terrestres par l'aménagement de sites d'intérêt touristique								
Proposer les infrastructures nécessaires pour permettre l'accueil opérationnel								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'aménagements réalisés*	Nb	10	13	16	16	16	20	22
Indicateur 1.2 - Nombre de prestations d'entretien de site*	Nb	1	12	5		7		9
<u>Sources des données :</u> Service du tourisme *nombre cumulé								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Un vaste programme d'aménagements et d'équipements de sites touristiques a été mené durant l'année 2023.

Certains des objectifs fixés ont été atteints. Pour d'autres projets d'aménagement des infructuosités aux marchés d'appels d'offres ou des difficultés techniques ont conduit à des retards de réalisation des travaux ou à l'abandon de projet.

Par ailleurs certains travaux, parfois imprévus, ont été réalisés pour sécuriser les sites et remettre à niveau les équipements obsolètes ou vandalisés.

Au titre de l'offre d'activités culturelles et de loisirs :

- Le démarrage des travaux de réalisation de l'espace scénographique sur Paul Gauguin au sein du jardin botanique à Papeari (fin prévisionnelle des travaux décembre 2025) ;
- La réhabilitation du fare pote'e de Maeva à Huahine ;
- L'ouverture au public du parc paysager Tahua Motu Ovini à Faaa.

Au titre de la mise en œuvre et la gestion efficientes des sites touristiques et sentiers de randonnées :

- La réalisation de travaux sur l'ancien sanitaire de Teahupoo afin de le transformer en kiosque d'accueil pour le comité du tourisme ;
- La fin des études en vue de la construction de sanitaires au jardin botanique de Faaroa et le début des travaux (fin prévisionnelle des travaux en juillet 2024) ;
- La rénovation des ouvrages d'assainissement du site de Vaipahi à Papeari (fin prévisionnelle des travaux en février 2024) ;
- Les travaux de rénovation de la clôture de Rohotu à Paea ;
- Les études & diagnostic pour la rénovation du deck du site du Taharaa ;
- Les travaux de sécurisation des ouvrages de sécurité du site de Arahoho - trou du souffleur (fin prévisionnelle des travaux en janvier 2024 suite aux intempéries de fin 2023).

Au titre de la mise en œuvre et la gestion efficientes des accès publics à la mer :

- La livraison des aménagements du site de Vaiava - PK18 à Punauia : fare pote'e, parking, réhabilitation des sanitaires, espace pique-nique ;
- Le démarrage des travaux d'aménagement du parc de la pointe Riri à Puunui sur Toahotu (fin prévisionnelle des travaux en juin 2024) ;
- Les travaux de réhabilitation du site de Taharu'u (destruction de l'ancien snack insalubre, reprise des voiries, aménagement d'un parking supplémentaire) ;
- Le lancement des études pour la construction de sanitaires sur le site de Taharu'u.

Au titre de l'aménagement de sites naturels dans le cadre du produit « tour de l'île » :

- Le projet d'aménagement du motu Pu'uru à Mataiea a été abandonné en raison de difficultés techniques pour la réalisation de sanitaires sur le motu.

Le projet de réalisation de prototypes de bungalows par archipel destinés aux pensions de familles en vue de leur exposition dans les jardins du musée de Tahiti et des îles a été abandonné en raison de plusieurs infructuosités du marché d'appel d'offres.

Le développement de l'écotourisme (tourisme vert et bleu) implique de procéder à l'entretien régulier des sentiers de randonnée et sentiers aquatiques gérés par le Service du tourisme. Ce sont 7 sentiers qui font actuellement l'objet de prestations d'entretien.

Objectif n°2 : Faciliter le développement des activités de croisière et nautique de manière raisonnée et durable

Objectif n° 2 - Faciliter le développement des activités de croisière et nautique de manière raisonnée et durable								
Proposer les infrastructures nécessaires pour permettre l'accueil opérationnel, la gestion des flux maritimes des navettes								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre d'infrastructures réalisées liées à la croisière et au nautisme	Nb	15	17	19	18	18	20	21
Indicateur 3.2 - Croissance du nombre d'escales de paquebots de croisière (transpacifique, intra-polynésie)	%	-7,84%	241%	0,20%	0,80%	0,80%	34,13%	
Indicateurs 3.3 - Nombre de passagers croisière (transpacifique, intra-polynésie)	Nb	12 329	66 767	51 102	93 649	86 810	98 600	
Sources des données : <i>Service du tourisme Ispf / Tahiti Cruise Club</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2023 est une année de reprise pour le secteur de la croisière dont le développement dépend des infrastructures d'accueil des navires.

Le développement des infrastructures s'est poursuivi tout au long de l'année et le bilan en est :

Au titre des projets d'aménagement de débarcadères :

- Les travaux de réhabilitation de la zone de débarquement des croisiéristes sur Papetoai (travaux d'extension avec pergolas...) ;
- L'aménagement du site de Papaputa à Rangiroa pour la partie maritime (ponton), en maîtrise d'ouvrage déléguée à la direction de l'équipement (fin prévisionnelle des travaux en février 2024, en raison d'un retard dans l'approvisionnement des bois) ;
- L'adaptation des études de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement terrestre du site de Papaputa, en raison de trois infructuosités du marché d'appel d'offres ;
- La fin des études en vue de la construction d'un fare pote'e sur le quai de Rotoava à Fakarava ;
- En ce qui concerne les travaux en vue de l'amélioration du site de débarquement des croisiéristes sur Maroe à Huahine, ceux-ci sont toujours conditionnés aux travaux d'enrochement à réaliser préalablement.

Au titre de l'entretien et de la maintenance des sites d'accueil des croisiéristes : il n'y a eu aucune dépense en fonctionnement.

Au titre de la mise à disposition de sites au profit des acteurs locaux (communes, comités du tourisme) :

- La construction d'un local destiné au comité du tourisme de Moorea sur le débarcadère de Papetoai a été abandonné. Le mode de gestion des deux débarcadères de Moorea a été réfléchi et il est envisagé de lancer une délégation de service public sur les sites ;
- Le comité du tourisme de Moorea bénéficie d'une mise à disposition des débarcadères de Papetoai et Pao sur Moorea afin d'animer les sites.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les indicateurs 2.2 « Croissance du nombre d'escales de paquebots de croisière (transpacifique, intra-polynésie et de plaisance) et 2.3 « Nombre de passagers croisière (transpacifique, intra-polynésie) et plaisance » sont renseignés sans la partie plaisance qui n'est pas connue.

La suppression de la mention « plaisance » a été faite dans le tableau d'objectif n°2.

5.2.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 01 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	164 950 464	1 463 574 402	1 628 524 866
<i>Offrir des activités culturelles et de loisirs diversifiées</i>			0
Création d'un espace scénographique sur Paul Gauguin au sein du jardin botanique à Papeari		544 075 067	544 075 067
<i>Mise en œuvre et gestion efficientes des sites et sentiers de randonnée terrestre</i>			0
Réhabilitation sites (études et travaux)		54 244 698	54 244 698
Entretien et entretien des sites	164 950 464	6 919 358	164 950 464
Sanitaires du jardin botanique de Faarao			6 919 358
<i>Mise en œuvre et gestion efficientes des accès publics à la mer</i>			0
Parc de la pointe Riri (aménagements terrestres)		164 451 997	164 451 997
Parc de la pointe Riri (aménagements maritimes)		687 227 753	687 227 753
Papetoai local comité du tourisme (Moorea)		6 279 185	6 279 185
<i>Aménagement de sites naturels dans le cadre du produit « tour de l'île »</i>			0
Site du motu Pu'uru		159 600	159 600
<i>Prototypes bungalows pensions de familles</i>		216 744	216 744

5.2.4 Bilan des comptes spéciaux

Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC)

Ce fonds a été créé par délibération n°2010-70 APF modifiée du 19 novembre 2010 le « Fonds de développement du tourisme de croisière » (FDTC), afin de financer toutes opérations d'aménagements, de promotion de la destination en lien avec la croisière, d'animation locale de sites d'intérêt touristique visités par les croisiéristes.

Le service du tourisme est en charge du compte. Les ressources du fonds sont constituées d'une taxe pour le développement de la croisière, de dons et legs, de versements du budget général de la Polynésie française, de subventions de l'Etat ou autres entités publiques ou parapubliques.

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 01 - EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENTS TOURISTIQUES	0	88 253 842	88 253 842
<i>Compte d'affectation spécial FDTC - volet équipements et aménagements touristiques</i>			
Entretien et maintenance des sites d'accueil des croisiéristes	0		0
Construction du débarcadère et aménagement de la plage publique de papaputa à Rangiroa		23 996 837	23 996 837
Equipements et aménagements touristiques (Fare Huahine)		5 259 293	5 259 293
Aménagement du débarcadère de Maroe		1 026 000	1 026 000
Aménagement du débarcadère de Papetoai		57 971 712	57 971 712

5.2.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les différents opérateurs intervenant en maîtrise d'ouvrage déléguée sur les opérations d'aménagement sont :

- La direction de l'équipement (arrondissements maritime et bâtiment) pour les opérations d'enrochement du site de la Pointe Riri à Toahotu, la réalisation du ponton sur le site de Papaputa à Rangiroa, les études pour la réalisation du fare pote'e de Rotoava à Fakarava ;
- L'établissement Grands projets de Polynésie (G2P) pour les études et travaux de l'espace scénographique sur Paul Gauguin à Papeari.

5.3 Programme 904 02/964 02 : aides et régulation du tourisme

5.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Les éléments du contexte et les orientations stratégiques du programme sont présentés en page 86 du PAP 2023.

L'accompagnement des professionnels s'est poursuivi principalement par l'attribution des aides financières aux pensions de famille et les formations dispensées.

5.3.2 Bilan des réformes

Les travaux réglementaires ont été menés tout au long de l'année 2023. Ils ont porté sur :

- La modification de la loi du pays n°2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant règlementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française ;
- La mise en place d'un nouveau dispositif d'aide aux pensions de famille.

Les travaux réglementaires visent à favoriser la montée en gamme des pensions de famille par une procédure de classement simplifiée, à promouvoir les activités qui concourent à l'accueil et au séjour des touristes (artisanat, danse, randonnées...), à professionnaliser les exploitants des petites structures d'hébergement de tourisme (formation, accompagnement, simplification des démarches...). Au regard des nouvelles orientations, la modification est venue également renforcer le soutien en faveur du tourisme familial.

Le dispositif des aides aux pensions de famille voit ses plafonds d'intervention augmenter, ses taux d'intervention diffèrent pour favoriser les projets développés dans les archipels éloignés et une aide à la mise en conformité vient faciliter le classement des pensions de famille.

Tout concourt à faciliter le classement des pensions de famille avec un accompagnement adapté.

Le Conseil économique, social, environnemental et culturel a été consulté sur les deux projets de textes et a émis un avis favorable le 18 décembre 2023. La consultation de l'Assemblée de Polynésie française se fera en session administrative en 2024.

Les travaux réglementaires portant sur le statut des agences de voyage et bureaux d'excursion n'ont pu être menés en raison de l'importance des travaux réglementaires menés sur la partie hébergements touristiques.

5.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Optimiser la structuration des filières

Objectif n°1 - Optimiser la structuration des filières								
Favoriser la structuration du secteur du tourisme en incitant au regroupement des professionnels par filières et en leur proposant des moments d'expression entre eux et auprès des pouvoirs publics								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de réunions de l'observatoire du tourisme (ODT)	nb	4	1	6	8	1	10	10
Indicateur 1.2 - Nombre de syndicats/groupements professionnels	nb		8	10		8		9

Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 1.1 - Nombre de réunions des instances de gouvernance
 Indicateur 1.2 - Nombre de syndicats/groupements professionnels

- *Commentaire et analyse des résultats*

La participation des acteurs du tourisme (professionnels et institutions) est indispensable à la structuration des filières du secteur du tourisme. La réunion des nouveaux outils de gouvernance, créés par arrêté n° 185 CM du 2 février 2023, est le reflet de cette participation et des travaux menés pour atteindre ces objectifs de structuration.

L'observatoire du tourisme s'est réuni une seule fois en 2023, toutefois il faut noter que le collège du tourisme durable, créé en février 2023, a été très actif et s'est réuni quatre fois, marquant ainsi le démarrage des travaux en matière de tourisme durable, ligne directrice de la stratégie de développement touristique Fāri'i Manihini 2027.

Un important travail de structuration du secteur a été mené en 2023, axé sur la reconnaissance et la professionnalisation des comités du tourisme. La loi du pays n°2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française et son arrêté d'application n° 2067 CM du 14 novembre 2023 sont venus poser les bases de la structuration des comités du tourisme, chargés de déployer la politique publique du tourisme dans les îles et archipels.

Cette structuration passe par l'agrément des comités du tourisme répondant à des critères bien définis. L'agrément est la reconnaissance dans une catégorie donnée, « relais de la destination », « développeur » ou « animateurs locaux » en fonction des missions de chacun.

En 2023, 14 comités du tourisme ont été agréés, cinq en qualité de « relais de la destination », quatre en qualité de « développeurs » et cinq en qualité « d'animateurs locaux ».

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les indicateurs 1.1 « Nombre de réunions de l'observatoire du tourisme (ODT) » et 1.2 « Nombre de syndicats/groupements professionnels » ont été modifiés dans le PAP 2024. Il sera désormais comptabilisé le

« Nombres de réunions des organes de gouvernance (COPIL, ODT, CTD, CTST) » et le « Nombre de comités du tourisme agréés », ces deux indicateurs étant réellement représentatifs de l'action participative des acteurs du tourisme et de la structuration du secteur.

Objectif n°2 : Atteindre une performance de développement liée à la professionnalisation des acteurs touristiques

Objectif n° 2 - Atteindre une performance de développement liée à la professionnalisation des acteurs touristiques								
Permettre le développement du secteur en s'appuyant sur la professionnalisation des acteurs touristiques								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1- Nombre de professionnels formés	nb	587	531	146		104	150	80
Indicateur 2.2- Nombre de formations dispensées	nb	11	7	7		12	15	8
Sources des données : SDT - DIS								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le programme de formation des acteurs du tourisme s'est poursuivi en 2023, il se décline ainsi :

1/ L'IJSPF a bénéficié d'une subvention de 22 millions F CFP pour le financement de formations professionnelles dans le domaine de l'encadrement des activités physiques de pleine nature, destinées aux prestataires touristiques en vue de l'obtention du diplôme « Certificat professionnel polynésien d'accompagnateur d'activités physiques de pleine nature » (C.P.P.A. A.P.P.N.), réparties comme suit :

- 3 formations (à Tahiti, Moorea et Bora Bora) organisées en continu sur 3 jours, qui ont permis à 27 stagiaires professionnels du tourisme (patentés et salariés) d'obtenir le CPPA APPN « mention randonnée en scooter ou moto des mers à selles ». On note 1 abandon sur les 28 inscrits ;
- 1 formation initiale organisée sur 6 semaines à Tahiti qui a permis à 14 stagiaires d'obtenir le CPPA APPN « mention randonnée aquatique ». On note un taux de réussite de 100% pour cette formation ;
- 1 formation initiale organisée sur 6 semaines à Tahiti qui a permis à 12 stagiaires d'obtenir le CPPA APPN « mention randonnée en scooter ou moto des mers à selles ». On note également 1 abandon sur les 13 inscrits ;
- 1 formation organisée sur 6 mois à Tahiti qui a permis à 8 stagiaires de suivre la formation BPPG APPN « mention plongée subaquatique ». On note un échec sur les 9 candidats inscrits ;
- 1 formation organisée à Tahiti sur 6 semaines qui a permis à 9 stagiaires d'obtenir le CPPA APPN « mention randonnée en scooter ou moto des mers à selles » ;
- 1 formation organisée en continu sur 3 jours qui a permis à 3 stagiaires en qualité de professionnels du tourisme (patentés et salariés) d'obtenir le CPPA APPN « mention randonnée en scooter ou moto des mers à selles » ;
- L'IJSPF a également réalisé une formation pour l'obtention du brevet professionnel polynésien de guide d'activités physiques de pleine nature (BPPG APPN) mention plongée subaquatique, qui a permis à 8 stagiaires d'obtenir le diplôme du BPPG APPN « mention plongée subaquatique ». On note 1 échec à l'examen (sur 9 inscrits).

Sur les 9 formations organisées par l'IJSPF en 2023, 81 stagiaires sur 84 ont obtenu leur diplôme.

2/ La formation des pensions de famille a été retardée dans l'attente de la finalisation des travaux réglementaires du secteur.

3/ Les comités du tourisme, premier contact des plaisanciers internationaux, ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé à l'accueil de ces plaisanciers et des outils d'information et de communication ont été développés à cet effet. Les trois sites pilotes, Nuku Hiva, Fakarava, Taiarapu Ouest, ont été formés :

- à la réalisation d'un panneau d'informations et interactions avec informations pertinentes (actualités, évènements de l'île, information sur l'avitaillement, l'arrivées bateaux de ravitaillement...), rappel des réglementations et obligations, et un espace petites annonces, pour permettre à des artisans ou maraîchers de proposer leurs produits et aux plaisanciers de déposer des suggestions, des propositions de services (cours d'anglais, réparations diverses, invitation journée à bord) ;
- à l'utilisation d'une VHF, qui leur a été remis, pour une bonne communication avec les plaisanciers.

Il a été réalisé, à destination des comités du tourisme, un kit d'informations comprenant :

- une carte marine détaillant les zones de mouillage, les lieux de débarquement possibles, les services à terre (eau, poubelle, wifi, laverie...), les points d'intérêts touristiques, la géolocalisation des prestataires de services et d'activité... ;
- un support d'information PowerPoint en version anglaise et française distinctes, d'une trentaine de diapositives, à partager avec les plaisanciers.

4/ Le programme de formation dénommé « Passeport Tourisme », proposé par la chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers n'a pu être mené durant l'année 2023 en raison des opérations d'élection internes à la CCISM.

5/ Un accompagnement des hôtesses marins a été initié en vue de leur permettre d'obtenir le Certificat matelot pont (CMP), diplôme obligatoire pour travailler pour les compagnies de charter sur les navires à utilité commerciale, ainsi que le Certificat de pilote lagunaire (CPL), également obligatoire pour l'utilisation de l'annexe motorisée. Au total ce sont 20 hôtesses qui ont bénéficié de cet accompagnement.

Objectif n°3 : Renouveler l'offre d'hébergement

Objectif n°3 - Renouveler l'offre d'hébergement								
Accompagner les professionnels de la filière hébergement afin de proposer des produits diversifiés et de qualité								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Hôtels	Nb ét Nb he	45 2 825	40 2 462	47 2 916	41 2 462	41 2 520	44 2 707	
Indicateur 3.2 - Pension de famille	Nb ét Nb he	290 1 401	284 1 385	320 1 468	289 1 418	292 1 406	320 1 600	
Indicateur 3.3 - Meublés du tourisme	Nb ét Nb he	124 1 474	1 481 1 999	830 1 295	1 831 2 396	1 891 2 474	2 197 2 875	

Sources des données :
SDT
Mode de calcul des indicateurs :
nb ét : nombre établissement
nb he : nombre hébergement

▪ Commentaire et analyse des résultats

En application de l'obligation de déclaration préalable à l'exercice de toute activité d'hébergement touristique, introduite par la loi du pays n°2018-10 du 29 mars 2018 modifiée portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française, ce sont 1 117 nouvelles déclarations qui ont été enregistrées en 2023, toutes catégories d'hébergement confondues.

Concernant le produit « meublé de tourisme », cette obligation s'applique aux propriétaires de meublés de tourisme. Quant aux intermédiaires contribuant à la mise en location de cette catégorie d'hébergement touristique, ils sont tenus de publier le numéro d'enregistrement de chaque meublé sur leurs plateformes numériques de commercialisation.

De nouvelles obligations s'imposent par ailleurs aux intermédiaires, qu'il s'agisse des agences immobilières ou des plateformes numériques, portant sur la production de statistiques relatives à l'activité des meublés de tourisme commercialisés par leur entremise.

Consécutivement à la crise sanitaire, la catégorie « Hôtel » reste impactée par le maintien de la fermeture de sept établissements hôteliers ; un huitième hôtel a fermé au quatrième trimestre 2023 pour rénovation. Néanmoins, l'offre hôtelière s'est partiellement renouvelée par l'ouverture en 2023 de deux anciens établissements hôteliers (un sur Tahiti et un sur Moorea) suite à un programme de réhabilitation.

Quant à la catégorie « pensions de famille », le parc augmente de 3% par rapport à 2022 en nombre de d'établissement (292 enseignes) principalement à Huahine, Maupiti, Raiatea, Rangiroa et aux Marquises.

La volonté de montée en gamme des produits se manifeste par le nombre de demandes de classement traitées en 2023 : 20 pensions de famille ont reçu la visite de classement du service du tourisme et cinq nouvelles demandes de classement en pension de famille ont été réceptionnées. Pour la catégorie « hôtel de tourisme international », 14 visites de classement ont été réalisées et trois nouvelles demandes de classement en « hôtel de tourisme international » ont été réceptionnées.

5.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 904/964 02 - AIDE ET REGULATION DU TOURISME	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
Soutien aux pensions de famille (aides permanente)	7 265 000	28 717 763	35 982 763
Soutien aux pensions de famille (aides exceptionnelles)	7 265 000	28 717 763	35 982 763
Soutien aux pensions de famille (bungalows types)			0

Les aides mandatées en 2023 sont l'aboutissement des travaux de construction, extension ou rénovation des pensions de famille et de la procédure de classement des établissements. Elles reflètent par conséquent la montée en gamme du produit « pensions de famille ».

Pour rappel, la réglementation instaurant un nouveau dispositif d'aide à la mise en conformité a pris du retard et n'a donc pu donner lieu à l'instruction de dossiers et donc à la consommation de crédits.

Le dispositif de soutien aux pensions de famille au travers des bungalows « types » n'a pas été mis en place en 2023, notamment en raison de l'infructuosité et donc de l'abandon du projet de réalisation des prototypes bungalows en vue de leur exposition.

5.3.5 Bilan des dépenses fiscales

En 2023, l'instruction des demandes de financement en défiscalisation locale a été faite dans le cadre d'une nouvelle procédure d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) mise en place par le code des investissements et ouvert au secteur touristique par l'arrêté n° 344 PR du 21 avril 2023.

Dans le cadre de cet appel à manifestation d'intérêt (AMI) :

- 18 projets d'hébergements touristiques ont été déposés et examinés en 2023, ces programmes d'investissement représentant un montant potentiel de 82,5 milliards d'investissement ;
- Parmi ces 18 dossiers, on compte trois demandes dans la catégorie « pension de famille » et 15 demandes dans la catégorie « hôtel » ; 14 établissements projetant de solliciter la défiscalisation locale et la défiscalisation métropolitaine ;
- 4 dossiers d'acquisition/construction de catamarans et navires ont été déposés (dont trois instruits et un déclaré irrecevable car incomplet) dans le secteur du charter nautique et de la croisière pour un montant d'investissement global HT de 2 milliards F CFP.

Les trois demandeurs ont sollicité le bénéfice de la défiscalisation métropolitaine.

Institué par la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 modifiée, le régime d'exonération de droits et taxes à l'importation applicable aux établissements hôteliers classés a été prorogé par la loi du pays n° 2020-40 du 18 décembre 2020.

Cette exonération est plafonnée pour une année civile donnée, à un multiple du nombre de chambres fixé à 150 000 F CFP par chambre. Peuvent bénéficier de ce régime les établissements qui sont à jour de la redevance de promotion touristique et qui disposent d'un classement en cours de validité en application de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 modifiée.

En 2023, 24 établissements ont sollicité le bénéfice dudit régime d'exonération.

Remplissant les conditions requises pour être éligible au dispositif d'exonération, le Conseil des ministres a fixé par arrêté n° 278 PR du 31 mars 2023, la liste des établissements admis au bénéfice de ce régime d'exonération soit 24 hôtels pour un montant total plafonné à 307 650 000 F CFP.

5.3.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les opérateurs intervenant dans le programme « aide et régulation » sont :

- l'IJSPF pour ce qui concerne les formations dans le domaine sportif ;
- la CCISM ainsi que des organismes privés de formation pour les formations dispensées aux prestataires touristiques et comités du tourisme.

Pour ce qui concerne les aides fiscales le service du tourisme travaille en collaboration avec :

- l'ADE pour la défiscalisation locale ;

- la DICP pour la défiscalisation métropolitaine.

5.4 Programme 904 03/964 03 : animation et promotion du tourisme

5.4.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2023, le Pays s'est appuyé sur le réseau de *Tahiti Tourisme* comptant 9 représentations pour assurer une visibilité de *Tahiti Et Ses Îles* sur 15 marchés à l'étranger et pour superviser toutes les opérations marketing, les relations publiques, la promotion, les événements et les programmes de formation du réseau de distribution.

La prédominance du marché Nord-américain se confirme avec plus de 46% de parts de marché pendant que le nombre de visiteurs métropolitains continue d'augmenter (+11,3% par rapport à 2022) en cohérence avec la desserte aérienne. Cela confirme la dépendance de la destination envers ces marchés.

Par ailleurs, la reprise de l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'est confirmé avec un nombre de visiteurs en augmentation de respectivement +73% et +66%. Les marchés européens ont continué leur relance à l'exception de l'Italie qui termine l'année à -2% de visiteurs.

Enfin, suite à la reprise de la ligne Japon, le 31 octobre, les visiteurs asiatiques commencent à revenir.

La fréquentation globale dépasse les niveaux pré-covid à la fin d'année 2023 et atteint le chiffre record de 261 813 touristes (vs 236 642 en 2019).

Concernant le tourisme d'intérieur, le dispositif *Titeti 'Ai'a* a généré environ 22,5 millions F CFP et s'est arrêté au premier trimestre 2023 pour laisser place aux deux salons du tourisme annuels et aux coopérations marketing avec les deux compagnies aériennes domestiques.

2023 est l'année de lancement de la stratégie du Pays « *Fāri'ira'a Manihini 2027* » tournée vers un tourisme inclusif et durable. *Tahiti Tourisme* participe activement à la mise en œuvre de cette feuille de route en particulier dans les travaux liés à l'axe 1 de la stratégie FM 27 "Valoriser et promouvoir la destination" ainsi que l'axe 3 "Tourisme Durable et Eco-tourisme".

En 2023, *Tahiti Tourisme* s'est appuyé sur les objectifs ci-dessous, conformément aux priorités définies dans la stratégie du Pays :

➤ **Sur le volet local**

1. Poursuivre le développement du tourisme intérieur

Concernant le dispositif *Titeti Ai'a*, un budget de 22,5 millions F CFP a été consommé dès le premier trimestre et a ensuite été suspendu, s'agissant initialement d'une mesure de relance.

Ce dispositif a ainsi pu bénéficier à environ 2 000 voyageurs (représentant 700 dossiers) et 97 prestataires d'activités touristiques locaux.

Pour le développement du tourisme intérieur, *Tahiti Tourisme* coopère par ailleurs avec les compagnies aériennes locales et notamment avec Air Tahiti sur l'opération "Ua Reva Tatou" qui propose aux résidents des offres de voyages à prix réduits sur toutes les destinations de *Tahiti Et Ses Îles*. Un budget a également été prévu pour la compagnie Air Moana, qui n'a pas été en mesure de lancer une campagne.

Les 2 salons du tourisme ont été organisés comme prévu, l'un en février et le deuxième fin septembre. Près de 8 000 billets ont été vendus par les deux compagnies aériennes sur les deux salons pour 27 000 nuitées.

2. Continuer à sensibiliser la population à l'intérêt du tourisme

En 2023, l'émission "Ia Ora Na" disparait et laisse place à campagne « Ensemble agissons pour un tourisme durable », une série de vidéos ludiques de 15 épisodes diffusées sur les chaînes télévisées locales aux heures de grande écoute.

Par ailleurs, les vidéos ont été utilisées sur le terrain dans le cadre de la campagne de sensibilisation des comités du tourisme et de la population, dans 4 archipels, 19 communes dans 14 îles et auprès de plus 600 personnes rencontrées.

Le concours « J'embellis ma commune » a été repensé et étalé sur 2 ans pour être plus efficace et obtenir des résultats qui perdurent dans le temps. C'est ainsi en 2023, 22 associations situées dans 3 archipels qui ont participé à ce concours.

3. Sensibiliser et accompagner les professionnels

2023 a été l'année d'implémentation de l'étape 1 (sur 3) du plan d'actions défini en 2022, à savoir la promulgation de loi du pays définissant le statut des comités du tourisme, la remise à niveau des comités du tourisme en termes de conformité juridique, puis obtention d'agrément.

14 Comités du tourisme ont été agréés en 2023 sur 20.

S'en suivront en 2024-2026, une étape de formation et professionnalisation pour finir, en 2027, sur une pérennisation de ces derniers.

4. Animer la vie locale et organiser des événements locaux

Tahiti Tourisme a également poursuivi sa mission d'animation au travers des événements organisés tout au long de l'année comme les 8 'Tere' programmés en 2023 avec un taux de remplissage moyen de plus de 90%.

Tahiti Tourisme a également organisé la Journée du pareu, la Journée mondiale du tourisme ainsi que la Journée du tiare.

➤ Sur le volet international

En 2023, *Tahiti Tourisme* s'est acquitté de ses missions de promotion déclinées en 6 axes stratégiques :

1. Reconquérir des marchés en repli et capitaliser sur les marchés nord-américains et métropolitain

Tahiti Tourisme a continué à capitaliser sur la reprise des marchés européens, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en renforçant les budgets sur le Canada, l'Italie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour accompagner la reprise engagée de ces marchés dès 2022 et augmenter la visibilité de la destination.

Le budget du Japon a également été augmenté, pour préparer la reprise du vol direct depuis le Japon le 31 octobre 2023 au travers d'une campagne de relance auprès du trade et du grand public ainsi que du déplacement d'une délégation sur Tokyo en novembre.

En parallèle une étude sur le potentiel de développement du marché asiatique a été lancée afin d'évaluer la possibilité de création d'une ligne directe entre Papeete et Shanghai / Hong Kong ou Séoul.

2. Valoriser davantage la notoriété d'une destination slow tourism, tournée vers un tourisme inclusif et durable

La campagne « Treasure every moment in *The Islands of Tahiti* » a été déployée dans l'objectif d'asseoir la position de la destination *Tahiti Et Ses Îles* comme la destination idéale pour les visiteurs en quête d'expériences uniques et authentiques.

Un état des lieux de la destination en tant que destination durable a été implémenté tout au long de l'année au travers de diverses actions : Bilan carbone du tourisme en Polynésie française, évaluation de la destination par le GSTC, enquête d'opinion sur le tourisme auprès de la population.

3. Soutenir et renforcer le réseau de distribution

Tahiti Tourisme a continué à former le réseau de distribution de la destination à l'international (toujours en reconstruction suite à la crise) au travers de son programme « Spécialiste de Tahiti ». Un accent particulier a été mis sur la formation en ligne, sur la série de webinaires Tahiti Times ou encore les voyages de familiarisation et rencontres avec les professionnels sur les marchés.

4. Développer et optimiser la distribution et la commercialisation de la destination

Tahiti Tourisme a continué à aller à la rencontre des tour-opérateurs et à les mettre en relation avec les partenaires du tourisme polynésien, sur des salons professionnels (IFTM Top Résa, ITB, ILTM, DEMA...) ou encore lors du *ParauParau Tahiti – PPT 2023*, organisé en janvier 2023 qui a permis à 75 partenaires touristiques locaux de rencontrer 87 chefs de produits de 12 pays à Tahiti.

Tahiti Tourisme a par ailleurs continué à impulser la commercialisation et la mise en place d'offres de séjours au travers de campagnes de ventes en coopération avec les tour-opérateurs et les compagnies aériennes, notamment la campagne de relance du Japon avec Air Tahiti Nui.

5. Renforcer la promotion par segments de produits et de clientèle

Tahiti Tourisme a continué ses actions en faveur de la promotion de la plongée à *Tahiti Et Ses Îles*, au travers de la campagne "Dive the treasures in *The Islands of Tahiti*" ainsi que la participation aux salons dédiés à ce segment de produit et la clientèle plongée.

La cible de clientèle LGBTQ+ ayant été identifiée comme présentant un potentiel de développement pour la destination, suite à un audit préliminaire mené en 2022, la campagne de communication internationale ciblant cette communauté de voyageurs a été réalisée pour être déployée sur les marchés en 2024.

6. Participer à la dispersion de nos touristes dans les diverses îles et types d'hébergements

Une attention particulière a été portée à la diversité de la destination et à ses hébergements au travers de campagnes dédiées aux hébergements. Ainsi, la campagne "Tout le monde peut naviguer à Tahiti et ses îles" a été déployée pour la première fois sur les marchés identifiés comme prioritaires pour le segment du charter nautique.

En 2023, un travail de fond a été réalisé par *Tahiti Tourisme*, en collaboration avec agences de location saisonnière, pour définir une stratégie de communication propre à ce type de d'hébergement. Ainsi, une consultation a été menée auprès des agences basées en Polynésie française afin d'identifier les principaux axes de communication de la campagne internationale dédiée qui sera déployée en 2024 pour valoriser ce type d'hébergement.

5.4.2 Bilan des réformes

La filiale Tahiti Tourisme North America a fermé au 31 décembre 2023. Suite à un appel d'offre, la représentation de Tahiti Tourisme au Mexique, Canada et Etats-Unis sera externalisée en 2024.

Un appel d'offre sera lancé pour la mise en place d'une représentation sur le marché Espagne en 2024 également, tout comme pour la représentation sur le marché Italie.

5.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Développer le tourisme intérieur

Objectif n°1 - Développer le tourisme intérieur								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de visites sur le site www.TahitiTourisme.pf	Nb	110 415	140 000	154 000	200 000	264 000	210 000	231 000
Indicateur 1.2 - Nombre de leads sur le site www.TahitiTourisme.pf	Nb	12 912	45 000	110 000	110 000	55 000	115 000	126 500
Indicateur 1.3 - Nombre de visiteurs aux Salons du Tourisme (Février et Septembre)	Nb	37 700	29 000	35 000	35 400	34 180	35 000	36 000
Indicateur 1.4 - Nombre d'exposants aux Salons du Tourisme (Février et Septembre) moyenne	Nb	200	424	240	260	259	280	250
Indicateur 1.5 - Nombre de billets d'avion vendus aux Salons du Tourisme (Février et Septembre)	Nb	2 366		7 500	10 000	7 833	10 000	8 000
Indicateur 1.6 - Nombre d'adhérents à la solution de réservation de Tahiti Tourisme	Nb	34	34	33	33	33	33	80

Sources des données :

GIE Tahiti Tourisme

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - Nombre de visites sur le site www.tahititourisme.pf

Indicateur 1.2 - Nombre de leads sur le site www.tahititourisme.pf

Indicateur 1.3 - Nombre de visiteurs aux salons du tourisme (Février et Septembre)

Indicateur 1.4 - Nombre d'exposants aux salons du tourisme (Février et Septembre)

Indicateur 1.5 - Nombre de billets d'avion vendus aux Salons du Tourisme (Février et Septembre)

Indicateur 1.6 - Nombre d'adhérents à la solution de réservation de Tahiti Tourisme

▪ Commentaire et analyse des résultats

- Indicateur 1.1 Nombre de visite

2023, est la deuxième année d'exploitation du site de l'office du tourisme www.TahitiTourisme.pf qui voit son nombre de visites augmenter et dépasser la prévision pour atteindre 264 000 (vs 140 000 en 2022) soit une hausse de +88,5%.

- Indicateur 1.2 Nombre de 'leads'

Le nombre de "leads" en 2023 sur le site de l'office du tourisme, destiné aux voyageurs arrivés sur place, augmente moins que prévu et s'élève donc à 55 000 (vs 45 000 en 2022).

- Indicateur 1.3 Nombre de visiteurs / 1.4 Nombre d'exposants / Indicateur 1.5 Nombre de billets d'avion vendus

Salon du tourisme :	Nombre de visiteurs	Nombre d'exposants	Nombre de billets d'avion
- du 3 au 5 février 2023 :	17 700 visiteurs	258 exposants	3 713 billets
- du 29 septembre au 1er octobre 2023 :	16 480 visiteurs	260 exposants	4 120 billets

Soit une moyenne de 259 exposants.

- Indicateur 1.6 Nombre d'adhérents

En 2023, c'est toujours un peu plus d'une trentaine de structures qui restent adhérentes à la solution Maeva Hébergement qui facilite la réservation en ligne de leurs unités par les internautes.

Objectif n°2 : Reprise de la fréquentation touristique

Objectif n°2 - Reprise de la fréquentation touristique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 -Taux de progression de la fréquentation touristique	%	7%	165%	11%	11%	11%	5%	5%
Indicateur 2.2 - Nombre d'agents de voyage formés à la destination Tahiti Et Ses îles	Nb	21 922	12 000	15 400	15 000	15 297	16 000	16 000
Indicateur 2.3 - Contre valeur publicitaire générée (médias télévisés, presse et web)	Mds XPF	10	5,4	4,6	6,0	9,0	6,5	6,5
Indicateur 2.4 - Nombre de visiteurs sur les sites internet de Tahiti Tourisme	Nb	3 500 613	3 350 000	2 900 000	2 400 000	3 014 000	2 900 000	3 500 000
Indicateur 2.5 - Nombre de demande de devis/contacts générés vers les tours opérateurs, agents de voyage ou prestataires touristiques via les sites web internationaux de Tahiti Tourisme	Nb	97 762	155 900	104 000	104 000	124 000	120 000	114 000
Sources des données :								
<i>GIE Tahiti Tourisme</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 - Taux de progression de la fréquentation touristique</i>								
<i>Indicateur 2.2 - Nombre d'agents de voyage formés à la destination Tahiti Et Ses îles</i>								
<i>Indicateur 2.3 - Contre-valeur publicitaire de la couverture médiatique générée</i>								
<i>Indicateur 2.4 - Nombre de visiteurs sur les sites internet de Tahiti Tourisme</i>								
<i>Indicateur 2.5 - Nombre de demande de devis/contacts générés vers les tours opérateurs, agents de voyage ou prestataires touristiques via les sites web internationaux de Tahiti Tourisme</i>								

■ Commentaire et analyse des résultats

- Indicateur 2.1 Taux de progression de la fréquentation touristique

Selon l'ISPF, en 2023 ce sont 261 813 touristes qui ont été accueillis, soit +11% vs 2022. Un chiffre record pour la destination, qui dépasse la barre record des 250 000 touristes pour la première fois depuis 2000. Cette progression a été soutenue principalement par les marchés Etats-Unis et France et par le retour des marchés européens et du Pacifique.

- Indicateur 2.2 Nombre d'agents de voyage formés à la destination *Tahiti Et Ses îles*

Le réseau de distribution reste un intermédiaire essentiel dans la commercialisation de la destination Tahiti Et Ses Îles. La formation des revendeurs de la destination est une priorité pour Tahiti Tourisme, elle se manifeste au travers de diverses actions :

- Le programme Spécialiste de Tahiti (programme de formation en ligne destiné au réseau de distribution et notamment aux agents de voyage) est disponible sur 18 marchés en 9 langues. Au 31 décembre 2023, on comptait plus de 9 800 agents inscrits sur la plateforme, avec 2 203 nouveaux inscrits en 2023 ;
- La série de webinaires Tahiti Times / Tahiti Tuesdays, qui permet à Tahiti Tourisme et aux partenaires polynésiens de former les agents à un produit, une île ou une thématique spécifique, a été déployée sur l'ensemble des marchés, et 177 webinaires ont été organisés en 2023 ;
- En complément, 85 séminaires, qui présentent une opportunité de former les agents en présentiel, ont également été organisés ;

- Le voyage dans nos îles est nécessaire à la compréhension de notre destination, ainsi en 2023, Tahiti Tourisme a organisé 62 voyages de familiarisation à l'attention de 324 agents de voyage qui vendent la destination.

En 2023, ce sont 15 297 agents (vs 12 000 en 2022) qui ont pu être formés.

- o Indicateur 2.3 Contre-valeur publicitaire générés

En 2023, ce sont 1 065 médias qui ont été assistés / renseignés en 2023 (soit quasiment le double par rapport à 2022), avec une reprise de l'intérêt des médias pour la destination et pour participer à des voyages de presse. Ainsi, on retrouve une visibilité similaire à celle que nous générions pré-COVID, avec 5,2 milliards de personnes touchées par la couverture de presse pour une contre-valeur publicitaire de 9 milliards F CFP.

- o Indicateur 2.4 - Nombre de visiteurs sur les sites internet de Tahiti Tourisme

Tahiti Tourisme comptabilise actuellement 18 sites internet (traduits en 9 langues), dont 17 sites à l'international et 1 site internet en local, qui constituent un outil indispensable pour la promotion de *Tahiti Et Ses Îles* dans le monde.

Ainsi, ce sont 3 014 000 visiteurs (vs objectif de 2 400 000) qui se sont rendus sur les sites de *Tahiti Tourisme* pour se renseigner sur la destination. A noter que ce chiffre est en baisse par rapport à 2022 (-10% environ), du fait notamment de la refonte de tous les sites internet internationaux de *Tahiti Tourisme* qui a démarré en 2023 (sites français et sites américain notamment).

A noter qu'en dehors des visites organiques, il convient, au travers de la visibilité et de la notoriété de la destination, de générer du trafic sur l'ensemble des sites, notamment au travers des campagnes de communication digitales ciblant les consommateurs en recherche de leur prochaine destination. Ainsi, en 2023, plusieurs campagnes de notoriété ont été lancées dont :

La campagne "Treasure every moment in *The Islands of Tahiti*" qui a touché environ 53 millions de personnes.

Les campagnes dédiées aux segments de produits, dont la campagne "Dive the treasures in *The Islands of Tahiti*" qui a touché 5,9 millions de personnes et "Everyone can sail in *The Islands of Tahiti*" avec environ 8 millions de personnes touchées.

La campagne "Stay at a tahitian guesthouse" (séjournez en Petite Hôtellerie Familiale) qui a touché près de 1,9 millions de personnes.

- o Indicateur 2.5 - Nombre de demande de devis/contacts générés vers les tours opérateurs, agents de voyage ou prestataires touristiques via les sites web internationaux de Tahiti Tourisme

Les 17 sites internet internationaux de *Tahiti Tourisme* rassemblent les informations recherchées par les visiteurs potentiels de nos marchés émetteurs et sont construits de façon à mettre ces internautes en contact :

- Soit avec les tour-opérateurs et agences de voyage qui proposent des packages de séjours à Tahiti et ses îles sur ces sites internet ;
- Soit avec agents de voyage certifiés 'Spécialistes de Tahiti' qui peuvent créer un séjour à la carte pour ces internautes ;
- Soit avec directement les 1 600 prestataires touristiques polynésiens qui ont un espace dédié sur ces mêmes sites internet.

En 2023, on peut noter une baisse du nombre de « leads » ou contacts générés vers les 3 canaux de conversion confondus (packages via tour-opérateurs ; agents de voyage certifiés ; en direct avec les prestataires touristiques polynésiens) atteignant un volume de 124 000, soit une baisse de près de -20% par rapport à 2022, conséquence notamment de la refonte des sites internet internationaux qui a démarré en 2023. La baisse est toutefois moins forte que prévue (prévision de 104 000 leads soit une baisse de -33%).

5.4.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 03 - ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME	1 035 477 301	0	1 035 477 301
<i>Développer le tourisme intérieur</i>			
Poursuite du dispositif Titeti Aia	23 647 882		23 647 882
Maintien des deux salons du tourisme en présentiel (février / septembre 2023)	12 727 041		12 727 041
Soutien aux actions commerciales des compagnies aériennes assurant des vols domestiques	3 000 000		3 000 000
Poursuite de la sensibilisation de la population à l'intérêt du tourisme dans nos îles au travers de nouveaux supports médiatiques	42 058 973		42 058 973
Animation de la vie locale avec notamment la création de nouveaux Tere organisés par Tahiti Tourisme	13 445 743		13 445 743
Accompagnement à la structuration et la formation des comités du tourisme par la Direction des opérations locales	11 265 212		11 265 212
<i>Maintenir l'augmentation de la fréquentation touristique</i>			
Communication et actions en faveur du réseau de distribution sur le marché : Amérique du Sud	383 100 000		383 100 000
Communication et actions en faveur du réseau de distribution sur le marché : Europe	310 000 000		310 000 000
Communication et actions en faveur du réseau de distribution sur le marché : Asie	115 000 000		115 000 000
Communication et actions en faveur du réseau de distribution sur le marché : Pacifique	90 000 000		90 000 000
Réalisation du PPT	19 014 860		19 014 860
Etudes de marchés	12 217 590		12 217 590

5.4.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC)

Des subventions ont été versées afin d'assurer le déploiement du plan d'actions et de développement de la croisière 2023 aux acteurs suivants :

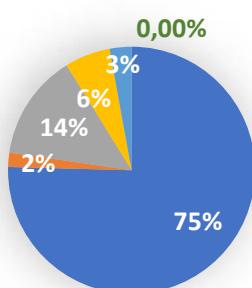
- GIE Tahiti Tourisme : 25 000 000 F CFP (5 000 000 F CFP sont en cours de liquidation) ;
- Tahiti Cruise Club : 6 500 000 F CFP.

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
904/964 03 - ANIMATION ET PROMOTION DU TOURISME	26 500 000	0	26 500 000
<i>Compte d'affectation spécial FDTC - volet animation et promotion du tourisme</i>			
Subvention en faveur de tahiti cruise club	6 500 000		6 500 000
Subvention en faveur de Tahiti tourisme	20 000 000		20 000 000
Construction du débarcadère et aménagement de la plage publique de papaputa à Rangiroa			0

6. MISSION 905/965 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES

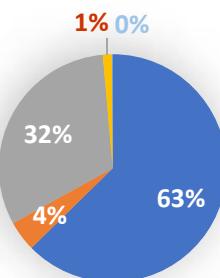
 <p>8,19 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>4,09 Mds F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>4,1 Mds F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>2,04 Mds F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 6,65% sur la masse globale)</p>		 <p>13,26 M F CFP Mandatés au titre des aides financières aux porteurs de projets Vanille 2023 (investissement)</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 96501 Agriculture et élevage
- 96502 Forêts
- 96503 Pêche et aquaculture
- 96504 Perliculture
- 96505 Artisanat
- 96506 Ressources minières

Répartition des dépenses d'investissement par programme



- 90501 Agriculture et élevage
- 90502 Forêts
- 90503 Pêche et aquaculture
- 90504 Perliculture
- 90505 Artisanat



Mandatés pour les aides aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage



Mandatés pour les aides aux secteurs de la pêche, de l'aquaculture



Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagunaire

6.1 Revue de la politique générale de la mission

Au titre des ressources alimentaires

Les programmes et opérations mis en œuvre depuis 2021, en cohérence avec l'adoption du schéma directeur de l'agriculture 2021-2030, se poursuivent et s'accélèrent grâce notamment au renforcement des moyens humains et financiers de la Direction de l'agriculture et de la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire. L'objectif premier, dont la pertinence a été pleinement démontrée ces dernières années, reste de garantir la sécurité alimentaire des polynésiens en favorisant la production, la transformation et la consommation des produits locaux.

Au titre des ressources marines

L'enjeu global est l'exploitation optimale des ressources pour en tirer le plus grand profit collectif sur le long terme. Les axes de la politique publique en matière d'exploitation des ressources marines sont les suivants :

1. Gérer les ressources et préserver les milieux : il s'agit d'en connaître les potentiels, de les quantifier et de les valoriser de manière durable. Pour cet axe, 2023 a vu la réalisation d'études de stocks sur Rangiroa et Arutua mais aussi l'étude de pêcherie artisanale sur les Marquises par exemple. L'étude sur l'élaboration du schéma directeur de la pêche lagonaire et côtière a été engagée ainsi que la création de zones de pêches réglementées sur tout l'archipel des Marquises. En perliculture, le programme de suivi de la qualité des milieux se poursuit malgré la fin du financement PROTEGE ;
2. Développer la compétitivité des filières productrices en :
 - a. Soutenant l'investissement productif pour développer et mettre en place des outils structurants aux standards internationaux pour valoriser les ressources. Ici nous pouvons noter les actions relatives aux investissements réalisés au Port de pêche de Papeete ou encore le développement du projet Biomarine pour le secteur aquacole ;
 - b. Incitant à l'initiative privée par la prise en main progressive du secteur productif pour redynamiser les filières vers une production plus compétitive. Les projets privés d'écloserie en perliculture et en aquaculture sont de plus en plus importants et la labellisation MSC a été transférée au secteur privé ;
 - c. Développant l'innovation technologique, en apportant une assistance technique et en formant les professionnels pour améliorer leurs performances. En perliculture les formations de greffeurs se sont poursuivis tout comme les formations pour l'obtention de l'agrément en aquaculture. Les projets de sélection génétique en perliculture et en aquaculture arrivent à leur terme ;
 - d. Améliorant l'organisation économique des filières par la mise en place d'outils permettant de veiller à la qualité des produits et aux bonnes pratiques. En perliculture, les professionnels s'orientent vers une labellisation de la perle pour une meilleure valorisation et en pêche palangrière, la labellisation MSC est élargie à de nouvelles espèces.
3. Contribuer aux équilibres sociaux et territoriaux de manière à répartir la richesse équitablement entre les différentes catégories sociales et entre les îles et archipels. Pour cet axe, notons la réhabilitation des marinas pour la pêche côtière, la poursuite de l'augmentation du parc à DCP avec un objectif de maintien de 80 DCP sur toute la Polynésie française et les actions relatives aux aides pour la pêche lagonaire et la pêche côtière ;
4. Adapter l'environnement institutionnel : faire évoluer le cadre législatif et administratif de l'exploitation des ressources pour accompagner le développement. Pour cet axe, les arrêtés d'application à la suite de la modification de la loi du pays en perliculture ont été validés au conseil de la perliculture et les travaux sur la loi du pays en aquaculture ont été poursuivis.

Au titre de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)

La chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL), créée en 1884, est l'une des plus anciennes institutions de Polynésie. Son rôle principal est de servir, informer et représenter les agriculteurs et les pêcheurs lagonaires afin de leur permettre de subvenir correctement à leurs besoins. Cet établissement public administratif compte plus de 5 000 membres actifs répartis dans les 5 archipels, avec plus de 5 600 exploitations recensées.

La CAPL s'engage sur plusieurs enjeux importants, tels que la valorisation des métiers du secteur primaire, la commercialisation des produits, la professionnalisation des acteurs, l'évolution des pratiques agricoles, la prévention des risques dans les exploitations, la lutte contre les calamités naturelles et l'autonomie en intrants.

L'établissement favorise la vente des produits locaux en aidant à structurer les réseaux de collecte et de stockage des îles vers Tahiti, tout en soutenant les mesures visant à protéger l'économie agricole. La coopération et la mise en commun des petites exploitations constituent un axe majeur du programme afin de faciliter et garantir l'approvisionnement des grandes surfaces, des services de restauration collective et scolaire en produits issus des circuits courts.

C'est à partir des difficultés particulières rencontrées par les producteurs polynésiens, que la CAPL a élaboré un contrat d'objectifs et de performance basé sur l'implication des acteurs et la mobilisation des principaux intervenants institutionnels, de la recherche, de la production, du commerce et de la transformation des produits agricoles et alimentaires. Ainsi, les axes prioritaires proposés dans ce cadre par la CAPL sont les suivants :

- Accompagner l'agriculture, la pêche lagonaire et l'aquaculture dans ses transitions économiques, sociétales et climatiques ;
- Renforcer l'optimisation technico-économique des exploitations ;
- Consolider l'institution CAPL.

L'atteinte des objectifs fixés dans le contrat d'objectifs est tributaire d'un contexte global comportant notamment la stabilité des moyens de la CAPL pour l'exercice de ses missions.

Au titre de l'EPIC Vanille de Tahiti (EVT)

L'année 2022 a marqué un tournant dans la filière vanille avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi du pays qui encadre l'activité des acteurs (producteurs, préparateurs, exportateurs) et garantit la qualité du produit.

Le plan vanille initiée par le ministère de l'agriculture et l'Epic Vanille a permis de moderniser les infrastructures des producteurs grâce aux aides publiques pour l'acquisition de kits d'ombrière clé en main.

Il était programmé le doublement de la production de vanille mûre entre 2022 et 2026, pour passer de 40,4 tonnes à 76 tonnes, grâce à l'optimisation des rendements des serres.

Le prix de la vanille mûre a triplé en 3 ans et atteint 15 000 F CFP/kg, offrant des perspectives économiques intéressantes pour les producteurs locaux qui pourraient générer entre 700 millions et 1 milliard de chiffre d'affaires en 2026.

La vanille préparée se vend à des prix élevés sur les marchés internationaux, dépassant souvent les 45 000 F CFP/kg, en raison de la qualité supérieure de la vanille polynésienne par rapport à celle de Madagascar notamment. Les exportations de vanille préparée pourraient rapporter au moins 1,3 milliard F CFP en 2026.

Le retour sur investissement pour la Polynésie française est positif, puisque les 900 millions F CFP investis en aides directes aux porteurs de projets vanille entre 2018 et 2022 seront compensés par le chiffre d'affaires global des producteurs dès 2026, sans compter les retombées indirectes sur l'emploi, le tourisme et le rayonnement culturel du Pays.

Le ministère de l'agriculture souhaite continuer à soutenir le développement des nouvelles plantations de vanille, avec un objectif de production de 121 tonnes de vanille mûre et 46 tonnes de vanille préparée à l'export en 2030.

La vanille préparée à l'export devrait rapporter entre 2 et 3 milliards F CFP de devises à l'économie polynésienne, ce qui renforcera sa compétitivité et son attractivité.

Au titre de l'artisanat

Dans le cadre de la politique générale de sauvegarde et de transmission de l'artisanat traditionnel, de multiples actions ont pu être mises en place en 2023. Le service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'ohipa rima'i s'est ainsi attaché à préserver et promouvoir l'identité culturelle du secteur, tout en soutenant sa dimension économique et professionnelle par la formation et diverses mesures d'aide.

Cet accompagnement a pu se concrétiser au travers d'événements novateurs et/ou d'ampleur aux objectifs variés, et par des initiatives et dispositifs adaptés aux besoins du secteur.

6.2 Programmes 905 01/965 01 : agriculture et élevage

6.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan des ressources alimentaires

Les orientations stratégiques en matière de développement du secteur agricole sont développées dans le schéma directeur de l'agriculture 2021-2030 qui a été adopté à l'Assemblée de la Polynésie française par délibération n° 2021-40 APF du 18 février 2021. Le schéma directeur est ainsi entré dans sa troisième année d'exécution. Les orientations du schéma directeur reprises dans le PAP 2023, visent principalement à accroître notre souveraineté alimentaire en favorisant le développement des filières de productions locales et la consommation des produits de nos terroirs, en cohérence avec l'objectif de développement durable n°2 (ODD) fixé par l'ONU, et en s'appuyant sur la petite agriculture familiale, le développement de pratiques durables et respectueuses de l'environnement, et le soutien accru d'organisations et d'institutions professionnelles renforcées.

Après la pandémie du COVID 2019 et l'instabilité économique mondiale due au conflit en Ukraine de 2022, si l'économie mondiale semblent retrouver une relative stabilité, la période reste marquée par des niveaux de prix encore élevés des intrants pour les professionnels du secteur agricole (coût des aliments pour animaux notamment) et des matériaux importés. Les opérations de travaux conduites par la DAG ont ainsi été fortement impactées par l'augmentation considérable des coûts des travaux ce qui a engendré des difficultés et retards pour certains marchés de fournitures et construction.

Le nombre d'opérations et projets conduits par la direction de l'agriculture est toutefois resté important en 2023, avec un montant d'engagement de crédits en investissement de 2,3 milliards supplémentaires (contre 3 milliards en 2022 et 2,5 milliards en 2021) et un montant de liquidation de 2,9 milliards (contre 2,2 en 2022 et 1,8 en 2021).

Cette augmentation significative des montants liquidés s'explique par le passage en phase travaux de nombreuses opérations structurantes initiées depuis 2019 et 2020 (aménagements de nouveaux domaines agricoles, zones de stockage et conditionnement des produits agricoles et d'élevage, ateliers d'agro transformation,...) qui étaient auparavant pour la plupart en phase d'études. Les opérations relatives aux structures d'abattage délocalisées ont en revanche été freinées par des difficultés liées à l'augmentation des coûts d'objectifs nécessitant de revoir les procédures des marchés.

Le soutien financier aux exploitations agricoles et entreprises d'agro-transformation s'est maintenu en 2023 avec un montant d'aide financière liquidé de 633 millions F CFP en 2023 (contre 719 en 2022), ce qui porte le montant des aides versées depuis 2018 à plus de 3,4 milliards F CFP, dont 2,522 milliards en investissement, traduisant le besoin et la volonté des acteurs du secteur d'investir pour développer et moderniser leurs outils de travail.

Il faut cependant souligner, que la conduite de ces opérations n'a pu se faire que grâce à un nécessaire renforcement des ressources humaines de la DAG en 2022, mais dont une forte proportion est représentée par du personnel en CDD dont le recrutement et le maintien en poste est parfois difficile, alors que la recherche des personnes disposant des compétences requises reste également souvent problématique.

Les résultats de cette nouvelle politique agricole plus volontariste et incitative ne seront toutefois réellement visibles qu'à moyen terme quand les nouvelles filières de productions, conditionnement, transformation et commercialisation se seront mises en place ce qui permettra d'évaluer de manière plus précise le ratio coûts/avantages. Cette évaluation prévue dans le cadre du schéma directeur nécessitera également de renforcer l'observatoire des prix et des marges au sein de la DAG et de fixer les conditions nécessaires pour l'obtention de données statistiques fiables sur les niveaux des productions agricoles locales.

Bilan de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagunaire (CAPL)

Depuis 2021 à ce jour, la CAPL a gagné en puissance. Elle a renforcé son personnel passant de 27 à 34 postes en 2023 et a augmenté en conséquence fortement sa capacité de réalisation budgétaire. Cette amélioration de la performance induit toutefois la nécessité de réorganiser le fonctionnement général de l'établissement.

En termes de fonctionnement, l'année 2023 n'a pas été épargnée par ces différentes difficultés. 70% du personnel a dû être remplacé (fin de CDD ou réorientation professionnelle) ce qui a induit un ralentissement global du fonctionnement eu égard aux besoins en montée en compétences et en expériences des nouveaux agents.

Le remplacement du secrétaire général et l'absence de recrutement sur plusieurs postes faute de trouver des profils adaptés, ont également induit une réduction des actions de l'établissement.

Toutefois, la CAPL a saisi cette occasion pour travailler en profondeur sur les améliorations organisationnelles de l'établissement et la mise en place de procédures internes et opérationnelles claires. La majorité des problématiques ont ainsi pu être résolues avec une réorganisation de l'équipe et de son temps de travail.

La CAPL se décompose désormais en 5 principaux services (service formalités des entreprises, service promotion et évènement, service d'aide à la commercialisation, service accompagnement et développement, service administratif et financier), disposant chacun d'une lettre de mission, d'objectifs précis et d'une programmation sur l'année spécifique.

- La chambre, véritable outil de promotion du secteur primaire :

Au-delà des bulletins techniques semestriels publiés en 5 000 exemplaires et distribués aux professionnels à travers les archipels, la CAPL a déployé sa communication à travers les semaines. La promotion des produits et des professionnels, la diffusion d'informations techniques, la multiplication de communiqués aux médias ont marqué 2023.

Le manuel du manger local a également été finalisé et publié. Faisant suite au manuel du potager, c'est un support qui s'adresse à un public large, de scolaires et de particuliers, afin de partager les informations utiles telles que des recettes faciles à répliquer, des astuces de préparation et une sensibilisation pédagogique nécessaire autour de l'alimentation.

Les évènements agricoles, principaux vecteurs de promotion agricole, tels que les marchés du terroir, les floralies, les Matete Fenua dans les îles, à Tubuai, Huahine et à Raiatea, et bien entendu la foire agricole ont permis de mettre en avant le secteur primaire et ses productions tout au long de l'année. L'organisation de ces évènements mobilise des moyens très importants sur le budget annuel de fonctionnement de l'établissement.

- Amélioration du service d'aide à la commercialisation :

Le service d'aide à la commercialisation des produits locaux a commencé à fonctionner malgré l'absence de cadre durant la première partie de l'année. Composée désormais de 3 agents : 1 responsable (cat. A) et de deux techniciens (cat. B), de nouvelles missions et prestations de services ont été proposées afin d'aider les producteurs à commercialiser leurs productions.

Le service a désormais comme mission :

- Le contrôle de la qualité et de la quantité déclarée des produits à l'arrivée au quai des bateaux de Motu Uta. Il s'agit de produits frais issus majoritairement des Australes (carottes...), mais également des Marquises (agrumes...) et de Raiatea (vivriers...) ;
- Le bilan de réception des produits agricoles reçus par bateau au quai de Papeete, essentiellement pour la filière carotte des Australes ;
- L'aide au connaissance et à la prise en charge du fret ;
- Le mise en relation des agriculteurs avec les distributeurs afin de faciliter la rencontre de l'offre agricole locale et de la demande. Cette mise en relation concerne également les acheteurs étrangers ;
- L'aide à la facturation pour les agriculteurs des îles éloignés ne disposant pas d'outils informatiques ;
- L'enquête sur les prix des fruits et légumes en magasin ;
- La consolidation des données de prévisions mensuelles de récoltes des producteurs en fruits et légumes ;
- La participation à la conférence agricole. Cette conférence mensuelle, sous l'égide de la DGAE, a pour but de réunir les acteurs du secteur agricole (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, distributeurs, etc.) et les pouvoirs publics afin de discuter de l'importation ou non de fruits et légumes frais. C'est l'occasion pour la CAPL de défendre les intérêts de la filière agricole locale en donnant la priorité à la consommation des produits locaux ;
- Le déplacement dans les îles pour conseiller les agriculteurs à mieux valoriser leurs produits ;
- La mise en place d'une plateforme d'échange virtuelle permettant la rencontre des agriculteurs/vendeurs et des distributeurs/acheteurs. La plateforme MATETE sera opérationnelle à partir de mars 2024.

Les prestations de services sont les suivantes :

- Stockage de produits agricoles frais en chambre froide ;

- Livraison au travers d'un camion plateau et d'un camion à benne basculante. En 2024, la CAPL proposera des livraisons en camion frigorifique, lequel a été réceptionné fin 2023.

Ces services, gratuits en 2023, seront rendus payants à partir de l'année 2024.

- De nouveaux produits pour augmenter les ressources propres de l'établissement :

La CAPL dans sa volonté de développer ses ressources propres a étendu l'application de sa délibération relative aux ventes de produits et de services de la CAPL.

Précédemment composés de la vente des cartes professionnelles CAPL, des locations des stands pour les marchés du terroir, le SIA et la foire ainsi que de la vente de l'engrais de poissons et mélasse, les nouveaux services et produits payants ont été multipliés en 2023 :

- Création d'une carte Kit potager ;
- Création d'une carte vente de vanille ;
- Vente de phéromones contre la mouche des fruits ;
- Analyse de sols CAPL ;
- Location de chambres froides, service de livraison ;
- Location de chapiteaux, étals de ventes... ;
- Encarts publicitaires dans les bulletins ;
- Vente des manuels du potager et des manuels manger local ;
- Les opérations en achats groupés.

Concernant les achats groupés, la CAPL a réalisé en début d'année 2023 le premier achat groupé d'intrants nécessaires à la production agricole : les semences de carottes. Si l'opération a eu un réel succès (prix divisé par trois), la mise en œuvre tarifaire s'est avérée complexe et peu réactive. Une solution a ainsi été trouvée pour les prochaines opérations de ce type par l'établissement, approuvé par la DMRA, qui consiste à proposer des tarifs qui seront basés sur le prix de revient (et donc évolutif en fonction des prix obtenus) et une marge qui viendrait compenser les pertes et les charges de stockage de l'établissement. Il est important de noter que ces opérations d'achats groupés sont exclusives aux détenteurs de cartes et sont ponctuelles pour répondre à des besoins des agriculteurs lorsque les groupements polynésiens existants n'arrivent pas à s'organiser pour le faire.

- Le renforcement du partenariat inter-chambres :

Wallis et Futuna : financé par le biais du programme PROTEGE et de l'union européenne, la CAPL a accueilli 12 personnes de la CCIMA sur son territoire pour faire découvrir le secteur primaire polynésien. Les objectifs de ce projet inter-territoires visent à partager nos connaissances sur les thématiques suivantes :

- La valorisation des produits agricoles ;
- La promotion d'une alimentation saine avec des produits locaux ;
- L'agro-transformation et la création de chaîne de valeur à partir de produits agricoles ou de cueillettes sous-utilisées ;
- La création de petits laboratoires de transformation agricole ;
- La création d'emploi, en particulier auprès des jeunes ;
- L'innovation en agriculture ;
- La construction d'échanges de contexte « terrain » entre agriculteurs Wallisiens, Futuniens et Polynésiens en agriculture vivrière ;
- L'organisation d'une foire agricole ;
- La coopération régionale entre les deux chambres sur des thématiques diverses telles que la communication, le rapport à l'usager, les évènements, les services techniques et administratifs.

Présent lors de la foire agricole, de nombreuses visites ont été organisées avec la délégation pour découvrir les trésors polynésiens.

En décembre, une délégation de 8 polynésiens (agriculteurs, agents et élus CAPL) s'est rendue sur Wallis pour compléter cette belle opération de coopération.

Île de la Réunion : A la suite d'une mission technique de la CAPL organisée en décembre 2022, une convention de partenariat a été signée entre notre établissement et la chambre de l'agriculture de la réunion lors du SIA 2023. Cette convention a pour objet le renforcement des échanges afin de :

- Accompagner les agriculteurs pour qu'ils puissent répondre aux commandes publiques pour les cantines scolaires ;
- Mettre en place des chartes agricoles ;
- Faire en sorte que les filières bénéficient d'un appui technique ;
- Echanger entre les deux territoires des stagiaires, agriculteurs et techniciens.

La CAPL, dans le cadre de cette convention a fait venir deux missionnaires, un technicien en culture fruitière de la chambre d'agriculture et un expert agriculteur pour partager leur savoir faire sur les cultures fruitières. Les agriculteurs ont grandement apprécié les conseils avisés de leur homologues réunionnais et l'approche "agriculteur à agriculteur". En effet, être conseillé par un agriculteur qui vit les mêmes défis chaque jour et connaît les réalités de terrains, semble recueillir l'unanimité auprès des producteurs locaux.

➤ Le programme kit potager pour soutenir l'autonomie alimentaire :

Après une présentation à la foire agricole et la finalisation du projet en 2022, la CAPL en partenariat avec la DSFE et les communes, a lancé avec succès la phase pilote de l'opération « kits potagers solidaires ».

Cette opération présentée dans la dernière édition du bulletin technique de la CAPL consiste à équiper des familles nécessiteuses d'un kit potager afin d'encourager l'auto alimentation en légumes, améliorer leur régime alimentaire, et envisager un mode de vie plus sain. Plus de 100 familles de Tahiti, Moorea, et Raiatea ont été sélectionnées pour cette phase pilote et ont eu la chance d'être les premières bénéficiaires de ces kits entièrement financés par la DSFE. Parallèlement, la CAPL a obtenu le premier prix de l'innovation publique pour ce projet et en répondant à l'appel à projet de la direction de la santé « Ora Maita'i » un financement de 15 millions F CFP pour mettre en place 50 kits en 2024 dans les écoles, communes en santé, dispensaires et associations.

➤ Le programme de mise à disposition des engins dans les communes :

La CAPL a réalisé la première phase de son programme d'acquisition d'engins agricoles prévu pour soutenir les petits agriculteurs qui ont des difficultés à mécaniser leur exploitation. Ce programme consistait en l'acquisition de 12 dragues de plus 14 tonnes, 8 mini pelles, 4 tracteurs, 5 broyeurs multivégétaux et 1 chariot élévateur.

Ces 30 engins agricoles ont été livrés pour une partie en fin d'année 2022, répartis et mis à disposition des communes concentrant le plus d'agriculteurs afin d'encourager le développement de la production agricole locale. 2023 a permis de valider les modalités de location de chaque commune et d'assurer le lancement de l'utilisation des outils sur les différentes îles. Début 2024, les premiers bilans seront transmis pour faire un point sur l'utilisation réelle pendant l'année par les agriculteurs des îles concernées. Une deuxième phase complémentaire d'acquisition d'engins est prévue pour les communes en attente.

➤ Des actions concrètes pour permettre le développement de filière :

La filière carotte : La CAPL a organisé, en 2023, 3 missions sur Tubuai dans l'objectif d'accompagner les producteurs à relancer la production de carotte polynésienne.

Il est à souligner qu'une nouvelle société civile agricole dénommée 'SCA HAUTEA' a répondu et obtenu le marché de gestion lancé par la DAG, afin d'assurer le tri et le conditionnement des produits au départ de Tubuai. La SCA HAUTEA n'ayant, pour le moment, pas souhaité s'engager dans la commercialisation des carottes, la CAPL est donc intervenue pour aider certains agriculteurs à commercialiser leurs produits, soit un montant de près de 32 millions F CFP pour 129 tonnes commercialisées.

La production totale de carotte locale en 2023 a été de 620 tonnes et 550 tonnes commercialisées soit plus de 137 millions de FCFP de chiffre d'affaires. Avec l'appui de la CAPL, de la DAG et des distributeurs locaux, l'écoulement de cette production n'a pas rencontré de difficulté cette année pour les produits commercialisables. En revanche, les carottes qui ont subi des problèmes de conditionnement au départ de Tubuai avec fane, radicelle, moisissure, pourriture ou forte odeur de vinaigre n'ont pu être commercialisées car improches à la consommation, ce qui représente une perte de près de 72 tonnes pour une valeur de 18 millions F.CFP. Le prix de vente producteur pour la carotte calibrée a été de 250 F CFP/kg en 2023 contre 230 F CFP/kg en 2022. Cette évolution du prix producteur s'explique par l'augmentation du prix des intrants et des charges liées à la main d'œuvre. La marge de commercialisation moyenne observée dans les étals a été de 70% ce qui est anormal. Le ministère de l'agriculture a demandé en conséquence de travailler sur la possibilité d'encadrer les marges de commercialisation de la carotte pour 2024.

Si la mise en place de quotas à l'importation reste un soutien fondamental à l'écoulement de la carotte locale, la CAPL a multiplié les actions pour développer la filière carotte des Australes :

- L'achat groupé de semences ;
- La mise en place de parcelles de démonstration sur sol sablonneux et sol ferralitique par un prestataire;
- La mise en place d'essais variétaux ;
- La présence des équipes de la CAPL à l'arrivée des bateaux sur Tahiti pour contrôler que la production réceptionnée soit conforme aux expéditions ;
- Le tri du service aide à la commercialisation de la CAPL pour assurer que les produits livrés aux distributeurs soient conformes aux normes qualitatives attendues ;
- L'accompagnement des producteurs pour la facturation et des distributeurs pour le paiement ;
- La mise en place d'un service de stockage des carottes dans les chambres froides de la CAPL ;
- L'acquisition d'une unité de transformation pour Tubuai qui sera installée en 2024.

La filière ananas : La venue d'un expert en ananas de la Réunion et ses conseils sur l'itinéraire technique adapté pour atteindre les niveaux de production et de qualité ont été précieux. Du choix du rejet, au paillage et au programme de fertilisation adaptée, les échanges ont mis en exergue les éléments à améliorer pour notre filière locale. Des parcelles de démonstration à Moorea et Raiatea ont été réalisées avec l'itinéraire technique réunionnais pour améliorer notre productivité et doubler, voire tripler, les rendements de nos parcelles agricoles. Un programme de parcelle de démonstration en ananas et banane a été construit et devrait être initié en 2024.

La filière vivrière : Concernée par le programme TAVIVAT dont la phase de maturation démarra dès le début d'année 2024, les agents de terrain ont démarré les premières enquêtes des cultures vivrières en 2023. L'idée est de recenser et suivre, en plus des productions maraîchères et fruitières nécessaires à la prévision de récolte, ces productions si importantes pour l'autonomie alimentaire du territoire. La volonté de la CAPL de maîtriser la filière dans son ensemble (production, commercialisation, consommation) est désormais un axe prioritaire des agents de terrains.

La filière valorisation des déchets : Avec le partenariat de l'ADEME, une ingénierie a été recrutée au sein de la CAPL. La valorisation des déchets organiques en agriculture offre une solution durable pour gérer ces déchets tout en améliorant la santé des sols et la productivité agricole. Cette approche circulaire contribue à la transition vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement et favorise la préservation des ressources naturelles. Il est essentiel de poursuivre les efforts en matière de recherche et d'innovation afin d'optimiser les pratiques de valorisation des déchets organiques en agriculture et de promouvoir leur utilisation à plus grande échelle. C'est la nouvelle mission que la CAPL a relevé en recrutant un responsable de projet en « valorisation des déchets organiques ».

➤ La mise en place de nouveaux outils pour améliorer l'accompagnement des professionnels :

Au niveau technique : Avec le remplacement de la majorité des animateurs/vulgarisateurs de la CAPL, des formations internes techniques ont été renouvelées. Un délai d'apprentissage des procédures et de prise de connaissance du terrain de 6 mois à 1 an est nécessaire avant de pouvoir aller au contact des professionnels. Ceux-ci sont exigeants et attendent de trouver des interlocuteurs capables de les renseigner sur l'ensemble des problématiques rencontrées. La CAPL n'a pas pu répondre aux objectifs attendus dès 2023 mais a assuré la mise en place du futur service d'analyse de sol. En effet, la CAPL a formé 5 de ses agents à effectuer des analyses de sols via l'utilisation de photomètres. Ces analyses permettent un résultat sous 48 heures contrairement aux analyses envoyées en métropole. A noter qu'en l'état actuel, le nombre d'analyse que l'établissement pourra faire sera limité. La CAPL se réservera le droit d'identifier les demandeurs prioritaires. Sept stations météos agricoles ont été achetées en 2023 et seront installés dès le premier semestre 2024 dans des exploitations stratégiques pour identifier l'impact du climat sur les récoltes et la productivité.

Au niveau de la gestion : La CAPL a créé en 2023, pour un démarrage en 2024, avec le partenariat du CFPPA et de la chambre de l'agriculture de Nouvelle Calédonie, un tout nouveau centre de gestion Terre Mer (CG PF) qui aura pour objectif de fournir un nouveau service de comptabilité générale (bilan, compte résultat, annexe) adaptée au secteur primaire avec le respect du principe de confidentialité. Pour son lancement, plusieurs entreprises du secteur primaire (individuelles ou non), seront sélectionnées à un tarif très préférentiel, pour une durée de deux ans. Le but du CG PF est d'accompagner le développement des petites et moyennes exploitations en initiant et en améliorant la gestion administrative et économique de leur entreprise. Ce sera un outil de développement intéressant pour orienter les politiques publiques du Pays et des organisations professionnelles grâce à la récolte de données statistiques économiques et de références technico-économiques. Au-delà de la simple comptabilité, l'offre de prestation du CG PF ambitionne de se diversifier pour réaliser, pour les agriculteurs les services suivants : déclaration de TVA, fiches de paie pour les salariés, déclaration CPS (RNS), déclaration de revenu (DICP).

Bilan de l'EPIC Vanille de Tahiti (EVT)

La vanille de Tahiti est un produit de niche qui bénéficie d'une forte demande internationale.

La filière vanille doit s'organiser et se labelliser pour garantir la qualité du produit et la confiance entre les acteurs.

Le plan vanille vise à produire une vanille sans pesticides, en respectant les exigences des acheteurs internationaux et en utilisant des techniques biologiques et organiques.

Le processus de production et de séchage doit être normé selon un cahier des charges élaboré par les professionnels avec l'appui technique de la DAG et de l'Epic Vanille.

L'objectif est d'obtenir l'appellation d'origine protégée (AOP) au niveau européen pour reconnaître et protéger la spécificité de la vanille de Tahiti.

6.2.2 Bilan des réformes

Bilan de la direction de l'agriculture (DAG)

Aucune réforme particulière n'a été finalisée en 2023 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Direction de l'agriculture.

Pour autant, la mise en place du registre de l'agriculture couplé avec la création et l'entrée en service du système d'information agricole telles que décrites dans le paragraphe traitant de l'objectif n°5 inscrit au schéma directeur de l'agriculture, constituent des projets porteurs de changements dans le fonctionnement quotidien de la Direction de l'agriculture en ce qui concerne la relation avec les professionnels.

La loi du pays sur le statut de l'agriculteur et des différents types de contrats salariés est en cours d'élaboration. Le premier semestre 2024 devra consolider le tour de table avec la réforme de la PSG (MSP) et les acteurs professionnels agricoles (CAPL).

D'autres lois du pays ont également été initiées au deuxième semestre 2023, dont les présentations à la validation législative interviendront courant 2024 en fonction des concertations et arbitrages, notamment :

- Loi du pays relative à la réalisation des pistes d'accès et travaux d'aménagement des assises foncières privées destinées à l'activité agricole ;
- Loi du pays pour l'indemnisation des sinistres agricoles en cas de catastrophes naturelles déclarées par le Conseil des ministres ;
- Délibération portant plan de transition alimentaire (PTRA) 2024-2034 ;
- Loi du pays portant réforme du dispositif des aides agricoles et de la pêche ;
- Loi du pays encadrant les prix et les marges des fruits, légumes, poisson ;
- Loi du pays sur la gestion et l'utilisation des effluents d'élevage pour l'agriculture.

Bilan de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)

La CAPL a soumis son projet de réforme en établissement public à statut particulier. Ce projet vise à renforcer le caractère consulaire de la chambre, et compléter ses activités administratives par des missions industrielles et commerciales lui permettant de proposer de nouveaux services à ses adhérents, notamment au titre de la commercialisation des produits agricoles. Le point clé de la réforme concerne l'évolution de son personnel afin que celui-ci puisse être recruté selon les règles du code du travail en statut de droit privé.

Afin de préparer cette réforme, la chambre s'est entourée d'experts et d'institutions du Pays pour proposer un arrêté modificatif qui lui permettra d'atteindre une véritable autonomie administrative et financière, à l'instar des chambres consulaires métropolitaines.

Un rétroplanning est en cours de construction, il sera finalisé avec l'appui de la Paierie, du CDE et de la DMRA déjà impliqués, pour permettre, dans les six derniers mois de l'année 2024, les modifications concernant la comptabilité, les finances, le personnel, les modalités administratives et autres évolutions induites par cette réforme.

Il est important de rappeler que si les bases des modalités juridiques de la réforme statutaire de l'établissement sont désormais validées, le dernier frein à lever pour lancer la réforme officiellement réside donc dans les modalités de financement futures de la CAPL.

Actuellement, la CAPL bénéficie d'une subvention annuelle de la Polynésie française qui représente la majorité de ses ressources. La chambre a donc pré-identifié plusieurs pistes de financement soumis au ministère de l'économie et des finances. Parmi les solutions proposées pour assurer l'autonomie financière de la chambre :

- Augmenter les services et prestations payantes de la CAPL ;
- Maintenir une subvention de fonctionnement du Pays ;
- Affecter les loyers des lotissements agricoles à la CAPL ;
- Affecter une partie d'une taxe existante ;
- Mettre en place une contribution des patentés et agriculteurs ;
- Affecter la contribution de solidarité territoriale sur les produits des activités agricoles et assimilées (CST-A).

La réforme statutaire et organisationnelle de la CAPL est un sujet prioritaire et indispensable pour réaliser la politique agricole de ses élus et atteindre les objectifs qui lui sont assignés par le schéma directeur de l'agriculture 2030. La validation de la réforme en Conseil des ministres est attendue avant la fin du premier semestre 2024.

Bilan de l'EPIC Vanille de Tahiti (EVT)

La loi du pays sur la filière vanille de Tahiti a été mise en œuvre en 2022 pour professionnaliser et connaître les acteurs.

L'Epic Vanille est l'organisme de référence pour accompagner les producteurs et contrôler les interactions entre les vaniculteurs, les préparateurs et les exportateurs.

Des vols de vanille ont été constatés dans les champs, surtout à Tahaa, ce qui a poussé le ministère de l'agriculture à proposer des modifications réglementaires.

La nouvelle réglementation rend obligatoire la vente de toute la vanille mûre lors des journées de vente, pour assurer une meilleure traçabilité et limiter le marché noir.

6.2.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de la direction de l'agriculture (DAG)

Objectif n°1 – Développer l'activité agricole et l'emploi dans les exploitations agricoles familiales, comme outil de cohésion sociale dans les archipels

Objectif n°1 - Développer l'activité agricole et l'emploi dans les exploitations agricoles familiales, comme outil de cohésion sociale dans les archipels								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Surface totale des lotissements agricoles aménagés existants	Ha	1 062	1 125	1 300	1 200	1161	1 350	1447
Indicateur 1.2 - Nombre de lots nouvellement attribués	unités	77	53	60	68	139	70	80
Indicateur 1.3 - Taux de mise en valeur des lots attribués	%	70%	78%	75%	75%	62%	85%	85%
Indicateur 1.4 - Nombre d'agriculteurs bénéficiant du dispositif d'insertion par la création d'activité - ICRA (nouveaux bénéficiaires) Indicateur 1.4.1 - dont ICRA dans la vanille	Nb Nb	58 20	48 20	60	60	31	60	100 100
Indicateur 1.5 - Nombre de jeunes inscrits dans le dispositif de formation à l'installation du CFPFA - FIA (nouveaux inscrits)	Nb	35	27	60	60	19	75	100
Indicateur 1.6 - Montant des aides attribuées (hors forêt) (ODD 2.a.2)	millions F CFP	905	924	700	800	549	800	700
<u>Sources des données :</u> <u>SEFI (ICRA), CFPFA (FIA), DAG (Aides,...)</u>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <u>Indicateurs 1.1, 1.2, 1.3- indicateurs calculés à partir des outils de gestion des lotissements agricoles de la DAG (Excel,SIG)</u> <u>Indicateurs 1.4 à 1.6 - indicateurs calculés à partir des outils de suivi des bénéficiaires d'aide correspondantes</u>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif n°1 est de créer les conditions favorables à la création et au développement des exploitations agricoles, en favorisant l'accès au foncier agricole, en soutenant la réalisation d'investissements structurants au sein des exploitations et des organisations professionnelles, en développant l'offre de formation, et en favorisant la création de l'emploi salarié et saisonnier.

Hormis, ceux relatifs à l'installation des jeunes, les indicateurs de suivis ont globalement été atteints en 2023 et les principales actions conduites pour favoriser le développement du secteur agricole ont été les suivantes :

- ❖ Augmentation des surfaces et valorisation des domaines agricoles.

La DAG gère maintenant près de 1 200 hectares de lotissements agricoles. Son objectif est de poursuivre les aménagements de ces lotissements (entretien et création des réseaux de pistes et d'adduction d'eau), d'aménager de nouveaux lotissements pour accroître les surfaces agricoles, qui dans de nombreuses îles sont en régression due à la compétition avec d'autres activités, et d'améliorer l'exploitation et la valorisation de ces surfaces. Concernant l'aménagement des lotissements, la DAG gère plusieurs opérations d'investissement permettant de réaliser les études et travaux nécessaires sur ces lotissements agricoles. En 2023, les opérations de travaux ont essentiellement porté sur la réhabilitation du réseau hydraulique du domaine Ataha (Terre déserte) à Nuku-Hiva, la réhabilitation des captages et la mise en place de compteurs sur le réseau des lotissements du plateau de Taravao, les travaux d'extension du domaine de Faaroa à Raiatea et Faahue à Tahaa, l'aménagement des premières parcelles du nouveau lotissement sur le domaine Boubée à Raiatea ce qui a permis d'aménager et louer 23 ha de nouvelles surfaces en 2023, et a porté la surface totale de lotissements agricoles aménagés pour location à 1161 ha. Des études d'aménagements et de maîtrise d'œuvre de nouveaux lotissements sont encore en cours sur les domaines de Puunui, et L'Herbier à Hiva-Oa. Si la mise en œuvre des travaux d'aménagement du domaine de Puunui sont programmés pour 2024, le coût estimatif des travaux du domaine L'Herbier compte tenu de la surface exploitabile restreinte nécessite des arbitrages. Concernant le suivi des mises en valeur des lots des lotissements agricoles, des bilans réguliers de mise en valeur des lots agricoles sont réalisés au moins deux fois par an, ce qui a permis de libérer des lots non mis en valeur après avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles. Le taux de mise en valeur a cependant diminué à 62% en 2023 ce qui s'explique par un fort taux de renouvellement des lots pour mise en valeur insuffisante.

Le dispositif d'aide en faveur de l'agriculture mis en place en 2017 (LP 2017-26) comprend un volet spécifique sur l'aménagement rural qui est mis en œuvre au sein des zones agricoles privées. Toutefois les taux d'aide (entre 50 et 60% des dépenses éligibles) et les plafonds (25 millions) sont jugés insuffisants par les professionnels agricoles au regard de l'importance des montants d'investissement nécessaires pour aménager et exploiter les surfaces difficiles d'accès et le montant des aides attribués à ce type de travaux ne représente que 84 millions en 2023, soit environ 20% du montant total des aides versées pour des dépenses d'investissement. Un projet de dispositif d'intervention sur foncier privé plus incitatif a été élaboré, permettant au Pays d'intervenir pour aménager des terres agricoles privées sous réserve que ces dernières soient classées en zone agricole protégée. Le texte a été soumis à l'avis du CESC début 2024 et devrait être examiné par l'APF au 2^{ème} trimestre 2024.

- ❖ Soutien à l'installation des jeunes porteurs de projet

Le CFPPA a poursuivi en 2023 la mise en œuvre du dispositif du « parcours à l'installation » (lancé en 2019) visant à améliorer les conditions d'installation des jeunes dans l'agriculture et favoriser la réussite de leurs projets. Envisagé sur 3 ans, il permet de combiner des formations en alternance en 1^{ère} année dans le cadre d'un CAE, des stages, des mesures incitatives d'aides à l'emploi gérées par le SEFI (ICRA), des aides financières de la DAG et un appui technique individualisé en deuxième et troisième année. En 2023, 31 nouveaux porteurs de projets ont bénéficié d'une aide du dispositif ICRA, et 19 jeunes se sont nouvellement inscrits et ont suivi des formations à l'installation (1 session à Tahiti et une session à Raiatea). Il est cependant toujours difficile d'organiser 3 sessions de 20 personnes comme prévu initialement et de trouver suffisamment de candidat répondant aux critères fixés (terrain disponible, motivation, expériences ou compétences minimales en agriculture).

Le ministère de l'agriculture a demandé au CFPPA de revoir leur approche de communication et de s'appuyer davantage sur la CAPL et nos 3 lycées agricoles pour identifier les jeunes agriculteurs pouvant bénéficier de ce dispositif.

❖ Aides financières à la filière agricole (loi du pays 2017-26 du 9 octobre 2017) :

Depuis la mise en application du dispositif fin 2017, la DAG a enregistré plus de 4 000 dossiers de demande d'aide agricole. 380 arrêtés attributifs d'aide ont été signés en 2023 (3 650 depuis 2017) pour un montant d'aide attribuée de 549 millions F CFP hors filière forêt (5 milliards depuis 2017) dont plus de 421 millions F CFP concernent des projets d'investissement : acquisition d'équipement, mise en place d'ombrières vanille, de structures d'élevage et d'agro-transformation, réalisation de travaux d'aménagement foncier. Le montant des aides effectivement versées en 2023 s'est élevé à près de 633 millions.

L'impact de ces aides sur la production, la situation financière et l'emploi n'est cependant pas encore mesurable de manière précise, même si les tendances semblent déjà indiquer une augmentation significative de la production agricole dans différentes filières.

Le recensement général de l'agriculture (RGA) effectué au deuxième semestre 2023 et dont les résultats seront communiqués en avril 2024, permettra de disposer d'un état de référence en vue d'établir les bases statistiques d'augmentation des productions de nos filières prioritaires (bio, vivriers, élevage, agro transformation).

Objectif n°2 – Insérer les producteurs au sein de filières alimentaires diversifiées permettant au Pays d'accroître ses ressources et sa sécurité alimentaire

Objectif n°2 - Améliorer l'insertion des producteurs au sein de filières diversifiées permettant au Pays d'accroître ses ressources et sa souveraineté alimentaire								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1- Nombre de demandes de PC déposées relatives à des projets d'ateliers d'agro-transformation par la Direction de l'agriculture <i>Indicateur 2.1.1- Nombre d'ateliers d'agro-transformation</i>	Nb	4	4	7	7	5	7	10
	Nb	9	9	12	12	10	12	10
Indicateur 2.2- Nombre de porteurs de projets en agro transformation formés ou informés	Nb	58	52	50		51		50
Indicateur 2.3- Nombre d'îles équipées de structure d'abattage de proximité hors Tahiti (ETG aire abattage aménagée ou abattoir)	Nb	0	0	3	1	0	1	7
Indicateur 2.4- Nombres d'îles équipées par le Pays de structure/équipements de stockage des produits agricoles <i>Indicateur 2.4.1- Nombre d'équipements en format container</i> <i>Indicateur 2.4.2- Nombre d'équipements en format hangar</i>	Nb	7	7	10	8	10	9	15
	Nb	-	-	8		8		8*
	Nb	-	-	2		2		7**
Indicateur 2.5- Nombre de Plants fruitiers vendus	Nb	20 311	19 740	22 000	22 000	18 029	22 000	22 000
Indicateur 2.6- Production animales (hors miel)	millions F CFP	nd	2 100	2 843		2 833		2 843
Indicateur 2.7- Production de porc charcutier (SDA)	en tonnes	972	938	940	900	910	940	1200
Indicateur 2.8- Production végétales (hors bois)	millions F CFP	nd	6 000	6 076		nd		6 200
Sources des données : DAG (Productions,...) Mode de calcul des indicateurs : Indicateurs 2.1 à 2.4 - indicateurs calculés à partir du suivi des opérations de formation et travaux conduites par la DAG * Ua Pou, Nuku Hiva, Tahaa, Huahine, Rimatara, Rurutu, Maupiti, Tahiti ** Raiatea, Huahine, Tahaa, Nuku Hiva, Hiva Oa, Ua Huka, Ua Pou Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir des données de production des pépinières de la DAG Indicateurs 2.6 à 2.8 - indicateurs calculés à partir des données collectées par la DAG sur les productions commercialisées								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

La mise en marché des productions locales notamment des îles se heurtent souvent à un manque d'organisation des filières de production et à un manque de préparation des produits qui ne répondent pas toujours aux besoins des consommateurs recherchant une plus grande diversité de produits notamment plus facile à l'emploi. Les productions animales des îles se heurtent également au manque d'infrastructures d'abattage et de conditionnement des produits permettant de leur apporter les garanties sanitaires réglementaires pour leur commercialisation.

Pour y répondre, plusieurs programmes de réhabilitation et de construction d'équipements structurants dans les filières animales et végétales, mais aussi de diversification et de renforcement des filières ont été initiés dès 2019 et 2020 visant à permettre de regrouper, conditionner, stocker les productions et à faciliter leur commercialisation.

❖ Mises en place d'ateliers d'agro-transformation à Tahiti et dans les archipels :

La première vague de déploiement des ateliers d'agro transformation, débutée en 2020, visait la construction de 9 ateliers, avec 1 unité à Huahine, 2 unités à Taha'a, 3 unités à Taputapuatea et enfin 3 unités à Mataiea.

L'atelier de Huahine a été livré en juillet 2023. Les ateliers de Mataiea seront livrés en février 2024. Enfin les ateliers de Taha'a et Taputapuatea, seront livrés au plus tard en février 2025. Le retard pris dans la construction des ateliers de Taha'a et de Taputapuatea a pour origine la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire des

travaux de VRD, ce qui a nécessité la relance des marchés de travaux. Les premiers appels à candidature pour la location des premiers ateliers disponibles ont été lancés et 4 projets d'agro transformation de produits locaux ont été sélectionnés pour occuper les 3 ateliers de Mataiea et 1 de Taputapuatea.

La deuxième vague de déploiement des ateliers d'agro transformation a débuté en 2023 avec 3 sites d'implantation : 1 unité sur Rurutu, 1 unité sur Tubuai et 1 unité sur Rimatara. La livraison de ces ateliers d'agro transformation devraient s'échelonner sur 2025 et 2026.

Des études démarrent également pour l'implantation de 2 voire 3 ateliers d'agro transformation à Moorea et dans le secteur Taravao.

❖ Soutien aux filières de production animales :

Après obtention fin 2021 des PC et ICPE dans le cadre du marché de conception/réalisation de la nouvelle station d'épuration de l'abattoir, les travaux ont démarré en 2022 et se sont terminés fin 2023 avec une mise en fonction de la station (phase de test) encore en cours en 2024.

Le remplacement des équipements servant aux traitements des déchets de l'abattoir a été effectué courant décembre 2023. L'installation est en fonctionnement et une visite de finalisation et de formation du personnel doit être conduite début 2024. La détermination du process permanent pour l'élimination du résidu de traitement et de la graisse recueillie par décantation reste à réaliser en 2024.

Les études d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place de structures d'abattage et conditionnement aux Marquises (abattoir multi-espèces de Nuku-Hiva, établissements de traitement du gibier (ETG) à Ua-Pou et Ua-Huka pour conditionnement de la viande de chèvre) ont été lancées en 2020. Les études de maîtrise d'œuvre ont démarré en octobre et décembre 2021, cependant les coûts d'objectifs actualisés appellent une réévaluation des programmes. A ce jour, les demandes de permis de construire pour les ETG de Ua-Pou et Ua-Huka ont été déposés et sont en cours d'instruction par la direction de la construction et de l'aménagement.

Concernant l'archipel des ISLV, le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une aire d'abattage aménagée à Huahine (abattage de bovins) démarré en janvier 2022 est encore en cours (rendu APD/PRO prévu en avril 2024) et la demande de permis de construire a été déposé en 2023. Pour le projet de construction d'un abattoir multi-espèces à Raiatea, l'étude de maîtrise d'œuvre est en phase PRO (APS et APD validés), les autorisations de défrichage, terrassement, ICPE et PC ont été obtenus, les travaux de terrassement ont été réalisés. Le projet est entré en phase PRO et l'appel d'offre pour les travaux de construction pourrait être lancé en juillet 2024.

La DAG avait mis en place une aide ponctuelle de soutien au prix de la viande porcine afin de répondre aux problèmes d'augmentation du prix des aliments pour animaux constaté en 2021. Cette aide de 36F/kg de carcasse était effective pour les productions porcines de 2021 et 2022. Sur la base d'une étude technico-économique de la filière, la DGAE a également soutenu la demande d'augmentation du prix de la viande porcine qui a été actée en Conseil des ministres avec une première augmentation de 15% en mai 2022 et une seconde de 15% en décembre 2022. L'année 2023 a vu la stabilisation et le début de décroissance des prix à l'importation d'aliment pour porcs et volailles qui restent cependant toujours élevés par rapport à 2019, année de référence avant les perturbations liées au COVID et à la guerre en Ukraine. L'augmentation de prix de la viande porcine effectuée en décembre 2022 a permis d'assurer une reprise d'équilibre encore fragile des exploitations sur l'année 2023. La production annuelle de 910t est en baisse de 3% par rapport à 2022.

La production d'œufs évaluée à 55,1 millions d'œufs, en légère baisse a été largement écoulée en extra frais à prix libre pour compenser les augmentations de prix de l'aliment.

En sus de l'appui technique courant, le soutien de la filière apicole s'est effectué principalement dans le cadre du programme PROTEGE avec la diffusion des études réalisées en 2022 sur la caractérisation des miels qui a montré que certains miels présentaient un potentiel pour l'obtention d'une indication géographique protégée en partenariat avec l'INAO pour favoriser l'accès aux marchés à l'export. 2023 a été une très bonne année et la production est évaluée à 150t de miel. Néanmoins, la procédure de labélisation export de l'Union européenne pour le miel (et autres denrées) reste très complexe et le déficit de personnels/turn-over CDD des vétérinaires de la DBS n'a pas permis de lever tous les freins à l'export du miel.

La DAG, pour le compte du Pays a attribué une subvention de 28 millions F CFP pour le fonctionnement du Groupement de défense sanitaire des éleveurs de Polynésie (GDSA PF), créé en avril 2021, qui regroupe au 31 décembre 2023, 120 membres dans toutes les filières animales y compris aquacole et dans tous les archipels de Polynésie. Il a bénéficié en 2023 d'une subvention de fonctionnement de 28 millions F CFP. Le travail mené en concertation avec les acteurs de la filière a abouti à la présentation d'un plan de lutte contre la brucellose porcine, maladie dont l'impact est à la fois économique et de santé publique.

❖ Mise en place de zones de conditionnement et stockage des produits agricoles :

En 2021 et 2022, 14 containers frigorifiques ont été mis en place sur 7 sites différents : Raiatea, Huahine, Tahaa, Ua-Pou, Nuku-Hiva, Rimatara et Rurutu. Ces containers sont utilisés par les agriculteurs pour stocker leurs produits agricoles avant l'arrivée des bateaux de transport. Des abris pour ces containers ont été construits à Rurutu et Rimatara en 2022. Sur Maupiti, un hangar pour conteneur frigorifique dont les travaux ont débuté en juillet 2023 est encore en cours de construction.

Sur les zones portuaires de Raiatea (Uturoa) et Huahine (Fare), deux hangars ont été réhabilités, aménagés et équipés de chambres froides et de panneaux photovoltaïques. Un troisième hangar de stockage a été construit à Faie (Huahine) en 2023. La gestion du hangar de Raiatea a été transmise à un groupement d'agriculteurs et la DAG attend encore des dossiers de candidatures pour les hangars de Huahine.

Les consultations pour les marchés de construction de hangars sur Nuku-Hiva, Hiva Oa et Tahaa ont été lancés en novembre 2023 avec un démarrage des travaux sur les trois îles prévu pour le premier semestre 2024.

❖ Fournitures de matériel végétal performant :

Le nombre de plants fournis aux agriculteurs est resté relativement stable en 2023. La demande reste importante et les opérations de modernisation des pépinières de la DAG, de renouvellement des parcelles de conservation et multiplication des variétés (Ua-Huka, Nuku-Hiva et Rurutu ainsi que Tubuai) et de mise en place du centre technique des plants et semences de Ua-Huka se sont poursuivies en 2023.

Les marchés de travaux pour la construction du centre technique des plants et semences de Ua-Huka ont été lancés en 2023 pour des travaux à démarrer au premier semestre 2024.

L'année 2023 a également été consacrée à la mise en œuvre d'un important programme d'éradication du virus de la tristeza après la découverte du virus en 2022 à Ua-Huka (arrachage des plants touchés, nombreuses campagnes de détection) et l'île a finalement à nouveau pu être déclarée indemne du virus de la tristeza pour pouvoir fournir en greffons les pépinières de la DAG.

❖ Appui à la filière cocotier :

L'appui au développement et à la diversification de la filière cocotier qui reste une filière majeure dans le paysage agricole polynésien a porté sur les actions suivantes :

- Mise en œuvre de la convention de mandat donnée à l'Huilerie de Tahiti (HDT) pour l'achat du coprah (817 096 194 F CFP), et le versement d'une subvention d'équilibre à l'huilerie (535 millions F CFP) pour un montant total de 1 352 096 194 F CFP en 2023. Les chiffres seront consolidés en fin du 1^{er} semestre 2024 après réception des comptes définitifs de HDT ;
- Acquisition d'équipements (140 millions liquidés en 2023) pour mise à disposition des communes en appui au programme de régénération des cocoteraies ;
- Mise en œuvre à partir du 1^{er} avril 2023 de l'arrêté pris en Conseil des ministres interdisant l'importation d'eau de coco et d'huile de coco vierge ;
- Suivi de l'expérimentation menée chez un agriculteur de Raiatea visant à valoriser les bourres de coco en terreau de semis ;
- Diffusion de l'ouvrage décrivant une trentaine de variétés de cocotiers de Polynésie française, traduction du document en langue anglaise ;
- Réalisation d'une mission d'expertise du CIRAD dans le cadre de la conservation des ressources génétiques et de producteurs de semences de cocotier. Cette mission a permis le prélèvement, aux IDV, ISLV, et dans l'archipel des Tuamotu, de plus de 200 échantillons de matériel végétal (folioles et sciures) qui seront traités par le laboratoire d'analyses moléculaires du CIRAD de Montpellier ;
- Mise en place d'un conservatoire de variétés de cocotiers pour production et évaluation de nouveaux hybrides (premiers hybrides nains rouges/grand local en cours de germination) ;
- Suivi des parcelles d'essais de diversification des cultures sur atolls et sous cocoteraie et de renforcement de la fertilité des sols, notamment à Tikehau ;
- Réalisation d'une étude pour évaluer la surface de la cocoteraie polynésienne pour une meilleure connaissance de la filière ;
- Réalisation d'un audit technique de la chaîne de trituration de coprah en vue d'améliorer les rendements de l'usine.

Objectif n°3 – Développer les filières à haute valeur ajoutée permettant au Pays d'accroître ses exportations

Objectif n°3 - Accompagner le développement des filières à haute valeur ajoutée permettant au pays d'accroître ses exportations								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 3.1 - Volumes de produits agricoles exportés (hors coprah)	Tonnes	1 943	1 331	2 700	2 000	950	2 200	3 000
Indicateur 3.2 - Valeurs des produits agricoles exportés (hors coprah)	millions F CFP	1 377	1 360	2 100	1 800	1 083	2 000	2 200
Indicateur 3.3 - Nombre de SIQO relatifs à des produits agricoles	Nb	0	1	4	1	1	1	4

Sources des données :
DAG (SIQO), ISPF (importations)
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 et 3.2 - indicateur calculé à partir des données d'importations de l'ISPF
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir du travail de suivi des filières de la DAG
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour 2023 et dans l'attente de l'officialisation des données de l'ISPF, celles présentées ont été définies avec prudence et par extrapolations. Les chiffres des exportations sont bien en baisse consécutivement à la baisse des exports de nono et monoï.

Les exportations de produits agricoles à haute valeur ajoutée hors huile de coprah représentent en 2022 (données 2023 non encore disponibles) 1,36 milliard F CFP, soit 12% de la valeur totale des exportations. Elles sont toujours dominées par la vanille (50%), la purée et le jus de noni (23%), le monoï et cosmétiques (22%), vient ensuite le rhum (3%), qui avec 40 millions F CFP d'export en 2022 connaît une forte progression.

Alors que la valeur des exportations est restée relativement stable, les volumes exportés (hors huile brute de coprah) ont fortement baissé en 2022, ce qui s'explique principalement par la forte chute des exportations de jus et purée de noni, qui sont passées de 1 520 tonnes en 2021 à 951 tonnes en 2022.

On notera en revanche de belles progressions des exportations de rhum, fleurs coupées, chocolat qui restent malgré tout encore très modestes, mais confirment un fort potentiel, notamment le rhum pour lequel existe une forte demande au niveau mondial.

- ❖ Les signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) de Polynésie française :

Le travail initié en 2019, avec l'INAO pour fixer un cadre réglementaire permettant de valoriser nos produits locaux a permis de promulguer la loi du pays n° 2020-23 du 24 août 2020 relative à la valorisation de la qualité et de l'origine des produits agricoles, forestiers, de l'artisanat traditionnel ou alimentaires et des produits de la mer en Polynésie française, qui définit les signes de reconnaissance de l'origine et de la qualité applicables en Polynésie et réglemente leur usage. Sur cette base, les organismes de protection des futures appellations relative à la qualité et l'origine des produits locaux peuvent se déclarer pour instruction de leur dossier de création d'appellation. Le syndicat des producteurs de rhums de Polynésie a déposé en 2023 son dossier de reconnaissance de l'IGP Rhum agricole de Polynésie qu'il doit compléter en joignant un plan de contrôle plus détaillé élaboré par un organisme certificateur agréé en Europe.

- ❖ Valorisation des plantes locales à parfum, aromatiques et médicinales (PAPAM) :

Sur la base des propositions de l'étude juridique de la juriste spécialisée Me ROBARD en mars 2023, l'arrêté n° 327 pris en Conseil des ministres a été promulgué, statuant à la création de la commission des plantes aromatiques médicinales et cosmétiques (PAM&C). Cette commission a pour objectifs de rassembler les connaissances sur les PAPAM polynésiennes, de mettre en œuvre des stratégies d'orientations permettant le développement de la filière PAPAM et de diffuser les connaissances aux acteurs privés et publics. Le secrétariat de la commission PAM&C est assuré par la DAG. La commission PAM&C comporte 21 membres dont 13 membres de droit, qui sont des représentants du gouvernement, des services administratifs concernés et des institutions de droit privé chargées d'une mission de service public (la chambre d'agriculture et de la pêche lagunaire, le conseil de l'ordre des médecins, et conseil de l'ordre des pharmaciens), et 8 membres experts dans les domaines de l'anthropologie, de la botanique, de la biochimie ou encore de la pharmacie et de la médecine traditionnelle, intégrative et conventionnelle.

En août 2023, s'est tenu la 1^{ère} séance de la commission PAM&C durant laquelle il a été décidé de travailler sur la création d'une pharmacopée polynésienne pour permettre la valorisation et la reconnaissance des PAPAM de la Polynésie française.

- ❖ Valorisation de nouvelles substances actives à base de plantes à intérêt agricole et médicinal : cannabis thérapeutique :

La DAG a participé à la réflexion et rédaction du projet de loi du pays réglementant certaines activités relatives au cannabis dépourvu de propriétés stupéfiantes et les médicaments contenant du cannabis ou des cannabinoïdes.

La DAG s'est chargée de porter et de rédiger la partie encadrant la culture du cannabis dépourvu de propriétés stupéfiantes. Le projet de loi a été soumis en Conseil des ministres le 27 décembre 2023 et est à présent en cours d'arbitrage, suite à l'avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel, avant transmission à l'Assemblée de la Polynésie française.

- ❖ Soutien à des filières de production à haute valeur ajoutée et à potentiel à l'export :
- Soutien à la filière Monoï par le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association Monoï de Tahiti pour la protection de la marque sur les marchés extérieurs et par le financement d'une étude post doc en cours sur l'identification de paramètres physico-chimiques spécifiques à l'huile de coprah raffinée polynésienne afin de faciliter la détection des fraudes à l'utilisation de l'appellation ;
- Soutien à la filière pandanus, élaboration d'un guide pratique sur les teintures naturelles à partir de plantes tinctoriales présentes en Polynésie française issue de l'étude sur les procédés de coloration des feuilles de pandanus.
- Soutien à la filière café via l'introduction de nouvelles variétés de café en lien avec le CIRAD, suivi et mise en place de parcelles d'essais variétaux dans le but d'évaluer les performances agronomiques de celles-ci dans le contexte polynésien et d'établir de nouvelles références technico-économiques ;
- Soutien à la filière cacao avec l'élaboration d'un programme de développement de cette filière naissante et un début de production de plants dans les pépinières de la DAG ;
- Soutien à la filière rhum qui a bénéficié depuis 2018 de plus de 150 millions d'aide à l'investissement, le soutien à la réalisation d'une thèse sur la caractérisation des cannes de Polynésie et la mise en place d'un conservatoire des variétés.

Objectif n°4 – Déployer la transition vers l'agroécologie et l'agriculture biologique en lien avec le système alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles

Objectif n°4 - Déployer la transition vers l'agro-écologie et l'agriculture biologique en lien avec le système alimentaire								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1- Nombre d'enseignes agricoles engagées dans une démarche de certification/garantie en agriculture biologique	Nb	75	95	135	120	175	130	150
Indicateur 4.1.1 - dont nombre d'agriculteurs individuels	Nb	325	390			409		
Indicateur 4.1.2 - dont nombre de transformateurs (ateliers d'agrotransformation)	Nb	15	21			24		
Indicateur 4.2- Surface des exploitations engagées dans une démarche de certification/garantie en agriculture biologique	Ha	319	486	400	500	672	550	600
Indicateur 4.2.1 - dont superficie hors cocotier	Ha	256				592		
Indicateur 4.3- Quantités de pesticides importés en PF (avec insecticides de confort et sans antirongeurs....)	Tonne	492	481	350	450	467	400	300
Indicateur 4.4- Quantités d'engrais importés en PF	Tonne	1 747	1 475	1 900	1 900	1 705	1 900	1 900
Indicateur 4.5- Nombre de Tetrastichus lâchés (lutte contre brontispa - parasite du cocotier)	Nb	883 000	1 600 000	1 000 000	1 000 000	2 600 000	1 200 000	1 200 000
Indicateur 4.6- Nombre d'échantillons de produits agricoles analysés pour mesure des résidus de pesticides	Nb	606	528	400	400	481	400	400
Indicateur 4.7- Nombre d'espèces locales faisant l'objet de conservatoire des variétés (uru, taro, fei, banane, patate douce,...) (ODD 2.5.1)	Nb	6+10 ResSeM	6+10 ResSEM	7+10 ResSeM		7+10 ResSeM		7+ 10 ResSeM
Sources des données :								
DAG (données OC en AB, conservation, analyses,...), ISPF (importations)								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 4.1 et 4.2 - indicateur calculé à partir des données de suivi filière de la DAG								
Indicateur 4.3 et 4.4 - indicateur calculé à partir des données statistiques de l'ISPF								
Indicateur 4.5 et 4.7 - indicateur calculé à partir des données de suivi de la cellule RIV/DAG								
Autres commentaires :								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Le nombre d'opérateurs engagés en agriculture biologique a encore augmenté en 2023 avec 175 exploitations, groupements d'exploitants et entreprises certifiées et garanties en agriculture biologique hors Bioagricert (résultats en attente), représentant 592 ha de surfaces cultivées hors Bioagricert (dont 421 ha pour le SPG Bio Fetia). Le nombre de transformateurs y compris agriculteur-transformateur certifiés bio est de 24, dont un tiers visent l'export (certification Europe et USA). Cette évolution à la hausse des indicateurs traduit à la fois l'engouement des consommateurs, mais également des producteurs vers des modes de production plus respectueux de l'environnement et notamment l'agriculture biologique, mais également le renforcement des moyens et des actions du Pays pour le développement et le soutien à ces modes de production.

Il est à noter que les indicateurs concernant les pesticides et les engrains sont difficilement analysables dans la mesure où ils intègrent aussi bien les produits de synthèse chimique que biologiques et que ces derniers étant moins concentrés, ils peuvent représenter des volumes importants.

❖ Poursuivre le soutien technique et financier au SPG Bio Fetia :

L'aide versée au SPG Biofetia (organisme de contrôle de la norme AB agréé par le Pays) a été portée à 26 millions F CFP ce qui a permis de maintenir le personnel en place (une directrice, 3 techniciens animateurs et 1 chargé de communication) et ainsi de mieux suivre les dossiers de demande de garantie en AB dont le nombre augmente chaque année. L'association compte maintenant 246 membres (153 opérateurs et 93 consommateurs) avec 20 groupes locaux répartis sur tous les archipels. Le SPG Biofetia est désormais considéré comme un des systèmes participatifs de garantie les plus dynamiques de la région et participe à des projets d'envergure tels que PROTEGE (FED XI) ou plus récemment TAVIVAT (France 2030).

❖ Soutien par le biais des actions du programme PROTEGE - 11ème FED régional PTOM :

La DAG en 2023 a poursuivi les actions bénéficiant de financement du programme PROTEGE qui a démarré en 2019 et qui vise à favoriser la transition agroécologique dont les principales sont :

- Suivi et coordination des 7 fermes pilotes engagées : les essais d'équipements, de pratiques culturales durables visent à améliorer la fertilité des sols, à mieux gérer la ressource en eau, à diminuer la pénibilité du travail et à diversifier les productions ;
- Poursuite des expérimentations/opérations de démonstration sur l'utilisation des engrains verts et des plantes refuges à auxiliaires, la mise en place de méthodes alternatives à l'utilisation des herbicides en ananas, la gestion de l'eau sur atoll, l'intégration de l'arbre en agriculture syntropique, la recherche et la caractérisation des champignons symbiotiques locaux, l'intégration de petits élevages dans les exploitations, la valorisation des effluents d'élevage et déchets d'abattoir par compostage, l'élevage de mouches pour l'alimentation des animaux.

L'année 2023 voit la fin d'une majeure partie des actions du programme avec des séminaires organisés pour présenter les résultats : fermes de démonstration en agroécologie, apiculture et qualité des miels... La phase de communication finale est en cours.

❖ Aides financières à la filière agriculture biologique :

En 2023, 15 dossiers d'aides à la conversion sont en cours pour un montant annuel de 12 millions F CFP. Les aides relatives à d'autres types (matériels, expertises...) pour des producteurs engagés en agriculture biologique s'élèvent en 2023 à 46 millions F CFP pour 17 bénéficiaires.

❖ Systèmes alimentaires :

Sur la base de la loi du pays 2022-5 du 11 janvier 2022 relative à la promotion des produits locaux dans la restauration scolaire, la DAG en collaboration avec le SPC accompagne désormais les communes volontaires pour les aider à atteindre les objectifs d'intégration de produits locaux dans les menus des écoliers, dont les taux ont été validés lors de la première réunion du comité des produits locaux en aout 2022.

Les établissements du premier degré de 6 communes pilotes plus le lycée hôtelier collaborent étroitement avec la DAG pour augmenter significativement la part des produits locaux dans les menus servis aux élèves.

La DAG s'appuie notamment sur les techniciens du pôle agro-transformation, qui par des actions ciblées permettent d'apporter un appui technique aux entreprises, de valider et diffuser des techniques de conditionnement, conservation et transformation des produits agricoles locaux, et d'apporter une expertise technico-économique sur leurs projets.

La crise du COVID-19 et les perturbations du commerce international aggravé par le conflit ukrainien ont été de puissants révélateurs de notre vulnérabilité alimentaire et des effets néfastes d'une mauvaise alimentation entraînant surpoids et obésité. Dans la continuité du diagnostic du système alimentaire réalisé dans le cadre du programme PROTEGE en fin d'année 2021, une réflexion mêlant des acteurs institutionnels et privés des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la santé, des affaires économiques, des communes... et visant à proposer un plan de transition alimentaire sur dix ans a été engagée avec le lancement d'un appel d'offre pour l'élaboration de ce plan. La prestation confiée à un cabinet d'étude et de consulting a démarré fin 2022 et un premier rendu a été effectué fin 2023, en vue d'une présentation devant la nouvelle Assemblée de Polynésie dès 2024 du Plan de transition alimentaire 2024-2034.

En 2023, le projet dénommé Transition agroécologique vivrières et agro transformation (TAVIVAT) a été déclaré lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt transitions agricoles et agro-alimentaires pour bénéficier de financement de la banque des territoires (France 2030). Prévu d'être mis en œuvre sur la période 2025-2029,

il implique un consortium de 11 partenaires publics et privés (DAG, CAPL, SPC PF, SPG, des communes, le CIRAD, Direction de la santé, des producteurs...) dont la DAG est chef de file. Le projet est donc passé en phase de maturation au cours de laquelle plusieurs études et travaux seront conduits afin de le consolider et le renforcer pour une présentation à l'Etat en vue du financement de la phase de mise en œuvre fin 2024. Le montant prévisionnel du projet présenté s'élève à 12,8 millions d'euros, dont 5,8 millions d'euros sollicités auprès de France 2030 (la moitié environ sera allouée au SPC et aux communes pilotes) et 4,4 millions d'euros financés par la DAG.

- ❖ Appui technique aux producteurs orienté vers la mise en place de modes de production raisonnées et biologiques :

Les agriculteurs bénéficient depuis 2019 de l'appui technique d'une équipe renforcée composée d'un ingénieur et d'un technicien à la DAG fortement impliqués sur le suivi du programme PROTEGE, mais également sur le suivi de parcelles d'essais en culture biologique, et le conseil aux producteurs. Cette équipe assure le suivi de l'ensemble des producteurs certifiés, en conversion ou en projet d'installation. Ce chiffre allant crescendo et les sollicitations étant nombreuses, cette équipe sera à recalibrer en 2024, ce que propose le schéma directeur par la mise en place de l'ADEA. L'équipe a également travaillé en 2023 à l'élaboration d'une loi du pays sur l'utilisation des produits résiduaires organiques visant principalement à mieux valoriser les effluents d'élevage, améliorer la fertilité des sols et limiter leurs nuisances dans des conditions mieux encadrées.

La cellule recherche innovation valorisation (RIV) de la DAG dispose depuis 2021 d'un nouvel appareil d'analyse chimique plus performant. Les analyses de résidus de pesticides se font désormais sur un plus grand nombre de molécules (dont le glyphosate) et avec un meilleur niveau de précision. Le nombre d'analyses est resté globalement stable en 2023 confirmant par ailleurs la bonne qualité des produits agricoles locaux qui respectent de manière générale la réglementation en vigueur sur les limites maximales de résidus autorisées.

Le laboratoire d'entomologie agricole a également intensifié ses activités de diffusion d'auxiliaires de culture en 2023 (insectes bénéfiques pour les cultures).

L'appui technique des producteurs se fait également par la formation des porteurs de projets : la DAG a ainsi lancé dès 2020 une opération visant à équiper les centres de formations décentralisés : CJA, MFR de serres pilotes équipées afin de familiariser les jeunes à l'utilisation de ces outils de production plus performants. Dans la continuité des premières serres installées en 2021, un nouveau marché d'acquisition de serres a été mis en œuvre en 2023.

Le département RIV poursuit également ses travaux de multiplication in vitro de variétés de banane, taro et uru et de sélection de nouvelles variétés de patate douce afin de diversifier l'offre actuelle. La multiplication plus intensive de ce matériel génétique a été lancée pour répondre aux besoins des agriculteurs de toute la Polynésie. Des travaux doivent être menés afin d'identifier les variétés les plus adaptées aux goûts des consommateurs et aux différents usages recherchés (consommation en frais, agro transformation, ...).

Objectif n°5 : Transformer la gouvernance du système agricole et alimentaire territorialisé à l'échelle du Pays et des archipels

Objectif n°5 - Transformer la gouvernance du système agricole et alimentaire territorialisé à l'échelle du pays et des archipels								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 5.1 - SIA opérationnel <i>Indicateur 5.1.1 - nombre d'archipels concernés</i>	O/N Nb	0 2	0 3	0	0	0 4	0 5	0
Indicateur 5.2 - Nombre de réunion du Comité de pilotage du SDA - COSDA	Nb	0	0	1	2	1	4	5
Indicateur 5.3 - Nombre d'exploitants agricoles déclarés au RNS (SDA)	Nb	ND	650	850		ND		850
<u>Sources des données :</u> DAG/CAPL/CPS <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> Indicateur 5.1 et 5.2 - indicateur calculé à partir de données de la DAG... Indicateur 5.3 - indicateur fourni par la CAPL (sur la base d'informations de la CPS)								

- *Commentaire et analyse des résultats*
- ❖ Registre de l'agriculture et Systèmes d'information agricoles :

La DAG a depuis plusieurs années initié un projet de développement d'un système d'information agricole (SIA) – outil informatique de gestion de base de données permettant de regrouper, consolider, sécuriser, partager et traiter les informations relatives au secteur agricole : données sur les agriculteurs (administratives, techniques et cartographiques), instruction des dossiers de demandes d'aides, instruction des dossiers de demandes de lotissements agricoles, etc. Le premier module du SIA représentant le registre de l'agriculture a

été mis en production en 2020 et est accessible via internet aux agents de la DAG détenteurs des droits d'accès correspondants. Le second module relatif à la gestion des dossiers de demande d'aide a été mis en service en 2021 et 2022.

La DAG a bénéficié en 2022 d'une AENP pour recruter un chef de projet développement d'outils informatiques. Recruté en décembre 2022, son activité sur le développement du SIA a notamment porté sur la mise en œuvre d'applications permettant l'édition de courriers et des arrêtés attributif d'aide directement à partir du SIA et en lien avec la plateforme Lexpol. Il a également travaillé à la mise en ligne sur la plateforme « mes démarches.com » des formulaires de demande de lot agricole et de demande d'aide pour permettre aux usagers d'y enregistrer leurs dossiers. Il a enfin mis en œuvre une application en ligne pour permettre de gérer les commandes et fournitures de plants des pépinières de la DAG.

La création du registre de la DAG a été acté en 2023 avec la délibération n°2023-65 APF du 09 novembre 2023. Le registre dont les modalités de mise en œuvre seront précisées par arrêtés CM en 2024 sera abondé initialement sur la base des enquêtes du RGA 2023 et permettra à terme d'avoir un suivi statistique beaucoup plus précis du monde agricole polynésien.

❖ Recensement général de l'agriculture :

La phase d'enquêtes du recensement général de l'agriculture en Polynésie française a été menée en 2023 avec succès. Le RGA, bénéficiant d'un financement total de 175 millions F CFP, est piloté par la DAG et mis en œuvre par l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF). La phase d'enquête a mobilisé 70 enquêteurs, supervisés par huit gestionnaires de l'ISPF et soutenus par quatorze référents de la DAG, répartis dans les différents archipels. La collecte des données s'est effectuée via des tablettes, assurant une précision et une efficacité élevées, avec un taux de collecte de 99,9% en novembre 2023. Un total de 7 798 entretiens complets a été mené, offrant une vision exhaustive de la situation agricole. Les données collectées seront utilisées pour évaluer les politiques agricoles, mettre à jour les systèmes d'information internes et créer un échantillon maître pour les futures enquêtes. Le RGA 2023 a de plus intégré un outil de mesure de l'engagement agro-environnemental des exploitations agricoles développé par la FAO : TAPE. Les actions prévues pour 2024 comprennent le traitement des données pour une publication finale en avril.

❖ Statut de l'agriculteur :

Un premier projet de texte a été rédigé en 2022 avec l'appui d'un prestataire juriste et tenant compte des conclusions et propositions recueillies lors de plusieurs réunions de concertations organisées avec les services en charge du travail, des contributions, la CPS, et des agriculteurs. Ce projet de texte au-delà d'une meilleure définition du statut particulier du chef d'exploitation agricole aborde des sujets relatifs aux salariés agricoles, aux collaborateurs familiaux. Le travail d'élaboration du texte a été repris après la mise en place de la nouvelle équipe gouvernementale et sera finalisé en 2024 pour présentation aux agriculteurs et institutions concernées pour les derniers ajustements.

❖ Création du COSDA :

Le comité d'orientation stratégique et de développement agricole de Polynésie française a été créé par arrêté n°2298/CM du 4 novembre 2022. Il regroupe 10 représentants du secteur public et 10 du secteur privé dans le secteur agricole et forestier et a notamment pour vocation de suivre l'état d'avancement du schéma directeur et d'ajuster les programmes le cas échéant en fonction du contexte et des priorités avancées. La première réunion du COSDA a eu lieu fin janvier 2023.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La mesure précise des performances des exploitations (rendement, productivité) et des filières (quantités commercialisées) reste difficile (réticence des exploitants et du secteur de la transformation et de la distribution à fournir des données comptables et statistiques précises), et nos statistiques générales sur les niveaux de productions agricoles manquent de fiabilité. C'est en ce sens que le schéma directeur prévoit de mettre en place un observatoire des prix et des marges capables de collecter et analyser les données technico-économiques sur les filières agricoles afin de se doter d'outils de mesure économétriques de l'évolution du secteur agricole plus performants qui nous permettront de mieux évaluer, et adapter nos politiques publiques selon les objectifs recherchés. Des discussions devront également être engagés avec les agriculteurs, mais aussi le secteur de la transformation et de la distribution afin de les convaincre de fournir des chiffres plus précis, à minima sur les volumes de produits locaux commercialisés.

Des groupes de travail doivent également être mis en place avec les différents organismes détenteurs de données sur le secteur agricole : ISPF, Direction des impôts et des contributions publiques et CPS, afin de fixer les modalités de partage de ces données et ainsi de renforcer notre connaissance du secteur.

La dispersion de la DAG sur les 5 archipels rend par ailleurs difficile la consolidation des données permettant de mesurer de manière fiable les performances et l'évolution du secteur agricole. Le développement d'outils d'enregistrement partagées des données en lien avec le SIA doit rester une priorité du service (données sur le foncier agricole, cartographie des exploitations, prix des produits agricoles ...).

En complément, la mise en place d'une vraie politique de qualité à l'échelle du service, de nature à en améliorer les procédures de travail et l'efficacité, doit également être accélérée et conduite par un agent dédié à cette tâche dont le recrutement sur AENP sera proposé en 2024.

Bilan de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)

Objectif n°1 – Renforcer la représentation des intérêts des agriculteurs et pêcheurs lagonaires

Objectif n°1 - Renforcer la représentation des intérêts des agriculteurs et pêcheurs lagonaires								
L'établissement doit recenser les avis des professionnels et représenter leurs intérêts lors des réunions, des commissions ou toutes autres interventions auprès des pouvoirs publics. La voix des professionnels doit être entendue dès lors que des enjeux publics ou privés les concernent. Que ce soit au niveau réglementaire, des stratégies de politique agricole, de la recherche technique, la CAPL se doit de pouvoir présenter leurs besoins, leurs priorités et défendre ainsi au mieux leurs intérêts. Cet objectif sera facilité par une action de proximité accrue des élus et des agents de la chambre dans les différentes communes de Polynésie française.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1- Nombre de réunions de travail avec les professionnels	Nb	40	58	80	65	90	80	80
Indicateur 1.2-Nombre de communiqué d'informations adressés aux professionnels	Nb	26	18	50	30	25	40	50
Indicateur 1.3-Nombre d'entreprises agricoles cotisant au régime des non salariés	Nb	NC	650	850		NC	850	850
Indicateur 1.4 - Nombre d'exploitant adhérents à la carte agricole CAPL en activité	Nb	4 798	5 740	5 500	5 500	5 634	5 500	5 500
Sources des données : <i>Rapport d'activité annuel de la CAPL - Secrétariat général</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 / 1.2 - indicateur calculé à partir du rapport d'activité de l'établissement</i> <i>Indicateur 1.3 - caisse de prévoyance sociale</i> <i>Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du répertoire des professionnels de l'établissement</i> Autres commentaires :								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Malgré une équipe constituée de nombreux nouveaux agents, l'objectif de représentation des intérêts des agriculteurs a progressé par rapport à 2022. Les CAPL a ainsi multiplié les réunions avec les professionnels, que ce soit pour présenter des projets, discuter des filières, discuter de choix stratégiques ou des futurs dispositifs réglementaires. Plusieurs réunions se sont tenues, à Tahiti et dans les îles, notamment dans le cadre de la campagne carotte de Tubuai, des missions de renouvellement des cartes dans les îles, la problématique des effluents d'élevage ou les modifications du dispositif de prise en charge du fret.

La mission de communication et de relais d'information de la chambre est réalisée principalement par la diffusion, 2 fois par an du bulletin technique de la CAPL, les messages sur les réseaux sociaux, les vidéos transmises aux médias mais également les sollicitations par courriel. En effet, les professionnels sont de plus en plus joignables par internet, ce qui en fait un outil rapide pour faciliter la consultation et la diffusion d'information.

Au 31 décembre 2023, la chambre compte 5 634 exploitants et groupements titulaires d'une carte CAPL en cours de validité, dont 1 267 cartes mahana, 595 cartes pêches et 1 369 cartes groupements et grosses sociétés.

On peut donc estimer à 3 772 exploitants et groupements titulaires d'une carte dite professionnelle agricole en activité. Si l'on considère les 5 500 exploitations comptées au recensement général agricole réalisé en 2012, le taux d'adhésion à la CAPL par les exploitants agricoles est de 67%.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les efforts en matière d'information des professionnels seront à poursuivre par la diffusion de notes, de consultation via des questionnaires en ligne, la vulgarisation par l'appui de fiches techniques simplifiées permettra de renforcer les messages sur l'innovation, la recherche, les bonnes pratiques et les nouvelles réglementations en vigueur ou potentielles.

La planification de l'ensemble des missions dans les îles des agents CAPL sera réalisée en début de l'année 2024, l'objectif étant de communiquer et d'informer les professionnels en amont des déplacements.

Un prestataire en charge de l'appui à la communication de l'établissement sera mobilisé, mensuellement pour veiller à ce que les professionnels soient bien informés de toute l'actualité qui concerne le secteur primaire.

Les élus de la CAPL des différents archipels vont organiser en 2024 des réunions publiques sur leurs îles pour présenter le rôle de la CAPL, les services et produits qu'elle propose, et recenser les attentes des professionnels.

Un nouveau logiciel pour l'enregistrement des cartes CAPL intégrera toutes les données individuelles, ce qui permettra de faciliter toutes les extractions souhaitées. Les données sont en cours d'intégration et devrait être finalisée au deuxième semestre 2024. Les données telles que le nombre d'agriculteurs au RNS devraient, pour 2024, être enfin disponibles.

Objectif n°2 – Améliorer la production locale et suivre sa commercialisation

Objectif n°2 - Améliorer la production locale et suivre sa commercialisation								
La CAPL doit accompagner les actifs du secteur primaire pour les aider à augmenter la quantité, la qualité et la diversité des produits locaux. Elle doit également participer à favoriser l'installation d'exploitations agricoles, de nouveaux producteurs et à professionnaliser les acteurs du monde rural. Enfin, elle doit contribuer à l'objectif de la politique agricole du Pays qui est de développer durablement l'agriculture et la pêche lagunaire pour tendre vers l'autonomie alimentaire.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Quantité de production agricole locale suivie dans le cadre des prévisions de récolte de la CAPL	tonnes	10 583	9 337	18 000	9 000	6 380	15 000	20 000
Indicateur 2.2 - Taux de porteurs de projet accompagnés par la CAPL	%	734	1%	20%	10%	1%	20%	30%
Indicateur 2.3 - Nombre de groupements agricoles en activité et commercialisant leurs productions	Nb	82	150	50	50	56	60	70
Indicateur 2.4 - Nombre de professionnels adhérents à un signe de qualité	Nb	NC	331	350	350	374	400	500
Sources des données : <i>Rapport d'activité annuel de la CAPL du service accompagnement et développement de l'établissement</i> <i>Rapport d'activité annuel de la CAPL du service administration et formalités des entreprises de l'établissement</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir des prévisions agricoles effectuées par l'établissement dans le cadre des conférences agricoles</i> <i>Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre de titulaires de carte mahana accompagnés sur le nombre de carte mahana en cours d'activité dans l'année</i> <i>Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du nombre de carte attribuée aux groupements dans l'année par l'établissement</i> <i>Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir des exploitants adhérents à la CAPL suivis par l'association SPG Bio Fétia ou adhérents au label Manger local de la CAPL</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Concernant la centaine d'agriculteurs suivis par la CAPL dans le cadre des prévisions de récoltes en 2023, il est constaté une baisse de la production (maraîchère et fruitière), par rapport à 2022. Cette situation est problématique, et peut s'expliquer par les problèmes climatiques, la baisse de la rentabilité économique (lié à l'augmentation des intrants depuis la crise Covid-19), la mise en place de développement vertical (distributeurs qui produisent eux même) qui vient réduire l'accès à certains marchés et la diminution des parcelles agricoles (spéculation foncière pour construire des logements), et des actifs vieillissants dans le secteur primaire. Il semble également, qu'une partie des agriculteurs aient réorienté leurs terres vers des modes de cultures moins exigeantes en intrants (vivriers et fruitiers) qui ne sont pas recensés ou entrés en production en 2023. Les données attendues du RGA 2023 viendront apporter des éléments de réponses à ces interrogations.

Toutefois, il est important de noter qu'avec un accompagnement technique de qualité et une stratégie de filière, la CAPL a réussi avec les agriculteurs sur la filière carotte, à doubler la production annuelle en 2023. Pour réussir cette ambition sur d'autres filières, des moyens supplémentaires devront être envisagés.

Concernant le recensement, la CAPL a commencé en 2023 à élargir le périmètre des prévisions de récolte aux productions vivrières afin que les statistiques soient plus représentatives de la production locale et non uniquement sur les produits importés. Les premiers bilans seront disponibles à la fin du premier semestre 2024.

Suite à la constatation de l'augmentation du nombre de titulaires de carte Mahana, la catégorie « porteurs de projet » avait été identifiée par l'établissement comme devant faire l'objet d'une attention particulière afin d'accompagner ces nouveaux agriculteurs dans la formalisation de leur projet. L'objectif étant de voir une concrétisation de leur démarche en une réelle activité agricole, professionnelle et productive. La CAPL a accompagné 43 porteurs de projets à la formalisation de leur projet d'exploitation (étude de faisabilité et/ou business plan). L'accompagnement le plus efficace reste l'intégration de ces porteurs de projet dans le parcours « formation à l'installation agricole » proposé par le CFPPA. La collaboration avec cet établissement doit être renforcée afin que ces porteurs de projets puissent être orientés vers la CAPL dans le but d'être accompagnés dans leur aventure professionnelle.

Le service d'aide à la commercialisation de la CAPL a commencé un travail de fond, celui d'être en contact mensuel avec les groupements agricoles. Un premier recensement a été effectué, mais le manque de structuration des groupements existants rend complexe la qualité des échanges.

La CAPL n'a pas pour objectif la mise en place de signes d'identification de la qualité et de l'origine. L'indicateur exprimé correspond majoritairement au nombre d'exploitants adhérents au SPG Biofetia, association avec laquelle la CAPL travaille de manière collaborative.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les données du RGA ainsi que celles obtenues via le programme TAVIVAT qui démarrera en 2024 par un diagnostic des filières vivrières viendront améliorer l'identification des professionnels par la CAPL.

A noter que lors du diagnostic, des questions relatives à la transition agroécologique notamment pour un passage en agriculture biologique sont posées avec pour objectif d'identifier les freins potentiels des agriculteurs vivriers vers cette démarche qualité. Le renforcement du dispositif de prise en charge du fret est un moyen clair pour inciter les groupements à se structurer. Nos services d'accompagnement sont prêts à répondre à leurs attentes.

Enfin, la création du statut de l'agriculteur, si elle est suivie d'une obligation de détenir la carte pour commercialiser, appuiera le rôle de relais de l'établissement.

Objectif n°3 – Professionnaliser les actifs du secteur agricole et de la pêche lagunaire

Objectif n°3 - Professionnaliser les actifs du secteur agricole et de la pêche lagunaire								
Une forte demande en formation professionnelle a été identifiée par l'établissement lors des séminaires qu'il a organisé en 2018. La formation est une condition inhérente à la progression des professionnels. Elle permet d'améliorer la productivité en qualité et en quantité, les conditions de travail mais également l'environnement dans lequel évolue le producteur.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de professionnels formés par la CAPL	%	–	5%	20%	5%	4,1%*	10%	40%
Indicateur 3.2 - Taux de professionnels bénéficiaires d'un service d'accompagnement technique ou commerciale	%	–	6%	10%	8%	9%	12%	20%
Indicateur 3.3 - Taux de professionnels bénéficiaires du service d'accompagnement administratif et formalités des entreprises	%	–	0%	10%	0%	0%	5%	25%
Indicateur 3.4 - Taux d'exploitant ayant fait évoluer leurs compétences en gestion et bonnes pratiques agricoles, ou d'élevage ou de pêche lagunaire	%	–	0%	NC	NC	NC	5%	30%
Sources des données : <i>Rapport d'activité annuel de la CAPL - *a ajouter environ 220 personnes pour les kits potagers</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateurs 3.1 - indicateurs calculés à partir du nombre de professionnels ayant suivi au moins une formation rapporté au nombre de professionnels en demande d'une formation</i> <i>Indicateurs 3.2 - indicateurs calculés à partir du nombre d'exploitant ayant bénéficié d'au moins un service d'accompagnement technique et commercialisation proposé par l'établissement</i> <i>Indicateurs 3.3 - indicateurs calculés à partir du nombre d'exploitant ayant bénéficié d'au moins un service d'accompagnement administratif et formalité des entreprises proposé par l'établissement</i> <i>Indicateurs 3.4 - indicateurs calculés à partir du système d'évaluation et de recensement de la professionnalisation agricole</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les formations conduites par la CAPL en 2023 n'ont concerné que 4,1% des adhérents de la CAPL. Le nombre de personnes formées a diminué car la CAPL n'a pas disposé en 2023 du personnel suffisant pour élaborer de l'ingénierie de formation et proposer des formations. Toutefois, au moins 235 agriculteurs ont pu participer aux actions de formation de la CAPL. Une vingtaine d'agriculteurs de Tubuai ont été formés à la culture de la carotte, une cinquantaine d'agriculteurs ont suivi la formation à la culture d'ananas, une dizaine d'éleveurs sur les bonnes pratiques d'élevage, une soixantaine sur la mouche des fruits et une quinzaine sur la lutte contre la petite fourmi de feu, une quarantaine sur le marcottage, 25 sur la taille et une douzaine au greffage.

Concernant la formation à la préparation d'engrais de poisson et des semis dans le cadre du programme « kits potagers », ce sont plus de 220 personnes, exploitants et primo agriculteurs qui ont été formées (qui ne sont pas inclus dans le pourcentage d'adhérents de l'indicateur 3.1).

Le taux d'accompagnement technique des professionnels a un peu augmenté grâce notamment à la nouvelle activité du service d'aide à la commercialisation.

20 actions de livraison pour près de 500 tonnes de produits locaux ont été réalisées en 2023.

Près de 600 litres d'engrais de poisson/mélasse ont été commercialisés par le service d'aide à la commercialisation.

Par ailleurs, plus de 200 exploitants sont visités chaque mois dans le cadre de notre mission de prévision de récolte. Une trentaine d'exploitants sont visités périodiquement au titre des filières d'élevage, une douzaine de personnes au titre de la filière horticole, et une dizaine d'acteurs au titre de la filière vivrière.

L'accompagnement en gestion administrative en revanche est resté en 2023 très limitée, se concentrant principalement sur une vingtaine de demandes émanant des professionnels concernant le montage de business plan, de dossier d'aide ou de demande de terres domaniales.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Sur l'accompagnement technique : Le renforcement de l'équipe technique par l'arrivée d'un nouveau responsable accompagnement et développement (poste vacant depuis mai 2023) va permettre d'augmenter les actions de l'établissement. L'expérience acquise par les nouveaux agents de la cellule technique sur les thématiques comme la mouche des fruits, l'analyse des sols, devrait permettre de déployer de futures formations. Deux techniciens partiront en mission en 2024 pour un mois sur l'île de la Réunion pour acquérir des compétences techniques performantes sur place et auront pour objectif de former à leur retour un grand nombre d'agriculteurs polynésiens. Enfin, le recrutement au premier semestre d'un technicien spécialisé en agro transformation va également renforcer les offres de formation de la CAPL sur cette thématique en 2024.

La mise en sommeil du projet « cage à poisson » faute de budget suffisant, permettra au nouveau technicien pêche et aquaculture de travailler dès 2024, sur des opérations d'accompagnement technique et administratif de qualité pour les professionnels du secteur de la mer.

Sur l'accompagnement en gestion : Le CG PF va assurer la formation d'une cinquantaine d'entreprises agricoles en 2024. Les autres agents de terrain de l'établissement seront également formés afin de vulgariser efficacement les informations qui concernent la gestion administrative d'une exploitation.

Objectif n°4 – Promouvoir les productions agricoles, une alimentation saine et mettre en valeur les métiers de l'agriculture et de la pêche lagonaire

Objectif n°4 - Promouvoir les productions agricoles, une alimentation saine et mettre en valeur les métiers du secteur agricole et de la pêche lagonaire								
L'objectif de la promotion est de valoriser les produits de l'agriculture et de la pêche lagonaire locale pour améliorer le niveau de consommation des produits locaux. Les événements mis en place par l'établissement permettent de rapprocher les consommateurs des producteurs et de participer à l'information de la population sur l'origine, la qualité et la diversité des produits agricoles locaux. Les campagnes "Manger local" de la CAPL visent à privilégier nos produits du Fenua pour une alimentation saine et en soutien de l'économie locale.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombre d'événements et opérations commerciales organisées par la CAPL	Nb	9	22	40	30	22	30	30
Indicateur 4.2 - Nombre de visiteurs sur les événements organisés par la CAPL	Nb	13 000	55 000	40 000	40 000	65000*	40 000	40 000
Indicateur 4.3 - Nombre de distributeurs signataires de la charte "Manger local"	Nb	18	18	100	18	18	100	200
<u>Sources des données :</u> <i>Rapport d'activité du service Promotion et Evénement de la CAPL - *données approximatives: 150 visiteurs/marché du terroir à punaaia - 80/marché du terroir arue - 40/marché du terroir Pirae - 50000 /foire agricole - 8000/florale - 1000/matete huahine - 2000 /matete raiatea - 500/matete tubuai - on ne compte pas les visiteurs au SIA très nombreux (plusieurs milliers de visiteurs par jour)</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateurs 4.1 / 4.2 / 4.3 - indicateurs calculés à partir du rapport d'activité de l'établissement</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Il était prévu initialement d'augmenter le nombre de marché du terroir à Tahiti cependant, la taille de l'équipe dédiée à cette mission, la contrainte des matériels disponibles (chapiteaux, chaises, tables, ...) et le budget restreint ne permettent pas la tenue de plusieurs marchés du terroir en même temps.

Les visiteurs aux événements organisés par la CAPL ont été encore plus nombreux en 2023 ce qui montre l'attrait du public pour ces actions de promotion. L'organisation d'évènement agricoles reste une mission de référence pour notre établissement et les agents CAPL sont désormais tous mobilisés pendant plusieurs semaines pour aider à leurs mises en œuvre.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'équipe dédiée à la promotion et aux événements a été renouvelée en majorité en 2023. Une 3ème personne doit être recrutée en 2024 pour faire face à l'importante activité liée à l'organisation des événements. La mise en place de marchés publics annualisés par unités fonctionnelles ainsi que la mise en place d'un suivi des dépenses rigoureux et fléché par évènement devraient induire une réduction des montants alloués afin de permettre un redéploiement des crédits sur les autres opérations pour lesquelles est sollicitée la CAPL.

Les matete des ISLV seront remplacés par une foire agricole des Raromatai. Ce projet ambitieux sera la grande nouveauté de 2024, il est attendu un grand nombre de visiteurs.

La charte « *manger local* » n'a pas pu être développée en 2023 mais elle sera relancée dès 2024 par le service d'aide à la commercialisation qui a été affecté spécifiquement à cette mission.

Un projet de village du Pacifique regroupant la Polynésie française, Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie, dans un espace commun au salon international de l'agriculture à Paris (SIA) a été élaboré en 2023 et sera discuté notamment sur sa faisabilité lors des prochains SIA.

Bilan de l'EPIC Vanille de Tahiti (EVT)

Objectif n°1 – Augmenter la production de la vanille

Objectif n° 1 - Augmenter la production de la vanille								
Augmenter les surfaces productives pour sécuriser la production globale et améliorer la vulgarisation								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Production annuelle de la vanille	Kg	38 977	41 495	44 915	44 915	31 256	30 000	55 000
Indicateur 1.2 - Augmentation des surfaces productives	m²	12 384	32 992	29 520	29 520	12 762	30 000	30 000
Indicateur 1.3 - Renforcement de la vulgarisation	Nb	–	2	9	4	4	0	0
Indicateur 1.4 - Sélection de variétés de vanillier plus performantes pour améliorer la production	Nb	–	5	5	6	6	6	6
Indicateur 1.5 - Programme engrais Bio et naturel	Nb	–	0	245	50	0	300	500
Indicateur 1.6 - Surveillance de la fusariose dans les plantations (contrôles sanitaires)	Nb	–	5	15	11	16	50	15
Indicateur 1.7 - Production de lianes	Nb	–	30 000	23 150	30 000	10 052	30 000	30 000
Sources des données :								
<i>Etablissement public Vanille de Tahiti</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - La production annuelle de vanille est calculée à partir des données récoltées lors des ventes organisées selon un calendrier établi. Ces ventes de vanille mûre étaient contrôlées par des agents contrôleurs "Vanille de Tahiti" sur Bora bora, Tahaa, Raiatea, Huahine et Tahiti. Par ailleurs, la loi du pays autorise les ventes inopinées hors calendrier et dans ce cas la vérification se fera à la fin de l'année et portera sur la vanille acquise par le préparateur.</i>								
<i>Indicateur 1.2 - L'augmentation des surfaces productives est calculée à partir des installations des nouvelles exploitations attribuées suite aux aides agricoles</i>								
<i>Indicateur 1.3 - Le renforcement de la vulgarisation est calculé sur le nombre d'effectif recruté en CDD et affecté dans les antennes techniques</i>								
<i>Indicateur 1.4 - Cet indicateur calcule à partir du nombre cumulé de variétés sélectionnées pour leur haute valeur agronomique autre que la Tahiti ou la Haapape.</i>								
<i>Indicateur 1.5 - Ce programme à base d'engrais naturel était calculé sur le nombre d'agriculteurs demandeurs. Cette prestation a été supprimé faute de personnel. Cet indicateur sera désormais calculé (à partir de 2024)</i>								
<i>Indicateur 1.6 - Les contrôles sanitaires sont calculé sur le nombre d'interventions effectuées chez les producteurs de vanille par les agents du laboratoire</i>								
<i>Indicateur 1.7 - Cet indicateur est calculé sur la quantité de lianes fournies dans le cadre des AA installées depuis 2023 et des ventes</i>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

La production de vanille en 2023 fait apparaître une baisse significative d'environ 10 tonnes principalement justifiée par l'absence de déclaration des ventes de vanilles mûres lors des journées de vente organisées par l'établissement.

L'objectif d'installation des kit vanille 288 m² clé en main prévu en 2023 d'une superficie de 29 520 m² n'a pas été atteint. Il a été réalisé uniquement 12 762 m² en raison de la rupture de stock des kits.

En termes de sélection variétale de vanilliers performants pouvant améliorer la production, 6 variétés différentes communes Haapape et Tahiti sont identifiées :

- Variété T4-49 : floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, gousses lourdes très aromatiques et huileuses, très sensible à la fusariose ;
- Variétés S70 et S42 : floraison avec taille, arômes moyens, lianes très vigoureuses, peu sensibles à la fusariose
- Variété P37 : floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, gousses moyennement aromatiques, peu sensible à la fusariose ;
- Variété P2 U5, floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, très riche en arômes avec un équilibre différent dû à une plus grande concentration en vanilline, moyennement sensible à la fusariose ;
- Variété P2 V8 : floraison même s'il ne fait pas frais longtemps, gousses très aromatiques mais très sensible à la fusariose.

D'autres vanilliers (P2 A3, P2 S1, H5 60, H5 66) et hybrides (HY1512-006, HY1512-056, HY1512-112) sont en cours d'évaluation pour leur résistance aux maladies et pour leur précocité de floraison.

Des hybridations et semis entre variétés tolérante à la fusariose et variétés très aromatiques ont été réalisées.

S'agissant de la surveillance de la fusariose dans les plantations, un panel de producteurs est suivi chaque année pour surveiller l'émergence de nouvelles maladies.

Ce suivi ne remplace pas le suivi des Fare Vanira mais le complète.

Seize plantations dont une traditionnelle ont été visitées en 2023 :

- 8 « nouvelles » plantations sous ombrière (1^{er} ou 2^{nde} année de production) en très bon état sanitaire. Le degré de la fusariose était inférieur à 1. Les producteurs étaient très demandeurs de conseils ;

- 6 anciens producteurs, qui avaient plus de 5 années de production, les plantations étaient d'état sanitaire plutôt correct. Le degré de la fusariose au sein de leur parcelle était pour certains en dessous de 1 même pour des grandes parcelles. Pour d'autre, le degré était proche de 2 mais jamais au niveau 3. Cependant, une hausse de la présence d'insectes (thrips et cochenilles) a été notée, probablement du fait de la réduction d'utilisation de produits chimiques depuis les campagnes de détection de résidus de pesticides ;
- 2 « anciens » producteurs sous ombrières chez qui il manquait de l'entretien au sein de leur parcelle. Le degré de fusariose explosait donc au niveau 3. Au point où pour une ombrière, le contrôle n'a pas pu être terminé car la mauvaise herbe était à hauteur d'homme. La production était très faible dans leur cas, moins de 5 kilos. On supposait que ces plantations étaient abandonnées mais les producteurs nous assuraient qu'ils allaient reprendre en main l'entretien de leur parcelle de vanille ;
- La seule plantation traditionnelle visitée était nouvelle mais ses lianes présentaient déjà des virus.

Un autre point à noter, et cela que ce soit dans une nouvelle plantation ou une ancienne plantation, est la présence d'un nouveau symptôme au niveau de la gousse. Alors que la gousse est immature, le talon commence à brunir et se ride. On a appelé ce symptôme gousse OKATEE. Des analyses sont en cours pour identifier les souches de champignons isolées dans ces gousses.

On note également que les poux du cocotier sont présents dans toutes les parcelles. La plupart des producteurs ne connaissaient pas ce ravageur. Il est très petit, 2mm, et est donc difficile à repérer. Des niveaux d'infestation (1 peu, 2 moyen et 3 beaucoup) ont donc été défini pour les notations, avec des recommandations (toilettage, traitement, ou arrachage) pour chaque niveau.

Chez une productrice, où la parcelle est très bien entretenue, il a été noté de forts dégâts de morsures que ce soit sur les jeunes gousses ou tiges ou feuilles. Cela semble être des escargots ou limaces.

Seule la prophylaxie, à aujourd'hui, permet de réduire la pression de ces maladies.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il est important de reprendre l'accompagnement technique des producteurs et de leur apporter rapidement les solutions adaptées à la pression phytosanitaire que supportent péniblement leurs exploitations de vanille, notamment depuis le retour du phénomène climatologique El Nino.

Objectif n°2 – Garantir la qualité de la vanille de Tahiti

Objectif n°2 - Garantir la qualité de la vanille de Tahiti								
Garantir une vanille de qualité irréprochable								
Refonte réglementaire par la LP n°2021-26 du 30 avril 2021	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 2.1 - Traçabilité de la vanille	%	0	80	100	80	0	100	100
Indicateur 2.2 - Contrôle qualité (vente et export)	%	0	80	100	80	90	100	100
Indicateur 2.3 - Formation des producteurs/préparateurs	%	0	100	100	90	85	100	100
Indicateur 2.4 - Démarche AOP	%	10	80	80	80	80	100	100
Indicateur 2.5 - Démarche anti-pesticides (analyses)	%	0	90	100	90	79	100	100
Indicateur 2.6 - Démarche BIO	%	0	15	20	20	2	20	30

Sources des données :

Etablissement public Vanille de Tahiti

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du registre remis aux préparateurs, négociants et exportateurs de vanille

Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du contrôle de qualité de la vanille mûre et de la vanille préparée destinée à la vente

Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir de la réussite à l'examen du brevet préparateur et apprentissage sur les techniques culturelles de la vanille

Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir de la reprise des travaux de la démarche AOP en septembre 2021

Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir du retour des analyses effectuées sur les échantillons de vanille mûre de la récolte 2023 des îles de Raiatea-Huahine-Moorea-Maupiti-Tahaa-Tahiti

Indicateur 2.6 - indicateur calculé à partir la préparation du dossier

Autres commentaires :

La loi du pays n°2021-26 du 30 avril 2021 précise les nouvelles exigences en matière de production, de préparation et de commercialisation de la vanille de Tahiti produite en Polynésie française et vise à garantir sa qualité.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le contrôle de qualité et de conditionnement effectué par les agents contrôleurs de l'établissement Vanille de Tahiti a renforcé les exigences réglementaires sur les exportations mais l'absence de contrôle des registres des préparateurs préjudicie à la traçabilité de la vanille.

Ce sont 85 brevets de préparateur de vanille qui ont été attribués à des nouveaux opérateurs de la filière issus principalement du secteur agricole.

La démarche de l'appellation d'origine protégée (AOP) de la Vanille de Tahiti portée par l'Association interprofessionnelle de la filière a été ralenti par une étude d'impact économique réalisée dans le cadre de la demande de reconnaissance en organisme de défense et de gestion (ODG) conformément au cadre réglementaire instauré par la LP SIQO n°2020-23 du 24 août 2020.

La continuité des analyses anti-pesticides a permis de réviser la limite maximale de résidus constatée dans les cultures de vanille mais aussi dans la vanille préparée. Cette opération permet de contrôler la tolérance des traitements chimiques et l'utilisation des produits par les producteurs.

La démarche d'une culture de vanille Bio n'est pas encore bien engagée par les producteurs, contraints par des exigences de technique culturale nécessitant une protection intégrale de la zone de production du vanillier.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'optimiser les récoltes de vanilles mûres, il convient de ne plus autoriser les ventes en dehors des journées organisées par l'établissement Vanille de Tahiti dans le calendrier annuel des coupes. Ainsi, les déclarations de production et la qualité de la maturité des vanilles récoltées seront mieux contrôlées par les agents de l'établissement et rassureront davantage les acheteurs. Un plan de contrôle doit être mis en place pour favoriser la traçabilité de la vanille.

Les résultats des analyses anti-pesticides doivent être communiqués aux acheteurs lors des journées de ventes.

L'établissement Vanille de Tahiti devra organiser des sessions de formations aux techniques culturales pour les producteurs et assurer la formation des préparateurs en partenariat avec le CFPPA de Opunohu pour la partie pédagogique et avec le GIE de la Vanille de Tahiti et ses îles dont les membres sont les professionnels médaillés au concours général agricole pour la partie pratique.

La démarche AOP Vanille de Tahiti reprendra ses travaux avec une nouvelle équipe de l'Association interprofessionnelle de la Vanille de Tahiti qui procèdera au renouvellement de ses membres en 2024.

L'établissement doit mettre en place un protocole de traitement anti-pesticides que tous les producteurs de la filière doivent respecter afin de limiter la tolérance d'utilisation des produits chimiques. Le non-respect du cahier des charges serait passible de sanctions conséquentes.

Objectif n°3 – Favoriser l'exportation de vanille

Objectif n°3 - Favoriser l'exportation de vanille								
Développer les marchés de la vanille de Tahiti								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Quantité de vanille exportée	Tonne	12,02	12,57	17,275	15	16	15	19,683
Indicateur 3.2 - Prix moyen de la vanille à l'export	F CFP	46 161	53 807	50 000	50 000	55 000	50 000	50 000
Indicateur 3.3 - Prospection des marchés	Nb	0	2	3	0	0	2	3
Indicateur 3.4 - Opérations promotionnelles et commerciales	Nb	1	2	4	2	2	4	4
Indicateur 3.5 - Stratégie commerciale et marketing	Nb	1	1	1	1	0	1	0
Sources des données :								
EVT/ISPF								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir des statistiques de l'ISPF								
Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir des statistiques de l'ISPF								
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir des actions prévues annuellement par le pôle Promotion Commercialisation								
Indicateur 3.4 - indicateur calculé à partir des actions prévues annuellement par le pôle Promotion Commercialisation								
Indicateur 3.5 - indicateur calculé à partir des actions prévues annuellement par le pôle Promotion Commercialisation								
Autres commentaires :								
Les chiffres énoncés en prévision PAP 2023 et au-delà sont indiqués sous réserve de l'évolution de la production et de la commercialisation de la vanille								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les statistiques des vanilles exportées en 2023 n'ont pas été publiés par l'ISPF.

Ce sont 16 tonnes de vanilles préparées qui ont été expertisées à l'export par les agents contrôleurs de l'établissement Vanille de Tahiti considérant un prix moyen d'environ 55 000 F CFP/kg.

Les seules actions promotionnelles réalisées en 2023 sont la participation de l'EPIC Vanille à la Foire agricole organisée par la CAPL sur le site de Outumaoro, et le concours du meilleur préparateur de vanille qui retient les 3 lauréats pour le concours général agricole 2024 à Paris lors du Salon international de l'agriculture.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les données statistiques de l'ISPF doivent être rendues de manière plus rapide. Or, aucune donnée concernant les exportations de vanille pour l'année 2023 n'est affichée ni publiée ce qui ne permet pas de situer l'écoulement des stocks ni le cours du marché à l'export.

Il convient de renforcer la prospection des marchés en participant davantage à des salons professionnels et plus ciblés à l'international, en partenariat avec les opérateurs de la filière.

Une vitrine marchande des professionnels de la filière renforcera la commercialisation et le marketing de la Vanille de Tahiti tant sur le plan local qu'à l'international et serait un point de repère pour les touristes en quête de la Vanille de Tahiti.

L'application de la stratégie commerciale et marketing mise en place permettra une meilleure visibilité sur le développement des marchés et sur les exigences des distributeurs. La formation sur les exportations et la commercialisation serait une démarche à mettre en œuvre pour accompagner l'évolution des opérateurs sur les marchés.

6.2.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 01 - AGRICULTURE ET ELEVAGE	2 982 846 103	2 987 496 760	5 970 342 863
Au titre de la DAG	2 360 853 861	2 752 475 509	5 113 329 370
Développer l'activité et l'emploi dans les exploitations agricoles familiales comme outil de cohésion sociale dans les archipels	143 081 980	1 110 821 040	1 253 903 020
Accroître la surface de terres domaniales aménagées pour une activité agricole durable - travaux d'aménagements lotissements agricoles		464 506 991	464 506 991
Accroître la surface de terres privées aménagées pour une activité agricole durable - aides à la réalisation de travaux d'aménagement foncier		50 000 000	50 000 000
Aides pour soutenir les investissements des exploitants agricoles	122 646 590	501 000 000	623 646 590
Développer la formation initiale et continue des agriculteurs et leur accès à l'information (subventions EPEFPA - renforcement atelier porcins)		63 163 235	63 163 235
Développer l'agriculture et l'élevage sur les atolls - serres et cultures pilotes (légumes, fruits,...) aux TG	20 435 390	2 292 988	22 728 378
Serres pilotes avec et sans panneaux photovoltaïques		29 857 826	29 857 826
Insérer les producteurs au sein de filières permettant au Pays d'accroître sa souveraineté alimentaire	1 758 290 209	865 518 290	2 623 808 499
Appui au GDSA (groupement de défense sanitaire animal)	28 000 000	0	28 000 000
Réhabilitation de l'abattoir de Papara (station d'épuration, étude MOE, équipements traitement déchets)		184 435 019	184 435 019
Subvention à l'abattoir de Papara (subvention d'équilibre)	45 000 000	0	45 000 000
Mise en place de structures d'abattages délocalisées de proximité		29 899 451	29 899 451
Mise en place structures de conditionnement et de stockage dans les îles et à Tahiti		109 670 731	109 670 731
Installation d'ateliers d'agro-transformation		331 714 175	331 714 175
Plan de valorisation des cocoteraie (parcelles conservatoires, de diversification, études carto)	9 859 915	8 406 757	18 266 672
Réhabilitation des cocoteraies		146 442 990	146 442 990
Soutien au prix du coprah	1 672 450 262		1 672 450 262
Renforcement des pépinières de la DAG	2 980 032	19 062 777	22 042 809
Développement des filières uru et vivrières		35 886 390	35 886 390
Développer les filières agricoles à haute valeur ajoutée permettant au Pays d'accroître ses exportations	12 000 000	0	12 000 000
Subvention à l'association Monoï de Tahiti	12 000 000	0	12 000 000
Aides aux organismes professionnels pour la reconnaissance des SIQO			
Déployer la transition vers l'agro-écologie et l'agriculture biologique en lien avec le système alimentaire	48 118 914	5 582 904	53 701 818
Etudes et acquisition d'équipements pour le réseau des fermes pilotes		5 419 295	5 419 295
Soutien au système participatif de garantie Biofeta	25 950 000		25 950 000
Etude et recherche/développement dans les différents domaines liés à l'agro-écologie (PROTEGE)	22 168 914	163 609	22 332 523
Mise en place d'aide à l'application de pratiques agro-écologiques (CIAE)	0	0	0
Mise en place d'une quarantaine végétale à la cellule RIV de Papara	0	0	0
Transformer la gouvernance du système agricole et alimentaire territorialisé à l'échelle du Pays et des archipels	399 362 758	770 553 275	1 169 916 033
Réalisation du RGA	3 667 088	126 807 684	130 474 772
Mise en production (maintenance et évolution) du SIA	5 267 589	8 747 314	14 014 903
Fonctionnement général du service : suivi des filières de production, suivi des lotissements agricoles, suivi des opérations de recherche, innovation, des subdivisions,...	367 852 783	129 985 840	497 838 623
Subvention autres organisations pro (EPEFPA, MFR,...)	22 575 298	405 668 060	428 243 358
Construction bâtiments techniques (agropol, centre tech plants et semences \$Ua Huka,...)		99 344 377	99 344 377
		0	0
Au titre de la CAPL	350 012 000	196 166 667	546 178 667
Renforcer la représentation des intérêts des agriculteurs et pêcheurs lagonaires	134 445 489	2 500 000	136 945 489
Actions des élus de la chambre par l'organisation de réunion de travail avec les professionnels	17 460 999		17 460 999
Fonctionnement du service formalités des entreprises	18 545 961		18 545 961
Fonctionnement de la direction et du service administratif et financier	52 229 534		52 229 534
Premier versement pour l'acquisition d'un véhicule pour l'antenne de Uapou		2 500 000	2 500 000
Charges courantes de l'établissement et de ses antennes	46 208 995		46 208 995
Améliorer la production locale et suivre sa commercialisation	28 848 136	193 666 667	222 514 803
Dernier versement pour mise à disposition de matériels agricoles via les communes (phase 1 du projet)		174 666 667	174 666 667
Fonctionnement service aide à la commercialisation	15 688 697		15 688 697
Premier versement pour l'acquisition du camion frigorifique		7 500 000	7 500 000
Premier versement pour l'acquisition d'équipements de transformation pour l'unité de Tubuai		7 500 000	7 500 000
achats groupés pour la mélasse ainsi que les semences de carottes	3 286 000		3 286 000
Premier versement pour la création d'une plateforme numérique d'échange de produits agricoles Matete.pf		4 000 000	4 000 000
projet kit potager en partenariat avec la DSFE	2 226 439		2 226 439
Prestations d'accompagnement stratégique (Elaboration du COP 2024-2028 et autres projets)	7 647 000		7 647 000
Professionnaliser les actifs du secteur agricole et de la pêche lagonaire	87 938 817	0	87 938 817
Fonctionnement service accompagnement et développement	76 980 647		76 980 647
convention de vulgarisation technique pour la filière carotte	7 488 014		7 488 014
venue d'experts de l'île de la réunion sur les filières bananes ananas	1 400 000		1 400 000
formations engrais de poissons	1 688 300		1 688 300
formations de trois projets d'agrotransformation via un partenaire Food and cook lab	381 856		381 856

<i>Promouvoir la production locale, une alimentation saine et mettre en valeur les métiers de l'agriculture et de la pêche lagunaire.</i>	98 779 558	0	98 779 558
<i>Organisation de la foire agricole</i>	50 558 929		50 558 929
<i>Organisation du stand de la Polynésie française au salon international de l'agriculture de Paris</i>	18 734 366		18 734 366
<i>Etude du projet de création d'un village du pacifique pour le SIA</i>	975 401		975 401
<i>Organisation des floralies et du concours cocotier</i>	3 582 075		3 582 075
<i>Organisation des marchés du terroir (Tahiti) et des Mateate Fenua (tubuai, raiatea et Huahine)</i>	4 086 330		4 086 330
<i>Fonctionnement du service promotion et évènements</i>	20 842 457		20 842 457
Au titre de l'établissement Vanille de Tahiti - EVT	271 980 242	38 854 584	310 834 826
<i>Augmenter la production de vanille</i>	231 183 206	38 854 584	270 037 790
<i>Garantir la qualité de la Vanille de Tahiti et favoriser l'exportation</i>	40 797 036		40 797 036

6.3 Programmes 905 02/965 02 : forêts

6.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Les actions stratégiques mise en œuvre pour le développement de la filière bois en Polynésie : soutien à la création et équipements des scieries, soutien par le traitement du bois, prise en charge du fret en provenance des îles, normalisation du bois pour permettre son utilisation en construction, mise en place de plan d'aménagement des domaines, continuent de porter leurs fruits, se traduisant par une augmentation du montant des investissements privés réalisés dans la filière.

Les efforts doivent toutefois être encore poursuivis pour :

- Faciliter l'accès aux domaines forestiers publics et privés par des investissements importants ;
- Renforcer les capacités de traitement du bois à la station de Papeiti en cohérence avec la croissance de la filière ;
- Et faciliter l'accès des entreprises aux marchés publics et ainsi garantir une meilleure rentabilité.

6.3.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Favoriser l'installation et le fonctionnement des entreprises d'exploitation et de travail du bois

Objectif n°1 - Favoriser l'installation et le fonctionnement des entreprises d'exploitation et de travail du bois								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'entreprises installées dans l'exploitation et la transformation du bois local	Nb	11	10	10	10	10	10	10
Indicateur 1.1' - Nombre d'emploi directs dans les scieries	Nb	44	52	47	54	50	68	87
Indicateur 1.2 - Volume de bois de pin vendu à des entreprises privées	m3	7 050	9 900	11 000	11 600	8 490	17 200	22 700
Indicateur 1.3 - Longueur de pistes forestières entretenues ou réhabilitées	Km	20	26	15	1	4	6	15
Indicateur 1.4 - Montant des aides attribuées (filière forêt)	millions F CFP	36	75	80	30	87	100	100
<i>Sources des données :</i> <i>DAG (suivi filière, aides,...)</i>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Alors que les volumes de bois de pins exploités avaient augmenté en 2022 par rapport à 2020 et 2021 (+40% par rapport à l'année 2021), ils ont baissé en 2023 avec l'arrêt de la scierie de Tubuai. La filière reste cependant dynamique avec le renforcement de l'activité des scieries les plus importantes de Papara et Hiva Oa, mais également des nouveaux opérateurs sur Rapa, et Rurutu. De nouveaux projets sont en cours de mise en place avec la création d'une scierie à Nuku-Hiva (SEBM) pour l'exploitation du plus grand domaine forestier de Polynésie à Toovii. Deux autres scieries, une à Moorea et une à Raiatea, ont également été installées.

Les opérations conduites en 2023 en soutien aux entreprises de la filière sont les suivantes :

❖ Suivi du projet de création de la scierie de Nuku-Hiva pour l'exploitation du massif forestier de Toovii:

Une convention d'exploitation du massif de Toovii a été signée fin 2021 avec la SAS Société d'exploitation du bois marquisien (SEBM) pour l'exploitation de 15 000 m³ de bois par an. La DAG a lancé en 2023 les marchés d'études et travaux pour l'aménagement de réseaux hydrauliques et réserves incendie, d'un montant de plus

de 200 millions F CFP, permettant d'assurer la mise en exploitation de cette scierie. De même, la DAG s'est également engagée à fournir un autoclave pour le traitement du bois pour un montant de 90 millions F CFP.

La fin des travaux de construction et équipement de la scierie, portés par la SEBM, est prévue pour août 2024.

La fin des travaux d'aménagement hydraulique et de fourniture de l'autoclave, portés par la DAG, est prévue pour février 2025.

❖ Aménagement de la station de Papeiti :

En 2023, la maîtrise d'œuvre du projet de réorganisation de la station forestière de la DAG de Papeiti et de mise en place d'un nouvel autoclave pour répondre à l'augmentation des volumes de bois à traiter a été mis en suspens, un nouveau plan d'aménagement devant être élaboré intégrant une nouvelle parcelle domaniale et tenant compte de la volonté de la scierie de Papara de disposer de plus d'espaces.

❖ Suivi et accompagnement des scieries présentes dans les différents archipels :

L'équipe du pôle forêt de la cellule FAR de la DAG et des différentes subdivisions apportent assistance aux différentes scieries notamment pendant les phases de démarrage : constitution des dossiers d'aide, appui technique dans le choix des équipements, recherche de parcelles domaniales ou privées à exploiter, inventaires de la ressources, élaboration des plans d'aménagement forestier (PAF), réalisation des tracés et suivi des travaux de pistes nécessaires à l'exploitation des massifs domaniaux.

❖ Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des travaux d'aménagements de pistes d'accès aux parcelles forestières privées

La loi du pays n°2021-34 du 9/08/2021 relative à l'exploitation forestière des propriétés privées plantées en pin des caraïbes en vue du développement de la filière locale, permet maintenant au Pays de prendre en charge tout ou partie des études et travaux de pistes nécessaires à l'exploitation des domaines forestiers privées plantés en pins permettant ainsi leur valorisation. Des projets sont actuellement à l'étude et permettront de démarrer l'exploitation de massifs forestiers implantés chez des propriétaires privés.

Objectif n°2 – Favoriser la commercialisation du bois local

Objectif n°2 - Favoriser la commercialisation du bois local								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1 - Production de bois avivés (SDA)	F CFP	186 825 000	310 130 000	300 000 000	420 000 000	260 000 000	530 000 000	620 000 000
<small>Sources des données : DAG et entreprises (suivi filière) Autres commentaires : Bois avivé : Produit final issu de la première transformation de l'industrie du bois = Le sciage.</small>								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Après avoir mis en place les modalités réglementaires de normalisation des sciages de bois et les modalités d'agrément des scieries autorisant ainsi l'usage du pin des caraïbes de Polynésie française dans la construction, la DAG poursuit ses travaux sur la normalisation des bois et ouvrages en bois local de pins des caraïbes toujours dans l'objectif d'étendre les usages autorisés et les débouchés pour les scieries, ce qui se traduira par une augmentation des volumes de bois vendus.

❖ Normalisation du traitement du bois

La DAG a conduit des études relatives à la normalisation des bois en classe 4 (utilisation en zone humides et immergée) après traitement par autoclave par le produit Tanalith. Deux séries d'analyses d'échantillons de bois ont été réalisées entre 2021 et 2023 par le laboratoire CRITBOIS et les premiers résultats transmis dans le rapport provisoire indiquent que le bois traité à la station de Papeiti, peut être déclaré en classe 4, ce qui a été officialisé par l'arrêté n°1675 CM du 25/09/23 pour les bois de petites sections.

❖ Normalisation de la tuile de bois en pin des caraïbes de Polynésie française

L'étude démarée en 2021 en collaboration avec le CIRAD, vise à fixer les procédés de fabrication et d'installation de la tuile de bois locales en construction bâtimentaire (étanchéité, résistance cyclonique, ...). Les essais réalisés en 2022 sont concluants, le rapport final a été transmis en juillet 2023. Un complément d'étude est en cours afin de fixer les prescriptions techniques définitives qui pourraient être formalisées par arrêté.

❖ Mise en place d'un référentiel de collage du pin des caraïbes de Polynésie pour applications structurales la tuile de bois en pin des caraïbes de Polynésie française

L'étude démarrée en 2021 se fait également en collaboration avec le CIRAD, les échantillons de bois de pins sont en cours de test en métropole. Les résultats ont été réceptionnés en fin 2023. La formalisation de la normalisation est en cours.

6.3.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 02 - FORETS	74 428 312	300 961 706	375 390 018
<i>Soutenir et encourager la création et le fonctionnement d'exploitations sylvicoles dans les pôles de production les plus importants</i>			
Aides financières au développement de la filière d'exploitation et valorisation de la forêt et du bois local	0	87 000 000	87 000 000
Réaménagement de la station forestière de Papeiti et mise en place d'un nouvel autoclave pour le traitement du bois (autoclave, pont,...)	0	0	0
Création d'un hangar forestier à Raiatea	0	6 771 177	6 771 177
Traitement des bois à la station forestière de Papeiti (produit de traitement)	27 193 900		27 193 900
Aménagements de pistes et domaines forestiers	0	177 438 338	177 438 338
Cartographie et mep outil de gestion des domaines forestiers			
Travaux sur massifs forestiers privés			0
Favoriser la commercialisation du bois local	47 234 412	29 752 191	76 986 603
Divers (fonctionnement général du service, équipements,...)			

6.4 Programme 905 03/965 03 : pêche et aquaculture

6.4.1 Bilan des orientations stratégiques

La pêche fait partie intégrante du tissu socio-économique de la Polynésie française. Elle est pratiquée à toutes les échelles : de la pêche de subsistance dans les lagons à la pêche hauturière semi-industrielle dont une partie de la production est destinée à l'exportation.

Tandis que certaines ressources montrent des signes de surexploitation, particulièrement dans les îles les plus habitées et nécessitent une restauration, il existe encore un potentiel sous valorisé, source d'opportunités de développement d'activités artisanales et complémentaires.

En synergie, l'aquaculture constitue une filière à fort potentiel de développement. Elle est porteuse d'opportunités de création d'emplois.

6.4.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Favoriser le développement de la production des filières exportatrices

Objectif n°1 - Favoriser le développement de la production des filières exportatrices							
Exploiter pleinement le potentiel de nos ressources pour en tirer un bénéfice économique dans une logique de développement durable							
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024
Indicateur 1.1 - Volume des produits de la pêche	Tonnes	13 200	15 494	14 400	14 400	15 800	15 000
Indicateur 1.2 - Valeur des exportations des produits de la mer	M F CFP	1 716	2 683	1 800	1 800	2 900	2 000
Sources des données : <i>Statistiques de pêche collectées par la DRM et données douanières fournies par l'ISPF</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - le volume des produits de la pêche commercialisée: calculé à partir des données des déclarations de pêche, des suivi de pêche communautaire et des déclarations préalable à l'exportation</i> <i>Indicateur 1.2 - la valeur des exportations est une valeur calculée à partir des valeurs FAB déclarées</i> Autres commentaires :							

- Commentaire et analyse des résultats

En 2023, le volume des produits de la pêche a légèrement augmenté par rapport à 2022, du même que la valeur des exportations, notamment du fait de l'augmentation de la production hauturière. La flotte a donc gagné en performance, dans la mesure où elle a diminué de 2 unités cette même année, étant à 78 navires en 2023. Le surplus de volume a directement profité au développement des exportations, soutenues par la labellisation MSC des produits. Ce label contribue à augmenter la compétitivité des produits en donnant accès à davantage de marchés. Notons qu'il permet également un premium sur le prix. Forte du succès de ce label, la filière s'est lancée dans une démarche de re-certification en 2023, le premier certificat arrivant à échéance sous peu.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une première évaluation des aides financières allouées à la filière pêche hauturière a été réalisée en 2020, ce qui a permis d'identifier plusieurs pistes de réforme. Ces pistes ont été intégrées à la réflexion en cours dans le cadre de l'évaluation et la révision de la politique sectorielle hauturière. A l'issue de ce chantier, amorcé en 2023 et prévu de finir en 2024, une révision des aides sera proposée à la lumière des éventuelles nouvelles orientations stratégiques adoptées. Notons par ailleurs que la réforme du statut du marin pêcheur a bien été menée en 2023 et n'a conduit à aucune nouvelle aide sur l'année.

Objectif n°2 – Diversifier les activités professionnelles liées à l'exploitation des ressources marines au profit de la population de chaque archipel

Objectif n°2 - Diversifier les activités professionnelles liées à l'exploitation des ressources marines au profit de la population de chaque archipel								
Créer des activités économiques durables adaptées au contexte d'éloignement et de faible structuration économique des îles								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de personnes impliquées (hors IDV)	Nb	1 155	1 200	1 250	500	1 500		1 300
Indicateur 2.2 - Nombre de personnes impliquées (IDV)	Nb	535	600	650	750	700		700
<u>Sources des données :</u> <i>Données statistiques de la DRM</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Nb de licence Poti Marara *1,5+Nb licence Bonitiers*3+nb de CAPL+Nb d'aquaculteur+Nb d'eleveur/collecteur de bénitier+Nb de pecheur de rori+Nb de pecheur de trocas/burgau</i>								
<u>Autres commentaires :</u> <i>la pêche palangrière n'est pas comptabilisée</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le nombre de personnes concernées est en augmentation mais le potentiel de développement est encore difficile à appréhender. Il existe vraisemblablement une bonne marge de progression et c'est principalement dans le domaine de l'aquaculture que réside le plus gros gisement d'emplois. Le programme est jugé relativement efficient, les coûts administratifs et financiers restent maîtrisés malgré la nécessité de concéder plus d'efforts pour lancer et accompagner le démarrage de chaque nouvelle filière. Par ailleurs, toutes les externalités sont difficiles à évaluer.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une étude structurante pour l'élaboration du schéma directeur du développement de la pêche côtière et lagunaire a été lancée en fin 2023 et aboutira pour le deuxième trimestre 2024. Un premier jet de cette étude est en cours de révision.

Objectif n°3 – Développer la production aquacole pour diversifier l'offre de produit de la mer

Objectif n°3 - Développer la production aquacole pour diversifier l'offre en produit de la mer								
Accompagner le développement de l'élevage par un soutien technique et sanitaire								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Volume des productions aquacoles	Tonnes	199	210	106	110	107	150	250
Indicateur 3.2 - Nombre de filières	Nb	3	4	6	6	6	7	7
<u>Sources des données :</u> <i>Données statistiques de la DRM</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Production de crevettes+paraha peue+benitier de collectage</i>								
<u>Filières potentielles :</u> <i>marava, chanos chanos, algues, tilapia, spiruline</i>								
<u>Autres commentaires :</u> <i>pour les bénitiers de collectage, le poids est par approximation déduit des ratio en nombre</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, la filière crevette a été touchée par une importante crise en écloserie puisque seulement 50% des commandes de post-larves ont pu être honorées sur le cycle 2023-01 et 0% sur le cycle 2023-02 (crise due à du matériel défectueux et une mauvaise qualité de l'aliment frais importés pour les géniteurs). Grâce aux efforts de tous les acteurs de la filière (DRM, CAPF et ferme), les productions en écloserie sont revenues dans les normes dès le cycle 2023-03 et un cycle supplémentaire d'écloserie a été réalisé (2023-03bis). Les structures d'élevage des fermes étant limitées, ce cycle complémentaire n'a pu rattraper la totalité des pertes du 2023-01 et 02. Ainsi, le chiffres d'affaires de la filière crevetticole baisse de 38% en 2023 tandis que les chiffres d'affaires des filières piscicoles et bénitier augmentent respectivement de 25% et 12%.

Les filières holothuriculture, ostréiculture et algoculture se renforcent grâce à d'importantes avancées en R&D. Les premières commercialisations pour la filière holothuriculture sont attendues pour 2024 tandis que celles de l'ostréiculture et algoculture sont attendues pour 2025-2026.

Les coûts administratifs et financiers d'accompagnement de l'aquaculture sont conséquents et le programme semble encore peu efficient (financement public à peu près égal au chiffre d'affaires de la filière). La performance est pourtant jugée bonne car de nombreux progrès qualitatifs sont observés. La validation du schéma directeur, le développement de projets structurants tel que le projet Aruhotu de Faratea ou encore l'aménagement en cours des éclosseries VAIA doivent permettre de tripler les productions de la filière et d'assoir un développement durable de celle-ci.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le dispositif d'aide est peu incitatif et une révision est en cours afin d'accompagner les fermiers et porteurs de projet dans leurs investissements et études (économiques, sociales ou environnementales). Afin d'accompagner le développement de la filière, un projet de loi du pays est en cours et devrait entrer en application en 2025. Ce cadrage juridique des activités apparaît comme particulièrement nécessaire pour le développement durable des nouvelles productions telle que l'holothurie ou encore bénitiers de chair, notamment dans les îles.

6.4.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 905/965 03 - PECHE ET AQUACULTURE	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
Aménagement du Port de pêche de Papeete - Etudes			0
Travaux de réhabilitation des tours à glace du port de pêche de Papeete		364 800	364 800
Aides à l'exportation	108 675 024		108 675 024
Aménagement, équipement et travaux divers - Marinas - 2023		1 571 969	1 571 969
Dispositif de concentration de poissons 2023		15 202 974	15 202 974
Aides à la pêche lagunaire 2023		3 631 978	3 631 978
Aides à la pêche côtière et hauturière 2023		50 523 676	50 523 676
Aménagement de la zone biomarine de Faratea - PDR		801 867 961	801 867 961
Extension du centre technique aquacole - PDR		15 392 281	15 392 281
Fiabilisation des éclosseries VAIA du CTA - Vairao (CDT - 2022)		2 012 571	2 012 571
Construction d'un bâtiment RD en aquaculture CTA Vairao - Etudes		2 972 745	2 972 745
Frais de fonctionnement des éclosseries Vaia du CTA	122 829 032		122 829 032

Sur les crédits alloués, 1 125 045 011 F CFP ont été mandatées (soit 89% du budget alloué).

Au titre de l'objectif n°1 « Favoriser le développement de la production des filières exportatrices », le Pays a poursuivi son aide à la filière export par voie aérienne en finançant une prise en charge partielle des frais de transport aérien des produits bruts ou transformés de la pêche hauturière exportés hors Europe et en Europe. Notons que cette aide est passé de 86,6 millions F CFP à 108,6 millions F CFP car cette dernière est calculée sur les quantités exportées de l'année antérieure.

Le soutien au développement des infrastructures du Port de pêche se poursuit avec une opération d'envergure qui consistera à réhabiliter les deux tours de production de glace du port de pêche de Papeete.

Au titre de l'objectif n°2 « Diversifier les activités professionnelles liées à l'exploitation des ressources marines au profit de la population de chaque archipel », le programme d'installation de dispositifs de concentration de poissons (DCP) avec 31 nouveaux DCP posés en 2023, ce qui porte le parc de DCP actifs à 110. L'objectif de pour maintenir un parc actif de 100 DCP est toujours atteint.

Afin de soutenir la production de la pêcherie côtière, le Pays a maintenu les aides directes de soutien à l'investissement avec plus de 53,3 millions d'aides versées. Finalement, ce sont 45 dossiers d'aides traités pour la pêche côtière (dont les changements d'embase et de moteurs représentent la moitié de la dotation) et 17 dossiers d'aides traités en pêche lagunaire pour des acquisitions de coques, moteur et remorque.

La DRM poursuit également les études et travaux d'aménagement des marinas pour pêcheurs avec des interventions en 2023 sur les sites de Faratea, Maupiti et Moorea (Paopao).

Au titre de l'objectif n°3 « Développer la production aquacole pour diversifier l'offre de produit de la mer », l'aménagement de la zone biomarine de Faratea a démarré avec les signatures des marchés publics de travaux pour l'aménagement et la viabilisation du lotissement aquacole sur une surface de 33 Ha. Notons que ce sont 8 porteurs de projet privés qui réaliseront, dans un deuxième temps, leurs fermes de production. Le Pays a investi dans ces aménagements 801 millions F CFP en 2023.

Afin de sécuriser les productions actuelles en crevettes et paraha peue, les travaux de fiabilisation des éclosseries de production de crevettes et des poissons, les travaux d'extension des structures actuelles destinées à la nurserie pour la production de post-larves de crevettes et pour les reproducteurs de poissons

lagonaires, mais aussi le futur bâtiment de recherches et développement se sont poursuivis pour un montant de 20,3 millions F CFP.

En parallèle, le Pays (via la DRM) finance toujours les frais de fonctionnement des éclosseries de production de crevettes et de paraha peue pour un coût de 122 millions F CFP en 2023.

6.5 Programme 905 04/965 04 : perliculture

6.5.1 Bilan des orientations stratégiques

La perliculture est le premier secteur économique lié à l'exploitation des ressources marines et a contribué à 56% de la valeur des exportations de produits de la mer en 2021. Sa contribution sociale est particulièrement importante en termes d'emplois dans les îles parmi les plus éloignées. Mais ce secteur connaît une crise durable. La perle a perdu 65% de sa valeur unitaire en 15 ans et certains lagons commencent aujourd'hui à montrer des signes de dérèglement de leur écosystème. C'est également l'un des secteurs les plus touchés par la crise économique liées à la pandémie.

La stratégie publique devra donc viser à la fois à préserver nos écosystèmes pour une gestion durable de nos lagons, réguler les conditions de production et promouvoir une démarche de qualité.

6.5.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Garantir la gestion rationnelle des lagons pericoles (qualité du milieu et gestion des déchets)

Objectif n°1 - Garantir la gestion rationnelle des lagons pericoles								
Surveillance des lagons et définition des zonings pericoles								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Pourcentage d'infractions observées	%	28%	40%	20%		18%		15%
Indicateur 1.2 - Nombre de crise dystrophiques signalées	Nb	0%	0%			0%		0%
<u>Sources des données :</u> <i>Données statistiques de la DRM</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 1.1 - le pourcentage d'infractions observées est calculé à partir des infractions observées par la DRM divisées par le nombre de jour/homme de contrôle</i> <i>Indicateur 1.2 - le nombre de crise dystrophique est compilé à partir des signalements des perliculteurs et des observations in situ</i> <u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Par rapport à l'objectif 1, le programme poursuit ses efforts au travers d'une meilleure compréhension du collectage pour assurer sa pérennité et des programmes comme le réseau de suivi de l'environnement des lagons RESOLAG incorporent une dimension participative en incluant les professionnels dans les actions de surveillance active de leur lagon. Plusieurs missions de terrain ont permis des échanges facilités entre la DRM et les professionnels qui ont été en mesure de communiquer des informations plus précises sur les divers événements environnementaux qui viennent perturber leur activité de manière ponctuelle ou plus régulière. A l'inverse, le taux d'infraction est en baisse et peut être lié, soit à un souci de ressources humaines en interne qui ne permet pas d'être plus présent pour contrôler sur le terrain, soit au fait que les professionnels respectent mieux les obligations de remise en état de leur concession depuis le lancement des actions de collecte et traitement des déchets pericoles et celui de la charte de bonnes pratiques. Toutefois, l'acquisition récente de nouveaux équipements par la DRM (drones aériens et sous-marins) vient aussi augmenter l'efficacité des actions de contrôle. Parallèlement, des signalements de zones polluées par l'activité pericole auprès de l'OCLAEPS (Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique) ont initié des enquêtes d'ordre national. La performance du programme est ainsi jugée bonne.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En perspective, le programme RESOLAG évolue au travers d'une convention avec l'Ifremer afin de déterminer les indicateurs environnementaux susceptibles de suivre et d'anticiper l'impact des élevages pericoles sur le fonctionnement des écosystème lagonaires tropicaux. Des travaux préliminaires pour envisager la mise en place d'un réseau intégrant le sanitaire et l'environnement sont également prévus. Des opérations de soutien et de développement durable du collectage sont planifiées afin de pérenniser l'accès à la ressource et réduire la pollution plastique des lagons. En ce qui concerne les concessions non remises en état et ayant fait l'objet

d'une contravention de grande voirie (CGV), une première action de nettoyage ciblant une ou deux îles est envisagée.

Objectif n°2 – Augmenter la qualité de la production par la recherche appliquée et l'innovation technologique

Objectif n°2 - Augmenter la qualité de la production par la recherche appliquée et l'innovation technologique								
Meilleures techniques de greffe et d'élevage et suivi de la qualité								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Valeur des exportations de perles brutes	M F CFP	4 751	6 034	5 000		16 976		6 000
			692					
Indicateur 2.2 - Prix moyen de la perle brute à l'exportation	F CFP /g	282	550	600		980		600
<u>Sources des données :</u>								
<i>Statistiques de pêche collectées par la DRM et données douanières fournies par l'ISPF</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
<i>Indicateur 2.1 - la valeur des exportations de perles brutes est calculée à partir des valeurs FAB déclarées auprès des douanes</i>								
<i>Indicateur 2.2 - Le prix moyen de la perle brute est calculé à partir des déclarations d'exports réalisées auprès des douanes (Valeur FAB/Poids net)</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								
<i>des outils spécifiques devraient être à terme mis en place pour garantir l'acquisition exhaustive et automatique de cet indicateur</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En ce qui concerne l'objectif 2, les indicateurs sont au vert notamment avec des valeurs en fin d'année exceptionnelles du prix moyen des perles, certainement accentué par le manque de ressources huîtres perlières (collectage) et de la réduction du nombre de greffeur étrangers. Même si toutes les qualités de perles bénéficient de cette envolée, il est à noter que la différence moyenne entre les plus basses et les plus hautes qualités peut osciller d'un facteur x4 à x5. L'augmentation de la qualité de la production reste donc une stratégie pertinente à la fois espérée par la mise en place de quotas de production mais aussi par la recherche appliquée et l'innovation. La zootechnie en perliculture ainsi que les outils et les techniques de greffe ont peu évolué depuis leur invention, l'innovation reste un axe important d'amélioration des performances et de réponse à des besoins et problématiques des perliculteurs (lutte contre la prédation, qualité du nucléus et des enrobages, réduction des défauts...). La qualité de la perle de culture de Tahiti est aussi améliorée par l'innovation génétiques avec l'appui d'experts en sélection aux éclosseries d'huîtres perlières. Ces nouveaux produits optimisés permettront à terme une certaine maîtrise de la production moins soumise aux aléas environnementaux. La diversification des produits perliers et nacriers soutenue par la recherche permettra de d'orienter la filière vers la recherche de produits de qualité à haute valeur ajoutée (keishi, mabé, ...) Polynésiens. Pour atteindre l'objectif fixé, il sera nécessaire de soutenir le transfert de technologie aux professionnels dès que les résultats le permettent.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'effort du Pays pour atteindre l'objectif doit être accompagné par une démarche commerciale de qualité qui nécessitera la mise en place d'une traçabilité des produits perliers et nacriers de haute valeur ajoutée. Pour cela des travaux ont été initiés pour identifier les outils et technologies les plus adaptés à nos produits et en parallèle soutenir une démarche qualité pour l'identification de ces produits (marques de certification) répondant à un cahier des charges précis.

6.5.3 Crédits par action

		Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS		Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 04 - PERLICULTURE		138 195 182	0	138 195 182
Programme « suivi de la qualité du milieu »		31 377 077		31 377 077
Programme « gestion des déchets de la perliculture »		62 443 994		62 443 994
Programme de recherche sur l'huître perlière		44 374 111		44 374 111
Renouvellement des machines à rayons X de la DRM			0	0

Sur les crédits alloués, 138 195 182 F CFP ont été mandatés (soit 80% du budget alloué), le programme de renouvellement des machines à rayons X (35 millions) ayant été repoussé en 2024.

L'objectif n°1 « Garantir la gestion rationnelle des lagons pericoles » se décline par deux actions identifiées : la qualité du milieu et la gestion des déchets.

Le programme « suivi de la qualité » consiste en un réseau de suivi de l'environnement pericole mis en place depuis 2019 afin de disposer d'un outil de suivi et d'évaluation de la qualité des eaux lagonaires pour une gestion durable de l'activité. En continue amélioration, le réseau d'observation des lagons (RESOLAG) est présent dans 7 lagons et 3 archipels. L'objectif étant de mettre en œuvre un système de suivi optimal des différents paramètres physico-chimiques, en mettant particulièrement l'accent sur la température et la chlorophylle en tant que paramètres clés, en utilisant une gamme d'instruments océanographiques, y compris

des sondes multi paramètres. Plusieurs projets et conventions de recherches sont en cours afin de trouver de nouveaux indicateurs de suivi de l'évolution environnementale les plus pertinents en regard de l'activité pericole comme la convention « Réseau d'observation des lagons de Polynésie (RESOLAG) » et la convention « facteurs biotiques et abiotiques de la dynamique de recrutement des huîtres perlières (FITNESS) avec l'Ifremer, mais aussi la convention « Optimisation des pontes et de la croissance de la nacre avec la valvométrie »

Dans le cadre de la « gestion des déchets », le programme « Nettoyage des lagons » s'est poursuivi en 2023 avec 1 077 m³ de déchets pericoles qui ont été collectés principalement d'origine plastique, abandonnés sur terre et en lagon, et en assurant les transferts et traitement sur Tahiti en filière agréée au Centre d'enfouissement technique (CET). Ce sont donc pour 2023, 8 îles pericoles qui ont participé aux actions de ramassage des déchets. Si le premier objectif de cette action consiste à collecter et rapatrier les déchets et fait l'objet du marché actuel avec la TSP, la seconde consistera à remettre en état les concessions maritimes ayant fait l'objet d'une contravention de grande voirie exécutée à la suite des amendes réglées. Dans ce contexte, une phase test du process de remise en état a été opérée sur le site des concessions maritimes de la DRM à Rangiroa pour une collecte de 57 m³ (prospection en plongée sous-marine pour repérer les lignes à retirer, balisage des lignes, remontage des lignes avec parachutes d'élevage, retrait des lignes par des manœuvres sur le bateau, séchage ligne à terre)

Au titre de l'objectif n°2, « Augmenter la qualité de la production par la recherche appliquée et l'innovation technologique », 12 conventions de recherches auprès de différents organismes pour 44 millions ont été mandatées en 2023. On peut noter les résultats suivants qui découlent de ces conventions : greffe double, perle rouge, greffe simultanée (perle, mabé et keishi) mais aussi la production et greffe d'un nucléus de perle blister 100% biosourcé Polynésien ou encore les premières greffes réalisées avec une colle à greffon.

6.6 Programme 905 05/965 05 : artisanat

6.6.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2023 a été marquée par le déploiement sur une année complète des lois du pays dédiées au statut de l'artisan et à l'attribution d'aides économiques et de subventions. En parallèle, des événements innovants ont été proposés en réponse à des problématiques majeures. Le soutien au secteur en matière de valorisation a concrètement porté ses fruits, avec un impact visible sur les chiffres d'affaires déclarés.

Ces initiatives et projets ont été mis en œuvre en conformité avec les objectifs définis lors du PAP 2023 :

- **Structurer** : le schéma directeur de l'artisanat traditionnel, bâti sur la cartographie économique du secteur, a permis de tirer de nouveaux constats très utiles pour (ré)orienter les actions et prévoir de nouveaux axes de développement. Il a été revu et condensé autour de 5 axes principaux, eux-mêmes déclinés en 20 fiches actions qui permettront une mise en œuvre concrète de ses recommandations sur les années à venir ;
- **Préserver** : des études sur la problématique des contrefaçons que subit le secteur et la mise en place d'un plan de déploiement de la marque collective *Fenua original* ont permis d'amorcer le travail pour 2024 afin de mieux protéger le travail et l'excellence des artisans. La valorisation du travail des artisans et acteurs du secteur permet également de mettre en lumière ces savoir-faire et de contribuer à leur préservation ;
- **Développer** : les dispositifs d'agrément donnant accès à des aides économiques et subvention déployés dans le cadre des lois du pays 2022-14 et 2022-15 du 4 février 2022 ont donné leur pleine mesure. Pour cette première année complète d'application, ils ont généré des demandes au-delà des quotas et budget disponibles. On constate notamment l'importance de deux dispositifs nouveaux au sein du secteur : le soutien aux patentés et le soutien dans un logique de projets. La Commission consultative de l'artisanat traditionnel (CCAT) s'est réunie à deux reprises.

Deux événements phares ont rythmé l'année avec le Salon des jeunes artisans créateurs au premier semestre et le 1^{er} Festival des savoir-faire traditionnels - Firi ā tau au second. Qualité et diversité des produits étaient mis en avant et ont donné une visibilité locale et régionale et des opportunités nouvelles aux exposants.

En parallèle, la communication développée pour les salons dits « historiques » a clairement porté ses fruits, avec une belle visibilité du secteur, un sentiment général de dynamisme, et des chiffres d'affaire en augmentation pour la majorité des événements.

- **Former :** la formation des artisans traditionnels s'est poursuivie avec comme enjeu de mieux structurer l'activité et d'encourager les artisans à évoluer dans leur statut et leurs pratiques. Les sessions de formation technique ou générale aux différents publics se sont poursuivies, permettant de renforcer les compétences et savoir-faire et de faire naître de nouvelles vocations. Elles ont pu être déployées dans les archipels (Tuamotu et Marquises), avec un réel impact sur le salon des Tuamotu et les produits présentés. A cet égard, le premier Forum des métiers du primaire et de l'artisanat traditionnel a été un succès, qui a permis de positionner le secteur comme une voie professionnelle d'avenir. Les bureaux associatifs ont également été formés pour soutenir une meilleure gestion de leur structure.

6.6.2 Bilan des réformes

- Le schéma directeur de l'artisanat traditionnel a été retravaillé et synthétisé en cinq axes, eux-mêmes déclinés en vingt actions qui guideront l'action du service sur les dix années à venir (2023-2033) ;
- La marque collective *Fenua original* est en cours de déploiement auprès du secteur après avoir fait l'objet d'une communication spécifique en Conseil des ministres ;
- Le site de promotion du secteur est dans sa phase finale de développement avant d'être traduit en anglais.

S'agissant des réformes menées en 2023 et à la suite de la création des lois du pays n° 2022-14 et 2022-15 du 4 février 2022, relatives respectivement au statut de l'artisan traditionnel et au développement d'aides au secteur, une année complète d'application a permis de tester les procédures et l'organisation du service, ainsi que les principes d'application des textes. Cette année écoulée a fait sentir la nécessité d'apporter des évolutions aux arrêtés d'application n° 479 CM du 31 mars 2022 pour le statut et n° 648 CM du 5 mai 2022 pour les aides au secteur.

Les principales modifications sont les suivantes :

- La création d'un accès dérogatoire au statut de 'Ihi rimaī mā'ohi, artisan traditionnel expert de Polynésie française, sous conditions ;
- Des précisions sur l'attribution des aides en volet 1 « pré-installation » ;
- Un relèvement des plafonds des aides en volet 5 « opérations ponctuelles » ;
- Une harmonisation des sanctions ;
- Des précisions sur l'homologation des formateurs techniques.

Ces évolutions ont été validées avec la Vice-Présidence au préalable, puis soumises à la Commission consultative de l'artisanat traditionnel (CCAT) réunie en septembre 2023, qui a émis un avis favorable. La modification des arrêtés est en cours.

- En collaboration avec la DGAE, l'arrêté n° 1597 CM du 21 septembre 2009 relatif à la prise en charge par la Polynésie française du fret des produits de l'artisanat traditionnel a été modifié pour intégrer l'ensemble des produits d'artisanat traditionnel dans la prise en charge du fret maritime aller, depuis les îles autres que Tahiti ;
- La création de l'arrêté n° 640 CM du 5 mai 2022 portant organisation et fonctionnement du service de l'artisanat traditionnel a conduit à une modification des conventions qui définissent les missions des circonscriptions, dont certaines dataient de 23 ans. L'arrêté est en cours.

6.6.3 Bilan des objectifs de performance

Pour 2023, les objectifs du PAP avaient été reformulés autour de deux axes principaux :

- Accompagner la professionnalisation du secteur ;
- Augmenter la visibilité du secteur.

Objectif n°1 : Accompagner la professionnalisation du secteur

Objectif n°1 - Accompagner la professionnalisation du secteur								
Développer l'attractivité de la patente par l'accompagnement et la formation du secteur								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Artisans traditionnels recensés	Nb	2 370	2 380	2 000	2 057	2 490	2 000	2 100
Indicateur 1.2 - Artisans traditionnels patentés	Nb	256	375	450	430	478	500	600
Indicateur 1.3 - Artisans traditionnels détenteurs de la carte d'agrément (patentés et présidents d'associations)	Nb	54	125	150	199	253	250	350
Indicateur 1.4 - Nombre d'artisans formés (formations techniques et générales)	Nb	—	66	80	175	153	190	200
Indicateur 1.5 - Nombre d'associations formées (formations générales)	Nb	0	0	6		12	12	15

Sources des données :

Données statistiques issues du logiciel START du ART

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre total d'artisans recensés par le service de l'artisanat traditionnel

Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans patentés recensés par le service de l'artisanat traditionnel

Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans titulaires de la carte d'agrément délivrée par le service

Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du nombre de formations destinées aux artisans budgétisées sur l'année

Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombre de sessions d'informations destinées aux associations organisées sur l'année

Autres commentaires : Le "nettoyage" de la base de données du service a permis de réajuster le nombre d'artisans recensés selon les activités déclarées, la procédure se poursuit.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les indicateurs de l'objectif n°1 ont été globalement atteints voire dépassés. Les réunions d'information et la communication menée tout au long de l'année ont permis de mobiliser les artisans autour des agréments et du recensement. Les formations proposées ont fait la preuve qu'elles correspondaient à des attentes et besoin des artisans.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les chantiers engagés vont se poursuivre pour confirmer ces résultats selon les axes suivants :

- Un recensement plus offensif en collaboration avec les circonscriptions pour fiabiliser et améliorer la connaissance du secteur ;
- La valorisation des événements du secteur et l'information des artisans par le biais de tournées dans les communes et sur les salons devraient permettre de confirmer les métiers de l'artisanat comme des voies professionnelles de qualité, à forte valeur ajoutée, et rémunératrice. Les dispositifs d'aide sont également un élément déterminant pour attirer de nouveaux patentés et faciliter ce choix professionnel ;
- La formation des artisans demeure un enjeu essentiel. Elle concourt à la professionnalisation du secteur, et à un renforcement des compétences des artisans traditionnels et permet un exercice plus serein de leur activité. Aussi, des formations générales et techniques sont prévues et étendues pour 2023.

L'indicateur 1.5 a été recentré sur les formations générales uniquement (et non plus techniques) car il concerne uniquement les bureaux associatifs. Lancées en 2023, ces formations ont permis de mobiliser les associations titulaires de subventions et de les sensibiliser à la bonne gestion de leur structure. Cet effort sera poursuivi en 2024, sur des points thématiques précis.

Objectif n°2 : Augmenter la visibilité du secteur

Objectif n°2 - Augmenter la visibilité du secteur								
Développer de nouvelles pistes de commercialisation (produits et réseaux) et de promotion en donnant davantage de visibilités au secteur								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2022	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'événements organisés par le service en Polynésie	Nb	3	3	4	5	5	3	3
Indicateur 2.2 - Artisans participant à des salons hors Polynésie	Nb	-	2	6		4		10
Indicateur 2.3 - Nombre d'artisans accessibles au travers d'un répertoire en ligne dédié	Nb	0	24	70	119	164	250	350
Indicateur 2.4 - Nombre de créations ou reprises d'associations ou d'entreprises artisanales	Nb	41	98	80	89	140	80	80
Indicateur 2.5 - Chiffre d'affaire déclaré du secteur (manifestations subventionnées et/ou organisées par le service et fare artisanaux)	XPF	85 000 000	236 000 000	200 000 000	250 000 000	319 930 270	260 000 000	280 000 000
<u>Sources des données :</u> Données statistiques issues du logiciel START du ART <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de salons organisés et budgétisés par le service sur place et en ligne Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans qui déclarent participer à des événements en dehors de la Polynésie Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du nombre d'artisans répertoriés sur les supports web du service Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir du nombre de nouvelles entreprises d'artisanat traditionnel recensées Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir du chiffre d'affaire déclaré par les artisans lors des manifestations et/ou récoltés dans les centres artisanaux <u>Autres commentaires :</u> Il s'avère difficile de recenser les artisans qui participent à des salons hors Polynésie, car le Service est actuellement peu sollicité pour les accompagner. Cet indicateur devra probablement évoluer.								

- Commentaire et analyse des résultats

Les indicateurs fixés pour l'objectif n°2 sont globalement atteints, voire dépassés dans certains cas. Les choix stratégiques, les nouveaux salons et les campagnes de valorisation menées ont porté leurs fruits.

Par ailleurs, de nouveaux espaces de vente ont été développés, au Musée de Tahiti et des Îles notamment.

Enfin, un programme important de rotation des paquebots dans les archipels a fait bondir les chiffres de vente des *fare* artisanaux.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution

Dans le cadre d'un diagnostic des *fare* artisanaux, il est prévu sur 2024 d'intégrer petit à petit les chiffres de vente des 39 centres artisanaux que compte la Polynésie. Ces nouveaux éléments ne manqueront pas de faire augmenter le chiffre d'affaires du secteur.

6.6.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
905/965 05 - ARTISANAT	98 117 391	0	98 117 391
Formation et information des artisans patentés et en association	3 249 418		3 249 418
Événements et concepts portés par le service (favoriser la promotion, la commercialisation)	31 327 554		31 327 554
Promotion des artisans et de leurs produits (communication, portraits, plateforme bilingue...)	12 800 819		12 800 819
Soutien aux patentés et aux associations	50 739 600		50 739 600

Les crédits par action font apparaître un écart à la hausse avec les objectifs prévus initialement. Cette différence d'environ 10 millions s'explique par deux raisons principales :

- Le complément de budget que le Festival des savoir-faire du Pacifique – Firi ā tau a nécessité. Cette augmentation a été générée par les coûts croissants des voyages aériens et de l'hébergement par rapport à la période où les estimations ont été faites ;
- Un complément apporté dans le cadre du collectif dédié aux aides et subventions. En effet contrairement à la première année d'application, les artisans ont largement fait appel aux aides proposées par le service.

6.6.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les circonscriptions : CMQ, CAU, CISL, CTG.

Véritables relais du service dans les archipels, elles soutiennent les campagnes de recensement des artisans traditionnels, informent les artisans des recrutements pour des événements, des dispositifs accessibles au secteur et les accompagnent dans leurs démarches de demandes d'aide. Une mise à jour de leurs conventions est prévue sur 2024, pour mettre leurs missions en conformité avec celles du service, qui ont évolué en 2022.

La DAG, la CAPL, la DRM :

Du fait de la communauté d'activités qui existent entre les agriculteurs et les préparateurs de matières premières, la DAG et la CAPL sont fréquemment amenées à se positionner en partenaires du service. Il peut s'agir d'événements dans lesquels les artisans trouvent leur place (foire agricole), mais aussi de dossiers de fond au bénéfice du secteur (étude sur des séchoirs aux Australes, sur la teinture du pandanus...). La DRM est concernée de la même façon par le secteur artisanal dès lors que des coquillages, perles et nacres entrent dans la composition des produits, mais aussi dans le cadre de projets transversaux (événements, formations...).

En 2023 et pour la première fois, le Service de l'artisanat traditionnel – Te Pū 'ohipa rimaī a organisé le 1^{er} Forum des métiers du primaire et de l'artisanat traditionnel en partenariat avec ces trois entités.

Par ailleurs **la DGEE** a été un relais précieux pour mobiliser les scolaires pour l'événement et accompagner la préparation des contenus et axes de communication.

En particulier pour le Festival Firi ā tau, le service a travaillé en étroite collaboration avec la **DGAE, la DBS, et la Direction régionale des douanes** chacun dans leur spécialité.

La DCP, le MTI, le SPAA, le CAPF, TFTN, le GIE Tahiti tourisme ainsi que la Mission aux affaires Culturelles (MAC) du Haut-commissariat ont largement soutenu le service chacun à leur niveau sur différents projets, et notamment dans le cadre du Festival Firi ā tau.

La DJS est un nouveau partenaire du service, qu'elle a accompagné sur la formation des bureaux associatifs, en lien avec leurs missions liées à la vie associative.

Le SEFI, la CPS, la DICP de par leurs missions, sont des référents fréquents du service pour informer et accompagner au mieux les artisans.

La DCO en particulier a été un précieux soutien pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi des marchés publics réalisés par le service sur 2023.

Enfin, **la DEQ** est principalement sollicitée dans le cadre de la construction et la gestion de fare artisanaux.

6.7 Programme 905 06/965 06 : ressources minières

6.7.1 Bilan des orientations stratégiques

Au titre de l'**« Axe n° 1 : Encourager le développement du secteur minier terrestre »**, les actions prévues dans le cadre de l'**« Objectif n° 1 – Améliorer la connaissance du sous-sol et évaluer les ressources minières terrestres »** n'ont pas connu de démarrage suite à la redéfinition des priorités en 2023. Compte tenu de la transition gouvernementale de 2023, le gouvernement sera prochainement saisi sur le maintien ou non des actions proposées dans le cadre de la stratégie minière.

Par ailleurs, l'action unique prévue dans le cadre de l' « Objectif n° 2 : Développer l'activité minière terrestre », consistant en l'instruction technique et administrative de la demande de concession de la société Avenir Makatea, est reportée, en attente de l'adoption des modifications du code des mines par l'Assemblée de la Polynésie française nouvellement élue, et de l'approbation de l'arrêté d'application du code des mines par le nouveau Conseil des ministres, qui ont été replanifiées pour 2024.

Quant à l'**« Axe n° 2 : Affirmer la position du Pays sur les ressources minières subocéaniques »**, les actions prévues n'ont pas connu de démarrage, notamment en raison des déclarations de moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins à l'échelle locale et nationale prises à partir de fin 2022, postérieurement à la rédaction du projet de PAP 2023 et avant sa mise en œuvre.

6.7.2 Bilan des réformes

Les déclarations de moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins à l'échelle locale et nationale susmentionnées, impliquent de surseoir les actions inscrites au titre du deuxième axe et de prévoir des évolutions dans la stratégie du Pays relative au fonds marins.

Par ailleurs, les orientations stratégiques de ce programme sont susceptibles d'évoluer après validation de la stratégie minière par le gouvernement.

6.7.3 Bilan des objectifs de performance

Axe n° 1 : Encourager le développement du secteur minier terrestre

Objectif n°1 – Améliorer la connaissance du sous-sol et évaluer les ressources minières terrestres

Il s'agit de réaliser l'inventaire, la reconnaissance, et l'évaluation du potentiel minier des ressources terrestres par la réalisation de programmes d'études géologiques.

Entre 1966 et 2013, 66% des terres (y compris les lagons) ont fait l'objet d'une cartographie géologique à des échelles de 1 : 100 000 à 1 : 25 000, répartie comme suit :

Taux de couverture cartographique géologique terrestre (%)	
IDV	98,6 %
ISLV	95,0 %
Tuamotu	0 %
Gambier	0 %
Marquises	99,3 %
Australes	65,2 %

Le travail de cartographie peut être poursuivi à court terme sur les îles des Tuamotu (Puka Puka, Makatea, Mataiva) et les îles de Gambier (Mangareva).

Les archives font état d'une ressource actuelle en phosphate estimée à environ 20 millions tonnes à Mataiva et 6,5 millions tonnes à Makatea.

Objectif n°1 - Améliorer la connaissance du sous-sol et évaluer les ressources minières terrestres								
Réaliser l'inventaire, la reconnaissance et l'évaluation du potentiel minier des ressources terrestres.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Couverture cartographique géologique terrestre	%	66,0%	x	66,5%	66%	66,0%	66%	67,5%
Indicateur 1.1.1 - Tuamotu	%	-	x	0,6%	-	-	-	5,0%
Indicateur 1.1.2 - Gambier	%	-	x	-	-	-	-	49,7%
Indicateur 1.2 - Estimation de la ressource actuelle	T	26 500 000	x	26 545 000	26 545 000	26 545 000	26 545 000	> 26 545 000
Sources des données : <i>Direction des affaires foncières, bureau des stratégies et de la prospective</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 et suivants - Taux (%) de couverture cartographique géologique terrestre</i> <i>Indicateur 1.2 - Estimations (T) de la ressource (2) actuelle, toutes substances confondues.</i>								
Autres commentaires : <i>x: donnée non prévue au PAP 2022</i> <i>(1) minéralisation: concentration naturelle élevée de minéraux dont l'exploitation pourrait présenter un intérêt économique</i> <i>(2) ressource: "minéralisation" dont l'enveloppe et le volume ont fait l'objet d'une première estimation, éventuellement encore imprécise, à l'aide de sondages, de petits travaux miniers, de prospection en surface et/ou d'observations indirectes par géochimie, géophysique, etc.</i>								

Au PAP 2023, la direction des affaires foncières prévoyait de lancer des études complémentaires sur les îles de Tahaa (terres rares) et Puka Puka (phosphate), afin d'évaluer leur potentiel minier. Ces actions découlent des recommandations formulées dans « l'état des lieux des ressources minières terrestres de Polynésie française » (BRGM, 2014) :

- Action n°1 relative à l'évaluation du potentiel minier des terres rares de Tahaa ;
- Action n°2 relative à la cartographie géologique et l'évaluation du potentiel minier des phosphates de Puka Puka.
- *Commentaire et analyse des résultats*

Au titre de cet objectif, les indicateurs n'ont pas évolué.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ces actions n'ont pas connu de démarrage cette année.

Les objectifs de ce programme sont susceptibles d'évoluer en fonction des orientations du nouveau gouvernement.

Objectif n°2 : Développer l'activité minière terrestre

Il s'agit de mettre en œuvre la stratégie minière du Pays sur les ressources terrestres et d'attirer les porteurs de projets d'exploration et d'exploitation minières.

Il consiste notamment en l'octroi de titres miniers aux investisseurs privés intéressés, à la mise en œuvre d'actions de communication pour promouvoir le secteur, assurer une visibilité auprès de ces investisseurs et d'assurer l'information et la participation du public.

Objectif n°2 - Développer l'activité minière terrestre								
Développer les projets d'exploration et d'exploitation minière terrestre								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 2.1: Actions de communication	Nb	-	-	1	-	-	-	1
Indicateur 2.2: Superficie sous permis exclusif de recherches	ha	1 036	x	1036	1036	1036	1036	-
Indicateur 2.3: Superficie sous concession minière	ha	0	x	0	0	0	-	< 1036

Sources des données :

Direction des affaires foncières, bureau des stratégies et de la prospective

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - Nombre (Nb) d'actions communication

Indicateur 2.2 - Superficie (ha) sous permis exclusif de recherches

Indicateur 2.3 - Superficie (ha) sous concession minière

Autres commentaires :

x: donnée non prévue au PAP 2022

Au PAP 2023, la direction des affaires foncières prévoyait :

- Action n°1 relative à l'instruction technique et administrative de la demande de concession de la société Avenir Makatea.

En effet, il était prévu que dès la modification du code des mines et l'entrée en vigueur de son arrêté d'application, la société Avenir Makatea, détentrice d'un permis exclusif de recherches depuis 2014 sur le périmètre de l'ancienne concession de la CFPO⁷, à Makatea, pourrait soumettre sa demande de concession.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Au titre de cet objectif, les indicateurs n'ont pas évolué.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le démarrage de cette action dépend de l'adoption des modifications de la partie législative et de l'approbation de la partie réglementaire du code des mines. Cependant, la présentation et l'adoption du projet de loi du pays modifiant des livres I et III du code des mines ont été reportées en 2024. Le projet sera mis à jour à cette occasion.

Par ailleurs, au cours de l'année 2023, une société minière australienne spécialisée dans le phosphate et développant notamment un projet dans le Queensland en Australie, a approché la direction des affaires foncières pour des renseignements relatifs à la réglementation minière et au projet d'exploitation à Makatea, sans donner plus de détail sur ses intentions en Polynésie française.

Enfin, les objectifs de ce programme sont susceptibles d'évoluer en fonction des orientations du nouveau gouvernement.

Axe n° 2 : Affirmer la position du Pays sur les ressources minières subocéaniques

Objectif n°3 – Explorer les grands fonds marins de la Polynésie française

Bien que les résultats des campagnes océanographiques historiques permettent d'envisager le potentiel de classe mondiale des encroûtements polymétalliques, ce dernier reste à confirmer par des campagnes d'exploration d'ampleur comme préconisé dans l'expertise collégiale, plus précisément en sa recommandation R2 (objectif 4).

Le Pays a la possibilité d'une part de s'associer à la stratégie nationale d'exploration des ressources minérales dans les grands fonds marins annoncée depuis 2021 par le secrétariat d'Etat à la mer, et d'autre part, de recourir au véhicule de l'appel à manifestation d'intérêt international (AMI) auprès d'acteurs privés afin d'explorer les profondeurs.

⁷ Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie

Objectif n° 3 – Explorer les grands fonds marins de la Polynésie française								
Acquisition de connaissances sur les grands fonds marins								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Partenariat et programme d'exploration avec l'Etat (définition, rédaction et signature)	%	-	-	20%	-	-	-	100%
Indicateur 3.2 - Projet d'appel à manifestation d'intérêt	%	-	-	5%	-	-	-	20%

Sources des données :
Direction des affaires foncières, bureau des stratégies et de la prospective
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Avancement (%) dans la définition, rédaction et la signature du partenariat et du programme d'exploration avec l'Etat
Indicateur 3.2 - Avancement (%) dans le projet d'appel à manifestation d'intérêt

En conséquence, au PAP 2023, la direction des affaires foncières prévoyait :

- Action n°1 relative au partenariat et au programme d'exploration avec l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale ;
- Action n°2 relative au cadrage du projet d'appel à manifestation d'intérêt international (AMI) pour l'exploration des fonds marins.
- *Commentaire et analyse des résultats*

Au titre de cet objectif, les indicateurs n'ont pas évolué.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ces actions n'ont pas démarré compte tenu de la déclaration de l'Assemblée de la Polynésie française le 8 décembre 2022, dont l'adoption a été postérieure à la rédaction du projet de PAP 2023, et à la résolution de l'Assemblée nationale le 17 janvier 2023, relatives à un moratoire sur l'exploitation minière des grands fonds marins. La stratégie du Pays relative au fonds marins doit donc être réévaluée.

En outre, les objectifs de ce programme sont susceptibles d'évoluer en fonction des orientations du nouveau gouvernement.

Objectif n°4 – Elaborer et mettre en place la politique minière dans les fonds marins

Il s'agit de mener des actions visant à l'élaboration et à la mise en place de la politique minière dans les fonds marins, en tenant compte notamment des recommandations de l'expertise collégiale⁸ pluridisciplinaire réalisée par l'IRD en 2016, à la demande de l'Etat et de la Polynésie française, avec pour priorité la réalisation des 3 premières :

- R1 Construire un système d'information afin de mettre en cohérence et organiser l'accès aux données existantes ;
- R2 Réaliser des campagnes de production de connaissances et développer des technologies adaptées ;
- R3 Définir la stratégie de développement d'une filière sous-marine ou bien décider d'y renoncer sur la base d'un travail de combinaison des données acquises avec des scénarios technico-économiques affinés et des premières consultations des parties prenantes.

Objectif n°4 – Elaborer et mettre en place la politique minière dans les fonds marins								
Elaborer et mettre en place la politique minière dans les fonds marins en tenant compte des recommandations de l'expertise collégiale								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - Mise en œuvre des recommandations R1 à R3	%	-	-	5%	-	-	-	10%
Indicateur 4.2 - Projet de réglementation sur les encroûtements polymétalliques	%	-	-	5%	-	-	-	10%

Sources des données :
Direction des affaires foncières, bureau des stratégies et de la prospective
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 4.1 - Avancement (%) dans la mise en œuvre des recommandations R1 à R3
Indicateur 4.2 - Avancement (%) dans le projet de réglementation sur les encroûtements polymétalliques

Au PAP 2023, les actions prévues par la direction des affaires foncières étaient :

- Action n° 1 relative au cadrage de la mise en œuvre des recommandations R1 à R3 ;
- Action n° 2 relative au cadrage du projet de réglementation sur les ressources minières sous-marines.
- *Commentaire et analyse des résultats*

⁸ « Les ressources minérales profondes de la Polynésie française » (IRD, 2016)

Au titre de cet objectif, les indicateurs n'ont pas évolué.

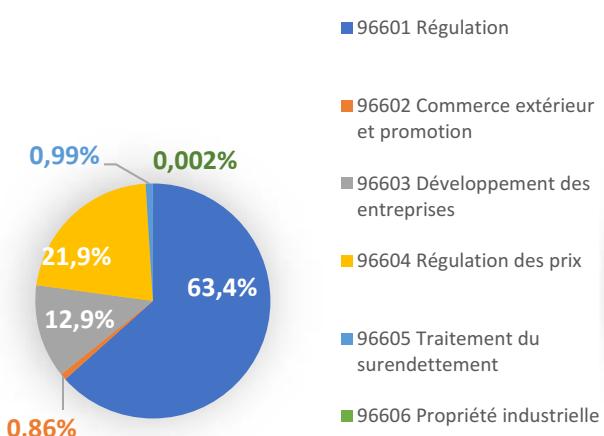
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les crédits budgétaires n'ont pas été demandés aux collectifs. Compte tenu de la transition gouvernementale de 2023, le gouvernement sera prochainement saisi sur le maintien ou non des actions proposées dans le cadre de la stratégie minière.

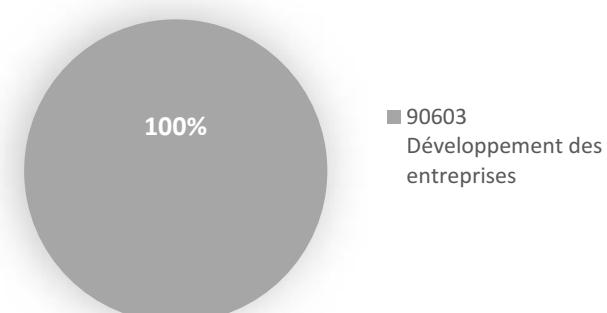
7. MISSION 906/966 : ECONOMIE GENERALE

 <p>4,86 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>4,57 Mds F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>299 M F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>542,9 M F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 1,77 % sur la masse globale)</p>		FRPH  3,46 Mds F CFP

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



 <p>1,4 Md F CFP Mandatés au titre des aides à caractère économique</p>	 <p>72,6 M F CFP Mandatés au titre des aides au secteur du logement</p>	 <p>465 M F CFP Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'Institut de la statistique</p>
---	---	---

7.1 Revue de la politique générale de la mission

La mission « Economie générale » a pour objectif d'encadrer l'activité économique afin d'assurer une croissance saine et équilibrée de l'activité des entreprises dans les différents secteurs et sur tout le territoire de la Polynésie française.

Dans le contexte actuel d'inflation, les missions de contrôle et de régulation ont été particulièrement importantes pour s'assurer que les dispositions de soutien au pouvoir d'achat sont correctement appliquées. La modernisation des dispositifs réglementaires (code du commerce, code de la propriété industrielle) et des méthodes de collecte des données sera également poursuivie en vue d'accroître l'efficacité de l'administration.

Au titre du développement économique (ADE)

L'ADE contribue à créer les conditions d'une croissance économique durable, un environnement dynamique, un climat des affaires serein et de nouvelles opportunités d'emploi.

Elle a notamment pour mission de proposer et piloter la stratégie de développement économique, en particulier dans les secteurs de développement prioritaires.

Cette mission comprend l'accompagnement des investisseurs (information sur le cadre d'investissement en Polynésie française, démarches administratives, coordination et accompagnement des projets d'investissement, ...), en particulier dans les secteurs prioritaires, pour faciliter l'installation d'une entreprise ou l'aboutissement d'un projet.

L'ADE met en œuvre des actions de promotion des investissements en Polynésie française, pilote la stratégie d'internationalisation des entreprises et soutient les actions d'accompagnement des entreprises exportatrices polynésiennes.

Elle contribue également à l'application des mesures d'incitations fiscales à l'investissement au travers de la gestion des appels à manifestation d'intérêt au bénéfice des dispositions du Code des investissements et à la rédaction des projets d'avis du Pays pour les demandes d'agrément à l'aide fiscale à l'investissement outremer.

7.2 Programme 906 01/966 01 : régulation

7.2.1 Bilan des orientations stratégiques

L'année 2022 a été marquée par une inflation record en Polynésie française mais également par une très belle reprise de l'économie, en partie poussée par le tourisme.

En 2023, l'inflation a ralenti mais demeure. Les prix sont donc restés à des niveaux très élevés.

Dans ce contexte, il était particulièrement important de s'assurer que les gains liés à la reprise économique soient également redistribués aux consommateurs dont le pouvoir d'achat est particulièrement impacté, et pas exclusivement réservés aux bénéfices des entreprises.

Suite à l'intégration des dispositions relatives à l'encadrement des prix dans le code de la concurrence en 2023, la liste des PPN a été revue notamment pour y intégrer les protections hygiéniques féminines et le lait infantile 3^{ème} âge. Pour les protections hygiéniques féminines, cette intégration en PPN a divisé le prix par deux.

Les contrôles effectués par les agents de la DGAE ont également été renforcés selon les priorités suivantes :

- Garantir aux consommateurs l'accès aux produits essentiel dans un contexte difficile lié de la crise économique et sanitaire ;
- Garantir aux consommateurs l'accès à des produits conformes aux exigences essentielles de sécurité ;
- Garantir une information loyale des consommateurs ;
- Préserver la trésorerie des petites entreprises en sanctionnant systématiquement les comportements abusifs.

7.2.2 Bilan des réformes

La réglementation modernisant certains pans du droit de la consommation est en cours de finalisation sur la vente à distance et la vente hors établissement.

La réglementation des débits de boissons a fait l'objet d'aménagements ouvrant la possibilité, à titre dérogatoire, d'exploiter le débit de boissons en dehors du régime horaire normal, à l'occasion de certains évènements exceptionnels afin de concilier la demande des exploitants de débits de boissons et le souci d'éviter toute dérive.

L'année 2023 a permis d'identifier les ajustements à apporter au code des débits de boissons entré en vigueur depuis le 1^{er} mars 2022, après une année de mise en œuvre et de préparer un projet de loi du pays pour améliorer les mesures de lutte contre l'alcoolisme et de protection des usagers et réajuster le régime fiscal particulier de vente à consommer sur place de certains alcools.

Les travaux de modernisation du code des assurances concernant les livres III et V ont recueilli l'avis favorable de l'Autorité polynésienne de la concurrence et du Conseil économique, social, environnemental et culturel. Par ailleurs, a été adoptée une mesure de simplification des formalités d'agrément des entreprises d'assurance non européennes pour les risques non couverts en Polynésie française.

7.2.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan des affaires économiques (DGAE) :

Objectif n°1 : Réduire les risques juridiques

Objectif n°1 - Réduire les risques juridiques								
Maîtriser les risques juridiques dans la production d'actes administratifs réglementaires et individuels et assurer l'application des textes adoptés								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Assurer la sécurité juridique des actes administratifs (réglementaires et individuels) - taux de contestation des décisions individuelles défavorables et des actes réglementaires								
recours contentieux recours administratifs (*)	Nb Nb	4,3% 0,5%	2% 0,50%	2% 0,5%	1,5% 0,50%	1,8% 0,0%	1,5% 0,50%	2% 1%
Indicateur 1.2- Assurer l'application des textes adoptés par l'APF - Délai moyen de publication des textes d'application	Nb mois	1,8 mois	2 mois	2 mois		2 mois		2 mois
Sources des données : DGAE								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - ratio entre le nombre de recours et le nombre de décisions individuelles défavorables et d'actes réglementaires								
Indicateur 1.2 - délai entre la publication au JOPF du texte APF et la publication des textes réglementaires d'application au JOFP								
Autres commentaires : (*) hors bureau de la propriété industrielle (BPI).								

■ Commentaire et analyse des résultats

Il est constaté une progression des contentieux contre les décisions et actes relevant de la sphère de compétence de la Direction générale des affaires économiques.

Cependant, la Polynésie française a gagné, en 2023, la quasi-totalité des contentieux déposés auprès du tribunal administratif concernant la DGAE, ce qui démontre la qualité juridique des décisions et actes attaqués, malgré la progression du taux de contentieux.

Objectif n°2 : Réduire les pratiques déloyales en matière d'information et de sécurité des consommateurs

Objectif n°2 – Réduire les pratiques déloyales en matière d'information et de sécurité des consommateurs								
Renforcer la protection économique des consommateurs, la sécurité et la conformité des produits et des services								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 – Taux de couverture des îles des archipels	%	77	72	72	88	93	90	90
dont Tuamotu - Gambier (42 îles)	%	90	75	75	88	95	90	90
dont Australes (4 îles)	%	0	75	75	100	100	100	100
dont Marquises (6 îles)	%	16	66	66	66	66	66	66
dont ISLV (5 îles)	%	100	60	60	100	100	100	100
Indicateur 2.2 – Taux de suite par l'autorité judiciaire des dossiers transmis	%	100	100	100	100	95*	100	100
Indicateur 2.3 – Taux de mise en conformité	%	80	75	75	75	85**	80	80
Monoi de Tahiti AO	%	100	100	100	100	100	100	100
Sources des données : Données DGAE.								
Mode de calcul des indicateurs : Données brutes.								
Indicateur 2.1 : mesure le pourcentage des îles des archipels contrôlées.								
Indicateur 2.2 : mesure le pourcentage de suites données par le procureur de la République (transactions, poursuite) aux dossiers transmis. * 1 dossier classé suite à la dépénalisation de l'infraction								
Indicateur 2.3 : mesure la mise en conformité des professionnels suite à un 1 ^{er} contrôle ** calcul : PEC + QS (nombre rappels année n - 1 - nombre de pv année n) / nombre rappels année n - 1 * 100.								
Autres commentaires : reprise des missions dans les îles à un rythme soutenu après deux années perturbées par le covid.								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les contrôles visant à s'assurer de la qualité et de la sécurité des denrées alimentaires sont menés tout au long de l'année (contrôles magasins, recherche de pesticides dans les fruits et légumes) ; au cours du dernier trimestre, outre le contrôle des produits festifs, des actions spécifiques sont diligentées afin de garantir la sécurité des jouets, des guirlandes lumineuses et des artifices de divertissement.

- En matière de consommation, de nombreux contrôles ont été menés afin de s'assurer de la sincérité des allégations présentées aux consommateurs par les professionnels (réductions de prix ou promotions, démarchage à domicile, jeux par SMS, ...) ; certaines entreprises ont été verbalisées dans ce cadre.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'effectivité des contrôles sera en principe renforcée en matière de jouets et d'utilisation d'huiles de friture par le recours aux capacités analytiques des laboratoires, locaux lorsque ces laboratoires sont en mesure de proposer ces prestations, métropolitains à défaut.

Une attention particulière sera menée face aux pratiques commerciales de certains opérateurs, notamment celles menées vis-à-vis des populations économiquement les plus fragiles.

Objectif n°3 : Réduire les pratiques déloyales en matière de prix

Objectif n°3 – Réduire les pratiques déloyales en matière de prix								
Renforcer la protection économique du consommateur en matière de prix								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 3.1 – Taux de couverture des îles des archipels	%	77	80	72	88	93	90	90
dont Tuamotu - Gambier (42 îles)	%	90	85	60	88	95	90	90
dont Australes (4 îles)	%	0	100	75	100	100	100	100
dont Marquises (6 îles)	%	16	33	66	66	66	66	66
dont ISLV (5 îles)	%	100	100	60	100	100	100	100
Indicateur 3.2 – taux de recours suite à des sanctions administratives	%	NC	NC	100	20	0	10	10
Indicateur 3.3 – Taux de mise en conformité	%	75	75	75	75	85**	80	80

*Sources des données : Données DGAE.
Mode de calcul des indicateurs : Données brutes.
Indicateur 3.1 : mesure le pourcentage des îles des archipels contrôlées.
Indicateur 3.2 : mesure le pourcentage de recours administratifs (gracieux et hiérarchiques) et contentieux intentés par les professionnels suite à une décision de sanction (amende administrative ou décision de publication).
**Indicateur 3.3 : mesure la mise en conformité des professionnels suite à un 1^{er} contrôle. Prix (nombre rappels année n - 1 - nombre de pv année n) / nombre rappels année n - 1 * 100.
Autres commentaires : L'actualisation de l'indication 3,2 a été demandée lors du PAP 2024 afin de prendre en compte la modification en 2023 des suites contentieuses en cas de manquement (dépénalisation au profit d'un système de sanctions administratives).*

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'entrée en vigueur du livre I^{er} du Code de la concurrence, modernisant les dispositions d'encadrement des prix et des marges, et substituant à un régime de sanctions pénales un dispositif de sanctions administratives, a permis de réduire considérablement le délai entre le constat des manquements et leurs sanctions, renforçant ainsi l'effectivité de l'action de l'administration.

Après un premier semestre visant à informer les professionnels sur ces nouvelles dispositions, le dispositif de contrôles s'est redéployé, à tous les stades (importation, grossistes, détaillants, armateurs dans le cadre de la vente à l'aventure), et dans tous les archipels. Pour la première fois, un armateur, pratiquant la vente à l'aventure dans l'archipel des Tuamotu, a été sanctionné.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les contrôles visant à garantir le respect de la réglementation sur les prix et les marges seront renforcés.

Objectif n°4 : Réduire les pratiques déloyales inter-entreprises

Objectif n°4 – Réduire les pratiques déloyales inter-entreprises								
Permettre aux entreprises d'évoluer dans un environnement les préservant des abus de leurs partenaires économiques (retards de paiement, avantages injustifiés)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 – Taux de couverture des îles des archipels dont Tuamotu - Gambier (42 îles) dont Australies (4 îles) dont Marquises (6 îles) dont ISLV (5 îles)	%	56 64 0 16 80	35 25 100 33 80	28 25 50 33 40	49 25 50 33 60	49 25 50 33 60	49 25 50 33 60	30 25 50 33 60
Indicateur 4.2 – Taux de mise en conformité après 1er contrôle	%	66	75	75	75	85	80	80
Indicateur 4.3 – Taux de recours suite à des sanctions administratives	%	0	25	25	25	50	33	33

Sources des données : Données DGAE.
Mode de calcul des indicateurs : Données brutes.
Indicateur 4.1 : mesure le pourcentage des îles des archipels contrôlées. Inclut pour certaines îles présentant un tissu économique peu étendu, les contrôles en matière de respect des règles de facturation,
**Indicateur 4.2 : mesure la mise en conformité des professionnels après un contrôle ayant donné lieu à un rappel de réglementation.
Indicateur 4.3 : mesure le pourcentage de recours administratifs (gracieux et hiérarchiques) et contentieux intentés par les professionnels suite à une décision de sanction (amende administrative ou décision de publication).
Autres commentaires :

- Commentaire et analyse des résultats

L'année 2023 a été marquée par la sanction d'une centrale de référencement de la grande distribution alimentaire et de plusieurs de ses magasins.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution

Les contrôles visant à garantir le respect de la réglementation en matière de délais de paiement interentreprises, ainsi que ceux visant à protéger les fournisseurs locaux contre les pratiques abusives de certaines enseignes, seront renforcés.

bilan l'institut de la statistique de Polynésie française (ISPF) :

Objectif n°1 : Décrire l'état du marché du travail et son évolution

Objectif n°1 - Décrire l'état du marché du travail et son évolution								
L'enquête emploi vise à décrire l'état du marché du travail et son évolution : le profil des personnes en emploi comme des chômeurs, les caractéristiques des emplois occupés (profession, durée de travail, type de contrat...), les expériences professionnelles passées. Elle sert également à connaître le niveau d'éducation et les formations suivies. Elle contribue ainsi au débat social sur les politiques de l'emploi et de l'éducation.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - taux de réussite à l'enquête emploi	Tx	81%	80%	81%	75%	75%	80%	82%

Sources des données :
ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de ménages ayant accepté de répondre à l'enquête sur l'ensemble des ménages interrogés
Autres commentaires :
la publication des chiffres 2021 sera diffusée début 2022

- Commentaire et analyse des résultats

L'enquête emploi vise à décrire l'état du marché du travail et son évolution : le profil des personnes en emploi comme des chômeurs, les caractéristiques des emplois occupés (profession, durée de travail, type de contrat...), les expériences professionnelles passées. Elle sert également à connaître le niveau d'éducation et les formations suivies. Elle contribue ainsi au débat social sur les politiques de l'emploi et de l'éducation. La publication des résultats 2023 a été diffusée en janvier 2024.

Objectif n°2 : Appréhender les dépenses des touristes

Objectif n°2 - Appréhender les dépenses des touristes								
Mettre en avant une image de modernité pour la Polynésie française								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taux de réussite de l'enquête dépense touristique par tablette	Tx	annulée	60%	62%	80%	98%	Non réalisée en 2024	80

Sources des données :
ISPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de passager ayant répondu à l'enquête
Autres commentaires :

- Commentaire et analyse des résultats

L'utilisation de tablettes pour enquêter les touristes a permis de gagner en coût de réalisation de l'enquête (puisque'il n'y aura ni papier ni saisie post-collecte) ainsi qu'en efficacité et qualité de collecte par des contrôles

automatisés sur le questionnaire électronique. Cette action permet également d'engager la Polynésie française vers des méthodes de collectes modernes.

La crise sanitaire et les contraintes sur les déplacements des touristes a reporté l'enquête de 2020 : la collecte s'est déroulée d'août 2021 à août 2022. L'enquête n'aura pas lieu en 2024 : la crise Covid étant passée, l'enquête reprendra en effet son rythme normal bisannuel.

Objectif n°3 : Permettre l'accès aux données à l'ensemble des polynésiens grâce à l'open data

Objectif n°3 - Permettre l'accès aux données à l'ensemble des polynésiens : développer l'open data								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - nombre de jeux de données en open data	nb	23	30	35	35	38	40	
<u>Sources des données :</u>								
ISPF								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 3.1 : indicateur calculé à partir du nombre de jeux de données mis par l'ISPF sur data.gouv.fr								
<u>Autres commentaires :</u>								
En plus données mise à disposition sur data.gouv.fr, l'ISPF travaille à la rénovation de son site internet et à la mise à disposition de tableaux de bord visuels sur différents secteurs économique du Pays.								

- Commentaire et analyse des résultats

L'ISPF au travers de son nouveau site internet permet l'accès à de nombreuses données. Le site internet modernisé a vu l'apparition de nouveaux outils comme une fiche communale et des tableaux de bord thématiques. Le fait de déposer directement sur data.gouv.fr des jeux de données téléchargeables et exploitables est complémentaire à la diffusion sur le site internet. Cela permet un accès accru mais aussi une simplification des démarches pour accéder aux données. Fait marquant, en 2023, le RTE a été déposé sur data.gouv avec une actualisation quotidienne des données.

7.2.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 01 - REGULATION	502 665 372	3 661 294	506 326 666
Au titre de l'ISPF			0
Subvention de fonctionnement	453 584 426	3 661 294	457 245 720
Enquête Emploi	38 382 767	0	38 382 767
Au titre de la DGAE			0
Fonctionnement général			0
Transports	1 310 396		1 310 396
Déplacements et missions	1 881 873		1 881 873
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	3 680 878		3 680 878
Publicité, publications, relation publique	3 825 032		3 825 032

+ DGAE

Il s'agit là des principales actions en lien avec les objectifs ci-dessous. Les frais de transport, de déplacement et de missions permettent de financer les missions de contrôle dans les îles (à noter que ces missions sont également financées par des crédits au programme 910/970 06 - Veille et sécurité sanitaires). Les frais d'intermédiaire et de publicité permettent la publication mensuelle du Panier Futé, dans les journaux mais également sur la page Facebook de la DGAE.

Il convient de noter qu'en investissement, des CP à hauteur de 20 millions F CFP au programme « 901 02 - informatique » ont également été sollicités pour développer la version améliorée du Panier Futé en 2023.

7.2.5 Bilan de comptes spéciaux

1) Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH)

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 01 - REGULATION	0	0	0
Compte d'affectation spécial FRPH			0
Stabilisation des prix intérieurs des hydrocarbures	3 461 248 748		3 461 248 748

Le fonds de régulation du prix des hydrocarbures (FRPH) stabilise les prix intérieurs des hydrocarbures en compensant les variations de prix à l'importation, au moyen de recettes de stabilisation générées par des tarifs différenciés entre usagers. L'ajustement du lissage opéré relevant de la stratégie de prix souhaitée par le Conseil des ministres.

Les cours du pétrole se sont stabilisés à un prix élevé après la flambée de 2022. Cette situation, conjuguée à la volonté du Gouvernement de baisser les prix des hydrocarbures à un niveau acceptable pour la population et les professionnels a conduit à une dépense exceptionnelle de plus de 2 milliards de F CFP en 2023.

Cette dépense a permis de proposer à prix bas de l'essence, du gazole et du gaz à des prix inférieurs quasiment toute l'année 2023, ce qui a constitué une aide indirecte majeure et indispensable à l'ensemble de l'économie en permettant :

- De maintenir le prix de l'électricité ;
- Un soutien indirect à toutes les professions ayant recours à des véhicules, notamment les prestataires touristiques, les agriculteurs, les activités impliquant de la livraison ... ;
- Un soutien direct à tous les bénéficiaires du FRPH : armateurs, boulanger, pêcheurs, perliculteurs... ce soutien a notamment permis de stabiliser des tarifs réglementés de fret interinsulaire.

Le FRPH a, au cours de l'année 2023, démontré sa capacité à soutenir des pans entiers de l'économie polynésienne par un processus administrativement simple et rapide à mettre en œuvre. En contrepartie, il est rarement perçu comme un soutien par les professionnels non spécifiquement bénéficiaires et il est difficile d'évaluer son impact sur l'économie polynésienne et sa performance, au regard des sommes engagées. Cependant, il est permis de penser que la mise en place d'une multitude d'aides plus ciblées (aide aux armateurs, aide au prix de l'électricité, aide à divers professionnels) aurait été administrativement bien plus coûteuse et que l'enveloppe totale consacrée à l'ensemble de ces aides n'aurait peut-être pas été moindre que celle allouée au FRPH.

2) **Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures (FPPH)**

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 906/966 01 - REGULATION	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
<i>Compte d'affectation spécial FPPH Harmonisation des prix des hydrocarbures sur toute la Polynésie française en subventionnant le fret maritime et l'amortissement des fûts</i>	0	0	0

Le FPPH opère en complément du FRPH afin d'harmoniser les prix des hydrocarbures sur l'étendue de la Polynésie française en subventionnant le fret maritime et l'amortissement des fûts.

Aucune modification réglementaire n'a été apportée à ce dispositif en 2023.

7.2.6 Bilan des dépenses fiscales

Les produits de première nécessité sont exonérés de droits et taxes à l'importation et de TVA. Depuis 2022, les produits de grande consommation sont également exonérés de TVA. Par ailleurs, une liste assez large de matériaux de construction fait l'objet d'une exonération de certains droits et taxes à l'importation. Ces exonérations douanières et fiscales ont pour objectif de limiter les effets inflationnistes. Il existe par ailleurs de nombreuses exonérations douanières en matière d'hydrocarbures, en fonction de l'usager final du produit.

7.2.7 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

La Direction polynésienne des affaires maritimes et la Direction des douanes.

La Direction régionale des douanes en Polynésie française contribue au fonds de régulation du prix des hydrocarbures en transmettant, par décade, les volumes d'hydrocarbures consommés par type d'usagers. Elle intervient également en matière d'exonération douanière à l'importation.

7.3 Programme 906 02/966 02 : commerce extérieur et promotion

7.3.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2023, les principales orientations stratégiques sont :

1. D'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de développement économique 2023-2033 et une stratégie d'internationalisation des entreprises, en complément de la stratégie d'innovation dont la mise en œuvre est pilotée par la Délégation à la recherche.

L'agence de développement économique de la Polynésie française (ADE) a engagé au premier semestre 2023 des travaux d'élaboration d'axes stratégiques dans un rapport intitulé « Rahui ». Ces propositions n'ont pas été retenues.

L'ADE a engagé une première phase de travaux d'élaboration de la stratégie de développement économique d'octobre à décembre 2023, qui se poursuivront en 2024. Les principaux objectifs de la stratégie de développement économique sont les suivants :

- Faire converger les schémas directeurs et politiques publiques vers la cible définie par le gouvernement (ex : décliner opérationnellement la cible de 600 000 touristes, définir l'échéance et la trajectoire pour atteindre cette cible) ;
- Identifier les leviers économiques, fiscaux, sectoriels pour atteindre la cible (ex : utilisation de la LP grands investissements pour certains projets, de la défiscalisation locale pour d'autres, revue et optimisation des dispositifs d'aide publique,...) ;
- Mesurer les impacts et coordonner leur prise en compte (ex : évaluer les grands impacts sur les infrastructures, sur l'emploi, sur les secteurs transverses,... afin de coordonner au mieux la prise en compte de ces impacts) ;
- Disposer d'une stratégie et d'un plan d'action pouvant être partagés avec l'ensemble des parties prenantes publiques et privées.

Dans le cadre de ces travaux, les enjeux associés au patrimoine environnemental et culturel du Pays relèvent d'une importance fondamentale et doivent donc être pris en compte à tous les niveaux.

A ce stade, les travaux ont porté sur les secteurs économiques prioritaires : tourisme, numérique et audiovisuel, secteur primaire et énergie. Des réunions de travail ont été réalisées avec les ministères et services associés à ces secteurs pour caler la cible et la trajectoire des secteurs concernés à 10 ans. Des premières projections ont été réalisées sur le tourisme (objectif 600 000 touristes), le numérique (objectif 10% du PIB) et la pêche (triplement de la capacité de production). Des éléments d'analyse ont également été posés sur les secteurs de la perliculture, de l'aquaculture et de l'agriculture.

Une revue des impacts et l'identification des leviers économiques, fiscaux et sectoriels ont été réalisées sur ces secteurs prioritaires. Une première ébauche de la stratégie de développement a été élaborée sur la base de ces travaux réalisés sur une période très courte de moins de deux mois.

Ces éléments, repris en synthèse dans la présentation associée à la présente communication, ont permis de réaliser une première analyse des leviers et des impacts, et d'ébaucher une première approche de stratégie.

En termes de méthodologie, les travaux ont été réalisés dans un premier temps avec les ministères et services concernés, ainsi qu'avec les services sous la tutelle du MEF. L'objectif est, tout d'abord, de bien définir les cibles, les trajectoires et les premières hypothèses, puis de les partager et de les faire valider au préalable par notre Conseil des ministres avant d'ouvrir la concertation et de partager ces travaux de manière plus large.

Une première réunion du collège d'experts, mise en place pour challenger ces travaux, apporter des éclairages, et faire des propositions complémentaires, a également été organisée pour présenter la démarche et définir les modalités d'intervention du collège. A titre d'exemple, les membres du CEROM (IEOM, ISPF, AFD), membres du collège, seront sollicités pour commenter, ajuster et compléter les projections économiques réalisées.

Les travaux se poursuivront dès janvier 2024 afin de finaliser une première version de la stratégie de développement économique et de soumettre à un premier niveau de validation par le Conseil des ministres courant du premier semestre.

2. De mettre en œuvre les outils d'un accompagnement efficace et performant de tous les acteurs économiques locaux et externes dont les projets d'investissement s'inscrivent dans les orientations stratégiques fixées par le Gouvernement.

En 2023, l'ADE a poursuivi sa mission d'évaluation de l'opportunité économique des programmes d'investissement des candidats aux appels à manifestation d'intérêt (AMI) dans le but de bénéficier des mesures d'incitation fiscale à l'investissement.

L'ADE et les services experts ont évalué la contribution des programmes d'investissement à l'économie polynésienne et au développement du secteur visé. Pour l'année 2023, 52 dossiers ont été réceptionnés pour

un montant d'investissement total de 135,8 milliards F CPF et un crédit d'impôt sollicité de près de 42 milliards F CPF suite aux 11 AMI ouverts.

Sur l'ensemble des candidatures réceptionnées, 31 dossiers sont recevables, 16 irrecevables, 3 inéligibles et 2 classés sans suite. Sur les 31 dossiers instruits, 14 dossiers sont lauréats pour un montant d'investissement total de 20 456 753 807 F CPF et un crédit d'impôt arrêté dans la limite de 5 453 303 889 F CPF, et 17 dossiers sont non lauréats.

Par ailleurs, l'ADE a repris son activité de préparation et transmission des avis du Pays au titre des demandes d'aide fiscale à l'investissement outre-mer, prise en charge par la DICP jusqu'en mai 2023 par manque de ressources humaines au sein de l'ADE depuis sa création.

Au 31 décembre 2023, 28 demandes d'avis ont été traitées dont 9 par la DICP et 19 par l'ADE, pour un montant d'investissement global hors taxe de 15 997 185 928 F CPF et 2 841 710 279 F CPF d'aide sollicitée. La répartition par secteur éligible est la suivante :

- 10 dans le secteur du tourisme ;
- 4 dans le secteur de l'environnement ;
- 4 dans le secteur du transport maritime ;
- 3 dans le secteur de l'industrie ;
- 3 dans le secteur du logement intermédiaire ;
- 2 dans le secteur de l'équipement ;
- 1 dans le secteur de la pêche ;
- 1 dans le secteur de l'énergie.

L'ADE a également engagé des réflexions pour l'élaboration d'un dispositif d'aide à la consolidation des petites entreprises nouvelles qui serait mis en œuvre courant 2024, sur la base d'action de formation à la création et à la gestion d'entreprise notamment, et de soutien aux actions de promotion notamment en matière de marketing digital. Les travaux se poursuivent début 2024, en concertation notamment avec les organisations professionnelles, la CCISM, le SEFI...

3. De promouvoir les investissements et leurs développements dans les secteurs prioritaires au titre de la mise en œuvre d'une stratégie d'attractivité et de marketing territorial, afin de développer le trafic d'affaires entre la Polynésie française et le reste du monde.

L'ADE a entrepris des démarches pour constituer une offre « Choose Tahiti now » constituant les outils et opportunités pouvant être présentés aux investisseurs potentiels. Pour démarrer, elle a pris l'attache de certaines communes bénéficiaires de terrains de l'Etat qui leur ont été cédés dans le cadre des Contrats de redynamisation des sites de défense (CRSD) pour identifier des zones de développement économique potentielles et proposer un accompagnement des projets d'investissement privés.

Les réflexions et travaux se poursuivront en 2024 pour la mise en place de zones franches et de filières de développement.

4. De moderniser la relation aux acteurs économiques et faciliter les synergies au sein des filières locales de développement pour favoriser la consolidation des activités et soutenir la compétitivité des entreprises.

L'ADE, sous le pilotage du Ministère de l'économie, du budget et des finances, a organisé la première édition des Journées prospectives de l'économie (JPE) qui a rassemblé les acteurs économiques et institutionnels locaux (140 participants) autour des thèmes de la commande publique, de la fiscalité, du développement des entreprises, du pouvoir d'achat et de l'emploi. L'objectif annoncé de ce séminaire était de poursuivre le champ d'une co-construction, afin de définir des voies de résolution pour atteindre des solutions adaptées de façon collégiale, aux fins de soutenir et développer l'activité des entreprises, de lutter contre la vie chère et d'encourager la reprise durable de l'emploi.

Par ailleurs, l'ADE a également engagé des échanges avec le Centre 'Arioi SARL de Papara pour la mise en place d'une filière Tapa sous le prisme de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ces travaux se poursuivront en 2024 pour élaborer un cadre réglementaire de l'ESS en partenariat avec les ministères, services et organismes partenaires dont l'AFD. Cela permettra d'apporter un soutien au développement de la filière Tapa qui présente autant de potentiels de production et de commercialisation en local qu'à l'international.

De plus, l'ADE pilote l'écosystème de la mission « Export » en partenariat notamment avec la CCISM, le FPRG (French Polynesia Regional Group), les conseillers français au commerce extérieur (CCE). Un protocole

d'accord vient organiser le rôle des organismes d'Etat et du Pays au travers de Business France, de BpiFrance de l'ADE et de la CCISM pour mettre en œuvre des actions communes de la « Team Polynésie Export » ainsi constituée. Le protocole devrait être signé courant du premier semestre 2024.

Pour analyser l'impact du dispositif sur la création, la consolidation et le développement des entreprises aidées, l'ADE s'est également rapproché du Réseau Initiatives Polynésie.

7.3.2 Bilan des réformes

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi fiscale pour 2024, l'ADE a contribué avec la DICP à la réforme du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement et notamment sa procédure de réception et d'instruction des candidatures aux appels à manifestation d'intérêt (AMI) et des demandes d'agrément.

7.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Soutenir le financement et la concrétisation des projets d'investissement par des mesures d'accompagnement adaptées

Objectif n°1 – Soutenir le financement et la concrétisation des projets d'investissement par des mesures d'accompagnement adaptées								
Promouvoir l'investissement privé en Polynésie française								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Candidatures aux appels à manifestation d'intérêt (AMI en défiscalisation locale) déposées	Nb	-	77	30	52	52	30	30
Indicateur 1.2 - Lauréats aux appels à manifestation d'intérêt (AMI défiscalisation locale)	Nb	-	35	10	10	14	20	15
Indicateur 1.3 - Montant total d'investissements des projets lauréats (AMI défiscalisation locale)	Mds F CFP	-	49,80	25,00	25,00	20,46	20,00	25,00
Indicateur 1.4 - Crédits d'impôt estimés accordés aux projets lauréats (AMI en défiscalisation locale)	Mds F CFP	-	17,50	5,50	5,50	5,45	6,10	6,50
<i>Sources des données : Données ADE Mode de calcul des indicateurs : Données brutes</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les travaux relatifs à l'élaboration de la stratégie de développement économique permettront de mieux cibler l'intervention du Pays dans les secteurs de développement prioritaires.

En 2023, l'ADE a poursuivi sa mission d'évaluation de l'opportunité économique des programmes d'investissement candidats aux appels à manifestation d'intérêt (AMI) dans le but de bénéficier des mesures d'incitation fiscale à l'investissement.

L'ADE et les services experts ont évalué la contribution des programmes d'investissement à l'économie polynésienne et au développement du secteur visé. Pour l'année 2023, 52 dossiers ont été réceptionnés pour un montant d'investissement total de 135,8 milliards F CPF et un crédit d'impôt sollicité de près de 42 milliards F CPF suite aux 11 AMI ouverts.

52 dossiers ont été réceptionnés pour un montant d'investissement total de 135,8 milliards F CPF et un crédit d'impôt sollicité de près de 42 milliards F CPF. Sur l'ensemble des candidatures réceptionnées, 31 dossiers sont recevables, 16 irrecevables, 3 inéligibles et 2 classés sans suite. Sur les 31 dossiers instruits, 14 dossiers sont lauréats pour un crédit d'impôt accordé dans la limite de 5 453 303 889 F CFP et 17 dossiers non lauréats.

Conformément au Code des investissements, l'ADE propose une sélection de programmes d'investissement au ministre en charge du secteur qui choisit les lauréats, répartis comme suit :

Secteurs	Montant d'investissement en F CFP	%	Crédits d'impôt sollicités (RII) en F CFP	%
Agriculture ou élevage	113 161 200	0,55%	38 547 837	0,71%
Aquaculture	799 500 000	3,91%	280 000 000	5,13%
Autres constructions immobilières	3 716 000 000	18,17%	160 000 000	2,93%

Industrie	1 194 273 613	5,84%	450 258 066	8,26%
Pêche professionnelle hauturière	552 790 912	2,70%	76 038 248	1,39%
Perliculture	670 698 260	3,28%	200 976 143	3,69%
Tourisme	4 757 173 375	23,25%	1 086 265 102	19,92%
Transport aérien interinsulaire	8 653 156 447	42,30%	3 161 218 493	57,97%
Total	20 456 753 807	100,00%	5 453 303 889	100,00%

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A noter que seulement 60% des dossiers ont été déclarés recevables et 27% des dossiers reçus ont été désignés lauréats, ce qui a généré un fort taux de mécontentement de la part des porteurs de projets. L'enveloppe de crédit d'impôt accordé est passée de 17,5 milliards F CFP à 5,5 milliards F CFP entre 2022 et 2023 pour tenir compte du budget annuel voté. Par conséquent, la désignation des lauréats tiendra désormais compte de l'enveloppe annuelle budgétée.

Il est prévu également d'afficher une programmation pluriannuelle 2024-2027 des secteurs prioritaires pour lesquels les AMI seront ouverts, de revoir les taux de crédit d'impôt par secteur à la baisse pour élargir davantage le panel de projets pouvant bénéficier de l'aide tout en favorisant davantage les secteurs prioritaires et les projets hôteliers en dehors des îles de Tahiti, Moorea et Bora Bora.

La procédure d'instruction des candidatures aux AMI et d'agrément sera également revue afin notamment d'améliorer la phase de réception et de traitement des dossiers et de raccourcir les délais d'instructions jusqu'à l'agrément du programme d'investissement.

Les programmes d'investissement permettant l'augmentation de la capacité d'hébergement touristique d'un montant supérieur à 10 milliards seront désormais exclus du dispositif pour être réorienté vers le dispositif des Grands investissements au titre du chapitre IV du titre I de la partie II du Code des investissements.

Objectif n°2 : Assurer la promotion des investissements auprès d'investisseurs potentiels à la recherche de nouvelles opportunités

Objectif n°2 - Assurer la promotion des investissements auprès d'investisseurs potentiels à la recherche de nouvelles opportunités								
Promouvoir les opportunités d'investissement en Polynésie française								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Actions de promotion des investissements	Nbre	0	2	0	1	1	3	3
Sources des données : Données ADE Mode de calcul des indicateurs : Données brutes								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La représentation patronale du Pacifique Sud (RPPS), en partenariat avec Business France, les ambassades de France, les chambres de commerce et d'industrie et le réseau des conseillers français au commerce extérieur, a organisé le French Pacific Business Forum (FPBF) à Auckland le 6 mars 2023. Avec le soutien du Gouvernement central et de la Polynésie française, en présence du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargée du commerce extérieur, de l'attractivité et des français de l'étranger, M. Olivier BECHT, cet évènement a rassemblé près de 160 entreprises polynésiennes, calédoniennes et néo-zélandaises. L'objectif était de découvrir le potentiel du marché Néo-zélandais, de créer un courant d'affaires et de présenter des produits et services à l'export. La Polynésie française a présenté sa vision de son développement économique aux participants publics et privés présents.

Des rencontres bilatérales entre membres des gouvernements français et néo-zélandais ont permis de discuter de partenariat sur les échanges commerciaux et les possibilités de développer les flux d'exports entre les Pays sur l'axe Indopacifique. Les liens entre partenaires du réseau (PTI, NZTE, MFAT, HC et ADE) se sont renforcés. Le ministre BECHT s'est engagé à mettre en place un chargé de mission économique sur le marché Néo-zélandais.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les entreprises polynésiennes ont proposé d'organiser des visites d'entreprises sur place, des discussions thématiques entre acteurs publics/privés, d'organiser des séquences en B2B et ont souhaité obtenir plus d'informations sur les réglementations et aides à l'export, ainsi qu'un véritable accompagnement de fond.

Objectif n°3 : Améliorer la visibilité et la compétitivité des produits et services polynésiens sur les marchés internationaux pour soutenir le développement et l'internationalisation des entreprises polynésiennes

Objectif n°3 - Améliorer la visibilité et la compétitivité des produits et services polynésiens sur les marchés internationaux pour soutenir le développement et l'internationalisation des entreprises polynésiennes								
Promouvoir les produits et services polynésiens sur les marchés internationaux								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Actions de prospection et promotion à l'export	Nb	7	3	0	7	7	7	10
Indicateur 3.2 - Débouchés sur de nouveaux marchés à l'export	Nb	NC	2	0	1	1	2	3
Sources des données : CCISM Mode de calcul des indicateurs : Données brutes								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Avec le soutien du Pays, la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) propose chaque année un plan d'actions pour soutenir les entreprises exportatrices polynésiennes. A cet effet, elle a mis en place, et ce depuis 2017, une ligne stratégique autour de trois grands axes :

- Développer la prospection des marchés limitrophes ;
- Accompagner les exportateurs sur les problématiques réglementaires et logistiques ;
- Animer et fédérer le vivier des exportateurs.

Le programme des actions d'accompagnement des entreprises exportatrices polynésiennes pour 2023, financées au titre du budget de fonctionnement de l'ADE, comporte deux dimensions :

- Des actions s'inscrivant dans la continuité des résultats enregistrés :
 - o La pénétration des marchés espagnol (In-cosmetics à Barcelone), américain (Natural product Expo East à Philadelphie et Summer fancy food show à New York) et français (Made In France à Paris) ;
 - o Le soutien logistique via le groupage export ;
 - o La sensibilisation et l'information via des semaines thématiques du club export ;
 - o L'accompagnement individualisé via l'accélérateur export.
- De nouvelles actions :
 - o Des actions de promotion de filière à l'export (rum, cosmétique, etc...) ;
 - o L'identification de nouvelles cibles via des salons en B to C ;
 - o Le renforcement du soutien logistique via l'ouverture de nouvelles destinations pour les conteneurs de groupage ;
 - o Le développement de l'axe Singapour-Nouméa-Papeete.

En complément de ces opérations de soutien à l'export, l'Etat et le Pays, Business France, BPIFrance, la CCISM et l'ADE, ont élaboré un projet de protocole d'accord pour permettre à la Polynésie française d'intégrer la Team France Export en créant la Team Polynésie Export. Il s'agit de constituer sur le territoire un guichet unique export, sous le pilotage stratégique de l'ADE avec l'appui opérationnel de la CCISM, afin de mieux accompagner les entreprises polynésiennes dans leurs relations avec l'extérieur. Ce partenariat permettra aux entreprises polynésiennes de bénéficier d'un accompagnement sur mesure de Business France et des dispositifs de financement proposés par BpiFrance pour les soutenir sur les marchés porteurs à l'export.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le protocole d'accord Team Polynésie Export sera signé courant du premier trimestre 2024. L'ADE et la CCISM poursuivront le partenariat engagé depuis plusieurs années pour soutenir les entreprises exportatrices, avec désormais l'appui plus affirmé de Business France et de BPIFrance et le soutien financier du ministère de l'Outremer au travers de ces organismes d'Etat.

Il conviendrait de prévoir une programmation plus pertinente d'actions à mener en bénéficiant d'un support plus affirmé désormais de Business France, et de définir un Plan d'actions d'approche des marchés. L'élaboration d'une stratégie d'internationalisation des entreprises polynésiennes devient une priorité pour orienter les financements et dispositifs d'intervention de manière plus ciblée et efficace.

7.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 02 - COMMERCE EXTERIEUR ET PROMOTION	21 072 626	0	21 072 626
<i>Soutenir le financement et la concrétisation des projets d'investissement par des mesures d'accompagnement adaptées</i>	4 119 600		4 119 600
<i>Assurer la promotion des investissements auprès des investisseurs potentiels à la recherche de nouvelles opportunités</i>	2 648 633		2 648 633
<i>Améliorer la visibilité et la compétitivité des produits et services polynésiens sur les marchés internationaux pour soutenir le développement et l'internationalisation des entreprises polynésiennes</i>	7 805 315		7 805 315
<i>Fonctionnement courant</i>	6 499 078		6 499 078
		0	

7.3.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les principaux partenaires intervenant dans la réalisation du programme d'actions de l'ADE sont :

La mission de la stratégie et de l'évaluation du Haut-commissariat, les ministères et services sectoriels, Business France, BPI France, la CCISM, les organisations professionnelles, les acteurs économiques, Réseau Initiative Polynésie ...

7.4 Programme 906 03/966 03 : développement des entreprises

7.4.1 Bilan des orientations stratégiques

L'intervention directe par l'octroi d'aides économiques a permis de soutenir, l'équipement productif des TPE. Sur les 264 entreprises aidées en 2023, 143 sont des entreprises individuelles (54,1%) et 79 étaient des structures nouvellement créées (30%). Il y a 261 intentions de créations de postes qui, même réalisées à 50% permettraient de générer plus d'une centaine d'emplois (les taux de concrétisation d'emplois sont depuis 2 ans à plus de 70%).

7.4.2 Bilan des réformes

En 2023, une réforme du cadre réglementaire applicable aux aides économiques destinées aux entreprises était envisagée afin d'assurer un cadre juridique clair et à améliorer le contrôle, le suivi, et l'évaluation du dispositif. Compte tenu des élections présidentielles locales, la DGAE ayant eu à gérer d'autres urgences réglementaires. Ce projet a donc été différé.

Par ailleurs, dans le cadre du plan d'actions en matière de digitalisation de la DGAE, il était prévu de déployer en 2023 une solution informatique de gestion des aides, permettant aux usagers de faire des demandes d'aide en ligne et d'avoir un suivi de leur demande. Ce projet a été finalisé en décembre 2023. L'outil sera en test interne à la DGAE sur le 1^{er} semestre 2024. Son ouverture au public est prévue pour le second semestre 2024 sous réserve des derniers ajustements demandés par la DGAE (notamment le traitement des données statistiques).

7.4.3 Bilan des objectifs de performance

L'année 2023 montre un léger fléchissement dans l'attribution des aides en raison du contexte électoral : en effet, entre février et mai 2023, aucune aide n'a pu être attribuée du fait de la période de réserve électorale puis des délais de constitution du nouveau gouvernement. Aussi, les demandes de 66 sociétés ont été différées en décembre 2023. Les arrêtés ne pourront être formalisés qu'en début d'année 2024 (sur le budget 2024) d'où un nombre moins important d'aides accordées en 2023.

L'activité devrait reprendre normalement en 2024.

Objectif n°1 : Inciter l'investissement de la petite entreprise et du commerce de proximité

Objectif n°1 – Inciter l'investissement de la petite entreprise et du commerce de proximité.								
Soutenir la création, le développement et la revitalisation des petites entreprises et commerces de proximité au moyen des dispositifs AEPE et ACPR.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Investissement prévu (HTVA)	millions F.CFP	1 350,7	1 372	1 500	1 400	1 490,9	1 550	1 600
Indicateur 1.2 - Aide accordée (AEPE+ACPR)	millions F.CFP	436,5	447,9	480	400	415,4	450	500,0
ILES DU VENT	%	85,2%	83,4%	75,0%	85%	84,1%	80,0%	75,0%
ILES SOUS LE VENT	%	7,7%	6,3%	15,0%	9%	7,2%	15,0%	15,0%
TUAMOTU	%	2,6%	2,7%	4,0%	1%	3,4%	4,0%	2,0%
MARQUISES	%	3,2%	6,0%	4,0%	3%	4,9%	4,0%	6,0%
AUTRALES	%	1,3%	1,5%	2,0%	2%	0,4%	2,0%	2,0%
Indicateur 1.3 - Effet Levier de l'aide (1 CFP d'aide pour X CFP investi)	nombre	3,4	2,1	3	3	2,6	3	3,2
Indicateur 1.4 - Emplois créés en N+1 (*)	nombre	246	226	150	140	NC	220	180
Indicateur 1.5 - Taux de réalisation emplois créés/emplois prévus (**)	%	78,0%	70,8%	50,0%	50,0%	NC	70,0%	50%
<i>Sources des données : Données DGAE.</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs : Données Brutes.</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								
<i>(*) Les créations d'emplois effectives (indicateur 1.4) sont établies sur contrôles 12 mois après l'attribution des aides. Les résultats définitifs 2023 ne seront donc disponibles qu'en fin d'année 2024. Toutefois les créations d'emploi sur 2021 et 2022 ont été réactualisées</i>								
<i>(**) Les données 2021 et 2022 ont été réactualisées (pour les données "réalisé").</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le dispositif bénéficie surtout aux entreprises individuelles (54,1% des arrêtés d'octroi) et aux îles Sous-le-Vent (84%). Il n'a pas été constaté de hausse des demandes des archipels malgré la dématérialisation mise en place depuis 2021. Le nombre de demandes déposées par ce biais reste constant (autour de 120 dossiers par an pour l'ensemble de la Polynésie).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réglementation sur ce dispositif doit être revue en 2024 pour mieux encadrer certaines notions (activités et équipements éligibles, renouvellement de demandes,...) afin de limiter les effets d'aubaine et faciliter la phase de contrôle des aides.

Objectif n°2 : Accompagner l'installation professionnelle des jeunes diplômés (AIJD)

Objectif n°2 - Accompagner l'installation professionnelle des jeunes diplômés (AIJD)								
Inciter les jeunes diplômés au retour en Polynésie française								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Montant total d'aide accordé	millions F.CFP	15,4	63,0	15	15	14,9	15	15,0
Indicateur 2.2 - Montant d'investissement TTC Eligible (en millions de francs)		51,6	323,00	75	70	68,68	75	75,00
Sous-indicateur 2.21 - Investissement/secteur d'activité (en millions de F)								
Professions médicales	millions F.CFP	30,4	315	55	70	67,5	55	55
Professions paramédicales		7,4	4,3	15	20	0	15	15
Autres		13,8	4,1	5	10	1,18	5	5
Sous-indicateur 2.22 - Investissement par archipels (en Millions de F)								
ILES DU VENT		51,6	293	70	60	100	70	0
ILES SOUS LE VENT		0	30	5	10	0	5	0
TUAMOTU		0	0	0	0	0	0	0
MARQUISES		0	0	0	0	0	0	0
AUTRALES		0	0	0	0	0	0	0
<i>Sources des données : Données DGAE.</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs : Données brutes.</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, 09 demandes ont été déposées à la DGAE contre 18 en 2022. 8 d'entre elles ont fait l'objet d'un arrêté (1 refus d'aide).

Le dispositif a concerné 7 activités médicales (sur 8 aides accordées) et uniquement à Tahiti. Au-delà de l'aide financière à l'investissement, 2 activités ont sollicité et obtenu le bénéfice de l'exonération des droits de douane sur du matériel importé. Aucune des autres mesures fiscales prévues dans la réglementation à l'attention du bailleur ou du cédant n'a jamais été sollicitée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ce dispositif doit faire l'objet d'une réforme pour inciter l'installation dans les îles.

7.4.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 906/966 03 - DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
<i>Dispositifs d'aides</i> <i>Aides à caractère économique</i> <i>Développement du logiciel de gestion des aides (programme 961 02 - Informatique)</i>	428 324 900 7 972 696	0	428 324 900 7 972 696
			0 428 324 900 7 972 696

7.4.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les circonscriptions administratives.

7.5 Programme 906 04/966 04 : régulation des prix

7.5.1 Bilan des orientations stratégiques

L'encadrement du prix des produits de consommation de base, tels que la farine d'appel d'offres est une nécessité sociale qui permet de soulager financièrement les familles à revenu modeste. Depuis 2021, cette action a été confrontée à des difficultés notamment liées à l'approvisionnement en Polynésie française.

Par ailleurs, le conflit en Ukraine a conduit à une forte augmentation du cours du blé, ce qui se traduit par un accroissement de la contribution au prix de la farine destinée à la fabrication des baguettes à prix réglementés.

7.5.2 Bilan des réformes

La DGAE a poursuivi en 2023 le travail de refonte des régimes d'encadrement des prix, ce qui s'est traduit par l'adoption de mesures dans la partie réglementaire du code de la concurrence, en application du cadre fixé par la loi du pays n° 2022-44 du 19 décembre 2022. Les changements concernent l'introduction de nouveaux PPN et le retrait de certains produits de la liste des PPN ou des PGC, le changement et l'ajustement des conditionnements de certains PPN destinés aux ménages pour tenir compte des obligations prévues par la loi du pays précitée. Les matériaux de construction dans la liste des PGC a été modifiée, en accord avec les professionnels du secteur.

Sont désormais rassemblées dans le code de la concurrence à droit constant, les dispositions relatives aux différents produits soumis à des régimes spécifiques, qui, jusqu'alors, relevaient de textes épars. C'est source d'amélioration de la lisibilité et de l'accessibilité de la norme.

Une procédure de rescrit a été mise en place permettant aux professionnels de connaître la position de l'administration sur le régime de prix de certains produits.

Dans un souci de simplification administrative, a été supprimée la formalité déclarative relative au calcul du prix de détail pesant sur les importateurs de PPN, avant leur commercialisation.

Les professionnels ont été largement informés de ces évolutions par des notes aux opérateurs, la mise à disposition d'un guide des PPN et PGC, le site internet et les réseaux sociaux.

Les listes de PPN et PGC ont donné lieu en 2023 à deux recours contentieux rejetés in fine par la juridiction administrative en première instance. Seul le classement dans les PPN, des biscuits de mer lesquels ne sont plus commercialisés, a été annulé.

7.5.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Faciliter l'accès des consommateurs aux produits de base

Objectif n°1 - Faciliter l'accès des consommateurs aux produits de base								
Stabiliser le prix de la baguette de pain de 250 grammes par une prise en charge de l'approvisionnement en farine								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Quantité de farine prise en charge	Tonne	12 600	12 600	12 600	12 600	12 600	12 600	12 600
Indicateur 1.2 – Prix de la baguette sans subvention de la farine	F.CFP	66,5	79,5	75,0	76,9	76,8	72,0	70
Indicateur 1.3 – Prix public de la baguette de pain de 250 grammes	F.CFP	57	60	60	60	60	60	60
<small>Sources des données : Données DGAE. Mode de calcul des indicateurs : Données brutes. Autres commentaires : la flambée du cours de la farine justifie la révision à la hausse du prévisionnel 2022.</small>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Dans un contexte où les cours du blé ont connu un léger fléchissement tout en restant élevés, le soutien au prix de la farine a joué pleinement son rôle, puisque le consommateur polynésien n'a subi aucune répercussion sur le prix du pain, l'augmentation à 60 F n'étant pas lié au coût de la farine.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

La gestion de l'appel d'offres de la farine s'est révélée particulièrement complexe dans le contexte actuel, avec de forts risques de pénurie liés au fret international notamment. Une évaluation de ce dispositif serait souhaitable.

7.5.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 04 - REGULATION DES PRIX	998 129 340	0	998 129 340
Aides à caractère économique	998 129 340		998 129 340

7.5.5 Bilan des dépenses fiscales

La baguette de 250 g à 60 F CFP bénéficie d'une exonération de TVA.

La farine destinée à sa fabrication est classée en produit nécessaire au développement économique et social de la Polynésie française, à ce titre, elle est exonérée de droits et taxes à l'importation, mais également de TVA.

Par ailleurs, les boulangeries bénéficient de plusieurs avantages fiscaux, dont un gazole à prix subventionné par le FRPH et exonéré de certaines taxes.

7.6 Programme 906 05/966 05 : traitement du surendettement

7.6.1 Bilan des orientations stratégiques

Le traitement des situations de surendettements permet, sous certaines conditions, un ré-échelonnement ou un effacement partiel ou total des dettes des ménages n'étant plus en capacité de les rembourser. Les demandes de ré-échelonnement ou d'effacement des dettes sont examinées par la commission de surendettement dont la présidence et le secrétariat sont assurés respectivement par la direction générale des affaires économiques et par l'Institut d'émission d'Outre-mer (IEOM). L'IEOM participe à une mission relevant de la compétence du Pays et est rémunéré en conséquence.

Le secrétariat de la commission de surendettement consiste à accompagner les usagers dans la constitution de leur dossier, à demander toutes les pièces et informations utiles, à assurer l'information des créanciers et à recueillir leurs observations puis à proposer une orientation à la commission.

Depuis 2021, les décisions d'échelonnement ou d'effacements des dettes sont prises par la commission et n'ont plus à être homologuées par un juge. Elles restent cependant susceptibles d'un recours.

7.6.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Aider les particuliers dans l'impossibilité manifeste de faire face à leurs dettes

Objectif n°1 - Aider les particuliers dans l'impossibilité manifeste de faire face à leurs dettes								
Assurer un traitement des particuliers en situation de surendettement								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1- Taux de Plan de Rétablissement Personnel (PRP)	%	74%	75%	75%	75%	74%	75%	75%
Indicateur 1.2- Délai moyen du passage en commission	jour	89	89	80	80	90	80	80
Indicateur 1.3- Taux de PRP homologués par le Tribunal (indicateur abandonné)	%	100	100	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

Sources des données :
 Données brutes DGAE (*commission de surendettement*).
Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 1.1 : nb de PRP / nb de dossiers examinés
 Indicateur 1.2 : délai entre le dépôt du dossier par le surendetté et son passage en commission
 Indicateur 1.3 : cet indicateur a été abandonné car l'homologation judiciaire a été supprimée en 2021. Un nouvel indicateur sera proposé au PAP 2025
 Autres commentaires : *1 seule orientation prise en commission de surendettement non homologuée par le tribunal en 2019

- *Commentaire et analyse des résultats*

Sur le plan réglementaire, la loi du pays n° 2021-7 du 28 janvier 2021 a permis d'accélérer la mise en œuvre des décisions de la commission de surendettement, en particulier en supprimant le recours systématique à l'homologation par le juge des décisions de la commission. Par conséquent l'indicateur 1-3 doit être remplacé un taux de PRP contesté devant le tribunal.

Conformément à la convention liant la Polynésie française à l'IEOM, le coût global pour l'année 2023 s'est établi ainsi :

- Pour le 1^{er} semestre : près de 13 millions F CFP ;
- Pour le 2nd semestre : près de 23 millions F CFP.

7.6.3 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
906/966 05 - TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT	45 000 000	0	45 000 000
Rémunération d'intermédiaires (IEOM)	45 000 000		45 000 000

7.6.4 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

L'IEOM assure le secrétariat de la commission de surendettement en contrepartie de la rémunération indiquée ci-dessus et participe donc activement à ce programme. La direction des solidarités, de la famille et de l'égalité assiste les usagers dans la constitution de leur dossier de surendettement et est également membre de la commission.

7.7 Programme 906 06/966 06 : propriété industrielle

7.7.1 Bilan des orientations stratégiques

Le Conseil des ministres a approuvé en septembre 2023 une communication sur la stratégie en matière de propriété industrielle. La ligne directrice est la suivante : assurer une protection effective des titres de propriété industrielle polynésiens sur le plan local, national et international permettant de stimuler l'innovation des entreprises et de donner la faculté aux titulaires de faire respecter leurs droits au travers de procédures administratives et/ou judiciaires locales et adaptées.

7.7.2 Bilan des réformes

Le projet de loi du pays portant modification du code de la propriété intellectuelle est toujours en cours de conception. Ce projet de texte est une réforme globale de la réglementation polynésienne en la matière qui permettra à la Polynésie française de s'aligner aux normes françaises.

7.7.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Assurer la protection des titres de propriété industrielle en Polynésie française

Objectif n°1 - Assurer la protection des titres de propriété industrielle en Polynésie française								
Garantir la protection des titres de propriété industrielle en Polynésie française								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Délai de traitement sur le dispositif d'extension	jours	14	19	15	7	6	5	10
Indicateur 1.2 - Délai de traitement sur le dispositif de reconnaissance	jours	10	22	20	15	12	13	10
Indicateur 1.3 - Volume des titres locaux étendus à la Polynésie française	%	1,30%	1,40%	1,80%	1,74%	1,08%	1,80%	2,00%
Indicateur 1.4 - Volume des titres locaux reconnus à la Polynésie française	%	0,01%	0,50%	0,40%	0,00%	0,00%	0,00%	0,20%
Sources des données : Données Lexpol et DGAE (applications I-MATA et I-HONO)								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - nombre moyen de jours entre la demande d'extension publiée au BOPI et la rédaction de l'arrêté portant extension des titres (hors délai de publication au JOPF).								
Indicateur 1.2 - nombre moyen de jours du déclenchement de la demande de reconnaissance par le téléservice I-MATA et la rédaction de l'arrêté portant reconnaissance des titres (hors délai de publication au JOPF).								
Indicateur 1.3 - mesure le pourcentage des titres locaux demandant leur extension à la Polynésie française sur l'ensemble des titres de propriété industrielle étendus.								
Indicateur 1.4 - mesure le pourcentage des titres locaux demandant leur reconnaissance à la Polynésie française sur l'ensemble des titres de propriété industrielle reconnus.								
Autres commentaires :								
Indicateur 1.1 : La 1ère édition du JOPI (journal officiel de la Polynésie française dédié à la propriété industrielle) a été publié le 07/09/2023. La dématérialisation des publications relatives aux titres de propriété industrielle depuis lors rend cet indicateur inopérant, puisqu'à compter de cette date, le délai de traitement relatif au dispositif d'extension sera toujours de 5 jours.								

- Commentaire et analyse des résultats

Les délais de traitement sont en baisse et sont très en deçà des délais maximums réglementaires.

Depuis le 1^{er} septembre 2023, les titres de propriété industrielle étendus en Polynésie française font l'objet d'une publication au JOPI (journal officiel de la Polynésie française dédié à la propriété industrielle) qui est une édition totalement dématérialisée. Cette édition hebdomadaire du JOPF (publication tous les jeudis), entraînera une baisse significative des délais de traitement, qui seront désormais de 5 jours.

Objectif n°2 : Assurer la sécurité juridique des actes administratifs en matière de propriété industrielle

Objectif n° 2 - Assurer la sécurité juridique des actes administratifs								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - taux de recours gracieux	%	7,10%	3,2	3,2	24%	22%	26%	3,2
Indicateur 1.2 - Taux de recours hiérarchiques	%	0,00%	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.3 - Taux de recours contentieux	%	0,00%	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.2 - Taux de régularisation après décision de rejet	%	3,90%	0	0	11%	18%	20%	0
Sources des données :								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 – mesure le pourcentage de recours gracieux sur l'ensemble des arrêtés de rejet.								
Indicateur 1.2 – mesure le pourcentage de recours hiérarchique sur l'ensemble des arrêtés de rejet.								
Indicateur 1.3 – mesure le pourcentage de recours contentieux sur l'ensemble des arrêtés de rejet.								
Indicateur 1.4 – mesure le pourcentage de régularisation hors recours sur l'ensemble des arrêtés de rejet.								
Autres commentaires :								
On entend par « arrêté de rejet » les arrêtés portant rejet d'une requête en extension en Polynésie française d'un titre de propriété industrielle.								

- Commentaire et analyse des résultats

Le taux de recours gracieux est en augmentation ce qui traduit une tendance à régulariser les rejets d'extension émis par le service. Cette augmentation est donc à apprécier de manière positive puisqu'elle reflète une volonté affirmée des titulaires de protéger les titres de propriété industrielle en Polynésie française

8. MISSION 907/967 : TRAVAIL ET EMPLOI

 <p>8,5 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>8,2 Mds F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>330 M F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>729,4 M F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 2,37 % sur la masse globale)</p>		FIPTH  <p>0,9 M F CFP</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



 <p>5,78 Mds F CFP Mandatés au titre des actions pour l'emploi et l'insertion professionnelle</p>	 <p>1,08 Mds F CFP Mandatés au titre de la subvention au centre de formation professionnelle des adultes</p>	FPSU  <p>6,7 Mds F CFP Volet emploi et insertion professionnelle</p>
---	--	---

8.1 Revue de la politique générale de la mission

La politique du Ministère du travail, grâce au maintien d'un dialogue social constant, a été de favoriser l'amélioration des conditions d'emploi et de travail des salariés, la poursuite des travaux de modernisation du code du travail afin de rendre les entreprises plus compétitives et performantes, tout en garantissant le respect des droits fondamentaux des salariés qui constituent les fondements incontournables de la sécurisation de l'emploi et du progrès social.

Ces travaux de modernisation du code du travail, dont l'objectif est notamment de concilier relance économique et progrès social, ont été le socle de référence de la politique mise en œuvre par le Ministère.

Au titre des métiers de la mer (CMMMPF)

Les objectifs de politique générale se poursuivent avec une volonté de proposer des formations qualifiantes de haut niveau, de maintenir les formations spécifiques destinées aux marins au commerce et à la pêche, et de développer les compétences générales au niveau des activités professionnelles liées aux métiers de l'aquaculture et de la perliculture notamment.

Au titre des ressources marines (DRM)

Avec près de 450 fermes perliques pour un total de près de 3 000 employés, l'enjeu de fournir une main d'œuvre qualifiée à la filière permet de favoriser une production orientée vers la qualité et plus respectueuse de l'environnement. La session de formation sur Rangiroa a bénéficié à 12 jeunes du secteur qui ont aujourd'hui intégré le tissu économique perlicole et entament une carrière en tant que greffeurs professionnels.

Au titre du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)

Le GREPFOC est un organisme de formation continue relevant du ministère chargé de l'éducation. Sa mission principale est de mettre en œuvre tous les moyens propres à assurer toutes les actions de formation continue et de promotion sociale des adultes ou des jeunes engagés dans la vie active ou qui s'y engagent.

La politique générale du GREPFOC est définie par le conseil d'administration. Pour l'exercice de sa mission, le GREPFOC fait appel en priorité aux établissements publics d'enseignement du second degré.

Le GREPFOC a pour objectif de répondre aux besoins de formations d'adultes sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française. Il mobilise leurs potentiels et leurs moyens humains et matériels pour réaliser des prestations de formation continue en direction des adultes.

Avec ses 35 lieux de formation répartis sur toute la Polynésie française, le GREPFOC constitue un réseau de proximité particulièrement dense, offrant un éventail de formations très large. Cette proximité n'est pas seulement géographique, elle se mesure également à la capacité du GREPFOC à s'adapter aux attentes de ses commanditaires : PME/PMI, grandes entreprises, administrations, hôtels, services, associations, particuliers.

Le GREPFOC propose des solutions efficaces et adaptées aux besoins des entreprises, administrations et particuliers. Il propose des audits, conseils, ingénierie de formation, accompagnement personnalisé, élaboration de plan de formation, formations qualifiantes, formation préparant à un diplôme, préparations aux concours, perfectionnements techniques.

En résumé, la politique générale de la mission du GREPFOC est axée sur la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires pour assurer la formation continue et la promotion sociale des adultes ou des jeunes engagés dans la vie active. Cela est réalisé en collaboration avec les établissements publics d'enseignement du second degré et en répondant efficacement aux besoins des divers commanditaires.

8.2 Programme 907 01/967 01 : travail

Les éléments du contexte et les orientations stratégiques du programme sont présentés à la page 147-148 du PAP 2023.

8.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Pour répondre aux orientations stratégiques, trois axes de travail ont été définis pour la Direction du travail en 2023 :

- La poursuite des travaux de modernisation du code du travail pour aboutir à un développement économique et social équilibré ;
- L'amélioration des relations sociales dans les entreprises ;

Le renforcement de la prévention en santé et sécurité en entreprise.

8.2.2 Bilan des réformes

L'année 2023 a été marquée par la poursuite des travaux de modernisation du code du travail dont l'amorçage a démarré en 2021.

A ce titre, la réforme de modernisation du code du travail souhaité par les partenaires sociaux, a avancé de manière significative en se concrétisant par l'adoption de plusieurs textes tels que la dématérialisation du bulletin de paie, la modulation du temps de travail, le vote par voie électronique, la modification du chèque service aux particuliers en « Titeti Ohipa » et sa dématérialisation, etc.

Les travaux législatifs conduisant à la réforme de la santé au travail se poursuivront en 2024.

8.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Poursuivre les travaux de modernisation du code du travail pour aboutir à un développement économique et social équilibré

- *Commentaire et analyse des résultats*
- Modernisation du code du travail :

La modernisation du code du travail s'est attachée à prendre en compte toute mesure permettant à favoriser le développement économique dans un souci constant de progrès social.

Les travaux de rédaction initiés en 2022 ont abouti, en 2023, à la promulgation des textes relatifs à :

- La dématérialisation du bulletin de paie ;
- La modulation du temps de travail ;
- Le vote électronique ;
- « Titeti Ohipa » qui remplace le chèque service aux particuliers.

Le vote des lois du pays relatives à la dématérialisation du bulletin de paie, le vote électronique pour les élections professionnelles et la dématérialisation du chèque services aux particuliers (Titeti Ohipa) s'inscrivent dans la volonté de recourir aux nouvelles technologies d'information et de communication afin de faciliter et encourager les entreprises et les salariés à se conformer à la réglementation du travail et à développer l'emploi

Trois nouveaux projets de lois du pays ont été présentés lors d'une concertation globale tripartite le 12 décembre 2023 :

1. Un projet de loi du pays relatif à la dérogation temporaire aux durées maximales du travail dans le cadre d'interventions urgentes.

En effet, pour certaines situations d'urgence, des dérogations temporaires autorisent le dépassement des durées maximales (quotidienne ou hebdomadaire) de travail et le report du repos journalier.

Actuellement, trois situations entrent dans ce cadre et nécessitent les actions suivantes :

- Prévenir des accidents imminents ;
- Organiser des mesures de sauvetages ;
- Réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments et compromettant la marche de l'entreprise.

La durée du travail ne doit toutefois pas dépasser 60 heures par semaine (article LP. 3211-15 du code du travail). Le repos hebdomadaire quant à lui peut être suspendu. Les salariés de moins 18 ans ne sont toutefois pas concernés par ces dérogations.

Le projet de loi du pays vient donc modifier les dérogations prévues aux articles LP. 3211-16 et LP. 3222-21 du code du travail.

Il est proposé d'élargir ces dispositions puisque, la notion d'urgence, telle que rédigée, ne concerne que les entreprises, des travaux ou une situation de sauvetage. La recherche d'un enfant en fugue, l'accompagnement d'un enfant aux urgences, ou l'évasion d'une personne sont autant de situations qui ne rentrent pas dans ce cadre dérogatoire. Il s'agit pourtant de situations fréquentes dans le secteur social ou du transport aérien.

La réécriture des textes nécessite le remplacement des termes « travaux urgents » par « interventions urgentes » afin d'englober les situations d'urgence ayant pour but de prendre en charge des personnes en difficulté.

Ces modifications impactent les dispositions relatives au repos hebdomadaire (article LP. 3222-24 du code du travail).

2. Un projet de loi du pays portant modification des dispositions relatives au budget du comité d'entreprise.

Le comité d'entreprise dispose d'attributions économiques et d'attributions sociales et culturelles.

Son budget est financé principalement par une contribution de l'employeur qui vient alimenter deux budgets distincts : le budget de fonctionnement et le budget dédié aux œuvres sociales (article LP. 2434-7 du code du travail de la Polynésie française).

Pour tenir compte de la réalité des dépenses des deux budgets et de l'inflation, les syndicats ont souhaité une nouvelle répartition de la contribution versée au titre du budget de fonctionnement et au titre du budget consacré aux activités.

C'est l'objet du projet de loi du pays qui vient modifier l'article LP. 2434-9 du code du travail en permettant le transfert d'une partie du montant de l'excédent annuel du budget de fonctionnement vers le budget destiné au financement des activités sociales et culturelles, sur décision du comité d'entreprise par la voie d'une délibération.

3. Un projet de loi du pays portant modification du titre I, du livre III, de la partie V du code du travail relatif aux travailleurs handicapés.

L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés a été introduite en 2007, et des dispositions transitoires appliquées chaque année depuis 2011. Compte tenu du contexte, le projet de texte propose de pérenniser le dispositif transitoire, ainsi qu'il suit :

1. S'agissant des entreprises dont l'effectif est compris entre 25 et 49 salariés, la disposition actuelle est maintenue, à savoir l'obligation d'employer au moins un travailleur handicapé pour une durée de travail cumulée au moins équivalente à 50% d'un temps complet ;
2. Concernant les entreprises dont l'effectif est de 50 salariés et plus, il s'agit de fixer un taux plancher d'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à 2% de l'effectif total des salariés des entreprises concernées.

Le projet proposé soumet à l'appréciation du Conseil des ministres le soin de moduler le taux de base de 2% d'obligation d'emploi à la hausse lorsque les conditions à l'insertion professionnelle des personnes reconnues travailleurs handicapés sont favorables et que le nombre de travailleurs handicapés demandeurs d'emploi augmente.

Pour prendre en compte ces adaptations, le chapitre II du titre I du livre III de la partie V du code du travail relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés est modifié.

Le premier alinéa de l'article LP. 5312-4 du code du travail intègre les nouvelles dispositions précitées.

Par ailleurs, la section 7 du même chapitre portant sur les dispositions transitoires est abrogée.

➤ Garantie de l'effectivité du droit :

Soucieuse de garantir l'effectivité du droit, la Direction du travail actualise régulièrement le code du travail lequel est numérisé et accessible via l'application « Tiarama » et est intégré à la plateforme « service-public.pf ».

A ce titre, elle a poursuivi l'élaboration d'outils à destination des usagers afin d'améliorer la qualité du service public rendu.

La Direction du travail est très sollicitée par les usagers en matière d'informations ou de réclamations concernant l'application du droit du travail. En 2023, ce sont 9 355 demandes qui ont été traitées. La cellule conseil a reçu près de 650 personnes en permanences physiques, a traité 1 145 mails et a répondu à 3 695 appels téléphoniques.

L'effectif de l'application des règles de droit a donc été recherché par les réponses apportées aux nombreuses questions des usagers.

Par ailleurs, soucieuse de se rapprocher des populations éloignées des services centraux, la Direction du travail continue son partenariat avec les Fare Natira'a situés à Papara et Hitia'a ayant vocation à décentraliser l'information et initie une collaboration avec les Fare Ora.

Enfin, dans la continuité de ces objectifs, la cellule conseil de la Direction du travail est intervenue neuf fois en extérieur afin de faire connaître les missions du service et renforcer les liens avec le public. Ces interventions extérieures ont notamment concerné des journées de sensibilisation auprès d'anciens détenus suivis par l'APAJ dans le cadre de stage de lutte des « stupéfiants » dans le monde du travail ainsi que des journées portes ouvertes organisées par certaines communes de la Polynésie française (telles que les Marquises, Paea ou Arue).

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La garantie de l'effectivité du droit est primordiale. Elle se traduit par un renforcement de l'information des usagers sur le droit du travail et par le contrôle effectif de l'application des règles de droit.

A ce titre, la Direction du travail s'attachera à continuer le développement des e-outils d'information et sa communication.

Ainsi, des procédures, des fiches pratiques et modèles sous un format plus adapté, seront formalisées ou mises à jour pour faciliter l'accès des usagers, salariés et employeurs, à une information plus claire et rapide.

Ces éléments pourront dès lors servir de bases au partenariat à développer afin de rendre accessible aux usagers, l'information en droit du travail.

Le développement de l'information par la visioconférence à destination des circonscriptions est également en projet et viendrait compléter les différentes interventions de proximité réalisées par les conseillers.

➤ Lutte contre le travail illégal :

Pour les salariés, le travail illégal les prive des droits que leur reconnaît le code du travail ; il précarise leur situation et les prive du bénéfice de la protection sociale.

Pour les entreprises qui respectent la réglementation, elles sont confrontées à une concurrence déloyale et perdent des contrats au profit des fraudeurs.

S'agissant de la collectivité, le travail illégal met en péril le système de protection sociale en privant la CPS des cotisations sociales afférentes aux emplois ainsi dissimulés.

Afin de prévenir et corriger les situations de travail illégal, des interventions des agents de contrôle ont été réalisées sur cette thématique malgré le sous-effectif de cette équipe notamment dans le cadre d'actions collectives partenariales. Ces interventions ont donné lieu à 7 amendes administratives d'un montant total de + 10 millions F CFP.

Enfin des actions de contrôle partenariales (Etat-Pays) sur la thématique de la lutte contre le travail illégal dans le cadre du COLTI ou hors cadre ont par ailleurs été opérées de nuit et en week-end dans les débits de boissons (bar, discothèques).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Un plan de communication relative au travail illégal a été mise en place (travail de « faux-patentés », obligations de l'employeur, etc.) et un renforcement des contrôles en matière de lutte contre le travail illégal a été opéré par les agents de contrôle dans le cadre du plan d'action prioritaire de l'inspection du travail et d'actions partenariales.

Le partenariat initié dans le cadre du contrôle des débits de boissons se poursuit en 2024 et devrait se développer avec d'autre services du Pays ou de l'Etat sur d'autres secteurs.

Objectif n°2 – Améliorer les relations sociales dans les entreprises

Objectif n° 2 - Améliorer les relations sociales dans les entreprises								
L'association des partenaires sociaux à l'élaboration des règles de droit doit permettre une évolution pertinente, acceptée et équilibrée du droit du travail								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de réunions de négociation avec participation de la Direction du travail	NB	124	130	140	–	42	120	
Sources des données : <i>statistiques d'activité de la Direction du travail</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - nombre de réunions de négociation avec participation de la Direction du travail</i> Autres commentaires :								

Levier de performance économique pour l'entreprise, le dialogue social permet de construire un droit du travail adapté et cohérent. Par ailleurs, il est susceptible de résoudre des questions économiques et sociales importantes, de stimuler l'économie et de favoriser la paix sociale.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Au titre des rencontres annuelles relatives à la révision des grilles de salaires minima, celles-ci se sont déroulées par un accompagnement rénové et renforcé en 2023 de la Direction du travail :

- Animation des réunions par le délégué interministériel en charge du dialogue social et de la PSG ;
- Eclairage par des éléments de contexte économique et budgétaire ;
- Présentation de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, et des thématiques des accords signés en 2023 notamment pour le secteur concerné ;
- Simulation en direct des propositions et contre-propositions d'évolution de la grille salariale ;
- Insertion d'un préambule dans l'accord pour le contextualiser.

Plus d'une quarantaine de réunions ont rassemblé les partenaires sociaux, ce qui a permis la conclusion d'accords dans 9 secteurs d'activité professionnelle (sur 15). Au 12 février 2024, ce nombre est porté à 11.

Ces rencontres ont permis également aux partenaires sociaux de mettre en exergue ou de rappeler certains sujets sur lesquels ils souhaitent une avancée règlementaire, tels que la lutte contre le travail illégal, la mise en place de l'assurance garantie des salaires en faveur des salariés licenciés pour raisons économiques, la réactivation de l'observatoire du bâtiment.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans le cadre de la prochaine négociation annuelle des salaires minimas, un indice plus pertinent que l'indice des prix à la consommation a été émis. Il pourrait s'agir de l'indice ouvrier ou de l'indice des prix hors tabacs et alcools. Cela suppose néanmoins que ces indices, déjà produits par l'institut de la statistique, puissent être référencés par un acte règlementaire.

Objectif n°3 – Renforcer la prévention en santé et la sécurité en entreprise

Objectif n° 3 - Renforcer la prévention en santé et sécurité en entreprise								
L'évaluation et la prévention des risques professionnels doivent permettre de parvenir à une baisse durable des accidents du travail et à un développement du bien être au travail								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Indice de fréquence général des accidents du travail	indice	22	22	19	22	22	22	–
Sources des données : <i>Indicateur 3.1 - statistiques des accidents du travail produites par la CPS</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 3.1 - (nb des accidents en premier règlement/effectif salarié) x 1000</i> Autres commentaires :								

La préservation de la santé et de la sécurité au travail constitue un enjeu majeur pour notre politique sociale. Dès lors les programmes initiés en ce sens visent à assurer à chacun la préservation de son intégrité physique et psychique et à participer à la performance économique et sociale.

- *Commentaire et analyse des résultats*
 - Indicateur relatif à l'indice de fréquence général des accidents du travail

Les indicateurs liés aux accidents de travail (AT) et aux maladies professionnelles (MP) sont actuellement les seuls indicateurs statistiquement fiables en matière de santé et de sécurité au travail disponibles en Polynésie française. Chaque période de reprise d'activité s'accompagne d'une hausse de l'indice de fréquence des AT. La reprise post-COVID ne déroge pas à cette règle, sans être pour autant le témoin d'une inefficacité des campagnes de prévention menées (22,27 en 2022 contre 21,94 en 2021 – chiffres 2023 non consolidés).

Il apparaît nécessaire d'étoffer le panel de ces indicateurs d'incidents en santé et sécurité au travail (maladies à caractère professionnel, presqu'accidents, etc.) mais aussi de les compléter avec des indicateurs proactifs permettant de mesurer le niveau de maturité des entreprises dans ce domaine (taux de réalisation du document d'évaluation des risques professionnelles (DEvRP), nombre d'actions de préventions menées, etc.).

- Actions de sensibilisation en santé & sécurité au travail

La Direction du travail reste un des partenaires principaux de la Caisse de prévoyance sociale (CPS), dans le cadre de la mise en œuvre des Journées santé & sécurité au travail, et cela depuis leur création en 2016. Cette 6^e édition de 2023 sur le thème des troubles musculo squelettiques (TMS), nous a permis de rappeler les enjeux de l'évaluation des risques professionnels sous l'angle de l'évolution de l'obligation de sécurité de l'employeur et de mesures d'accompagnement, existantes et à venir, visant à aider les entreprises dans la mise en œuvre effective de cette démarche qui constitue le socle de la prévention des atteintes à la santé des travailleurs du fait de leur activité professionnelle.

- Élaboration de guides

La Direction du travail en partenariat avec la CPS, et l'ensemble des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé (coordonnateurs SPS ou CSPS) agréés en Polynésie française, ont entamé des travaux visant à garantir la sécurité et protéger la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment ou de génie civil. Un séminaire organisé avec les CSPS durant le mois de mars 2023 nous a permis d'élaborer un plan d'actions, comprenant notamment la réalisation d'un guide juridique à destination des maîtres d'ouvrage (MOA), regroupant les obligations réglementaires auxquelles ils sont soumis dans le cadre de la construction ou l'aménagement de locaux de travail.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les matinées de la prévention, évènements de sensibilisation aux risques professionnels initiés en 2012 par la Direction du travail en partenariat avec la CPS, se poursuivront en 2024 avec comme thématique les obligations des donneurs d'ordre – exigences fondamentales et mesures de prévention à mettre en œuvre pour la réalisation et la construction d'ouvrages.

Le choix de cette thématique est en lien avec les indicateurs disponibles, notamment l'indice de fréquence des accidents du travail. Ce dernier fait en effet ressortir une nette prépondérance des accidents du travail dans le secteur du BTP (45,08 dans le BTP pour un indice général à 22,27 en 2022).

La perspective majeure de l'année 2024 reste l'initiation des travaux visant à déployer la première enquête de santé au travail en Polynésie française, afin d'une part identifier les principaux risques auxquels sont exposés les salariés polynésiens et d'autre part recenser les pathologies les plus fréquentes liées à ces expositions professionnelles.

Cette enquête viendra compléter les indicateurs actuels (AT/MP) dans l'objectif de mettre en place une politique de santé au travail coordonnée entre les différents acteurs concernés dans le pays, participant ainsi à l'orientation « FAATUPU » du gouvernement : le développement d'un marché du travail résilient.

8.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 01 - TRAVAIL	81 718 388	0	81 718 388
<i>Poursuivre les travaux de modernisation du code du travail pour aboutir à un développement</i>	24 600 000		24 600 000
Rédiger la réglementation			0
Développer des actions de contrôles pour réduire le travail illégal			0
Autres			0
<i>Améliorer les relations sociales dans les entreprises</i>			0
Soutien financier aux syndicats de salariés et employeurs	34 000 000		34 000 000
Développement d'actions de formation au bénéfice des représentants syndicaux			0
Autres	9 641 408		9 641 408
<i>Renforcer la prévention en santé et sécurité en entreprise</i>			0
Sensibilisation des entreprises aux risques professionnels	776 980		776 980
Autres	12 700 000		12 700 000

Objectif 1 : Au cours de l'année 2023, il est considéré que 80% de l'action « rédiger la réglementation » est réalisée. Les trois projets de texte ont été rédigés. La saisine tardive des instances de dialogue social a empêché la présentation de ces textes courant 2023, au CESEC et à l'APF.

Il est prévu de développer des actions de contrôles pour réduire le travail illégal en considérant qu'une partie de ces actions allait être réalisée par une équipe spécialisée d'un inspecteur et de trois contrôleurs du travail (demande faite depuis plusieurs années avec accord écrit obtenu du ministre des finances en juillet 2023). Ce renfort n'a pas eu lieu alors même que dans le même temps, l'effectif du contrôle s'est vu amputé de trois agents de contrôle. L'un nommé à la tête de la direction du travail, le second détaché auprès du ministère de tutelle et le troisième, envoyé en formation en métropole. Avec l'effectif restant d'un inspecteur et de quatre contrôleurs de travail, 40% des objectifs de contrôle ont été menés.

La réalisation des activités et tâches par les agents du service, permettant d'atteindre cet objectif légitique n'entraîne pas de dépenses propres. L'enveloppe globale mentionnée dans le tableau récapitulatif (24,6 millions F CFP) est une fraction des dépenses courantes de la Direction du travail (oyer, électricité, téléphone, moyens bureautiques, etc.). La sous-consommation de l'enveloppe mentionnée dans ledit tableau, est principalement liée aux problématiques de ressources humaines du service (mouvements du personnel appelés à d'autres fonctions, vacance de postes expliquée par la technicité et difficultés inhérentes aux postes et l'absence d'indemnités allouées aux agents du service etc.)

Objectif 2 : Pour l'année 2023, les objectifs relatifs à l'amélioration du dialogue social par le soutien financier d'organisations syndicales et d'organisations patronales ont été atteints puisque l'ensemble des subventions a été accordé conformément aux dispositions du code du travail.

Par ailleurs afin notamment de répondre aux diverses sollicitations émanant des partenaires sociaux, un état des lieux du dialogue social et des conditions de travail a été réalisé par l'ANACT (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail). Les éléments apportés par le rapport de l'ANACT doivent nourrir la réflexion collective relative à la valorisation et la structuration du système d'acteurs du dialogue social, l'enrichissement des pratiques et l'articulation des thématiques.

Une enveloppe de 1,5 million F CFP avait été budgétisée dans un objectif de développer des actions de formation au bénéfice des partenaires sociaux (organisations syndicales de salariés ou d'employeurs). Ces actions de formation n'ont pas pu être mises en œuvre car n'ont pas obtenu le soutien des organisations d'employeurs.

Par ailleurs, courant 2023, 9,6 millions F CFP ont été dépensés pour la réalisation d'un état des lieux du dialogue social en Polynésie française.

Objectif 3 : Une sous-consommation de 30% par rapport au budget initial (19,2 millions F CFP) « Prévention » en 2023 est liée à une conjonction de trois facteurs :

- D'une part notre participation active aux Journées santé & sécurité au travail 2023 regroupant plus de 500 participants, n'impacte pas le budget, mais consomme lors de chaque préparation d'évènement, une part importante de nos ressources humaines ;
- D'autre part, la réalisation de plusieurs évènements peu coûteux sur le plan budgétaire, mais primordiaux en matière de prévention, notamment les séminaires sur la télémédecine et la coordination sur les chantiers du BTP ;

- Enfin, la perte d'un agent de catégorie B avec un profil technique depuis plus de 3 ans, sans la possibilité de repourvoir ce poste avec un profil identique, ainsi que l'absence plusieurs mois de l'ingénieur de prévention, participent également à cette réduction de consommation budgétaire.

De façon plus précise et détaillée, la consommation des 776 980 F CFP correspond à l'acquisition d'un logiciel pour la création de vidéo, l'édition d'un guide de contrainte architectural et l'acquisition de goodies destinés à être distribués lors des évènements en lien avec la prévention des risques professionnels.

L'enveloppe globale des 12,7 millions F CFP correspond à l'instar de celle de l'objectif 1 à une partie des frais de fonctionnement courant de la Direction du travail.

8.3 Programme 907 02/967 02 : emploi et insertion professionnelle

8.3.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2023, le taux d'emploi poursuit sa progression (54,6% en 2022 à 55,8% en 2023), la population active augmente (+ 2 100 personnes) et atteint 112 500 actifs avec un nombre de chômeurs qui se maintient à 9 600 personnes.

Dans ce contexte, fort d'un bilan des mesures d'aide à l'emploi laissant apparaître la faible efficacité des mesures d'aide de type stage (notamment de la CAE) pourtant largement majoritaires en nombre et en budget, un réajustement des dispositifs a eu lieu. L'arrêt de la CAE de janvier à juin 2023 et sa sectorisation mise en place par le nouveau gouvernement a profité aux mesures d'aides de type contrat.

Ainsi, le budget alloué au démarrage d'actions de type aide directe à l'emploi passe de 700 millions F CFP en 2022 à 1 milliard F CFP en 2023 quand le démarrage d'actions de type stage passe de 2,2 milliards F CFP en 2022 à 900 millions F CFP.

Les aides au contrat de travail en particulier (ACT, ACT PRO et ACT PRIM) s'élèvent à 856 actions en 2023 (elles étaient de 635 en 2022) quand les CAE (et CAE PRO) se limitent à 1 209 actions (elles s'élevaient à 3 477 actions en 2022).

Une diminution globale du nombre des mesures d'aide octroyées a permis de mettre en place une approche plus qualitative de l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Un plan de formation visant à monter en compétence les conseillers emploi et insertion du SEFI et leur professionnalisation a débuté dans le quatrième trimestre 2023.

2023 aura également été la deuxième année de la mise en œuvre de la loi du pays sur la promotion et la protection de l'emploi local. 151 activités professionnelles ont ainsi été protégées et ont donné lieu à un suivi particulier du SEFI.

8.3.2 Bilan des réformes

L'année 2023 a été consacrée à la phase de conception de la réforme des mesures d'aide à l'emploi. Elle a également permis la mise en œuvre de la première année de la loi d'expérimentation du dispositif de l'apprentissage rénové.

8.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Promouvoir et protéger l'emploi local

Objectif n° 1 - Promouvoir et protéger l'emploi local								
Un accès à l'emploi favorable à la main d'œuvre locale sans risque de nuire à la reprise économique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de conventions signées	Nb	–	–	5	9	5	15	18
Indicateur 1.2 - Nombre de publications	Nb	–	–	4	1	1	3	4
Indicateur 1.3 - Liste des emplois protégés	Nb	–	–	1		1		
Indicateur 1.4 - Nombre de réunions avec les partenaires tenues	Nb	–	–	4	2	5	4	6
<u>Sources des données :</u> <i>SEFI</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 1.1 - données brutes Indicateur 1.2 - données brutes Indicateur 1.3 - données brutes Indicateur 1.4 - données brutes</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La mise en œuvre de la protection et de la promotion de l'emploi local a soulevé de nombreuses interrogations notamment sur sa capacité à préserver les emplois pour la population locale, dissuader les personnes extérieures d'entrer sur le marché du travail polynésien tout en évitant d'affecter le développement de l'activité économique du Pays.

Les réunions tenues par la Commission consultative tripartite de l'emploi local (CTEL) et par l'Observatoire de l'emploi ont permis l'établissement – à partir du tableau des activités professionnelles général et des déclarations préalables à l'embauche des douze derniers mois – de deux tableaux d'activités professionnelles protégées et leur mise en œuvre par le SEFI.

Par ailleurs, la compréhension du marché du travail polynésien s'est uniquement attachée, cette année, à structurer et analyser les données disponibles au SEFI et de les croiser avec les données déjà publiées par l'ISPF, la CPS et la Direction du travail. La production de données et d'analyses communes inter services n'a donc pas encore débuté.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'année 2024 doit s'attacher à la production d'études menées conjointement par les acteurs privés et publics du territoire pour améliorer la connaissance du marché du travail polynésien et avoir ainsi une démarche prospective des emplois et de la formation.

Des travaux légistiques doivent également être menés pour faire évoluer la loi sur la protection et la promotion de l'emploi local afin de l'étendre aux emplois publics et d'éviter des contournements possibles selon les méthodologies choisies en CTEL.

Objectif n°2 : Améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi

Objectif n° 2 - Améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi								
Professionaliser le métier de conseiller à l'emploi pour augmenter l'insertion des demandeurs d'emploi								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Taxonomie des demandeurs d'emploi et chiffrage par type	Unité			nouvel indicateur		en cours		
Indicateur 2.2 - Amélioration de l'appariement offre et demande de travail	Unité		28	nouvel indicateur		21		
Indicateur 2.3 - Taux d'insertion	%			nouvel indicateur	40%	en cours	50%	60%
<u>Sources des données :</u> <i>SEFI</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 2.1 - données brutes Indicateur 2.2 - données brutes : nombre de candidatures pour un poste offert Indicateur 2.3 - Moyenne sur l'ensemble des dispositifs (l'insertion comprend l'insertion dans l'emploi ou dans un autre dispositif complémentaire)</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La réforme des mesures d'aide à l'emploi, actuellement en phase de conception, prend sa source dans la redéfinition de la qualité de demandeur d'emploi. Cette redéfinition légistique permettra ensuite de remodeler les portefeuilles de demandeurs d'emploi des conseillers à l'emploi du SEFI et l'accompagnement qui sera

effectué. Ce dernier sera alors évalué à travers le taux d'insertion qui pour l'heure, ne peut donc pas encore être déterminé.

Les mises en relation entre postulants et offres d'emploi ont été simplifiées depuis le 1^{er} février 2023. Les filtres informatiques artificiels venant contraindre les champs d'exploration professionnelle et l'intervention humaine trop subjective ont été éliminés. Contre toute attente, les mises en relation n'ont pas augmenté de façon exponentielle mais se sont, au contraire, contenues permettant une meilleure visibilité du mécanisme de la rencontre des offres et des demandes d'emploi.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La modification des 5 articles de la loi du pays (LP 5423-1 à la LP 5423-5) du code du travail polynésien prévue en 2024 permettra d'amorcer une nouvelle approche des demandeurs d'emploi et un chiffrage compréhensible par tous.

Objectif n°3 : Réformer les mesures d'aide à l'emploi

Objectif n° 3 - Réformer les mesures d'aide à l'emploi								
Faire évoluer les mesures d'aide à l'emploi (MAE) pour favoriser la montée en compétences et l'employabilité des bénéficiaires								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre de MAE	Unité		6 000	4 400		3 894		
Indicateur 3.2 - Montant des MAE	F CFP		7 630 000 000	6 500 000 000	4 600 000 000	4 631 000 000	5 200 000 000	6 000 000 000
Indicateur 3.3 - Taux d'insertion	Unité			nouvel indicateur		ND		
Indicateur 3.4 - Nature de l'insertion	Unité			nouvel indicateur		ND		

Sources des données :
SEFI

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - données brutes
Indicateur 3.2 - données du BP
Indicateur 3.3 - données brutes
Indicateur 3.4 - données brutes

Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La mise en œuvre de la réforme des mesures d'aide à l'emploi ne sera effective qu'à compter du second semestre 2024. Il n'est donc pas possible d'en mesurer les effets pour cette année 2023.

Par ailleurs, les indicateurs choisis doivent être nuancés. En 2023, ce sont 3 894 mesures d'aide à l'emploi qui ont démarré mais ce sont en réalité 10 565 mesures d'aide à l'emploi qui ont été financées puisque 6 671 d'entre elles ont démarré en 2022 mais se sont poursuivies en 2023.

Il est important en revanche d'indiquer que l'effort financier en 2023 a porté plus fortement sur des aides au contrat de travail. En effet, en 2022 on comptabilisait 4,5 milliards F CFP octroyés aux mesures de type stage et 1,5 milliard F CFP aux mesures de type contrat et emploi. En 2023, l'écart diminue avec 3,3 milliards F CFP consacrés aux mesures de type stage et 2 milliards F CFP aux mesures de type contrat et emploi.

La prescription de ces aides échappant aux conseillers du SEFI et le suivi des aides s'achevant à la fin de la convention, il n'est pour le moment pas possible d'évaluer l'insertion des dispositifs.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réforme des mesures d'aide à l'emploi a pour objectif de soutenir l'emploi durable et pérenne en diminuant le coût du travail supporté par l'entreprise. Le budget du Pays en matière d'emploi sera consacré majoritairement aux aides de type contrat et emploi et dans une moindre mesure aux aides de type stage, inversant ainsi complètement la tendance.

8.3.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 02 - EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE	3 550 460	0	3 550 460
Promouvoir et protéger l'emploi local			0
Améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi	3 550 460		3 550 460
Réformer les mesures d'aide à l'emploi			0

Objectif n°1 :

Les travaux relatifs à la protection et la promotion de l'emploi local ont été supportés totalement par les ressources humaines du SEFI n'impliquant pas d'autres dépenses.

Objectif n°2 :

L'objectif d'améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi, s'est traduit par la mise en place d'un programme de formation relatif au métier de conseiller emploi insertion. Ce programme se chiffre à hauteur de 3 550 460 F CFP sur le budget de fonctionnement du service et non sur le budget intervention. Il est dédié aux agents en charge d'accompagner le public des demandeurs d'emploi.

Cette mesure n'a pas été mentionnée dans le PAP 2023 car ont été répertoriées dans celui-ci les mesures financées par le budget d'intervention du service. L'action de formation des conseillers emploi et insertion a été imputée sur le budget de fonctionnement mais elle contribue à l'amélioration de l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Objectif n°3 :

La réforme des mesures d'aide à l'emploi prévue depuis 2023 est en cours d'élaboration pour un déploiement à partir du second semestre 2024.

En cours d'exercice 2023, la dotation consacrée aux mesures d'aide à l'emploi a fait l'objet de deux abondements par voie de collectifs, l'un au cours du premier semestre pour un montant de 1,4 milliard F CFP et un deuxième au cours du troisième trimestre de 300 millions F CFP. Initialement de 4,6 milliards F CFP la dotation dont a bénéficié le SEFI pour son programme s'est élevé au final à 6,3 milliards F CFP.

Tout au long de l'année 2023 le travail a été consacré à la gestion des dispositifs en vigueur. La réalisation a été à hauteur de 5 475 375 905 F CFP. Ce montant a permis de financer les actions engagées avant 2023 et qui se poursuivaient en 2023, à hauteur de 3 546 994 209 F CFP (65%), et a pu permettre le financement de nouvelles actions pour 1 928 381 696 F CFP (35%), pour continuer à soutenir l'emploi en Polynésie française.

Au final, la dotation inscrite a été excédentaire de 824 624 095 F CFP, en partie à la suite de décalages dans le démarrage de certaines mesures au cours du second semestre.

8.3.5 Bilan de comptes spéciaux

Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (FIPTH) - Volet emploi

Le FIPTH créé par délibération n° 2007-044 APF du 09 juillet 2007, a pour objet le financement des dépenses liées à l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés.

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 02 - EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE	0	0	0
<i>Compte d'affectation spécial FIPTH - volet emploi</i>			
<i>Subvention + Aménagements de postes</i>			0

Les dépenses concernant les mesures d'aide à l'emploi de type stage (stage d'insertion pour travailleur handicapé) et de type contrat (contrat de travailleur handicapé) ainsi que la subvention de l'A.P.R.P. ont été supportées par le budget du Pays 967 02 pour un montant total de 32 millions F CFP sans solliciter le FIPTH.

8.4 Programme 907 03/967 03 : formation professionnelle

8.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan des métiers de la mer (CMMPF)

Par rapport à ce qui était annoncé, il y a eu moins de formations en 2023. La liste des formations effectuée est la suivante :

- 3 CMP (dont un au bénéfice du RSMA) ;
- 1 OCQP probatoire ;
- 3 BM250 kW (dont un RSMA) ;
- 1 OCQM probatoire ;

- 1 formation délocalisée à Rangiroa et 1 à Vairao ;
- 1 BCPC ;
- 1 BCPL.

Soit un total de 12 formations modulaires ayant bénéficié à un total de 407 stagiaires, toutes disciplines confondues.

Bilan des ressources marines (DRM)

Outre la formation initiale réalisée pour l'obtention de l'autorisation d'activité de producteur en perliculture, les professionnels du secteur ont à leur disposition le Centre des métiers de la mer de Polynésie française qui a pris le relais du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture. Il a pour mission de proposer une formation de greffeur avec le concours de la Direction des ressources marines (DRM).

La formation de greffeurs se déroule sur le site de formation de Rangiroa, suivie d'une mise en situation dans différents atolls des Tuamotu en immersion dans des fermes perlières partenaires.

Parallèlement à ce centre de formation, la DRM, par le biais de convention, dispense aux pêcheurs côtiers des formations afin que ces derniers puissent obtenir leurs titres de navigation.

Bilan du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)

Le GREPFOC a fait des progrès significatifs dans l'amélioration de la qualité de ses services et de son offre de formations. Des efforts ont été faits pour mettre à jour et enrichir le contenu des formations, ainsi que pour améliorer l'expérience globale des stagiaires en mettant en œuvre des outils nécessaire pour rendre l'expérience des stagiaires plus agréable.

Objectif 1 : Élever le niveau de qualification

Le GREPFOC s'est engagé à éléver le niveau de qualification de ses stagiaires. La mise en œuvre de cet objectif est au cœur de la mission du GREPFOC.

Objectif 2 : Améliorer la qualité du service et l'offre de formations

Le GREPFOC a mis en œuvre une série de mesures pour améliorer ses services et l'expérience des stagiaires. Cela comprend l'instauration d'un système d'inscription en ligne, l'ouverture d'une antenne au lycée hôtelier, l'amélioration de la connectivité grâce à l'installation de la fibre et d'un réseau Wi-Fi pour les étudiants, et la mise en place d'un accès à distance pour le travail sur le réseau du GREPFOC. De plus, des licences étudiantes ont été mises à disposition gratuitement, un TPI a été demandé pour permettre le paiement par carte bancaire, et une connexion à distance a été mise en place pour les stagiaires dans les archipels via Teams. Enfin, un nouveau serveur a été acquis pour améliorer les capacités informatiques et une nouvelle salle informatique a été créée pour répondre à l'augmentation des besoins. Ces mesures ont permis de faciliter le parcours des stagiaires et d'offrir une gamme de formations diversifiée.

Objectif 3 : Mise en conformité et sécurisation du bâtiment

Compte tenu de l'âge du bâtiment, le GREPFOC a sensibilisé son ministère de tutelle sur les problèmes de sécurité. Après accord du ministère, le GREPFOC attend la mise en œuvre des travaux de sécurisation des locaux, notamment en matière d'électricité, d'étanchéité et de sécurité. En attendant, l'établissement assure la petite maintenance urgente sur fonds propres.

Ces orientations stratégiques démontrent l'engagement du GREPFOC à améliorer continuellement ses services et à répondre aux besoins de ses stagiaires. À l'avenir, le GREPFOC continuera à évaluer ses performances et à mettre en œuvre des améliorations pour atteindre ses objectifs.

Bilan des métiers d'art (CMA)

En 2023, une cinquantaine de candidats se sont inscrits aux épreuves d'admission du Centre des métiers d'art afin d'y suivre une formation diplômante reconnue par l'État dans le domaine des métiers d'art polynésien. La moyenne d'âge est de 23 ans avec de forts écarts d'âge allant de 16 ans jusqu'à plus de 40 ans.

En juin 2023 soit en fin de formation, le nombre de stagiaires est de 30. Après recrutement en juillet 2023, le nombre de stagiaires est de 36 élèves incluant les 1^{res} années BPMA et CPMA poursuivant en 2^e année.

En août 2023, le CMA a accueilli la 2^e promotion d'étudiants au DNMADE soit un total de 12 étudiants (1^{re} et 2^e années).

Les stagiaires sortants s'orientent vers des carrières artistiques, dans les métiers d'art, dans l'artisanat d'art, dans le tatouage et dans la poursuite d'études en graphisme, en design, dans les métiers du patrimoine et l'enseignement artistique.

Le principal vivier de stagiaires du CMA est constitué majoritairement de titulaires d'un baccalauréat général ou professionnel et issus d'établissements secondaires de Tahiti et des îles notamment des filières STDAA, joaillerie et bijouterie. L'autre partie est constituée de stagiaires aux parcours variés allant de jeunes en situation de décrochage scolaire et de personnes en reconversion économique ou longtemps marginalisées scolairement et ne pouvant plus prétendre à des formations diplômantes en raison de leur âge.

Les données de l'insertion

Les résultats des diplômes nationaux et du diplôme PARAU TŪITE HANAHANA sont très positifs.

En effet, en 2023, le taux de réussite est de 100% lors de la session d'examen de juin 2023 aux diplômes nationaux (Certificat polynésien des métiers d'art et Brevet polynésien des métiers d'art) soit un total de 16 élèves stagiaires dont 4 au CPMA et 12 au BPMA.

Les résultats du PARAU TŪITE HANAHANA (reconnaissance spécifique délivrée par l'établissement aux élèves du CMA dont l'attribution est confiée à un jury du monde professionnel de la culture, des arts visuels et du monde artisanal) sont également très positifs avec 12 lauréats sur 16.

L'établissement est reconnu localement et internationalement pour le sérieux et l'exigence de la formation se traduisant par la qualité des travaux des élèves encadrés par leurs enseignants ainsi que la qualité des projets et réalisations menés par l'équipe enseignante dans des musées et galeries en Polynésie et à l'étranger. Le dernier en date est l'exposition des œuvres des élèves stagiaires sur le thème du Corail – To'a qui s'est déroulée au Carrousel du Louvre à Paris du 11 décembre 2023 au 11 janvier 2024.

L'examen de la situation actuelle débouche sur les conclusions que :

- La reconnaissance nationale de l'enseignement dispensé au CMA à travers les CPMA et BPMA agit favorablement sur le taux d'abandon ;
- La réussite aux examens donne de l'assurance aux stagiaires afin de se projeter professionnellement dans la continuité de la formation ;
- La mise en place d'un parcours de formation (CAP et Bac Pro) suscite un engouement auprès des candidats aux admissions du CMA et permet aux stagiaires retenus de se projeter dans des études supérieures dans le domaine culturel et artistique notamment depuis la mise en place du DNMADE en Polynésie française ;
- L'engouement de la société pour l'expression artistique polynésienne, la mise en place de dispositifs d'aide à la création encourage les jeunes à vouloir poursuivre des études supérieures dans ce secteur sans avoir à quitter la Polynésie.

Sur la dernière décennie, la majorité des stagiaires diplômés du CMA s'insèrent socialement et économiquement de manière durable (3 ans de suivi après leur formation). Néanmoins, une minorité restent injoignables et n'offrent pas de garantie d'insertion dans le secteur artisanal et artistique. La mise en place d'un véritable parcours de formation sur une période importante vise à améliorer ces données.

Les diplômés du CMA s'insèrent soit en tant que salariés dans des entreprises du secteur, soit en tant que créateurs d'entreprises dans le secteur ou poursuivent des études artistiques à l'extérieur de la Polynésie.

Contribution des moyens de l'éducation

Une convention a été établie entre le CMA et le lycée Diadème afin de permettre la mise à disposition d'enseignants de l'éducation nationale dans le cadre de la formation des élèves stagiaires au CPMA et au BPMA et afin de dispenser des cours généraux (français, histoire- géographie, éducation civique, maths, physique-chimie, EPS, anglais, économie-gestion). Ce personnel ne fait pas partie du CMA et n'est pas pris en charge sur le budget de l'établissement.

Bilan de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI)

Le dispositif de l'apprentissage a fait l'objet de modifications codifiées dans une loi d'expérimentation sur la période 2023-2025. L'objectif est de rendre l'apprentissage plus attractif pour les demandeurs d'emploi et plus

incitatif pour les entreprises. Cette année 2023 a donc été consacrée à la mise en œuvre du dispositif dans sa nouvelle version avec pour objectif initial le démarrage de 300 contrats d'apprentissage. Si l'objectif chiffré n'a pas été totalement atteint, le dispositif a néanmoins trouvé son public et a pu se déployer sans encombre malgré le manque d'anticipation et de préparations nécessaires.

L'élaboration des cartes de formations requiert une connaissance des emplois et compétences disponibles sur le territoire et des besoins en main d'œuvre à court, moyen et longs termes. Cette gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est difficile à mettre en œuvre car les informations sont éparques et souvent inexistantes. Néanmoins, le bureau des programmes du SEFI a cherché à proposer une carte de formation faisant écho aux travaux menés dans le cadre de la protection et de la promotion de l'emploi local dévoilant les activités professionnelles ne trouvant pas de main d'œuvre locale disponible.

Il reste que la société souffre d'un illettrisme encore trop élevé, d'une rupture de parcours scolaire souvent précoce et de lacunes en savoirs de base qu'il convient de combler avant d'envisager toute insertion professionnelle durable. Les programmes de formations d'élaboration de projet d'insertion professionnelle proposés aux demandeurs d'emploi s'engagent à venir combler ces lacunes et ces obstacles dans l'accès à l'emploi.

Bilan du Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA)

La formation professionnelle réalisée au CFPA en 2023 a atteint les objectifs assignés en terme de formation continue, de formation des salariés et surtout dans le nouveau dispositif expérimental de l'apprentissage mis en place en 2023 jusqu'en décembre 2025.

La formation professionnelle permet aux demandeurs d'emploi, aux salariés, de développer et d'acquérir des compétences, de faciliter leur insertion sur le marché du travail, ou de favoriser leur reconversion professionnelle ou de les inciter au retour à l'emploi.

Enfin, l'activité du CFPA est de plus en plus variée tant la demande de formation « hors les murs » est forte. L'élaboration de la carte des formations est adaptée aux besoins de l'activité économique et nécessite de la conduite permanente en fonction des sollicitations extérieures non programmées en année A-1.

8.4.2 Bilan des réformes

Bilan de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI)

La réforme de l'apprentissage, encore sous expérimentation, n'a, au 31 décembre 2023, qu'un an de mise en œuvre. A cette date, aucun parcours en alternance n'est achevé ce qui ne permet pas d'évaluer pleinement cette réforme.

Bilan du Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA)

Depuis 2021, le CFPA s'est engagé, sur demande du Pays, sur des réformes pour simplifier l'activité des unités et de la direction générale en interne, comme en externe au profit des usagers. Cette procédure intitulée « Faire simple » a été à 90% menée à son terme en 2023.

Cette démarche a été déclinée sur une série de 18 engagements, qui ont tous été validés en conseil d'administration.

- **Engagement n°1 :** Sécurisation et transmission des documents liés à la gestion des ressources humaines à tous les services

Cet objectif a été concrétisé par la mise sous pli des dossiers et documents. Cet objectif est conforme au principe de confidentialité du RGPD.

- **Engagement n°2 :** Développer les questionnaires de satisfaction des usagers et des prestataires

Cet engagement a été finalisé dans le cadre des procédures d'évaluation mises en place par la politique qualité. Ils sont diffusés par les formateurs et les référents gestionnaires des cinq unités de formation.

- **Engagement n°3 :** Action de sensibilisation à la consommation des produits psychoactifs pour toutes les sessions présentes et à venir

Le règlement intérieur du CFPA a été révisé, il est opposable depuis le 21 juin 2021. Les tests sont utilisables par les référents des unités de formation.

- **Engagement n°4** : Mise en place du positionnement des candidats en version numérique

Les matériels sont en place au CFPA, et l'information est dispensée dans les communes du contrat de ville pour informer les usagers concernés. Cette action est clôturée depuis le mois d'août 2022.

- **Engagement n°5** : collaboration plus étroite avec le SEFI pour le suivi des stagiaires non retenus en formation qualifiante.

Une procédure de recrutement collaboratif des demandeurs d'emploi pour les formations du CFPA est en cours de co-construction. Ces travaux ont été éclipsés momentanément par la mise en place, sur le second semestre 2022 et toute l'année 2023, du dispositif expérimental de l'apprentissage (2023 à 2025).

- **Engagement n°6** : Instaurer les 35 heures hebdomadaire de formation pour tous les stagiaires, du CFPA, dans l'objectif de favoriser la qualité de l'enseignement par du temps de préparation dévolu aux formateurs.

Cette action a été mise en place dans le courant de l'année 2022, elle démontre toute son utilité pour réserver des temps de concertation entre les équipes pédagogiques.

- **Engagement n°7** : Instauration d'un guide d'utilisation POLY GF spécifique à l'établissement et constitution d'un répertoire de traitement de cas non conformes rencontrés à la cellule comptabilité.

Cet outil a été mis en place dans le courant de l'année 2022.

- **Engagement n°8** : Mise en place d'un logiciel de gestion RH (SEGIT WEB RH)

La mise en production est en cours avec l'accompagnement du prestataire titulaire du marché (Berger-Levrault).

- **Engagement n°9** : Réalisation des fiches de procédures dans le cadre du contrôle interne

Cette action est en cours de réalisation avec la mise en place de la démarche qualité et du RGPD.

- **Engagement n°10** : Instaurer les congés de formation au bénéfice du stagiaire pour favoriser la qualité de vie en formation.

Cette orientation tendant à prévenir la dégradation de l'état de motivation des stagiaires et préserver leur état de santé contre la fatigue physique et mentale, a été évoquée en séance du conseil d'administration au mois de juillet 2021 sans parvenir à une validation.

- **Engagement n°11** : Réalisation d'un séminaire annuel pour tous les agents du CFPA afin de préparer l'année N+1

Les agents du CFPA ont pu être réunis le 1^{er} décembre 2022. Cette action collective a recueilli l'entièvre satisfaction des équipes, qui ont souhaité que cet évènement soit réitéré chaque année.

- **Engagement n°12** : Réaliser le bilan des sessions de formation par tous les formateurs en fin de session.

Cette traçabilité indispensable pour la progression de la qualité pédagogique des sessions est opérationnelle à compter du 3 janvier 2023.

- **Engagement n°13** : Mise en œuvre du plan de prévention des risques du CFPA.

Un groupe est mis en place sous la responsabilité du DGA, 2 centres ont été inspectés pour définir les risques les plus importants.

- **Engagement n°14** : Etudier la faisabilité d'aménagement des horaires de travail pour la partie administrative de l'établissement.

Pour toutes les unités de formation et la direction générale, cette innovation a été mise en phase de test sur la période du 3 janvier au 31 mars 2023, puis validée pour un passage à la journée continue de 7h à 15h45 du lundi au jeudi et de 7h à 11h le vendredi. Cette adaptation a été soumise pour consultation en CTP en 2023, instance qui a émis un avis favorable.

- **Engagement n°15** : Mise en place de journées portes ouvertes.

Des actions d'information « grand public » ont été réalisées dans les quatre unités de formation sur Tahiti et Raiatea avec les matinées entrepreneuriat pour 2021 et 2022.

- **Engagement n°16 :** Développer la formation itinérante dans les archipels.

Les formations aidants Fét'i'i et techniques dans les Raromatai sont régulièrement organisées, et démontrent leur pertinence par un taux de fréquentation sans cesse croissant.

En janvier 2023, le conseil d'administration a validé la création d'une unité mobile pour les Tuamotu dans un 1^{er} temps.

- **Engagement n°17 :** Modifier la dénomination des postes des agents du CFPA dans le DUOG, afin de faciliter les recrutements en janvier 2022.

Cette action a été validée en conseil d'administration dans le courant de l'année 2022.

- **Engagement n°18 :** Simplifier la procédure d'utilisation des véhicules de service.

La planification des réservations de véhicule est une fonctionnalité du logiciel OODOO, qui permet une visibilité optimum de la disponibilité des véhicules au fil des semaines. Cette action permet également d'établir des notes de déplacement qui sont un outil de traçabilité des déplacements qui constitue une preuve de la nécessité de se véhiculer pour chaque agent dans le cadre strict de ses missions.

Enfin, dans le cadre des réformes du CFPA, il est à noter qu'une unité supplémentaire dite « mobile » a été créée juridiquement en janvier 2023. Le CFPA dispose ainsi de 6 centres de formation, 4 unités de formation spécifiques aux métiers du BTP, du primaire, de l'industrie et du tertiaire, une unité itinérante pour le passage du permis de conduire et une unité mobile.

Concernant cette nouvelle unité, l'objectif est de permettre au CFPA de porter la formation professionnelle au plus près des usagers dans les archipels de la Polynésie française. Elle sera déployée dans un premier temps aux Tuamotu sur Rangiroa.

8.4.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan du centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF)

Objectif n°1 – Développer et maintenir les compétences et les titres requis à la navigation, à la pêche et à la greffe, favoriser la montée en compétence, permettre les promotions de carrières, assurer la relève des équipages vieillissants et garantir l'insertion professionnelle dans les métiers de la mer (commerce-pêche-perliculture)

Objectif n°1 - Développer et maintenir les compétences et les titres requis à la navigation, à la pêche et à la greffe, permettre les promotions de carrières, assurer la relève des équipages vieillissants et garantir l'insertion professionnelle dans les métiers de la mer (Commerce-Pêche-Perliculture)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de formations sur l'année (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Nb	50 19 31	55 19 36	54 19 34 1	36 20 15 1	55 20 34 1	66 23 42 1	64 20 42 2
Indicateur 1.2 - Durée des formations en semaine sur l'année (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Semaine	204 187 17	294 246 22	287 239 26	155 114 26	155 114 26	227 181 26	253 181 52
Indicateur 1.3 - Nombre de stagiaires (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Nb	473 273 200	546 262 272	478 218 248 12	406 132 263 11	407 132 263 12	600 288 300 12	612 288 300 24
Indicateur 1.4 - Capacité d'accueil (total des salles occupées) *	Nb	12	14	14	14	14	16	18
Indicateur 1.5 - Heures de formation sur l'année (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Heure	7 674 7 112 562	8 892 8 623 1 042 174	9 839 3 509 1 042 174	4 393 3 509 710 174	4 393 3 509 710 174	8 686 7 676 836 174	9 807 8 623 836 348

Sources des données au 15/06/2022 : Cellule pédagogique du CMMPF (Scolarité)
Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre total de formations sur l'année
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de la durée totale de formations en semaine sur l'année
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du nombre total de stagiaires sur l'année
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du nombre total des salles occupées pour le CMMPF
Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombres d'heures de formation sur l'année
Autres commentaires :
* La capacité d'accueil a été renseignée en global. Elle ne peut être répartie par type de formations dispensées (modulaires, spécifiques et greffeurs)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le contexte particulier de l'établissement en 2023 avec un préavis de grève général sur plusieurs mois n'a pas permis une optimisation des moyens au niveau des effectifs formés. L'établissement devra mettre en place et maintenir un système qui lui permettra de suivre efficacement les plans d'actions mis en œuvre à la suite des missions d'audit de la DMRA réalisées en 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le nombre de formations modulaires qualifiantes devrait se stabiliser au commerce et à la pêche, avec toutefois une demande forte au niveau des brevets en pêche côtière. Jusqu'à présent il n'était proposé qu'une session de BCPC par an. Il pourrait être envisagé de proposer 2 sessions à l'année afin de répondre aux demandes exprimées.

En termes de perliculture, le CMMMPF pourrait proposer 2 sessions de formation à la greffe. Cela porterait le nombre de jeunes formés à 24. Il sera proposé une session de 12 élèves sur Rangiroa et 1 session de 12 élèves sur Takapoto.

Au niveau des formations au commerce, les dossiers de demande d'agrément sont en cours de finition et permettront de proposer plus de formations qualifiantes de haut niveau.

Objectif n°2 – Développer les formations délocalisées au profit des archipels

Objectif n°2 - Développer les formations délocalisées au profit des archipels								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 - Nombre de formations sur l'année (total modulaires et spécifiques)	Nbre	6	5	4	21	1	7	7
<i>dont formations modulaires</i>		6	5	4	6	1	7	7
<i>dont formations spécifiques</i>		0	0	0	15	0	0	0
Indicateur 1.2 - Durée des formations en semaine sur l'année (total modulaires et spécifiques)	Semaine	27	45	45	52	8	77	106
<i>dont formations modulaires</i>		27	45	45	40	8	77	106
<i>dont formations spécifiques *</i>		0	0	0	12	0	0	0
Indicateur 1.3 - Nombre de stagiaires (total modulaires et spécifiques)	Nbre	127	77	60	139	16	108	120
<i>dont formations modulaires</i>		127	77	60	89	16	108	120
<i>dont formations spécifiques</i>		0	0	0	50	0	0	0
Indicateur 1.4 - Capacité d'accueil (total des salles occupées) **	Nbre	4	5	4	5	2	14	14
<i>dont formations modulaires</i>		4	5	4	5	2	14	14
<i>dont formations spécifiques</i>		0	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.5- Heures de formation sur l'année (total modulaires, spécifiques, greffeurs)	Heure	921	1 407	1 713	544	223	1 512	1 686
<i>dont formations modulaires</i>		921	1 407	1 713	424	223	1 512	1 686
<i>dont formations spécifiques</i>		0	0	0	120	0	0	0

Sources des données au 15/06/2022 : Cellule pédagogique du CMMMPF (bureau des études)

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre total de formations sur l'année

Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir de la durée totale de formations en semaine sur l'année

Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du nombre total de stagiaires sur l'année

Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du nombre total des salles occupées mises à disposition pour le CMMMPF par les communes

Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombres d'heures de formation sur l'année

Autres commentaires :

* La durée de la formation spécifique en Sécurité des Personnes et Responsabilités Sociales (SPRS) est en nombre de jour, contrairement à l'indicateur indiqué dans le tableau

** La capacité d'accueil a été renseignée en global. Elle ne peut être répartie par type de formations dispensées (modulaires et spécifiques)

- *Commentaire et analyse des résultats*

Il y a eu moins de formations délocalisées en 2023 tant en nombre d'heures qu'en terme de stagiaires formés. Ce résultat est consécutif au préavis de grève sur plusieurs mois qui n'a pas permis une optimisation des effectifs formés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2024, il est prévu une forte augmentation du nombre de sessions en délocalisées, tant au niveau de la pêche que de la perliculture. Une réorganisation des processus de préparation des formations délocalisées a été opérée et des moyens sont d'ores et déjà mutualisés avec la DPAM afin de travailler en commun et apporter une réponse cohérente aux administrés.

A l'avenir, il est attendu un développement important et une pérennisation des dispositifs délocalisés, limités toutefois par les moyens financiers.

Bilan de la direction des ressources marines (DRM)

Objectif n°1 – Assurer un haut niveau de compétence dans les métiers de la perliculture et de la pêche

Objectif n°1 - Assurer un haut niveau de compétence dans les métiers de la perliculture et de la pêche								
Développer les compétences humaines des populations								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de stagiaires diplômés "greffe"	Nb	11	12	40	40	23	40	50
Indicateur 1.1 - Nombre de stagiaires diplômés "pêche"	Nb	–	23	–	–	0	40	40
Sources des données :								
Statistiques DRM								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 et 1.2 - Le nombre de stagiaire diplômé est calculé à partir du nombre d'inscrit ayant obtenu leur diplôme</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Dans le cadre d'un partenariat CMMMPF-DRM, de nouvelles formations de greffeurs ont été organisées entre octobre 2022 et décembre 2023, avec la formation de 23 greffeurs locaux en 2 promotions à Rangiroa et une 3ème promotion en cours d'organisation à l'antenne de la DRM de Takapoto. Ces stagiaires greffeurs sont originaires de fermes perlières de Polynésie française (Arutua, Ahe, Tahaa, Manihi, Tahaa). La formation greffeur locaux a été plébiscitée pour sa qualité (maître formateur) par les stagiaires et les perliculteurs accueillant les stagiaires.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La DRM continuera à soutenir le CMMMPF en moyens matériels et pédagogiques pour pérenniser les formations en perliculture et notamment celle de greffeurs locaux actuellement peu nombreux. Cela permettra d'atteindre à minima un équilibre entre les effectifs de main d'œuvre étrangères vis à vis de la main d'œuvre locale pour les 5 années à venir. Pour cela, il faudra maintenir dans la mesure du possible, une moyenne de 2 promotions de 12 stagiaires par an de 2024 à 2029 soit environ 120 greffeurs locaux.

Bilan du Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)

Objectif n°1 – Elever le niveau de qualification

Objectif n° 1 - Elever le niveau de qualification							
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 et + Cible
Indicateur 1.1 - Volume horaire total	heures	9 641	12 156	9 600	/	12 718	13 000
Indicateur 1-2 - Nombre d'heure stagiaire sur l'année	heures	129 546	190 588	129 500	/	102 954	129 500
Indicateur 1-3 - Nombre de stagiaires	pers	1 465	1 336	1 470	/	1 276	1 470
Indicateur 1-4-Nombre de conventions	nb	87	174	100	/	121	100
Indicateur 1-5- Taux de réussite pour les formations diplômantes (DNB, CAP, BAC, BTS, BP)	%	88,33	83	95	/	77	80
Sources des données : Grepfoc							
Mode de calcul des indicateurs :							
<i>Indicateur 1-1 - indicateur calculé à partir Du nombre total d'heure formation</i>							
<i>Indicateur 1-2 - indicateur calculé à partir du nombre total d'heure stagiaires. Cet indicateur mesure la quantité de formation que chaque stagiaire reçoit et l'engagement dans leur formation.</i>							
<i>Indicateur 1-3 - indicateur calculé à partir du nombre total de stagiaire sur l'année. C'est un indicateur direct de l'impact des programmes de formation du GREPFOC.</i>							
<i>Indicateur 1-4- Indicateur calculé à partir du nombre de conventions signées. Le nombre de conventions peut être un indicateur de la capacité du GREPFOC à s'adapter aux attentes de ses commanditaires, qui peuvent être des PME/PMI, de grandes entreprises, des administrations, des hôtels, des services, des associations, ou des particuliers.</i>							
<i>Indicateur 1-5- Indicateur calculé à partir du nombre de candidats qui ont obtenu le diplôme concerné. Ce taux mesure le pourcentage de stagiaires qui réussissent leurs formations.</i>							

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, le GREPFOC a atteint 87% de son objectif en formant 1 276 individus, un accomplissement notable compte tenu des conditions d'accès à la formation. Il est important de noter que le GREPFOC ne reçoit aucune subvention pour les formations, donc les stagiaires qui s'inscrivent doivent assumer les coûts. Cependant, malgré cette contrainte, le GREPFOC accompagne chaque stagiaire en les informant des différentes possibilités de financement disponibles en fonction de leur profil. Il faut souligner que ces aides, bien que disponibles, restent encore faibles en Polynésie et ne concernent pas tous les profils que nous rencontrons au sein de notre établissement.

Des formations ont été mises en place dont les résultats ont dépassé nos objectifs. Cela est illustré par le nombre de conventions correspondant aux différents contrats, démontrant ainsi le dynamisme de l'établissement dans la réalisation des objectifs.

Cependant, le nombre d'heures stagiaire est inférieur à ce qui était prévu. En effet, certains stagiaires inscrits dans les formations diplômantes ont été absents pour diverses raisons (obligations de service, maladie, garde d'enfants, abandon...) et d'autres ont choisi de suivre seulement quelques modules plutôt que la totalité.

En ce qui concerne le taux de réussite des formations diplômantes, il a été inférieur aux prévisions, principalement en raison de l'absence de stagiaires aux examens ou du fait qu'il ne se soit pas présenté.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*
- Développement de programmes de formation pertinents : Le GREPFOC pourrait travailler en étroite collaboration avec les employeurs locaux et les experts de l'industrie pour développer des programmes de formation qui répondent aux besoins actuels du marché du travail. Cela pourrait inclure des formations dans des domaines en forte demande ou des formations qui développent des compétences transférables ;
- Renforcer l'engagement des stagiaires : Le GREPFOC pourrait mettre en place un système de récompenses pour encourager l'assiduité. Par exemple, les stagiaires qui assistent régulièrement aux cours pourraient recevoir des certificats de reconnaissance, des avantages supplémentaires ou même des réductions sur les frais de formation futurs ;
- Le GREPFOC pourrait envisager d'utiliser des technologies d'apprentissage en ligne pour offrir aux stagiaires plus de flexibilité et de soutien ;
- Offrir une plus grande flexibilité : Le GREPFOC pourrait envisager de proposer des modules de formation plus courts ou des horaires de cours plus flexibles pour accommoder les stagiaires qui ont des contraintes de temps ou d'autres obligations. Par exemple, des cours du soir ou des formations en ligne pourraient être proposés pour ceux qui travaillent pendant la journée.

Objectif n°2 : Améliorer la qualité du service et offre de formations

L'amélioration de la qualité du service et de l'offre de formations est un objectif clé pour le GREPFOC. Cela implique non seulement la mise à jour et l'amélioration du contenu des formations, mais aussi l'amélioration de l'expérience globale des stagiaires. De plus, le GREPFOC a mis en œuvre des outils essentiels pour rendre l'expérience des stagiaires plus agréable :

- Inscription dématérialisée ;
- Accessibilité numérique (wifi, accès à distance...) ;
- Diversité des moyens de paiement ;
- Nouveau matériel informatique (salle informatique, serveur...).
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*
- Mise à jour du contenu des formations : Le GREPFOC pourrait envisager de revoir et de mettre à jour régulièrement le contenu de ses formations pour s'assurer qu'il est à jour et pertinent pour les besoins actuels des stagiaires et du marché du travail ;
- Amélioration de l'expérience des stagiaires : Cela pourrait inclure l'amélioration de l'inscription aux formations, la facilitation de l'accès aux ressources de formation, et la fourniture d'un soutien supplémentaire aux stagiaires tout au long de leur parcours de formation ;
- Formation continue des formateurs : Assurer que les formateurs sont à jour sur les dernières méthodes d'enseignement et les tendances de l'industrie peut aider à améliorer la qualité de l'enseignement ;
- Évaluation et feedback : Mettre en place des mécanismes pour recueillir régulièrement des feedbacks de la part des stagiaires et des formateurs peut aider le GREPFOC à identifier les domaines d'amélioration et à prendre des mesures pour améliorer la qualité de ses services et offres de formation.

En mettant en œuvre ces perspectives d'évolution, le GREPFOC peut s'attendre à une amélioration continue de la qualité de son service et de son offre de formations, conduisant à une meilleure satisfaction des stagiaires et à des résultats de formation améliorés.

Objectif n°3 : Mise en conformité et sécurisation du bâtiment

- *Commentaire et analyse des résultats*

En raison de l'ancienneté du bâtiment, le GREPFOC a alerté son ministère de tutelle sur les problèmes de sécurité. Suite à l'accord du ministère, le GREPFOC attend la réalisation des travaux de sécurisation des locaux, y compris en ce qui concerne l'électricité, l'étanchéité et la sécurité. En attendant, l'établissement assure la petite maintenance sur ses propres fonds. Les éléments nécessaires ont été transmis au service de la DGEE.

Bilan des métiers d'art (CMA)

Objectif n°1 : Elever le niveau de formation à un niveau post baccalauréat DN MADE (Niveau 6) Bac+3

Objectif n° 1 - Elever le niveau de formation à un niveau post baccalauréat DNMADE (Niveau6) Bac+3								
Créer au Centre de Métiers d'Art une formation en arts visuels diplômantes de niveau post baccalauréat								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Production d'une enquête d'opportunité	%	5%	100%	100%	100%	100%		Réalisé
Indicateur 1.2- Installation du DNMADE, Licence (Niveau 6) Bac+3 aux thématiques polynésiennes	%	0%	100%	100%	100%	100%		Réalisé
Indicateur 1.3 - Production de la maquette pédagogique pour le DNMADE (Niveau 6 européen) Bac+3	%	0%	50%	100%	100%	100%		Réalisé
<u>Sources des données :</u> CMA <u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 1.1 - Cet objectif a été atteint suite à l'inspection par l'IGESR du CMA et du LSR, Mission Brigitte FLAMAND, du 12 au 18 février 2022.								
Indicateur 1.2 - Cet objectif a été réalisé à 100% le 12 août 2022 par la mutualisation des moyens financiers et humains (IGESR, VR, MEA, DGEE, CMA, UPF, LSR)								
Indicateur 1.3 - Cet objectif est en cours de réalisation. Au 12 août 2022 l'objectif a atteint 50% et doit être réalisé au mois d'août 2023 par la mutualisation des moyens humains et des compétences (CMA, UPF, LSR)								
<u>Autres commentaires :</u>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Permettre aux élèves stagiaires du CMA de suivre un parcours de formation dans le domaine des métiers d'art polynésien et des arts visuels commençant au niveau 3 (CAP) jusqu'au niveau 6 (licence) suivant la nouvelle nomenclature des diplômes.

Concernant l'indicateur 1.1, des inspecteurs de l'enseignement supérieur ont été approchés afin de participer à la rédaction de l'enquête d'opportunité, les diplômes supérieurs étant de compétences de l'État. Les directions de l'enquête d'opportunité ont été identifiées conjointement avec le 1^{er} vice-président de l'Université de la Polynésie française et la vice-présidente de la formation et de la vie universitaire de l'UPF. En juin 2021, une première mission d'inspection a été effectuée par M. Jean BOREL, inspecteur de l'éducation en design et métiers d'art afin de vérifier que les étudiants au BPMA ont les acquis nécessaires leur permettant de s'inscrire au DNMADE, puis une seconde mission d'évaluation effectuée en février 2022 par M^{me} Brigitte FLAMAND inspectrice générale de l'enseignement supérieur et de la recherche (IGESR) Design et métiers d'art afin de vérifier que toutes les conditions nécessaires permettant la mise en place du DNMADE en Polynésie sont rassemblées mais également permettre l'adaptation de ce diplôme à la culture polynésienne et aux enjeux économiques de ce XXI^e siècle. Ces missions d'inspection ont permis l'ouverture du Diplôme national des métiers d'art en Polynésie française avec deux parcours dispensés d'une part par le lycée Samuel RAAPOTO et d'autre part par le CMA.

Concernant l'indicateur 1.2, en août 2022, le Diplôme national des métiers d'art et du design mention matériaux, parcours : objets et arts graphiques océaniens : tradition, création et innovation a été mis en place au CMA. Cette formation – en partenariat avec l'Université de la Polynésie française et le pôle supérieur du Lycée Samuel RAAPOTO – est dispensée sur ces trois sites. En août 2023, le CMA a accueilli sa deuxième promotion d'étudiants. Néanmoins, les locaux du CMA ne permettant malheureusement pas d'accueillir l'ensemble des formations dispensées dans des conditions optimales, la Direction de la culture et du patrimoine (DCP) a été sollicitée afin d'accueillir les étudiants du DNMADE au sein de son bâtiment logistique sis sur la parcelle dépendant de la terre « ancienne propriété Germain LEVY » cadastrée commune de Papeete, HB n° 44 d'une superficie totale de 2 185 m². Une convention autorisant l'occupation du niveau R + 1 dudit bâtiment a été établie entre le CMA et la Polynésie française, pour le compte de la DCP le 13 décembre 2023 pour une durée de trois ans.

Afin de permettre au CMA d'acquérir les différents matériels et équipements pédagogiques permettant d'assurer dans des meilleures conditions les disciplines dispensées aux étudiants par les enseignants, une demande de subvention d'investissement d'un montant de 9 000 000 F CFP a été sollicitée auprès du ministère de l'éducation, ancien ministère de tutelle du CMA en février 2023 et approuvée par arrêté n° 619/CM du 12 avril 2023.

Concernant l'indicateur 1.3, l'inspection générale des métiers d'art et design de Paris en accord avec le vice-rectorat de la Polynésie française a autorisé l'installation du DNMADE en Polynésie, **un parcours : MATÉRIAUX à deux options :**

- Objets et arts graphiques océaniens, tradition, création et innovation au Centre des métiers d'art ;
- Fibres et textiles, héritage polynésien : processus innovant et éco-responsable au lycée Samuel RAAPOTO.

Cette double option permet aux deux établissements de mutualiser leurs moyens humains et en précisant que les enseignements généraux seront dispensés par le Lycée RAAPOTO et les enseignements professionnels, métiers d'art, au CMA et l'ensemble des enseignements seront supervisés par l'Université de la Polynésie française garant du niveau supérieur de la formation DNMADE.

À cet effet, une convention a été signée entre le précédent ministère de tutelle du CMA, le vice-rectorat, l'Université de la Polynésie française, le lycée Samuel RAAPOTO, le Centre des métiers d'art et la DGEE pour garantir le bon fonctionnement de cette formation et dont l'inspection pédagogique aura lieu en avril 2025 par M^{me} Isabelle BASQUIN IA-IPR métiers d'art et design qui vérifiera la cohérence entre productions plastiques, culture artistique et l'esprit critique amenant à produire des imaginaires sensibles et tangibles dans les deux options et le parcours matériaux. Cet indicateur a été réalisé, il ne reste plus qu'à l'inspection générale de se prononcer sur la pertinence de la maquette donc de la formation en Polynésie.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution.*

Les actions correctrices seront révélées par le rapport d'inspection diligenté par l'inspection générale des Métiers d'Art et du Design en avril 2024. La perspective d'évolution doit prendre en compte l'ouverture de postes d'enseignants dans les disciplines suivantes :

- Design graphique ;
- Design d'objet ;
- Culture des arts, du design et des techniques ;
- Contextes économiques et juridiques.

Bilan de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI)

Objectif n°1 : Faire de l'apprentissage le dispositif phare de la formation

Objectif n° 1 - Faire de l'apprentissage le dispositif phare de la formation									
L'apprentissage, dispositif de formation reposant sur le principe de l'alternance est reconnu comme le dispositif gagnant-gagnant, pour l'apprenti et l'entreprise d'accueil.									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Nombre d'apprentis	Unité	—	94	300	240	233	300	500	
Indicateur 1.2 - Taux d'insertion post-formation	%	—	—	80%	65%	ND	70%	75%	
Sources des données : SEFI Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 - données brutes Indicateur 1.2 - données brutes Autres commentaires :									

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, ce sont 233 demandeurs d'emploi qui ont conclu un contrat d'apprentissage. Parmi eux, 27 ont démissionné, 206 étant toujours sous contrat à la fin de l'année. Par ailleurs, 66 apprentis ont démarré leur apprentissage en 2021 et/ou en 2022 avec l'ancienne version du dispositif portant à 272 le nombre d'apprentis en cours à la fin 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

11,5% des apprentis ont démissionné soit plus d'un apprenti sur 10. Il s'agira alors de comprendre les raisons de ces abandons et de chercher des actions correctives pour diminuer ce pourcentage.

Objectif n°2 : Permettre une meilleure adéquation des besoins en compétences du territoire et de l'offre de formations

Objectif n° 2 - Permettre une meilleure adéquation des besoins en compétences du territoire et de l'offre de formations									
Établir les besoins en compétences afin de définir la carte des formations professionnelles									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 2.1 - Nombre de réunions avec les partenaires	Unité		2	4		4			
Indicateur 2.2 - Cartographie de la formation initiale, professionnelle et continue de la PF	Unité			nouvel indicateur		en cours			
Indicateur 2.3 - Identification des secteurs d'activité et métiers en tension / Interprétation	Unité			nouvel indicateur		en cours			

Sources des données :
 SEFI

Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 2.1 - données brutes
 Indicateur 2.2 - données brutes
 Indicateur 2.3 - données brutes

Autres commentaires :

- Commentaire et analyse des résultats

Ce travail ambitieux dépasse le champ d'intervention du SEFI et doit faire intervenir l'ensemble des acteurs privés et publics de l'emploi et de la formation de la Polynésie française. Le Hackathon de la formation professionnelle animé par Big Bloom et commandité par le Ministère de l'emploi en fin d'année 2023 a montré l'intérêt de mettre en œuvre cette dynamique et de développer une plateforme interactive permettant de centraliser l'ensemble de ces informations. Il a donc été décidé de porter ce projet dans le courant de la mandature avec notamment le développement d'une application idoine et le pilotage et l'animation du réseau des parties prenantes par un tiers.

Objectif n°3 : Renforcer l'accessibilité aux savoirs de base

Objectif n° 3 - Renforcer l'accessibilité aux savoirs de base									
Proposer des formations de remise à niveau des compétences de base.									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 3.1 - Nombre de session de formation de savoirs de base	Unité			33		17			
Indicateur 3.2 - Nombre de DE inscrits aux formations de savoirs de base	Unité			396		190			
Indicateur 3.3 - taux de réussite aux formations de savoirs de base	%			70%		88%			
Indicateur 3.4 - taux d'insertion après une formation de savoirs de base	%			70%		5%			
Indicateur 3.5 - Nombre de bénéficiaires du dispositif CLéA	Unité			100		0			

Sources des données :
 SEFI

Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 3.1 - données brutes
 Indicateur 3.2 - données brutes
 Indicateur 3.3 - données brutes
 Indicateur 3.4 - données brutes
 Indicateur 3.5 - données brutes

Autres commentaires :

- Commentaire et analyse des résultats

Avec le déploiement des formations en apprentissage et le maintien d'un budget formation et de ressources humaines à l'identique, les formations de remise à niveau intitulées « formation d'élaboration de projet d'insertion professionnelle » ont été revues à la baisse. Néanmoins, avec un taux de réussite de 88%, ces formations ont gagné en qualité.

Le taux d'insertion renseigné est celui identifié à l'issue de la formation et non à 3 mois, 6 mois ou 1 an après celle-ci. Le taux d'insertion réel est donc difficilement appréciable. Par ailleurs, les formations E.P.I.P. nécessitent très souvent d'être poursuivies par une période de stage ou une formation complémentaire de type préformation ou formation qualifiante qui n'entrent pas dans la comptabilisation de l'insertion.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution

Il serait sans doute préférable de ne pas utiliser comme indicateur le taux d'insertion et de lui substituer le taux de poursuite du parcours d'insertion.

Bilan du Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA)

Le bilan des objectifs atteint en 2023 par le CFPA est remarquable quant aux volumes d'apprenants réalisés, aux résultats d'insertion et les résultats au permis de conduire que dispense le CFPA pour ses stagiaires à l'issue de leur formation.

Objectif n°1 : Proposer un contenu et des modalités de formation qui répondent aux besoins sociaux et professionnels du contexte polynésien

Objectif n°1 - Proposer un contenu et des modalités de formation qui répondent aux besoins sociaux et professionnels du contexte polynésien								
L'acquisition des qualifications complémentaires et du permis de conduire permettent au détenteur d'un titre à finalité professionnelle d'être employable immédiatement pour l'entreprise.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Volume de stagiaires formés par l'apprentissage	Nb	0	0	32	32	32	84	100
Indicateur 1.2 - Volume de stagiaires ayant obtenu le permis de conduire	Nb T	15 45%	43 69%	90 60%	70 60%	70 70%	90 60%	90 60%
Indicateur 1.3 - Volume d'aidants fété'i formés	Nb T	100 100%	60 100%	100 100%	60 100%	60 100%	100 100%	100 100%
Indicateur 1.4 - Volume de stagiaires présentés aux qualifications complémentaires liées à la sécurité au travail	Nb T	498 100%	520 100%	398 100%	448 100%	445 100%	452 100%	500 100%
Sources des données : CFPA								
Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 : indicateur calculé à partir du volume de stagiaires, par session, programmés pour suivre ces qualifications et le réalisé du nombre de stagiaires ayant bénéficié de ces qualifications. Indicateur 1.2 : indicateur calculé à partir du volume de candidats présentés au permis de conduire (code + conduite) et ayant réussi. Indicateur 1.3 : indicateur calculé à partir du volume de matériel pédagogique demandé par les formations et le réel mis en place.								
Autres commentaires : Le permis de conduire n'a été mis en place au CFPA que le 6 avril 2021.								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Le CFPA a été pilote pour quatre sessions, formant ainsi 32 apprentis dans le cadre du nouveau dispositif d'apprentissage. De plus, la formation des tuteurs (maîtres d'apprentissage) a été réalisée avec succès, et les relations établies entre les formateurs et les maîtres d'apprentissage ont atteint un niveau très satisfaisant.

Le remarquable taux de réussite au permis de conduire, atteignant 70% du volume présenté malgré le faible effectif de l'unité itinérante, témoigne de la qualité des cours théoriques et pratiques. En 2023, les formateurs en contrat à durée déterminée ont réussi le concours de formateur, ce qui contribuera à stabiliser les effectifs et à renforcer la capacité de formation de l'unité itinérante. En 2024, la formation pour le titre d'enseignant de la conduite et de la sécurité routière (ECSR) pourra être dispensée, permettant ainsi au Pays de réaliser des économies et de fournir des enseignants aux auto-écoles locales.

Le nombre d'aidants Fété'i est conforme aux prévisions révisées et pourrait être plus important s'il était possible de former les aidants des bénéficiaires du Régime général de solidarité (RGS). En effet, lors des déplacements dans les archipels, les formatrices sont fréquemment confrontées à un nombre important de personnes qui aident un proche, mais qui ne peuvent bénéficier de la formation car celui-ci est affilié au RGS. En conséquence, lors des déplacements, si le volume initial des aidants Fété'i n'est pas atteint, les formatrices incluent des personnes aidantes dont l'aide est au RGS, après vérification de leur rôle d'aidant.

Comme c'est le cas chaque année depuis 2017, le CFPA planifie, organise et finance l'obtention des qualifications complémentaires pour tous les stagiaires nouvellement admis. En 2023, tous les stagiaires entrés ont également bénéficié de ces qualifications supplémentaires liées à la sécurité au travail.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution.

En 2024, le CFPA maintiendra ses efforts de formation pour différents types d'apprenants. Il continuera à investir dans le dispositif d'apprentissage, ayant programmé la formation de 100 apprentis. Grâce à la réussite au concours d'instructeur de formation professionnel (IFP), l'unité itinérante sera pleinement opérationnelle, permettant la programmation d'un nombre considérable de stagiaires et l'intégration dans la formation qualifiante avec le titre ECSR à partir de septembre 2024.

La formation des aidants Fété'i est également prévue pour tous les archipels, et une demande de formation pour la "fonction d'aide-soignant" a été reçue. Cette formation pourrait éventuellement débuter en août 2024, sous réserve de la confirmation des besoins par le Centre hospitalier.

En conclusion, un déploiement de l'unité mobile est planifié à partir de la fin de 2024. Cette initiative vise à offrir des formations indispensables au bon fonctionnement des îles, notamment en encourageant le développement et la création d'entreprises.

Objectif n°2 : Développer les ressources et moyens du CFPA mis à disposition de la formation professionnelle

Objectif n°2 -Développer les ressources et moyens du CFPA mis à disposition de la formation professionnelle								
Répondre aux besoins sociaux, aux besoins d'adaptation aux évolutions des techniques métiers et aux besoins économiques								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Volume de matériel pédagogique acquis	T	100%	100%	100%	100%	90%	100%	100%
Indicateur 2.2 - Progression de la mise en place de la démarche qualité	T	50%	60%	75%	70%	70%	75%	85%

Sources des données :

CFPA

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du volume programmé d'Aidants Fêt'i à former et celui réalisé

Indicateur 2.2- indicateur calculé à partir du nombre de stagiaires programmés et celui réalisé

Autres commentaires :

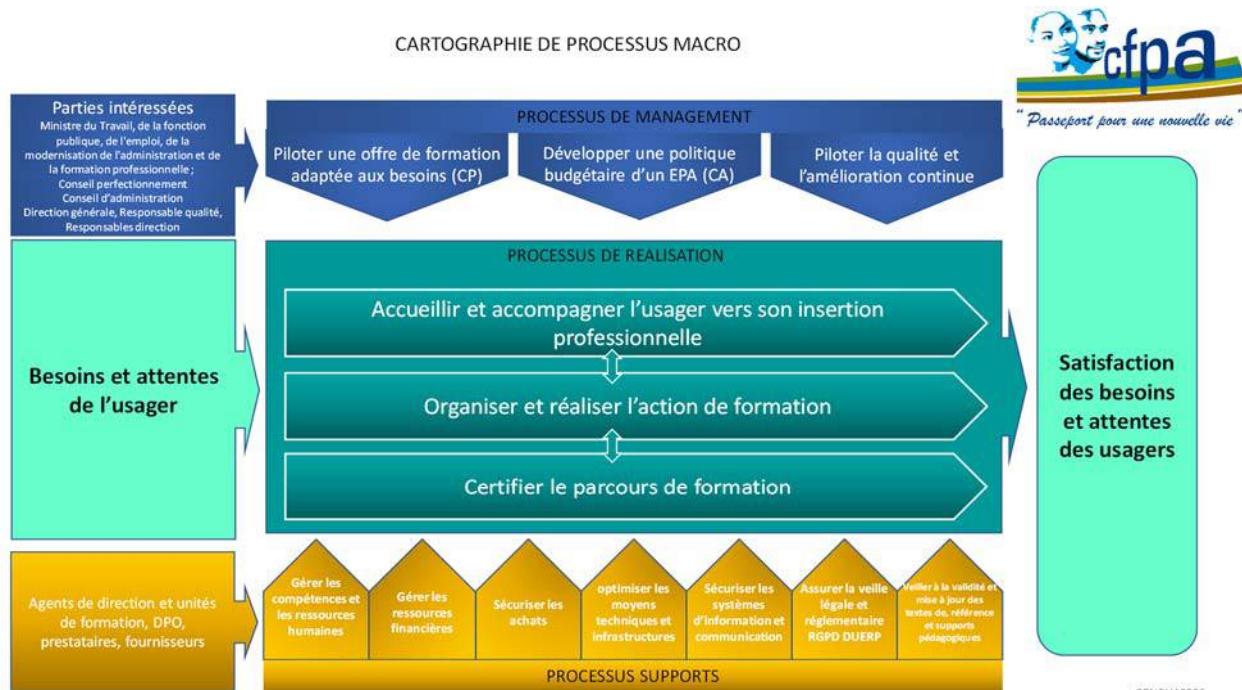
- Commentaire et analyse des résultats

Deux procédures ont été réalisées en 2023, celle concernant la gestion du système documentaire, et la procédure d'urgence en cas de coupure de l'AUTOCOM.

Sont en cours de rédaction la procédure d'évacuation et la procédure en cas de cyclone.

Ont également été installées deux bornes d'évaluation de la satisfaction de l'accueil par la DMRA dans les unités de formations de Pirae et Punaru'u.

L'établissement dispose d'une cartographie des processus actualisée depuis le 21 juin 2023 avec plusieurs processus identifiés (3 processus de réalisation avec 11 sous-processus ; 7 processus supports ; 3 processus de management).



L'établissement a également engagé une démarche Qualité depuis 2021 qui se poursuit aujourd'hui.

L'année 2022 a permis de poursuivre le développement des fondements de la démarche qualité du CFPA, à savoir :

- Formation de la correspondante qualité du CFPA organisée par la DMRA et la DGRH ;
- Continuité du travail sur la cartographie des processus ;
- Mise en place de différentes réunions de travail et de points d'étape ;
- Continuité de la centralisation des documents existants de type procédures, formulaires, notices ou mode d'emploi, textes réglementaires de référence ou créé par le CFPA et documents d'enregistrement ou de suivi débutée en 2021 dans le serveur Olivier. Cet outil permettra un gain de temps non

négligeable sur le suivi des documents et évitera que certaines actions soient oubliées ou l'objet de recherches intempestives ;

- Démarrage de la rédaction de certaines procédures et mise en œuvre de la procédure de gestion documentaire PROQUA001, avec la mise à jour des documents selon un format défini ;
- 2 séminaires pour délimiter les priorités et dysfonctionnements, les traduire en objectifs et actions à mettre en place, et commencer une démarche d'amélioration de la communication du CFPA ;
- Des évaluations de satisfaction ;
- Le suivi des objectifs « faire simple » pour lesquels le CFPA s'est engagé auprès du Pays.

L'année 2023 a été le démarrage du paramétrage de l'outil qualité Ageval qui va permettre d'assurer la traçabilité des actions du CFPA, le suivi des non conformités au fonctionnement de l'établissement, ainsi que de la gestion de son système documentaire. En 2024, le DUERP y sera également incrémenté.

Concernant la mise en œuvre de son système de management de la qualité pour 2023, en 2022 le CFPA a posé les objectifs suivants :

- a. Depuis août 2022 : Mise à jour et validation de la documentation existante du CFPA selon la procédure PROQUA001 de gestion du système documentaire. (échéance le 22/12/2022, non respectée, il reste encore une partie des documents à finaliser, les agents manquent de temps pour le faire, ils le font au fur et à mesure des besoins) ;
- b. Janvier : mise en œuvre des demandes d'achat sur OODOO pour simplification de la procédure d'achat ;
- c. Janvier : Mise en œuvre d'un outil Excel de cohésion des équipes pédagogiques pour les formations stagiaires : « ENRFOR018 outil de suivi partagé » ;
- d. Janvier/février : Formalisation des bilans de fin de formation dans les unités de formation avec la création et mise en œuvre d'un formulaire Word : « ENRFOR019 Bilan de fin de formation » ;
- e. 1^{er} mars : Mise en route des 2 bornes de satisfaction de l'accueil dans les unités de formation de Pirae et Punaruu ;
- f. Février/Mars jusqu'à fin 2023 : Acquisition d'un outil GED AGEVAL, définition du COPIL, formation des membres du COPIL pour organiser la structure de l'outil ;
- g. Mars : création de l'arborescence du système documentaire dans AGEVAL (thèmes et sources) et définition des droits utilisateurs et mise en place du module document ;
- h. Mars à fin d'année : export de la gestion documentaire du réseau sur l'outil GED AGEVAL + Evaluations de satisfaction stagiaire et entreprise transférées de Forms sur AGEVAL ;
- i. A partie de mai : Plan d'action de communication interne au CFPA à créer pour faire suite au séminaire du 1^{er} décembre ;
- j. Pour l'année 2023 : analyse et suivi des résultats des bornes de satisfaction de l'accueil à l'UF Pirae et Punaruu ;
- k. 8 enquêtes de satisfaction déployées sur AGEVAL.

Une formation de l'ensemble du personnel à la « prise en main de l'outil qualité AGEVAL » est actuellement en cours sur les modules de gestion documentaire et de déclaration d'évènements indésirables.

Concernant l'unité mobile, le dossier de réalisation a été réactualisé et devrait se concrétiser en fin d'année 2024. Cette installation aura lieu sur le Centre des métiers de la nacre et de la perle à Rangiroa en partenariat avec le CMMMPF et la DRM. Cette opération présente un coût prévisionnel de 130 millions F CFP comprenant l'opération de construction de l'unité mobile et l'achat des matériels pédagogiques.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La mise en place de la démarche qualité et la rédaction des procédures doivent se poursuivre pour garantir une progression continue. Parallèlement, le CFPA prévoit d'acquérir de nouveaux matériels pédagogiques indispensables à la réalisation des certifications des titres à finalité professionnelle, en tenant compte de l'évolution des référentiels tous les 5 ans. Le budget alloué pour 2024 est de 80 millions F CFP.

Un document d'évaluation des risques professionnels sera finalisé en 2024. L'évolution est la suivante :

- Date d'actualisation : mars 2024 ;
- Nombre de recommandations identifiées : 24 pour Pirae en risque majeur ;
- % de recommandations levées en 2023 : 50% ;
- % de recommandations restant à lever au 31 décembre 2023 : 50% ;

- Nombre de situation de RPS identifiées en 2023 : 8.

8.4.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
907/967 03 - FORMATION PROFESSIONNELLE	493 601 246	139 320 451	632 921 697
<i>Au titre du SEFI</i>			0
<i>Faire de l'apprentissage le dispositif phare de la formation</i>	110 991 586		110 991 586
<i>Au titre du CFPA</i>			0
<i>Proposer un contenu et des modalités de formation qui répondent aux besoins sociaux et professionnels du contexte polynésien</i>			0
<i>Etendre les formations complémentaires au-delà de la sécurité au travail</i>	30 779 007	0	30 779 007
<i>Former les stagiaires au permis de conduire (salaires, déplacements, indemnités de déplacement et entretien des véhicules plus simuleurs de conduite)</i>	36 156 870	0	36 156 870
<i>Acquisition de matériels pour les plateaux techniques</i>	14 086 897	21 308 179	35 395 076
<i>Soutenir la politique sociale par la formation (dispositif type Aidant Feti'i/familiaux, pénitencier, APP)</i>	3 276 187	0	3 276 187
<i>Répondre aux besoins en compétences dans le domaine du BTP (matière d'œuvre) conducteur de travaux/CEGO</i>	1 113 062	0	1 113 062
<i>Développer les ressources et moyens du CFPA mis à disposition de la formation professionnelle</i>			
<i>Faire évoluer la formation vers un format multimodal (Metis, FPA/AFPA)</i>	5 830 087	0	5 830 087
<i>Poursuivre la démarche qualité avec le contrôle interne (AGEVAL)</i>	393 795	0	393 795
<i>Poursuivre la mise en place des outils numériques (Logiciel RH) SEDIT RH, PENU,ODOO</i>	6 637 769	14 590 264	21 228 033
<i>Créer une unité mobile et l'équiper en matériels pédagogiques</i>	0	0	
<i>Au titre du centre des métiers d'art - CMA</i>			0
<i>Elever le niveau de formation à un niveau post baccalauréat DNMADE (Niveau 6) Bac+3</i>			0
<i>Production d'une enquête d'opportunité</i>			0
<i>Installation du DNMADE, Licence (Niveau 6) Bac+3 aux thématiques polynésiennes</i>		9 000 000	9 000 000
<i>Production de la maquette pédagogique pour le DNMADE (Niveau 6 européen) Bac+3</i>			0
<i>Réhabiliter le centre des métiers d'art</i>			0
<i>Réhabilitation de l'installation électrique</i>		3 873 787	3 873 787
<i>Au titre de la DRM</i>			0
<i>Formation des professionnels secteur perliculture</i>	650 000		650 000
<i>Formation des professionnels secteur pêche</i>	0		0
<i>Au titre du centre des métiers de la mer - CMMMP</i>			0
<i>Subvention de fonctionnement incluant la masse salariale, l'exploitation des structures de Arue et Rangiroa et les formations sur Papeete Commerce-Pêche modulaires et spécifiques ainsi que les formations délocalisées à la pêche lagunaire et greffeurs, les campagnes de communication sur les métiers et filières</i>	283 685 986	90 548 221	374 234 207
<i>Au titre du GREPFOC - fonds propre de l'établissement</i>			0
<i>Elever le niveau de qualification (toutes formations confondues)</i>			114 009 399
<i>Améliorer la qualité et l'offre de formations professionnelles et continues</i>			0
<i>Mise en conformité et sécurisation du bâtiment</i>			0

DRM :

Sur les deux enveloppes ouvertes, seules les formations des professionnels de la perliculture ont pu être lancées.

En effet, un texte support pour la prise en charge des formations qui doit être intégré à la loi du pays 2017-17 sur les aides à la pêche.

Au titre de la perliculture, une formation a été réalisée en 2023 pour un montant de 650 000 F CFP en vue de l'obtention de la carte de producteurs d'huîtres perlières et celle de producteurs de produits perliers. Ce sont 35 professionnels qui se sont vu délivrer ces cartes.

GREPFOC :

Pour mémoire, ce budget (114 millions), est entièrement financé par le GREPFOC.

SEFI :

Le budget primitif dévolu à la formation professionnelle s'élevait pour l'année 2023 à 600 millions F CFP. Il n'y a pas eu d'abondement en cours d'exercice.

Le montant global consommé est en deçà du budget prévisionnel notamment parce que certaines sessions de formations ont été annulées ou retardées (117 191 451 F CFP). Ces actions viendront néanmoins peser de manière plus importante sur le budget 2024. Il s'est élevé au final à 482 808 549 F CFP, soit 80,4%.

Le coût des formations mises en œuvre dans le cadre du dispositif apprentissage s'est élevé à 110 991 586 F CFP, soit 23% des consommations. 62 241 505 F CFP ont été engagés en 2023 dans le dispositif de

l'apprentissage rénové et 48 750 081 F CFP ont été mobilisés pour permettre aux formations en apprentissage (ancien dispositif) engagées en 2021 et/ou 2022 de se poursuivre.

Le reste, d'un montant de 371 816 963 F CFP, a été mobilisé pour des formations sous le dispositif classique de la formation professionnelle.

Il a été ainsi financé en 2023 des actions de formation professionnelle pour des demandeurs d'emploi sous contrats de stage pour un montant de 297 895 508 F CFP, des actions d'accompagnement dans le cadre des dispositifs « ICRA » pour 4 604 000 F CFP, des Conventions d'accès à l'emploi professionnel « CAE PRO » pour 6 842 205 F CFP, et des Chantiers de développement local « CDL » pour 3 657 890 F CFP. 43 289 482 F CFP ont financé des actions d'accompagnement des demandeurs d'emploi, et 15 527 878 F CFP ont été consacrés à la formation des plongeurs professionnels.

CFPA :

Pour répondre à l'objectif n°1, les écarts sont liés aux situations suivantes :

- Le coût projeté pour les formations complémentaires dépasse de 4 millions F CFP des estimations initiales de 26 millions F CFP. Cette augmentation est due à l'intégration du coût de la formation AIPR ainsi qu'à la nécessité de qualifier 5 formateurs par l'AFPA à différents niveaux d'habilitation électrique, suite aux modifications de certains titres.
- Le coût du permis de conduire : Une variation de 26 843 130 F CFP par rapport au budget initial du PAP 2023, qui était initialement de 63 millions F CFP, s'explique par le départ de nombreux formateurs, entraînant ainsi une réduction du nombre de stagiaires. Initialement, une prévision de 7 formateurs était envisagée, mais seuls 3 ont été en mesure de dispenser les cours de conduite tout au long de l'année. Cette instabilité a été partiellement résolue par le lancement d'un concours IFP pour les 7 postes vacants, dont 4 ont été pourvus et des ANT combleront ce manque début 2024.
- Acquisition de matériel : Un montant de 30 millions F CFP a été réservé en investissement à partir du fonds de roulement du CFPA pour l'acquisition de matériel pédagogique destiné aux plateaux techniques. Les modifications des titres professionnels sont réalisées tous les 5 ans, ce qui entraîne des évolutions sur les plateaux nécessitant l'achat de nouveaux équipements. Par conséquent, un montant de 40 millions F CFP a été engagé pour ce matériel, avec 21 308 179 F CFP mandatés au 31 décembre 2023.

L'acquisition de matériel pédagogique en fonctionnement, d'une valeur de 14 086 897 F CFP, intervient suite au remplacement d'outils déjà en service. En raison de leur vétusté, certains équipements ont cessé de fonctionner et ont dû être remplacés afin de garantir le bon déroulement des sessions et des évaluations finales conformément aux normes requises. Cette nécessité s'ajoute à l'acquisition de nouveaux matériels imposée par les modifications des titres professionnels.

- Soutenir la politique sociale : Le coût final a augmenté de 776 187 F CFP par rapport à l'estimation budgétaire (25 millions F CFP) car deux sessions à Tahiti ont été remplacées par des formations « Aidants Fetii » (AF) dans les archipels des Marquises et des Australes. Par conséquent, les dépenses liées aux déplacements et à l'indemnisation des formatrices ont dépassé les prévisions initiales.
- Répondre aux besoins en compétence dans le domaine du BTP : Le coût est réduit de 9 886 938 F CFP car trois sessions dans le domaine du BTP n'ont pas pu être lancées. Deux de ces sessions étaient liées au métier de peintre en bâtiment, tandis que la troisième concernait les fonctions de chef d'équipe gros œuvre. Pour les deux premières sessions, des difficultés ont été rencontrées pour trouver des formateurs, tandis que pour la troisième session, le concours IFP réalisé à la fin de 2023 prévoyait une intégration pour le 4 mars 2024.

Concernant l'objectif n°2 :

- Faire évoluer la formation vers un format multimodal : Les dépenses ont augmenté de 1 130 087 F CFP en raison de la formation des formateurs au titre de « Formateur professionnel pour adultes » (FPA). L'objectif visé a été pleinement réalisé, avec un taux de réussite de 100% pour nos neuf formateurs ayant passé l'examen à distance..
- Poursuivre la démarche qualité avec le contrôle interne. Lors de la rédaction du PAP, l'installation du logiciel GED "AGEVAL" était initialement prévue pour l'année 2023, mais elle a finalement été réalisée à la fin de 2022. Le montant mentionné pour l'année 2023, soit 393 795 F CFP, correspond aux frais de maintenance du logiciel AGEVAL.

Les dépenses correspondent aux prévisions, en grande partie en raison de l'essor de l'évolution numérique en 2023. Cet essor a été marqué par l'implémentation du logiciel AGEVAL (GED) dans le cadre de la démarche qualité, celui de la mise en place de la chaîne logistique (ODOO), et enfin l'amélioration de l'outil numérique PENU pour la gestion des stagiaires. Les coûts de maintenance et de modification de certains paramètres ont ainsi atteint un total de 6 637 769 F CFP en fonctionnement, tandis que le montant du mandatement des logiciels "SEDIT RH" et "PENU" en investissement s'est élevé à 14 590 264 F CFP. Ce montant en investissement est issu des fonds propres du CFPA.

8.4.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (FIPTH) - Volet formation professionnelle

Le FIPTH créé par délibération n° 2007-044 APF du 09 juillet 2007, a pour objet le financement des dépenses liées à l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés.

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 907/967 03 - FORMATION PROFESSIONNELLE	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
<i>Compte d'affectation spécial FIPTH - volet formation professionnelle</i>	0	0	0
<i>Actions de formation en faveur des personnes porteuses d'handicap</i>			0

Les actions de formations à destination des demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés ont été supportées par le budget du Pays 967-03 (emploi et insertion professionnelle) pour un montant total de 52 658 300 F CFP. Elles ont permis à 94 demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés de suivre des formations d'élaboration de projet d'insertion professionnelle de niveau 1, 2 ou 3, des préformations aux métiers du secrétariat, une préformation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration et/ou des bilans d'évaluation et d'orientation.

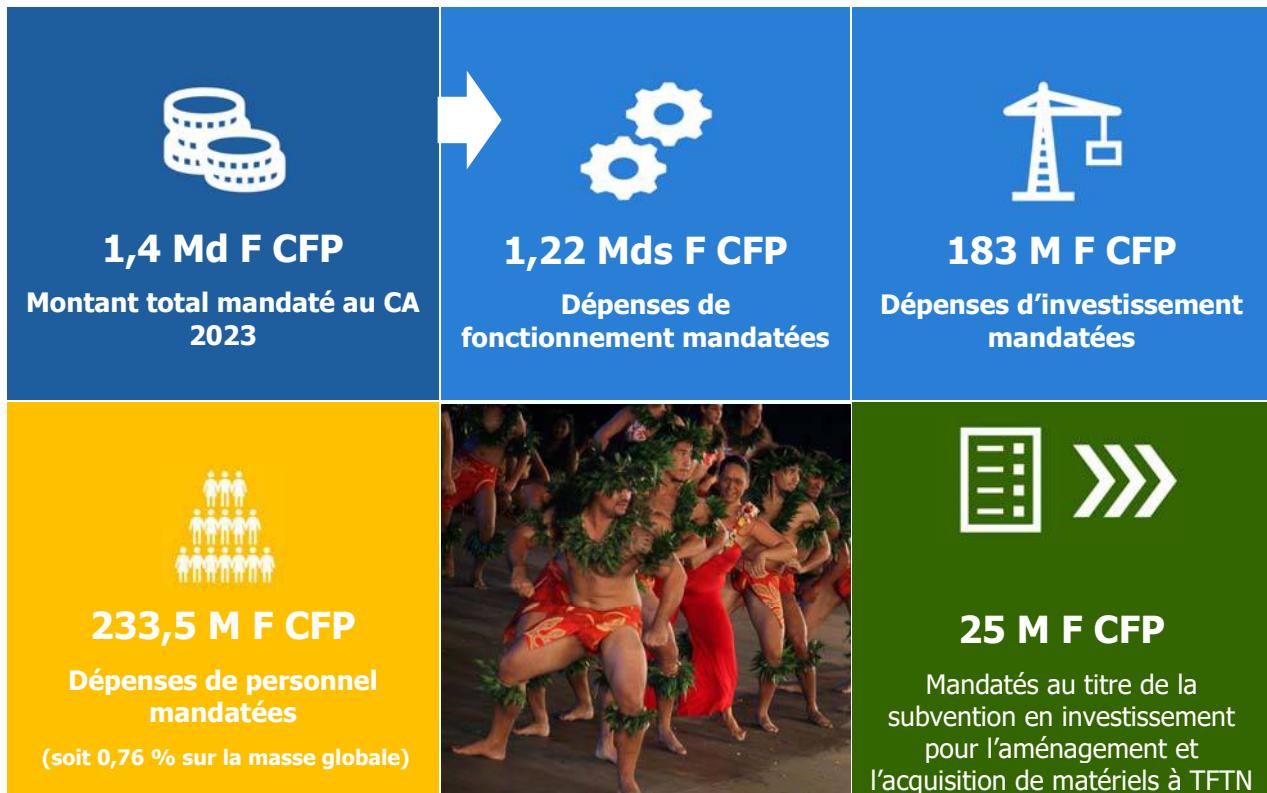
8.4.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le Centre des métiers d'art de la Polynésie française est un établissement public administratif de formation professionnelle créé par délibération n° 80-16 AT du 7 février 1980.

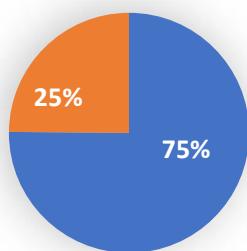
Le CMA a pour vocation :

- La formation théorique et pratique d'artisans hautement qualifiés dans les disciplines artistiques et traditionnelles et modernes ;
- La recherche et le perfectionnement des techniques artisanales.

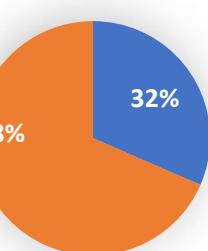
9. MISSION 908/968 : CULTURE ET PATRIMOINE



Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 96801 Culture et art contemporain
- 96802 Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels



- 90801 Culture et art contemporain
- 90802 Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels



9.1 Revue de la politique générale de la mission

La culture et le patrimoine sont des marqueurs forts de l'identité polynésienne et l'ensemble du champ culturel peut être mobilisé pour caractériser la singularité de notre *Fenua* : patrimoine culturel, arts traditionnels, langues polynésiennes, art contemporain, audiovisuel, arts de la scène, danse, musique, chant, littérature et livre. Cette identité culturelle riche et forte est certainement un atout majeur de valorisation du *fenua Mā'ohi*.

Il appartient donc au polynésiens de se réapproprier leur Culture, leurs traditions, leurs histoires afin de participer à l'épanouissement et à la reconstruction de l'identité *Mā'ohi*.

Respecter (*Fa'atūra*), soutenir (*Fa'aora*) et bâtir (*Fa'atupū*), trois piliers qui doivent constituer le socle notre culture avec trois orientations stratégiques fortes :

- Sauvegarder, protéger et conserver le patrimoine culturel polynésien – trésor national du *fenua Mā'ohi* ;
 - Assurer la valorisation, la diffusion et la transmission du patrimoine culturel polynésien - trésor national du *fenua Mā'ohi* ;
 - Faire de l'artisanat une source de richesse, de création d'emplois et instrument de conquête de la dignité du peuple *Mā'ohi*.
- *Fa'atūrā* au sens premier du terme « c'est mettre tout en œuvre, mobiliser tout ce qui est en mon pouvoir, toutes les ressources dont je dispose en moi et autour de moi (*fa'a*) pour affirmer l'existence immuable et inaliénable d'une chose ou d'un être (*tū*) auxquels je confère une dimension sacrée (*ra'a*) ;
- *Fa'aora*, c'est mettre tout en œuvre, mobiliser tout ce qui est en mon pouvoir, toutes les ressources dont je dispose en moi et autour de moi pour me libérer, affirmer ma liberté, exister ou libérer et permettre l'existence et la vie des êtres et des choses. C'est libérer et se libérer ou faire libérer pour exister dans toute sa plénitude ;
- *Fa'atupū*, c'est mettre tout en œuvre, mobiliser tout ce qui est en mon pouvoir, toutes les ressources dont je dispose en moi et autour de moi pour faire germer, croître et se développer les êtres et les choses à partir d'un fondement solide (*pu*).

Dans cette perspective, préserver, protéger et valoriser le patrimoine culturel – matériel et immatériel – polynésien constitue un défi majeur de la politique de la mission « culture et patrimoine ». À ce titre, l'ensemble de la chaîne patrimoniale est concerné : inventaire, archive, conservation, acquisition, classement, restauration, médiation, interprétation, valorisation, éducation et transmission.

La culture et le patrimoine contribuent ensemble au développement économique du Pays et des opérateurs culturels.

Les valeurs du peuple *Mā'ohi* favorisent très largement la diffusion de la Culture sous toutes ses formes : théâtre, comédie, chant, danse moderne, cirque, cinéma. La Culture avec un grand « C » participe à l'enracinement de notre identité polynésienne et à son rayonnement au-delà de nos frontières.

- ➡ Au titre du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN)

Pū Mahara, le centre de mémoires des essais nucléaires français dans le Pacifique, est un outil qu'il nous faut reparamétriser.

Ce projet est initié en 2005 par la commission d'enquête de l'Assemblée de la Polynésie française sur Les Polynésiens et les essais nucléaires. Lancé après les Etats généraux de l'Outre-mer en 2009, il a été réactivé fin 2017 en partenariat Etat-Pays.

9.2 Programme 908 01/968 01 : culture et arts contemporains

9.2.1 Bilan des orientations stratégiques

- ➡ Bilan du Conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)

Dans le cadre de la politique culturelle du Pays engagé pour l'exercice 2023, Te Fare 'Upa Rau - Le Conservatoire artistique de la Polynésie française s'est positionné sur deux axes de travail : la démocratisation de la culture et la valorisation de la langue tahitienne.

Le bilan des réalisations, pour ces deux objectifs stratégiques, affiche un résultat positif, les actions fixées dans le PAP 2023 ayant été mises en œuvre dans leur intégralité, à l'exception des travaux d'expertise liés à la déclaration d'utilité publique dans le projet d'acquisition de la parcelle « MATAVAI ». Pour rappel, jouxtant le Conservatoire en vue de l'extension des bâtiments.

La quantification des actions est également positive dans sa globalité, avec pour certaines d'entre elles, un résultat allant au-delà des estimations initiales.

De manière significative, le budget global alloué aux actions de financement a été revu à la hausse par rapport aux prévisions, 45 516 908 F CFP au lieu de 41 300 000 F CFP (+ 4 216 908 F CFP). Il est consécutif à :

- L'accroissement important des effectifs des classes au parcours culturel (les CHAM-CHAD, S2TMD), soit un coût supplémentaire de 6 252 655 F CFP ;
- Et de l'organisation des spectacles en entrée libre, soit plus de 416 000 F CFP.

Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

La Direction de la culture et du patrimoine (DCP) accompagne les artistes polynésiens, les associations culturelles et les professionnels de la culture dans la réalisation de leurs projets. Elle se charge notamment de renforcer le soutien financier à la création, l'installation, la production et l'exportation culturelle et artistique. Aux fins de démocratisation de l'art contemporain, d'enrichissement patrimonial du Pays et de soutien aux artistes, la DCP travaille sur la mise en application du chapitre II de la loi du pays n° 2021-18 du 6 avril 2021 portant reconnaissance des professions artistiques de Polynésie française et diverses mesures de soutien à ces professions. Il s'agit de l'obligation de décoration des bâtiments publics dite « dispositif du 1% artistique » qui obligera la Polynésie française et ses établissements publics à réserver 1% du budget affecté à la construction d'un ouvrage public à la réalisation ou à l'acquisition d'une œuvre d'art. Elle travaille en outre sur la mise en place du statut de l'artiste émergent qui permettra à un plus grand nombre d'artistes de bénéficier d'accompagnement.

Bilan de la Maison de la culture – Te Fare Tautihi Nui (TFTN)

TFTN est chargé de contribuer à l'animation et à la diffusion de la culture en Polynésie française, d'encourager et de valoriser la production des activités et des œuvres culturelles et artistiques. Pour cela, elle gère notamment un calendrier d'évènements culturels ou artistiques variés tout au long de l'année, avec des évènements phares tels le Heiva i Tahiti et toutes ses déclinaisons (Heiva taure'a, Ta'upiti ana'e), le Hura Tapairu ou encore le festival international du film océanien (FIFO).

Cet établissement est le phare culturel de notre Pays et cela au-delà de ses frontières, à travers la production annuelle des plus grands évènements culturels polynésiens.

9.2.2 Bilan des réformes

Bilan du Conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)

Deux actions ont été révisées au cours de l'exécution du programme :

- La démocratisation de l'accès à la culture :

Le nombre d'élèves inscrits dans le dispositif des classes au parcours culturel a été revu à la hausse en juin 2023, passant de 450 à 603 élèves. Cette révision est restée encore en-deçà des résultats obtenus, puisqu'à la fin de l'année 2023, on comptabilise un total de 691 élèves soit une hausse de +53.5% entre janvier et décembre 2023.

- La valorisation de la langue :

Les heures de cours *storytelling* ont été ramenées dans le tableau depuis la rentrée d'août 2023. Ce cours est à nouveau une discipline à part entière avec 1h30 de cours par semaine soit 24 heures sur la période d'août à décembre 2023. De ce fait, l'indicateur 3.5 du nombre d'heures consacrés au *Reo tahiti* dans les cours de Culture et civilisations Polynésiennes sont réduits à 154 heures.

Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

L'urgence reste la mise en place du dispositif du 1% artistique, le lancement d'un marché de prestation de travaux intellectuels doit être envisagé dans les meilleurs délais.

En matière d'aides aux associations culturelles, il conviendrait d'abonder le fond relatif à l'appel à projet en faveur de la promotion des langues polynésiennes, les demandes étant croissantes d'année en année.

Bilan de la Maison de la culture – Te Fare Tautihi Nui (TFTN)

Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la Culture poursuit sa transition numérique en mettant en place le nouveau portail culturel du Pays dénommé Culture.pf.

L'objectif est de mettre en réseau l'ensemble des médiathèques publiques de Tahiti afin de permettre à l'usager d'accéder facilement à l'ensemble des ouvrages disponibles en Polynésie française.

Les travaux ont été lancé sur l'année 2023 et la phase de lancement de nouveau portail est prévu durant le premier semestre 2024.

De plus, avec le lancement le 18 avril 2023 de la plateforme Tahiti VOD, le public d'ici et d'ailleurs a accès gratuitement à près de 750 contenus audiovisuels et archivistiques polynésiens.

9.2.3 Bilan des objectifs de performance

DCP

La programmation complète des aménagements du paysage culturel de Taputapuatea, comprenant la construction du centre d'interprétation, ayant été validé, un jury du concours sera mis en place au premier trimestre de l'année 2024. Les travaux d'assainissement du site de Nu'uropa devraient débuter dans le courant du premier semestre 2024.

TFTN

Les objectifs principaux mis en oeuvre par *Te Fare Tauhiti Nui* permettent le maintien d'une identité culturelle riche et forte : danses et chants traditionnels, art traditionnels, arts contemporains, arts audiovisuels, arts de la scène, musique, livre.

C'est aussi le maintien et le développement d'axes de travail tel que le rayonnement de la culture polynésienne, le soutien à la création et à la diffusion artistique, la transition numérique ou encore l'économie culturelle fragilisée par cette crise sanitaire mondiale.

Objectif n°1 : Contribuer à l'économie polynésienne en soutenant les acteurs de la culture

DCP

Les dispositifs de soutien aux artistes mis en place depuis la loi du pays n° 2021-18 du 6 avril 2021 portant reconnaissance des professions artistiques de Polynésie française suivent leur cours. Il en est de même pour le programme d'accompagnement des projets culturels portés par le tissu associatif, pour lequel le CASA (comité d'attribution des subventions aux associations, en matière de culture et de patrimoine de la Polynésie française) est consulté.

En 2023, un total de 25 demandes de carte d'artiste professionnel a été receptionné, dont 7 demandes de renouvellement. En mars 2023, la DCP et la Cité internationale des Arts, ont signé une convention pour la mise en oeuvre d'un programme dit "de résidence croisée". Ce programme consistait à permettre à un artiste ancien résident de la Cité internationale des arts de bénéficier d'une résidence de trois mois en Polynésie française, du 2 avril au 20 juin 2023, entièrement financé par la Cité.

La convention n° 4074/MCE du 10 juin 2021 entre la DCP, la CIA et le HCPF pour la mise en place du programme de résidence d'artiste étant arrivée à échéance, les négociations pour sa reconduction sur 3 années supplémentaires ont été entamées en novembre 2023.

TFTN

TFTN soutient l'initiative culturelle privée en accompagnant chaque année les producteurs et les artistes locaux qui contribuent à la diffusion de la culture et de l'art dans toutes leurs formes. Ces initiatives font alors l'objet

de partenariats, coréalisations ou productions collaboratives permettant aux acteurs culturels d'avoir accès aux infrastructures et aux prestations techniques de *Te Fare Tauhiti Nui*.

Objectif n° 1 - Contribuer à l'économie polynésienne en soutenant les acteurs de la culture								
Mettre en place un statut de l'artiste, et consolider les dispositifs de financement de la création et de partage de la valeur ou production collaborative, production d'événements permettant la mise en valeur des acteurs culturels et pour TFTN, organisation d'événements en partenariat, coréalisation ou production collaborative, production d'événements permettant la mise en valeur des acteurs culturels								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
<i>Au titre de la DCP :</i>								
Indicateur 1.1 - Nombre de carte d'artiste professionnel délivré	Nb	14	5	15	7	11	11	15
Indicateur 1.2 - Nombres annuel d'aides octroyées aux artistes	Nb	2	1	5	0	10	11	8
Indicateur 1.3 - Montant annuel des aides octroyées	Millions F CFP	2	1	5	0	6 631 798	6	6
Indicateur 1.4 - Nombre de subventions octroyées au secteur de la culture*	Nb	32	8	30	2	27	38	40
Indicateur 1.5 - Montant annuel des subventions octroyées au secteur la culture *	Millions F CFP	260	136	280	16	177	20	300
<i>Au titre de TFTN :</i>								
Indicateur 1.6 - Événement culturels organisés en partenariat, coréalisation et production collaborative avec TFTN (exemple : galas des écoles, galas CAPF, expositions d'arts, Heiva Taurae'a etc.)*	Nb d'évts	23	49	25	35	31	35	35
Indicateur 1.7 - Événements entièrement produits par TFTN et permettant aux acteurs privés de valoriser leurs activités (Taupiti ana'e, concert Tu'iro'o, concert To'are, ateliers de vacances, festival des écoles de danses contemporaines etc.)**	Nb d'évts	14	10	12	5	4	6	12
Indicateur 1.8 - Fréquentation totale des événements	Nb spectateurs	18 000	45 934	40 000	35 000	36 050	35 000	40 000
Indicateur 1.9 - Droits d'auteurs	Millions F CFP	6	8	10	10	12	10	10
Indicateur 1.10- Nombre de représentations organisées par les producteurs privés (Paepae a Hiro, Petit Théâtre, Grand Théâtre, To'ata)	Nb	222	287	350	250	238	250	350

Sources des données :

DCP, TFTN

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - Hors Fifo*.

Indicateur 1.2 - Hors Heiva i Tahiti et Hura Tapairu **.

Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir des extractions de la billetterie officielle de TFTN.

Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir des déclarations à la SACEM Polynésie.

Autres commentaires :

▪ Commentaire et analyse des résultats

DCP :

34 demandes de subvention formulées par les associations culturelles. Sur ces 34 dossiers, 22 ont été présentés au Comité d'attribution des subventions aux associations (CASA) car réputés complets. Parmi les 12 dossiers restants, 4 ont été annulés, 1 est resté incomplet, 2 ont reçu un avis défavorable du CASA, 1 a été rejeté car déposé hors délai et 4 se sont avérés irrecevables car relevant de l'exercice 2024. Sur les 22 dossiers présentés en CASA, 18 ont reçu un avis favorable pour un montant total de 31 918 000 F CFP sur les 44 965 942 F CFP d'aides demandées.

11 dossiers de demandes d'aides individuelles ont été instruits, dont 10 demandes validés par le Conseil des arts et des lettres pour un montant de 6 631 798 F CFP.

3 dossiers de demandes de subventions en faveur des établissements culturels ont été validés pour un montant de 114 071 483 F CFP.

TFTN :

Les objectifs sont globalement atteints. L'ensemble des projets culturels de TFTN a pu également se tenir. Une augmentation des dépenses et des recettes de l'établissement, et bien sûr des retombées économiques plus important dans le secteur culturel (artistes, écoles de danse traditionnel et contemporaine, compagnies de théâtre, et opérateurs économiques).

TFTN concourt à la reconnaissance et à la valorisation de la propriété intellectuelle grâce notamment au paiement des droits d'auteurs auprès des sociétés de gestion collective des droits d'auteurs. Ces dernières sont chargées de défendre les artistes et de rétrocéder la quote-part. On constate une augmentation de cette charge compte tenu du lancement de la plateforme Tahiti VOD en 2023.

Les actions entreprises par l'établissement permettent aussi l'émergence de nouveaux opérateurs culturels dans le microcosme culturel polynésien.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

 DCP :

Beaucoup de retard ont été constatés en 2023 dans le traitement des dossiers de subventions allouées aux associations culturelles. Une concertation entre le service instructeur et le ministère de tutelle doit être mise en place.

 TFTN :

À l'instar de la réussite du modèle du FIFO, l'établissement souhaite inscrire de manière pérenne les captations de chaque spectacle qu'il produit ou coproduit. D'une part, en proposant au public un format hybride (présentiel et numérique) pour ces productions notamment en partenariat avec TNTV et Polynésie la 1^{ère}. D'autre part, enrichir naturellement le catalogue de Tahiti VOD.

Objectif n°2 : Concourir au rayonnement de la Polynésie française

 DCP :

L'organisation d'évènements culturels de portée régionale et internationale mais également de manifestations culturelles à l'international constitue un vecteur de promotion du Pays.

La DCP contribue au rayonnement de la Polynésie française, notamment par l'exportation de biens et services culturels polynésiens, l'organisation d'évènements culturels à portée régionale et internationale et le soutien à l'organisation pérenne d'évènements culturels locaux comme aux grandes manifestations

 TFTN :

Sous l'égide du Pays, *Te Fare Tauhiti Nui* concourt à la valorisation de la culture polynésienne et à la promotion de la destination touristique par la production de manifestations et d'évènements culturels phares.

Objectif n° 2 - Concourir au rayonnement de la Polynésie française								
Exporter des biens et services culturels polynésiens, soutenir l'organisation d'évènements culturels locaux à portée régionale ou internationale, promouvoir des évènements culturels pérennes Diffuser à l'échelle mondiale des plus belles images de ces manifestations (streaming internet, rediffusion TV, couverture par des reporters / photographes internationaux, etc.) et pour TFTN, organisation de manifestations culturelles phares : FIFO, Heiva i Tahiti, Hura Tapairu Tahiti et international								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 2.1 - Événements extérieurs mettant en valeur la culture polynésienne	Nb	0	0	4	0	5	9	5
Indicateur 2.2 - Nombre d'événements culturels locaux à portée régionale et internationale	Nb	3	1	1	0	6	6	8
Au titre de TFTN :								
Indicateur 2.3 - Événements	Nb	2	3	3	3	3	3	3
Indicateur 2.4 - Fréquentations (spectateurs)	Nb	52 000	46 521	60 000	50 000	50 133	50 000	60 000
Sources des données :								
TFTN - l'Association du FIFO (AFIFO)								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateurs 2.1, 2.2 et 2.4 : données brutes								
Indicateur 2.3 - Indicateur calculé à partir des extractions de la billetterie officielle de TFTN pour le Heiva i Tahiti et le Hura Tapairu et par l'AFIFO pour le FIFO.								

- *Commentaire et analyse des résultats*

 DCP :

Un appel à projet a été lancé en septembre 2023 pour sélectionner un programme artistique et culturel, en vue de la participation de la Polynésie française à la 13^e édition du Festival des arts et de la culture du Pacifique, qui aura lieu à Hawaï en juin 2024. Sur les 11 dossiers ont été réceptionnés, c'est celui de l'association « Folklorique Pupu Temaeava » qui a été retenu, avec son projet artistique intitulé « Aeha'a ma te haeha'a ». Cette association sera soutenue financièrement par le Pays pour la participation au Festpac.

Le Matava'a 2023 qui s'est tenu à Nuku Hiva a été soutenu à hauteur de 15 millions F CFP dont 3 millions au titre du tourisme.

9 demandes de subvention pour soutenir l'organisation des Heiva dans les îles ont été déposées. Ces dossiers ont été soutenus hauteur de 19 247 941 F CFP.

 TFTN :

On constate des résultats satisfaisants avec une hausse de la fréquentation totale en 2023 de 50 133 spectateurs contre 46 521 spectateurs en 2022. Ces manifestations institutionnelles nécessitent un accompagnement renforcé du Pays et particulièrement de son soutien financier afin d'affirmer la place de la culture polynésienne sur la scène internationale et contribuer à la relance touristique et économique.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

 DCP :

Ces événements doivent être maintenus de manière à promouvoir notre culture au niveau local pour les heiva et au niveau régional avec les grands festivals.

 TFTN :

Ces 3 événements constituent les manifestations culturelles phares du Pays et évoluent au fil des années vers le numérique avec la mise en place d'un portail numérique pour le FIFO ou encore la mise en place d'un live streaming payant.

Objectif n°3 : Démocratiser l'accès à la culture

 CAPF :

On entend par démocratisation de l'accès à la culture, les efforts poursuivis afin de permettre d'ouvrir le milieu artistique au plus grand nombre, plus particulièrement aux enfants, et ainsi œuvrer en faveur de la politique sociale du Pays.

C'est dans cette perspective que le conservatoire s'est positionné depuis 2022 par la mise en œuvre des actions suivantes :

- Les actions ayant trait à l'accueil, l'orientation, la formation et l'accompagnement des plus démunis et des élèves méritants ;
- Les actions ayant trait au développement de pratiques artistiques liées à des spécificités culturelles.

 TFTN :

Cet objectif est la pierre angulaire de la politique culturelle de la Polynésie française. Pour y répondre *Te Fare Tauhiti Nui* – Maison de la Culture délocalise certaines productions et élargit son périmètre d'activité en proposant l'accès à la Culture par le numérique.

Objectif n° 3 - Démocratiser l'accès à la culture								
Mise en œuvre d'événements et d'outils culturels délocalisés et dématérialisés et pour le CAPF, faciliter l'accès aux enseignements de l'établissement des populations vulnérables en participant au financement des études artistiques d'élèves méritants défavorisés								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Au titre de TFTN :								
Indicateur 3.1 - Médiathèque	Abonnements Prêts Livres numériques	1 263 63 286 -	2 438 64 528 52	1 700 58 000 200	1 300 60 000 58	997 78 724 58	1 300 60 000 200	1 500 60 000 300
Indicateur 3.2 - Nombre d'actions hors-les-murs	Événements Animations	13 -	3 -	5 -	2 154	2 150	2 150	2 150
Indicateur 3.3 - Nombre de contenus culturels numériques sur TahitiVOD	Nb	-	-	-	750	750	1 000	1 000
Au titre du CAPF :								
Indicateur 3.4 - Nombre d'élèves issus de milieux défavorisés autorisés à suivre gratuitement les enseignements	Nb	22	23	25	31	31	35	35
Indicateur 3.5- Nombre d'élèves poursuivant des études supérieures	Nb	2	4	4	4	4	6	6
Indicateur 3.6 - Nombre d'élèves inscrits dans un parcours culturel en partenariat avec l'éducation (Cham-Chad, parcours arts traditionnels, S2TMD)	Nb	318	434	450	603	691	630	630
Indicateur 3.7 - Organisation de spectacles en entrée libre au bénéfice de populations à faibles revenus	NB	-	-	5	10	10	12	12
Sources des données :								
TFTN, CAPF (base de données)								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 3.1 - TFTN a procédé à l'acquisition d'un nouveau logiciel permettant le Prêt Numérique en Bibliothèques (PNB) afin d'améliorer la qualité de service rendu à l'usager.								
Indicateur 3.2, 3.3. - données brutes								
Indicateur 3.4 - indicateur calculé à partir des bilans des années 2020 à 2022								
Indicateur 3.5 - indicateur pris sur la base des élèves suivis par le Conservatoire depuis leur parcours d'études.								
Indicateur 3.6 - indicateur calculé à partir des bilans des années 2020 à 2022								
Indicateur 3.7 - indicateur calculé à partir des projections du calendrier événementiel 2022-2023								
Autres commentaires :								
(*) : lectures numériques en ligne								

- *Commentaire et analyse des résultats*

 TFTN :

Le nombre d'adhésions a diminué par rapport à l'année précédente s'expliquant par le fait que les abonnements famille ont augmenté (représentant 21,5% de l'ensemble des abonnements en bibliothèque adultes et 43% des recettes perçues en bibliothèque adultes). La perte en nombre d'abonnements est largement compensée par une augmentation des recettes de +9% par rapport à 2022. En revanche, le nombre de prêts est en forte augmentation s'expliquant notamment par l'augmentation des abonnements famille et par conséquent par l'augmentation du nombre de livres empruntables.

 CAPF :

- Action n°1 relative à la prise en charge des cours gratuits d'enfants issus de milieux défavorisés pour un montant prévisionnel de 1 000 000 F CFP

Cette action a été atteinte à hauteur de 100%, au bénéfice d'un public enfant de l'école maternelle de 'Ui Tama (12 élèves), de l'école de Vienot (Taunoa) (4 élèves), de l'école Pina'i (8 élèves), de l'antenne de Punaauia (2 élèves) et du siège à Tipaeru'i (5 élèves).

- Action n°2 relative à l'aide financière pour la poursuite d'études supérieures (action financée par la Direction générale de l'éducation et des enseignements)

Quatre anciens élèves du Conservatoire ont pu bénéficier d'une bourse majorée en 2023 pour une poursuite d'études supérieures : Oscar DESCAMPS (École supérieure d'art à Lille), Viriamu ITAE TETAA (Conservatoire national supérieur de musique et danse de Paris), Joachim VILLEDDIEU (Conservatoire de Lausanne) et Leila RIFFLART (Pôle sup. de Lille).

- Action n°3 relative au financement des CHAM-CHAD pour un montant prévisionnel de 35 millions F CFP.

L'action phare du conservatoire se situe dans les dispositifs dits « CHAM-CHAD ». Ce terme générique comprend les élèves des écoles maternelles et primaires, collèges et lycées inscrits essentiellement dans un parcours culturel en arts traditionnels.

Une augmentation significative des inscriptions (691 au lieu de 450 élèves) est relevée entre janvier et décembre 2023, augmentant ainsi les dépenses y afférentes, soit 57 004 445 F CFP. L'Etat participe à hauteur de 15 471 357 F CFP, le reliquat des dépenses supporté par le Conservatoire est de 41 252 655 F CFP au lieu de 35 millions F CFP inscrit dans le prévisionnel.

- Action n°4 relatives au financement du concours Tā'iri pa'umotu

Le concours du Tā'iri Pa'umotu existe depuis 2016 dans le but de promouvoir une technique de frappe propre à la culture polynésienne. Cet événement promeut cette pratique culturelle originale, avec pour ambition de la transmettre aux jeunes générations.

L'opération n'a pas été inscrite pour l'année 2023.

- Action n° 5 relative au financement de l'enseignement du Tā'iri pa'umotu

L'enseignement du Tā'iri pa'umotu au Conservatoire n'a pas été réalisé du fait de l'absence d'enseignant spécialisé de la discipline en 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Te Fare Tauhiti Nui a fait l'acquisition d'un bibliobus dans le cadre des actions en matière de lecture publique. Il a été mis à la disposition du public du mercredi 24 octobre au mercredi 13 décembre 2023 avec un fonds de 946 documents. 33 animations ont été proposées dans le bibliobus, avec deux intervenants. Le public visé a concerné 334 élèves et enfants issus des quartiers situés dans les zones prioritaires.

Objectif n°4 : Assurer la diffusion artistique et culturelle dans des conditions améliorées

- *Commentaire et analyse des résultats*

 DCP :

Bien que le projet de Centre culturel de la Polynésie française ne soit plus à l'ordre du jour, la DCP poursuivra le travail de transcription de ses ressources patrimoniales audio et achèvera l'inventaire de son fonds photographique.

Les travaux d'assainissement du système commun de collecte et d'évacuation des eaux pluviales de la DCP et du MTI débuteront au premier semestre de l'année 2024.

La construction du centre commun de conservation et d'étude de la DCP et du MTI sera lancée au premier trimestre de l'année 2024

 CAPF :

- Action 1 : cette action a permis à 31 élèves issus de milieux défavorisés de bénéficier des différents enseignements dispensés dans les 3 sections du Conservatoire. La dépense correspondant à cette aide est de 945 550 F CFP, ce qui correspond à un coût moyen pour chaque élève de 30 508 FCFP ;

- Action 2 : Le coût total du parcours culturel dit CHAM-CHAD est de 57 004 445 F CFP. La participation de l'État est de 15 551 790 F CFP. La dépense supportée par l'établissement est de 41 252 655 F CFP. Le coût moyen pour un élève CHAM-CHAD pratiquant au moins 3 disciplines est de 82 495 F CFP ;
- Action 3 : 10 spectacles ont été financés en entrée libre pour un montant de 1 116 901 F CFP dont « l'Opéra d'été » organisé dans les jardins de Paofai en partenariat avec la commune de Papeete qui a attiré plus de 1 000 spectateurs ainsi que le concert de Noël qui a été diffusé dans les foyers polynésiens en prime time le 24 décembre au soir par Polynésie la 1^{ère}.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

 DCP :

Les travaux d'aménagement du paysage culturel de Taputapuatea ne concerteront pas la protection du littoral qui pourtant à terme devront être réalisés.

 CAPF :

Les travaux d'expertise liés à la déclaration d'utilité publique dans le projet d'acquisition de la parcelle « MATAVAI » adjacente au Conservatoire en vue de l'extension des bâtiments n'ont pas été réalisés. L'extension du parc immobilier du Te Fare 'Upa Rau – Le Conservatoire artistique de Polynésie française apparaît comme une nécessité pour le développement des activités du Conservatoire artistique et pour accueillir dans de meilleures conditions les usagers et les élèves. La Vice-présidence réétudie le projet. Une cartographie indiquant la provenance géographique des personnes inscrites au Conservatoire est en cours d'élaboration. Elle constituerait un complément d'aide à la décision dans le choix géographique de l'extension du parc immobilier de l'établissement.

9.2.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
908/968 01 - CULTURE ET ARTS CONTEMPORAINS	264 693 204	5 776 963	256 901 768
<i>au titre de la DCP</i>			0
Promotion du programme résidence d'artiste à Paris	1 115 752		1 115 752
Poursuite de l'animation du site internet des artistes	1 940 604		1 940 604
Accompagnement artistique et technique de la DCP dans la mise en œuvre du programme résidence croisée	550 000		550 000
Poursuite des travaux d'assainissement du réseau des eaux pluviales de la DCP et du MTI		620 160	620 160
Mission de catalogage (indexation/cotation) des documents de la DCP	2 400 000		2 400 000
Mission d'inventaire du fonds photographique argentique et numérique	1 500 000		1 500 000
Edition des cahiers du patrimoine	1 140 000		
Financement de la saison 3 de l'émission Hiroa Tumu	3 000 000		
Vérification et consolidation des données ethno-archéologiques de la DCP dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle base de données de la carte ethno-archéologique de la PF	760 000		
Réalisation d'une campagne de recollement des sites archéologiques de l'île de MAUPITI	1 675 000		
Etude sur huit (08) sites culturels de la commune associée de Teahupoo, suivie de l'élaboration de contenu textuel et iconographique	503 415		
Etat sanitaire TII de RAIVAVE	737 000		
Identification et la localisation des rereraa varua ou chemins des âmes des îles de la Polynésie française et de la Polynésie orientale	2 242 464		
Campagne de prospections et d'inventaire archéologiques de la parcelle cadastrée PM 4, domaine OPUNOHU à MOOREA	1 360 520		
Prospections et inventaire archéologiques domaine OPUPU à MOOREA	2 150 000		
<i>au titre de l'établissement Te Fare Tauhiti Nui - TFTN</i>			0
Festival international du film documentaire océanien (Fifo)	4 745 782		4 745 782
Heiva i Tahiti	90 460 320		90 460 320
Hura Tapairu Tahiti et Hura Tapairu Manihini (international)	11 857 455		11 857 455
Production de contenus numériques et accompagnement de la transition digitale	8 998 611		8 998 611
Production de manifestations hors-les-murs (Nu'uoa Fest, Ta'urua Himene, HLM)	9 453 356	4 580 986	14 034 342
Production littéraires (plus beaux chants du Heiva i Tahiti; Hiro'a)	12 750 394		12 750 394
Production ou co-production de manifestations à destination du public scolaire et/ou en entrée libre (salon du livre, Heiva Taure'a, la nuit de la lecture)	9 516 095	575 817	10 091 912
Événements en partenariat (galas des écoles, gala CAPF, Heiva taure'a, expositions d'art...)	11 479 740		11 479 740
Événements produits par TFTN (Taupiti ana'e, Tuiro'o, To're, ateliers de vacances, festival des écoles de danses contemporaines, Moana o Hiva...)	21 784 302		21 784 302
Paiement des droits d'auteurs	9 303 211		9 303 211
Détailé au programme 90906/96906 : Promotion langues polynésiennes et plurilinguisme			0
Ta'urua Himene	2 239 931		2 239 931
Festival PARAU TI'AMA (ateliers d'immersion en reo Tahiti)	2 977 344		2 977 344
Edition des plus beaux chants du Heiva 2022	2 535 000		2 535 000
<i>au titre du Conservatoire artistique de la Polynésie française - CAPF</i>			0
Prise en charge des cours d'enfants issus de milieux défavorisés	945 750		945 750
Financement des classes CHAM-CHAD	41 252 655		41 252 655
Financement des spectacles en entrée libre	1 116 901		1 116 901
Détailé au programme 90906/96906 : Promotion langues polynésiennes et plurilinguisme			0
Enseignement du Reo Tahiti	505 330		505 330
Enseignement du chant choral	247 500		247 500
Promotion de la langue dans les évènements organisés par le CAPF	1 448 772		1 448 772

9.2.5 Bilan des dépenses fiscales

Les cartes d'artiste professionnel et artiste émergent ouvrent droit à des avantages fiscaux, notamment une exonération de la TVA et de la patente. De la même façon, la Polynésie française peut attribuer des exonérations douanières et fiscales à l'importation d'objets culturels et œuvres d'art, conformément aux dispositions du code du patrimoine.

9.2.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

DCP :

La DCP est l'opérateur principal des actions qu'elle porte. Elle travaille néanmoins en partenariat étroit avec les autres structures publiques de la culture pour mener à bien certaines opérations :

- Pour la réserve dédiée aux structures lithiques de la DCP et du MTI : DCP, MTI ;
- Pour la promotion et tenue d'événements culturels à portée régionale et internationale : CAPF, TFTN, CMA et MTI.

TFTN :

TFTN agit en étroite collaboration avec plusieurs services et établissements notamment le Conservatoire artistique de Polynésie française (CAPF), le Service de la traduction et de l'interprétariat (STI), le Musée de Tahiti et des Iles (MTI), le Service des moyens généraux (SMG), le Service de l'artisanat traditionnel (ART), le

9.3 Programme 908 02/968 02 : patrimoine et transmission des savoirs traditionnels

9.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan de la culture et du patrimoine (DCP) :

Le Pays développe une politique de protection et de conservation du patrimoine immatériel polynésien en conduisant des actions d'inventaire, de recueil, de transcription, de numérisation, de valorisation et de diffusion du patrimoine immatériel (mythes, légendes, histoire, savoirs, savoir-faire). Ainsi, le programme « patrimoine et transmission » s'appuie sur 4 axes stratégiques :

- Préserver et conserver le patrimoine et les collections du Pays ;
- Développer l'accès au patrimoine sur toutes les îles de la Polynésie française ;
- Contribuer à la construction et/ou au renforcement de l'identité polynésienne par la valorisation de son patrimoine ;
- Promouvoir et diffuser les savoirs traditionnels.

Une réflexion sur l'archéologie préventive en Polynésie française doit être menée, pour la sauvegarde du patrimoine matériel, mais aussi pour une visibilité cohérente et harmonieuse de l'aménagement et du développement économique du territoire. Cette réflexion est menée par la Direction de la culture et du patrimoine, qui est notamment chargée de guider et orienter les travaux en matière d'archéologie, d'ethnologie ou de traditions orales.

L'intérêt d'un programme scientifique demeure surtout dans sa restitution à la population. Ainsi, la DCP rend public l'ensemble des travaux qu'elle entreprend sous forme de publications papier ou numérique, d'aménagements de site incluant des parcours et/ou signalétiques de visite ; ceci afin que les Polynésiens se réapproprient au mieux leur histoire, leurs savoirs et savoir-faire, soit les différents aspects de leur identité riche et unique au monde.

Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN)

La maîtrise d'ouvrage de Pū Mahara, centre de mémoires des essais nucléaires français dans le Pacifique, est portée depuis 2019 par le Pays seul suite à la cession par l'Etat de la parcelle AE 19 située au centre-ville de Papeete, d'une superficie de 3 276 m² et comprenant l'hôtel de la marine et l'ex-villa COMAR et dépendances aujourd'hui démolies.

Le projet est actuellement en phase programmatique. L'élaboration du projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE) de ce futur centre d'interprétation nécessaire à la définition du concours d'architecture s'appuie sur un consensus fort qui s'est dégagé des réunions entre le Pays, l'Etat et les associations organisées en 2018.

Toutefois, des consultations publiques sont indispensables pour actualiser et affiner la définition des attentes légitimes et des besoins des Polynésiens à l'égard de cet outil. Elles ont été préparées en 2023 et seront réalisées en 2024.

Un appel d'offre pour le recrutement de programmistes a été lancé en novembre 2023.

9.3.2 Bilan des réformes

Bilan de la culture et du patrimoine (DCP) :

La DCP a mis en place un programme de bilans sanitaires des sites classés de la Polynésie française qu'elle a initié au second semestre de l'année 2023 à partir des Îles du Vent. Les premiers résultats font état de constats alarmants de sites détruits ou inexistant. Ce bilan permet aussi d'ébaucher un programme de restauration de sites majeurs du Pays.

La rédaction du livre V du code du patrimoine sur les fouilles préventives a aussi été poursuivie. Plusieurs consultations auprès des services aménageurs sont en cours.

Bilan du Musée de Tahiti et des îles (MTI) :

Le nouveau musée a été inauguré le 28 février 2023 et l'ouverture au public de la nouvelle salle permanente a eu lieu le samedi 4 mars 2023. Avant cette ouverture, l'activité du début de l'année a été marquée par l'installation des collections du MTI dans la salle permanente, avec l'équipe des socleurs de Aïnu, l'accueil des prêts des musées anglais, des équipes de convoiement, et la finalisation de la médiation.

Concernant le projet de création d'une salle d'exposition permanente supplémentaire (art moderne et contemporain) et le réaménagement global du site, après présentation du projet par le bureau d'architecte et le maître d'ouvrage délégué et de son coût, le projet de création d'une aile d'art moderne et contemporain a été suspendu. La partie du projet retenu concerne uniquement la rénovation de la salle d'exposition temporaire, la mise en place d'un café et un aménagement paysager (AP 149-2024).

Par ailleurs, concernant la poursuite de la mutation énergétique de l'établissement entamée en 2017, le musée n'a pu lancer l'étude de l'installation d'une centrale de production solaire sur le toit de la nouvelle salle qu'en fin d'année. Les travaux seront lancés dans le premier semestre de l'année 2024.

9.3.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan du Musée de Tahiti et des îles (MTI) :

La valorisation des collections du *Te Fare Iamanaha - Musée de Tahiti et des Îles* est au cœur des missions de l'établissement. Elle s'opère au travers de la diversification des expositions et des événements mis en œuvre par l'établissement, et peut être évaluée par le nombre de visiteurs fréquentant l'établissement.

Par ailleurs, cette valorisation passe également par la modernisation de la structure accueillant les collections et le public avec la nouvelle salle d'exposition permanente qui a ouvert au public le 4 mars 2023 et surtout la mise en place de nouveaux outils de médiation.

Bilan de la culture et du patrimoine (DCP) :

De nombreuses campagnes de restauration ont été menées en 2023, majoritairement sur la lagune de Maeva à Huahine, avec la restauration des marae fare roi, Oavaura, fare Tou et Avaroa. À cela s'ajoute la restauration du marae Arahurahu de Paea, des marae du tahua marae Taputapuatea, de la plateforme d'archer et des marae de fareaito et Tetiroa du domaine Opunohu de Moorea.

La DCP a aussi entrepris la réalisation d'une nouvelle carte archéologique de la Polynésie française.

Objectif n°1 : Valoriser le patrimoine et les collections du Pays

Objectif n°1 - Valoriser le patrimoine et les collections du Pays								
Aménager les sites culturels extraordinaires et mettre en place ou améliorer les structures dédiées à l'action culturelle et organisation d'expositions et événements culturels au MTI								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 1.1-Nombre de sites classés	Nb	5	5	7	6	6	4	5
Indicateur 1.1 - Nombre d'objets mobiliers classés portée régionale et internationale	Nb	0	0	0	0	0	2	2
Indicateur 1.3 - Nombre de sites aménagés et valorisés portée régionale et internationale	Nb	5	5	7	6	6	10	11
Au titre du MTI :								
Indicateur 1.4- nombre de manifestations et événements	Nb	3	3	3	4	4	4	4
Indicateur 1.5 - nombre d'expositions	Nb	3	1	2	2	2	3	2
Indicateur 1.6- nombre de visiteurs	Nb	5 046	8 405	20 000	30 000	54 486	58 000	60 000
Sources des données :								
DCP , MTI								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1, 1.2 et 1.3: données brutes								
Indicateur 1.4 - indicateur calculé à partir du nombre de manifestations organisées par le Musée ou par des partenaires								
Indicateur 1.5 - indicateur calculé à partir du nombre d'expositions organisées par le Musée ou par des partenaires								
Indicateur 1.6 - indicateur calculé à partir du nombre de visiteurs(tous publics et scolaires)								
Autres commentaires :								
A noter que depuis le 17/09/2018, les salles d'exposition permanentes ont fermé pour travaux d'où la baisse de fréquentation depuis 2019. Seule la salle d'exposition temporaire était ouverte au public. Toutefois depuis le 5 juin celle-ci est également fermé jusqu'à la fin de l'année d'où la révision du nombre de visiteurs et d'exposition. L'ouverture du nouveau musée est finalement reportée pour la fin de l'année suite à des retards dans la livraison du mobilier pour le nouveau musée.								

- *Commentaire et analyse des résultats*

-  DCP :

Un concours d'architectes a été lancé à la fin du second semestre de l'année 2023 pour la réalisation des travaux d'aménagements définitifs ainsi qu'un centre d'interprétation sur paysage culturel de Taputapuātea. L'établissement G2P interviendra en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage. Dans le même temps, un marché de travaux de prestations intellectuelles a été signé notamment pour la mise en place d'un nouveau plan de gestion du site. Le comité de gestion du paysage culturel de Taputapuatea devrait être réactivé dans le courant du premier trimestre de l'année 2024.

Conformément aux recommandations de l'Icomos, une campagne de restauration des marae du site de Taputapuatea a été menée en 2023. Elle a été accompagnée d'une campagne de fouilles à Taputapuātea, initiée en 2020. En outre, le travail de recherche sur les ossements avec la scientifique du CNRS, Madame Frédérique Valentin, s'est poursuivi.

S'agissant du dossier d'inscription des îles Marquises au patrimoine mondial de l'UNESCO, une mission d'évaluation des experts ICOMOS et UICN s'est tenue du 15 au 27 octobre 2023, la décision d'inscription étant attendue au mois de juin de l'année 2024. Une procédure de classement du site de Kamuihei est en cours d'instruction.

La DCP a par ailleurs initié d'autres procédures d'inscription sur la liste des monuments historiques du Pays, s'agissant de la pointe Tata'a sis à Faaa et Punaauia, du buste de Pouvanaa a Oopa mais aussi de la partie basse du cimetière chinois de Arue.

Plusieurs pupitres d'informations ont été installés sur les marae de Manunu et Maeva à Huahine et sur le marae Tainuu de Raiatea. Les pupitres d'informations du marae Paruai de Moorea sont en cours de finalisation.

-  MTI :

- Action n°1 relative à la finalisation de l'aménagement et la rénovation du musée :

En fonctionnement, le musée s'est attaché à finaliser le parcours muséographique de la nouvelle salle d'exposition permanente avec l'impression des cartels et de la signalétique pour l'accès à celle-ci. Il a également revu sa charte graphique et procédé à la refonte de son site internet. Le coût de cette opération est de 6 243 960 F CFP.

Pour ce qui concerne les opérations en investissement :

- **AP 148-2018 (CDP-2)** : les travaux hors aménagement intérieur du nouveau musée ont été finalisés en décembre 2022 et l'aménagement intérieur dans le courant du mois de février 2023 avec une inauguration le 28 février 2023 et une ouverture au musée le 4 mars 2023. Le montant de ces aménagements pour l'exercice 2023 est de 145 002 533 F CFP dont 110 450 332 F CFP subventionnés par le Pays ;
 - **AP 141-2023** : le musée a procédé au remplacement de son autocom et à l'achat de couverture anti-feu pour les objets exposés dans la nouvelle salle d'exposition permanente pour un montant total de 1 792 243 F CFP ;
 - **AP 142-2023** : le musée a lancé les études avec le bureau technique pour la réalisation d'une centrale de production électrique solaire photovoltaïque sur le bâtiment de la salle d'exposition permanente. La phase PRO a été finalisée en fin d'année 2023 et la phase DCE est en cours avec une consultation pour les travaux est prévue au 1^{er} trimestre 2024 ;
 - **AP 157-2020** : l'opération de soclage des objets des collections qui ont intégré la nouvelle salle, débutée en novembre 2022, a bien été finalisée en février 2023 par la société Aïnu, entreprise spécialisée dans ce domaine, pour un montant total de 29 004 691 F CFP dont 23 732 941 F CFP mandatés en 2023 ;
 - **AP 129-2022** : la réfection des coursives débutée dans le courant du second semestre par des études a été finalisée en mars 2023 pour un montant total de 27 282 461 F CFP dont 16 345 172 F CFP mandatés en 2023.
 - Action n°2 relative à l'extension du Musée de Tahiti et des Îles - création d'une aile d'art moderne et contemporaine - Etudes (CDT_2021). Après l'établissement du schéma d'aménagement par le bureau d'architecte et de l'estimation des coûts de l'opération à plus de 1,3 milliard F CFP, le ministre de tutelle a décidé de mettre en suspend cette opération. Au stade de l'étude, le montant mandaté pour

cette opération est de 5 911 584 F CFP dont 5 326 754 F CFP en 2023 et la moitié est financée par l'État.

- Action n°3 relative à l'organisation des expositions et événements en 2023 :

Te Fare Iamanaha – Musée de Tahiti et des Îles a inauguré sa nouvelle salle d'exposition permanente le 28 février 2023. Cet événement, qui était attendu par tous, a compté parmi ses invités, les représentants de l'État, du Pays et de l'Assemblée de la Polynésie française mais également 2 présidents de musées extérieurs ayant prêté des objets et les acteurs principaux du monde de la culture. Le coût de cette opération est de 2 285 723 F CFP. Depuis l'ouverture de la nouvelle salle d'exposition permanente au public à compter du 4 mars 2023, le musée a accueilli 39 673 visiteurs dans la salle et en comptant les manifestations organisées dans nos jardins, l'établissement atteint 54 486 visiteurs.

Par ailleurs, l'exposition du Centre des métiers d'art intitulé « Huri » a bien eu lieu du 23 juin au 26 novembre 2023. Cette exposition a rencontré un certain succès avec 7 133 visiteurs dont 4 483 entrées payantes. Le musée à mis à disposition du CMA la salle d'exposition temporaire et a procédé à la remise en peinture de la salle pour cette exposition pour un montant de 888 000 F CFP.

Pour ce qui concerne les autres événements, le musée a réalisé la « Nuit des musées » avec une participation du Conservatoire artistique de la Polynésie française et a co-organisé avec le Service de l'artisanat traditionnel au Festival des savoir-faire dans les jardins du musée à hauteur de 1 787 366 F CFP.

Enfin, comme chaque année, l'établissement à mis à disposition gracieusement :

- à TFTN, les jardins pour l'organisation du Nu'u'roa Fest ;
- au CAPF, les jardins pour l'organisation de la manifestation Tau Auhune pour célébrer Matari'i i ni'a et la salle de conférence pour le tournage du concert de Noël.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

-  DCP :

Au titre de son plan d'action « Bilan sanitaire des sites classés de la Polynésie française », le bilan sanitaire des sites classés de l'archipel des Marquises et celui des Iles Sous le Vent sera lancé en 2024, l'objectif étant à terme de disposer d'une feuille de route relative à la restauration des vestiges majeurs du Pays.

-  MTI :

- Action n°1 : l'opération relative à la réalisation d'une centrale de production électrique solaire photovoltaïque a été décalée. La consultation était prévue dans le dernier trimestre 2023 mais en raison d'un plan de charge conséquent des agents du musée dans ce dernier trimestre et de la démission de la directrice en place fin novembre 2023, elle a été décalée au premier trimestre 2024 ;
- Action n°2 : suite à la suspension de l'opération, le ministère de tutelle a souhaité réorienter le projet en conservant la mise en place d'un café et en poursuivant la phase de rénovation du musée et notamment de la salle d'exposition temporaire. L'opération a été inscrite au budget primitif du Pays avec une AP de 435 699 750 F CFP et des CP à hauteur de 260 millions F CFP ;
- Action n°3 : le musée n'a pas pu organiser l'exposition sur le tressage intitulée « Rara'a – Tressage d'hier et d'aujourd'hui ». Cette exposition est repoussée dans le calendrier des expositions à 2026. Par ailleurs, en lieu et place de l'organisation des journées européennes, le musée a collaboré avec le Service de l'artisanat traditionnel à l'organisation du Festival des savoir-faire dans ses jardins. Le musée a pris en charge la partie sécurité et hygiène de l'événement et a mis à disposition du service de l'artisanat les jardins du musée mais également la salle de conférence pour des projections ou la tenue de conférences avec le public ou de tables ronde pour les professionnels.

Objectif n°2 : Rendre accessibles la connaissance du patrimoine et les savoirs traditionnels

-  MTI :

La diversification des supports de médiation culturelle contribue à l'accessibilité et à la démocratisation de l'accès à la culture pour le plus grand nombre. Ces outils permettent également d'améliorer les conditions d'accueil des publics, notamment scolaire ou touristique et de renforcer l'attractivité du musée.

DCP :

La DCP a procédé avec le concours de l'universitaire Bruno Saura à la réalisation de la 6^{ème} édition des Cahiers du Patrimoine intitulé Puta Tupuna de Rurutu.

En matière d'espaces dédiés au débat public, un fare pote'e verra le jour sur le site de Taputapuatea dans le courant du premier trimestre de l'année 2024.

Objectif n°2 - Rendre accessible la connaissance du patrimoine et les savoirs traditionnels								
Publication d'ouvrages et pour le MTI développement d'outils de médiation et de supports numériques								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 2.1 - Nombre d'ouvrages	T	1	3	4	1	1	2	3
Au titre du MTI :								
Indicateur 2.2 - nombres d'outils développés	Nb	5	17	8	8	8	5	5
Sources des données : <i>DCP, MTI</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du programme muséographique et de médiation culturel arrêté par l'équipe scientifique et le muséographe</i> <i>Indicateur 2.2 : données brutes</i>								
Autres commentaires : <i>En 2022, réalisation d'une visite virtuelle pour la nuit des musées, et de supports pédagogiques pour l'exposition Titouan Lamazou .</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

-  **MTI :**

- Action n°1 : il était prévu, dans le cadre de l'axe de la cohésion sociale de l'ancien ministère de la culture, de rendre accessible l'exposition permanente aux malvoyants en prévoyant une signalétique en braille permettant d'avoir accès aux commentaires sur les audio guides. Or, cet outil n'a pu être développé, le musée s'étant attaché, la demande du nouveau ministère de tutelle, à traduire en reo tahiti tous les cartels et grands panneaux explicatifs de la salle d'exposition permanente. Si la partie scénographique et traduction a été réalisée, il reste l'impression des panneaux qui sera faite en 2024.

Pour ce qui concerne les opérations en investissements :

AP 157-2022 : le musée a finalisé l'installation des équipements multimédia dans la nouvelle salle d'exposition pour un montant total de 47 078 915 F CFP dont 2 449 743 F CFP mandatés dans le premier trimestre 2023. Ainsi, le nouveau musée dispose depuis le mois de mars d'audio guides en 4 langues dont le reo tahiti, de feuillets multimédia sur des thématiques spécifiques, de projections dont une projection sur une maquette en 3D (*mapping*).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

-  **MTI :**

L'établissement a également mis en place un cycle de conférences sur des thématiques différentes dans la salle de conférence rénovée et mis en place les visites guidées réalisées par la Directrice, la conservatrice et l'assistante de conservation.

Pour 2024, le musée souhaite étendre les actions de médiation culturelle. Il est prévu dans un premier temps de mettre en place des visites guidées en reo tahiti.

Une réflexion est actuellement menée sur la mise en place d'ateliers et d'autres outils de médiations culturelles à destination notamment du jeune public.

Objectif n°3 : Conserver le patrimoine et les collections du Pays

-  **DCP :**

Pour les marae de Maeva à Huahine : la campagne de restauration en 2023 porte sur les sites lagonaires.

Pour le marae Pererau à Moorea : l'emprise foncière du marae, qui appartient à la commune, sera provisoirement affectée au Pays de façon à permettre à la DCP d'effectuer les travaux de restauration.

En outre, la DCP lance un bilan sanitaire à Raivavae et Tubuai aux Australes, ainsi qu'à Bora Bora.

-  **MTI :**

La conservation des collections du Pays est l'une des missions spécifiques de l'établissement. Outre les travaux nécessaires pour le maintien des conditions de conservation préventive optimale, cette mission particulière implique des coopérations scientifiques et des partenariats avec d'autres institutions muséales mais également à la mise en place de programmes de recherche et de restauration des collections.

Objectif n°3 - Conserver le patrimoine et les collections du Pays								
Restaurer et prospecter les sites culturels extraordinaires et inventaire et pour le MTI valorisation des collections muséales								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
<i>Au titre de la DCP :</i>								
Indicateur 3.1 - Nombres de sites restaurés	T	4		4	4	6	6	5
Indicateur 3.2 - Campagne de prospections archéologiques	F CFP	21		4	6	15	8	8
<i>Au titre du MTI :</i>								
Indicateur 3.3 - nombre d'objets restaurés et diagnostiqués	Nb	66	45	10	0	0	10	10
Indicateur 3.4 - nombres d'objets recensés hors PF	Nb	1 172	1 299	1 500	1 299	1 299	2 000	2 500
<i>Sources des données :</i>								
<i>DCP, MTI</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs :</i>								
<i>Indicateur 3.1 et 3.2 : données brutes</i>								
<i>Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir des fiches objets remplis par les prestataires chargés de faire les inventaires dans les musées - cumul des fiches objets depuis le début de l'inventaire</i>								
<i>Indicateur 3.4 - indicateur calculé à partir de diagnostics des objets réalisés par l'équipe scientifique du Musée</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

 **DCP :**

- Action n°1 relative à la restauration des sites lagonaires de Maeva à Huahine, pour un montant en section de fonctionnement de 4 millions F CFP ;
- Action n°2 relative à la restauration du marae Pererau sis à Moorea, pour un montant en section d'investissement de 6 millions F CFP ;
- Action n°3 relative à la réalisation d'un bilan sanitaire de Raivavae et Tubuai, pour un montant en section de fonctionnement de 2 millions F CFP ;
- Action n°4 relative à la réalisation d'un bilan sanitaire de Bora Bora, pour un montant en section de fonctionnement d'un million F CFP.

 **MTI :**

- Action n°3 : le montant du renouvellement de l'assurance annuelle pour les objets prêtés par les différents musées et exposés dans la nouvelle salle d'exposition permanente est de 5 326 754 F CFP. C'est une obligation imposée pour les prêts d'œuvres entre établissements muséaux. Pour rappel, le Musée du quai Branly-Jacques Chirac, le British Museum et le Museum of archaeology and anthropology de Cambridge (MAA) ont prêtés 16 objets dont le dieu A'a et le costume du deuilleur.
- Action n°4 relative aux travaux de réfection du bâtiment A du Te Fare Iamanaha – Musée de Tahiti et des îles et plus particulièrement de l'aménagement de la zone de quarantaine : le musée a réalisé les études avec un maître d'œuvre. La consultation a été lancée en novembre 2023 mais celle-ci a été infructueuse. Le musée lancera un marché négocié sans mise en concurrence dans le premier trimestre 2024. Le coût de la maîtrise d'œuvre a été de 429 400 F CFP en 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

 **DCP :**

La restauration du marae Pererau n'a pas abouti en 2023, une convention tripartie entre la commune, le Pays et l'association devant être signée au préalable.

 **MTI :**

Le musée n'a pas pu mettre en œuvre l'action n°1 sur la restauration des collections du musée et l'action n°2 sur la poursuite de l'inventaire des collections polynésiennes conservées hors de la Polynésie française.

En effet, le coût du convoiement et l'installation des objets prêtés par le British Museum et le Musée d'anthropologie de Cambridge a été finalement de 12 697 858 F CFP au lieu des 4 millions F CFP initialement prévus pour cette opération.

Par ailleurs, concernant l'action n°1, une grande campagne avait été effectuée en 2022 notamment sur les objets devant intégrer la nouvelle salle d'exposition ne nécessitant pas la poursuite du programme de restauration en 2023. Néanmoins, il est prévu de reprendre ce programme en 2024, l'établissement prévoyant des rotations d'objets dans la salle d'exposition permanente.

 **Bilan du suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN)**

Objectif n°1 : Achever les études nécessaires au lancement de la construction du centre de mémoire Pū Mahara

Objectif n°1 - Achever les études nécessaires au lancement de la construction du centre de mémoires Pū Mahara							
Lancer le concours d'architecture							
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision (PAP 2023)	2023 réalisé	2024 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Livrer à la Présidence le document d'aide à la décision pour la réalisation du projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE)	%			100%	100%		
Indicateur 1.2 - Sélectionner un programmiste	%			100%	50%	100%	
Indicateur 1.3 - Réaliser des consultations publiques relatives au centre de mémoires Pū Mahara (consultation auprès des enseignants, consultations grand public)	%			50%	25%	100%	
Indicateur 1.4 - Livrer la version finale du PSCE	%			75%	0%	100%	
Indicateur 1.5 - Lancer le concours d'architecte	%					100%	
Indicateur 1.6 - Dépolluer l'hôtel de la marine	%					100%	

Sources des données :

Mode de calcul des indicateurs :

- Indicateur 1.1.- indicateur calculé à partir de la remise du document livré en mars 2023 au précédent exécutif puis en mai 2023 au nouvel exécutif
- Indicateur 1.2.- indicateur calculé à partir du lancement de l'appel à candidature par G2P
- Indicateur 1.3.- indicateur calculé à partir de la programmation des enquêtes : auprès du corps enseignant en 2023 et autres publics cibles en 2024
- Indicateur 1.4.- indicateur calculé en fonction de l'avancée des travaux pré-cités dans les indicateurs 1.2 et 1.3
- Indicateur 1.5.- indicateur calculé à partir du lancement de la phase de lancement par G2P
- Indicateur 1.6.- indicateur calculé en fonction des études préalables

▪ Commentaire et analyse des résultats

Voir le bilan des orientations stratégiques. Aucune dépense n'a été mandatée au titre de l'exercice 2023.

9.3.4 Crédits par action

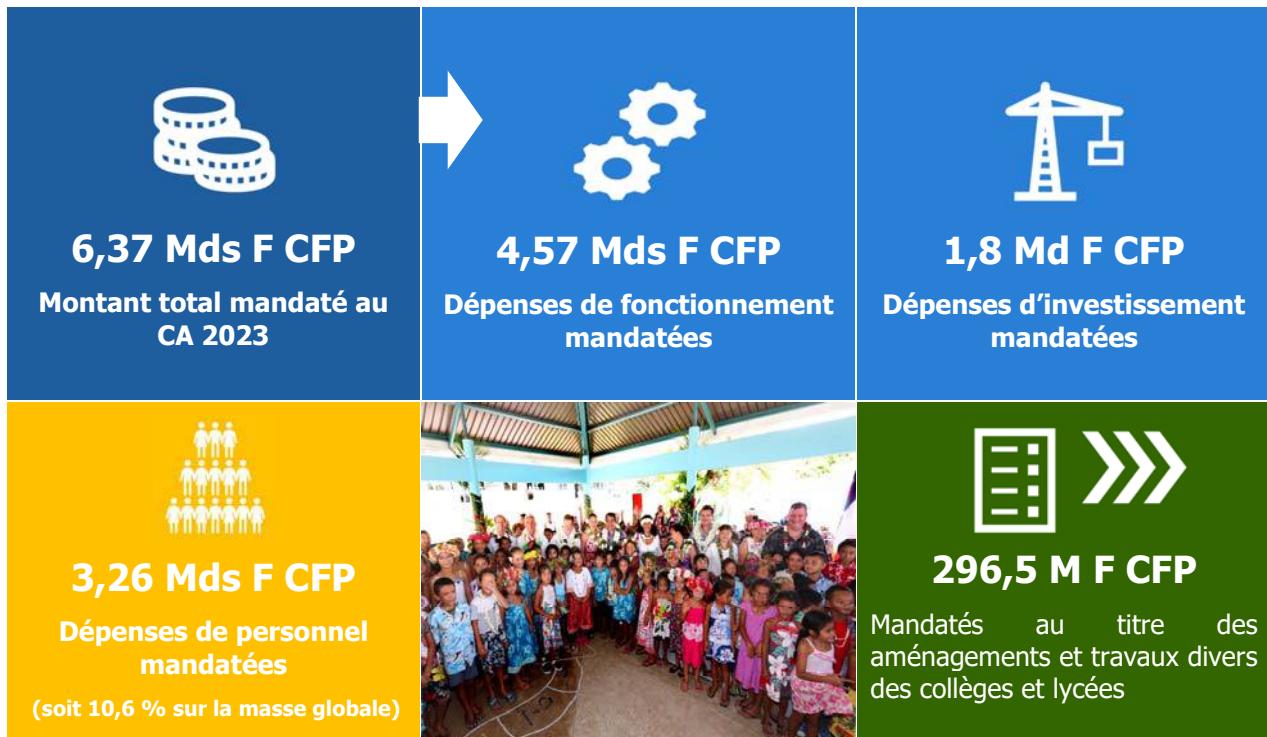
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
908/968 02 - PATRIMOINE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS TRADITIONNELS	52 894 826	58 247 766	29 887 830
au titre de la DCP			
Mission d'accompagnement dans le cadre de la phase finale d'évaluation du dossier de candidature du bien "Te henua enata" sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO	5 599 075		5 599 075
Rédaction et choix de l'iconographie de la nouvelle signalétique descriptive et interprétative à implanter sur le site classé de Maeva - HUAHINE	750 000		750 000
Restauration des marae du complexe tahua marae Taputapuatea		2 635 000	2 635 000
Restauration marae classé FARE ROI et OAVAURA sis à Maeva - HUAHINE		3 161 220	
Réalisation d'un bilan sanitaire des sites classés de Tahiti et Moorea	3 930 000		
Réalisation d'une campagne de prospection et d'inventaire archéologiques de la partie haute du « Paysage culturel Taputapuātea », sis à Opōa, île de Ra'iātea	5 090 000		
Accompagnement archéologique lors de la mission d'évaluation des experts pour classement Marquises UNESCO	1 348 090		
Restauration FARE TOU et AVAROA		4 230 000	
Réalisation l'ouvrage Cahier du patrimoine dans sa version numérotée dix	1 140 000		
Restauration en urgence du marae classé ARAHURAHU, sis dans la commune de Paea		644 670	
Bilan sanitaire du monument aux morts, sis dans la commune Papeete, sur la parcelle cadastrée section CW n° 73 appartenant à la Polynésie française, île de Tahiti		164 000	
Création d'une nouvelle carte archéologique de la Polynésie française	2 505 000		
Numérisation des fonds sonores ethnographiques	950 000		
Mission d'inventaire du fonds photographique argentine et numérique	1 500 000		
Réalisation d'un bilan sanitaire de l'île de Bora Bora	853 000		
Détaillé au programme 90906/96906 : Promotion langues polynésiennes et plurilinguisme			
Construction d'un fare pote'e dédié au débat public sur le site de Nuuroa à Punaauia au titre du Musée de Tahiti et des îles			
Valoriser les collections du Musée de Tahiti et des îles	11 205 049	44 533 733	
Faciliter l'accès à la culture pour tous	0	2 449 743	2 449 743
Conserver les collections polynésiennes et beaux-arts	18 024 612	429 400	18 454 012

9.3.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

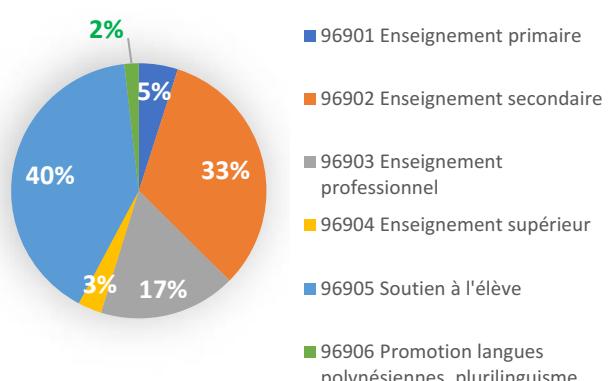
DSCEN

La maîtrise d'ouvrage déléguée de l'opération est assurée par l'établissement Grands projets de Polynésie (G2P)

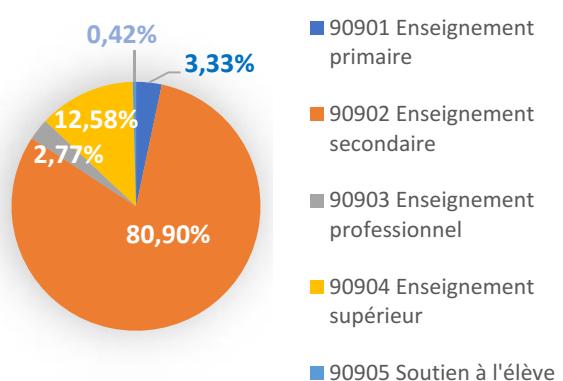
10. MISSION 909/969 : ENSEIGNEMENT



Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



10.1 Revue de la politique générale de la mission

Au titre de l'éducation et des enseignements (DGEE)

La mission regroupe cinq programmes :

- Enseignement primaire ;
- Enseignement secondaire ;
- Enseignement professionnel ;
- Enseignement supérieur et recherche ;
- Soutien à l'élève et promotion des langues polynésiennes et plurilinguisme.

Les éléments de contexte et de politique générale de la mission sont présentés à la page 185 du PAP 2023.

Selon la Charte de l'éducation de la Polynésie française (loi du pays n°2017-15 du 13 juillet 2017), la Polynésie française se donne comme ambition de mettre en place :

- Une école pour tous, c'est-à-dire attachée à la réussite de chacun, quelle que soit son origine sociale ou son origine géographique ;
- Une école performante, c'est-à-dire dont aucun élève ne devrait sortir du système éducatif sans un diplôme de niveau 3 *a minima*, se donnant pour objectif de conduire 70% d'une classe d'âge au baccalauréat, d'accroître les taux d'accès aux diplômes ;
- Une école ouverte », c'est-à-dire favorisant l'implication des parents, prenant en compte la diversité culturelle et linguistique de la Polynésie française avec une ouverture sur le monde, notamment grâce au numérique.

Au titre de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPEFPA)

La feuille de route de l'EPEFPA positionne ses actions sur les orientations du schéma directeur de l'agriculture et du plan polynésien de l'enseignement agricole adoptés en 2021.

La formation diplômante et professionnelle agricole est assurément le gage d'une intégration réussie des nouveaux acteurs dans le secteur primaire. Pour preuve, le nombre de mentions et le taux d'insertion professionnelle (100%) à la sortie du BTS DARC reflète bien l'image de ce succès.

Des moyens supplémentaires, humains et matériels ont permis au CFPPA de renforcer la mise en œuvre de formations au dispositif FIA (formation préparatoire à l'installation agricole) et d'organiser davantage de sessions de formations courtes dans les archipels. Le gouvernement accompagne les publics cibles formés tout au long de leur parcours professionnel. Ainsi, les aides publiques directes aux agriculteurs et les locations foncières agricoles sur les domaines du Pays sont priorisées au profit des jeunes et des adultes qui ont choisi de s'investir dans des formations diplômantes ou qualifiantes dans leur domaine d'activités.

Le Pays a poursuivi son soutien budgétaire en section d'investissement pour remettre en état les structures d'exploitation du centre d'enseignement agricole d'Opunohu, avec la réalisation en 2023 de toutes les études préalables aux opérations de construction qui seront mises en œuvre en 2024 pour le hangar agroéquipement, et en 2025 pour des bâtiments pédagogiques et destinés aux agents de l'exploitation (vestiaires/toilettes, salle de cours, bureaux, salle de réunion).

En 2023, le lycée a continué à développer la mobilité inter-île avec deux stages territoires (à Raiatea et Tahaa) et l'ouverture à l'international avec un projet d'études pédagogiques, découverte culturelle et insertion professionnelle en Nouvelle-Zélande. Le dispositif Erasmus+ a permis aux étudiants de BTS DARC de réaliser leur période de formation en milieu professionnel en Belgique.

Cinq agents de l'exploitation agricole ont bénéficié d'une mobilité en Nouvelle-Calédonie dans le cadre du plan de relance. L'approche formation en immersion a permis la découverte de la filière porcine calédonienne. Dans le domaine végétal, c'est la culture du bananier (méthode PIF) qui a séduit les agents qui projettent de reproduire localement cette technique de multiplication. Le réseau ainsi construit permettra de poursuivre les actions en 2024.

Côté CFPPA, les crédits alloués par le plan de relance ont financé la réalisation de 4 sessions de formation à l'«auto construction d'outils agricoles» sur les îles de Tubuai, Tahiti et Moorea en partenariat avec la "Coopérative Atelier Paysan" basée en métropole, ainsi que la réalisation de 3 sessions de formation à la

« Production de semences légumières en agriculture biologique » sur les îles de Raiatea, Tahiti et Moorea en partenariat avec une association de Nouvelle-Calédonie spécialisée dans le domaine.

Au titre de la fédération polynésienne des maisons familiales et rurales (FPMFR)

La Fédération polynésienne des MFR (FPMFR) au titre de ses missions d'accompagnement, de formation, de développement et, de manière générale, de soutien aux Maisons familiales rurales (MFR) a bénéficié d'une subvention de 67 millions F CFP sur l'exercice 2023. Sur cette subvention, 31% du budget soit 27 millions F CFP ont été affectés aux dispositifs de soutien conduits par les MFR (hébergement des élèves non-résidents, transport inter-îles des élèves et programme de soutien).

La part restante du budget (69%) a été consacrée au fonctionnement de la structure FPMFR (rémunérations du personnel, charges courantes, conseils d'administration, assemblée générale...) aux actions de formations du personnel ou des bénévoles, aux actions promotionnelles ou encore aux missions de développement du réseau des MFR. En parallèle, la FPMFR a soutenu toutes les initiatives portées par les MFR sur l'année 2023 visant à la mobilité des apprenants, une action financée par le Pays.

Enfin et au titre du développement des formations, ambitions politiques portées par le Pays, la FPMFR a intégré des groupes de travail initiés par les services du Pays visant à développer les parcours de formation en lien avec les activités marines.

Au titre de la recherche (REC)

Consciente de l'adaptabilité et de la résilience de son vaste territoire et de sa population face aux changements et aux crises planétaires, la Polynésie française a inscrit dans ses priorités de projet de société à l'horizon 2030, la refondation et la transformation de son modèle économique et sociétal pour un développement durable et inclusif. En effet, en Polynésie française plus qu'ailleurs, le rôle de la recherche est de permettre une compréhension fine des enjeux auxquels fait face le territoire et d'aider à y apporter des solutions adaptées au contexte multi-insulaire de la Polynésie française et partant, de répondre aux besoins de sa population. La priorité est ainsi portée sur les projets de recherche présentant un impact à court ou moyen terme, en termes de recherche et d'innovation dans les secteurs d'intérêt pour la Polynésie française, notamment en matière de transition écologique, énergétique ou numérique.

Aussi et alors que l'année 2022 a vu la finalisation de l'élaboration de la stratégie de l'innovation 2030 de la Polynésie française « Polynésie océan d'innovation » pour laquelle l'ensemble des acteurs de la Recherche et de l'Innovation, y compris les secteurs de l'entreprise au premier rang desquels CCISM, French Tech, Cluster Maritime Polynésie française ont été impliqués, l'année 2023 est l'année de lancement de sa mise en œuvre.

Au titre de la culture

Le ministère de la culture et le ministère de l'éducation poursuivent un programme commun des actions impulsées depuis 2017 qui visent à inverser la tendance et à recréer des locuteurs sur les prochaines générations.

Pour ce faire, il est urgent de transmettre les langues polynésiennes par tous les moyens de diffusion disponible à toute la société polynésienne via l'éducation, l'immersion linguistique et culturelle.

Contrairement aux idées reçues, le fait de parler une langue autochtone n'a pas pour effet le repli sur soi, bien au contraire. Chaque langue exposant un point de vue sur le monde, le plurilinguisme est un réel facteur d'ouverture. Ainsi, la mise en place d'une politique linguistique et éducative favorable au plurilinguisme est un réel enjeu pour notre société de demain.

10.2 Programme 909 01/969 01 : enseignement primaire

Le programme de l'enseignement primaire concerne 31 556 élèves (26 153 dans le public, 5 403 dans le privé) scolarisés dans 182 écoles publiques et 20 écoles privées.

La Polynésie française se donne pour objectif que chaque élève maîtrise le socle commun de connaissances, de compétences et de culture (S4C).

10.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Le socle commun de connaissance de compétence et de culture (S4C) concerne les élèves du cours préparatoire à la 3^e. Il rassemble l'ensemble des connaissances, compétences, valeurs et attitudes que l'élève doit acquérir pour réussir sa scolarité. Des évaluations sont réalisées tout au long de l'année et leur suivi est intégré au livret scolaire unique (LSU). La Polynésie française a aussi opté pour le protocole national d'évaluations réalisées en début de CP, mi-CP, CE1 et CM1.

Les résultats des élèves sont, pour partie, la résultante des compétences professionnelles des enseignants. Leur formation est donc une priorité. Le plan de formation du 1^{er} degré est assuré pour un montant en fonctionnement de 60 millions F CFP de crédits inscrits et une consommation de 51,3 millions F CFP.

S'agissant de l'accompagnement des missions pédagogiques des enseignants et du suivi de leur carrière, 53,6 millions F CFP ont été consommés. Ces dépenses permettent aux inspecteurs du premier degré et aux équipes pédagogiques d'accomplir leurs missions (frais de déplacement des IEN et conseillers pédagogiques) et de prendre en charge les indemnités forfaitaires de changement de résidence.

La mise en place d'un espace numérique de travail (ENT) a été la priorité n°1 des assises du numérique éducatif de 2021. Après une phase d'expérimentation courant sur les années scolaires 2021-2022 et 2022-2023, un appel d'offres a été lancé et remporté en mai 2023 par un groupement de sociétés composé d'Édifice, Tahiti Numérique et Brainix-IT. Leur proposition est basée sur l'utilisation de la plateforme au nom tahitien de « Natitahi » pour le premier degré et de « Natirua » pour le second degré, plateformes déjà éprouvées et appréciées par la communauté éducative dans de nombreux territoires hexagonaux. Le déploiement de cette solution, prévu en trois vagues sur trois ans, prend en compte non seulement les contraintes géographiques et technologiques, mais aussi l'expérience des établissements dans l'utilisation d'un ENT, favorisant ainsi une transition douce et efficace pour la communauté éducative.

L'accompagnement du numérique éducatif dans les écoles est aussi réalisé par la mise à disposition de matériel informatique géré par les circonscriptions pédagogiques du premier degré – dépenses en investissement de 60 millions F CFP de crédits inscrits avec une consommation de 24 millions F CFP.

10.2.2 Bilan des réformes

Réforme importante mise en œuvre à la rentrée 2022, la scolarisation obligatoire des élèves dès l'âge de trois ans se traduit par une hausse de la scolarisation. Le nombre d'élèves âgés de trois ans augmente depuis 2020 (+7 élèves entre 2020 et 2021 et +95 élèves entre 2021 et 2022, +60 élèves en 2023) alors même que le nombre de naissances diminue ainsi que le nombre d'élèves. L'observation des taux de scolarisation à deux et trois ans le confirme. Il correspond au rapport du nombre d'élèves d'un âge déterminé sur le nombre d'enfants de cet âge (dans la population). En 2020, les taux de scolarisation à deux ans et à trois ans étaient respectivement de 24,4% et 87,2%. Ils étaient en 2021 de 28,3% et 88,4%. Ils sont à la rentrée 2023 de 33,8% et de 97,0%. La part d'élèves des élèves de trois ans inscrits à l'école sur le nombre de naissances vivantes connaît un bond de +8,1 points entre la rentrée 2021 (88,4%) et 2022 (96,5%).

La qualité de l'école maternelle en Polynésie française se mesure par le faible écart entre les résultats des élèves en début de CP par rapport aux moyennes nationales.

10.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 - Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du socle

Objectif n°1 - Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du socle									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Pourcentage d'élèves maîtrisant en fin de CE2 les compétences du palier 1 du socle commun	%	72,65%	69,05%	73,50%	70,55%	68,56%	73,00%	73,10%	
Indicateur 1-2 : Pourcentage de modules de formation mis en œuvre par rapport à ceux inscrits au plan de formation du 1 ^{er} degré	%	(1)	44,06%	40,00%	70,55%	70,55%	75,00%	80,00%	
Sources des données :									
<i>Livret Scolaire Unique du CP à la troisième (LSU) - DFCI [DGEE]</i>									
Mode de calcul des indicateurs :									
<i>Indicateur 1.1 - Nombre d'élèves scolarisés en classe de CE2, quelque soit leur classe d'âge, qu'ils soient redoublants ou non, ayant une "maîtrise satisfaisante" et une "très bonne maîtrise" des composantes du socle commun de connaissances, de compétences et de culture en fin de cycle 2 (CP, CE1, CE2) / Nombre total d'élèves scolarisés en CE2</i>									
<i>Indicateur 1.2 - Nombre de modules de formation mis en œuvre pour le personnel du 1^{er} degré / Nombre de modules inscrits dans le plan de formation du 1^{er} degré</i>									
Autres commentaires :									
(1) Nouvel indicateur : création du département de la formation à la DGEE									

- Commentaire et analyse des résultats

Le pourcentage d'élèves maîtrisant les composantes S4C en fin de CE2 baisse à 68,56% en 2023 (69,05% en 2022).

La part des élèves en situation de fragilité et de difficulté scolaire s'amplifie entre les évaluations de début de CP et celles de CE1, que ce soit en français (9,72% d'élèves sont en difficulté à l'entrée en CP, 12,21% en mi-CP, 16,74% à l'entrée en CE1, et 29,53% à l'entrée en CM1 soit +7,02 points entre le CP et le CE1 et +12,79 points entre le CE1 et le CM1) ou en mathématiques (9,80% d'élèves en difficulté à l'entrée en CP contre 16,28% en mi-CP, 21,56% à l'entrée en CE1, et 28,63% à l'entrée en CM1, soit +11,76 points entre le CP et le CE1 et +12,35 points entre le CE1 et le CM1).

C'est une problématique forte de notre système éducatif qui conduit le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur de la Polynésie française à mettre en chantier la construction d'un projet éducatif territorial centré sur les apprentissages des élèves. Ce travail va démarrer en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les leviers de la formation et de l'accompagnement des enseignants sur les apprentissages fondamentaux seront renforcés avec, outre les formations inscrites au PAF (plan annuel de formation), l'activation des plans mathématiques et français en grande section de maternelle et au CP.

Le ministère de l'éducation veut recentrer les missions de l'École et des enseignants sur les apprentissages des élèves en réduisant les sollicitations descendantes vis à vis du terrain pour que le travail des enseignants et des personnels d'encadrement se concentre sur le cœur du métier, à savoir la classe.

Le changement dans les obligations réglementaires de service des enseignants du premier degré prévu à la rentrée 2024 avec, entre autres, un temps de formation obligatoire annuel permettra d'accélérer les plans de formation des enseignants du premier degré, plan mathématiques et plan français dans une perspective de formation de proximité et de formation par les pairs.

10.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 01 - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	110 712 537	24 005 098	134 717 635
<i>Conduire tous les élèves à la maîtrise des connaissances et compétences du socle commun</i>			
Accompagnement des missions pédagogiques des enseignants et suivi de leur carrière	53 682 731		53 682 731
Mise en oeuvre du plan de formation continue	51 337 629		51 337 629
Mise en place d'un espace numérique de travail - ENT	5 692 177		5 692 177
Accompagner le développement du numérique éducatif		24 005 098	24 005 098

10.3 Programme 909 02/969 02 : enseignement secondaire

Le programme de l'enseignement secondaire concerne environ 30 742 élèves, soit 1 542 élèves de plus qu'en 2022 soit une augmentation de 5% (22 426 dans le public, 381 élèves en CJA, 7 935 dans le privé), 64 structures publiques (dont 20 CJA) et 15 privées.

La Polynésie française se donne pour objectif que chaque élève ait au moins un diplôme de niveau 3 (CAP, CPAP, BEP), voire un diplôme de niveau 4 (baccalauréat).

La persévérance dans les études passe, entre autres facteurs, par des établissements en bon état offrant une qualité de vie et de travail, et dont le maillage ainsi que les capacités d'accueil correspondent à la démographie scolaire.

10.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Le schéma directeur des formations 2021-2026 rassemble les principaux opérateurs de formation de la Polynésie française : le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, la DGEE, les ministères en charge du tourisme, du travail, le service de l'emploi, le ministère en charge de l'agriculture et des ressources marines, le Centre des métiers de la mer de la Polynésie française (CMMPF), le Vice-rectorat, l'Université de Polynésie française, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), le Régiment du service militaire adapté (RSMA), l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF), les Fonds paritaires de gestion. Ses objectifs sont d'amener 100% d'une classe d'âge à un diplôme, d'élever le niveau de qualification, de faciliter

l'insertion professionnelle des élèves et des étudiants, de développer les formations par la voie de l'apprentissage

L'objectif partagé d'élever le niveau de formation des élèves à tous les niveaux est recherché par l'équilibrage des flux de sortie du collège, un meilleur équilibre entre la voie générale, technologique et professionnelle. Il l'est par l'encouragement à la poursuite d'étude des bacheliers professionnels en STS : la politique volontariste en matière de pourcentage minimum d'élèves titulaires du bac pro en STS porte ses fruits puisque les classes de STS des lycées publics est de 39% à la rentrée 2023. Il va l'être aussi par la volonté d'ouvrir l'apprentissage, qui n'était jusqu'alors réservé en Polynésie française qu'aux adultes en recherche d'emploi, aux apprenants pour les métiers en tension du CAP/ CPAP/CPMA jusqu'au niveau d'études supérieures.

Le profil sociologique du public scolaire polynésien est majoritairement défavorisé. Aussi observe-t-on chez une part des élèves, une forme d'autocensure, une préférence pour les filières les moins longues dans la perspective d'une insertion précoce. L'objectif est de développer l'information et l'éducation à l'orientation pour ouvrir les choix.

Sont ainsi organisés :

- Les semaines de l'orientation ;
- La découverte de la voie technologique ;
- Des forums des métiers et des formations en lien avec le tourisme, la marine ;
- Des tables rondes et des rencontres au sein des établissements ;
- Des immersions au sein des lycées.

Sont aussi produits des capsules sur les métiers qui sont ensuite exploitées en établissement.

La voie professionnelle occupe une place importante, avec un taux de passage de la 3^{ème} vers la voie professionnelle très élevé. Deux objectifs sont recherchés en matière d'orientation pour augmenter le niveau de qualification de la jeunesse polynésienne : améliorer le taux de passage en 2GT pour favoriser une orientation plus importante en voie technologique notamment en 1^{ère} STI2D, STL ; augmenter le taux de passage de la 3^{ème} générale en faveur de la 2^{nde} pro et au détriment du CAP.

Concernant les bacheliers technologiques et professionnels, les mesures mises en œuvre en matière d'offre de formation et d'orientation portent leurs fruits. Ainsi l'accès des bacheliers technologiques en BTS a progressé de plus d'un tiers sur la période 2014-2022.

10.3.2 Bilan des réformes

Afin de conforter les apprentissages des élèves, le ministère polynésien de l'éducation a choisi d'appliquer à la rentrée 2023 des mesures décidées par le ministère de l'éducation nationale. Dans chaque classe de sixième, une heure de soutien et d'approfondissement en français et en mathématiques est désormais inscrite dans l'emploi du temps des élèves. Toujours à l'emploi du temps des élèves de sixième, des plages horaires pour faire ses devoirs au collège sont inscrites. Dans le second degré, la priorité est donnée au remplacement de courte durée. Chaque professeur volontaire peut être rémunéré dans le cadre du Pacte pour effectuer 18 heures de remplacement dans sa discipline. Les taux de consommation des parts du Pacte enseignant en Polynésie française sont très élevés, eu égard aux chiffres annoncés en France hexagonale qui sont d'environ 30% : 74,5% dans nos collèges et lycées généraux et technologiques, 47% dans nos lycées professionnels.

10.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation

Objectif 1 : Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux de réussite au DNB	%	74,22%	77,54%	77,00%	76,75%	76,70%	77,50%	77,60%
Indicateur 1-2 : Taux d'accès au baccalauréat pour une génération	%	64,82%	64,60%	66,77%	64,30%	64,50%	65,00%	66,00%
Indicateur 1-3 : Taux de réussite au baccalauréat GT	%	92,20%	91,77%	92,50%	91,68%	91,51%	92,51%	92,52%
Indicateur 1-4 : Pourcentage de modules de formation mis en œuvre par rapport à ceux inscrits au plan de formation du 2 nd degré	%	31,00%	64,36%	60,00%	67,60%	67,60%	75,00%	80,00%
Indicateur 1-5 : Nombre d'enseignants formés au module d'histoire du nucléaire	Nb	24	74	75	127	127	185	250

Sources des données :

- Indicateurs 1.1 et 1.3 - Cyclade
- Indicateur 1.2 - Cyclade et données ISPF
- Indicateur 1.4 - DFCI [DGEE]
- Indicateur 1.5 - DFCI [DGEE]

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1 - Nombre d'élèves de l'enseignement public, candidats à la voie professionnelle ou générale admis au DNB / Nombre d'élèves de l'enseignement public, présents aux épreuves du DNB de la voie professionnelle ou générale.

Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du DNB. [Le DNB de la voie professionnelle n'est pas ôté du calcul pour préserver une lisibilité des résultats entre différents documents]

Indicateur 1.2 - Il s'agit de la proportion des bacheliers dans une génération fictive de personnes qui auraient à chaque âge les taux de candidature et de réussite observés l'année considérée. Ce nombre est obtenu en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge, et en faisant la somme de ces taux par âge. [L'effet de la voie professionnelle n'est pas ôté du calcul pour préserver une lisibilité des résultats entre différents documents]

Indicateur 1.3 - Nombre d'élèves de l'enseignement public, candidats à la voie technologique ou générale admis au baccalauréat / Nombre d'élèves de l'enseignement public, présents aux épreuves du baccalauréat de la voie technologique ou générale.

Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du baccalauréat.

Indicateur 1.4 - Nombre de modules de formation mis en œuvre pour le personnel du 2nd degré / Nombre de modules inscrits dans le plan de formation du 2nd degré

Indicateur 1.5 - Nombre d'enseignants du 2nd degré formés au module d'histoire du nucléaire.

▪ Commentaire et analyse des résultats

La réforme du baccalauréat général qui consiste à supprimer les séries, à diminuer le nombre des épreuves écrites terminales (trois seulement) et à augmenter le poids du contrôle continu (40% de la note finale) s'applique en Polynésie française depuis deux ans. Les élèves polynésiens s'y sont bien adaptés. En 2023, les taux de réussite ont encore été excellents : 94,5% au baccalauréat général contre 91,8% en 2022, 86,46% au baccalauréat technologique, 80,7% au baccalauréat professionnel. Sur les 20 dernières années, le nombre de bacheliers a augmenté de plus de 1 000 (2 916 en 2023 contre 1 846 en 2003).

En Polynésie française, la proportion de bacheliers d'une génération s'établit à 64,50% en 2023 (79,6% au national en 2022), et se compose des taux d'accès de 22,8% dans la voie professionnelle (20,5% au national en 2022), de 15,9% dans la voie technologique (15,7% au national en 2022) et de 25,8% dans la voie générale (43,4% au national en 2022). Les taux d'accès dans les voies générales et professionnelles sont proches l'un de l'autre en Polynésie française, marquant ainsi une demande sociale « utilitariste » dès la fin de 3^{ème} avec une préférence pour la voie professionnelle dans une partie de la société.

Le taux de réussite au DNB se maintient au niveau de 76,7% de réussite.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

La volonté de la Polynésie française de s'inscrire dans le développement des formations liées au milieu marin correspond à une demande sociale mais aussi une demande des professionnels de l'économie bleue.

Le schéma directeur des formations a permis de définir des besoins en formations de niveau CAP/CPAP. Le certificat polynésien d'aptitude professionnelle Gestion et exploitation en milieu marin (CPAP GEMM) répond à ce besoin. Depuis la rentrée 2022, deux CETAD accueillaient une section de CPAP GEMM (Tubuai et Faarao). A la rentrée 2023, le CETAD de Rangiroa offre aux élèves la formation. Une ouverture supplémentaire est prévue à la rentrée 2024. La mise en œuvre du CPAP GEMM avec la préparation des deux titres professionnels du certificat de pilote lagunaire et du certificat de patron lagunaire « pêches et cultures marines » permet de répondre aux besoins identifiés par le Pays en formation de niveau 3.

Le bac pro aquaculture implanté sous l'égide du ministère de l'agriculture, correspondant à un autre niveau de formation.

Le CAP composites plastiques chaudronnées, compte tenu du vivier d'entreprises du secteur présent sur la presqu'île de Tahiti, est implantée au lycée polyvalent de Taravao depuis la rentrée scolaire 2022. Une réflexion est menée pour développer dans le même établissement une formation complémentaire d'initiative locale (FCIL) sur la fabrication et la réparation des voileries.

Le projet d'un nouveau campus des métiers et des qualifications : le comité de pilotage du schéma directeur « stratégie de formation dans l'économie bleue » a mis en évidence l'intérêt d'un dispositif qui permettrait d'identifier en continu les effets et les changements dans les carrières et les métiers. Le projet de demande de labellisation d'un campus des métiers et des qualifications de la mer à l'échelle du Pacifique est en cours d'écriture. Le dossier doit être déposé dans le courant de l'année scolaire 2023-2024.

Objectif n°2 – Réduire les orientations par défaut

Objectif n°2 - Réduire les orientations par défaut								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - % de demandes de poursuites d'études supérieures en Polynésie française, en Métropole et DOM-COM	%	Générale : 96,46% Techno. : 96,36% Prof : 60,27%	Générale : 98,3% Techno. : 93,9%	Générale : 98,75 % Techno. : 93,0 %	Générale : 97,1% Techno. : 93,3 %	Générale : 97,4 % Techno. : 94,1%	Générale : 97,7 % Techno. : 93,5 %	Générale : 97,8 % Techno. : 94,3 %
Sources des données : <i>PARCOURSUP - DOI [DGEE]</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1- Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves de terminale lauréats du BAC. L'indicateur cible les élèves de terminale des voies générale et technologique, lauréats du baccalauréat, qui ont exprimé un ou plusieurs vœux de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur (universitaire et hors universitaire) en Polynésie française, en métropole via le portail national PARCOURSUP et qui ont accusé réception d'au moins une proposition.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les taux d'admission des élèves des voies générales et technologiques dans l'enseignement supérieur, respectivement à hauteur de 97,4% et 94,1%, demeurent très élevés. Ils témoignent de la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative et du CIO.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les jeunes sont confrontés à une multitude de choix concernant les études à entreprendre, les parcours scolaires à retenir et les métiers ou les professions à envisager. Effectuer un choix éclairé constitue un défi pour un grand nombre de jeunes, indécis quant à leur carrière future. Cette indécision est aussi souvent l'un des principaux motifs d'abandon des études. Ainsi, l'éducation et l'accompagnement à l'orientation sont essentiels. Des forums post-bac et post 3^{ème} sont organisés à Tahiti et dans d'autres îles.

Un déploiement de nouveaux outils de communication sur l'orientation et les parcours de formation devrait permettre de renforcer les choix pour la voie technologique notamment en STI2D, STL et STAV dont les spécialités sont nécessaires au développement des nouvelles technologies en Polynésie française.

Objectif n°3 – Améliorer les conditions de travail du personnel et des élèves dans les établissements du 2nd degré

Objectif n°3 – Améliorer les conditions de travail du personnel et des élèves dans les établissements du 2 nd degré								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3-1 : Nombre de programmes d'aménagement ou de travaux en faveur des établissements (internat, plateau sportif, ou agrandissement etc.)	ETAB	25	28	32	19	25	32	32
Indicateur 3-2 : Nombre d'établissements à construire (nouveaux établissements scolaires)	ETAB	0	0	0	0	0	0	1
Sources des données : <i>Indicateur 3.1 - BCM [DGEE] Indicateur 3.2 - BCM [DGEE] Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>Indicateur 3.1 - Nombre d'établissement à équiper ou d'annexes à réaliser (internat, plateau sportif ou agrandissement, etc). Indicateur 3.2 - Nombre d'établissement à construire (nouveaux établissements scolaires)</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le parc immobilier scolaire est vétuste car la majorité des constructions date d'avant 1990 et nécessite une rénovation ou une restructuration.

La Polynésie française assure les dépenses d'investissement et de fonctionnement pour les 26 collèges et les 9 lycées, répartis sur l'ensemble du territoire.

Une programmation a été finalisée :

- Construction d'un bâtiment administratif au collège de Arue ;
- Équipements des collèges et lycées ;
- Aménagements et travaux divers des collèges et lycées ;
- Construction d'un internat au collège d'Atuona ;
- Construction du plateau sportif du collège d'Atuona ;
- Campus connecté de Teva I Uta ;

D'autres sont en cours de finalisation :

- Construction du plateau sportif du collège de Huahine ;
- Équipements des collèges et lycées ;
- Aménagements et travaux divers des collèges et lycées ;

Etudes ou travaux en cours :

- Restructuration du collège de Paea (études) ;
- Construction de vestiaires, sanitaires au collège de HAO (études) ;
- Restructuration du lycée d'Uturoa (études) ;
- Restructuration des ateliers du lycée de Taravao (études) ;
- Restructuration des ateliers du collège de Paopao (études) ;
- La construction du lycée de Moorea (études) ;
- La construction d'un abri para-cyclonique au collège de Rangiroa (études) ;
- Réalisation d'un internat au collège de Maco-Tevane (études) ;
- La reconstruction des cuisines pédagogiques et demi-pension du collège de Hakahau (études) - AAPC lancé ;
- Espace Margareth's place de Bora-Bora ;
- Campus connecté de Mataura – Tubuai.

Et quelques-unes, plus complexes, enregistrent des retards dans leur réalisation :

- Travaux de rénovation du rez-de-chaussée bâtiment principal (désamiantage) du lycée Paul Gauguin en attente de permis de construire ;
- Restructuration du collège de Makemo (études) en attente de permis de construire ;
- Construction de 2 logements de fonction au collège de Makemo (convention avec l'OPH en cours).

L'Etat participe au financement de certains travaux et équipements des constructions scolaires.

En 2023, les dépenses au titre de la dotation globale d'investissement (DGI) ont été de 349 563 943 F CFP (*soit 2 929 345,84 euros*), entre les mois de janvier et octobre 2023.

Une opération en cofinancement avec l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) a commencé, celle de la construction d'un internat au lycée Diadème. Le montant des travaux (hors révision des prix et aléas, et hors équipements) est estimé à 657 millions F CFP.

60% des marchés ont été notifiés, le début des travaux est prévu en juillet 2024 pour une livraison au cours du premier semestre 2026.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'effort d'investissement peut être contrarié lorsque les opérations de travaux et de construction dans les établissements ne peuvent se faire sur site occupé. Ils doivent donc être réalisées lors des vacances scolaires qui sont des créneaux courts en Polynésie (un mois l'été, un mois l'hiver, deux semaines en novembre, deux semaines en mars). Pour remédier à cette situation contraignante et limitante, un marché a été conclu pour se doter de bâtiments modulaires. Les premiers vont arriver en août 2024, ils seront installés en octobre 2024 au collège de Taravao, ce qui permettra de lancer les travaux urgents sur cet établissement.

Une programmation pluriannuelle de travaux a été effectuée pour les années 2024 à 2028 à partir des demandes des établissements. Elle mobilise les ressources propres du budget de la Polynésie et les programmes financés par l'Etat, que ce soit au titre de la DGI (dotation globale d'investissement), de l'ANRU, du fonds exceptionnel d'investissement (FEI).

10.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 02 - ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	937 307 321	595 215 342	1 532 522 663
<i>Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de Dispositifs en faveur de l'accompagnement des élèves (dispositifs d'accompagnement pédagogique, d'accompagnement personnalisé et d'accompagnement éducatif pour permettre à chacun de progresser dans ses apprentissages), Dotation globale de fonctionnement (hors 430MF versés à l'enseignement du Privé) Subvention exceptionnelle accordée aux collèges et lycées équipement informatique des collèges et lycées équipements pédagogique des collèges et lycées Mise en œuvre du plan de formation continue du 2nd degré Mise en place d'un espace numérique de travail - ENT Améliorer les conditions de travail du personnel et des élèves dans les établissements du 2nd Construction de structure, dont notamment reconstruction cuisine pédagogique et demipension du collège Ua Pou et rénovation du collège Makemo) Entretien des structures, à l'équipement des internats et à la sécurisation des établissements scolaires</i>	816 872 784 62 489 679 52 252 681 5 692 177	74 495 916 80 034 886 129 697 082	816 872 784 62 489 679 74 495 916 80 034 886 52 252 681 5 692 177 129 697 082
		310 987 458	310 987 458

Au titre de l'action 1 (construction de structures), 129 697 082 F CFP ont été mandatés en 2023, pour neuf opérations.

Au titre de l'action 2 (entretien des structures), 310 987 458 F CFP ont été mandatés et ont concerné des travaux et aménagements divers pour l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire et professionnel.

Le Pays a augmenté la dotation globale de fonctionnement des EPEPF, tant pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement professionnel, portant l'enveloppe de l'enseignement secondaire de 691 872 784 F CFP en 2022 à 816 872 784 F CFP en 2023 (soit une augmentation de 125 millions).

Le montant des subventions exceptionnelles de 62 489 679 F CFP (grâce à un redéploiement interne de crédits non consommés sur d'autres actions) sur une enveloppe initiale de 28 108 986 F CFP a permis aux établissements d'effectuer des travaux de mise en conformité, de rénovation des salles de classes, de toitures, de mise en place de projets pédagogiques et de participation à des activités culturelles.

La consommation des crédits dédiés à la formation continue du second degré s'élève à 52 252 681 F CFP. La mise en place de formations hybrides en distanciel a réduit la consommation des crédits qui étaient en grande partie destinés aux déplacements et indemnités de missions.

10.4 Programme 909 03/969 03 : enseignement professionnel

L'enseignement professionnel scolarise 4 260 élèves dans les Centres d'éducation aux technologies appropriées au développement (CETAD) et lycées professionnels publics et 1 188 élèves dans les établissements privés.

Il concerne au total plus de la moitié des lycéens. Il joue ainsi un rôle important pour l'accès à la diplomation et à la qualification des élèves.

10.4.1 Bilan des orientations stratégiques

✚ Bilan de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Le rapprochement du monde de l'éducation et du marché du travail est un des enjeux majeurs des réformes en cours, et concerne particulièrement le lycée professionnel. Pour accompagner cette réforme, les programmes et l'organisation du lycée professionnel ont été revus. Les offres de filières ont été réorganisées pour plus de lisibilité et de correspondance avec le marché du travail et le besoin de proximité pour les élèves des îles éloignées, en particulier dans les CETAD pour lesquels l'offre de formation a été modifiée. Depuis 2022, toutes les formations du certificat polynésien d'aptitude professionnelle (CPAP) Petite et moyenne hôtellerie (PMH) des CETAD ont été intégrées au campus des métiers et des qualifications hôtellerie et restauration de la Polynésie française afin de favoriser les parcours ascendants. Les formations des métiers de la mer en CETAD et lycée professionnel ont vocation à être intégrées au futur campus des métiers.

✚ Bilan de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPEFPA)

L'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) intervient dans le cadre de la politique du Pays en matière de développement du secteur primaire, conformément aux

orientations du schéma directeur de l'agriculture en Polynésie française 2021-2030, ainsi qu'au Projet polynésien de l'enseignement agricole (PPEA) 2021-2025.

Les trois centres qui le composent (LPA, CFPPA, Exploitation agricole) participent à cette réalisation en déclinant les six missions dévolues à l'enseignement agricole :

- Formation initiale : le lycée accueille chaque année environ 240 jeunes polynésiens dans les cycles de formation CAPA, bacs professionnels, 2^{nde} GT, bac technologique et BTSA. Cette offre de formation s'est étoffée dès la rentrée scolaire 2023 pour intégrer les orientations du PPEA (augmentation du nombre d'élèves accueillis dans l'enseignement agricole), avec l'ouverture d'une section supplémentaire en classe de CAPA. Cette évolution se poursuivra à la demande du ministère lors de la rentrée 2025 avec l'ouverture d'un second BTSA ainsi qu'un bac pro « cultures marines » afin de conforter l'identité secteurs primaires de l'établissement. Cette dynamique nécessite une meilleure visibilité des formations agricoles auprès des jeunes, et des prescripteurs (CIO, professeurs principaux DGEE, parents) à travers une présence soutenue dans les différents médias. L'EPEFPA a mis en place un plan de communication et une stratégie dédiée qui ont permis notamment de réaliser diverses actions de communication telles que la définition d'une charte graphique, de spots télé et radio.
- Formation professionnelle continue : le CFPPA, offre la possibilité à un public adulte d'acquérir ou de compléter une qualification ou une spécialisation. En 2023, le CFPPA a poursuivi le déploiement du dispositif initié en 2019 « Formation à l'installation agriculture » (FIA), formation en alternance d'une durée d'un an, avec 4 promotions en simultané dont 2 promotions délocalisées (Marquises à Nuku-Hiva et Îles Sous-le-Vent à Raiatea). Le CFPPA a également réalisé des formations courtes thématiques dans les domaines de l'agroécologie, l'arboriculture, l'élevage, la lutte contre les parasites des cultures et l'auto-construction d'outils agricoles. Enfin, le CFPPA a travaillé sur l'élaboration d'un catalogue et d'un calendrier de formation pour 2024 qui permettront une meilleure visibilité de l'offre de formation auprès de ses publics cibles.
- Développement, expérimentation et recherches agricoles : les activités de l'exploitation agricole, sont conduites de façon démonstrative en direction des apprenants et des professionnels de l'agriculture en mettant l'accent notamment sur l'agroécologie.

Pour mener à bien cette mission, l'exploitation agricole poursuit l'opération de remise à niveau de son patrimoine bâti, pour laquelle elle sollicite un fort soutien du Pays en investissements. Des travaux sur la valorisation pédagogique de l'exploitation ont été menés dans le cadre du plan « enseigner à produire autrement », l'agroécologie, l'agroforesterie et l'agriculture syntropique sont venus compléter les parcelles de démonstration présentes sur le site.

Des aménagements à la STAGEP (station d'amélioration génétique porcine) ont également permis de garantir le statut indemne de brucellose grâce à la création d'une clôture et à l'aménagement de zone de déchargement adaptée aux conditions sanitaires à respecter dans le cadre d'une telle structure. L'exploitation de l'EPEFPA a été retenue en tant que centre de vulgarisation avec 9 autres exploitations agricoles présentant chacune des domaines d'expertise spécifiques. Ainsi, l'exploitation agricole de l'EPEFPA continue de jouer pleinement son rôle au travers des différentes missions qui lui sont confiées et notamment sa mission de démonstration en direction des apprenants, jeunes et adultes.

- Coopération internationale : depuis la rentrée scolaire 2022, une chargée de mission coopération internationale complète l'équipe enseignante. Elle renforce les actions déjà existantes au sein de l'établissement sur crédits Erasmus (stages professionnels en Europe). Outre les actions Erasmus qui vont s'étoffer en répondant à des appels à projets concernant l'exploitation et la formation adulte, en plus des mobilités des apprenants et des personnels, l'accent sera mis sur le développement de la coopération dans la zone Pacifique tant dans le domaine des mobilités que dans le domaine de l'expertise et de la coopération technique en établissant des partenariats durables et réciproques.
- Insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes et adultes : la poursuite des dispositifs WEI et PLEI dans leur intégralité depuis la rentrée scolaire 2021 repositionne l'EPEFPA comme acteur central de la formation agricole en Polynésie française, en garantissant des conditions d'accueil et d'études optimales pour les apprenants, quel que soit leur origine géographique, à l'intérieur et même hors des frontières de la Polynésie française. De plus, la délocalisation du dispositif FIA participent à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des adultes dans les 5 archipels. A noter qu'une enquête statistique est en cours pour identifier à la fois pour le lycée et pour le CFPPA le devenir des apprenants qui ont été formés au sein de l'établissement.

Bilan de la fédération polynésienne des maisons familiales et rurales (FPMFR)

La fédération polynésienne des MFR (FPMFR) dans le cadre du PAP 2023 (p.199-200) avait défini les orientations majeures suivantes :

- Mettre en place des procédures comptables et financières dans le réseau des MFR ;
- Redynamiser et restructurer le réseau des MFR ;
- Mettre en place des actions de formations à l'attention du personnel et des bénévoles du réseau des MFR ;
- Redéfinir une stratégie de communication ;
- Développer l'offre de formation et renforcer les partenariats visant à favoriser l'accès aux formations dans les îles éloignées.

De façon synthétique, sur l'exercice 2023, les principales avancées sont les suivantes :

- Au titre des procédures comptables et financières, la FPMFR a recruté à temps partiel un agent du réseau des MFR qui assure une mission de suivi et contrôle des opérations financières. Parallèlement, 3 actions de formations ont été mises en œuvre au bénéfice du personnel ressource des MFR et ces actions de formation se poursuivront en 2024 parallèlement à l'équipement en matériel informatique et logiciel dédié à la comptabilité et à la paie ;
- Au titre de la redynamisation et la restructuration du réseau des MFR, la FPMFR a poursuivi son programme d'investissement visant à la rénovation et l'équipement des structures MFR existantes. Sur les projets d'investissement en cours, la FPMFR est en phase de finaliser le projet de rénovation, d'extension et d'équipement des MFR de Vairao et Tahaa. En parallèle, le programme se poursuivra en 2024 avec l'équipement de 5 MFR en matériel de transport et agricole.
- Au titre des actions de formations initiées au bénéfice du personnel et des bénévoles, la FPMFR a lancé un vaste chantier visant à redéfinir les projets d'associations des MFR, un travail qui a mobilisé les bénévoles et le personnel. Ce travail a permis aux associations du réseau de fixer leurs orientations pour les 5 années à venir. En parallèle, la FPMFR poursuit son programme d'accompagnement et de formation du personnel des MFR avec la mise en place de formations au bénéfice des secrétaires, du personnel enseignant ou encore des personnels chargés de l'animation et de la restauration ;
- Au titre de la stratégie de communication, la FPMFR a accompagné les MFR dans une démarche visant à développer des outils promotionnels et informatifs communs. Ces travaux se poursuivront sur l'année 2024 ;
- Au titre du développement des MFR, la FPMFR a poursuivi, en collaboration avec les MFR, un travail d'investigation des territoires sur sollicitations des élus, d'associations de parents d'élèves ou encore d'acteurs en charge de la formation et de l'orientation. Ce travail d'investigation a été mené sur les territoires de Bora Bora et Fakarava mais le frein majeur demeure la mobilité des jeunes. Un partenariat été engagé avec la DPDJ au travers d'un dispositif visant à l'accompagnement d'un groupe de jeunes dans l'objectif de les réinsérer dans un parcours de formation. Parallèlement à ces projets, la FPMFR, conduit avec les MFR, une réflexion visant à développer leurs offres de formations et principalement à les adapter aux réalités du marché du travail et ses perspectives d'évolution.

10.4.2 Bilan des réformes

Bilan de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Les formations des CETAD sont toutes recentrées sur les domaines, de la petite ou moyenne hôtellerie et de la gestion et de l'exploitation du milieu marin (GEMM). Leurs grilles horaires et leurs référentiels de formation ont été rénovés. Un certificat polynésien des métiers d'art (CPMA) a été créé à l'instar des CPAP dont la sculpture sur bois au CETAD de Taiohae (Marquises). Une attention forte est apportée au développement de passerelles d'orientation pour faciliter la poursuite d'études : création de douze places en 1ère pro STHR destinées à l'accueil de jeunes titulaires d'un CPAP PMH ; création de douze places en bac pro MELEC destinés aux élèves de CPAP polyvalent du bâtiment (PB), dans un cadre de poursuite d'études post-CAP.

L'enseignement professionnel contribue à l'élévation du niveau de formation par la proportion élevée de lycéens de sections de techniciens supérieurs issus de la voie professionnelle. Un pourcentage minimum de

35% en moyenne de bacheliers professionnels est appliqué depuis la rentrée 2018. Dans la pratique, il est régulièrement dépassé puisqu'il est, à la rentrée 2023, de 38,5%.

Le campus des métiers et des qualifications de l'hôtellerie et de la restauration du Pacifique, tradition de l'accueil et du partage en Polynésie française poursuit son développement. Il fédère au sein d'une association toute la profession, des pensions de famille à l'hôtellerie de luxe, et les opérateurs de formation. Il est un acteur du développement de l'apprentissage chez les jeunes demandeurs d'emploi. Ainsi, depuis la rentrée 2022, des formations pour apprentis (avec le statut de demandeur d'emploi) sont mises en place au sein de mentions complémentaires (MC) au lycée hôtelier de Tahiti et au lycée de Bora Bora. Par ailleurs, un dispositif préparatoire à l'apprentissage sera mis en place de manière expérimentale au sein de la MPS afin d'amener des jeunes sortis du système scolaire ou des jeunes intéressés par l'apprentissage.

Bilan de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPEFPA)

Le projet de lycée de Moorea avec une direction unique assurée par le ministère de l'agriculture n'est plus d'actualité avec l'arbitrage, courant 2023, de ne pas poursuivre le projet initial. Cette situation engendre la nécessité d'engager des travaux de remise en état du patrimoine bâti du lycée pour un meilleur accueil des apprenants et des conditions de travail optimales des personnels de l'établissement.

10.4.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Objectif n°1 – Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation

Objectif n°1 - Conduire le maximum de jeunes à l'obtention du diplôme correspondant à leur cycle de formation								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux d'abandon en 2nd PRO	%	7,26%	10,49%	9,20%	Calculé en octobre 2023	10,61%	9,15%	9,00%
Indicateur 1-2 : Taux d'abandon en 1ère CAP	%	24,31%	26,79%	21,00%	Calculé en octobre 2023	21,13%	20,90%	20,75%
Indicateur 1-3 : Taux de réussite au CAP	%	78,83%	82,65%	81,00%	77,14%	77,19%	81,05%	82,00%
Indicateur 1-4 : Taux de réussite au BAC PRO	%	83,64%	82,16%	84,00%	80,63%	80,69%	84,00%	84,15%
Indicateur 1-5 : Taux de réussite au CPAP	%	96,49%	92,31%	96,75%	81,82%	81,82%	95,00%	96,80%
Sources des données :								
<i>Indicateur 1.1 - Bases élèves 2nd degré N et N+1</i>								
<i>Indicateur 1.2 - Bases élèves 2nd degré N et N+1</i>								
<i>Indicateur 1.3, 1.4, 1.5 - BEX [DGEE] - Statistiques des examens V2</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves inscrits en 2nde PRO l'année N et non retrouvés l'année N+1.</i>								
<i>Nombre d'élève de 2nde PRO en N et non retrouvés en N+1 / Nombre d'élèves inscrits en 2nde PRO l'année N</i>								
<i>Indicateur 1.2 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves inscrits en 1ère année de CAP et non retrouvés l'année N+1.</i>								
<i>Nombre d'élève en 1ère CAP en N et non retrouvés en N+1 / Nombre d'élèves inscrits en 1ère CAP l'année N</i>								
<i>Indicateur 1.3 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du CAP de la session principale.</i>								
<i>Indicateur 1.4 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du BAC PRO de la session principale.</i>								
<i>Indicateur 1.5 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves qui se présentent aux épreuves du CPAP de la session principale.</i>								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux d'abandon en première CAP diminue de plus de 5 points entre 2023 et 2022 passant de 26,79% à 21,13% soit légèrement au-dessus du taux prévu de 21,00%. Toutefois, le taux d'abandon en seconde professionnelle connaît une légère augmentation, passant de 10,49% à 10,61%.

Les CPAP participent à la lutte contre le décrochage scolaire par les formations offertes dans les archipels éloignés (CPAP et certificat polynésien des métiers d'art - CPMA). Le taux de réussite du CPAP est de 81% en 2023 contre 77% au CAP. En baccalauréat professionnel, le taux de réussite en 2023 est de 80%.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A la rentrée 2024, une section CPAP GEMM sera ouverte au CETAD de Paopao. Une réflexion est menée pour développer des formations complémentaires d'initiative locale (FCIL).

Objectif n°2 – Réduire les orientations par défaut

Objectif n°2 : Réduire les orientations par défaut								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2-1: Pourcentage de demandes de poursuites d'études supérieures en Polynésie française, en Métropole et DOM-COM	%	Professionnelle : 75,3%	Professionnelle : 78,6%	Professionnelle : 77,0%	Professionnelle : 75,4%	Professionnelle : 78,4%	Professionnelle : 77,0%	Professionnelle : 78,6%
Sources des données :								
<i>Indicateur 2.1 - PARCOURSUP - DOI [DGEE]</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 : Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves de terminale lauréats du BAC. L'indicateur cible les élèves de terminale de la voie professionnelle, lauréats du baccalauréat, qui ont exprimé un ou plusieurs vœux de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur (universitaire et hors universitaire) en Polynésie française, en métropole via le portail national PARCOURSUP et qui ont accusé réception d'au moins une proposition.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2022, les demandes de poursuite d'études dans l'enseignement supérieur de la part des élèves de terminale de la voie professionnelle se stabilisent autour de 78,5% dépassant de plus d'un point les objectifs et plus de 20 points le taux de 2020 (78,6% en 2022 et 78,4% en 2023).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les prochaines politiques d'actions s'articuleront autour de l'élévation de qualification, en permettant aux bacheliers de poursuivre des études en BTS, MC et FCIL, mais également de bénéficier d'une insertion rapide avec par exemple l'accompagnement vers l'apprentissage pour ceux qui n'envisageront pas de poursuites d'études.

✚ Bilan de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPEFPA)

Objectif n°1 – Consolider la mise en œuvre du dispositif « formation à l'installation en agriculture » (FIA)

Objectif n°1 - Consolider la mise en œuvre du dispositif "formation à l'installation en agriculture" (FIA)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - nombre de stagiaires ayant suivi tout le parcours de formation (formation de septembre à août)	Nb	13	30	60*	57*	49**	60	75
Indicateur 1.2 - coût de la formation hors prise en charge CAE	F CFP	14 000 000	25 000 000	48 000 000	48 000 000	48 000 000	50 000 000	62 500 000
Sources des données :								
<i>EPEFPA</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du tableau de bord de suivi des sessions FIA</i>								
<i>*Indicateur calculé avec une prévision d'ouverture de FIA avec 20 candidats par promotion</i>								
<i>**Indicateur calculé avec le nombre réel total de candidats FIA sortants et entrants en 2023</i>								
<i>Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du tableau de bord de suivi des sessions FIA</i>								
Autres commentaires :								
<i>Avec l'expérience des 6 promotions réalisées entre 2019 et 2022, il a été décidé en 2023 de limiter à 15 le nombre de candidats par promotion.</i>								
<i>Contrairement aux années précédentes, en 2023 le CFPPA a rencontré des difficultés pour recruter des candidats pour l'ouverture des promotions de Tahiti et Raiatea.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, le CFPPA a déployé en simultané quatre promotions FIA :

- Deux promotions « sortantes » ayant démarré en 2022 et qui se retrouvaient en fin de parcours FIA : la promotion n°5 des Îles-du-Vent (Tahiti) avec 14 stagiaires sortants, et la promotion n°6 délocalisée aux Marquises (Nuku-Hiva) avec 12 stagiaires sortants ;
- Deux promotions « entrantes » ayant démarré en 2023 et qui se retrouvaient en début de parcours FIA : la promotion n°7 des Îles-du-Vent (Tahiti) avec 13 stagiaires entrants, et la promotion n°8 délocalisée aux Îles-Sous-le-Vent (Raiatea) avec 10 stagiaires entrants.

Cette organisation en simultané de quatre promotions, dont deux délocalisées (Nuku-Hiva et Raiatea), a été possible via le recours à des prestataires locaux (responsables de formation) pour mettre en œuvre et animer les actions FIA, le CFPPA assurant la coordination générale pour un fonctionnement homogène et fluide du dispositif FIA.

Avec l'expérience des 6 promotions réalisées entre 2019 et 2022, il a été décidé en 2023 de limiter à 15 le nombre de candidats par promotion. De plus, pour répondre aux orientations du Pays en matière de transition alimentaire, le dispositif FIA est désormais ouvert aux porteurs de projet en transformation des produits agricoles locaux.

Aujourd'hui, le coût constaté s'establi à 12 millions F CFP pour la mise en œuvre d'une formation aux Îles-du-Vent et 18 millions F CFP pour une formation délocalisée (Îles-Sous-le-Vent ou Marquises).

Avec l'expérience des 6 promotions terminées et 2 promotions en cours depuis le début du dispositif (2019), les constats qui nécessitent des ajustements sont les suivants :

- Un niveau hétérogène des stagiaires ;
- Des stagiaires sortants qui n'ont pas terminé leur étude prévisionnelle d'installation (EPI), ce qui ne leur permet pas de déposer un dossier ICRA ;
- Des difficultés d'accès au foncier accentuées en cas de projet d'élevage (terres en indivision, coût de l'acquisition, obtention de baux agricoles publics et privés, démarches administratives longues et infructueuses) qui conditionnent l'installation agricole et l'obtention de l'ICRA ;
- Des difficultés de recrutement pour l'ouverture de 2 promotions en 2023 (Tahiti et Raiatea).

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Sur la base des éléments constatés, des actions correctrices ont été opérées en 2023 et vont se poursuivre en 2024, à savoir :

- Le renforcement de l'équipe des formateurs du CFPPA avec le recrutement d'un formateur dédié à la FIA, à la création et au développement d'entreprise agricole (en poste depuis septembre 2023) ;
- Un accompagnement individualisé des stagiaires pendant la formation (pour de la remise à niveau) et après la formation (pour finaliser l'EPI de chaque stagiaire sortant et le dépôt du dossier ICRA) ;
- Des réunions avec la Direction de l'agriculture et le Ministère afin de trouver des solutions pour faciliter l'accès au foncier pour les candidats FIA ;
- Le développement d'un "pôle communication" au CFPPA avec une stagiaire en CVD sur cette mission (en poste depuis septembre 2023) qu'il faudrait pérenniser par l'ouverture d'un poste de « chargée de mission communication au CFPPA » sur le tableau des emplois de l'EPEFPA ;
- La réalisation d'un film promotionnel sur le dispositif FIA.

Objectif n°2 – Préparer l'avenir de l'agriculture polynésienne par un enseignement et une formation professionnelle adaptés

Objectif n°2 - Préparer l'avenir de l'agriculture polynésienne par un enseignement et une formation professionnelle adaptés								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Evolution du nombre d'élèves diplômés	Nb	85	54*	54*	44*	36	75*	65*
Indicateur 2.2 - Nombre de sessions de formations courtes (appui aux filières)	Nb	37	29	35	40	44	40	40
Indicateur 2.3 - Nombre de sessions de formations longues (dont FIA)	Nb	2	4	6*	4**	4**	5	6

Sources des données :
EPEFPA
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir des effectifs prévisionnels établissement : [effectifs fin de cycle (Term. + BTSA 2)]*90%.
*Indicateur rebasé à compter de la session d'exams 2022 sur les seuls bac pro, bac techno et BTSA car arrêt de la délivrance du BEPA
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir des actions de formations courtes à destination des professionnels
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir des actions de formation longues à destination des porteurs de projet, demandeurs d'emploi et reconversion professionnelle
*Indicateur calculé avec une prévision de 3 promotions sortantes (2022-2023) et 3 promotions entrantes (2023-2024)
**Indicateur calculé avec le nombre réel total de promotions sortantes et entrantes en 2023
Autres commentaires :
Avec l'expérience des 6 promotions réalisées entre 2019 et 2022, il a été décidé en 2023 de limiter à 15 le nombre de candidats par promotion.
Contrairement aux années précédentes, en 2023 le CFPPA a rencontré des difficultés pour recruter des candidats pour l'ouverture des promotions de Tahiti et Raiatea.

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Formation initiale :

Les résultats aux examens de la session 2023, tout diplôme confondu, sont de 84% de réussite (36 élèves reçus), en diminution de 5 points par rapport à l'année précédente. Ces résultats sont dus notamment à une contre-performance des étudiants en BTS DARC, alors que dans le même temps on note une majorité de mentions dans cette filière (9 mentions sur les 11 reçus).

Le LPA a accueilli 240 élèves à la rentrée 2023. Les effectifs sont en légère hausse par rapport à 2022 du fait de l'ouverture d'une classe supplémentaire (CAPA 2).

Formation professionnelle continue (CFPPA) :

En 2023, le CFPPA a réalisé 44 formations courtes thématiques au bénéfice de 387 stagiaires comprenant :

- 15 formations dans le domaine de la lutte contre les parasites des cultures ;

- 11 formations dans le domaine de l'agroécologie ;
- 7 formations dans le domaine de l'élevage (3 en apiculture, 2 en poules pondeuses, 2 en élevage porcin) ;
- 7 formations dans le domaine de l'arboriculture ;
- 4 formations dans le domaine de l'auto-construction d'outils agricoles.

Concernant les lieux de formations, grâce au soutien de partenaires publics et privés, le CFPPA a réalisé :

- 27 formations aux Îles-du-Vent dont 24 sur les sites du CFPPA (au siège de Moorea ou à l'antenne de Papeete) et 3 à Tahiti (Pirae, Papara et Taravao) ;
- 9 formations aux Îles-Sous-le-Vent (6 à Raiatea, 2 à Tahaa, 1 à Huahine) ;
- 4 formations aux Marquises (Nuku-Hiva) ;
- 3 formations aux Gambier (Mangareva) ;
- 1 formation aux Australes (Tubuai).

Le CFPPA a également réalisé 4 formations longues (FIA) en simultané au bénéfice de 49 stagiaires (porteurs de projets) comprenant :

- Deux promotions « sortantes » ayant démarré en 2022 à Tahiti (antenne de Papeete) et à Nuku-Hiva ;
- Deux promotions « entrantes » ayant démarré en 2023 à Tahiti (antenne de Papeete) et à Raiatea.

De manière générale, le CFPPA constate des difficultés de recrutement pour l'ensemble de ses formations (courtes thématiques et FIA) qui s'expliquent principalement par un manque de stratégie de communication et de mise en œuvre d'actions de communication anticipées et régulières auprès de ses partenaires et de ses publics cibles.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Formation initiale :

Action sur l'attractivité des formations : la stratégie de communication initiée en 2020 pour mieux faire connaître les métiers de l'agriculture et les formations qui s'y préparent, se poursuit en 2023. Cette communication portée par l'EPEFPA cible les publics suivants : élèves de collèges et leurs parents, professeurs principaux des classes de 3^{ème}, services d'orientation des élèves (DGEE). Les supports de cette communication sont les médias locaux (spots radio, émission télévisée, presse) et les réseaux sociaux. Dans cette optique, l'établissement a pu mobiliser 0,5 ETP pour une chargée de communication de l'EPEFPA à la rentrée scolaire 2023. L'accent est mis sur des déplacements systématiques dans les collèges de l'éducation nationale pour présenter aux élèves en classes d'orientation les formations de l'EPEFPA, une présence accrue sur les réseaux sociaux et la réalisation de capsules vidéo présentant le parcours des jeunes.

Action sur l'élargissement du vivier de recrutement des élèves : comme prévu dans le Projet polynésien de l'enseignement agricole (PPEA), il a été mis en œuvre de façon expérimentale dans la classe de 2^{nde} GT du collège de Huahine un enseignement de type EATDD (écologie, agronomie, territoire et développement durable), afin de faire découvrir aux élèves le monde de l'agriculture et plus généralement des sciences du vivant. L'objectif était d'élargir le vivier de recrutement des classes de 1^{ère} ouvertes dans les 3 lycées agricoles (1 public et 2 privés) de la Polynésie française. Cette expérience mériterait d'être poursuivie.

Action sur l'accueil des internes dans l'établissement : l'EPEFPA poursuit en 2023 le dispositif d'accueil de week-end et petites vacances WEI-PLEI mis en place en 2021. Ce dispositif est un service rendu aux usagers qui facilite la scolarisation dans l'établissement des élèves originaires des autres îles. Outre apporter du bien-être aux élèves, ce dispositif permet un meilleur encadrement des devoirs afin de lutter contre le décrochage scolaire et a eu un impact très positif sur les résultats scolaires.

Formation professionnelle continue :

En 2023, une réflexion de fond a été engagée pour redéfinir les thématiques des formations courtes du CFPPA répondant aux attentes des professionnels et des partenaires institutionnels du secteur primaire, et pour améliorer la lisibilité des actions de formation du CFPPA.

Sur la base des éléments constatés, des actions correctrices ont été opérées en 2023 et vont se poursuivre en 2024, à savoir :

- Le développement d'un "pôle communication" au CFPPA avec le recrutement d'une stagiaire en CVD (en poste depuis septembre 2023) qu'il faudrait pérenniser par l'ouverture d'un poste à temps plein de « chargée de mission communication au CFPPA » sur le tableau des emplois de l'EPEFPA ;
- L'élaboration d'un catalogue et d'un calendrier de formation 2024 qui permettront une meilleure visibilité de l'offre de formation auprès des publics cibles ;
- La réalisation d'un film promotionnel sur le dispositif FIA ;
- Une amélioration du nombre de dossiers ICRA déposés par les stagiaires sortant de la FIA ;
- En 2024, le CFPPA souhaite ouvrir 2 à 3 autres promotions de FIA avec des délocalisations envisagées aux Australes (Tubuai), à la Presqu'île (Taravao) et à Moorea (Opunohu) sous réserve d'un minimum de 10 dossiers de candidature viables par promotion.

Bilan de la fédération polynésienne des maisons familiales et rurales (FPMFR)

Objectif n°1 – Favoriser la réussite scolaire et contribuer à l'insertion des jeunes

Objectif n°1 – Favoriser la réussite scolaire et contribuer à l'insertion des jeunes								
Dispenser la formation pédagogique initiale et continue du personnel des MFR afin de favoriser un enseignement de qualité par un accompagnement adapté.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Effectif des élèves inscrits aux examens du DNB	Nb	80	86	92	71	54	57	80
Indicateur 1.2 – Taux de réussite au DNB	%	47,50 %	41,86 %	47,20 %	40,85 %	53,70 %	60,00 %	65,00 %
Indicateur 1.3 – Effectif des élèves inscrits aux examens du CAP	Nb	100	79	93	46	46	60	80
Indicateur 1.4 – Taux de réussite au CAP	%	66,00 %	79,75 %	77,63 %	73,20 %	100,00 %	100,00 %	90,00 %
Sources des données : Fédération Polynésienne des Maisons Familiales Rurales*(FPMFR)								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 – l'effectif d'élèves inscrits aux examens du DNB est calculé à partir des états d'inscriptions.								
Indicateur 1.2 – le taux de réussite au DNB est calculé à partir du nombre d'élèves inscrits aux examens.								
Indicateur 1.3 – l'effectif d'élèves inscrits aux examens du CAP est calculé à partir des états d'inscriptions.								
Indicateur 1.4 – le taux de réussite au CAP est calculé à partir du nombre d'élèves inscrits aux examens.								
Autres commentaires :								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

L'ensemble des orientations précitées contribuent à la réussite et à l'insertion des jeunes dans leurs parcours de formations et bien que les prévisions PAP 2023 n'aient pas été atteintes sur le plan des effectifs d'élèves présentés aux examens, nous retiendrons que le taux de réussite à quant à lui évolué positivement passant de 40,87% à 53,70% pour le DNB et de 73,20% à 100% pour le CAP. Le décrochage, qui se justifie par des situations individuelles complexes, demeure une problématique majeure chez les jeunes.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Sur les fonds alloués à la FPMFR en fonctionnement, 27 millions F CFP sont affectés annuellement aux dispositifs classes de soutien à l'hébergement des élèves non-résidents et au transport inter-îles des élèves. Ce montant global sera revu à la hausse compte tenu des dispositifs d'accompagnement en cours de réflexion.

Dans cette perspective la FPMFR a engagé des travaux de refonte du dispositif classe de soutien afin d'élargir ce dispositif aux jeunes faisant l'objet d'une réorientation par les collèges publics en cours d'année scolaire ou encore pour renforcer l'accompagnement des élèves au travers de dispositifs de soutien scolaire.

10.4.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 03 - ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	888 216 211	75 758 902	963 975 113
au titre de l'EPEFPA			0
LPA - Fonctionnement général	42 000 000	0	42 000 000
LPA - Mobilité des apprenants (plan de relance)	0	0	0
LPA - Accueil élèves internat week end et petites vacances "WEI-PLEI"	16 000 000	0	16 000 000
LPA - Création de nouvelles classes - Aménagements et équipements		1 207 300	1 207 300
LPA - Acquisition d'un véhicule technique		5 720 000	5 720 000
CFPPA - Fonctionnement général	66 000 000	0	66 000 000
CFPPA - Programme FIA	48 000 000	0	48 000 000
CFPPA - Programme forêt		0	0
CFPPA - Prise en charge du directeur sur budget (action nouvelle suite départ du directeur en place)	11 000 000	0	11 000 000
EA - Chargé de mission STAGEP (3ème et dernière année)	0		0
EA - Production de références AB et agroforesterie (Action nouvelle)	7 000 000		7 000 000
EA - Equipements mécaniques et d'automatisation	0	8 987 587	8 987 587
EA - Etudes modernisation, agroéquipement, hangar, station porcine, fosse à lisier	0	14 844 015	14 844 015
EA - Station de compostage - Equipements	0	0	0
au titre du CPMFR			0
Favoriser la réussite scolaire et contribuer à l'insertion des jeunes			0
Fonctionnement (actions de formations, promotion et accompagnement)	40 000 000		40 000 000
Action d'accompagnement des MFR dans la prise en charge des élèves (hébergement, transport, classe de soutien)	27 000 000		27 000 000
Accompagnement des MFR dans leurs projets de développement (constructions, équipement...)		45 000 000	45 000 000
au titre de la DGEE			0
Subventions de fonctionnement aux lycées professionnels ou polyvalents			0
Dotation gloable de fonctionnement	595 974 670		595 974 670
Subvention exceptionnelle accordée aux collèges et lycées	35 241 541		35 241 541

Les crédits destinés à la pédagogie (hors couverture accident du travail CPS, dépenses d'examen et crédits fonds sociaux qui sont désormais au programme Soutien à l'élève) correspondent à 595,9 millions F CFP de dotation globale de fonctionnement et 35 millions de subventions exceptionnelles qui ont permis des travaux de mise en conformité, d'externalisation de l'entretien des internats, des travaux d'amélioration des conditions de travail des élèves (remplacement des faux plafonds, pose de rideaux anti feu, remplacement des portes de vestiaires, etc.).

10.5 Programme 909 04/969 04 : enseignement supérieur et recherche

Comme l'enseignement général, technologique et professionnel, l'enseignement post-baccalauréat des lycées doit contribuer à donner aux étudiants un premier diplôme universitaire et contribuer à augmenter le niveau de formation générale des jeunes polynésiens.

10.5.1 Bilan des orientations stratégiques

✚ Bilan de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Dans le domaine des compétences transférées à l'éducation, la Polynésie française a la charge de l'enseignement supérieur non universitaire : sections de techniciens supérieurs et classes préparatoires aux grandes écoles qui sont implantées dans les lycées.

L'offre de formation post-baccalauréat a été très sensiblement étoffée ces dernières années (ouvertures de BTS en lycées professionnels, de DUT, de CPGE, de CUPGE) avec une volonté forte de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur). Cela contribue à offrir une palette importante de débouchés pour maintenir au Fenua les jeunes bacheliers.

Pour les bacheliers qui font le choix de poursuivre leurs études en métropole (environ 250 par an), des conventions avec des établissements hexagonaux sont conclues afin de favoriser leur intégration et leur réussite. Ainsi une convention tripartite (Etat, Pays, IEP) mobilise des moyens pour aider des jeunes polynésiens à préparer et réussir les épreuves d'admission en Institut d'études politiques. Une convention entre le ministère de l'éducation, l'association Passerelle ESC et les écoles membres volontaires facilite le recrutement et l'admission d'étudiants dans les écoles de commerce. Un accompagnement renforcé vers l'excellence fait également l'objet d'une convention de partenariat entre les lycées de métropole (lycée Montaigne de Bordeaux, lycée du Parc à Lyon, lycée Janson de Sailly à Paris notamment). Il s'agit des classes préparatoires Lettres, BCPST et MPSI. Pour les étudiants inscrits en études de santé, un partenariat existe avec l'université de Bordeaux pour l'accès en 2^{ème} année.

Plusieurs actions d'accompagnement en direction des étudiants qui poursuivent leurs études après le baccalauréat, tant en Polynésie que dans le monde entier, sont améliorées ou mises en œuvre en matière d'hébergement et de transport (gratuité du transport pour les étudiants inscrits en Polynésie française), d'aide aux formalités administratives à accomplir, de facilitation du financement des études, surtout quand elles se déroulent en métropole.

L'opération Cap sur l'hexagone est proposée à nos élèves qui envisagent la poursuite d'études hors Polynésie. Elle consiste, en autres, en plusieurs séances de préparation des futurs étudiants durant l'année de terminale.

Bilan de la recherche (REC)

L'orientation stratégique qui fonde l'action du ministère en charge de la recherche est de faire du Pays un site reconnu, performant et attractif (« hub ») en matière de recherche scientifique pluridisciplinaire et un lieu privilégié pour la démonstration, le développement et le déploiement de technologies innovantes et pertinentes dans le bassin Pacifique, considéré comme une région hautement stratégique avec d'importants enjeux environnementaux, socio-économiques, culturels et géopolitiques.

Aussi, la stratégie de l'innovation 2030 de la Polynésie française définit les secteurs et les instruments qu'il conviendra de développer en Polynésie française, au titre de financements propres mais également dans le cadre du prochain outil contractuel Etat-Pays, et sans doute au-delà.

Elle donne corps aux actions menées en 2023 sous le terme « d'économie de la connaissance » et qui relèvent de :

- L'acquisition, la maîtrise, l'accès et le partage ainsi que la diffusion des connaissances scientifiques ;
- La structuration et la mise en réseau des acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur avec la mutualisation des moyens humains et des infrastructures et en relation avec le tissu socio-économique du Pays ;
- Le renforcement des accords de collaboration scientifique avec des institutions nationales, régionales (Océanie) et internationales ;
- La formation des jeunes chercheurs polynésiens et des futurs cadres impliqués dans la recherche-innovation qui seront susceptibles de s'inscrire en tant qu'experts-conseil ou de créer leur propre entreprise.

Aussi, les actions menées au titre de l'économie de la connaissance au-delà de contribuer à la construction d'un continuum enseignement supérieur, recherche et innovation, ont permis à la communauté de recherche de s'organiser et de proposer des projets transformants au travers des programmes France 2030 tels que : Nārua en matière de formation et de Nāhti en matière d'innovation. Ces deux projets ont vu leur démarrage (lancement) officiel en 2023.

10.5.2 Bilan des réformes

La hausse régulière de la proportion de bacheliers dans une génération alimente la hausse de l'accès à l'enseignement supérieur.

Des actions sont menées en particulier pour les bacheliers technologiques et professionnels.

Pour les bacheliers professionnels, la politique volontariste en matière de pourcentage minimum d'élèves titulaires du bac pro en STS porte ses fruits puisque le pourcentage de bacheliers professionnels dans les classes de STS des lycées publics est de 38,5% à la rentrée 2023 (pour un objectif de 35%).

Pour les bacheliers technologiques, les deux DUT (gestion administrative et commerciale des organisations ; techniques de commercialisation) de l'Université de Polynésie française recrutent majoritairement parmi eux. Il a été ainsi convenu de réserver prioritairement les deux départements d'IUT de l'Université de la Polynésie française (UPF) aux bacheliers technologiques afin d'améliorer l'accès des bacheliers professionnels en STS. Simultanément, la préparation des bacheliers technologiques à une L1 a été améliorée. La CPGE PTSI ouverte au lycée du Diadème et le cycle universitaire préparatoire aux grandes écoles (CUPGE) permettent d'offrir des parcours d'excellence aux bacheliers généraux tout en contribuant à décongestionner les filières sélectives.

La nouvelle formation, valant grade licence, ouvert depuis la rentrée 2022, entre dans sa deuxième année pour les bacheliers titulaires du baccalauréat sciences et technologie du design et des arts appliqués (STD2A), et les diplômés du brevet des métiers d'art. Elle préparer au diplôme national des métiers des arts et du design

(DN-MAD) au lycée Samuel Raapoto et au Centre des métiers d'art en partenariat avec l'université de Polynésie française.

Une nouvelle classe préparatoire, dite adaptation technicien supérieur (ATS) pour les titulaires du BTS a été ouverte à la rentrée 2023 au lycée Diadème pour les formations industrielles.

10.5.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Objectif n°1 – Favoriser l'équilibrage des flux

Objectif n°1 - Favoriser l'équilibrage des flux								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux d'accès en STS	%	21,31%	23,33%	22,50%	Calculé en octobre 2023	21,01%*	23,40%	23,50%
Indicateur 1-2 : Pourcentage de néobacheliers issus de la voie professionnelle inscrits en STS	%	21,25%*	27,8%*		Calculé en octobre 2023	27,77%*	28,00%	29,00%
Indicateur 1-3 : Taux de réussite au BTS	%	91,92%	80,06%	91,90%	80,46%	80,24%	84,00%	84,30%

Sources des données :

- Indicateur 1.1 - Bases élèves 2nd degré N+1 et BEX [DGEE]
- Indicateur 1.2 - Constat de rentrée du 2nd degré N/N+1
- Indicateur 1.3 - BEX [DGEE]

Mode de calcul des indicateurs :

- Indicateur 1.1 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des néo-bacheliers.
- Indicateur 1.2 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des néo-bacheliers ayant intégré la filière STS.
- Indicateur 1.3 - Les pourcentages sont calculés sur des effectifs présents aux épreuves de BTS.

* Nouvelle approche

▪ Commentaire et analyse des résultats

Le taux d'accès en STS en 2023, à 21,01%, retrouve son niveau de 2021. Autrement dit, près de deux jeunes néo-bachelier (sur l'ensemble des néo-bacheliers toutes voies confondues) sur dix accèdent à une formation en STS pour préparer un BTS.

L'écart entre le taux de réussite à l'examen des bacheliers professionnels et des bacheliers technologiques se réduit d'année en année, il est aujourd'hui de moins de dix points, ce qui est un encouragement à poursuivre les partenariats pédagogiques lycées professionnels-STs, dans l'esprit des cordées de la réussite, avec l'appui des corps d'inspection pédagogique.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Pour la poursuite d'étude des titulaires du BTS, une nouvelle classe préparatoire, dite adaptation technicien supérieur (ATS) pour les titulaires du BTS sera ouverte à la rentrée 2024 au lycée Diadème pour les formations tertiaires.

Bilan de la recherche (REC)

Objectif n°1 – Soutenir, dynamiser et structurer la recherche

Objectif n°1 - Soutenir, dynamiser et structurer la recherche								
A travers l'acquisition, la maîtrise et le partage des connaissances scientifiques et technologiques, associés à une mutualisation et mise en réseau des capacités humaines et des infrastructures								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Programmes de recherche cofinancés et suivis (budget REC+ CDT- CV ESRI 2021-2023)	Nb	12	13	14	16	19	16	16
Indicateur 1.2 - Thèses de doctorat cofinancées et soutenues	Nb	2	4	4	6	6	6	6
Indicateur 1.3 - Evénements de promotion de la recherche, ouvrages, conférences scientifiques et ateliers de travail cofinancés et coorganisés	Nb	2	5	3	4	4	4	4

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 1.1, 1.2, 1.3 - indicateurs calculés à partir du budget de fonctionnement du service (CT 781-F et 7812-F)

Autres commentaires :

Il s'agit de l'acquisition, la maîtrise et la diffusion des connaissances associées à une mutualisation et mise en réseau des capacités humaines et des infrastructures, en suivant les axes du « Schéma Directeur de la Recherche et de l'Innovation 2015-2025 » et les orientations et activités du consortium RÉSIPOL (« Recherche, Enseignement Supérieur et Innovation en Polynésie française ») créé en 2019 :

- action n°1 relative au co-financement de programmes de recherche-innovation menés en Polynésie française et contribuant à son développement socio-économique et culturel durable, et de leur suivi ;
- action n°2 relative à la soutenance de thèses de doctorat réalisées dans le cadre de programmes de recherche-innovation menés en Polynésie française et co-financées ;
- action n°3 relative au co-financement et à la co-organisation d'événements de promotion de la recherche (ex. « Fête de la Science » chaque année), d'ouvrages scientifiques, d'ateliers de travail et de conférences scientifiques d'importance régionale (Pacific) ou internationale en Polynésie française.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif se décline en deux axes d'intervention puisqu'il s'agit (1) d'acquérir, de maîtriser et de partager des connaissances scientifiques et technologiques ainsi que de (2) mutualiser et mettre en réseau des capacités humaines et des infrastructures.

Trois catégories d'actions ont été mises en œuvre :

- Action n°1 : le co-financement de programmes de recherche menés en Polynésie française et contribuant à son développement socio-économique et culturel durable, et leur suivi ;
- Action n°2 : relative à la soutenance de thèses de doctorat réalisées dans le cadre de programmes de recherche menés en Polynésie française et co-financées ;
- Action n°3 : le co-financement et la co-organisation d'événements de promotion de la recherche, d'ouvrages scientifiques, d'ateliers de travail et de conférences scientifiques d'importance régionale (Pacific) ou internationale en Polynésie française.

Les indicateurs ont été atteints voire légèrement dépassés pour toutes les actions avec 19 programmes de recherche cofinancés (dont 5 opérations au titre de la convention d'application relative à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation du Contrat de développement et de transformation 2021-2023) ainsi que 6 thèses cofinancées en 2023.

En 2023, quatre événements ont pu se tenir :

- La 32^{ème} édition de la Fête de la Science sur le thème « Sport et Science » avec une journée de démonstration par des scolaires dans le cadre d'une action « Faites de la Science » sur la thématique qui s'est déroulée dans les Jardins de l'Assemblée de la Polynésie française et de deux cycles de conférences sur Tahiti et à Moorea ; les interventions de scientifiques et chercheurs dans les établissements scolaires ont également été privilégiés notamment dans les îles ;
- Un colloque du cycle de conférences en droit de l'environnement sur le thème « Insularité(s) et changement climatique. La vulnérabilité des (petits) territoires océaniens », du 10 au 11 mai 2023, à l'UPF ;
- Un colloque scientifique international intitulé « Mettre le cap sur une société polynésienne inclusive (HANDI-CAP) », qui s'est déroulé du 22 au 26 mai 2023 à l'UPF ;
- Et la finalisation de la feuille de route issu du séminaire de recherche et développement sur les énergies renouvelables en Polynésie française qui a permis de rassembler une dizaine de chercheurs de métropole, les institutions et le secteur économique local afin de définir une feuille de route R&D pour les énergies renouvelables en Polynésie française et de proposer des actions priorisées en la matière.

Objectif n°2 – Soutenir, développer et accompagner l'innovation scientifique et technologique

Objectif n°2 - Soutenir, développer et accompagner l'innovation								
Par le développement de l'impact économique de la Recherche et le transfert de technologies pour une R&D plus performante								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 2.1 - Projets innovants cofinancés et suivis	Nb	9	11	13	15	15	15	15
Indicateur 2.2 - Entreprises innovantes créées ou soutenues	Nb	9	11	13	15	15	15	15
Indicateur 2.3 - Evénements de promotion de l'innovation cofinancés et coorganisés	Nb	2	2	3	2	2	3	3
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
<i>Indicateur 2.1, 2.2, 2.3 - Indicateurs calculés à partir du budget de fonctionnement du service (CT 781-F et 7812-F)</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								
<i>Il s'agit de mettre en place les conditions favorables pour l'émergence d'entreprises intégrant l'innovation technologique et scientifique, en suivant les axes de la « Stratégie Territoriale de l'Innovation » (STI) validée en 2016 avec l'OCTA et de la « Stratégie de l'innovation 2030 de la Polynésie française pour son développement durable et inclusif » (Stratégie de spécialisation intelligente S4-PF) finalisée en 2022 :</i>								
<i>- action n°1 relative au co-financement de projets innovants portés par les entreprises privées et associations basées en Polynésie française via leur partenariat avec des organismes de recherche et établissements publics, et de leur suivi (ex : « Appel à projets Recherche et Innovation : Partenariat Public Privé » en 2019 et « Appel à projets Recherche et Innovation : Partenariat Public Privé pour Preuve de concept » en 2021 et 2023) ;</i>								
<i>- action n°2 relative à la création et/ou au soutien financier d'entreprises privées innovantes en Polynésie française via leur partenariat avec des organismes de recherche et établissements publics ;</i>								
<i>- action n°3 relative à l'organisation d'événements contribuant à la promotion et au développement de l'innovation technologique et scientifique.</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif vise à mettre en place les conditions favorables à l'émergence d'entreprises intégrant l'innovation technologique et scientifique, et réalisant une exploitation économique des résultats de la recherche en contribuant à transformer une invention en une innovation.

Trois catégories d'actions ont été mises en œuvre :

- Action n°1 : le co-financement de projets innovants portés par des organismes de recherche et établissements publics en partenariat avec les entreprises privées et associations basées en Polynésie française, et leur suivi ;
- Action n°2 : relative à la création et/ou au soutien financier d'entreprises privées innovantes en Polynésie française via leur partenariat avec des organismes de recherche et établissements publics ;
- Action n°3 : l'organisation d'évènements contribuant à la promotion et au développement de l'innovation technologique et scientifique.

Les indicateurs ont été atteints avec le co-financement de 15 projets innovants sélectionnés dans le cadre des appels à projets « Recherche et innovation : partenariat public-privé » dont 5 au titre de l'appel à projets 2023 visant à valider la preuve de concept (RIP4). Ces projets de recherche et innovation dans les domaines de l'économie circulaire, l'agriculture, l'aquaculture, les ressources naturelles, les énergies renouvelables et les risques naturels, comprennent tous un partenariat public-privé solide et durable.

Avec l'adoption par l'Assemblée de la Polynésie française de la stratégie de l'innovation 2030 de la Polynésie française pour un développement durable et inclusif en octobre 2022, l'année 2023 est l'année de lancement de la mise en œuvre de la stratégie.

Enfin, la poursuite de la structuration de l'écosystème polynésien de l'innovation a été entreprise avec le lancement du projet Nahiti, lauréat de l'appel à projets du Plan innovation Outre-mer du Plan d'investissement d'avenir (PIA - PIOM).

10.5.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 04 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	127 677 908	20 651 199	147 004 122
<i>au titre de la REC</i>			
Soutenir, dynamiser et structurer la recherche			
Co-financement d'infrastructures de recherche, d'appareillages et d'équipements scientifiques			0
Co-financement de programmes de recherche menés en Polynésie française et contribuant à son développement socio-économique et culturel durable, et de leur suivi	44 911 837	9 546 539	44 911 837
Financement et soutien de thèses de doctorat réalisées dans le cadre de programmes de recherche menés en Polynésie française			0
Co-financement et co-organisation d'évènements de promotion de la recherche (ex. « Fête de la Science », d'ateliers de travail et de conférences scientifiques d'importance régionale (Pacific) ou internationale en Polynésie française (ex. « CIGUAWATCH 2021 »)	4 216 000		4 216 000
Soutenir, développer et accompagner l'innovation			
Co-financement de projets innovants portés par les entreprises privées et associations basées en Polynésie française, et de leur suivi	58 142 000		58 142 000
Création et/ou au soutien financier d'entreprises innovantes en Polynésie française			0
Organisation d'évènements contribuant à la promotion et le développement de l'innovation technologique et scientifique («S4-PF»)	1 120 456		1 120 456
Dépenses diverses	2 657 516		2 657 516
<i>au titre de la DGEE</i>			
Réduire les orientations par défaut			
Organisation des sessions d'examen du BTS	1 324 985		0
Campus connecté	15 305 114	11 104 660	26 409 774

Au titre de la DGEE, pour 2023, le programme pour l'enseignement supérieur et recherche dispose d'une enveloppe de 51 millions F CFP dont 1,3 millions F CFP ont été consommés pour des dépenses liées aux examens post-baccalauréat et 26,4 millions F CFP pour les Campus connectés.

10.6 Programme 909 05/969 05 : soutien à l'élève

Le soutien à l'élève et son bien-être sont une priorité forte du ministère de l'éducation. C'est en effet un facteur puissant de persévérance scolaire dont on sait qu'elle est très corrélée avec la réussite scolaire et tous les élèves et en particulier des plus fragiles d'entre eux.

10.6.1 Bilan des orientations stratégiques

A partir de la rentrée 2022, le bien-être des élèves est devenu un axe prioritaire de la politique éducative du Pays. Suite à la tenue d'une semaine du bien-être à l'école en présence de Christophe Marsollier, inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche en novembre 2022, une affiche à destination du grand public (parents et élèves) a été produite et diffusée dans tous les établissements et toutes les écoles pour

promouvoir les gestes du quotidien essentiels à une scolarité réussie : sommeil, alimentation, usage des réseaux, travail scolaire.

Le soutien à l'élève est aussi recherché par le maintien des structures d'enseignement de proximité. Ainsi, dans le premier degré, 30 écoles d'une classe et 20 écoles de deux classes sont maintenues aux Tuamotu et aux Marquises malgré de très faibles effectifs. Il en est de même des petits collèges des îles Australes, des Tuamotu, des Marquises. Les classes de 6ème à l'école, au nombre de onze à la rentrée 2022, participent aussi à une réponse de proximité pour la scolarisation des plus jeunes.

Au sein des écoles REP+ et des écoles les plus défavorisées hors REP+, le dédoublement des classes de CP et de CE1 participe au soutien aux apprentissages des élèves. Les effectifs des classes sont limités dans les écoles et collèges REP+.

En direction des élèves à besoins particuliers, les unités localisées d'inclusion scolaire (ULIS) sont une réponse adaptée. Des nouveaux dispositifs sont ouverts à chaque rentrée.

En direction des familles les plus défavorisées, et dans le contexte de la crise économique qui a suivi la crise sanitaire, le ministère de l'éducation a maintenu son soutien à la politique des fonds sociaux en abondant la dotation nationale de 25 millions F CFP.

10.6.2 Bilan des réformes

L'étendue du territoire polynésien crée l'éloignement vis-à-vis des unités d'enseignement. Beaucoup d'îles sont sans collège. Les lycées sont concentrés dans 3 îles de l'archipel de la Société. En conséquence, de nombreux adolescents poursuivent leur scolarité secondaire, séparés de leur famille, sur une île voisine ou directement à Tahiti, ce qui peut conduire à un risque de décrochage dans les études. Les actions en faveur de l'internat se poursuivent. L'organisation d'un concours de recrutement d'adjoints d'éducation a permis de recruter 54 nouveaux fonctionnaires stagiaires pour l'animation, l'encadrement, le conseil, le soutien scolaire et la surveillance des élèves. Les travaux du nouvel internat du collège d'Atunoa (Hiva Oa - Marquises) sont terminés. Les appels d'offre pour le nouvel internat du lycée Diademe de Pirae (Tahiti) ont été lancés.

A défaut de pouvoir précisément chiffrer les décrocheurs tels que définis nationalement, le choix a été fait de suivre l'indicateur du nombre de jeunes non retrouvés dans la base élève académique lors des constats de rentrée. Les classes de terminale sont hors champ eu égard à la difficulté du suivi d'informations sur le devenir des diplômés (poursuites d'études en métropole, à l'étranger, etc.). Deux catégories sont distinguées parmi les élèves non retrouvés : les moins de 16 ans, dits déscolarisés et les plus de 16 ans dits décrocheurs. Le nombre d'élèves déscolarisés oscille entre 5% et 5,5% jusqu'à la rentrée 2021. Les taux de décrocheurs des lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et des lycées professionnels (LP) sont respectivement de 14,6% et 5,9%. Les causes de la déscolarisation et du décrochage sont complexes, intimes et souvent contextuelles. Néanmoins, le manque de sens donné aux apprentissages, les lacunes scolaires accumulées tout au long d'un parcours personnel, la fin du collège perçue comme une fin de scolarité sont principalement à l'origine du décrochage. En lycée, il convient de distinguer les LEGT des LP. En LP, la part d'élèves non retrouvés est la plus importante en première année de CAP (25,9% en 2022). Les élèves accueillis en CAP sont majoritairement fragiles. C'est pourquoi le travail d'accompagnement de l'élève doit débuter tôt dans la scolarité. En LEGT, le taux de décrocheurs atteint 5,9%.

La fréquentation scolaire s'améliore. En 2021-2022 les taux d'absentéisme moyens étaient compris entre 14% et 23% dans le 1^{er} degré et 13% et 17% dans le 2nd degré. Les facteurs qui ont expliqué cette situation étaient principalement liés à la crainte du virus. En 2022-2023, la fréquentation scolaire est revenue progressivement à la normale dans le 1^{er} degré et en collège. Elle reste relativement forte en lycée professionnel.

10.6.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Soutenir la mission de lutte contre le décrochage scolaire

Objectif n°1 - Soutenir la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1-1 : Taux de collégiens non retrouvés	%	3,12%	3,57%	3,35%	Calculé en octobre 2023	4,45%	3,33%	3,30%
Indicateur 1-2 : Taux de lycéens en 2nde GT non retrouvés	%	4,48%	6,12%	5,25%	Calculé en octobre 2023	6,02%	5,50%	5,40%
Indicateur 1-3 : Taux de lycéens en 2nde PRO non retrouvés	%	6,45%	11,00%	8,30%	Calculé en octobre 2023	10,61%	9,00%	8,00%

Sources des données :

- Indicateurs 1-1, 1-2, 1-3 : Bases élèves 2nd degré N et N+1

Mode de calcul des indicateurs :

- Indicateur 1.1 - Collégiens non retrouvés dans les bases du MEN à la rentrée N+1 par rapport aux collégiens scolarisés au collège en N
- Indicateur 1.2 - Elèves non retrouvés dans les bases du MEN à la rentrée N+1 par rapport aux élèves scolarisés en 2nde GT en N
- Indicateur 1.3 - Elèves non retrouvés dans les bases du MEN à la rentrée N+1 par rapport aux élèves scolarisés en 2nde PRO en N

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2022, une nouvelle approche de la déscolarisation et décrochage a été adoptée pour mieux cerner les flux et améliorer la précision des mesures d'élèves non retrouvés. Les taux de collégiens, lycéens non retrouvés en seconde générale et technologique (GT) et en seconde professionnelle sont supérieurs aux données de 2021 mais inférieurs à ceux de 2020 pour les collégiens et lycées en seconde GT.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'apport d'une mission de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche sur les thèmes de l'orientation, la déscolarisation et le décrochage a permis d'apporter une nouvelle vision du sujet en Polynésie. Les préconisations de cette intervention permettront de développer de nouvelles méthodes et gestion du décrochage en Polynésie.

A la rentrée 2023, la MLDS (mission de lutte contre le décrochage scolaire) s'est transformée en MPS (mission pour la persévérance scolaire). De leur côté, les GPDS des établissements se transforment en GPS (groupe de persévérance scolaire). Au-delà du seul changement de nom, la Polynésie française veut ainsi montrer sa volonté et son ambition de mettre en place une véritable politique éducative systémique en faveur de la persévérance scolaire : pratiques pédagogiques accrocheuses, qualité de la relation enseignants-élèves, pratiques d'évaluation encourageantes, attention au climat scolaire et à la parole de l'élève, lieux et temps d'écoute, bien-être des élèves dans les établissements, pratiques des langues et des arts polynésiens, offre de formation de proximité et en lien avec les possibilités d'insertion.

Objectif n°2 – Favoriser l'inclusion scolaire

Objectif n°2 - Favoriser l'inclusion scolaire								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2-1 : Pourcentage d'élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire bénéficiant d'un accompagnement par un Auxiliaire de vie scolaire individuel ou collectif (AVS)	%	Ensemble : 65,5 % 1er degré : 72,0 % 2nd degré : 55,3 %	Ensemble : 65,0 % 1er degré : 65,2 % 2nd degré : 64,5 %	Ensemble : 69,5 % 1er degré : 69,6 % 2nd degré : 68,8 %	Calculé en octobre 2023	Ensemble : 63,3 % 1er degré : 62,5 % 2nd degré : 64,4 %	Ensemble : 67,0 % 1er degré : 68,0 % 2nd degré : 66,0 %	Ensemble : 67,5 % 1er degré : 68,5 % 2nd degré : 66,5 %

Sources des données :

- Indicateur 2.1 : ASH [DGEE] et constats de rentrée des 1er et 2nd degrés N

Mode de calcul des indicateurs :

- Indicateur 2.1 - Nombre d'élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire bénéficiant d'un AVS / Nombre total d'élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le soutien aux élèves les plus fragiles est au cœur de la politique du ministère de l'éducation.

Pour les élèves porteurs de handicap, l'accueil en milieu ordinaire progresse fortement. Ils étaient 665 à être scolarisés à la rentrée 2014 ; ils sont 1 065 à la rentrée 2023, soit une hausse de 60% en 9 ans. Le nombre d'ULIS en école, collège et lycée augmente pour répondre aux notifications de compensation scolaire prononcées par la CTES : 17 à la rentrée 2013 ; 40 à la rentrée 2023. Entre 2014 et 2022, le nombre d'élèves qui bénéficient d'une aide humaine (+59,07%). Pour les élèves en grande difficulté scolaire, les SEGPA et les CJA sont des structures de scolarisation. En Polynésie, la proportion d'élèves en SEGPA est de 3,8%. Si l'on ajoute les effectifs des CJA, on obtient 8,1% des élèves de collège.

La réflexion se porte sur la résolution de la grande difficulté scolaire avant la fin du cycle 3, notamment dans les zones les plus éloignées ou dans les secteurs identifiés par les résultats très faibles aux évaluations, afin de proposer un parcours conforme au cycle 4. Le dispositif de remédiation à l'entrée au collège (DREC) est une alternative intéressante à la SEGPA, dans des secteurs isolés qui ne disposent pas de moyens

paramédicaux de rééducation ou qui se trouvent particulièrement défavorisés. Dans neuf collèges, ces dispositifs d'aides spécialisées « souples », à visée de « remédiation », contribuent à la mise en œuvre d'un enseignement plus adapté auprès des élèves en grande difficulté scolaire. Par l'action des professeurs spécialisés (option F), agissant en qualité de personnes-ressources, ces dispositifs contribuent à l'évolution des gestes professionnels des professeurs de collège. Une circulaire de novembre 2019 cadre leurs missions et le niveau d'intervention.

Pour les élèves ayant des troubles du spectre autistique, l'objectif est d'améliorer leurs conditions d'accueil, de scolarisation et d'inclusion. Un seul poste d'enseignant au niveau de l'UP (unité pédopsychiatrique) ne peut pas assurer la prise en charge globale des enfants présentant des TSA. Une unité d'enseignement élémentaire autiste (UEEA) a été créée depuis la rentrée 2022 dans une école élémentaire de Papeete. Elle accueille des élèves jusqu'alors déscolarisés, présentant de sévères TSA. Ces élèves sont présents de 4 à 6 heures par semaine, avec l'aide d'une AE-ESH et d'un personnel communal. Une réflexion est en cours sur la pertinence du dispositif.

Pour les élèves à haut potentiel (EHP), une circulaire de janvier 2020 donne le cadre d'accompagnement des EHP, notamment en collège et en lycée (nomination d'un référent académique, cadre de prise en charge et d'élaboration de projet d'accompagnement spécifique, etc.). Des formations sont envisagées au niveau des FIL, formations sollicitées par les établissements.

Pour l'enseignement en milieu pénitentiaire, 477 détenus ont rencontré un enseignant en ULE. Parmi eux, 344 ont pu bénéficier d'un temps de scolarisation.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Un plan triennal de création de 45 postes d'AVS financés par la Polynésie française a été mis en place ces 3 dernières années. Un deuxième plan triennal d'augmentation du nombre d'AE-ESH (30 recrutements) vient renforcer l'aide humaine à partir de la rentrée 2023 et permettra de stabiliser l'indicateur (élèves accompagnés par ETP d'AE-ESH).

Objectif n°3 – Soutenir la scolarisation des élèves aux situations sociales et géographiques défavorisées

Objectif n°3 - Soutenir la scolarisation des élèves de catégories socio-géographiques défavorisées								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - % d'élèves boursiers parmi les collégiens et les lycéens	% global de boursiers % de collégiens boursiers % de lycéens boursiers	56,72% 56,02% 57,85%	56,54% 56,27% 56,95%	57,00% 57,00% 58,00%	56,17% 55,67% 56,60%	56,31% 55,75% 56,90%	57,05% 57,05% 58,05%	57,10% 57,10% 58,10%
Indicateur 3.2 - Nombre d'élèves bénéficiant de PLEI/WEI	Nb PLEI Nb WEI	741 1144	566 1135	650 1150	575 1113	575 1113	570 1120	580 1130
Indicateur 3.3 - Nombre d'élèves bénéficiant du dispositif "Cycle 3 à l'école"	Nb	71	102	100	98	98	100	105
<u>Sources des données :</u>								
Indicateur 3.1 - BTB8A [DGEE] et constat de rentrée du 2nd degré N								
Indicateur 3.2 - DV3E [DGEE]								
Indicateur 3.3 - Constat de rentrée 2nd degré N - SYCA								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 3.1 - % Global de boursiers: Nombre d'élèves boursiers par rapport au nombre total d'élèves du second degré								
% de collégiens boursiers: Nombre d'élèves boursiers en collège/formations SEGPA, CLG, CETAD) par rapport au nombre total de collégiens								
% de lycéens boursiers: Nombre d'élèves boursiers de niveau lycée par rapport au nombre total de lycéens								
Indicateur 3.2 - Nombre d'élèves bénéficiant de PLEI/WEI								
Indicateur 3.3 - Nombre d'élèves bénéficiant du dispositif "Cycle 3 à l'école"								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Fonds sociaux

La dotation complémentaire du Pays de 50 millions F CFP en 2021 et 2022 relative aux fonds sociaux permet aux établissements d'apporter une aide exceptionnelle, rapide et adaptée aux élèves dont les familles rencontrent des difficultés pour financer les dépenses de scolarité. Il s'agit d'achat de fournitures et matériels scolaires, de tenues vestimentaires scolaires réglementaires, de manuels scolaires, de frais de demi-pension et d'internat, de besoins péri-éducatifs (transports et sorties scolaires, frais de voyage et de séjour), de frais médicaux et paramédicaux (soins bucco-dentaires, optiques, appareils auditifs ou dentaires, orthophonie, etc...). En effet, la situation sociale de certaines familles s'est très fortement dégradée avec une baisse généralisée des emplois et l'augmentation du coût de la vie.

Cycle 3 à l'école

Au total 98 élèves en bénéficient dans onze écoles et bénéficient ainsi d'une année supplémentaire dans leur île avant de rejoindre leur collège de secteur en classe de cinquième pour y suivre le cycle 4.

PLEI-WEI

1 688 élèves bénéficient du programme PLEI et WEI : 575 du PLEI et 1 113 du WEI.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Aucune.

10.6.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 05 - SOUTIEN A L'ELEVE	1 805 515 124	0	669 663 091
<i>Soutenir la mission de lutte contre le décrochage scolaire</i>			
MLDS	12 500 000		12 500 000
engagés service civique	18 843 154		18 843 154
<i>Favoriser l'inclusion scolaire</i>			
<i>Soutenir la scolarisation des élèves aux situations sociales et géographiques défavorisées</i>			
bourses et prêt d'étude	1 135 852 033		0
programme WEI PLEI	423 339 426		423 339 426
déploiement du CYCLE 3	5 511 400		5 511 400
sport scolaire, notamment pour Génération 2023	106 349 541		106 349 541
Fonds Sociaux	103 119 570		103 119 570

Au titre de l'éducation, pour 2023, la consommation du programme soutien à l'élève s'élève à 1,805 milliard F CFP.

Pour soutenir la lutte contre le décrochage scolaire :

- 12,5 millions F CFP ont été consommés pour la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ;
- 18,8 millions pour la couverture sociale des engagés du service civique. La dotation initiale de 18 millions F CFP a dû être augmentée à 23 millions F CFP.

Pour soutenir les élèves dont la situation sociale et géographique sont défavorisées :

- 1,135 milliard F CFP ont été consacrés au paiement des bourses relevant de l'enseignement secondaire (612 840 080 F CFP), aux bourses relevant de l'enseignement supérieure et prêts (375 139 905 F CFP), aux bourses majorées (131 837 388 F CFP) et 15 673 747 F CFP au titre de la prise en charge de la cotisation CPS post baccalauréat ;
- 423,3 millions F CFP pour financer les WEI/PLEI ;
- Le déploiement du cycle 3 à l'école s'élève à 5,5 millions F CFP ;
- 4,5 millions F CFP ont été réservés à la mise en place du dispositif Margaret's Place sur deux sites (lycée Diadème et lycée de Taravao) ;
- 103,1 millions F CFP ont été consacrés aux fonds sociaux.

10.7 Programme 909 06/969 06 : promotion langues polynésiennes et plurilinguisme

La Polynésie française est caractérisée par une diversité linguistique où les langues polynésiennes et le français se côtoient. Selon les estimations, entre cinq et sept langues polynésiennes sont en usage sur le territoire. Plusieurs de ces langues se subdivisent en variétés. Elles sont désignées par le terme générique reo mā'ohi, groupe au sein duquel le tahitien ou reo tahiti, parlé dans l'archipel de la Société, comporte le plus grand nombre de locuteurs. Avec la langue française, il constitue une langue véhiculaire utilisée dans les quatre autres archipels qui ont leurs propres langues : le pa'umotu pour l'archipel des Tuamotu, le mangarevien pour l'archipel des Gambiers, le marquisien pour l'archipel des Marquises et le reo tuha'a pae (qui regroupe d'autres langues) pour l'archipel des Australes.

Concernant l'usage des langues française et polynésiennes, les derniers recensements de la population (ISPF 2012 et 2017) affichent qu'une grande partie de la population affirme « comprendre, parler, lire et écrire » le français d'une part et déclare une compétence équivalente dans une langue polynésienne d'autre part. Néanmoins, les dernières enquêtes menées auprès de familles polynésiennes démontrent que les langues locales sont de moins en moins pratiquées dans le giron familial. Quant à l'emploi du français, c'est une variante locale qui domine les échanges familiaux et celui des langues polynésiennes décroît régulièrement. Si les sphères sociales d'usage des langues polynésiennes sont en régression et que les interactions quotidiennes sont plus rarement employées spontanément par les plus jeunes, les Polynésiens se déclarent très attachés à leurs langues d'origine.

Dans ce contexte, l'école doit jouer un rôle majeur dans la décennie à venir. En effet, elle contribue à la maîtrise et l'enrichissement réciproque du français et des langues locales et concourt à la valorisation et à la transmission du patrimoine linguistique et culturel. Les programmes expérimentaux et de recherche réalisés entre 2005 et 2014 s'accordent sur les différents apports positifs de l'apprentissage des langues et culture polynésiennes (LCP) à l'école. Leur enseignement renforce l'estime de soi et, en gestion coordonnée avec celui du français, il contribue pleinement au développement langagier, affectif et intellectuel des élèves. Par ailleurs, l'enseignement bilingue ou plurilingue participe à la consolidation d'une compétence langagièrre globale. Par ses contenus et les moyens qu'il met en œuvre, il permet la formation de l'individu et du citoyen en favorisant l'ouverture à l'autre.

10.7.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Pour que l'élève apprenne bien, il doit se sentir reconnu. Il doit développer un sentiment d'appartenance à son école et à son établissement qui doivent donc le respecter et lui ressembler. En cela, l'apprentissage des langues polynésiennes est au cœur de la politique éducative.

A l'école primaire, 2h30 hebdomadaires sont dévolues à l'enseignement des langues et culture polynésiennes dans les programmes scolaires polynésiens. Un effort est consenti dans certaines écoles qui tendent vers un renforcement de 5 heures d'enseignement en LCP, en fonction notamment du projet pédagogique de l'enseignant ou du projet d'école. Au collège, une heure d'enseignement en langue polynésienne (essentiellement le tahitien) est obligatoirement inscrite dans l'emploi du temps des élèves de 6ème. À partir de la classe de 5ème, le tahitien devient possible en LV2 ou LVB au lycée. Depuis l'année scolaire 2019-2020, des écoles et centres des jeunes adolescents (CJA) sont inscrits dans un enseignement bilingue Français-Langue polynésienne (F-LP).

La loi du pays n° 2022-3 relative à l'enseignement des langues et de la culture polynésienne et l'enseignement bilingue français - langues polynésiennes dans les écoles publiques et privées sous contrat avec l'Etat, les centres de jeunes adolescents et les établissements publics et privés sous contrat avec l'Etat du second degré de la Polynésie française a été promulguée le du 11 janvier 2022. Elle donne un cadre légal à cet enseignement bilingue.

Bilan de la culture et du patrimoine

Le Pays a mis en place une mission dédiée à la promotion des langues au sein du ministère de la culture pour poser les bases d'une réflexion à long termes visant à inverser la tendance et à 'recréer' des locuteurs sur les prochaines générations.

En décembre 2021, les textes d'organisation de la direction de la culture et du patrimoine (DCP) s'en trouvent modifiés pour intégrer et assumer pleinement la mission de promotion des langues. Forte de cette modification, la DCP a porté en son sein la création d'une nouvelle cellule dédiée aux langues polynésiennes et le recrutement d'un linguiste en renfort de son équipe.

Ce faisant, elle a mené au premier trimestre 2022 une consultation des parties prenantes impliquées dans la transmission des langues polynésiennes (académiciens, enseignants, représentants d'associations culturelles, chefs de groupes de 'ori tahiti, auteurs du Heiva, établissements culturels, etc.) à l'issue de laquelle elle a pu présenter au Conseil des ministres un programme d'actions issues des domaines suivants :

- L'outilage numérique des langues ;
- L'immersion linguistique des polynésiens ;
- La valorisation de l'expertise linguistique et culturelle.

Au niveau sectoriel, depuis 2020, l'ensemble des services et établissements sous la tutelle du Ministère de la culture sont tenus de mettre en œuvre l'affichage bilingue (communication CM n° 54 MCE du 10 juillet 2020) notamment :

- Sur les inscriptions et signalétiques de circulation dans l'espace des jardins ;
- Sur les inscriptions et signalétiques apposés sur les bâtiments administratifs ;
- Sur les formulaires à remplir aux guichets et en ligne.

Bilan de la maison de la culture – Te fare Tauhiti Nui (TFTN)

Les établissements culturels recevant du public (TFTN, CAPF, MTI) mettent en œuvre chaque année des actions dédiées à la promotion du *reо Mā'ohi* dans le respect de leurs missions respectives.

TFTN contribue également à la valorisation de la langue polynésienne à travers d'évènements dédiés comme la première édition du festival Parau Ti'amā en 2023.

10.7.2 Bilan des réformes

2 220 élèves suivent un enseignement bilingue dans 18 écoles et 2 CJA. Dans la poursuite de l'enseignement pratiqué dans le premier degré, l'enseignement des langues polynésiennes commence à se poursuivre au collège, notamment au cycle 4. Afin que les élèves bénéficient de cours et d'une pratique des langues polynésiennes dans d'autres matières, une certification est expérimentée pour permettre à des professeurs d'enseigner leur matière (par exemple les mathématiques, l'histoire- géographie ou l'éducation physique et sportive) en partie en *reо tahiti*. L'expérimentation est menée au collège Afareaitu de Moorea.

10.7.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de l'éducation et des enseignements (DGEE)

Objectif n°1 – Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du niveau A1 du CECRL en LCP et en anglais au terme de la scolarité primaire

Objectif n° 1 - Conduire tous les élèves à la maîtrise des compétences du niveau A1 du CECRL en LCP et en anglais au terme de la scolarité primaire								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - % d'élèves de CM2 ayant atteint la maîtrise d'une langue étrangère ou régionale	%	–	63,42%	64,00%	54,67%	54,67%	64%	65,00%
Indicateur 1.2 - Nombre d'élèves ayant bénéficié de la parité horaire - section bilingue français-tahitien	Unité	728*	1638*	1 200	1938*	1 938	1 900	2 000
Sources des données :								
<i>Indicateur 1.1 - LSU (Livre Scolaire Unique)</i>								
<i>Indicateur 1.2 - Circonscription pédagogique en charge de la mission du développement des langues.</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des élèves de CM2 des écoles publiques du pays. Nombre d'élèves scolarisés en classe de CM2, quelque soit leur classe d'âge, qu'ils soient redoublants ou non, ayant une "maîtrise satisfaisante" et une "très bonne maîtrise" de la composante "Comprendre, s'exprimer en utilisant une langue étrangère et, le cas échéant, une langue régionale" du socle commun de connaissances / Nombre total d'élèves scolarisés en CM2.</i>								
<i>Indicateur 1.2 - Nombre d'élèves du premier degré bénéficiant de la parité horaire en français-tahitien.</i>								
<small>* révisé</small>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Compte tenu des bilans positifs et l'engouement de la communauté éducative. Le dispositif d'enseignement bilingue français-tahitien à parité horaire avec pour objectifs de développer la transmission des langues polynésiennes en accord avec les domaines du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, s'est progressivement élargi. En 2023, 1 938 élèves bénéficient du dispositif de parité horaire français- tahitien. Cette même année le pourcentage d'élèves de CM2 ayant atteint la maîtrise du module "maîtrise d'une langue étrangère ou régionale" du socle commun est de 54,67%.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Pour atteindre les objectifs en matière de développement et d'amélioration de l'enseignement des LCP et plurilingue, un pôle des langues et culture polynésiennes et du plurilinguisme est remis en place dès la rentrée d'août 2023 à la DGEE. Il est constitué de deux CPAIEN et d'un enseignant animateur et est chargé de la mise en œuvre opérationnelle des orientations fixées pour 2023-2028 qui s'articulent autour des axes suivants :

- Favoriser une précocité de l'exposition aux langues (langues polynésiennes culture polynésiennes et anglais) ;
- Favoriser une régularité de l'exposition des langues enseignées ;
- Favoriser la pratique effective et quotidienne des langues polynésiennes et de l'anglais ;
- Rendre l'enseignement des langues plus immersif et structuré ;
- Utiliser, optimiser, créer des ressources numériques dans le cadre de l'enseignement apprentissage des langues ;
- Incrire le parcours des élèves dans un cadre de référence européen ;
- Améliorer l'accompagnement des enseignants pendant leur formation initiale ;

- Améliorer l'accompagnement des enseignants pendant leur formation continue et déployer des parcours de formation qui répondent à leurs préoccupations ;
- Consolider les dispositifs bilingues à parité horaire ;
- Renforcer la formation des formateurs.

Pour la formation des enseignants, une évolution centrée sur l'approche actionnelle et la mise en œuvre des activités langagières lors des activités menées en langue polynésienne s'avère nécessaire ; l'enjeu donné aux enseignants est d'outiller les élèves afin qu'ils soient des locuteurs actifs au quotidien et dans des situations de la vie courante.

Bilan de la maison de la culture – Te Fare Tauhiti Nui (TFTN)

Te Fare Tauhiti Nui s'est lancé dans l'édition d'ouvrages pour rendre hommage aux auteurs du Heiva i Tahiti. La dernière édition lancée en 2023 est celle des plus beaux chants du Heiva i Tahiti 2022. Une partie de ces œuvres est notamment remis à l'Éducation comme outil pédagogique pour la promotion et la transmission des langues polynésiennes.

Par ailleurs, *Te Fare Tauhiti Nui* a créé en 2015 en partenariat avec *Te Fare 'Upa Rau*, un évènement dénommé « Ta'urua hīmene », qui permet aux groupes de chants traditionnels de se retrouver dans le cadre d'une rencontre festive, courant octobre, dédiée aux chants polyphoniques. Vecteurs de culture, mais aussi vecteurs d'identité, les *hīmene* permettent en effet de mettre en valeur notre langue et d'en préserver ses spécificités, dans le cadre d'un événement qui accueille toutes les générations aussi bien parmi les artistes que parmi le public toujours plus nombreux chaque année.

Bilan de la culture et du patrimoine (DCP)

Au premier trimestre de l'année 2022, s'est tenu le séminaire intitulé « 'Ihi Reo » organisé par la cellule des langues polynésiennes de la DCP. Ce séminaire a réuni les représentants des structures d'appui linguistique de Polynésie, les associations et les personnalités culturelles qui œuvrent dans le secteur des langues.

Ces échanges ont permis de dégager des actions concrètes en faveur de la préservation de nos langues Polynésiennes qui devraient aboutir sur l'élaboration du premier schéma directeur des langues polynésiennes.

Afin de favoriser le plurilinguisme et renforcer la place des langues polynésiennes au sein de la société, plusieurs opérations seront menées en matière d'outilage numérique, de visibilité et d'audibilité des langues polynésiennes, comme de promotion.

Bilan du Musée de Tahiti et des Îles (MTI)

Te Fare Iamanaha – Musée de Tahiti et des Îles a participé à la promotion des langues polynésiennes et aux plurilinguismes en produisant des contenus de médiation spécifiques en *reо tahiti*.

Objectif n°2 : Outiller le plurilinguisme en développant des supports de diffusion

MTI

Te Fare Iamanaha – Musée de Tahiti et des Îles participe à la promotion des langues polynésiennes par le biais du développement numérique et de l'innovation.

DCP

Lancé en 2022, le premier appel à projet à destination des associations culturelles dénommé « Faaiho i te rauraa o te reo mā'ohi » est une mesure forte incitant à la pratique et à l'initiative dans le domaine des langues polynésiennes. Il doit subir des modifications d'ordre technique afin d'être mieux adapté au calendrier des associations dont les activités sont centrées sur de l'immersion linguistique et de la formation à la médiation culturelle. Un second appel à projet portant sur l'usage des langues polynésiennes dans les outils numériques a été lancé au premier trimestre 2023.

En matière de supports multimédias d'apprentissage des langues, la DCP financerà la saison 2 de la série « Tama e Vai ma » tiré de l'œuvre originale l'imagier tahitien – Ma'a hoho'a no te parau. Destinée à un public de 3 à 7 ans, cette série permet aux enfants de suivre les aventures de Tama et Vai, un frère et une sœur qui s'efforcent à apprendre le tahitien dans le cadre familial et scolaire.

En outre, la DCP reconduira son partenariat avec la société SALT au sujet du programme

« TUA », média vidéo diffusé sur les réseaux sociaux et sur la chaîne TNTV qui met en avant les entreprises et entrepreneurs innovants, ainsi que les métiers pouvant inspirer les générations de demain. Pour 2023, tout ou partie des intervenants de « TUA » seront amenés à s'exprimer en reo mā'ohi.

Le programme de publication de recueils de légendes, initié en 2022 dans une perspective de réappropriation de savoirs et légendes anciennes auprès de la jeunesse, sera poursuivi sur Tautira, les Tuamotu et Bora Bora. Un nouveau programme consistant en un catalogage et une traduction des himene tārava des mata'einaa sera aussi mis en œuvre.

Enfin, la DCP soutient les travaux de recherche linguistique de la famille ATEM portant sur une étude comparative entre le tahitien, le français et l'anglais.

Objectif n°2 - Outiliser le plurilinguisme en développant des supports de diffusion								
Développement d'outils de médiation en langues vernaculaires								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Au titre de la DCP :								
Indicateur 2.1 - nombres d'outils développés	Nb	1	2	3	2	2	4	4
Sources des données : DCP								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'outils réalisés et en préparation en reo tahiti et langues vernaculaires</i>								
Autres commentaires :								
<i>Les outils de médiation en reo tahiti sont en cours de production, en attente de la réouverture de la salle permanente.</i>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

En 2023, dans les contenus multimédia prévus dans le programme muséographique de la nouvelle salle d'exposition permanente, le *Te Fare Iamanaha* – Musée de Tahiti et des îles a produit un audio guide en reo tahiti. Afin de promouvoir le plurilinguisme, le Conseil d'administration de l'établissement a décidé que cet audio guide en reo tahiti serait gratuit.

Par ailleurs, le musée s'est attaché à traduire en tahitien son site internet. Ainsi, sur la page d'accueil du site, vous avez le choix de visualiser le contenu du site soit en français soit en anglais soit en reo tahiti <https://www.museetahiti.pf/?lang=ty>.

Enfin, le *Te Fare Iamanaha* – Musée a également traduit en tahitien l'ensemble des cartels de la salle d'exposition temporaire. L'impression des nouveaux cartels trilingues seront réalisés en 2024.

Objectif n°3 : Valoriser et encourager la pratique de la langue tahitienne

⊕ CAPF

La valorisation de la langue tahitienne est un objectif important que le conservatoire s'efforce à développer au sein des enseignements. Parmi les disciplines où la langue est la plus exploitée, on retient le *Storytelling*, le *Reo Tahiti* dans les cours, et la chorale des adolescents où les élèves chantent principalement le répertoire polynésien.

De nombreux événements organisés annuellement par l'établissement mettent en valeur la langue parmi lesquels : les galas des arts traditionnels (en décembre et en juin), le concert de Noël, le Tau 'Auhune, le spectacle sur le marae 'Ārahurahu, etc.

⊕ TFTN

Dans l'objectif de promouvoir les langues polynésiennes et de renouer avec le plurilinguisme, *Te Fare Tauhiti Nui* a engagé des actions autour d'ateliers et d'évènements dédiés aux langues.

Objectif n° 3 - Valoriser et encourager la pratique de la langue tahitienne								
Organisation d'actions et manifestations culturelles en langue vernaculaire et édition d'ouvrage en bilingue : Ta'urua Himene, Ateliers d'immersion en reo Tahiti, Plus beaux chants Heiva et utilisation de la culture comme outil pédagogique de transmission de savoirs et savoir-être.								
Faciliter l'accès aux enseignements du CAPF des populations vulnérables en participant au financement des études artistiques d'élèves méritants défavorisés								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Au titre de TFTN :								
Indicateur 3.1 - Evénements	Nb	0	3	2	2	2	3	3
Indicateur 3.2 - Fréquentations (spectateurs/usagers)	Nb	0	544	640	1 000	1 700	1 000	1 500
Indicateur 3.3 - Editions littéraires dédiées au Heiva i Tahiti (bilingue)	Nb exemplaires	1 000	1 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Au titre du CAPF :								
Indicateur 3.4- Nombre d'heures (par an) consacrées au story telling	Nb	-	33	-	49,5	49,5	-	-
Indicateur 3.5- Nombre d'heures (par an) consacrées à l'enseignement du Reo Tahiti dans les cours de culture et civilisation polynésiennes	Nb	99	83	96	198	154	148,5	148,5
Indicateur 3.6- Nombre d'élèves inscrits dans le cours de chant choral en reo Tahiti	Nb	15	20	20	30	30	30	30
Indicateur 3.7- Nombre d'heures d'enseignement (par an) du chant choral en reo Tahiti	Nb	99	96	96	49,5	49,5	49,5	49,5
Indicateur 3.8-Nombre de manifestations relatives à la valorisation de la langue	Nb	3	4	4	4	4	5	5
Sources des données :								
TFTN, CAPF (base de données)								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateurs 3.1, 3.2 et 3.3 - données brutes								
Indicateur 3.4 - indicateur calculé à partir des bilans des années 2020 à 2022								
Indicateur 3.5 - indicateur pris sur la base des élèves suivis par le Conservatoire depuis leur parcours d'études.								
Indicateur 3.6 - indicateur calculé à partir des bilans des années 2020 à 2022								
Indicateur 3.7 indicateur calculé à partir des projections du calendrier événementiel 2022-2023								
Autres commentaires :								
TFTN : 2020 et 2021 ont été des années blanches compte tenu de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

✚ TFTN :

La première édition du festival des langues *Parau Ti'amā*, dédié à la promotion et la valorisation des langues polynésiennes, s'est déroulée du vendredi 1^{er} au dimanche 3 septembre 2023, avec le concours financier de l'État. Ce festival a eu pour but d'offrir un espace immersif dédié à l'apprentissage et la pratique d'une langue polynésienne. Ainsi, le public a été invité à s'initier ou perfectionner une langue polynésienne au travers de divers ateliers manuels, de conférence et de spectacle.

En parallèle, un concours d'écriture et de déclamation a été organisé. Intitulé 'Ārere, ce concours a invité les plus jeunes, comme les experts à promouvoir la littérature polynésienne, à l'écrit et à l'oral.

On décompte plus de 1 500 participants aux ateliers (hors visiteurs libres) sur les trois jours de festival. Il peut être dressé un bilan positif de cette manifestation, ne serait-ce que par la valeur culturelle dont elle est porteuse. Le public a été généralement satisfait des animations proposées, plus particulièrement par les animations proposant une activité manuelle ou artistique. Il est donc essentiel d'enrichir ce périmètre d'activités pour la prochaine édition.

✚ CAPF :

- Action n°1 liée à l'enseignement du Storytelling pour un montant prévisionnel de 149 160 F CFP pour 1 cours de 1 h 30 hebdomadaire soit 24 heures entre la période d'août et décembre 2023 ;
- Action n°2 liée à l'enseignement de la langue tahitienne dans les cours de culture et civilisations polynésiennes correspond à un montant de 356 170 F CFP sur toute l'année. Le volume hebdomadaire a été réalisé dans sa totalité pour un montant de 356 170 F CFP ;
- Action n°3 liée à l'enseignement du chant choral (avec un répertoire polynésien) correspond à une dépense de 247 500 F CFP. Le volume hebdomadaire a été réalisé intégralement, soit 49,5 heures pour l'année ;
- Action n°4 liée à la promotion de la langue dans les évènements organisés par le Conservatoire pour un montant de 1 121 930 F CFP. Les manifestations liées à la promotion de la langue sont multiples. On ne retiendra ici, que les évènements principaux suivants :
 - Le gala des arts traditionnels de décembre et de juin : 831 116 F CFP ;
 - La soirée du Tau 'Auhune : 617 656 F CFP ;
 - Les spectacles sur le marae 'Ārahurahu ;
 - L'ensemble de ces actions principales, d'un montant total de 1 448 772 F CFP, dépasse de 326 842 F CFP le budget alloué à cet objectif stratégique.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

 TFTN :

Cette première édition ouvre des perspectives nouvelles pour l'édition 2024 avec une volonté de maintenir l'accessibilité de ce festival à tous. Pour permettre au plus grand nombre de participer au concours d'écriture et de déclamation 'Ārere, notamment les publics scolaires et étudiants, TFTN a d'ores et déjà décalé la date de la manifestation au mois d'octobre 2024.

 CAPF :

La soirée Tau 'Auhune, le temps de l'abondance, dédiée aux langues polynésiennes sera renommée pour 2024 Tao 'Auhune, l'abondance des mots.

La disparition du professeur émérite John MAIRAI, donnera lieu à une nouvelle organisation des enseignements du *Reo Tahiti* et du *Storytelling*.

10.7.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
909/969 06 - PROMOTION LANGUES POLYNÉSIENNES ET PLURILINGUISME	48 203 561	0	48 203 561
<i>Au titre de la DGEE</i>			0
<i>Promotion des langues et de la culture polynésiennes</i>	30 048 831		30 048 831
<i>Au titre de la DCP</i>			0
<i>Appel à projet associatif en faveur des langues polynésiennes</i>	3 105 000		3 105 000
<i>Appel à projet portant sur l'usage des langues polynésiennes dans les outils numériques</i>			0
<i>Financement de la saison 2 du programme Tama e vai, ma</i>			0
<i>Programme Tua</i>	960 000		960 000
<i>Recueils de légendes de nos îles et communication</i>	3 635 853		3 635 853
<i>Recueils de himene tarava auprès des mataeinaa</i>			0
<i>Édition du second ouvrage ATEM</i>	500 000		500 000
Crédits totalisés au programme 908 02/968 02			0
<i>Construction d'un fare pote'e dédié au débat public sur le site de Nuuroa à Punaauia</i>			0
<i>au titre de TFTN</i>			0
Crédits totalisés au programme 908 01/968 01			0
<i>Ta'urua Himene</i>	2 239 931		2 239 931
<i>Festival Parau Ti'amā,</i>	2 977 344		2 977 344
<i>Édition des plus beaux chants du Heiva 2022</i>	2 535 000		2 535 000
<i>au titre du CAPF</i>			0
Crédits totalisés au programme 908 01/968 01	0		0
<i>Enseignement du Reo Tahiti</i>	505 330		505 330
<i>Enseignement du chant choral</i>	247 500		247 500
<i>Promotion de la langue dans les évènements organisés par le CAPF</i>	1 448 772		1 448 772

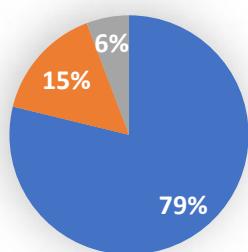
Dans le cadre de la mise en œuvre du bilinguisme, près de 30 millions F CFP ont été orientés vers ce dispositif.

7,3 millions F CFP ont été attribués aux rencontres Ororo, 8,4 millions F CFP pour le Heiva Taurea et près de 10,7 millions F CFP pour le dispositif de financement de référents culturels pour la mise en place des écoles bilingues français-langues polynésiennes.

11. MISSION 910/970 : SANTE

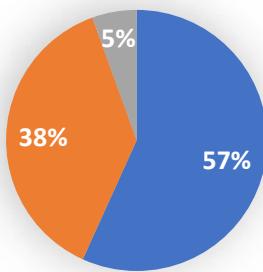
 <p>9,32 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>7,43 Mds F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>1,89 Md F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>7,97 Mds F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 25,9 % sur la masse globale)</p>		 <p>116,5 M F CFP Mandatés au titre de la reconstruction de l'infermerie de Tiputa</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 97001 Offre de santé - Médecine curative
- 97002 Santé publique - Prévention
- 97003 Veille et sécurité sanitaire

Répartition des dépenses d'investissement par programme



- 91001 Offre de santé - Médecine curative
- 91002 Santé publique - Prévention
- 91003 Veille et sécurité sanitaire

 <p>400 M F CFP Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'Institut Louis Malardé</p>	 <p>385 M F CFP Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'Institut du cancer</p>	 <p>530,63 M F CFP <i>En fonctionnement - Santé</i> 12,6 M F CFP <i>En investissement - Santé</i></p>
---	---	--

11.1 Revue de la politique générale de la mission

La politique générale de la mission et les orientations stratégiques du PAP 2023 reposaient essentiellement sur le schéma d'organisation sanitaire (SOS) 2016-2021 qui a été prorogé jusqu'au 30 juin 2025 par la délibération n° 2023-32 APF du 1^{er} août 2023 dans l'attente d'un nouveau SOS.

Les élections territoriales d'avril 2023 ont abouti à un changement de gouvernement, ce qui a influé sur les priorités, les orientations stratégiques et la mise en œuvre y afférente décidées par le précédent gouvernement et qui font l'objet du présent rapport.

Au titre de la biosécurité (DBS)

Le nouveau gouvernement a, dès sa prise de fonction, souhaité réaffirmer et renforcer nos moyens de lutte contre l'introduction de pestes végétales et animales à nos frontières. La sécurisation de nos frontières en termes de moyens d'intervention est primordiale, à l'image des dispositifs déployés chez nos voisins du Pacifique. Le Président de la Polynésie a ainsi saisi le gestionnaire de l'aéroport de Tahiti-Faa'a pour lui rappeler ses obligations en matière de mise à disposition d'infrastructures de biosécurité et de gestion des risques.

Par ailleurs, dans le cadre du prochain marché de concession de l'aéroport international, la Polynésie a saisi les autorités de l'Etat afin d'intégrer dans les cahiers des charges l'ensemble des dispositifs réglementaires devant s'appliquer au gestionnaire en termes d'infrastructures de contrôle à mettre à la disposition de la Direction de la biosécurité polynésienne.

Les moyens de la DBS se sont vus renforcés en 2023 avec la mise en service de l'équipe cynophile composée de 3 chiens de détection et leurs agents maître-chien. De même, la surveillance opérée par la biosécurité à l'arrivée des colis postaux (rayons X) a permis de saisir un nombre important de marchandises n'ayant pas les conditions réglementaires zoo ou phyto sanitaires permettant leurs introductions sur le territoire.

11.2 Programme 910 01/970 01 : offre de santé – médecine curative

11.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Au titre de la direction de la santé publique (DSP) :

La Direction de la santé a accueilli un nouveau directeur depuis août 2023. Dans ce cadre, une nouvelle feuille de route 2023 — 2025 a été élaborée et s'articule autour de 6 axes de travail :

- Axe 1 : les individus et leur famille acteurs de leur santé ;
- Axe 2 : recréer le leadership des soins de santé primaires ;
- Axe 3 : repenser les hôpitaux périphériques ;
- Axe 4 : attractivité et continuité ;
- Axe 5 : performance et efficacité du système de santé ;
- Axe 6 : refonder la direction centrale pour une meilleure efficience.

Au titre du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) :

Le CHPF est inscrit depuis le début de l'exercice 2021 dans un programme de transformation de son organisation, un programme séquencé en deux temps. Le premier, correspondant au programme PARÉ : performance et actions de retour à l'équilibre 2021-2023 qui, malgré le contexte de gestion pandémique COVID-19 et ses répercussions fortes sur toute son organisation hospitalière, s'est voulu une première étape de préparation et d'acculturation à une nouvelle culture de gestion. Le second, mu autour de l'élaboration de son nouveau projet d'établissement 2024-2030 en cours de validation, qui figure la consolidation des piliers de sa transformation et ses priorités à venir dans l'organisation et l'offre de soins hospitalière.

Le programme PARÉ a proposé autour d'une démarche managériale nouvelle d'impulser la sortie de l'établissement de son modèle d'activité obsolète et de le voir contribuer aux efforts budgétaires de son propre redressement, là où le Pays et l'organisme de prévoyance sociale sont prévus d'accompagner l'établissement dans la consolidation de son équilibre structurel. Trois axes forts ont décliné ce premier plan d'actions et ont gouverné ce projet de management hospitalier :

- Maîtriser les activités et optimiser la gestion ;
- Atteindre les équilibres financiers et la qualité comptable ;
- Améliorer la qualité du service public hospitalier et la satisfaction du patient.

Le programme PARÉ est réalisé à 56% des objectifs prévus en 2023 (en ligne avec les prévisions) et 38% des actions sont en cours de réalisation soit un taux d'engagement et de réalisation global de 94%.

Parmi d'autres réalisations notables sont :

- La mise en place d'objectifs d'efficience aux budgets 2022 et 2023 qui ont permis d'améliorer le pilotage de l'exécution du budget ;
- La fiabilisation et la sécurisation du circuit de la dépense par la création du service de comptabilité fournisseur ;
- La revue de pertinence des gardes et astreintes médicales et non médicales ;
- Les revues d'efficience en cours des maquettes organisationnelles et de contrôle des plannings ;
- La mise en place du dialogue de gestion avec les directions fonctionnelles et les services médicaux dans le cadre des constructions budgétaires ;
- La mise en place d'une commission de déontologie ;
- La poursuite du déploiement du DPI (dossier patient informatisé) prévu d'être mis en production au second semestre 2024 ;
- L'élaboration des processus existants et processus cibles pour l'acquisition d'un nouvel applicatif de gestion économique et financière ;
- L'élaboration de la politique qualité et l'organisation du réseau déconcentré de la qualité ;
- La dématérialisation des bulletins de paie ;
- La valorisation des missions de formation du CHPF ;
- L'audit sur le parcours du patient de consultation et la réorganisation de secrétariats médicaux ;
- La mise en service du SWAC ;
- L'élaboration d'une nouvelle politique de communication institutionnelle et la mise en place d'outils dédiés ;
- L'élaboration de la convention des services comptables et financiers (CSCF) en collaboration avec la DGFiP signée en début d'année 2023 ;
- La mise en place du paiement en ligne ;
- La participation aux travaux sur la structuration du financement du CHPF dans le cadre du comité de refondation du financement (COFI) ;
- L'élaboration coconstruite d'un nouveau projet d'établissement 2024-2030 entré dans son processus de validation.

Le programme PARÉ, programme de transition et d'acculturation à la nouvelle culture de gestion, trouvera en 2024, à s'amplifier et se structurer autour du projet d'établissement AVEI'A HOPITAL 2030 et des piliers de la transformation qu'il décline notamment pour la partie budgétaire à travers le programme NAPE (nouvelle architecture et processus de la dépense).

Au titre de l'Institut du cancer de Polynésie française (ICPF) :

L'ICPF intervient dans le programme 97001 « Offre de santé – médecine curative » au travers de deux projets structurants en cours visant à l'amélioration de la prise en charge des patients atteints du cancer :

- Le laboratoire d'anatomo-cytopathologie dont les travaux d'aménagement se sont déroulés en 2023 conformément au calendrier prévisionnel avec première mise en service programmée fin 2024 ;
- Le centre ambulatoire de traitement du cancer pour lequel les études ont été intégralement réceptionnées fin 2023. Toutefois, ce projet a fait l'objet d'une réorientation de site courant du second semestre 2023 vers le Centre hospitalier de Polynésie française pour des raisons de simplification du parcours patient des services restants au CHPF, de mutualisation de certains équipements et enfin pour des raisons financières.

11.2.2 Bilan des réformes

✚ Bilan de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)

Certaines réformes prévues ont pu être initiées en 2023 :

- La création du cadre règlementaire du contrôle et inspection dans le domaine sanitaire et social : l'ensemble des agents du bureau de la planification et de l'inspection contrôle, du bureau de la veille sanitaire et de l'observation de la santé et du bureau des affaires juridiques ont bénéficié d'une formation continue de l'Ecole des hautes études en santé publique (EHESP) sur la mission d'inspection-contrôle, en novembre 2023. Cette formation a permis d'appréhender le projet de création du cadre règlementaire de l'inspection contrôle. En outre, dans une même démarche, le commissionnement des agents de l'ARASS a été effectué en septembre 2023 afin de leur permettre de constater les infractions à la réglementation sanitaire, sociale et médico-sociale ;
- La mise à jour des nomenclatures a débuté en 2023 par celle concernant la liste des produits et prestations remboursables leur tarif de responsabilité (LPPR) ;
- La rédaction des règlementations relatives à l'aide médicale urgente (AMU) et à la permanence des soins (PDS) a également été enclenchée en 2023 ; Un projet de loi du pays a été élaboré et a fait l'objet de nombreuses consultations qui se poursuivent en 2024 ;
- La rédaction de la règlementation relative à la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) a été intégrée au projet de loi du pays sur l'aide médicale d'urgence.

✚ Bilan de l'Institut du cancer de Polynésie française (ICPF)

Le cap des réformes structurelles à mener est fixé par le plan cancer et le schéma d'organisation sanitaire de la Polynésie française.

L'année 2023 a été marquée par la poursuite des actions non réalisées à l'échéance du plan cancer 2018-2022 puisque ce dernier a été prorogé d'une année dans l'attente du nouveau schéma d'organisation sanitaire de la Polynésie française.

11.2.3 Bilan des objectifs de performance

✚ Bilan de la direction de la santé publique (DSP) :

Objectif n°1 – Améliorer la prise en charge des patients atteints du cancer

Objectif n°1 - Améliorer la prise en charge des patients atteints du cancer								
Décentraliser l'activité de chimiothérapie dans les hôpitaux périphériques pour renforcer les soins de proximité								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de séances de chimiothérapies en hôpitaux périphériques	Nb	1 198	511*	1 500		1 363	1 420	1 500
Indicateur 1.2 - Nombre de patients recevant une chimiothérapie de proximité	Nb	144	140	170		155	163	170

Sources des données :
Données des rapports d'activité de l'hôpital de Taravao et de l'hôpital de Uturoa
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - le nombre de séances est calculé à partir des données d'activité des deux hôpitaux périphériques offrant l'activité de chimiothérapie de proximité
Indicateur 1.2 - le nombre de patients représente la file active des patients recevant leur traitement dans les deux hôpitaux périphériques offrant l'activité de chimiothérapie de proximité
Autres commentaires : *données pour l'hôpital de Uturoa. En attente de consolidation pour l'hôpital de Taravao

▪ Commentaire et analyse des résultats

A l'hôpital de Taravao, la file active de patients augmente en 2023 par rapport à 2022 (+4). Il en est de même pour les consultations médicales d'oncologie le mardi. Pour rappel, les validations des chimiothérapies par l'oncologue se font les lundis et mardis matin. Cette organisation tient compte des problèmes de ressources humaines, du matériel informatique et du maintien des activités. A ce jour, le médecin généraliste vacataire ne peut accepter des nouveaux patients en chimiothérapie dans un contexte d'instabilité en termes de ressources humaines (RH) paramédicale et médicale.

L'activité à l'hôpital de Uturoa a été quelque peu ralentie en raison de problématiques RH.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'activité de chimiothérapie dans les hôpitaux périphériques, Taravao et Uturoa, est en constante augmentation. Pour qu'elle perdure et reste satisfaisante pour les patients, voici quelques recommandations :

- Développer la structure et proposer :
 - Une augmentation de place en hôpital de jour (HDJ) (+1) ;
 - La cure C1 ;
 - Les transfusions sanguines programmées ;
 - Les soins de confort :
 - Consultation de diététique dès le démarrage du traitement de chimiothérapie ;
 - Prise en charge par un ergothérapeute sur indication médicale.
- Renforcer l'équipe à Taravao (budgété en 2024) : 1 médecin, 1 secrétaire et 1 infirmière.

Objectif n°2 – Adapter l'offre de soins à l'évolution des besoins

Objectif n°2 - Adapter l'offre de soins à l'évolution des besoins								
Définir les priorités en matière de consultations spécialisées avancées (CSA)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de jours de tournées des spécialistes	Nb	1 042	1 552	2 200	821	1 634	2 108	2 200
Indicateur 2.2 - Nombre de tournées assurées par les agents du CHPF	Nb	247	292	380	117	223	371	380
Indicateur 2.3 - Nombre de tournées assurées par les spécialistes de la Direction de la santé	Nb	68	89	160	33	53	116	160
Indicateur 2.4 - Nombre de tournées assurées par les spécialistes du secteur libéral	Nb	67	90	210	56	124	325	210

Sources des données :
 Données de la cellule de coordination des consultations spécialisées
Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 2.1 : le nombre de jours de tournées est calculé à partir des tournées effectuées par les spécialistes.
 Indicateur 2.2 : le nombre de tournées des agents du CHPF est recensé par la cellule de coordination des consultations spécialisées avancées de la Direction de la santé
 Indicateur 2.3 : le nombre de tournées des spécialistes de la Direction de la santé est recensé par la cellule de coordination des consultations spécialisées avancées de la Direction de la santé
 Indicateur 2.4 : le nombre de tournées des spécialistes du secteur libéral est recensé par la cellule de coordination des consultations spécialisées avancées de la Direction de la santé
Autres commentaires :
La situation sanitaire liée au COVID a fortement perturbé l'organisation des CSA et ce depuis 2020

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le nombre de tournées réalisées en 2023 est inférieur aux prévisions établies pour l'année. L'offre de consultations en soins avancées (CSA) ne satisfait pas totalement au besoin exprimé. Le nombre de jours de tournées effectuées en 2023 est légèrement supérieur à celui enregistré en 2022. Malgré une augmentation du nombre de jours de tournées en 2023 par rapport à 2022, la réalisation présente une hétérogénéité selon le statut des spécialités.

Une diminution notable est observée dans les tournées des agents du CHPF et de la Direction de la santé, tandis que les tournées des spécialistes du secteur libéral connaissent une nette augmentation.

Les besoins de recourir aux consultations spécialisées dans les îles s'accroît, en raison principalement de l'augmentation du poids des maladies chroniques au sein de la population. Ceci se reflète dans des prévisions de nombre de tournées en constante augmentation d'année en année.

Toutefois, la réalisation des tournées en 2023 est nettement en deçà des prévisions, ce qui s'explique par des raisons humaines et logistiques :

- Sur le plan des ressources humaines : La disponibilité limitée des spécialistes constitue un obstacle majeur à la réalisation des consultations spécialisées avancées. Les contraintes opérationnelles des agents du CHPF et de la Direction de la santé ainsi que les contraintes rencontrées par les spécialistes du secteur libéral dans le cadre de leurs activités, notamment l'impossibilité de se faire remplacer lors des CSA, sont des facteurs limitants importants ;
- Sur le plan logistique : Les contraintes logistiques sont multiples, allant du transport des spécialistes à leur accueil dans les structures. Le planning des rotations aériennes proposé par les compagnies ne facilite pas la réalisation des tournées, en particulier dans les archipels les plus éloignés comme les Tuamotu-Gambier et les Marquises. De plus, les capacités d'accueil des structures de santé concernées sont limitées. Avec le nombre croissant de CSA, la plupart des structures ne peuvent pas accueillir plusieurs consultations en même temps, ce qui réduit la disponibilité sur place.

Pour certaines spécialités prévues au programme, il est difficile voire impossible de trouver des spécialistes, ce qui explique en partie l'écart entre les prévisions et la réalisation.

La situation en termes de ressources humaines au CHPF a un impact sur la réalisation des CSA car certaines spécialités souffrent d'une pénurie de personnel. En raison de l'obligation de maintenir l'activité de soins au sein du CHPF, les tournées CSA peuvent se trouver impactées.

En ce qui concerne la Direction de la santé, les tournées CSA sont principalement assurées par les agents de l'hôpital d'Uturoa dans les autres îles de l'archipel. Or le nombre de médecins spécialistes n'est pas suffisant pour assurer les soins à l'hôpital et la réalisation simultanée de CSA.

Les tournées CSA des médecins libéraux connaissent une augmentation significative. La plupart des CSA relevant du secteur libéral sont réalisées par des médecins intégrés depuis de nombreuses années dans le dispositif. Les modalités organisationnelles et financières proposées aux professionnels de santé semblent limiter l'arrivée de nouveaux médecins libéraux.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Un travail a été lancé avec la Caisse de prévoyance sociale (CPS) et l'ARASS pour mieux caractériser les besoins de CSA et ainsi adapter l'offre, et revoir les conditions du dispositif pour le rendre plus attractif. La convention cadre entre la CPS, la Direction de la santé, le CHPF et l'ARASS fixant le périmètre et les modalités du dispositif sera revue et complétée en 2024 au regard des nouveaux enjeux. Parmi les pistes d'évolution envisagées figurent notamment :

- Un renforcement de la place de l'ARASS dans son rôle de définition du besoin et de régulation de l'offre de consultations ;
- L'ouverture du dispositif aux médecins généralistes et à certaines professions paramédicales ;
- la réalisation facilitée d'actes chirurgicaux utilisant les plateaux techniques des structures hospitalières dans les îles ;
- L'autorisation pour les médecins libéraux de se faire remplacer pendant les tournées de CSA ;
- La révision des indemnités pour une prise en compte plus juste des dépenses liées à la logistique des tournées.

Objectif n°2b - Adapter l'offre de soins à l'évolution des besoins									
Développer l'activité de soins de suite et rééducation dans les hôpitaux périphériques									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 2.5 - Nombre de patients hospitalisés en SSR	Nb	NA	40	100				200	
<i>Sources des données :</i> <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir des rapports d'activité des structures hospitalières de la direction de la santé</i> <i>Autres commentaires :</i> <i>Le projet SSR a démarré en mars 2022 dans les structures hospitalières de la direction de la santé.</i>									

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le développement des soins de suite et de réadaptation (SSR) au sein de la Direction de la santé de Polynésie française concerne les sites de Taravao et Uturoa. Malheureusement, l'activité s'est trouvée limitée par une pénurie de ressources médicales et paramédicales ainsi que par l'absence de plateaux techniques adaptés. Bien que des efforts aient été entrepris, notamment par le lancement d'un marché dédié, celui-ci a été annulé faute de moyens suffisants dans nos hôpitaux pour soutenir une activité de SSR.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une montée en puissance progressive des moyens humains et des infrastructures a été programmée. Dans cette optique, le projet de SSR connaîtra un redémarrage au premier trimestre de 2025 afin de fournir des services de qualité répondant aux besoins croissants de la population. A noter que les travaux en cours sur l'hôpital de Taravao permettront à terme de disposer à terme de locaux adaptés aux normes des soins de suite et réadaptation.

Objectif n°3 – Améliorer les prestations auprès des usagers et les conditions d'exercice des professionnels

L'amélioration des pratiques et de l'organisation des structures de la Direction de la santé s'appuie sur une politique qualité et gestion des risques déployée depuis 2021, qui s'articule autour de :

- Signalements des évènements indésirables (EI) qui sont le plus souvent des situations vécues comme « anormales » porteuses d'impacts directs ou indirects pour le patient entraînant des conséquences plus ou moins graves ;

- L'observation et l'évaluation de pratiques collectées par des audits, des enquêtes, des analyses de pratiques pluriprofessionnelles (Revue de morbi mortalité RMM, retour d'expérience REX) ;
- L'analyse des processus supports aux soins (RH-gestion financière-gestion du patrimoine-gestion des approvisionnements)

189 déclarations valides (analysables et conformes) ont été enregistrées sur l'année 2023 dont 17 EIG (événement indésirables graves). Toutes les déclarations font l'objet d'un signalement auprès du bureau qualité de la DS qui accompagne les cellules qualité de proximité à la mise en œuvre d'actions correctrices.

Plusieurs audits ont été également portés par le bureau qualité :

- Audit sur les risques ionisants ;
- Audit sur les risques physiques (avec Fenua Prev, prestataire) ;
- Evaluation sur les risques psychosociaux (avec Fenua Prev, prestataire) ;
- Audit sur l'offre de soins de proximité (centre médical de Rurutu, de Tubuai).

L'ensemble des audits a conduit à l'établissement d'un plan d'actions suivi par les différents responsables de structures concernées et la Direction.

Le logiciel Oc-Time (logiciel de gestion du temps de travail et des absences) est l'un des outils clés pouvant répondre à diverses problématiques de ressources humaines rencontrées sur le terrain. Il devrait être déployé en 2025.

Concernant l'approfondissement du niveau de compétences des professionnels de santé, l'activité de la cellule formation est le point d'entrée clé.

En 2023, les dépenses liées à la formation s'élèvent à 62 438 499 F CFP. Les sessions de formation ont porté essentiellement sur :

- Les urgences (réalisé par le Centre d'enseignement des soins d'urgence de Polynésie française) :
 - o Les soins d'urgences en milieu insulaire ;
 - o L'AFGSU 1 et 2 ;
 - o Le diplôme universitaire urgences (premières sessions en fin d'année 2023) ;
- La gestion des risques (réalisé par un formateur occasionnel de l'administration) ;
- La lutte anti-vectorielle et les maladies infectieuses (réalisé par un FOA) ;
- La sécurité :
 - o Le SSIAP (service de sécurité incendie et d'assistance à personnes) ;
 - o L'incendie et l'évacuation des bâtiments hospitaliers ;
 - o La lutte contre l'incendie et les règles d'évacuation ;
 - o L'habilitation électrique ;
 - o La prévention et secours civique de niveau 1 (PSC1) ;
 - o La conduite de chariot élévateur.

Quelques agents ont pu bénéficier de formations individuelles :

- IBODE (infirmier de bloc opératoire diplômé d'Etat) ;
- Directeur des soins ;
- DIU gynécologie obstétricale ;
- Inspecteur de santé publique vétérinaire ;

▪ Commentaire et analyse des résultats

A l'échelle du nombre d'agents au sein de la Direction de la santé (1 200 agents), le plan de formation 2023 réalisé reste peu satisfaisant et limité au regard des besoins en formation des professionnels.

Ceci s'explique par l'absence de stratégie et de politique de formation, soutenue par une équipe instable et l'absence de responsable du bureau des ressources humaines et de formation pendant un an.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Un poste de chargé de formation a été mis au concours catégorie B en 2023 et a permis d'accueillir une personne en poste fixe. L'arrivée d'un nouveau responsable du BRHF depuis novembre 2023 doit permettre d'élaborer une meilleure politique de formation.

 Bilan de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) :

Orientation stratégique prioritaires n° 1 : renforcer le Système de Santé Polynésien

Objectif n°1 : renforcer les moyens du service chargé de la régulation sanitaire et sociale pour lui permettre d'accomplir ses missions notamment celles d'inspection

Objectif n° 1 /OS1 - Renforcer les moyens du service chargé de la régulation sanitaire et sociale pour lui permettre d'accomplir ses missions notamment celles d'inspection								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 - Nombre d'ETP recrutés	Nb	–	0	6	6	7	0	0
Indicateur 1.2 - Nombre de visites de conformités	Nb	–	15	16	3	5	10	10
Indicateur 2.2 - Nombre d'inspections et de contrôles, dans le domaine sanitaire, du médicament et des transports sanitaires	Nb	105	112	70	70	114	110	110

Sources des données :
 Données ARASS
 Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 1.1 - données brutes
 Indicateur 1.2 - données brutes
 Autres commentaires :

Principales actions :

- Action n°1 relative à la rédaction et la mise en œuvre d'un projet de service à un horizon de 6 ans et au renforcement des moyens humains pour 6 ETP au minimum dont 1 IASS dès 2023 (source SOS).

En termes de renforcement en ressources humaines dédiées, en 2023, l'ARASS a perdu un (1) poste de médecin mais a bénéficié de la création d'un (1) poste de pharmacien et d'un (1) poste d'inspecteur de l'action sanitaire et sociale. Puis en termes d'agents en poste effectif, l'ARASS a dû fonctionner en mode dégradé au premier semestre compte tenu d'un déficit notable en ressources humaines.

La moitié des effectifs étaient manquants et a donc entraîné un retard important dans la réalisation des actions. C'est au deuxième semestre qu'a pu être réalisé le recrutement de trois (3) nouveaux médecins et d'un (1) inspecteur de l'action sanitaire et sociale afin de compléter le bureau de la planification et de l'inspection contrôle.

- Action n°2 relative au développement de la digitalisation des process (nomenclature, enregistrement diplôme etc.), pour un montant en investissement (AP 195.2020, AP 201.2020, AP 206.2020 et AP 208.2020) de 8 millions F CFP TTC (source SOS).

La dématérialisation de l'enregistrement des diplômes des professionnels de santé a fait l'objet de travaux qui ont abouti en 2023 auprès d'un prestataire informatique avec l'appui de la Direction de la modernisation et des réformes de l'administration. Des travaux ont été initiés pour un appui sur les services de la Caisse de prévoyance sociale pour le traitement informatique de la mise à jour des nomenclatures.

- Action n°3 relative au renforcement du contrôle et des inspections de l'ensemble des structures et activités y compris les transports sanitaires soumises à agrément ou autorisation, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Un programme annuel d'inspection contrôle a été réalisé. Ainsi, cinq visites de conformité ont été finalisés ainsi que 114 visites d'inspections contrôle (essentiellement des contrôles des véhicules de transports sanitaires). Une visite d'évaluation d'une structure sanitaire « expérimentale » (la Maison de naissance TUMU Ora) a également été effectuée fin 2023.

- Action n°4 relative à l'établissement d'un programme de formation pour adapter les compétences du personnel à la réalisation de ses missions, pour un montant en fonctionnement de 3 millions F CFP TTC (source SOS).

Une convention de partenariat a été mise en place entre l'ARASS et l'Ecole des hautes études en santé publique (EHESP) pour former les agents à « La veille, sécurité sanitaire et gestion des situations sanitaires exceptionnelles » et « Théorie et pratique de l'inspection contrôle ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Au cours du second semestre de 2023, l'ARASS a bénéficié d'un renforcement de ses ressources humaines, ce qui a conduit à une avancée partielle dans la réalisation de ses objectifs 2023. Les agents ont pu en outre, consolider leurs compétences grâce à une formation dispensée par l'EHESP dans le domaine de l'inspection et du contrôle, dans le cadre d'une convention établie fin 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2024, L'ARASS a vu ses ressources humaines confortées. Elle s'est ainsi engagée dans un programme annuel ambitieux avec l'ensemble des agents.

Il est notamment prévu une convention avec la HAS afin de développer la certification de l'offre de soins publique et privée, et l'évaluation des structures sociales et médico-sociales, projet de coopération qui s'étalera sur quatre ans.

Objectif n°2 : Participer à une meilleure maîtrise de l'évolution des dépenses de santé

Objectif n° 2 /OS1 - Participer à une meilleure maîtrise de l'évolution des dépenses de santé.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de nomenclatures révisées	Nb		0	1	1	1	2	3
<u>Sources des données :</u>								
Données ARASS								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 2.1 - données brutes								
<u>Autres commentaires :</u>								

Principales actions :

- Action n°1 relative à la mise en place et à la pérennisation de l'évaluation économique des programmes de santé et ses indicateurs, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas été initiée en 2023 et sera prévue dans les travaux de montage de l'observatoire de la santé.

- Action n°2 relative au besoin de faire évoluer le dispositif des paniers de soins pour le rendre plus efficace et les nomenclatures, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été reportée pour 2024.

- Action n°3 pour faire du patient un acteur central du système de santé (charte du patient, formation représentants usagers, intégration des patients dans les initiatives stratégiques de santé), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action sera intégrée à la réforme de la PSG pour 2024.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif était de contribuer à une gestion plus efficace et mieux contrôlée de l'évolution des dépenses de santé en élaborant des parcours de soins et en plaçant le patient au centre du système. À cet égard, des efforts ont été déployés en 2023 pour réviser et mettre à jour les nomenclatures, notamment celle de la Liste des Produits et Prestations Remboursables (LPPR), conformément aux objectifs fixés par le ministère, visant une réduction de 5% des tarifs de référence.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour l'année 2024, l'ARASS envisage de concentrer ses efforts sur la poursuite des travaux visant à mettre à jour les nomenclatures et à la réforme de la Protection sociale généralisée (PSG).

La réforme de la PSG envisagée par le gouvernement comprend des mesures visant à établir un panier de soins et à encourager la responsabilisation du patient en tant qu'acteur de sa propre santé.

Objectif n°3 : réviser le maillage du territoire en offre de soins de proximité pluridisciplinaire et coordonnée dans les archipels et déployer la télésanté

Objectif n° 3 /OS1 - Réviser le maillage du territoire en offre de soins de proximité pluridisciplinaire et coordonnée dans les archipels et déployer la télésanté								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Rapport d'étude des besoins réalisé et schéma de l'offre de soins de proximité rédigé	Nb	–	–	1	1	0	1	1
<u>Sources des données :</u>								
Données ARASS								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 3.1 - données brutes								
<u>Autres commentaires :</u>								

Principales actions :

- Action n°1 relative à la rédaction d'un schéma d'offre de soins de proximité en fonction des besoins identifiés par typologie d'île et de population et des différents modes d'intervention possibles (consultations spécialisées avancées (CSA), sur place, itinérance, télésanté, évasans), pour un montant en investissement/fonctionnement (prestation à externaliser pour la rédaction du schéma, montant non connu pour l'heure).

Cette action n'a pas été menée, la priorité a été de conduire les travaux sur le projet de loi du Pays relative à l'aide médicale urgente, prérequis pour l'établissement d'un schéma d'offre de soins.

- Action n°2 relative à l'identification des prérequis à la télésanté, leur mise en place et la construction d'un plan de déploiement sur l'ensemble du territoire, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été enclenchée dans le cadre des travaux de mise à jour des nomenclatures et de rédaction de texte d'application de la loi télémédecine.

- *Commentaire et analyse des résultats*

La réalisation de cet objectif visait à renforcer l'accessibilité aux soins de proximité pluridisciplinaires et coordonnés dans les archipels, tout en promouvant le déploiement de la télésanté. En 2023, la priorité a été donnée à l'avancement des travaux sur le projet de loi du pays concernant l'aide médicale urgente, préalable nécessaire à l'établissement d'une offre de soins de proximité dans les archipels.

L'achèvement du déploiement de la télésanté a été entamée. La télésanté vise à fournir des services de santé à distance grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication permettant notamment la consultation médicale, le suivi des patients et la fourniture de soins à distance.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour atteindre cet objectif, il faudra poursuivre les travaux de mise à jour des nomenclatures et de rédaction des textes d'application de la loi sur la télémédecine. Cette action devrait se matérialiser par une réforme de la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) concernant la télémédecine, programmée pour l'année 2024. Une réflexion approfondie sur le financement des actes de télémédecine afin de garantir une prise en charge adéquate devra être engagée.

Orientation stratégique prioritaires n° 2 : rendre l'offre de soins accessible au plus grand nombre

Objectif n°1 : définir le plan Hôpital public 2030 pour la Polynésie française

Objectif n° 1 /OS2 - Définir le plan Hôpital Public 2030 pour la Polynésie Française								
	Unité	2021	2022	2023	2023	2023	2024	2025 et +
		Réalisé	Réalisé	Prévision PAP 2023	Révisé à 06/2023	Réalisé	Prévision PAP 2024	Cible
Indicateur 1.1 - Rapport d'état des lieux réalisé et plan pluriannuel de développement hospitalier en Polynésie française rédigé	Nb	–	–	1	0	0	1	1
Sources des données : Données ARASS Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 : données brutes Autres commentaires :								

Principales actions :

- Action n°1 relative à l'identification des capacités, des moyens et des expertises cibles de chaque établissement hospitalier public à l'horizon 2030, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action sera intégrée à la stratégie prochainement définie par le ministère.

- Action n°2 relative à la rédaction d'un plan pluriannuel de développement hospitalier public en Polynésie française en cohérence avec les projets d'établissement des différents acteurs, intégrant la structuration d'une filière gériatrique, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Pour 2023, l'ARASS s'est concentrée en premier lieu sur ses missions d'accompagnement et de conseil des structures dans la mise en place notamment, de leurs projets d'établissement.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif principal était de définir une stratégie d'offre publique hospitalière, précisant le positionnement des établissements hospitaliers et leurs interactions, dans le but de rendre les hôpitaux plus attrayants et de mieux maîtriser les dépenses hospitalières.

Les actions visant à atteindre cet objectif n'ont pas été réalisées et ont été reportées à l'année 2024. Ce report est en lien avec la définition d'une nouvelle stratégie souhaitée par le gouvernement concernant l'offre hospitalière.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Des travaux de révision de la stratégie d'offre publique hospitalière précisant le positionnement des établissements hospitaliers et leurs articulations sont inscrits pour l'année 2024.

Objectif n°2 : renforcer la complémentarité des services publics et privés

Objectif n° 2 /OS2 - Renforcer la complémentarité des services publics et privés									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 2.1 - Projet médical du pôle de santé privé unique rédigé	Nb	–	0	1	0	0	0	0	
Sources des données :									
<i>Données ARASS</i>									
Mode de calcul des indicateurs :									
<i>Indicateur 2.1 : données brutes</i>									
Autres commentaires :									

Principales actions chiffrées :

- Action n°1 relative à l'accompagnement de la rédaction d'un projet médical du pôle de santé privé unique, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Le projet du pôle de santé privé unique (PSPU) qui regrouperait les trois cliniques privées est abandonné dans les nouvelles orientations des politiques publiques de santé.

- Action n°2 relative à l'identification des dispositifs financiers facilitant l'exercice occasionnel dans les îles des libéraux, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas été initiée en 2023 et est reportée.

- Action n°3 relative à la réalisation d'une étude médico-économique de pertinence et faisabilité sur la création de « maison de santé pluridisciplinaire », pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas été enclenchée et a été suspendue dans l'attente d'un nouveau schéma d'organisation sanitaire qui redéfinirait le développement de l'offre de soins de ville.

- Action n°4 relative à la définition d'une stratégie visant à faire évoluer les rapports entre la médecine occidentale et la médecine traditionnelle, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été reportée à 2024. Lors d'ateliers et de colloques relatifs à la « médecine intégrative », des orientations politiques ont émergé, notamment sur la reconnaissance d'un statut de « tradipraticien », ainsi que sur l'intégration du jeûne préventif dans les orientations du prochain SOS.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif avait deux volets. Tout d'abord, il visait à établir un nouveau pôle de santé privé regroupant trois cliniques privées sur un site dédié. En outre, la réalisation de cet objectif visait à faciliter l'exercice permanent ou occasionnel des professionnels de santé libéraux dans les îles non médicalisées, tout en favorisant le développement d'activités pluridisciplinaires et le rapprochement avec la médecine traditionnelle.

Cet objectif a été partiellement révisé par suite des nouvelles orientations politiques.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les nouvelles orientations politiques visent à privilégier la régulation des professionnels de santé dans le but de favoriser leur installation dans les "déserts médicaux" et de valoriser le recours à la médecine traditionnelle.

Objectif n°3 : améliorer l'organisation des soins sur le territoire

Objectif n° 3 /OS2 - Améliorer l'organisation des soins sur le Territoire									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 3.1-Nombre de LP et ses arrêtés élaborés concernant l'Aide Médicale Urgente	Nb	-	2	2	1	0	2	0	
<u>Sources des données :</u> <u>Données ARASS</u>									
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <u>Indicateur 3.1 : données brutes</u>									
<u>Autres commentaires :</u>									

Principales actions chiffrées :

- Action n°1 relative à l'aboutissement des projets de réseaux de santé (périnatalité, maladies chroniques prioritaires, santé mentale etc.), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas abouti en 2023. Ce faisant, des travaux sur la mise en place d'un réseau périnatalité a été enclenché et devraient se poursuivre en 2024.

- Action n°2 relative à l'amélioration de la réponse aux demandes d'aide médicale urgente (AMU) pour, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action, engagée en 2023, est reportée en 2024.

- Action n°3 relative à l'organisation de la permanence des soins (PDS), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action, engagée en 2023, est reportée en 2024.

- Action n°4 relative à la création de la plateforme territoriale d'appui et définir ses objectifs et son plan de développement à 5 ans, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action relative à une plateforme d'appui a été abandonnée en attendant un nouveau schéma d'organisation sanitaire qui redéfinirait le développement de l'offre de soins de ville.

▪ Commentaire et analyse des résultats

Cet objectif visait à coordonner des parcours de soins par la mise en place de réseaux de santé, à apporter un service d'appui aux réseaux en mutualisant les ressources humaines et la logistique, et à organiser l'aide médicale urgente et la permanence des soins hors hôpital.

Cet objectif a été partiellement atteint en 2023 puisque des travaux de rédaction d'un projet de loi du pays encadrant l'aide médicale urgente ont été menés. Cette action devrait aboutir en 2024.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

La création d'un poste de sage-femme temporaire au 1^{er} janvier 2024 et son recrutement à l'ARASS va permettre de créer le réseau de périnatalité en 2024.

Orientation stratégique prioritaires n° 3 : développer des parcours de soins « cible » pour les maladies prioritaires

Objectif n°1 : structurer le parcours de soins de maladies chroniques prioritaires (obésité, diabète, insuffisance rénale chronique)

Objectif n° 1 /OS3 - Structurer le parcours de soins de maladies chroniques prioritaires: Obésité, Diabète, Insuffisance Rénale Chronique									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Nombre d'arrêtés définissant les conditions techniques de fonctionnement de la chirurgie bariatrique rédigé	Nb	0	0	1	0	0	0	0	
Indicateur 1.2 - Carte sanitaire révisée pour l'activité de dialyse	Nb	0	0	1	1	1	1	0	
<u>Sources des données :</u> <u>Données de l'arass</u>									
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <u>Indicateur 1.1 - données brutes</u>									
<u>Indicateur 1.2 : données brutes</u>									
<u>Autres commentaires :</u>									

Principales actions :

- Action n°1 relative à l'accompagnement de la définition d'un parcours de soins « Obésité » pluridisciplinaire gradué initié par un médecin référent et encadrer réglementairement ses différentes étapes (CTF chirurgie bariatrique etc.), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas été initiée et fait l'objet d'un report.

- Action n°2 relative à l'accompagnement de la définition d'un parcours de soins Diabète pluridisciplinaire gradué initié par un médecin référent et encadrer réglementairement ses différentes étapes, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas été initiée et fait l'objet d'un report.

- Action n°3 relative à l'adaptation de l'offre de dialyse aux besoins, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

En 2023, une révision de la carte sanitaire a été effectuée pour réadapter les indices de besoins en activité de soins pour le traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale.

- Action n°4 relative à l'accompagnement de la mise en place des réseaux de santé des maladies chroniques prioritaires (obésité, diabète, maladie rénale chronique), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas abouti et fait l'objet d'un report.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif était de structurer le parcours de soins pour les maladies chroniques prioritaires telles que l'obésité, le diabète et l'insuffisance rénale chronique. La description des parcours de soins et des réseaux de santé en lien avec ces maladies chroniques identifiées n'a pas été finalisée en 2023 et fait l'objet de travaux reportés sur 2024. En effet, le parcours de soins consiste en une série de mesures et d'interventions coordonnées visant à prendre en charge de manière globale et efficace les personnes malades. Il comprend généralement plusieurs étapes, telles que le dépistage, le diagnostic, le suivi médical régulier, la prise en charge nutritionnelle et diététique, l'activité physique adaptée, ainsi que la possibilité d'accéder à des consultations spécialisées, des programmes de soutien psychologique et des interventions chirurgicales si nécessaire. L'objectif principal est d'améliorer la santé et le bien-être des personnes malades tout en réduisant les risques associés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les parcours de soins seront en outre définis en fonction de l'actualisation de la réforme définissant les « longues maladies ».

Objectif n°2 : poursuivre la montée en charge de l'offre de prise en charge du cancer

Objectif n° 2 /OS3 - Poursuivre la montée en charge de l'offre de prise en charge du cancer								
La Polynésie s'est dotée d'un plan cancer qu'il convient de mettre en œuvre.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'actions du plan Cancer mises en œuvres par l'ARASS	Nb	0	0	2	0	0	0	0
Indicateur 1.2 - Nombre d'autorisations délivrées pour l'activité de soin traitement du cancer	Nb	–	0	5	0	0	2	0
<i>Sources des données :</i> <i>Données ARASS</i> <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>Indicateur 2.1 - Données brutes</i> <i>Indicateur 2.2 - Données brutes</i> <i>Autres commentaires :</i>								

Principales actions :

- Action n°1 relative à la délivrance des autorisations de soins « traitement du cancer », pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action n'a pas été initiée et fait l'objet d'un report.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Il s'agissait ici d'accompagner à l'amélioration des conditions de prise en charge des patients atteints de cancer. Dans cette perspective, l'objectif était de délivrer en 2023 l'ensemble des autorisations sanitaires relatives au

traitement du cancer. Cependant, cette action n'a pas pu aboutir en 2023, les travaux, notamment d'analyse du besoin et réglementaires, étant toujours en cours. Par conséquent, cette action est reportée à 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les analyses sur les indices de besoins doivent être affinées avec l'appui de la CPS et des données de l'ICPF publiées en 2024.

Objectif n°3 : délivrer les autorisations dans le domaine de la radioprotection

Objectif n° 3 /OS3 : Délivrer les autorisations dans le domaine de la radioprotection								
La Polynésie française s'est dotée d'une loi du Pays sur la radioprotection des personnes et de l'environnement, qu'il convient de mettre en œuvre. Cette loi prévoit un régime d'autorisation à 3 crans, en fonction de la dangerosité des sources de rayonnements.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1-Nombre d'autorisations (simplifiées ou non) délivrées dans le domaine de la radioprotection	Nb	–	–	15	0	0	0	15
Sources des données : <i>Données ARASS</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'autorisations délivrées</i> Autres commentaires :								

Principales actions chiffrées :

- Action n°1 : délivrer les autorisations prévues par la loi du pays concernant la détention et l'utilisation des sources de rayonnements ionisants (sources radioactives et générateurs électriques), dans le domaine médical et le domaine industriel, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Les travaux sur la rédaction de sept arrêtés d'application de la loi du pays relative aux rayonnements ionisants n'ayant pas abouti en 2023, des autorisations n'ont pas été délivrées. L'action est reportée.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Deux lois du pays relatives à la radioprotection ont été adoptées en janvier 2023. La première concerne la radioprotection en milieu professionnel (radioprotection des travailleurs), portée par le ministère du travail. La seconde concerne la radioprotection des personnes et de l'environnement (radioprotection du public, des patients et de l'environnement), portée par le ministère de la santé. Cette dernière loi prévoit de soumettre la détention et l'utilisation des sources à un régime juridique comportant trois niveaux selon le risque : régime d'autorisation, régime d'enregistrement (ou autorisation simplifiée), et régime de déclaration.

Dans le cadre de l'application de cette loi du pays, l'objectif était d'entamer la délivrance des autorisations et de procéder aux enregistrements. Cependant, cet objectif n'a pas été enclenché étant donné que les textes d'application demeurent en cours de rédaction. Ce faisant, un premier recensement des équipements sources de rayonnement a été entamé en 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il est prévu de finaliser les travaux de rédaction des arrêtés d'application de la loi du pays relative aux rayonnements ionisants en fin 2024, en vue d'une application courant 2025.

Objectif n°4 : développer l'offre de santé mentale

Objectif n° 4 /OS3 : Développer l'offre de santé mentale								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 -Nombre d'autorisations délivrées pour les activités de santé mentale	Nb	–	–	4	0	0	0	3
Sources des données : <i>Données ARASS</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'autorisations délivrées</i> Autres commentaires :								

Principales actions :

- Action n°1 relative au développement de l'offre de soins au plus proche des patients autorisations sanitaires, appartements thérapeutiques et familles d'accueil thérapeutiques, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Un état des lieux, prérequis de cette action, a été initié en 2023 et se poursuit en 2024.

- Action n°2 relative à l'accompagnement de l'ouverture du pôle santé mentale (réglementations etc.), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été initiée en 2023 et se poursuit en 2024.

- Action n°3 relative à l'accompagnement de la création de la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) dans le cadre du psycho-traumatisme, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été réalisée dans le cadre des travaux de rédaction du projet de loi du pays relatif à l'aide médicale urgente, texte qui doit être finalisé en 2024.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif était de définir une offre de prise en charge de la santé mentale en Polynésie française en faisant un état des lieux des outils existants, en accompagnant l'ouverture du pôle de santé mentale et la création de la CUMP, en réponse aux indicateurs inquiétants révélés par l'enquête SMPG "Santé mentale en population générale" de 2015, mettant en évidence une prévalence élevée d'actes de violence intrafamiliale, une augmentation des addictions, une forte incidence de dépression et de risque suicidaire, ainsi que des troubles psychiques associés aux pathologies de surpoids.

Pour 2023, la visite de conformité de l'activité de psychiatrie infanto-juvénile a été réalisée. Ce faisant, aucune nouvelle autorisation n'a été réalisée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réalisation de cet objectif se poursuit en 2024. En effet, la construction du bâtiment de santé mentale en 2024 entraîne une réévaluation des autorisations d'activité. Par ailleurs, l'action relative à la création d'une cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) reste d'actualité et sera abordée dans le cadre de la nouvelle convention santé entre l'Etat et le Pays.

■ Bilan du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF) :

Objectif n°1 – Innover dans la qualité des services aux patients usagers de l'hôpital pour satisfaire à leurs attentes légitimes

Objectif n°1 - Innover dans la qualité des services aux patients usagers de l'hôpital pour satisfaire à leurs attentes légitimes								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Pourcentage de réalisation des investissements	%	0%	0%	100%	10%	0%	50%	100%
Indicateur 1.2 - Taux de satisfaction des usagers	%	—	—	75%	70%	—	75%	80%
Indicateur 1.3 - Nombre de déclarations pour dégradations, incidents ou agressions	U	700	799	560	560	690	500	448

Sources des données :
AS400, service mandattement, questionnaire de satisfaction, service qualité, service juridique

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du montant de dépenses mandatées par rapport au montant des subventions obtenues.
Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir d'un questionnaire de satisfaction rempli par les usagers
Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir du nombre de plainte déposées dans l'année ayant comme sujet les dégradations, incidents ou agressions.

Principales actions :

- Action n°1 : Rénover le parking ;
- Action n°2 : Rénover la signalétique;
- Action n°3 : Rompre l'isolement du patient avec la mise en place d'un terminal multimédia ;
- Action n°4 : Garantir la sécurité des usagers et des patients dans un plan de sécurisation de l'accès au bâtiment hospitalier.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les actions n°1 à 4 étaient conditionnées à l'obtention de subventions d'investissement qui n'ont à ce jour pas été retenues. En l'état de sa situation financière sur l'exercice 2023, le CHPF ne pouvait pas envisager de financement sous forme de prêt.

L'indicateur 1.1 est donc rendu à 0.

Concernant l'indicateur 1.2, le questionnaire de satisfaction faisait partie des projets 2023 associés au réseau déconcentré de la qualité et du plateau consultation avec une nouvelle modélisation des secrétariats médicaux. Les premières mises en œuvre ont été déployées sur 2023, le questionnaire de satisfaction est en cours de finalisation et devrait être déployé sur le 1^{er} semestre 2024. Pour 2023, l'indicateur est donc non applicable.

Enfin, l'indicateur 1.3 qui recense le nombre d'intervention de la sûreté de l'établissement relève 690 interventions dont 546 pour agressions ou conflits, 18 vols et 15 actes de malveillances (dégradations, tags...) et 111 évacuations de visiteurs ou SDF.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les demandes de subvention correspondant à ces actions sont portées au budget du Pays mais n'ont, à ce jour, pas été retenues. L'établissement maintient ces projets et a prévu pour 2024 de revoir leur format dans le cadre de l'étude sur le schéma directeur de l'immobilier non réalisé en 2023 et reporté sur 2024.

Objectif n°2 – Réhabilitation d'envergure du patrimoine immobilier et mobilier du CHPF : entretien, rénovation, restructuration

Objectif n°2 - Réhabilitation d'envergure du patrimoine immobilier et mobilier du CHPF : entretien, rénovation, restructuration								
Il s'agit de maintenir de façon optimal le patrimoine immobilier hospitalier ainsi que son équipement. Une réhabilitation d'envergure est nécessaire afin de maintenir les capacités opérationnelles du CHPF pour faire face aux enjeux de demain.								
Pour cela, un plan de déploiement progressif est envisagé et concerne la rénovation du bâtiment du Taaone, le renouvellement des équipements médicaux et des parcs automobiles avec une dimension environnementale en privilégiant des véhicules électriques.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - pourcentage de réalisation sur les immobilisations immobilières	%	0%	1%	50%	10%	1%	25%	100%
Indicateur 2.2 - pourcentage de réalisation sur les immobilisations mobilières	%	30%	36%	80%	50%	33%	70%	100%
Indicateur 2.3 - Taux de vétusté des immobilisations du CHPF	%	79%	80%	60%	80%	81%	75%	50%
Sources des données : <i>Direction des achats et du patrimoine CHPF, AS 400</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir de la valeur des travaux effectués par rapport au montant total des subventions obtenues</i> <i>Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir de la valeur d'entrée des acquisitions effectuées par rapport au montant total des subventions obtenues</i> <i>Indicateur 2.3 - taux de vétusté des immobilisations</i>								

Principales actions :

- Action n°1 : Plan global de réhabilitation du CHPF : étude sur 2023 ;
- Action n°2 : Réaliser des travaux de mise à niveau en terme de sécurité incendie et station d'hélistation ;
- Action n°3 : Sécuriser l'enceinte du CHPF et de son bâti par la mise en place de couvertures en tôles ;
- Action n°4 : Poursuivre le renouvellement des équipements médicaux en suite de l'inventaire mené en 2018 ;
- Action n°5 : Renouveler le parc automobile des ambulances et des véhicules ;
- Action n°6 : Réaliser une extension du cadastre à un projet de centre de dialyse lourd ;
- Action n°7 : Remplacer le matériel lourd ;
- Action n°8 : Construire un bâtiment pour sécuriser la zone de production d'oxygène.

Les actions 1, 4, 5, 6 et 7 ont fait l'objet d'octroi de subvention au budget 2023.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le projet de rénovation du bâtiment est initié avec :

- Une 1^{ère} tranche de subvention de 350 millions F CFP octroyée courant d'année par le Pays sur 2022 pour réaliser des travaux d'étanchéisation des zones les plus critiques de l'établissement : ce projet est en cours de déploiement les appels d'offre ont été finalisés et les travaux ont débuté début 2024 ;
- Une subvention d'investissement pour l'étude et audit technique architectural du bâtiment du Taaone afin de réaliser le schéma directeur de l'immobilier du CHPF : cette étude a été reportée sur 2024 ;
- Le plan de renouvellement des équipements médicaux soutenu par des subventions d'investissement annuelles se poursuit, les délais d'approvisionnement et de mise en service peuvent décaler l'exécution des subventions sur 2 ans mais restent satisfaisants ;
- La rénovation du parc automobile est en cours avec le renouvellement des ambulances et des véhicules de services : les délais de fabrication, d'aménagement et de livraison des ambulances porte la réalisation complète de l'action à 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'établissement a subi certains décalages de mise en œuvre du fait notamment, des délais de disponibilité, de fabrication et d'approche mais ces actions seront finalisées sur 2024.

Les demandes de subventions complémentaires dans le cadre du plan décennal d'investissement seront portées au budget 2025.

Objectif n°3 – Les ressorts de la performance

Objectif n°3 - Les ressorts de la performance								
Il s'agit d'acquérir des outils et de positionner des ressources expertes qui permettront de développer et de mettre en œuvre les outils et procédures permettant l'amélioration des performances et de l'efficience de l'établissement et de mettre en adéquation les ressources à l'activité.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre de postes occupés sur l'année	U	10	23	33		24		33
Indicateur 3.2 - Réalisation des investissements informatiques	%	6%	40%	100%		68%		100%
Indicateur 3.3 - Réalisation des investissement immobiliers	%	0%	0%	100%		0%		100%
Sources des données : <i>Direction des ressources humaines CHPF, Pole paie logiciel SEDIT Marianne, DSN , AS400 mandatement</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir de l'occupation effective des postes ciblés au prorata de l'année en équivalent temps plein à partir de la date d'ouverture du poste</i> <i>Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir du montant de dépenses mandatées par rapport au montant de la subvention obtenue au titre de l'acquisition de logiciel.</i> <i>Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir du montant de dépenses mandatées par rapport au montant des subventions obtenues au titre des investissements immobiliers.</i>								

Principales actions :

- Action n°1 : Mettre en adéquation les ressources médicales, paramédicales, techniques et expertes avec les activités et l'amélioration des performances de l'établissement ;
- Action n°2 : Acquérir un outil de gestion économique et budgétaire et de gestion administrative du patient ;
- Action n°3 : Réaliser une extension des locaux de consultation et administratif ;
- Action n°4 : Mettre en place une plateforme logistique.

L'action 2 a fait l'objet d'un financement par un subvention spécifique, l'action 1 financée en 2021 et 2022 ne fait plus l'objet d'un financement par subvention mais a été intégrée à l'exploitation courante de l'établissement sur 2023.

- *Commentaire et analyse des résultats*

25 postes ont pu être ouverts sur la base du financement accordé en 2022. Le financement de 2023, s'il a été porté par le CHPF auprès du Pays, n'a pu donner lieu à une subvention spécifique en 2023 et a été intégré dans la DGF. Pour rappel, il s'agit de ressources médicales, paramédicales, techniques et d'experts nécessaires à la pérennité des missions de l'établissement et à l'avancement de ses projets structurants.

24 postes ont été pourvus. Les compétences recherchées sur les postes non pourvus sont difficiles à trouver par l'effet de recherche d'expertise associée à des grilles salariales de l'établissement non attractives pour les candidats.

Concernant les investissements informatiques, 68% ont pu être mandatés à fin 2023 et l'opération devrait être soldée sur 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les opérations concernant l'investissement informatique doivent être clôturées sur 2024.

 Bilan de l'institut du cancer de Polynésie française (ICPF) :

Objectif n°1 – Améliorer les connaissances sur le cancer en Polynésie française

Objectif n°1 - Améliorer les connaissances sur le cancer en Polynésie française								
L'ICPF améliorera dans ce cadre la performance du registre des cancers notamment en rattrapant les retards pris ces dernières années sur l'enregistrement des nouveaux cas de cancer. En outre, l'ICPF facilitera la mise en œuvre d'études épidémiologiques.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Validation et publication des cas incidents de cancer des années 2015-2019	%	_	50%	100%	100%	100%	100%	100%
Indicateur 1.2 - Nombre d'études épidémiologiques réalisées*	Nb	_	0	4	2	_	4	6
Sources des données : ICPF / Registré ICPF Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 - Indicateur calculé sur la base du taux d'avancement de la rédaction et de la publication du rapport Indicateur 1.2 - Indicateur calculé à partir du nombre de protocole de recherche rédigé (études initiées). * Cet indicateur est modifié pour rendre compte du nombre de protocole rédigé et mis en oeuvre (études réalisées) Autres commentaires :								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Plus de 800 cas de cancer sont diagnostiqués chaque année en Polynésie française avec une augmentation constante ces dix dernières années. En outre, au-delà de l'augmentation de l'espérance de vie moyenne des Polynésiens, la prévalence des facteurs de risque des cancers tels que le tabac, l'obésité, la sédentarité ou encore l'alcool laisse envisager une augmentation significative des cas de cancer dans les années à venir.

Néanmoins, les données épidémiologiques de la maladie, en particulier les données d'incidence des cancers, les taux de survie, leurs caractéristiques au diagnostic et la prévalence des facteurs de risque permettent de guider plus efficacement la politique de lutte contre le cancer en Polynésie française et de décider en conséquence des actions opérationnelles ad hoc les plus pertinentes.

En 2023, l'ICPF a livré le rapport du registre des cancers pour la période 2015-2019 et a ainsi procédé au rattrapage des retards accumulés sur l'enregistrement des cas incidents de cancers puisque les données de l'année 2016 ont été publiées en 2021 et celles de 2017 et 2018 devaient l'être en 2022 et celles de 2019 en 2023.

Pour la production de ce rapport, des partenariats ont été développés avec d'autres registres dont notamment celui de la Nouvelle-Calédonie mais plus encore avec le réseau français des registres des cancers (FRANCIM).

La signature d'une convention d'échanges de données entre l'ICPF et la Caisse de Prévoyance Sociale le 20 octobre 2023 contribuera à l'augmentation des sources de données et à une meilleure exhaustivité du registre en 2024.

Enfin, l'ICPF a participé au premier séminaire sur la cancérologie en Outre-Mer du groupe UCOM au ministère des Outre-Mer à Paris qui s'est déroulé les 16 et 17 novembre 2023.

Durant ces deux jours, de nombreux experts sont intervenus pour débattre et échanger autour des solutions face aux complexités des parcours de soins oncologiques en Outre-Mer.

Ce rendez-vous inédit a été l'occasion d'annoncer la création officielle du Groupe UCOM et de proposer une feuille de route pour appuyer la structuration de la filière oncologie dans les territoires ultramarins.

A l'occasion de ce séminaire, l'ICPF a présenté le dispositif de dépistage « Tarona Tere » consistant à proposer un transport gratuit vers le lieu de la mammographie. Il a par ailleurs tissé des liens avec les acteurs de la cancérologie en Outre-Mer mais aussi pour l'ICPF.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'avoir le temps de consolider les données recueillies tout en restant pertinent, l'ICPF projette de produire le rapport du registre des cancers 2020 en 2024 et ainsi de suite.

Le recrutement d'un épidémiologiste permettra d'initier rapidement des études dans le domaine du cancer.

Enfin, l'ICPF entend commencer à travailler, en 2024, sur le dossier de qualification du registre des cancers par le comité d'évaluation des registres (CER) et à moderniser la gestion de ce même registre par l'acquisition d'un logiciel en cours de développement par le réseau FRANCIM.

Objectif n°2 – Améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer

Objectif n°2 - Améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer								
Bien que la prise en charge du cancer a évolué ces dix dernières années sur le territoire, elle nécessite néanmoins une meilleure structuration et le développement de nouveaux outils afin d'offrir aux polynésiens une prise en charge au plus proche des recommandations en vigueur.								
Indicateur 2.1 - Pourcentage d'avancement physique des Etudes du centre ambulatoire du traitement des cancers	Unité %	2021 Réalisé –	2022 Réalisé –	2023 Prévision PAP 2023 70%	2023 Révisé à 06/2023 100%	2023 Réalisé 100%	2024 Prévision PAP 2024 100%	2025 et + Cible 100%
Indicateur 2.2 - Pourcentage d'avancement physique des travaux d'aménagement du laboratoire d'anatomocytopathologie mutualisé.	%	–	–	100%	80%	90%	100%	–
Indicateur 2.3 - Creation d'un réseau	%	–	–	100%	–	–	–	–
Sources des données : <i>ICPF</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - Indicateur calculé à partir du suivi de la maîtrise d'œuvre retenue</i> <i>Indicateur 2.2 - Indicateur calculé à partir du suivi de la maîtrise d'œuvre retenue</i> Autres commentaires :								

▪ Commentaire et analyse des résultats

L'oncologie en Polynésie française doit se réorganiser « autour du patient » conformément aux dispositions du plan cancer notamment en offrant aux patients un parcours avant, pendant et après le cancer, adapté aux difficultés spécifiques des Polynésiens et dans une volonté d'approche inclusive et globale de la santé, comprenant le dépistage, le diagnostic, l'annonce, le suivi, le traitement, les soins de support et le post-cancer.

Dans un souhait d'amélioration du parcours de soin du patient et de facilitation de la coordination entre les différents acteurs, plusieurs projets ont été menés par l'ICPF en 2022 et 2023 notamment la mise en place d'une véritable gestion centralisée des réunions de concertation pluridisciplinaires où sont décidées le meilleur traitement pour le patient en présence de plusieurs médecins de différentes spécialités venant du public et du privé. De plus, en septembre 2023, l'institut a créé la cellule d'accompagnement des patients évasanés d'oncologie qui a pour mission de les aider dans leurs démarches, de répondre à leurs questions et à celles de leur entourage et faire le lien avec les différents acteurs (CPS, service social, EUROP Assistance, associations...). Elle est composée de professionnels de santé de l'ICPF pour pouvoir répondre aux questions médicales spécifiques.

Au titre des projets structurants, la phase d'études du centre ambulatoire du traitement des cancers dont le montant des études est estimé jusqu'à l'ACT (assistance contrat de travaux) à 470 millions F CFP, a donné lieu à la réception du dossier de l'avant-projet définitif (APD) au mois de novembre 2023. La maîtrise d'ouvrage déléguée a été confiée à l'établissement Grands projets de Polynésie.

Les travaux d'aménagement du laboratoire dont le montant est estimé à 392 millions F CFP se sont déroulés conformément au calendrier prévisionnel avec une livraison prévue sur le premier semestre 2024. Aussi, l'année 2023 a été consacrée à la phase d'acquisition du matériel spécifique avec notamment la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée d'un montant de 41,680 millions F CFP pour la fourniture, l'installation et la mise en service de 4 tables de macroscopie et 2 paillasses ventilées avec aspirations basses. Elle a également donné lieu à l'identification exhaustive du matériel pour une programmation d'installation en 2024.

Le plan de financement du laboratoire a été présenté à la direction et à la commission médicale d'établissement (CME) du CHPF fin 2023.

Enfin, l'ICPF a posé les bases visant à la création d'un réseau de professionnels autour du projet de création du laboratoire, des projets portés par le pôle coordination tel que celui de l'organisation des soirées « Aupuru by ICPF » au Fare des Amazones faisant intervenir des professionnels de différents horizons ou encore au travers des activités du pôles dépistage ou encore du pôle registre et recherche. Des rencontres ont par ailleurs été organisées avec le professeur en médecine nucléaire, M. Olivier COUTURIER, qui a été à l'initiative de la création de l'association Onco.pf dont le réseau a vocation à se mettre au service de l'amélioration continue des pratiques en cancérologie.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Dans un souci de simplification du parcours patients, de mutualisation des équipements, le futur centre ambulatoire du traitement des cancers sera réorienté sur le site du centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF - centre 15) sous réserve des études menées par G2P sur l'intégration du projet princesse Heiata dans le centre 15.

Le réseau des professionnels de santé sera renforcé en 2024 par le pôle dépistage et la priorisation du chantier de la formation des professionnels de santé

11.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 01 - OFFRE DE SANTE - MEDECINE CURATIVE	478 288 976	2 133 232 276	2 611 521 252
Au titre de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale - ARASS			0
<i>Renforcer les moyens du service chargé de la régulation sanitaire et sociale pour lui permettre d'accomplir ses missions notamment celles d'inspection</i>	4 052 539		4 052 539
Au titre de la direction de la santé - DSP			0
<i>AdAPTER l'offre de soins à l'évolution des besoins</i>	172 385 627	1 441 175 726	1 613 561 353
<i>Améliorer les prestations auprès des usagers et les conditions d'exercice des professionnels</i>	49 346 230		49 346 230
Au titre de l'institut du cancer - ICPF			0
<i>Améliorer les connaissances sur le cancer en Polynésie française</i>			0
<i>Publication des cas incidents de cancer des années 2019 & 2020 (financement Inclus dans la subvention d'exploitation de l'ICPF)</i>	2 504 580		2 504 580
<i>Améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer</i>			0
<i>Aménagement du laboratoire ACP</i>		283 056 550	283 056 550
Au titre du centre hospitalier de la Polynésie française - CHPF			0
<i>Poursuivre le renouvellement des équipements médicaux en suite de l'inventaire mené en 2018</i>		386 000 000	386 000 000
<i>Renouveler le parc automobile des ambulances et des véhicules supports</i>		23 000 000	23 000 000
<i>Mettre en adéquation les ressources médicales, paramédicales, techniques et expertes avec les activités et l'amélioration des performances de l'établissement</i>	250 000 000		250 000 000
<i>Réaliser une extension des locaux de consultation et administratif</i>			0

► ICPF :

Principales actions chiffrées :

- Action n°1 relative aux études de réalisation d'un centre ambulatoire de traitement du cancer, pour un montant en investissement de 470 millions F CFP ;
- Action n°2 relative à la mise en place d'un laboratoire d'anatomopathologie, pour un montant en investissement de 385 millions F CFP ;
- Action n°3 relative à la création d'un réseau en oncologie (onco.pf) puis à son animation en collaboration avec l'ICPF.

11.3 Programme 910 02/970 02 : santé publique – prévention

11.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Le schéma de prévention ainsi que les différents plans associés ont bénéficié d'une évaluation au moment de leur échéance fin 2022. Il n'y a pas eu de nouveau schéma ou plan mais une continuité des actions entreprises. Un nouveau plan de prévention et de promotion de la santé triennal devrait être proposé au cours de l'année 2024.

► Bilan de l'institut du cancer de Polynésie française (ICPF) :

L'ICPF intervient dans le programme 970 02 « Santé publique – prévention » dans le cadre de la mise en la mise en place et la gestion des programmes de dépistage des cancers et la prévention primaire relative aux facteurs de risques des cancers.

Les actions de prévention des cancers s'appuient particulièrement sur les orientations du plan cancer 2018-2022 et le programme médico-scientifique de l'ICPF 2022-2026 et son premier axe « prévenir et mieux comprendre le cancer ».

L'ensemble des actions de prévention menées par l'ICPF en 2023 s'inscrit dans une stratégie globale de santé communautaire tenant compte des spécificités géographiques et culturelles de la Polynésie française et incluant toute la chaîne des acteurs concernés.

11.3.2 Bilan des réformes

Le cap des réformes structurelles à mener dans les années à venir est fixé par le plan cancer et le schéma d'organisation sanitaire de la Polynésie française. L'année 2023 a été marquée par la poursuite des actions non réalisées à l'échéance du plan cancer 2018-2022 puisque ce dernier a été prorogé d'une année dans l'attente du nouveau schéma d'organisation sanitaire de la Polynésie française.

11.3.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de la direction de la santé publique (DSP) :

Objectif n°1 – Promouvoir la santé auprès de publics ciblés

Objectif n° 1 - Promouvoir la santé auprès de publics cibles								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'écoles ayant reçu le label "école en santé"	Nb	10	24	10	24	23	22 + 6 renouvellements	10 + 44 renouvellements
Indicateur 1.2 - Nombre de CJA ayant reçu le label "CJA en santé"	Nb	-	2	5	5	5	3 renouvellements	22 renouvellements
Indicateur 1.3 - Nombre de communes ayant reçu le label "commune en santé"	Nb	-	-	5		0	7	14
Indicateur 1.4 - Nombre d'entreprises ayant reçu le label "Entreprise en santé"	Nb	-	-	5		0	-	5
Indicateur 1.5 - Nombre de services administratifs ayant reçu le label "Mon Administration en santé"	Nb	-	-	2		0	-	3
Sources des données :								
<i>Données de la Direction de la santé</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Pour chaque indicateur : nombre d'écoles/CJA, Entreprises, services administratifs / nombre total d'écoles/CJA, Entreprises, services administratifs</i>								
Autres commentaires : le partenariat avec la DGEE et les communes est indispensable pour la réussite des projets								

Indicateurs 1.1 et 1.2 : Ecole et CJA en santé année scolaire 2022-2023

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Sur l'année scolaire 2022-2023, on dénombre soixante-quatorze (74) établissements scolaires publics (hors enseignement spécialisé) du 1^{er} degré labellisés (écoles et centres des jeunes adolescents), veillant à ce que la santé soit présente dans tous les aspects de la vie scolaire et communautaire :

Archipel	Nombre d'établissements labellisés	Nombre d'élèves (années scolaire 2022-2023)
Société – Iles du vent	56 (44 écoles & 12 CJA) sur 91	11444
Société – Iles sous le vent	10 (5 écoles & 5 CJA) sur 33	748
Australes	5 (4 écoles & 1 CJA) sur 6	858
Marquises	2 (CJA) sur 21	29
Tuamotu-Gambier	1 sur 43	0
TOTAL	74 sur 194 soit 38%	13 168

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

De nombreux établissements scolaires du 1^{er} degré (hors enseignement spécialisé) se sont identifiés auprès de leur conseiller pédagogique et des différentes cellules de promotion de la santé pour bénéficier d'un accompagnement et ainsi prétendre à l'obtention du label pour l'année scolaire 2023-2024. Il s'agit notamment d'écoles localisées dans les archipels suivants :

- Société – Îles-du-Vent : 5 écoles, soit 1 410 élèves concernés ;
- Société – Îles Sous-le-Vent : 9 écoles, soit 1 622 élèves concernés ;
- Tuamotu – Gambier : 8 écoles, soit 7 43 élèves concernés.

Focus sur le séminaire école en santé du Pacifique

Le séminaire des écoles en santé du Pacifique a réuni en juin 2023 à Tahiti six pays et collectivités du Pacifique (Niue, Iles Cook, Vanuatu, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française). Lors de cet événement, de nombreux travaux ont été réalisés et présentés aux participants. Des propositions concrètes ont été explorées pour une méthode d'évaluation commune pour les écoles en santé du Pacifique. Une plateforme d'échange numérique entre les écoles en santé du Pacifique a été présentée aux participants et finalisée lors des ateliers. Cet outil numérique bilingue pourrait être communiqué et déployé auprès des établissements scolaires du 1^{er} degré de Polynésie française dès le mois de septembre 2024 sous couvert de l'accord de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE). La création d'un réseau des écoles en santé animé par un comité de pilotage dont la première réunion s'est tenue au mois de novembre 2023, comprenant un binôme santé – éducation de chaque pays membre. Ce binôme restant à être défini pour la Polynésie française.

Suite à cette rencontre, deux groupes de travail se sont constitués afin de collaborer sur la rédaction d'une charte d'engagement ainsi que la création d'un comité scientifique.

Indicateurs 1.3 : Commune en santé

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'année 2023 a été une année blanche pour le dispositif de promotion de santé « Commune en santé ». Malgré un dimensionnement peu ambitieux de l'objectif de labellisation de l'année (cinq labellisations prévues sur vingt-et-une communes signataires de la charte de collaboration), le calendrier politique a eu raison de la dynamique de travail avec les partenaires communaux. Au second semestre 2023, des tentatives de relance auprès des communes ont été amorcées par la Direction de la santé qui ont reçu peu de retours.

De plus, la création de nouveaux dispositifs tel que Fare Ora, intégrant une activité de soins de santé primaires, ont participé à brouiller la communication autour du dispositif Commune en santé, déjà connu des communes. Un groupe de travail entre la Direction de la modernisation et de la réforme de l'administration et la Direction de la santé a été créé afin d'harmoniser l'offre des deux services à la population.

Cependant, les collaborations avec le Syndicat intercommunal de promotion des communes de Polynésie française (SPCPF) ont été renforcées notamment par l'intégration des dispositifs de promotion de la santé dans la feuille de route du département Restauration scolaire du SPCPF, un travail commun sur le plan de transition alimentaire et une pérennisation de la présence de la Direction de la santé au Congrès des communes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La priorité d'intervention doit être mise sur la relance du label « Commune en santé » auprès des communes souhaitant relancer la dynamique sur leur territoire. Ces travaux de fond auprès des communes devront aboutir à la labellisation de l'ensemble des communes accompagnées entre 2022 et 2023 à savoir :

- Tuamotu – Gambier : Manihi, Tatakoto ;
- Australes : Raivavae, Rimatara ;
- Îles Sous-le-Vent : Taputapuatea, Uturoa ;
- Îles-du-Vent : Moorea.

Les séminaires d'accompagnement devront également être relancés et animés par les agents des cellules de promotion de la santé. Les sites identifiés comme prioritaires sont Bora Bora, Rangiroa et Fakarava.

En 2024, l'accent sera mis sur le soutien financier des projets locaux portés par les comités de santé et autres entités de pilotage des communes engagées dans la démarche. La coordination de ces projets devra être assurée par la cellule de promotion de la santé référente de la subdivision de santé.

Le premier séminaire des communes en santé de Polynésie française sera organisé au second semestre, à Tahiti. Ce séminaire aura pour objectif un partage d'expérience entre les différentes communes ayant porté des projets en promotion de la santé, ainsi que la création d'un réseau des communes en santé polynésiennes.

Indicateurs 1.4 et 1.5 : Entreprise en santé et Administration en santé

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les dispositifs de promotion de la santé dans le milieu du travail ont été mis à mal par le turn-over des chargés de projets référents ainsi que la restructuration profonde qu'appelaient les deux dispositifs. Ce contexte peu favorable n'a pas permis une labellisation des services administratifs et des entreprises « en santé ».

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La Direction de la santé souhaite fusionner ses deux dispositifs « *Entreprise en santé* » et « *Administration en santé* » afin de permettre une meilleure lisibilité de l'offre en promotion de santé dans le milieu du travail.

La Direction de la santé va organiser et animer un comité de pilotage du dispositif harmonisé dans le but de travailler à sa refonte du dispositif. Cette réunion qui se tiendra en mars 2024, réunira la Direction de la modernisation et de la réforme de l'administration (DMRA), la Direction générale des ressources humaines (DGRH), la Direction générale de l'enseignement et de l'éducation (DGEE), la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) et sera pilotée par la Direction de la santé.

En mai 2024, un événement sera organisé par la Direction de la santé à destination des entreprises dans le but de promouvoir le dispositif harmonisé et susciter l'intérêt de nos partenaires privés.

De plus, le séminaire annuel des entreprises et administrations en santé sera organisé au second semestre 2024.

Objectif n°2 – Déployer un réseau de partenariat public-privé-associatif pour la promotion d'actions de santé publique

Objectif n° 2 - Déployer un réseau de partenariat public-privé-associatif pour la promotion d'actions de santé publique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 2.1 - Nombre d'élèves dépistés	Nb	0	2 849	3 000				4 200
Indicateur 2.2 - Nombre de conventions établies dans le cadre du projet ETP obésité	Nb	0	13	4		2	3	-
Indicateur 2.3 - Nombre d'interventions dans la lutte contre les addictions auprès du jeune public	Nb	0	200	630	450	467	540	540

Sources des données :
Données de la direction de la santé et de la croix rouge française
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - le nombre d'élèves dépistés est recensé par la cellule de coordination du RAA
Indicateur 2.2 - le nombre de conventions établies est recensé par le département de santé publique issu du marché ETP obésité 2022
Indicateur 2.3 - le nombre d'interventions recensé par la croix-rouge française dans les établissements scolaires sur une période d'activité de 9 mois
Autres commentaires :

Indicateur 2.2 : Education thérapeutique du patient (ETP)

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023 deux conventions liées à des programmes ETP en Polynésie française ont été conclues. D'autres projets soutenus par la Direction de la santé ou par le milieu privé ont été développés. Ce constat permet d'appuyer l'intérêt d'encadrer l'activité sur notre territoire.

La Direction de la santé a lancé un appel d'offres en ETP du patient adulte en situation d'obésité sur 4 sites identifiés : Taravao, Raiatea, Tubuai, Hiva Oa. A l'issue de cette diffusion, le seul site de Taravao a pu recevoir un nombre minimal de prestataires pour développer un programme local. Le programme a débuté en avril 2023 et est toujours en cours avec une première évaluation prévue au premier semestre 2024. Les autres sites n'ayant pas reçu suffisamment d'offres de prestataires se sont vus déclarés infructueux.

En cohérence avec le projet annuel de performance 2023 et après avoir réalisé une demande de subvention, l'association ASALEE Polynésie a signé une convention avec la Direction de la santé en lien avec le fonctionnement associatif sur la prise en charge en ETP.

A Raiatea, le programme en ETP en obésité infantile a été pérennisé pour l'année 2023 par de nouvelles conventions de prestations (diététicienne, éducateur sportif, psychologue, coach de vie).

Au cours de l'année 2023, le Fare Tama Hau a sollicité la Direction de la santé pour subventionner pour une seconde année le projet en ETP des patients âgés de 5 à 25 ans en situation d'obésité. Le projet a obtenu une subvention de la Direction de la santé qui permet de continuer le projet.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Concernant la collaboration avec l'association ASALEE, le projet est toujours en cours et sera étendu dès le deuxième semestre 2024 à un programme de formation en ETP maladies chronique des IDE des dispensaires et centres de santé de la Direction de la santé.

Aussi, en 2024, l'objectif est d'encourager à l'intégration des compétences professionnelles du programme ETP obésité infantile dans des dispositifs en santé, notamment celui d'Ecole en santé.

A la suite du premier séminaire en ETP ayant eu lieu en juillet 2023, la Direction de la Santé a pour souhait de réunir les différentes entités, publiques et privées, liées à l'ETP afin de créer un comité de pilotage sur l'ETP. La création du comité de pilotage est prévue en avril 2024 et aura pour objectifs d'animer le réseau de partenaires, participer aux partages d'expériences ainsi que de centraliser les formations en ETP.

Indicateur 2.3 : Interventions de lutte contre les addictions auprès du jeune public

- *Commentaire et analyse des résultats*

La Direction de la santé poursuit la mise en œuvre des actions de lutte contre les addictions chez le jeune public relatives au marché public d'externalisation de la prévention primaire remporté par la Croix-Rouge française (CRF), en partenariat avec le Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) Pierre-Nicole à Paris.

Des interventions de sensibilisation aux risques des addictions en faveur des collégiens et lycéens des établissements publics de Polynésie ont été lancées dès mars 2022 sur la base des programmes « Prevaddict » relatif au tabac et à l'alcool, et le programme « Kusa » concernant le cannabis. Les interventions se déclinent en trois sessions permettant la délivrance d'informations, des échanges avec les élèves et de l'animation. A la fin des sessions, les adolescents auront acquis des compétences psychosociales dans le domaine de la prévention des conduites addictives de manière positive et valorisante.

Sur l'ensemble de la période de janvier 2023 à décembre 2023, 603 interventions ont été réalisées par la Croix Rouge auprès du jeune public. Sur la période des neuf (9) derniers mois (de mars 2023 à décembre 2023 en excluant juillet 2023), 467 interventions ont été effectuées.

Ces résultats sont en deçà de ce qui avait été prévu dans le PAP 2023 (630 interventions) mais au-dessus de l'objectif révisé en juin 2023 (450). Ce décalage est lié à des aléas d'ordre organisationnel avec les établissements scolaires (annulation ou refus d'intervention) mais également lié aux nombreuses grèves qui ont émaillé l'agenda 2023 dans un contexte de réforme des retraites.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Sur une moyenne annuelle, on constate qu'environ 55 ateliers ont été réalisés par mois contre les 70 initialement prévus. En tenant compte de la probabilité de survenue d'aléas et en misant sur une meilleure fluidité organisationnelle, l'objectif 2024 serait d'une moyenne de 60 interventions/mois lissée sur l'année scolaire. Soit de 540 interventions sur les 9 derniers mois.

Bilan de l'institut du cancer de Polynésie française (ICPF) :

Objectif n°1 – Améliorer les performances et la qualité du dépistage

Objectif n° 1 - Améliorer les performances et la qualité des dépistages des cancers								
Les taux de participation ainsi que la qualité des programmes de dépistage existants doivent être améliorés afin d'augmenter les taux de survie des patientes ou d'en diminuer leur incidence. Par ailleurs, il est aujourd'hui nécessaire de rédiger un plan d'action dans le cadre du dépistage du cancer colo-rectal.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Oble
Indicateur 1.1 - Taux de participation aux dépistages des cancers	T	41 % (sein) 43 % (CCU)	39 % (sein) 43 % (CCU)	45 % (sein) -	45 % (sein) 45 % (CCU)	39,10% (SEIN) 41,33% (CCU)	50 % (sein) 50 % (CCU)	55 % (sein) 55 % (CCU)
Indicateur 1.2 - Taux de contrôles externes des mammographes du territoire	T	ND	ND	100%	-	-	100%	-
Indicateur 1.3 - Taux de participation du dépistage du cancer colo-rectal au sein de la population cible du site pilote	T	NA	NA	30%	0%	0%	30%	40%
Sources des données : ICPF/ISPF/Mission métropolitaine de contrôle Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir de l'effectif de la population cible dépistée / effectif de la population éligible Indicateur 1.2 - nombre de mammographes contrôlés / nombre total de mammographes Indicateur 1.3 - indicateur à définir dans le plan d'action à élaborer Autres commentaires : NA : Non applicable / ND : Non Disponible								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Depuis 2003, il existe en Polynésie française un dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus coordonné par une structure de gestion dédiée, aujourd'hui sous la responsabilité de l'ICPF.

Le dépistage du cancer du sein repose sur la réalisation d'une mammographie tous les deux ans, pour toutes les femmes âgées de 50 à 74 ans. Celui du cancer du col de l'utérus consiste en la réalisation d'un frottis cervical avec analyse cytopathologique tous les trois ans, pour toutes les femmes âgées de 25 à 64 ans.

Ces deux examens sont entièrement pris en charge par l'ICPF afin de favoriser le dépistage pour toute la population polynésienne. Cependant, d'autres freins ont pu être identifiés dont la difficulté de transport pour accéder à une consultation ou à un examen et le manque d'information et d'éducation du grand public.

En effet, pour que ces deux programmes aient un impact significatif sur la diminution des cancers, le taux de dépistage doit être augmenté pour atteindre 70% de la population cible contre environ 40% actuellement.

D'autres dépistages de cancers doivent être déployés en Polynésie française, en priorité le dépistage du cancer colorectal tandis que les journées pilotes de dépistage du mélanome doivent être pérennisées et étendues à l'ensemble du territoire.

Malgré une équipe restreinte au sein du pôle Dépistage et un chantier prioritaire de rattrapage des saisies des résultats du dépistage de 2022 et 2023 dans le logiciel dédié, le montant des dépenses relatives à la prise en charge des examens de dépistages des cancers gynécologiques liquidées au 31 décembre 2023 s'établit à près de 155 millions F CFP pour un prévisionnel de 200 millions F CFP soit un taux d'exécution de 78%. Le taux de

dépistage du cancer du sein se maintient à 39% en 2023 tandis que celui du dépistage du cancer du col de l'utérus diminue de 1,6 points par rapport à 2022 pour un objectif fixé de 45%.

Tout au long de l'année 2023, l'ICPF a mis en place plusieurs actions visant à améliorer les performances des deux programmes de dépistage des cancers gynécologiques parmi lesquelles :

- Les campagnes de prévention « Juin Vert » et « Octobre Rose » pour les cancers du sein et du col de l'utérus et la prise en charge à 100% des frais de dépistage de ces cancers pour la population cible ;
- Une journée de dépistage gratuit et de prévention des cancers de la peau a été organisée le 13 mai 2023 au centre de la mère et de l'enfant à Pirae, Tahiti. Deux journées similaires ont été organisées les 30 et 31 octobre à Nuku Hiva, Marquises ;
- Le dispositif du « Tarona Tere » consistant à proposer un transport gratuit pour un groupe de 8 à 10 femmes vers le lieu de la mammographie. Cette opération a été réitérée en 2023 sur les communes de Taravao, Punaauia, Faaa, Moorea, Raiatea et Bora Bora et aura permis à 122 femmes de se faire dépister au cancer du sein ;
- Un programme annuel d'intervention en entreprises initié lors de juin vert 2023 par les entreprises dans le cadre de leur dispositif interne RSE (responsabilité sociétale et environnementale) et en partenariat avec le Club des entreprises pour sensibiliser les employés aux cancers et aux dépistages possibles durant leur temps de travail. Ce programme rejoint celui du Club des entreprises qui a pour projet phare de permettre aux employées femmes de réaliser leurs mammographies de dépistage durant leurs heures de travail sans avoir à poser un jour de congé ou à justifier une absence. Au total, 612 personnes auront été informées et sensibilisées dans ce cadre.

La mise en place d'un contrôle de qualité n'a pas pu être réalisée faute de moyens humains.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En 2024, l'ICPF souhaite prioriser la mise en place d'un dépistage organisé du cancer colorectal mais également du cancer du sein et du cancer de l'utérus. Celles-ci devraient donner lieu dans un premier temps à la signature d'une convention d'échanges de données entre l'ICPF et la CPS.

La mise en place d'un contrôle qualité des mammographes sera réalisée en 2024 en partenariat avec l'Agence de régulation de l'action sanitaire et social et la Direction de la santé publique.

En parallèle, il a été identifié que les professionnels de santé de terrain (médecins généralistes, infirmiers) sont les premiers concernés pour informer et motiver leurs patients au dépistage des cancers. Ainsi, des actions de sensibilisation et de formation des professionnels de santé incluant la distribution de support de prévention seront menées tout au long de l'année sur l'ensemble du territoire avec une attention particulière sur ceux des îles ou en poste isolé.

Par ailleurs, une action spécifique de prévention sera menée sur Hiva Oa, début 2024, en partenariat avec la Ligue contre le cancer et la DS dans le cadre de l'installation du mammographe à destination des femmes des Marquises Sud.

Objectif n°2 – Sensibiliser à la prévention des cancers

Objectif n° 2 - Sensibiliser à la prévention des cancers								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Obligatoire
Indicateur 2.1 - Nombre d'actions portées auprès du grand publics	Nb	NA	NA	10	4	22	7	10
Indicateur 2.2 - Couverture vaccinale HPV chez les adolescents âgés de 11-14 ans	T	NA	NA	10%	10%	—	60%	80%
Sources des données : ICPF/DS/ISPf Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 2.1 - Effectifs des actions de prévention portées par l'ICPF Indicateur 2.2 - Effectifs des adolescents âgés de 11-14 ans vaccinés/la population totale de cette classe d'âge Autres commentaires : NA : Non applicable / ND : Non Disponible								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La prévention primaire reste l'arme la plus efficace contre certains cancers. En effet, il est aujourd'hui reconnu que 40% des cancers sont évitables en luttant contre leurs facteurs de risque. C'est le cas notamment du tabac, de l'alcool, de l'obésité, des cancers viro-induits.

La lutte contre ces facteurs de risques est indispensable et les actions de sensibilisation à destination du grand public doivent être intensifiées en coordination avec l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs de la santé.

Le tabac étant responsable d'un cancer sur trois dont le plus connu est le cancer du poumon, un accent particulier doit être mis sur la prévention auprès des jeunes pour éviter leur entrée dans l'addiction.

En matière de sensibilisation du grand public aux facteurs de risques des cancers, notamment celui des archipels éloignés, l'ICPF a sensibilisé, en 2023, plus de 2 800 personnes dans le cadre des campagnes de dépistage et de prévention mais aussi dans le cadre des interventions en entreprises sur Tahiti, aux Marquises et aux îles-Sous-le-Vent.

Il a par ailleurs établi un partenariat avec la société VOHI PRODUCTION pour promouvoir l'activité sportive au sein des entreprises. En effet, cette société organise des évènements culturels et sportifs dans l'objectif de lutter contre l'obésité en encourageant à la pratique du va'a. Pour l'ICPF, ce partenariat a donné lieu à l'organisation de quatre courses de va'a à la fin des mois de juin à septembre 2023 avec près de 200 participants sur chaque course.

De plus, l'ICPF s'est associé à la direction de la santé dans le cadre de sa campagne du mois de juillet « Aita tabac » et a mené des actions de sensibilisation sur les dangers du tabac tout au long de l'année auprès des entreprises mais aussi auprès des adolescents.

En outre, la prévention des cancers et des lésions précancéreuses du col de l'utérus repose désormais sur une vaccination spécifique réalisée sur les adolescentes entre 11 et 14 ans. Le vaccin aujourd'hui actuellement disponible en pharmacie est malheureusement assez couteux et son utilisation reste marginale. Il convient aujourd'hui d'en simplifier l'accès.

En 2023, l'ICPF a obtenu un budget de 30 millions F CFP dans l'objectif de lancer la première phase de vaccination HPV au travers d'un partenariat avec les pharmacies. En effet, l'une des actions phares de l'ICPF est de proposer la gratuité du vaccin à la population polynésienne. A cet effet, des réunions de travail se sont tenues en 2023 avec les représentants de l'ordre des pharmaciens afin de poser les conditions de cette prise en charge à 100% par l'ICPF pour une mise en œuvre du dispositif programmée en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une mission de contrôle qualité externalisée des mammographes sur l'ensemble du territoire sera réalisée en 2024.

Par ailleurs, la priorité sera donnée aux actions de sensibilisation et de formation des professionnels de santé incluant la distribution de support de prévention tout au long de l'année sur l'ensemble du territoire avec une attention particulière sur ceux des îles ou en poste isolé.

11.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 02 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION	156 151 299	0	156 151 299
Améliorer les performances et la qualité des dépistages des cancers <i>prise en charge des examens de dépistages des cancers gynécologiques</i> <i>contrôles externes des mammographes du territoire</i>	156 151 299		0
Sensibiliser à la prévention des cancers <i>Prévention primaire auprès du grand public</i> <i>Vaccination HPV chez les adolescentes âgées de 11-14 ans</i>			156 151 299
			0
			0
			0
			0
			0

► ICPF :

Action n°1 relative à la prise en charge des examens de dépistages des cancers gynécologiques pour un montant en fonctionnement de 156 millions F CFP.

11.3.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - Volet prévention

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 02 - SANTE PUBLIQUE - PREVENTION	511 662 327	8 537 687	520 200 014
<i>Compte d'affectation spécial FPSS - volet santé publique - prévention</i>			
Sensibiliser à la prévention des cancers			0
Prévention primaire auprès du grand public	27 425 315		0
Intervention de la Direction de la santé	484 237 012	8 537 687	27 425 315
			492 774 699

DSP :

Le détail des dépenses en fonctionnement par thématique :

AXE	LIBELLE AXE	OBJECTIF	DÉPENSES MANDATÉES
1	Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens	Activité physique	24 125 727
1	Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens	Alimentation saine	18 526 064
1	Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens	Hygiène de l'environnement	550 000
1	Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens	Lutte anti-vectorielle	22 197 793
1	Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens	Lutte contre le tabac	3 588 048
1	Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens	Maladies infectueuses	32 257 091
1	Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens	Prévention des addictions et santé mentale	103 455 170
1	Total Favoriser des environnements propices à la santé des polynésiens		204 699 893
Total 1			204 699 893
2	Santé tout au long de la vie	Périnatalité	37 425 164
2	Santé tout au long de la vie	Santé au travail	2 965 038
2	Santé tout au long de la vie	Vie scolaire	11 537 328
2	Total Santé tout au long de la vie		51 927 530
Total 2			51 927 530
3	Intégrer de nouvelles approches pour encourager des comportements individuels	Education thérapeutique	101 010 244
3	Intégrer de nouvelles approches pour encourager des comportements individuels	Lutte contre le cancer	63 901 098
3	Intégrer de nouvelles approches pour encourager des comportements individuels	Lutte contre les MNT	4 890 261
3	Intégrer de nouvelles approches pour encourager des comportements individuels	Nouvelles technologies	17 770 753
3	Total Intégrer de nouvelles approches pour encourager des comportements individuels		187 572 356
Total 3			187 572 356
AA	Autre	Campagnes transversales aux axes	40 037 233
AA	Total Autre		40 037 233
Total AA			40 037 233
Total général			484 237 012

Le fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) a pour objet de financer la politique de prévention et de promotion de la santé en priorisant les efforts sur :

- La lutte contre le surpoids et l'obésité ;
- La lutte contre les addictions ;
- Les maladies émergentes ou ré-émergentes ;
- Toutes maladies associées impactant fortement les dépenses de santé.

Il prend en charge toutes les actions de prévention ou d'accompagnement à la prévention dans le domaine social ou sanitaire.

Les dépenses engagées du FPSS en 2023 ont été ventilées selon les axes du schéma de prévention et promotion de santé 2018-2022 en attendant la validation du nouveau schéma en 2024. Elles sont réparties en trois principaux axes :

- 1- Favoriser des environnements propices à la santé des Polynésiens ;
- 2- Santé tout au long de la vie ;
- 3- Intégrer de nouvelles approches pour encourager des comportements individuels.

Chaque axe comprend plusieurs sous-catégories représentant des domaines spécifiques de dépenses, tels que l'activité physique, l'alimentation saine et l'éducation thérapeutique. Les montants dépensés sont indiqués pour chaque sous-catégorie, ainsi que les totaux pour chaque axe et pour l'ensemble du fonds.

Enfin, une catégorie supplémentaire intitulée "Autre" est présente, comprenant les dépenses pour les campagnes transversales aux axes principaux.

Le taux de liquidation du FPSS est de 95% en 2023.

Les principaux objectifs de prévention sanitaire et sociale ont été ciblés par thèmes :

a. Activité physique : Les dépenses les plus significatives sont affectées à l'initiative "AAP Ora Maita'i", avec un total de 23 734 668 F CFP, soulignant l'importance accordée à la promotion de l'activité physique en Polynésie

b. Alimentation saine : L'initiative "AAP Ora Maita'i" est également celle qui reçoit le plus de fonds dans ce domaine, avec un montant de 16 435 000 F CFP, mettant en évidence l'accent mis sur la promotion de l'alimentation saine.

AAP Ora Maitai	16 435 000
Fermeture plateforme Covid-19	84 360
Fetia Ora	20 886
Guide alimentation	56 430
Guide mon Faapu	1 360 875
Guide nutritionnel	319 200
Label Fare EA	3 550
Support Promotion de la santé	245 763

c. Prévention des addictions et santé mentale : Cette catégorie reçoit le plus gros investissement avec un total de 103 455 170 F CFP, soulignant la priorité accordée à la prévention des addictions et à la santé mentale dans la région.

d. Education thérapeutique : Cette catégorie est également importante, avec un total de 101 059 644 F CFP, illustrant l'engagement envers l'éducation et la thérapie dans la gestion des maladies et des conditions de santé.

AAP Ora Maitai	38 388 367
Obésité	85 744
Obésité Adulte	9 860 917
Obésité Infantile	18 649 060
Outils SSP	589 200
Rééducation fonctionnelle	378 672
Séminaire ETP	155 100
SUB Fonctionnement	32 180 400
Support Commucation sur la santé	155 495
Support Prévention sur la santé	446 689
Village écocitoyen	170 000

e. Nouvelles technologies : Les dépenses engagées dans les nouvelles technologies s'élèvent à un total de 17 770 755 F CFP, reflétant l'importance de l'innovation dans la promotion de la santé et la prévention des maladies.

f. Campagnes transversales aux axes : Ces campagnes représentent une part significative des dépenses, totalisant 41 672 236 F CFP, démontrant l'approche holistique adoptée pour aborder les différents aspects de la santé publique.

Enfin la part des subventions constitue une grande partie du FPSS 2023, soit 146 449 737 F CFP, dans le cadre de l'appel à projet Ora Maita'i.

AXE	OBJECTIF	DEPENSES ENGAGEES
1	Activité physique	23 734 668
	1 Alimentation saine	16 435 000
	1 Hygiène de l'environnement	550 000
	1 Prévention des addictions et santé mentale	31 023 742
Total 1		71 743 410
2	Périnatalité	35 075 096
	2 Vie scolaire	3 783 387
Total 2		38 858 483
3	Education thérapeutique	70 568 767
	3 Lutte contre le cancer	71 146 195
	3 Lutte contre les MNT	4 890 261
Total 3		146 605 223

 ICPF :

L'ICPF dispose d'un programme annuel de campagnes basé sur le calendrier annuel des actions nationales et internationales de prévention avec pour objectif principal de réduire les comportements à risques et le nombre de cancers. Il comprend les objectifs opérationnels suivants :

- Informer, éduquer et sensibiliser la population polynésienne ;
- Inciter au dépistage des cancers les plus fréquents en Polynésie française ;
- Encourager la population polynésienne à des comportements favorables pour sa santé.

De plus, ses actions sont axées sur les 5 cancers qui sont dépistables à savoir le cancer du sein, le cancer du col de l'utérus, les cancers de la peau, le cancer colorectal et le cancer de la prostate.

De façon générale, l'ICPF souhaite mieux informer les polynésiens sur ce qu'est un cancer et communiquer sur le fait que 40% des cancers sont dits « évitables » car ils sont liés au mode vie, aux facteurs de risques que sont le tabac, l'alcool, l'inactivité physique, l'alimentation déséquilibrée, l'exposition aux rayons UV et les virus.

La prévention du cancer passe essentiellement par la sensibilisation de la population aux facteurs de risque (notamment ceux qui sont modifiables), à la surveillance des signes et symptômes, à la disponibilité et l'accès aux tests de dépistage (notamment pour les îles isolées et les archipels éloignés) et à l'importance d'un suivi médical régulier même en l'absence de symptômes.

La communication, comme processus de médiation, articule deux types d'objectifs : celui d'informer et d'éduquer mais aussi celui de convaincre, de persuader et d'inciter. Elle est volontairement centrée sur l'acte de dépistage lui-même et sur la relation de proximité avec les personnes.

En 2023, l'ICPF a bénéficié d'une subvention d'un montant de 27,4 millions F CFP pour financer les six grandes campagnes de prévention, de sensibilisation et dépistage organisées à Tahiti et dans les îles grâce au partenariat de la direction de la santé et du monde associatif :

1. Campagne de prévention et de dépistage du cancer du col de l'utérus ;
2. Campagne de prévention et de dépistage des cancers de la peau ;
3. Campagne de prévention et de dépistage du cancer du sein ;
4. Campagne de sensibilisation au cancer de la prostate ;
5. Campagne de prévention des facteurs de risque des cancers ;
6. Campagne de sensibilisation des cancers.

11.4 Programme 910 03/970 03 : veille et sécurité sanitaire

11.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) :

En 2023, l'ARASS a continué à s'investir dans la surveillance épidémiologique et la veille sanitaire locale (réseaux de médecins et de laboratoires) et régionale pour préparer au mieux la gestion des crises sanitaires et situations sanitaires exceptionnelles. Elle s'est en particulier dotée d'un dispositif de permanence médicale pour la réception des signaux et la gestion des alertes.

La préparation aux crises s'est concrétisée par la participation active aux exercices de gestion d'alerte organisés par le Haut-Commissariat ou les Organisations régionales (Organisation mondiale de la santé (OMS), Communauté du Pacifique (CPS)), et par la réalisation de formations et d'ateliers dans le cadre de la gestion de crise et du règlement sanitaire international (RSI). L'ARASS est en particulier point focal pour le RSI et coordinateur de sa mise en œuvre sur le territoire.

Le dispositif de veille et sécurité sanitaire s'est également renforcé dans l'optique de la préparation au rassemblement de nombreuses personnes qui sera occasionné par l'épreuve de surf des Jeux Olympiques en juillet 2024, en particulier à travers l'élaboration en cours d'un plan d'accueil massif de victimes (AMAVI).

Un bureau de veille sanitaire et de l'observation de la santé (BVSO) a été créé au sein de l'ARASS avec des moyens transférés de la Direction de la santé, en charge de ces missions de veille, surveillance et gestion des alertes.

Il était de plus prévu qu'il mène en œuvre une observation de l'état de santé de la population. Malheureusement cette mission n'a pas pu être pleinement réalisée en raison du manque de ressources humaines adéquates.

Bilan de la direction de la santé publique (DSP) :

Le Centre de santé environnementale (CSE) a poursuivi ses actions de contrôle des points d'entrée internationaux et contrôles en hygiène de l'environnement et hygiène alimentaire.

Les objectifs quantitatifs prévisionnels ont été majoritairement atteints :

- 47 navires ont été visités dans le cadre du règlement sanitaire international ;
- 246 séances de piégeage pour la surveillance aux frontières ont été réalisées, à noter une baisse par rapport aux années précédentes liée au nombre de sites accessibles pour la pose des pièges (10 sites accessibles en 2021, puis 8 en 2022 et 6 en 2023) ;
- 1 082 prélèvements d'eaux de consommation et de loisirs ont été effectués. Pour rappel, du fait du transfert des compétences en hygiène des constructions à la DCA depuis le 1^{er} janvier 2021, le CSE ne contrôle plus les eaux usées, justifiant le retrait de cette mission et la diminution du nombre prévisionnel de prélèvements ;
- 309 visites ont été réalisées en hygiène alimentaire.

Ces contrôles ont pour objectif la protection de la santé publique.

Bilan des affaires économiques (DGAE)

La sécurité des produits mis sur le marché en Polynésie française reste une priorité, il convient donc de faire évoluer les réglementations qui ne permettent pas, aujourd'hui, d'atteindre cet objectif et d'instaurer de nouveaux dispositifs.

Ces réglementations relèvent d'un arrêté pris en Conseil des ministres en application de la loi du pays n° 2008-12 mais doivent être soumises à l'avis du comité technique de coordination des contrôles.

Deux CTCC se sont tenus en 2023 en vue de faire adopter de nouvelles réglementations en matière de sécurité.

Sur 2024, un nouveau cadre réglementaire applicable aux compléments alimentaires sera proposé. Des travaux encadrant l'emploi des additifs alimentaires sont également prévus.

Bilan de la biosécurité (DBS)

Il est à noter que l'année 2023 a été marquée, dans l'application des orientations stratégiques, par un préavis de grève d'une partie des personnels de la DBS contre la direction. Le nouveau ministre nommé en mai 2023 s'est alors employé à réunir le personnel en séminaire pour analyser les problématiques et poser les bases de la feuille de route que le gouvernement assigne à la protection du Fenua grâce à l'action de ce service administratif.

Les nouvelles orientations stratégiques seront ainsi déployées à compter de l'année 2024, sous la conduite d'une équipe de direction remaniée. Un plan de formation métier et le recentrage des missions du service seront opérés.

11.4.2 Bilan des réformes

Bilan de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) :

Les textes règlementaires pour l'encadrement de la radio-vigilance, pharmacovigilance, matériovigilance, réactovigilance, addictovigilance n'ont pas été initiés en 2023.

Bilan de la biosécurité (DBS)

Les principaux textes réglementaires d'application de la DBS, pour certains anciens, sont en cours de consolidation et de révision pour d'une part, rappeler les obligations préalables de traitement et certification avant importation et d'autre part, adapter nos moyens de contrôle afin de les optimiser et mieux les cibler.

Ces réformes réglementaires seront actées par arrêtés et loi du pays courant 2024.

11.4.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de la direction de la santé publique (DSP) :

Objectif n°1 – Application du règlement sanitaire international

Objectif n° 1 - Appliquer le règlement sanitaire international								
Contrôler les points d'entrées internationaux								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de navires visités pour contrôle sanitaire	Nb	30	35	40		47	50	50
Indicateur 1.2 - Nombre de séances de piégeage pour la surveillance aux frontières	Nb	458	375	460		246	350	400
<u>Sources des données :</u> <i>Données du bureau de santé environnementale</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 1.1 - le nombre de navires est recensé par le centre de santé environnementale</i> <i>Indicateur 1.2 - le nombre de séances de piégeage est recensé par le centre de santé environnementale</i> <u>Autres commentaires :</u>								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Concernant les visites de navire :

- Les objectifs prévisionnels ont été atteints. A noter que cela n'est pas directement dépendant du CSE, mais du nombre de demandes de renouvellement de leur certificat d'exemption de contrôle sanitaire sollicitées par les navires ;
- Mis à part le coût horaire des agents affectés à ces inspections, cette mission ne sollicite aucun budget supplémentaire. Le nombre de visites est jugé satisfaisant ;
- Cette mission pouvant être réalisée dans de nombreux ports et une extension de certificat étant toujours possible, elle n'est pas jugée prioritaire, d'autant qu'elle mobilise à la fois des agents du CSE et de l'ARASS. Au vu de l'épidémie de dengue et de l'arrivée des JO, il est à envisager une possible diminution du nombre de visites pour 2024. Une discussion doit être menée pour voir si à terme l'ARASS et le CSE disposent des ressources humaines et des moyens pour continuer à réaliser cette mission.

Concernant les piégeages pour la surveillance aux frontières :

- Les objectifs prévisionnels n'ont pas été atteints ;
 - Mis à part le coût horaire des agents affectés à ces inspections, cette mission sollicite un faible budget (batteries ou pièges à remplacer) ;
 - Le nombre de séances est jugé insatisfaisant du fait de la réduction du nombre de sites accessibles pour la pose des pièges ;
 - Outre l'obligation réglementaire portée par le RSI, le maintien de cette mission est primordial pour une meilleure connaissance des risques présents sur notre territoire. A terme, plus de sites devraient être sélectionnés pour augmenter la surveillance. C'est pourquoi les objectifs prévisionnels sont maintenus. Il est néanmoins à craindre que le manque d'effectifs limite l'atteinte des objectifs.
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Concernant les visites de navire :

- Poursuite des actions dans la mesure du possible. Discussion en cours avec l'ARASS pour une réduction du nombre de visites voire l'abandon de cette mission ;
- L'indicateur défini reste pertinent témoignant de la mobilisation des ETP sur cette mission ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, JO, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif.

Concernant les piégeages pour la surveillance aux frontières :

- Il est important de poursuivre cette action retenue et d'atteindre les objectifs cibles ;
- L'indicateur défini reste pertinent ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, JO, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif.

Objectif n°2 – Assurer les missions de contrôle dans le domaine de l'hygiène de l'environnement et l'hygiène alimentaire

Objectif n° 2 - Assurer les missions de contrôle en hygiène de l'environnement et hygiène alimentaire								
Assurer les missions de contrôle								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de prélèvements effectués pour le contrôle des eaux de consommation et de loisirs	Nb	1 243	897	1 400	900	1 082	1 000	1 000
Indicateur 2.2 - Nombre d'inspection sur site pour le contrôle de l'hygiène alimentaire	Nb	219	231	240	300	309	250	300
Sources des données : <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du rapport d'activité du bureau de la santé environnementale Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du rapport d'activité du bureau de la santé environnementale <u>Autres commentaires :</u>								

▪ *Commentaire et analyse des résultats*

Concernant le contrôle des eaux :

- Les objectifs prévisionnels ont été atteints. Pour rappel, du fait du transfert des compétences en hygiène des constructions à la DCA depuis le 1^{er} janvier 2021, le CSE ne contrôle plus les eaux usées, justifiant le retrait de cette mission et la diminution du nombre prévisionnel de prélèvements ;
- Le coût de réalisation de cette mission est estimé à environ 13 millions F CFP. Il s'agit du coût pour la réalisation des analyses. Cette prestation fait l'objet d'un appel d'offre. Le nombre de contrôle est jugé satisfaisant ;
- Cette mission est réalisée depuis 1985. Elle doit être maintenue. Faisant l'objet d'un appel d'offre, la réalisation des objectifs prévisionnels est pérennisée. Néanmoins, la réduction des effectifs est un facteur limitant. Pour 2024 et les années futures, il est prévu de déléguer certaines tâches. D'abord, la prestation de dépôt des glacières (pour les prélèvements des îles) par un coursier, puis à terme, la prestation de réalisation des prélèvements pourrait être déléguée dans le cadre de l'appel d'offre. Cela devra alors être budgétisé. Le contrôle des eaux de consommation étant en partie réalisé par les communes, ce contrôle est jugé non prioritaire par rapport aux autres missions du CSE. A terme, faute de moyens humains, la délégation de ce service risque de s'avérer nécessaire. Si le budget ne suit pas, cette mission devra s'arrêter faute de moyens.

Concernant le contrôle en hygiène alimentaire :

- Les objectifs prévisionnels sont atteints ;

- Mis à part le coût horaire des agents affectés à ces inspections, cette mission sollicite un budget pour la réalisation des analyses (appel d'offre) et un budget pour le financement des heures supplémentaires pour l'inspection des établissements ouverts uniquement en dehors des heures de bureau ;
- Le nombre de contrôles est jugé satisfaisant ;
- Faute de moyens humains, mobilisés par l'épidémie de dengue, et avec la tenue des JO, les contrôles vont être recentrés et les cibles des contrôles vont être revues. Cela pourra mettre en défaut de nombre d'analyses réalisées, c'est pourquoi le prévisionnel 2024 a été revu à la baisse. A terme, le prévisionnel cible n'est pas modifié dans l'espoir de pouvoir revenir à une situation dite normale.
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Concernant le contrôle des eaux :

- Poursuite des actions dans la mesure du possible. Etude en cours pour une délégation de cette mission à des prestataires extérieurs ;
- L'indicateur défini reste pertinent ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, JO, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif.

Concernant le contrôle en hygiène alimentaire :

- Il est important de poursuivre cette action retenue et d'atteindre les objectifs cibles ;
- L'indicateur défini reste pertinent ;
- Au vu de la réduction des effectifs, qui par ailleurs sont mobilisés sur d'autres actions jugées prioritaires (gestion des épidémies, JO, TIAC), le contexte du secteur n'est pas favorable à l'atteinte de l'objectif. En outre, l'évolution de la gestion des suites d'inspection vers plus de contentieux pour contraindre les exploitants et établissements non-conformes va générer une augmentation du volume d'activité administrative et juridique sur les inspections.

Bilan de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) :

Orientation stratégique n° 1 : Renforcer la surveillance et la sécurité sanitaire

Objectif n°1 : renforcer la préparation du Pays pour faire face aux urgences sanitaires

Objectif n°1 - Renforcer la préparation du Pays pour faire face aux urgences sanitaires								
Poursuivre la préparation des plans et outils de préparation aux situations sanitaires exceptionnelles								
	Unité	2021 Réalisé	2022 – Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de plans élaborés	Nb	0	0	2	1	0	2	2
Indicateur 1.2 - Nombre de bulletins épidémiologiques	Nb	0	0	52	52	52	52	52
Sources des données : <u>Données ARASS</u> Mode de calcul des indicateurs : <u>Indicateurs 1.1 à 1.2 - Données brutes</u> <u>Autres commentaires :</u>								

Principales actions :

- Action n°1 relative à l'actualisation des plans et outils de préparation et de réponse aux urgences sanitaires et situations sanitaires exceptionnelles (SSE), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été reportée en 2024.

- Action n°2 relative à la consolidation et au développement d'un système de veille, surveillance, alerte, investigation et détection des tensions en établissements de soins pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été entamée en 2023 et se poursuit en 2024.

- Action n°3 relative à l'organisation du dispositif de gestion des alertes et urgences sanitaires, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été débutée et reportée sur 2024.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif visait à améliorer la qualité et la sécurité des soins lors des urgences sanitaires en prévoyant l'anticipation, la préparation et l'organisation de la réponse, ainsi qu'en assurant la détection précoce des urgences grâce à des systèmes de veille et d'alerte efficaces. Par ailleurs, il s'agissait également, en routine, de maintenir la qualité et la sécurité des soins en recueillant systématiquement les incidents et les effets indésirables, ainsi qu'en assurant le suivi de l'état de santé de la population par le biais de la création d'un observatoire de la santé.

Les plans spécifiques de réponse aux alertes sanitaires n'ont pas pu être finalisés, faute de ressources humaines qualifiées suffisantes. Pour autant, l'ARASS a participé à plusieurs exercices et a débuté l'élaboration de ces plans. Concernant l'anticipation, les bulletins ont pu être réalisés et diffusés chaque semaine, reflétant l'activité de surveillance et veille sanitaire constante. De même, les enquêtes de terrains et investigations ont bien commencé en 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Des ressources sont mobilisées pour l'élaboration des plans et la réponse aux alertes sanitaires, et il est prévu d'élaborer les plans de type ORSAN AMAVI et REB en 2024.

Objectif n°2 : promouvoir la culture de gestion des risques liés aux soins

Objectif n°2 - Organiser le circuit des vigilances sanitaires								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Formations aux vigilances	Nb*	-	0	2	0	0	0	0
Indicateur 2.2 - Nombre de nouvelles vigilances intégrées à la plateforme de vigilance de l'ARASS	Nb	-	1	1	0	0	1	1
Sources des données : <i>Données ARASS</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - Données brutes</i> <i>Indicateur 2.2 - Données brutes</i> Autres commentaires :								
* initialement évalué en Oui / Non, l'indicateur a été modifié à partir de 2023								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, la loi du pays relative à la protection des personnes et de l'environnement contre les risques liés à l'exposition aux rayonnements ionisants et la loi du pays relative à la prévention des risques d'exposition aux rayonnements ionisants en milieu professionnel ont été publiées conduisant à l'intégration de la radiovigilance dans la plateforme de vigilance de l'ARASS.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La formation en radioprotection du coordonnateur des vigilances de l'ARASS (dix jours en métropole, avec obtention du diplôme de personne compétente en radioprotection) n'ayant pas pu être réalisée en 2023, elle est reportée en 2024. Par ailleurs, depuis 2022, des travaux sont menés pour la production de trois arrêtés en Conseil des ministres pour organiser et encadrer l'hémovigilance et la sécurité transfusionnelle. Ces textes feront l'objet d'une publication en 2024.

Objectif n°3 : améliorer l'observation de la santé

Objectif n° 3 - Améliorer l'observation de la santé								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Crédit du bureau de l'observation de la santé fonctionnel	O/N			0	1	0	1	1
Sources des données : <i>Données ARASS</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 3.1 - Données brutes</i> Autres commentaires :								

Principales actions chiffrées :

- Action n°1 relative à l'intégration de l'observatoire de la santé au sein de l'ARASS, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

L'observatoire de la santé a été intégré aux missions de l'ARASS.

- Action n°2 relative à l'identification des thématiques de Santé Publique prioritaires et développer les indicateurs de santé et rapports associés, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Les thématiques prioritaires et indicateurs sanitaires et sociaux ont été préparés.

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'observation de la santé a été intégré aux missions de l'ARASS en 2023 mais les activités n'ont pas pu se développer faute de ressources humaines dédiées. Une collaboration avec l'Institut de la statistique de la Polynésie française et la Caisse de prévention sociale a été proposée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En perspective, il s'agit de construire l'observation de la santé par un recueil d'informations de base sur l'état de santé de la population et ses déterminants (sociaux, environnementaux, comportementaux, ...) ayant pour objectif la gestion du système de santé et son amélioration.

Les informations à recueillir sont multiples et multi-sources. Elles doivent permettre de produire des indicateurs pertinents, comparables dans le temps et géographiquement, à partir de données existantes, dans les différents champs explorés (sanitaire, socio-démographique, services de santé, et ressources).

Les bilans, rapports et tableaux de bord doivent être diffusés rapidement et largement auprès des décideurs, mais aussi professionnels et publics. Ainsi, l'indicateur retenu pour améliorer l'observation de la santé est la production et diffusion annuelle d'une liste d'indicateurs clés constituant le tableau de bord de la santé.

Les activités d'observation de la santé vont se développer grâce au recrutement en 2024 d'une épidémiologiste dédiée et à la mise en place de la collaboration conventionnelle avec l'ISPF.

Bilan des affaires économiques (DGAE)

Objectif n°1 : Renforcer la veille et la sécurité sanitaire des produits et des services

Objectif n°1 : Renforcer la veille et la sécurité sanitaire des produits et des services								
Prévenir et réduire les risques dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits et des services								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Taux de couverture du périmètre (de la veille)	%							
Jouets (sécurité)	%	90	90	90	75	75	75	75
Guirlandes lumineuses (sécurité)	%	90	90	90	75	75	75	75
Fruits et légumes (pesticides)	%	50	90	90	75	75	75	75
Fibres d'amiante (absence)	%	100	100	100	0	0	0	20
Indicateur 1.2 : Taux de conformité à la réglementation à l'issue de contrôles	%							
Jouets (sécurité)	%		90	90	80	80	80	95
Guirlandes lumineuses (sécurité)	%		90	90	80	100	75	95
Artifices de divertissement (sécurité)	%	95	95	100	90	95	95	95
Indicateur 1.3 – Taux de participation aux alertes sanitaires	%			100	100	100	100	100
<small>Sources des données : Données DGAE. Mode de calcul des indicateurs : Données brutes. Indicateur 1.1 : Taux de conformité à la réglementation des prélèvements réalisés en matière de conformité et sécurité des produits Indicateur 1.2 : Taux de conformité à la réglementation à l'issue de contrôles documentaires (rapports d'analyses et d'essais, auto contrôles) Indicateur 1.3 : Taux de participation des agents de la DGAE aux alertes sanitaires</small>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le contrôle scriptural (rapports de tests) des jouets et des guirlandes lumineuses importés sur le territoire n'a fait apparaître aucune anomalie majeure.

Toutefois, il convient de noter que deux importateurs de jouets et d'artifices de divertissement ont été verbalisés pour n'avoir pas mis en conformité les étiquetages de sécurité de leurs produits, après un premier rappel.

La DGAE a par ailleurs poursuivi, en collaboration étroite avec le laboratoire de la DAG, les prélèvements en recherche de pesticides sur les fruits et légumes.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'effectivité des contrôles, jusqu'alors réalisés au vu des rapports d'essais et d'analyses rendus obligatoires lors de l'importation, notamment de jouets et de guirlandes lumineuses, sera renforcée, dans un premier temps en matière de jouets et d'huiles de friture, par le recours aux capacités analytiques des laboratoires.

Bilan de la biosécurité (DBS)

Objectif n°1 – Renforcer les mesures de protection du Fenua aux frontières internationales

Objectif n°1 - Renforcer les mesures de protection du Fenua aux frontières internationales								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Action n°1 : Renforcement du contrôle à l'importation - frontières internationales								
Indicateur 1.1 - Nombre de permis d'importation préalables délivrés	Nb	697	929	700	950	962	900	700
Indicateur 1.2 - Nombre d'arrasonnements effectués	Nb	194	850	900	1 600	2 526	1 700	900
Indicateur 1.3 - Nombre de laissez-passer délivrés	Nb	16 199	16 000	16 000	16 600	16 038	17 000	16 000
Indicateur 1.4 - Nombre d'articles réglementés contrôlés	Nb	10 621	10 000	10 000	22 000	23 579	22 700	10 000
Indicateur 1.5 - Quantité d'articles réglementés non conformes	Nb	2 429	5 000	4 000	5 000	5 998	4 500	3 000
Indicateur 1.6 - Quantité d'articles réglementés non conformes détruits	Nb	1 500	1 000	1 000	900	2 109	1 000	800
Indicateur 1.7 - Nombre d'échanges et de réunions avec les professionnels	Nb	89	100	100		456		100
Action n°2 : Renforcement des mesures de protection contre l'introduction du rhinocéros du cocotier								
Indicateur 2.1 - Mise en conformité des marchandises et des moyens de transport	Nb	3720	3 500	3000	3800	4 044	4000	3 000
Indicateur 2.2 - Nombre de relevés de pièges	Nb	696	700	800	900	500	900	900
Action n°3 : Renforcement du contrôle à l'exportation - frontières internationales								
Indicateur 3.1 - Documents et actes officiels délivrés pour l'export	Nb	886	805	710	798	938	825	710
Indicateur 3.1.1 - Certificats phytosanitaires	Nb	281	200	200	280	324	300	200
Indicateur 3.1.2 - Traitements NIMP 15	Nb	10	11	10	18	21	25	10
Indicateur 3.1.3 - Certificats zoosanitaires	Nb	595	594	500	500	593	500	500
Sources des données : DBS								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - indicateur correspond au nombre de permis d'importation phytosanitaires et zoosanitaires délivrés préalablement à l'importation internationale pour le transport d'articles réglementés par voies aérienne et maritime et fixant les conditions d'importation								
Indicateur 1.2 - indicateur correspond au nombre de certificats d'arrasonnement délivrés, autorisant l'arrasonnement des navires et aéronefs à l'importation internationale								
Indicateur 1.3 - indicateur correspond au nombre de laissez-passer phytosanitaires et zoosanitaires délivrés à l'importation internationale, autorisant la sortie de zone sous-douane et conditionnée par les contrôles sanitaires physique et documentaire								
Indicateur 1.4 - indicateur correspond au nombre d'articles réglementés contrôlés à l'importation internationale par tous moyens de transport aériens, maritimes, postaux et passagers. Liste non exhaustive des articles réglementés : avion, navire, conteneur, véhicules, colis, cage, animal, conditionnement de denrées alimentaires, produit animal, sous-produit animal, végétaux,								
Indicateur 1.5 - indicateur correspond au nombre d'articles réglementés contrôlés non conformes à l'importation internationale par tous moyens de transport aériens, maritimes, postaux et passagers et ayant par conséquent été traités, saisis, réexportés, mis en consigne, détruits, rappelés ou retirés								
Indicateur 1.6 - indicateur correspond au nombre d'articles réglementés contrôlés non conformes à l'importation internationale par tous moyens de transport aériens, maritimes, postaux et passagers détruits								
Indicateur 1.7 - indicateur correspond au nombre d'échanges et de réunions d'information et de sensibilisation réalisées avec les professionnels								
Indicateur 2.1 - indicateur correspond au nombre de mise en conformité des marchandises, containers, véhicules et cales de navires conformément aux exigences de la réglementation relative à la lutte contre le rhinocéros du cocotier								
Indicateur 2.1 - indicateur correspond au nombre de relevé de pièges dans le cadre du plan de prévention destiné à prévenir l'introduction du rhinocéros du cocotier								
Indicateur 3.1.1 - indicateur correspond au nombre de certificats phytosanitaires et zoosanitaires délivrés à l'exportation internationale								
Indicateur 3.1.2 - indicateur correspond au nombre de traitements NIMP15 réalisés								
Indicateur 3.1.3 - indicateur correspond au nombre de certificats zoosanitaires destinés à l'exportation d'animaux, d'animaux vivants d'ornement, de coquilles, de nacres et de trocas délivrés à l'exportation internationale								
Autres commentaires :								
Une révision de la loi du Pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 fixant le régime de biosécurité applicable aux importations est en cours. Les arrêtés n° 979 cm du 24 juillet 2015 (denrées et produits d'animaux) et n° 740 cm du 12 juillet 1996 (articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux) seront révisés concomitamment. Les indicateurs resteront pertinents à l'issue de cette réforme.								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Action n°1 : Renforcement du contrôle à l'importation - frontières internationales

Des actions visant à renforcer les contrôles aux frontières, en vue notamment de prévenir l'arrivée du rhinocéros du cocotier ou de maladies animales majeures (ex : rage, grippe aviaire, peste porcine africaine), ont été déployées aux aéroports de Tahiti et Bora Bora et au port de Papeete, qui sont les principaux points d'entrée stratégiques à risque. Ces mesures se traduisent principalement par un renforcement du contrôle des marchandises, des colis postaux, des effets des passagers, des container et des animaux de compagnie.

L'année 2023 est marquée par une forte hausse des flux maritimes et aériens s'expliquant notamment par la reprise du tourisme, avec une augmentation des vols vers des destinations déjà desservies auparavant et la réouverture et la création de nouvelles lignes (Delta et Hawaiian Airlines). Cet accroissement des échanges a logiquement entraîné une augmentation de l'activité de contrôle. Le déploiement des agents dans les îles stratégiques connaissant des flux de circulation importants a également permis d'augmenter le nombre des contrôles de plaisanciers et de vols privés sur Nuku-Hiva et Bora-Bora.

En outre, compte-tenu des risques sanitaires majeurs surveillés en priorité (tels que la grippe aviaire, la peste porcine africaine et le rhinocéros du cocotier), on peut noter que les refoulements (avec destruction ou réexportation) concernent principalement les produits non-conformes :

- En provenance des Etats-Unis, d'Argentine et d'Europe en raison des risques liés à la grippe aviaire ;
- En provenance d'Europe en raison des risques liés à la peste porcine africaine ;
- En l'absence de documents sanitaires conformes.

En outre, après une formation d'une durée de 4 mois auprès du Ministry for primary industries de Nouvelle-Zélande, les équipes cynophiles de la DBS ont officiellement réalisé leurs premiers contrôles à l'aéroport de Tahiti Faa'a à compter du 19 avril 2023.

Le déploiement progressif de ces équipes a permis en 2023 l'interception de 866 introductions de marchandises réglementées nécessitant des contrôles de biosécurité.

Ainsi, en moyenne, toutes les 12 minutes de travail, un chien renifleur de la DBS a permis la détection d'au moins une marchandise réglementée.

A noter par ailleurs une augmentation du nombre de navires arraisonnés et la très forte augmentation du nombre d'aéronefs soumis à inspection (x1,3 par rapport à 2022). Cette croissance découle principalement d'un développement des flux maritimes et aériens et de la politique de renforcement des contrôles menée par la DBS.

S'agissant des animaux de compagnie, le service a finalisé la procédure permettant la dématérialisation des demandes de permis d'importation préalable par voie aérienne. Cette initiative, qui permet aux usagers de formuler leurs demandes via une interface dédiée sur « Mes Démarches », rencontre un franc succès. Les usagers peuvent par ailleurs régler les frais de biosécurité par carte bancaire, via un TPE ou par internet. Cette dématérialisation permet aux agents d'instruire les dossiers de manière plus fluide et dans des délais mieux maîtrisés. Le travail se poursuit pour finaliser une procédure équivalente pour les importations de carnivores domestiques par voie maritime, qui nécessite une coordination avec les autres services du Pays (DPAM) et les autres logiciels utilisés (ESCALE principalement, FETIA, REVATUA dans une moindre mesure). En effet, l'importation de carnivores domestiques par voie maritime reste un risque majeur pour le Pays sachant qu'une grande partie des plaisanciers arrivent dans les archipels en provenance de pays infectés par la rage. De nombreux propriétaires d'animaux se rendent en Polynésie française sans avoir réalisé au préalable les démarches permettant de garantir une maîtrise du risque sanitaire. Dans une très large majorité des cas, les chiens et/ou chats introduits par voie maritime ne répondent pas aux conditions zoo sanitaires pour l'importation sur le territoire. En l'absence de station de quarantaine, les animaux sont placés en consigne à bord avec interdiction de descendre du voilier mais ces mesures administratives restent largement insuffisantes pour se protéger d'un animal potentiellement porteur d'une maladie réglementée telle que la rage. Surtout, elles ne permettent pas de répondre aux situations où l'usager refuse d'obtempérer, obligeant à consigner l'animal dans des locaux inadaptés jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.

Action n°2 : Renforcement des mesures de protection contre l'introduction du rhinocéros du cocotier

La réglementation impose le traitement au départ des cales, marchandises et bagages pour les navires et aéronefs en provenance de zones infectées par les insectes xylophages du cocotier.

Néanmoins, cette réglementation n'est pas parfaitement respectée et c'est ainsi que les agents de la biosécurité continuent de réaliser des traitements à l'arrivée pour limiter le risque d'introduction. Ils réalisent par ailleurs des inspections systématiques des moyens de transport. Sur l'année 2023, aucun insecte n'a heureusement été détecté sur le territoire.

A la demande du ministère de tutelle, un projet d'arrêté a été rédigé en vue de définir les mesures applicables aux aéronefs et navires en provenance de l'extérieur du territoire. Ils visent à imposer le traitement au départ, sauf lorsque celui-ci est impossible. En effet, les insectes xylophages étant des insectes volants, la réalisation d'un traitement à l'arrivée n'est pas de nature à garantir l'absence d'introduction.

Ce projet sera présenté aux administrés (compagnies, transitaires, importateurs) au second semestre 2024.

Un plan de surveillance Oryctes rhinocéros est par ailleurs déployé dans les baies de mouillage des voiliers : Taiohae, Hatiheu, Anaho, Taipivai et Hakauï.

Action n°3 : Renforcement du contrôle à l'exportation - frontières internationales

Malgré une augmentation des flux aériens, le nombre de certificats phytosanitaires délivrés pour l'exportation est légèrement inférieur à celui de 2022. Cette diminution pourrait être le résultat d'une meilleure application de la procédure de délivrance et au traitement des articles réglementés uniquement lorsque les autorités de biosécurité des pays de destination l'exigent.

Le nombre de traitements NIMP 15, c'est-à-dire de traitements des bois d'emballage non exemptés, reste stable comparé à 2022 malgré des flux internationaux plus importants.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Pour renforcer les mesures de protection du Fenua aux frontières internationales, l'équipe cynophile sera renforcée par la création de 2 postes de maître-chien ainsi que d'un responsable de chenil. L'équipe renforcée déployera les contrôles aux autres points d'entrée internationaux (centre de tri postal, port autonome de Papeete) et aux autres types de transport (colis postaux, fret, expressistes, croisiéristes) sous réserve d'une mise à disposition d'espaces de contrôle par les concessionnaires. Plusieurs courriers officiels émis par la Présidence en août 2023 n'ont cependant pas encore été résolus par le concessionnaire et la DBS n'a ainsi pu

déployer son équipe cynophile à Fare Rata et au port de Papeete. Le contrôle des marchandises à l'interinsulaire aérien n'est actuellement pas réalisé pour les mêmes raisons.

En outre, l'acquisition de nouveaux bureaux pour le personnel administratif et certaines équipes techniques de la DBS permettra de poursuivre le projet de rénovation du hangar technique de Motu Uta. Cette réorganisation permettrait de dédier des zones d'emplacements pour le contrôle physique des marchandises ou pour leur consigne dans l'attente des mesures de traitement appropriées. Cela permettra également de proposer sur le site de Faa'a des espaces de bureaux et d'entraînement des chiens plus conséquent pour l'équipe cynophile qui devrait s'agrandir en 2024.

La création d'une zone de stockage, de contrôle et de traitement des marchandises réglementés est très attendue par les importateurs professionnels mais suppose d'allouer à la DBS un budget en vue de la doter des infrastructures nécessaires (espaces fermés sous température dirigée).

Enfin, l'objectif visant à fluidifier le traitement des demandes des usagers et de permettre aux agents de consacrer le temps actuellement alloué aux traitements administratifs pour des activités plus techniques sera poursuivi. Ce projet est travaillé en collaboration avec les différents acteurs publics et privés, notamment les importateurs, le Port autonome de Papeete (FETIA) ainsi que la DMRA (Mes-démarches).

Afin de mieux évaluer la performance de l'activité de l'équipe cynophile, il a été décidé au PAP 2024 d'ajouter des indicateurs permettant d'extraire le taux d'interception par les chiens détecteurs des contrôles dits « habituels » réalisés par les agents DBS. De plus, les indicateurs concernant les quantités d'articles réglementés seront remplacés par des indicateurs relatifs aux nombres d'actes administratifs et dossiers réalisés dont la récolte et le traitement sont simplifiés.

Pour l'année 2024, l'augmentation des fréquences de contrôle (travail entamé durant le dernier trimestre 2023), le déploiement des contrôles aux autres points d'entrée internationaux (centre de tri postal, Port autonome de Papeete) et types de transport (colis postaux, fret, expressistes, croisiéristes), ainsi que le développement des infrastructures et des méthodologies de contrôle devront être recherchés afin de maximiser, de pérenniser et d'optimiser les actions des équipes cynophiles. Ces actions nécessiteront un appui politique conséquent.

Objectif n°2 – Renforcer les mesures de protection du Fenua entre les îles

Objectif n°2 - Renforcer les mesures de protection du Fenua entre les îles								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Action n°1: Etablissement du statut sanitaire des principales îles de la Polynésie française								
Indicateur 1.1 - Iles de l'archipel des Marquises dont le statut sanitaire a été mis à jour	Nb	5	4	6	5	5	5	6
Indicateur 1.2 - Iles de l'archipel des Tuamotu dont le statut sanitaire a été mis à jour	Nb	4	6	8	2	2	3	8
Indicateur 1.3 - Iles de l'archipel des Australes dont le statut sanitaire a été mis à jour	Nb	4	4	4	3	1	4	4
Indicateur 1.4 - Iles de l'archipel des îles sous le vent dont le statut sanitaire a été mis à jour	Nb	4	4	5	3	1	3	5
Indicateur 1.5 - Iles de l'archipel des îles du vent dont le statut sanitaire a été mis à jour	Nb	2	2	2	1	2	2	2
Indicateur 1.6 - Nombre d'espèces d'organismes nuisibles ciblées par la campagne de surveillance	Nb	4	100	200	30	20	40	300
Indicateur 1.7- Nombre d'analyses réalisées	Nb	600	600	5 000	5 532	5 000	600	
Action n°2: Renforcement du contrôle lors des échanges interinsulaires								
Indicateur 2.1 - Nombre d'établissement agréés	Nb	6	6	25	20	8	30	30
Indicateur 2.2 - Nombre d'établissement contrôlés	Nb	21	30	40	28	31	40	50
Indicateur 2.3 - Nombre d'établissement non conformes	Nb	1	2	0	6	0	0	0
Indicateur 2.4 - Nombre d'autorisations de transport interinsulaire délivrés	Nb	3 543	12 108	10 000	9 000	9 746	10 000	10 000
Indicateur 2.5 - Nombre de contrôles réalisés et articles réglementés mis en conformité ou interceptés	Nb	13	223	300	90	327	130	350
Indicateur 2.5.1 - Nombre de contrôles sur les quais	Nb	13		200	60	262	100	250
Indicateur 2.5.2 - Mise en conformité des marchandises	Nb	-		100	30	65	30	100
Action n°3: Renforcement des mesures de protection contre le rhinocéros du cocotier								
Indicateur 3.1 - Iles couvertes par le suivi	Nb	4	4	5	3	3	3	5
Action n°4 : Sensibilisation de la population à l'activité de biosécurité								
Indicateur 4.1 - Interactivité via les réseaux sociaux	Nb	692	500	600	600	1 339	1 000	1 000
Indicateur 4.2 - Présence à des événements locaux et dans des revues spécialisées	Nb	6	8	4	3	8	10	
Sources des données : DBS								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
Indicateur 1.1 - indicateur correspond au nombre d'îles de l'archipel des Marquises dont le statut sanitaire a été mise à jour (pour au moins une espèce d'organisme nuisible)								
Indicateur 1.2 - indicateur correspond au nombre d'îles de l'archipel des Tuamotu dont le statut sanitaire a été actualisé (pour au moins une espèce d'organisme nuisible)								
Indicateur 1.3 - indicateur correspond au nombre d'îles de l'archipel des Australes dont le statut sanitaire a été actualisé (pour au moins une espèce d'organisme nuisible)								
Indicateur 1.4 - indicateur correspond au nombre d'îles de l'archipel des îles sous le vent dont le statut sanitaire a été actualisé (pour au moins une espèce d'organisme nuisible)								
Indicateur 1.5 - indicateur correspond au nombre d'îles de l'archipel des îles du vent dont le statut sanitaire a été actualisé (pour au moins une espèce d'organisme nuisible)								
Indicateur 1.6 - nombre d'espèces d'organismes nuisibles ciblés lors des déplacements de SBT								
Indicateur 1.7 - indicateur correspond au nombre d'auto-tests réalisés et d'échantillons collectés et placés en laboratoire pour analyse								
Indicateur 2.1 - indicateur correspond au nombre d'établissements agro-alimentaires, d'agriculture et de vente de matériaux de construction spécifiques agréés pour le transport interinsulaire de végétaux, produits végétaux, d'animaux, produits d'origine animale et autres articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles								
Indicateur 2.2 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'agriculture et de vente de matériaux de construction spécifiques contrôlés indépendamment du processus d'agrément								
Indicateur 2.3 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'agriculture et de vente de matériaux de construction spécifiques présentant des non-conformités								
Indicateur 2.4 - indicateur correspond au nombre d'autorisations phytosanitaires et zoosanitaires de transport interinsulaire délivrés au départ de Tahiti								
Indicateur 2.5.1 - indicateur correspond nombre de missions de contrôles réalisées sur les quais de Motu Uta dans le cadre de la procédure d'autorisation de transport interinsulaire								
Indicateur 2.5.2 - indicateur correspond au nombre d'articles réglementés contrôlés non conformes au transport interinsulaire maritime et ayant par conséquent été traités								
Indicateur 3.1 - indicateur correspond au nombre d'îles inscrites dans le processus de protection contre le rhinocéros du cocotier								
Indicateur 4.1 - indicateur correspond au nombre de publications et interactions significatives sur les réseaux sociaux								
Indicateur 4.2 - indicateur correspond à la participation aux événements et manifestations et parutions dans des revues spécialisées								
<u>Autres commentaires :</u>								
Les arrêtés régissant le transport interinsulaire des marchandises présentant un risque phytosanitaire ont été révisés en 2021 et 2022. Les arrêtés concernant les marchandises à risque zoosanitaire seront revus à l'issue de la réforme de la loi du Pays du 6 mai 2013, sauf urgence identifiée.								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Action n°1 : Etablissement du statut sanitaire des principales îles de la Polynésie française

Dans le cadre des missions de surveillance du territoire, plusieurs îles ont fait l'objet d'une surveillance phytosanitaire ou zoo sanitaire permettant ainsi d'actualiser leur statut sanitaire vis-à-vis de certains organismes nuisibles :

- Aux Marquises : Hiva-Oa, Nuku-Hiva, Ua-Huka, Ua-Pou, Fatu-Hiva et Tahuata ;
- Aux Tuamotus : Rangiroa et Tikehau ;
- Aux Australes : Rurutu ;
- Îles Sous-le-Vent : Raiatea, Huahine ;
- Îles-du-Vent : Tahiti et Moorea.

En 2023, un plan d'éradication a été déployé à la suite de la détection du virus de la Tristeza (CTV) dans des îles auparavant indemne de cette maladie. Le CTV a été éradiqué à Ua Huka tandis que le plan d'éradication, qui montre des résultats encourageants, sera poursuivi à Rurutu et Nuku-Hiva.

Dans le cadre du programme sanitaire de lutte contre les salmonelles, en 2023, 5 exploitations de poules pondeuses étaient placées sous APDI (arrêté portant déclaration d'infection) à la suite de résultats d'analyse confirmant la détection de salmonelles enteriditidis ou salmonelles typhirium. Hormis une exploitation de Raiatea, toutes les autres exploitations sur Nuku-Hiva et Tahiti se sont remises en conformité, aboutissant à une levée de leur APDI courant 2023 et début 2024.

En juillet 2023, le service a été alerté par ses homologues de Nouvelle-Zélande d'un risque d'infection à la maladie des œufs hardés d'un lot de poussins importés. En convention avec le GDS-A, des prélèvements ont

été réalisés dans deux des élevages ayant un lot de poussins potentiellement infectés à la maladie des œufs hardés et qui n'ont pas vacciné leurs animaux. Le service étudie avec l'équipe du GDS la possibilité de faire début 2024 de nouveaux prélèvements dans l'élevage en question pour faire une nouvelle série d'analyses afin de clarifier le statut sanitaire.

Une alerte concernant des cas de mortalités d'oiseaux sauvages (sternes, nodis et fous) sur Tetiaroa a été investiguée par la cellule zoo sanitaire. Les résultats d'analyse sont revenus négatifs pour l'ensemble des maladies réglementées recherchées (grippe aviaire, maladie de Newcastle, encéphalite japonaise et fièvre du Nil occidental). Cet exercice a toutefois mis en exergue la difficulté à envoyer dans des délais contraints des prélèvements pour analyse en métropole (prélèvements restés bloqués plus de 10 jours en zone sous douane à CDG).

Action n°2 : Renforcement du contrôle lors des échanges interinsulaires

La baisse du nombre d'autorisations de transport interinsulaire délivrées pour des marchandises peut s'expliquer par une diminution des envois dans les îles depuis Tahiti ou bien par une baisse des présentations des articles réglementés dans notre service. Dans ce dernier cas, des actions de contrôles documentaires renforcés sur les quais caboteurs, de sensibilisation et/ou des sanctions en cas de non-respect de la réglementation de biosécurité seraient des solutions pour y remédier.

La diminution du nombre de contrôles documentaires sur les quais caboteurs de Tahiti en 2023 peut s'expliquer par une mobilisation des effectifs les jours où des contrôles à l'international sont déjà réalisés. Cet indicateur montre les difficultés rencontrées par la DBS pour mobiliser les agents en vue de réaliser ces contrôles. Près de la moitié des agents auxiliaires de contrôle sont concernés par des recommandations du médecin du travail limitant leur participation aux missions de contrôles. Il est nécessaire de réévaluer les conditions dans lesquelles sont exécutées ces missions (travail au soleil et exigeant une station debout prolongée). De même, cette activité constitue une tâche supplémentaire qui n'est pas systématiquement réalisée malgré les instructions de la hiérarchie. A la suite d'une mise au point effectuée en septembre avec ces agents, ces contrôles ont augmenté mais cela n'a pas permis d'atteindre l'objectif fixé en début d'année 2023 (au minimum 3 contrôles des quais par semaine).

Depuis le commencement de l'activité de l'antenne DBS de Bora Bora, sur plus de 200 contrôles de goélettes, de nombreuses non-conformités ont été constatées, ce qui nous a permis de sensibiliser la population, les professionnels et les producteurs concernés.

En 2023, la consommation en bromure de méthyle utilisé pour mettre en conformité les articles réglementés a encore été divisée par deux. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs : une diminution des envois contrôlés et le résultat de l'application des solutions alternatives au traitement systématique, à savoir le contrôle visuel des articles destinés aux autres îles de la Polynésie française ainsi que la délivrance d'agrément DBS et les contrôles des articles réglementés en amont de leur expédition.

Action n°3 : Renforcement des mesures de protection contre le rhinocéros du cocotier

Les îles de Tahiti, Bora Bora et Nuku Hiva sont rigoureusement surveillées pour éviter l'introduction du rhinocéros du cocotier. En 2023, aucun oryctès n'a été détecté.

Action n°4 : Sensibilisation de la population à l'activité de biosécurité

Plusieurs objectifs de communication ont été engagés par la direction de la biosécurité en 2023. Le service a été représenté aux foires agricoles et participe aux actions de protection liées aux végétaux et aux animaux. Divers outils de communication ont été utilisés, notamment à travers les médias (interviews et reportages télévisés, articles de magazines, affiches en langues française et tahitienne...) et les réseaux sociaux (publications et échanges avec les usagers via Facebook ou le site internet de la biosécurité).

Durant l'année 2023, la DBS a communiqué sur les risques liés à l'introduction du rhinocéros dans les îles de Bora Bora et Nuku Hiva et émis des rappels concernant les risques sanitaires liés à la loque américaine, l'influenza aviaire, l'introduction des animaux de compagnie et le transport interinsulaire des végétaux.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

La surveillance biologique du territoire doit être reconduite et améliorée. Il s'agira notamment de cibler une vingtaine d'organismes nuisibles prioritaires et de diffuser par le JOPF le plan d'urgence pour Oryctès et pour le HLB (Huang Long Bing ; maladie des agrumes). Les travaux sur la surveillance biologique et la poursuite des méthodes alternatives au traitement chimique des marchandises lors des échanges interinsulaires seront subordonnés à l'actualisation de la réglementation relative au transport interinsulaire des articles réglementés.

En matière de gestion des maladies réglementées, le besoin d'avoir une capacité de diagnostic laboratoire en santé animale au niveau local devient prégnant. Les discussions et échanges initiés avec l'ILM à ce sujet doivent être relancés.

Conformément à l'objectif de dématérialisation des actes, les démarches permettant aux professionnels agréés par la DBS d'obtenir une autorisation de transport interinsulaire seront simplifiées par la plateforme Mes-démarches.

Pour 2024, il a été décidé d'ajouter des indicateurs liés à l'activité de la cellule cynophile, conformément aux objectifs de développement de leurs missions sur les quais interinsulaires et internationaux.

Objectif n°3 – Assurer la qualité sanitaire des aliments et productions animales et végétales

Objectif n°3 - Assurer la qualité sanitaire des aliments et productions animales et végétales								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Action n°1 : Renforcement des contrôles de productions agricoles								
Indicateur 1.1 - Produits bovins saisis en kg (hors abats)	Kg	771	1 250	1 500	1 000	1 132	1 000	1 500
Indicateur 1.2 - Produits porcins saisis en kg (hors abats)	Kg	11 028	9 000	10 000	8 000	6 508	8 000	10 000
Indicateur 1.3 - Quantité de volailles saisie	Nb	26	5	5	30	22	30	5
Indicateur 1.4 - Nombre d'ateliers d'œufs contrôlés	Nb	10	10	10	10	9	10	10
Indicateur 1.5 - Nombre d'établissements d'apiculture contrôlés	Nb	34	40	40	30	38	30	40
Indicateur 1.6 - Nombre d'établissements d'aquaculture contrôlés	Nb		12	12	12	12	14	12
Indicateur 1.7 - Nombre d'établissements de vente des produits de la pêche contrôlés	Nb	132	20	20	7	4	8	20
Indicateur 1.8 - Nombre d'établissements non-conformes	Nb	2	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.9 - Nombre d'analyses dans le cadre des plans de surveillance plans de contrôle	Nb	37	220	220	300	174	300	220
Action n°2 : Renforcement des contrôles d'établissements de vente et d'application de pesticides								
Indicateur 2.1 - Nombres d'établissements dont l'activité implique des pesticides contrôlés	Nb	-	40	40	50	55	40	40
Indicateur 2.2 - Agréments pesticides délivrés aux établissements professionnels	Nb	28	110	110	110	110	110	110
Indicateur 2.3 - Nombre d'établissements non-conformes	Nb	-	21	0	38	1	20	0
<i>Sources des données : DBS</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs :</i>								
<i>Indicateur 1.1 - indicateur correspond au volume de produits bovins saisis</i>								
<i>Indicateur 1.2 - indicateur correspond au volume de produits porcins saisis</i>								
<i>Indicateur 1.3 - indicateur correspond au volume de volailles saisies</i>								
<i>Indicateur 1.4 - indicateur correspond au nombre d'ateliers d'œufs contrôlés</i>								
<i>Indicateur 1.5 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'apiculture contrôlés</i>								
<i>Indicateur 1.6 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'aquaculture contrôlés</i>								
<i>Indicateur 1.7 - indicateur correspond au nombre d'établissements de vente des produits de la pêche contrôlés</i>								
<i>Indicateur 1.8 - indicateur correspond au nombre d'établissements professionnels non conformes au regard de la démarche de qualité sanitaire des aliments et productions animales</i>								
<i>Indicateur 1.9 - indicateur correspond au nombre d'analyses réalisées dans le cadre des plans de surveillance plans de contrôle</i>								
<i>Indicateur 2.1 - indicateur correspond au nombre d'établissements important, revendant, appliquant et utilisant des pesticides contrôlés</i>								
<i>Indicateur 2.2 - indicateur correspond au nombre d'établissements agréés pour l'importation, la revente, l'application et l'utilisation de pesticides</i>								
<i>Indicateur 2.3 - indicateur correspond au nombre d'établissements professionnels non conformes au regard de la démarche de qualité sanitaire des végétaux et productions végétales</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 : Renforcement des contrôles de productions agricoles

En vue de parvenir à une offre alimentaire plus saine, la DBS poursuit ses efforts dans le contrôle de la qualité des produits agricoles.

Concernant les productions terrestres, tous les abattages d'animaux de boucherie de Tahiti sont censés avoir lieu à l'abattoir de Papara, soumis à un contrôle permanent.

Le début de l'année 2023 a été marqué par un changement à la direction de l'Abattoir de Papara.

La salle de découpe reste sous le contrôle du Centre de santé environnementale (CSE). La présence des agents de la DBS sur le site de l'abattoir permet cependant d'avoir un aperçu de l'activité de cet atelier. En outre, l'abattoir fait face à une augmentation de la demande pour l'abattage de poulets depuis que la structure se fait livrer par 3 exploitations supplémentaires.

Les dernières tueries de porcelets et de lapins ne sont officiellement plus en activité. Toutefois, des activités d'abattage ont lieu dans les îles (ISLV, Marquises) et ne sont pas contrôlées. Les éleveurs sont informés de l'interdiction de mise sur le marché de ces produits non soumis à l'inspection sanitaire vétérinaire.

Pour répondre à cette situation, plusieurs projets de constructions d'Etablissements de traitement du gibier (ETG), d'abattoirs ou d'aires d'abattage aménagées sont en cours :

- sur Nuku Hiva : un projet d'abattoir multi-espèces ;
- sur Raiatea : un projet d'abattoir multi-espèces suite à l'obtention de son autorisation ICPE ;
- sur Huahine : un projet d'aire d'abattage aménagée ;

- sur Ua Huka et Ua Pou : un projet de construction de deux ETGs qui accueilleront les carcasses produites par les chasseurs formés et habilités. Elles y seront découpées, conditionnées, stockées et expédiées.

Action n°2 : Renforcement des contrôles d'établissements de vente et d'application de pesticides

En matière de contrôle des produits phytosanitaires, l'année 2023 a été marquée :

- Par l'ajout de 3 nouvelles substances actives autorisées à l'importation en Polynésie française (le sel de bore, le terbutryne et le bronopol) ;
- Par la mise en œuvre de sanctions administratives (retrait ou non-renouvellement d'agrément, procès-verbaux d'infraction) et la formation d'agent de l'Etat dans le cadre du développement d'une politique répressive.

La DBS et le CSE travaillent actuellement sur la réforme de la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 concernant l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française. L'objectif de cette modification est de fluidifier la délivrance des autorisations d'importation et d'activité, de renforcer les mesures de contrôle et de mise en conformité, de clarifier les droits et obligations des utilisateurs. Elle conduit à distinguer les produits phytosanitaires destinés à usage agricole des biocides tels que les désinfectants, bactéricides et virucides. Cette distinction est cruciale pour restreindre l'utilisation de certaines substances actives et ainsi préserver l'environnement et la santé. Les autorisations de mise sur le marché incluent des mesures de protection conformes à la réglementation environnementale et de la biodiversité. Le projet de loi du pays a été soumis à l'ensemble des consultations obligatoires et est prêt pour présentation au deuxième trimestre 2024 au Conseil des ministres pour une transmission au CESEC.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour l'année 2024, une attention particulière sera portée aux pesticides, en particulier aux molécules interdites en Europe mais toujours utilisées en Polynésie française. Le retrait des néonicotinoïdes et du fipronil est notamment envisagé.

Les travaux destinés à former et certifier les agriculteurs pour l'utilisation des pesticides seront poursuivis pour une mise en œuvre au cours du 2^{ème} trimestre de 2024. En outre, les demandes d'importations de pesticides en Polynésie française seront dématérialisées afin de fluidifier les processus et permettre aux agents de mieux cibler les contrôles des établissements importateurs de produits phytosanitaires.

En complément, la DBS prévoit d'accompagner l'avancement des projets d'abattoirs, établissements de traitement du gibier et d'aires d'abattage aménagées. Il s'agira notamment d'étudier les adaptations réglementaires nécessaires et possibles à la mise en place de tueries de volailles « à la ferme » pour remise directe au consommateur tout en lui offrant les garanties sanitaires requises.

Afin de mieux évaluer la performance de l'activité du service, il a été décidé au PAP 2024 de maintenir les actions de cet objectif et de supprimer l'indicateur relatif au nombre d'établissement non-conformes mis en conformités.

Objectif n°4 – Renforcer la protection et le bien-être animal

Objectif n°4 - Renforcer la protection et le bien-être animal								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Action n°1: Assurer la protection animale								
Indicateur 1.1 - Nombre d'établissements agréés	Nb	14	17	14	17	17	21	14
Indicateur 1.2 - Nombre d'établissements contrôlés	Nb	3	14	14	4	3	4	14
Indicateur 1.3 - Nombre d'établissements présentant des non-conformités	Nb	1	0	0	0	0	0	0
Indicateur 1.4 - Nombre de sanctions	Nb	0	0	0	0	0	0	0
Sources des données : DBS								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'élevage, de commercialisation et de cession de carnivores domestiques dont l'agrément est en cours de validité								
Indicateur 1.2 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'élevage, de commercialisation et de cession de carnivores domestiques contrôlés indépendamment du processus d'agrément								
Indicateur 1.3 - indicateur correspond au nombre d'établissements d'élevage, de commercialisation et de cession de carnivores domestiques présentant des non-conformités								
Indicateur 1.4 - indicateur correspond au nombre de sanctions infligées aux établissements d'élevage, de commercialisation et de cession de carnivores domestiques								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n°1 : Assurer la protection animale

Le Pays participe à la lutte contre les maladies et la maltraitance des animaux via un encadrement réglementaire, l'agrément des établissements détenteurs d'animaux, des missions d'expertises vétérinaires et le financement de campagnes de gestion (stérilisation, identification, euthanasie).

A ce titre, le ministère de l'agriculture collabore avec la Vice-présidence et les associations de protection des animaux en vue de réformer le régime de protection des animaux domestiques.

Conformément aux instructions du gouvernement, la gestion des campagnes de stérilisation et de la maltraitance animale sera désormais assurée par la DIREN.

La DBS reste en charge des actions de contrôle en élevage ou établissements détenteurs d'animaux. Elle assure un contrôle de la protection des animaux dans le cadre de leur transport international, inter et intra insulaire. Elle s'assure que les conditions de détention des animaux ne sont pas propices à la diffusion de maladies et répondent aux besoins physiologiques de chaque espèce.

Dans cette perspective, la DBS a proposé des dispositions réglementaires encadrant le transport des animaux et les conditions de détention des animaux dans le cadre de campagnes de gestion. Elle travaille avec la DIREN sur les évolutions réglementaires nécessaires pour protéger le territoire de l'arrivée d'animaux exogènes. Elle a notamment formulé des propositions de rédaction en vue d'harmoniser les dispositions environnementales et de biosécurité.

Les discussions entamées avec l'Etat concernant la gestion des chiens dangereux et des animaux errants et divagants seront poursuivies. Des rencontres avec les services du procureur ont notamment été programmées.

La DBS continuera d'instruire les demandes d'agrément des établissements détenant des animaux domestiques et adaptera si nécessaire les dispositions réglementaires au regard de l'évolution des attentes de la population sur cette question.

Les dispositions encadrant les conditions d'abattage des animaux seront modifiées pour intégrer des mesures propres à minorer autant que faire se peut la souffrance des animaux dans le cadre de leur mise à mort.

La DBS a poursuivi en 2023 les discussions entamées avec le Conseil de l'ordre de la Polynésie française afin de renforcer le réseau de vétérinaires contribuant à la protection et à la santé des animaux de compagnie et de rente, notamment en redéfinissant le régime de l'habilitation et du mandat sanitaire par arrêté en conseil des ministres.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Conformément au PAP 2024, cet objectif et les actions y afférents seront maintenus pour l'année 2024.

11.4.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
910/970 03 - VEILLE ET SECURITE SANITAIRES	310 316 838	0	310 316 838
<i>Au titre de l'hygiène alimentaire</i>			
Rémunération d'intermédiaire	89 938		89 938
Transports	2 736 808		2 736 808
Déplacements et missions	3 052 000		3 052 000
<i>Au titre de la biosécurité</i>			
Action n°1 : Renforcement du contrôle à l'importation - frontières internationales			
Mise en place équipe cynophile	56 790 000		56 790 000
Action n°2 : Renforcement des mesures de protection contre l'introduction du rhinocéros du cocotier			0
Mesures de protection et de mise en conformité (oryctes)	17 470 000		17 470 000
Action n°1 : Etablissement du statut sanitaire des principales îles de la Polynésie française	11 025 000		11 025 000
Action n°3 : Renforcement du contrôle à l'exportation - frontières internationales	4 270 000		4 270 000
Action n°1 : Renforcement des contrôles de productions et établissements professionnels	3 615 000		3 615 000
Action n°1 : Assurer la protection animale	0		0
<i>Au titre de la direction de la santé (DSP)</i>			
Analyses de biologie médicale et analyse des eaux et des dentées du BSE	200 972 116		200 972 116
Tournées des agents du BSE dans les subdivisions (ISLV, Marquises, Australes)	2 299 052		2 299 052
<i>Au titre de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)</i>			
Renforcer la préparation du Pays pour faire face aux urgences sanitaires	7 996 924		7 996 924
Organiser le circuit des vigilances sanitaires			0

11.4.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Institut Louis MALARDE (ILM)

L'ILM a pour mission de concourir par son activité générale et ses actions à la préservation de la santé, de l'hygiène publique et de l'environnement naturel de la Polynésie française.

L'Institut Louis Malardé intervient dans les trois programmes de la mission Santé :

- Programme Offre de santé – Médecine curative ;
- Programme Santé publique – Prévention ;
- Programme Veille et Sécurité sanitaire.

Il est par ailleurs l'unique établissement de recherche de la Polynésie française.

Cinq thématiques structurent actuellement le champ de recherche de l'Institut :

- Les maladies infectieuses à transmission vectorielle ;
- Les maladies non transmissibles ;
- La lutte antivectorielle ;
- Les biotoxines marines ;
- Les substances naturelles et la pharmacopée traditionnelle.

Au titre du soutien aux programmes de santé publique au bénéfice de la population, l'activité de l'institut est extrêmement orientée vers les populations des archipels.

Au travers d'une nouvelle délégation de service public signée en mai 2023 pour une durée fixée à 5 années (CV 3527/PR du 02/05/2023), l'Institut opère pour le compte du Pays, les analyses médicales pour les populations des îles et des archipels éloignés. Ce schéma n'a pas permis en 2023 de faire aboutir les projets de biologie délocalisée ou d'informatisation des structures de santé des îles qui restent en cours d'études.

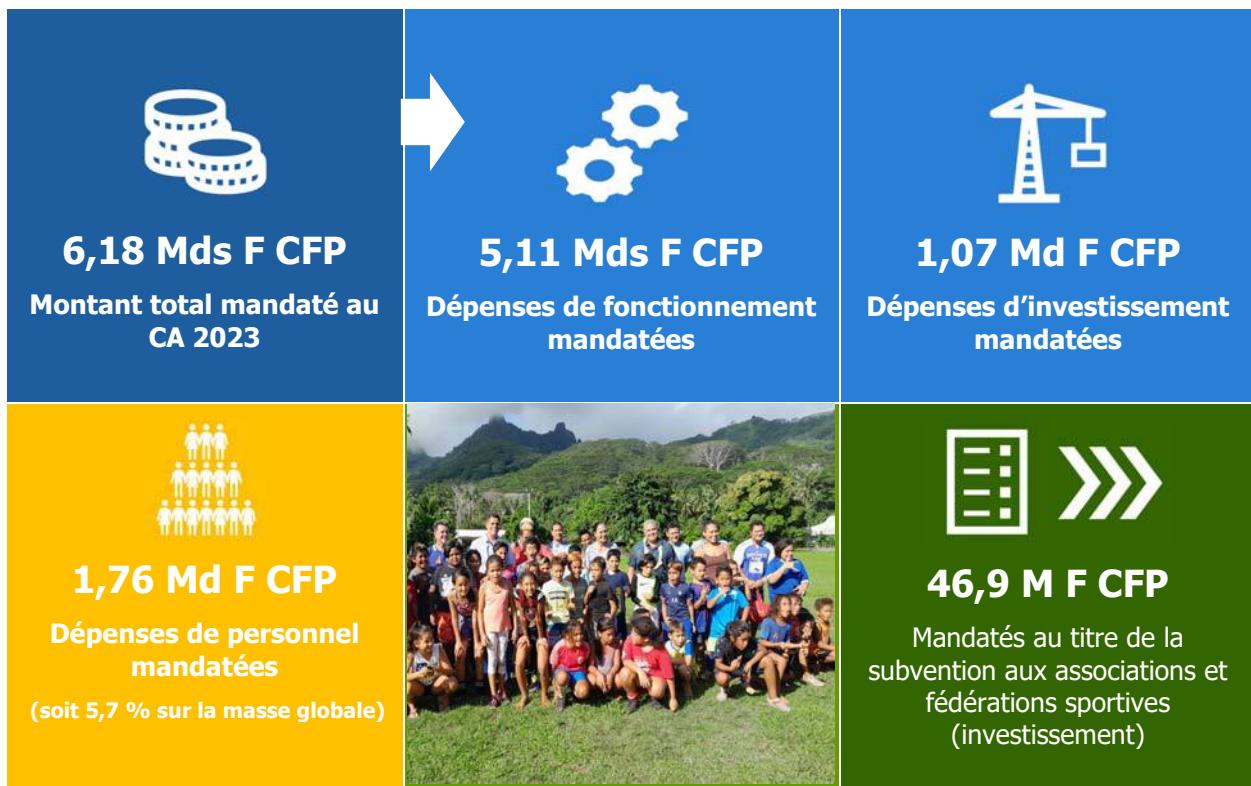
L'Institut réalise également, sous délégation de service public signée en janvier 2023 pour une durée fixée à 5 années (CV 720/PR du 30/01/2023), les analyses de biologie médicale dans le cadre du dispositif de veille sanitaire.

L'Institut intervient par ailleurs au travers de son laboratoire hygiène, biosécurité et environnement sur le marché concurrentiel en faveur de structures publiques ou privées pour la réalisation d'analyses environnementales, des eaux de baignades et de consommations ainsi que sur la sécurité alimentaire et la biosécurité des élevages.

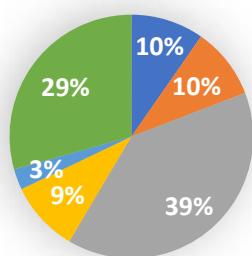
S'agissant du chanvre et du cannabis thérapeutique, l'Institut se met en capacité de répondre à un besoin nécessaire du contrôle analytique des teneurs en THC des plants issus de la filière à construire. L'Institut a entamé en 2023 une démarche d'accréditation de ses méthodes analytiques auprès du Comité Français d'Accréditation qui devrait apporter une sécurité sur les résultats rendus compte tenu de la spécificité des produits à contrôler.

Enfin, l'ILM ne portera désormais plus le projet de mutualisation des laboratoires d'anatomopathologie de la Polynésie française, lequel a été entièrement confié à l'Institut du Cancer de Polynésie française.

12. MISSION 911/971 : VIE SOCIALE

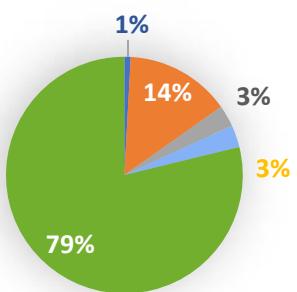


Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 97101 PROTECTION DE L'ENFANCE
- 97102 SOLIDARITE
- 97103 COHESION SOCIALE
- 97104 ACCES AU LOGEMENT
- 97105 JEUNESSE
- 97106 SPORTS

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 97101 PROTECTION DE L'ENFANCE
- 97102 SOLIDARITE
- 97103 COHESION SOCIALE
- 97105 JEUNESSE
- 97106 SPORTS



12.1 Revue de la politique générale de la mission

Au titre de la prévention contre la délinquance, de la jeunesse et des sports

Les dernières statistiques du ministère de l'intérieur relatives à la situation de la délinquance démontrent une nette augmentation des actes délictuels aussi bien dans les collectivités d'outre-mer que dans les départements et régions d'outre-mer, la Polynésie française n'échappe malheureusement pas à cette tendance.

En effet, en 2022, 1,5 faits de violences sexuelles pour 1 000 habitants ont été enregistrés. Ces faits sont en hausse de 24% sur un an en Polynésie française, contre une hausse de 15% sur l'ensemble des collectivités d'outre-mer. Il en est de même pour les vols violents et les vols sans violence contre des personnes, qui connaissent respectivement une augmentation de 48% et 27% contre un accroissement de 25% et 23% sur l'ensemble des collectivités d'outre-mer.

En Polynésie, les principales causes de délinquance des jeunes restent l'oisiveté et un milieu de vie précaire à lesquelles s'ajoutent de nombreux facteurs tels que la perte de figure d'autorité pour le jeune, le manque d'emplois, la cherté de la vie, la consommation d'alcool, de drogues.

Sur la base de ce postulat, le Pays a d'ores et déjà engagé une politique de prévention auprès des jeunes notamment avec l'appui de la délégation pour la prévention de la délinquance et des jeunes (DPDJ). En 2023, le nouveau gouvernement a souhaité mieux valoriser cet outil en lançant de nouvelles pistes d'intervention et de réflexion, notamment en cernant mieux les nouveaux phénomènes de délinquance. Par la même occasion, il a été lancé de nouvelles actions pour capter à nouveau l'attention de la jeunesse. A cet effet, le programme Gener'action a été lancé avec des premières sessions qui se sont déroulées sur les communes de Moorea, Bora Bora, Hitia'a O Te Ra. Fort de son succès, ce programme est aujourd'hui plébiscité par les élus et devrait être déployé sur d'autres communes.

Enfin, pour assurer une réelle coordination de l'ensemble du réseau d'acteurs de la prévention de la délinquance, par le biais d'actions concertées et concrètes, les comités territoriaux de prévention contre la délinquance (CPD) et les CLSPD ont été réactivés.

Plus généralement, le ministère des sports, de la jeunesse et de la prévention de la délinquance a opéré un diagnostic du secteur de la jeunesse ainsi que des interventions publiques et civiles en faveur des jeunes, concomitamment aux travaux de la chambre territoriale des comptes sur le sujet. Force est de constater que les actions du Pays en faveur des jeunes ont souffert par le passé d'un manque de coordination et de lisibilité.

L'objectif du gouvernement est de développer une approche transversale de la politique jeunesse par une action interministérielle forte et le développement de synergies entre les actions du Pays, de l'Etat, des communes, des confessions religieuses et des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Cela se traduit notamment par le lancement des travaux d'élaboration d'un schéma directeur pour les 10 années à venir et la création d'un véritable observatoire de la jeunesse polynésienne. Sans attendre le résultat de ces travaux, le gouvernement a permis en 2023 la continuité des actions en faveur de la jeunesse avec l'accompagnement des opérations portées par le mouvement associatif (UPJ, FOL, CEMEA...) et a encouragé la mise en place d'une meilleure gouvernance du secteur.

Cette année vient donc poser les jalons d'une politique ambitieuse mais réaliste en faveur des jeunes, et qui pourrait se traduire prochainement par la contribution au développement et à l'innovation des activités de jeunesse notamment en créant des espaces d'expression, en dynamisant la présence éducative durant tous les temps de vie, en valorisant le secteur associatif, en accompagnant et en soutenant les associations et les projets périscolaires avec :

- La mise en place d'un programme de remise aux normes des infrastructures d'accueil des jeunes ;
- Une valorisation des activités éducatives, artistiques, culturelles et de plein air ;
- La création d'un quartier jeunesse pour l'orientation professionnelle des jeunes ;
- La création d'un « pass jeunes » pour faciliter l'accès des jeunes à la culture et aux loisirs.

S'agissant du secteur du sport, malgré les grandes échéances, le nouveau gouvernement s'est avant tout assuré du respect des engagements passés par l'ancienne mandature notamment en confirmant et instruisant les demandes de soutien à apporter au mouvement sportif dans le cadre des grandes manifestations et de leur fonctionnement général, ceci afin de ne pas compromettre l'activité sportive de l'année 2023.

En effet, particulièrement marquée par la préparation des épreuves de surf des jeux olympiques à Teahupo'o, l'année 2023 aura surtout été l'occasion pour le Pays de structurer l'accompagnement de cet évènement en mettant en place les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne organisation. En outre, ces efforts

ont permis d'engager rapidement une véritable campagne d'information sur les enjeux de cet évènement et ainsi rassurer la population.

De surcroît, l'année 2023 s'est terminée par une deuxième place pour la délégation polynésienne conduite par le Comité olympique de la Polynésie française (COPF) en rapportant 57 médailles d'or des jeux du Pacifique qui se sont tenus à Honiara. Cette opération a été financée à 100% par le Pays.

Enfin, les deniers mois de l'année ont permis de lancer d'importants travaux légistiques, devenus nécessaires avec l'évolution des pratiques fédérales et sportives ainsi que la finalisation des actes permettant à nouveau de reconnaître officiellement les sportifs de haut niveau. Leur aboutissement est attendu pour le premier semestre 2024.

Au titre de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

L'IIME a pour missions d'assurer :

- La prise en charge des enfants et adolescents présentant un handicap mental, avec éventuellement un autre handicap associé, nécessitant une éducation spéciale ;
- La prise en charge des enfants et adolescents dont la sévérité de la déficience intellectuelle et/ou motrice implique des prises en charge adaptées à leur handicap, ainsi qu'un encadrement et des moyens renforcés. Il s'agit du groupe d'enfants polyhandicapés et de la section médico-éducative occupationnelle.

12.2 Programme 911 01/971 01 : protection de l'enfance

12.2.1 Bilan des orientations stratégiques

L'enfance et la jeunesse font aujourd'hui partie des enjeux majeurs qui régissent notre société. Les besoins des familles étant évolutifs et très diversifiés, les collectivités se doivent de proposer des fonctionnements souples, réversibles, en fonction de l'évolution des situations des enfants et de leurs besoins.

Le programme « Protection de l'enfance » regroupe les crédits alloués aux actions visant à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, accompagner au mieux son développement et préserver sa sécurité dans le respect de ses droits.

Bilan de la prévention de la délinquance de la jeunesse

Au travers de ses outils d'aide à l'insertion – en s'appuyant sur des structures telles que le RSMA-Pf, par le biais d'une filière spécifique à la prévention ; ou encore à partir de ses dispositifs à responsabilisation, dans le cadre de ses activités les mercredis après-midi –, la DPDJ, cheville ouvrière du Pays, proposait aux ressources localisées, des appuis techniques et financiers.

Néanmoins, la situation de la délinquance en Polynésie française se voulant principalement marquée par les violences et gangrénée par le trafic de stupéfiants, conduit de nombreux jeunes sur le chemin de l'échec social et, de surcroît, de nombreux foyers sur la voie de la souffrance. La DPDJ, dont le personnel est en cours de remobilisation, apporte un appui technique aux acteurs de terrain qui œuvrent en faveur de la jeunesse, tels que les communes, les associations de quartiers ou de jeunesse, ou encore les établissements scolaires, par la sensibilisation du jeune public au large panel de faits de délinquance et à leurs conséquences. Elle apporte également un appui financier à l'initiative publique comme privée agissant en prévention de la délinquance.

Les orientations stratégiques pour l'année 2023 sont alors résumées par une réelle coordination du réseau partenarial avec un accroissement de la mobilisation de celui-ci, favorisant ainsi l'inclusion du jeune dans un objectif d'intégration, tout en adaptant les actions de prévention à l'évolution observée des formes de délinquance.

Bilan du Fare Tama Hau :

Les orientations stratégiques de l'année 2023 étaient : Améliorer la prise en charge des enfants et des adolescents au plus près de la population en développant les équipes de proximité mobile du Fare Tama Hau, en créant de nouvelles maisons de l'enfance et en travaillant en collaboration avec les associations et

institutions œuvrant auprès des enfants et des adolescents (Axe 4.2 du schéma d'organisation sanitaire, Axe 2 du Plan santé mentale).

Le champ des missions du Fare Tama Hau est bien appréhendé par la population qui a repéré un lieu où trouver de l'aide et du soutien à la parentalité, au renforcement de la qualité du lien parent-enfant, du soutien, de l'accompagnement et des soins pour les jeunes jusqu'à 25 ans, outre la prise en charge de l'enfant et du jeune. Cet établissement de prévention est à valoriser car singulier dans le paysage médico-social de la Polynésie française.

55 enfants ou jeunes (+31%) ont fait l'objet d'un signalement au procureur (49) ou d'une information préoccupante (6) à la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité en raison de situation de maltraitance ou de détresse grave.

❖ La maison de l'adolescent :

L'année 2023 a vu le développement de l'activité et son renforcement par 2 nouveaux agents (psychologue et éducateur spécialisé) d'une deuxième équipe mobile au Fare Tama Hau, permettant ainsi le développement de la proximité, une visibilité plus marquée grâce aux campagnes d'affichage et flyers dans toutes les structures fréquentées par les familles et les jeunes. L'activité de soins de l'antenne de Papeete a été forte et soutenue, avec une augmentation importante des demandes particulièrement concernant les jeunes, (1 375 jeunes soit +11% inscrits pour 3342 consultations). Les éducatrices ont participé à 8 réunions du groupe de prévention du décrochage scolaire où les situations de 70 élèves ont été étudiées.

Une équipe périurbaine mobile, créée en avril 2022 et renforcée en 2023 par 2 nouveaux professionnels, intervient au sein de commune en collaboration avec les référents de quartier dans les maisons de quartier ou dans les événements sportifs, culturels ou autres réunissant des jeunes ou des enfants. L'équipe a rencontré 900 personnes, adultes et enfants/adolescents dans les quartiers ou dans les établissements scolaires des communes de Punaauia, Mahina, Paea, Hitia'a o te Ra et Moorea lors de points écoute et points EduConseil dans 9 établissements scolaires, dans les quartiers lors de groupe de paroles, d'ateliers, de séances d'information et de permanences d'entretien.

L'équipe mobile de Tahiti iti, constituée de 4 professionnels et créée en 2021, a été perturbée dans sa progression par une instabilité des ressources humaines. Néanmoins son déploiement s'est poursuivi : 236 jeunes en file active, 463 consultations (+57%), 146 interventions de prévention (+68%) dans 8 établissements scolaires et 2 MFR touchant 3293 adolescents, la psychologue a tenu 48 points écoute (0 en 2022), l'éducatrice spécialisée a tenu 33 permanences EduConseil (54 en 2022) et l'infirmière a tenu 6 permanences conseil santé (24 en 2022). 17 permanences se sont tenues dans les mairies de Tautira et Pueu.

La maison de l'adolescent héberge un des 8 centres de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) de Polynésie française. Le CDAG reçoit le public sans limite d'âge. Il s'agit du CDAG le plus fréquenté du réseau.

- La maison de l'enfant (MDE) poursuit l'augmentation de son activité en 2023 : 454 nouvelles demandes (+ 5%), 725 enfants en file active (+ 7%) et de consultations (+2%) ;
- Les 6 maisons de l'enfance, outils de cohésion sociale, sont un lieu de ressources sans prescription ni injonction, gratuit et anonyme. Cette année, elles ont totalisé 59117 entrées d'enfants et parents soit +29% ; augmentation forte et depuis 2 ans, démontrant la nécessité d'un tel dispositif qui serait à multiplier sur les communes ;
- L'espace jeunes, unique lieu d'accueil et de prévention des jeunes de 12 à 25 ans, gratuit et anonyme, compte 4050 entrées. Sa file active est représentée par 718 jeunes. La moyenne d'âge est de 16 ans ;
- TOU TINO TOU ORA : Une consultation pour la prise en charge des enfants et adolescents en situation d'obésité est créée en aout 2022, financée par le Fonds de prévention sanitaire et social (FPSS). Les subventions ont été versées d'août 2022 jusqu'en juin 2023 avec une interruption de 3 mois d'août à novembre qui a lourdement pesé sur la continuité des soins. 100 patients ont été pris en charge dans le dispositif durant la première période de 10 mois. Après l'interruption de 3 mois, seuls 59% des patients ont réintégré le programme. L'équipe a donc reçu de nouveaux patients pour atteindre 100 patients en décembre 2024. Ce dispositif a été rapidement repéré tant par les professionnels que par les patients. Les principaux écueils rencontrés sont la disponibilité des parents et les transports. Afin de prendre en compte ces difficultés à l'origine d'abandon, l'équipe a décidé de se déplacer à la rencontre des patients sur les communes. Ainsi grâce aux collaborations avec la direction de la santé et les communes de Mahina, Pirae et Punaauia, les consultations et les groupes d'activité physique adaptées ont pu être délocalisés en proximité sur ces communes.

12.2.2 Bilan des réformes

✚ Bilan de la prévention de la délinquance de la jeunesse (DPDJ)

L'opération intitulée Fa Hiro'a, conduite depuis le mois de février 2022, qui s'est traduite par l'organisation, chaque mercredi après-midi, d'événements culturels et sportifs afin de lutter contre l'oisiveté des jeunes, fait l'objet d'une refonte et devient l'opération Gener'Action. Cette dernière tend à fédérer la jeunesse autour des valeurs que sont le respect, la tolérance, le vivre-ensemble et à permettre d'offrir des perspectives saines et citoyennes par le biais du sport, de la culture et de l'insertion sociale et professionnelle.

En outre, le dispositif d'aide au logement à l'adresse des jeunes primo-salariés intitulé « Résidence des jeunes travailleurs » (RJT) et dont la gestion a été confiée à la DPDJ en janvier 2022, a été suspendu. En effet, il appert que cette activité ne repose sur aucun socle réglementaire approprié pour garantir la légalité de ce dispositif de prise à bail. Il a été décidé d'y mettre un terme le 30 novembre 2023 et de transférer sa gestion à la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE), plus à même de gérer cet outil.

Avec la mise en place des Fare Ora et l'inclusion des maires dans les actions, le conventionnement tel qu'il a été envisagé avec les Tavana hau permettant le déploiement des activités de la DPDJ dans les archipels, n'aurait probablement plus lieu d'être.

Si les causes de délinquance n'ont que peu évolué sur le territoire, une approche différente a dû être envisagée au second semestre 2023. La question de la remobilisation du réseau d'acteurs de la prévention de la délinquance a été au cœur des préoccupations de la DPDJ, qui s'attèle à la tâche à l'occasion des différentes éditions de Gener'Action.

12.2.3 Bilan des objectifs de performance

✚ Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

Objectif n°1 : Répondre aux besoins en augmentation, des placements administratifs et judiciaires des mineurs

Les placements administratifs et judiciaires de mineurs représentent la dernière alternative à laquelle les travailleurs sociaux ont recours. Cependant pour pallier les carences éducatives, la DSFE s'attèle à évaluer des familles pour accueillir, dans des conditions optimales, ces enfants victimes de carences éducatives, de maltraitance voire de violence.

Objectif n°1 - Répondre aux besoins, en augmentation, des placements administratifs et judiciaires des mineurs.								
Assurer une réponse réactive du Pays face aux placements administratifs et judiciaires tout en améliorant la qualité de prise en charge								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'accueillants familiaux (3 pers accueillis, max légal)	Nb	80	50	80	76	47	50	60
Indicateur 1.2 - Ratio de mesures / travailleur social (30 mesures/TS)	Nb	48	51	38	45	69	70	75
Indicateur 1.3 - Nombre d'actions d'accompagnement des enfants placés ou suivis <i>Montant des dépenses (624 et 625)</i>	Nb FCP	150 13 400 000	3 127 899	15 000 000	13 000 000	216 15 247 856	20 000 000	200 20 000 000

Sources des données :
Rapport d'activité de la DSFE 2021, 2022 et 2023
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Données brutes de la cellule "Protection de l'enfance"
Indicateur 1.2 - Données brutes de la cellule "Protection de l'enfance"
Indicateur 1.3 - Données brutes du département financier (fonctionnement)

Principales actions chiffrées :

- **Action n°1** : relative à la création d'une équipe de travailleurs sociaux chargée du suivi des mineurs placés auprès des accueillants familiaux avec pour objectifs l'amélioration de la prise en charge et du bien-être des mineurs placés, mais aussi l'accompagnement des accueillants familiaux (fidélisation) pour un montant en fonctionnement de 11 millions F CFP.

Le projet a été élargi à toute la protection de l'enfance et intégré dans la « réorganisation de la DSFE ».

Avec la contrainte du sous-effectif chronique, la première étape du projet pourrait être celle de supprimer le niveau hiérarchique des RC et d'uniformiser les procédures et postures en matière de protection de l'enfance.

Une centralisation des mesures et des suivis permettrait un réel travail de prévention, d'accompagnement des mineurs et de leur famille. Ce qui, à terme, serait susceptible de réduire le nombre des mesures de protection voire de signalements de mineurs en danger.

- **Action n°2 :** relative au renforcement des actions de prévention en collaboration avec la Délégation pour la Prévention de la délinquance juvénile (DPDJ)
 - Développer les actions collectives ou les camps familles de manière à soutenir une éducation bienveillante axée sur la communication au sein de la famille pour un montant en fonctionnement de 2 millions F CFP.

L'impossibilité de mobiliser les ressources humaines qualifiées nécessaires a entravé le déploiement des camps familles destinés à soutenir une éducation bienveillante axée sur la communication au sein de la famille. Par conséquent, ces initiatives ont été reportées à l'année 2024.

Objectif n°2 : Identifier et prévenir les risques de maltraitances et de violences envers les enfants et améliorer leur prise en charge

Objectif n°2 - Identifier et prévenir les risques de maltraitances et de violences envers les enfants								
Mettre en place des actions de prévention et faciliter la procédure de signalement								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de signalement reçu (0 à 21 ans)	Nb	2 080	1 645	2 100	1 783	2 058	2 000	1 450
Indicateur 2.2 - Nombre d'action de prévention	Nb	19	11	0	15	1	1	1

Sources des données :
Rapport d'activité de la DSFE 2021, 2022 et 2023
Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 2.1 - Données brutes des 2 cellules : "Signalement" et "Protection de l'enfance"
 Indicateur 2.2 - Données brutes de la cellule "Prévention"

Principales actions chiffrées :

- **Action n°1 :** relative à une large campagne de communication de manière à promouvoir le respect des enfants et de leurs droits fondamentaux.
 - Journée des droits de l'enfant pour un montant de 10 millions F CFP.

Cette journée incarne notre engagement à créer un environnement où chaque enfant à l'opportunité de grandir en sécurité, de réaliser son potentiel et de contribuer à un avenir meilleur. Une action de sensibilisation sur le complexe sportif de Taravao auprès des élèves issus des établissements scolaires de la presqu'île a été effectuée. Plusieurs partenaires ont répondu présent à cet évènement. Enfin, nous avons souhaité mettre en avant l'inclusion sociale des enfants en situation de handicap, en invitant l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME) de Taravao.

- **Action n°2 :** relative à l'amélioration des prises en charge des enfants dans le cadre de la protection de l'enfance pour un montant en fonctionnement de 25,5 millions F CFP :
 - Appel à projets pour la mise en place d'actions de prévention spécialisée, de prise en charge et d'accompagnement d'enfants victimes ou susceptibles de l'être pour un montant en fonctionnement au FPSS estimé à 10 millions F CFP.

Suite à la vacance du poste au bureau de la prévention, le projet n'a pas pu être effectué.

- Actualisation de la mallette « Grandir sans violences », un kit de prévention pour lutter contre la maltraitance, encourager les signalements et faciliter le repérage des enfants vulnérables pour un montant en fonctionnement au FPSS de 1 million F CFP ;

Des contraintes logistiques imprévues ont retardé l'actualisation de la mallette « Grandir sans violences ». Par conséquent, cette action n'a pas pu être menée comme prévu.

Objectif n°3 : Faciliter l'accès à l'éducation des enfants (RSPF, RNS « les plus précaires, critères de ressources »)

Objectif n°3 - Faciliter l'accès à l'éducation des enfants (RSPF, RNS)									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 3.1 - Nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des aides à la rentrée scolaire (ARS)	Nb*	32 943	31 542	20 000	19 232	29 714	35 000	35 000	
dont RSPF	Nb	17 031	15 964			14 966	18 000	18 000	
dont RNS	Nb	2 229	2 022			2 071	2 500	2 500	
dont RGS	Nb	13 690	13 564			12 679	13 800	13 800	
Indicateur 3.2 - Nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des frais de cantine scolaire (complément à 500F/repas)	Nb*	25 392	24 897	26 500	25 800	22 165	26 000	26 500	
dont RSPF	Nb	13 305	13 194			11 235	15 000	15 000	
dont RNS	Nb	2 032	2 027			1 874	2 100	2 100	
dont RGS	Nb	12 354	12 389			11 174	12 500	12 500	
Indicateur 3.3 - Montants des aides extra-légales (ARS et cantine scolaire)	F CFP	1 255 227 952	1 451 290 745	1 908 650 000	1 908 650 000	1 286 037 893	1 710 000 000	1 710 000 000	
dont RSPF	F CFP	691 830 181	737 605 393	865 500 000	865 500 000	645 189 525	900 000 000	900 000 000	
dont RNS	F CFP	96 049 948	101 107 994	160 000 000	160 000 000	96 490 604	110 000 000	110 000 000	
dont RGS	F CFP	467 347 823	612 577 358	883 150 000	883 150 000	544 357 764	700 000 000	700 000 000	

Sources des données :
Chiffres de la CPS
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 3.1 - Données de la CPS (RSPF enfants scolarisés, RNS enfants sous caution familial, RGS enfants bénéficiant du complément familial)
Indicateur 3.2 - Données de la CPS (RSPF enfants scolarisés, RNS enfants sous caution familial, RGS enfants bénéficiant du complément familial)
Indicateur 3.3 - Données de la CPS (RSPF enfants scolarisés, RNS enfants sous caution familial, RGS enfants bénéficiant du complément familial)
Autres commentaires :
**correspond au changement de régime (un enfant RGS peut basculer au régime du RSPF ou du RNS donc il sera comptabilisé une fois)*
Attention les données de 2023 sont provisoires.

Principales actions chiffrées : Afin de répondre à cet objectif, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- **Action n°1 :** relative au renforcement de la communication administrative auprès des organismes gestionnaires des cantines scolaires (communes et APEL : association des parents d'élèves) pour s'assurer qu'un maximum d'enfants soient bénéficiaires de cette aide et que les factures de cantines scolaires soient considérablement diminuées.
 Les travaux sur la réforme de la PSG prévoient de faire de l'aide cantine une « prestation légale » et les tarifs uniformisés. La communication devra être adaptée en conséquence.
- **Action n°2 :** relative à la proposition d'étendre l'aide à la cantine scolaire à une aide au petit déjeuner et au goûter. A ce jour, les enfants ressortissants du régime des salariés, attributaires de l'ARS, bénéficient également d'une aide au goûter et depuis peu d'une aide au petit déjeuner. Considérant le fait qu'une classe regroupe des enfants issus de plusieurs régimes, il paraît judicieux de travailler sur la possibilité d'octroyer cette même aide aux enfants ressortissants du RSPF et RNS. Le montant global sera à évaluer en fonction du nombre d'enfants ressortissants des régimes précédemment cités. Malgré cette volonté d'harmoniser les dispositifs CPS et DSFE, les budgets n'ont pas permis la mise en place de l'aide au petit déjeuner pour les ressortissants des autres régimes.

 **Bilan de la prévention de la délinquance de la jeunesse**

Objectif n° 1 – Amener les jeunes vers les activités et dispositifs à responsabilisation

La volonté pour la DPDJ de responsabiliser les jeunes fait suite aux activités de l'opération intitulée « Papeete sans violence » au cours de laquelle le dispositif intitulé « Fa hiro'a » a été déployé. Parmi les ateliers et prestations qui y étaient offerts, il a été envisagé d'autres outils pour une meilleure prise de conscience de la jeunesse de sa responsabilité citoyenne. En effet, lui permettre d'accéder à des qualifications dans les domaines de la sécurité lui conférerait davantage d'assurance et de confiance en soi.

Objectif n°1 - Amener les jeunes vers les activités et dispositifs à responsabilisation									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Taux de jeunes bénéficiaires des dispositifs à responsabilisation dans le cadre du Fa Hiro'a - activités du mercredi après-midi (Nbre de jeunes en activités / Nbre de qualifications décerné)	%	–	70%	90%	90%	90%	0%	0%	
Indicateur 1.2 - Nombre de jeunes ayant bénéficié des dispositifs du Rsma, filière Agent de Prévention et de Proximité et filière Surveillants de baignade	Nbre	–	–	40	0	0	0	0	

Sources des données : liste de jeunes de la DSFE, des suivis sociaux des communes, des fédérations sportives, des associations de jeunesse et de quartiers, de la DPDJ et des établissements scolaires
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jeunes apparaissant sur les listes des partenaires ou de la DPDJ
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'inscrits et retenus pour les deux filières du Rsma
Autres commentaires : Les listes peuvent être fournies tout comme le nombre de jeunes souhaitant s'inscrire au Rsma pour les deux filières en question, cependant, une sélection est établie systématiquement.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Dans le cadre du dispositif Fa hiro'a, sur les 92 jeunes ayant bénéficié d'une formation à la prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1), 83 se sont vus délivrer le diplôme sanctionnant l'issue de la formation, rendant la prévision faite à l'occasion de l'élaboration du PAP 2023, atteinte.

S'agissant du dispositif mis en place en partenariat avec le RSMA-Pf, relatif à la filière de formation intitulée « Agent de prévention et de proximité », si les deux sessions de formation (une en 2021 et une en 2022) ont conduit la quarantaine de jeunes à être recrutée à la DPDJ par le biais d'une convention d'accès à l'emploi (dispositif CAE) – leur contrat ayant pris fin de manière échelonnée jusqu'au 30 novembre 2023 – la filière n'a pas été poursuivie en 2023. De même, la filière relative à la formation de surveillants de baignade n'a pas été ouverte tel qu'envisagé.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il a été décidé d'abandonner l'action de formation inscrite au titre du Fa Hiro'a au regard de l'effet levier insuffisamment prononcé sur l'objectif recherché. En effet, si l'obtention d'une qualification est primordiale au bon développement du jeune, il importe de souligner que les qualifications alors obtenues se doivent de faciliter, si ce n'est garantir, son insertion professionnelle durable. De même, la filière de formation avec le RSMA a été arrêtée sous ce format et des discussions sont en cours pour étudier avec eux la meilleure formule d'accompagnement des jeunes en déshérence.

Objectif n° 2 – Amener les jeunes vers les dispositifs d'insertion professionnelle

La DPDJ avait pour ambition de soutenir la jeunesse par les dispositifs d'insertion professionnelle. Elle a donc tenté, dans le cadre d'un partenariat amorcé avec la commune de Taiarapu-Ouest et la direction de l'agriculture, de mettre en place un dispositif permettant à 26 jeunes de 18 à 30 ans de se voir attribuer un lot d'un hectare chacun, afin d'y pratiquer l'agriculture. De plus, il a été convenu, en partenariat avec le RSMA-Pf, de créer une filière de formation permettant à 40 jeunes d'être formés à la prévention et à la proximité.

Objectif n°2 - Amener les jeunes vers les dispositifs d'insertion professionnelle								
L'insertion professionnelle est une évidence pour aider et promouvoir la jeunesse.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de jeunes bénéficiaires du dispositif de fa'a'apu agricole sur la commune de Taiarapu ouest	Nbre			26	0	0	0	0
Indicateur 1.2 - Taux de projets individuels d'exploitation agricole d'un espace	%	–	80%	80%	0%	0%	0%	0%
Sources des données : Liste des terres domaniales disponibles et en projet de délégation à la DPDJ via la DAG et la DAF / liste de jeunes candidats établie avec les communes, la DSFE, les associations d'insertion. Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jeunes inscrits auprès de la Dag et de la Commune de Taiarapu ouest pour le projet de fa'a'apu sur les hauteurs de la commune Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre de projets initiaux et qui ont abouti. Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le dispositif d'aide agricole à destination des jeunes n'a malheureusement pas pu voir le jour.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il a été décidé de ne pas relancer les actions n'ayant pu aboutir.

Objectif n° 3 – Amener les jeunes vers des activités et des dispositifs à caractère identitaire et culturel

La DPDJ avait pour ambition de s'appuyer sur la question identitaire et citoyenne pour réaliser sa mission préventive, en considérant son apport sur la construction et le développement du jeune.

Objectif n°3 - Amener les jeunes vers des activités et des dispositifs à caractère identitaire et culturel								
La prise de conscience passe par un sentiment d'identité retrouvé et réconcilié.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de jeunes bénéficiaires du dispositif Fa Hiro'a - activités du mercredi après-midi	%			70	75	75	0	0
Indicateur 1.2 - Nombre de jeunes ayant bénéficié des dispositifs tels que les camps de familles, les journées polynésiennes (avec les établissements scolaires)	Nbre			50	0	0	0	0
Sources des données : Liste de jeunes répertoriés sur les activités du Fa Hiro'a et nombre de fiches évaluatives recueillies ; liste de jeunes recueilli auprès des partenaires désireux de s'associer au dispositif camp de familles ; liste des jeunes pour lesquels les établissements scolaires ont souhaité associer la DPDJ sur l'accompagnement et le soutien au développement des activités pour leur journée polynésienne. Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jeunes présents chaque mercredi sur site dans le cadre du Fa Hiro'a Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir des listes fournies par les partenaires Autres commentaires : Le pointage du nombre de jeunes présents sur site est aléatoire compte tenu de la configuration du site des Jardins de Paofai.								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, les activités du Fa hiro'a ont rencontré le fort intérêt de la jeunesse excentrée de Papeete. Ainsi, dans la commune de Mahina, au mois de mars, sur les 650 jeunes attendus, 400 ont participé aux activités proposées les mercredis après-midi, de même pour les communes de Papenoo et Mahaena où 75% des effectifs annoncés étaient réellement présents sur les activités organisées par la DPDJ.

En revanche, les camps de familles et journées polynésiennes n'ont pu être réalisés et font l'objet d'un taux d'atteinte de l'objectif nul.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Au regard du caractère particulièrement dissipé des activités du Fa hiro'a, ne prenant pas nécessairement en compte les besoins des jeunes de la commune où l'opération est localisée, il est apparu que les jeunes concernés n'entrevoient pas évidemment d'opportunité de développement ni d'appui au changement. Fa hiro'a a donc fait l'objet d'une refonte pour devenir l'opération Gener'Action, action qui tend à fédérer la jeunesse autour des valeurs que sont le respect, la tolérance, le vivre-ensemble et à permettre d'offrir des perspectives saines et citoyennes par le biais du sport, de la culture et de l'insertion sociale et professionnelle.

Concernant les camps de familles et les journées polynésiennes, il a été estimé qu'il n'appartient pas à la DPDJ de réaliser ces deux types d'actions – l'une devant relever de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité du fait de son intervention auprès du noyau familial, et l'autre relevant déjà de la Direction générale de l'éducation et des enseignements, au travers des établissements scolaires organisant déjà les journées polynésiennes en leur sein.

Bilan du Fare Tama Hau :

Objectif n°1 – Améliorer la prise en charge des enfants et des adolescents au plus près de la population

Objectif n°1 - Améliorer la prise en charge des enfants et des adolescents au plus près de la population								
Intervention de l'équipe mobile du FTH auprès du jeune public								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Zone presqu'île : Nombre d'interventions dans les établissements scolaires du 2nd degré des communes de Taiarapu Ouest, Taiarapu Est et Teva i Uta	Nb	84	151	80	129	146	150	160
Indicateur 1.2 - Zone presqu'île : Nombre de participations à des évènements culturels, sportifs et religieux destinés aux adolescents dans les communes	Nb	1	16	5	13	30	15	15
Indicateur 1.3 - Zone périurbaine : Nombre de permanences dans des établissements scolaires du 2nd degré ciblés	Nb	0	27	60	50	65	50	50
Indicateur 1.4 - Nombre d'interventions dans des quartiers ciblés	Nb	0	60	50	50	114	60	70
Sources des données :								
<i>Liste des établissements scolaires du second degré (Source DGEE)</i>								
<i>Liste des communes (source Haut-commissariat)</i>								
<i>Confessions religieuses, associations culturelles (source ISPF), maisons communautaires des communes</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								
<i>L'équipe mobile de la presqu'île intervient dans des structures déconcentrées. Elle a été marquée par une instabilité forte du personnel qui la compose avec des interruptions significatives de l'activité du psychologue, puis de L'équipe mobile périurbaine est véhiculée. Elle a été constituée en avril 2022 par un éducateur spécialisé, une psychologue et un agent de liaison, en 2023 cette équipe est complétée d'une éducatrice spécialisée en avril et d'une psychologue en juillet. Les communes collaborant à ces projets d'interventions dans les quartiers au plus près de la population sont Punaauia, Mahina, Paea et Moorea.</i>								

Principales actions chiffrées

- Action n°1 relative à la mise en place des structures déconcentrées (Maison des adolescents à Taravao) pour un montant de 55 millions F CFP en investissement et 20 millions F CFP en fonctionnement ;
- Action n°2 relative à la création d'une équipe mobile périurbaine pour un montant de 19,7 millions FCFP en fonctionnement.

En raison de sa position géographique, la Maison de l'adolescent du Fare Tama Hau est facilement accessible aux habitants de la zone urbaine de Tahiti au sein même de l'agglomération de Papeete. L'éloignement, les difficultés de transport, le coût d'un déplacement à Papeete et le manque de structures adaptées privaient une frange de la population des services que la Maison de l'adolescent peut offrir. Les équipes mobiles permettent d'aller à la rencontre des adolescents de la zone rurale ou périurbaine de Tahiti, en plus d'assurer des missions de prévention dans les établissements scolaires de la zone concernée.

Il s'agit donc de développer la proximité grâce aux équipes mobiles dont une couvrant la presqu'île, Teva i Uta, Papara et l'autre dans les communes de Punaauia, Paea, Hitia'a o te Ra, Mahina et Moorea.

Le nombre d'interventions dans les établissements scolaires réalisées a permis de toucher près de 8 000 jeunes.

Une consultation pour la prise en charge des enfants et adolescents en situation d'obésité a été créée en août 2022, financée par le Fonds de prévention sanitaire et social (FPSS). La prise en charge de l'obésité est une priorité de santé publique. Plus de 100 patients de 5 à 25 ans sont pris en charge dans ce dispositif.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les équipes mobiles de la presqu'île et de la zone périurbaine ont poursuivi et augmenté leurs interventions initiées depuis 2021, sous forme de point écoute, de points EduConseil ou de séances d'information dans les classes, mais également de permanence en mairie (Pueu et Tautira) ou de permanences et activités de prévention dans les quartiers dits prioritaires des communes de Punaauia, Mahina et Paea.

Tous les établissements du second degré public et privé, les CJA et les MFR de la presqu'île ont bénéficié des interventions de l'équipe de Tahiti iti. 236 jeunes gens ont bénéficié d'une consultation au minimum avec un des professionnels et 3293 jeunes ont été rencontrés lors de 146 séances d'information réalisées dans les établissements scolaires. L'équipe mobile périurbaine a tenu 67 permanences de psychologues et d'éducateur spécialisé dans 9 établissements du second degré, dans les CJA et dans les MFR.

Pour la première fois, le Fare Tama Hau s'est déplacé sur l'île de Moorea grâce à la création de l'équipe mobile. 308 jeunes ont eu accès à ces permanences. Cette équipe est également intervenue dans les quartiers prioritaires avec la collaboration des communes concernées, proposant 114 interventions sous forme de permanences, groupes de paroles, ateliers de médiation, séances d'information ou d'interventions collectives. Ces résultats satisfaisants permettent d'envisager de poursuivre le développement de la proximité d'autant que les demandes sont importantes.

Les demandes relatives à la participation à des évènements culturels, sportifs ou religieux et l'instauration de permanences en mairie les plus éloignées (Pueu et Tautira) sont en augmentation.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Renforcement de la proximité :

- Les point-écoutes avec les psychologues et les permanences EduConseil vont continuer à se développer et se maintenir permettant de rencontrer des adolescents au plus près de leurs lieux de vie en 2024 ;
- Un Espace jeunes à Afaahiti devrait également voir le jour en 2024 pour compléter le déploiement des actions à l'égard des adolescents de la Presqu'île.

12.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 01 - PROTECTION DE L'ENFANCE	402 766 475	16 455 568	419 222 043
<i>Au titre de la prévention de la délinquance</i>			0
Amener les jeunes vers les activités et dispositifs à responsabilisation			0
<i>Mise en place d'activités à responsabilisation</i>	804 450		804 450
<i>Mise en place de cinéma de quartier « Teata 'afa'ifi »</i>	3 225 980		3 225 980
Amener les jeunes vers les dispositifs d'insertion professionnelle	0		0
<i>Exploitation agricole de 26 lots de 1 hectare chacun pour 26 jeunes de 18 à 30 ans</i>	0		0
<i>Formation au BNSSA</i>	0		0
<i>Formation d'agents de prévention et de proximité grâce au dispositif « Modex »</i>	0		0
Amener les jeunes vers des activités et des dispositifs à caractère identitaire et culturel			0
<i>Mise en place du dispositif Fa Hiro'a</i>	2 963 964		2 963 964
<i>Mise en place des dispositifs camps de familles et journées polynésiennes</i>	0		0
<i>Au titre des solidarités</i>			0
<i>Financement des missions relatives au placement et au suivi des enfants placés dans les familles d'accueil</i>	15 247 856		15 247 856
<i>Mettre en place des actions de prévention et faciliter la procédure de signalement</i>			0
<i>Faciliter l'accès à l'éducation des enfants (RSPF, RNS) par le financement des cantines scolaires et de l'aide exceptionnelle de rentrée scolaire-FAS</i>			0
<i>Au titre du Fare Tama Hau (subvention)</i>			0
Subvention d'exploitation	380 524 225		380 524 225
Subventions d'investissement		16 455 568	16 455 568
<i>Matériels et équipements de l'espace jeune de Afaahiti</i>			0
<i>Travaux de réfection et d'étanchéité des maisons de l'enfance</i>			0
<i>Acquisition d'un autocommutateur</i>			0

12.2.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - volet protection de l'enfance

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 911/971 01 - PROTECTION DE L'ENFANCE <i>Compte d'affectation spécial FPSS - volet protection de l'enfance</i>	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
	18 065 856	0	18 065 856
Journée des droits de l'enfant	1 774 435		1 774 435
Mise en œuvre du projet de consultation et prise en charge de l'obésité de l'enfant et du jeune adulte	16 291 421		16 291 421

DSFE

L'objectif de cette journée est de rappeler les droits fondamentaux des enfants conformément à la déclaration des droits de l'enfant de 1959 puis de la convention internationale de 1989. Plus important encore, elle vise à sensibiliser la population du Fenua à la nécessité de répondre aux besoins fondamentaux de l'enfant en s'interrogeant régulièrement sur son bien-être.

DPDJ

Le budget alloué à la DPDJ au titre du FPSS était de 10 millions F CFP pour l'exercice 2023.

Ces crédits, ont été employés dans le cadre de l'opération intitulée *Gener'Action*, à hauteur de 4 482 303 F CFP, au titre du financement des actions de prévention et de sensibilisation conduites par la DPDJ durant le second semestre 2023.

12.3 Programme 911 02/971 02 : solidarité

12.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

Les évolutions démographiques actuelles viennent confirmer le vieillissement progressif de la population en Polynésie française, du fait de l'allongement de la durée de vie et de la baisse du taux de fécondité. Le dernier bilan d'activité de la COTOREP met également en exergue l'accroissement du nombre de personnes handicapées. Face à ces constats, il reste prioritaire de pouvoir garantir à l'ensemble de ces personnes vulnérables un contexte de vie agréable, serein et épanouissant, en favorisant leur maintien à domicile.

Ainsi, le programme « solidarité » tend donc à répondre à l'ensemble de ces besoins par le biais d'actions diverses portant sur l'amélioration de la qualité de vie, aussi bien au domicile qu'au sein de structures spécialisées. L'octroi d'aides financières spécifiques et le contrôle des différentes instances représentent ici les moyens essentiels à cette dynamique.

Bilan de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

La prise en charge des enfants et adolescents doit favoriser le développement et la réalisation de toutes leurs potentialités intellectuelles, affectives et corporelles ainsi que l'autonomie maximale sur le plan social et professionnel sur la base d'un projet personnalisé. Elle doit permettre une meilleure intégration dans les différents domaines de la vie pour occuper, chaque fois que possible, un emploi dans le secteur ordinaire ou dans le secteur du travail protégé.

Le développement de la mise en stage des adolescents et jeunes adultes de l'établissement progresse et permet de favoriser l'accès à l'insertion des personnes comme prévu initialement. Le nombre de stage a doublé par rapport au bilan 2022 mais n'a pas atteint l'objectif fixé pour l'exercice 2023.

12.3.2 Bilan des réformes

Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

- Création d'une règlementation spécifique aux établissements ou service d'aides par le travail (ESAT) ;

Les travaux relatifs au projet de loi du pays relatif aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ont été menés conjointement entre la DSFE, le ministère de tutelle et des associations œuvrant pour les personnes en situation de handicap.

Un premier projet de texte a été déposé sur le bureau de l'Assemblée de la Polynésie française (APF).

Toutefois, considérant les ramifications de ce texte avec d'autres textes en vigueur, notamment le code du travail et la délibération n° 2003-15 APF du 9 janvier 2003 portant réglementation des établissements et services médico-sociaux, d'une part, et la nécessité d'apporter des modifications fiscales dans l'objectif d'exonérer les ESAT, le premier projet de texte a été retiré des affaires en instances à l'APF.

À cause des implications fiscales des ESAT, l'entrée en vigueur de cette réglementation est envisagée au 1^{er} janvier 2025.

- Code polynésien du handicap ;

Le principe d'une codification de la réglementation en faveur des personnes en situation de handicap a été acté.

Plutôt que de procéder à l'écriture en une seule fois de l'intégralité du code polynésien du handicap, ce qui aurait inévitablement retardé la mise en œuvre de certaines évolutions nécessaires de la réglementation en vigueur en la matière, vieille, pour certaines parties, de plusieurs décennies, il a été décidé de procéder dans un premier temps à la réécriture des textes lorsque celle-ci s'impose puis, dans un second temps, à la codification des textes.

En termes de réécriture des textes, la priorité a été donnée à la réécriture de la délibération n° 82-36 du 30 avril 1982 relative à l'action en faveur des personnes handicapées et aux ESAT, mentionnés au point précédent.

Cela s'est inscrit dans un contexte dans lequel la COTOREP a repris de l'activité en juin 2023 avec l'arrivée d'un médecin, mettant fin à une période d'inactivité datant du mois de septembre 2022. Depuis son arrivée, tous les nouveaux dossiers ont été traités, y compris les renouvellements, dans le but de rattraper le retard accumulé sur plus d'un an.

À ce moment-là, les dossiers prorogés étaient en cours de traitement, et malgré quelques retards, l'objectif était de répondre à toutes les demandes dans les délais impartis de 6 mois après la date de dépôt.

Dans ce processus, le nouveau logiciel GESTCO, en cours de finalisation, devrait permettre en 2024 d'appliquer efficacement les textes sur la modernisation des conditions d'attribution des prestations servies aux adultes en situation de handicap. Par ailleurs, des actions collectives ont été mises en place avec les personnes placées et les structures d'accueil, telles que des journées de cohésion, des journées des Matahiapo et des groupes de parole. Ces initiatives seront poursuivies en 2024, avec l'objectif d'impliquer le maximum de personnes placées.

Enfin, dans un souci d'adaptation aux nouvelles technologies, l'utilisation d'outils numériques a également été favorisée, avec des sondages en ligne et des visioconférences, dans le but de faciliter la communication et l'interaction avec les personnes concernées par les mesures d'accompagnement en faveur des personnes en situation de handicap.

- Réalisation d'un texte réglementaire relatif à la protection des majeurs et personnes vulnérables ;

S'inscrivent dans la protection des majeurs et personnes vulnérables les structures d'insertion sociale par l'activité économique (SISAE).

Créée au début de l'année 2022, cette réglementation peine dans sa mise en application, notamment en raison de difficultés inhérentes à la rédaction du texte.

Un premier appel à projet a été lancé au cours du premier semestre 2023 qui, malheureusement, a dû être déclaré infructueux eu égard d'une part au risque de double subventionnement en cas d'application, et d'autre part aux grandes difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ce dispositif, lequel, dans sa rédaction actuelle, ne peut être appliqué.

Les travaux de réécriture partielle de la loi du pays n° 2022-11 du 24 janvier 2022 relative à l'insertion sociale par l'activité économique sont terminés et la loi du pays modificative sera déposée sur le bureau de l'APF dans le courant de la session administrative 2024.

- Réglementation des unités de vie

Bien qu'essentielle, la réglementation des unités de vie² a dû être reportée eu égard à la difficulté pour la DSFE de recruter un second juriste. En effet, le poste resté vacant depuis mi-2022 n'a été pourvu qu'au premier trimestre 2024.

Malgré ce retard, ce dossier est resté très actif au sein de la DSFE. Des réunions de travail ont été menées avec l'ARASS. Un énorme travail de diagnostic de territoire (état des lieux) a été initié, tout comme des rencontres avec les partenaires (CFPA) et les unités de vie. L'objectif est d'apporter un soutien aux structures d'accueil, de réglementer l'activité, de garantir une prise en charge adaptée des personnes accueillies et d'améliorer la qualité de vie des personnes en perte d'autonomie.

Bilan de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

Le suivi des jeunes adultes sortis de l'IIME est effectif et assuré par les responsables éducatifs qui restent en lien avec les familles et participent à la réalisation des démarches administratives, ceci afin de ne pas perdre le bénéfice de plusieurs années de prise en charge au sein de l'établissement.

Le projet d'accueil adulte est un projet désormais basculé sur l'exercice 2024.

Bilan de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) :

Des travaux ont été initiés dès le deuxième semestre 2023 pour effectuer un recensement, un état des lieux et de prospective, et un travail de définition des missions, des conditions d'accueil et de fonctionnement des structures sociales et médico-sociales actuelles.

12.3.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

Objectif n°1 : Améliorer la qualité de vie des personnes en perte d'autonomie ou adultes vulnérables

L'amélioration de la qualité de vie de ces personnes se traduit par la nécessité de les maintenir à leur domicile (personnes âgées et personnes porteuses de handicap), de les protéger (personnes âgées, personnes porteuses de handicap et mineurs en danger) et de leur proposer de participer aux activités mises en place par les dispositifs et/ou établissements adaptés.

Objectif n°1 - Améliorer la qualité de vie des personnes en perte d'autonomie ou adultes vulnérables							
Les termes de personnes en perte d'autonomie ou adultes vulnérables, recouvrent à la fois des adultes en grandes difficultés (sociales, familiales, financières, sur le plan du logement, de la santé et de la cohabitation avec l'environnement familial...), de jeunes adultes, de personnes âgées plus ou moins dépendantes et des personnes porteuses d'un handicap mental ou physique.							
L'amélioration de la qualité de vie de ces personnes se traduit par la nécessité de les maintenir à leur domicile et de leur proposer de participer aux activités mises en place par les dispositifs et/ou établissements adaptés							
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024
Indicateur 1.1 - Nombre d'aides tierce personne et aidant fétii	Nb	366	390	400	370	418	430
dont RSPF	Nb	352	368	400	370	405	410
dont RNS	Nb	8	14	0	0	8	10
dont RGS	Nb	6	8	0	0	5	10
Montant total d'aides	FCFP	200 222 658	213 954 728	289 777 600	250 000 000	243 898 128	250 000 000
Indicateur 1.2 - Nombre d'aides aux placements des accueillants familiaux adultes	Nb	53	56	60	64	65	70
Montant total d'aides	FCFP	39 752 449	43 239 008	46 000 000	47 713 194	43 476 545	50 000 000
Indicateur 1.3 - Capacité d'accueil de jour des personnes vulnérables	Nb	989	1 506	1 526	1 513	3 982	4 000
Sources des données :							
<i>Rapport d'activité de la DSFE 2021, 2022 et 2023</i>							
Mode de calcul des indicateurs :							
<i>Indicateur 1.1 - Données brutes du département financier (pole FAS)</i>							
<i>Indicateur 1.2 - Données brutes du département financier (pole FAS)</i>							
<i>Indicateur 1.3 - Données brutes de la cellule "Cellule ETAB"</i>							

Principales actions chiffrées :

- **Action n°1 :** relative à la construction ou la réhabilitation par la DSFE de plusieurs immeubles (ERP de 5^{ème} catégorie) pour l'accueil du public vulnérable :
 - l'ITEP qui faisait partie des établissements à réhabiliter a ouvert ses portes en décembre 2021 ;
 - les 2 centres pour personnes en situation de handicap « HUMA HERE NO RAROMATAI » (60 places) sis à Uturoa et « TAURE'A HAU » (60 places) situé sur Bora-Bora : 168 millions F CFP pour la première structure et 109 millions F CFP pour le second établissement, soit un global de 277 millions F CFP.

Une instruction du dossier de permis de construire du centre « Huma here no Raromatai » a été initiée, en vue de la pose de la première pierre prévue pour le dernier trimestre de l'année 2024. Cette phase du projet a été estimée à 350 millions F CFP.

Concernant le centre « Taure'a Hau » de Bora-Bora, le permis de construire a été accordé en octobre 2023. Un appel d'offres pour ce qui concerne la construction a été initié.

- La poursuite des études de faisabilité et le démarrage de plusieurs chantiers de réalisation d'établissement dédiés au sans domicile fixe (SDF) ou population en errance :
 - Le Centre de jour (CDJ) – AP 400.2019

Le projet de construction initialement prévu a été annulé par le Ministère des solidarités et du logement. Cependant, une nouvelle opportunité s'est présentée avec le projet d'achat d'une parcelle située à proximité, pour un montant de 160 millions F CFP. Cette acquisition vise à ériger un centre d'hébergement destiné aux personnes sans domicile fixe (SDF), adapté aux besoins relevés.

- Le Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) – AP 399.2019 actuellement installé dans la zone industrielle de Tipaerui est exploité par l'association TE TOREA. Le montant prévisionnel de leur relogement est toujours en phase d'estimation.

Il n'y a plus d'AP concernant ce CHU.

- Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) – AP 214.2018

Le projet initialement envisagé a été annulé par le Ministère des solidarités et du logement en raison de son coût dépassant le milliard F CFP. Des travaux de sécurisation et d'entretien du site ont été initiés. Parallèlement, des démarches ont été entreprises pour affecter la maison du gardien au profit de la DSFE.

- **Action n°2 :** relative à l'amélioration de la prise en charge des personnes vulnérables :

- Maintien du financement de 7 UtilBus gérés par les communes de Punaauia, Teva I Uta, Papeete, Taravao, Arue, Mahina et Pirae afin de soutenir les actions d'accompagnement des personnes vulnérables pour un montant en fonctionnement de 3,5 millions F CFP :

Le financement des 7 Utilbus a été maintenu tel qu'envisagé dans les orientations de l'année 2023.

- Maintien du financement des actions à mener dans la continuité de l'étude sur les VIF (notamment les Matahiapo) pour un montant de 8 millions F CFP :

Le financement a été maintenu tel qu'envisagé dans les orientations de l'année 2023.

- Mise à jour du livret « Lutter contre les violences au sein du couple et les formes de violences intrafamiliales » pour un montant de 500 000 F CFP :

Un nouveau référentiel a été publié en août 2023 et s'adresse à l'ensemble des intervenants sociaux, des professionnels de santé et des forces de l'ordre susceptibles, dans le cadre de leur pratique professionnelle, d'être confrontés à des situations de violence au sein de couples ou à d'autres formes de violences familiales. Cet outil, élaboré par la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE), est le fruit d'une réflexion menée avec de nombreux professionnels de terrain, les principales institutions du Pays ainsi que des représentants d'associations spécialisées. Il vise à apporter une information pertinente afin d'aider au mieux les victimes de violences conjugales et intrafamiliales.

- Campagne de prévention et de sensibilisation 8 millions F CFP.

- **Action n°3 :** relative à la réalisation d'un schéma directeur pour la prise en charge globale des personnes vulnérables.

- Réalisation d'un texte règlementaire relatif à la protection des majeurs et des personnes vulnérables (curatelle et tutelle) pour un montant de 8 millions F CFP en fonctionnement sur le FPSS :

La disponibilité insuffisante des ressources humaines nécessaires a rendu impossible la réalisation du texte règlementaire relatif à la protection des majeurs et des personnes vulnérables (curatelle et tutelle). Ce projet a donc été reporté.

- Projet d'un ITEP pour adolescents (14-21 ans) sur Tahiti (AP 300 millions F CFP et CP 30 millions F CFP).

Pour répondre à un besoin urgent d'accueillir des jeunes adolescents sortant de l'ITEP MOOREA, l'association GCSMS TE MANA O TE ORA créée par deux associations œuvrant pour le public adulte en situation de handicap psychique, RIMA HERE et TUTELGER, a proposé d'ouvrir pour l'année 2023 une petite unité ITEP chargée de la prise en charge des jeunes en souffrance psychique.

Afin de pouvoir mettre en œuvre rapidement ce projet, il a été proposé de rechercher une maison en location pour y installer l'activité d'accueil en internat avec une petite équipe éducative expérimentée et des prestations paramédicales (psychologues, médecins psychiatres, formateurs professionnels...) en vacation pour assurer l'accompagnement médico-socio-éducatif des jeunes et de l'équipe permanente. Une subvention d'un montant de 43 803 200 F CFP a été octroyée pour l'année 2023 par le biais de la cellule des établissements.

La convention stipulait la nécessité de souscrire toutes les polices d'assurance requises pour garantir sa responsabilité civile. Malgré les recherches effectuées sur le territoire et en métropole, aucune compagnie d'assurance n'a souhaité s'engager, entraînant par conséquent l'impossibilité d'ouvrir l'ITEP.

Objectif n°2 : Répondre à toutes les demandes d'aides sociales en urgence non supportées par le budget des fonds d'actions sociaux

Objectif n°2 - Répondre à toutes les demandes d'aides sociales en urgence non supportées par les budgets des fonds d'actions sociaux								
Répondre à toutes les situations d'urgence "HORS SINISTRE" non prévues et donc non prises en charge par les FAS des 3 régimes (FAS RSPF, FAS RNS et FAS RGS)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 2.1 - Nombre de dossiers instruits favorablement en commission de secours d'urgence	Nb	62	97	80	65	47	80	80
Indicateur 2.2 - Nombre de commission de secours d'urgence	Nb	8	9	11	10	5	10	10
Indicateur 2.3 - Montant des aides attribuées en commission de secours d'urgence	F CFP	14 238 737	22 813 698	22 000 000	14 555 256	15 155 867	20 000 000	20 000 000
<u>Sources des données :</u> <i>Rapport d'activité de la DSFE 2021, 2022 et 2023</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 2.1 - Données brutes de la cellule en charge des aides</i> <i>Indicateur 2.2 - Données brutes de la cellule en charge des aides</i> <i>Indicateur 2.3 - Données brutes du département financier pôle FAS</i>								

Principales actions chiffrées : Afin de répondre à cet objectif, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- **Action n°1 :** relative à l'organisation de 5 commissions de secours en 2023 afin de répondre aux situations d'urgence d'aides sociales non prises en charge par les fonds d'action sociale (FAS) impactées par les nombreuses demandes de frais funéraires, de frais de rapatriement de la métropole vers la Polynésie ou de Tahiti vers les îles éloignées par avion.

5 commissions des secours se sont tenues en 2023, avec une présentation de 50 dossiers dont 49 qui ont obtenu un avis favorable et 1 qui a obtenu un avis défavorable.

- **Action n°2:** relative aux rencontres à poursuivre avec la CPS pour travailler sur une procédure complémentaire de prise en charge des frais funéraires afin de soulager les familles d'avancer les frais qui seront remboursés par la Caisse. Dans le même objectif, des échanges avec les compagnies aériennes sont essentiels pour fixer des « montants conventionnés » pour les situations de rapatriement inter îles ou international.

Les funéraires qui se sont « déclarés » au niveau de la CPS ne facturent aux familles que le montant de leur participation. Les différentes négociations menées n'ont pas fait aboutir à une diminution des tarifs.

Bilan de l'institut d'insertion médico-éducatif (IIME)

La mission de prise en charge de l'IIME a pour objectif final l'insertion de la personne handicapée. C'est pourquoi l'indicateur est en lien avec la mise en œuvre des projets de sortie à l'âge de 20 ans.

Objectif n°1 : Amélioration de l'insertion des adolescents présentant une déficience mentale

Objectif n°1 - Amélioration de l'insertion des adolescents présentant une déficience mentale.								
Permettre une meilleure intégration sociale et professionnelle des usagers à la sortie de l'IIME								
Indicateur 1.1 - Taux d'insertion (dispositifs professionnels, centre pour adultes, projet familial) à la sortie de l'IMPro	Unité taux	2021 Réalisé 10/12 83,3%	2022 Réalisé 07/09 77,8%	2023 Prévision PAP 2023 12/12 100,0%	2023 Révisé à 06/2023 12/12 100,0%	2023 Réalisé 10/12 83,3%	2024 Prévision PAP 2024 12/12 100,0%	2025 et + Cible 13/13 100,0%
Indicateur 1.2 - Nombre de stages pratiques réalisés par les usagers.	Nbre	—	18	40	40	36	60	60
Indicateur 1.3 - Nombre de formations continues dispensées spécifiques aux ateliers IMPRO (couture, permaculture, apiculture...)	Nbre	—	1	2	2	0	2	2
Sources des données :								
Rapports d'activité 2022 et 2023								
Projet d'établissement validé par le CA du 17 juin 2022								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'insertion rapporté au nombre de sorties de jeunes à 20 ans								
Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du nombre de stages réalisés								
Indicateur 1.3 - indicateur calculé à partir du nombre de formation que l'on projette de mettre en place pour les éducateurs								
Autres commentaires :								
Un poste de chargé d'insertion a été mis en œuvre à temps plein en 2023 mais a été vacant de septembre à décembre.								
L'accueil des enfants et adolescents est fonction des orientations de la CTES. La sortie théorique des jeunes se fait à l'âge de 20 ans.								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Les jeunes adultes sortis de l'établissement et qui ne bénéficient pas d'une insertion adaptée sont les jeunes porteurs de handicap sévère et vivant dans des secteurs géographiques moins accessibles (vallées profondes).

Des progrès en termes d'insertion sont réalisés en amont de la sortie à 20 ans grâce au développement des stages pratiques au sein d'entreprises privées. Ce travail a pu se faire avec la mise en place d'un poste de chargé d'insertion.

Cependant, ce poste est resté vacant de septembre à décembre faute de candidature. Dès que la mission n'est plus assurée à temps plein, nous observons un délaissement des stagiaires par les entreprises privées.

Le poste est de nouveau pourvu pour l'exercice 2024.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Les projets de formation initialement prévus ont évolué.

En effet, le projet apiculture a été ralenti car les perspectives d'insertion des jeunes porteurs de déficience en lien avec cette formation professionnelle est quasi-inexistante. Un moniteur d'atelier compétent en apiculture a été recruté au cours de l'année.

La formation de préparateur de vanille a été donnée à titre gracieux.

► Bilan de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS) :

Orientation 2 : Garantir la mise à niveau de l'offre et de la qualité de l'accueil et de l'accompagnement des usagers des structures sociales et médico-sociales

Objectif n°1 – Adapter et améliorer la qualité de l'offre à l'évolution des besoins

Objectif n°1 - Adapter et améliorer la qualité de l'offre à l'évolution des besoins								
Indicateur 1.1 - Rédaction de LP								
	Unité Nb	2021 Réalisé 1	2022 Réalisé 2	2023 Prévision PAP 2023 0	2023 Révisé à 06/2023 0	2023 Réalisé 0	2024 Prévision PAP 2024 1	2025 et + Cible 1
Indicateur 1.2 - Nombre de commissions d'agrément des accueillants familiaux	Nb	12	6	10	7	3	10	10
Indicateur 1.3 - Nombre de commissions d'agrément des établissements accueillant des enfants	Nb	3	1	5	4	0	5	5
Sources des données :								
Données ARASS								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - nombre brut fourni par l'ARASS								
Indicateur 1.2 - nombre brut fourni par l'ARASS								
Indicateur 1.3 - nombre brut fourni par l'ARASS								
Autres commentaires :								

Principales actions :

- Action n°1 relative aux réformes de la réglementation portant sur les établissements sociaux et médico-sociaux, pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS + 1 ETP IASS

Cette action a été réalisée (poste de IASS) et des travaux ont été entamés en 2023.

- Action n°2 relative à la régulation des autorisations et des agréments de structures sociales et médico-sociales (accueillants familiaux et crèches et garderies), pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été réalisée en 2023 et se poursuit en 2024.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif consiste à adapter l'offre d'accueil et d'accompagnement aux besoins des usagers en assurant une régulation des autorisations délivrées dans les différents domaines sociaux et médico-sociaux tels que les établissements assurant la garde des enfants et les accueillants familiaux. Cette régulation s'effectue par décision du Président de la Polynésie française après avis des commissions spécialisées dans les dits domaines.

Cet objectif a été réalisé. Ce faisant, en raison d'un faible nombre de demandes d'agrément déposées par les requérants, les commissions chargées des agréments des accueillants familiaux et des crèches/garderies ont été très peu sollicitées en 2023. Cette diminution du nombre de commissions est directement attribuable à la rareté des dossiers soumis pour évaluation, impactant ainsi l'activité administrative et réglementaire de ces instances.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'ARASS a entamé en 2023 un état des lieux des structures accueillants des publics vulnérables, devant conduire à une modernisation de la réglementation. Des projets de loi du pays relatifs aux « crèches et garderies » et aux « unités de vie », seront inscrits au programme de textes réglementaires de l'ARASS pour l'année 2024-2025.

La réalisation de cet objectif sera poursuivie en 2024.

Objectif n°2 – Renforcer le cadre réglementaire, le contrôle et l'inspection de l'ensemble des structures et activités soumises à agrément ou autorisation (PAP 2020)

Objectif n°2 - Renforcer le cadre réglementaire, le contrôle et l'inspection de l'ensemble des structures et activités soumises à agrément ou autorisation								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de contrôle d'unité de vie	Nb	2	0	4	6	1	2	2
Indicateur 1.2 - Nombre de contrôle de familles d'accueil thérapeutique	Nb	1	0	2	0	0	2	2
Indicateur 1.3 - Nombre de contrôle d'accueillant familiaux	Nb	6	18	12	8	4	5	5
Indicateur 1.4 - Nombre de contrôle de crèches-garderies	Nb	6	23	10	6	10	6	6
Indicateur 1.5 - Nombre de contrôle d'établissements médico-éducatifs et socio-éducatifs	Nb	2	2	3	7	8	3	3
Sources des données : Données ARASS Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 à 1.4 - Données brutes Autres commentaires :								

Principales actions :

Action n°1 relative à la mise en œuvre d'un programme annuel de contrôle et d'inspection pour un montant englobé dans le budget de fonctionnement de l'ARASS.

Cette action a été réalisée et se poursuit en 2024.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour cet objectif, il s'agissait de faire progresser la réglementation et d'en vérifier l'application, pour garantir à l'usager et aux personnes prises en charges, une prestation de qualité en toute sécurité, dans le respect de leurs droits individuels et fondamentaux.

Pour 2023, l'ARASS a conduit 23 missions d'inspection contrôle de structures accueillants de personnes vulnérables. Compte tenu des ressources de l'Arass, le programme d'inspection du parc est réparti sur plusieurs

années. Les visites des structures sociales et médico-sociales ont été réalisées sur les communes de Papeete, Paea, Pirae, Papara, Arue, Tubuai, Vairao, Mahina, Tahuata, Faa'a, Mataiea, Moorea, Afaahiti, Bora Bora.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour l'année 2024, les contrôles seront renforcés en vue de rattraper le retard accumulé en 2020-2021. Une vingtaine de contrôle seront ainsi programmés, en particulier dans les archipels.

12.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 02 - SOLIDARITE	18 066 683	0	18 066 683
Au titre de l'ARASS <i>mise en œuvre le programme annuel de contrôle et d'inspection</i> réalisation des contrôles et des inspections	1 000 000		1 000 000
Au titre de la DSFE <i>Amélioration de la qualité de vie des personnes en perte d'autonomie ou adultes vulnérables</i> <i>Répondre à toutes les demandes d'aides sociales en urgence non supportées par les budgets des fonds d'actions sociaux-FAS</i>	15 155 867		15 155 867
Au titre de l'IIME <i>Poste temps plein de chargé d'insertion (ASE, cat,B éch,1)</i> <i>Formation Préparateur de vanille</i> <i>Formation Apiculture</i>	1 910 816		1 910 816

12.3.5 Bilan des comptes spéciaux

1) **Fonds de la protection sociale universelle (FPSU)**

Créé par délibération n°2022-42 APF du 22 mars 2022, le « Fonds de la protection sociale universelle (FPSU) » a remplacé le Fonds pour la protection de l'emploi (FELP) et permet notamment d'assurer la prise en charge :

- Des prestations de soins et des prestations familiales en faveur des ressortissants du régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF) ;
- Des prestations familiales pour les « petits » assurés au régime des non-salariés (RNS) ;
- Des aides et actions sociales au travers des « fonds d'actions sociales » au bénéfice de la population inscrite au RSPF et des « petits » RNS telles que les aides de 1^{ère} nécessité (alimentaire, vestimentaires, ...), aide à l'enfance (accueillant familiaux, placements, garderie, bourses de vacances...), aides aux personnes non autonomes (aidant fetii, tierce personne), aides à l'habitat (...), des aides à la cantine scolaire (base et complément) et des aides exceptionnelles ;
- Des allocations complémentaires de retraite (ACR) en faveur des « petits » retraités du régime des salariés (RGS) ;
- Des allocations pour les personnes porteuses de handicap ;
- De l'accueil des personnes porteuses de handicap au sein des établissements médico-sociaux ou socio-éducatifs.

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 02 - SOLIDARITE	620 000 000	0	620 000 000
Compte d'affectation spécial FPSU - volet solidarité			
Financement du fonds d'action sociale du RSPF	483 200 000		483 200 000
Financement du fonds d'action sociale du RGS	80 000 000		80 000 000
Financement des subventions aux établissements socio-éducatifs et médico-éducatifs	56 800 000		56 800 000

Ce fonds est abondé par les impôts et taxes listés ci-dessous et par le budget général du Pays :

- Les 4 contributions de solidarité territoriale :
 - o CST sur les salaires, retraites et rémunérations de dirigeants ;
 - o CST sur les activités des patentés ;
 - o CST sur les activités du secteur primaire ;
 - o et CST sur le revenu des capitaux mobiliers soit 22,419 milliards F CFP en 2023.
- 9% du produit de l'imposition forfaitaire annuelle des très petites entreprises, soit 23 millions F CFP) ;
- Le droit de consommation à l'importation applicable aux boissons fermentées, boissons alcooliques, alcools, liqueurs, produits de la parfumerie alcoolique et tabacs (575 millions F CFP) ;
- 95% du droit de consommation sur les tabacs (5,415 milliards F CFP) ;

- Le droit intérieur de consommation applicable aux boissons fermentées, boissons alcooliques, alcools, liqueurs, produits de la parfumerie alcoolique fabriqués localement (598 millions F CFP) ;
- La taxe de solidarité sur les alcools et les tabacs (1,840 milliard F CFP) ;
- La taxe de solidarité pour les personnes âgées et les handicapés (1,108 milliard F CFP) ;
- 80% de la taxe de consommation pour la prévention perçue à l'importation et en régime intérieur (1,754 milliard F CFP) ;
- Et la contribution pour la solidarité (TVA sociale) abrogée le 1^{er} octobre 2023 (env. 9 milliards F CFP).

En 2023, le FPSU a été doté à hauteur de 42,561 milliards F CFP.

2) Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - volet solidarité

Le FPSS, créé par délibération n° 2017-114 du 7 décembre 2017, a pour objectif de financer la politique de prévention et de promotion de la santé en priorisant les efforts sur la lutte contre le surpoids et l'obésité, la lutte contre les addictions, les maladies émergentes ou ré-émergentes et toutes maladies associées impactant fortement les dépenses de santé. Il prend en charge toutes les actions de prévention ou d'accompagnement à la prévention dans le domaine social ou sanitaire.

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 02 - SOLIDARITE	3 185 000	0	3 185 000
<i>Compte d'affectation spécial FPSS - volet solidarité</i>			
<i>Journée des personnes porteuses de handicaps</i>	3 185 000		3 185 000
<i>Journée des Matahiapo</i>			0

Le champ du handicap se veut avant tout fédérateur et moteur de changement tant en matière de droits que de représentations inhérentes aux différents types de handicap.

Dans cette dynamique, il est impulsé une campagne de communication ayant pour thème l'insertion sociale et professionnelle des personnes porteuses de handicap, qui vise avant tout à valoriser ce public et promouvoir son plein potentiel, lui permettant d'accéder à une vie digne et épanouie.

Pour cela, il a été organisé une journée des personnes porteuses de handicap à la Présidence en collaboration avec la déléguée interministérielle au handicap et à l'inclusion. Une partie bien-être a été mise à disposition de ces personnes et une partie insertion professionnelle en collaboration avec le SEFI pour effectuer des entretiens avec des entreprises privées.

En outre, la journée internationale des Matahiapo s'est déroulée le 22 septembre 2023 à la Présidence, au travers d'un repas accompagné d'une animation. Les personnes âgées invitées étaient majoritairement issues d'unités de vie ou de familles d'accueil.

12.4 Programme 911 03/971 03 : cohésion sociale

La persévérance scolaire et l'égalité des chances entre tous les élèves, quelles que soient leurs origines géographiques et sociales, sont au cœur du projet éducatif de la Polynésie française.

Des transports scolaires, insuffisants ou de mauvaise qualité, peuvent être un facteur de moindre motivation ou de décrochage scolaire.

Cinq types de fréquences règlent le transport scolaire des élèves :

- Journalière : pour les élèves résidents et scolarisés sur la même île (voie terrestre et maritime – élèves du Fenua Aihere Est et Ouest, Tiputa-Rangiroa et Rapa) ou scolarisés sur une autre île (Moorea, Tahaa - voie maritime) ;
- Hebdomadaire : pour les élèves résidents de Moorea inscrits en internat (par voies maritime et terrestre) ;
- Mensuelle : pour les élèves résidents des îles Sous-le-Vent et scolarisés sur Raiatea (voies aérienne et maritime) ;
- Trimestrielle : pour les élèves scolarisés sur une autre île, mais au sein d'un même archipel (Marquises, Tuamotu-Gambier, Australes) (voies aérienne et maritime) ;
- Biannuelle : pour les élèves scolarisés sur Papeete et résidents des archipels autres que la Société (voies aérienne et maritime).

12.4.1 Bilan des orientations stratégiques

▣ Bilan des transports scolaires

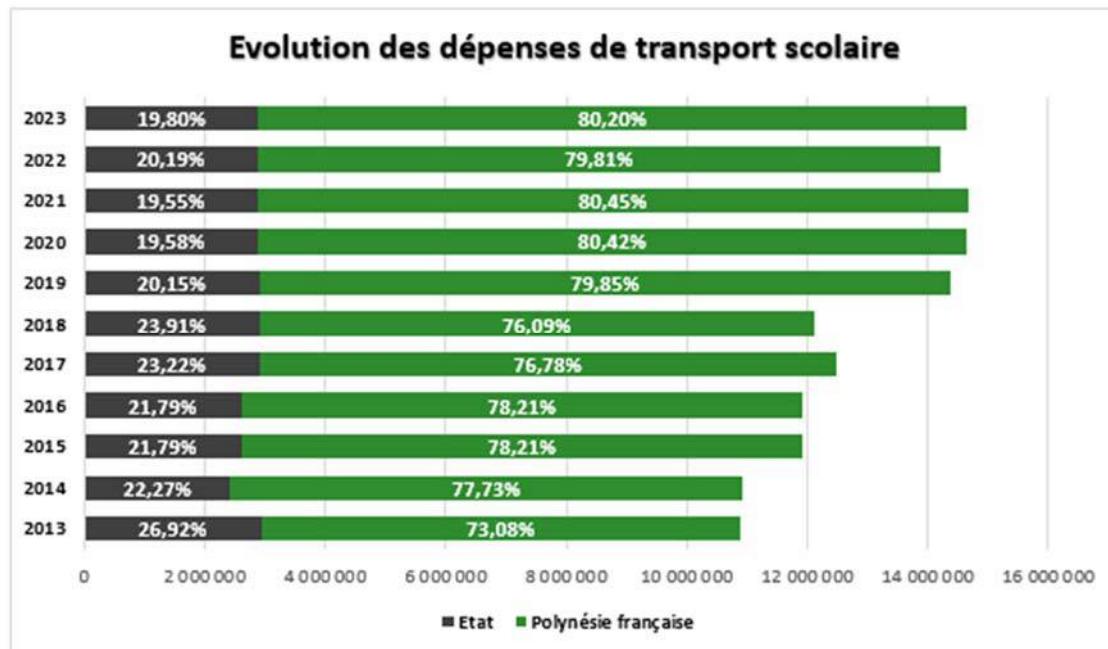
La Polynésie française ne pouvant ouvrir des établissements scolaires du second degré sur l'ensemble des îles de son territoire, n'a pas d'autre choix que de prendre en charge le coût du transport scolaire. Renoncer à ce service équivaudrait à accroître le risque de déscolarisation progressive des élèves résidents des archipels éloignés.

La gratuité totale du transport terrestre, aérien et maritime des élèves en Polynésie française pour les élèves des 1^{er} et 2nd degrés, traduit la volonté politique de l'égalité de l'accès à l'éducation. Cette gratuité est rendue possible grâce à un financement conséquent du Pays complété par une participation de l'État conditionnée par la convention décennale n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État, article 17.

29 337 élèves sont ainsi transportés que ce soit par voie terrestre, maritime ou aérienne.

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Prév. 2024
Transport terrestre	23 444	23 094	23 094	23 096	22 177	22 694	23 333	24 421	25 022	24 163	25 927	26 062
Transport maritime	1 367	1 416	1 415	1 415	1 531	1 569	1 466	1 506	1 457	1 343	1 569	1 622
Transport aérien	2 005	2 050	2 055	2 055	1 940	2 034	1 944	1 845	1 891	1 810	1 841	1 853
Effectifs totaux	26 816	26 560	26 564	26 566	25 648	26 297	26 743	27 772	28 370	27 316	29 337	29 537

En 2023, le budget alloué au transport scolaire est stable par rapport à l'année 2022. Pour mémoire, le coût total des transports scolaires a subi une hausse : + 35 133 € (4,2 millions de F CPF) en 2022, après + 21 380 € (2,5 millions de F CPF) en 2021. Ces hausses successives font baisser la part de la participation de l'État en-dessous de 20%.



▣ Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

Le programme « cohésion sociale » s'attache à apporter une meilleure réponse aux attentes et aux besoins des concitoyens les plus vulnérables, de renforcer les dispositifs de prévention et de trouver de nouvelles modalités d'actions contre les conséquences sociales de la pauvreté, du chômage, des discriminations selon l'origine ou encore des inégalités sociales et territoriales.

Toutefois, au regard du déficit en ressources humaines, l'attention de la DSFE s'est portée sur les situations de grande précarité qui touchent les ressortissants du RSPF.

12.4.2 Bilan des objectifs de performance

Bilan des transports scolaires

Objectif n°1 – Satisfaire les demandes de transports scolaires terrestres, aériens et maritimes

Objectif n°1 - Satisfaire les demandes de transports scolaires terrestres, aériens et maritimes								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de satisfaction des demandes de transport terrestre	%	98,00%	98,0%	98,0%	98,0%	98,0%	98,0%	98,0%
Indicateur 1.2 - Taux de satisfaction des demandes de transport aérien / maritime	%	97,00%	98,0%	98,0%	98,0%	98,0%	98,0%	98,0%
Sources des données : BTBA [DGEET] Mode de calcul des indicateurs : Indicateurs 1.1 et 1.2 - nombre d'élèves qui bénéficient du transport scolaire par rapport à ceux qui l'ont demandé.								

- Commentaire et analyse des résultats*

Les taux de satisfaction des demandes de transports scolaires restent élevés. La gratuité totale des transports terrestre, aérien et maritime des élèves des 1^{er}, 2nd degrés et des étudiants en Polynésie française, traduit une volonté politique en faveur de la scolarisation des élèves et de la poursuite d'études des jeunes. Cette gratuité est rendue possible grâce à un financement conséquent du Pays dont le coût pèse significativement et de plus en plus sur son budget, complété par une participation de l'État.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La société Réseau de transport urbain a dénoncé la convention qui la liait au ministère de l'éducation pour le transport scolaire de Moorera. Les consultations lancées auprès des entreprises depuis juillet 2023 ont toutes été déclarées infructueuses, soit en raison d'absence d'offre, soit d'offre jugée irrégulière. Les négociations ont duré plus de trois mois avec le seul transporteur ayant répondu à la procédure négociée. Malgré le souhait du ministère de l'Éducation d'une reconduction d'une année avec une revalorisation à la hausse des tarifs de 30%, la société RTU a stoppé, à compter des vacances de Noël 2023, le transport scolaire de Moorea.

Le ministère de l'éducation a réussi à mobiliser 12 bus auprès d'une autre société pour effectuer le transport scolaire. Un appel à candidature va être relancé au début de l'année 2024.

Bilan des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)

Objectif n°1 : Satisfaire les demandes d'aides sociales pour l'ensemble des ressortissants de la PSG

Il s'agit de toutes les aides sociales ordonnées sur le budget FAS-RSPF par la DSFE à l'exclusion des aides extra-légales (Aides à la rentrée scolaires-ARS et participation aux cantines scolaires), des aides exceptionnelles, des actions collectives, des placements adultes – enfants – personnes porteuses de handicaps et du programme d'action sociale.

Objectif n°1 : Satisfaire les demandes d'aides sociales pour l'ensemble des ressortissants de la PSG								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre de bénéficiaires (ouvrants-droits)	Nb	11 511	13 482	25 800	9 626	12 550	13 100	13 100
dont RSPF	Nb	9 762	11 565	20 000	8 039	10 581	11 000	11 000
dont RNS	Nb	197	325	800	148	215	300	300
dont RGS	Nb	1 552	1 592	5 000	1 439	1 754	1 800	1 800
Indicateur 1.2 - Montant des aides sociales	F CFP	819 502 165	1 071 452 870	1 135 850 000	650 306 558	1 156 245 812	1 327 000 000	1 827 000 000
dont RSPF	F CFP	688 096 032	914 362 899	900 000 000	503 881 434	924 890 907	1 000 000 000	1 500 000 000
dont RNS	F CFP	19 427 193	27 027 601	57 000 000	19 066 647	25 153 939	27 000 000	27 000 000
dont RGS	F CFP	111 978 940	130 062 370	178 850 000	127 358 477	206 200 966	300 000 000	300 000 000
Sources des données : Rapport d'activité de la DSFE 2021, 2022 et 2023 Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 - Données brutes du département financier (pole FAS) Indicateur 1.2 - Données brutes du département financier ((pole FAS))								

Principales actions chiffrées : Présentation des principales actions chiffrées qu'il conviendra de mener pour atteindre l'objectif. Afin de répondre à cet objectif, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- Action n°1** : relative au renforcement des compétences et de la cohésion au profit des équipes de travailleurs sociaux et des agents administratifs grâce à la mise en place de formations techniques internes pour un montant en fonctionnement de 17 millions F CFP et l'organisation du séminaire des agents de la DSFE (tous les 2 ans) pour un montant en fonctionnement de 6 millions F CFP. Cette action n'a pas pu être effectuée car la priorité a été de recruter des agents sociaux diplômés. Ainsi le

pôle formation s'est concentré sur les marchés publics des formations diplômantes (assistant social, moniteur-éducateur, éducateur spécialisé) ;

- **Action n°2 :** relative à l'automatisation du dispositif d'aides "bourses de vacances" (budget de 130 millions F CFP/an) en la faisant évoluer en aides extras légales pour le régime de solidarité (RSPF) : travailler avec la CPS sur les développements informatiques nécessaires avec information des organismes de vacances. Avec la protection sociale généralisée, l'harmonisation de ce dispositif fera partie des sujets sur lesquels les services devront poser les mêmes critères.

Objectif n°2 : Favoriser la cohésion sociale au sein de la population polynésienne

Il s'agit des actions déployées par la DSFE afin de favoriser et d'impulser une dynamique de cohésion sociale au sein de la population polynésienne.

Objectif n° 2- Favoriser la cohésion sociale au sein de la population polynésienne								
Il s'agit des actions déployées par la DSFE afin de favoriser et d'impulser une dynamique de cohésion sociale au sein de la population polynésienne.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'actions collectives et nombre de bénéficiaires <i>Nombre de bénéficiaires</i>	Nb Nb	50 1 000	50 1 000	50 1 000	60 1 200	non défini non défini	70 1 500	80 1 600
Indicateur 2.2 - Nombre d'événements dont "Noël des solidarités" <i>Nombre de bénéficiaires</i>	Nb Nb	8 4 000	8 4 300	9 5 000	9 5 000	7 non défini	9 5 000	9 6 000
<u>Sources des données :</u> <i>Rapport d'activité de la Cellule prévention 2021, 2022 et 2023</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir de l'année 2023</i> <i>Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du delta de l'année 2022 et 2023</i>								

Principales actions chiffrées : Afin de répondre à cet objectif, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- **Action n°1 :** relative à la communication et aux interactions éducatives et affectives au sein de la cellule familiale :
 - Organisation du Noël des solidarités 2023 pour un montant estimé à 12 millions F CFP en fonctionnement ;
 - Organisation de nombreuses actions collectives au bénéfice des familles et au sein des différentes circonscriptions de la DSFE (financement FAS).
- **Action n°2 :** relative au lancement de la plateforme numérique dédiée à l'action sociale pour un montant en fonctionnement au FPSS estimé à 3 millions F CFP. La première version de cette plateforme été présentée mais les normes RGPD et les informations liées aux signalements ont considérablement ralenti sa mise en œuvre, d'autant que le référent de ce projet a quitté la DSFE et n'a pas pu être remplacé ;
- **Action n°3 :** relative à la modernisation du guide des aides sociales. Ce document pose une base pour les attributions d'aides sociales, les retours d'expérience des agents de terrain permettant d'actualiser les fiches techniques. Le « manuel des aides sociales » est évolutif, le format de cette modernisation est en cours de réflexion avec le concours de l'ensemble des responsables de circonscription ;
- **Action n°4 :** relative à la réalisation d'un plan stratégique de la Politique publique de la famille. Le nouveau plan de la politique publique de la famille 2023-2028 a été piloté par le Ministère du gouvernement précédent et n'a pas été soumis à l'APF. Il sera retravaillé afin de correspondre aux orientations de la nouvelle gouvernance.

12.4.3 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 03 - COHESION SOCIALE	1 746 169 251	0	1 746 169 251
Transport scolaire <i>Satisfaire les demandes d'aides sociales pour l'ensemble des ressortissants de la PSG</i>	1 746 169 251		1 746 169 251

S'agissant des transports scolaires, la consommation globale de l'année 2023 a été de 1 746,1 millions F CFP, dont 881,8 millions F CFP pour le transport terrestre, 390,3 millions F CFP pour le transport aérien et 474 millions F CFP pour le transport maritime.

12.4.4 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de prévention sanitaire et sociale (FPSS) - volet cohésion sociale

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 01 - PROTECTION DE L'ENFANCE	32 885 579	0	32 885 579
<i>Compte d'affectation spécial FPSS - volet cohésion sociale</i>			
Journée contre les violences faites aux femmes	2 483 600		2 483 600
Journée des droits des enfants	206 900		206 900
Journée du handicap	2 300 599		2 300 599
Noël des sans abris	4 734 148		4 734 148
Noël des solidarités	5 461 649		5 461 649
Journée des droits des femmes	8 624 350		8 624 350
Journée internationale des familles	9 074 333		9 074 333
			0

- Le 17 décembre 1999, l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a proclamé le 25 novembre « journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ». Cet évènement international, largement relayé, est le moment de remettre au cœur des débats le fléau des violences faites aux femmes.

Pour cet évènement, l'objectif était de sensibiliser la population par une marche relais de 3 jours sur l'ensemble de l'île de Tahiti avec en fin journée des colloques pour finir la dernière journée avec une arrivée à l'assemblée de la Polynésie française.

Les communes et les confessions religieuses ont participé activement à l'organisation de ces journées.

- Le Noël des solidarités a eu lieu le 22 décembre 2023 et a entièrement été consacré aux enfants du fenua en permettant à tous de vivre un moment de convivialité et de joie dans un esprit de solidarité et de partage. Cet évènement s'est déroulé dans les jardins de Paofai.
- La journée des droits des Femmes a eu lieu le 8 mars 2023. Pour cette occasion, il a été organisé une journée mettant en avant les femmes au travers d'activités et d'animations orientées vers le sport, la santé, le bien-être et la beauté, à Tahiti, à Moorea et à Raiatea.
- La journée internationale des familles s'est déroulée le 13 mai 2023 au parc de Vaitupa à Faa'a. Le but étant de resserrer les liens intergénérationnels qui se sont quelque peu dissous depuis quelques années.

12.4.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Les opérateurs sont les sociétés de transport (aérien, maritime et terrestre) de la Polynésie française, les taxis certaines communes de Polynésie (Rangiroa, Anaa, Hitia'a O Te Ra, Punaauia, Taputapuatea, Tumaraa, Tubuai, Rurutu, Rimatara, Rapa, Nuku-Hiva et Hiva Oa) et la flottille administrative de Polynésie française.

12.5 Programme 911 04/971 04 : accès au logement

12.6 Programme 911 05/971 05 : jeunesse

12.6.1 Bilan des orientations stratégiques

Le ministère des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance a amorcé sa démarche d'élaboration du schéma directeur de la jeunesse par la tenue des assises de la jeunesse le 2 décembre 2023. Parallèlement à cette opération, une étude de contexte sur la jeunesse polynésienne a été lancée fin novembre 2023 avec le concours des ministères et entités administratives concernées (notamment ISPF, PJJ, MATJS, SEFI, DSP, FTH, DGEE, DSFE, DJS, IJSPF, DCP) afin de rassembler et d'analyser les chiffres clés de la jeunesse et de rendre plus lisible et compréhensible l'intervention publique et les initiatives civiles en faveur de la jeunesse. Les livrables de ces 2 actions sont attendus pour 2024.

En 2024, le ministère poursuivra les travaux d'élaboration du schéma directeur de la jeunesse par une vaste démarche de consultation auprès de ses partenaires institutionnels, associatifs et religieux. Il se rendra également dans 9 îles des 5 archipels éloignés afin de recueillir les attentes et besoins des jeunes et des acteurs impliqués auprès de la jeunesse des îles éloignées.

Une commission de cadrage sera ainsi créée afin de recueillir, de débattre et d'arbitrer toutes les préconisations d'actions de la future politique de la jeunesse.

Le projet de schéma directeur, qui conduira l'action du Pays pour les 10 années à venir (2025-2035), sera soumis pour validation en conseil des ministres, pour avis au CESEC et pour adoption par l'Assemblée de la Polynésie française en fin d'année 2024.

12.6.2 Bilan des réformes

Le projet de loi du pays relatif aux accueils collectifs de mineurs (ACM) a été transmis au SGG le 09/03/2023 pour avis. Pour donner suite aux retours du SGG et au projet de réforme des rythmes scolaires initié par le ministère en charge de l'éducation, les travaux sur le projet de texte ACM (LP et projets d'arrêtés d'application) ont été repris par le MJP en raison de l'impact que ce projet aurait sur le temps libre des élèves et sur les activités périscolaires afférentes. Des travaux interministériels portant sur les établissements accueillant des mineurs et associant les ministères en charge de la jeunesse, de l'éducation et de la santé en ce qui concerne les garderies, pourraient également être engagés en vue de répondre aux besoins des mineurs dans leurs espaces et leurs temps d'interventions respectifs.

12.6.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Favoriser l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté

Objectif n° 1 - Favoriser l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté									
Valoriser l'engagement bénévole en faveur de l'autonomie des jeunes et de l'intérêt général									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Nombre de campagnes de communication organisées	Nb	1	1	2		1			
Indicateur 1.2 - Nombre d'appels à projets financés en faveur des jeunes publics	Nb	NA	0	8		0			
Sources des données :									
<i>DJS</i>									
Mode de calcul des indicateurs :									
<i>Indicateur 1.1 : nombre de projets réalisés (Cie Caméléon/violences sexuelles en 2021)</i>									
<i>Indicateur 1.2 : demandes de subventions déposées</i>									

- *Commentaire et analyse des résultats*

La campagne de promotion de la jeunesse « Taure'action » a été initiée fin 2022 et poursuivie en 2023. Elle a pour but la promotion de l'engagement des jeunes à travers la mise en valeur de parcours de jeunes inspirants dans un format de 10 vidéos promotionnelles sur l'engagement et le bénévolat de jeunes polynésiens. Elles ont été diffusées sur TNTV, Polynésie 1^{ère}, sur les réseaux sociaux de la DJS et également dans des lieux publics (compagnies maritimes, poste, etc.). La seconde campagne envisagée a été reportée car était conditionnée à la publication de la nouvelle réglementation sur l'accueil collectif des mineurs (ACM). Sur les 6 millions F CFP prévus pour les campagnes de communication, 70% de l'enveloppe ont été consacrés à la campagne Taure'action.

En complément des priorités d'actions retenues au titre de la note d'orientation 2023 du Comité technique des subventions jeunesse et éducation populaire (CTJEP), le MJP, la DJS et la mission d'appui technique jeunesse et sport (MATJS) ont convenu de soutenir, au travers d'un appel à projet dédié, des programmes d'actions spécifiques aux champs de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative qui méritent d'être déployés. A cet effet, une dotation spécifique a été octroyée à la Polynésie française par arrêté du Haut-Commissariat d'un montant de 212 700 Euros, soit 25 381 867 F CFP et qui cible 7 thèmes prioritaires :

- Développer la culture de l'initiative, de l'engagement et la prise de responsabilités des jeunes ;
- Rendre les jeunes acteurs de leurs projets et réalisations ;
- Accompagner l'autonomisation des jeunes et valoriser leurs projets ;
- Développer l'appui et l'accompagnement aux associations ;
- Favoriser les actions assurant une continuité éducative de qualité ;
- Favoriser l'émergence de projets solidaires conduits par les jeunes ;
- Consolider le parcours de formation des acteurs de l'animation volontaire.

Le lancement de l'appel à projets est prévu dans le courant du premier trimestre de l'année 2024.

De plus, dans le but de favoriser l'autonomie des jeunes, les Assises de la jeunesse auront été un lieu d'expression des jeunes venus partager leur vision et leurs besoins avec les différents acteurs du mouvement

jeunesse, des services du Pays et de l'Etat. Leurs besoins recensés serviront à la rédaction du prochain schéma directeur de la jeunesse.

Enfin, la DJS fait partie du COPIL SNU et de son organisation notamment sur la sélection des jeunes, sur le respect de la réglementation puisque le séjour est déclaré en Centre de vacances avec hébergement (CVH) à la DJS. Il y a eu 1 séjour de cohésion en juillet 2023 qui a accueilli 54 jeunes volontaires.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Initié en 2023, il est prévu de finaliser la réglementation ACM en 2024, ce qui permettrait de se projeter sur une campagne d'information en 2025.

Dans le cadre du SNU, un séjour de cohésion est prévu en 2024 pour 59 volontaires.

Enfin, dans le cadre de l'engagement des jeunes avec un focus sur le bénévolat, la DJS va travailler en 2024 sur un dispositif et une communication valorisant les actes des bénévoles polynésiens ainsi qu'un évènement pour la journée mondiale du bénévolat qui se tiendra le 05/12/2024.

Objectif n°2 – Consolider la continuité éducative et soutenir les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire

Objectif n° 2 - Consolider la continuité éducative et soutenir les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire								
Assurer la continuité éducative en faveur de l'égalité des chances et de l'émancipation des jeunes								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de jours enfants en CVL	Nb	164 454	192 996	200 000	–	189 117	200 000	200 000
Indicateur 2.2 - Taux de participation des adolescents	%	22	27	30	–	33	40	40
Indicateur 2.3 - Nombre de mineurs et jeunes adultes ayant participé aux actions éducatives de proximité	Nb	4 003		5 000		7 142		
Indicateur 2.4 - Nombre de contrôles des CVL de mineurs réalisés	%	21	18	25		22		
Indicateur 2.5 – Nombre d'emplois créés au sein des mouvements de jeunesse	Nb	11	11	12		11		
<i>Sources des données : DIS</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs :</i>								
<i>Indicateur 2.1 - nombre de mineurs accueillis par le nombre de jours ouverts</i>								
<i>Indicateur 2.2 - pourcentage de jeunes adolescents qui ont participé aux CVL ouverts à l'année</i>								
<i>Indicateur 2.3 - nombre de mineurs et jeunes adultes ayant participé aux actions éducatives de proximité</i>								
<i>Indicateur 2.4 - pourcentage de contrôles réalisés sur le nombre de centres ouverts à l'année</i>								
<i>Indicateur 2.5 - nombre d'emplois aidés par les pouvoirs publics (postes FONJEP)</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La DJS a poursuivi son soutien au mouvement de jeunesse et d'éducation populaire au travers des subventions sur les axes stratégiques fixés par note d'orientation :

1. Soutien et accompagnement de l'activité des organisateurs de Centre de Vacances et de Loisirs (CVL), des projets nouveaux et/ou innovants ou encore des séjours dans les îles de Polynésie en dehors du lieu de résidence des enfants :

- Sur une année, un développement notable des ACM est observé aux ISLV au détriment des IDV avec une attractivité plus prononcée pour les centres avec hébergement et des camps scouts en particulier. Également un taux de fréquentation plus important visant principalement les moins de 6 ans est constaté dans les centres périscolaires ;
- Le financement des CVL en 2023 est de 27 548 510 F CFP, dont 32% pour des séjours organisés dans les îles en dehors du lieu de résidence des enfants, soit presque 2 fois plus qu'en 2022 ;
- La revalorisation des bourses de vacances par la CPS et la DSFE explique également l'augmentation des CVL. En effet, le montant des bourses de vacances est passé depuis avril 2023 pour les Centres de loisirs sans hébergement (CLSH) de 1 500 F CFP à 2 000 F CFP, et pour les CVH, de 2 000 F CFP à 3 000 F CFP par jour et par enfant.

2. Développement d'une offre éducative en faveur des jeunes, des actions éducatives prioritaires, des manifestations dans les quartiers, des séjours hors CVL à destination des adolescents ou encore des actions d'insertion professionnelle et sociale des jeunes. L'augmentation de +78% du nombre de mineurs et jeunes adultes ayant participé à des actions éducatives de proximité entre 2021 et 2023 s'explique par :

- La reconduction de l'axe financier du Pays sur les actions éducatives spécifiques au public adolescent ;
- La création de 3 nouveaux axes financiers du Pays en faveur de l'organisation de séjours pour adolescents (hors CVL) ou jeunes adultes, des organisations de manifestations dans les quartiers ou communes, et de l'insertion sociale et professionnelle.

Ces initiatives locales, à l'échelle d'un territoire délimité (quartier, commune, etc.), s'adressaient à plusieurs publics (enfants, adolescents et jeunes adultes de moins de 30 ans) avec une visée éducative, pédagogique voire d'intérêt général.

3. Aide à la structuration des associations JEP par l'octroi de postes FONJEP, de cadres permanents ou encore de formations BAFA/BAFD

Le financement de ces postes, qui sont essentiellement des profils de chefs de projet, permet le développement des structures Jeunesse, des projets des associations de jeunesse et d'insertion sur le territoire avec pour objectifs de :

- Soutenir et renforcer le développement et la montée en compétence du mouvement associatif de jeunesse ;
- Faciliter la rétribution de personnels permanents employés par les associations, remplissant des fonctions d'animation et de gestion de projets ;
- Participer au co-financement du salaire de cadre permanent (chef de projet BAC+2 ou BPJEPS, DEJEPS).

C'est ainsi que 11 créations de postes de cadres permanents ont été soutenus en 2023, en faveur de 11 associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Concernant les demandes de subventions en investissement, 7 associations de Jeunesse ont été soutenues financièrement pour un montant total de 13 373 470 F CFP. Les projets concernaient l'achat d'un véhicule, d'un bateau, la rénovation de structure pour celles qui en sont propriétaires ou gestionnaires pour le bon développement de leurs projets associatifs, ou pour l'acquisition d'équipements, de matériels dans le cadre d'organisation de CVL (acquisition de tentes, de panneaux solaires, d'équipement de cuisine aux normes réglementaires).

Enfin, le nombre de contrôles des centres ouverts est passé de 18% en 2022 à 22% en 2023 en raison du recrutement d'un chargé des opérations de contrôle jeunesse et sport.

▪ *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans le cadre de la campagne de subventions JEP 2024, le MJP a souhaité accorder une place privilégiée au développement des espaces éducatifs garantissant l'innovation et la pérennité des activités éducatives. Les projets présentés pourront être dans le champ de la culture, multimédia et nouvelles technologies, environnement et développement durable, prévention santé des jeunes, citoyenneté et engagement des jeunes, développement de soi, épanouissement du jeune, du jeune au sein de sa famille, liens intergénérationnels, solidarité, sensibilisation aux dangers de la drogue, la délinquance, projets participatifs, etc.

12.6.4 Crédits par action

		Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS		Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 05 - JEUNESSE		121 603 233	16 800 000	138 403 233
Favoriser l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté				
Développement de campagnes de communication		1 727 100	0	1 727 100
Assises de la jeunesse		4 737 383	0	4 737 383
Consolider la continuité éducative et soutenir les mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire				0
Soutien aux mouvements Jeunesse Education Populaire (JEP)		81 145 346	16 800 000	97 945 346
Aide en nature		993 404		993 404
Subvention d'exploitation AS		8 000 000		8 000 000
Subvention d'exploitation UPJ		25 000 000		25 000 000

12.6.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

L'Union polynésienne pour la jeunesse (UPJ) fédère les associations de jeunesse et d'éducation populaire, coordonne et promeut les actions de ses membres et favorise leur formation.

En 2023, l'UPJ a bénéficié d'une dotation d'exploitation d'un montant de 25 millions F CFP pour mener à bien ses activités. Le travail de recensement des structures privées qui accueillent les CVL pour leur mise aux normes en matière d'hygiène et d'urbanisme des structures a été poursuivi (les résultats sont attendus pour début 2024).

L'UPJ a organisé des événements inscrits au calendrier des Grandes manifestations, tels que la 5^e édition du Taure'a Move ou encore la 6^e édition de l'inter-CVL, et est partie prenante de nombreux projets tels que les Assises de la jeunesse 2023.

12.7 Programme 911 06/971 06 : sports

12.7.1 Bilan des orientations stratégiques

Outre la priorité qui a été donnée pour la préparation des épreuves de surf des jeux olympiques à Teahupo'o, l'année 2023 a permis au ministère des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, de rencontrer les différents acteurs du mouvement sportif et d'échanger avec eux sur leurs préoccupations.

Avec une vision de développement partagée d'un secteur sportif plus structuré, de haut niveau, mais aussi plus inclusif, le gouvernement a rapidement entrepris des premiers chantiers liés à la clarification du cadre réglementaire des activités physiques et sportives, à un accompagnement plus appuyé mais encadré des fédérations, et plus généralement démarrer des actions avec le tissu sportif pouvant impacter durablement la société polynésienne.

Parallèlement, des discussions ont été engagées avec le premier partenaire du pays, l'Etat, pour convenir des axes d'amélioration et de simplification des relations. Ainsi, des premières pistes de réflexion ont été lancées sur l'avenir de la convention Etat/Pays relative à la mission d'assistance technique jeunesse et sport (MATJS), la reconnaissance et la sécurisation des diplômes polynésiens, la favorisation des liens entre les fédérations polynésiennes et françaises et l'accompagnement du haut niveau. Ce fort partenariat a par ailleurs permis de finaliser les travaux de recensement des équipements sportifs de la Polynésie française en décembre 2023.

Le ministère a également pu s'appuyer sur l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF) pour poursuivre la mise en place du centre de performance polynésien et la conclusion de conventions permettant le suivi médical des sportifs de haut niveau.

12.7.2 Bilan des réformes

Au vu des échéances sportives et des grands événements à venir, la DJS s'est engagée dans une refonte réglementaire, notamment avec :

- La loi du pays n° 2023-26 publiée le 03 mars 2023 et relative à l'accompagnement des événements sportifs ou culturels de grande ampleur et au sport de haut niveau, pour notamment accueillir l'épreuve Olympique de surf qui se tiendra à Teahupo'o en 2024 ;
- Un projet de loi du pays relatif à la lutte contre l'antidopage, transmis au secrétariat général du gouvernement fin décembre 2023, pour rendre la Polynésie française conforme au nouveau code mondial de l'antidopage ;
- Un projet de loi du pays initié en 2023 dont l'objectif est d'améliorer la gouvernance du monde sportif par une clarification du cadre réglementaire des associations sportives, des délégations de service public des fédérations sportives et des organismes consultatifs.

Pour l'IJSPF, la mise en place du CPP s'est poursuivi notamment par la création de son logo et par la demande de protection de la marque CPP à l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI).

De plus, plusieurs échanges et réunions entre l'IJSPF et les organismes de l'éducation sur le sujet de l'aménagement scolaire des sportifs de haut niveau ont permis la rédaction d'un projet de convention cadre, dont découlera une convention avec chaque établissement scolaire référencé. La mise en place du CPP s'est poursuivi notamment par la création de son logo et par la demande de protection de la marque CPP à l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI).

12.7.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 – Soutenir la pratique et l'accès pour tous aux activités physiques et sportives

Objectif n°1 - Soutenir la pratique et l'accès pour tous aux activités physiques et sportives								
Soutenir le développement d'une offre de pratiques adaptées à tous et favoriser l'accès aux activités physiques et sportives aux publics éloignés de la pratique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Proportion des crédits affectée aux publics prioritaires	%	NA	29%	20%	—	27%	30%	30%
Indicateur 1.2 - Proportion des crédits affectée aux archipels (hors IDV)	%	NA	31%	20%	—	12%	30%	30%
Sources des données : DIS Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 1.1 : pourcentage des crédits d'aides aux associations sportives affectés à des projets en faveur des publics prioritaires (femme, jeunes, personnes en situation de handicap) Indicateur 1.2 : pourcentage des crédits d'aides aux associations sportives affectés à des projets en faveur des publics prioritaires des licenciés des îles autres que IDV								

- Commentaire et analyse des résultats

En 2023, le Pays a soutenu 36 fédérations délégataires de service public (DSP) ainsi que 111 associations sportives dont 6 clubs bâtisseurs, pour un montant de 162 454 956 F CFP. Le Pays cherche à soutenir prioritairement la pratique en direction des jeunes, des handisports, des athlètes des îles hors des IDV et la gente féminine, quartiers prioritaires et communes de Tahiti hors agglomération de Papeete en accordant des facilités à l'obtention de la licence et l'accès à des entraînements, stages et compétitions.

Bien que prioritaire, une légère baisse est constatée par rapport à l'année 2022 quant au financement des projets en faveur de ces publics :

- 27% des crédits alloués en commission ont concerné des projets en faveur des publics prioritaires ;
- 12% des crédits alloués en commission ont concerné des projets en faveur des archipels.

Cette baisse des crédits alloués en faveur des projets des archipels est à analyser avec prudence car certains projets émargeaient sur plusieurs axes de la note d'orientation 2023.

Lancé fin 2022, le dispositif Pass'sport est une aide versée directement aux clubs, affiliés aux fédérations sportives délégataires de service public. Elle permet de prendre en charge, tout ou partie, le coût de la licence, de l'adhésion et/ou de l'équipement sportif pour des jeunes âgés de 6 à 18 ans bénéficiant de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) ou de l'allocation spéciale aux enfants handicapés (ASH). Ce dispositif a été reconduit en 2023 en faisant évoluer l'aide de 8 000 F CFP à 15 000 F CFP par enfant par an. Cette aide a permis d'aider 406 enfants à accéder à la pratique d'une discipline sportive.

En termes de communication, la DJS a poursuivi :

- La promotion des disciplines sportives au plus grand nombre à travers le relais sur les réseaux sociaux des vidéos en français et tahitien de la campagne « Prends ta licence » ;
- Les rappels à la réglementation en la rendant lisible et facile à la compréhension de tous au travers de 2 campagnes radio « Sans carte pro, t'es pas pro » ;
- La promotion du Pass'sport au travers de la création et diffusion de flyers dans le réseau de l'éducation.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution

Le dispositif Pass'sport fera l'objet d'une nouvelle étude afin de réviser les critères d'éligibilité pour la saison 2024-2025 et permettre de faire bénéficier de cette aide au plus grand nombre.

Objectif n°2 – Soutenir la professionnalisation de l'encadrement et renforcer les formations en matière d'activités physiques et sportives

Objectif n°2 - Soutenir la professionnalisation de l'encadrement et renforcer les formations en matière d'activités physiques et sportives								
Elever le niveau de compétence des associations et participer à l'activité économique par les métiers du sport.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Emplois associatifs et fédéraux aidés	Nb	22	16	16	—	21	—	—
Indicateur 3.2 - Proportion des crédits affectés à la formation	%	NA	8%	10%	—	9%	30%	30%
Sources des données : DIS Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 3.1 : nombre d'emplois aidés au sein des associations et fédérations sportives, après avis de la commission sport Indicateur 3.2 : pourcentage des crédits affectés aux projets de formation déclarés par les fédérations sportives délégataires de service public dans leurs demandes de subventions (bilans et projets).								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Dans le cadre de la structuration du mouvement sportif et de sa professionnalisation, la Polynésie française s'est engagée depuis plusieurs années à soutenir l'emploi sportif et plus précisément l'emploi d'un cadre technique fédéral en attribuant une subvention annuelle à la fédération employant un cadre technique pour un montant de 3 millions F CFP. En 2023, pour un montant total de 55,5 millions F CFP :

- 16 fédérations emploient un cadre technique fédéral (CTF) ;
- 3 fédérations disposent d'un emploi administratif ;
- 2 associations disposent d'un emploi administratif.

Le Pays a soutenu les projets de développement du secteur professionnel du sport, pour un montant en fonctionnement de 10 270 000 F CFP pour les fédérations et associations sportives.

Afin de répondre aux besoins du mouvement sportif et de programmer les formations et examens au plus près de la réalité du terrain, la DJS a lancé en 2023 un diagnostic des besoins en formations (professionnelles et non professionnelles) et examens dans le champ des APS. Cette étude a été menée auprès de 5 organismes de formation (publics et privés), du COPF, des 36 fédérations ayant la DSP, de près de 400 associations sportives, de 27 acteurs du secteur privé (plongée, randonnée pédestre, salles de sport, etc.) et de 10 responsables jeunesse et sport communaux. Elle couvre la période de 2019 à 2022. Finalisé fin 2023, le rapport sera exploité en 2024.

En parallèle de cette étude, la DJS forte de son expertise a fait avancer les travaux déjà engagés concernant les certifications dans le champ des APS. De nouvelles mentions ont été créées en 2023 au Brevet professionnel polynésien d'éducateur sportif (BPPEs), à savoir la mention « arts martiaux mixtes » et la mention « activités subaquatiques ».

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Bien qu'une des recommandations du diagnostic des besoins en formations (professionnelles et non professionnelles) et examens dans le champ des APS soit de recruter davantage de CTF pour aider à structurer les fédérations, il est à noter qu'il existe des freins. En effet, certaines rencontrent des difficultés pour financer le complément de la subvention allouée par le Pays (charges sociales...) mais également pour trouver le profil adapté à la discipline et le pérenniser. Face à ce constat, le MJP a inscrit, dès 2024, le budget nécessaire pour la prise en charge des charges sociales des emplois au sein des fédérations (CTF et Agent administratif). Par ailleurs, des travaux de réflexion ont été entrepris autour d'une éventuelle mutualisation des moyens. Le Pays et la MATJS participent déjà à un projet pilote et innovant d'« expérimentation de mutualisation d'emplois sportifs événementiels » sur 3 ans. Dix « contrats de chantier » ont ainsi été proposés à des jeunes issus du dispositif « Campus 2023 » avec un temps partagé entre 1 à 3 structures employeuses différentes. Ces emplois sont coordonnés par la structure mutualisatrice du mouvement sportif, qu'est le COPF.

Objectif n°3 – Structurer le sport de haut niveau

Objectif n° 3 -Structure le sport de haut niveau								
Former et professionnaliser les intervenants au sein du mouvement sportif								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Rang sportif de la Polynésie française dans le Pacifique	Nb	NA	4	2	–	2	2	2
Indicateur 2.2 - Proportion des crédits affectée au haut niveau	%	NA	41%	50%	–	61%	40%	40%

Sources des données :

DIS

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 2.1 - rang sportif de la PF aux mini-jeux et aux jeux du Pacifique

Indicateur 2.2 - pourcentage des crédits affectés au haut niveau tout dispositif d'aides confondus (bourses, aides individuelles, projets fédéraux haut niveau)

- *Commentaire et analyse des résultats*

La proportion des crédits alloués aux projets des fédérations sportives délégataires en faveur de la structuration et du développement du sport de haut niveau du mouvement sportif est de 61% du budget de la commission sport fédérations soit 55 045 000 F CFP.

L'année 2023 a été marquée par les Jeux du Pacifique, qui se sont déroulés du 19 novembre au 02 décembre 2023 aux îles Salomon, où les athlètes sélectionnés ont représenté la Polynésie française. La délégation de Tahiti a ramené 57 médailles d'or, 52 médailles d'argent et 51 médailles de bronze dans 17 disciplines (Athlétisme, Basket-ball, Boxe anglaise, Golf, Haltérophilie, Judo, Karaté, Kayak, Natation, Taekwondo, Tennis, Tennis de table, Tir à l'arc, Triathlon, Va'a, Voile et Volley-ball). La Polynésie française a obtenu la 2^{ème} place au classement final par pays.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Dans le cadre du pilotage de la politique publique dans le champ du sport et suite au rapport de visite du sénateur Dominique THÉOPHILE (Politiques publiques du sport dans les Outre-Mer - mai 2023), la DJS amorcera en 2024 un travail de fond sur les modalités de mise en oeuvre d'une conférence polynésienne du sport.

 Bilan au titre de l'institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française (IJSPF)

Objectif n°1 – Favoriser l'accès à la pratique sportive dans des structures adaptées

Objectif n°1 - Favoriser l'accès à la pratique sportive dans des structures adaptées									
Mettre à disposition, rénover, améliorer et construire les installations sportives du Pays									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 1.1 - Taux des installations répondant complètement aux normes	%	8%	8%	11%	—	8%	11%	15%	
1.1.1 - Taux des installations aux normes de sécurité incendie	%	26%	8%	29%	—	8%	29%	32%	
1.1.2 - Taux des installations aux normes handisports	%	16%	24%	19%	—	24%	19%	22%	
1.1.3 - Taux des installations aux normes sportives (niveau régional)	%	39%	39%	42%	—	39%	42%	45%	
<u>Sources des données :</u> <i>Données IJSPF</i>									
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>									
<i>Indicateur 1.1 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes / nombre total d'installations de l'IJSPF</i>									
<i>1.1.1 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes de sécurité incendie / nombre total d'installations de l'IJSPF</i>									
<i>1.1.2 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes handisports / nombre total d'installations de l'IJSPF</i>									
<i>1.1.3 - nombre d'installations de l'IJSPF aux normes sportives (niveau régional) / nombre total d'installations de l'IJSPF</i>									
<u>Autres commentaires :</u> Opérations prévues en 2024									
<i>Travaux de réhabilitation du terrain de football et piste d'athlétisme Pater</i>									
<i>Construction d'une salle de badminton et tennis de table - Etudes</i>									
<i>Réhabilitation d'une salle pour la pratique de l'haltérophilie - Etudes</i>									
<i>Construction d'une piste d'athlétisme à Hiti'a - Etudes</i>									

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'absence de mise aux normes du patrimoine immobilier sur l'année 2023 est regrettable mais s'explique par la mobilisation des équipes de l'IJSPF sur les opérations liées aux jeux olympiques de surf de 2024 et celles des jeux du pacifique de 2027.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Quelques projets sont en cours de construction et seront aux normes. Ces projets restent contraints par l'absence d'un cadre/ingénieur dédié, et ce, malgré un appel à candidature lancé il y a plusieurs mois.

Objectif n°2 – Contribuer à l'encadrement des activités et métiers dans le domaine du sport

Objectif n°2 - Contribuer à l'encadrement des activités et métiers dans le domaine du sport								
Organiser et mettre en œuvre des formations conduisant à la délivrance de diplômes professionnels ou non professionnels dans les domaines des sports adaptés au contexte polynésien								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de stagiaires	Nb	173	171	170	105	155	150	120-160
Indicateur 2.2 - Taux de réussite aux certifications et/ou examens	%	98%	95%	85%	97%	98%	90%	85%
Indicateur 2.3 - Proportion de diplômés professionnels qui occupent un emploi en rapport avec la qualification obtenue après la délivrance du diplôme	%	90%	85%	80%	95%	85%	80%	85%
<u>Sources des données :</u> <i>Calendriers des formations et examens Jeunesse et Sports en Polynésie française / Données d'IJSPF</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
<i>Indicateur 2.1 - nombre de stagiaires inscrits aux formations</i>								
<i>Indicateur 2.2 - nombre de stagiaires diplômés / Nb de stagiaires inscrits aux formations</i>								
<i>Indicateur 2.3 - nombre de stagiaires diplômés actifs / Nb de stagiaires diplômés en formation professionnelle</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La diminution du nombre de stagiaires s'explique par la proposition de formations plus longues et d'un niveau supérieur. Par exemple, une formation de niveau 5 s'effectue sur six semaines et se répète plusieurs fois dans l'année, augmentant par conséquent le nombre de stagiaires. Cependant, une formation de niveau 4 s'effectue sur six mois, diminuant par conséquent le nombre de stagiaires.

Bien que le nombre de stagiaires ait légèrement diminué, le taux de réussite reste toujours aussi élevé.

La qualité des formations dispensées en présentiel et à distance, via l'outil de création de support multimédia (MOOC), justifie cette réussite, d'autant plus que les stagiaires sont très impliqués.

Outre cette diminution du nombre de stagiaires, l'objectif sur l'année 2023 est atteint puisque le taux de réussite avoisine les 100%.

Aussi, pour la tenue des formations, l'institut a recours à des formateurs professionnels et doit bien souvent avoir recours à du matériel spécifique. Les moyens financiers mis en place pour ces formations nécessitent l'implication d'autres organismes tels que le service en charge du tourisme et le service en charge de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle.

Sans ces aides, la majorité des postulants aux formations n'auraient pas la capacité de payer les coûts de formation. De ce fait, ces aides permettent au Pays – ministère des sports d'atteindre les objectifs en termes de qualification professionnelle (éducateurs, moniteurs guides, accompagnateurs).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'IJSPF met tout en œuvre pour contribuer à la montée en compétence et à la progression de l'objectif relatif à l'encadrement des activités et des métiers dans le domaine du sport.

Objectif n°3 – Favoriser l'organisation des grandes manifestations sportives

Objectif n°3 - Favoriser l'organisation des grandes manifestations sportives								
Apporter une assistance financière, technique et logistique dans le cadre de l'organisation de grandes manifestations sportives								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Taux de contribution du financement public	%	37,0%	97,0%	95,0%	26,7%	89,0%	100,0%	100,0%
Indicateur 3.2 - Taux de manifestations organisées	%	50,0%	94,0%	100,0%	51,7%	93,0%	100,0%	100,0%
Indicateur 3.3 - Nombre de manifestations financées	Nb	17	36	30-40	30	54	50	50
<u>Sources des données :</u> <i>Calendrier des grandes manifestations sportives et de jeunesse/ Données IJSPF</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 3.1 - financement public total / total bilans financiers des manifestations financées</i> <i>Indicateur 3.2 - nombre de manifestations organisées / Nb de manifestations inscrites au calendrier des grandes manifestations</i> <i>Indicateur 3.3 - nombre de manifestations financées</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Sur l'ensemble des grandes manifestations sportives inscrites au calendrier, cinq manifestations n'ont pas pu se tenir. Trois manifestations ont été annulées (Vini sprint, Oceania Open Judo, Porinetia Beach Hand) et deux ont fait l'objet d'une annulation pour cause de force majeure et sur demande du Haut-commissariat (Super Aito et le Cross scolaire).

Néanmoins, en comparaison avec l'année 2022, le nombre de manifestations sportives financées par l'IJSPF a subi une nette augmentation. Celle-ci s'explique notamment par la modification des critères d'éligibilité ayant permis la prise en charge de certains championnats de Polynésie.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La réalisation de la mission de co-organisation des grandes manifestations sportives entraîne nécessairement la participation financière de l'institut pour un montant minimum de 100 millions F CFP. D'autant plus qu'en 2023, l'enveloppe destinée aux grandes manifestations s'est élevée à un total de 169,6 millions F CFP pour les 59 manifestations sportives et de jeunesse incluses.

En 2024, les critères seront revus et l'organisation des championnats de Polynésie fera l'objet d'un accompagnement différencié.

12.7.4 Crédits par action

		Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS		Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
911/971 06 - SPORTS		699 791 414	690 144 007	1 389 935 421
Soutenir la pratique et l'accès pour tous aux activités physiques et sportives				
Accompagnement et soutien du mouvement sportif		162 454 956	40 000 000	202 454 956
Développement de campagnes de communication		681 458		681 458
Soutenir la professionnalisation de l'encadrement et renforcer les formations en matière d'APS				0
Soutien de la professionnalisation de l'encadrement (CTF)		55 500 000		55 500 000
Développement du secteur professionnel du sport		10 270 000		10 270 000
Structurer le sport de haut niveau				0
Jeux du Pacifique 2027 (JP2023, COI 2027, droits d'accueil 2027)		219 000 000	108 994 007	327 994 007
Soutien aux acteurs du haut niveau		60 285 000		60 285 000
Gestion des installations du Pays			541 150 000	541 150 000
Organisation et la mise en œuvre des formations		22 000 000		22 000 000
Co-organisation des grandes manifestations sportives et de jeunesse du Pays		169 600 000		169 600 000
				0

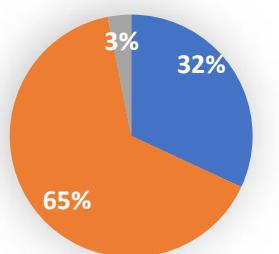
12.7.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le Comité olympique de Polynésie française a bénéficié d'une enveloppe financière de 160 millions F CFP encadrée par une convention d'assistance financière avec l'IJSFP. Cette assistance financière, sollicitée par le ministère de tutelle était destinée à couvrir les dépenses relatives au déplacement de la délégation polynésienne pour les Jeux du Pacifique de 2023.

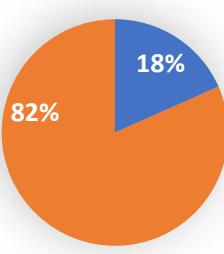
13. MISSION 913/973 : ENVIRONNEMENT

 <p>873,46 M F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>810,86 M F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>62,6 M F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>267,6 M F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 0,87 % sur la masse globale)</p>		 <p>62,6 M F CFP Mandatés au titre de la mission environnement</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 97301 Gestion de la biodiversité et ressources naturelles
- 97302 Prévention et traitement des pollutions
- 97303 Connaissance et éducation



- 91301 Gestion de la biodiversité et ressources naturelles
- 91302 Prévention et traitement des pollutions

Répartition des dépenses d'investissement par programme

 <p>91,4 M F CFP Mandatés au titre des études et recherches</p>	 <p>351,7 M F CFP Mandatés au titre de la participation du Pays au SMO Fenua Ma</p>	 <p>17,17 M F CFP Recettes tirées en fonctionnement issues des redevances sur les agrégats</p>
---	---	--

13.1 Revue de la politique générale de la mission

Parmi les dossiers marquants de l'année, la mise en œuvre effective du plan d'actions 2022-2025 défini dans le cadre de la Politique de l'eau a permis de débloquer le premier décaissement de l'appui budgétaire européen d'un montant total de 3,7 milliards F CFP octroyé à la Polynésie française sur le programme Eau.

L'inscription de l'archipel des Marquises au patrimoine mondial de l'humanité a suivi son cours avec le dépôt officiel de la demande par la France au centre du patrimoine mondial le 24 janvier 2023. La décision finale devrait être rendue au mois de juillet 2024 lors de la 46^e session du comité du patrimoine mondial.

Sur la thématique déchets, le code de l'environnement prévoit la mise en place d'un schéma territorial de prévention et de gestion des déchets définissant les objectifs, orientations et actions en la matière pour la Polynésie française. Le document est en cours de finalisation, avec la phase de consultation des communes réalisée durant le dernier trimestre 2023.

Enfin, une nouvelle mission relative au bien-être animal a été attribuée à la Direction de l'environnement par arrêté n° 2224 du 1^{er} décembre 2023, avec la création d'une cellule dédiée. En plus du financement des associations pour des campagnes de stérilisation d'animaux, la cellule assurera également des missions de prévention et de sensibilisation du public aux questions de bien-être animal ainsi que des missions de conseil, d'assistance et de promotion de bonnes pratiques à cet égard, en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés par cette problématique (Communes, magistrats, associations, autres structures du Pays...).

13.2 Programme 913 01/973 01 : gestion de la biodiversité et des ressources naturelles

13.2.1 Bilan des orientations stratégiques

La politique de l'eau, adoptée en 2021 par l'Assemblée de la Polynésie française, est le premier outil de gestion intégrée des ressources en eau de la Polynésie française, à l'horizon 2030. Elle s'articule autour des 3 orientations stratégiques que sont le développement de services publics de l'eau communaux axés sur la qualité de la ressource en eau, la préservation durable de la ressource en eau et la mise en place d'une gouvernance de l'eau adaptée. Ce secteur d'intervention est principalement financé par le Pays pour ce qui concerne les actions relevant de son champ d'intervention. Le Pays bénéficie sur cette thématique d'un appui budgétaire européen d'un montant de 3,7 milliards F CFP. La mise en place du comité de pilotage et la validation du plan d'actions 2022-2025 (60 actions mises en œuvre par les services du Pays) ont eu lieu en août 2022. En août 2023, une première revue annuelle des actions de 2022 a permis le déblocage en décembre 2023 du premier décaissement européen d'un montant de 716 millions F CFP. Par ailleurs, le projet régional océanien des territoires pour la gestion durable des écosystèmes (PROTEGE) contribue à la mise en œuvre de 10 actions de la Politique de l'eau, pour une enveloppe de 275 millions F CFP sur la période 2018 - septembre 2024.

En matière de gestion et de valorisation d'espaces naturels, les efforts ont été axés principalement sur l'archipel des Marquises. La demande d'inscription au patrimoine mondial de l'humanité a été déposé officiellement par la France au centre du patrimoine mondial le 24 janvier 2023.

Les travaux démarrés en 2019 relatifs à la mise en place d'une réserve de biosphère sur les Australes ont été définitivement arrêtés, suite au désintérêt des maires des communes concernées.

13.2.2 Bilan des réformes

Le chantier de réforme de la réglementation portant sur l'accès et le partage des avantages (APA) a abouti en 2023, avec l'adoption de la loi du pays n° 2023-11 du 23 janvier 2023 (portant modification des dispositions relatives à l'accès aux ressources et partage des avantages issus de leur valorisation) et de l'arrêté n° 2084/CM du 14 novembre 2023 (portant modification du code de l'environnement, fixation des contributions financières devant être versées par l'utilisateur des ressources et définition des dispositions de la convention type de partage des avantages).

13.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 - Préserver et gérer les espèces et les espaces protégés

Les actions menées visent à conserver et gérer les espèces endémiques ou menacées notamment en luttant contre les espèces envahissantes, et à préserver les espaces d'intérêt écologique remarquables.

Objectif n°1 - Préserver et gérer les espèces et les espaces protégés								
Les actions menées visent à conserver et gérer les espèces endémiques et/ou menacées notamment en luttant contre les espèces envahissantes et à préserver les espaces d'intérêt écologique remarquables marins ou terrestres.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'espèces effectivement protégées / Nombre total d'espèces menacées	%	43	44	44	44	44	44	44
Indicateur 1.2 – Nombre d'équipements installés sur des espaces maritimes protégés par an (balises et ancrages)	Nb	32	5	47	30	0	30	10

Sources des données :
 Direction de l'environnement
 Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'espèces/taxons animales ou végétales faisant l'objet d'actions de protection divisé par le nombre total d'espèces recensées comme menacées (liste UICN et code de l'environnement)

Les principales actions mises en œuvre en 2023 s'articulent autour des axes suivants :

- 1.1 Gestion des espèces protégées ou menacées ;
- 1.2 Lutte contre les espèces menaçant la biodiversité ;
- 1.3 Préservation et gestion des espaces d'intérêt écologique et espaces remarquables.

- *Commentaire et analyse des résultats*

(1.1) Le programme de conservation de la **flore protégée** s'est poursuivi pour 46 espèces endémiques de la Société et des Marquises. L'entretien de parcelles conservatoires ainsi que des travaux de collecte de graines en vue de la multiplication de plantes endémiques se poursuivent à Tahiti, Raiatea et aux Marquises.

En matière de préservation des **oiseaux**, le programme de la Direction de l'environnement repose sur 3 axes principaux : protéger les espèces les plus menacées, protéger et valoriser des sites représentatifs et renforcer les capacités d'action des acteurs sur les 5 archipels. En partenariat avec l'association SOP MANU, les efforts se concentrent sur 3 espèces d'oiseaux terrestres, les monarques de Tahiti et de Fatu Hiva et le héron de Tahiti. Des actions cofinancées par le Fonds vert ou mettant en œuvre des associations locales portent également sur 8 autres espèces terrestres. Des travaux d'amélioration de la connaissance des oiseaux marins s'intégrant dans le plan d'actions 2022-2026 du PROE ont également démarré.

Pour ce qui concerne les **escargots** endémiques (Partulas), le travail de suivi sur le terrain a été poursuivi sur 14 sites de réintroduction et 6 sites de populations reliques, en partenariat avec la Zoological society of London (ZSL). Le plan d'actions a fait l'objet d'une révision en 2023, sous la supervision du programme de sauvegarde international.

Les programmes de suivi et de contrôle des **tortues marines** ont été poursuivis, avec notamment le baguage de 19 individus ainsi que la poursuite de l'étude génétique des populations avec le prélèvement pour analyse de 43 échantillons. 514 nids ont été recensés en 2022 sur Tetiaroa, Mopelia, Fakarava et Toau.

Pour ce qui concerne les **mammifères marins**, 69 autorisations d'approche ont été délivrées pour l'activité de whale-watching, principalement sur Moorea et Tahiti, mais également Rurutu, Tubuai, Bora Bora, Raiatea/Taha'a, Huahine et Tetiaroa, ainsi que 16 autorisations de chasse audiovisuelle. 50 sorties de surveillance de l'activité whalewatching ont été effectuées entre Tahiti et Moorea.

42 interventions ont été déclenchées en collaboration avec le réseau local d'échouage rebaptisé réseau des gardiens de l'océans, pour des tortues braconnées ou blessées, des échouages, des animaux en difficulté ou retrouvés morts.

Enfin, le **réseau local d'échouage**, constitué de référents insulaires bénévoles et dédié aux espèces marines emblématiques, a été renommé « réseau des gardiens de l'océan », et son animation s'est poursuivie.

(1.2) Dans le cadre de son programme de protection de la biodiversité par la lutte contre les **espèces exotiques envahissantes** (EEE), la Direction de l'environnement a poursuivi ses efforts afin de protéger les îles, en considérant que la finalité de ce programme s'intègre fortement dans les objectifs des programmes de gestion des espaces et de conservation des espèces.

Le processus de certification s'est étendu en 2023 avec 17 entreprises certifiées en fin d'année contre 12 l'an dernier. Par ailleurs, 14 opérations ont concerné des interventions de suivis et/ou de lutte sur le terrain aux Marquises, Australes, Bora Bora et Tahiti sur des pestes végétales, animales et insectes. Ce programme met également en œuvre des actions en matière de sensibilisation, détaillées au 973 03.

Enfin, la DIREN est chef de file pour le thème 4 du programme PROTEGE dédié aux espèces exotiques envahissantes. Dans ce cadre, des actions de lutte sont menées pour le maintien de l'intégrité du paysage culturel de Taputapuatea inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité. Ce programme a également permis en 2023 de mener des opérations de dératisation au bénéfice de 3 motu de Ua Pou et la mise en place d'une brigade cynophile à Tahiti.

(1.3) Pour ce qui concerne la **gestion et la valorisation d'espaces naturels**, la Direction de l'environnement a principalement porté son attention sur l'archipel des Marquises, dont la demande de classement au patrimoine mondial de l'humanité UNESCO a été déposée officiellement par la France au centre du patrimoine mondial le 24 janvier 2023. Un projet de préfiguration de gestion du bien Unesco Te Henua Enata financé par le fond vert a été lancé pour la période 2023-2025, avec la CODIM comme gestionnaire central, ainsi la DPAM sur les zones de mouillages et la DRM sur les Zones de pêches réglementées. Le rapport d'évaluation réalisé par une mission d'expertise UNESCO en octobre 2023 complètera le dossier de candidature soumis aux 21 membres du comité du patrimoine mondial dans leur décision finale, laquelle devrait être rendue au mois de juillet 2024 lors de la 46^{ème} session du comité du patrimoine mondial.

4 espaces classés par le Code de l'environnement ont également bénéficié d'études, de suivis ou d'actions de gestion : Eiao, Mohotani, Te Faaiti et Taputapuatea.

Concernant les **espaces maritimes classés**, les actions menées au niveau de la réserve de biosphère de la commune de Fakarava ont porté sur la finalisation de son plan communal de gestion des déchets et sa mise en œuvre, le suivi et l'entretien des réseaux de balisage et de mouillage, ainsi que sur la poursuite des plans d'actions par espace protégé sur les 7 atolls. La DIREN a également travaillé sur les modalités de gestion des mouillages de l'atoll de Fakarava en collaboration avec la DPAM, et sur la réalisation d'une signalétique maritime et terrestre. Pour l'aire marine gérée Tai nui atea, une étude portant sur l'évaluation de la biomasse des poissons a été réalisée.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

En partenariat avec la Direction de la biosécurité, la réglementation relative à l'introduction des espèces en Polynésie française est en cours de révision. Une fois ce travail finalisé, des évolutions réglementaires concernant la protection des espèces et les espèces exotiques envahissantes pourraient être étudiées.

Objectif n°2 - Préserver et gérer la ressource en eau

Il s'agit de gérer les ressources naturelles en eaux souterraines et superficielles (rivières), au travers d'actions déclinées dans la politique de l'eau.

Objectif n° 2 - Préserver et gérer la ressource en eau								
Les actions menées visent à mieux gérer la ressource en eau (eau souterraine, rivières).								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 - Nombre de points d'eau faisant l'objet d'un suivi des ressources en eau superficielle et souterraine sur l'île de Tahiti	Nb	16	26	26	8	18	26	20
Indicateur 1.2 – Nb de rivières nettoyées et dont le risque d'embâcles a été réduit	Nb	10	0	15	20	25	20	20
<u>Source des données :</u> Direction de l'environnement								

- *Commentaire et analyse des résultats*

(2.1) Sur le volet **connaissance, gestion et protection des ressources en eaux**, des actions ont été menées sur les ressources en eau souterraine et de surface.

En matière d'eau souterraine, l'installation d'un réseau de suivi des ressources de Tahiti a démarré sur 4 sites qui seront équipés sur financement PROTEGE (XI^e FED régional – 2020-2024 – 275 millions F CFP), et une campagne d'analyse physico-chimique a été menée sur 10 points d'eau de Tahiti, entre Pirae et Punaauia.

Dans le cadre des eaux de surface, les schémas directeurs des rivières Papenoo et Punaruu, lancés au 2^{ème} semestre 2022, sont en cours de réalisation. Par ailleurs, le programme PROTEGE a permis de financer le nettoyage de 20 rivières fortement chargées en déchets sur Tahiti et Moorea.

La réalisation du schéma directeur de gestion de l'eau dans l'archipel des Tuamotu, sur demande du représentant des communes de l'archipel, est en cours de cadrage avec l'assistance technique de l'OFB. Par

ailleurs, 4 communes (Hao, Tubuai, Rimatara et Paea) ayant réalisé leur Plan de sécurité sanitaire des eaux (PSSE) en 2021 et 2022 ont bénéficié de financements PROTEGE pour la mise en place de 11 actions prioritaires, avec notamment la fourniture de matériels d'autocontrôle, la sécurisation des accès aux zones de captage et des travaux de rénovation pour la sécurisation de la ressource.

La bancarisation des données de la gestion de l'eau s'est poursuivie, avec une actualisation du référentiel des points d'eau de 35 nouveaux points d'eau recensés sur Nuku Hiva et Hiva Oa. Le portail numérique de l'eau « VAITEA » n'a pas encore pu être mis en ligne en raison de contraintes techniques liées à son hébergement au sein des serveurs du BRGM, service géologique national.

(2.2) Sur la thématique du **changement climatique**, un partenariat avec Météo France a été contractualisé par le biais d'une convention cadre, avec l'identification d'une première action de mise en place d'un réseau climatologique de la Polynésie française. La DIREN est également référente du Pays pour la convention CLIPSSA (Climat du Pacifique savoirs locaux et stratégies d'adaptation), pour l'acquisition de données météorologiques sur la Polynésie française.

Objectif n°3 - Contribuer au bien-être des populations et préserver la qualité de leur cadre de vie dans un contexte de changement climatique

Il s'agit d'impliquer tous les acteurs dans la préservation du cadre de vie et de la biodiversité dans un contexte de changement climatique, et de préserver les savoirs traditionnels respectueux de la nature.

Le renforcement des capacités des acteurs locaux et la pérennisation des financements dédiés doivent permettre de valoriser les milieux naturels et les espèces à des fins d'amélioration du cadre de vie et de développement d'activités éco-touristiques.

Objectif n°3 - Contribuer au bien-être des populations et préserver la qualité de leur cadre de vie dans un contexte de changement climatique								
Il s'agit d'impliquer tous les acteurs dans la préservation du cadre de vie et de la biodiversité dans un contexte de changement climatique et de préserver les savoirs traditionnels respectueux de la nature. Le renforcement des capacités des acteurs locaux et la pérennisation des financements permettront de mieux valoriser les ressources naturelles et aménager les milieux naturels au profit des populations. La finalité de ces actions est de valoriser les milieux naturels et les espèces à des fins d'amélioration du cadre de vie et de développement d'activités éco-touristiques.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 – Nombre d'opérateurs privés et communaux formés au code de l'environnement ou à l'élaboration de plans de gestion participatifs locaux par an	Nb	50	45	40	45	70	60	50
Indicateur 3.2 - Nombre de projets associatifs subventionnés par an	Nb	36	25	30	19	29	19	30
Sources des données : <i>Direction de l'environnement</i>								

- Commentaire et analyse des résultats

(3.1) Afin d'impliquer la population et tous les acteurs à la préservation de l'environnement, le renforcement des **capacités** des acteurs locaux s'est poursuivi par le biais de formations, dont celle donnée à 33 gendarmes enquêteurs environnement de proximité en partenariat avec l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP).

(3.2) Depuis 2017, un dispositif de **subventions** des associations environnementales permettant de les accompagner dans la mise en œuvre d'actions en matière de protection, de conservation, de gestion, ou de valorisation de l'environnement de nos îles a été mis en place. En 2023, 19 subventions ont été accordées après avis du comité d'attribution des subventions en matière de protection, de conservation, de gestion et de valorisation de l'environnement de la Polynésie française, pour un montant total de 18 302 207 F CFP en fonctionnement. Les actions financées ont porté principalement sur des thématiques d'éducation à l'environnement et de ramassage de déchets. Par ailleurs, 10 subventions supplémentaires ont été accordées en fin d'année à des associations pour des campagnes de stérilisation de chiens et chats, sur Tahiti, Moorea, Raiatea, Rangiroa et Rurutu pour un montant total de 59,5 millions F CFP, sur des crédits gérés par le ministère de tutelle.

13.2.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
913/973 01 - GESTION DE LA BIODIVERSITE ET RESSOURCES NATURELLES	195 964 289	4 482 645	200 446 934
Gestion des espèces protégées ou menacées (flore, oiseaux, partulas, espèces marines)	123 551 835		123 551 835
Lutte contre les espèces menaçant la biodiversité	14 057 325		14 057 325
Préservation et gestion des espaces d'intérêt écologique et espaces remarquables	31 746 243	0	31 746 243
Construction de la maison de la biodiversité à Tahiti - AP 75 MF		0	
Acquisition de connaissances sur les eaux souterraines et superficielles	8 306 679		8 306 679
Elaboration des schémas directeurs de gestion de rivières		4 482 645	4 482 645
Subventions en faveur des associations de protection de l'environnement	18 302 207	0	18 302 207

13.3 Programme 913 02/973 02 : prévention et des pollutions

13.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Le schéma territorial de prévention et de gestion des déchets (STPGD), dont les travaux ont démarré en 2019, est en cours de finalisation avec la consultation des communes au dernier trimestre 2023, et devrait être officialisé en 2024.

En matière d'assainissement collectif, la reconstruction de l'émissaire en mer de Punaauia, touché par un phénomène de dégradation prématûrée, a été actée. Une subvention d'un montant de 915 millions F CFP a été octroyée à la SEM Assainissement des eaux de Tahiti pour la réalisation des travaux sur la période 2022-2023.

13.3.2 Bilan des réformes

Suite à la demande du gouvernement, l'étude de faisabilité de la reprise de la compétence communale relative au traitement des déchets par le Pays est en cours de préparation.

Un projet de loi du pays interdisant la vaisselle en plastique à usage unique a été soumis à la consultation des services du Pays concernés avant finalisation.

Au niveau des installations classées pour la protection de l'environnement, une modification de 7 rubriques de la nomenclature a été réalisée en 2023 afin de simplifier la procédure pour les petites structures, en les distinguant des établissements plus importants.

13.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 - Atténuer l'impact des activités économiques et urbaines sur l'environnement polynésien

Objectif n°1 - Atténuer l'impact des activités économiques et urbaines sur l'environnement polynésien								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Tonnage de déchets ménagers produits IDV (Bac gris hors encombrants)	T	33 923	33 581	38 000	38 000	32 456	40 000	45 000
Indicateur 1.2 – Taux de captage de déchets recyclables IDV (Bac vert + verre)	%	57	57	60	60	54	63	65
Indicateur 1.3 – Tonnage de déchets ménagers spéciaux (huiles, piles et batteries) exportés par an	T	700	906	850	850	2 273	2 300	2 400
Indicateur 1.4 – Nombre d'arrêtés ICPE adoptés par an	Nb	30	61	35	35	32	35	35

Source des données :
Fenua Ma pour les indicateurs 1.1 et 1.2, Technival pour l'indicateur 1.3 et Direction de l'environnement pour l'indicateur 1.4
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.2 - Ratio entre le tonnage de déchets recyclables récupérés en bac vert et PAV verre et le tonnage de déchets recyclables théoriquement produit aux IDV
Indicateur 1.3 - Indicateur modifié : tonnage de déchets ménagers spéciaux exportés par le Pays et le secteur privé à partir de "2023 réalisé". Les valeurs précédentes intégraient uniquement les déchets exportés par le Pays.

▪ Commentaire et analyse des résultats

(1.1) Sur la thématique de la gestion des déchets :

La remise en état du **complexe de gestion de déchets de Nivee** initiée en 2020 suit son cours. En 2023, un marché de démantèlement de l'incinérateur à pièces anatomiques et de l'unité de stabilisation a été contractualisé, et une étude géotechnique et une assistance à maîtrise d'ouvrage ont été réalisées. Enfin, une étude de faisabilité relative à la mise en place d'une unité d'incinération d'ordures ménagères sur ce site a démarré.

Pour la gestion des **déchets relevant de la compétence du Pays**, de nombreuses opérations ont été menées en partenariat avec Fenua ma, organisme compétent en matière de gestion des déchets sur Tahiti (à l'exception de Faaa) et Moorea (voir détail au 13.3.5).

En complément, l'opération **Déchets ménagers spéciaux** (DMS) a permis de rapatrier sur Tahiti 107 tonnes de batteries, 2T de piles et 5 T d'huiles usées en provenance de 14 îles : 4 des ISLV, 5 des Tuamotu-Gambier, 3 des Marquises et 2 des Australes. Par ailleurs, plus de 50 T de déchets dangereux (DEEE et déchets toxiques) ont été rapatriés des Australes.

L'opération « **nettoyage de plages** », qui comporte un volet de sensibilisation et des actions de nettoyage de sites, a été poursuivie dans l'archipel des Tuamotu-Gambier avec 8 îles concernées en 2023 : Pukarua, Tureia, Fangatau, Fakahina, Fakarava, Hao, Manihi et Arutua.

(1.2) Pour ce qui concerne les **installations classées pour la protection de l'environnement**, 49 dossiers ont fait l'objet d'une instruction par la DIREN en 2023. 6 commissions des installations classées ont été organisées. 32 arrêtés d'autorisation, de modification, de fermeture ou de cessation d'activité ont été délivrés. Le temps d'instruction moyen constaté est de 10,7 mois pour les dossiers de 1^{ère} classe, de 5 mois pour les dossiers de 2^{ème} classe, et de 1,5 mois pour les arrêtés modificatifs. Par ailleurs, 17 visites d'installations ont été effectuées, et 26 signalements sur 35 enregistrés ont fait l'objet d'un traitement. Enfin, la DIREN a fait procéder à l'évacuation de déchets dangereux et au nettoyage du site d'une ancienne installation classée placée en liquidation judiciaire.

(1.3) En 2023, 55 avis ont été émis par la DIREN concernant des projets nécessitant une **étude d'impact environnementale ou une notice d'impact environnementale**, dont 46 demandes de terrassement.

(1.4) En matière d'**assainissement des eaux usées** :

La Polynésie française accompagne les communes de Punaauia et de Moorea dans la gestion de leurs infrastructures de traitement d'eaux usées.

Pour Punaauia, le gestionnaire du service d'assainissement est la SEM Assainissement des eaux de Tahiti (cf. 13.3.5).

Sur Moorea, le Pays assure le suivi environnemental de l'impact du rejet des eaux traitées de la station d'épuration de Haapiti. Jusqu'à aujourd'hui, ce suivi montre l'absence d'impact de ces rejets sur le milieu naturel.

13.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
913/973 02 - PREVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS	447 623 175	2 125 861	449 749 036
Contribuer au développement durable et accompagner les activités économiques et urbaines <i>Collecte et traitement de déchets particuliers en provenance des IDV et des archipels</i> (véhicules hors d'usage, déchets ménagers spéciaux, déchets d'équipements électriques et électroniques, pneumatiques, déchets pyrotechniques, médicaments périmés ou non utilisés)	401 001 529		401 001 529
<i>Remise à niveau du complexe de Nivee</i>	16 136 682	2 125 861	18 262 543
<i>Nettoyage de plages (Tuamotu)</i>	28 177 121		28 177 121
<i>Etude déchets d'amiante</i>	0		0
<i>Tierce expertises et cartographie ICPE Australes</i>			0
<i>Développement d'une application métier - instruction des dossiers ICPE - AP 30 MF</i>		0	0
<i>Suivi du bon fonctionnement de l'émissaire de Haapiti</i>			0
<i>Subvention SEM AET - Reconstruction de l'émissaire de Punaauia</i>	2 307 843	0	2 307 843

13.3.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Fenua Ma

La contribution annuelle du Pays liée à l'administration générale de Fenua Ma a été fixée à 48 millions F CFP pour 2023 (correspondant à 12% des contributions de l'administration générale de Fenua Ma).

La DIREN a également versé des contributions de fonctionnement pour la gestion des déchets relevant de la compétence du Pays au niveau des IDV, pour un montant total de 342 millions F CFP.

821 T de déchets ménagers spéciaux ont été exportées en 2023 (649 T de batteries, 14 T de piles, 158 T d'huiles usagées), ainsi que 14 T de médicaments non utilisés, 1 188 véhicules hors d'usage dans le cadre d'une opération carcasses aux IDV.

Une opération de collecte et traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques menée en partenariat avec les communes de Tahiti et Moorea et certains commerçants a permis de collecter et exporter 167,3 T en 2023. Afin d'éviter les départs de feu au CRT de Motu Uta et au CET de Paihorō, la DIREN a procédé à la collecte des fusées de détresse et à leur stabilisation pour 1,1 T.

SEM Assainissement des eaux de Tahiti (AET)

En 2022, une subvention de 915 millions F CFP a été octroyée à la SEM Assainissement des eaux de Tahiti, gestionnaire du service public d'assainissement collectif de la commune de Punaauia, pour la réalisation des travaux de construction d'un nouvel émissaire et d'un poste de refoulement, ainsi que la dépose d'une partie de l'émissaire actuel, pour la période 2022-2023 (cf 13.3.5). Une avance de 253 millions F CFP a été versée en juin 2022, mais le montant des travaux a été réactualisé à 1,866 milliard de F CFP, et un complément de subvention pour un montant de 951 millions F CFP est en cours d'instruction, pour un versement en 2024.

Par ailleurs, la convention de concession du service public d'assainissement a été prolongée de 45 mois en mars 2023 pour une fin au 31 décembre 2026, afin d'assurer la continuité du service public en attendant la reconstruction de l'émissaire et le choix du futur mode de gestion du service assainissement au niveau de la commune.

13.4 Programme 913 03/973 03 : connaissance et éducation

13.4.1 Bilan des orientations stratégiques

En matière d'éducation à l'environnement, la DIREN mène de nombreuses actions, dont une grande partie, de par son intégration à des plans d'actions thématiques, est financée au 973.01.

Il s'agit de mieux informer et de sensibiliser le grand public, les différents acteurs et les décideurs aux enjeux de la sauvegarde du patrimoine naturel de nos îles au moyen de différents supports de communication radio, télévisuelles et affichages, newsletter ainsi que des réseaux sociaux.

13.4.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Partager les savoirs liés à l'environnement et le respect de la Nature

Objectif n°1 - Partager les savoirs liés à l'environnement et le respect de la Nature								
La connaissance, la communication, l'éducation et la diffusion de l'information environnementale constituent l'une des missions du Ministère en charge de l'environnement et des moyens de sensibiliser le grand public et les décideurs aux enjeux de la sauvegarde de notre patrimoine. Dans cet objectif, le nouveau site internet de la Direction de l'environnement (www.service-public.pf/diren) constituera un outil important d'aide à la décision et d'information adressée aux différents publics (décideurs, techniciens, tout public, scolaires). L'organisation de manifestations environnementales, la diffusion de campagne de communication/sensibilisation, ainsi que la publication de supports de communication permettent également de faire connaître les enjeux et menaces spécifiques à l'environnement polynésien. Une rationalisation de la communication est entreprise en vue de renforcer la visibilité des actions et d'en réduire les coûts.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Nombre de supports de communication créés	Nb	nd	13	16	21	37	15	10
Indicateur 1.2 – Nombre de supports de communication réédités/rediffusés	Nb	nd	13	13	32	33	32	31
Indicateur 1.3 – Nombre d'abonnés à la page Facebook de la Direction de l'environnement	Nb	7 500	8 571	8 500	8 900	9 300	9 000	9 000
<i>Sources des données :</i> <i>Direction de l'environnement</i>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Evènementiels

A l'occasion de la journée mondiale de l'eau, de la journée mondiale de l'environnement et de la semaine du développement durable, la DIREN a participé au financement de trois opérations de sensibilisation des scolaires et du grand public organisées par l'association Brigade verte, sur le format d'une semaine de sensibilisation en collège, et de projections gratuites de film sur écran géant au Parc Paofai. Par ailleurs, à l'échelle des quartiers ou de certaines îles, et par le biais des subventions octroyées par la DIREN, l'organisation d'opérations de sensibilisation ou de ramassage de déchets par les associations permet de participer à l'atteinte de cet objectif d'éducation à l'environnement.

Communication, Information, Sensibilisation

La DIREN dispose d'un site internet et d'une page Facebook, cette dernière étant suivie par un nombre toujours croissant d'abonnés (9300 en 2023 contre 8571 en 2022). Le réseau local d'échouage dédié aux espèces marines emblématiques, nouvellement renommé « Gardiens de l'Océan », dispose également d'une page Facebook.

Sur la thématique de la biodiversité terrestre, la diffusion d'une lettre d'information s'est poursuivie trimestriellement auprès des membres du réseau Mata Arai, permettant de diffuser de l'information sur les

actions menées dans nos îles et de maintenir le lien parmi les 400 membres de ce réseau initié il y a 10 ans. Des campagnes de communication multi-canaux ont été menées sur la préservation de la biodiversité et la certification des entreprises. Un fascicule de reconnaissance des oiseaux de mer a été édité, et différents supports de communication ont été réédités. Une publication internationale a été faite sur le programme de préservation des partulas.

Par ailleurs, une campagne de sensibilisation portant sur les bons gestes autour des rivières en saison des pluies a été rediffusée sur plusieurs canaux. L'évaluation de l'efficacité de cette campagne, effectuée début 2023, a permis de travailler à la mise en place de nouveaux supports de communication sur cette thématique, notamment auprès des riverains concernés et avec la participation active des communes concernées. Un support de sensibilisation au changement climatique a également été réalisé.

Enfin, sur la thématique déchets, une campagne de communication a été lancée avec la diffusion progressive de 22 supports créés en 2021 (affiches, spots TV et radio, posts pour réseaux sociaux). Egalement, un documentaire de 52 mn a été réalisé et diffusé sur les opérations de nettoyage des plages aux Tuamotu.

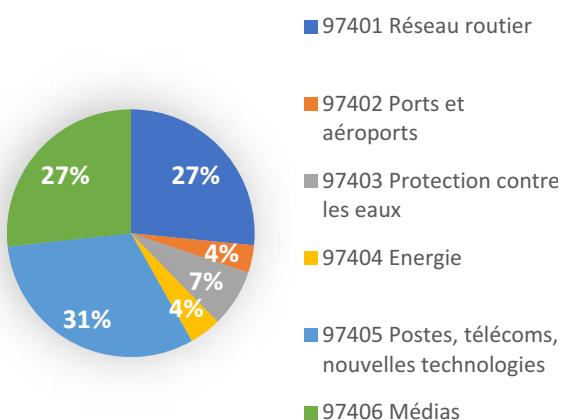
13.4.3 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
913/973 03 - CONNAISSANCE ET EDUCATION	26 414 710	0	26 414 710
Partager les savoirs liés à l'environnement et le respect de la Nature <i>Communication récurrente sur les espèces exotiques envahissantes</i> <i>Communication récurrente sur les espèces marines emblématiques</i> <i>Communication sur les bonnes pratiques à adopter en saison des pluies (rivière)</i> <i>Lancement d'une campagne de communication sur les déchets (déchets dangereux, incivisme, compostage, gaspillage...)</i>	4 917 699 638 997 7 831 062 13 026 952		4 917 699 638 997 7 831 062 13 026 952

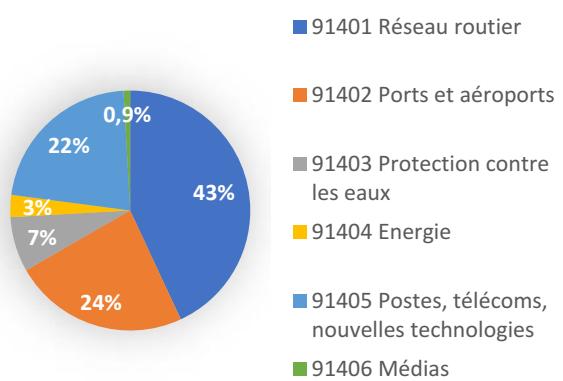
14. MISSION 914/974 : RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS

 <p>14,6 Mds F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>3,6 Mds F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>11 Mds F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>2,84 M F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 9,24 % sur la masse globale)</p>		 <p>4,75 Mds F CFP Mandatés au titre du programme réseau routier</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



 <p>1 Md F CFP Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'OPT – Fare Rata</p>	 <p>962 M F CFP Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à la SEM TNTV</p>	FSDE  2,57 Mds F CFP
---	--	---

14.1 Revue de la politique générale de la mission

Au titre de l'aviation civile

La politique générale du Pays en matière de transport interinsulaire a été définie dans le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 de la Polynésie française qui a fixé pour la période considérée 3 objectifs stratégiques et 25 orientations.

Si la réhabilitation des infrastructures aéroportuaires a continué, les objectifs n'ont pas pu tous être atteints. Une nouvelle organisation va être mise en œuvre afin que les orientations et les objectifs puissent être respectés au cours des prochaines années.

Au titre de l'équipement

Dans le domaine des infrastructures routières, le gouvernement a poursuivi ses efforts pour maintenir et améliorer la capacité du réseau routier afin d'assurer la fluidité des déplacements, mettre en état les chaussées et homogénéiser les aménagements, assurer la sécurité, en particulier les entrées d'agglomérations afin de marquer la transition entre un espace de rase campagne et un espace urbain, moderniser le réseau routier, et améliorer l'efficience du transport collectif par l'optimisation du réseau viaire territorial. Des actions importantes ont pu être menées en ce sens en 2023, conformément à ce qui avait pu être prévu au budget.

Dans le domaine du désenclavement des archipels, la réhabilitation ou la création des infrastructures portuaires et la mise aux normes des aéroports ont été poursuivies.

Dans le domaine de défense contre les eaux, le programme pluriannuel de sécurisation des cours d'eau a été maintenu afin de limiter les risques dus aux calamités naturelles. Les efforts doivent être poursuivis afin de lever les freins dus à une incompréhension de la population pouvant entraîner des blocages face à ces actions. En ce sens, un documentaire a été réalisé par le ministère des grands travaux afin d'expliquer la nécessité des curages pour la sécurité des populations.

Au titre du Port autonome de Papeete, l'objectif de renforcer les capacités d'accueil des navires, de traitement des marchandises et son intégration dans la ville de Papeete a été poursuivi et des travaux ont été menés pour y parvenir, tels que la construction du terminal de croisière internationale et la poursuite de l'agrandissement du quai au long cours.

Au titre de l'énergie

La Polynésie française connaît des problématiques énergétiques complexes de par son insularité et l'étendue de son territoire. Sa très grande dépendance aux énergies fossiles importées l'oblige inéluctablement à s'orienter vers une politique de transition énergétique couvrant divers secteurs, notamment ceux des transports terrestres et de la production d'électricité.

Un objectif ambitieux a été fixé pour atteindre 75% d'énergies renouvelables dans la production électrique à l'horizon 2030. Ainsi, le gouvernement a poursuivi son programme visant à changer de modèle énergétique, changer les comportements et changer le modèle économique de l'énergie. Celui-ci est marqué, par exemple, par les actions suivantes :

- Gestion de la maîtrise d'ouvrage du plus grand système de climatisation par eau froide océanique (SWAC) au monde dont la mise en service a eu lieu en juillet 2022 ;
- Entrée en vigueur de la réglementation énergétique des bâtiments en Polynésie française (REBPF) ;
- Préparation et lancement de la tranche 2 de l'appel à projets relatif à la réalisation et l'exploitation d'installations photovoltaïques avec stockage sur Tahiti ;
- Animation du Plan climat de la Polynésie française (PCPF) 2022-2030 ;
- Travaux d'identification du potentiel de stockage d'énergie par pompage turbinage (STEP - Station de Transfert d'Énergie par Pompage) à Tahiti ;
- Gestion du dispositif de péréquation permettant de réduire les inégalités des différents services publics de l'électricité.

Au titre de l'économie numérique (DGEN) :

Afin de recréer et maintenir le lien avec les citoyens et servir efficacement, l'administration doit répondre aux exigences du *e-fenua* et donc de la digitalisation, dans le respect des principes fondateurs régissant tout service public : continuité, égalité et mutabilité. En effet, la digitalisation ayant transformé la façon de vivre et de travailler, les pouvoirs publics et son administration doivent revoir la façon d'interagir avec les citoyens et les entreprises.

Pour répondre aux attentes des citoyens et améliorer la performance de l'action publique, il convient de mettre en place un environnement numérique performant et sécurisé en :

- Objectif n°1 : favorisant l'accès au digital ;
- Objectif n°2 : garantissant la protection digitale du citoyen et de ses données personnelles ;
- Objectif n°3 : soutenant l'innovation et l'économie numériques.

Au titre de Tahiti Nui télévision (TNTV) :

La chaîne du Pays a su conquérir le cœur des Polynésiens et s'affirmer en qualité de leader sur son marché en misant sur une programmation locale audacieuse aux meilleures heures d'écoute. Malgré un environnement chamboulé par l'émergence des plateformes de contenus étrangers (Netflix, Disney+, Amazon...) et par une évolution des modes de consommation (digitalisation), les téléspectateurs s'identifient pleinement dans les contenus que la chaîne propose, reflétant au mieux la vie polynésienne.

14.2 Programme 914 01/974 01 : réseau routier

14.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme important d'extension, d'amélioration et de remise à niveau des infrastructures routières pour la sécurité des usagers de la route de la Polynésie française initié depuis 2013 a été poursuivi sur l'ensemble du territoire.

Un programme de renouvellement et de mise aux normes des dispositifs de retenues a permis une amélioration de la sécurité routière.

Une meilleure connaissance de l'état du patrimoine routier et des ouvrages d'arts sur Tahiti et Moorea a également été initiée dans le cadre de la mise en place d'une base de données rattachée à un Système d'information géographique (SIG). Il est envisagé à terme de déployer ces outils au reste des îles.

Sur le point particulier des ouvrages d'art, les diagnostics ont été poursuivis. D'ores et déjà des ouvrages en très mauvais état ont déjà été recensés et une programmation des remises en état ou remplacement sera à mettre en place. Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été contractualisé avec le CEREMA afin de bénéficier de leur expertise sur le sujet, et un projet de création d'une cellule dédiée spécifiquement aux ouvrages d'art au sein de l'arrondissement infrastructure est à l'étude.

Le retour d'expérience sur les chaussées existantes fait apparaître une durée de vie d'un tapis d'enrobés de 10 ans sur les routes très circulées de Tahiti et de 15 ans sur les autres îles de la Société. L'objectif de maintien à niveau reflète cette situation. Le retard cumulé les années antérieures fait apparaître un accroissement des chaussées dégradées qui se traduisent par des zones d'insécurité et un mécontentement des usagers. Il s'en suit une augmentation très sensible du coût d'entretien, en personnel et en fournitures qui se ressent sur le budget de fonctionnement.

Pour les autres archipels, de nombreuses routes ne sont pas encore revêtues. Il faudra prioriser les routes d'intérêt économique ou nécessaires à la sécurité des biens et des personnes.

14.2.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 - Maintien à niveau du réseau routier de l'archipel de la Société

Objectif n°1 - Maintien à niveau du réseau routier de l'archipel de la Société										
Renouvellement du réseau routier des îles de la société										
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible		
Indicateur 1.1 : Pourcentage de chaussées remis à niveau annuellement par rapport au linéaire total du réseau routier sur Tahiti	%	5,60%	10,00%	10,00%	10,00%	8%	objectif remplacé			
Indicateur 1.3 : Pourcentage de chaussées remis à niveau annuellement par rapport au linéaire total du réseau routier sur Moorea	%	4,30%	7,00%	3,60%	3,60%	3,60%	objectif remplacé			
Indicateur 1.4 : Pourcentage de chaussées remis à niveau annuellement par rapport au linéaire total du réseau routier sur les îles sous le vent	%	2,60%	8,20%	5,50%	7,50%	8%	objectif remplacé			
<u>Sources des données :</u>										
Données annuelles sur les travaux effectués & budget - Linéaire cumulé de chaussées en très bon état										
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>										
Indicateur 1.1 : Remise à niveau annuelle des chaussées par rapport au linéaire total du réseau routier de Tahiti / 257km (durée de vie 10 ans)										
Indicateur 1.3 : Remise à niveau annuelle des chaussées par rapport au linéaire total du réseau routier de Moorea / 70km (durée de vie 15 ans)										
Indicateur 1.4 : Remise à niveau annuelle des chaussées par rapport au linéaire total du réseau routier des ISLV / 306km (durée de vie 15 ans)										

NB : Cet objectif est retiré sur 2024. Il est remplacé par « Maintenir à niveau le réseau routier existant et l'améliorer.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de répondre à cet objectif, des opérations nécessaires à l'amélioration du réseau routier pour un montant en investissement de 3,7 milliards F CFP ont été réalisées. Ces travaux avaient pour but de réduire le nombre de chaussées en mauvais état et d'améliorer la sécurité des usagers de la route.

En section de fonctionnement, un budget de 554 millions F CFP a été dépensé pour l'entretien des équipements du Pays en matière de réseau routier et de voirie.

Sont imputées dans ce programme toutes les dépenses de fonctionnement nécessaires à l'entretien des équipements du Pays en matière de réseau routier et de voirie. Sont compris également la signalisation et les équipements de sécurité routière. Il s'agit essentiellement des dépenses suivantes : achats non stockés de matières et fournitures (carburant, fournitures de voirie, matériaux de construction...), locations de camions et d'engins lourds, travaux d'entretien et de réparation du réseau routier confiés aux entreprises, des frais d'études générales (ne pouvant être imputés en section d'investissement). Sont également prises en charge les dépenses de fonctionnement des services d'intervention cités précédemment (téléphone, fournitures de bureau, déplacements, primes de panier), ainsi que les frais d'électricité de l'éclairage routier (RDO, RDP, trou du souffleur, échangeur de la Punaruu, viaduc de la Punaruu, échangeur de la Matatia, échangeur Maeva beach, éclairage route lycée hôtelier, éclairage public, éclairage des voies du CES, éclairage bretelle Faa'a, zone Bounty) et l'entretien du front de mer du carrefour Tahiti Nui au carrefour de la base marine.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Sur Tahiti, en 2023, les efforts de 2022 ont été poursuivis avec environ 20 km de chaussées traitées. Certaines opérations ont été retardées du fait des projets communaux prévoyant la réfection des réseaux d'adduction d'eau potable. Certains tronçons à reprendre (à Mataiea et à Paea par exemple) seront donc reportés en 2024.

Objectif n°2 : Améliorer le réseau routier des Marquises

Objectif n°2 - Améliorer le réseau routier territorial des Marquises										
Améliorer le réseau routier territorial des îles Marquises										
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible		
Indicateur 2.1 : Pourcentage de chaussées bétonnées aux Marquises par rapport au linéaire total du réseau routier	%	70,00%	74,00%	78,00%	76,00%	75,00%	objectif remplacé			
<u>Sources des données :</u>										
Données annuelles sur les travaux effectués & budget - Linéaire cumulé de chaussées bétonnées										
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>										
Indicateur 2.1 : linéaire de chaussées bétonnées aux Marquises par rapport au linéaire total du réseau routier / 291 km										

NB : Cet objectif est retiré sur 2024. Il est remplacé par « Maintenir à niveau le réseau routier existant et l'améliorer ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de répondre à cet objectif, 345 millions F CFP en investissement et 73 millions F CFP en fonctionnement ont été dépensés afin d'engager les actions nécessaires à l'amélioration du réseau.

Cet objectif consiste principalement à bétonner des routes d'intérêt général telles que routes de ceinture, accès aux ports et aéroports, mais également à réhabiliter les routes existantes dont le revêtement est en fin de vie tout en sécurisant les talus attenants.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les perspectives sont de continuer l'aménagement des sections non-bétonnées et de rénover les sections qui tendent à se dégrader. La problématique de l'approvisionnement en agrégats a été solutionnée par la notification, durant le second semestre 2022, de marchés de fournitures pour l'ensemble des 6 îles. Les chantiers prévus en 2023 ont connu des aléas divers (appels d'offres infructueux, revendications foncières...) et il faut espérer que ceux-ci se règleront en 2024 afin de faire avancer les opérations routières sur l'archipel.

Objectif n°3 : Amélioration du réseau routier de l'archipel des Australes

Objectif n°3 - Améliorer le réseau routier territorial des Australes								
Améliorer le réseau routier territorial des îles Marquises								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 : Pourcentage de chaussées bétonnées aux Australes par rapport au linéaire total du réseau routier	%	90,32%	90,32%	97,00%	91,60%	91,60%	objectif remplacé	
Sources des données :								
Données annuelles sur les travaux effectués & budget - Linéaire cumulé de chaussées bétonnées								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 3.1 : linéaire de chaussées bétonnées aux Australes par rapport au linéaire total du réseau routier / 62 km								

NB : Cet objectif est retiré sur 2024. Il est remplacé par « Maintenir à niveau le réseau routier existant et l'améliorer. »

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de répondre à cet objectif, 24 millions F CFP en investissement et 54 millions F CFP en fonctionnement ont été dépensés afin d'engager les actions nécessaires à l'amélioration du réseau.

Il n'y a pas eu d'évolution notable en ce qui concerne le linéaire de chaussées bétonnées aux Australes en 2023, seuls les chantiers sur Rurutu et Raivavae ont pu avancer. L'explication vient de la liquidation de l'entreprise qui était attributaire du marché de fourniture d'agrégats (Interoute). De ce fait les opérations ont été fortement ralenties sur l'archipel.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La reprise par l'entreprise Tuahaa Pae du marché de fourniture d'agrégats doit permettre de relancer la production sur l'archipel et d'activer le démarrage des chantiers dans toutes les îles.

Objectif n°4 : Modernisation et réfection du réseau routier de l'archipel des Tuamotu-Gambier

Objectif n°4 - Modernisation et réfection du réseau routier territorial des Tuamotu-Gambier								
Modernisation et réfection du réseau routier territorial des îles Tuamotu-Gambier								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 : Pourcentage de chaussées bétonnées aux Tuamotu-Gambier par rapport au linéaire total du réseau routier	%	79,54%	80,00%	83,00%	83,00%	90,48%	objectif remplacé	
Sources des données :								
Données annuelles sur les travaux effectués & budget - Linéaire cumulé de chaussées bétonnées								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 4.1 : linéaire de chaussées bétonnées aux Tuamotu-Gambier par rapport au linéaire total du réseau routier / 181 km								

NB : Cet objectif est retiré sur 2024. Il est remplacé par « Maintenir à niveau le réseau routier existant et l'améliorer ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de répondre à cet objectif, 162 millions F CFP en investissement et 14 millions F CFP en fonctionnement ont été dépensés afin d'engager les actions nécessaires à l'amélioration du réseau.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les chantiers de bétonnage ont repris depuis 2021 dans l'archipel, alliant travaux en régie et travaux avec entreprises. En 2023, un linéaire total de 4,3 km, réparti sur 6 îles (Manihi, Amanu, Anaa, Kaukura, Rangiroa, Kauehi), a été réalisé. Un marché attribué à l'entreprise Interoute sur Mangareva n'a pu se réaliser en raison de la liquidation de cette dernière dans le courant de l'année. Ces travaux seront relancés en 2024.

14.2.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 01 - RESEAU ROUTIER	696 323 834	4 569 555 930	5 265 879 764
Maintien à niveau du réseau routier de l'archipel de la Société	554 232 361	3 782 313 303	4 336 545 664
Améliorer le réseau routier des Marquises	73 043 814	345 745 799	418 789 613
Amélioration du réseau routier de l'archipel des Australes.	54 774 745	24 740 145	79 514 890
Modernisation et réfection du réseau routier de l'archipel des Tuamotu Gambiers.	14 272 914	162 426 582	176 699 496
Renouvellement du Parc engins et véhicules de chantiers de la DEQ et petits matériels d'atelier et de chantier DEQ		254 330 101	254 330 101

14.3 Programme 914 02/974 02 : ports et aéroports

14.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan de l'aviation civile

Les orientations stratégiques prévues par le Projet annuel de performance 2023, étaient la réalisation d'un programme de rénovation des installations avec pour objectif la mise aux normes des aéroports en vue de développer et maintenir une desserte intérieure régulière tout en reconstruisant et en rénovant les aérogares. La stratégie de la desserte aérienne internationale était, quant à elle, portée par les projets structurants des 3 aéroports des îles de Nuku Hiva, Bora Bora et Rangiroa.

L'année 2023 a été une année mitigée en termes de performance d'exécution.

Est prévu en 2024, un retour à un meilleur mode de fonctionnement sous l'impulsion d'une meilleure utilisation des ressources.

Bilan de l'équipement

Depuis 2011, le gouvernement de la Polynésie française a lancé un programme ambitieux de rénovation des installations portuaires et aéroportuaires, qui se trouve dorénavant intégré dans une démarche globale issue de l'adoption par le Conseil des ministres en septembre 2015 du schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025.

Sur le point particulier des ouvrages maritimes, les diagnostics ont été poursuivis. D'ores et déjà des ouvrages en très mauvais état ont été recensés et une programmation des remises en état ou de remplacements a été actée.

Bilan du Port autonome de Papeete

Le 21 février 2023 le Conseil d'administration du Port autonome de Papeete a fixé les projets de développement du schéma directeur d'aménagement du Port autonome de Papeete sur la période 2022-2032.

En 2023, 7 opérations d'études et travaux inscrites dans ce schéma directeur ont été menées :

- Reconstruction du quai au long cours (travaux) ;
- Construction d'un terminal croisières (travaux) ;
- Aménagements de la marina d'Uturoa (travaux) ;
- Construction du quai de cabotage n°6 (appels d'offres) ;
- Clôture du port de commerce (études et appel d'offres) ;
- Rénovation du réseau AEP de Motu Uta (études et appel d'offres) ;
- Rénovation de la place Vaiete (consultation publique – appel à idées).

14.3.2 Bilan des réformes

Bilan de l'aviation civile

Pour rappel, la modification des missions de la Direction de l'aviation civile (DAC) intervenue en 2019, intégrant dans son périmètre, les études et réalisations des travaux aéroportuaires avait abouti à un questionnement

de la part des autorités de contrôle du fait, notamment, de l'existence de deux services différents intervenant sur le même périmètre alors que seule la DAC en tant qu'exploitante est redevable des réglementations et responsabilités afférentes aux yeux de l'Etat.

Il avait alors été conclu la nécessité de regrouper au sein d'une seule entité le pilotage et la réalisation des opérations en lien avec les infrastructures aéroportuaires.

En juin 2023, la nouvelle gouvernance a décidé de maintenir le recours à des maîtrises d'ouvrages déléguées à la Direction de l'équipement (DEQ) pour les opérations financées par le Pays et le tarif de sûreté et de sécurité (T2S). La DAC continuerait à assurer son rôle d'exploitante et d'autorité de contrôle de la desserte.

Bilan de l'équipement

La DEQ poursuivra le portage direct et l'exécution des opérations financées au 3IF.

14.3.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de l'aviation civile (DAC)

Objectif n°1 - Amélioration et harmonisation des infrastructures aéroportuaires

Objectif n°1 - Amélioration et harmonisation des infrastructures aéroportuaires								
Favoriser une meilleure rationalisation et optimisation des moyens de transports aériens en accord avec le schéma directeur adopté par le conseil des ministres en 2015								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nbre d'aérodromes adaptés en code 2C	Nb		2	1	Pas de révision	0	objectif remplacé	
Indicateur 1.2 - Nbre d'aérodromes adaptés en code 3C	Nb	0	4	/	Pas de révision	2	objectif remplacé	
Indicateur 1.3 - [Création de balisage lumineux] Nbre de balisages lumineux réalisés	Nb		4	/	Pas de révision	2	objectif remplacé	
Indicateur 1.4 - [Création de balisages diurnes] Nbre de balisages diurnes mis aux normes	Nb	0		7	Pas de révision	1	objectif remplacé	
Indicateur 1.5 - Réfection des couches de roulement des pistes	Nb	1	3	0	Pas de révision	2	objectif remplacé	
Indicateur 1.6 - Rénovation et construction Hélistation à Taiohae - Nuku Hiva	-		Hélistation achevée + Etudes et lancement marché travaux hangar maintenance	Hangar maintenance achevé	Pas de révision	Travaux Hélistation Phase OPR	objectif remplacé	

Sources des données :
Base de données de la direction de l'aviation civile et opérations d'investissement réalisées
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - nombre de projet en cours
Indicateur 1.2 - nombre de projet en cours
Indicateur 1.3 - nombre de balisage lumineux créé /an
indicateur 1.4 - nombre de balisages diurnes refaits/an
indicateur 1.5 - nombre de piste refaite/an
indicateur 1.6 - Phase
Autres commentaires :

NB : il n'est pas utile d'afficher 2024 car cet objectif n'existe plus sur 2024.

- Commentaire et analyse des résultats

Action n° 1.1 = Nombre d'aérodromes adaptés en code 2C

La communication n°114/VP du 27/07/2022 annonçait le projet de mise en conformité 2C de l'aérodrome de Maupiti. Pour donner suite à l'arbitrage mettant notamment en exergue que l'opportunité du projet n'était pas clairement identifiée, il a été décidé de surseoir à ce dernier et ainsi recentrer l'aérodrome sur une mise en conformité répondant à des écarts CHEA avérés. Aussi, la seule opération relevant de cet indicateur n'a pas avancé.

Action n° 1.2 = Nombre d'aérodromes adaptés en code 3C

La DEQ a mené en 2023 des opérations visant à remettre aux normes les chaussées aéronautiques des aérodromes de Ahe et Manihi. Ces dernières respectent désormais les caractéristiques de la codification 3C.

Action n° 1.3 = Nombre de balisages lumineux réalisés

La DEQ a également mené à leurs termes deux opérations de création de balisage lumineux sur les aérodromes de Anaa et Ahe pour l'année 2023.

Action n° 1.4 = Nombre de balisage diurnes mis aux normes

La DAC doit faire face à de nombreux écarts liés aux marquages diurnes dégradés et a initié un programme pluriannuel de réfection du balisage diurne de tous ses aérodromes.

Malheureusement, le plan de charge 2023 n'a pas permis de réaliser cette programmation qui est ainsi reportée en réalisation 2024-2026.

Toutefois, la DEQ a pu mener à terme la réfection du balisage diurne de l'aérodrome de Manihi dans le cadre d'un programme de mise aux normes CHEA.

Action n° 1.5 : Réfection couches de roulement de pistes :

Dans le cadre d'une convention liant la Polynésie française et l'Etat, deux projets de resurfaçage de chaussées aéronautiques ont été initiés en 2021 pour les aérodromes de Rangiroa et Raiatea. Le resurfaçage de la piste de Rangiroa s'est ainsi achevé le 15 décembre 2023. Cependant, à la suite d'évènements affectant le marché en raison de la liquidation de l'entreprise attributaire, le resurfaçage de la piste de Raiatea a connu un glissement reportant son exécution en 2024. Les éléments d'information des aérodromes de Raiatea et Rangiroa sont portés ici à titre indicatif, puisqu'ils disposent de leurs propres indicateurs portés à la mission 915.

Action n° 1.6 : Rénovation et construction Hélistation à Taiohae – Nuku Hiva

La DAC mène le projet de construction du hangar qui servira de site de maintenance à la compagnie TNH qui prendra à son compte l'exploitation du site. Le projet comporte ainsi deux aspects : la construction de l'hélistation avec une hélisurface dotée d'un balisage lumineux et la construction d'un hangar de maintenance pour hélicoptères.

Si l'hélistation est en cours de réception à fin 2023, le hangar de maintenance a subi un retard lié notamment à une enveloppe financière insuffisante qui a dû être réajustée au collectif budgétaire de juillet 2023. La réception du hangar de maintenance est désormais prévue pour le 1^{er} trimestre 2025.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les opérations visées sur ces indicateurs sont longues à faire aboutir (programmation pluriannuelle) mais les indicateurs posés de longues dates ne semblent plus pertinents pour illustrer l'avancement des opérations portées au titre de ces missions. Les indicateurs gagneraient à être revus pour être ajustés sur des paramètres qui permettent de rendre compte des avancées annuelles (par exemple différencier les indicateurs par phases de réalisation et/ou avancement des projets : études – préparation et travaux) ce qui permettrait de rendre compte des états d'avancements de manière plus précis qu'actuellement ; les indicateurs étant aujourd'hui représentatifs d'un objectif final et non d'étapes à franchir dans le cadre du montage d'opérations longues à réaliser dans le temps, ils seront donc réajustés l'année prochaine.

Objectif n° 2 : Infrastructures d'accueil des gros porteurs

Objectif n°2 - Infrastructures d'accueil des gros porteurs								
Etudier la faisabilité de création d'aéroports internationaux selon les recommandations du SAGE								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Aéroport international de Rangiroa	-	conception APS	Conception APD MOE en cours	Etudes et conception AO travaux	Pas de révision	Projet Stand by		objectif remplacé
Indicateur 2.2 - Aéroport international de Nuku Hiva	-	conception APS	Conception APD MOE en cours	Etudes et conception	Pas de révision	Redéfinition du projet		objectif remplacé
Indicateur 2.3 - Aéroport international de Bora Bora pour Jets privés	-	Faisabilité et Esquisse	Conception APS MOE en cours	Etudes et conception	Pas de révision	Projet arrêté		objectif remplacé
Sources des données :								
<i>Base de données de la direction de l'aviation civile et opérations d'investissement réalisées ou programmées</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 - Phase d'études</i>								
<i>Indicateur 2.2 - Phase d'études</i>								
<i>Indicateur 2.3 - Phase d'études</i>								
Autres commentaires :								

NB : il n'est pas utile d'afficher 2024 car cet objectif n'existe plus sur 2024.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour ces 3 opérations, la DAC s'est adjoint une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aider à rédiger le cahier des charges pour le lancement des appels d'offres afin de trouver les maitresses d'œuvre qui réaliseront les études et conceptions de ces opérations. Les opérations ont été suspendues à l'arrivée du nouveau directeur qui a pris ses fonctions le 4 décembre 2023.

Bilan de l'équipement (DEQ)

Les objectifs fixés consistent à mettre en adéquation les infrastructures avec le niveau de service qu'elles doivent rendre.

Le premier objectif recherché consiste à disposer d'un état des lieux des différentes infrastructures permettant de programmer des opérations lourdes de réfection ou de remise à niveau.

Depuis 2020, une cellule spécialement dédiée à cet objectif a été mise en place au sein de la subdivision des phares et balises. La cellule reçoit l'appui technique de la subdivision études et travaux maritimes. Elle intervient pour les infrastructures maritimes et pour les ESM (balisage maritime). La cellule comprend un chef de cellule et un adjoint. Un matériel dédié a été acquis (drone sous-marin). La cellule a une capacité d'intervention propre (inspection en régie) pour pouvoir intervenir sur les atolls isolés. En parallèle, une série de diagnostics a été externalisée à des prestataires privés.

Objectif n°1 : Diagnostiquer les infrastructures portuaires

Objectif n°1 - Diagnostiquer les infrastructures portuaires								
Recensement et lancement des études de mise aux normes des ouvrages maritimes recevant les lignes commerciales								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 1.1 : Nombre d'inspection des infrastructures portuaires réalisés	Nb	15	15	15	12	10	objectif remplacé	
Sources des données : Base de donnée de l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement								

NB : sur 2024 cet objectif est remplacé par l'objectif « Mettre en sécurité les usagers des infrastructures portuaires et aéroportuaires ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Afin de répondre à cet objectif, une action relative aux visites techniques et études des installations a été réalisée essentiellement en régie.

En 2023, les principaux ouvrages diagnostiqués concernent les îles de Tahiti (Taiarapu), Fatu Hiva, Hiva Oa, Apataki, Arutua, Kaukura, Makatea, Motu Tunga, Tahanea, Tureia. Certaines îles n'ont pu faire l'objet de diagnostics compte tenu du plan de charge, de la régie et des prestataires, et des reports météo.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour 2024, le planning prévisionnel d'intervention et de diagnostic concerne les îles suivantes : Maiao (suite report 2023), Tahiti Est et Nord, Moorea, Bora Bora, Maupiti, Raiatea et Taha'a (suite report 2023), Ahe, Hikueru (suite report 2023) et Marokau, Mataiva, Nihiru, Taenga, Takume, Tatakoto, Tenarunga, Tuanake, Vanavana.

Objectif n°2 : Réhabiliter ou maintenir à niveau les infrastructures portuaires

Objectif n°2 - Réhabiliter et maintenir à niveau les infrastructures portuaires								
Travaux de réhabilitation ou de reconstruction des ouvrages maritimes qui ne sont pas aux normes								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 2.1 - Nombre d'ouvrages maritimes réhabilités ou reconstruits	Nb	8	6	6	4	4	objectif remplacé	
Sources des données : Base de donnée de l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement								

NB : sur 2024 cet objectif est remplacé par l'objectif « Mettre en sécurité les usagers des infrastructures portuaires et aéroportuaires ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Cet objectif, basé sur les diagnostics réalisés les années précédentes, consiste à réhabiliter ou à maintenir à niveau les infrastructures. Afin d'y répondre, des travaux de réhabilitation sur les installations portuaires ont été réceptionnés en 2023 à Moorea (Paopao), à Hitia'a (Vaihee), Hereheretue, Napuka pour un montant en investissement de 1,5 milliard F CFP et en fonctionnement de 118 082 887 F CFP (dont 60 millions liés à l'indemnisation de BOYER pour le chantier de Tevaitoa).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le programme prévisionnel de diagnostics et de travaux doit permettre la vérification de l'ensemble des ouvrages relevant de la DEQ à l'horizon 2025. Il est estimé qu'à partir de cette date, un gros effort aura été fait pour remettre à niveau les ouvrages portuaires et maritimes.

Bilan du port autonome de Papeete (PAP)

Objectif n°1 : Répondre aux besoins des différentes filières portuaires

Objectif n° 1 - Répondre aux besoins des différentes filières portuaires								
Reconstruction, rénovation, extension et/ou optimisation des quais, réseaux, terre-pleins et hangars afin de sécuriser l'approvisionnement du Pays et d'améliorer l'offre d'infrastructure portuaire. Garantir le respect des normes imposées par le code ISPS								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'équipements rénovés ou construits	Nb			4		2		objectif remplacé
<u>Sources des données :</u> <i>Port autonome de Papeete</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 1.1 - données brutes</i>								

NB : objectif remplacé sur 2024 par « Intégrer le port dans la ville et l'adapter aux besoins des différentes filières portuaires tout en rationalisant l'utilisation de l'espace existant ».

- *Commentaire et analyse des résultats*
 - 2 constructions non achevées fin 2023 (terminal croisières et quai au long cours).
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*
 - 3 démarriages de constructions en 2024 (QC6, aménagement du TCI, radar).

Objectif n°2 : Intégration avec la capitale et son environnement

Objectif n° 2 - Intégration avec la capitale et son environnement								
Construction et/ou rénovation des équipements en lien avec la ville								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'études réalisées	Nb			3		2		objectif remplacé
Indicateur 2.2 - Nombre d'équipements construits	Nb			1		0		objectif remplacé
<u>Sources des données :</u> <i>Port autonome de Papeete</i> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 2.1 - données brutes</i> <i>Indicateur 2.2 - données brutes</i> <u>Autres commentaires :</u>								

NB : objectif remplacé sur 2024 par « Intégrer le port dans la ville et l'adapter aux besoins des différentes filières portuaires tout en rationalisant l'utilisation de l'espace existant ».

- *Commentaire et analyse des résultats*
 - Une étude non achevée fin 2023 (concours idées place Vaiete) ;
 - 2 études sur des équipements qui seront construits en 2024 (clôture port de commerce, mise aux normes ICPE cale de halage) ont été réalisées en 2023.
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*
 - 2 études vont démarrer en 2024 (assainissement Motu Uta, centre administratif zone Sud Pont de Motu Uta) ;
 - Le concours d'idées pour la place Vaiete va se poursuivre au moyen d'une convention de maîtrise déléguée signée avec l'Etablissement public G2P relative à l'étude de son aménagement.

14.3.4 Crédits par action

		Dépenses mandatées		
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS		Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/974 02 - PORTS ET AEROPORTS		118 082 887	1 600 257 227	1 718 340 114
<i>Direction de l'équipement</i>				0
<i>Diagnostiquer les infrastructures portuaires</i>			16 513 569	16 513 569
<i>Réhabiliter ou maintenir à niveau les infrastructures portuaires</i>		118 082 887	1 573 974 164	1 692 057 051
<i>Aviation civile</i>				0
<i>Nombre AD adaptés en 2 C</i>			2 223 000	2 223 000
<i>Balisage diurne 43 Aérodrome</i>			0	0
<i>Rénovation et construction hélistation à Taiohae - Nuku Hiva</i>			4 992 994	4 992 994
<i>Etude de conception sur les 3 projets internationaux</i>			2 553 500	2 553 500
<i>Port autonome de Papeete</i>				0
<i>Répondre aux besoins des différentes filières portuaires (fonds propre PAP)</i>			1 047 000 000	1 047 000 000
<i>Intégration avec la capitale et son environnement (fonds propre PAP)</i>				0

14.4 Programme 914 03/974 03 : protection contre les eaux

14.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme de sécurisation à proximité de cours d'eaux par le recalibrage des rivières, la protection des berges avec des enrochements et des murs bétonnées et à la création d'un canal bétonné a été poursuivi sur 2023.

Ainsi le programme engagé sur les 30 rivières classées prioritaires pour sécuriser les voies de desserte, des zones économiques, des équipements publics et l'habitat dense a été maintenu durant toute l'année 2023.

14.4.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n° 1 : Calibrage des rivières

Objectif n°1 - Calibrage des rivières								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 : Nombre études avancées au stade DCE (par année)	Nb	1	1	1	1	0	objectif remplacé	
Indicateur 2.2 : Nombre de travaux achevés (cumul)	Nb	21	23	24	24	24	objectif remplacé	
Sources des données : Diagnostic établi sur les 30 rivières prioritaires								

NB : objectif remplacé sur 2024 par « Sécuriser les rivières et le littoral aux abords des infrastructures publiques ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Des travaux de calibrage des rivières et de protection du littoral pour sécuriser les biens et les personnes ont été effectués pour un montant en investissement de 807 millions F CFP (dont 100 millions F CFP d'enrochements pour Teahupoo suite aux intempéries du mois de mai et 120 millions F CFP dédiés à la révision des prix dans le cadre du marché « d'aménagement de la rivière de Nahoata, tranche 2 »).

Un budget de fonctionnement de 270 millions F CFP a été sollicité pour toutes les dépenses relatives à la protection des berges des rivières et du littoral.

Pour la DEQ, il s'agit essentiellement de procéder à des travaux d'entretien des cours d'eau (curages, nettoyages de lit des rivières ou des réparations de berges).

En 2023, les études pour le recalibrage de la rivière Hamuta (tranche 1) devaient être achevées dans les prévisions. La solution retenue en concertation avec la commune de Pirae (canal en béton armé comme à Nahoata) se heurte aux contraintes et objectifs environnementaux à savoir :

- Ne pas impacter les écosystèmes fluviaux en général ;
- La préservation des anguilles et oiseaux en particulier.

De nouvelles solutions doivent être étudiées d'où le retard.

Les travaux de la rivière Nahoata se sont achevés en 2023 conformément aux prévisions.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il s'agira de continuer pour chaque rivière identifiée :

- Les études techniques visant à réduire l'intensité des inondations, augmenter la capacité hydraulique du cours d'eau et sécuriser les berges ;
- Les études d'impact sur l'environnement des travaux envisagés ;

Les travaux d'aménagement et de sécurisation.

14.4.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
914/914 03 - PROTECTION CONTRE LES EAUX	270 097 034	807 088 132	1 077 185 166
Calibrage des rivières	270 097 034	807 088 132	1 077 185 166

14.5 Programme 914 04/974 04 : énergie

14.5.1 Bilan des orientations stratégiques

En 2023, la Direction polynésienne de l'énergie (DPE) a poursuivi son travail en faveur de la transition énergétique, autour des trois axes principaux suivants :

- Changer de modèle énergétique ;
- Changer nos comportements (maîtrise de la demande en énergie) ;
- Changer de modèle économique.

L'accent est notamment mis sur le développement des énergies renouvelables dans la production d'énergie électrique.

14.5.2 Bilan des réformes

Des avancées réglementaires dans le secteur de l'énergie ont eu lieu au cours de l'année 2023.

Concernant la réalisation et l'exploitation d'installations photovoltaïques avec stockage à Tahiti, dans la perspective de lancer un deuxième appel à projets, l'arrêté n°1285 du 27 juillet 2023 a modifié la programmation pluriannuelle des investissements pour la filière photovoltaïque avec stockage sur Tahiti et l'arrêté n°1286 du 27 juillet 2023 a plafonné le prix de vente de l'électricité. Par la suite la DPE a lancé la deuxième tranche, via un avis publié le 17 octobre 2023 au JOPF. L'appel à projets a néanmoins été déclaré sans suite le 22 décembre 2023.

En ce qui concerne le dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité, l'arrêté n°1811/CM du 12 octobre 2023 a mis à jour le prix de référence pour l'année 2024. Par ailleurs, plusieurs arrêtés ont approuvé les conventions d'adhésion de gestionnaires de réseaux :

- L'arrêté n°2244 CM du 5 décembre 2023 portant approbation de la convention relative à l'adhésion du gestionnaire des réseaux publics de distribution d'électricité des îles Marquises au dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité et octroyant le bénéfice du régime fiscal privilégié au titre du deuxième alinéa de l'article 2 de la délibération n° 90-121 AT du 13 décembre 1990 ;
- L'arrêté n°1572 CM du 7 septembre 2023 portant approbation de la convention relative à l'adhésion du gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité de Makemo au dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité et octroyant le bénéfice du régime fiscal privilégié au titre du deuxième alinéa de l'article 2 de la délibération n° 90-121 AT du 13 décembre 1990.

S'agissant de l'hydroélectricité, pour mémoire la loi du pays n°2021-48 LP/APF du 9 décembre 2021 relative aux procédures d'instruction des demandes de concessions et d'autorisations hydroélectriques a été promulguée le 24 janvier 2022. L'arrêté d'application n° 807/CM, lequel précise notamment les procédures d'instruction des demandes de concession et d'autorisation, est entré en vigueur le 4 mai 2023.

S'agissant de la réglementation énergétique des bâtiments, elle est entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2023.

Dans le cadre de la gestion du service public de l'électricité sur l'atoll de Makemo, et suite au lancement de la procédure de délégation de service public fin 2022 par la DPE, le Conseil des ministres a approuvé, par l'arrêté n°1571/CM du 7 septembre 2023, le choix du délégataire et le contrat de délégation de service public.

S'agissant des tarifs d'achat des énergies renouvelables, l'arrêté n°1353/CM du 10 août 2023 a fixé les nouveaux tarifs hors taxes de l'électricité produite par des centrales photovoltaïques.

Enfin, la loi du pays modifiant la section 2 du chapitre 1^{er} du titre 3 du code de l'énergie a été adoptée le 15 décembre 2023 par l'APF. Celle-ci réhausse le seuil de puissance de 100 à 500 kW des unités de production et de stockage sur Tahiti à partir duquel celles-ci sont soumises au régime d'autorisation préalable de catégorie A, prévu par le code de l'énergie.

Tout comme l'année précédente, la compétence juridique établie au sein de la DPE a également permis d'uniformiser et de sécuriser la passation de marchés afin de garantir le respect des principes issus du code polynésien de la commande publique.

14.5.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Changer de modèle énergétique

- Le premier objectif poursuivi vise à changer le modèle énergétique en substituant progressivement l'utilisation d'énergies fossiles par des énergies renouvelables dans toutes nos activités (production électrique, transport, urbanisme).

Cette transformation se traduira par une réduction de nos émissions de gaz à effet de serre participant ainsi à la lutte contre le changement climatique.

Les actions pour atteindre cet objectif portent notamment sur la mise en place de projets de production d'énergie renouvelable (EnR).

Objectif n°1 - Changer de modèle énergétique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Part d'énergie renouvelable dans la production d'électricité à partir de données des producteurs d'énergie électrique à Tahiti	%	35%	45%	38%	38%	37%	42%	45%
Indicateur 1.2 – Part d'énergie renouvelable dans la production d'électricité dans les îles autres que Tahiti	%	4,0%	6,4%	4,0%	5,5%	5,5%*	6,0%	6,0%
Indicateur 1.3 - Dépendance énergétique de la Polynésie française	%	93,90%	92,50%	93,65%	93,65%	93,65*	93,60%	93,50%

* : Estimation dans l'attente de la transmission des RAD des délégués (mi 2024) et la publication de l'OPE (fin 2024)

Sources des données :
Données des distributeurs et données consolidées et estimées par la DPE

Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 1.1 et 1.2 : reporting (fichier 10 min + RAD)
Indicateur 1.3 : Dépendance énergétique = Rapport en tonnes équivalent pétrole des : Importations d'énergies / (Importations d'énergies + Ressources locales)

Autres commentaires :
Importations d'énergie = essence d'aviation, essence, carburant, pétrole lampant, fioul, gazole, GNL, propane, butane
Ressources locales = éolien, hydraulien, hydroélectricité, photovoltaïque, eau chaude solaire, SWAC

▪ Commentaire et analyse des résultats

L'Observatoire polynésien de l'énergie, chargé de collecter, d'analyser et de communiquer les données liées à l'énergie en Polynésie française a publié son bilan énergétique pour les années 2021 et 2022. Cet ouvrage permet de replacer les données chiffrées dans le contexte géographique et économique de la Polynésie française et de mettre en lumière les différents modes de production et de consommation de l'énergie sur le territoire. Ce bilan constitue un document de référence pour les différents acteurs du secteur de l'énergie et pour le développement de nouveaux projets y afférent.

La part d'ENR dans le mix de Tahiti (**indicateur 1.1**) a connu une baisse de huit points par rapport à 2022, passant de 45% à 37%, du fait d'une baisse de la production hydroélectrique par rapport à 2022 qui avait connu des conditions météorologiques très favorables. Un impact substantiel est néanmoins attendu sur cet indicateur en 2024 avec notamment la mise en service des projets lauréats de l'appel à projets (AAP) relatif à la réalisation et l'exploitation d'installations photovoltaïques (PV) avec stockage sur Tahiti (tranche 1).

La mise en service du SWAC a permis une réduction de 1% de la consommation d'électricité, soit 5 GWh, à l'échelle de toute l'île de Tahiti pour la période de juillet à décembre 2022. Pour 2023, les données ne sont pas encore connues mais l'estimation est d'environ 10 GWh, soit environ 2%.

Les travaux initiés en 2021, visant à développer des projets de production PV avec stockage, ont été poursuivis en 2023 : suivi technique et administratif des projets lauréats de l'AAP relatif à la réalisation d'installations PV avec stockage, dont la mise en service est attendue mi-2024 (30,4 MWh et + 7 points sur le taux d'EnR de Tahiti) ainsi que la préparation et le lancement de la deuxième tranche d'AAP (30 MWh et + 7 points également attendus), publié le 17 octobre 2023 au JOPF. Cet AAP a néanmoins été déclaré sans suite le 22 décembre 2023.

L'opération d'équipement en panneaux PV du service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA) a été lancée en 2020 et l'installation réceptionnée en mars 2022. Les problèmes techniques rencontrés en 2022 et 2023 ont été solutionnés et la visite de garantie de parfait achèvement s'est déroulée en novembre 2023. La garantie de parfait achèvement devrait ainsi être levée en 2024.

Dans le cadre du programme Hydromax mené par Marama Nui, un projet d'aménagement dans la moyenne vallée de Papenoo est en cours (production hydroélectrique d'environ +4,5 GWh par an pour un investissement d'environ 1,6 milliard F CFP). Les échanges concernant l'instruction administrative du dossier pour l'autorisation de modification de la concession de forces hydrauliques se sont poursuivis en 2023, notamment concernant le projet d'avenant à la concession. Par ailleurs, Marama Nui a déposé un dossier de candidature concernant ce projet au Fonds de transition énergétique attribué par l'Etat. Le dossier n'a pas été retenu au titre de l'enveloppe 2023 mais devrait être redéposé en 2024.

La mise en service du générateur virtuel « Putu Uira » fin 2022 a permis de diminuer en 2023 le nombre de groupes thermiques en fonctionnement à la centrale Emile MARTIN et de faciliter la pénétration des EnR.

La part d'EnR dans la production d'électricité dans les îles autres que Tahiti (**indicateur 1.2**) confirme sa tendance à la hausse en 2022 et devrait rester du même ordre de grandeur en 2023 (données non connues à ce jour). Elle se situe entre 2,8% (pour l'Archipel des Australes) et 14,3% (pour l'archipel des Marquises). Leur développement pourrait être impacté par les renouvellements de concessions favorisés par l'entrée en vigueur du dispositif de solidarité.

L'indicateur relatif à la dépendance énergétique de la Polynésie française (**indicateur 1.3**) doit pouvoir illustrer le changement de modèle énergétique visé par la Polynésie française. En effet, il permet de mesurer la part des quantités d'énergies importées (à 100% carbonées) dans la satisfaction des besoins énergétiques du Pays. Cet indicateur est global puisque le secteur de l'électricité ne pèse que pour 36% quand celui des transports (routier, maritime et aérien domestique) représente 54%. Aussi, les seuls efforts entrepris dans le secteur de la production électrique ne suffiront pas à produire les effets significatifs attendus pour diminuer la dépendance énergétique du Pays. En 2022, la dépendance énergétique de la Polynésie française a peu évolué par rapport aux années précédentes et se situe aux alentours de 92,5% ; elle devrait être du même ordre de grandeur en 2023 (données non connues à ce jour).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de répondre aux objectifs définis supra, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- Action n°1 relative au suivi des projets issus de l'AAP tranche 1 relatif à la réalisation d'installations PV avec stockage sur Tahiti lancé en 2021 (autorisations, cadre réglementaire), sans montant spécifique (7 Mds d'investissement porté par le secteur privé) ;
- Action n°2 relative au SWAC du CHPF pour un montant global en investissement de 3,7 milliards F CFP, dont 2 millions F CFP liquidés en 2023 ;
- Action n°3 relative au calibrage et au lancement de l'AAP tranche 2 relatif à la réalisation d'installations PV avec stockage sur Tahiti (déclaré sans suite en décembre 2023) ;
- Action n°4 relative aux investissements TEP, pour un montant liquidé de 322,5 millions F CFP pour 2023 ;
- Action n°5 relative à l'adoption puis au suivi de la programmation pluriannuelle de l'énergie : document finalisé et envoyé pour adoption à venir ;
- Action n°6 relative à l'équipement en panneaux solaires PV des bâtiments du Pays pour un investissement réalisé de 3,5 millions en 2023, soit un total de 16,9 millions F CFP ;
- Action n°7 relative à la participation du Pays au Fonds de transition énergétique de l'Etat ;
- Action n°8 relative à l'identification de projets de STEP ou d'hydroélectricité à Tahiti.

Objectif n°2 : Changer nos comportements

- Le second objectif consiste à changer nos comportements afin de tendre vers une réduction de notre consommation énergétique notamment en adoptant des comportements plus responsables et en généralisant l'utilisation d'équipements moins énergivores.

Objectif n°2 - Changer nos comportements								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Production d'électricité pour l'île de Tahiti Sauf 2021 (ancien indic.) : consommation d'électricité en Polynésie française (concessions EDT)	GWh	585	533	600	533	544	533	533
Indicateur 2.2 – Consommation moyenne par foyer pour Tahiti Nord (en kWh/abonnés BT.an)	kWh	3 136	3 002	3 074	3 002	3 002*	3 002	3 002
Indicateur 2.3 – Consommation moyenne par abonnés industriels pour Tahiti Nord (en kWh/abonnés MT.an)	kWh	356 053	351 106	365 095	351 106	351 106*	351 106	351 106

Sources des données :

Indicateur 2.1 : données EDT (production pas de temps de 10 minutes) (2021 : 536 GWh Tahiti, estimations îles)
 Indicateur 2.2 et 2.3 : données EDT (estimations pour 2023 et + : stable)

Mode de calcul des indicateurs :

Aucun calcul nécessaire, simple reporting

* : Estimation dans l'attente de la transmission des RAD des déléguataires (mi 2024) et la publication de l'OPE (fin 2024)

- *Commentaire et analyse des résultats*

A cet égard, les actions conjointes menées en faveur de la transition énergétique dans le cadre de la convention de partenariat avec l'ADEME 2021-2023 ont été poursuivies. Il s'agit notamment de mener des campagnes et actions de sensibilisation/formation auprès des jeunes et du grand public mais également dans le milieu

professionnel via des formations, ainsi que de promouvoir les audits énergétiques et conseils d'orientation énergétiques auprès des communes.

Les travaux relatifs à la réglementation énergétique des bâtiments (REBPF) ont continué en 2023, les dispositions du texte étant désormais applicables à toutes les constructions neuves depuis le 1^{er} juillet 2023. Un important travail de vulgarisation, de communication et de formation a par ailleurs été mené. Enfin, la relance d'une nouvelle démarche « climat » initiée en 2021 et poursuivie en 2022 et 2023, le Plan climat de la Polynésie française (PCPF) permet d'évaluer les impacts sur le climat des différentes politiques sectorielles et de dessiner la trajectoire du Pays dans ce domaine. Un comité de pilotage a dans ce sens décidé en septembre 2023 des efforts supplémentaires à réaliser. Une convention de partenariat avec l'AFD a été mise en place afin de financer cette démarche.

Concernant les indicateurs, les actions menées auprès du grand public pour inciter à la maîtrise de la demande en énergie, via notamment l'Espace info énergie et les interventions en milieu scolaire, ainsi que les mesures mises en œuvre dans le cadre du partenariat ADEME-Pays en faveur des industriels (accompagnements sur la maîtrise de l'énergie, aides financières accordées pour la réalisation de diagnostics énergétiques) devraient permettre de maintenir une tendance légèrement baissière de la consommation d'énergie.

Ces chiffres pourront être consolidés dès réception des rapports des délégataires pour l'année 2023 attendus à la fin du premier semestre 2024.

Hors développement de grands centres de consommation ou de nouveaux modes de consommation, il est attendu que les gains d'efficacité des usagers domestiques comme professionnels compenseront peu ou prou l'arrivée de nouveaux abonnés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de répondre aux objectifs définis supra, le volume financier de réalisation pour l'année 2023 lié à la convention ADEME a été de 34,26 millions F CFP. La programmation est déclinée en une quinzaine d'actions distinctes, parmi lesquelles :

- Prestations relatives à la compréhension et la promotion de la réglementation énergétique des bâtiments de Polynésie française ;
- Actualisation des facteurs d'émissions carbone de la Polynésie française et promotion du simulateur d'empreinte carbone avec un jeu concours ;
- Poursuite du Plan climat de la Polynésie française 2022/2030 (PCPF) ;
- Poursuite des travaux de l'Observatoire polynésien de l'énergie ;
- Subvention à l'Espace info énergie ;
- Subventions à l'Université de Polynésie française pour 3 thèses liées à la transition énergétique ;
- Subvention à Météolien pour le financement du projet Atlas wave PF qui évalue et cartographie le potentiel houlomoteur de la Polynésie française.

La convention AFD/Pays pour la période 2021-2024 permet quant à elle le financement du marché public relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le PCPF. Ce marché, d'une durée de 4 ans, a été signé en mai 2022 pour un montant total de 19,75 millions F CFP TTC. Pour l'exercice 2023, le montant utilisé s'élève à près de 5,5 millions F CFP.

Objectif n°3 : Changer de modèle économique

L'évolution du modèle économique de l'énergie doit permettre de distinguer l'ensemble des coûts inhérents à chaque filière énergétique (approvisionnement et distribution d'hydrocarbures, production, transport, distribution et commercialisation de l'électricité) afin de définir les mécanismes publics les plus favorables à la transition énergétique.

Objectif n°3 - Changer le modèle économique de l'énergie								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Prix moyen de référence de l'électricité	FCFP/kWh	36,5	39,1	38,9	40,8	40,5	40,8	40,8
<i>Sources des données :</i> <i>Données Tahiti Nord</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif de changement de modèle économique de l'énergie s'accompagne d'un contrôle des concessions du secteur (audits) et d'une plus grande transparence dans la connaissance et la diffusion des données (diffusion via le site internet de la DPE).

Ainsi, au cours de l'année, le Pays a missionné des cabinets pour auditer les comptes de ses délégataires de services publics de l'électricité. Ont ainsi été examinés les rapports d'activité du délégataire des entreprises EDT, Marama Nui et TEP.

Les tarifs de l'électricité ont continué d'être sous pression du fait du maintien à un niveau élevé du cours des hydrocarbures.

Enfin, la gestion du dispositif de péréquation, effectif depuis le 1^{er} janvier 2022, a nécessité un accompagnement important de ses bénéficiaires, et notamment de tous les « petits réseaux ». Cet accompagnement permet à ces derniers de se mettre en conformité avec leurs obligations et d'objectiver le coût et le fonctionnement de leur service public.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de répondre aux objectifs définis supra, ont notamment été mises en œuvre les actions suivantes :

- Action n°1 : poursuite des audits comptables du secteur électrique pour un budget liquidé de 9,9 millions F CFP ;
- Action n°2 : souscription aux abonnements Worldscale et Platts pour disposer des données sur le coût et le transport des hydrocarbures (23,5 millions F CFP liquidés en 2023).

14.5.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Dépenses mandatées	TOTAL
914/974 04 - ENERGIE	146 623 222	325 874 128	472 497 350
- AP 434.2021 - Subvention TEP - Renouvellement de la liaison TEP 30 000 Volts et canalisation		192 499 999	192 499 999
- AP 377.2018 - Subvention TEP - Liaison 90 000 volts (Cdp 2 - 2018)		130 000 000	130 000 000
- X.477.2022 - SWAC - provision réparations			0
- Inspection et maintenance réseaux primaire et secondaire SWAC CHPF	3 099 589		3 099 589
- AP 168.2017 - Energies renouvelables - Bâtiments du Pays (2017-2020)		2 798 157	2 798 157
Convention de partenariat ADEME - période 2021-2023, environ 15 actions/an telles que :			0
Réglementation énergétique des bâtiments	10 405 533		10 405 533
Financement Espace Info Energie	6 851 573		6 851 573
Etudes d'opportunité	4 276 549		4 276 549
Observatoire Polynésien de l'Energie, etc.	12 728 657		12 728 657
Convention de partenariat AFD - période 2021-2024 (Etudes Transition énergétique et PCPF)		5 472 980	5 472 980
Audits comptables des délégations de service public		9 864 844	9 864 844
Etudes, expertises techniques et activités contentieuses	36 560 749		36 560 749
Abonnements Platts et Worldscale	23 519 498		23 519 498
Gestion du service public de distribution et de production d'électricité à Makemo			0
- Achat de carburants et diverses fournitures / prestations	33 843 250		33 843 250
- AP 408.2019 - Mise aux normes des moyens de distribution électrique de Makemo		457 288	457 288
- AP 409.2019 - Travaux d'extension du réseau de distribution électrique de Makemo		0	0
- AP 464.2018 - Acquisition de moyens de production d'énergie électrique		118 684	118 684

La consommation liée à la subvention d'investissement à la TEP est traitée au point 14.5.6. La réalisation du programme a été impactée par la situation sanitaire mondiale et plus particulièrement par des difficultés d'approvisionnement de la part des fournisseurs.

L'opération permettant d'équiper la toiture du SPAA de panneaux PV (AP 168.2017) a été soldée au cours de l'exercice 2023.

La convention ADEME-Pays 2021-2023 dispose d'un budget global annuel de 41,7 millions F CFP pour la DPE. Un nouveau projet de convention ADEME – Pays est en cours de finalisation pour la période 2024-2027 avec un budget global annuel similaire. Les opérations financées en 2023 couvrent une quinzaine d'actions (Espace info énergie, Plan climat, Observatoire de l'énergie, etc.).

La convention AFD/Pays 2021-2024 porte sur une subvention AFD globale de 450 000 euros (53,7 millions F CFP) sur 3 ans, dont 300 000 euros (35,8 millions F CFP) pour des prestations de services d'accompagnement à la transition énergétique et 150 000 euros (17,9 millions F CFP) pour le PCPF.

Pour les abonnements Worldscale et Platts permettant de disposer des données sur les coûts d'achat et de transport des hydrocarbures, ils ont été renouvelés en 2023 pour un montant de 23,5 millions F CFP.

Enfin, l'exploitation en direct par la DPE du service public de l'électricité sur l'atoll de Makemo, importante consommatrice de ressources financières et humaines depuis sa reprise le 29 janvier 2019, a pris fin le 30 septembre 2023 avec l'entrée en vigueur de la convention de délégation de service public confiant à la société Electricité de Polynésie la gestion de la production et distribution d'électricité de l'atoll à partir du 1er octobre 2023. Aussi, seul le solde des marchés en cours en investissement a été réalisé sur l'année 2023, ainsi que l'approvisionnement en carburant pour 33,8 millions F CFP.

14.5.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de solidarité dans le domaine de l'électricité (FSDE)

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 914/974 04 - ENERGIE	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
<i>Compte d'affectation spécial FSDE</i> <i>Mise en place et suivi du dispositif de solidarité dans le domaine de l'électricité (financés par la contribution versée par les usagers des services publics de l'électricité)</i>	3 850 473 984	0	3 850 473 984

Les flux financiers de l'année 2023 pour l'ensemble des réseaux de Polynésie sont les suivants :

- Contributions collectées : 3,85 milliards F CFP versés par les gestionnaires de réseaux à la Polynésie française ;
- Compensations versées : 3,452 milliards F CFP versés par la Polynésie française aux gestionnaires de réseaux.

Le fonctionnement du dispositif est satisfaisant puisque les compensations financières, qui sont versées au prorata des volumes facturés, ont été couvertes par les contributions collectées. Le FSDE est donc à l'équilibre pour l'année 2023, comme ce fut le cas en 2022. Le solde positif mentionné ci-dessus entre les contributions collectées et les compensations versées est à nuancer par le versement à venir de la compensation à certains réseaux n'ayant pas encore réalisé leur déclaration/fourni l'ensemble des justificatifs.

14.5.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Société Transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP)

La partie CDP2 (tranche 2 du bouclage du réseau de transport d'énergie électrique) a été lancée en décembre 2018. L'achat du matériel et sa réception ont été effectués en 2019 pour le plus gros matériel.

L'achèvement des travaux initialement prévus en 2021 a été retardé par les mesures adoptées pour lutter contre la pandémie (retards des fournisseurs ou de la chaîne logistique).

De nouvelles difficultés sont apparues courant 2023, ce qui a conduit à la signature d'un nouvel avenant approuvé par l'arrêté n°806/CM du 4 mai 2023, portant à 59 mois le délai de réalisation des travaux. Le solde de la subvention a été versée en fin d'année 2023 pour un montant de 130 millions F CFP.

La convention n°9741 du 14 décembre 2021 relative aux objectifs et obligations de la SEML TEP dans le cadre du financement du renouvellement de la liaison TEP 30 000 volts, canalisation 90 000 volts et ses équipements encadrants (CDT 2021-2023) détermine le montant et les conditions d'attribution d'une nouvelle subvention accordée par la Polynésie française à la SEML TEP. Ainsi, 785 000 000 F CFP hors taxes sont octroyés afin de sécuriser le transit des énergies par l'utilisation des liaisons 90 000 volts existantes en 30 000 volts, de fiabiliser le bouclage du réseau 90 000 volts et de permettre l'accès au réseau de transport de nouveaux producteurs d'ENR ou consommateurs entre Tipaerui et Punaruu.

Deux versements ont eu lieu en 2023 :

- 177 699 214 F CFP en août 2023 ;
- 14 800 785 F CFP en novembre 2023.

Le solde de la subvention sera versé lors de la mise en service des équipements courant 2024 pour un montant d'environ 142 millions F CFP.

14.6 Programme 914 05/974 05 : postes, télécommunications, nouvelles technologies

14.6.1 Bilan des orientations stratégiques

Bilan de l'économie numérique (DGEN) :

Certains grands chantiers réglementaires relatifs aux secteurs des télécommunications comme la mise à jour du code des postes et télécommunications (CPT) ainsi que sur le calcul des coûts entre les opérateurs, continuent à être mis en œuvre.

Sur les dispositifs d'aides, le SCCA est pleinement exploité.

Le plan de développement de l'économie numérique fera l'objet d'un nouvel objectif stratégique en 2024.

Bilan de Fare Rata :

La feuille de route 2023 s'est articulée autour de la continuité du plan ambition 2020-2025, la réalisation de la convention d'objectifs établie avec le Pays, ainsi que la mise en œuvre d'un plan de redynamisation et de modernisation de l'activité de Fare Rata, visant à l'amélioration de ses équilibres financiers (via l'augmentation de ses revenus et la maîtrise de ses charges) et de la qualité de service dans le cadre de sa délégation de service public postal et son engagement dans la politique d'aménagement du territoire.

Le déploiement du plan de transformation entamé en 2022 s'est poursuivi selon l'orientation stratégique de Fare Rata 2022-2024, axée sur la proximité, le numérique, et la logistique « PNL » :

→ **Proximité : Être le professionnel de référence de la relation clients de proximité en Polynésie française.**

Devenir un prestataire de services mutualisés de proximité pour le compte de l'OPT, mais aussi de tiers non marchands (CPS, etc.), ou marchands (compagnies aériennes, etc.), plus particulièrement dans les îles éloignées ;

Ces développements sont rendus possibles, grâce notamment aux investissements supportés par le Pays au côté de l'OPT, en matière de (re)construction des Bureaux de poste, ou de modernisation de son système d'information « SI Niu Ora » ;

→ **Numérique : Être le référent numérique en Polynésie Française.**

Devenir un acteur de référence du numérique sur le Fenua à l'attention des particuliers et entreprises (« Polynésie connect », services digitaux postaux, services de dédouanement en ligne des colis postaux, plateforme « E-logistique », etc.) ;

→ **Logistique : Être le référent logistique en Polynésie française.**

Développer la « market place » de référence pour les PME et commerçants du Fenua, en partenariat avec la CCISM, en s'appuyant sur son Pôle d'innovation digitale, son expertise en matière d'E-commerce et son réseau de distribution postale mondiale.

L'année 2023 a été marquée par :

- La poursuite du projet « SI Niu Ora » co-financé par le Pays à hauteur de 92 millions F CFP (logiciel de gestion commerciale, CRM et Market place) - démarré en mai 2022 pour un déploiement débuté en septembre 2023 pour s'achever en 2024 ;
- La finalisation des travaux de rénovation et de reconstruction des 6 bureaux de poste (Fakarava, Ahe, Apataki, Hatiheu, Puamau et Aratika) et la poursuite des travaux de reconstruction de Uturoa et de rénovation de Vaitape inscrits sur le programme d'investissement 2022-2023, co-financés par le Pays à hauteur de 271 millions F CFP ;
- La révision du catalogue des tarifs des services postaux, applicable à compter de novembre 2023, qui permet d'apporter simplification, cohérence et harmonisation des grilles tarifaires et de réajuster l'ensemble des tarifs au regard de l'évolution du coût de la vie depuis 2003, date de la dernière modification de l'ensemble des tarifs postaux ;
- L'effort continu sur la rationalisation des dépenses, par la mise en concurrence systématique des fournisseurs, ainsi que la limitation aux recours de consultants extérieurs, mais également par la mise en place d'un service achat centralisé.

- La mise en place d'un PREF (plan de rétablissement des équilibres financiers), au niveau du groupe OPT, demandé sur la période 2023-2025 dans un premier temps puis jusqu'à 2028, dans la continuation de la convention d'objectifs pour ce qui concerne Fare Rata ;
- La poursuite de l'élaboration de la convention d'établissement dénoncée le 2/02/22, finalisée début 2024.

Tableau récapitulatif des réalisations et projets Fare Rata sur la période 2023-2028 :

		S2 2023	2024	2025-2028
Innovations SI & digital	SI NIU ORA : Modernisation des systèmes d'information FR	Co-développement avec IDT en S12023 - Recettage des 12 sprints au 31/12/2023		Déploiement progressif dans le Réseau
	FENUA MARKET : Market Place - CCISM - OSB solution CRM	Convention CCISM et OSB en OCT2022 - Lancement Fenua Market le 4/09/2023		Intégrations régulières nouveaux commerçants
	"Bureau de poste en ligne" - Application mobile Bornes interactives dans le Réseau pour compte de Tiers	Mise en place avec CRC - centre de relation clients+ direction des ventes		interopérabilité SI Niu Ora
		Lancement 15 DEC 2023		Démarrage S2 2024
Dev.Partenariats public / privé	Fare Natira'a (Pays)	Démarrage expérimentation NOV 2022 Papara + Hitia'a / convention Pays		... Possibilité développement Fare Ora
	Polynésie Connect (Pays + CPS)			
	Marché IEOM (en cours)		Marché 2023-2024	
Opérations postales	Signature tactile AR sur PDA	"pilote" signature tactile des recommandés...		Investissements applicatifs + terminaux mobiles ...puis déploiement en 2025-
	Application de paiement en ligne pour dédouanement des Colis postaux	Démarrage au 03NOV2022...et développement commercial		
	Activité commissionnaire en douane -frêt hors postal	Dès T4 2022 : organisation & procédures - puis démarrage filiale OPT sur S2 2023...		Commercialisation active du service auprès des Entreprises
	FARE RATA EXPRESS (collecte, expédition, livraisons) Affranchissements en ligne	Lancement avec Fenua Market 04/09/2023		Refonte de l'interface Web Client
	POC - "pick up station" des colis postaux			Lancement Grand Public
	Automate affranchissement en Bdp	Entrée en application le 1erNOV2023		Partenariat Groupe WANE
	Gestion du courrier domestique	Etude d'opportunité		Dév. interface avec SI Niu Ora
	Logiciel Entreposage et Colisage	Etude d'opportunité		Evolution triennale à présenter dans Convention 2023-2028
				Développement SI + Pilote sur 2 Bdp POLYTAX SIDO + achat matériel
				Fenua Market + CTC

Bilan de l'exécution de la mission de service public et d'intérêt général délégués par l'OPT à la SAS Fare Rata :

1. En termes de fonctionnement

La subvention d'exploitation pour assurer l'équilibre sur l'exercice 2022, s'établit à 1 milliard F CFP, pour un coût total net du réseau des bureaux de poste de 1,957 milliard FCFP, sans augmentation sur 2023.

Pour 2023, une subvention d'exploitation du même montant a été attribuée et inscrite au budget 2023 de Fare Rata.

La rationalisation des coûts liés au réseau reste une priorité dans le cadre de la pérennisation globale des activités de Fare Rata.

2. En termes d'investissement

Conformément aux articles 6 et 10 de la convention d'objectifs de performance signée avec le Pays le 5 février 2020, pour la période 2020-2022, Fare Rata a poursuivi en 2023 le déploiement de ses projets stratégiques à fort impact financier en partie financés par une subvention d'investissement du Pays, tels que :

- La modernisation et le développement du réseau de distribution, financé à hauteur de 271 millions F CFP par le Pays en 2022 :
 - o La reconstruction et la rénovation des bureaux de poste des îles Marquises et des Tuamotu (montant de la subvention : 71,046 millions F CFP) a été achevée sur le premier semestre 2023 :
 - Îles Marquises : Puamau (Hiva Oa) et Hatiheu (Nuku Hiva) ;
 - Îles Tuamotu : Aratika, Fakarava, Apataki et Ahe.
 - o La rénovation du bureau de poste de Vaitape à Bora Bora (montant de la subvention : 50 millions F CFP) s'est poursuivie en 2023, avec une date de mise en service prévue pour mi 2024. Dans l'intervalle, un bureau de poste provisoire, rendu opérationnel début janvier 2023 a permis d'assurer la continuité de service à la population ;

- La reconstruction du bureau de poste d'Uturoa à Raiatea (montant de la subvention : 150 millions F CFP). La démolition de l'ancien bureau de poste a eu lieu fin décembre 2022 ; la pose de la première pierre en début mars 2023 avec une mise en service prévue en fin 2024.
- La modernisation de ses systèmes d'information, financée à hauteur de 92 millions F CFP par le Pays en 2022 :
 - Projet Niu Ora, logiciel de gestion commerciale et de gestion des stocks : la gestion du CAPPO (centre d'approvisionnement des bureaux de poste) a été migrée en septembre 2023, ainsi que 28 bureaux de poste des îles éloignées sur les premières semaines de 2024. Le déploiement se poursuit en 2024 avec une date prévue d'achèvement en juin 2024 ;
 - Solution CRM unique et normalisée conforme au RGPD, afin de développer l'activité commerciale via le Digital Marketing. Ce CRM est en fonctionnement depuis mai 2023 ;
 - Plateforme e-commerce, d'intermédiation entre les commerçants et leur clientèle avec paiement en ligne, intégration CRM, etc. : Fenua Maket a été activé en septembre 2023, avec le déploiement progressif de nouvelles fonctionnalités depuis cette date (version en anglais et en tahitien, rajout de devises pour les clients hors Polynésie, notamment) .

 Bilan d'ONATI :

Dans le secteur des télécommunications, les objectifs visant à faire progresser la couverture numérique du territoire quel que soit la technologie utilisée ont été atteints par l'OPT et sa filiale ONATI en 2023. En effet, les projets débutés en 2021 et 2022 s'étant poursuivis en 2023, certains sont arrivés à leur terme et les autres présentent les taux de réalisations escomptés :

- Mise en service du câble Natitua Sud aux Australes à Rurutu et Tubuai et lancement des offres Internet fixe fibre et de la 4G mobile le 31 juillet 2023 ;
- Augmentation du taux d'éligibilité au raccordement à la fibre pour atteindre 83,5% des foyers principaux polynésiens au 31 décembre 2023 ;
- Finalisation de l'extension des infrastructures satellites permettant de répondre aux attentes des internautes des îles non accessibles par câble pour une meilleure qualité de service et de meilleurs débits avec une capacité globale qui est passée de 650 Mbps de débit descendant en novembre 2021 à 1.090 Mbps en mai 2023 (et de 95 Mbps de débit montant à 175 Mbps) ;
- Mise en service de 75% du réseau de transmission en faisceaux hertziens permettant de faire bénéficier les abonnés isolés des vallées des Marquises des services Internet haut débit et de la 4G mobile ;
- Mise en service de la totalité du réseau de transmission en faisceaux hertziens permettant de faire bénéficier les abonnés de Mataiva des services internet haut débit et de la 4G mobile ;
- Extension de la couverture 4G et 4G+ sur 43 sites supplémentaires dans 22 îles des Archipels éloignés, ce qui porte le total de sites déployés dans ces îles à 57 ;
- Fabrication et acheminement du matériel nécessaire à la pose d'un câble sub-lagunaire entre la marina de Teahupo'o et le village de Tautira afin de sécuriser le réseau de la presqu'île en prévision des Jeux Olympiques de surf 2024 ;
- Et enfin, 62% des sites administratifs identifiés par la Direction du système d'information (DSI) du Pays dans le cadre du projet de modernisation des services publics (RTHD.PF) ont été rendus éligibles à la fibre.

14.6.2 Bilan des réformes

 Bilan de Fare Rata :

A l'instar des autres filiales du groupe OPT et dans la continuité de la convention d'objectif signée avec le Pays sur la période 2020-2022, Fare Rata a présenté un plan de rétablissement des équilibres financiers (PREF) pour la période 2023-2028. L'année 2023 a été axée sur l'exécution du plan de transformation stratégique avec pour enjeux prioritaires :

- Le développement commercial, associé à la marge commerciale ;

- La création de valeur via le lancement de nouveaux produits & services, le développement de partenariats stratégiques, ainsi que la conquête de nouveaux marchés ;
- La responsabilisation des managers sur la réduction des coûts directs ;
- La performance achats (mesure des économies réalisées issues d'un acte de négociation) portée par le service d'exécution budgétaire, rebaptisé « service achats », associé à tous les managers concernés
- La réduction des charges de personnel ;
- Des gains de productivité par le biais notamment du déploiement de nouveaux logiciels commerciaux et de gestion.

Ces objectifs ont été mis en œuvre via notamment :

1-Les orientations en matière de chiffre d'affaires

L'impact sur les revenus est porté par :

- **La mise œuvre des activités numériques** (décris dans le tableau récapitulatif) portées par les métiers et le Pôle innovation, ayant pour cibles les entreprises, administrations et grand public. Le bureau de poste en ligne est opérationnel depuis février 2024 ;
- **La distribution postale dynamisée par :**
 - La création de la Market Place avec les « ressortissants » de la CCISM, déployée début septembre 2023 ;
 - La révision du catalogue des tarifs postaux, appliquée en novembre 2023, incitant les clients à choisir les envois suivis (CPX) plutôt que la PAL (paquets) ;
 - Le développement des services de transport inter-îles (TAM), sera développé sur 2024 ;
 - La création de services étendus en matière de collecte et remise (COLLREM), ou d'envois EXPRESS en Polynésie française, en cours de développement pour 2024 ;
 - La renégociation des frais de versement avec La Poste / Asendia concernant les frais de versement PAL pour les objets de correspondance moins de 2kg, accord validé en fin d'année 2023, appliqué rétroactivement sur l'année;
 - Le déploiement des tablettes avec signature tactile auprès des facteurs, afin de gagner en productivité et qualité de service : deux bureaux de poste pilotes en 2023, déploiements supplémentaires à cadencer en 2024.
- **Le réseau des bureaux de poste dynamisé par :**
 - Le développement d'activités de gestion pour compte de tiers, qu'ils soient non marchands (« Polynésie Connect » avec DGSI, DMRA et CPS, décalés à 2025 ; IEOM – marché de collecte des pièces, actif depuis 2023 ; « Fare Natira'a » dont le but est de faciliter le parcours des administrés via une borne dans les Bureaux de poste, déploiements supplémentaires suspendus dans l'attente de la mise en route du projet Fare Ora etc.), ou marchands (représentation dans les îles éloignées d'opérateurs aériens, maritimes, autres). Négociations avec Air Tahiti en cours, notamment ;
 - La commercialisation d'un catalogue étendu des produits de négoce (hors stock agences) via la centralisation du dispositif commandes-dispatch au centre de tri du courrier (CTC), montée en puissance du catalogue à partir de mi 2023 avec l'activation de la plateforme Fenua Market ;
 - L'intensification des animations commerciales et challenges guichetiers, pour « booster » le CA (et marges commerciales) des produits postaux et de négoce, opérationnel depuis mi 2023 pour Fare Rata aussi bien que Marara Paiement ;
 - La refonte du plan de formation des collaborateurs en bureau de poste, en présentiel ou distanciel, réorientée sur les produits et la vente, mis en place avec la DIF (département de formation de l'OPT) ;
 - Le développement des « espaces conseils » Marara Paiement au sein des grandes agences du réseau, afin d'orienter les clients vers les produits et services qui leur sont proposés en 2023, seront finalisés en 2024 ;

- La refonte du parcours clients dans les grandes agences de Tahiti, Vaitape et Uturoa, comprenant des espaces d'auto-gestion par le client lui-même (affranchissement en ligne ; bornes interactives), des espaces conseils dédiés aux partenaires, un « merchandising » plus efficace. 2 bornes interactives prévues en 2024, reconstruction de l'agence d'Uturoa en cours, destinée à être l'agence pilote en terme d'agencement et parcours client et réouverture de l'agence postale de Vaitape le 22 avril 2024.
- Le déploiement du logiciel de gestion commerciale SI Niu Ora a débuté en septembre 2023 avec la gestion de stocks, et dans les bureaux de poste à partir de janvier 2024, permettant une gestion granulaire des activités sur l'ensemble du réseau ;
- La poursuite du programme « 'A Nati Mai » visant la mise en place d'un processus d'amélioration continue relativement à l'expérience client en bureau de poste, mais aussi l'implémentation et l'extension de bonnes pratiques, en matière de dynamisation commerciale et d'agilité organisationnelle.

2-Les orientations en matière de charges et de dépenses d'investissements

○ **Charges de fonctionnement**

- Les coûts directs n'ayant pas d'impact positif en termes de contribution sur le chiffre d'affaires (hors achats commerciaux liés à l'activité de négoce), ont été globalement réduits de 10% au moins par rapport à l'année précédente ; hormis ceux liés à la sécurité des bâtiments et des personnes ;
- Dans la continuité de l'exercice 2022, le recours aux prestataires externes a été réduit au strict nécessaire ; les projets permettant de fédérer l'intelligence collective ont été privilégiés ;
- Les missions (dépenses de voyages et de frais de mission) ont été réduites au strict nécessaire, favorisant le recours aux réunions en distanciel.

○ **Charges de personnel**

La masse salariale a baissé de 200 millions F CFP sur l'année 2023. L'objectif est d'assurer une totale maîtrise de la masse salariale, tout en garantissant le bon fonctionnement des services. Les mesures mises en place en 2020 ont perduré en 2023.

- Toute vacance d'emploi est à étudier, n'entrant pas automatiquement un recrutement ;
- Les dispositifs de départ volontaire et de retraite anticipée proposés ont perduré sur l'année 2023 ;
- La provision des congés payés (CP) a continué sa décroissance en 2023, par une planification rigoureuse sous la responsabilité des directeurs et managers ; cette prévisibilité permettant de mieux appréhender le recours aux CDD au motif de surcroit d'activité ;
- Gager la création de postes nouveaux par la suppression de postes vacants.

○ **Les investissements**

La transformation de la SAS Fare Rata requiert des investissements qui s'inscrivent dans une logique de ROI : retour sur investissement.

- Rappel : tout investissement est nécessaire par la création ou l'extension de produits ou services répondant à des besoins réels et quantifiables, et générant impérativement un profit sur 3 ans, ou des économies réalisées supérieures au montant de l'investissement, ou bien permettant d'assurer notre mission de service public ;
- La contribution du Pays au programme d'investissement 2022-2023 s'élevait à 363 millions FCFP (reconstructions + SI Niu Ora), s'inscrivant dans la Convention d'objectifs de performance 2020-2022 ;
- Une nouvelle Convention avec le Pays devait être proposée fin 2023 pour les investissements 2024-2028, notamment le déploiement de la stratégie « PNL ». Cette

convention est en cours de révision suite au changement de gouvernance de l'OPT et à la mise en place d'un PREF (plan de rétablissement des équilibres financiers) pour la période 2024-2028 pour l'ensemble des entités du Groupe OPT.

Bilan au titre d'ONATi :

En janvier 2023, un nouveau directeur général et un directeur général délégué ont pris la direction de ONATi. Cette nouvelle gouvernance s'est attachée à construire avec ses équipes le plan de rétablissement des équilibres financiers (PREF) de ONATi pour la période 2023-2028. Ce plan vise à réduire les dépenses externes de l'entreprise, à maîtriser ses charges de personnel et à retrouver la croissance de ses revenus pour garantir la pérennité du groupe.

14.6.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de l'économie numérique (DGEN)

Objectif n°1 : Favoriser l'accès au numérique

Objectif n°1 - Favoriser l'accès au numérique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Taux de crédits liquidés concernant le dispositif AID	%	0%	166%	100%	0%	0%	100%	100%
Indicateur 1.2 - Taux de crédits liquidés concernant le dispositif ACI	%	87%	119%	100%	42%	11%	100%	100%
Indicateur 1.3 - Taux de crédits liquidés concernant les dispositifs DAD	%	72%	63%	100%	0%	23%	100%	100%
Indicateur 1.4 - Taux de crédits liquidés concernant les dispositifs ACN	%	-	44%	100%	39%	9%	100%	100%

Sources des données :
Rendu de comptes des dossiers aidés au titre de l'A.C.I., de l'A.I.D, du D.A.D et de l'ACN
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 1.1 - Crédits liquidés / Crédits alloués (A.I.D)
Indicateur 1.2 - Crédits liquidés / Crédits alloués (A.C.I)
Indicateur 1.3 - Crédits liquidés / Crédits alloués (DAD)
Indicateur 1.4 - Crédits liquidés / Crédits alloués (ACN)

- Commentaire et analyse des résultats*

Les objectifs de taux de liquidation n'ont pas été atteints.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin de refléter la réalité du terrain, il est prévu de revoir de manière globale les divers dispositifs pour une application en 2025 ou 2026.

L'événement Tech4Islands n'a pas été reconduit sur 2023.

Objectif n°2 : Soutenir et développer la filière audiovisuelle

Objectif n° 2 - Soutenir et développer la filière audiovisuelle								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 – Taux de crédits liquidés concernant le dispositif SCCA	%	100%	100%	100%	100%	95%	100%	100%
Indicateur 2.2 - Montant dépenses locales décaissées	M F CFP	216	224	300*	*	*	300	300
Indicateur 2.3 - Montant des dépenses en main d'œuvre locale	M F CFP	120	116	150*	*	*	150	150

Sources des données :
Rendu de comptes et bilan des dossiers aidés au titre du SCA et SCCA
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - Crédits liquidés / Crédits alloués (SCA-SCCA)
Indicateur 2.2 - le volume des dépenses locales est calculé à partir des données fournies par le bénéficiaire de l'aide en XPF.
Indicateur 2.3 - le volume du personnel et prestataire employé sur chaque projet est calculé à partir des données fournies par le bénéficiaire de l'aide en unité.
Autre commentaire :
* La finalisation de la plupart des projets audiovisuels intervient à l'année n+1 et n+2.

- Commentaire et analyse des résultats*

Le secteur audiovisuel est en très forte demande de subvention du Pays. La réalisation des dispositifs est quasiment à hauteur de 100% chaque année.

L'incontournable FIFO est un vrai levier du secteur audiovisuel sur Tahiti.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les indicateurs 2.2 et 2.3 n'ont pas été traduits cette année. Ils seront revus en 2024.

Les budgets liés au dispositif SCAA seront augmentés. Il est admis que pour 4 francs investis, un retour sur investissement de 15 francs peut être attendu en retour.

En projet, la création d'un « Tahiti film festival » qui permettra d'attirer les réalisateurs de film extérieurs. Sa mise en œuvre interviendra dans les deux prochaines années 2024 et 2025 et les perspectives de retombées économiques verront le jour dans les années qui suivront sa mise en œuvre.

Objectif n°3 : Contrôler la conformité des sites radioélectriques et des champs électromagnétiques

Objectif n°3 – Contrôler la conformité des sites radioélectriques et des champs électromagnétiques								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 – Contrôles des réseaux radioélectriques sur site	Nb	14	23	5	10	18	15	15
Indicateur 3.2 – Mesures de niveau de champs électromagnétiques	Nb	16	16	16	16	16	16	16
<i>Sources des données :</i> Rapport annuel de l'Agence nationale des fréquences (ANFR) <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>Indicateur 3.1 – le volume des sites radioélectriques déclarés et contrôlés est calculé à partir des données fournies par le partenaire (ANFR) en unité.</i> <i>Indicateur 3.2 – le volume des sites contrôlés est calculé à partir des données fournies par le partenaire (ANFR) en unité.</i>								

Objectif n°4 : Définir les conditions d'accès aux réseaux et services des opérateurs de télécommunications

Objectif n° 4 - Définir les conditions d'accès aux réseaux et services des opérateurs de télécommunications								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 – Etat d'avancement des études et audit dans la détermination de calculs, coûts et tarifs réalistes aux opérateurs de télécommunications	%	100%	100%	100%	30%	100%	100%	100%
Indicateur 4.2 – Etat d'avancement des travaux de modification du code des postes et des télécommunications (travaux et élaboration de textes réglementaires)	%	100%	100%	100%	50%	100%	100%	100%
Indicateur 4.3 – Etat d'avancement dans la mise à jour de l'observatoire des télécoms	%	100%	0%	100%	100%	100%	100%	100%
<i>Sources des données :</i> <i>Code des postes et Télécommunications, Bilan d'activité annuel de la DGEN</i> <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>Indicateur 4.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions menées / Nb d'actions prévues</i> <i>Indicateur 4.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'actions menées / Nb d'actions prévues</i> <i>Indicateur 4.3 - indicateur calculé à partir des données collectées, analysées et actualisées</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les études et audits de détermination des couts, calculs à actualiser tous les 2 ans ont représenté une forte charge de travail durant l'année écoulée.

Également, la mise en œuvre de la portabilité mais également l'arrivée des **câbles de Google** ont impacté de manière significative les travaux de modification du code des postes et télécommunications de l'indicateur et la charge de travail de notre direction.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'observatoire des télécoms sera intégré dans un observatoire du numérique.

Bilan de Fare Rata :

Objectif n°1 - Réduction des charges d'exploitation d'au moins 6% vs 2019 sur la période 2020-2023

Objectif n°1 - Réduction des charges d'exploitation d'au moins 6% vs 2019 sur la période 2020-2023								
Répondre au contrat d'objectifs de performance en terme d'optimisation des charges d'exploitation								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Baisse des charges d'exploitation	%	-5%	-6%	-8%	-8%	-9%	-9%	-10%
<i>Sources des données :</i> <i>Fare Rata</i> <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du pourcentage de réduction des charges d'exploitation (charges de personnel incluses) par exercice, l'exercice référent étant 2019</i> <i>Autres commentaires :</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'objectif 2023 a été dépassé . La mise en place du plan de rétablissement des équilibres financiers (PREF) au sein du Groupe OPT a permis d'améliorer la baisse des charges d'exploitation.

Objectif n°2 - Financement du maillage territorial en zone de désert bancaire et hors désert bancaire

Objectif n°2 - Financement du maillage territorial en zone de désert bancaire et hors désert bancaire								
Poursuivre la contribution de FR aux politiques publiques locales d'aménagement du territoire, de désenclavement des îles éloignées et de développement économique par la présence étendue de ses bureaux de poste								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Coût de l'exécution des missions postales et des services financiers en désert bancaire	MF CFP	774	771	770	-	760	750	750
Indicateur 2.2 - Coût de l'exécution des missions postales et des services financiers hors désert bancaire	MF CFP	1 376	1 150	1 150	-	1 148	1 100	1 100
<u>Sources des données :</u> <i>Fare Rata</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateurs - indicateurs calculés à partir du traitement de la comptabilité analytique</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les coûts du réseau des 80 bureaux de poste, regroupés par type (en désert bancaire et hors désert bancaire) ont été maîtrisés et sont conformes au niveau attendu, sans hausse par rapport à l'année précédente.

Objectif n°3 - Développement de nouvelles activités commerciales

Objectif n°3 - Développement de nouvelles activités commerciales								
Lancement de nouveaux produits et services digitaux générateurs de valeur ajoutée								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Mise en service de la Market Place	%			5%		2%		20%
Indicateur 3.2 - Mise en service de l'activité de dédouanement (incluant les colis postaux en ligne)	%			100%		100%		100%
Indicateur 3.3 - Installation de bornes interactives en Bureau de poste	Nb			15		2		40
<u>Sources des données :</u> <i>Fare Rata</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du volume de colis postaux délivrés Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir du pourcentage de déploiement Indicateur 3.3 - indicateur calculé à partir du nombre de bureaux de poste</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

3.1 – Fenua Market a démarré début septembre au lieu de mai, le développement du logiciel ayant été entièrement repris en interne.

3.3 – Le programme de déploiement de Fare Natira'a a été mis en suspens dans l'attente de son intégration possible au projet Fare Ora.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

3.1 - Un effort de communication et d'accompagnement des commerçants doit être poursuivi.

L'étude de la possibilité d'un allègement des prérequis réglementaires (KYC) exigés par l'ACPR pour les règlements en ligne et la mise en ligne d'un version anglaise destinée à l'international devrait permettre un rattrapage des prévisions initiales.

Objectif n°4 - Modernisation et développement de la distribution postale

Objectif n°4 - Modernisation et développement de la distribution postale								
Accompagner l'essor du "colis" et augmenter le nombre de colis traités par la mise en œuvre de solutions logistiques adaptées								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - Exploitation des colis traités en e-logistique via la market place	%	-	-	5%	2%	2%	10%	20%
Indicateur 4.2 - Intégration de l'activité de dédouanement des colis (en ligne)	%	-	34%	50%	50%	50%	100%	100%
Indicateur 4.3 - Volume de colis déclarés en conformité UPU (ITMATT) via solution web	%	-	100%	100%		0%		100%
<u>Sources des données :</u> <i>Fare Rata</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 4.1 - indicateur calculé à partir du nombre de colis supplémentaires traités par le CTC Indicateur 4.2 - indicateur calculé à partir du nombre de colis traités en dédouanement Indicateur 4.3 - indicateur calculé à partir du nombre de déclarations douanières ITMATT</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le pourcentage des colis traités via la marketplace est en corrélation avec les volumes vendus par les commerçants. La plateforme a démarré un peu plus tard que prévu, le 4 septembre 2023. Les quatre premiers mois suivant le lancement ont permis de tester et d'améliorer les fonctionnalités, de promouvoir la plateforme en utilisant différents canaux de communication, de vérifier l'efficience de chacun des canaux, d'intégrer de nouveaux commerçants (68 en fin décembre 2023) tout en augmentant le nombre de références, jusqu'à 3 000 produits, sur un champs circonscrit au marché intra-polynésien.

 Bilan d'ONATI :

Objectif n°1 : Assurer l'équité territoriale numérique aux Australes

- ➔ Pose d'un câble sous-marin d'une longueur de 820 km entre Tahiti et les îles de Tubuai et de Rurutu pour une capacité maximale de 10 Tbps.

Objectif n°1 - Assurer l'équité territoriale numérique aux Australes								
Faire bénéficier les habitants des Australes d'une connectivité identique à celle des zones denses								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Mise en service du câble Natitua Sud	%	50%	100%	100%	100%	100%		
<u>Sources des données :</u> <i>OPT</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jalons réalisés par rapport au total des jalons pour la mise en service du câble</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La phase 1 du projet Natitua Sud, représentant 50% du projet et portant sur les études, la production des équipements du système, la construction des stations et l'installation des équipements en station a été réalisée avec succès malgré un retard pris dans la production des équipements en usine.

Le 25 avril 2023, l'atterrage de Toahotu, Tahiti a marqué le début des travaux physiques de la pose du câble Natitua Sud. Cette première connexion a été réalisée à Mitirapa, au sud de Tahiti, où se trouve la chambre d'atterrage.

En mai 2023, la pose des 821 km de câble sous-marin Natitua Sud reliant Tahiti aux Australes, à Rurutu et Tubuai, s'est achevée.

En juin 2023, après deux mois de navigation dans les eaux polynésiennes, le câblier Lodbrok a conclu sa mission par le débarquement du matériel de recharge au Port de Papeete.

Enfin de mi-juin à fin juillet 2023, les tests de commissionnement ont été effectués et le câble a pu être mis en service le 31/07/2023.

A cette même date, les services Internet fixe sur support fibre et les services mobiles 4G/4G+ ont été ouverts aux clients des îles de Rurutu et Tubuai.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Ce programme est clos.

Objectif n°2 : Augmenter la couverture territoriale très haut débit (THD)

- ➔ Poursuivre la construction des prises en fibre optique jusqu'à l'abonné pour atteindre 67 100 équivalents logements éligibles⁹ à horizon 2024.

Pour les foyers où la boucle locale fibre ne peut être déployée, mettre en œuvre les autres technologies de raccordement très haut débit filaire telle que le VDSL ou le très haut débit radio (THD Radio).

⁹ Hors équivalents logements « adressables » pour lesquels l'infrastructure FTTH/FTTB est prête mais qui nécessitent une action des propriétaires/syndics d'immeuble ou de lotissement pour mettre aux normes leur réseau de conduites. En incluant ces derniers, le nombre de prises construites à fin 2023 serait de 64.900.

Objectif n°2 - Augmenter la couverture territoriale THD								
Augmenter le nombre de personnes éligibles au THD								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de foyers éligibles à la fibre	Nb	50 803	56 724	61 600	61 600	65 163	67 100	74 100
Indicateur 2.2 - Nombre de foyers éligibles VDSL	Nb	à fournir	14 658	14 658	14 658	14 658	N/A	N/A
Indicateur 2.3 - Nombre de foyers éligibles THD radio	Nb	N/A	IDV/ISLV couvertes en 4G+	IDV/ISLV/22 îles AE couvertes en 4G+	IDV/ISLV/22 îles AE couvertes en 4G+	IDV/ISLV/22 îles AE couvertes en 4G+	N/A	N/A

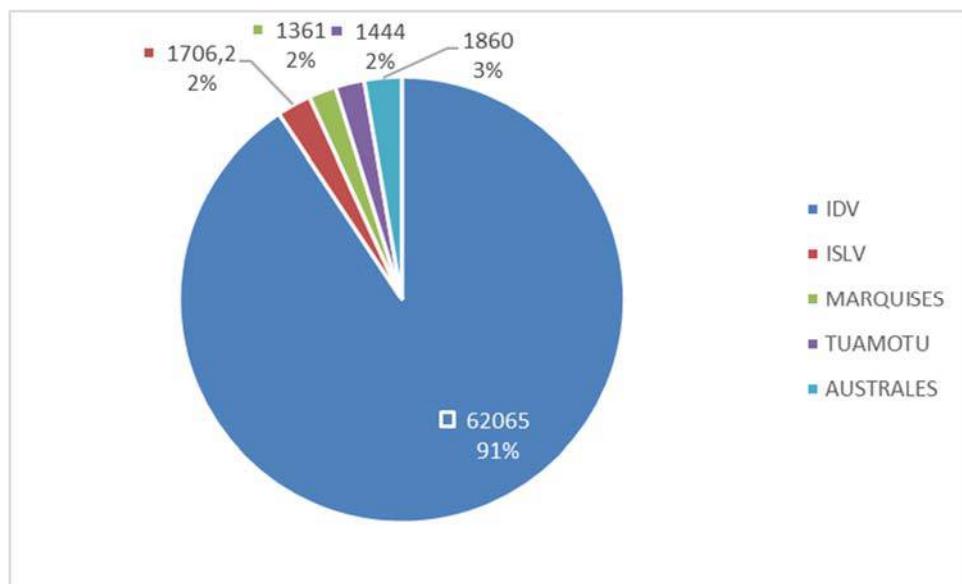
Sources des données :
ONATI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre de prises en fibre optique rendues éligibles
Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre de prises VDSL rendues éligibles
Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du nombre de prises THD radio rendues éligibles
Autres commentaires :
Indicateur 2.1 - Hors prises « adressables » pour lesquelles l'infrastructure FTTH/FTTB est prête mais qui nécessitent une action des propriétaires/syndics d'immeuble ou de lotissement pour mettre aux normes leur réseau de conduites.

■ Commentaire et analyse des résultats

Au 31 décembre 2023, plus de 65 000 foyers sont désormais raccordables à la fibre. Ainsi, au regard du nombre total de logements principaux en Polynésie française¹⁰, le taux de couverture des foyers et immeubles desservis en FTTH/B s'élève à 80,3%.

Ce taux place la Polynésie française au-dessus de la moyenne des 39 pays européens en termes de part de logements desservis en FTTH/B (moyenne EU39 = 62,3% à septembre 2022). Cette analyse se base sur les données d'études IDATE du panorama FTTH/B en Europe de septembre 2022¹¹.

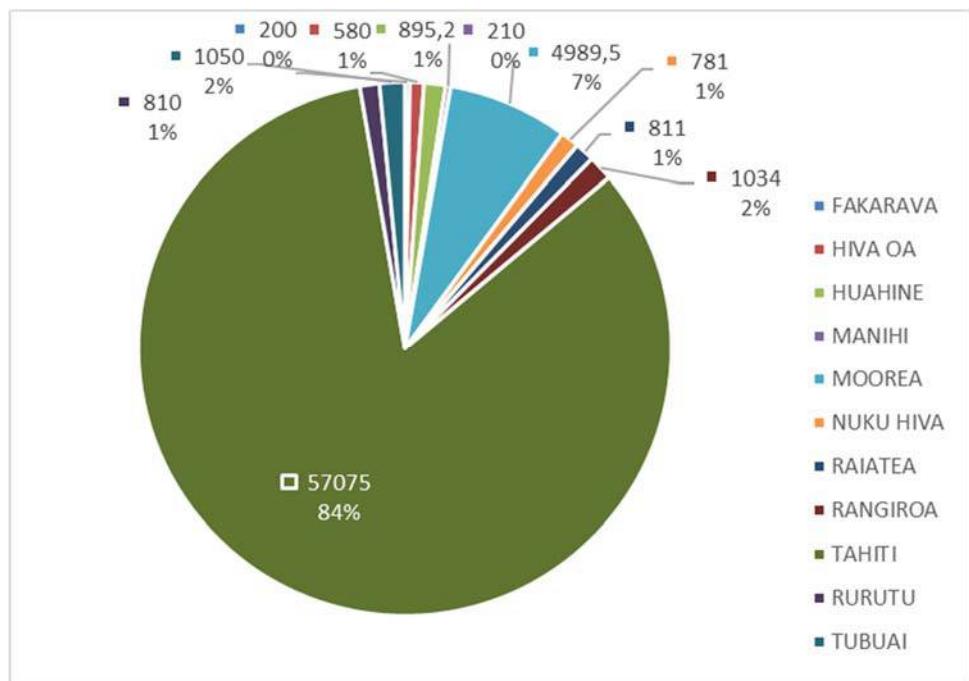
Les équivalents logements rendus éligibles FTTH/B à fin décembre 2023 se répartissent par archipel et par île comme suit :



Répartition des équivalents logements éligibles FTTH/B par archipel

¹⁰ Données ISPF de recensement 2017 actualisées à déc. 2023 : base projetée 81.100 logements principaux (<https://www.ispf.pf/chiffres>)

¹¹ <https://www.ftthcouncil.eu/knowledge-centre/all-publications-and-assets/1707/european-ftth-b-market-panorama-2023>



Répartition des équivalents logements éligibles FTTH/B par île

Au 31 décembre 2023, le nombre de logements connectés en FTTH/B, tous fournisseurs d'accès confondus (VINI, VITI, VODAFONE), a augmenté de 37,6% depuis fin 2022, passant de 14 430 au 31 décembre 2022 à 19 860 logements raccordés ayant souscrit une offre commerciale fibre.

Par rapport au nombre de logements desservis en FTTH/B, le taux de transformation des logements en FTTH/B s'établit ainsi à 30% versus 25% en déc. 2022.

Sur un total de 81 100 logements principaux, le taux de pénétration en fibre de la Polynésie française s'établit à 24,5%, ce qui va faire entrer la Polynésie française dans le classement des 45 pays dans le monde avec un taux de pénétration de la fibre supérieur à 25%¹².

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une dernière tranche de déploiement de la fibre optique jusqu'à l'abonné FTTH visant à déployer et densifier le réseau dans les îles de l'archipel de la Société avec un objectif de 13 200 lignes raccordables supplémentaires a démarré en octobre 2023 et va se poursuivre ces deux prochaines années.

Objectif n°3 : Modernisation du réseau de transmission hertzienne des vallées des Marquises et de l'atoll de Mataiva

- ➔ Installer des réseaux de faisceaux hertziens entre chaque site intermédiaire et les vallées/île à desservir.

Objectif n°3 - Modernisation du réseau de transmission hertzienne des vallées des Marquises et de l'atoll de Mataiva								
Faire bénéficier les abonnés isolés des vallées et ceux de l'atoll de Mataiva de la qualité de service et des débits aujourd'hui possibles dans les villages principaux raccordés au câble Natitua								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Mise en service des réseaux FH des vallées des Marquises NUKU HIVA	%	-	20%	100%	80%	75%	100%	Programme clos
Indicateur 2.7 - Mise en service du réseau FH de l'atoll de MATAIVA	%	-	0%	100%	80%	100%	100%	Programme clos
<u>Sources des données :</u> ONATI								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> Indicateur 3.1 - indicateurs calculés à partir du pourcentage des vallées mise en service par île sur le total des îles concernées (vallées de 6 îles), e.g. en 2022 les vallées de 3 îles sur 6 seront mises en service Indicateur 3.2 - indicateurs calculés à partir du pourcentage de déploiement du réseau de Mataiva								
<u>Autres commentaires :</u>								

¹² <https://www.ftthcouncil.eu/knowledge-centre/all-publications-and-assets/1710/ftth-b-global-ranking-2023>

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le programme prévoit le déploiement de 48 liaisons de faisceaux hertziens (« FH ») dans les vallées de Nuku Hiva, Ua pou, Ua Huka, Hiva oa, Tahuata et Faatu Hiva et 3 liaisons de faisceaux hertziens entre Tikehau et Mataiva.

Au 31 décembre 2023, la totalité des liaisons FH entre Tikehau et Mataiva a été mise en service et 36 liaisons dans les vallées des Marquises. Soit un taux d'avancement de 100% pour ce qui concerne l'atoll de Mataiva et 75% pour les Marquises.

L'atoll de Mataiva et les vallées couvertes peuvent ainsi maintenant bénéficier des offres de service Internet fixe haut débit et des services mobiles 4G/4G+.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les liaisons FH restant à déployer sont prévues d'être mises en service au cours du premier semestre 2024 comme suit :

- 3 liaisons à Fatu Hiva ;
- 2 liaisons à Tahuata ;
- 3 liaisons à Ua Huka ;
- 4 liaisons à Ua Pou.

Ceci clôturera le programme.

Objectif n°4 : Evolution des capacités du réseau satellite domestique

➔ Souscription de capacités satellites supplémentaires pour Rurutu et Tubuai jusqu'à la mise en service du câble sous-marin Natitua Sud ; Rikitea et toutes les autres îles non connectées par câble.

Objectif n°4 - Evolution des capacités du réseau satellite domestique								
Harmoniser les conditions d'accès à Internet haut débit (voire très haut débit) des populations et entreprises des îles les plus éloignées.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - Débit supplémentaire activé en bande C (+72 MHz) pour Rurutu, Tubuai, Rikitea, Raivavae, Rimatara	Mbps		160	160	160	160	160	160
Indicateur 4.2 - Débit supplémentaire activé en bande C (+36 MHz) pour Rurutu, Tubuai et Rimatara	Mbps		90	90	90	90	90	90
Indicateur 4.3 - Débit supplémentaire activé en bande Ku (+138 MHz) pour Rikitea, Rurutu et autres îles	Mbps		400	400	400	400	400	400
Indicateur 4.4 - Débit supplémentaire activé en bande C (+72 MHz) pour Rurutu, Tubuai, Rikitea, Raivavae et Rimatara	Mbps		160	160	160	160	160	160
<u>Sources des données :</u>								
<u>ONATI</u>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>								
<i>Indicateur 4.1 à 4.3 - indicateur calculé à partir du débit supplémentaire activé</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'opération s'est achevée le 16 mai 2023, date de remise du dernier livrable attendu. Le programme a permis l'extension des infrastructures satellite afin de répondre aux attentes des internautes des îles non accessibles par câble pour une meilleure qualité de service et de meilleurs débits.

Les extensions de capacité ont été souscrites selon les disponibilités du satellite Intelsat 18 comme suit :

Satellite	Capacité(en MHz)	Bande de fréquence	Débit suppl. descendant/montant (en Mbps)	Début de souscription	Fin de souscription
INTELSAT	72	Bande Ku	210/20	22/12/2021	21/12/2026
INTELSAT	66	Bande Ku	190/20	27/12/2021	26/12/2026
INTELSAT	72	Bande C	160/30	22/12/2021	21/12/2026
INTELSAT	36	Bande C	90/30	24/01/2022	23/01/2027
INTELSAT	72	Bande C	160/30	01/07/2022	31/07/2024

Pour garantir une meilleure efficacité spectrale des capacités satellites souscrites, des modems satellites iQ200 de la société ST engineering iDirect ont été installés et mis en service. Ces derniers ont été installés en mai 2023 et ont permis d'atteindre les capacités de débit descendant (download) et de débit montant (upload) plus élevées, comme présenté dans le tableau ci-dessus.

Ainsi, les capacités dédiées à l'internet fixe pour les îles non connectées aux câbles ont évolué de :

- 650 Mbps (dont 210 Mbps temporaire) à 1.090 Mbps en débit descendant ;
- 95 Mbps (dont 30 Mbps temporaire) à 175 Mbps en débit montant.
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

A la mise en service du câble Natitua sud le 31 juillet 2023, les capacités satellites qui étaient allouées à Rurutu et Tubuai ont été réaffectées aux autres îles non connectées directement ou indirectement par câble sous-marin.

Ce programme est clos.

Objectif n°5 : Déploiement de la 4G dans les archipels éloignés

- ➔ Déployer la technologie 4Get 4G+ sur 46 sites supplémentaires de 21 îles des archipels éloignés.

Objectif n°5 - Déploiement de la 4G dans les archipels éloignés								
Améliorer la qualité de réception mobile sur l'ensemble du territoire en élargissant la couverture 4G dans les Archipel Eloignés								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur 5.1 - Nombre de sites déployés en 4G dans les AE	Nb	14	36	60	58	57	60	60
Indicateur 5.2 - Nombre d'îles des AE couvertes en 4G	Nb	8	21	22	22	22	22	22

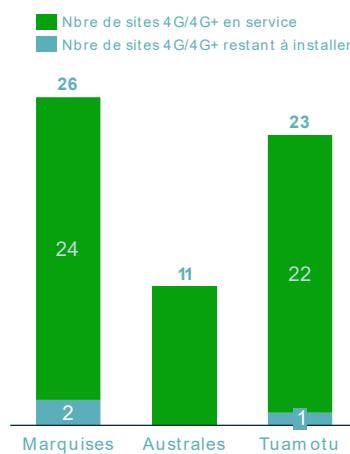
Sources des données :
ONATI
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 5.1 - indicateur calculé à partir du nombre de sites des AE où la 4G a été mise en service
Indicateur 5.2 - indicateur calculé à partir du nombre d'îles des AE où la 4G a été mise en service
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

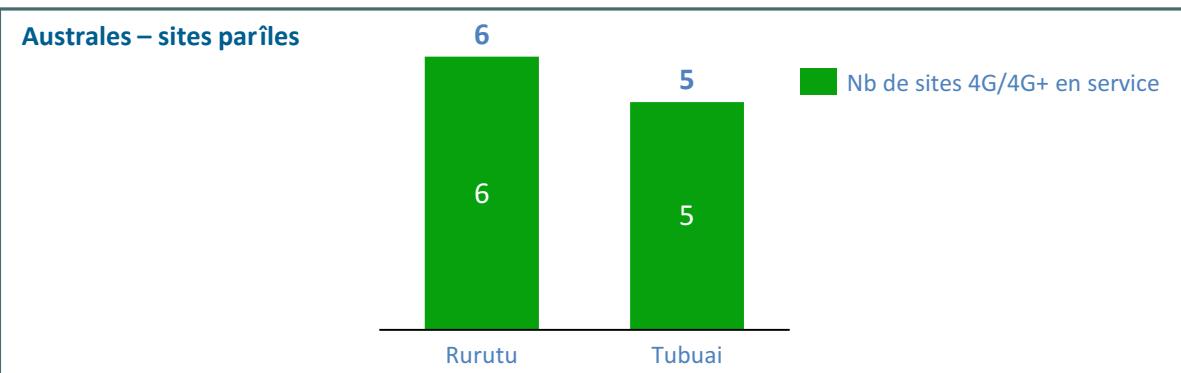
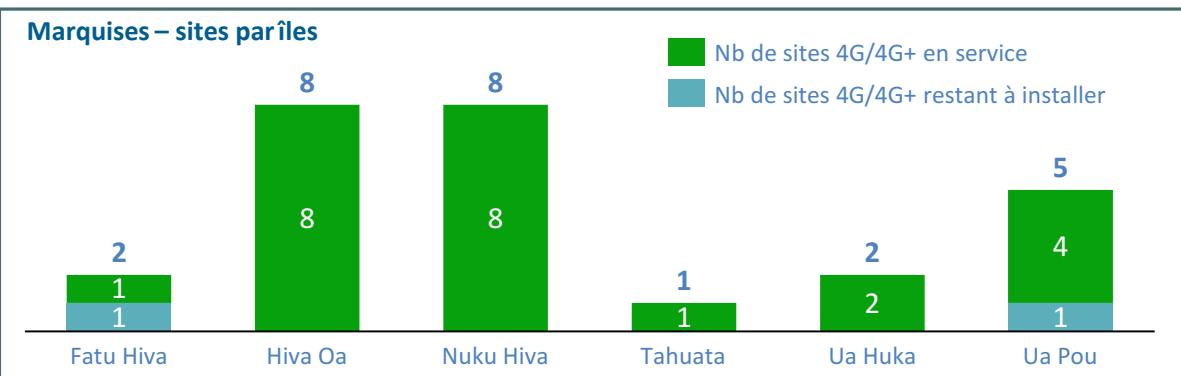
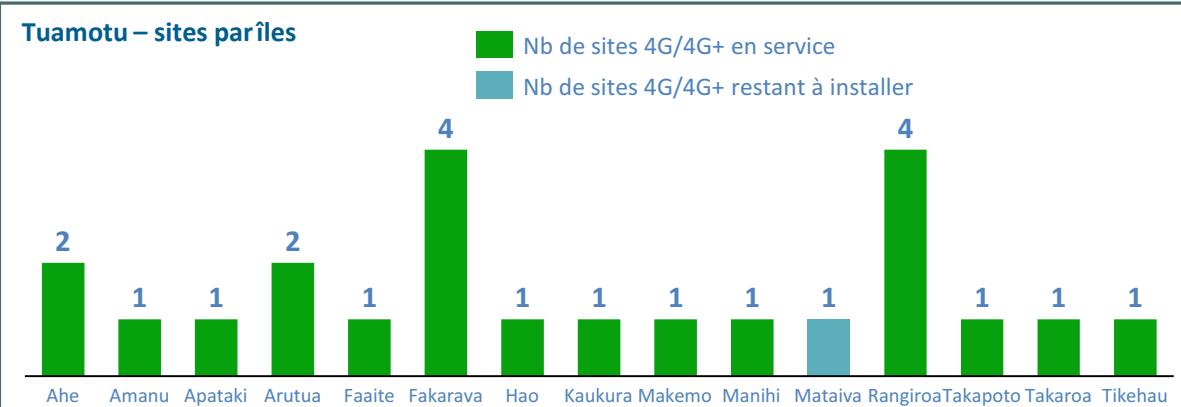
Au 31 décembre 2023, les 22 îles câblées directement ou indirectement sont maintenant couvertes par un total de 57 stations 4G ou 4G+ en exploitation.

Le débit moyen par utilisateur à l'heure la plus chargée dans les îles des archipels éloignés couvertes par la 4G/4G+ est désormais d'environ 17 Mbit/s.

A fin 2023, la répartition du nombre de sites mobiles 4G/4G+ dans les archipels éloignés se décline comme suit :



Plus précisément, la répartition par île est la suivante :



- Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les trois derniers sites à installer seront mis en service en 2024 selon le planning suivant:

- 1 site à Mataiva : janvier 2024 ;
- 1 site à Fatu hiva : mai 2024 ;
- 1 site à Ua pou : mai 2024.

Ceci clôt le programme.

Objectif n°6 : Déploiement d'un câble sub-lagunaire de Teahupo'o à Tautira

- En prévision de l'accueil des épreuves de surf des Jeux Olympiques 2024, sécurisation des réseaux existants par la pose d'un câble sub-lagunaire entre Teahupo'o et Tautira.

Objectif n°6 - Déploiement d'un câble sub-lagunaire de Teahupo'o à Tautira								
En prévision de l'accueil des JO2024, sécurisation des réseaux existants par la pose d'un câble sub-lagunaire								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 6.1 - mise en service du câble sub_lagunaire	%	-	20%	100%	70%	60%	100%	
Sources des données :								
<i>ONATI</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 6.1 - indicateur calculé à partir du nombre de jalons réalisés par rapport au total des jalons pour la mise en service du câble</i>								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, la consultation pour le choix du fournisseur de câble a été menée et les équipements ont été fabriqués et acheminés en Polynésie française. Ils ont été dédouanés et transportés en entrepôt pour être préparés à la pose.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le choix du prestataire qui sera en charge de la pose doit intervenir en janvier 2024. La pose du câble et la construction des chambres de plage et des ancrages se dérouleront entre février et mars 2024 et la phase de tests en avril 2024.

La mise en service de ce câble est ainsi prévue fin avril 2024.

Ceci clôturera le programme.

Objectif n°7 : Déploiement d'accès très haut débit de l'administration polynésienne

- ➔ Rendre éligibles au très haut débit des sites de l'administration à rattacher au réseau très haut débit de la Polynésie française.

Objectif n°7 - Déploiement d'accès très haut débit des sites de l'administration polynésienne								
Dans le cadre de la construction du réseau RTHD.PF, raccordement très haut débit des sites de l'administration								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 7.1 - nombre total de sites raccordés	Nbre	—	—	145	100	161	250	377
<u>Sources des données :</u> <i>ONATI</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>Indicateur 7.1 - indicateur calculé à partir du nombre de sites administratifs raccordés sur la base de la liste fournie par la DSi PF</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Sur un total de 540 sites de services administratifs listés, 163 avaient été identifiés en 2022 comme déjà fibrés et 377 sites à rendre éligibles au très haut débit.

Courant 2023, certains sites ont été supprimés par la Direction du système d'information de la Polynésie française (DSI) (déménagement, indisponibilité des locaux, etc.), d'autres ajoutés et certains doublons ont été identifiés.

L'état d'avancement du programme est ainsi établi sur la base actualisée des sites administratifs qui s'élève maintenant à un total de 519 sites répertoriés par la DSI dont 482 sites hors sites supprimés.

Archipel	Nombre de sites répertoriés DSi PF	Sites supprimés	Nombre de sites éligibles à la fibre	Nombre de sites restant à rendre éligible
Société	361	26	248	87
IDV	290	25	204	61
ISLV	71	1	44	26
Archipels éloignés	158	11	76	71
Australes	29	2	26	1
Marquises	71	8	43	20
Tuamotu	58	1	7	50
Total sites	519	37	324	158

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le programme se poursuivra en 2024 et 2025.

14.6.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	Dépenses mandatées	TOTAL
914/974 05 - POSTES, TELECOMMUNICATIONS, NOUVELLES TECHNOLOGIES	1 199 275 014	2 429 639 336	3 628 914 350	
<i>Au titre de l'économie numérique</i>				
Favoriser l'accès au numérique				0
<i>Dispositif AID</i>	0			0
<i>Dispositif ACI</i>	5 075 775			5 075 775
<i>Dispositif DAD</i>	11 145 000			11 145 000
<i>Mise en œuvre du dispositif ACN</i>	4 560 324			4 560 324
<i>Soutien au Tech4Islands</i>	0			0
Soutenir et développer la filière audiovisuelle - SCCA				0
<i>Dispositif SCA - SCCA</i>	123 950 000			123 950 000
<i>Soutien au FIFO</i>	10 000 000			10 000 000
Contrôler la conformité des sites radioélectriques et des champs électromagnétiques				0
<i>Enregistrement des réseaux radioélectriques</i>	1 898 585			1 898 585
<i>Mesures des niveaux de champs électromagnétiques</i>	2 078 506			2 078 506
Définir les conditions d'accès aux réseaux et services des opérateurs de télécommunications				0
<i>Etude CMPC</i>	3 579 952			3 579 952
<i>Etude TRI opérateurs mobiles</i>	14 964 200			14 964 200
<i>Etude TRI opérateurs public</i>	13 723 150			13 723 150
<i>Observatoire</i>	3 579 952			3 579 952
<i>Assistance juridique</i>	0			0
<i>Evaluation de la rentabilité du déploiement des réseaux de télécommunications dans les îles</i>	4 719 570			4 719 570
<i>Groupe OPT</i>				0
<i>actions 1, 2, 3 et 4 - Câble Natitua sud (solde phase 1)</i>	206 599 045			206 599 045
<i>actions 5, 6 et 7 - Câble Natitua sud (acomptes 1, 2, 3 et solde phase 2)</i>	928 734 802			928 734 802
<i>Filiale ONATI</i>				0
<i>action 1 - 4ème tranche FTTH (solde 50%)</i>	107 398 568			107 398 568
<i>action 1 - réseau FH vallées des Marquises (avance 50%)</i>	161 000 000			161 000 000
<i>action 2 - réseau FH Mataiva (avance 50%)</i>				0
<i>action 1 - evolution des capacités du réseau satellite domestique (solde 50%)</i>	493 737 636			493 737 636
<i>action 1 - déploiement 4G dans les AE (avances 50%)</i>	124 956 627			124 956 627
<i>action 2 - pose du câble sub-lagunaire Teahupo'o-Tautira (avance 20%)</i>	29 766 526			29 766 526
<i>action 1 - raccordement de 434 sites de l'administrations (avance 20%)</i>	123 313 932			123 313 932
<i>action 2 - connexion FH au câble Natitua de 6 îles autour de Fakarava (avance 20%)</i>				0
<i>action 1 - constat de pertes dans les AE en 2023</i>	0			non crédité
<i>Filiale Fare Rata</i>				0
<i>Subvention de fonctionnement</i>	1 000 000 000			1 000 000 000
<i>SI commercial Niu Ura</i>				64 400 000
<i>Reconstruction et rénovation des bureaux de poste des îles Marquises et des Tuamotu</i>				49 732 200
<i>Reconstruction du bureau de poste d'Uturoa</i>				105 000 000
<i>Rénovation du bureau de poste de Bora-Bora</i>				35 000 000

Fare Rata

Pour 2023, les inscriptions retenues en investissement ne concernaient que les compléments de crédits de paiement d'un montant total de 130 millions F CFP pour les opérations listées dans le tableau ci-dessus.

Le montant total des mandatements effectués en 2023 de 254 millions F CFP prend en compte le report des crédits de paiement de l'exercice 2022 sur 2023 et les crédits obtenus en 2023.

La subvention de fonctionnement d'un montant d'un milliard F CFP a été exécutée en totalité. Celle-ci avait pour objet de poursuivre l'accompagnement de la SAS Fare Rata dans sa démarche d'optimisation de ses charges et d'accroissement de ses produits. En contrepartie du versement de cette subvention, Fare rata s'est engagée à réaliser des objectifs de performance. Une nouvelle convention fixera les objectifs pour la période 2024-2028.

ONATI

Le montant total des mandatements effectués en 2023 tant pour le groupe OPT que pour la filiale ONATI s'élève à 2 175 507 136 F CFP tient compte des reports de crédits de paiement de l'exercice 2022 sur 2023 et des crédits obtenus en 2023. Le traitement des liquidations restant à traiter sera poursuivi sur 2024. Le taux d'exécution s'élève à 83%.

14.6.5 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

- Acteurs participants à la réalisation de l'objectif n°1 « favoriser l'accès au digital » : OPEN, Opérateurs de télécommunications ;
- Acteurs participants à la réalisation de l'objectif n°2 « garantir la protection digitale du citoyen et de ses données personnelles » : CLUSIR, ANFR ;

- Acteurs participants à la réalisation de l'objectif n°3 « soutenir l'innovation et l'économie numériques » : French Tech Polynésie, AFIFO, CCISM, professionnels de l'audiovisuel.

14.7 Programme 914 06/974 06 : médias

14.7.1 Bilan des orientations stratégiques

La chaîne du Pays a su conquérir le cœur des Polynésiens et s'affirmer en qualité de leader sur son marché en misant sur une programmation locale audacieuse aux meilleures heures d'écoute. Malgré un environnement chamboulé par l'émergence des plateformes de contenus étrangers (Netflix, Disney+, Amazon...) et par une évolution des modes de consommation (digitalisation), les téléspectateurs s'identifient pleinement dans les contenus que la chaîne propose, reflétant au mieux la vie polynésienne. La chaîne du Pays continuera d'œuvrer pour proposer une offre de qualité, tout en accentuant la visibilité de la Polynésie à l'international (au travers de la diffusion du canal « Tahitinui.tv » sur les boxs) avec notamment et depuis le 13 juin 2022 le lancement de sa chaîne FAST en partenariat avec Samsung TV PLUS.

Pour poursuivre son développement et se positionner en tant que média multisupport : radio, télévision, internet et ainsi devenir un « média global » de la vie quotidienne polynésienne, TNTV ambitionne de créer une radio : « Tahiti nui FM » qui devait commencer à émettre en avril 2024. L'ARCOM a d'ores et déjà donné son accord pour la création de la radio. La mise en place du projet de radio est toutefois décalée à la fin 2025 afin d'évaluer avec précision la segmentation de l'audience possible, la propension du marché à accueillir une nouvelle radio, la structuration de l'organisation des ressources techniques et humaines nécessaires à la mise en place d'une radio.

Enfin, depuis le 30 mai 2022, TNTV fait partie intégrante du SPADOM. Le syndicat des professionnels de l'audiovisuel d'Outre-Mer (SPADOM) a notamment pour mission de défendre les intérêts et particularités de l'ensemble des médias de l'Outre-Mer, devant répondre à de nombreuses contraintes comme notamment le transport du signal ou encore le coût des achats de programmes pour ce qui concerne spécifiquement TNTV.

Malgré la crise causée par la crise sanitaire, l'optimisation des moyens et le développement des ressources propres ont été priorisés pour maintenir le dynamisme d'antenne et soutenir les orientations stratégiques.

14.7.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Proposer une offre de qualité axée sur la création et l'identification polynésienne

Objectif n°1 - Proposer une offre de qualité axée sur la création et l'identification polynésienne								
Production et acquisition d'émissions locales à fort potentiel d'audiences								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Nombre d'heures de programmes locaux diffusés	Heures	3 166	3 334	3 100	3 300	3 300	3 350	3 500
Indicateur 1.2 - Part de la programmation locale dans la grille	%	40%	42%	41%	42%	42%	42%	45%
<u>Sources des données :</u> <u>Bilan adressé au CSA</u> <u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <u>Indicateur 1.1 - indicateur calculé à partir du cumul du nombre d'heures de programmes locaux compilé par le bilan CSA</u> <u>Indicateur 1.2 - indicateur calculé à partir du ration : volume d'heures de programmation locale / volume totale de programmation annuelle</u> <u>Autres commentaires :</u>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les résultats obtenus au terme de l'exercice 2023 sont supérieurs aux prévisions du PAP 2023, malgré une diminution du budget alloué aux productions externalisées et co-productions. Afin de combler cette diminution, TNTV a su assurer un nombre d'heures de programmes locaux diffusés grâce à une augmentation de ses productions internes.

La part de la programmation locale dans la grille, malgré un prévisionnel à la baisse à également pu être maintenu par rapport aux objectifs de l'année antérieure (2022).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Aucune action correctrice n'est pour le moment prévue. Pour l'exercice 2024, les indicateurs 1.1 et 1.2 seront maintenus.

Objectif n°2 : Accroître les audiences en télévision, dans un environnement numérique (plateformes digitales) et à l'international (boxs)

Objectif n°2 - Accroître les audiences en télévision, dans un environnement numérique (plateformes digitales) et à l'international (boxs)								
Conquête de parts de marché (sondage Médiamétrie), Mise en ligne des contenus sur internet, Diffusion de nos programmes locaux sur des bouquets à l'étranger								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Audience cumulée	%	50,4%	50,9%	50%	45%	45%	50%	50%
Indicateur 2.2 - Parts d'audience	%	36,6%	33,5%	37%	35%	35%	37%	40%
Indicateur 2.3 - Nombre de téléspectateurs	Nombre personnes	85 100	74 000	85 000	70 000	70 000	65 000	80 000
Indicateur 2.4 - Nombre d'heures de programmes diffusés en streaming (site)	Nombre d'heures	1100	1255	1300	1450	1 450	1500	2 000
Indicateur 2.5 - Nombre d'abonnés Facebook	Nombre personnes	285 000	326 000	350 000	336 000	336 000	370 000	400 000
Indicateur 2.6 - Nombre de visiteurs du site tntv.pf	Nombre personnes	2 100 000	2 000 000	2 500 000	1 500 000	1 500 000	2 000 000	2 500 000
Indicateur 2.7 - Nombre de vidéos visionnées en Replay sur le site (programmes)	Nombre vidéos	750 000	650 000	920 000	450 000	450 000	600 000	800 000
Indicateur 2.8 - Nombre de vidéos vues sur Facebook (news, live, teasing...)	minutes visionnées	26 millions	24 millions	28 millions	10 millions	10 millions	15 millions	20 millions
Indicateur 2.9 - Nombre de foyers captés à l'international	Nombre de foyers	22 millions	25 millions	28 millions	28 millions	28 millions	30 millions	50 millions
Sources des données :								
<i>Résultats sondages MEDIAMETRIE ; Extractions google analytics ; Données publiques</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 - Pourcentage de personnes différentes ayant regardé TNTV au cours d'une période donnée quelle que soit la durée de leur écoute.</i>								
<i>Indicateur 2.2 - Part que représente la durée d'écoute de TNTV dans la durée d'écoute totale du média télévision. La somme des parts d'audience de l'ensemble des supports est égale à 100%.</i>								
<i>Indicateur 2.3 - Nombre de téléspectateurs ayant regardé TNTV au cours d'une journée</i>								
<i>Indicateur 2.4 - Extraction google analytics</i>								
<i>Indicateur 2.5 - Information disponible sur Facebook</i>								
<i>Indicateur 2.6 - Extraction google analytics</i>								
<i>Indicateur 2.7 - Extraction google analytics</i>								
<i>Indicateur 2.8 - Extraction Facebook</i>								
<i>Indicateur 2.9 - nombre d'abonnés aux offres gratuites distribuées par les FAI</i>								
Autres commentaires :								

- Commentaire et analyse des résultats*

De manière générale, les objectifs révisés au 6 juin 2023 ont été atteints au terme de l'exercice. Si les taux de l'audience cumulée sont en léger retrait par rapport en 2022, la part d'audience est supérieure à 2022. Les résultats des exercices comparatifs entre 2022 et 2023 sont en recul. Ce recul s'explique par la nouvelle mise en œuvre de l'OTT (application TNTV) et de la présence de TNTV sur les nouveaux médiums qui viennent cannibaliser les résultats globaux visibles sur les replays le nombre de visiteurs sur le site.

Le nombre de foyer captés à l'international via les boxs permet de conforter TNTV dans sa stratégie de captation des foyers extra-territoriaux.

- Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'avoir une vision plus globale des impacts des nouveaux médiums et de l'OTT de TNTV, les modes de calcul des indicateurs 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 et 2.8 intégreront les métadonnées sources de l'OTT TNTV.

Objectif n°3 : Assurer la maîtrise du budget et optimiser les moyens de production

Objectif n°3 - Assurer la maîtrise du budget et optimiser les moyens de production								
Pilotage budgétaire de la structure de coûts et développement des revenus sur le marché organique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Reconstitution des capitaux propres	millions F CFP	557	555	570	570	570	570	600
Indicateur 2.2 - Evolutions des ressources propres	millions F CFP	260	277	270	280	251	290	300
Sources des données :								
<i>Etats financiers</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 - Évaluation comptable des capitaux propres</i>								
<i>Indicateur 2.2 - Évaluation comptable du chiffre d'affaires hors subvention (recettes de la régie publicitaire et revenus de la diversification)</i>								
Autres commentaires :								

- Commentaire et analyse des résultats*

La stratégie financière de TNTV de reconstitution des capitaux propres a été atteinte par l'entreprise. Cette reconstitution s'appuie sur :

- L'optimisation des opérations avec la révision et la rationalisation rationaliser des processus pour réduire les dépenses opérationnelles ;
 - La négociation avec les fournisseurs afin d'obtenir de meilleures conditions de paiement ou des réductions de coût ;
 - La renégociation de la dette en travaillant avec les créanciers pour obtenir des conditions plus favorables, comme des taux d'intérêt plus bas ou des échéances prolongées ;
 - L'amélioration des recettes issues des activités de la régie publicitaire de TNTV.
- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Si aucune action correctrice n'est pour le moment prévue, TNTV pourrait envisager de réouvrir son capital afin notamment d'améliorer sa stratégie de reconstitution des capitaux propres et financer sa croissance, notamment dans le cadre de l'accélération de sa transformation digitale.

Dans cette hypothèse TNTV pourrait être amenée à émettre des actions nouvelles pour attirer de nouveaux investisseurs ou permettre aux investisseurs actuels de renforcer leur engagement. Cette stratégie d'ouverture pourrait comprendre, en autre choses, des apports en nature ou en numéraire.

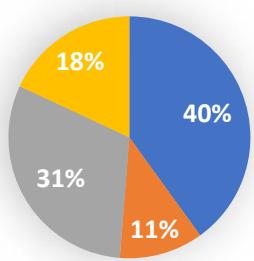
14.7.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 914/974 06 - MEDIAS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
<i>Optimisation budgétaire des fonds publics alloués pour assurer ses missions</i>	900 000 000	77 184 956	977 184 956
<i>Acquisition et renouvellement de matériels techniques</i>	900 000 000	77 184 956	900 000 000

15. MISSION 915/975 : TRANSPORTS

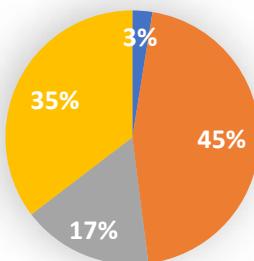
 <p>3,35 Mds F CFP Montant total au BP 2023</p>	 <p>3,2 Mds F CFP Budget de fonctionnement</p>	 <p>152 M F CFP Budget d'investissement (CP)</p>
 <p>2,74 Mds F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 8,92 % sur la masse globale)</p>		 <p>53,8 M F CFP Mandatés au titre du programme sécurité aéroportuaire</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



- 97501 Transports terrestres et sécurité routière
- 97502 Transports et affaires maritimes
- 97503 Transports aériens et aviation civile
- 97504 Sécurité aéroportuaire (Etat)

Répartition des dépenses d'investissement par programme



- 91501 Transports terrestres et sécurité routière
- 91502 Transports et affaires maritimes
- 91503 Transports aériens et aviation civile
- 91504 Sécurité aéroportuaire (Etat)

1,137 Md F CFP

Mandatés au titre de la délégation de mission de service public à la SAS RTCT



13,66 M F CFP

Mandatés au titre des subventions exceptionnelles aux associations et organismes de droits privés

FCTAI

1,29 Md F CFP



15.1 Revue de la politique générale de la mission

Au titre des transports interinsulaires

Pour rappel, le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires fixe les orientations de la Polynésie française concernant l'organisation et le développement des dessertes maritimes et aériennes, dans un souci de limitation du désenclavement de certaines parties du territoire, de développement économique durable et de préservation de l'environnement. Il sert de référence pour harmoniser la programmation des investissements, notamment en matière de matériels, d'infrastructures et d'aides.

La Polynésie française a mis en place des dispositifs de continuité intérieure afin de pallier les conditions géographiques spécifiques de son territoire. Afin de désenclaver les îles éloignées, de participer à l'aménagement du territoire en évitant un exode des populations vers l'île principale de Tahiti et d'assurer un développement économique et social de ces territoires, le gouvernement de la Polynésie française a fait le choix d'attribuer des licences d'exploitation auprès de transporteurs aériens et maritimes fixant des obligations de service public pour ces transports interinsulaires.

Ces obligations ont pour objet d'assurer des services réguliers de transport suffisants au regard des besoins, qui répondent à des exigences de régularité, de fréquence, de qualité de service, de sécurité, et de capacité d'emport (loi du pays n°2016-3 du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien).

Par ailleurs, pour répondre aux objectifs de résilience climatique fixés par le Schéma d'aménagement général de la Polynésie française (SAGE), le Pays s'engage vers un développement raisonnable et durable en fixant de nouvelles orientations des transports intérieurs de la Polynésie française, comme le développement du transport maritime intra-archipels à propulsion bas-carbone entre Tahiti et les îles éloignées.

Enfin, le trafic maritime intérieur conjugué à l'augmentation de l'activité de croisière et de plaisance, engendrent depuis plusieurs années des conflits d'usage plus particulièrement dans les îles. Afin de faire face à cette problématique, le Pays a créé en 2022 une autorité maritime d'escale, confiée à la DPAM, afin d'assurer et gérer les escales des navires en Polynésie française.

Au titre des transports terrestres

Le programme « transports terrestres et sécurité routière » concerne toutes les formes d'utilisation de la route ainsi que toutes les activités régies par le code de la route.

La sécurité routière est un domaine dans lequel le Pays œuvre en partenariat avec l'Etat depuis des années par la voie de la prévention et de la réglementation.

Dans ce domaine, les actions menées par le Pays concernent tous les publics.

Une alternative crédible, ambitieuse et pragmatique à la congestion routière est en cours de déploiement avec le développement des transports terrestres attractifs et performants.

La direction de l'équipement a également pour objectif permanent de participer à une amélioration de la sécurité routière depuis les petites opérations de signalisation routière et d'amélioration des dispositifs de retenues, jusqu'à la réalisation de traversées d'agglomération avec la création de trottoirs, carrefours...

15.2 Programme 915 01/975 01 : transports terrestres et sécurité routière

15.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Dans le domaine des transports terrestres et de la sécurité routière des actions ont été entamées ou poursuivies dans :

- L'évaluation et la révision du « schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables sur Tahiti », approuvé par délibération n°2017-73 APF du 17 août 2017 ;
- La révision de la contribution financière forfaitaire (CFF) de la délégation de service public relative aux transports collectifs sur Tahiti. Une action sera engagée par la suite pour développer les solutions de mobilités complémentaires aux transports collectifs (covoiturage, mobilité active) ;
- La modification de la gamme tarifaire du réseau de transport en commun Tere Tahiti : l'objectif est de rendre attractif le transport en commun au moyen d'une nouvelle gamme tarifaire ;

- La réforme du code de la route de la Polynésie française (CRPF) ;
- L'aide du Pays au financement du permis : reconduction de la mesure initiée en 2019 ;
- La réforme des réglementations relatives aux activités de transports terrestres avec notamment la location de véhicules et les transports touristiques (modification de la loi du pays).

15.2.2 Bilan des réformes

Plusieurs chantiers majeurs ont été inscrits au plan de charge de la Direction des transports terrestres (DTT) concernant :

- **L'évaluation et la révision du « schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables sur l'île de Tahiti », approuvé par délibération n°2017-73 APF du 17 août 2017 :**
En attendant l'adoption du Plan climat énergie, la DTT a procédé à une concertation citoyenne de grande envergure au sujet de la mobilité et des transports terrestres :
 - o Un forum sur la congestion routière a été organisé en octobre 2022, dont un rapport a été produit en janvier 2023 ;
 - o Du 1^{er} avril au 1^{er} juin 2023, une démarche de participation citoyenne "Mobilités au fenua" a permis à tous les habitants de la Polynésie française de proposer des idées et/ou des micro-projets destinés à améliorer les mobilités du fenua. Elle s'est illustrée par :
 - La tenue d'un atelier le samedi 1^{er} avril 2023 avec une cinquantaine de citoyens volontaires qui ont participé à retenir 4 idées et projets en travaillant sur une méthode issue de l'intelligence collective avec l'appui des facilitateurs de l'Administration de la Polynésie française et de la DTT <https://mobilitesaufenua.com/les-quatre-idees-laureates/> ;
 - Des boîtes à idées numériques et physiques qui ont recueillis 126 idées qui vont être analysées et présentées à un comité de suivi pour être soumises au vote de la population au 2^{ème} trimestre 2024.
- **Les transports collectifs et mobilité durable par la poursuite de la mise en œuvre du plan d'action du « schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables de l'île de Tahiti »** approuvé par délibération n°2017-73 APF du 17 août 2017 et la révision de la contribution financière forfaitaire (CFF).
Des actions ont été réalisées (diagnostic, préparation de cahier des charges) et engagées pour préparer le réaménagement des principales gares routières et le déploiement d'une nouvelle gamme de mobilier urbain dédié aux transports collectifs sur Tahiti ;
 - Une quarantaine d'abribus ont été rénovées (peintures, toitures en bardage de bois) en août 2023, avec l'intervention de la direction de l'équipement ;
 - Un programme de refonte globale des abribus comprenant le déploiement d'une soixantaine d'abribus dans les années à venir.

S'agissant de la modification de la gamme tarifaire du réseau de transport en commun Tere Tahiti avec pour objectif de rendre attractif le transport en commun au moyen d'une nouvelle gamme tarifaire, les actions entreprises ont permis :

- D'arbitrer un scénario de refonte de la gamme tarifaire ;
- D'engager les travaux de préparation de l'avenant de la convention cadre pour modifier la gamme tarifaire et de mettre en œuvre le mécanisme de compensation tarifaire prévu au contrat.

Une série d'actions a été engagée pour développer les solutions de mobilités complémentaires aux transports collectifs :

- Etude sur des voies réservées de transports publics et de pistes cyclables ;
- Appel à projets pour le déploiement d'une preuve de concept de covoitage en Polynésie française (déploiement prévu à compter du 2^{ème} trimestre 2024).
- Une réforme du code de la route de la Polynésie française (CRPF) était prévue concernant la révision des critères d'évaluation des examens des permis de conduire pour finaliser le triptyque de la réforme des permis engagée depuis 2019. Cependant le planning a été repoussé pour tenir compte de la refonte du système d'information en cours de développement au sein de la DTT (projet Utara'a suite) ;

- La réforme des réglementations relatives aux activités de transports terrestres avec notamment la location de véhicules et les transports touristiques (modification par loi du pays) a dû être repoussée compte tenu du plan de charge du service en matière réglementaire :
 - o Location de véhicules sans chauffeur (délibération n° 2014-87 APF du 29 juillet 2014 portant réglementation de la location de véhicules sans chauffeur) : reprogrammé à l'échéance de l'année 2025 ;
 - o Élaboration d'une loi du pays portant modification de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et mise à jour de ses arrêtés d'application dans le domaine des transports touristiques reprogrammé pour l'année 2024.

15.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Développer l'offre de transports en commun afin de mieux répondre aux besoins de déplacement de la population

Objectif n°1 - Développer l'offre de transports en commun afin de mieux répondre aux besoins de déplacement de la population								
Redéfinir l'organisation des transports collectifs en partenariat avec les communes afin de développer leur fréquentation et faire reculer le phénomène du "tout-voiture"								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Ratio Recettes commerciales / kilomètres sur réseau réguliers TERE TAHITI (F CFP / km)	F CFP / km	64,6 F CFP / km	100 F CFP / km	85 F CFP / km	113,8 F CFP / km	102 F CFP / km	125 F CFP / km	150 F CFP / km
Indicateur 1.2 - Ponctualité des services réguliers et scolaires								
Taux de bus en avance (> 1 min)	%	(*)	(*)	18%	(*)	(*)	refonte des indicateurs	refonte des indicateurs
Taux de bus en retard (> 5 min)								
Indicateur 1.3 - Nbre de services de transport réguliers et scolaires « conformes » au contrat DSP	%	(*)	(*)	90%	(*)	(*)	refonte des indicateurs	refonte des indicateurs
Sources des données :								
Données statistiques de la DTT								
Mode de calcul des indicateurs :								
Indicateur 1.1 - les recettes commerciales (directes et indirectes notamment pour les étudiants) annuelles / le total annuel de kilomètres parcourus sur le réseau réguliers TERE TAHITI (hors lignes scolaires spécifiques) : les données de 2020 et 2021 ont été corrigées suite à une consolidation de la base de données								
Indicateur 1.2 - le taux ponctualité est fourni par le système d'aide à l'exploitation								
Indicateur 1.3 - nombre de service effectués sur nombre total de service planifié (système d'aide à l'exploitation)								
(*) : en l'absence de la mise en service du système d'aide à l'exploitation par le Déléguétaire (SAS RTCT), l'indicateur ne peut être transmis.								
Autres commentaires :								
Convention cadre n° 7142 du 22 octobre 2018 de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des transports en commun terrestres réguliers et scolaires sur l'île de Tahiti : Restructuration du réseau avec 21 lignes régulières ainsi que 170 circuits scolaires.								
Il est précisé qu'un objectif de restructuration du réseau (offre de service) et une amélioration de la qualité de service (fréquence, régularité, information...) sont ciblés.								

▪ Commentaire et analyse des résultats

La remontée en charge du réseau de transport public Tere Tahiti a été confirmé tout au long de l'année 2023, témoignant de la hausse de la demande après deux années perturbées par les conséquences de la crise sanitaire sur les besoins de déplacement des populations (2020-2021).

L'augmentation du ratio des recettes commerciales sur les kilomètres parcourus sont en augmentation constante en 2022 et 2023. Des saturations de lignes de bus régulières ont été observées et analysées par des rapports de contrôles routiers, notamment en heures de pointe du matin et du soir.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Un travail d'optimisation et de renforcement du réseau (lignes de la Presqu'île, côte Ouest, lignes urbaines) est en cours pour augmenter l'offre.

Un travail sur l'amélioration de l'information voyageurs et de la qualité de service est également en cours.

Les idées éligibles et retenues à l'issue du processus de participation citoyenne relatif aux mobilités au Fenua seront intégrées à la révision du schéma directeur.

La DTT procédera en 2024 à la révision de son schéma directeur. Il s'agira de :

- S'inscrire dans les engagements climatiques de résorption des gaz à effet de serre produits de près de 50% par les transports terrestres en Polynésie française, de proposer des solutions de transports et d'aménagement du territoire viables économiquement et socialement ;
- D'englober la dimension mobilité durable en intégrant tous les modes de déplacements (autre que les seuls transports collectifs), travailler leurs intermodalités et sur les interfaces avec l'aménagement du territoire ;
- D'intégrer cette démarche sur l'ensemble de la Polynésie française (pas uniquement sur Tahiti) ;

- De procéder à cette révision en intégrant un volet de concertation, notamment avec la population.

Concernant les abribus :

- La gare routière de Papenoo en 1^{ère} phase et la gare routière de l'Hôtel de ville de Papeete (2^{ème} phase) vont se voir réaménager respectivement en 2024 et 2025 ;
- La gare routière de la base marine de Fare Ute (Papeete) doit faire l'objet d'une remise en état et d'une remise en exploitation après des dégradations et un défaut d'exploitation par des usagers tiers au transporteur public ;
- La gare routière du marché de Papeete (Banque de Tahiti) doit faire l'objet d'un projet de plus grande ampleur dans le cadre d'une réflexion globale sur la création des pôles d'échanges multimodaux en agglomération urbaine.

Objectif n°2 : Renforcer la sécurité sur les routes

Objectif n°2 - Renforcer la sécurité sur les routes								
Améliorer la formation des conducteurs et développer des actions de prévention routière auprès de différents publics avec le concours de divers partenaires (forces de l'ordre, écoles, assureurs, auto-écoles...)								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre d'actions de sécurité routière menées (actions terrains)	Nb	(*)	(*)	(*)	2	3	refonte des indicateurs	refonte des indicateurs
Indicateur 2.2 - Nombre de personnes sensibilisées (actions terrains)	Nb	(*)	(*)	(*)	100	300	refonte des indicateurs	refonte des indicateurs
Indicateur 2.3 - Campagnes audio-visuelles, digitales et médias de prévention à la sécurité routière	F CFP	14 859 015	(*)	8 000 000	5 027 427	9 880 228	8 000 000	20 000 000
Indicateur 2.4 - Nombre d'accidents sur les routes	Nb	122	169	(*)	82	165	(*)	(*)
Indicateur 2.5 - Nombre de permis de conduire délivrés	Nb	1826	1830	(*)	712	1 974	(*)	(*)
Indicateur 2.6 - Nombre de candidats au permis de conduire aidés	Nb	256/400	263 sur 526 (186 candidats inscrits)	526	280 (0 candidat inscrit)**	280 (135 candidats inscrit)**	270	280
Sources des données : Données statistiques de la DTT et des services de l'Etat Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 2.1 - le nombre d'actions de sécurité routière est celui des opérations de la DTT Indicateur 2.2 - le nombre de personnes sensibilisées est calculé à partir des données recueillies par la DTT Indicateur 2.4 - le nombre d'accidents sur les routes provient des services de l'Etat Indicateur 2.5 - le nombre de permis et de capacités de conduite délivrés est celui des opérations de la DTT (IPCSR - hors capacités délivrées par Gendarmerie nationale) Indicateur 2.6 - le nombre de personnes aidées est celui des opérations de la DTT Autres commentaires : (*) : s'agissant d'accidentalité et de données sur la délivrance de titres de conduite, ces chiffres ne sont pas prévisibles ** Le dispositif d'aide au financement du permis de conduire a été revalorisé en 2023 pour permettre aux auto-écoles de poursuivre leur partenariat : Cf. Arrêté n° 1410 CM du 16 août 2023 portant modification de l'arrêté n° 3123 CM du 24 décembre 2019 modifié portant application de la loi du pays n° 2019-32 du 5 décembre 2019 relative à l'aide au financement du permis de conduire Les objectifs des indicateurs 1.1 et 1.2 sont revus à la baisse du fait de l'incertitude des actions de sensibilisation terrain avec le public compte tenu des risques sanitaires entraînés par la crise de la Covid-19 Du fait de la limitation des actions terrains, un indicateur 1.3 est créé pour assurer une visibilité des campagnes audio-visuelles, digitale et média de la prévention à la sécurité routière.								

▪ Commentaire et analyse des résultats

La mise en œuvre du renforcement de la sécurité sur les routes intervient à plusieurs niveaux qu'ils convient de coordonner pour garantir une efficience des politiques publiques engagées (comportements : formation, prévention, identification des risques et répression, correction de facteurs d'insécurité, par exemple des infrastructures).

Afin de répondre à cet objectif, diverses actions de sécurité routière sont poursuivies :

- Animer un observatoire de la sécurité routière partagé avec les partenaires et forces de l'ordre ainsi qu'un plan de communication annuel permettra de mieux cibler les actions à déployer pour les différents types d'usagers (enfants, jeunes, actifs, usager à risque).
- ➔ La vacance du poste de cadre responsable de l'observatoire a retardé la création de cet observatoire ;
- Décliner le plan de communication annuel de la sécurité routière: campagnes médias, réalisation de supports de communication, ainsi que des prestations de sensibilisation à la sécurité routière. Le PAP 2023 prévoyait 8 millions F CFP et le réalisé a été supérieur pour tenir compte de l'accidentalité en hausse en fin d'année avec 34 tués sur les routes polynésiennes (9,8 millions F CFP).
- ➔ Après 3 années de diminution de la participation à des événements grands publics compte tenu des risques sanitaires liés à la Covid-19, un programme de remobilisation des acteurs sur ces outils de sensibilisation de terrain a été poursuivi. Des campagnes digitales et médias ont été renforcées en 2023.

Le dispositif d'aide au financement du permis de conduire s'est poursuivi en 2023. Les auto-écoles partenaires ont émis une demande de revalorisation de leur conventionnement afin de pérenniser le partenariat suite à

l'augmentation de leurs charges. Une étude économique a été missionnée début 2023. Une modification du dispositif a été mise en œuvre par l'arrêté n° 1410 CM du 16 août 2023 portant modification de l'arrêté n° 3123 CM du 24 décembre 2019 modifié portant application de la loi du pays n° 2019-32 du 5 décembre 2019 relative à l'aide au financement du permis de conduire.

La revalorisation du dispositif pour les auto-écoles a permis de reprendre l'aide au financement du permis de conduire et explique le retard pris dans le démarrage des conventions entre élèves bénéficiaires et auto-écoles conventionnées du dispositif (125 élèves conventionnés à la fin 2023).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une nouvelle organisation du pilotage de la sécurité routière en Polynésie française est prévue dès le recrutement du cadre responsable de l'observatoire de la sécurité routière. Ces éléments ont été confirmés par le rétablissement du comité de sécurité routière en avril 2022 (dernière séance en 2017) avec la nécessaire mission d'animer le réseau de partenaires. Un cadre a été recruté le 16 février 2024 ce qui permettra de piloter la nouvelle gouvernance de la sécurité routière en Polynésie française avec l'ensemble des parties prenantes.

Enfin, dans le cadre de la refonte du système d'information de la DTT, il est prévu de doter le service d'un nouveau système d'exploitation de l'épreuve théorique générale du permis de conduire. L'étude pour ce projet structurant a pu démarrer avec le recrutement du chef de projet informatique (DSI), le recrutement d'un Product owner en novembre 2023 (DTT) et la poursuite des développements informatiques en complément du projet Utara'a suite (2022 à 2025) au travers d'un accord cadre et des marchés subséquents.

Les premiers livrables des nouveaux outils informatiques sont attendus pour la fin du 2^{ème} semestre 2024.

15.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 01 - TRANSPORTS TERRESTRES ET SECURITE ROUTIERE	1 177 912 906	3 781 347	1 181 694 253
Développer l'offre de transport en commun et de mobilité durable afin de mieux répondre aux <i>Suivre et exploiter la DSP de transports collectifs et verser la contribution financière forfaitaire Evaluation et révision du schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables sur l'Ile de Tahiti (2023-2024)</i>	1 138 000 000		1 138 000 000
<i>Infrastructures dédiés aux transports collectifs Pilote d'un service de covoiturage adapté aux déplacements domicile-travail Mettre en oeuvre la stratégie de communication institutionnelle à l'attention des usagers et de la population concernant les nouveaux services du transport public de Tahiti (3 millions F CFP) et de la promotion de la mobilité durable (7 millions F CFP) en 2023</i>	5 612 315		5 612 315
<i>Renforcer la sécurité sur les routes Animer un observatoire de la sécurité routière partagé avec les partenaires et forces de l'ordre ainsi qu'un plan de communication annuel permettront de mieux cibler les actions à déployer pour les différents types d'usagers (enfants, jeunes, actifs, usager à risque) Concours DGRH Cat A-ADA sans lauréat sur ce poste en septembre 2022 --> recrutement par mutation ou CDD pour faire pourvoir le poste.</i>	10 314 853	3 781 347	14 096 200
<i>Décliner le plan de communication annuel de la sécurité routière cité ci-dessus : campagnes médias, réalisation de supports de communication, la participation à des événements grands publics ainsi que des prestations de sensibilisation à la sécurité routière (pas de subvention au Comité de prévention et de sécurité routière)</i>	3 174 310		3 174 310
<i>Dispositif d'aide au financement du permis de conduire (526 bénéficiaires)</i>	9 880 228		9 880 228
	10 931 200		10 931 200

15.2.5 Bilan des dépenses fiscales

La DTT a procédé à 148 500 831 F CFP de détaxation du gazole pour les transports publics réguliers et scolaires (FRPH) en 2023 (rappel en 2021 : total de 142 765 783 F CFP de détaxe gazole / 2022 : 175 604 474 F CFP).

En ce qui concerne l'étude sur la simplification administrative du dispositif de détaxe dans le domaine des transports, cette dernière n'a pas pu être menée sur 2023 mais devrait être reprogrammée.

15.3 Programme 915 02/975 02 : transports et affaires maritimes

15.3.1 Bilan des orientations stratégiques

La mise en œuvre du schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 a été déclinée en 11 objectifs principaux, afin de répondre à trois enjeux majeurs associés :

- Enjeu de développement économique durable ;

- Enjeu de sécurité maritime et environnemental ;
- Enjeu sociétal.

Ainsi, l'ensemble des projets et actions conduits en 2023 par la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM) intègrent les dimensions sociétales, de développement économique durable, de sécurité maritime et environnementale.

15.3.2 Bilan des réformes

Sur le plan réglementaire, le projet de réforme du cadre juridique relatif au tourisme nautique et plus particulièrement au dispositif d'attribution de la licence charter est toujours en cours.

15.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Donner au Pays les moyens d'assurer pleinement son rôle d'autorité organisatrice des transports interinsulaires avec une coordination accrue entre les acteurs institutionnels (Pays/Etat/Communes) et une meilleure régulation des transports maritimes

Objectif n° 1 - Donner au pays les moyens d'assurer pleinement son rôle d'autorité organisatrice des transports interinsulaires avec une coordination accrue entre les acteurs institutionnels (Pays/Etat/communes) et une meilleure régulation des transports maritimes								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1- mise en place d'une procédure de suivi et de contrôle des opérateurs	oui/ non		0	0		0		objectif remplacé
Indicateur 1.2 - suivi et contrôles effectifs des opérateurs par la DPAM	oui/ non		0	0		0		objectif remplacé
Indicateur 1.3 - atlas publié vers juin de l'année n + 1 avec données de l'année n	oui/ non		0	0		0		objectif remplacé
Indicateur 1.4 - nombre de réunion de l'observatoire durant l'année	Nb		1	1		0		objectif remplacé
Indicateur 1.5 - Application dédiée à la gestion des escales mise en service	oui/ non		N	0		0		objectif remplacé
Sources des données :								
<i>Rapport d'activité annuel de DPAM</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - indicateur observé oui/non</i>								
<i>Indicateur 1.2 - indicateur observé oui/non à partir des indications existant dans le rapport d'activité</i>								
<i>Indicateur 1.3 - atlas publié oui non</i>								
<i>Indicateur 1.4 - nombre de réunion effective de l'observatoire mentionné dans le rapport</i>								
<i>Indicateur 1.5 - Logiciel mis en production externe(homologation et téléservice ouvert)</i>								
Autres commentaires :								

NB : objectif remplacé sur 2024 par « Optimiser la régulation des transports maritimes ».

La desserte maritime des archipels est un pilier essentiel du développement économique des îles et du maintien des populations dans les îles pour inverser les flux migratoires et contrer l'exode insulaire.

Le cadre réglementaire (loi du pays n° 2016-03 du 26 février 2016) a permis la délivrance de licences d'exploitation avec des obligations de service public (OSP) concernant la durée d'exploitation d'un navire, la fréquence des dessertes, l'obligation d'information aux usagers, et l'encadrement des conditions d'exploitation.

Le respect des OSP fait l'objet d'un suivi par la mise en place d'une fiche-qualité de service. Les communes assurent une transmission de ces fiches afin d'informer de toutes difficultés liées à la desserte maritime.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Actions n° 1.1 - La procédure de suivi des signalements et de contrôle de la réalisation effective des obligations de service public des opérateurs maritimes s'est poursuivie en 2023. Les principaux manquements aux obligations de service public (OSP) concernent :

- 4 manquements relatifs à l'obligation d'information de la commune lors de l'arrivée du navire sur l'île par un armateur ;
- 2 manquements concernant l'obligation de respect des horaires de nuit des opérations de débarquement et d'embarquement (horaires interdits entre 21 h et 5h) des navires dans les îles.

Action n° 1.2 - Cet outil de 120 pages comporte les données économiques, les statistiques des marchandises, du fret et des passagers disponibles, concernant l'activité maritime en Polynésie française. Il inclut des cartes des lignes maritimes par archipels, et les coordonnées des armateurs. Un tel recueil de données fait de cet atlas un outil précieux pour tous les professionnels. Imprimé à 100 exemplaires, il est également disponible

gratuitement en ligne sur le site internet de la DPAM. En 2023, l'Atlas 2022 a bien été édité. Sa conception et son impression ont été réalisés pour un coût de 907 220 FCFP imputé en fonctionnement.

Action n° 1.3 - L'observatoire du transport maritime interinsulaire ne s'est pas tenu compte tenu du calendrier électoral et des changements opérés dans le cadre de la nouvelle mandature.

Action n° 1.4 - Le téléservice relatif à la gestion des escales maritimes a été ouvert en mars 2023 dans un premier temps pour les navires de croisières (>90 m) puis en septembre 2023 pour les navires >20m. L'ouverture à la plaisance et à tous types de navires est prévue en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Actions n° 1.1 & 1.2 - La procédure de suivi doit continuer à se perfectionner avec pour objectif constant d'améliorer la gestion des difficultés et réduire les impacts sur la desserte régulière. De l'analyse des situations et des manquements, il pourra être élaboré une grille de référence déterminant le montant des sanctions administratives appropriées et proportionnelles aux divers manquements constatés.

Action n° 1.3 - L'observatoire du transport maritime interinsulaire se tiendra dans le courant de l'année 2024.

Action n° 1.4 – Depuis 2022, la DPAM est l'autorité d'escale. La mise en production du téléservice constitue la mise en œuvre opérationnelle de la gestion des escales. Cette autorité d'escale sera à terme le point de contact et coordination des déclarations d'arrivées et des lieux de destination des navires. Elle sera chargée de statuer sur les demandes d'escale en fonction des zones prédéfinies, et elle sera associée à un réseau de référents d'exploitation sur site.

Parallèlement, les zones de mouillage réglementées et un programme d'installation d'ancrages écologiques sont déployés. La Polynésie française bénéficie dans le cadre d'un vaste programme d'installation de mouillages écologiques, du soutien financier de l'Etat via le Fonds vert.

Le dispositif réglementaire, en cours de finalisation, sera effectif en 2024. Il a pour objectif de créer les règles de régulation relative à l'occupation de l'espace maritime et d'utilisation des installations dédiées.

Objectif n°2 : Promouvoir et contribuer durablement à l'amélioration de la sécurité maritime et à l'utilisation harmonieuse de l'espace maritime en associant un volet fort de protection de l'environnement maritime et notamment de prévention des pollutions

Objectif n° 2 - Promouvoir et contribuer durablement à l'amélioration de la sécurité maritime et à l'utilisation harmonieuse de l'espace maritime en associant un volet fort de protection de l'environnement maritime et notamment de prévention des pollutions								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de visites de sécurité des navires réalisées annuellement par la DPAM	Nbre		800	950		1053		objectif remplacé
Indicateur 2.2 - Nombre d'épaves retirées par le Pays durant l'année suite à la défaillance du propriétaire	Nbre		3	5		5		objectif remplacé
Indicateur 2.3 - Convention pluriannuelle signée par la Pays avec le SHOM pour la maintenance des marégraphes	oui/ non		0	0		0		objectif remplacé

Sources des données :
Rapport d'activités annuel de la DPAM + JOPF
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateur 2.1 - nombre de visites de sécurité indiqué dans le rapport annuel
Indicateur 2.2 - nombre d'épaves retirées figurant dans le rapport annuel, aux frais du pays soit suite à la défaillance du propriétaire après injonction
Indicateur 2.3 - Mise en œuvre de la convention pluriannuelle JOPF
Autres commentaires :

NB : objectif remplacé sur 2024 par «Renforcer la sécurité maritime et la protection de l'environnement maritime».

Partant du principe qu'il ne peut y avoir de développement harmonieux et durable sans sécurité ni préservation de l'environnement, la Polynésie, consciente de la fragilité de ses écosystèmes intervient afin de faire face aux pollutions pouvant être générées par les épaves de navires. Ainsi, 100 millions F CFP sont inscrits annuellement au budget de fonctionnement du Pays pour procéder à la dépollution et au retrait des navires abandonnés ou qui ont fait naufrage et dont les armateurs n'assument pas leurs responsabilités.

Cet objectif est essentiel au développement touristique d'une destination qui se veut exemplaire en termes d'environnement.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 2.1 - Des missions sont organisées chaque année dans les 5 archipels afin de permettre à tous les exploitants de présenter leur navire dans des conditions similaires quel que soit leur port d'attache.

Ce choix fort concourt directement à l'amélioration de la sécurité maritime, et permet à la DPAM de garantir à tous un traitement équitable et de limiter les surcoûts souvent importants induits par l'exploitation d'un navire dans une île éloignée.

Pour autant l'augmentation constante du nombre de navires professionnels (en commerce et pêche) à visiter mobilise des moyens humains et financiers conséquents. La planification de ces visites reste difficile et nécessite la participation de tous afin d'optimiser les déplacements des inspecteurs.

Le travail de contrôle et de conseil réalisé par les inspecteurs de la DPAM à bord des navires professionnels est un des axes principaux de l'amélioration de la sécurité maritime. Chaque année le nombre de navires à visiter augmente et ce sont ainsi plus de 1050 navires qui ont été visités en 2023 en Polynésie française.

Action n° 2.2 - En 2023, 5 épaves ont été retirées : 3 navires à Tahiti (2 baie de Phaëton et 1 dans le lagon de Punaauia), 1 navire dans le lagon de Bora Bora et 1 goélette échouée en 1998 sur l'atoll de Takaroa dans les Tuamotu de l'Ouest. Le montant total des marchés relatifs au démantèlement de ces navires est de 66 330 092 F CFP (montant mandaté : 38 115 496 F CFP).

Hors l'épave de Takaroa, les autres opérations ont bénéficié d'un financement de l'Etat via le Fonds d'intervention maritime (FIM) validé par une convention Etat-Pays (montant total du financement : 120 000 000 F CFP).

Action n° 2.3 - La convention entre la Polynésie française et le service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) pour la maintenance du réseau de marégraphes installés en Polynésie française, signée en novembre 2021, couvre la période 2021 – 2027.

A la demande du SHOM, il n'y a pas eu d'engagement financier en 2021, le montant global de 14 319 804 F CFP (120 000 euros) pour la maintenance durant la période 2022-2027 est réparti à part égale sur chaque exercice. Le 1^{er} versement d'un montant de 2 386 634 F CFP (20 000 euros) a eu lieu en mars 2022, en fonctionnement. Le second versement est intervenu en mai 2023.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n° 2.1 - Maintien de l'organisation des déplacements dans les îles pour assurer les visites de contrôle au titre de la sécurité des navires et la délivrance des titres de sécurité. En 2023, la DPAM a recherché activement des candidats pour occuper les 2 postes vacants au sein de la cellule de la sécurité des navires du service afin de renforcer ses effectifs en compétence et en expertise. Ces recrutements devraient se concrétiser début 2024.

Action n° 2.2 - Poursuite du retrait des épaves de navires avec une action de répression sur les propriétaires récalcitrants.

Objectif n°3 : Soutenir et accompagner le développement économique dans les domaines de la plaisance, de la construction navale et des activités nautiques professionnelles pour faire de ces secteurs un véritable atout économique en intégrant une réglementation adaptée et une organisation équilibrée

Objectif n° 3 - Soutenir et accompagner le développement économique dans les domaines de la plaisance, de la construction navale et des activités nautiques professionnelles pour faire de ces secteurs un véritable atout économique en intégrant une réglementation adaptée et une organisation équilibrée								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Etude de marché pour la mise en ligne intra-archipel d'un navire de commerce à propulsion bas carbone (vent, soleil, hydrogène,...) terminée	oui/ non		O	O		O		objectif remplacé
Indicateur 3.2 - Nombre de navire prototype à propulsion bas-carbone mis en service pour assurer une desserte maritime régulière	oui/ non		N	N		N		objectif remplacé
<i>Sources des données :</i> <i>Rapport annuel d'activités de la DPAM ; base de texte Lexpol.pf</i>								
<i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>Indicateur 3.1 et 3.2 - indicateur figurant ou non dans le rapport annuel</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								

NB : objectif remplacé sur 2024 par «Renforcer la sécurité maritime et la protection de l'environnement maritime»

Cet objectif de désenclavement des archipels grâce au transport maritime cherche également à promouvoir le développement d'activités comme le tourisme nautique, dans un esprit de développement durable axé sur la préservation de l'environnement et des écosystèmes marins.

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 3.1- Cinq projets de navires de commerce devant remplacer des navires assurant actuellement la desserte maritime intérieure sont en cours de réalisation.

Initiée en 2021, une étude de marché financée à parts égales par la Polynésie française, l'ADEME et l'AFD a été réalisée en 2022 afin de déterminer la faisabilité et les coûts liés à un projet de navire à propulsion bas carbone pour des liaisons maritimes intra-archipel aux Tuamotu de l'Ouest.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n° 3.1- Le Pays confirme son souhait de soutenir les projets de transport maritime incluant la transition énergétique. Ce dossier sera traité dans le cadre du plan climat de Polynésie française en cohérence avec les autres projets faisant appel aux sources d'énergies renouvelables transmis en novembre 2023.

Par ailleurs, une étude de marché sera lancée en 2024 afin de déterminer le potentiel de transport maritime (passagers, fret, ...) entre Papeete et Taravao.

Objectif n°4 : Faire de la mer un secteur porteur de richesse et d'emplois et garantir le respect des règles économiques et sociales en développant les nouveaux modes de régulation, en modernisant les dispositions juridiques pertinentes et en s'appuyant sur les nouvelles technologies pour créer une e-administration maritime

Objectif n° 4 - Faire de la mer un secteur porteur de richesse et d'emplois et garantir le respect des règles économiques et sociales en développant les nouveaux modes de régulation, en modernisant les dispositions juridiques pertinentes et en s'appuyant sur les nouvelles technologies pour créer une e-administration maritime										
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible		
Indicateur 4.1 - Nombre de flyers imprimés	Nbre		500	0		3 600	objectif remplacé			
Indicateur 4.2 - Nombre de campagne de communication : prévention ou information (tous supports TV Radio Presse)	Nbre		1	4		5	objectif remplacé			
Indicateur 4.3 - Logiciel REVATUA mis en production	oui/ non		0	0		0	objectif remplacé			
Indicateur 4.4 - Logiciel 'IHITAI mis en production	oui/ non		N	0		0	objectif remplacé			
Indicateur 4.5 - Projet de loi du pays relative à l'activité charter envoyée au conseil des ministres après avis du CESEC	oui/ non		N	0		N	objectif remplacé			
Sources des données : <i>Rapport annuel d'activités</i> Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 4.1, et 4.2 - indicateurs fournis dans le rapport annuel d'activités Indicateur 4.3 - indicateur fourni par l'homologation du téléservice (arrêté publié sur Lexpol.pf) et accessibilité de www.revatua.gov.pf Indicateur 4.4 - indicateur fourni par l'homologation du téléservice (arrêté publié sur Lexpol.pf) et accessibilité de www.ihitai.gov.pf Indicateur 4.5 - indicateur fourni, projet signé par autorité										
Autres commentaires :										

NB : objectif remplacé sur 2024 par « Optimiser la régulation des transports maritimes ».

Faire de la mer un secteur porteur de développement tout en garantissant le respect des règles économiques et sociales est un objectif qui peut être atteint grâce à une régulation adaptée permettant une meilleure acceptabilité des multiples activités afin de favoriser la coexistence harmonieuse des activités comme des administrés, en améliorant la sécurité au travail des professionnels de la mer, en accompagnant l'emploi maritime (formation professionnelle, santé, conditions de travail et suivi de carrières) et en rendant la communication et l'accès aux démarches plus lisibles et plus faciles pour une administration plus efficace.

- *Commentaire et analyse des résultats*

La démarche qualité se poursuit au sein de la DPAM, à travers notamment la mise en place de téléservices pour les usagers, des locaux accueillants, la modernisation du permis de conduire en mer, de nouveaux supports de communication et des points d'informations excentrés.

Le site internet de la DPAM est aujourd'hui plus accessible et moderne. La DPAM a par ailleurs diversifié ses canaux d'information numériques (plateformes, réseaux sociaux) pour être au plus près des usagers.

Un espace « info-mer » dédié aux usagers est en cours d'aménagement pour pouvoir renseigner les usagers de la mer sur les démarches de la DPAM mais aussi sur toutes les informations liées au secteur du maritime.

Action n° 4.1 -

Le dépliant sur les équipements de sécurité des navires de plaisance a été mis à jour en 2023 et édité à 1 500 exemplaires.

Une série de dépliants consacrés aux démarches de la DPAM (immatriculation d'un navire, organisation d'une manifestation nautique, passer un examen, etc.) a été conçue en 2023. Ils seront imprimés en 2024.

Ce sont 3 600 flyers qui ont été imprimés en 2023.

5 campagnes de communication ont été déployées au cours de l'année 2023 avec comme thématique principale « prenez la mer, pas les risques » :

- Une campagne de sensibilisation « Prenez la mer, pas les risques » relatif à la sécurité en mer s'est étendue tout au long de l'année 2023 (radio, TV, print...)
- Une campagne d'affichage a été réalisée en 2023 axée sur la sécurité en mer et les bons comportements, sur l'arrière des bus RTCT et sur Facebook.
- Une chronique AVEIA concernant les démarches possibles au sein de la DPAM a été mise en place. Elle a été proposée toute l'année à la radio afin de garantir l'accès à l'information à tous. Elle sera reconduite en 2024.
- En novembre 2023, pendant la période de Hawaiki Nui Va'a, une campagne de communication sur la sécurité en mer pour les plaisanciers comme les professionnels a été diffusée à la TV et la radio. L'objectif est de sensibiliser le plus grand nombre aux bons réflexes à avoir en mer.
- Une campagne de communication afin de promouvoir le téléservice REVATUA a été lancée en décembre 2023 sur les réseaux sociaux.

Action n° 4.2 : Le téléservice REVATUA permet la dématérialisation des documents du transport maritime intérieur (connaissances, manifestes, plannings prévisionnels d'exploitation des navires et téléversement des autres documents obligatoires).

- Date démarrage : avril 2018 ;
- Date début développement : juin 2018 ;
- Date de mise en production : janvier 2021.

La Direction générale des affaires économiques a rejoint la plateforme. Son module a été homologué en décembre 2023. En effet, la délibération n°97-99 APF modifiée du 29 mai 1997 portant création d'un compte spécial « Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures » prévoit l'obligation de transmission des manifestes et des connaissances dans le cadre de la prise en charge par le Pays des frais en matière de produits pétroliers. Cette transmission se fera désormais via le téléservice REVATUA permettant une simplification et une transmission plus rapide de ces documents par les professionnels ainsi qu'un exercice optimisé des missions de régulation par les administrations du Pays.

Le téléservice IHITAI permet la gestion et le suivi dématérialisé de la carrière des marins pêcheurs professionnels.

- Date démarrage : décembre 2020 ;
- Date début développement : mars 2022 ;
- Date mise en production : juillet 2023.

Les capitaines peuvent à travers ce logiciel enregistrer les temps de leurs marins en mer. Les marins quant à eux peuvent s'inscrire à des sessions d'examen, visualiser leurs notes en ligne, leurs diplômes et leurs qualifications spécifiant les échéances de renouvellement.

En 2023, la première étape du lancement a concerné notamment la possibilité pour les marins de créer leur compte avec un courriel et de récupérer leurs diplômes en ligne. Ainsi, plus de 100 comptes marins ont été ouverts et 250 titres marins ont été générés sur la blockchain depuis la mise en production de IHITAI.

Ce téléservice a obtenu deux prix en 2023 : le prix de l'innovation numérique et le prix coup de cœur du public dans le cadre de la Semaine de l'innovation publique.

Parallèlement, le téléservice ESCALES qui permet une gestion dématérialisée des réservations des escales maritimes en Polynésie française est développé depuis 2021.

Il a été ouvert en mars 2023 dans un premier temps pour les navires de croisières (>90 m) puis en septembre 2023 pour les navires >20m. L'ouverture à la plaisance et à tous types de navires est prévue pour 2024.

Ces téléservices sont accompagnés de réformes juridiques importantes.

Action n° 4.3 - Le projet de réforme du cadre juridique relatif au tourisme nautique et plus particulièrement au dispositif d'attribution de la licence charter est toujours en cours.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Action n° 4.1

Les dépliants relatifs aux démarches proposées par la DPAM (immatriculation d'un navire, organisation d'une manifestation nautique, passer un examen, etc.) seront imprimés et diffusés en 2024. Des vidéos pédagogiques seront également réalisées.

Un plan de communication spécifique sera réalisé afin d'assurer la promotion des téléservices ESCALES et IHITAI.

Par ailleurs, la chronique AVEIA diffusée en radio sera reconduite.

Enfin, comme chaque année, la campagne TV et radio sur la sécurité en mer durant Hawaiki Nui Va 'a sera renouvelée.

Action n° 4.2

Le développement des téléservices va se poursuivre en 2024 pour une plus grande fonctionnalité ; le but étant de construire un produit qui correspond aux besoins des utilisateurs.

Le paiement en ligne sur les plateformes IHITAI et ESCALES sera effectif en 2024.

L'ensemble des téléservices ESCALES, REVATUA, IHITAI incluront une version en tahitien.

Action n° 4.3 : les travaux sur la réforme de la règlementation de l'activité de charter nautique en Polynésie française seront poursuivis.

15.3.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 915/975 02 - TRANSPORTS ET AFFAIRES MARITIMES	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915 716 020	109 257 302	160 973 322	
Action n°1.1 - Assurer un suivi et un contrôle des opérateurs dans le domaine maritime (respect des normes internationales)	1 005 480		1 005 480
Action n°1.2 – Publier annuellement un atlas maritime du transport maritime intérieur	907 220		907 220
Action n°1.3 - Développer et réunir annuellement l'observatoire du transport interinsulaire qui rendra compte de la filière et de l'avancée du schéma directeur des transports au gouvernement			0
Action n°1.4 - Création d'une autorité maritime d'escale afin de réguler les arrivées et les départs des navires (résoudre les conflits d'usage et assurer une régulation de l'utilisation de l'espace maritime)		54 907 621	54 907 621
Action n°2.1 – Poursuivre et maintenir un programme spécifique relatif aux visites de sécurité des navires professionnels relevant de la compétence de la Polynésie française	3 394 861		3 394 861
Action n°2.2 – Poursuivre, et maintenir un programme relatif à la résorption des épaves existantes en Polynésie française	38 115 496		38 115 496
Action n°2.3 – Contribuer à garantir la pérennité et soutenir la maintenance pluriannuelle du réseau de marégraphes permanents installés en Polynésie française (Vairao, Rangiroa, Makemo, Rikitea, Tubuai)	2 389 634		2 389 634
Action n°3.1 – Soutenir la qualité et le développement de la flotte polynésienne des navires de commerce assurant la desserte maritime de nos archipels : étude de marché			0
Action n°3.1 – Favoriser la transition énergétique dans le cadre du renouvellement de la flotte de navires (navire bas-carbone)			0
Action n°4.1 – Mettre en œuvre une communication active et de qualité afin de garantir à tous l'accès aux informations du secteur maritime	5 903 329		5 903 329
Action n°4.2 – Développer l'e-administration structurante en intégrant la simplification des procédures et la dématérialisation : REVATUA gestion des connaissances maritimes		6 384 960	6 384 960
Action n°4.2 – Développer l'e-administration structurante en intégrant la simplification des procédures et la dématérialisation : IHITAI gestion de la carrière des marins		47 964 721	47 964 721

15.4 Programme 915 03/975 03 : transports aériens et aviation civile

15.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Le Schéma directeur des déplacements durables interinsulaires a fixé les 3 objectifs suivants :

- Donner au Pays le moyen d'assurer pleinement son rôle d'autorité organisatrice des transports interinsulaires avec une coordination accrue entre acteurs institutionnels (Pays-Etat-Communes) et une meilleure régulation des transports (A) ;
- Améliorer l'efficacité des transports interinsulaires en matière de réponses aux besoins des usagers d'efficacité énergétique, d'intermodalités et de préservation de l'environnement en facilitant l'accès de tous à tout le territoire (B) ;
- Favoriser le développement économique durable du Pays et de ses archipels à travers des mesures d'accompagnement à la politique des transports interinsulaires (C).

15.4.2 Bilan des réformes

L'action de réforme portée au projet annuel de performance 2023, à savoir la création d'une SEM pour l'exploitation des aéroports de Raiatea/Rangiroa et Bora Bora n'a pu être réalisée. Après étude et en raison du contentieux sur la concession de Tahiti Faa'a qui a conduit l'Etat à prendre la décision de relancer l'appel d'offres pour trouver le nouveau concessionnaire, la mise en place de la SEM a été abandonnée au profit d'une convention d'externalisation dans l'attente de la passation d'une délégation de service public, laquelle devrait être effective à compter du mois de juin 2025.

15.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Organisation du transport aérien interinsulaire

Objectif n°1 - Organisation du transport aérien interinsulaire								
Application du nouveau cadre réglementaire depuis la Loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 et le Schéma Directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 de la Polynésie française								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Délégation de service public du transport aérien interinsulaire (lot 2)	-		Application DSP échéance 2025 => Déchéance du contrat DSP	Annulée remplacée par 1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Indicateur 1.2 - Délégation de service public du transport aérien interinsulaire de 32 îles	-		Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025
Indicateur 1.3 - Délégation de service public du transport aérien interinsulaire îles Marquises	-		Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025	Application DSP échéance 2025
Sources des données : <i>Base de données de la direction de l'aviation civile et opérations d'investissement réalisées ou programmées</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - Etat d'avancement</i> <i>Indicateur 1.2-Etat d'avancement</i> <i>Indicateur 1.3-Etat d'avancement</i> Autres commentaires :								

En application des orientations du schéma directeur du transport aérien interinsulaire et de la loi du pays de 2016, il a été proposé la mise en place d'obligations de service public sur le réseau du transport aérien interinsulaire, afin de garantir l'accessibilité et le désenclavement à l'ensemble de la Polynésie française.

Il est donc défini le principe selon lequel les 47 aérodromes publics de la Polynésie française doivent être desservis par les opérateurs selon une fréquence minimale tenant compte de la population de ces îles, des volumes de trafic passager et de fret nécessaires et de leur accessibilité.

Le transport aérien interinsulaire est encadré par les textes réglementaires suivants :

- La loi du pays du 25 février 2016 relative à l'organisation du transport interinsulaire maritime et aérien ;
 - Arrêté n° 1400 CM du 22 septembre 2015 arrêtant le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 de la Polynésie française ;
 - La délibération n° 99-128 APF du 27 juillet 1999 réglementant l'autorisation donnée aux entreprises de transport aérien établies en Polynésie française d'exercer une activité de transport aérien public ;
 - La délibération n° 2020-33 APF du 30 juillet 2020 fixant les conditions d'octroi de la licence d'exploitation dans le secteur du transport aérien interinsulaire ;
 - La loi du pays n° 2020-44 du 18 décembre 2020 portant institution d'une contribution de solidarité de la continuité territoriale du transport aérien interinsulaire ;
 - La délibération n° 2020-80 APF du 15 septembre 2020 portant création d'un compte d'affectation spéciale dénommé « fonds de continuité territoriale aérienne interinsulaire » ;
 - La loi du pays n° 2021-24 du 30 avril 2021 relative à la contribution de continuité territoriale aérienne interinsulaire.
- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 1.1 : Délégation de service public du transport aérien interinsulaire (lot 2)

L'arrêté n° 2056 CM du 6 octobre 2022 a approuvé le choix du délégataire ainsi que le contrat de délégation de service public du transport aérien interinsulaire des îles Marquises en Polynésie française. Le contrat n° 7742 a été signé le 10 octobre 2022 avec la SA Air Tahiti.

L'arrêté n° 665 CM du 13 avril 2023 a approuvé l'avenant à ce contrat de délégation de service public.

Pour l'année 2023, le montant des dépenses mandatées pour cette DSP portant sur la desserte des îles Marquises est établi à 301 387 501 F CFP imputé au compte spécial du Fonds de continuité territoriale aérienne interinsulaire (FCTAI).

Action n° 1.2 : Délégation de service public du transport aérien interinsulaire de 32 îles

L'arrêté n° 1121 CM du 16 juin 2021 a approuvé le choix de la société AIR TAHITI en qualité de délégataire de service public du transport aérien régulier interinsulaire de 32 îles de la Polynésie française ainsi que le contrat de DSP n° 4347 du 17 juin 2021 qui a pris effet à compter du 1^{er} juillet 2021 pour une durée de 5 ans.

Pour l'année 2023, le montant des dépenses mandatées pour cette DSP portant sur la desserte de 32 îles de la Polynésie française est établi à 951 750 000 F CFP imputé au compte spécial du Fonds de continuité territoriale aérienne interinsulaire (FCTAI).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'année 2024 va être une année pleine d'exécution des contrats de délégations de service public.

Des ajustements seront probablement nécessaires au regard des augmentations des différents coûts d'exploitation (ICV ; taxe carburant ; prélèvements sociaux).

Objectif n°2 : Exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa

Objectif n°2 - Exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa								
Externalisation de l'exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa faisant suite aux transferts de ces 3 aérodromes par Décret n° 2020-1116 du 4 septembre 2020								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Convention ADT sur l'exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa	-		Fin convention septembre 2022 => Reconduction convention	Convention ADT jusqu'à fin 2023	Prolongation des Conventions ADT échéance 2025	Application Conventions ADT échéance 2025	Application Conventions ADT échéance 2025	DSP
Indicateur 2.2 - Concession SEM portant sur l'exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa	-			lancement consultation	Montage et mise en service de la société	Travaux préparatoires Consultation pour une DSP	Travaux préparatoires Consultation pour une DSP	Lancement consultation de la DSP

Sources des données :
Base de données de la direction de l'aviation civile et opérations d'investissement réalisées ou programmées
Mode de calcul des indicateurs :
Indicateurs 2.1 et 2.2 - Etat d'avancement
Autres commentaires :

NB : Dans le PAP 2024, cet objectif correspond à l'objectif n°1 « Optimiser l'organisation du transport aérien interinsulaire ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Indicateur 2.1 : Convention ADT sur l'exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa

Par décret n° 2020-1116 du 4 septembre 2020 et par Convention n° 31-20 du 10 septembre 2020, l'Etat a acté la rétrocession des aérodromes de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa au Pays.

Depuis, la gestion de ces plateformes est confiée à l'actuel gestionnaire de la plateforme aéroportuaire de Tahiti-Faa'a, la société Aéroport de Tahiti (ADT).

Les conventions d'exploitation pour chaque aérodrome ont été signées et ont été prorogées pour courir jusqu'à fin juin 2025 afin de mettre en place une délégation de service public (DSP) en charge de l'exploitation des 3 aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa.

Indicateur 2.2 : Concession SEM portant sur l'exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa

Il était prévu durant l'année 2022, le lancement d'un appel d'offres portant sur la mise en place d'une concession confiée à une société d'économie mixte (SEM).

Le lancement de cet appel d'offres n'a pas été réalisé sur l'année 2022.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'année à venir sera la dernière d'exercice plein des conventions d'exploitation – puisque la mise en place d'une délégation de service public est attendue en juin 2025. Les contrats en l'état seront donc exécutés sans modification et évolution.

Les indicateurs sont à revoir en conséquence (suppression du 2.2) – il peut être remplacé par un indicateur faisant état de l'avancée des travaux nécessaires à l'aboutissement de la délégation de service public d'exploitant en cours d'élaboration.

Objectif n°3 : Réalisation des programmes d'investissements sur les aérodromes de Raiatea ; Bora Bora et Rangiroa

Objectif n°3 - Réalisation des programmes d'investissements sur les aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa								
Programme d'investissement des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa faisant suite aux transferts de ces 3 aérodromes par Décret n° 2020-1116 du 4 septembre 2020								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Réalisation d'Aménagement et travaux divers sur les aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa	-		Application Convention MOD => 12% + programmation 2023	fin travaux 2022 + programmation 2023	fin travaux 2022 + programmation 2023	fin travaux 2022 + programmation 2023	fin travaux 2023	Non reconduction convention
Indicateur 3.2 - Réalisation de resurfaçage des pistes d'aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa	-		Application Convention MOD => Arrêt	Réalisation des travaux	Arrêt du projet Raiatea - Projet Rangiroa en travaux	Resurfaçage Rangiroa achevé - Resurfaçage Raiatea stand by	Reprise des travaux Resurfaçage Raiatea	Non reconduction convention
Sources des données : <i>Base de données de la direction de l'aviation civile et opérations d'investissement réalisées ou programmées</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 3.1 - Etat d'avancement Indicateur 3.2 - Etat d'avancement Autres commentaires :</i>								

NB : Dans le PAP2024, cet objectif correspond à l'objectif n°1 « Optimiser l'organisation du transport aérien interinsulaire ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

L'exploitation courante des 3 plateformes génèrent des besoins opérationnels importants pour maintenir et rénover les infrastructures tout en les adaptant aux nécessités de service. La SAS ADT a rencontré énormément d'écueils dans l'exécution des programmes en 2023. La programmation exécutée fixée en août 2022 reste d'actualité et n'a pas encore été épousée.

Les appels d'offres relatifs aux marchés de travaux des aérodromes de Raiatea et Rangiroa ont été lancés respectivement les 04 mai et 28 avril 2022. A réception des offres, les analyses réalisées par les commissions d'appels d'offres internes d'ADT ont abouti à la déclaration d'appels d'offres infructueux, pour les deux aérodromes.

Un deuxième appel d'offres a été lancé le 27 septembre 2022. Les commissions d'appels d'offres se sont tenues les 14 novembre 2022 et 06 décembre 2022.

L'année 2023 a vu le resurfaçage de la piste de Rangiroa se terminer, le chantier ayant été réceptionné sans réserve en décembre 2023. La piste de Raiatea, quant à elle, n'a pu être menée à son terme, la société Interoute membre solidaire du groupement attributaire du marché a été placée en liquidation judiciaire. Depuis juillet 2023, la SAS ADT s'est employée à négocier avec la société JL Polynésie les termes de la reprise de chantier dans des conditions satisfaisantes pour la bonne exécution des travaux. Ces négociations ont pu aboutir et la réception des travaux est prévue fin novembre 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Il semble opportun d'assurer une gouvernance plus étroite de ces 3 aérodromes.

15.4.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 03 - TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE	21 000 000	845 520 207	866 520 207
Exploitation des aérodromes de Raiatea, Bora Bora et Rangiroa - Conventions ADT Resurfaçage piste aérodromes Raiatea-Bora bora - Rangiroa	21 000 000	186 024 265 659 495 942	207 024 265 659 495 942 0

15.4.5 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de continuité territoriale aérienne interinsulaire (FCTAI)

Le fonds a été créé par délibération n° 2020-80 APF du 15 décembre 2020 et a pour objet de pallier l'enclavement de la population de la Polynésie française en participant, de manière directe ou indirecte, aux déplacements de ses habitants.

Les ressources du fonds sont constituées par :

- Le produit de la contribution de solidarité de la continuité territoriale du transport aérien interinsulaire (CSCTAI) et des pénalités y afférentes, permettant de participer, de manière directe ou indirecte, aux déplacements des passagers des lignes aériennes régulières interinsulaires ;
- Des versements du budget général de la Polynésie française ;
- La participation de l'Etat à la continuité territoriale intérieure en application du troisième alinéa de l'article L.1803-4 du code des transports.

Ce fonds (FCTAI) permet d'accompagner les attributaires de lignes aériennes sous délégation de service public (DSP) pour compenser financièrement les déficits structurels et de favoriser le désenclavement de la population dans les îles éloignées conformément à la loi du Pays de février 2016.

Le coût des deux contrats de DSP du transport aérien interinsulaire mentionnés supra est de 1 253 137 501 F CFP liquidés sur 2023.

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
915/975 03 - TRANSPORTS AERIENS ET AVIATION CIVILE	200 000 000	0	200 000 000
<i>Compte d'affectation spécial FCTAI</i>			0
Action n° 1.2 relative à Délégation de service public du transport aérien interinsulaire de 32			0
Action n° 1.3 relative à Délégation de service public du transport aérien interinsulaire de îles Marquises	200 000 000		200 000 000

15.5 Programme 915 04/975 04 : sécurité aéroportuaire

15.5.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme 914 04/975 04 couvre la surveillance et le déploiement des moyens structurels, organisationnels et humains relatifs au domaine de la sécurité aéroportuaire au sens large. En résumé, elle concerne tous les moyens mis en œuvre pour assurer les missions SSLIA et SPPA sur les aérodromes de Polynésie française dans les conditions d'exploitation réglementaires. La grande majorité de ces actions sont financées par la taxe aéroportuaire (TAP) renommée tarif sûreté et sécurité (T2S).

Pour rappel, la réglementation en matière de service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) confie aux exploitants des aéroports soumis à la certification européenne la responsabilité de veiller à ce que l'équipement approprié et le personnel suffisant soient disponibles dans un délai adapté. Dans le cadre des demandes de certification, l'exploitation aéroportuaire doit justifier de l'adéquation des moyens avec le niveau de protection SSLIA attendu pour chaque aéroport. Dans ce cadre, la DAC a pour objectif de :

- D'assurer le niveau de protection adéquat en fonction du trafic programmé ;
- De dimensionner les effectifs au niveau requis de protection ;
- De veiller au fonctionnement de l'ensemble du matériel concourant à la sécurité des opérations ;
- De rationaliser les dépenses réalisées dans le cadre des missions SSLIA-SPPA.

La sécurité aéroportuaire découle d'une obligation d'exploitation issue d'objectifs réglementaires à respecter.

15.5.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Amélioration des normes dans les infrastructures aéroportuaires

Objectif n°1 - Amélioration des normes dans les infrastructures aéroportuaires								
Favoriser la modernisation des aéroports et l'accueil des personnes en accord avec le schéma directeur 2015 adopté par le Conseil des ministres								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Mise aux normes d'hygiène et de sécurité	Nb	8	4	2	1	1		objectif remplacé
Indicateur 1.2 - Modernisation et amélioration des conditions d'accueil dans les aérogares	Nb	10	9	1	2	3		objectif remplacé
Indicateur 1.3 - Mise en place d'un système d'information entre les aérodromes et le siège de la direction de l'aviation civile	Nb	0	3	6		0		objectif remplacé
Sources des données : <i>Direction de l'aviation civile et opérations d'investissement réalisées ou programmées</i>								
Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.1 - nombre d'aéroports Indicateur 1.2 - nombre d'aérogares Indicateur 1.3 - nombre d'aérodromes - Installation et formation</i>								
Autres commentaires :								

NB : Il n'est pas utile d'afficher 2024 car cet objectif est remplacé sur 2024 par « Améliorer la qualité du service rendu aux usagers des infrastructures aéroportuaires ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 1.1 : Mise aux normes d'hygiène et de sécurité

Cet indicateur couvre toutes les actions visant à mettre en conformité les plateformes. Pour l'année 2023, les équipes en régie ont été très sollicitées.

Destination	Objet
Nuku Hiva	Travaux d'extension de l'aérogare Abri Matériels d'exploitation des opérateurs
Moorea	Travaux d'aménagement du bâtiment annexe de l'aérogare de Moorea en vue d'accueillir l'installation d'un nouvel opérateur Travaux de rénovation de la tour de contrôle
Rimatara	Remise en état du portail d'accès à la ZA et de la clôture de l'aérodrome Travaux de rénovation de l'aérogare
Totegegie	Travaux de rénovation Hangar SSLIA
Hiva Oa	Travaux d'aménagement de l'aérogare en vue d'accueillir l'installation d'un nouvel opérateur
Mataiva	Construction du slipway SSLIA Travaux d'extension de la caserne SSLIA Construction d'un bloc intégrant sanitaires et hangar tracteur

Action n° 1.2 : Modernisation et amélioration des conditions d'accueils dans les aérogares

En 2023, les projets suivants ont été menés :

- Reconstruction de l'aérogare de Tubuai (MOE attribuée – Phase PC) ;
- Reconstruction de l'aérogare de Rurutu (MOE attribuée – Phase PC) ;
- Extension de l'aérogare de Fakarava (MOE attribuée – Phase PC) ;
- Extension de l'aérogare de Tikehau (DEQ/BAT) ;
- Rénovation de l'aérogare de Apataki (MOE attribuée – Phase APD) ;
- Reconstruction de l'aérogare de Hiva Oa (MOE attribuée – Phase APS).

En outre, les études suivantes ont été lancées en 2023 :

- Schéma directeur d'aménagement de l'aérodrome de Huahine ;
- Schéma directeur d'aménagement de l'aérodrome de Moorea.

Il est à noter que l'aérogare de Takapoto a été réceptionnée en octobre 2023 ; ce projet a été mené par la direction de l'équipement.

Action n° 1.3 : Mise en place d'un système d'information sur les aérodromes et le siège de la direction de l'aviation civile

Une prestation de service a été passée afin d'accompagner la Direction de l'aviation civile dans le déploiement des outils numériques. Un audit interne a permis d'établir la planification de mise en œuvre. Ces actions combinées ont permis d'aboutir à une cartographie fonctionnelle de la DAC qui définit un socle du système d'information à implémenter.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les agents dans les îles ne disposent pas des moyens informatiques suffisants pour réaliser leur mission complètement. A ce titre, une solution sera conjointement identifiée avec la DSI pour régulariser cette situation au cours du 1^{er} semestre 2024.

Certaines activités de la DAC souffrent de l'isolement des lieux d'intervention en régie ou du manque d'attractivité de ces îles éloignées pour les professionnels éligibles. Afin d'y remédier, la DAC va consolider ses activités d'externalisation afin de les rendre plus attractives.

Objectif n°2 : Mise en conformité à la réglementation aviation civile

Objectif n°2 - Mise en conformité à la réglementation aviation civile								
Se conformer aux réglementations de l'aviation civile en améliorant la sécurité et en traitant les écarts identifiés par les audits du SEAC								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Ecart CHEA (condition d'homologation et d'exploitation des aérodromes)	Nb	80	50	120		34	objectif remplacé	
Indicateur 2.2 - Ecarts PSNA (Prestataire du service de la navigation aérienne)	Nb	17	19	20		16	objectif remplacé	
Indicateur 2.3 - Ecarts SSLIA (sécurité de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs)	Nb	90	23	120		24	objectif remplacé	
Indicateur 2.4 - Ecarts PPA (prévention du péril animalier)	Nb	9	6	10	0	12	objectif remplacé	
Indicateur 2.5 - Ecarts Energie Balisage	Nb		15	25		6	objectif remplacé	
Indicateur 2.6 - Nbre d'agents formés (garage +SSLIA +SPPA)	Nb	13	SSLIA : 69 continues + 6 initiales + 5 formation instructeurs + 1 chef de manœuvre SSLIA SPPA : 73	GARAGE : 2 continues + 2 initiales (garage) SSLIA : 28 continues + 6 référents PPA + 1 initiale PPA SPPA : 73		SPPA : + 7 référents PPA + 6 initiales PPA + 55 AEP entraînement de tir + 22 formation comportement canine SSLIA : 30 continues Pompiers + 4 continues Chef de manœuvre + 5 resp SSLIA	objectif remplacé	
Indicateur 2.7 - Exercice DSOA (secours opérations aéroportuaires)	Nb	0	1	3		1	objectif remplacé	
Indicateur 2.8 - Nbre d'agents inscrit à la formation canoë de sauvetage	Nb		0	92		Pas de prestataire agréée	objectif remplacé	
Indicateur 2.9 - Nbre d'agents inscrit à la formation continue de secourisme	Nb	131	124	125		124	objectif remplacé	
Indicateur 2.10 - Nombre véhicules SSLIA - PPA	Nb	0	3 VIM 64 + 2 véhicules PPA	3 VIM 64 + 1 véhicule PPA		1 véhicule PPA et aucun SSLIA	objectif remplacé	
Indicateur 2.11 - Nombre vedettes	Nb	0	0	0	0	0	objectif remplacé	
Indicateur 2.12 - Nombre véhicules réaffectés	Nb			5		4	objectif remplacé	
Indicateur 2.13 - Certification des aérodromes recevant au moins 10 000 passagers /an	Nb		4	0		0	objectif remplacé	
Sources des données :								
<i>Base de données de la direction de l'aviation civile et opérations d'investissement réalisées ou programmées</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 2.1 à 2.5 - nbr d'écarts</i>								
<i>Indicateur 2.6 - nombre d'agents formés à EFORSA</i>								
<i>Indicateur 2.7 - nombre d'exercice SOA</i>								
<i>Indicateur 2.8 - Nbre d'agents inscrit à la formation canoë de sauvetage</i>								
<i>Indicateur 2.9 - Nbre d'agents inscrit à la formation continue de secourisme</i>								

NB : Il n'est pas utile d'afficher 2024 car cet objectif est remplacé sur 2024 par l'objectif « Améliorer la sécurité des usagers en se mettant en conformité avec la réglementation aéronautique ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Actions n° 2.1 à 2.5 : Ecarts audits

La DAC fait l'objet d'audits de conformité réalisés par le Département surveillance du service d'Etat de l'aviation civile. Ces audits ont concerné cette année 12 aérodromes (Ua Pou, Ua Huka, Fakarava, Arutua, Apataki, Kaukura, Tubuai, Takapoto, Hao, Makemo, Puka Puka, Rurutu), ainsi que l'organisation centrale de la DAC.

La tendance du nombre d'écart pour 2023 est en baisse par rapport aux prévisions. La classification des écarts à un niveau local ou transverse améliore la visibilité sur les non-conformités en cours et permet de mieux prioriser les actions de la DAC.

Actions n° 2.6 – 2.8 et 2.9 : Formations

Les programmes de formations réglementaires ont pu être assurés normalement cette année ce qui a permis aux agents de conserver les agréments requis à l'exercice de leurs missions.

Action n° 2.7 : Exercices DSOA

Le DSOA de l'aérodrome Fakarava a pu être réalisé début 2023. Il a permis une mise en situation réelle des intervenants locaux en cas d'accident d'aéronef sur l'île – Plusieurs intervenants ont participé (internes à la DAC ainsi que les services communaux, les services d'Etat, les services de santé et la population. L'exercice a permis de constater les difficultés dues au lieu du crash ; aux équipes de secours de s'entraîner dans des conditions réelles en visant à améliorer la compétence de chacun et surtout de tester les procédures de chaque corps de métier en mesurant la réactivité de tous.

Il a été agréé avec la Direction de la protection civile que ce DSOA servirait de socle à l'harmonisation des DSOAs de la DAC.

La DAC a également participé, au titre d'observateur, à l'exercice DSOA de l'aéroport de Tahiti-Faa'a en 2023.

Actions n° 2.10 à 2.12 : Moyens d'intervention

Le programme d'équipement de VIM 64 sur les aérodromes a été poursuivi : les livraisons se feront en 2024.

Les commandes des vedettes n'ont pu avancer pour les mêmes raisons que l'année dernière. La réglementation SSLIA est en cours de modification – annoncée initialement pour 2022, elle peine à aboutir. Il faut attendre son adoption pour évaluer correctement les besoins – les modifications envisagées impactant profondément la définition des moyens à mettre à disposition.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La quantité d'aérodromes et leur éloignement fait de la DAC un exploitant aéroportuaire unique au monde. Il faudra continuer à optimiser et innover pour pouvoir améliorer la rotation des activités de certification ou de maintien de certification. L'une des pistes envisagées pour 2024 est la rationalisation drastique des moyens mis en œuvre : un seul modèle de vigie modulable (à déployer au 2nd semestre 2024), un seul type de camion SSLIA, trois modèles de caserne (à déployer au 4^{ème} trimestre 2024), des aérogares temporaires (en attendant une solution plus pérenne).

Objectif n°3 : Mise en conformité des infrastructures PSNA

Objectif n°3 - Mise en conformité des infrastructures du PSNA (AFIS)										
Se conformer aux réglementations de l'aviation civile pour garantir un niveau de sécurité optimal										
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible		
Indicateur 3.1 - Nbre de vigies	Nb		0	2 (Tikehau et Manihí)	2 (Maupiti, Mataiva)	1 (Maupiti)	objectif remplacé			
Indicateur 3.2 - nombre d'enregistreurs	Nb		4	4	3 (Hiva-Oa, Rurutu, Maupiti)	3 (Hiva-Oa, Rurutu, Maupiti)	objectif remplacé			
Indicateur 3.3 - nombre de points de mesure de vent moyen	Nb		0	2	0	1 (Nuku-Hiva)	objectif remplacé			
Indicateur 3.4 - nombre de panneaux de visualisation	Nb		0	1	0	0	objectif remplacé			
<u>Sources des données :</u>										
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u>										
<i>Indicateur 3.1 - nombre de vigies</i>										
<i>Indicateur 3.2 - nombre d'enregistreurs</i>										
<i>Indicateur 3.3 - nombre de points de mesure de vent moyen</i>										
<i>Indicateur 3.4 - nombre de panneaux de visualisation</i>										
<u>Autres commentaires :</u>										

NB : Il n'est pas utile d'afficher 2024 car cet objectif est remplacé sur 2024 par l'objectif « Améliorer la sécurité des usagers en se mettant en conformité avec la réglementation aéronautique ».

- *Commentaire et analyse des résultats*

Action n° 3.1 : Construction de vigies

L'arrêté du 28 avril 2020 relatif à la certification des prestataires de services de la navigation aérienne mettant en œuvre des services AFIS, précise en annexe que « pour assurer le service AFIS sur un aérodrome, le prestataire AFIS doit disposer d'un local de type vigie permettant d'avoir une vue sur l'aire de mouvement et la circulation d'aérodrome ».

A ce jour, sur les 19 aérodromes du pays concernés, les 7 aérodromes suivants ne disposent pas encore de vigie conforme : Manihi, Takapoto, Totegegie, Arutua, Kaukura, Mataiva, et Tikehau.

La subdivision des aérodromes territoriaux (SAT) de la DEQ est en charge de la construction de ces vigies.

En parallèle, la DAC déploie des vigies conformes dites « temporaires » sur des terrains critiques en attendant la construction des vigies définitives par la SAT.

En 2023, une vigie conforme de type « temporaire » a été mise en service sur Maupiti. Celle de Mataiva est toujours en cours.

Est prévue pour 2024 la construction de 3 vigies : sur Tikehau, Kaukura, et une temporaire sur Mataiva.

Par ailleurs, DEQ SAT présentera un projet de vigie standardisée et modulable en hauteur à la DAC en 2024.

Action n° 3.2 : Nombre d'enregistreurs

L'arrêté du 28 avril 2020 relatif à la certification des prestataires de services de la navigation aérienne mettant en œuvre des services AFIS, précise en annexe que « pour assurer le service AFIS sur un aérodrome, le prestataire AFIS doit disposer d'un ou des systèmes permettant d'enregistrer les communications radio et téléphoniques ».

A ce jour, sur les 19 aérodromes du pays concernés, les 6 aérodromes suivants ne disposent pas encore de système d'enregistrement : Manihi, Takapoto, Totegegie, Arutua, Kaukura, Mataiva.

En 2023 un tout nouveau système d'enregistrement conçu en local a été mis en service sur les aérodromes de Hiva-Oa, Rurutu, et Maupiti.

Sont prévus pour 2024 :

- L'installation de systèmes d'enregistrement sur 3 aérodromes : Tikehau, Kaukura, et Mataiva ;
- Le remplacement du système d'enregistrement sur 2 aérodromes car défectueux et non fiables : Ua Huka et Hao.

Action n° 3.3 : Nombre de point de mesure de vent moyen

L'arrêté du 16 octobre 2012 relatif à l'assistance météorologique à la navigation aérienne internationale, précise en annexe que « pour assurer le service AFIS sur un aérodrome, le prestataire AFIS doit disposer d'un capteur et d'un indicateur de vent ».

L'appendice 3 de l'annexe 3 de l'OACI précise que « la période d'établissement de la moyenne des observations du vent de surface sera de 2 minutes pour les messages d'observations régulières et spéciales locales et pour les affichages du vent situées dans les locaux des organismes ATS ».

Par convention, Météo France a la charge du déploiement progressif de stations météo, dont les capteurs et indicateurs de vent moyen, sur nos aérodromes.

En parallèle, la DAC anticipe en déployant ces capteurs sur les aérodromes non conventionnés.

A ce jour, sur les 19 aérodromes du Pays concernés, les 11 aérodromes suivants ne disposent pas encore de capteur et d'indicateur de vent moyen : Makemo, Raivavae, Rurutu, Manihi, Maupiti, Takapoto, Totegegie, Arutua, Kaukura, Mataiva, Tikehau.

En 2023, un capteur et indicateur de vent moyen a été mis en service, par Météo France, sur l'aérodrome de Nuku-Hiva.

A ce jour, Météo France a mis en standby son planning de déploiement par manque d'effectif. L'arrivée d'un nouveau directeur permettra de réactualiser ce planning vers la fin du premier trimestre de 2024.

Est prévu pour 2024 l'installation, par la DAC, de capteur et d'indicateur de vent moyen sur 3 aérodromes : Tikehau, Kaukura, et Mataiva.

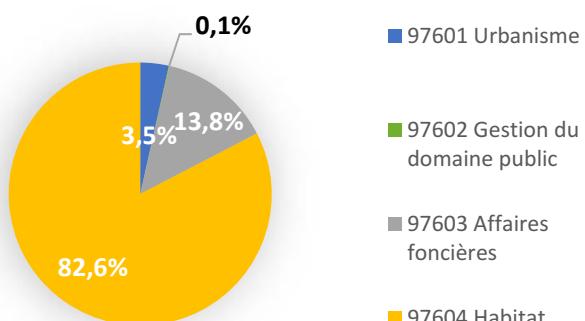
15.5.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS 915/975 04 - SECURITE AEROPORTUAIRE	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
<i>Amélioration des normes dans les infrastructures aéroportuaires</i>	362 311 072	146 708 754	509 019 826
<i>Mise en conformité à la réglementation aviation civile</i>	362 311 072	95 390 071 21 074 619 30 244 064	95 390 071 383 385 691 30 244 064
<i>Mise en conformité infrastructures PSNA</i>			

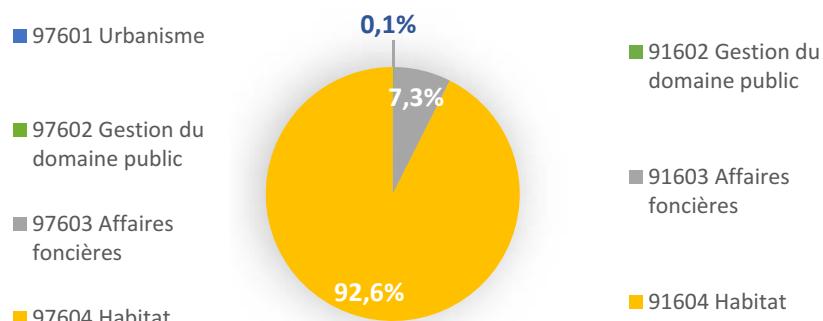
16. MISSION 916/976 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER

 <p>12,99 F CFP Montant total mandaté au CA 2023</p>	 <p>3,09 Mds F CFP Dépenses de fonctionnement mandatées</p>	 <p>9,9 Mds F CFP Dépenses d'investissement mandatées</p>
 <p>1,38 Mds F CFP Dépenses de personnel mandatées (soit 4,48 % sur la masse globale)</p>		 <p>✓ 873,5 M F CFP Subvention d'investissement à l'OPH pour l'habitat dispersé IDV ✓ 325,7 M F CFP Aides à l'investissement des ménages (AIM)</p>

Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



 <p>539,6 M F CFP Mandatés au titre de l'aide familiale au logement (AFL)</p>	 <p>1,85 Md F CFP Mandatés au titre de la subvention de fonctionnement à l'OPH</p>	 <p>78,4 M F CFP Mandatés au titre des aides à la sortie d'indivision foncière</p>
---	--	--

16.1 Revue de la politique générale de la mission

Au titre de cette mission, qui regroupe 3 secteurs clés de l'économie, la politique publique engagée s'est basée sur les recommandations du schéma d'aménagement général de la Polynésie française (SAGE), dont la mise en œuvre a permis de constater la nécessité et l'importance de faire évoluer les cadres réglementaires de ces domaines.

Pour le programme « urbanisme », il a été procédé à des améliorations de la réglementation applicable à l'acte de bâtir afin de faciliter l'application des missions liées au Code de l'aménagement, en intégrant notamment de nouveaux enjeux (la prévention des risques liés au réchauffement climatique) et la prise en compte de certains enjeux sanitaires (étude d'impact environnemental...).

Par ailleurs, il a été jugé opportun de décliner les axes suivants (« Favoriser un développement équilibré des 5 archipels fondé sur leurs spécificités ou atouts... » et « Aménager le Fenua pour le rendre plus habitable tout en préservant son environnement... ») pour répondre aux besoins relatifs au programme « habitat ».

C'est ainsi qu'une politique publique de l'habitat a été adoptée en 2021 pour la période 2021-2030 et s'est poursuivie sur 2023.

16.2 Programme 916 01/976 01 : urbanisme

16.2.1 Bilan des orientations stratégiques et des réformes

L'analyse du nombre de demandes d'autorisations de construire en 2023 révèle que la mise en application de la réglementation énergétique des bâtiments en Polynésie française (REBPF) depuis le 1^{er} juillet 2023 n'a pas eu d'effet dissuasif sur le secteur du bâtiment. Cependant, la diminution du nombre d'autorisations accordées met en évidence une problématique de forte tension sur les capacités opérationnelles des services instructeurs. La DCA, confrontée à des réglementations supplémentaires, se retrouve dans l'incapacité de respecter l'objectif de délivrance d'autorisations de construire, fixé pour 2023.

Par ailleurs, la mission d'organisation du contrôle de l'habitat informel, notamment à travers l'application de sanctions administratives en cas d'infractions à l'acte de construire, n'a pas été poursuivie en 2023. Cette situation constraint la Direction de la construction et de l'aménagement (DCA) à se tourner vers les décisions juridiques du tribunal administratif. En conséquence, cette démarche risque de compromettre la crédibilité de la DCA et de dénaturer le sens même du travail d'instruction des permis de construire délivrés par cette entité étant donné les délais d'instruction des signalements par le procureur.

16.2.2 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Veiller à l'adaptation et au respect de la réglementation en matière de travaux immobiliers

Objectif n°1 - Veiller à l'adaptation et au respect de la réglementation en matière de travaux immobiliers								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Demandes d'autorisations de construire	Nb	3 498	2 916	3 000		3 480	3 000	3 000
Indicateur 1.2 – Autorisations de construire accordées	Nb	3 065	2 805	2 800		2 518	2 800	2 500
Indicateur 1.3 – Certificats de conformité accordés	Nb	1 169	881	1 100		1 320		1 200
Indicateur 1.4 - les règles du CAPF sont simplifiées (indicateur générique qui s'implémente à chaque fois qu'une modification réglementaire en ce sens est adoptée).	Nb	2	6	4		0	+ 3	2
Indicateur 1.5 - Mise en place de sanctions administratives pour les contraventions au CAPF (amendes)		non	en définition	en préfiguration		Actions abandonnées		actualiser dispositif si nécessaire
Indicateur 1.6 – Les procédures d'instructions des autorisations de construire sont actualisées		oui	mise en œuvre en phase test	actualiser dispositif car nécessaire		Procédures mises en œuvre pour la gestion administrative du	procédure pour favoriser la polyvalence	actualiser dispositif si nécessaire
Indicateur 1.7 – Le logiciel 2.0 de suivi de l'instruction des autorisations de construire est opérationnel					dématerrialisation des NRA dédiées aux études notariales	dématerrialisation des NRA dédiées aux études notariales homologation site	refonte du site internet + demande de NRA dématérialisée	mise en œuvre
<u>Sources des données :</u> DCA								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, le nombre de demandes d'autorisations de construire enregistrées par la DCA a augmenté d'environ 20% par rapport à l'année précédente. Malgré l'entrée en vigueur de la REBPF, cette hausse témoigne de l'absence d'un effet dissuasif sur le nombre de demandes enregistrées. Bien que l'objectif fixé par l'indicateur 1.1 ait été atteint, il convient de souligner que cet indicateur, étant tributaire de facteurs externes, ne permet pas de mesurer de manière exhaustive la performance de la DCA. Il ne reflète que la charge de travail entrante à instruire par les services instructeurs, sans nécessairement rendre compte de leur efficacité ou de la qualité de leur travail.

La diminution du nombre d'autorisations accordées souligne cependant une facette des performances de la DCA, notamment la forte tension sur les capacités opérationnelles des instructeurs. La DCA, confrontée à des réglementations supplémentaires, se trouve dans l'incapacité de respecter l'objectif de délivrance d'autorisations de construire, fixé pour 2023. Cette situation met en lumière les défis auxquels le service est confronté et souligne la nécessité de renforcer les ressources humaines pour répondre efficacement à ces nouvelles exigences.

En ce qui concerne l'indicateur 1.3, l'objectif a été atteint et dépassé de plus de 20%. Il sera de ce fait affiné en 2025 par l'introduction de nouveaux indicateurs détaillés dans la rubrique suivante.

L'indicateur 1.4, relatif à la simplification de mesures réglementaires n'a pas été atteint au cours de l'année 2023. Aucune évolution réglementaire n'a été enregistrée. Cette situation s'explique principalement par la part grandissante de la gestion des contentieux et le manque de ressources humaines dédiées pleinement à l'amélioration de la réglementation applicable à l'acte de bâtir. Cette situation devrait se résorber sur 2024 par le recrutement en début d'année d'une juriste supplémentaire.

Concernant l'indicateur 1.5 qui visait à mettre en œuvre des sanctions administratives sous forme d'amendes plutôt que de recourir systématiquement à la saisine du Procureur, un travail de collaboration étroite avec les services du Procureur de la République a été entrepris. Cependant, ce projet n'a pas abouti. Les requérants de plainte préfèrent souvent que leur affaire soit déférée au procureur, car ils estiment que la voie judiciaire est plus appropriée, notamment lorsque le non-respect des règles d'urbanisme menace la jouissance paisible du terrain ou perturbe la stabilité foncière existante. De plus, ces procédures permettent d'instaurer un dialogue entre les parties et de trouver des solutions de régularisation pour maintenir la construction, qui représente souvent la seule possibilité pour le contrevenant de se loger sur un autre terrain. Enfin, du point de vue interne à la DCA, il n'existe aucune ressource disponible pour constituer une brigade chargée d'établir des amendes administratives.

L'indicateur 1.6 a été instauré dans le cadre de la dématérialisation des demandes de permis de construire. En effet, cette démarche de dématérialisation a été accompagnée par un travail d'uniformisation et de simplification des procédures d'instructions, qui s'est poursuivi en 2023. Cet objectif est atteint pour 2023.

En ce qui concerne l'indicateur 1.7, il a été décidé de démarrer la dématérialisation par les notes de renseignement d'aménagement (NRA). D'abord sur une communauté restreinte de notaires équipés d'un bon réseau internet. Cette dématérialisation qui devait être lancée en septembre 2023 sera exécutée en 2024 au vu du turn-over rencontré au sein de la DCA pour le portage de cette opération. La DCA a terminé le paramétrage de l'application sur les NRA. Le workflow pour établir la demande, la réception et traitement puis expédition est finalisé. Le portail est pratiquement opérationnel avec un notaire de la place dont le réseau internet est dimensionné pour. Il reste à réaliser un test global sur ces demandes et ensuite élargir à l'ensemble de la communauté des notaires archipel compris. Il restera ensuite à sensibiliser tous les autres demandeurs potentiels de NRA, notamment au travers de relais dans les mairies, et publications sur site internet et la page Facebook de la DCA. Cependant l'objectif premier est une bonne maîtrise de ce nouvel outil avec la communauté des notaires pour un traitement totalement dématérialisé des NRA.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Comme indiqué précédemment, le nombre de demandes d'autorisations à construire n'est que l'image de la charge d'instruction de la DCA. Cet indicateur pourra être maintenu à titre d'observation et d'indication de la constructibilité du territoire de la Polynésie française. Il ne doit cependant pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance de la DCA.

Le nombre d'autorisations délivrées permet de mesurer sommairement la performance de la DCA en termes d'instruction. Cependant une évaluation plus fine et plus qualitative, des données mesurées permettrait de révéler les axes d'amélioration qui pourraient être conduits d'une année sur la suivante. A ce titre, il conviendra d'intégrer au PAP 2025 de nouveaux indicateurs de performance tels que la durée moyenne d'instruction d'une

demande d'autorisation de construire, le taux de délivrance des permis de construire dans l'année où ceux-ci ont été déposés, le taux de permis rejetés, etc.

L'indicateur 1.3 pourrait être affiné en faisant apparaître, le taux de délivrance de certificat de conformité par rapport au nombre de demandes de certificats de conformité réceptionnés. Ce suivi permettrait de mesurer l'adéquation des ressources humaines pour absorber la charge de demandes réceptionnées ainsi que le taux de rejet de certificats de conformité. Cet indicateur sera reporté dans le PAP 2025.

En plus du suivi du nombre de règles du CAPF modifiées, il serait utile de suivre le nombre de dossiers contentieux remportés par l'administration.

L'indicateur 1.5 a été abandonné et supprimé du PAP 2024.

Concernant la solution « full WEB », elle permettra à tous les usagers (professionnels et usagers) de déposer en ligne leurs demandes de permis de construire et de conformité et de revoir leur acte via l'application Faatupu. Cependant, même si les workflows sont quasiment maîtrisés, les essais ne sont pas concluants car de nombreux points organisationnels sont à effectuer.

En 2024, il restera à assurer une récurrence de mise à jour automatisée (au minimum 1 fois /semaine) et de définir la montée en charge en fonction des usagers et des équipements réseaux internet existants.

Au second semestre 2024, l'application sera lancée mais d'abord à l'égard d'une communauté des professionnels demandeurs (architectes, dessinateurs, OPH, G2P), avec certaines communes équipées en réseaux performants, puis, dans un second temps, les usagers. Aussi le dépôt papier restera possible pour les usagers n'ayant pas accès à internet, mais l'instruction sera entièrement dématérialisée, le secrétariat de la DCA se chargeant de la mise en ligne des dossiers. A cet effet, outre continuer la formation des instructeurs à la maîtrise de l'outil Faatupu, un travail sur la refonte de l'accueil physique au sein de la DCA, antenne et subdivisions, de la mise en place du travail de reprographie pour dématérialiser des dossiers liés à une demande de PC ou CC pour son instruction, a été entrepris en fin d'année.

Enfin, les ressources informatiques (DSI) et cartographiques (DAF) devront être pleinement mobilisées pour accompagner la montée en charge du téléservice. En particulier, il a été jugé souhaitable que l'hébergement de l'application puisse être réalisée localement (actuellement hébergée chez notre prestataire en métropole).

16.2.3 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
916/976 01 - URBANISME	49 396 648	0	49 396 648
Délivrance des autorisations de construire	48 201 437		48 201 437
Amélioration de la réglementation applicable à l'acte de bâtir	1 195 211		1 195 211
Mise en place des sanctions administratives			0
Simplification des procédures et dématérialisation des autorisations de construire			0

16.3 Programme 916 02/976 02 : gestion du domaine public

16.4 Programme 916 03/976 03 : affaires foncières

16.4.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme des affaires foncières, basé sur le moyen et long terme, s'est articulé lors de la rédaction du PAP 2023 sur le Plan de relance 2021-2023 pour amortir la crise COVID. Ces orientations visaient à assurer la résilience, aménager le domaine du Pays, et accéder à la terre. L'ensemble des objectifs, actions et indicateurs déclinés dans le PAP 2023 ont pour vocation de faciliter l'accès aux documents fonciers, et de simplifier les démarches des usagers.

Ainsi, la délivrance des comptes hypothécaires peut se faire en ligne depuis 2023, afin que les usagers n'aient plus à se déplacer à la DAF ou dans l'une de ses subdivisions. Sur la réduction des délais de délivrance, le marché de refonte informatique permettant l'atteinte de cet objectif sera lancé en 2024. La dématérialisation des commandes des documents fonciers montre cependant que les usagers de la DAF préfèrent souvent se rendre au guichet pour bénéficier de l'assistance d'un agent.

L'aménagement des sites publics a permis la concrétisation du parc de la Vaitepiha à Tautira et la mise en place d'une aire de jeux sur les 50 pas du Roi à Hiva Oa. Ces aménagements, qui nécessitent des phases

d'études et de travaux, permettent la réalisation d'espaces de détente et de loisirs pour les familles. En ce sens, l'accès à la terre s'entend aussi bien sur le domaine du Pays que sur les terres privées.

Les usagers se rendent aux guichets de la DAF pour des documents relatifs à la propriété, au cadastre, et aussi pour retracer leur généalogie. Sur les fiches généalogiques, la DAF continue de mettre à jour les données à partir des informations recueillies notamment auprès des usagers. Cependant, une demande auprès du Tribunal de première instance, formulée par la Vice-Présidente, entend remettre en place la transmission des fiches d'états civils permettant la mise à jour de l'application de généalogie dénommée TUPUNA.

Les orientations de la DAF continuent de garder en ligne de mire la dématérialisation des informations foncières afin d'accélérer la transmission des documents pour les usagers dans le règlement de leurs affaires de terre.

16.4.2 Bilan des réformes

Le projet de loi du pays relatif à la fiducie, qui devait initialement être présenté à l'Assemblée de Polynésie française, est reporté à l'année 2024. En effet, la présentation du projet aux principaux bénéficiaires du dispositif (professionnels, associations familiales, CESEC, APF) nécessite un ajustement du texte afin de l'adapter aux enjeux culturels locaux. L'adoption du texte devrait intervenir en 2024.

16.4.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Accélérer la délivrance des relevés hypothécaires

Objectif n°1 -Accélérer la délivrance des relevés hypothécaires								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 - Réduction des délais de délivrance des états hypothécaires hors formalité	Nb	105 jours	105 jours	90 jours	105 jours	105 jours	90 jours	60 jours
Indicateur 1.2 - Réduction des délais de délivrance des états hypothécaires sur formalité	Nb	52 jours	52 jours	30 jours	52 jours	52 jours	30 jours	21 jours
Indicateur 1.3 - Réduction des délais des commandes des particuliers	Nb	35 jours	35 jours	30 jours	25 jours	25 jours	20 jours	18 jours
Indicateur 1.4 - Part des commandes en ligne des états hypothécaires	Nb	-	-	45%	20%	12%	15%	18%
<u>Source de données :</u> <i>Section Recette conservation des hypothèques</i>								

- Commentaire et analyse des résultats

La publicité foncière est un ensemble de procédures administratives qui permet de conférer aux actes de propriété immobilière, une présomption de preuve dès lors qu'ils sont publiés. Elle assure la sécurité des transactions immobilière et du crédit qui y est attaché en assurant une information claire et objective de l'ensemble des parties.

Il a été possible en 2023 de réduire le délai des commandes des particuliers de 7 semaines à 5 semaines grâce à un renforcement en ressources humaines. Une équipe dédiée a pu saisir des actes en retard depuis 2021 et donc mettre à jour les comptes hypothécaires.

Depuis la mise en œuvre des commandes des états hypothécaires via la plateforme « mes-demarches.pf », il s'avère que le nombre de commande peut paraître modeste pour le moment (5 872 réquisitions traitées en ligne sur un total de 47 825 réquisitions traitées).

Objectif n°2 : Dématérialiser les outils fonciers

Objectif n°2 - Dématérialiser les outils du foncier								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1- Nombre de fiches d'information délivrées pour les particuliers (TUPUNA)	Nb	37 650	45 571	45 000	45 000	49 741	50 000	51000
Indicateur 2.2 - Nombre de fiches d'information délivrées pour les notaires (Etats de transcription et d'inscription hypothécaires)	Nb	31 047	34 147	37 000	36 000	35 182	36 000	37000
Indicateur 2.2- Commande de documents fonciers dématérialisés	%	40%	50%	60%	55%	50%	45%	-
<u>Source de données :</u> <i>Section d'information et d'accès aux documents fonciers et généalogiques</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La mise en œuvre de l'accès dématérialisé des documents de la DAF s'est poursuivie en 2023. La DAF a commencé à utiliser la plateforme en ligne « mes-demarche.pf » en 2022, pour la gestion dématérialisée des réquisitions de copies d'actes transcrits. Cette pratique s'est renforcée en 2023 avec la possibilité de commander depuis la plateforme les états hypothécaires.

Ces actes sont les plus sollicités par les personnes physiques et morales et ce, à des fins administratives, foncières, sociales, fiscales, notariées, judiciaires ou encore bancaires. A terme, la dématérialisation vise l'ensemble des actes communicables par la DAF.

Il est à noter une utilisation majoritaire par les professionnels du foncier qui utilisent plus facilement l'outil de commande en ligne, alors qu'une partie importante des usagers de la DAF continue de se rendre aux guichets pour la commande et la délivrance de leurs documents.

Il s'agit certainement d'un trait générationnel quant à la gestion des affaires foncières réservée aux *matahiapo* plutôt qu'aux jeunes générations. Ce type de population, moins enclue à utiliser l'outil informatique et le paiement par carte bancaire en ligne, continue de rechercher le contact humain et l'assistance des agents de la DAF.

Objectif n°3 : Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des polynésiens par l'aménagement collectif

Objectif n°3 - Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des polynésiens par l'aménagement collectif								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Nombre de sites valorisés	Nb	14	7	11	6	2	4	2
Indicateur 3.2 - Nombre d'accès à la mer aménagés	Nb	2	1	6	2	-	2	-
Source de données : <i>Données issues de la Section du Domaine</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La direction des affaires foncières (DAF) poursuit le développement de projets d'aménagement à usage collectif (de parcs publics, d'accès à la mer ou de parc de stationnement). Ces sites valorisés ont vocation à être gérés par des services compétents en fonction de leur destination (agriculture, logement, tourisme, jeunesse, parc et jardin et culture ...).

La mise en œuvre de grands projets sur des sites domaniaux aménagés concourt la relance économique du Pays en permettant de développer l'emploi, notamment par le recours à l'entretien et au gardiennage de site.

La démarche initiée par la DAF consiste à identifier un site, y définir un programme d'aménagement et de valorisation (ainsi qu'un budget pour les études et les travaux) qui est présenté aux communes afin d'adapter leurs visions au projet initial.

A Atuona, une aire de jeux a été réalisée avec l'installation de modules de jeux pour différentes classes d'âge et un équipement de street workout pour les adolescents. En outre, l'aménagement du Parc Vaitepiha à Tautira a été achevé.

Quatre projets d'aménagement devraient être finalisés au cours de l'exercice 2024. Il s'agit de :

- Mataiea – Parc public (à proximité de la source d'eau Vaima) : montant estimé à 100 millions F CFP ;
- Papeete – Parking face à l'établissement Te Fare Tauhiti Nui : montant estimé à 85 millions F CFP ;
- Papara – Aire de jeux du parc Atimaono : montant estimé à 80 millions F CFP ;
- Côte Est de Tahiti - Aménagement des délaissés de route : montant estimé à 45 millions F CFP.

Objectif n°4 : Adoption d'un projet de loi du pays instituant la fiducie foncière

Objectif n°4 - Adoption de la LP sur la fiducie								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - Actions de promotion et de communication	Nb	-	-	3	-	-	3	5
Sources des données : <i>Sources : Bureau des Stratégies et de la prospective</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La fiducie est un contrat par lequel un ou plusieurs constituants transfèrent temporairement des biens ou des droits ou un ensemble de biens et de droits à un ou plusieurs fiduciaires qui, les tenant séparés de leur

patrimoine propre, agissent dans un but déterminé au profit d'un ou plusieurs bénéficiaires. Cet outil permet une conservation du patrimoine au sein des familles tout en étant en mesure de le faire fructifier, quelle que soit la nature de l'indivision.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'objectif, qui était initialement de présenter aux autorités compétentes (Conseil des ministres, Conseil économique, social, environnemental et culturel, Assemblée de Polynésie française) un texte sur la fiducie en 2023, est repoussé à 2024. L'action de promotion et de communication qui en découle est étroitement liée à son adoption par l'APF. Il est donc remis pour l'exercice 2024.

Objectif n°5 : Renforcer la cohérence et la coopération entre le Pays et les professionnels du foncier

Objectif n°5 - Renforcer la cohérence et la coopération entre le Pays et les professionnels du foncier								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 5.1 - Signature du contrat d'objectif entre le Pays, la chambre des notaires de PF, et le Conseil supérieur du notariat	Nb	-	-	1	-	-	-	-
<i>Source de données :</i> <i>Sources : Bureau des Stratégies et de la prospective</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Suite aux recommandations du schéma directeur des affaires foncières, lot n°1 sur l'indivision successorale, il est préconisé de renforcer les approches et la concertation entre les différents acteurs liés par les affaires de terre.

S'il n'a pas encore été acté de signer un contrat d'objectifs entre le Pays, la chambre des notaires et le Conseil supérieur du notariat, des accès conventionnés à Tupuna ont été accordés. Sont concernés par ces accès :

- 15 généalogistes agréés dans le cadre de leurs activités ;
- 3 avocats dans le cadre de leurs affaires de terres ;
- Le bureau foncier de la direction de l'équipement dans le cadre des expropriations pour cause d'utilité publique ;
- Le service du Haut-commissariat dans le cadre du suivi des conséquences des essais nucléaires.

L'objectif est d'offrir à ces professionnels et entités administratives une assistance dans l'exercice de leurs missions respectives. Ces conventions se poursuivent avec les professionnels en 2024.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Pour l'heure, le contrat d'objectifs entre le Pays, la chambre des notaires et le Conseil supérieur du notariat n'est pas signé. En effet, il sera proposé de réunir le Collège de experts en matière foncière pour l'exercice 2024 afin de recueillir leurs avis sur l'ensemble des préconisations issues du Schéma directeur des affaires foncières, lot n°1. A la suite de cette consultation, il pourra être décidé par l'autorité compétente de remplir ou non cet objectif.

Objectif n°6 : Améliorer l'accès aux documents fonciers

Objectif n°6 - Améliorer l'accès aux documents foncier								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 6.1 - Nombre de fiches généalogiques mises à jour et générées	Nb	1 005	1 462	1 800	2 000	2 124	2 300	2 500
Indicateur 6.2 - Nombre de solutions identifiées	NB	-	3	3	3	1	-	-
<i>Source de données :</i> <i>Sources : Section d'information et d'accès aux documents fonciers et généalogiques</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La délivrance des fiches généalogiques auprès des usagers de la DAF constitue une part importante de l'action foncière en matière d'indivision. L'application informatique TUPUNA génère ainsi plus de 40 000 fiches par an à la demande des usagers. A l'heure actuelle, la mise à jour de TUPUNA intervient quand les familles mettent à la disposition de la DAF les actes d'état civil qu'elles ont collectés notamment dans le cadre de partages amiables ou judiciaires, de dossiers d'aides (OPH, AISI, etc.).

Cette mise à jour est également possible à partir des registres d'état civil détenus par les communes et le greffe du Tribunal de première instance (TPI). Aussi, étant donné que les transmissions des registres d'état civil ont été interrompues en 2020 entre la DAF et le TPI, Madame la Vice-présidente a sollicité par courrier n° 1241 VP du 22 novembre 2023 Monsieur le Procureur de la République afin de remettre en place le protocole d'échange des registres d'état civil entre les deux entités. Il peut également être envisagé, dans le cadre de l'évolution informatique de TUPUNA, d'établir des conventions directement avec les communes et notamment celles disposant de l'outil informatique approprié (par exemple : Papeete, Pirae).

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le nombre de fiches généalogiques mises à jour et générées (indicateur 6.1) pour l'exercice 2023 a été réévalué sur les exercices 2021, 2022 et pour 2023. En effet, étaient pris en compte par la DAF les dossiers versés par le Tribunal de première instance relatifs aux modifications de l'état civil par décision de justice. Ces données étant encore en cours de traitement, il est préférable d'intégrer dans le tableau des indicateurs les fiches réellement mises à jour, à partir de justificatifs fournis par les familles dans le cadre de leurs affaires de terre.

Concernant la numérisation des fiches mauves et le nombre de solutions identifiées (indicateur 6.2), l'action initiale prévoyait le lancement d'un marché visant à faire un état des lieux de leur utilisation (cibles, traitement, délais, utilisation, mise à jour, etc.). Cependant, il a été fait le choix de commencer à numériser et indexer dès le quatrième trimestre 2023 les fiches mauves. Cette action se poursuivra en 2024 en interne ou en externe.

16.4.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
916/976 03 - AFFAIRES FONCIERES	455 101 743	1 152 630 787	1 607 732 530
Gestion des parcelles domaniales non affectées y compris diverses opérations de déconstruction à mener en 2023	129 558 653	68 182 741	197 741 394
Acquisitions immobilières d'opportunité		545 088 577	545 088 577
Sécurisations de talus		94 544 476	94 544 476
Aménagements divers du domaine privé du Pays		207 832 291	207 832 291
Opérations relatives à la mise à jour cadastrale		115 139 248	115 139 248
Divers	325 543 090	121 843 454	447 386 544

16.5 Programme 916 04/976 04 : habitat

16.5.1 Bilan des orientations stratégiques

- ✚ Bilan de l'habitat et de la ville (DHV)

Les activités de la délégation à l'habitat et à la ville s'inscrivent dans le cadre du programme d'actions de la politique publique de l'habitat 2021-2030. De manière générale, les objectifs visés pour 2023 ont été atteints.

- ✚ Bilan de l'OPH

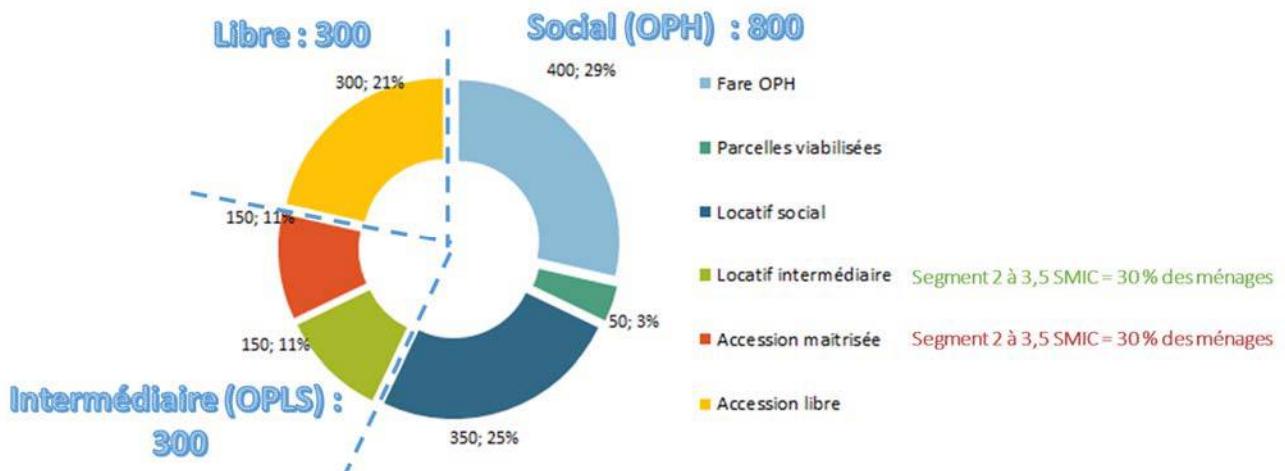
Sous la coordination de la Direction de l'habitat et de la ville (DHV), la politique publique de l'habitat (PPH) donne, depuis 2021, l'orientation stratégique des dix prochaines années.

Pour rappel, la PPH consiste à :

- **Anticiper la création de nouveaux logements** via l'organisation du développement résidentiel et la mobilisation du foncier ;
- **Réguler le marché du logement** en proposant un cadre permettant de mieux gérer l'offre et la demande ;
- **Accompagner les polynésiens** à chaque étape de leur vie vers un logement digne ;
- Mettre en place un cadre de **pilotage pérenne**.

Concrètement, la PPH fixe 2 scénarios :

- « Production » : 1 400 nouveaux logements / an, dont 57% (800 logements) au titre de l'OPH et le reliquat au titre des opérateurs privés (300 libre + 300 intermédiaire) ;
- « Réhabilitation » : 500 logements / an.



▣ Bilan des affaires économiques (DGAE)

En 2023, l'aide à l'investissement des ménages (AIM) a été instruite essentiellement par les banques (avec contrôle de la DGAE). Cela a permis d'accompagner les ménages les plus modestes dans l'acquisition, la construction ou la rénovation de leur habitation principale (objectif du dispositif).

16.5.2 Bilan des réformes

▣ Bilan de l'habitat et de la ville (DHV)

L'année 2023 est venue confirmer le besoin d'évolution du dispositif des organismes privés de logement social en vue notamment d'optimiser les financements publics, d'encourager les opérations de réhabilitation et de rénovation et de favoriser l'accession à la propriété.

Les réflexions de création d'une aide personnelle au logement, plus large que celle de l'aide familiale au logement spécifique au parc de l'OPH, ont mis en exergue à la nécessité d'une vision plus complète du poids financier des politiques de l'hébergement et du logement. La conduite d'une telle étude est prévue pour 2024, suivie de la mise en œuvre des premières recommandations.

▣ Bilan de l'OPH

Depuis la création de l'Office territorial de l'habitat social (OTHS) en 1979, devenu « Office polynésien de l'habitat » en 2000, le périmètre de ses missions a fortement évolué passant de son cœur de métier en tant que bailleur social à des missions relevant du service public (aides en matériaux, gestion des sinistres, gestion des aides financières au logement, ...).

Aussi, afin d'apporter une meilleure lisibilité dans ses différentes missions et activités, tant sur le plan réglementaire que comptable, l'Office a clarifié ses statuts et finalise sa comptabilité analytique et prépare un projet de convention pluriannuelle de financement entre le Pays et l'OPH.

2023 marque la fin de la feuille de route stratégique 2019-2023 de l'établissement, ainsi qu'un tournant majeur pour le logement social. En effet, dans la perspective de mettre à disposition toujours plus de logements et d'améliorer l'autonomie financière de l'OPH, le Pays a soutenu la création de la 1^{ère} filiale de l'Office, dénommée ARANA.

Les difficultés économiques liées à la crise Covid-19, la hausse des prix de l'immobilier depuis 2020, la raréfaction du foncier, la forte concurrence de la location saisonnière et la multiplication des investissements spéculatifs compliquent toujours plus l'accès au logement pour les ménages de la classe moyenne.

L'OPH se concentrant sur la demande sociale et très sociale, le Conseil d'administration de l'Office a donc décidé la création de sa filiale privée ARANA en mars 2023 pour ainsi développer une offre de logements abordables, complémentaires à son offre de logement social, et destinée aux 30% de la population aux revenus intermédiaires.

ARANA peut accéder à des sources de financement diversifiés pour diminuer le recours à la subvention du Pays, notamment depuis l'obtention de l'agrément d'organisme privé de logement social (OPLS) par arrêté n° 1998/CM du 06/11/2023. Ses sources de financement sont notamment la subvention aux OPLS, le dispositif de défiscalisation métropolitaine (LODEOM) et en particulier l'accès aux prêts bonifiés de la Banque des territoires qui constitue un véritable effet de levier financier.

16.5.3 Bilan des objectifs de performance

Bilan de l'habitat et de la ville (DHV)

Objectif n°1 : Améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants

Objectif n°1 - Améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants								
Faciliter l'intervention publique partenariale dans les quartiers pour améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants								
Développer les moyens juridiques et opérationnels de réhabilitation de l'habitat privé								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1- Nombre d'études de préfiguration PRU finalisées	Nb	4	4	4		4		
Indicateur 1.2- Nombre d'opérations d'aménagement d'ensemble	Nb	1	1	2		2		
Indicateur 1.3- Nombre de plans prévisionnels d'investissement établis	Nb			1		0		
Indicateur 1.4- Adoption du cadre juridique et opérationnel de réhabilitation du parc existant	Nb	Inexistant	Inexistant	Conception		Conception		Existant
Indicateur 1.5- Crédit d'une structure opérationnelle d'accompagnement des ménages dans leur projet de réhabilitation	Nb							Structure fonctionnelle
Sources des données : <i>Les bilans annuels d'avancement des Projets de rénovation urbaine réalisés par la DHV</i>								
Mode de calcul des indicateurs :								
<i>Indicateur 1.1 - Indicateur calculé à partir des marchés d'études signés et exécutés (livrables validés). Il n'est pas prévu à ce stade d'extension du Programme à d'autres communes.</i>								
<i>Indicateur 1.2 - Sont considérées comme opération d'aménagement d'ensemble les opérations qui présentent un plan de composition validé ou pour lesquelles une étude programmatique d'aménagement d'ensemble est en cours ou terminée.</i>								
<i>Indicateur 1.3 - S'appuyant sur les études programmatiques, les plans prévisionnels d'investissement confirment le démarrage opérationnel du projet.</i>								
<i>Indicateur 1.4 - Publication du cadre juridique au Journal Officiel</i>								
<i>Indicateur 1.5 - Acte de création de la structure et Bilan annuel de la structure. Valeurs possibles : structure inexiste, création administrative de la structure, la structure accompagne les ménages</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								

▪ Commentaire et analyse des résultats

La consolidation des projets de rénovation urbaine se poursuit sous plusieurs formes :

- Révision des plans généraux d'aménagement ;
- Convention d'études préliminaires entre la DHV et l'établissement Grands projets de Polynésie pour le village de Orofara à Mahina ;
- Des aménagements qui se précisent en interne des communes elles-mêmes pour le quartier Manuhoe à Papeete et le bas quartier Fuller à Punaauiia ;
- Quelques rencontres partenariales pour le quartier Mama'o Vallon et l'aménagement de la gare routière de Outumaoro à Punaauiia.

Concernant le projet de rénovation urbaine du quartier Mama'o Vallon, le Gouvernement, réuni en conseil interministériel, a émis le souhait d'introduire de la mixité fonctionnelle dans le projet pour redynamiser le quartier. La définition du programme doit se poursuivre.

En préalable des travaux sur le cadre juridique et opérationnel de réhabilitation du parc existant, il est apparu essentiel de mettre les habitants au centre de la démarche en s'intéressant d'abord aux modes de vie et aux modes d'habiter. Des recherches bibliographiques sont venues alimenter les bases de l'élaboration d'un guide qualité de l'habitat polynésien, étude qui se poursuivra en 2024 et 2025. Le principe retenu est d'appuyer les futures normes d'habitabilité et référentiel techniques sur ce qui caractérise l'habitat polynésien.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Pour avancer concrètement sur la requalification des quartiers de rénovation urbaine, une redynamisation partenariale autour d'une feuille de route partagée est nécessaire.

Afin de s'assurer d'une prise en compte réelle des besoins des polynésiens, le guide qualité de l'habitat polynésien s'appuiera sur une consultation citoyenne élargie et sur une démarche collaborative avec les professionnels de la construction.

Objectif n°2 : Agir en faveur de l'accès et du maintien des ménages à un logement abordable

Objectif n°2 - Agir en faveur de l'accès et du maintien des ménages à un logement abordable								
Soutenir la production de logements sociaux et intermédiaires par les OSLP Développer l'intermédiation locative Réduire le taux d'effort des ménages en matière de logement								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 - Nombre de logements agréés OLSP	Nb	58	105	150	100	0	200	300
Indicateur 2.2 - Nombre de logements livrés OLSP	Nb	16	56	56	59	67	32	300
Indicateur 2.3 - Nombre de logements captés par l'AISPF - association Rahu Ora	Nb	248	307	300	350	350	300	300
Indicateur 2.4 - Montant de la subvention de l'AISPF - association Rahu Ora	M F CFP	300	312	300	335	257	300	300
Indicateur 2.5 - Montant de l'aide familiale au logement	M F CFP	468	525	538	538	528	590	590
Sources des données : Arrêtés CM publiés au JOPF Conventions signées avec l'OPH et l'AISPF Rapport d'activité de l'AISPF								
Mode de calcul des indicateurs : Indicateur 2.1 - indicateur calculé à partir du nombre d'opérations agréés par décision du CM Indicateur 2.2 - indicateur calculé à partir du nombre de logements livrés par les opérateurs Indicateur 2.3 - indicateur calculé à partir du nombre de logements captés par l'AISPF Indicateur 2.4 - indicateur calculé à partir du montant de la subvention octroyée à l'AISPF Indicateur 2.5 - indicateur calculé à partir du montant versé à l'OPH								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les organismes privés de logement social et l'offre locative intermédiaire

L'objectif de logements nouvellement agréés au cours de l'année 2022 a été initialement fixé à 150 logements conformément aux objectifs de production de logements locatifs intermédiaires fixés par la Politique publique de l'habitat. Il a été révisé en cours d'exercice pour être ramené à 100 logements agréés. Au 31 décembre 2023, cet objectif n'a pas été atteint.

En 2023, la délégation à l'habitat et à la ville a enregistré deux demandes d'agrément de programmes de logements :

- Le programme Te Aho Rua, situé sur la commune de Papeete, composé de 60 logements, était en phase d'engagement financier en décembre 2023 ;
- Le programme Mahana Roa, situé sur la commune de Faaa, composé de 23 logements, était toujours en instruction en décembre 2023.

Les programmes de logements agréés sur les exercices antérieurs se sont poursuivis et les objectifs de livraison pour l'année 2023 sont atteints.

L'intermédiation locative

Le développement de l'intermédiation locative se manifeste par le soutien financier de la Polynésie française à l'activité générale de l'association Rahu Ora – Agence immobilière sociale de Polynésie française (AISPF), au travers de la convention-cadre, fixant les modalités de ce partenariat pour la période entre 2022 et 2025. Le suivi assuré par la délégation à l'habitat et à la ville suppose l'établissement d'une convention annuelle qui détermine les objectifs quantitatifs pour l'année en cours. Rahu Ora se propose de prendre la location de biens immobiliers afin de les mettre en sous-location en faveur d'un public en difficulté. Cela permet aux bénéficiaires d'adopter la culture du loyer tout en ayant une opportunité de pouvoir se préparer à leur future autonomie.

A la demande du Pays, et en raison de travaux de réhabilitation d'une des résidences étudiantes gérées par l'Office polynésien de l'habitat, Rahu Ora a été sollicitée pour proposer 50 logements supplémentaires à destination des étudiants boursiers.

Ainsi Rahu Ora a d'abord déposé une demande de subvention pour son activité générale à hauteur de 300 millions F CFP, puis une demande de subvention complémentaire à hauteur de 35 millions F CFP.

Le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé correspond aux demandes de versement de subvention restant à solliciter par l'association.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Les organismes privés de logement social et l'offre locative intermédiaire

Le programme prévisionnel de production pour l'année 2024 communiqué par les organismes privés de logement permettra, sous réserve qu'il soit effectivement exécuté par ces derniers, de se rapprocher encore plus, voire d'atteindre, l'objectif de production de 150 nouveaux logements dans le secteur locatif intermédiaire, conformément à la politique publique de l'habitat.

La programmation prévisionnelle communiquée par les organismes privés de logement sociaux permet d'ores et déjà d'envisager l'agrément de 174 logements répartis sur 3 programmes :

- Programme Mahana Roa, situé sur la commune de Faaa, composé de 23 logements ;
- Programme Teariki, situé sur la commune de Afaahiti, composé de 125 logements ;
- Programme The Pearl, situé sur la commune de Faaa, composé de 26 logements.

Une nouvelle réforme du dispositif devrait être initiée au cours de l'année 2024. Les principales pistes de réflexion porteront notamment sur les points suivants :

- L'ouverture du dispositif à la réhabilitation et/ou la rénovation ;
- L'ouverture du dispositif à l'accession directe à la propriété.

L'intermédiation locative

Les actions d'intermédiation locatives pourraient augmenter en 2024 avec la mise en activité de l'association Aveia Ora – Agence immobilière très sociale de Polynésie française (AITSPF), avec une prise à bail annoncée de 30 logements.

Objectif n°3 : Assurer une information des usagers sur le logement complète et accessible

Objectif n°3 - Assurer une information des usagers sur le logement complète et accessible									
Permettre à tous les usagers d'accéder à une information complète sur le logement où qu'ils se trouvent									
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible	
Indicateur 3.1 - Nombre de demandes réceptionnées	Nb	584	600	1 000	1 000	946			
Indicateur 3.1 - Nombre de demandes traitées	Nb	584	600	1 000	1 000	946			
Sources des données : <i>Tableau de bord de suivi de la DHV</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 3.1 - indicateur calculé à partir du nombre de demandes réceptionnées</i> <i>Indicateur 3.2 - indicateur calculé à partir du nombre de demandes traitées</i> Autres commentaires : <i>Augmentation du nombre de demandes réceptionnées et traitées escomptée grâce à des actions de communication destinées à faire connaître cette mission au plus grand nombre</i>									

- *Commentaire et analyse des résultats*

En 2023, le pôle « Info logement » a reçu et traité 946 demandes d'information. La thématique principale des demandes reste la relation locative (avec 841 demandes soit + 88% des demandes) et notamment la résiliation du bail (avec 204 demandes soit + 20% des demandes).

Si la majorité des demandes proviennent de l'archipel de la société (504 demandes soit + de la moitié des demandes), il est à noter que les demandes proviennent de tous les archipels de la Polynésie. Concernant les moyens de communication, les usagers ont une préférence pour les demandes par téléphone (543 demandes soit environ 57% des demandes).

La délégation à l'habitat et à la ville a poursuivi les publications sur les réseaux sociaux et sur son site internet où la rubrique « Info logement » comptabilise le plus de visites. Depuis fin 2023, le service est également partenaire de l'Utilbus de Arue alliant ainsi diffusion de la mission d'information sur le logement et action sociale.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Avec l'élaboration d'un guide des aides au logement dont la diffusion est prévue mi-2024, le champ d'intervention de la mission « information logement » devrait s'élargir prochainement. La copropriété et les lotissements sont également des thèmes à approfondir en 2024.

Les travaux préparatoires de la réforme de la loi du pays n°2012-26 du 10 décembre 2012 relatif aux baux à usage d'habitation meublée et non meublée s'est également poursuivie.

Bilan de l'OPH

Objectif n°1 : Refonder le modèle de l'OPH pour le recentrer sur le métier de bailleur social

Objectif n°1 - Refonder le modèle de l'OPH								
Recentrer l'OPH sur ses missions de bailleur social pour accéder au financement de la Banque des Territoires								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Rationaliser les missions statutaires de l'OPH	T	En attente validation SGG	projet validé	-	-	-	-	-
Indicateur 1.2 – Feuille de route OPH 2019 -2023 et du Plan d'Actions Priorisé	-	Mise en œuvre	Mise en œuvre	Mise en œuvre	Mise en œuvre	Mise en œuvre	Validation d'une nouvelle feuille de route	Mise en œuvre FR 2024
Sources des données : <i>Indicateur 1.1 - art 1 de la délibération 79-22 OTHS et identification des missions : ROD de la CTC 2019 (chap 1.1.2 et 1.1.3)</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 1.2 – Mise en œuvre des actions</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Pour rappel, la feuille de route de l'OPH 2019-2023 s'articule autour de 4 valeurs stratégiques déclinées comme suit :

- « La Confiance » : donner confiance aux parties prenantes et intéressées de l'OPH ;
- « L'Innovation » : être au rendez-vous de l'innovation dans le secteur du logement ;
- « La Rentabilité » : assurer la rentabilité de chaque franc public investi par l'OPH dans l'économie polynésienne ;
- « La Réactivité » : être réactif à bon escient dans la gestion de son parc.

A fin décembre 2022, le taux d'engagement des actions de la feuille de route était de 85%. A juin 2023, le taux de réalisation des 28 actions de la feuille de route est finalisé à 61%.

Afin de préparer la transition de l'établissement dans une démarche responsable de type RSE, l'OPH a organisé un forum ouvert intitulé "2023-2028: L'OPH agit pour une Polynésie durable avec vous" avec l'ensemble de ses parties prenantes ainsi que ses collaborateurs. Les résultats de ces travaux nourriront la réflexion pour l'élaboration d'une prochaine feuille de route 2024-2028 de l'établissement qui devra prendre en considération l'urgence climatique et écologique dans les enjeux liés à l'habitat.

Avec les turbulences liées à l'instabilité en termes de gouvernance, le 2^{ème} semestre de l'année 2023 est marquée par 3 directeurs généraux successifs ainsi que par une crise de trésorerie qui a nécessité le soutien du Pays à hauteur de 1 milliard F CFP, démontrant à la fois la fragilité et l'essoufflement du modèle économique qui soutient l'activité de l'OPH.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Objectif n°2 : Répondre durablement à la demande de logements pour les familles les plus démunies

Le nombre de demandeurs d'aides au logement enregistrés à l'OPH au 31 décembre 2023 s'élève à 4 107 demandeurs en habitat groupé et 671 demandeurs en fare OPH.

Objectif n°2 - Répondre à la demande de logements								
Inscrire les actions de livraison de logements dans le cadre de la Politique Publique de l'Habitation								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 2.1 – Nombre de logements livrés par l'OPH en habitat dispersé	Nb	420	438	500	242	423	500	500
Indicateur 2.2 - Nombre de logements livrés par l'OPH en habitat groupé (certificat de conformité)	Nb	59	76	106	138	24	245	281
Indicateur 2.3 – Nombre de logements acquis par l'OPH en VEFA	Nb	0	0	0	0	0	0	50
Indicateur 2.4 – Nombre de parcelles viabilisées réalisées	Nb	65	110	67	11	0	11	157
Indicateur 2.5 – Délai moyen d'attente d'un fare OPH	mois	46	43	30	18	43	25	25
Sources des données : <i>Données statistiques de l'OPH</i> Mode de calcul des indicateurs : <i>Indicateur 2.1 - Nombre de logements livrés par l'OPH en habitat dispersé est une valeur calculée à partir des certificats de conformités obtenus dans l'année</i> <i>Indicateur 2.2 - Le nombre de logements livrés par l'OPH en habitat groupé est une valeur calculée, à partir des certificats de conformités obtenus par opération et traduit en nombre de logements</i> <i>Indicateur 2.3 - Le nombre de programme acquis par l'OPH dans le cadre du procédé de VEFA ou de vente à terme et traduit en nombre de logements.</i> <i>Indicateur 2.4 – Le nombre de parcelles viabilisées calculé à partir des certificats de conformité</i> <i>Indicateur 2.5 - Délai moyen d'attente entre la date d'enregistrement de la demande et le certificat de conformité</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

En habitat groupé, l'état de la demande reste élevé et difficilement satisfaite (24 logements) malgré l'ambition affichée au PAP 2023 (106 logements). Cela tient essentiellement d'acquisitions foncières non réalisées des domaines TERUA (Arue), TEAHIA et MAHUTIAORO (Faaa), ainsi que d'opérations finalisés en 2023 mais dont le Certificat de conformité n'avait pas encore été délivré.

En 2023, l'OPH n'a livré qu'une résidence « TITIORO ITI » à Pirae de 24 logements.

La résidence AMOE 1, à Mahina de 46 logements, a été livrée en janvier 2023 mais comptabilisée au titre de l'exercice 2022 (l'indicateur qui a été retenu fut la demande de conformité qui a été sollicitée en décembre 2022 alors que le certificat de conformité a été obtenu en janvier 2023).

En moyenne :

- De 2014 – 2018, l'OPH a livré 435 logements soit environ 90 logements par an ;
- De 2019 – 2023, l'OPH a livré 220 logements soit environ 45 logements par an.

Cette baisse de la production est essentiellement due à l'insuffisance de fonciers abordables et constructibles, et au contexte inflationniste. Le modèle de financement 100% de subvention publique tel qu'il existe depuis 2000 au moins ne contribue pas non plus à générer un effet de levier de la production de logements.

Pour autant, il est important de souligner que la qualité des résidences OPH s'est nettement améliorée tant dans l'agencement et le confort des logements que dans celles des parties communes.

En habitat dispersé, le nombre de demandes est passé de 2 489 demandeurs en 2022 à 671 demandeurs en 2023. Cette baisse ne s'explique pas par le fait qu'il y ait moins de demandeurs en 2023, puisqu'annuellement le nombre de dossiers enregistré se maintient à 600. En revanche, en 2022, près de 1 600 dossiers ont été validés en commission d'attribution alors que la moyenne des précédentes années était d'environ 700 dossiers.

Cette initiative consistait notamment à résorber les dossiers les plus anciens et redynamiser le secteur de la construction fare suite au Covid-19.

En moyenne, la production de fare :

- De 2014 – 2018, l'OPH a livré 1 058 fare soit environ 210 fare par an ;
- De 2019 – 2023, l'OPH a livré 2 220 fare soit environ 450 fare par an.

Dans l'ensemble, les résultats 2023 restent quasi-identiques à ceux réalisés en 2022 hormis pour l'indicateur 2.4 « nombre de parcelles viabilisées » car aucune livraison n'a été réalisée.

Si la réalisation est satisfaisante, le circuit budgétaire et financier de mobilisation des crédits du Pays pour le financement de ses opérations a généré des tensions énormes de trésorerie de l'établissement. En effet, afin de répondre aux objectifs annuels de l'année n, l'OPH est contraint de s'approvisionner au 2^{ème} semestre n-1 pour un montant équivalent à la moitié du programme. Ces commandes de matériaux générèrent un besoin en fonds de roulement important qui pressurise la trésorerie de l'établissement et qui a nécessité l'appui du Pays afin que l'établissement honore ses factures auprès de ses fournisseurs.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Afin d'améliorer la capacité de production de l'habitat groupé et ainsi répondre à l'essentiel des demandeurs ne bénéficiant pas de foncier, il convient de maintenir les efforts au niveau des subventions accordées par le Pays et de finaliser une stratégie concernant l'acquisition foncière par le Pays ou par l'OPH.

Au 31 décembre 2023, 11 opérations de 423 logements sont en cours de travaux dont 7 opérations de 280 logements prévus d'être livrés en 2024.

Objectif n°3 : Rénover et sécuriser le parc de logements OPH et le parc privé

Au 31/12/2023, le parc de l'OPH compte 130 résidences de 3 995 logements :

- « Parc ancien » (antérieur à 2000) : 47 résidences – 1 662 logements ;
- « Parc nouveau » (à partir de 2000) : 49 résidences – 1 514 logements ;
- « Autres parcs » (parcelles, transits, étudiants...) : 34 résidences – 819 logements.

Près de 40% du parc dit « Parc ancien » ont au moins plus de 25 ans, et sont des logements initialement financés en totalité par des subventions publiques présentant un loyer unique de 18 310 F CFP. Ce montant ne couvre malheureusement ni les frais d'entretien ni les grosses réparations, qui incombent donc à l'Office. Seule la résidence Hamuta Val à Pirae (46 logements) a pu faire l'objet d'une réhabilitation.

Le mauvais état de ces lotissements est ainsi un frein sérieux à la mise en accession de ces logements.

De cet état des lieux, l'OPH a validé en octobre 2021 son 1^{er} plan stratégique du patrimoine (PSP) qui permet désormais d'avoir une vision globale de l'état des logements pour ainsi prioriser et anticiper les travaux à engager.

En 2023, l'OPH a poursuivi ses efforts de sécurisation des talus de ses résidences et de remise en conformité électrique des logements.

Objectif n°3 - Sécuriser et redynamiser le parc de logements sociaux								
Mettre à niveau le parc ancien de l'OPH et projeter le patrimoine de l'OPH dans une perspective dynamique								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 3.1 - Réhabiliter le parc de logements OPH	Nb	0	24	26	0	46	60	174
Indicateur 3.2 - Sécuriser le parc de logements OPH	M F CFP	275	374	210	271	363	700	450
Indicateur 3.3 - Lancer le Plan Stratégique de Patrimoine (PSP)	-	Approbation en CA du 22/10/21	Mise en œuvre	10%	25%	20%	35%	100%

Sources des données :

Données statistiques de l'OPH

Mode de calcul des indicateurs :

Indicateur 3.1 - Nombre de logements dont la réalisation des travaux de réhabilitation est calculée à partir des certificats de conformités obtenus dans l'année n

Indicateur 3.2 - Montant liquidé AP Sécurisation des lotissements

Indicateur 3.3 - Pourcentage cumulé des réalisations du PSP

▪ Commentaire et analyse des résultats

Dans le cadre de la réhabilitation (indicateur 3.1), les travaux engagés en 2023 concernent essentiellement les 46 logements des bâtiments D et E du Centre d'hébergement des étudiants (CHE) d'Outumaoro. Les travaux de la résidence TEIATO, initialement prévus lorsque l'OPH obtiendrait la pleine propriété, n'ont finalement pu se faire. Les travaux de second œuvre restent donc dans l'attente de la finalisation complète de la sortie de l'opération de défiscalisation.

Dans le courant 2024, les 60 logements prévus en réhabilitation concernent le lotissement TETAUAU et les bâtiments A et B du CHE Outumaoro.

En termes de sécurisation, les travaux ont essentiellement porté sur le programme de remise en état des voiries et réseaux divers, le programme de confortement des talus, de la mise en œuvre des audits d'amiante et de plomb, ainsi que sur la solidité des structures des bâtiments. D'une manière générale, ce sont les lotissements du Parc ancien qui ont bénéficié de ces travaux conformément au PSP, tel que Oremu (Faa'a), Nahoata (Pirae), Teroma (Faaa), Teiriiri (Punaauia) ou encore Fautaua Val (Pirae).

Des efforts se sont également poursuivis dans l'assainissement des eaux usées dont les travaux ont concerné essentiellement la réhabilitation des stations d'épuration de Souky (Faaa), Luine (Papeete) ou encore Nahoata (Pirae).

Enfin, l'amélioration du cadre de vie des résidences à travers la redynamisation des façades a concerné, en 2023, la résidence Pofatu à Paea.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

La principale difficulté rencontrée en 2023 pour répondre aux besoins de certaines opérations de réhabilitation concerne toujours le manque de financements et de logements de transit. La mise en œuvre des travaux de réhabilitation pour certains corps d'état en milieux occupés reste difficile, s'agissant notamment du renouvellement de la charpente couverture ou encore des travaux de second-œuvre de type faux-plafonds.

Objectif n°4 : Dispositif d'aide à l'amélioration de l'habitat individuel (AAHI)

Pour rappel, l'aide à l'amélioration de l'habitat individuel consiste à délivrer des matériaux de construction permettant d'améliorer le logement existant en termes de sécurité, de salubrité ou encore d'étanchéité, ou de durabilité par des travaux d'extension.

Au 31 décembre 2023, 677 demandeurs d'AAHI sont enregistrés à l'OPH, dont près de 530 correspondent à de nouvelles demandes de 2023.

Objectif n°4 - Répondre à la demande d'amélioration de l'habitat individuel								
Répondre à la demande croissante d'aide en améliorant le contrôle de l'utilisation								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 4.1 - Nombres de conventions signées	Nb	1 497	425	1 000	118	590	500	500
Indicateur 4.2 - Nombres de contrôles post attribution effectués	Nb	979	886	1 000	1 600	1 892	1 000	1 000
Indicateur 4.3 - Délai moyen d'attente de délivrance d'une aide AAHI	mois	30	27	18	24	31	30	30

Sources des données :
 Données statistiques de l'OPH
 Mode de calcul des indicateurs :
 Indicateur 4.1 - Nombre de conventions signées dans l'année entre l'OPH et l'attributaire
 Indicateur 4.2 - Nombre de contrôles post attribution réalisés par l'OPH
 Indicateur 4.3 - Délai moyen d'attente entre la date d'enregistrement de la demande et la date de

▪ Commentaire et analyse des résultats

L'état de la demande est passé de 2 918 demandeurs en 2022 à 677 demandeurs en 2023. Comme pour le fare, cette baisse ne s'explique pas par le fait qu'il y ait moins de demandeurs en 2023, puisqu'annuellement le nombre de dossiers enregistrés se maintient. En 2022, près de 1 700 dossiers ont été validés en commission d'attribution, et correspond à une moyenne constante.

Cette initiative consistait notamment à résorber les dossiers les plus anciens et à redynamiser le secteur de la construction suite au Covid-19.

Le nombre de conventions signées en 2023 a sensiblement augmenté de 165 par rapport à 2022, mais reste bien en-deçà de l'objectif de 1 000 conventions.

Quant aux contrôles post-attribution, l'OPH a quasiment doublé ses interventions passant de 886 à 1 892 contrôles. Il en ressort principalement que 75% des AAHI contrôlées sont en règle et qu'environ 10% sont suspectés d'infraction.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Avec la fusion opérée pour l'AAHI, l'efficience du traitement reste encore ralentie avec un délai moyen d'attente de 30 jours, qui reste constant à celui de 2022.

⊕ Bilan des affaires économiques (DGAE)

Le dispositif a joué son rôle dans le sens où il accompagne les ménages modestes dans leur 1^{ère} acquisition ou construction. Il participe également à l'entretien/rénovation des logements plus anciens.

157 foyers ont été aidés en 2023 contre 123 en 2022 (AIM exceptionnelle exclue) soit une augmentation de 27% du nombre de demandes traitées.

L'effet levier a été meilleur en 2023 car le montant moyen des investissements a été plus important.

Objectif n°1 : Relancer l'économie par le soutien à l'investissement des particuliers

Objectif n°1 - Relancer l'économie par le soutien à l'investissement des particuliers								
Soutenir l'investissement d'accès à la propriété et d'aménagement-extension-rénovation des particuliers.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur 1.1 – Bénéficiaires AIM Construction/Acquisition, dont Construction d'un logement Acquisition d'un logement neuf déjà construit	nombre	208	120	120	110	107	130	130
	nombre	169	112	100	90	90	100	100
	nombre	39	8	20	20	17	30	30
Indicateur 1.2 – Montant de l'investissement en AIM Construction/Acquisition	millions F.CFP	4878	2 371	1 900	1 800	2 369	2 700	2 500
Indicateur 1.3 – Montant d'aide AIM Construction/Acquisition	millions F.CFP	488	282	280	300	291	350	400
Indicateur 1.4 – Bénéficiaires AIM Rénovation	nombre	974	220	50	52	50	20	60
Indicateur 1.5 – Montant de l'investissement en AIM Rénovation	millions F.CFP	4081	1 034	280	290	302	300	330
Indicateur 1.6 – Montant d'aide AIM Rénovation	millions F.CFP	1078	257	70	70	72	50	76
Indicateur 1.7- Effet Levier de l'aide (1 CFP d'aide pour X CFP investi)	nombre	5,72	5,30	5,10	4,60	6,30	6,50	5,90

Sources des données : Données DGAE.
 Mode de calcul des indicateurs : Données brutes.
 Autres commentaires :

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Le transfert de cette mission à un service en charge de la politique du logement serait opportune.

16.5.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
916/976 04 - HABITAT	1 635 292 133	2 212 447 437	3 847 739 570
<i>Au titre des affaires économiques</i>			0
<i>Aide au secteur du logement</i>			0
<i>Ades à l'investissement des ménages</i>		325 686 995	325 686 995
<i>Au titre de la délégation à l'habitat et à la ville</i>			0
<i>Elaboration des normes minimales d'habitabilité</i>			0
<i>Subvention en faveur de l'AISPF</i>	257 500 000		257 500 000
<i>Subvention en faveur des OLSP</i>	527 792 133	290 657 822	290 657 822
<i>Aide familiale au logement</i>			527 792 133
<i>Au titre de l'OPH</i>			0
<i>Subvention d'exploitation 2023</i>	850 000 000	1 406 851 751	850 000 000
<i>Habitat Dispersé - Programmation Fare IDV et HIDV 2023</i>		61 578 066	61 578 066
<i>Habitat dispersé - programmation AAHI IDV et HIDV 2023</i>		0	0
<i>Acquisitions Foncières : Domaine TERUA (CDT) + Domaine TEAHIA et MAHUTIAORO à FAAA</i>		0	0
<i>Travaux de construction : Village des pêcheurs (CDT) + Complément HOTUAREA EST</i>		0	0
<i>Diverses opération de sécurisation (études) et de réhabilitation</i>		18 000 000	18 000 000
<i>Reconstruction de Stations d'épuration : NAHOATA (CDT) et VAITAVATAVA (CDT)</i>		56 999 250	56 999 250
<i>HAKAPEHI - Sécurisation de talus</i>		52 673 553	52 673 553

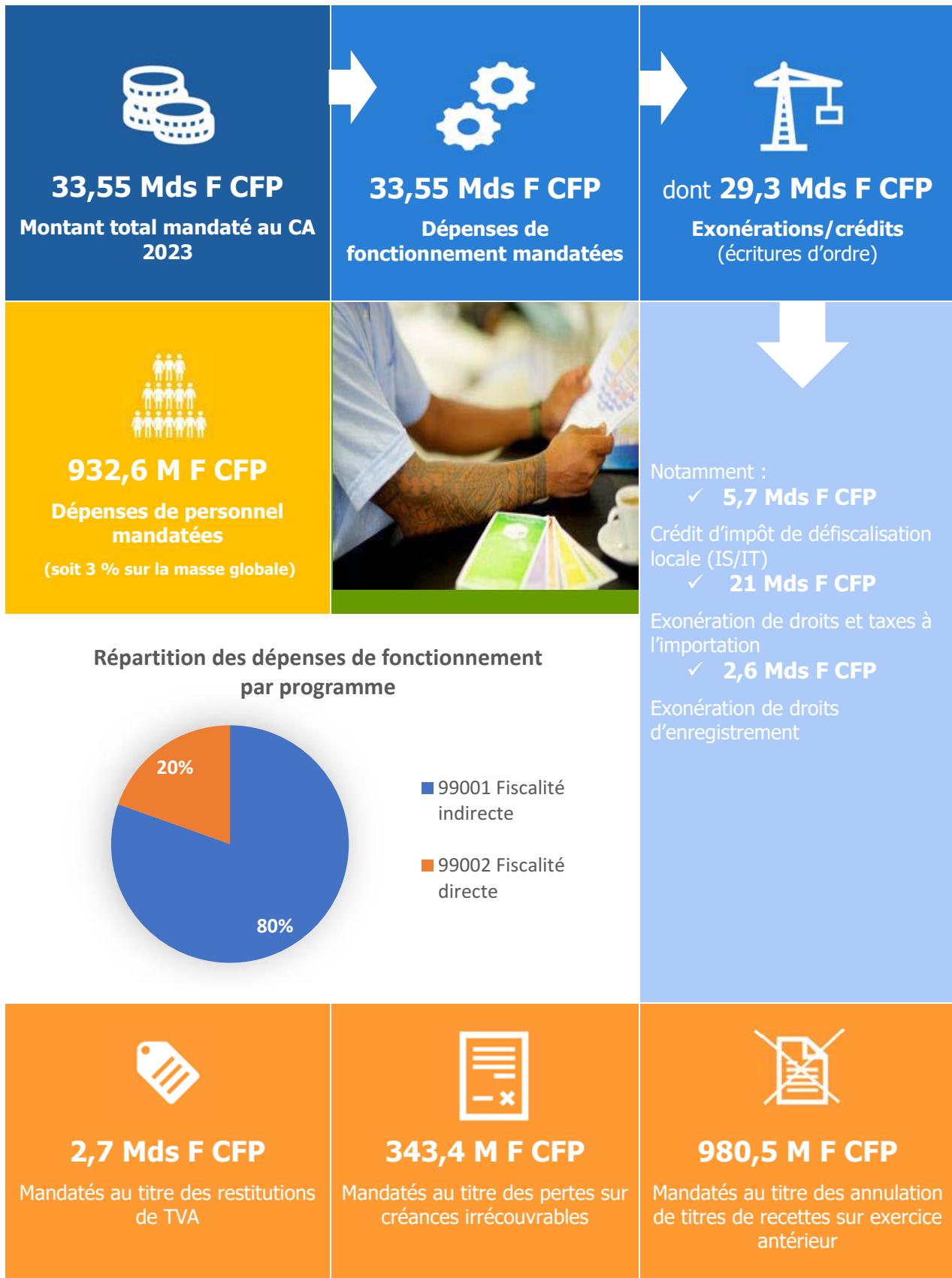
Souhaitant mettre les modes de vie et les modes d'habiter au centre de la démarche d'amélioration de la qualité de l'habitat, l'élaboration d'un guide qualité de l'habitat polynésien précède le travail sur les normes minimales d'habitabilité. Les premiers travaux ont été réalisés en interne du service et n'ont donc pas donné lieu à des prestations externalisées.

Une convention d'étude préliminaire relative au projet de rénovation urbaine du village de Orofara à Mahina a été établie pour un montant de 16,8 millions F CFP, dont 2,2 millions F CFP mandatés sur l'exercice 2023.

Il est constaté un taux de réalisation de 85% pour les dépenses en fonctionnement et de 94% pour les dépenses en investissement, comparativement aux crédits sollicités au budget prévisionnel.

De plus, il est à noter que l'association Rahu Ora – AISPF n'a pas sollicité le versement de la totalité de la subvention durant l'exercice 2023.

17. MISSION 950/990 : GESTION FISCALE



17.1 Revue de la politique générale de la mission

La mission gestion fiscale regroupe deux grandes catégories de programmes relatifs à la politique fiscale :

1. Le programme opérationnel 990.01 – « Fiscalité indirecte » qui retrace les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) du Pays ainsi qu'aux dépenses publiques qui s'y rapportent. Ce programme, mis en œuvre de manière prépondérante par la direction régionale des douanes de Polynésie française, fait également intervenir la direction des impôts et des contributions publiques (DICP). L'opération de recouvrement des droits et taxes indirects relevant des attributions de la DICP au titre du programme de la fiscalité indirecte est mise en œuvre par la recette des impôts de cette même direction ;
2. Le programme opérationnel 990.02 – « Fiscalité directe » qui retrace les moyens consacrés aux opérations de recette (assiette, recouvrement, contrôle) du Pays ainsi qu'aux dépenses publiques qui s'y rapportent. Ce programme est intégralement mis en œuvre par la DICP¹³. L'opération de recouvrement des droits et taxes relevant de la fiscalité directe émise par la DICP est conjointement mise en œuvre par les services de la Paierie de la Polynésie française, administration d'Etat et la recette des impôts de la DICP.

Afin d'améliorer la qualité de service, l'efficacité des fonctions soutien et de maîtriser les coûts de gestion, la direction des impôts en charge des programmes de la mission poursuit la modernisation des procédures au profit des usagers (particuliers, entreprises, professionnels, associations...), de ses processus internes et de son organisation.

17.2 Programme 950 01/990 01 : fiscalité indirecte

17.2.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme « fiscalité indirecte » regroupe les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) de la Polynésie française et au paiement des dépenses publiques qui s'y rapporte.

Les principales fonctions du programme pour la DICP sont de réaliser :

- L'assiette, le recouvrement et le contrôle par ses services, des recettes de la Polynésie française constituées de la TVA, du droit de timbre, de la taxe sur les conventions d'assurances, de la taxe de consommation pour la prévention, de la taxe sur la publicité ainsi que de la taxe sur les jeux ;
- Le paiement des dépenses publiques dont notamment celles liées au remboursement des crédits de TVA des entreprises.

S'inscrivant dans une logique d'amélioration continue de l'exercice de ses missions, les interventions de la DICP dans ce programme sont gouvernées par les mêmes orientations stratégiques et les mêmes objectifs que ceux qui président au programme 990.02 « Fiscalité directe » sur lequel elle intervient par ailleurs, et de manière intégrale et auxquels il convient de se rapporter pour appréhender son action de manière globale et complète.

Le programme « Fiscalité indirecte » se rattachant essentiellement à certaines opérations de recettes afférentes à la TVA, il ne retrace qu'un périmètre d'intervention de la DICP restreint à la fonction du poste comptable chargé de la recouvrer ou à l'exécution de procédures fiscales ciblées.

17.2.2 Bilan des réformes

Les leviers de performance dans ce programme, comme dans le programme fiscalité directe, sont essentiellement conditionnés par l'avancée des projets informatiques, source d'amélioration optimale de la qualité avec une offre digitale répondant aux attentes des usagers. Elle représente assurément une source de gains d'efficience et de productivité à même d'être réinvestis dans des services de plus forte valeur ajoutée

¹³ La direction des affaires foncières au travers de la recette-conservation des hypothèques est uniquement concernée par la gestion des droits d'enregistrement et de l'impôt sur les plus-values immobilières.

en matière de soutien à la trésorerie des acteurs économiques en même temps qu'elle préserve les finances publiques.

Les principales réformes en cours sont les suivantes :

- Le développement d'une administration de proximité par la poursuite des travaux d'accompagnement des particuliers, des entreprises et des professionnels dans leurs démarches fiscales ;
- La promotion du civisme fiscal par le renforcement des connaissances et des compétences professionnelles des cadres de l'administration fiscale au travers du partenariat entre la Polynésie française et l'Ecole nationale des finances publiques ;
- La DICP s'est inscrite dans les programmes de contrôle diligentés par le Haut-commissariat et dans lesquels s'inscrivent d'autres services du Pays tel que DGAE, la Direction du travail mais aussi la CPS, la DTPN et la Gendarmerie nationale.

17.2.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Améliorer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale et le traitement de la dépense publique

Le recouvrement des recettes publiques s'appuie notamment sur le développement du civisme fiscal, lequel s'exprime par l'accomplissement volontaire par les contribuables de leurs démarches et obligations fiscales. Il constitue un enjeu stratégique pour la DICP. Il concerne en premier lieu le civisme déclaratif, mais aussi le civisme de paiement, garant du niveau et de la régularité des rentrées fiscales.

Le renforcement de la relation de confiance entre la DICP et ses différents interlocuteurs constitue un enjeu fédérateur. Cependant, les comportements de fraude s'adaptent en permanence à leur environnement et des fraudes les plus complexes, plus sophistiquées se sont développées.

Dans ce contexte, le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies (MEF) s'est engagé dans la professionnalisation de la formation des cadres fiscaux en renouant le partenariat entre la Polynésie française et l'Ecole nationale des finances publiques dès la rentrée 2021. Ainsi, ce sont deux attachés d'administration et deux rédacteurs qui ont pu, depuis suivre le cycle de formation en auditeur libre de l'ENFIP de Clermont-Ferrand et qui viennent porter le nombre de collaborateurs ayant eu ce privilège à + de 16% des effectifs de la DICP.

Objectif n° 1 - Améliorer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale et le traitement de la dépense publique								
Développer le civisme fiscal en renforçant la co-construction d'une relation de confiance entre la DICP et ses usagers-clients								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-lef. 1 - Nombre de visites sur le site Internet de la DICP	Nbre	100 331	85 861	175 000	400 000	493 500	600 000	700 000
Indicateur Iprod 98 - Taux des contrôles réprimant les omissions et dissimulations (majorations 40%)	%	38,46%	12,50%	40,00%	50,00%	50,00%	52,00%	53,00%
Sources des données : Contrôle de gestion de la DICP Mode de calcul des indicateurs : -> Indicateur IPerf-IR-lef. 1 - Nombre de visites sur le site internet de la DICP : Exprimé en nombre, cet indicateur traduit le nombre de personnes qui consultent le site internet "www.impot-polynesie.gov.pf" de la DICP. -> Indicateur Iprod 98 -Taux des contrôles réprimant les omissions et dissimulations (majorations 40%) : Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de contrôles clos révélant des manquements et au dénominateur, le nombre total de contrôles clos effectués. Autres commentaires :								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Le site internet de la DICP est en cours de refonte et s'inscrit dans le projet de mutualisation de l'ensemble des sites internet de l'administration initié par la DMRA. On observe une augmentation très significative du nombre de visiteurs sur le site internet. Cela peut s'expliquer par 2 raisons :

- La mise en service du téléservices MESIMPOTS et du formulaire de contact, disponibles depuis le site internet, a vu la popularité du site grandir ;
- Une différence de comptabilisation des visiteurs entre l'ancienne application de comptage statistiques et la nouvelle.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Une augmentation importante du nombre d'internautes est attendue pour l'année 2024 en raison notamment de l'impact de la suppression de la boîte aux lettres fonctionnelle (BALF) directiondesimpots@dicp.gov.pf et de la mise place du formulaire de contact ainsi que la mise en service future du nouveau site internet.

Objectif n°2 : Accompagner les particuliers, les entreprises et les professionnels dans leurs démarches fiscales

La DICP se veut être une administration fiable pour assurer la stabilité des finances publiques et la maximisation des recettes fiscales. Elle est au soutien de l'environnement économique avec lequel elle interagit pour amener la gestion fiscale à répondre effectivement aux attentes des entreprises.

Ainsi et au-delà de son activité de contrôle et de la protection qu'elle oppose aux atteintes portées au système fiscal, la DICP apporte encore plus de fluidité dans l'accomplissement des formalités, notamment pour le remboursement rapide des crédits de TVA induisant un impact direct sur la trésorerie ou l'assurance d'une proximité adaptée dans le cas d'entreprises en difficulté.

Objectif n° 2 - Accompagner les particuliers, les entreprises et les professionnels dans leurs démarches fiscales								
Offrir un service public fiscal de qualité aux particuliers et professionnels								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IPerf-IEF-IQ.1 - Respect du référentiel de la charte d'engagements "DICP à votre service pour simplifier vos démarches fiscales"	%	60%	60%	100%	100%	80%	80%	100%
Indicateur IA. 46 - Nombre d'usagers reçus par le service clientèle	Nbre	23 739	12 791	25 000	26 000	26 358	26 000	25 500
Indicateur IPerf-IR-limp.8-Taux de recouvrement 'O'INI	%	10,51%	9,77%	20,00%	15,00%	13,32%	20,00%	25,00%
<u>Sources des données :</u>								
Contrôle de gestion de la DICP								
Mode de calcul des indicateurs :								
> Indicateur IPerf-IEF-IQ.1- Respect du référentiel d'engagements de service : La qualité des services rendus constitue la préoccupation constante de la DICP pour tout usager qui entre en contact avec elle. A ce titre, elle poursuit sa démarche d'engagements de services au travers d'une nouvelle Charte d'engagements destinée à accompagner le contribuable dans toutes ses démarches fiscales et à les lui faciliter. Ce nouveau référentiel comportera nombre d'engagements de services particulièrement en matière de délais de réponse. L'indicateur ici référencé mesurera les engagements de services primordiaux suivants : - Le traitement des réclamations contentieuses dans un délai ≤ 90 jours : 90 % - Le traitement des demandes de remises gracieuses dans un délai ≤ 30 jours : 90 % - Le traitement des demandes d'information dans un délai ≤ 30 jours : 100 % - Les appels téléphoniques servis : 92 % - Les courriels répondus en 3 jours ouvrés : 85 %								
> Indicateur IA. 46 - Nombre d'usagers reçus par le service clientèle : Exprimé en nombre, cet indicateur traduit le nombre d'usagers reçus par le service clientèle en accueil primaire et en accueil spécialisé.								
> Indicateur IPerf-IR-limp.8 - Taux de recouvrement 'O'INI : Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le montant des encaissements TVA sur les déclarations 'O'INI (débitrices et payées) et au dénominateur, le montant global des encaissements TVA tout type de déclarations confondues. Cet indicateur permet de mesurer l'action de dématérialisation découlant de la solution 'O'INI.								
Autres commentaires :								

▪ Commentaire et analyse des résultats

Le taux de recouvrement des créances par l'intermédiaire de 'O'INI e-services augmente entre 2022 et 2023. L'intégration de 'O'INI dans le téléservices MESIMPOTS devrait faire évoluer ce niveau de recouvrement en raison de l'accès à plusieurs fonctionnalités par l'intermédiaire d'un même outil.

▪ Actions correctrices et perspectives d'évolution

Une actualisation de la Charte d'engagements « DICP à votre service pour simplifier vos démarches » a été entamée et la revue des objectifs, en prenant en compte les changements organisationnels, est le point central de cette mise à jour.

La promotion constante de nos téléservices à travers nos échanges avec les usagers a été initiée et progressera grâce au téléservices MESIMPOTS et ses futures évolutions dont notamment le télépaiement prévu d'ici la fin 2024.

Objectif n°3 : Préserver les équilibres entre fiscalité et croissance économique

Objectif n° 3 - Préserver les équilibres entre fiscalité et croissance économique								
Optimiser les délais de traitement des remboursements et restitutions tout en garantissant le bien fondé des dépenses au regard de la réglementation fiscale								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IA. 27 - Part des liquidations comptables des demandes de remboursement de crédit de TVA traitées dans un délai ≤ 3 jours	%	80,16%	71,68%	85,00%	60,00%	42,50%	80,00%	85,00%
Indicateur IPerf-IR-IQ. 3 - Part des demandes de remboursement de crédits de TVA traitées dans un délai ≤ 30 jours	%	86,60%	56,96%	90,00%	88,00%	85,40%	90,00%	93,00%
<u>Sources des données :</u>								
Contrôle de gestion de la DICP								
Mode de calcul des indicateurs :								
> Indicateur IA. 27 - Part des liquidations comptables des demandes de remboursement de crédit de TVA traitées dans un délai ≤ 3 jours * : Exprimé en pourcentage, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de liquidations correspondant à des demandes de remboursements de crédit de TVA traitées dans un délai < ou égal à 3 jours et au dénominateur, le nombre total de liquidations comptables correspondant à des demandes de remboursement de crédits de TVA								
> IPerf-IR-IQ. 3 - Part des demandes de remboursement de crédits de TVA traitées dans un délai ≤ 30 jours* : Exprimé en pourcentage, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de demandes traitées dans un délai ≤ 30 jours du circuit simplifié et au dénominateur, le nombre des demandes de remboursement de crédits de TVA reçues par la DICP au titre d'une année traitées en circuit simplifié, exclusion faite de celles déposées par les représentations fiscales en matière de défiscalisation.								
Il mesure la réactivité de la DICP à répondre aux demandes de remboursement de crédits de TVA des entreprises dans les délais les plus courts en garantissant rapidité et sécurité des décisions prises.								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Une tendance baissière est observée entre les prévisions du PAP 2023 et les réalisations 2023 et s'explique notamment par une méthode de comptabilisation des délais ne prenant pas seulement en compte les délais réels de traitement.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

L'évolution de l'applicatif métier FISC Remboursement est préconisé mais n'est pas priorisé dans les prochains développements.

Objectif n°4 : Améliorer l'efficacité du traitement des recettes publiques et la qualité des comptes

La DICP veille à l'efficacité des opérations de recettes du Pays et à la qualité des comptes publics, objectif au demeurant essentiel à la bonne gestion des finances publiques.

L'objectif retrace les dépenses consécutives aux constats d'irrécouvrabilité des impôts et taxes liés à :

- La disparition des redevables. Pour la recherche des redevables, le comptable bénéficie de l'exercice du droit de communication. Toutefois l'identification certaine peut se révéler impossible et conduire à constater la « disparition » pour des motifs divers ;
- La portée des mesures conservatoires. Pour exemple, le patrimoine constitue le gage que le comptable peut réaliser de manière forcée lorsque le redevable ne peut pas s'acquitter de son impôt ou de sa taxe. Ce patrimoine du redevable peut être constitué de biens immobiliers ou mobiliers et d'avoir (comptes courants bancaires, valeurs mobilières). L'action de recouvrement forcé comporte donc une procédure d'identification des éléments patrimoniaux que le comptable saisit et fait vendre. Toutefois, le comptable peut être conduit à constater l'absence de biens réalisables (biens insaisissables par le fait de la loi, bien dont le produit de la vente ne couvrira pas, ou faiblement, le montant de l'impôt ou de la taxe).

Objectif n° 4 - Améliorer l'efficacité du traitement des recettes publiques et la qualité des comptes								
Procéder à l'apurement réguliers des créances irrécouvrables pour garantir la sincérité des comptes publics								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-IQ_10 - Taux net de recouvrement	%	89,83%	88,52%	92,00%	91,00%	88,90%	92,00%	93,00%
Sources des données : <i>Contrôle de gestion de la DICP</i> <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>> Indicateur IPerf-IR-IQ_10 - Taux net de recouvrement : Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le recouvrement brut sur montant restant à recouvrir (droits) diminué des recouvrements sur procédures collectives et au dénominateur, le recouvrement brut sur montant restant à recouvrir (droits) diminué des recouvrements sur procédures collectives augmenté des RAR globaux diminué des créances sur procédures collectives et des créances contestées (sursis)</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux net de recouvrement est plus ou moins constant durant ces dernières années : il est en moyenne de 89%.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une révision des objectifs sera faite afin de tenir compte des tendances de ces dernières années.

Objectif n°5 : Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue

Les fonctions soutien ou fonctions supports désignent les activités qui concourent à celles des autres objectifs du programme, en leur fournissant un soutien ou un encadrement.

Les principales fonctions concernées sont la logistique, le système d'information et l'immobilier du service. L'optimisation des fonctions supports de la DICP participe de la bonne réalisation des fonctions métier.

Objectif n° 5 - Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue								
Rationaliser les fonctions supports pour réduire le coût de la collecte de l'impôt								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Sources des données : <i>Contrôle de gestion de la DICP</i> <i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>> Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt: Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le coût total de gestion de l'impôt par la DICP et au dénominateur, les recettes fiscales nettes recouvrées par la DICP.</i>								
<i>Autres commentaires :</i>								

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cet indicateur proposé n'a jamais pu se calculer du fait de sa complexité et sera donc prochainement supprimé.

17.2.4 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
950/990 01 - FISCALITE INDIRECTE	3 279 697 229	0	3 279 697 229
1-1 : mettre en place une communication pédagogique et contemporaine par la mise en	708 856		708 856
1-2 : renforcer les connaissances et les compétences professionnelles des cadres de			
l'administration fiscale au travers du partenariat entre la Polynésie française et l'Ecole	2 348 176		2 348 176
nationale des finances publiques			
2-1: développer la relation de confiance, la proximité de l'administration, la rapidité et la			
qualité de la transmission des informations aux usagers	49 844 292		49 844 292
3-1: soutenir le développement des entreprises	2 923 195 870		2 923 195 870
4-1: procéder à l'apurement des restes à recouvrer par l'exploitation de la cartographie des			
arrérés de la recette des impôts	277 939 582		277 939 582
5-1: gérer la logistique, le système d'information et l'immobilier du service	25 660 453		25 660 453

17.2.5 Bilan des dépenses fiscales

Les principales dépenses fiscales contribuant à la réalisation du 950 01/990 01 : fiscalité indirecte sont les remboursements de crédit de TVA pour 2,746 milliards F CFP, les restitutions d'impôts et taxes pour un montant de 176 millions F CFP et les admissions en non-valeur pour un montant de 277 millions F CFP.

17.2.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le principal opérateur participant à la réalisation du programme aux côtés de la DICP est la paierie de la Polynésie française.

17.3 Programme 950 02/990 02 : fiscalité directe

17.3.1 Bilan des orientations stratégiques

Le programme « fiscalité directe » regroupe les moyens consacrés aux opérations de recettes (assiette, recouvrement, contrôle) de la Polynésie française et au paiement des dépenses publiques qui s'y rapporte.

Les principales fonctions du programme pour la DICP sont de réaliser :

- L'assiette, le recouvrement et le contrôle par ses services, des recettes de la Polynésie française constituées notamment de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, de l'impôt sur les transactions, de la contribution des patentnes, de l'impôt foncier sur les propriétés bâties, de la taxe de mise en circulation ainsi que tous les autres impôts et taxes directs référencés dans le programme à la seule exclusion de l'impôt sur les plus-values immobilières relevant de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières ;
- Le paiement des dépenses publiques dont notamment celles liées aux crédits d'impôts issus des dispositifs de défiscalisation.

La mise en œuvre de ce programme relève entièrement de la DICP, lequel couvre 18 articles d'impôts couverts par ce programme et plus de 95% du total des recettes fiscales auquel il participe.

La DICP conduit dans ce programme, en interaction étroite avec le programme « Fiscalité indirecte », une démarche de modernisation et d'amélioration de la qualité des services rendus aux usagers et de pilotage de la performance et la maîtrise des risques.

17.3.2 Bilan des réformes

Les principales réformes en cours du programme de fiscalité directe sont les suivantes :

- La modernisation et la simplification de la réglementation fiscale par des dispositifs pour adapter aux besoins économiques ou organisationnels des sociétés et corriger les règles fiscales d'effet antiéconomique ;
- Le renforcement du dialogue des citoyens avec l'administration fiscale.

17.3.3 Bilan des objectifs de performance

Objectif n°1 : Simplifier la réglementation fiscale par des dispositifs pour adapter aux besoins économiques ou organisationnels et corriger les règles fiscales d'effet antiéconomique

Le Pays s'est engagé dans une démarche de modernisation et de simplification de la fiscalité polynésienne et de ses modalités de pilotage. Le ministère de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies (MEF) s'applique à la mise en œuvre de la réforme fiscale amorcée en 2022 et poursuit les chantiers de :

- La convention fiscale avec la France ;
- L'articulation des différents textes entre eux ;
- Les dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement ;
- La fiscalité des entreprises ;
- Les dispositifs d'exonération des droits et taxes ;
- La gouvernance des services fiscaux.

Objectif n° 1 - Simplifier la réglementation fiscale par dispositifs pour les adapter aux besoins économiques ou organisationnels des sociétés et corriger les règles fiscales d'effet antiéconomique								
Conduire une réforme majeure de la fiscalité polynésienne pour répondre au double objectif d'une bonne convergence des attentes des usagers et de l'administration fiscale et d'un assainissement des finances publiques pour ne pas compromettre la croissance future.								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur Iprod.61 - Nombre de mesures de simplification et de lisibilité de la réglementation	Nbre	8	14	≥ 20	23	25	23,00	≥ 25
<i>Mode de calcul des indicateurs :</i> <i>> Indicateur Iprod.61 - Nombre de mesures de simplification et de lisibilité de la réglementation :</i> Cet indicateur, déterminé en nombre de mesures réglementaires ou administratives adoptées, exprime l'action de l'administration fiscale en matière de facilitation de l'impôt et par suite d'adoption de mesures de simplification ou de meilleure lisibilité de la réglementation pour en faciliter la compréhension par les contribuables et usagers de ses services. Il caractérise la mutation de la relation usager vers une relation client par la mise en valeur de la qualité du service rendu en vue de « faciliter l'impôt ».								
<i>Autres commentaires :</i>								

- *Commentaire et analyse des résultats*

La LP n° 2023-37 du 15 décembre 2023 portant modification du code des impôts s'attache à poursuivre la simplification de la réglementation fiscale initiée par la DICP afin de permettre une meilleure intelligibilité de la matière.

Objectif n° 2 : Renforcer le dialogue des citoyens avec l'administration fiscale

La DICP répond au besoin de proximité exprimé par la population et les élus en multipliant ses accueils physiques, au plus près des contribuables, notamment par l'intensification des missions dans les îles, des tournées administratives et le renforcement de la co-construction d'une relation de confiance en initiant des rencontres avec les représentants des secteurs économiques ou professionnels, la participation aux salons de l'entreprenariat organisés par les communes, la CCISM, les organismes ou établissements publics ou en consolidant la fonction de facilitation. A cet égard, la Team forum de la DICP s'est vue renforcée au deuxième semestre 2023, portant le nombre d'intervenants de 3 à 8.

En 2024, la DICP sera représentée au Fare Ora de Taravao en tenant une permanence d'une journée par semaine afin d'être au plus proche des usagers des services fiscaux.

Objectif n° 2 - Renforcer le dialogue des citoyens avec l'administration fiscale								
Répondre au besoin de proximité exprimé par les usagers et les élus en renforçant la relation de confiance								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IE.3 - Taux de déclarations spontanées en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS)	%	89,29	86,96	90	91	91,75	93	95
Indicateur IE.4-1 - Taux de respect dans les délais des échéances déclaratives en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS)	%	82,83	79,86	86	85	84,99	88	91
Indicateur IE.10 -1 - Taux de paiement dans les délais de la TVA (déclarations débitrices)	%	95,04	92,73	96	92	93,60	95	97

Sources des données :
 Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
 > **Indicateur IE. 3 - Taux de déclarations spontanées en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS) :** Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le nombre de déclarations au titre de l'impôt (I) déposées à l'échéance ou hors échéances (hors acte RSI) et au dénominateur, le nombre total de déclarations devant être déposées au titre de l'impôt (I) aux échéances de l'année n.
 Il contribue à mesurer le civisme fiscal.
 > **Indicateur IE.4-1 - Taux de respect dans les délais des échéances déclaratives en matière d'impôts professionnels (IS/IT/TVA/CSTS) :** Exprimé en taux, cet indicateur comporte au numérateur le nombre de déclarations au titre de l'impôt (I) déposées à l'échéance (hors acte RSI) et au dénominateur, le nombre total de déclarations devant être déposées au titre de l'impôt (I) aux échéances de l'année n.
 Il contribue à mesurer le civisme fiscal.
 > **Indicateur IE.10 -1 - Taux de paiement dans les délais de la TVA (déclarations débitrices) :** Exprimé en taux, cet indicateur comporte au numérateur le nombre de déclarations débitrices au titre de la TVA déposées et payées à l'échéance et au dénominateur, le nombre total de déclarations débitrices déposées en n dans les délais et hors-délais au titre de la TVA et des échéances de l'année n. Cet indicateur vise à mesurer le taux de paiement de la TVA sur les déclarations déposées par les assujettis dans les délais ou hors délais dans l'année et devant donner lieu à un paiement de la TVA nette due.
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

Une amélioration des résultats des taux de respect des échéances de déclaration et de paiement traduit le renforcement du civisme fiscal des professionnels du secteur économique de la Polynésie française.

Objectif n°3 : Faciliter l'impôt

La simplification du service public fiscal est par essence le ressort de la confiance sur lequel la DICP souhaite s'appuyer pour renforcer le civisme fiscal dont elle est garante de l'intérêt partagé pour tous les citoyens. C'est également, lorsqu'elle le met en œuvre, parce qu'elle prend sa part dans l'affermissement du climat de confiance avec ses usagers que la DICP devient un acteur proactif et intelligible du civisme.

La poursuite du guichet fiscal unifié et particulièrement de la charte d'engagements « DICP à votre service pour simplifier vos démarches fiscales » a permis la modernisation des moyens de paiement et l'organisation de rendez-vous avec les usagers par visioconférence. La mise en place des téléservices O'INI et MESIMPOTS a permis de dématérialiser certaines démarches fiscales pour répondre à un besoin exprimé par les usagers.

Objectif n° 3 -Faciliter l'impôt								
Simplifier le service public fiscal et renforcer le civisme fiscal								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-IQ.6 - Nombre de demandes reçues sur les services « INFO-FISCAL » et « directiondesimpots@dicp.gov.pf »	Nbre	41 361	23 880	48 000	50 000	43 701	50 000	48 500
Indicateur IPerf-IR-IQ.15 - Nombre de recrits produits	Nbre	80	49	90	60	54	90	92

Sources des données :
 Contrôle de gestion de la DICP
Mode de calcul des indicateurs :
 > **Indicateur IPerf-IR-IQ.6 - Nombre de demandes reçues sur les services « INFO-FISCAL » et « directiondesimpots@dicp.gov.pf » :** Exprimé en nombre, cet indicateur permet d'évaluer le nombre des demandes électroniques déposées par les usagers auprès du service INFO FISCAL ou sur l'adresse référentielle de réception de la DICP : directiondesimpots@dicp.gov.pf.
 > **Indicateur IPerf-IR-IQ.15 - Nombre de recrits produits :** Exprimé en nombre, cet indicateur renseigne le nombre de recrits produits par le département juridique de la fiscalité de la DICP. La comptabilisation d'un recrit se fait par rapport à sa date de clôture correspondant à la date d'envoi de la réponse définitive apportée par la DICP.
Autres commentaires :

- *Commentaire et analyse des résultats*

La gestion des courriels et les délais de traitement en 3 jours ouvrés ont été quelque peu perturbés depuis la dernière crise car la DICP a dû faire face à une augmentation importante des flux entrants de mails faisant face à l'aide de moyens humains constants. Le formulaire de contact mis en service depuis le deuxième semestre 2023 va venir réguler ce flux en répondant directement à la demande d'information ou en aiguillant cette demande notamment vers le téléservices MESIMPOTS.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

La suppression de la boîte aux lettres fonctionnelle (BALF) « directiondesimpots@dicp.gov.pf » en octobre 2023 a eu pour conséquence l'arrêt de la comptabilisation des mails entrants. Le comptabilisation des demandes d'informations arrivant par le formulaire de contact est prévue dans les futures évolutions de MESIMPOTS.

Objectif n°4 : Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible

L'objectif est d'améliorer le service à l'usager en réduisant le délai entre le dépôt de la déclaration, de la demande ou de la réclamation, et la mise à disposition de l'usager de la restitution afférente tout en garantissant le bien fondé des dépenses au regard de la législation. Cet objectif doit concilier les intérêts des entreprises et des particuliers (disposer de leurs fonds le plus rapidement possible) et ceux du Pays. La réalisation de cet objectif s'appuie sur la bonne orientation des demandes dès leur réception, sur leur traitement efficace et sur l'optimisation des délais comptables.

Objectif n° 4 - Permettre aux usagers de bénéficier de leurs droits le plus rapidement possible								
Optimiser les délais de traitement des remboursements et dégrèvements d'impôts pour favoriser une gestion plus souple de la trésorerie des usagers particuliers et professionnels laquelle améliore leur compétitivité								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur IPerf-IR-IQ.2' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 90 jours (DIEP-RI)	%	99,06	52,99	95	82	84,38	95	97
Indicateur IPerf-IR-IQ. 9' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 30 jours (DIEP-RI)	%	38,42	25,04	60	40	38,87	68	70
Indicateur IPerf-IR-IQ. 7- Part des demandes d'information traitées dans un délai < à 30 jours (DIF + DIEP-RI)	%	69,57	46,15	90	50	42,11	90	92
Sources des données :								
Contrôle de gestion de la DICP								
Mode de calcul des indicateurs :								
> Indicateur IPerf-IR-IQ.2' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 90 jours (DIEP-RI) : Cet indicateur, exprimé en pourcentage, comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans l'année dans un délai < à 90 jours et au dénominateur, le nombre total de réclamations contentieuses traitées dans l'année.								
> Indicateur IPerf-IR-IQ. 9' - Taux des réclamations contentieuses de l'année traitées dans le délai de 30 jours (DIEP-RI) : Cet indicateur, exprimé en pourcentage, comprend au numérateur le nombre de réclamations contentieuses traitées dans l'année dans un délai < à 30 jours et au dénominateur, le nombre total de réclamations contentieuses traitées dans l'année.								
> Indicateur IPerf-IR-IQ. 7- Part des demandes d'information traitées dans un délai < à 30 jours (DIF + DIEP-RI) : Cet indicateur, exprimé en pourcentage, comprend au numérateur le nombre de demandes d'information traitées par le DIF et la DIEP-RI dans un délai < à 30 jours et au dénominateur, le nombre total des demandes d'information reçues dans l'année.								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Les délais de traitement des contentieux se sont améliorés par rapport à 2022 mais restent néanmoins en dessous des objectifs visés.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une redéfinition des objectifs en prenant en compte les moyens humains alloués à cette mission a été entamée.

Objectif n°5 : Garantir la qualité des comptes publics

L'objectif retrace les dépenses consécutives aux constats d'irrécouvrabilité des impôts émis par voie de rôles et liés à l'insolvabilité ou à la disparition des redevables. Dans les deux cas, le payeur de la Polynésie française enregistre une opération dite « d'ordre » par laquelle il constate un apurement sans recouvrement de la créance fiscale et, en contrepartie, une dépense réelle du budget général venant compenser la recette fiscale préalablement comptabilisée.

Cette action se traduit par des admissions en non-valeur lesquelles sont constituées de créances irrécouvrables, celles dont le paiement effectif n'a pas pu être obtenu pour les raisons citées supra. Il est toutefois rappelé que les admissions en non-valeur ont pour but de lever le comptable public de sa responsabilité mais n'éteignent pas pour autant la créance du redevable qui pourra à tout moment être recouvrée si sa situation venait à s'améliorer.

Objectif n° 5 - Garantir la qualité des comptes publics								
Veiller à la sincérité des comptes publics en procédant à l'apurement régulier des créances irrécouvrables								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Cible
Indicateur Iprod.82 - Taux global net de recouvrement en droits et pénalités sur créances du contrôle fiscal (CFE +CSP)	%	91,04	91,96	93	93	91,15	93	95
Sources des données :								
Contrôle de gestion de la DICP								
Mode de calcul des indicateurs :								
> Indicateur Iprod.82 - Taux global net de recouvrement en droits et pénalités sur créances du contrôle fiscal (CFE +CSP) : Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur les recouvrements globaux sur RAR diminués des recouvrements sur procédures collectives au titre du contrôle fiscal et au dénominateur, les recouvrements globaux diminués des recouvrements sur procédures collectives augmentés des RAR globaux diminués des créances sur procédures collectives, des créances contestées (sursis) et des créances en suspension, au titre du contrôle fiscal.								
Autres commentaires :								

- *Commentaire et analyse des résultats*

Le taux global net de recouvrement en droits et pénalités sur créances de contrôle fiscal est plus ou moins constant durant ces dernières années : il est en moyenne de 91%.

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Une révision des objectifs sera faite afin de tenir compte des tendances de ces dernières années.

Objectif n°6 : Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue

La DICP est chargée de l'assiette, du recouvrement et du contrôle de deux blocs de fiscalité (indirecte et directe) ; elle s'attache à percevoir les droits et taxes au moindre coût tout en rendant le meilleur service aux contribuables. Grâce aux bénéfices tirés des mesures de simplification et de la rationalisation de l'organisation, des structures et des processus métiers, la DICP répond à l'exigence d'efficience en réduisant le coût de collecte des impôts. Cette démarche s'appuie sur une optimisation des fonctions soutien ou fonctions supports dont la bonne administration conditionne l'efficacité des services à l'usager.

Objectif n° 6 - Maîtriser les coûts de gestion des dépenses dédiées aux fonctions soutien pour une efficience accrue								
Rationaliser les fonctions supports pour réduire le coût de la collecte de l'impôt								
	Unité	2021 Réalisé	2022 Réalisé	2023 Prévision PAP 2023	2023 Révisé à 06/2023	2023 Réalisé	2024 Prévision PAP 2024	2025 et + Gible
Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt	%	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
<u>Sources des données :</u> <i>Contrôle de gestion de la DICP</i>								
<u>Mode de calcul des indicateurs :</u> <i>> Indicateur du Taux d'intervention de l'impôt: Exprimé en taux, cet indicateur comprend au numérateur le coût total de gestion de l'impôt par la DICP et au dénominateur, les recettes fiscales nettes recouvrées par la DICP.</i>								
<u>Autres commentaires :</u>								

- *Actions correctrices et perspectives d'évolution*

Cet indicateur proposé n'a jamais pu se calculer du fait de sa complexité et sera donc prochainement supprimé.

17.3.4 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
950/990 02 - FISCALITE DIRECTE	852 724 896	0	852 724 896
1-1: mettre en œuvre la réforme majeure de la fiscalité polynésienne	4 381 449		4 381 449
2-1: développer la co-construction d'une relation de confiance en initiant des rencontres avec les représentants des secteurs économiques ou professionnels ou en consolidant la fonction de facilitation	5 224 569		5 224 569
3-1: renforcer la qualité de service au profit des usagers et des partenaires	16 897 973		16 897 973
4-1: procéder aux remboursements et restitutions liés à la mécanique de l'impôt	712 007 541		712 007 541
5-1: procéder à l'apurement régulier des restes à recouvrer comptabilisés par le payeur de la Polynésie française	65 493 348		65 493 348
6-1: gérer la logistique, le système d'information et l'immobilier du service	48 720 016		48 720 016

17.3.5 Bilan des dépenses fiscales

En 2023, 17 programmes d'investissements ont été agréés par le Conseil des ministres au titre de la défiscalisation locale dont 4 au titre des régimes des investissements directs et indirects et 13 au titre du seul régime des investissements indirects. Aucun programme d'investissement n'a été agréé au titre du seul régime des investissements directs. Au total 21 arrêtés d'agrément au titre de la défiscalisation locale ont été pris par le Conseil des ministres.

Sur les 17 programmes d'investissements agréés, 3 relèvent de la réglementation du Code des impôts et 14 relèvent du Code des investissements en vigueur depuis le 27 décembre 2021.

En 2022, 13 programmes d'investissements ont été agréés par le Conseil des ministres. Une augmentation du nombre de programmes agréés de + 30% en 2023 par rapport à 2022 est donc constatée.

Les 13 projets agréés au titre du seul régime des investissements indirects sont répartis dans les secteurs éligibles comme suit :

- 4 dans le secteur des autres constructions à Tahiti, dont 1 entrepôt et 2 bâtiments de stockage de gaz liquéfiés et 1 bâtiment à usage mixte de logements et de bureaux à Papeete ;
- 1 dans le secteur du logement libre. Ce programme relève de l'ancienne réglementation du code des impôts ;
- 2 dans le secteur primaire consistant en l'acquisition de navires de pêche hauturière ;
- 5 dans le secteur du tourisme dont 3 pensions de famille (1 à Tahiti et 2 à Moorea), 1 hôtel 2 étoiles à Papeete, et 1 programme d'acquisition de 4 catamarans de charter nautique basés à Uturoa ;
- 1 dans le secteur du transport aérien interinsulaire consistant en l'acquisition d'un ATR 72-600 et le remplacement des sièges de 10 aéronefs ;

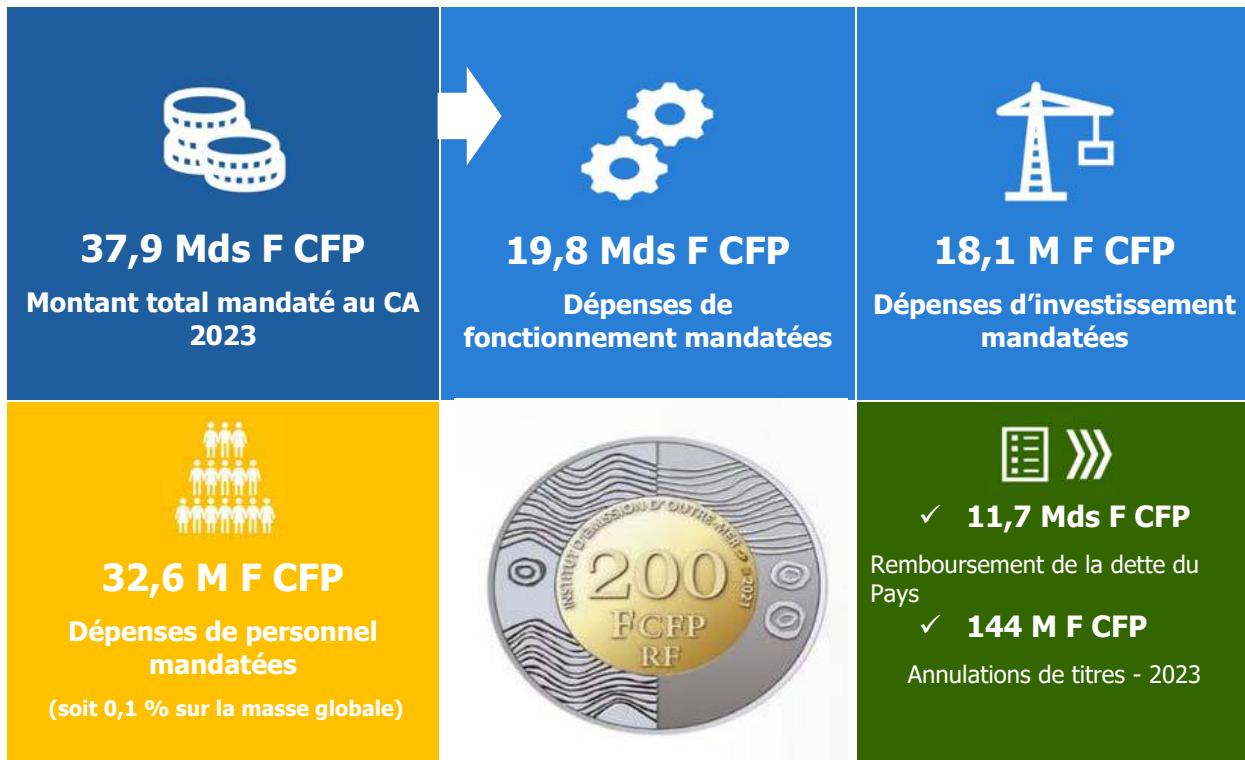
Sur les 4 agréments accordés au titre du régime des investissements directs et indirects, ouvrant droit à des exonérations sur l'impôt sur les bénéfices de sociétés ou l'impôt sur les transactions au bénéfice du porteur de projet :

- 2 concernent le secteur du transport maritime cargo mixte consistant en l'acquisition de cargos mixtes ;
- 2 concernent le secteur de l'industrie dont une scierie à Nuku Hiva et une ligne de production d'emballages éco responsables à Punaauia.

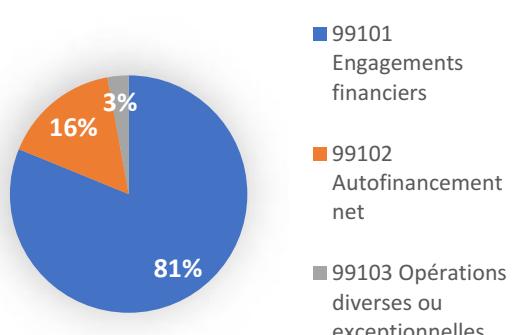
17.3.6 Les opérateurs participant à la réalisation du programme

Le principal opérateur participant à la réalisation du programme est la paierie de la Polynésie française.

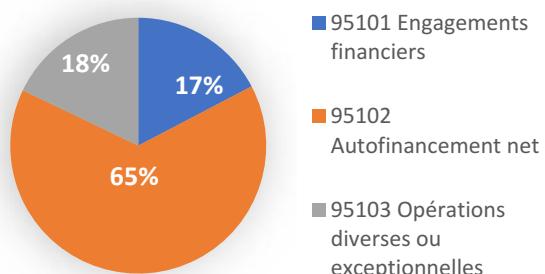
18. MISSION 951/991 : GESTION FINANCIERE



Répartition des dépenses de fonctionnement par programme



Répartition des dépenses d'investissement par programme



18.1 Revue de la politique générale de la mission

Cette mission concerne la politique gouvernementale en matière de gestion budgétaire et financière.

18.2 Programme 951 01/991 01 : engagements financiers

18.2.1 Bilan des orientations stratégiques

La gestion de la dette

L'enveloppe d'emprunts votée au BP 2023, pour le financement de la section d'investissement était fixée à 9 milliards F CFP.

Le plan de financement a été réalisé dans sa totalité avec un taux d'intérêts moyen de 3,41%.

La dette a fortement progressé, compte tenu des 2 PGE, qui totalisent 64,439 milliards F CFP. Au 31 décembre 2023, l'encours s'établit à 153,574 milliards F CFP, contre 156,081 milliards F CFP l'année précédente, soit un désendettement annuel de 2,5 milliards F CFP.

Compte tenu de la révision à la baisse des mesures du Plan de relance, il a été décidé d'annuler une quote-part de 3 milliards F CFP du PGE n° 2, en 2023. En effet, initialement chiffré à 78,328 milliards F CFP, le Plan de relance a été actualisé à 59,183 milliards F CFP, à la dernière révision d'août 2023. Un bilan de ce Plan sera établi en 2024.

La quote-part des PGE reversés en prêt à la Caisse de prévoyance sociale (CPS) totalise 17 milliards F CFP. Au 31 décembre 2023, l'encours s'établit à 16,640 milliards F CFP.

Hors PGE, l'encours de la dette aurait été de 93,188 milliards F CFP.

Le taux moyen de l'encours de la dette s'établit à 2,77% à fin 2023, contre 2,60%, à fin 2022 et 2,49% à fin 2021.

La durée résiduelle moyenne s'établit à 15 ans et 6 mois.

S'agissant de l'évolution de l'annuité de la dette, qui était stabilisée à 11,7 milliards F CFP jusqu'en 2020, les annuités de 2021 (14,489 milliards F CFP) et de 2022 (17,992 milliards F CFP) ont fortement augmenté en raison du remboursement in fine des 2 emprunts obligataires émis en 2014. Celle de 2023 (14,805 milliards F CFP) comprend la 1ère échéance complète du PGE n°1 (1,476 milliard F CFP), alors que celle du PGE n°2 impactera l'annuité 2025.

La notation financière du Pays

Le 27 octobre 2023, l'agence Moody's a confirmé les notations de la Polynésie française, comme suit :

- A3 pour la notation long terme ainsi que la notation de la dette senior du programme d'émissions obligataire ;
- La perspective est stable ;
- P-2 (Prime -2) pour la notation à court terme, liée à la liquidité.

Depuis décembre 2018, la signature de la Polynésie française est classée dans la catégorie «Investissement» (A3) et la collectivité dispose d'une forte capacité de remboursement de la dette à court terme (P-2).

L'agence indique que le profil de crédit de la Polynésie française reflète ses fondamentaux solides, le soutien de l'Etat, et malgré un endettement en hausse, le profil de crédit reste soutenu par sa gestion prudente de la dette et de la liquidité ainsi que l'engagement continu du gouvernement à préserver les équilibres budgétaires.

Cependant, cette notation est contrainte par une économie polynésienne fragile, et par la nécessité d'assurer la pérennité du financement de la protection sociale généralisée.

Quant au profil de liquidité, le niveau de liquidité immédiatement disponible et l'accès à l'emprunt au-delà des besoins budgétaires justifient cette année encore, le rating de Prime -2.

Enfin, l'agence précise que les facteurs qui pourraient influencer la prochaine notation sont :

- Pour un relèvement de notation :
 - o les avancées du plan des réformes structurelles de la PSG ;

- un désendettement plus prononcé ;
 - la révision à la hausse de la notation de l'Etat.
- Pour un abaissement de notation :
- la remise en cause de la dynamique de réformes structurelles liées au financement de la PSG ;
 - un ralentissement durable de l'activité économique impliquant une dégradation significative des performances financières ou de l'endettement ;
 - un affaiblissement du profil de liquidité ;
 - la révision à la baisse de la notation de l'Etat.

18.2.2 Crédits par action

CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Dépenses mandatées		
	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
951/991 01 - ENGAGEMENTS FINANCIERS	3 429 807 940	14 717 055 021	18 146 862 961
Charges financières des emprunts	3 428 439 940		3 428 439 940
Allocations viagères	1 368 000		1 368 000
Remboursement en capital de la dette		11 717 055 021	11 717 055 021
Annulation partielle du PGE 2		3 000 000 000	3 000 000 000
			0

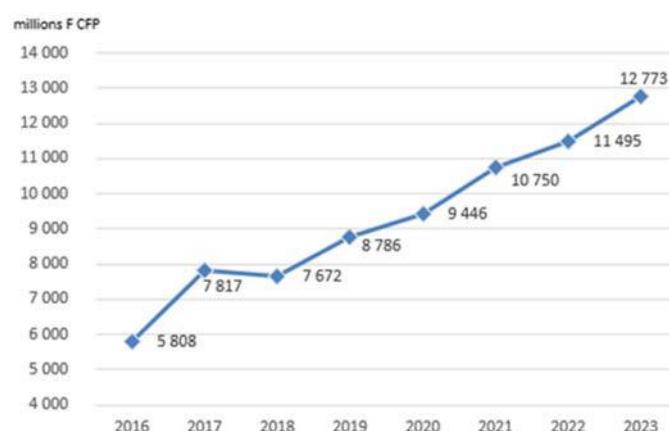
18.2.3 Bilan des comptes spéciaux

Fonds de l'investissement et de garantie de la dette (FIGD)

Dans le cadre de la gestion de la dette, le FIGD participe au financement de l'échéance relative au prêt garanti par l'Etat (PGE 1). Ainsi, après avoir contribué aux paiements des intérêts en 2021 (200 millions F CFP) et 2022 (426 millions F CFP), il assure l'intégralité de l'annuité du PGE 1 en 2023 pour 1,475 milliard F CFP.

18.3 Programme 951 02/991 02 : autofinancement net

Le Pays poursuit ses efforts pour dégager suffisamment de ressources propres pour financer son budget d'investissement. En 2023, ce sont 12,773 milliard F CFP qui ont été dédiés aux dotations aux amortissements.



18.4 Programme 951 03/991 03 : opérations diverses et exceptionnelles

En 2023, sont notamment comptabilisés :

- Le versement au FPSU de 2,756 milliards F CFP en vue de compenser la suppression de la contribution pour la solidarité à compter du 1^{er} octobre ;
- Des provisions pour risques contentieux : 435 millions F CFP ;
- Des annulations de titres : 253 millions F CFP ;

- Le traitement des dossiers contentieux : 126 millions F CFP ;
- Des admissions en non-valeur : 109 millions F CFP.

18.4.1 Crédits par action

Dépenses mandatées			
CREDITS BUDGETAIRES PAR PROGRAMME ET ACTIONS	Fonctionnement	Investissement (CP)	TOTAL
951/991 03 - OPERATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES	3 537 950 602	143 995 259	3 681 945 861
<i>Versement au FPSU</i>	2 756 000 000		2 756 000 000
<i>Provisions pour risques contentieux</i>	435 373 000		435 373 000
<i>Traitemen annuel des dossiers de contentieux</i>	126 495 138		126 495 138
<i>Annulations de titre</i>	109 090 694	143 995 259	253 085 953
<i>Admissions en non valeur</i>	108 906 168		108 906 168
<i>Pertes de change</i>	2 085 602		2 085 602
			0

Rapport annuel à l'Assemblée de la Polynésie française portant sur les participations de la Polynésie française

Exercice 2023

Table des matières

I. – Champ des sociétés dans lesquelles la Polynésie française participe au capital	1
I.1. – Sociétés en activité	1
I.2. – Sociétés en cessation de paiement, en sommeil et en cours de liquidation	2
II. – Interventions de la Polynésie française	3
II.1. – Aides financières	3
II.1.1. – En fonctionnement	3
II.1.2. – En investissement	3
II.2. – Interventions spécifiques	4
II.2.1. – Avances en compte courant et Prêts	4
II.2.3. – Garanties d'emprunt	5
III. – Rendements 2023 des participations de la Polynésie française	6
III. 1. – Dividendes perçus	6
III. 2. – Intérêts perçus sur les avances et prêts et les garanties d'emprunts.....	6

Conformément aux dispositions de l'article LP 42 de la délibération n° 2021-9 du 1^{er} février 2021 relative au régime budgétaire de la Polynésie française, « *un rapport annuel relatif aux participations de la Polynésie française au capital des sociétés commerciales* » est joint au projet de délibération de règlement du budget général.

En effet, le Pays peut *participer au capital des sociétés privées gérant un service public ou d'intérêt général et, pour des motifs d'intérêt général, participer à celui des sociétés commerciales*.

Le présent rapport s'attachera à décrire le champ des participations de la Polynésie française dans le capital des sociétés, les interventions du Pays en faveur de ces sociétés en 2023 et enfin le rendement des dites sociétés dans le budget de la Polynésie française.

I. – CHAMP DES SOCIETES DANS LESQUELLES LA POLYNESIE FRANÇAISE PARTICIPE AU CAPITAL

I.1. – Sociétés en activité

Au 31 décembre 2023, la participation de la Polynésie française au capital des sociétés (en activité) s'établit ainsi :

STATUT	DENOMINATION	CAPITAL SOCIAL F.CFP	PART PF	PARTICIPATION PF F.CFP
SEM	ABATTAGE DE TAHITI	20 000 000	51,00%	10 200 000
SAS	AEROPORT DE TAHITI (ADT)	155 000 000	49,00%	75 950 000
SA	AGENCE FRANCE LOCALE (AFL)	21 081 622 912	3,33%	702 613 365
SA	AIR TAHITI	2 760 000 000	13,66%	377 040 000
SEM	AIR TAHITI NUI (ATN)	1 622 956 875	84,82%	1 376 573 375
SEM	ASSAINISSEMENT DES EAUX DE TAHITI (VAITAMA)	178 070 000	71,38%	127 100 000
SA	CODER MARAMA NUI	4 560 720 000	35,38%	1 613 444 000
SA	ELECTRA	65 400 000	18,35%	12 000 000
SA	ELECTRICITE DE TAHITI (EDT)	5 406 094 500	0,00%	36 600
SA	HUILERIE DE TAHITI	77 041 000	99,95%	77 000 000
SEM	LABORATOIRE DES TRAVAUX PUBLICS DE POLYNESIE FRANCAISE (LABO TP)	120 000 000	50,83%	61 000 000
SA	SOCREDO	22 000 000 000	50,00%	11 000 000 000
SEM	SOCIETE DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE (SOFIDEP)	1 500 000 000	84,50%	1 267 500 000
SEM	SOCIETE PORT DE PECHE DE PAPEETE (S3P)	51 510 000	5,47%	2 820 000
SAS	TAHITI NUI HELICOPTERS	848 441 700	23,59%	200 121 000
SEM	TAHITI NUI TELEVISION (TNTV)	550 000 000	85,00%	467 500 000
SEM	TRANSPORT D'ELECTRICITE DE POLYNESIE (TEP)	1 800 000 000	75,00%	1 349 910 000
TOTAL SOCIETES EN ACTIVITE				18 720 808 340

En 2023, aucun mouvement dans les immobilisations financières de la Polynésie française dans les sociétés privées n'a été enregistré.

Par mission, les participations du Pays se répartissent ainsi :

MISSION	MONTANT F.CFP	%TOTAL
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	90 020 000	0,48%
ECONOMIE GENERALE	12 267 500 000	65,53%
ENVIRONNEMENT	127 100 000	0,68%
RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	3 579 840 600	19,12%
TRANSPORTS	1 953 734 375	10,44%
GESTION FINANCIERE	702 613 365	3,75%

I.2. - Sociétés en cessation de paiement, en sommeil et en cours de liquidation

En 2023, les opérations de liquidation sont toujours en cours pour les sociétés (totalisant 825 millions F CFP de participations) ci-après listées :

STATUT	DENOMINATION	CAPITAL SOCIAL F.CFP	PART PF	PARTICIPATION PF F.CFP
SAS	BORA BORA CRUISES	377 325 000	7,69%	29 025 000
SEM	MEHERIO	198 350 000	99,81%	197 980 000
SEM	MAEVA NUI	53 600 000	77,61%	41 600 000
SEM	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE POLYNESIE FRANCAISE	155 992 000	96,59%	150 672 673
SA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT POUR L'AGRICULTURE ET LA PECHE (SDAP)	65 000 000	18,08%	11 752 000
SEM	TAHITI NUI RAVA'AII	280 000 000	84,28%	235 970 000
SEM	TE MAU ITO API	90 360 000	66,40%	60 000 000
SA	KAI HOTU RAU	200 000 000	49,00%	98 000 000
TOTAL				824 999 673

Les opérations de liquidation de la SAGEP ont été clôturées et les opérations de fermeture par transfert universel du patrimoine (TUP) sont en cours. C'est pourquoi la Polynésie française a acquis la totalité des actions de la société à leur valeur résiduelle d'un franc.

Les opérations de liquidation de la SAS BORA BORA CRUISES sont également closes, le Pays reste en attente des suites réservées à sa déclaration de créance (prêt accordé à la SAS et non remboursé).

II. – INTERVENTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

La loi du pays n° 2017-32 modifiée du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes permet à la Polynésie française de soutenir les sociétés au travers d'une aide financière (subvention) ou d'interventions spécifiques (avance en compte courant, prêt ou octroi de garanties d'emprunt).

II.1. – Aides financières

II.1.1. – En fonctionnement

En 2023, la Polynésie française a globalement contribué à hauteur de 1,601 milliard F CFP (contre 1,515 milliard F CFP en 2022) au titre du fonctionnement des sociétés dans lesquelles elle détient des participations.

Sa contribution se répartit ainsi :

STATUT	DENOMINATION	Mission	MONTANT (F CFP)	% TOTAL
SEM	ABATTAGE DE TAHITI	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	45 000 000	2,8%
SA	HUILERIE DE TAHITI	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	535 000 000	33,4%
SEM	SOCIETE PORT DE PECHE DE PAPEETE (S3P)	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	25 000 000	1,6%
SAS	AEROPORT DE TAHITI (ADT)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	34 057 768	2,1%
SEM	TAHITI NUI TELEVISION (TNTV)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	962 000 000	60,1%
TOTAL			1 601 057 768	100%

Soit :

- 62,2% en faveur de la mission Réseaux et équipements structurants (contre 57,8% en 2022) ;
- 37,8% pour la mission Développement des ressources propres (contre 42,2% en 2022) ;

Les montants pour chacune de ces missions ont ainsi progressé par rapport 2022 :

- Mission Réseaux et équipements structurants : +13,7% ;
- Mission Développement des ressources propres : -5,2%.

II.1.2. – En investissement

La Polynésie française a versé des subventions d'investissement à trois SEM et une SA pour un montant global de 728 192 328 F CFP contre 1 126 046 661 F CFP en 2022, soit une baisse de 35%.

STATUT	DENOMINATION	Mission	SUBVENTIONS INVEST	%TOTAL
SEM	SOCIETE PORT DE PECHE DE PAPEETE (S3P)	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	10 000 000	1,4%
SEM	SOCIETE DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE (SOFIDEP)	ECONOMIE GENERALE	296 999 108	40,8%
SEM	TRANSPORT D'ELECTRICITE DE POLYNESIE (TEP)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	322 499 999	44,3%
SEM	TAHITI NUI TELEVISION (TNTV)	RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	98 693 221	13,6%
TOTAL			728 192 328	100%

Soit une répartition par mission des subventions en investissements ainsi qu'il suit :

- 57,8% pour la mission Réseaux et équipements structurants (contre 41% en 2022) ;
- 41% pour la mission Économie générale (contre 36% en 2022) ;
- et 1% pour la mission Développement des ressources propres (contre 1,4% en 2022).

Les montants pour chacune de ces missions ont ainsi progressé par rapport à 2022 :

- Mission Réseaux et équipements structurant : +57,8% ;
- Mission Économie générale : -41% ;
- Mission Développement des ressources propres : +1%.

II.1.3. – Au cumul

Ainsi en 2023, la Polynésie française a versé un total de 2 329 250 096 F CFP de subventions (fonctionnement et investissement confondus) pour le soutien des sociétés privées dans lesquelles elle détient des participations, contre 2 640 546 661 F CFP en 2022.

Ces subventions se répartissent par missions comme suit :

MISSION	MONTANT F CFP	% TOTAL	Δ2023/2022
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	615 000 000	26,4%	-6,0%
ECONOMIE GENERALE	296 999 108	12,8%	-25,8%
RESEAUX & EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	1 417 250 988	60,8%	6,3%
TOTAL	2 329 250 096	100,0%	-11,8%

II.2. – Interventions spécifiques

Il s'agit d'avances en compte courant ou de prêts ou encore de garanties d'emprunt.

II.2.1. – Avances en compte courant et Prêts

Le tableau ci-après synthétise les avances et prêts consentis aux sociétés dans lesquelles la Polynésie française détient des participations, toujours en cours au 31 décembre 2023 :

BENEFICIAIRES	ANNEE D'OCTROI	MONTANT DE L'AVANCE (F CFP)	MONTANT DU PRÊT (F CFP)	CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/2022	CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/2023
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2004		186 000 000	65 122 560	65 122 560
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2011		367 000 000	348 059 655	348 059 655
SEM Port de Pêche de Papeete (S3P)	2013		50 000 000	3 904 020	-
SEM Assainissement des Eaux de Tahiti (AET)	2013		219 000 000	115 964 636	79 998 353
SAS BoraBora Cruises	2007	20 000 000		20 000 000	20 000 000
SEM TMIA	2014	65 000 000		65 000 000	65 000 000
SA Kai Hotu Rau	2015	70 000 000		70 000 000	70 000 000
SAS TNH	2020	200 000 000		-	-
TOTAL		355 000 000	822 000 000	688 050 872	648 180 569

Les avances consenties par la Polynésie française s'élèvent au 31 décembre 2023 à 155 millions F CFP et ne concernent que des structures satellitaires en cours de liquidation.

En ce qui concerne les prêts, autres que ceux consentis à Tahiti Nui Rava'ai (en cours de liquidation), les échéances de la SEM AET font l'objet d'un remboursement régulier et le prêt consenti à la S3P à hauteur de 50 millions F CFP en 2013 a été soldé.

Le capital restant dû s'analyse comme suit :

- 568 millions F CFP relèvent des sociétés dont les opérations de liquidation sont en cours ou dont la clôture n'est toujours pas finalisée (Bora Bora Cruises, TNR, TMIA, Kai Hotu Rau) ;
- 80 millions F CFP pour le prêt à la SEM AET.

L'état 2023 des créances douteuses issues des avances et prêts consentis par la Polynésie française s'établit ainsi :

BENEFICIAIRES	ANNEE D'OCTROI	MONTANT DE L'AVANCE (F CFP)	MONTANT DU PRÊT (F CFP)	INTERETS DUS ARRETES AU 31/12/2023	CREANCES DOUTEUSES 31/12/2023
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2004		186 000 000	1 682 315	66 804 875
SEM Tahiti Nui Rava'ai (TNR)	2011		367 000 000	92 708 324	440 767 979
SAS BoraBora Cruises	2007	20 000 000			20 000 000
SEM TMIA	2014	65 000 000		7 190 488	72 190 488
SA Kai Hotu Rau	2015	70 000 000		2 870 000	72 870 000
TOTAL		155 000 000	553 000 000	104 451 127	672 633 343

En 2023, les créances douteuses s'élèvent toujours à 673 millions F CFP comme en 2022.

Pour rappel :

- En ce qui concerne les créances de TAHITI NUI RAVA'AI, le 1^{er} prêt TNR a fait l'objet d'un remboursement partiel jusqu'en janvier 2014, portant le capital restant dû à 65 122 560 F CFP.

Le 2^e prêt fait suite à la consolidation en 2013 de l'avance en compte courant consentie en 2009. TNR a procédé à un remboursement partiel jusqu'en janvier 2014, le capital restant dû est de 348 059 655 F CFP.

Par déclaration initiale en 2015 et complétée en 2016, la Polynésie française a déclaré ces créances auprès du mandataire judiciaire. Compte tenu des litiges encore existants devant les tribunaux, les opérations de liquidation persisteront encore quelques temps ;

- La créance de la Polynésie française détenue sur la SARL Bora Bora Cruises a été déclaré le 28/01/2010. Les opérations de liquidation ont été closes le 23 mars 2021 (arrêt du compte définitif de la liquidation). La procédure reste en cours du fait d'une procédure avec mise en cause du gérant ;
- Le Pays a déclaré la créance qu'elle détient sur TMIA en novembre 2017 à hauteur de 72 190 488 F CFP, dont 7 190 488 F CFP au titre des intérêts dus ;
- La société Kai Hotu Rau a été mise en liquidation judiciaire en septembre 2020, une provision pour risque du même montant que la créance due a été constituée dans les comptes 2022 du Pays.

II.2.3. - Garanties d'emprunt

L'état des dettes garanties par le Pays, pour les sociétés dans lesquelles la Polynésie française détient des participations s'établit ainsi :

BENEFICIAIRES	ANNEE D'OCTROI	MONTANT INITIAL DE L'EMPRUNT	PART GARANTIE (%)	MONTANT INITIAL GARANTI (F CFP)	ENCOURS GARANTI AU 01/01/2023	ANNUITE GARANTIE 2023	ENCOURS GARANTI AU 31/12/2023
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	5 750 880 677	55,61%	3 197 997 375	3 197 997 375	-	3 197 997 375
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	8 118 000 000	4,64%	373 044 391	373 044 391	373 044 391	373 044 391
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	5 786 025 947	56,71%	3 254 365 394	3 254 365 394	-	3 254 365 394
SEM Air Tahiti Nui (ATN)	2018	8 685 557 400	5,79%	453 829 117	453 829 117	453 829 117	453 829 117
TOTAL ATN		28 340 464 024	25,68%	7 279 236 277	7 279 236 277	826 873 508	7 279 236 277

Le Pays a garanti 7,279 milliards de F CFP d'encours au bénéfice d'ATN jusqu'au 30 septembre 2025.

III. – RENDEMENTS 2023 DES PARTICIPATIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Il s'agit d'établir ici un panorama sur les rendements directs dans le budget de la Polynésie française de ses participations et interventions dans les sociétés privées.

III. 1. – Dividendes perçus

Pour rappel, les montants inscrits concernent les dividendes distribués en 2023 sur la base des résultats des sociétés pour l'exercice 2022.

STATUT	DENOMINATION	DIVIDENDES
	SA CODER MARAMA NUI	186 352 782
	SA ELECTRICITE DE TAHITI (EDT)	8 694
	SA AEROPORT DE TAHITI	41 704 145
	SA AIR TAHITI	34 852 635
	SA SOCREDO	127 534 000
	TOTAL	390 452 256

Le Pays a perçu en 2023 un total de 390 millions F CFP de dividendes, contre 213 millions F CFP en 2022, soit une hausse de +83%.

III. 2. – Intérêts perçus sur les avances et prêts et les garanties d'emprunts

La loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017, précise en son article LP 37 que « les avances et prêts sont productifs d'intérêts au taux moyen appliqué aux emprunts souscrits par la Polynésie française, et constaté au 31 décembre de l'année précédent l'attribution des avances et prêts ».

L'article LP 43 pose le principe d'une rémunération en contrepartie de la garantie d'emprunts apportée en fixant un taux annuel de la commission à 1 % du montant de l'encours restant dû sur l'emprunt avalisé.

Quant au dispositif dérogatoire adopté dans le cadre de la gestion de la crise COVID-19, il permet à la Polynésie française « d'accorder des avances et prêts non rémunérés ou productifs d'intérêts au taux moyen appliqué aux emprunts qu'elle a souscrits à partir du 1^{er} janvier de l'année précédent l'attribution des avances et prêts jusqu'à la date de l'arrêté attributif de l'avance ou du prêt ».

L'état des intérêts perçus par la Polynésie française, au titre des avances et prêts et des garanties d'emprunts octroyés s'établit ainsi pour 2023¹ :

STATUT	DENOMINATION	MONTANT DE L'AVANCE (F CFP)	MONTANT DU PRÊT (F CFP)	MONTANT DE LA GARANTIE (F CFP)	INTERETS ACC & PRETS (F CFP)	COMMISSIONS GARANTIE (F CFP)
SEM	AIR TAHITI NUI (ATN)	-		7 279 236 277	-	72 792 361
SEM	ASSAINISSEMENT DES EAUX DE TAHITI (VAITAMA)		219 000 000		4 072 657	
SEM	SOCIETE PORT DE PECHE DE PAPEETE (S3P)		50 000 000		51 412	
	TOTAL	269 000 000		7 279 236 277	4 124 069	72 792 361

Soit un total (intérêts ACC et prêts + commissions de garanties) de près de 77 millions F CFP contre 80,7 millions F CFP en 2022, soit une baisse de -4,7%, en corrélation avec les remboursements induits.

¹ Sur la base des titres de recettes émis

Rapport annuel à l'Assemblée de la Polynésie française portant sur les aides non soumises au dispositif de transmission prévu par l'article 157-2 du statut d'autonomie de la Polynésie française

Exercice 2023

Conformément aux dispositions de l'article 157-2 1° de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, le présent rapport présente aux représentants de l'Assemblée de la Polynésie française, la synthèse, pour l'exercice 2023, des aides financières octroyées par le gouvernement aux personnes morales, qui ne sont pas soumises au dispositif de transmission à la commission de contrôle budgétaire et financier (CCBF) de l'assemblée.

L'Assemblée de la Polynésie française a en effet défini les seuils¹ suivants, en deçà desquels les aides financières ne lui sont pas soumises :

- 1 000 000 F CFP pour les aides financières accordées aux associations ;
- 1 500 000 F CFP, pour les aides financières accordées aux sociétés ;
- 3 000 000 F CFP, pour les aides financières accordées aux établissements publics ou organismes parapublics ;
- et 10 000 000 F CFP, pour les concours financiers accordés aux communes et à leurs groupements.

En 2023, les aides accordées aux personnes morales représentent un montant de 9,865 milliards F CFP, dont 534,9 millions F CFP ne sont pas soumises au dispositif de transmission prévu par l'article 157-2 du statut d'autonomie de la Polynésie française, soit 5,42 % du montant total.

	Association	Commune ou groupe de commune	Etablissement public ou organisme public	Société	Total général	
Aides non soumises à l'avis préalable de la CCBF	101 077 004	241 048 959	131 751 916	61 053 510	534 931 389	5,42%
Aides soumises à l'avis préalable de la CCBF	1 820 007 174	2 313 783 608	2 893 446 513	2 302 960 247	9 330 197 542	94,58%
Total	1 921 084 178	2 554 832 567	3 025 198 429	2 364 013 757	9 865 128 931	
	5,55%	10,42%	4,55%	2,65%	5,73%	

Concernant les aides relatives au dispositif dérogatoire précité, elles évoluent comme suit sur les 3 dernières années :

Exercice	Association	Commune ou groupe de commune	Etablissement public ou organisme public	Société	Total général	Δ
2021	107 353 609	445 402 264	250 498 646	106 310 889	909 565 408	83,51%
Ratio / total	11,80%	48,97%	27,54%	11,69%	100,00%	
2022	78 762 553	233 613 003	151 484 901	66 984 874	530 845 331	-41,64%
Ratio / total	14,84%	44,01%	28,54%		100,00%	
2023	101 077 004	241 048 959	131 751 916	61 053 510	534 931 389	0,77%
Ratio / total	18,90%	45,06%	24,63%	11,41%	100,00%	

¹ Cf. loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée (applicable aux communes et leurs groupements) et loi du pays n° 2017-32 modifiée du 2 novembre 2017 (applicable aux personnes morales autres que les communes).

Liste exhaustive des aides non soumises à l'avis préalable de la CCBF en 2023

I. Aides accordées aux associations :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
364 CM	9-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Les Petits Princes de Aimého pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Les Petits Princes de Aimého	602 100
365 CM	9-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Entre Deux Mondes pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Entre Deux Mondes	765 504
512 CM	24-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Heiva Taure'a pour financer l'acquisition de to'ere et de trophées	ASSOCIATION HEIVA TAURE'A	480 000
546 CM	30-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'association POHAVAI	POHAVAI	250 000
609 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association « Tahiti 2027 : COJ Tahiti 2027 » dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	Tahiti 2027 : COJ Tahiti 2027	62 240
612 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Tamarii Pointe des Pêcheurs dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	Tamarii Pointe des Pêcheurs	350 000
616 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Squash pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fédération Tahitienne de Squash	620 000
617 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne de Tir pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fédération Polynésienne de Tir	565 000
621 CM	12-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Fauna Nui pour le financement des projets Fauna nui Race et Taure'a Warrior	Fauna Nui	200 000
638 CM	13-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Entre Deux Mondes pour l'acquisition de mobiliers et matériels adaptés aux enfants porteurs d'autisme de l'association dans le cadre de l'appel à projets Ora Maitai 2023	Entre Deux Mondes	962 639
641 CM	13-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Centre naritiqrie de la baie Phaéton pour son projet de création d'une section sport-santé dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Centre Nautique de la Baie Phaeton (CNBP)	560 000
643 CM	13-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association ASALEE Polynésie pour l'acquisition de matériels informatique et médical pour son projet de travail en équipe dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	ASALEE POLYNESIE	850 000
789 CM	3-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne de Kayak Surfski pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fédération Polynésienne de Kayak Surfski	680 000
795 CM	4-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne d'Haltérophilie, Musculations et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fédération Polynésienne d'Haltérophilie, Musculations et disciplines associées	600 000
823 CM	9-mai	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Hippique et d'encouragement à l'élevage en Polynésie française» pour l'organisation des journées de courses de chevaux « PAREU », au titre de l'année 2023	Hippique et d'encouragement à l'élevage en Polynésie française	995 000

911 CM	22-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Enfance et Jeunesse pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Enfance et Jeunesse	993 200
912 CM	22-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	des Auteurs, Illustrateurs et Compositeurs de Polynésie	200 000
915 CM	22-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Shinkenkyo Polynésie dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	Shinkenkyo Polynésie	23 820
943 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Face Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Face Polynésie française	500 000
944 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour le financement des actions de proximité menées dans les quartiers de Pihaeina, Pao Pao et Maharepa	Puna Reo Piha'e'ina	335 050
945 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité des Sports et de Jeunesse de la commune de Ua-Pou pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Comité des Sports et de Jeunesse de la commune de Ua-Pou	500 000
950 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Poroa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tamarii Poroa	650 000
949 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou	750 000
946 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré de Polynésie française	600 000
948 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Va'a de Raiatea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	District de Va'a de Raiatea	300 000
947 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Football de Huahine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	District de Football de Huahine	600 000
951 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Club de Natation du Tapioi pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Club de Natation du Tapioi	400 000
955 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Samine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	sportive Samine	500 000
959 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de volley-ball de la jeunesse de Moorea-Maiao pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	District de volley-ball de la jeunesse de Moorea-Maiao	150 000
954 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité des Sports et Jeunesse de Taiarapu-Ouest pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Comité des Sports et Jeunesse de Taiarapu-Ouest	400 000
960 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Apnée Tahiti pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Apnée Tahiti	300 000
956 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Tefana pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	sportive Tefana	800 000
958 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Fauna Nui pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fauna Nui	450 000

952 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Club Equestre de Tahiti pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Club Equestre de Tahiti	500 000
957 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Raro Matai pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tamarii Raro Matai	650 000
953 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité des Sports de Tubuai pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Comité des Sports de Tubuai	500 000
961 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association pour le Développement de l'Athlétisme a Taiarapu - ADAT pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	pour le Développement de l'Athlétisme a Taiarapu - ADAT	150 000
962 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Badminton Université Club de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Badminton Université Club de Polynésie française	450 000
963 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Volley-Ball des Marquises-Sud pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	District de Volley-Ball des Marquises-Sud	800 000
964 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Beach Tennis Tahiti pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Beach Tennis Tahiti	300 000
965 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ecole de voile de Arue pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Ecole de voile de Arue	950 000
966 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Timiona Papeete pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Timiona Papeete	305 000
967 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Faa'a Rugby Aro Académie de Rugby de Oremu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Faa'a Rugby Aro Académie de Rugby de Oremu	700 000
968 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Conseil du Scoutisme Polynésien pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Conseil du Scoutisme Polynésien	259 000
969 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Fenua Sauvetage Natation pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Fenua Sauvetage Natation	700 000
970 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Budokan Judo pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Budokan Judo	210 000
971 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Raiatea Yacht Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Raiatea Yacht Club	400 000
972 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Centre Nautique de la Baie de Phaëton pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Centre Nautique de la Baie de Phaëton	400 000
977 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Puna Reo Piha'e'ina pour l'aménagement de la cuisine du village Pererau.	Puna Reo Piha'e'ina	818 957
978 CM	30-juin	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Jeunesse Torea Event's pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Jeunesse Torea Event's	150 000
1014 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Pare Ora dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française (ACI)	Pare Ora	253 058
1043 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tefana Judo Jujitsu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tefana Judo Jujitsu	500 000

1044 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Ha'a Nui pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Te Ha'a Nui	700 000
1045 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Tefana Chasse Sous-Marine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	sportive Tefana Chasse Sous-Marine	600 000
1046 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Taravao Escrime Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Taravao Escrime Club	150 000
1047 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamariki Paddle & Surf Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tamariki Paddle & Surf Club	150 000
1048 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Vahine Tri pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Vahine Tri	300 000
1049 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Skate Park de la Mission pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tamarii Skate Park de la Mission	300 000
1050 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ruahatu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Ruahatu	240 000
1051 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tennis Club de Raiatea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tennis Club de Raiatea	400 000
1052 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Rugby Club de Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Rugby Club de Pirae	200 000
1053 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Adrénaline Racing pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tahiti Adrénaline Racing	300 000
1054 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tefana Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tefana Va'a	350 000
1055 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tini Thaï Boxing pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tini Thaï Boxing	300 000
1056 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Saint Etienne - Jeunes de Hakahau (Ua-Pou) pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Saint Etienne - Jeunes de Hakahau (Ua-Pou)	990 000
1057 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive Tamarii Tuhaa Pae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	sportive Tamarii Tuhaa Pae	270 000
1059 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Nui Surf Club (TNSC) pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tahiti Nui Surf Club (TNSC)	450 000
1058 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Te Uira Tahi Ata Boxing club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tamarii Te Uira Tahi Ata Boxing club	150 000
1060 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tamarii Taravao pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tamarii Taravao	264 000
1061 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Taaone Tennis de Table Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Taaone Tennis de Table Pirae	260 000
1068 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Judo Discovery pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tahiti Judo Discovery	800 000

1067 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahitian Paddle pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tahitian Paddle	300 000
1065 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne d'Escrime pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fédération Tahitienne d'Escrime	300 000
1064 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Va'a de Huahine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	District de Va'a de Huahine	600 000
1066 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Taiarapu Football Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Taiarapu Football Club	200 000
1062 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Sphère MMA Academy pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Sphère MMA Academy	600 000
1063 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Hanavave pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Hanavave	400 000
1076 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Judo Club de Manihi pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Judo Club de Manihi	150 000
1069 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Jeunesse Rugby Moorea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Jeunesse Rugby Moorea	300 000
1072 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ihilani Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Ihilani Va'a	600 000
1070 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tahiti Iti Natation Sauvetage pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tahiti Iti Natation Sauvetage	290 000
1071 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Taapuna Motors Sports pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Taapuna Motors Sports	450 000
1073 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Huahine Rugby Sevens pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Huahine Rugby Sevens	300 000
1074 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Hiva-Oa Hana Tennis Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Hiva-Oa Hana Tennis Club	150 000
1075 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Heiva'a Hoe pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Heiva'a Hoe	400 000
1081 CM	7-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association des Editeurs de Tahiti et des Iles (AETI) pour financer la mise en place du programme d'actions dédiées à la promotion de la lecture, la littérature et l'écriture à destination des élèves scolarisés intitulé « Résidence d'écriture 2023 »	Association des Editeurs de Tahiti et des Iles (AETI)	750 000
1140 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Va'a Ta'ie Tautoru pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Va'a Ta'ie Tautoru	500 000
1136 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mahina Hoe pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Mahina Hoe	450 000
1137 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Judo Club de Taravao pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Judo Club de Taravao	460 000
1141 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Ana Hotu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Te Ana Hotu	450 000

1142 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Temarono boxing club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Temarono boxing club	300 000
1134 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Papeete Rugby Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Papeete Rugby Club	500 000
1135 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mata Are Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Mata Are Va'a	350 000
1139 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Maire Nui Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Maire Nui Va'a	350 000
1138 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Cercle des nageurs sauveteurs de Teva pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Cercle des nageurs sauveteurs de Teva	500 000
1143 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association TEHERENUI pétanque pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	TEHERENUI pétanque	450 000
1144 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Huahine Xtrem Arts pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Huahine Xtrem Arts	500 000
1145 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tu'aro Maohi no Maurua pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tu'aro Maohi no Maurua	300 000
1146 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Toa taure'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Toa taure'a	400 000
1147 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Hau Nui no Moorea pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Te Hau Nui no Moorea	176 994
1148 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Comité Football, Futsal, Beach soccer de Tubuai pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Comité Football, Futsal, Beach soccer de Tubuai	400 000
1149 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Kona Tri pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Kona Tri	450 000
1150 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Moorea Aqua Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Moorea Aqua Club	310 000
1151 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Réussite éducative Manuia i Mahina - Are Mahina pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Réussite éducative Manuia i Mahina - Are Mahina	700 000
1158 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Papara Badminton pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Papara Badminton	500 000
1159 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Volley Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Pirae Volley Club	500 000
1160 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Riders Presqu'ile Motors pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Team Riders Presqu'ile Motors	300 000
1161 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Xtrem Team pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Pirae Xtrem Team	450 000
1162 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Punaauia Rugby Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Punaauia Rugby Club	400 000

1163 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne de Golf pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fédération Polynésienne de Golf	500 000
1164 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Tupuai pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Team Tupuai	300 000
1165 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirae Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Pirae Va'a	500 000
1166 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pirogliers Toahotu Commune pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Pirogliers Toahotu Commune	300 000
1167 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Mato Huahine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Team Mato Huahine	200 000
1168 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Punaauiia Judo Jujitsu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Punaauiia Judo Jujitsu	300 000
1169 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Putio pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023.	Putio	300 000
1182 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Raiatea Dream riders pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Raiatea Dream riders	350 000
1183 CM	17-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Rairoa Va'a pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Rairoa Va'a	500 000
1196 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Olympique de Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Olympique de Pirae	700 000
1197 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Papara Football Club pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Papara Football Club	200 000
1198 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Heu pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Te Heu	300 000
1199 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Team Huahine pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Team Huahine	500 000
1203 CM	18-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Union des coopératives du Centre de Jeunes Adolescents (CJA) de Taharuu et du CJA hôtelier de Papara pour financer la participation des CJA au Heiva Taure'a	Union des coopératives du CJA de Taharuu et du CJA hôtelier de Papara	802 170
1223 CM	20-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tennis Club de Bora-Bora pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Tennis Club de Bora-Bora	350 000
1270 CM	27-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mataiea hoe pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Mataiea hoe	300 000
1327 CM	3-août	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Maison Familiale Rurale de Hao pour l'acquisition d'une pirogue pour son projet MFR Va'a dans le cadre de l'appel à projets Ora Maitai 2023	Maison Familiale Rurale de HAO	408 000
1328 CM	3-août	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Power Jig pour l'acquisition de kayaks et remorquie pour son projet d'initiation et d'accompagnement à la pêche sportive et durable en kayak dans le cadre de l'appel à projets Ora Maitai 2023	POWER JIG	772 248
1330 CM	3-août	portant approbation de l'avenant 1 à la convention n° 4307 MJP du 19 juin 2023 relative aux objectifs et obligations de la Fédération Polynésienne d'Haltérophilie, Musculations et disciplines associées pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	fédération polynésienne d'haltérophilie, musculations et disciplines associées	600 000

1450 CM	18-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française (ACI)	Association pour le Droit à l'Initiative Economique	155 984
1483 CM	31-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Courir en Polynésie pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Courir en Polynésie	150 000
1491 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association IA VAI MA NOA BORA BORA pour son projet « Manger équilibré pour bien grandir » dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Association la Vai Ma Noa Bora Bora	700 000
1492 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tutuki E Ho pour son projet "Structure potagères en bois" dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Association Tutuki e Ho	198 786
1493 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération d'Athlétisme de Polynésie française pour financer son projet intitulé « Village Santé Active » dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Fédération d'athlétisme de Polynésie française	500 000
1494 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Tahitienne de Tennis pour son projet « Tennis santé pour les administrés de la commune de Pirae » dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Fédération Tahitienne de Tennis	371 000
1495 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Mana O te Rima Karaté Club pour son projet d'optimisation de la qualité de vie par la pratique adaptée du karaté dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Association Te Mana O Te Rima Karaté Club	274 980
1496 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Polynésie Alzheimer pour son projet Formations et informations 2023 dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Association Polynésie Alzheimer	500 000
1497 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Coopérative de l'école d'Opoa pour son projet « Du potager à l'assiette » dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Coopérative de l'école d'Opoa	976 641
1498 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Yes We Dance pour son projet « Yes we dance 2023 » dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Association Yes We Dance	350 000
1499 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne d'Aviron pour financer son programme de prévention primaire dans les collèges dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Fédération Polynésienne d'Aviron	909 000
1501 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Fédération polynésienne de protection civile dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française (ACI)	Fédération polynésienne de protection civile	129 755
1522 CM	4-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Section sportive Tefana Taekwondo pour le projet « Noatu te hriru o to oe matahiti e nehenehe oe e rave te mau tuaro atoa» dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Association Section sportive Tefana Taekwondo	750 000
1523 CM	4-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association sportive et culturelle de l'Université de la Polynésie française pour son projet d'aménagement d'un espace dédié à la pratique d'activité physique accessible gratuitement pour les étudiants et employés dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Association sportive et culturelle de l'Université de la Polynésie française	262 492
1532 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire en faveur de l'association Rugby Club de Pirae pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Rugby club de Pirae	600 000
1562 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la Fédération Tahitienne de Triathlon dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI	Fédération tahitienne de triathlon	10 088

1573 CM	7-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Lire Sous-le-Vent pour financer l'organisation du salon du livre de Raiatea	Lire Sous-le-Vent	200 000
1582 CM	8-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association le Campus des métiers et des qualifications hôtellerie et restauration du Pacifique - tradition de l'accueil et du partage en Polynésie française (CMQP) pour financer son activité générale de l'année 2023	Le campus des métiers et des qualifications hôtellerie et restauration du Pacifique - Tradition de l'accueil et du partage en Polynésie française	990 000
1622 CM	14-sept.	constatant la caducité de l'arrêté n° 2528 CM du 18 décembre 2020 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Mouvement Eucharistique des Jeunes pour l'acquisition et l'installation de climatiseurs, ainsi que l'achat de matériel informatique	Mouvement Eucharistique des Jeunes	350 000
1623 CM	14-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Heiva'a Hoe pour l'acquisition de deux nouvelles pirogues de lagon	Heiva'a Hoe	350 000
1624 CM	14-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Fenua Sauvetage Natation pour l'acquisition d'une sonorisation aquatique (natation synchronisée)	Fenua Sauvetage Natation	300 000
1626 CM	14-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Raiatea Yacht Club pour l'acquisition d'un moteur hors-bord	Raiatea Yacht Club	869 900
1647 CM	19-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association To'a hine spearfishing pour le projet To'a hine soldiers	To'a hine spearfishing	449 000
1656 CM	21-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Rara'a pour financer l'organisation et la mise en place du 15e salon Te Rara'a dans le hall de l'assemblée de la Polynésie française qui s'est tenu du 20 février au 1er mars 2023.	TE RARA'A	380 000
1678 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Hotu Nui Nukutavake	Hotu Nui Nukutavake	937 144
1687 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Heelani Va'a No Punaauia pour l'acquisition d'une pirogue de course V6	Heelani Va'a No Punaauia	479 095
1688 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Tefana Va'a pour l'acquisition d'une remorque pour va'a	Tefana Va'a	300 000
1689 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Tefana Va'a pour l'acquisition d'une pirogue V3	Tefana Va'a	300 000
1690 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Tahitian Paddle pour l'acquisition d'un V6 pour enfants	Tahitian Paddle	500 000
1691 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération de Motocyclisme de Polynésie Française pour l'acquisition d'un système de chronométrage	Fédération de Motocyclisme de Polynésie Française	700 000
1692 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération des Sports et Jeux Traditionnels « Amuitahiraa Tu'aro Ma'ohi » pour l'acquisition d'une remorque	Fédération des Sports et Jeux Traditionnels « Amuitahiraa Tu'aro Ma'ohi »	299 990
1693 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Comité des Sports et Jeunesse de Taiarapu-Ouest pour l'acquisition d'un conteneur	Comité des Sports et Jeunesse de Taiarapu-Ouest	600 000
1694 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Judo Club de Manihi pour l'acquisition d'une surface de combat	Judo Club de Manihi	280 000
1699 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Arainoa pour financer son projet « Jardins instructifs » dans le cadre de l'appel à projet « Ora Maita'i 2023 »	Association Arainoa	550 000

1700 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement des parents d'élève de l'école de Punavai Plaine pour financer son projet « Hygiène corporelle : cap ou pas cap ? » en faveur de l'association dans le cadre de l'appel à projet « Ora Maita'i 2023 »	Association des parents d'élèves de l'école de Punavai Plaine	650 000
1705 CM	26-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association To'a Hine Spearfishing pour financer son projet intitulé «To'a Hine School - L'océan est à nous » dans le cadre de l'appel à projet "Ora Maita'i 2023"	Association To'a Hine Spearfishing	924 000
1721 CM	28-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Arava jiu-jitsu pour l'acquisition d'une surface de tatami	Arava jiu-jitsu	500 000
1722 CM	28-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Comité des Sports de Tubuai pour l'acquisition de tables de tennis de table	Comité des Sports de Tubuai	700 000
1723 CM	28-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération Tahitienne de Tennis pour l'acquisition d'un défibrillateur	Fédération Tahitienne de Tennis	250 000
1724 CM	28-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Heelani Va'a No Punaauia pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Heelani Va'a No Punaauia	200 000
1725 CM	28-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération Tahitienne de Volley-Ball pour l'acquisition de matériels informatiques	Fédération Tahitienne de Volley-Ball	500 000
1726 CM	28-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération Polynésienne d'Aïkido pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Fédération Polynésienne d'Aïkido	500 000
1774 CM	5-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Tama No Te Tairoto dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	Tama No Te Tairoto Association	350 000
1781 CM	5-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association District de Football de Rapa pour la participation au Festival des Iles 2023	District de Football de Rapa	644 540
1782 CM	5-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Fenua Ra'i Moana pour l'acquisition de matériels de camping	Fenua Ra'i Moana	500 000
1793 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition pour financer son activité générale pour l'année 2023	fédération tahitienne de sports subaquatiques de compétition	980 000
1879 CM	19-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Agricole TE AOA NUI	association agricole TE AOA NUI	395 032
1904 CM	23-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association MIHAERA pour son projet TE VARUA ORA dans le cadre de l'appel à projet "Ora maita'i 2023"	Association MIHAERA	537 240
1905 CM	23-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Ofa'i Tere pour son projet « Festival de la créativité 2023 » dans le cadre de l'appel à projet "Ora Maita'i 2023"	Association Ofa'i Tere	160 000
1982 CM	2-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la Fédération d'Athlétisme de Polynésie française pour l'acquisition de systèmes de chronométrage	Fédération d'Athlétisme de Polynésie française	375 000
2000 CM	7-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire en faveur de la « Fédération des sports et jeux traditionnels » pour l'organisation du « Heiva Tû'aro Mâ'ohi Nui 2023 »	Fédération des sports et jeux traditionnels	750 000
2010 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des parents d'élèves de l'école Hiti-Mahana maternelle pour son projet «Petits-déjeuners en santé » au titre de l'exercice 2023	Association des parents d'élèves de l'école Hiti-Mahana maternelle	994 600

2011 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des parents d'élèves de l'école Ahititera de Faaone pour son projet «Petits-déjeuners en santé » au titre de l'exercice 2023	Association des parents d'élèves de l'école Ahititera de Faaone	996 000
2012 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association des parents d'élèves de l'école Taharuu élémentaire pour son projet «Petits-déjeuners en santé » au titre de l'exercice 2023	Association des parents d'élèves de l'école Taharuu élémentaire	999 600
2029 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association FACE pour la poursuite de son atelier d'upcycling	FACE	751 000
2030 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Centre nautique de baie Phaeton pour la conception et la réalisation de supports pédagogiques	Centre nautique de baie Phaeton	500 000
2031 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tomite Ta'urua Rima Hotu Tupuai pour financer l'organisation du Matete Fenua Tupuai 2023	Tomite Ta'urua Rima Hotu Tupuai	400 000
2032 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Office des sports de Pirae pour le nettoyage de la baie de Taaone dans le cadre de la Journée de l'environnement	Office des sports de Pirae	300 000
2033 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Mokarran protection society pour la poursuite de ses opérations de sensibilisation à la protection du requin marteau	Mokarran protection society	770 000
2034 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Moorea biodiversité pour la création de la piste sommitale du « sentier du guetteur » à Opunohu et la réalisation d'un livret de sensibilisation à la biodiversité terrestre	Moorea biodiversité	709 800
2035 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pae pae no te ora pour l'acquisition d'un petit abri de stockage	Pae pae no te ora	100 000
2036 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Proscience pou r l'organisation d'un cycle de conférences scientifiques	Proscience	300 000
2037 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Tefana chasse sous marine pour l'organisation de la Tefana water day	Tefana chasse sous marine	984 025
2038 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te mana o te moana pour le projet Paruru no te fenua	Te mana o te moana	500 000
2039 CM	9-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te ora hau pour la sensibilisation du grand public aux nuisances sonores	Te ora hau	277 229
2112 CM	23-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « A faahotu ia Onohea » pour la création et l'entretien de chemins d'accès dans la vallée de Onohea	A faahotu ia Onohea	134 487
2120 CM	23-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement - en faveur de l'association Paturoa pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Paturoa	250 000
2122 CM	23-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Les Jeunes de Maeva pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Les Jeunes de Maeva	200 000
2123 CM	23-nov.	portant modification de l'arrêté n° 1073 CM du 6 juillet 2023 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Huahine Seve pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Huahine sevens	300 000
2229 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Paru'ai » pour financer l'acquisition de matériels nécessaires à l'entretien des espaces verts autour du marae Paru'ai, au titre de l'année 2023	Paru'ai	600 000

2230 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Havai'i Nui » pour l'organisation du mini heiva dans le district d'Opoa à Ra'iatea, au titre de l'année 2023	Havai'i Nui	800 000
2231 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'Association Pour la Promotion des Littératures Océaniennes (APPOLO) pour financer son projet intitulé « Vacances culturelles...en lecture ! », au titre de l'année 2023	l'Association Pour la Promotion des Littératures Océaniennes (APPOLO)	560 000
2232 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Lire Sous Le Vent » pour financer l'organisation du Salon du livre de Ra'iatea, au titre de l'année 2023	Lire Sous Le Vent	200 000
2234 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Moorea Biodiversité » pour financer la réalisation et la pose d'un panneau d'information sur le sentier des Guetteurs de Mo'orea, au titre de l'année 2023	Moorea Biodiversité	550 000
2235 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Tamariki Paeua Nui » pour financer le projet intitulé « La langue dans ma culture », au titre de l'année 2023	Tamariki Paeua Nui	500 000
2236 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Te Ha'a Nui » pour financer sa participation à l'évènement « To'a Mo'a Tu'aro Ma'ohi no Huahine », au titre de l'année 2023	Te Ha'a Nui	400 000
2237 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « District Vaka de Ua Pou » pour financer le projet intitulé « Eo Enana 23 », au titre de l'année 2023	District Vaka de Ua Pou	560 000
2238 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « District Vaka de Ua Pou » pour la prise en charge des frais liés au transport des enfants inscrits à l'école culturelle « Tuhuna Vaka », au titre de l'année 2023	District Vaka de Ua Pou	600 000
2239 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Tahei 'Autī ia Moorea », pour financer le projet intitulé « Te ara fétu », au titre de l'année 2023	Tāhei 'Autī ia Moorea	945 000
2248 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association POLYNESIA TAEKWONDO (anciennement FTTDA) pour le financement de ses frais de participation aux Oceania Taekwondo Championships 2023	POLYNESIA TAEKWONDO (anciennement FTTDA)	300 000
2252 CM	5-déc.	portant modification de l'arrêté n° 641 / CM du 13 avril 2023 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Centre nautique de la baie Phaéton pour son projet de création d'une section sport-santé dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Centre Nautique de la baie Phaéton	560 000
2257 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association hippique et d'encouragement à l'élevage en Polynésie française (AHEE) pour 2023	AHEE	500 000
2280 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association PITO PITO pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	ASSOCIATION PITO PITO	700 000
2284 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Comité Organisateur du Matavaa O Te Henua Enana (C.O.M.O.T.H.E.) de Nuku Hiva pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	COMOTHE	316 000
2341 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Bounty Fort George Tubuai » pour financer le projet intitulé « Artistes en escale au Fort George de Tubuai », au titre de l'année 2023	Bounty Fort George Tubuai	68 000
2343 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Tahiti New Talent » pour financer la participation de Mademoiselle Prunelle LIU à la « WCOPA - World Championships of Performing Arts », au titre de l'année 2023	Tahiti New Talent	200 000

2369 CM	13-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'Association Agricole HOTU RAU de Rarotonga	Association Agricole HOTU RAU de Rarotonga	227 616
2370 CM	13-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Proscience pour financer l'organisation du cycle de conférences scientifiques	Proscience	200 000
2384 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Ka Lahui o Kahiki » pour financer une tournée de spectacles et concerts en France et en Espagne, au titre de l'année 2023	Ka Lahui o Kahiki	500 000
2394 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association « Tomite Taurua Rau e Heiva i Ra'ivavae » pour financer l'organisation du Heiva i Ra'ivavae 2023	Tomite Taurua Rau e Heiva i Ra'ivavae	500 000
2422 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Enfance et Jeunesse pour l'achat d'un four électrique à 4 niveaux	Enfance et Jeunesse	250 000
2423 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Faa'a Escrime pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2023	Faa'a Escrime	150 000
Total des aides pour les associations				101 077 004
Nombre d'arrêtés				220

II. Aides accordées aux communes ou groupement de communes :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
1096 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Moorea Maiao pour la construction d'un ossuaire au cimetière communal de Teavarao	Commune de MOOREA-MAIAO	3 606 101
1097 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Moorea Maiao pour la construction d'un ossuaire au cimetière communal de Afareaitu	Commune de MOOREA-MAIAO	3 606 101
1098 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de FAKARAVA pour l'audit de la remise à niveau et l'extension du réseau de distribution d'énergie électrique	Commune de FAKARAVA	3 885 120
1099 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de FAKARAVA pour l'audit de la centrale de production et du réseau de distribution d'énergie électrique de l'atoll de KAUEHI	Commune de FAKARAVA	3 374 400
1101 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de ARUE pour l'acquisition de deux scooters de 125 cm3 pour la police municipale	Commune de ARUE	1 190 317
1102 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ANAA pour le renouvellement des compteurs électriques de l'atoll de FAAITE	commune de ANAA	5 549 160
1103 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de PAEA pour les études de conception pour la rénovation et le réaménagement de l'hôtel de ville	COMMUNE DE PAEA	8 800 000
1104 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de PAPEETE pour l'étude pour l'aménagement du carrefour de la Place de l'Autonomie	COMMUNE DE PAPEETE	5 836 800
1105 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de PAPEETE pour l'étude pour le percement de la voirie pour le prolongement de l'avenue Georges Bambridge	COMMUNE DE PAPEETE	6 352 498
1106 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de PAPEETE pour l'étude pour le percement de la voirie du quartier de VILLIERME à réaliser dans le cadre du Plan Général d'Aménagement (PGA)	COMMUNE DE PAPEETE	6 248 177
1107 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de RURUTU pour l'acquisition d'un véhicule de service pour la cuisine centrale	Commune de RURUTU	1 836 000

1108 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de TAIARAPU EST pour l'acquisition d'un pel-job	Commune de TAIARAPU EST	7 121 729
1110 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de TATAKOTO pour l'acquisition d'un camion plateau double cabine	COMMUNE DE TATAKOTO	3 592 000
1111 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de TEVA I UTA pour l'acquisition d'un véhicule d'intervention de type pick-up pour la brigade de police municipale	COMMUNE DE TEVA I UTA	3 679 040
1113 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de NUKUTAVAKE pour l'acquisition d'une remorque plateau pour VAHITAHY	COMMUNE DE NUKUTAVAKE	1 512 880
1129 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de MAUPITI pour l'acquisition d'un camion à benne basculante de 6m3	MAUPITI	8 403 289
1130 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Communauté de communes de Hava'i pour l'acquisition de trois (3) bennes amovibles de 12 m3	COMMUNAUTE DES COMMUNES DE HAVA'I	3 084 000
1131 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Communauté de communes de Hava'i pour l'acquisition de deux (2) camionnettes à bennes basculantes	COMMUNAUTE DES COMMUNES DE HAVA'I	3 496 554
1132 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de TUMARAA pour l'acquisition d'un tracteur équipé d'un gyrobroyeur	TUMARAA	2 609 000
1133 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Paea pour l'acquisition d'un fourgon pour la restauration scolaire	COMMUNE DE PAEA	2 552 000
1366 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de FANGATAU pour l'acquisition d'une nacelle tractable pour la commune associée de Fakahina	commune de Fangatau	4 570 051
1367 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de FANGATAU pour l'acquisition d'une nacelle tractable	commune de Fangatau	4 570 051
1368 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de FANGATAU pour la remise à niveau de la centrale hybride et du réseau électrique (partie maîtrise d'oeuvre)	commune de Fangatau	8 567 100
1369 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de FAKARAVA pour l'acquisition d'un chargeur excavateur	commune de Fakarava	8 793 368
1370 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de RANGIROA pour l'acquisition d'un chargeur excavateur pour TIKEHAU	commune de Rangiroa	8 140 750
1371 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de RANGIROA pour l'acquisition d'une auto-bétonnière de 1,8m3	commune de Rangiroa	6 089 984
1372 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ANAA pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire pour le bureau annexe	commune de Anaa	2 215 000
1373 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ANAA pour l'acquisition d'un chariot élévateur	commune de Anaa	3 000 000
1374 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ANAA pour l'acquisition d'un chariot élévateur pour l'atoll de FAAITE	commune de Anaa	3 000 000
1375 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de ANAA pour l'audit du réseau de production et de distribution d'électricité et étude d'avant-projet d'une centrale hybride	commune de Anaa	4 468 800
1376 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de RIMATARA pour la fourniture de tribunes et podium	commune de Rimatara	8 751 822
1377 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de UA HUKA pour l'acquisition d'une tractopelle avec godet et brise roche	UA HUKA	7 729 216

1378 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de FATU HIVA pour l'acquisition d'un brise roche hydraulique	FATU HIVA	1 751 152
1379 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de FATU HIVA pour l'acquisition de deux (2) godets de concassage	FATU HIVA	8 384 634
1380 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de TAPUTAPUATEA pour l'acquisition d'un fourgon pour la police municipale	TAPUTAPUATEA	4 270 000
1381 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de TAHA'A pour l'acquisition d'une remorque porte engins	TAHA'A	3 869 162
1382 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de MAUPITI pour l'acquisition de deux (2) chapiteaux pour le Plan Communal de Sauvegarde (PCS)	MAUPITI	1 301 588
1383 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HUAHINE pour l'acquisition d'une débroussailleuse autoportée pour les services techniques	HUAHINE	1 154 515
1384 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HUAHINE pour l'acquisition d'un véhicule d'intervention pour la police municipale	HUAHINE	2 725 000
1385 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HUAHINE pour l'acquisition d'un véhicule de transport de repas pour le service de restauration scolaire	HUAHINE	1 876 000
1386 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HUAHINE pour l'acquisition d'un bateau d'intervention pour la police municipale	HUAHINE	4 458 000
1387 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HUAHINE pour l'acquisition d'une pompe à béton remorquable pour les services techniques	HUAHINE	4 821 450
1388 CM	10-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HUAHINE pour l'acquisition d'un élévateur à nacelle pour les services techniques	HUAHINE	9 495 000
1421 CM	17-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de PAPEETE pour l'acquisition d'un véhicule d'intervention de police de type fourgon	COMMUNE DE PAPEETE	4 450 000
1422 CM	17-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de PAPEETE pour l'acquisition d'un véhicule d'intervention de police de type 4x4 pickup, sérigraphié et équipé	COMMUNE DE PAPEETE	3 895 000
1423 CM	17-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur du Syndicat mixte Fenua Ma pour l'acquisition de deux véhicules utilitaires 4x4 double cabine	SYNDICAT MIXTE FENUA MA	3 472 000
1424 CM	17-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur du Syndicat mixte Fenua Ma pour l'acquisition de deux fourgons de moins de 3,5 tonnes	SYNDICAT MIXTE FENUA MA	7 083 090
1425 CM	17-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de HITIAA O TE RA pour l'installation d'une centrale photovoltaïque sur la salle du patrimoine	commune de Hitiaa O Te Ra	6 547 219
1426 CM	17-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de MAHINA pour l'acquisition d'une tractopelle	commune de Mahina	7 022 489
1430 CM	17-août	approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la Commune de Commune de RURUTU pour l'acquisition d'un véhicule pour le service technique	commune de Rurutu	1 796 000
1766 CM	5-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur du Syndicat pour la promotion des communes de la Polynésie française (SPCPF) pour l'opération intitulée maîtrise d'oeuvre externalisée - rénovation des réseaux hydrauliques de Fitii et Haamene ouest (Contrat de développement et de transformation)	syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française (SPCPF)	6 445 352
Total des aides pour les communes ou groupement de communes			241 048 959	
Nombre d'arrêtés			51	

III. Aides accordées aux établissements publics ou organismes publics :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
366 CM	9-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière à l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Polynésie française	EPEFPA	2 558 916
410 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Haamene - Tahaa pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Haamene - Tahaa	653 000
411 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Afareaitu - Moorea pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Afareaitu - Moorea	519 340
412 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de MAKEMO pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Makemo	2 553 000
413 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de TARAVAO pour financer la participation au heiva taure'a	Collège de Taravao	628 300
414 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Maco-Tevane pour financer la participation au heiva taure'a	Collège Maco-Tevane	628 300
415 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Teriitua A Teriierooiterai de Paea pour financer la participation au heiva taure'a	Collège Teriitua A Teriierooiterai de Paea	628 300
416 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer la participation au heiva taure'a	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	1 553 000
502 CM	23-mars	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de Te Fare lamanaha -Musée de Tahiti et des îles pour l'acquisition de matériels divers, au titre de l'exercice 2023	Te Fare lamanaha - Musée de Tahiti et des îles	1 500 000
557 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Mataura - Tubuai pour financer l'achat d'outillages pour la formation intitulée "certificat polynésien d'aptitude professionnelle de gestion et d'exploitation en milieu marin"	Collège de Mataura - Tubuai	693 526
558 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée d'Uturoa - Raiatea pour financer la surveillance nocturne des internats	Lycée d'Uturoa - Raiatea	512 000
554 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège d'Arue pour financer l'aménagement des réserves et l'acquisition de bacs de rétention	Collège d'Arue	292 867
556 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hitia'a pour financer la réparation des fuites d'eau sur le réseau des robinets d'incendie armés	Collège de Hitia'a	637 257
555 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Atuona pour financer le déplacement d'une délégation à Tubuai dans le cadre du projet scolaire "une seconde vie pour un drapeau"	Collège de Atuona	669 714
559 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée d'Uturoa - Raiatea pour financer la participation des élèves aux rencontres de la spécialité "langues, littératures et cultures régionales"	Lycée d'Uturoa - Raiatea	129 050
560 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent de Taravao pour financer la surveillance nocturne des internats	Lycée polyvalent de Taravao	1 858 783
561 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Mahina pour financer l'externalisation de l'entretien de l'internat	Lycée professionnel de Mahina	2 961 088

562 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Mahina pour financer le remplacement et la mise aux normes de la tourelle	Lycée professionnel de Mahina	1 589 748
563 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Mahina pour financer le remplacement des menuiseries	Lycée professionnel de Mahina	2 105 899
564 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Mahina pour financer la remise en conformité électrique des installations	Lycée professionnel de Mahina	1 404 499
565 CM	31-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Tuianu Le Gayic pour financer le projet voltaire	Lycée Tuianu Le Gayic	260 913
620 CM	12-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Maco-Tevane pour financer les travaux de remise en conformité des installations électriques	Collège Maco-Tevane	1 215 496
622 CM	12-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Tuianu Le Gayic pour financer l'élagage des arbres	Lycée Tuianu Le Gayic	1 504 800
642 CM	13-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée du Diadème - Te Tara O Mai'ao pour son projet Diadème en santé réalisé dans le cadre de l'appel à projet 'Ora Maita'i 2023	Lycée du Diadème - Te Tara O Mai'ao	680 960
1024 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège d'Arue pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège d'Arue	1 920 400
1025 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Afareaitu-Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Afareaitu - Moorea	2 468 900
1026 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Atuona pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Atuona	1 500 000
1027 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Faaroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Faaroa	1 000 000
1028 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Fare - Huahine pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Fare - Huahine	1 946 200
1029 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Haamene - Tahaa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Haamene - Tahaa	1 623 200
1030 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hakahau - Ua Pou pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Hakahau - Ua Pou	1 466 800
1031 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hao pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Hao	2 029 100
1032 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hitia'a pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Hitia'a	1 103 900
1033 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Mahina pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Mahina	2 051 200

1034 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Makemo pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Makemo	1 352 700
1035 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Mataura - Tubuai pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Mataura - Tubuai	1 575 700
1036 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Moerai - Rurutu pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Moerai - Rurutu	1 391 200
1037 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Paopao - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Paopao - Moorea	2 343 000
1038 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Taiohae - Nuku Hiva pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Taiohae - Nuku Hiva	2 074 700
1039 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Tipaerui pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Tipaerui	2 335 200
1040 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège du Taaone - Pirae pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège du Taaone - Pirae	2 585 800
1041 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Maco-Tevane pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège Maco-Tevane	2 000 000
1042 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Terii A Teriierooiterai de Paea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège Teriitua A Teriierooiterai de Paea	2 283 400
1356 CM	10-août	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée agricole Saint-Athanase pour financer le transport des élèves effectuant leur stage sur une autre île que Nuku Hiva	Lycée agricole des Marquises	2 818 864
1529 CM	4-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Afareaitu - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen (FSCL)	Collège de Afareaitu - Moorea	2 468 900
1676 CM	25-sept.	portant modification de l'arrêté n° 1945 CM du 22 septembre 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Institut Louis Malardé pour financer l'acquisition d'un « séquenceur par nanopores » et de deux « modules ultra-portables » pour la plateforme de séquençage génétique haut débit (NGS de 3ème génération). [CDT 2021 -2023/ CVT ESRI 2021-2023]	Institut Louis Malardé	1
1682 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Makemo pour financer la visite des lycées de Tahiti par les élèves de 3ème dans le cadre de leur orientation	Collège de Makemo	1 500 000
1683 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hao pour financer la visite des lycées de Tahiti par les élèves de 3ème dans le cadre de leur orientation	Collège de Hao	1 143 268
1684 CM	25-sept.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Maco-Tevane pour financer les plans d'intervention des pompiers et d'évacuation en cas d'incendie	Collège Maco-Tevane	318 360
1795 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège de Haamene - Tahaa pour l'acquisition d'une sauteuse à destination du service de restauration	Collège de Haamene - Tahaa	1 333 833

1796 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège de Haamene - Tahaa pour l'achat de matériel de musique - sono	Collège de Haamene - Tahaa	779 519
1797 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège de Haamene - Tahaa pour l'acquisition de matériel de nettoyage professionnel	Collège de Haamene - Tahaa	741 302
1798 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège de Paopao - Moorea pour le remplacement de la hotte de la cuisine pédagogique du CETAD	Collège de Paopao - Moorea	777 957
1799 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévérance scolaire	Lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea	1 512 500
1800 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent de Taravao pour financer le fonctionnement de la mission pour la persévéraïice scolaire	Lycée polyvalent de Taravao	1 512 500
1801 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège de Faaroa pour l'achat de climatiseurs	Collège de Faaroa	1 680 578
1802 CM	6-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour l'achat d'équipements complémentaires de la cuisine d'initiation SEP	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	563 544
1838 CM	13-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée agricole d'Opunohu pour l'accueil d'une classe de seconde GT du Collège de Huahine	Lycée agricole d'Opunohu	541 649
1841 CM	13-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège de Taiohae - Nuku Hiva pour l'achat d'une cellule de refroidissement rapide	Collège de Taiohae - Nuku Hiva	373 028
1842 CM	13-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Lycée professio'i'uel de Malffna pour l'achat de climatiseurs des salles informatiques	Lycée professionnel de Mahina	937 000
1894 CM	20-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2023 en faveur de l'Université de la Polynésie française (UPF) pour le financement d'une thèse relative à l'évaluation du potentiel de la climatisation par eau de mer profonde (SWAC) pour la réduction de la consommation d'électricité à l'échelle des territoires (année 2)	Université de la Polynésie française	780 000
1895 CM	20-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2023 en faveur de l'Université de la Polynésie française (UPF) pour le financement d'une thèse relative à la modélisation des impacts du changement climatique sur les énergies renouvelables à Tahiti (année 2)	Université de la Polynésie française	1 996 550
1912 CM	23-oct.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'exploitation agricole de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole de Polynésie française pour la formation continue de ses agents	Exploitation agricole de l'EPEFPA	1 704 800
1997 CM	3-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée agricole Saint Athanase pour financer les dépenses des élèves effectuant leur stage à Raiatea et Tahaa	Lycée agricole des Marquises - Saint Athanase	1 590 862
2001 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Faaroa pour financer l'achat d'outillages pour la formation gestion et d'exploitation en milieu marin	Collège de Faaroa	2 301 221
2002 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Tuianu Le Gayic pour financer la prestation d'infogérance	Lycée Tuianu Le Gayic	2 470 000

2003 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Taravao pour financer le contrôle des mesures des fissures du bâtiment RAI	Collège de Taravao	400 000
2004 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer le déplacement en Métropole dans le cadre du concours "Un des Meilleurs Apprentis de France" (MAF)	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	529 838
2005 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer les travaux d'installation d'une alarme anti-intrusion	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	308 851
2006 CM	8-nov.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Henri-Hiro pour financer l'élagage des arbres	Collège Henri Hiro	385 320
2207 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Papara pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Collège de Papara	122 089
2208 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Tuianu Le Gayic pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Lycée Tuianu Le Gayic	324 898
2209 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Punaauia pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Collège de Punaauia	203 818
2210 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée hôtelier de Tahiti pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Lycée hôtelier de Tahiti	219 962
2212 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Papara pour financer les dépenses d'électricité	Collège de Papara	1 831 777
2213 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Papara pour financer le transport scolaire	Collège de Papara	1 166 555
2214 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Papara pour financer la redevance des ordures ménagères	Collège de Papara	525 000
2215 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer l'achat d'équipements pour les formations professionnelles	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	387 273
2216 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer la mise en conformité électrique de l'établissement	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	720 850
2217 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer la réparation d'une chambre froide	Lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau	269 088
2218 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Tuianu Le Gayic pour financer la réparation du truck	Lycée Tuianu Le Gayic	804 932
2219 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Tuianu Le Gayic pour financer le renouvellement des appareils de mesure et de contrôle de sécurité	Lycée Tuianu Le Gayic	913 957
2220 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Tuianu Le Gayic pour financer la redevance des ordures ménagères	Lycée Tuianu Le Gayic	375 000
2221 CM	1-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Faa'a pour financer la participation aux olympiades des métiers	Lycée professionnel de Faa'a	300 000
2253 CM	5-déc.	portant modification de l'arrêté n° 642 / CM du 13 avril 2023 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée du Diadème - Te Tara O Mai'ao pour son projet Diadème en santé réalisé dans le cadre de l'appel à projets « Ora Maita'i 2023 »	Lycée du Diadème - Te Tara O Mai'ao	680 960

2258 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Faaroa pour financer l'élagage des arbres	Collège de Faaroa	200 000
2259 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hitia'a pour financer l'élagage des arbres	Collège de Hitia'a	374 000
2260 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Faa'a pour financer l'élagage des arbres	Lycée professionnel de Faa'a	1 112 640
2261 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée hôtelier de Tahiti pour financer le déplacement en Métropole dans le cadre du concours "Un des Meilleurs Apprentis de France" (MAF)	Lycée hôtelier de Tahiti	1 200 000
2262 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Faa'a pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Lycée professionnel de Faa'a	341 042
2263 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel de Mahina pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Lycée professionnel de Mahina	237 115
2264 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Teriitua A Teriieroiterai de Paea pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Collège Teriitua A Teriieroiterai de Paea	109 981
2265 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Mataura - Tubuai pour financer l'achat de petits outillages du certificat polynésien d'aptitude professionnelle de gestion et exploitation en milieu marin	Collège de Mataura - Tubuai	121 000
2266 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Rangiroa pour financer l'achat d'équipement de la cuisine d'application du CETAD en section Gestion et Exploitation en Milieu Marin	Collège de Rangiroa	1204 340
2267 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Hao pour financer le rapatriement de sept élèves de Tepoto	Collège de Hao	369 441
2268 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer le service de restauration et d'hébergement - denrées alimentaires	Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta	2 000 000
2269 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta pour financer la prise en charge du transport pour les séances de natation obligatoires des élèves de 6ème	Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta	200 000
2270 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Faaroa pour financer l'étude topographique	Collège de Faaroa	234 400
2271 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée d'Uturoa - Raiatea pour financer l'étanchéité des toitures	Lycée d'Uturoa - Raiatea	225 720
2272 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Tino'nana Ebb de Teva I Uta pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Collège Tinomana Ebb de Teva I Uta	154 377
2351 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Maco-Tevane pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Collège Maco Tevane	302 377
2352 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège Henri-Hiro pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Collège Henri Hiro	81 585
2353 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Paul-Gauguin pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Lycée Paul Gauguin	283 000
2354 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Rangiroa pour financer l'acquisition d'armoires pour l'internat	Collège de Rangiroa	2 360 444

2355 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea pour financer le renouvellement des armoires de l'internat	Lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea	1 813 483
2356 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Taravao pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Collège de Taravao	228 000
2357 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Diadème, Te Tara O Maiao pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Lycée Diadème, Te Tara O Maiao	575 130
2358 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent de Taravao pour financer l'achat des cartes scolaires des élèves	Lycée polyvalent de Taravao	237 387
2359 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Lycée hôtelier de Tahiti pour l'achat d'une armoire de maintien en température	Lycée hôtelier de Tahiti	1 258 659
2360 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Lycée Paul-Gauguin pour l'acquisition de trois fontaines d'eau réfrigérées	Lycée Paul Gauguin	1034 145
2361 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea pour l'achat d'une armoire de sécurité pour le laboratoire de sciences	Lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea	1 152 000
2362 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Lycée hôtelier de Tahiti pour l'achat d'une machine à glace pâtissière	Lycée Hôtelier de Tahiti	1 336 097
2363 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Collège de Taiohae - Nuku Hiva pour l'achat d'un moteur hors-bord pour le CETAD	Collège de Taiohae - Nuku Hiva	2 663 512
2365 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Collège de Fare - Huahine pour financer l'achat de denrées alimentaires	Collège de Fare - Huahine	1 000 000
2366 CM	12-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée Paul-Gauguin pour financer l'achat de denrées alimentaires	Lycée Paul-Gauguin	2 000 000
2411 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée d'Uturoa - Raiatea pour financer la surveillance nocturne des internats	Lycée d'Uturoa - Raiatea	2 560 000
2412 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du Lycée polyvalent de Taravao pour financer la surveillance nocturne des internats	Lycée polyvalent de Taravao	1 675 481
Total des aides pour les établissements publics ou organismes publics				131 751 916
Nombre d'arrêtés				117

IV. Aides accordées aux sociétés :

N° Arrêté	Date arrêté	Intitulé arrêté	Nom organisme	Montant de l'aide
41 CM	13-janv.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A TEREHERE FARM sise aux GAMBIER - commune des GAMBIER (exploitant n° 351).	SCA TEREHERE FARM	211 400
45 CM	13-janv.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la S.A.R.L KOTUKU FAKARAVA sise à FAKARAVA - commune de FAKARAVA (exploitant n° 106).	S.A.R.L KOTUKU FAKARAVA	55 000
74 CM	19-janv.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et de gazole, au bénéfice de la S.C.A YIP PEARLS sise à KATIU - commune de MAKEMO (exploitant n° 108)	S.C.A YIP PEARLS	860 400
75 CM	19-janv.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la S.C.A YIP PEARLS sise à TAKUME - commune de MAKEMO (exploitant n° 127)	SCA YIP PEARLS	132 000

77 CM	19-janv.	modifiant l'arrêté n° 2260/CM du 13 octobre 2021 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et de gazole, au bénéfice de la S.CA. TAMARAH PERLES sise à AHE - commune de MANIHI (exploitant n° 376)	S.C.A TAMARAH PERLES	555 200
121 CM	26-janv.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Medicis Import dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	EURL MEDICIS IMPORT	26 812
122 CM	26-janv.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Moe dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	Moe EURL	27 730
276 CM	23-févr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA TAPUTAPUATEA représentée par monsieur TEIHOTUA Julienna.	SCA Taputapuatea	588 652
318 CM	2-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL DHL Global Forwarding Polynésie dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française.	DHL Global Forwarding Polynésie SARL	77 194
319 CM	2-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Ninamu Oceanic Tour dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	Ninamu Oceanic Tour SARL	105 000
396 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société HANAMI MARKET au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	HANAMI MARKET	714 000
397 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MAGASIN SABINE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MAGASIN SABINE	1 210 000
398 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société CHAN & FILS au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	CHAN & FILS	1 390 000
399 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société TAHITI PRIVATE SERVICES au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	TAHITI PRIVATE SERVICES	1 300 000
400 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société 'AUTE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	'AUTE	100 000
401 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société INSTITUT DE BEAUTE SENSO BY ELO au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	INSTITUT DE BEAUTE SENSO BY ELO	1 020 000
405 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MARLON'S GASTRONOMY au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MARLON'S GASTRONOMY	220 000
406 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MARINE SUPPLIES au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	MARINE SUPPLIES	160 000
407 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société HEKE MITI WATERSPORTS au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	HEKE MITI WATERSPORTS	740 000
408 CM	16-mars	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société WONDERLAND au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	WONDERLAND	1 380 000
409 CM	16-mars	approuvant l'attribution d'une aide financière à la SCEA TEMANAVA	SCEA TEMANAVA	546 444
531 CM	30-mars	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la S.A.R.L TAHITI ITI PEARL ACTIVITIES à l'usage de son exploitation pernicole sise à TEAHUPOO - commune de TAIARAPUUEST (exploitant n° 51)	SARL TAHITI ITI PEARL ACTIVITIES	45 000
530 CM	30-mars	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A GAMBIER PEARLS à l'usage de son exploitation pernicole sise aux GAMBIER - commune de GAMBIER (exploitant n° 425)	SCA GAMBIER PEARLS	835 000
540 CM	30-mars	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la société SARL BY CONSULTING pour participer au financement de l'organisation de la formation professionnelle continue pour des professionnels de cuisine avec l'Institut Paul Bocuse de Lyon du 1er au 14 avril 2023, au titre de l'année 2023	SARL BY CONSULTING	700 000

607 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Pacific Océan Scuba Services dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	Pacific Ocean Scuba Services SARL	43 372
608 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Etablissements Tracqui et Fils dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	SAS Etablissements Tracqui et Fils	46 592
610 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCI Nano Huahine dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SCI Nano Huahine	68 740
611 CM	11-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Tahiti Nui Drive School dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	Tahiti Nui Drive School SARL	171 231
625 CM	13-avr.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la SARL INTERNEP pour participer au financement de l'organisation de la série télévisée « Positive Outre-mer » (saison 7) pour l'année 2023	SARL INTERNEP	1 194 000
696 CM	14-avr.	approuvant rattribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Sound of sand records pour la production audiovisuelle d'un clip musical, intitulé « Huahiland Anhem »	Sound of sand records SARL	400 000
697 CM	14-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de l'EURL Pacific TV Production pour la préparation audiovisuelle d'une série de fiction, intitulée « Jusqu'au bout du rêve »	Pacific TV productions EURL	1 000 000
698 CM	14-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Filmin' Tahiti pour la préparation audiovisuelle d'une série de fiction, intitulée « L'arbre à pain »	Filmin' Tahiti SARL	1 000 000
699 CM	14-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Archipel production pour la préparation audiovisuelle d'un documentaire, intitulé « Une histoire de famille »	Archipel production SARL	500 000
700 CM	14-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Archipel production pour la préparation audiovisuelle d'un documentaire, intitulé « Tapa Makers »	Archipel production SARL	500 000
701 CM	14-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Sound of sand records pour la production audiovisuelle d'un clip musical, intitulé « Tiare »	Sound of sand records	400 000
702 CM	14-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Sound of sand records pour la production audiovisuelle d'un clip musical, intitulé « Local Boy »	Local Boy	400 000
703 CM	14-avr.	approuvant l'attribution d'une aide financière - SCCA, en faveur de la SARL Sound of sand records pour la production audiovisuelle d'un clip musical, intitulé « A ori mai »	Sound of sand records	400 000
793 CM	4-mai	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la S.C.A RAIATEA PEARL à l'usage de son exploitation pernicole sise à RAIATEA - commune de TAPUTAPUATEA (exploitant n° 430)	S.C.A RAIATEA PEARL	96 000
828 CM	10-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Cyclone Tahiti dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	Cyclone Tahiti	50 957
829 CM	10-mai	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Tahiti Homes dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	Tahiti Homes	110 258
916 CM	22-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Melting-Pot dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	Melting-Pot	70 579
917 CM	22-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SELARL Comptabilité LEFAIT et Cie dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	SELARL Comptabilité LEFAIT et Cie	83 940
918 CM	22-juin	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Nauti Sport Industries dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	SARL Nauti Sport Industries	200 000
979 CM	3-juil.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de METEOLIEN ScopARL pour le financement du projet Atlas Wave PF en Polynésie française	METEOLIEN ScopARL	1 499 999

1010 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL HSF Espace Formation dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	HSF Espace Formation	200 000
1011 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Tahiti Contrôle Technique dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	EURL Tahiti Contrôle Technique	42 000
1012 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Fenua Prev dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française (ACI)	Fenua Prev	40 346
1013 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SAS Eficia dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	SAS Eficia	28 522
1015 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A PUEA à l'usage de son exploitation pernicole sis aux GAMBIER - commune des GAMBIER (exploitant n° 346)	SCA PUEA	238 000
1016 CM	6-juil.	modifiant l'arrêté n° 1043/CM du 20 juin 2022 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A TE POE TAHITI à l'usage de son exploitation pernicole sis ARUTUA - commune de ARUTUA (exploitant n° 72)	S.C.A TE POE TAHITI	353 600
1017 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.C.A TAKU POE PEARL FARM à l'usage de son exploitation pernicole sis à MANIHI - commune de MANIHI (exploitant n° 399)	SCA TAKUPOE PEARL FARM	278 800
1018 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de la S.C.A YIP PEARLS à l'usage de son exploitation pernicole sis à TAKUME - commune de MAKEMO (exploitant n° 127)	S.C.A YIP PEARLS	81 600
1019 CM	6-juil.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de la S.C.A YIP PEARLS à l'usage de son exploitation pernicole sis à TAKUME - commune de MAKEMO (exploitant n° 487)	S.C.A TEMANA	238 000
1093 CM	13-juil.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Tereao dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	EURL TEREAO	350 000
1334 CM	4-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL GLD Import dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	EURL GLD Import	20 862
1335 CM	4-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Toa Aito dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française	SARL Toa Aito	32 549
1449 CM	18-août	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Texina dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française (ACI)	SARL Texina	151 261
1502 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Le Feng Shui dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	Le Feng Shui SARL	148 373
1503 CM	1-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Tereao dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	TEREAO SARL	107 580
1551 CM	6-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société COMETAL au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	COMETAL	1 020 000
1552 CM	6-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société ARC POLYNESIE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	ARC POLYNESIE	690 000
1553 CM	6-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société DENTAL CARE FENUA au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	DENTAL CARE FENUA	1 140 000
1554 CM	6-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société ASP SERVICES au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	ASP SERVICES	470 000
1555 CM	6-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société SPEAK TAHITI PARAPARAU TAHITI au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	SPEAK TAHITI PARAPARAU TAHITI	430 000

1556 CM	6-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société ICOS OCEANIE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises.	ICOS OCEANIE	142 000
1558 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Ganesha dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI	SARL Ganesha	26 812
1559 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Aito Shoes dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI	Aito Shoes SARL	73 699
1560 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL CHOSCO dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI	EURL CHOSCO	224 826
1561 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Honu Iti dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française	Honu Iti EURL	35 252
1563 CM	6-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Raiatea Excursion dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion internet en Polynésie française - ACI	Raiatea Excursion SARL	91 888
1621 CM	14-sept.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Vaihiria Quad dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	Vaihiria Quad EURL	7 321
1630 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société GLOBAL SERVICES ET LOGISTIQUES (GSL) au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	GLOBAL SERVICES ET LOGISTIQUES (GSL)	940 000
1631 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société SNACK FUKU au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	SNACK FUKU	790 000
1632 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société PHACEO POLYNESIE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	PHACEO POLYNESIE	1 290 000
1633 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société HAWAIKI AUDIOVISUAL au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	HAWAIKI AUDIOVISUAL	1 465 000
1634 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société DEUCE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	DEUCE	490 000
1635 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société YELOGREY au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	YELOGREY	355 000
1636 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société DJ ELEC au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	DJ ELEC	710 000
1637 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MOOREA TRAITEUR au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MOOREA TRAITEUR	930 000
1638 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société HELLO SCOOT au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	HELLO SCOOT	1 000 000
1639 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société TE PUA O TAMANU au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	TE PUA O TAMANU	500 000
1640 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société VARUA PACIFIC au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	VARUA PACIFIC	643 000
1641 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MOOREA MAHANA TOURS au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MOOREA MAHANA TOURS	949 000
1642 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société PACIFIC MOUSSE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	PACIFIC MOUSSE	1 319 000
1643 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société PREFABOX au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	PREFABOX	540 000
1644 CM	14-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MANUIA MULTISERVICES au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MANUIA MULTISERVICES	1 020 000

1677 CM	25-sept.	approuvant une aide financière à la SCEA TE A'UNA OROPUAIRARO MAINU représentée par Monsieur VALLEAUX Thierry	SCEA TE AUNA OROPUAIRARO MAINU	199 453
1742 CM	29-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société TEPUAOMAHAKI au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	TEPUAOMAHAKI	780 000
1743 CM	29-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société API LOOK au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	API LOOK	661 000
1744 CM	29-sept.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société EXOTIC GARDENS au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	EXOTIC GARDENS	580 000
1775 CM	5-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL KLF Cormmunication dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL KLF Communication	18 971
1778 CM	5-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MONSIEUR PROPRE TAHITI au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MONSIEUR PROPRE TAHITI	817 000
1779 CM	5-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société BIC INFORMATIQUE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	BIC INFORMATIQUE	1 470 000
1780 CM	5-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société HLB FOOD au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	HLB FOOD	950 000
1786 CM	5-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA TEHEIA	SCA TEHEIA	1 200 000
1794 CM	6-oct.	portant modification de l'arrêté n° 2056/CM du 20 septembre 2019 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la S.C.A MANAHEI PEARL à l'usage de son exploitation perlicole sis à ARUTUA - commune de ARUTUA (exploitant n° 380)	SCA MANAHEI PEARL	58 000
1812 CM	12-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière - DAD en faveur de la SARL Hello Scoot pour son projet de transformation numérique	Hello Scoot SARL	1 145 000
1814 CM	12-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL Sandy Kitchen dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	SARL Sandy Kitchen	350 000
1815 CM	12-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL STIB Restauration dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	STIB Restauration EURL	83 231
1850 CM	19-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL TA'IARA dans le cadre du dispositif d'aide à la création numérique - ACN	SARL TA'IARA	330 600
1923 CM	26-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Parnassa dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL PARNASSA	65 991
1924 CM	26-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Tinirau dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL TINIRAU	225 847
1925 CM	26-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL THOUGHTS OF MOOREA dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL THOUGHTS OF MOOREA	35 053
1928 CM	26-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société STARPOL au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	STARPOL	780 000
1947 CM	26-oct.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SCA VAI TO gérée par messieurs MOUX Rony et MOUX David	SCA VAI TO	1 137 000
1966 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société ETABLISSEMENTS POSTAIRE LE MARAIS ET FILS au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	ETABLISSEMENTS POSTAIRE LE MARAIS ET FILS	514 000
1967 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MAVEMAI SAILING au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MAVEMAI SAILING	990 000

1968 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MARAMA TRANSPORTS TOURISTIQUES au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MARAMA TRANSPORTS TOURISTIQUES	1 350 000
1969 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société SMILE au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	SMILE	340 000
1970 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société FENUA ROULETTES au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	FENUA ROULETTES	270 000
1971 CM	31-oct.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société PATRIMONIA au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	PATRIMONIA	350 000
2015 CM	8-nov.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société MTI EURL au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	MTI EURL	420 000
2017 CM	8-nov.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société KAELEI CHOU au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	KAELEI CHOU	620 000
2018 CM	8-nov.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société COMME UN OISEAU au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	COMME UN OISEAU	800 000
2019 CM	8-nov.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société TAHITI ITI DIVING au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	TAHITI ITI DIVING	950 000
2020 CM	8-nov.	portant attribution d'une aide financière en faveur de la société CENTRE DE FORMATION DES GENS DE MER au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	CENTRE DE FORMATION DES GENS DE MER	365 000
2070 CM	14-nov.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL TAHITI AGENCEMENTS dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL TAHITI AGENCEMENTS	34 311
2131 CM	23-nov.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de la S.C.A TARAVA PEARL à l'usage de son exploitation pericole sis aux GAMBIER - commune des GAMBIER (exploitant n° 492)	S.C.A TARAVA PEARL	232 000
2247 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de la S.A.R.L TAHITI PRECIOUS PEARL à l'usage de son exploitation pericole sis à FAKARAVA - commune de FAKARAVA (exploitant n° 88)	S.A.R.L TAHITI PRECIOUS PEARL	255 200
2254 CM	5-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL NANI dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL NANI	124 536
2281 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de SCOOP pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	SCOOP	700 000
2282 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une aide de fonctionnement en faveur de 'ARIOI EXPERIENCE pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	'ARIOI EXPERIENCE	500 000
2283 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de KEKAANUI ART pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	KEKAANUI ART	50 360
2285 CM	6-déc.	approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de TOR EXPORT pour soutenir la mise en place d'un projet contribuant à la valorisation de l'artisanat traditionnel de Polynésie française	TOR EXPORT	90 000
2397 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL PHEBUS POLYNESIE dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL PHEBUS POLYNESIE	55 224
2399 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL UTILCOM dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL UTILCOM	25 628
2400 CM	20-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL PRO PEINTURE TAHITI dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL PRO PEINTURE TAHITI	118 721

2456 CM	27-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL AIR GEKKO dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	EURL AIR GEKKO	136 593
2457 CM	27-déc.	approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de la SARL ATETORI dans le cadre du dispositif d'aide à la connexion Internet en Polynésie française - ACI	SARL ATETORI	35 000
Total des aides pour les sociétés				61 053 510
Nombre d'arrêtés				129

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES IMPREVUES EN FONCTIONNEMENT - EXERCICE 2023

MISSION	LIBELLE MISSION	BUDGET PRIMITIF	BUDGET MODIFIE
022	DÉPENSES IMPRÉVUES	400 000 000	400 000 000

REFERENCE ARRETE	MONTANT ARRETE	MISSION	PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	ARTICLE	LIBELLE ARTICLE	CUMUL VIREMENT CO-CD	MANDATS	TRAVAUX EN REGIE
ATE n°2291CM du 11/12/2023	15 000 000	974	97401	RESEAU ROUTIER	615	Entretien et réparations	15 000 000	0	0
ATE n°2291CM du 11/12/2023	15 000 000	974	97401	RESEAU ROUTIER	628	Divers - Autres services extérieurs	15 000 000	0	0
ATE n°2291CM du 11/12/2023	30 000 000	974	97403	PROTECTION CONTRE LES EAUX	615	Entretien et réparations	30 000 000	34 141 816	0
ATE n°2291CM du 11/12/2023	40 000 000	974	97403	PROTECTION CONTRE LES EAUX	628	Divers - Autres services extérieurs	40 000 000	0	0
TOTAL GENERAL	100 000 000						100 000 000	34 141 816	0

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES IMPREVUES EN INVESTISSEMENT - Exercice 2023

Néant

REPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE DU PAYS PAR BAILLEURS DE FONDS

	Capital restant dû au 31 déc 2022	%	Mobilisations d'emprunts	Remboursements de capital	Annulation partielle du PGE 2	Capital restant dû au 31 déc 2023	%
BEI-FED	969 264 247	0,62%		114 577 797		854 686 450	0,56%
Groupe CA-CIB	633 377 091	0,41%		211 125 298		422 251 793	0,27%
CDC	2 746 857 436	1,76%		160 898 926		2 585 958 510	1,68%
DEXIA	361 272 497	0,23%		176 230 488		185 042 009	0,12%
SFIL	9 911 402 764	6,35%		2 001 722 769		7 909 679 995	5,15%
AFL	12 327 134 105	7,90%		1 336 382 468		10 990 751 637	7,16%
AFD	95 196 146 853	60,99%	5 909 307 876	3 541 082 546		94 564 372 183	61,58%
Prêts PSP + PSP B + PSP SB	30 757 006 042	19,71%	5 909 307 876	2 488 085 811		34 178 228 107	22,26%
PGE 1 - Covid-19	28 639 618 138	18,35%		1 052 996 735		27 586 621 403	17,96%
PGE 2 - Covid-19	35 799 522 673	22,94%			3 000 000 000	32 799 522 673	21,36%
Groupe BPCE + Banque de Tahiti	13 526 009 554	8,67%	2 000 000 000	1 499 353 543		14 026 656 011	9,13%
BPCE	6 042 676 221	3,87%		941 020 211		5 101 656 010	3,32%
Banque de Tahiti	7 483 333 333	4,79%	2 000 000 000	558 333 332		8 925 000 001	5,81%
Banque de Polynésie	8 952 486 130	5,74%	2 500 000 000	1 111 131 086		10 341 355 044	6,73%
Banque Socredo	11 457 385 376	7,34%	1 500 000 000	1 264 072 726		11 693 312 650	7,61%
Encours de la dette de la Polynésie française	156 081 336 053	100,00%	11 909 307 876	11 416 577 647	3 000 000 000	153 574 066 282	100,00%

ETAT DU PATRIMOINE

L'état du patrimoine comptable a pu être figé au cours de l'exercice 2023 de manière estimative en valeur globale pour les comptes d'immobilisations (classe 2) hors compte 27.

PRESENTATION GENERALE :

Cet état du patrimoine présente les immobilisations non financières et les immobilisations financières par mission (hors compte 27 « Autres immobilisations financières »).

Le parti pris retenu a consisté à privilégier une approche en corrélation avec la définition du terme « patrimoine » entendu comme l'ensemble des biens, droits et obligations ayant une valeur économique. L'objectif est de disposer d'un état qui soit le reflet le plus juste possible de la valeur du patrimoine de la Polynésie française, ce qui implique un vaste chantier de fiabilisation des données figurant en comptabilité patrimoniale, à mener à minima sur 5 ans.

LES DEMARCHE AVENIR :

Le chantier initié en 2022 doit être poursuivi au cours des prochains exercices budgétaires, afin en outre, de procéder à :

- L'ajustement des valeurs, en particulier sur les immobilisations financières et les immobilisations corporelles ;
- L'intégration progressive de certains biens qui aujourd'hui ne figurent pas dans l'inventaire comptable à raison soit de leur statut juridique, soit de l'ancienneté de l'acquisition, soit des transferts de compétences intervenus entre l'Etat et le Pays qui ont impacté la consistance du patrimoine domanial sans que comptablement, les opérations aient pu arriver à terme ;
- La constatation de la sortie comptable de certaines immobilisations notamment, dans le cadre des transferts de gestion des immobilisations à des entités publiques tierces ou des entités privées exerçant des missions de service public (compte 24) ;
- La poursuite du toilettage comptable des biens mobiliers obsolètes totalement amortis.

Pour le moment, seules sont présentées en valeur, par mission, les immobilisations relevant des comptes suivants et entrées en patrimoine :

1. Compte 20 : Immobilisations incorporelles (hors subventions d'équipement versées)
2. Compte 21 : Immobilisations corporelles
3. Compte 23 : Immobilisations en cours
4. Compte 26 : Participations et créances rattachées à des participations (Titres de participation uniquement)

DONNEES SOURCES ET SUPPORT DE RESTITUTION DES INFORMATIONS :

La consolidation des données a été traduite au travers d'un outil de business intelligence alimenté à partir des données de l'application informatique Poly-GF. Les termes de référence sont à retrouver dans le glossaire des finances publiques.

1. LES CATEGORIES D'IMMOBILISATIONS (arrêté n° 951 CM du 15 juillet 2015)

Catégorie	Intitulé de la catégorie
300	Matériel téléphonique
301	Froid
302	Monte-charge, ascenseur
303	Matériel électrique
304	Energie renouvelable
305	Meuble meublant
3061	Matériel et mobilier de bureau
3071	Matériel informatique
3072	Autres matériels
308	Matériel de presse
309	Matériel de génie biomédical
310	Mobilier et petit matériel médical
311	Hygiène et salubrité publique
312	Matériel pour le traitement
314	Matériel vétérinaire
315	Equipement de lingerie et de buanderie
316	Equipement scolaire et culturel
317	Livres - ouvrage
318	Collection et œuvres d'art
319	Equipement de sécurité et d'incendies
320	Matériel de sécurité
321	Habillement et vêtement de travail
322	Cuisine
323	Matériel agroalimentaire
324	Equipements agricoles
325	Equipement de pêche
326	Equipment de plongée
327	Equipements de garage
328	Matériel de transport routier
329	Matériel de navigation
330	Matériel topographique
331	Matériel de terrassement
332	Matériel de chantier et de travaux publics
333	Matériel de construction et d'entretien des routes
334	Matériel de levage et de manutention
335	Instrument de mesure
336	Matériel hydrologique
337	Matériel hydrogéologique
338	Equipement de télédétection
400	Terrains
401	Constructions
402	Réseaux routiers
403	Réseau fluvial et maritime
404	Infrastructures portuaires
405	Infrastructures aéronautiques
500	Frais d'études
501	Titres et valeurs
502	Concession, droits
503	Subventions d'équipement
504	Immobilisations égales ou inférieures à 180 000FCFP

Antérieurement à cette nomenclature, d'autres catégories d'immobilisations étaient utilisées et figurent encore dans la comptabilité patrimoniale. Elles sont principalement destinées à identifier les reprises de données intervenues suite à la migration du plan comptable en 2007. Ces catégories doivent être toilettées.

2. GRILLE DE LECTURE DES DONNEES CHIFFREES

Les données chiffrées sont identifiées et/ou classées soit :

- **par compte de la classe 9 «comptes de mission» uniquement de 90 à 95 de la section d'investissement.**

La liste des missions et leur libellé figurent dans le tableau ci-dessous :

Mission	Libellé de mission
900	Pouvoirs publics
901	Moyens internes
902	Personnel
903	Partenariats avec les collectivités
904	Tourisme
905	Développement des ressources propres
906	Economie générale
907	Travail et emploi
908	Culture et patrimoine
909	Enseignement
910	Santé
911	Vie sociale
913	Environnement
914	Réseaux et équipements structurants
915	Transports
916	Urbanisme, habitat, foncier
950	Gestion fiscale
951	Gestion financière

Ces données correspondent à des éléments de l'actif rattachés pour leur entrée en patrimoine à l'émission d'un mandat de dépense (dépense réelle ou dépense d'ordre).

- **par compte de mission ci-dessus précédé du préfixe A.**

Ce préfixe permet d'identifier les données entrées en comptabilité patrimoniale avant 2007 et celles entrées après 2007 suite à l'adoption de nouvelle instruction comptable.¹

- **par la lettre A et/ou la mention ENTREE DIRECTE uniquement :**

Dans ce cas, il s'agit de données entrées directement sans qu'elles résultent ou soit rattachée à un mandat de dépense. Il s'agit principalement, des biens entrés en comptabilité patrimoniale au titre d'un ratrapage (exemple : biens domaniaux par défaut, biens acquis avant le déploiement de la nouvelle application informatique POLY GF et qui n'avaient jamais été entrés ou dont la DBF n'a pas retrouvé la comptabilisation antérieure etc...).

¹ Arrêté n° 1454 CM du 13 décembre 2006 modifié portant adoption de l'instruction comptable de la Polynésie française

3. PRESENTATION SYNTHETIQUE ET CHIFFREE DU PATRIMOINE COMPTABLE

REMARQUES LIMINAIRES : Contexte, contraintes et méthodologie retenue

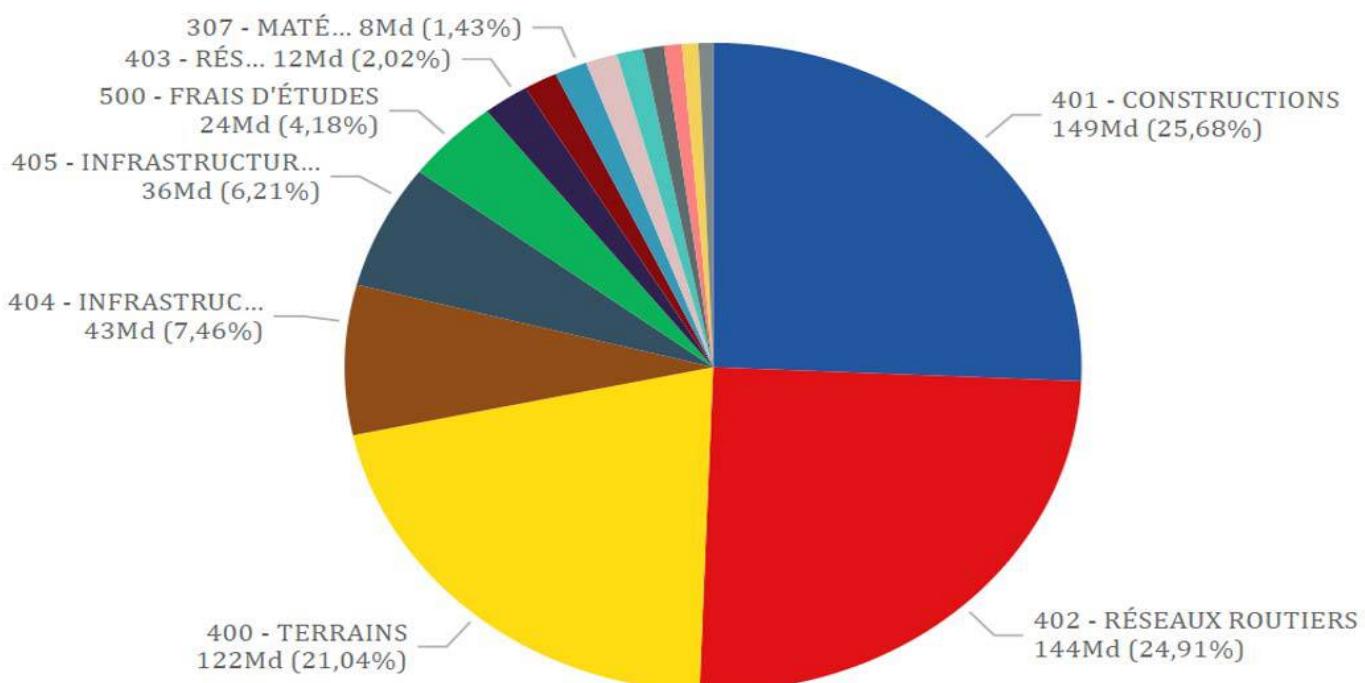
En 2007, une nouvelle instruction comptable inspirée du plan comptable général et de l'instruction dite M52 a été adoptée. Le plan comptable a été modernisé avec la création de nouveaux comptes de missions et de programmes (classe 9). La nomenclature par mission et programme est conçue comme un instrument d'information destiné à faire apparaître, par activité, les dépenses et les recettes du Pays.

Toutes les missions sont codifiées en 3 chiffres et commencent par le chiffre 9. Le second chiffre permet d'identifier la section (fonctionnement ou investissement). Les chiffres 0 à 5 sont destinés à la section d'investissement dans laquelle sont regroupées toutes les immobilisations (classe 2 : compte d'immobilisations).

Afin de pouvoir présenter un document de synthèse de la comptabilité patrimoniale, techniquement parlant, les données afférentes aux anciens chapitres et sous-chapitres sont rapatriées en même temps que celles afférentes aux nouvelles missions et aux nouveaux programmes. Il en va de même pour les dépenses par nature (anciens articles et nouveaux articles d'imputation).

3.1. REPARTITION PAR CATEGORIE DES IMMOBILISATIONS

Il existe 50 catégories d'immobilisations définies réglementairement² (cf pages 2 et 3 du présent document)



Les 15 catégories dont les valeurs sont les plus élevées apparaissent sur le graphique circulaire. Les 4 catégories d'immobilisations les plus importantes en valeur sont les suivantes :

- La catégorie 400 « Terrains »
- La catégorie 401 « Constructions »

² Arrêté n° 951 CM du 15 juillet 2015 modifié relatif à l'amortissement des immobilisations de la Polynésie française

- La catégorie 402 « Réseaux routiers »
- La catégorie 404 « Infrastructures portuaires »

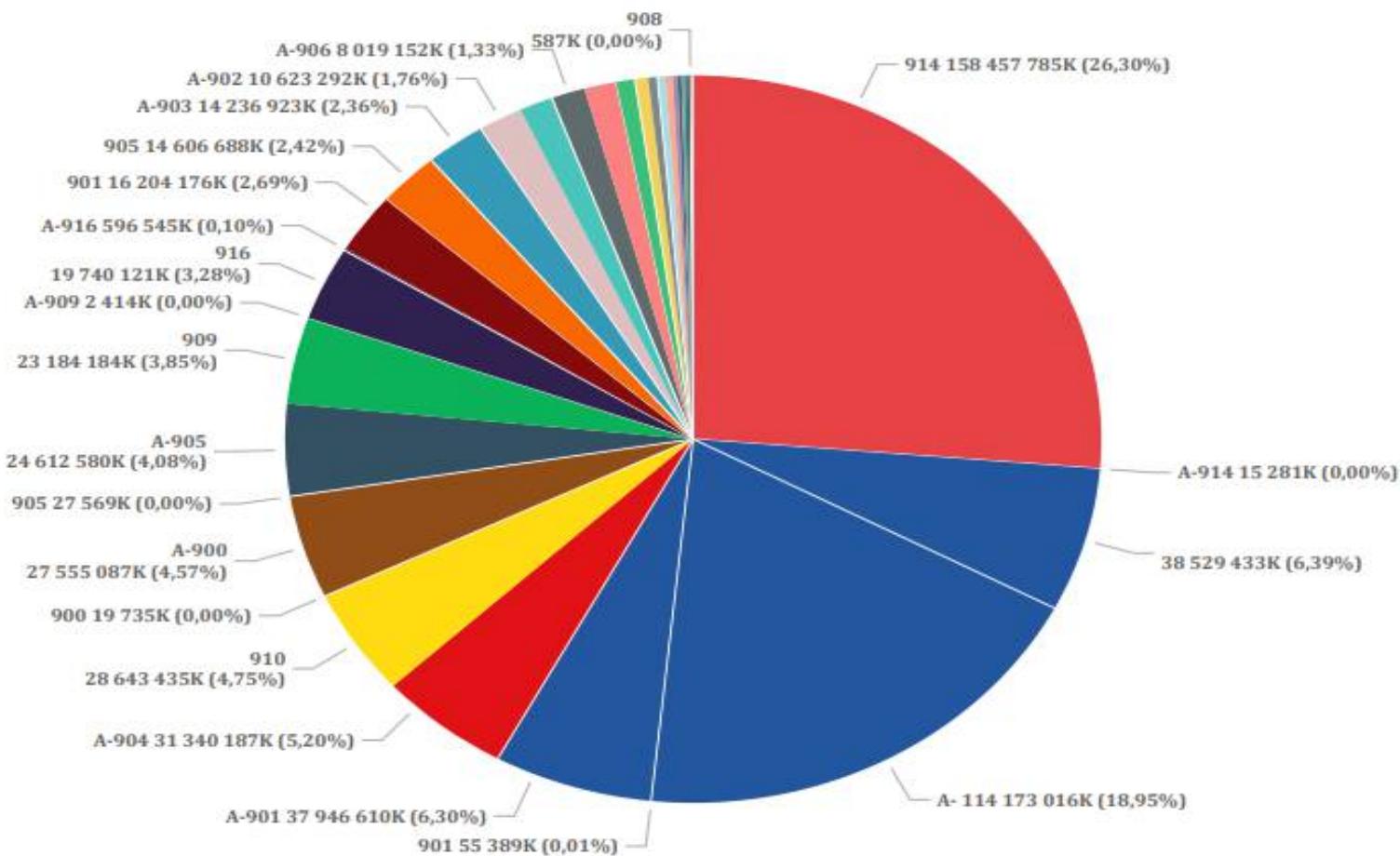
Elles concentrent 80% de la valeur patrimoniale soit 458 milliards de FCFP sur 609,3 milliards de FCFP au 31 décembre 2023.

3.2. REPARTITION DES IMMOBILISATIONS PAR MISSION

2 types d'immobilisations sont à distinguer, les immobilisations financières et les immobilisations non financières dont la valeur totale cumulée s'élève **609,3 milliards de F CFP**.

3.2.1 LES IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES : 602,6 MILLIARDS DE F CFP.

Représentation graphique : Données ventilées par mission



LIBELLE_MISSION

- RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS
- ENTRÉE DIRECTE
- VOIRIE TERRITORIALE
- EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL
- SANTÉ
- BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS
- TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
- ENSEIGNEMENT
- URBANISME, HABITAT ET FONCIER
- MOYENS INTERNES
- DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES
- EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL
- RESEAUX TERRITORIAUX

- TOURISME
- SERVICES ÉCONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS
- PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITÉS"
- TRANSPORTS
- AUTRES EQUIPEMENTS
- ENVIRONNEMENT
- EQUIPEMENT RURAL
- VIE SOCIALE
- PROGRAMMES POUR L'ETAT, ETS PUBLICS NATIONAUX ETC.
- CULTURE ET PATRIMOINE
- POUVOIRS PUBLICS
- PROGRAMMES POUR LES ETS TERRITORIAUX

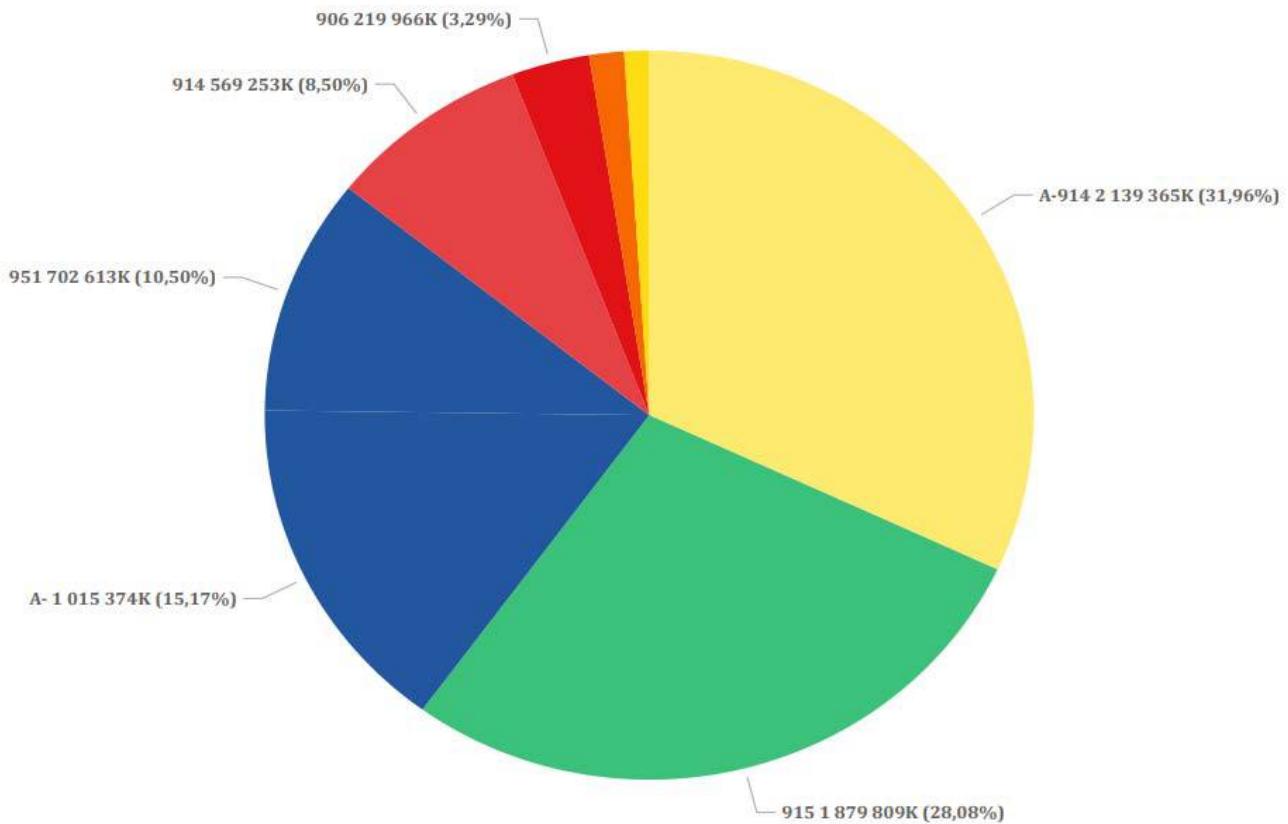
Les données afférentes aux chapitres et sous chapitres qui ont précédé à l'adoption de la nouvelle instruction comptable en 2007, sont consolidées avec les données des missions et programmes actuels. Les données chiffrées présentées avec un préfixe A devant le code mission concernent celles entrées en comptabilité patrimoniale avant 2007.

Ventilation chiffrée par mission et compte d'immobilisation :

Préfixe Mission	Libellé de la mission	20 Immobilisations incorporelles		21 Immobilisations corporelles		23 Immobilisations affectées		24 Immobilisations affectées		TOTAL	
	ENTRÉE DIRECTE	159 187 880	0,03 %	38 327 070 102	6,29 %	43 175 277	0,01 %			38 529 433 259	6,32 %
	Total	159 187 880	0,03 %	38 327 070 102	6,29 %	43 175 277	0,01 %			38 529 433 259	6,32 %
900	BATIMENTS ADMINISTRATIFS			19 734 701	0,00 %					19 734 701	0,00 %
	POUVOIRS PUBLICS	33 349 658	0,01 %	636 164 115	0,10 %	63 722 274	0,01 %			733 236 047	0,12 %
	Total	33 349 658	0,01 %	655 898 816	0,11 %	63 722 274	0,01 %			752 970 748	0,12 %
901	MOYENS INTERNES	2 475 228 610	0,41 %	8 567 352 025	1,41 %	5 161 595 201	0,85 %	7	0,00 %	16 204 175 843	2,66 %
	VOIRIE TERRITORIALE	169 810	0,00 %	54 427 911	0,01 %	790 870	0,00 %			55 388 591	0,01 %
	Total	2 475 398 420	0,41 %	8 621 779 936	1,42 %	5 162 386 071	0,85 %	7	0,00 %	16 259 564 434	2,67 %
902	RESEAUX TERRITORIAUX			11 165 512	0,00 %					11 165 512	0,00 %
	Total			11 165 512	0,00 %					11 165 512	0,00 %
903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL			4 239 242	0,00 %					4 239 242	0,00 %
	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	1 561 545 197	0,26 %	5 919 816 955	0,97 %	171 795 323	0,03 %			7 653 157 475	1,26 %
	Total	1 561 545 197	0,26 %	5 924 056 197	0,97 %	171 795 323	0,03 %			7 657 396 717	1,26 %
904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL			63 236	0,00 %					63 236	0,00 %
	TOURISME	463 308 453	0,08 %	3 637 261 771	0,60 %	3 933 190 869	0,65 %			8 033 761 093	1,32 %
	Total	463 308 453	0,08 %	3 637 325 007	0,60 %	3 933 190 869	0,65 %			8 033 824 329	1,32 %
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	1 526 732 803	0,25 %	10 369 676 543	1,70 %	2 710 278 406	0,44 %			14 606 687 752	2,40 %
	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	186 648	0,00 %	27 382 766	0,00 %					27 569 414	0,00 %
	Total	1 526 919 451	0,25 %	10 397 059 309	1,71 %	2 710 278 406	0,44 %			14 634 257 166	2,40 %
906	ECONOMIE GENERALE	7 072 681	0,00 %	18 228 752	0,00 %					25 301 433	0,00 %
	SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS	1 395 499	0,00 %							1 395 499	0,00 %
	Total	8 468 180	0,00 %	18 228 752	0,00 %					26 696 932	0,00 %
907	EQUIPEMENT RURAL	501 604	0,00 %	25 701 345	0,00 %					26 202 949	0,00 %
	TRAVAIL ET EMPLOI	32 415 695	0,01 %	144 918 313	0,02 %	460 722 057	0,08 %			638 056 065	0,10 %
	Total	32 917 299	0,01 %	170 619 658	0,03 %	460 722 057	0,08 %			664 259 014	0,11 %
908	CULTURE ET PATRIMOINE	406 908 209	0,07 %	493 346 845	0,08 %	29 938 919	0,00 %			930 193 973	0,15 %
	URBANISME ET HABITATION			586 852	0,00 %					586 852	0,00 %
	Total	406 908 209	0,07 %	493 933 697	0,08 %	29 938 919	0,00 %			930 780 825	0,15 %
909	AUTRES EQUIPEMENTS			1 558 260	0,00 %	738 568	0,00 %			2 296 828	0,00 %
	ENSEIGNEMENT	655 357 534	0,11 %	10 777 802 516	1,77 %	11 751 023 951	1,93 %			23 184 184 001	3,81 %
	Total	655 357 534	0,11 %	10 779 360 776	1,77 %	11 751 762 519	1,93 %			23 186 480 829	3,81 %
910	PROGRAMMES POUR L'ETAT; ETS PUBLICS NATIONAUX ETC.			3 993 976	0,00 %	1 177 076 146	0,19 %			1 181 070 122	0,19 %
	SANTE	371 344 263	0,06 %	7 156 539 862	1,17 %	21 115 550 838	3,47 %			28 643 434 963	4,70 %
	Total	371 344 263	0,06 %	7 160 533 838	1,18 %	22 292 626 984	3,66 %			29 824 505 085	4,89 %
911	VIE SOCIALE	117 520 265	0,02 %	1 454 304 525	0,24 %	93 203 300	0,02 %			1 665 028 090	0,27 %
	Total	117 520 265	0,02 %	1 454 304 525	0,24 %	93 203 300	0,02 %			1 665 028 090	0,27 %
913	ENVIRONNEMENT	605 889 712	0,10 %	1 543 615 559	0,25 %	5 342 141	0,00 %			2 154 847 412	0,35 %
	PROG. AUTRES ETS PUBLICS, SYNDICATS MIXTES ETC..	900 166	0,00 %			1 143 794	0,00 %			2 043 960	0,00 %
	Total	606 789 878	0,10 %	1 543 615 559	0,25 %	6 485 935	0,00 %			2 156 891 372	0,35 %
914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	1 339 900	0,00 %	82 012 192	0,01 %	26 111 066	0,00 %			109 463 158	0,02 %
	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	5 020 813 324	0,82 %	113 340 466 602	18,60 %	40 096 505 366	6,58 %			158 457 785 292	26,01 %
	Total	5 022 153 224	0,82 %	113 422 478 794	18,61 %	40 122 616 432	6,58 %			158 567 248 450	26,02 %
915	TRANSPORTS	249 419 861	0,04 %	3 569 742 729	0,59 %	599 566 972	0,10 %			4 418 729 562	0,73 %
	Total	249 419 861	0,04 %	3 569 742 729	0,59 %	599 566 972	0,10 %			4 418 729 562	0,73 %
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	4 535 599 422	0,74 %	14 490 255 489	2,38 %	714 266 565	0,12 %			19 740 121 476	3,24 %
	Total	4 535 599 422	0,74 %	14 490 255 489	2,38 %	714 266 565	0,12 %			19 740 121 476	3,24 %
951	GESTION FINANCIERE			11 875 453	0,00 %					11 875 453	0,00 %
	Total			11 875 453	0,00 %					11 875 453	0,00 %
A-	ENTRÉE DIRECTE	26 265 875	0,00 %	112 704 331 994	18,50 %	868 117 700	0,14 %	574 300 367	0,09 %	114 173 015 936	18,74 %
	Total	26 265 875	0,00 %	112 704 331 994	18,50 %	868 117 700	0,14 %	574 300 367	0,09 %	114 173 015 936	18,74 %
A-900	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	602 175 648	0,10 %	26 952 911 119	4,42 %					27 555 086 767	4,52 %
	Total	602 175 648	0,10 %	26 952 911 119	4,42 %					27 555 086 767	4,52 %
A-901	MOYENS INTERNES			67 322 288	0,01 %					67 322 288	0,01 %
	VOIRIE TERRITORIALE	2 053 825 131	0,34 %	35 892 784 980	5,89 %					37 946 610 111	6,23 %
	Total	2 053 825 131	0,34 %	35 960 107 268	5,90 %					38 013 932 399	6,24 %
A-902	RESEAUX TERRITORIAUX	407 026 442	0,07 %	10 216 265 967	1,68 %					10 623 292 409	1,74 %
	Total	407 026 442	0,07 %	10 216 265 967	1,68 %					10 623 292 409	1,74 %
A-903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL	486 280 549	0,08 %	13 747 365 408	2,26 %	3 276 677	0,00 %			14 236 922 634	2,34 %
	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	76 800	0,00 %							76 800	0,00 %
	Total	486 357 349	0,08 %	13 747 365 408	2,26 %	3 276 677	0,00 %			14 236 999 434	2,34 %
A-904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL	955 503 014	0,16 %	30 385 483 405	4,99 %					195 920	0,00 %
	TOURISME			995 169	0,00 %					995 169	0,00 %
	Total	955 503 014	0,16 %	30 385 483 405	4,99 %					195 920	0,00 %
A-905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	6 779 596	0,00 %	10 640 700	0,00 %					17 420 296	0,00 %
	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1 088 460 010	0,18 %	23 523 960 973	3,86 %	159 500	0,00 %			24 612 580 483	4,04 %
	Total	1 095 239 606	0,18 %	23 534 601 673	3,86 %	159 500	0,00 %			24 630 000 779	4,04 %
A-906	SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS	4 148 898 923	0,68 %	3 870 252 882	0,64 %					8 019 151 805	1,32 %
	Total	4 148 898 923	0,68 %	3 870 252 882	0,64 %					8 019 151 805	1,32 %
A-907	EQUIPEMENT RURAL	435 527 629	0,07 %	1 469 306 839	0,24 %	11 415 874	0,00 %			1 916 250 342	0,31 %
	Total	435 527 629	0,07 %	1 469 306 839	0,24 %	11 415 874	0,00 %			1 916 250 342	0,31 %
A-908	URBANISME ET HABITATION	678 660	0,00 %	449 722 151	0,07 %					450 400 811	0,07 %
	Total	678 660	0,00 %	449 722 151	0,07 %					450 400 811	0,07 %
A-909	AUTRES EQUIPEMENTS	685 439 344	0,11 %	2 492 577 337	0,41 %	2 414 096	0,00 %			3 178 016 681	0,52 %
	ENSEIGNEMENT					2 414 096	0,00 %			2 414 096	0,00 %
	Total	685 439 344	0,11 %	2 492 577 337	0,41 %	2 414 096	0,00 %			3 180 430 777	0,52 %
A-911	PROGRAMMES POUR LES ETS TERRITORIAUX	12 512 129	0,00 %	166 468 987	0,03 %					517 890 638	0,08 %
	Total	12 512 129	0,00 %	166 468 987	0,03 %					517 890 638	0,08 %
A-912	PROGRAMMES COMMUNES, SYNDICATS COMMUNES ETC..	8 213 468	0,00 %	5 524 583	0,00 %					696 871 754	0,11 %
	Total	8 213 468	0,00 %	5 524 583	0,00 %					696 871 754	0,11 %
A-914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	21 793 494	0,00 %	58 441 970	0,01 %					13 738 051	0,00 %
	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	362 356	0,00 %	14 919 000	0,00 %					13 738 051	0,00 %
	Total	22 155 850	0,00 %	73 360 970	0,01 %					13 738 051	0,00 %
A-916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER					596 545 245	0,10 %			596 545 245	0,10 %
	Total					596 545 245	0,10 %			596 545 245	0,10 %
Total		29 166 006 262	4,79 %	483 314 129 977	79,32 %	89 041 121 750	14,61 %	1 092 386 932	0,18 %	602 613 644 921	98,90 %

3.2.2 LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES : 6,7 MILLIARDS DE F CFP

Présentation graphique : Données ventilées par mission



LIBELLE_MISSION

- PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS
- TRANSPORTS
- ENTRÉE DIRECTE
- GESTION FINANCIERE
- RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS
- ECONOMIE GENERALE
- DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES
- URBANISME, HABITAT ET FONCIER

Ventilation chiffrée par mission et compte d'immobilisation :

Préfixe Mission	Libellé de la mission	261 - TITRES DE PARTICIPATION	
		Immobilisation	Proportion
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	98 000 000	0,02 %
906	ECONOMIE GENERALE	219 966 000	0,04 %
914	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	569 253 495	0,09 %
915	TRANSPORTS	1 879 808 500	0,31 %
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	69 871 827	0,01 %
951	GESTION FINANCIERE	702 613 365	0,12 %
A-	ENTRÉE DIRECTE	1 015 374 475	0,17 %
A-914	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	2 139 365 010	0,35 %
Total		6 694 255 672	1,10 %

Les données relatives aux immobilisations financières font l'objet d'un chantier spécifique de fiabilisation afin d'être complétées.

RESULTAT DE L'AUTORITE POLYNESIENNE DE LA CONCURRENCE - EXERCICE 2023

MISSION	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
	SECTION D'INVESTISSEMENT	4 111 307	4 111 307	0
906	ECONOMIE GENERALE	4 111 307	4 111 307	0
	SECTION FONCTIONNEMENT	32 763 612	24 000 000	-8 763 612
966	ECONOMIE GENERALE	32 763 612	24 000 000	-8 763 612
	TOTAL	36 874 919	28 111 307	-8 763 612

TABLEAU DE BORD DES RISQUES FINANCIERS DES SATELLITES DANS LE BUDGET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

STRUCTURE	NOMBRE
EPA	13
EPIC	9
GIE	1
SEM	8
SA	9

RÉPARTITION DES ENTITÉS SATELLITAIRES



SUBVENTIONS OCTROYÉES EN 2023

21, 620 milliards F CFP

ENCOURS GARANTIS AU 31/12/2023

8, 682 milliards F CFP

PROVISIONS CONSTITUÉES EN 2023

3, 116 milliards F CFP

NIVEAU DE RISQUE DE DÉFAILLANCE

Niveau 1 : Risque très faible à faible	26
Niveau 2 : Risque modéré	7
Niveau 3 : Risque élevé	6
Niveau 4 : Risque maximal	1

ENDETTEMENT DES SATELLITES AU 31/12/2023

76, 692 milliards F CFP

DONT ENDETTEMENT AUPRÈS DU PAYS

820 millions F CFP

22 ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET 1 GIE (HORS OPT ET OPH*)

Milliards F CFP	PRÉVISIONNEL 2023	EXÉCUTÉ 2023*	RÉSULTAT	TX EXÉ
RECETTES	79,350	56,187	-0,749	75%
DÉPENSES	79,350	56,262		71%
RECETTES RETRAITÉES	68,580	45,418		82%
DÉPENSES RETRAITÉES	68,580	45,493	-0,749	87%



*A ce jour les comptes 2022 de l'OPH ne sont pas approuvés

ENDETTEMENT POUVANT ENGAGER LE PAYS

24, 265 milliards F CFP

17 SOCIÉTÉS COMMERCIALES

PARTICIPATIONS FINANCIÈRES DANS LE CAPITAL DES SOCIÉTÉS EN 2023

18, 721 milliards F CFP

ENDETTEMENT DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES AU 31/12/2023

68, 518 milliards F CFP

Nbre de sociétés ayant perçu des subventions entre 2021 et 2023

10/17

Montant des subventions octroyées depuis 2021

15, 725 Mds F CFP

Nbre de sociétés subventionnées chaque année

5/17

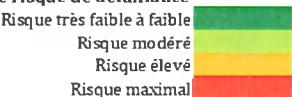
Nbre de sociétés dont les recettes sont constituées à +50% de subventions

3/17

Annexe au tableau de bord des risques financiers des satellites dans le budget de la Polynésie française :
LISTE DES EPA EPIC ET GIE

N°	Dénomination	Sigle	Statut	Prévisionnelles 2023			CF 2023		Taux d'exécution		Montant des subventions	Part Subv/Dépenses	FDR	Etat de la dette Encours au 01/01/24
				Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Résultat	Dépenses	Recettes				
1	CHAMBRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE LAGONAIRE	CAPL	EPA/CS	2 084 047 671	2 084 047 671	767 647 913	802 620 060	34 972 147	37%	39%	720 833 333	94%	183 585 447	0
2	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES	CFPA	EPA	1 819 137 848	1 819 137 848	1 211 700 334	1 293 748 282	82 047 948	67%	71%	1 103 773 104	91%	745 919 522	0
3	CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE	CAPF	EPA	459 526 578	459 526 578	438 754 943	438 421 671	- 333 272	95%	95%	281 910 000	64%	127 705 694	0
4	CENTRE DES METIERS D'ART DE LA POLYNESIE FRANCAISE	CMAPP	EPA	190 623 185	190 623 185	159 978 079	169 831 684	9 853 605	84%	89%	161 500 000	101%	57 742 862	0
5	CENTRE HOSPITALIER DE LA POLYNESIE FRANCAISE	CHPF	EPA	30 437 129 323	30 437 129 323	31 136 942 891	31 290 071 916	153 129 025	102%	103%	566 000 000	2%		346 057 124
6	MUSEE DE TAHITI ET DES ILES CENTRE DE METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE	MTI	EPA	613 938 619	613 938 619	467 529 887	403 803 247	- 63 726 640	76%	66%	269 055 973	58%	71 930 842	0
7	ETABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE	EPEFPA	EPA	706 642 315	706 642 315	611 406 725	579 871 640	- 31 535 085	87%	82%	226 660 214	37%	237 687 343	0
9	INSTITUT D'INSERTION MEDICO EDUCATIF	IME	EPA	628 223 311	628 223 311	575 390 860	531 342 301	- 44 048 559	92%	85%	401 230 000	70%	268 512 627	0
10	FARE TAMA HAU	FTTH	EPA	546 493 702	546 493 702	422 443 874	444 463 558	22 019 684	77%	81%	409 107 900	97%	155 724 938	0
11	INSTITUT DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	IJSPP	EPA	5 808 576 880	5 808 576 880	3 191 131 012	2 896 503 500	- 294 627 512	55%	50%	1 835 854 007	58%	382 248 771	0
12	INSTITUT DE LA STATISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE	ISPF	EPA	649 600 000	649 600 000	586 710 814	606 428 022	19 717 208	90%	93%	465 000 000	79%	169 276 304	0
13	MAISON DE LA CULTURE - TFTN	TFTN	EPA	1 097 610 702	1 097 610 702	849 444 724	763 679 944	- 85 764 780	77%	70%	591 172 461	70%	78 416 023	0
14	ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA	EGAT	EPIC	534 806 910	534 806 910	418 263 771	406 041 775	- 12 221 996	78%	76%	176 000 000	42%	131 509 436	0
15	ETABLISSEMENT VANILLE DE TAHITI	EVT	EPIC	540 185 872	540 185 872	465 033 504	539 544 240	74 510 736	86%	100%	298 000 000	64%	158 163 299	50 000 000
16	GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS POUR LA FORMATION CONTINUE	GREFOC	EPIC	185 265 000	185 265 000	186 746 038	185 441 999	- 1 304 039	101%	100%	-	0%	58 368 642	0
17	INSTITUT DU CANCER DE LA POLYNESIE FRANCAISE	ICPF	EPIC	1 043 200 000	1 043 200 000	622 025 767	569 641 800	- 52 383 967	60%	55%	560 000 000	90%	139 727 151	0
18	INSTITUT LOUIS MALARDE	ILM	EPIC	2 012 889 328	2 012 889 328	1 883 863 705	1 639 815 488	- 244 048 217	94%	81%	503 946 886	27%	740 911 764	0
19	OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	OPT	EPIC								1 135 333 847			4 024 035 606
20	OFFICE POLYNESIEN DE L'HABITAT	OPH	EPIC								4 203 917 838			1 056 359 307
21	PORT AUTONOME DE PAPEETE	PAP	EPIC	8 855 623 853	8 855 623 853	4 641 308 887	5 314 147 506	672 838 619	52%	60%	2 498 069 351	54%	4 493 275 371	1 971 606 759
22	GRAND PROJET DE POLYNESIE (ex TNAD)	G2P	EPIC	18 752 495 291	18 752 495 291	5 532 712 486	5 076 829 534	- 455 882 952	30%	27%	884 020 733	16%	1 300 399 304	725 469 607
23	TAHITI TOURISME	TT	GIE	1 678 573 507	1 678 573 507	1 718 784 002	1 754 015 227	35 231 225	102%	104%	1 585 500 000	92%	378 163 925	0
	TOTAL EPA EPIC GIE			79 349 563 722	79 349 563 722	56 262 054 423	56 187 183 575	- 74 870 848	71%	71%	19 291 175 651	63%	8 173 528 403	

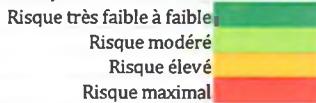
Niveau de risque de défaillance



Annexe au tableau de bord des risques financiers des satellites dans le budget de la Polynésie française :
LISTE DES SEM ET SA

N°	Dénomination	Sigle	Statut	Capital social en F CFP	Participation de la PF en F CFP	Part PAYS	CF 2023			Montant des subventions	Part Subv/Dépenses	Capitaux propres	Dettes fl de plus d'un an	Taux d'autonomie financière	Etat de la dette Encours au 01/01/24				
							Dépenses	Recettes	Résultat										
24	AEROPORT DE TAHITI	ADT	SAS	155 000 000	75 950 000	49,00%	NON COMMUNIQUÉ			34 057 768									
25	AGENCE FRANCE LOCALE	AFL	SA	21 081 622 912	702 613 365	3,33%	NON COMMUNIQUÉ			-									
26	AIR TAHITI	AT	SA	2 760 000 000	377 040 000	13,66%	NON COMMUNIQUÉ			-									
27	AIR TAHITI NUI	ATN	SEM	1 622 956 875	1 376 573 375	84,82%	39 621 216 999	36 427 907 597	- 3 193 309 402	-									
28	ASSAINISSEMENT EAUX DE TAHITI	ATET	SEM	178 070 000	127 100 000	71,38%	NON COMMUNIQUÉ			-									
29	CODER MARAMA NUI	CMN	SA	4 560 720 000	1 613 444 000	35,38%	NON COMMUNIQUÉ			-									
30	ELECTRA	EL	SA	65 400 000	12 000 000	18,35%	NON COMMUNIQUÉ			-									
31	ELECTRICITE DE TAHITI	EDT	SA	5 406 094 500	36 600	0,001%	NON COMMUNIQUÉ			-									
32	HUILERIE DE TAHITI	HT	SA	77 041 000	77 000 000	99,95%	1 098 000 000	1 098 000 000	-	535 000 000	49%								
33	LABORATOIRE DES TRAVAUX PUBLICS DE POLYNESIE FRANCAISE	LABO TP	SEM	120 000 000	61 000 000	50,83%	NON COMMUNIQUÉ			-									
34	PORT DE PECHE DE PAPEETE	S3P	SEM	51 510 000	2 820 000	5,47%	NON COMMUNIQUÉ			35 000 000									
35	ABATTAGE DE TAHITI	ABDT	SEM	20 000 000	10 200 000	51,00%	NON COMMUNIQUÉ			45 000 000									
36	SOCREDO	SOC	SA	22 000 000 000	11 000 000 000	50,00%	18 934 484 946	20 659 228 358	1 724 743 412	-				41 840 754 779	16 260 118 959	2,57	28 193 293 183		
37	SOCIETE DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA POLYNESIE FRANCAISE	SOFIDEP	SEM	1 500 000 000	1 267 500 000	84,50%	320 272 178	757 101 496	436 829 318	296 999 108	93%								
38	TAHITI NUI HELICOPTERS	TNH	SAS	848 441 700	200 121 000	23,59%	909 822 020	879 546 370	30 275 650	-				459 258 455	61 400 711	-7,48	161 400 711		
39	TAHITI NUI TELEVISION	TNTV	SEM	550 000 000	467 500 000	85,00%	1 281 917 757	1 288 045 700	6 127 943	1 060 693 221	83%	571 658 527							
40	TRANSPORT D'ENERGIE ELECTRIQUE DE POLYNESIE	TEEP	SEM	1 800 000 000	1 349 910 000	75,00%	1 377 528 538	1 899 483 894	521 955 356	322 499 999	23%	9 352 923 496	3 678 349 145	2,54	4 273 975 145				
TOTAL SA						47,13%				2 329 250 096	62%								
68 518 543 176																			

Niveau de risque de défaillance



Annexe au tableau de bord des risques financiers des satellites dans le budget de la Polynésie française :
SOCIÉTÉS EN COURS DE LIQUIDATION

STATUT	DENOMINATION	CAPITAL SOCIAL F.CFP	PART PF	PARTICIPATION PF F.CFP	PROVISIONS CONSTITUÉES
SAS	BORA BORA CRUISES	377 325 000	7,69%	29 025 000	20 600 000
SEM	MEHERIO	198 350 000	99,81%	197 980 000	
SEM	MAEVA NUI	53 600 000	77,61%	41 600 000	
SEM	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE POLYNESIE FRANCAISE	155 992 000	96,59%	150 672 673	
SA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT POUR L'AGRICULTURE ET LA PECHE (SDAP)	65 000 000	18,08%	11 752 000	
SEM	TAHITI NUI RAVA'AI	280 000 000	84,28%	235 970 000	527 573 000
SEM	TE MAU ITO API	90 360 000	66,40%	60 000 000	72 200 000
SA	KAI HOTU RAU	200 000 000	49,00%	98 000 000	72 870 000
TOTAL		824 999 673		693 243 000	

INTRODUCTION DU RAPPORT SUR L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU BUDGET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Introduction de la démarche climat

Face au changement climatique et à ses conséquences, la Polynésie française acte la nécessité d'inscrire l'exigence climatique dans l'action publique et initie pour le compte administratif 2023 une démarche de budgétisation environnementale, plus communément appelée « budget vert ».

Le principe en est d'évaluer l'action publique au regard d'objectifs environnementaux déterminés, en apportant une cotation de type « favorable », « neutre » ou « défavorable » aux opérations initiées par la collectivité.

Le budget vert permet ainsi d'apprécier les efforts budgétaires dédiés à l'atteinte d'objectifs locaux, nationaux ou internationaux en matière environnementale.

C'est également un outil d'aide à la décision, en ce qu'il permettra d'orienter l'action publique dans l'élaboration de stratégies de minimisation des dépenses à impact défavorable ainsi que de préparation aux conséquences des crises climatiques à venir.

Il s'agit d'un exercice transverse, qui nécessite l'implication des différents ministères par le biais notamment de leurs politiques sectorielles, non seulement pour ce qui est des aménagements structurants mais également pour des opérations plus modestes.

Cette démarche transforme également le paradigme de la lecture du budget du Pays, en intégrant les objectifs environnementaux dans le processus budgétaire. Elle initie par conséquent une réforme de fond, mais aussi sur le long terme. Le présent document est ainsi dédié à l'exécution du budget 2023 ; mais sa mécanique sera reproduite sur les budgets primitifs de 2023 et de 2024, afin de permettre une comparaison à périmètre constant. De la même manière, au moment du compte administratif 2024, la présente annexe sera reproduite avec les résultats d'exécution de l'exercice budgétaire 2024, permettant de mesurer l'éventuelle progression des opérations vertueuses.

Cependant, cette réforme ne verra ses premiers effets sur les nouvelles opérations que lors de la préparation du budget primitif 2025, pour prendre réellement corps lors de la préparation du budget primitif 2026.

Bien qu'il ne soit pas encore prévu réglementairement, le budget vert prend la forme d'un état d'information annexé au compte administratif 2023 pour la première fois, puis au budget primitif 2025.

Objectifs

Outre la nécessité évidente d'adopter une démarche climat, l'intégration d'objectifs environnementaux dans le processus budgétaire, ainsi que l'évaluation de son incidence environnementale, répond au besoin de lisibilité environnementale des engagements budgétaires, à destination notamment des citoyens de plus en plus sensibilisés aux enjeux climatiques.

Elle s'inscrit par ailleurs dans le respect du principe de transparence budgétaire.

En outre, la démarche permet de satisfaire aux critères environnementaux désormais rendus indispensables par les principaux bailleurs de fonds et concourt ainsi à l'obtention de financements spécifiques et de prêts à taux bonifiés pour le bénéfice de la collectivité.

Méthodologie

Les particularités statutaires de la Polynésie française, ainsi que les différentes contraintes géographiques et organisationnelles auxquelles elle est soumise, ont guidé le choix d'élaboration d'une méthodologie sur-mesure, en veillant néanmoins à ce qu'elle soit lisible et conforme aux recommandations établies à l'échelle internationale.

Il a ainsi été décidé d'analyser les lignes budgétaires selon deux critères qui, outre le fait de faire consensus à l'échelle internationale, sont reconnus par les principaux bailleurs de fonds :

- Critère « atténuation » qui évalue la participation à la lutte contre le changement climatique, par la recherche d'une réduction de l'empreinte carbone ;
- Critères « adaptation » qui s'attache à la préparation aux conséquences du changement climatique (événements climatiques extrêmes, réchauffement des températures, montée du niveau des océans etc.).

La cotation retenue se décline en 5 grades notés de 0 à +4 puis, en fonction de la note attribuée, reçoit une qualification « améliorable », « neutre » ou « vertueuse » afin de déterminer les éventuelles suites à donner en vue d'améliorer l'action publique autant qu'il est possible.

L'exercice concernera dans un premier temps les projets structurants, par le biais du budget d'investissement, avant de s'étendre au budget de fonctionnement, une fois la mécanique d'évaluation parfaitement maîtrisée.

C'est ainsi, qu'à compter du compte administratif 2023, sont analysées toutes les opérations d'investissement ayant donné lieu à des crédits de paiement sur l'année, de la manière décrite ci-dessous.

Toutes les autorisations de programme (AP) ont été classées selon qu'elles relevaient de l'adaptation ou de l'atténuation. Tous les travaux d'infrastructure (hors énergie) et de construction relèvent du domaine de l'adaptation alors que les acquisitions de matériels (équipements, transport, informatique, ...) et les quelques imputations du domaine de l'énergie relèvent de l'atténuation.

Chacune des opérations a été notée selon son objet :

Atténuation :

La consommation de carbone a été appréhendée au regard de l'objet de l'opération en appliquant le barème ci-dessous :

Note	Evaluation
0	Non vertueux à fort impact
1	Non vertueux mais à faible impact
2	Neutre
3	Vertueux mais nécessitant encore des fossiles
4	Vertueux

Seules les opérations obtenant les notes 3 et 4 sont considérées comme ayant un impact positif en termes d'atténuation des émissions des gaz à effet de serre.

Adaptation :

La résilience aux changements climatiques des infrastructures a été évaluée, selon le barème ci-dessous, l'hypothèse de base retenue dans le cadre du Plan Climat de la Polynésie française (PCPF) étant d'une élévation du niveau de la mer de l'ordre d'un mètre d'ici 2050 :

Note	Evaluation
0	Aménagement à moins d'1m du niveau de la mer
2	neutre
4	Aménagement améliorant la résilience face aux impacts des changements climatiques

Seules les opérations obtenant la note 4 sont considérées comme participant à l'adaptation du Pays aux conséquences du changement climatique.

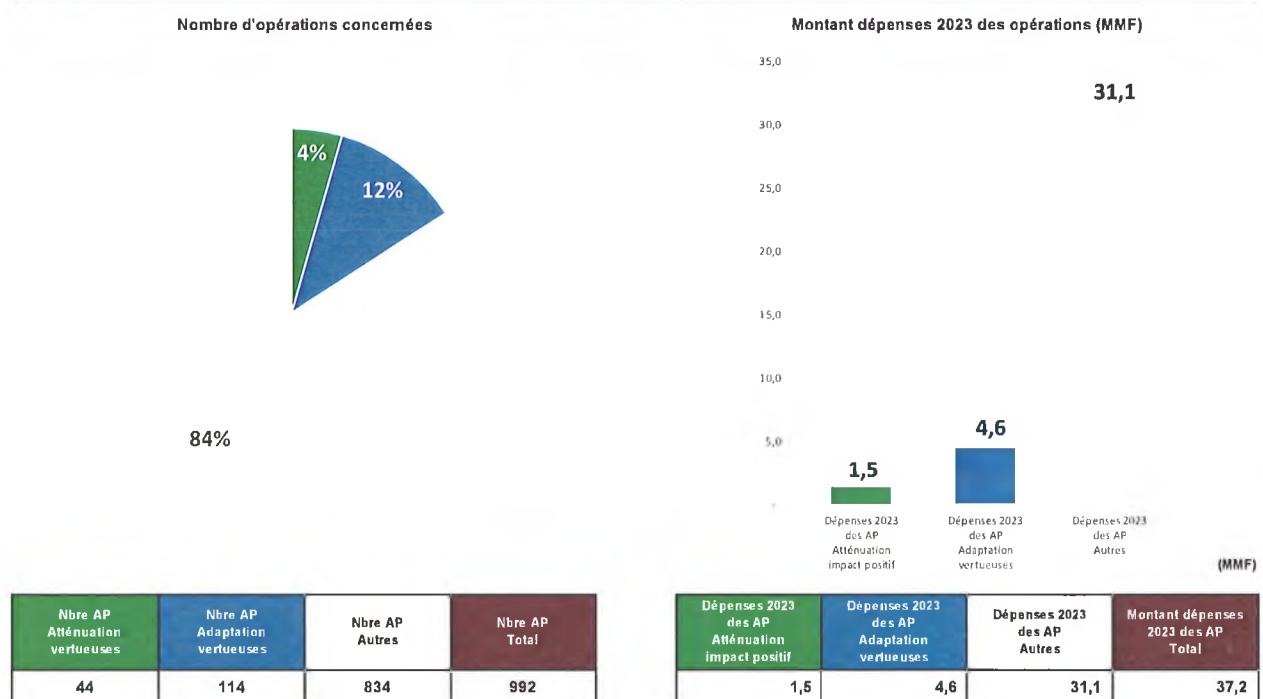
Résultats

992 opérations ont fait l'objet de mandatement au cours de l'exercice 2023, pour un montant total de 37.2 milliards F CFP.

Parmi celles-ci, 44 peuvent être considérées comme participant à réduire les émissions de gaz à effets de serre, tandis que 114 concourent à adapter le territoire de la Polynésie française aux conséquences du réchauffement climatique.

Le montant total de ces 158 opérations vertueuses s'élève à 6.1 milliards F CFP, soit 16.4% du total des dépenses d'investissement pour l'exercice 2023.

Atténuation / Adaptation changement climatique - Budget d'investissement du Pays - Exécution 2023

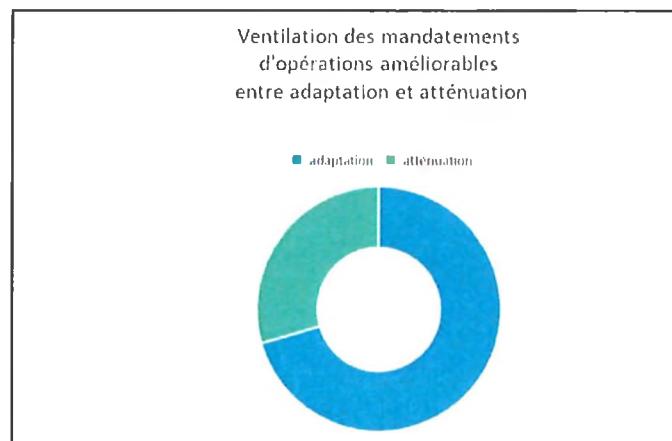
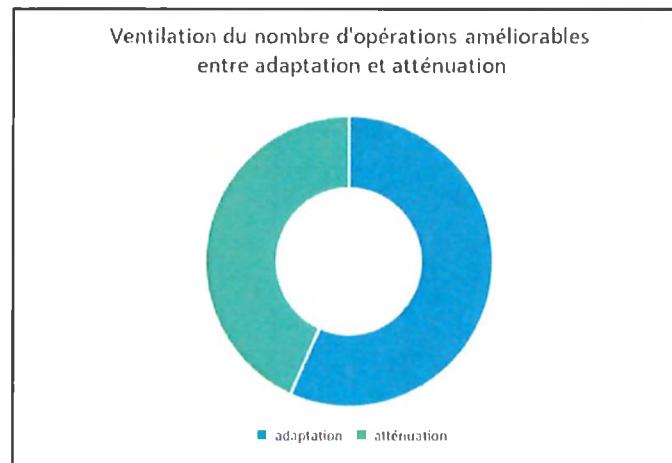


Ces résultats peuvent paraître insuffisants. Néanmoins, parmi les 834 opérations non qualifiées, 376 peuvent connaître des améliorations significatives sous réserve de mesures à mettre en place telles que l'application de la réglementation énergétique des bâtiments de Polynésie française et l'introduction systématique de critères environnementaux dans les procédures d'appels d'offres.

En conséquence, le classement des opérations pourrait sensiblement verdir dans les années à venir.

Ainsi les 376 opérations pourraient être reclassées comme vertueuses sur le volet adaptation ou le volet atténuation selon la répartition suivante :

	Nbre AP améliorables	Dépenses 2023 AP améliorables
Adaptation	213	13 136
Atténuation	163	5 488
Total	376	18 624



VENTILATION PAR MISSIONS

		31 décembre 2023
Chap. & Prog.	Libelle	
900	POUVOIRS PUBLICS	
901	MOYENS INTERNES	
902	PERSONNEL	
903	PARTENARIAT AVEC LES "COLLECTIVITES"	
904	TOURISME	
905	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	
906	ECONOMIE GENERALE	
907	TRAVAIL ET EMPLOI	
908	CULTURE ET PATRIMOINE	
909	ENSEIGNEMENT	
910	SANTE	
911	VIE SOCIALE	
913	ENVIRONNEMENT	
914	RESEAUX ET EQUIPEMENTS STRUCTURANTS	
915	TRANSPORTS	
916	URBANISME, HABITAT ET FONCIER	
951	GESTION FINANCIERE	

SUIVRE



Atténuation

	262	7 771 726 430	91	10	117	20	24
	Nbre	Mandatements	Note 0	Note 1	Note 2	Note 3	Note 4
	2	8 526 474	1	-	1	-	-
	76	1 079 714 076	20	1	45	4	6
	-	-	-	-	-	-	-
	21	896 977 886	13	-	6	1	1
	-	-	-	-	-	-	-
	49	898 743 208	18	-	22	7	2
	1	296 999 108	-	-	-	1	-
	4	100 023 104	1	-	2	1	-
	10	94 830 268	2	-	7	-	1
	29	362 132 261	4	-	15	4	6
	17	665 117 903	7	-	10	-	-
	8	92 125 912	3	-	5	-	-
	2	51 109 688	-	-	-	1	1
	33	3 044 579 012	14	9	4	-	6
	9	98 409 359	7	-	-	1	1
	1	82 038 171	1	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-

Adaptation

	730	29 457 077 684	257	359	114
	Nbre AP	Mandatements	Note 0	Note 2	Note 4
	4	53 023 375	1	3	-
	44	1 088 728 165	22	19	3
	-	-	-	-	-
	47	1 547 439 313	14	23	10
	19	1 555 676 224	9	10	-
	129	3 163 587 803	18	33	18
	-	-	-	-	-
	2	230 161 268	1	1	-
	13	87 281 409	6	7	-
	50	1 370 274 466	12	36	2
	32	1 220 514 852	13	15	4
	27	982 639 703	15	11	1
	2	9 657 865	-	-	2
	257	7 769 704 875	138	54	65
	10	44 046 099	6	2	2
	92	9 815 347 008	2	83	7
	2	518 995 259	-	2	-

Apréciation /Leviers d'action

	376	458	158
	Amél.	Neutre	Véreuse
	5	1	-
	52	55	13
	-	-	-
	42	14	12
	3	16	-
	69	82	27
	-	-	1
	3	2	1
	12	10	1
	33	34	12
	35	10	4
	26	8	1
	-	-	4
	27	192	71
	5	10	4
	64	22	7
	-	2	-